# ASSEMBLÉE ORDINAIRE

# DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

# VERSION 2

**Le jeudi 23 avril 2026**

**à 16 h**

## AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 16 avril 2026

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 23 avril 2026, à 16 h**, **dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

# ASSEMBLÉE ORDINAIRE

# DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

**Le jeudi 23 avril 2026**

**à 16 h**

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 23 avril 2026, à 16 h, ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 9 avril 2026.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 20.28 à 20.33 et 30.02.

De plus, prendre note que la convention manquante au dossier inscrit au point 20.10 a été ajoutée et que l'inscription au point 42.07 a été modifiée pour y lire : Adoption, avec changements. Ce dossier comporte un addenda.

Finalement, veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI et que le document afférent au point 3.02 est maintenant accessible via ladite base de données.

# Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 23 avril 2026

## ORDRE DU JOUR

## VERSION 2

**01 – Période de questions du public**

**01.01** *Service du greffe*

Période de questions du public

**02 – Période de questions des membres du conseil**

**02.01** *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

**03 – Ordre du jour et procès-verbal**

**03.01** *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

**03.02** *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 26 mars 2026, à 16 h

## 04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

**04.01** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

**04.02** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

**04.03** *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

## 05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

**05.01** *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

## 06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

**06.01** *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission sur l'examen des contrats intitulé « Bilan de la quinzième année d'activité (2025) »

## 11 – Dépôt de pétitions

**11.01** *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

## 20 – Affaires contractuelles

**20.01** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1257157021

Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 166 718,05 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat à 796 040,83 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.02** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1267157002

Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 657 862,33 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats à 8 667 920,97 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.03** *Service de police de Montréal , Direction des services de proximité* - 1265326002

Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.04** *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1267292001

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186)

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**20.05** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1257157020

Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.06** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1267157001

Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc. pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.07** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie* - 1267157003

Accorder deux contrats à Baulne inc. pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.08** *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1268555001

Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 531902 (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

**20.09** *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1264352001

Accorder deux contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) et à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige), pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, pour une période de 30 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 025 095,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.10** *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1258752002

Accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**20.11** *Service des grands parcs  du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1268752001

Accorder deux contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de trois ans - Dépense totale de 457 650 $ / Approuver les projets de convention de services à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

**20.12** *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1265942002

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.13** *Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI* - 1265942001

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.14** *Service des technologies de l'information , Direction stratégies pratiques d'affaires et performance* - 1267655001

Autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives (III), dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630), majorant ainsi le montant total de l'entente à 922 904,33 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.15** *Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle* - 1267684002

Autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour l'acquisition des services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud dans le cadre des contrats accordés aux firmes Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018), majorant ainsi le montant total de la dépense à 13 106 219,86 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.16** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1268009001

Autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 351 965,25 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.17** *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1265942003

Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses, à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver le projet d'avenant à cette fin / Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support - Dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.18** *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1268362002

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de deux contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.19** *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1265588001

Résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.20** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1260479001

Accorder un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour les services de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.21** *Service du développement économique , Direction du développement des marchés* - 1266352001

Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de quatre forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver le projet de convention à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**20.22** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1265593014

Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**20.23** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1265593011

Exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés à la suite de l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.24** *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire* - 1265035001

Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.25** *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1267684003

Autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.26** *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1268516002

Conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en mise en service et en efficience énergétique de projets de rénovation d'enveloppe du bâtiment pour le Service de la gestion et planification des immeubles, pour une durée de 60 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 1 885 277,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21234 (5 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.27** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1265593016

Conclure des ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4), pour les services d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville, d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (2 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.28** *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1265942004

Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de trois ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.29** *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1260412001

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre avec Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de cinq ans, incluant une option de prolongation de deux ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

**20.30** *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1250350001

Prendre connaissance du rapport de la Commission sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 millimètres et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque - Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soum.)

*Compétence d'agglomération :* Acte mixte

**20.31** *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1255414002

Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses

*Compétence d'agglomération :* Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

**20.32** *Service du développement économique , Direction du développement du territoire* - 1267956003

Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver le projet d'addenda à cet effet

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**20.33** *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1268527001

Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 $ USD (1 001 059,12 $ CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896 $ USD (4 048 053,05 $ CAD, taxes incluses)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

## 30 – Administration et finances

**30.01** *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1269537004

Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal

*Compétence d'agglomération :* Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération

**30.02** *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1250288001

Autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International

*Compétence d'agglomération :* Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

## 41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

**41.01** *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1269056001

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant à 96 000 000 $

*Compétence d'agglomération :* Alimentation en eau et assainissement des eaux

## 42 – Adoption de règlements

**42.01** *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1265092001

Adoption - Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec

*Compétence d'agglomération :* Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

**42.02** *Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission* - 1260025002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**42.03** *Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés* - 1250164002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003)

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**42.04** *Service du développement économique , Direction du développement du territoire* - 1268383002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017)

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**42.05** *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1256711011

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés

*Compétence d'agglomération :* Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

**42.06** *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1266188001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal

*Compétence d'agglomération :* Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

**42.07** *Service du développement économique , Direction du développement du territoire* - 1265581001

Adoption, avec changements, du Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

*Compétence d'agglomération :* Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

**Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 26 mars 2026 16 h**

**Séance tenue le jeudi 26 mars 2026 – 16 h salle du conseil de l'hôtel de ville**

**PRÉSENCES :**

Mesdames et messieurs,
Soraya Martinez Ferrada, Dimitrios (Jim) Beis, John Belvedere, Christine Black, Alex Bottausci, Michel Boudreault, Caroline Braun, Julie Brisebois, Jonathan Cha, Alan DeSousa, Marc Doret, Heidi Ektvedt, Chantal Gagnon, Michel Gibson, Peter Malouf, Peter McQueen, Andréanne Moreau, Denis Pelletier, Dominic Perri, Claude Pinard, Julie-Pascale Provost, Gabrielle Rousseau-Bélanger, Aref Salem, Michael Stern, Martin St-Jean, Anne St-Laurent, Alexandre Teodoresco, David Tordjman et Tanya Toledano

**ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION* :**

Jeremy Levi et Maude Théroux-Séguin

**AUTRES PRÉSENCES :**

M[e] Domenico Zambito, Greffier adjoint
Simon Bélanger-Gagnon, Analyste-rédacteur
Nathalie Deret, Agente de recherche

---

Le président d'assemblée, Denis Pelletier, souhaite à toutes et tous la bienvenue à cette assemblée ordinaire du conseil d'agglomération, déclare la séance ouverte et invite les membres du conseil à observer un moment de recueillement.

Ensuite, il expose que l'arrivée du printemps entraîne la reprise des opérations de propreté et d'entretien sur l'ensemble du territoire montréalais, puis il fait valoir que cette période met en lumière la responsabilité collective de préserver l'environnement, la qualité des espaces publics et le bien-être de la population.

Le président d'assemblée remercie les membres pour leur attention et cède la parole à la mairesse de Montréal, Soraya Martinez Ferrada.

La mairesse de Montréal revient sur le décès récent de deux personnes en situation d'itinérance et souligne, d'une part, le deuil vécu par les organismes communautaires ainsi que l'ampleur de leur travail auprès des personnes vulnérables. D'autre part, elle rappelle la nécessité collective de briser l'indifférence et de travailler ensemble afin d'offrir des solutions d'hébergement durables à toutes les personnes vivant dans la rue.

---

**1 - Période de questions du public**

À 16 h 10, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle le point « Période de questions du public » et invite les personnes du public présentes à poser leurs questions.

| | |
|---|---|
| 1<br>Question de :<br>Simon St-Onge<br>Réponse de :<br>Claude Pinard | Est-ce que l'Administration s'engage à faire une analyse des économies potentielles avant de renouveler des contrats en sous-traitance pour des services qui pourraient être réalisés par les employés cols bleus? / Est-ce que l'Administration s'engage à suspendre le renouvellement des contrats d'entretien mécanique des casernes de pompiers tant qu'une analyse indépendante n'aura pas été faite? |
| 2<br>Question de :<br>Bruce Walker<br>Réponse de :<br>Gabrielle Rousseau-Bélanger | Est-ce possible de recevoir la liste des compagnies condamnées pour infraction aux règlements de la Communauté métropolitaine de Montréal portant sur les rejets dans les égouts et sur les émissions atmosphériques sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour l'année 2025? / Est-ce qu'un nouveau directeur, ou directeur intérimaire, a été nommé au Service de l'environnement?<br><br>**Dépôt de documents** |

_____

À 16 h 18, le président d'assemblée fait la lecture de sept questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

*Prendre note que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification.*

| | |
|---|---|
| 1<br>Question de :<br>Nathalie Ainsley<br>Réponse de :<br>Gabrielle Rousseau-Bélanger | Le projet d'expansion de l'aéroport Mtl–Trudeau prévoit l'ajout de jetées pouvant desservir jusqu'à 32 avions supplémentaires, ce qui amènera une augmentation importante du trafic aérien dans le ciel de l'Ile de Mtl. Le projet est présenté par ADM de manière morcelée, sans aucune évaluation globale et indépendante des impacts sur la santé de la population. Compte tenu •que les avions émettent des particules ultrafines et d'autres polluants associés à des maladies respiratoires, cardiovasculaires et à la mortalité prématurée; •que selon le rapport 2024 de la Ville de Mtll, la station près de l'aéroport dépasse les critères de l'OMS 92 % du temps et présente le niveau de particules le plus élevé sur l'île; •que le bruit aérien chronique perturbe le sommeil, augmente le stress et affecte la santé et la qualité de vie. La CMM s'engage-t-elle à demander à ADM une évaluation complète, indépendante et publique des impacts environnementaux, climatiques et sanitaires du projet en entier? |
| 2<br>Question de :<br>Daniel Pelletier<br>Réponse de :<br>Dimitrios (Jim) Beis | Un voisin locataire du [redacted] a construit des bacs a plante et non devant son immeuble. Les voisins d'en face ne veulent pas que ceui-ci installe les bacs. Il l'a fait quand même. Maintenant il intimide et harcele les personnes âgées qui promènent leurs chiens de passer par la ruelle. La police est intervenu a plusieurs reprises pour des plaintes. La ville m'a informe que la ruelle n'est pas classé verte. Les gens du voisinages ont peur de cet homme qui les menaces de frapper leurs chiens ??? La police nous dit d'éviter cet homme. Les voisins ont tous un sentiments de craintes et d'une perte de sérénité lorsque cet homme passe ses journées a arroser les bacs a plantes, au delà de sa devanture de son logement. J'ai vraiment besoin d'aide pour qu'une autorité applique le droit des citoyens du quartier a promener leurs chiens dans cette ruelle. Il a agressé une femmes âgées en août 2025 et arrosé une femme et son chien. J'amerais avoir un rendez-vous avec un élues, pour mieux expliquer ce que les citoyens vivent depuis plus dix ans avec se voisiin locateur a logement. Sa proprietaire m'a dit qu'elle avait peur de cet homme.. Je vous laisse mon numéro de tel ; [redacted]<br><br>Le voisin en question a pris possession de la ruelle et va aussi sur le petit parc sur le coin de Debienville et berri , pour intimider les personnes âgées de ne pas faire pisser leurs chiens. Fait des menaces de frapper leurs chiens et insultes toutes personnes qui promènent leurs chiens. Les gens ont peur que cet individu dépose du poisson que les chiens pourraient manger. J'ai une voisine âgées qui a été agressé physiquement par ce voisin. La police est venu et a rédiger un rapport, pou agression. Toutefois le voisin continu d'etre dans la ruelle a s'occuper de ses bacs a plantes devant l'immeuble de cette dame âgée. Les bacs ne sont pas devant son immeuble ??? |

| | |
|---|---|
| | [*SUITE*]<br><br>Et il a une cour. La dame âgée respecté l'ordonnance de ne pas etre pres de cet homme, mais celui-ci se permet d'etre directement devant son immeuble pour s'occuper de ses bacs a plantes. J'attends hardiment un rendez-vous avec un élues, puisque la police banalise le fait que cet homme intimide les gens. |
| 3<br>Question de :<br>Emmanuelle Frenette<br>Réponse de :<br>Claude Pinard | Bonjour, je me demandais s'il y avait quelque chose qui se faisait pour empêcher les gens de faire des graffiti sur les mur de la ville. St-Henri est rempli et on dirait qu'il y en a de plus en plus à travers la ville. C'est désastreux . |
| 4<br>Question de :<br>John Millar<br>Réponse de :<br>Alan DeSousa | I have recently noticed the large number of commercial vans being parked in residential areas. These vans block the view for kids and seniors crossing the streets. Is this practice legal? |
| 5<br>Question de :<br>Caroline Malcolm<br>Réponse de :<br>Aref Salem | I feel like I live in a dictatorship. A large STM bus is being imposed on a narrow winding street whereby a decision was made and approved in the Fall of 2024 and the cement bus pad was poured in June 2025. This is a street where children ride their bikes to the community pool on the same road as the cars. 2 supposedly public meetings with limited residents invited concerned about the safety of the large busses and yet no one has informed us taxpayers in detail or consulted us on the final routes. It's a complete breach of public trust. And to add to this, Beaconsfield does not even warrant an individual STM meeting to explain the entire bus redesign in its own city ! The 211 being rerouted away from St A de B to the Kirkland REM but we get to pay taxes. A 70 person bus with 7 riders ! And there's a bike path on Elm so there are no bus stops along one direction of the 211x so elderly and handicapped people will have to walk. Taxation without representation. Stop the 211x. |
| 6<br>Question de :<br>Faouzi Lucien<br>Réponse de :<br>Alan DeSousa | Mesdames et Messieurs, je vous écris en tant que résident du quartier ville-Marie afin de soumettre une demande reflétant les besoins concrets de notre communauté : l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques sur la rue Montgomery. De nombreux résidents, comme moi, ne disposent pas d'un stationnement privé permettant l'installation d'une borne à domicile, ce qui limite l'adoption de solutions de transport plus écologiques. Pourtant, la demande pour les véhicules électriques est en forte hausse dans notre secteur. L'absence d'infrastructures adaptées sur rue constitue un frein réel à cette transition. Cette requête s'inscrit dans les priorités de la Ville de Montréal, notamment le Plan Climat et l'objectif de 11 000 points de recharge. L'installation d'une borne sur la rue Montgomery permettrait de concrétiser ces engagements. Je suggère son implantation près du 2343, rue Montgomery. Merci pour votre écoute. |
| 7<br>Question de :<br>Francois Guillemette<br>Réponse de :<br>Caroline Braun | Quel est le canal de communication pour déposer une plainte pour un immeuble abandonné ? |

_____

N'ayant plus d'autres questions, le président d'assemblée déclare la période de questions du public close à 16 h 33. Il remercie les personnes présentes et les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d'agglomération.

_____

**2 - Période de questions des membres du conseil**

À 16 h 33, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, le président d'assemblée déclare la Période de questions des membres du conseil close et cède la parole au porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, pour la suite de l'ordre du jour.

---

**3 – Ordre du jour et procès-verbal**

À 16 h 34, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Ordre du jour et procès-verbal ».

---

**CG26 0134**

**Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération**

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 26 mars 2026, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée en y ajoutant le point 7.04.

Adopté à l'unanimité.

03.01

---

**CG26 0135**

**Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 19 février 2026, à 16 h**

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de prendre acte du dépôt du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 19 février 2026 à 9 h 30, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 mars 2026 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

**4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif**

À 16 h 35, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose les documents suivants :

04.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), du 1er au 28 février 2026.

04.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 28 février 2026.

04.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* pour la période du 1er au 28 février 2026.

---

**5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil**

À 16 h 35, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse déposée.

---

**6 – Dépôt de rapports des commissions du conseil**

À 16 h 36, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Dépôt de rapports des commissions du conseil ».

---

**CG26 0136**

**Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes - Bilan 2025 »**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes - Bilan 2025 », et le conseil en prend acte.

06.01

---

**7 – Dépôt**

À 16 h 36, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Dépôt ».

---

**CG26 0137**

**Dépôt du bilan annuel 2025 de la qualité de l'eau potable de 17 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable d'Atwater, de Charles-J.-Des Baillets, de Lachine, de Dorval, de Pointe-Claire et de Pierrefonds tel qu'exigé en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r. 40)**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le bilan annuel 2025 de la qualité de l'eau potable de 17 réseaux de distribution desservis par les usines de production d'eau potable d'Atwater, de Charles-J.-Des Baillets, de Lachine, de Dorval, de Pointe-Claire et de Pierrefonds tel qu'exigé en vertu du Règlement sur la qualité de l'eau potable (Q-2, r. 40), et le conseil en prend acte.

07.01 1267261001

---

**CG26 0138**

**Dépôt du bilan annuel 2025 du rapport annuel de reddition de comptes de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le rapport annuel de reddition de comptes de la Stratégie montréalaise de l'eau 2025-2034, et le conseil en prend acte.

07.02 1269019002

---

**CG26 0139**

**Dépôt du rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le rapport annuel d'activités du comité d'audit de la Ville de Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025, et le conseil en prend acte.

07.03 1267665001

---

**CG26 0140**

**AJOUT - Dépôt du rapport annuel 2025 du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal**

Le porte-parole d'assemblée, Dimitrios (Jim) Beis, dépose le rapport annuel 2025 du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal, et le conseil en prend acte.

07.04

---

**11 - Dépôt de pétitions**

À 16 h 37, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Dépôt de pétitions ».

Aucune pétition n'est déposée.

---

**20 – Affaires contractuelles**

À 16 h 37, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Affaires contractuelles ».

---

À 16 h 37,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0141**

**Accorder un contrat à Gabriel Moto B Montréal S.E.C, pour la fourniture de motocyclettes pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 550 899,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21193 (3 soum.)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0278;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder à Gabriel Moto B Montréal S.E.C., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de motocyclettes pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 459 082,53 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21193;

2 - d'autoriser une dépense de 68 862,38 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'autoriser une dépense de 22 954,13 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4 - de procéder à une évaluation du rendement de Gabriel Moto B Montréal S.E.C.;

5 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1255593010

---

**CG26 0142**

**Résilier l'entente-cadre conclue avec Services de mécanique mobile B.L. inc. (CG25 0695), pour la fourniture de pièces authentiques de marque Freightliner**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0280;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de résilier l'entente-cadre conclue avec Services de mécanique mobile B.L. inc. (CG25 0695), pour la fourniture de pièces authentiques de marque Freightliner.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1265593002

---

**CG26 0143**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 233 974,40 $, taxes incluses, pour la location à court terme de deux camions nacelles d'une hauteur nominale de 55 pieds ou plus, sans opérateur et avec entretien, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (CG25 0173), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre à 474 646,50 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0282;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 212 704 $, taxes incluses, pour la location court terme de deux camions nacelles de hauteur nominale de 55 pieds ou plus, sans opérateur et avec entretien, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (CG25 0173);

2 - d'autoriser une dépense de 21 270,40 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1265593008

---

**CG26 0144**

**Autoriser la cession des droits et obligations des ententes-cadres découlant de l'appel d'offres 21-18960 (CG22 0111) de Fortier Auto (Montréal) ltée à 13665216 Canada inc., pour la fourniture de camionnettes à motorisation hybride complète (lot 1) et à motorisation régulière (lot 2)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0283;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'autoriser la cession des droits et obligations des ententes-cadres découlant de l'appel d'offres 21-18960 (CG22 0111) de Fortier Auto (Montréal) ltée. à 13665216 Canada inc. pour la fourniture de camionnettes à motorisation hybride complète (lot 1) et à motorisation régulière (lot 2).

Adopté à l'unanimité.

20.04 1265593009

---

**CG26 0145**

**Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 840 656,93 $, taxes incluses, pour les services d'entretien, de réparation et de remplacement de pneus et de jantes pour les ateliers mécaniques du Service du matériel roulant et des ateliers, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Pneus Métropolitains inc. (lots 1, 3 et 4) (CG24 0342), majorant ainsi le montant total de l'entente-cadre à 2 619 075,10 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0284;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 700 547,44 $, taxes incluses, pour les services d'entretien, de réparation et de remplacement de pneus et de jantes pour les ateliers mécaniques du Service du matériel roulant et des ateliers, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Pneus Métropolitains (lots 1, 3 et 4) (CG24 0342);

2- d'autoriser une dépense de 140 109,49 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1265593010

---

À 16 h 39,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0146**

**Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à la Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un an, rétroactivement au 1er janvier 2026, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 957 mètres carrés, afin d'organiser des activités de compostage pour les citoyens, et ce, à titre gratuit. Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 13 428 $ pour le terme**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0292;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société environnementale de Côte-des-Neiges, pour un terme d'un an, rétroactivement au 1er janvier 2026, une partie de terrain située dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à l'angle sud-est du chemin de la Côte-des-Neiges et de la voie ferrée, portant le numéro de lot 2 515 576 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie de 957 mètres carrés, afin d'organiser des activités de compostage pour les citoyens, et ce, à titre gratuit. Le montant total de la subvention pour cette occupation est de 13 428 $ pour le terme.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1260515002

---

**CG26 0147**

**Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour la fourniture d'équipements de télécommunication avec support, dans le cadre du contrat accordé à Bell Canada (CG22 0190)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0328;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour l'acquisition d'équipements de télécommunication avec support, dans le cadre du contrat accordé à Bell Canada (CG22 0190).

Adopté à l'unanimité.

20.07 1269660001

---

**CG26 0148**

**Exercer l'option de la première prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 1 463 611,35 $, taxes incluses, pour les services de remorquage, dans le cadre des contrats accordés à Remorquage Burstall-Conrad inc., Remorquage Centre-Ville inc., Remorquage Météor inc. et Remorquage Bélanger S. R. inc. (CG23 0335), majorant ainsi le montant total des contrats à 6 723 498,98 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0327;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la première prolongation de 12 mois;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 304 844,86 $, taxes incluses, en regard de chacun des lots ci-après désignés, pour les services de remorquage consistant à déplacer tout véhicule en infraction à un règlement sur la circulation et le stationnement, véhicule de délit et abandonné, tout véhicule impliqué dans un accident ou en panne, tout véhicule en lien avec la sécurité des biens et des personne et tout véhicule de la Ville en panne :

| Firmes | Montant (taxes incluses) | Montant total du contrat (taxes incluses) | Date prévue d'entrée en vigueur |
|---|---|---|---|
| Remorquage Burstall-Conrad inc. (lot 2) | 140 718,47 $ | 562 873,89 $ | 1er juillet 2026 |
| Remorquage Burstall-Conrad inc. (lot 4) | 140 806,44 $ | 563 225,76 $ | 1er juillet 2026 |
| Remorquage Centre-Ville inc. (lot 5) | 177 595,42 $ | 710 381,67 $ | 1er juillet 2026 |
| Remorquage Météor inc. (lot 6) | 122 574,60 $ | 490 298,41 $ | 1er avril 2026 |
| Remorquage Météor inc. (lot 7) | 160 519,68 $ | 642 078,73 $ | 1er avril 2026 |
| Bélanger S.R. inc. (lot 8) | 185 963,03 $ | 743 852,11 $ | 1er juillet 2026 |
| Remorquage Centre-Ville inc. (lot 9) | 246 401,62 $ | 985 606,48 $ | 1er juillet 2026 |
| Bélanger S.R. inc. (lot 10) | 130 265,60 $ | 521 062,41 $ | 1er juillet 2026 |

3- d'autoriser une dépense totale de 158 766,49 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1260164001

---

**CG26 0149**

**Exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 302 519,82 $, taxes incluses, pour les services d'entretien ménager au quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien Alphanet inc. (CG22 0023), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 512 599,09 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0315;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'exercer l'option de la deuxième prolongation de 12 mois;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 275 018,02 $, taxes incluses, pour les services d'entretien ménager au quartier général du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Service d'entretien Alphanet inc. (CG22 0023);

3- d'autoriser une dépense de 27 501,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1257157018

---

**CG26 0150**

**Autoriser le transfert de 121 873,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes du contrat de travaux (CG24 0431), aux dépenses contingentes du contrat de services professionnels (CG25 0204), dans le cadre du contrat accordé à Bouthillette Parizeau inc. et Lafontaine Langford Architectes s.e.n.c. (CG25 0204) pour le projet de réfection des systèmes de ventilation et de captation des gaz des Ateliers municipaux Viau, majorant ainsi le budget de contingences à 261 249,63 $, taxes incluses, sans dépenses additionnelles**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0349;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser le transfert de 121 873,50 $, taxes incluses, des dépenses incidentes du contrat de travaux (CG24 0431), aux dépenses contingentes du contrat de services professionnels (CG25 0204), dans le cadre du contrat accordé à Bouthillette Parizeau inc. et Lafontaine Langford Architectes s.e.n.c. (CG25 0204) pour le projet de réfection des systèmes de ventilation et de captation des gaz des ateliers municipaux Viau, majorant ainsi le budget de contingences à 261 249,63 $, taxes incluses, sans dépenses additionnelles;

2- d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1255350005

---

À 16 h 41,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0151**

**Autoriser la cession à Essor économique Québec Tech de deux conventions de contribution financière conclues entre la Ville et Fondation Montréal inc. de demain, pour la réalisation de projets de soutien à l'écosystème des startups technologiques (CG25 0330, CG25 0444) / Approuver le projet de convention de cession à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0374;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'autoriser la cession à Essor économique Québec Tech de deux conventions de contribution financière conclues entre la Ville et Fondation Montréal inc. de demain, pour la réalisation de projets de soutien à l'écosystème des startups technologiques (CG25 0330 et CG25 0444);

2 - d'approuver le projet de convention de cession à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1268180001

---

**CG26 0152**

**Autoriser une dépense additionnelle de 536 301,40 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le lot 2 pour les services de téléphonie traditionnelle de la Ville, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Bell Canada (CG22 0645), majorant ainsi le montant total des ententes à 18 294 324,12 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0318;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 536 301,40 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences pour le Lot 2 - Numérique et analogique, destiné à répondre aux besoins de téléphonie traditionnelle de la Ville dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Bell Canada (CG22 0645);

2- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1256634006

---

**CG26 0153**

**Autoriser une dépense additionnelle de 1 055 231,53 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau principale de 750 mm de diamètre et de remplacement d'entrées de service d'eau, sous la rue Saint-Antoine Ouest entre la rue Rose-de-Lima et l'avenue Atwater, dans le cadre du contrat accordé à 9200-2088 Québec inc. (Duroking Construction) (CG21 0277), majorant ainsi le montant total du contrat à 5 869 794,02 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0338;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle de 1 055 231,53 $, taxes incluses, pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau principale de 750 mm de diamètre et de remplacement d'entrées de service d'eau, sous la rue Saint-Antoine Ouest entre la rue Rose-de-Lima et l'avenue Atwater, dans le cadre du contrat accordé à 9200-2088 Québec inc. (Duroking Construction - 9200-2088 Québec inc.) (CG21-0277);

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1255072001

---

**CG26 0154**

**Approuver un projet d'acte prolongeant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Bonheur d'Occasion, pour la propriété sise aux 1746, 1760, 1822 et 1800, rue Darling dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 13 ans, soit à partir du 31 mars 2039 jusqu'au 30 mars 2052, dont la rente annuelle sera de 6 400 $. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 160 000 $ pour la période de la prolongation**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0359;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'acte modifiant l'emphytéose entre la Ville de Montréal et la Coopérative d'habitation Bonheur d'Occasion pour la propriété sise aux 1746, 1760, 1822 et 1800, rue Darling, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, constituée des lots 3 364 501, 3 364 498, 3 364 500, 3 364 499 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 1 916,9 mètres carrés, afin de prolonger la durée de l'emphytéose d'une période additionnelle de 13 ans, soit à partir du 31 mars 2039 jusqu'au 30 mars 2052, dont la rente annuelle sera de 6 400 $, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte. La rente annuelle consentie représente une subvention totale d'au moins 1 160 000 $ pour la période de la prolongation;

2- d'autoriser la signature de l'acte de modification d'emphytéose par le greffier, pourvu que cet acte, dans sa forme finale soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme au projet joint et à la condition que la Coopérative d'habitation Bonheur d'Occasion ait remis à la Ville une confirmation de financement satisfaisante de son créancier hypothécaire, ainsi que toute preuve d'assurance satisfaisante, le tout de l'avis du Service de la stratégie immobilière.

3- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1259245004

---

**CG26 0155**

**Approuver l'Entente sectorielle en économie circulaire entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, la Société québécoise de récupération et de recyclage, l'École de technologie supérieure et la Ville d'un montant total de 1 295 000 $ couvrant la période entre 2026 et 2028 / Réserver une somme de 300 000 $ à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0357;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'Entente sectorielle en économie circulaire – Secteur de la construction, entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, la Société québécoise de récupération et de recyclage, l'École de technologie supérieure et la Ville de Montréal, d'un montant total de 1 295 000 $, couvrant la période entre 2026 et 2028;

2- de réserver une somme de 300 000 $, soit la contribution de la Ville de Montréal, à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1268468001

---

À 16 h 44,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0156**

**Conclure une entente-cadre avec Bureau Veritas Canada (2019) inc., pour les services d'analyse d'échantillons d'eau, d'une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 1 361 444,52 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21210 (3 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0323;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, par laquelle Bureau Veritas Canada (2019) inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services d'analyse d'échantillons d'eau, pour une somme maximale de 1 237 676,84 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21210;

2- d'autoriser une dépense de 123 767,68 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Bureau Veritas Canada (2019) inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1266987001

---

**CG26 0157**

**Conclure une entente-cadre avec 9140-2594 Québec inc. (Construction Arcade), pour les travaux généraux dans les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Ville, d'une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 14 476 599,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public DEP-P2612-C (3 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0345;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune, par laquelle 9140-2594 Québec inc. (Construction Arcade), plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les travaux généraux dans les usines, les stations de pompage et les réservoirs de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 14 176 599,60 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEP-P2612-C;

2- d'autoriser une dépense de 300 000 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de 9140-2594 Québec inc. (Construction Arcade);

4- d'imputer cette dépense de consommation à même les budgets du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1264745001

---

**CG26 0158**

**Conclure une entente-cadre avec Les Emballages Carrousel inc., pour la fourniture de sacs de plastique pour l'ensachage des équipements de protection individuels du Service de sécurité incendie de Montréal, d'une durée de trois ans - Montant estimé de l'entente : 545 740,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21156 (1 soum. conforme)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0333;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de trois ans, par laquelle Les Emballages Carrousel inc., seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des sacs de plastique pour l'ensachage des équipements de protection individuels du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une somme maximale de 545 740,34 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21156;

2- de procéder à une évaluation du rendement de la firme Les Emballages Carrousel inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de sécurité incendie de Montréal, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1263838001

---

**CG26 0159**

**Conclure une entente-cadre avec le Centre d'acquisitions gouvernementales, pour l'adhésion au regroupement d'achats des biens et services de mobilité cellulaire, d'une durée de 60 mois - Montant estimé de l'entente : 16 800 000 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0336;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre d'une durée de 60 mois, soit rétroactivement du 2 mars 2026 au 1er mars 2031, avec le Centre d'acquisitions gouvernementales afin d'adhérer au regroupement d'achats des biens et services de mobilité cellulaire, pour une somme maximale de 16 800 000 $;

2- d'autoriser le directeur de la Direction Espace de travail et services aux utilisateurs, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des unités administratives, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1269563003

---

**CG26 0160**

**Conclure des ententes-cadres avec les firmes Roland Grenier Construction ltée et Mécanicaction inc., pour les travaux généraux couvrant divers bâtiments de la Ville, pour une période de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 9 588 954,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21232 (3 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0331;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de conclure des ententes-cadres, d'une durée de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois, avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les travaux généraux couvrant divers bâtiments de la Ville, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21232 :

| Firmes (lots) | Descriptions | Montants (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Roland Grenier Construction ltée (1) | travaux généraux sur des édifices patrimoniaux | 2 966 441,83 $ |
| Mécanicaction inc. (2) | travaux généraux liés à l'aménagement des espaces administratifs | 1 152 054,97 $ |
| Mécanicaction inc. (3) | travaux généraux liés au développement d'hébergements destinés à la lutte contre l'itinérance | 3 872 298,98 $ |

2- d'autoriser une dépense de 1 598 159,15 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement des firmes Roland Grenier Construction ltée et Mécanicaction inc.;

4- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1263240001

---

À 16 h 45,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0161**

**Accorder un contrat à UAP inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de diagnostic de véhicules et de références techniques, pour une période de 36 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 867 933,26 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21201 (3 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0325;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, UAP inc., un contrat pour la fourniture d'une solution infonuagique de diagnostic de véhicules et de références techniques, pour une période de 36 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 867 933,26 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21201;

2- de procéder à une évaluation du rendement de UAP inc.;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1255035008

---

**CG26 0162**

**Accorder un contrat à Cloud Monitored Objects inc., pour les services de support et de maintenance d'équipements de communication véhiculaires pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de deux ans, incluant deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 765 701,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21182 (2 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0329;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder à Cloud Monitored Objects inc. (Gestion d'objets distants CMO), seul soumissionnaire conforme, un contrat pour les services de support et de maintenance d'équipements de communication véhiculaires pour le Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de deux ans, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 765 701,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21182;

2- de procéder à une évaluation du rendement de la firme Cloud Monitored Objects inc. (Gestion d'objets distants CMO);

3- d'autoriser le directeur de la Direction Sécurité publique et justice, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1262881001

---

**CG26 0163**

**Accorder un contrat à Mécanique Northerm inc., pour les travaux de décarbonation du bâtiment de la cavalerie du Service de police de la Ville de Montréal, situé au 1515, chemin Remembrance - Dépense totale de 1 309 954,10 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15983 (7 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0344;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder à Mécanique Northerm inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour les travaux de décarbonation du bâtiment de la cavalerie du Service de police de la Ville de Montréal, situé au 1515, chemin Remembrance, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 935 681,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15983;

2- d'autoriser une dépense de 187 136,30 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'autoriser une dépense de 187 136,30 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de Mécanique Northerm inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1260430001

---

**CG26 0164**

**Accorder un contrat de gré à gré à Astral Affichage, pour la fourniture d'espaces publicitaires dans le réseau de la Société de transport de Montréal ainsi que dans le réseau d'affichage d'Astral pour les besoins d'Espace pour la vie en 2026 - Dépense totale de 172 462,50 $, taxes incluses**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0334;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à Astral Affichage pour la fourniture d'espaces publicitaires dans le réseau de la Société de transport de Montréal ainsi que dans le réseau d'affichage d'Astral pour les besoins d'Espace pour la vie en 2026, pour une somme maximale de 172 462,50 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 17 décembre 2025;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1260036001

---

**CG26 0165**

**Accorder deux contrats à Bell Canada (lot 1) et à ITI inc. (lot 2), pour les services de maintenance d'équipements réseautiques Cisco, pour une période de 36 mois - Dépense totale : 1 085 194,61 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21258 (2 soum)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0330;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, des contrats pour la maintenance d'équipements réseautiques Cisco, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21258 :

| Firmes | Lots | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Bell Canada | Lot 1 : Acquisition d'un contrat de service pour les équipements et logiciels Cisco du service des Technologies de l'information | 864 754,49 $ |
| ITI inc. | Lot 2 : Acquisition d'un contrat de service pour les équipements et logiciels Cisco du Service de l'eau | 220 440,12 $ |

2- de procéder à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire Bell Canada;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1269834001

---

À 16 h 47,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 à 20.30 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0166**

**Accorder un soutien financier de 69 076,09 $ au Regroupement des éco-quartiers, afin d'organiser la Patrouille bleue pour la saison 2026 / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0375;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 69 076,99 $ au Regroupement des éco-quartiers afin d'organiser la Patrouille bleue pour la saison 2026;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1265440001

---

**CG26 0167**

**Accorder un soutien financier de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 32e édition de la Conférence de Montréal / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0371;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 140 000 $ à l'Institut international d'études administratives de Montréal dans le cadre de l'organisation de la 32e édition de la Conférence de Montréal;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1262885002

---

**CG26 0168**

**Accorder un soutien financier de 300 000 $ à Montréal - Métropole en santé, pour la réalisation des plans d'action de Montréal, physiquement active et Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2028, dans le cadre du Fonds régions et ruralité / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0370;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à Montréal - Métropole en santé, pour la réalisation des plans d'actions de Montréal, physiquement active et de Conseil du système alimentaire montréalais afin de créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie pour tous les Montréalais, pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2028;

2 - d'approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1259622013

---

**CG26 0169**

**Accorder un soutien financier de 309 848 $ au Centre de valorisation du bois urbain, afin de valoriser le bois de la Ville de Montréal pour la période du 30 mars 2026 au 31 décembre 2027 / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0373;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 309 848 $ au Centre de valorisation du bois urbain, afin de valoriser le bois de la Ville pour la période du 30 mars 2026 au 31 décembre 2027;

2 - d'approuver le projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1269196001

---

**CG26 0170**

**Accorder un soutien financier totalisant 543 812 $ à Startop et Commission du développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador pour la réalisation de leur projet respectif, dans le cadre de du Plan économique 2030 / Approuver les projets de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0379;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier totalisant 543 812 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux :

| Organisme | Projet et période | Soutien recommandé |
|---|---|---|
| Startop | Économie sociale inclusive | 350 000 $ |
| CDEPNQL | Développement et rayonnement de l'entrepreneuriat autochtone dans la grande région de Montréal | 193 812 $ |

2 - d'approuver les projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3 - d'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.30 1265531001

---

À 16 h 49,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.31 à 20.35 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0171**

**Approuver le projet de la première convention d'amendement modifiant l'Accord-cadre conclu entre Mission Unitaînés, la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal (CG24 0383) / Accorder un soutien financier additionnel de 877 312 $ à Mission Unitaînés / Autoriser des budgets additionnels revenus et dépenses équivalents de 877 312 $ pour l'exercice 2026**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0442;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver le projet de la première convention d'amendement modifiant l'Accord-cadre conclu entre Mission Unitaînés, la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal (CG24 0383);

2- d'accorder un soutien financier de 877 312 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation, à Mission Unitaînés;

3- d'autoriser des budgets additionnels revenus et dépenses équivalents de 877 312 $ pour l'exercice 2026 selon l'Accord-cadre au Service de l'habitation;

4- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'addenda à l'Accord-cadre pour et au nom de la Ville de Montréal;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.31 1269286002

---

**CG26 0172**

**Approuver le projet d'addenda 1 modifiant l'Entente de subvention conclue entre la Ville et la Société d'habitation du Québec (CG25 0146)**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0444;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver le projet d'addenda 1 modifiant l'Entente de subvention conclue entre la Ville de Montréal et la Société d'habitation du Québec (SHQ) le 9 juin 2025;

2- d'autoriser la signature de l'addenda 1 pourvu que cet addenda soit substantiellement conforme, de l'avis de la Direction des affaires civiles, au projet d'Entente joint au présent dossier décisionnel, et ce, conditionnellement à l'obtention d'un décret autorisant la Société d'habitation du Québec à octroyer cette subvention à la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.32 1269286004

---

**CG26 0173**

**Approuver les addendas aux ententes de délégation 2025-2028 à intervenir entre la Ville et les six organismes PME MTL / Autoriser la mise à jour des paramètres budgétaires relatifs au financement des dépenses administratives des six organismes PME MTL**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0432;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver les addendas aux ententes de délégation à intervenir entre la Ville et les six organismes du réseau PME MTL couvrant la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2028 conditionnellement à l'autorisation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et l'approbation de l'entente de développement territoriale du fonds régions et ruralité entre la Ville et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation;

2- de transmettre au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation cette demande d'autorisation;

3- d'autoriser le greffier à signer les addendas aux ententes de délégation 2025-2028 entre la Ville et les six organismes du réseau PME MTL pourvu qu'elles soient substantiellement conformes, de l'avis de la Direction des affaires civiles, aux projets d'addenda aux ententes de délégation joints au présent dossier décisionnel;

4- d'autoriser la mise à jour des paramètres budgétaires relatifs au financement des dépenses administratives des six organismes PME MTL.

Adopté à l'unanimité.

20.33 1269502001

---

**CG26 0174**

**Approuver les addendas aux conventions de contributions financières 2024-2026 à intervenir entre la Ville et les six organismes PME MTL / Autoriser la mise à jour des paramètres budgétaires relatifs au financement des frais de gestion et des dépenses liées aux ressources humaines des six organismes PME MTL**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0433;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver les addendas aux conventions de contributions financières 2024-2026 à intervenir entre la Ville et les six organismes PME MTL;

2- d'autoriser la mise à jour des paramètres budgétaires relatifs au financement des frais de gestion et des dépenses liées aux ressources humaines des six organismes PME MTL.

Adopté à l'unanimité.

20.34 1265531002

---

**CG26 0175**

**Approuver l'entente spécifique entre la Société de transport de Montréal (STM) et la Ville visant à confier à la STM la réalisation des travaux dans le cadre du prolongement de la ligne bleue / Autoriser une dépense totale de 3 808 451,29 $, taxes incluses, à cette fin**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0434;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver l'entente spécifique entre la Société de transport de Montréal (STM) et la Ville visant à confier à la STM la réalisation des travaux dans le cadre du prolongement de la ligne bleue;

2- d'autoriser une dépense totale de 3 808 451,29 $, taxes incluses, à cet effet;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.35 1250803004

---

À 16 h 51,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.36 à 20.39 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0176**

**Approuver l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2026-2029 d'un montant total de 1 402 740 $ avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale / Approuver la convention d'aide financière pour le Programme d'appui aux projets de développement économique, d'un montant total de 150 000 $, avec le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service du développement économique de 1 122 240 $ réparti entre 2026 et 2029 équivalent au montant de la subvention attendue**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0437;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2026-2029, d'un montant total de 1 402 740 $, avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale;

2- d'approuver la convention d'aide financière pour le Programme d'appui aux projets de développement économique, d'un montant total de 150 000 $, avec le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie;

3- d'autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service de développement économique de 1 122 240 $ réparti entre 2026 et 2029 selon les informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.36 1267956002

---

**CG26 0177**

**Accorder un soutien financier de 220 500 $ à Les scènes de Musique Alternatives du Québec (SMAQ) pour des projets de développement économique / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0440;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier totalisant 220 500 $, à l'organisme ci-après désigné, pour la période et le montant indiqués :

| ORGANISME | PROJET ET PÉRIODE | MONTANT |
|---|---|---|
| Les scènes de Musique Alternatives du Québec (SMAQ) | Société acheteuse culturelle : structuration, expérimentation et acquisition d'un bâtiment pilote de 2026 à 2028 | 220 500 $ |

2- d'approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.37 1266814001

---

**CG26 0178**

**Accorder un soutien financier de 581 845 $ à la Coopérative d'habitation Monde-Uni afin de réaliser le projet Acadie, dans le cadre du fonds alimenté par les contributions issues du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial / Approuver le projet de convention à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0283;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 581 845 $ à la Coopérative d'habitation Monde-Uni afin de réaliser le projet Acadie, dans le cadre du fonds alimenté par les contributions issues du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial;

2- d'approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.38 1268080001

---

**CG26 0179**

**Accorder un soutien financier totalisant 5 407 736 $ à 15 organismes et un soutien additionnel de 3 942 461 $ à 10 organismes, pour la réalisation de leurs projets respectifs, sur une période de trois ans se terminant le 31 décembre 2028, dans le cadre du Programme itinérance et milieux inclusifs 2026-2028 / Approuver les projets de convention et d'addenda à cet effet**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0445;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier totalisant 5 407 736 $, sur une période de trois ans se terminant le 31 décembre 2028, à 15 différents organismes ci-après désignés, pour la réalisation de leur projet respectif, dans le cadre du budget d'agglomération du Service de la diversité et de l'inclusion sociale - bonification Programme itinérance et milieux inclusifs (PIMI) :

| Organisme | Projet | Soutien recommandé | Versements | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | 2026 | 2027 | 2028 |
| **Architecture Sans Frontières Québec** | Construire la ville ensemble : Favoriser la participation des personnes en situation d'itinérance | **230 223 $** | 58 932 $ | 83 392 $ | 87 899 $ |
| **Mouvement ATD Quart Monde du Canada** | Croiser les regards sur l'itinérance et la solidarité entre personnes logées et non logées | **128 992 $** | 34 034 $ | 47 479 $ | 47 479 $ |
| **Clinique Droits Devant** | L'inclusion des personnes en situation d'itinérance : un incontournable pour réduire les tensions | **226 932 $** | 73 343 $ | 74 856 $ | 78 733 $ |
| **Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart** | Rebondir par le loisir | **648 111 $** | 136 838 $ | 250 812 $ | 260 461 $ |
| **En Marge 12-17** | Transition | **242 092 $** | 78 603 $ | 80 674 $ | 82 815 $ |
| **Inter-Action du Quartier Peter-McGill** | En route pour un centre-ville vert, harmonieux et inclusif | **538 216 $** | 126 347 $ | 198 178 $ | 213 691 $ |
| **Le Bon Dieu dans la rue, organisation pour jeunes adultes** | TRALAJ - Travail à la journée | **293 374 $** | 78 725 $ | 106 555 $ | 108 094 $ |
| **Le PAS de la rue** | Retisser le filet social : soutenir les 55 ans et plus en itinérance au cœur du Centre-Sud | **167 660 $** | 44 261 $ | 60 786 $ | 62 613 $ |
| **Les YMCA du Québec** | Dialogue – Programme d'insertion sociocommunautaire par le travail et les alternatives constructives | **599 379 $** | 105 036 $ | 244 523 $ | 249 820 $ |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Mission Bon Accueil** | Cohabitation urbaine inclusive autour des services communautaires MBA | **690 122 $** | 165 638 $ | 258 376 $ | 266 108 $ |
| **Prévention Côte-des-Neiges–Notre Dame-de-Grace** | TAPAJ Cote des Neiges-Notre Dame de Grace | **476 239 $** | 122 575 $ | 171 797 $ | 181 867 $ |
| **Sentier urbain** | Verdir les liens | **150 000 $** | 50 000 $ | 50 000 $ | 50 000 $ |
| **Société de Développement Social** | Équipe médiation communautaire secteur Pôle-Place-des-Arts et Quartier Chinois | **434 033 $** | 117 443 $ | 156 590 $ | 160 000 $ |
| **Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles** | L'itinérance, quand les chemins se croisent | **245 750 $** | 63 750 $ | 89 000 $ | 93 000 $ |
| **Travail de rue / action communautaire** | Le Poirier : Pour favoriser la cohabitation solidaire avec les PSI de Verdun et du Sud-Ouest | **336 613 $** | 62 418 $ | 119 662 $ | 154 533 $ |

2- d'approuver les 15 projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3- d'approuver un projet Addenda 1, à la convention intervenue entre la Ville de Montréal et dix différents organismes (CG25 0500) pour la réalisation de leur projet respectif, bonifiant le soutien initial accordé totalisant 3 942 461 $ sur une période de trois ans se terminant les 31 décembre 2028, majorant ainsi le soutien total à 9 477 116 $;

4- d'autoriser à cette fin une dépense additionnelle totalisant 3 942 461 $, sur une période de trois ans se terminant le 31 décembre 2028 dans le cadre du budget d'agglomération du Service de la diversité et de l'inclusion sociale - bonification Programme Itinérance et milieux inclusifs (PIMI);

| **Organisme** | **Projet** | **Soutien** | | | **Versements** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | **Initial accordé** CG25 0500 | **Additionnel recommandé** | **Majoré** | **2026** | **2027** | **2028** |
| **Accueil Bonneau inc.** | La cohabitation sociale, moteur de nos communautés | 861 178 $ | **589 086 $** | 1 450 264 $ | 421 936 $ | 502 764 $ | 525 564 $ |
| **L'Amour en action Syl Dan** | Action, Intégration et Cohabitation | 463 852 $ | **69 659 $** | 533 511 $ | 166 695 $ | 181 668 $ | 185 148 $ |
| **La Maison Benoît Labre** | Brigades de propreté | 654 575 $ | **734 835 $** | 1 389 410 $ | 404 572 $ | 492 419 $ | 492 419 $ |
| **La rue des Femmes de Montréal** | Activités socio-culturelles | 332 997 $ | **592 328 $** | 925 325 $ | 270 926 $ | 325 835 $ | 328 564 $ |
| **Maison du Père** | Maillage et cohabitation sociale | 527 516 $ | **107 771 $** | 635 287 $ | 201 156 $ | 216 694 $ | 217 437 $ |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Plein Milieu** | Actions alternatives de sensibilisation à l'itinérance | 707 585 $ | **332 432 $** | 1 040 017 $ | 316 364 $ | 357 252 $ | 366 401 $ |
| **Projet Ado Communautaire en travail de rue** | Cohabitation | 416 821 $ | **315 608 $** | 732 429 $ | 217 608 $ | 254 404 $ | 260 417 $ |
| **Ricochet (Hébergement/ Homes)** | Co-existe 3.0 | 549 594 $ | **342 018 $** | 891 612 $ | 267 291 $ | 306 921 $ | 317 400 $ |
| **Rue Action Prévention Jeunesse** | Mouvement vers des alternatives rémunérées et constructives (M.A.R.C.) | 753 848 $ | **568 552 $** | 1 322 400 $ | 408 506 $ | 452 776 $ | 461 118 $ |
| **Spectre de rue inc.** | Intervention en mixité sociale | 266 689 $ | **290 172 $** | 556 861 $ | 161 543 $ | 193 950 $ | 201 368 $ |

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.39 1260417001

---

**30 – Administration et finances**

À 16 h 53, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Administration et finances ».

---

À 16 h 53,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0180**

**Approuver le projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal, la Ville de Varennes et la Ville de Repentigny afin d'offrir un service de navette fluviale dans le cadre du projet « Fleuve à vélo »**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0295;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'approuver le projet d'entente intermunicipale entre la Ville de Montréal et les Villes de Varennes et de Repentigny, afin d'offrir un service de navette fluviale pour les années 2026, 2027 et 2028, avec la possibilité de prolongation pour les années 2029 et 2030, dans le cadre du projet « Fleuve à vélo ».

Adopté à l'unanimité.

30.01 1253163002

---

**CG26 0181**

**Approuver le projet de convention d'aide financière entre le ministère des Affaires municipales et de l'habitation et la Ville, dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations visant la réalisation d'études pour le projet des bassins versants Nicolet et Dézéry**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0381;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'approuver le projet de convention d'aide financière entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville, dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations visant la réalisation d'études pour le projet des bassins versants Nicolet et Dézéry.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1269019001

---

**CG26 0182**

**Autoriser le versement à l'Autorité régionale de transport métropolitain d'une contribution additionnelle de 2 294 626,74 $, concernant l'initiative tarifaire visant à offrir la gratuité d'accès aux services de transport en commun pour les résidents de l'agglomération de Montréal âgés de 65 ans et plus**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0397;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser le versement à l'Autorité régionale de transport métropolitain d'une contribution additionnelle de 2 294 626,74 $, concernant l'initiative tarifaire visant à offrir la gratuité d'accès aux services de transport en commun pour les résidents de l'agglomération de Montréal âgés de 65 ans et plus;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1265825001

---

**CG26 0183**

**Modifier la source de financement du soutien financier accordé à l'Association des restaurateurs de rue du Québec (CG25 0371), afin d'imputer la dépense de 25 000 $, taxes incluses, à l'Entente Réflexe 3 (2025-2029) avec le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0382;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- de modifier la source de financement du soutien financier accordé à l'Association des restaurateurs de rue du Québec (CG25 0371), afin d'imputer la dépense de 25 000 $, taxes incluses, à l'Entente Réflexe 3 (2025-2029) avec le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1268798002

---

**CG26 0184**

**Ratifier l'affectation au montant de 1 095 300 $ pour les compétences d'agglomération comptabilisée aux résultats financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, au titre du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0398;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de ratifier l'affectation de 1 095 300 $ à l'égard des compétences d'agglomération, comptabilisée dans les résultats financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, au titre du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1265626001

---

À 16 h 55,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.06 à 30.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0185**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Pointe-Claire**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0387;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Pointe-Claire (486 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

---

Un débat s'engage.

---

Adopté à l'unanimité.

30.06 1269641001

---

**CG26 0186**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Lachine**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0386;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Lachine (1 683 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.07 1269641003

_____

**CG26 0187**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de LaSalle**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0390;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de LaSalle (391 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.08 1259641008

_____

**CG26 0188**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Mont-Royal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0388;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Mont-Royal (805 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.09 1265449001

_____

**CG26 0189**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0384;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (12 260 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.10 1265449002

_____

À 16 h 56,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.11 à 30.14 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

**CG26 0190**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0389;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (1 513 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.11 1265449003

_____

**CG26 0191**

**Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0385;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie (5 632 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

_____

Un débat s'engage.

_____

Adopté à l'unanimité.

30.12 1255449004

_____

**CG26 0192**

**Adopter la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0469;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter la Politique d'approvisionnement responsable et équitable de la Ville de Montréal afin d'assurer sa conformité aux nouvelles exigences de la *Loi sur les contrats des organismes municipaux* (RLRQ, c. C-65.01).

Adopté à l'unanimité.

30.13 1265317003

---

**CG26 0193**

**Approuver le Cadre d'intervention pour la vitalité du territoire, requis dans le cadre de l'Entente 2025-2028 du Fonds régions et ruralité - Volet 2 - Développement territorial conclue entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la Ville de Montréal**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0463;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1 - d'approuver le Cadre d'intervention en vitalité du territoire (Cadre d'intervention) dans le cadre de l'Entente 2025-2028 du Fonds régions et ruralité - Volet 2 - développement territorial;

2 - de transmettre le Cadre d'intervention au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Adopté à l'unanimité.

30.14 1260068001

---

**41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement**

À 16 h 58, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Avis de motion et dépôt de projet de règlement ».

---

**CG26 0194**

**Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1265092001

---

**CG26 0195**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1260025002

---

**CG26 0196**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1250164002

---

**CG26 0197**

**Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1268383002

---

**CG26 0198**

**Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer l'acquisition et le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1256711011

---

**CG26 0199**

**Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'entente sur le développement culturel de Montréal », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.06 1266188001

---

**CG26 0200**

**Avis de motion et dépôt - Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)**

**AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT**

Avis de motion est donné par Dimitrios (Jim) Beis de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.07 1265581001

---

**42 – Adoption de règlements**

À 17 h, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Adoption de règlements ».

---

À 17 h,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0201**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 538 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement d'un parc visant la mise en valeur du site archéologique de Fort-Lorette**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 538 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement d'un parc visant la mise en valeur du site archéologique de Fort-Lorette » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0126;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 538 000 $ afin de financer des travaux d'aménagement d'un parc visant la mise en valeur du site archéologique de Fort-Lorette » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0126;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 février 2026 par sa résolution CE26 0220;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 10 538 000 $, afin de financer des travaux d'aménagement d'un parc visant la mise en valeur du site archéologique de Fort-Lorette », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.01 1250525001

*Règlement RCG 26-006*

---

**CG26 0202**

**Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 29 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 29 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0127;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 29 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0127;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 février 2026 par sa résolution CE26 0218;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 29 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1257900004

*Règlement RCG 26-007*

---

**CG26 0203**

**Adoption - Règlement modifiant le règlement numéro RCG 25-015 modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement numéro RCG 25-015 modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0128;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement numéro RCG 25-015 modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0128;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 février 2026 par sa résolution CE26 0259;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement numéro RCG 25-015 modifiant le Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal) (02-102) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1255687005

*Règlement RCG 25-015-1*

---

**CG26 0204**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0129;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0129;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 février 2026 par sa résolution CE26 0265;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1265317001

*Règlement RCG 18-024-4*

---

**CG26 0205**

**Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places (RCG 24-036)**

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places (RCG 24-036) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0130;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places (RCG 24-036) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 19 février 2026 par sa résolution CG26 0130;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 février 2026 par sa résolution CE26 0266;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places (RCG 24 036) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1269632001

*Règlement RCG 24-036-1*

---

**45 – Règlement de la Société de transport de Montréal**

À 17 h 01, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Règlement de la Société de transport de Montréal ».

---

**CG26 0206**

**Approuver le Règlement R-225 autorisant un emprunt de 45 800 000 $, pour financer le Programme d'immobilisation en maintien des infrastructures pour un terme de 20 ans / Approuver la modification du livre Programme des immobilisations 2026-2035**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 mars 2026 par sa résolution CE26 0417;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'approuver le Règlement R-225 autorisant un emprunt de 45 800 000 $ pour financer le Programme d'immobilisation en maintien des infrastructures, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. 30.01);

2- d'approuver la modification du livre Programme des immobilisations 2026-2035.

Adopté à l'unanimité.

45.01 1260460001

---

**50 – Ressources humaines**

À 17 h 02, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Ressources humaines ».

---

**CG26 0207**

**Autoriser l'entente de prêt de service entre la Ville de Montréal et la Gendarmerie royale du Canada, pour le détachement d'une ressource policière du Service de police de la Ville de Montréal à l'équipe nationale de soutien à l'application de la *Loi sur les armes à feu*, pour une durée de trois ans, à compter du 30 mars 2026 / Autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2026 de 136 260 $, ainsi qu'un ajustement à la base budgétaire pour les années subséquentes / Autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste policier de grade sergent-détective pour la même période**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 février 2026 par sa résolution CE26 0308;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

1- d'autoriser l'entente de détachement entre la Ville de Montréal et Sa Majesté le Roi du chef du Canada, pour le détachement d'une ressource policière du Service de police de la Ville de Montréal à l'équipe nationale de soutien à l'application de la *Loi sur les armes à feu* de la GRC, pour une période de trois ans, à compter du 30 mars 2026;

2- d'autoriser le directeur du Service de police de la Ville de Montréal à signer l'entente de détachement pour et au nom de la Ville de Montréal;

3- d'autoriser l'augmentation temporaire de l'effectif autorisé d'un poste policier de grade sergent-détective pour la même période;

4- d'autoriser un budget additionnel équivalent de revenus et de dépenses pour 2026 de 136 260 $, ainsi qu'un ajustement à la base budgétaire pour les années subséquentes;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

50.01 1265326001

---

**51 – Nomination / Désignation**

À 17 h 03, le président d'assemblée, Denis Pelletier, appelle la rubrique « Nomination / Désignation ».

---

À 17 h 03,

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 51.01 à 51.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

---

**CG26 0208**

**Nommer Céline-Audrey Beauregard, mairesse de l'arrondissement de Verdun, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0449;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de nommer Céline-Audrey Beauregard, mairesse de l'arrondissement de Verdun, à titre de représentante de l'arrondissement, au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1262959001

---

**CG26 0209**

**Nommer Mercedez Plante, élue de l'arrondissement d'Outremont, pour siéger au conseil d'administration de PME-MTL Centre-Ville**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0450;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de nommer Mercedez Plante, conseillère d'arrondissement, de l'arrondissement d'Outremont, pour siéger au conseil d'administration de PME-MTL Centre-Ville.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1263711001

---

**CG26 0210**

**Nommer Danielle Myrand, mairesse d'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, pour siéger au sein du conseil d'administration de PME-MTL Ouest-de-l'Île**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0452;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de nommer Danielle Myrand, mairesse d'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, à titre de représentante de l'arrondissement, pour siéger au sein du conseil d'administration de PME-MTL Ouest-de-l'Île.

Adopté à l'unanimité.

51.03 1262714001

---

**CG26 0211**

**Nommer Jocelyn Pauzé, conseiller de Ville, district Marie-Victorin, à titre de représentant de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au sein du conseil d'administration de PME MTL-Centre Est**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0453;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de nommer Jocelyn Pauzé, conseiller de ville, district Marie-Victorin, à titre de représentant de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au sein du conseil d'administration de PME MTL Centre-Est.

Adopté à l'unanimité.

51.04 1260297003

---

**CG26 0212**

**Nommer Vana Nazarian, élue de l'arrondissement de Saint-Laurent, pour siéger à titre de représentante au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre Ouest**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 18 mars 2026 par sa résolution CE26 0454;

Il est proposé par Dimitrios (Jim) Beis

appuyé par Claude Pinard

Et résolu :

de nommer Vana Nazarian, conseillère de la Ville, de l'arrondissement de Saint-Laurent, pour siéger à titre de représentante au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des Villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de février 2026.

Adopté à l'unanimité.

51.05 1260075003

---

À 17 h 04, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, le président d'assemblée, Denis Pelletier, déclare l'assemblée levée.

---

Denis Pelletier
PRÉSIDENT

Domenico Zambito
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Soraya Martinez Ferrada
MAIRESSE

# 04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
**23 AVRIL 2026**

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU
**1ER AU 31 MARS 2026**

## CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

**PÉRIODE DU 01 MARS 2026 AU 31 MARS 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ORANGE PAYSAGEMENT INC. | 100% AGGLO | SERVICE DE LA CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET DE L'EXPÉRIENCE CITOYENNE | DIRECTION STRATÉGIE DES OPÉRATIONS D'ENTRETIEN DE LA VOIE PUBLIQUE | 1254922006 | ACCORDER UN CONTRAT À ORANGE PAYSAGEMENT INC., POUR LES SERVICES D'ENTRETIEN DES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS CENTRAUX DU BOULEVARD PIE-IX, POUR UNE PÉRIODE DE 2 ANS, INCLUANT UNE OPTION DE PROLONGATION D'UNE SAISON ESTIVALE - DÉPENSE TOTALE DE 392 893,95 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 25-21218 (7 SOUMISSIONNAIRES) | CE26 0317 | 2026-03-12 | 392 894,00 $ |
| PLOMBERIE CHARBONNEAU INC. | 26,6% AGGLO 73,4% VILLE | SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES | DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS | 1260088002 | ACCORDER UN CONTRAT À PLOMBERIE CHARBONNEAU INC., POUR LES TRAVAUX DE DÉCARBONATION, INCLUANT L'INSTALLATION D'ÉQUIPEMENTS DE CHAUFFAGE SANS ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE, DE L'ÉDIFICE MADISON, SITUÉ AU 2140, AVENUE MADISON, DANS L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE - DÉPENSE TOTALE DE 235 491,81 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC IMM-15981 (6 SOUMISSIONNAIRES) | CE26 0343 | 2026-03-13 | 201 850,00 $ |
| BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. ET LECLERC ARCHITECTES INC. | 100% AGGLO | SERVICE DE LA GESTION ET PLANIFICATION DES IMMEUBLES | DIRECTION DE LA GESTION DE PROJETS IMMOBILIERS | 1260218001 | ACCORDER UN CONTRAT AU REGROUPEMENT FORMÉ PAR LES FIRMES BOUTHILLETTE PARIZEAU INC. ET LECLERC ARCHITECTES INC., POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS EN INGÉNIERIE ET EN ARCHITECTURE DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION DES ÉTUDES ET DES TRAVAUX DE CONCEPTION VISANT LE BÂTIMENT ADMINISTRATIF DE L'USINE D'EAU POTABLE ATWATER, POUR UNE PÉRIODE DE 5 ANS, INCLUANT UNE OPTION DE PROLONGATION DE 12 MOIS - DÉPENSE TOTALE DE 497 781,96 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 25-21158 (4 SOUMISSIONNAIRES) | CE26 0352 | 2026-03-13 | 382 807,00 $ |
| RACICOT CHANDONNET. | 100% AGGLO | SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES | DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES | 1269774003 | AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 25 086,12 $, TAXES INCLUSES, POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS DE REPRÉSENTATION JURIDIQUE DE LA VILLE, DANS LE LITIGE QUI L'OPPOSE À NAHTAC CONSTRUCTIONS INC., DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ AU CABINET D'AVOCATS RACICOT CHANDONNET (DA194692001), MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT À 414 534,77 $, TAXES INCLUSES □ | CE26 0431 | 2026-03-20 | 25 086,00 $ |

NOMBRE DE CONTRATS : 4

TOTAL : 1 002 637,00 $

# 04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
**23 AVRIL 2026**

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
**COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION**

POUR LA PÉRIODE DU
**1ER AU 31 MARS 2026**

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION**

**PÉRIODE DU 01 MARS 2026 AU 31 MARS 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ASSOCIATION CANADIENNE DE TENNIS | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 14 375,00 $ |
| ASSOCIATION DE BASKETBALL BORN AGAIN | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 13 125,00 $ |
| ASSOCIATION SPORTIVE DES AVEUGLES DU QUÉBEC | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 2 650,00 $ |
| BOUGEBOUGE | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 44 998,00 $ |
| CANOE KAYAK CANADA | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 25 000,00 $ |
| CLIMBING ESCALADE CANADA | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 6 500,00 $ |

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION**

**PÉRIODE DU 01 MARS 2026 AU 31 MARS 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CLUB D'ATHLÉTISME SAINT-LAURENT SÉLECT INC | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 5 938,00 $ |
| CLUB D'AVIRON DE MONTRÉAL | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 8 000,00 $ |
| CLUB DE COURSE À PIED LACHINE-DORVAL | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 10 500,00 $ |
| DIVING PLONGEON CANADA | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 8 500,00 $ |
| ÉVÉNEMENTS BATEAU DRAGON MONTRÉAL | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 13 750,00 $ |
| FILLACTIVE (FITSPIRIT COMMUNITY ORGANIZATION) | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 13 575,00 $ |

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION**

**PÉRIODE DU 01 MARS 2026 AU 31 MARS 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GESTION D'ÉVÉNEMENTS DE PATINAGE DE VITESSE | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 22 500,00 $ |
| GROUPE ICARE | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 11 250,00 $ |
| HORS STADE | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 8 250,00 $ |
| INTERNATIONAL GYMNIX | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 25 000,00 $ |
| JUDO CANADA | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 14 375,00 $ |
| LA CLASSIQUE D'ATHLÉTISME DE MONTRÉAL | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 8 500,00 $ |

**SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE AGGLOMÉRATION**

**PÉRIODE DU 01 MARS 2026 AU 31 MARS 2026**

| FOURNISSEUR | RÉPARTITION | SERVICE | DIRECTION | DOSSIER | OBJET | DÉCISION | DATE | MONTANT |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RSEQ MONTRÉAL | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 12 000,00 $ |
| SQUASH QUÉBEC | 100% AGGLO | SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS | DIRECTION DES SPORTS | 1259941003 | ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT 276 636 $ À 20 ORGANISMES, POUR L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2026, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2026 | CE26 0369 | 2026-03-13 | 7 850,00 $ |

NOMBRE DE CONTRATS : 20

TOTAL : 276 636,00 $

**04.03**

# À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
# **23 AVRIL 2026**

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
**1er AU 31 MARS 2026**
LISTE SIMON

**1er AU 31 MARS 2026**

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT | de20260310181132 | 2026-03-11 | RONDOU, JEAN-FRANCOIS | contribution financière mensuelle-900006846mars2026 | Dépenses de contributions | Transport en commun | 63 328 000,00 $ | - |
| SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU | 17595 | 2026-03-06 | KABANGE, MBOMBO MICHELINE | DÈpenses encourues dans le cadre du programme triennal d'immobilisation | Dépenses de contributions | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 1 916 126,47 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP48524 | 2026-03-06 | BROSSEAU, JULIE | BCO2025-UAT-Chlorure de polyaluminium PAX-XL3932J-entente1687030- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 623 388,79 $ | 1687030 |
| SEL WINDSOR LTEE | DEP48529 | 2026-03-13 | BROSSEAU, JULIE | BCO2025 - UDB - CHLORURE DE SODIUM (SEL) POUR LA | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 615 975,58 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP52644 | 2026-03-19 | BROSSEAU, JULIE | BCO2026 - UDB - FOURNITURE ET LIVRAISON COAGULANTS | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 596 601,97 $ | 1687030 |
| BOIVIN & GAUVIN INC. | 1769110 | 2026-03-13 | CHAU, SAIV THY | SSIM / DST - BCO 2026 Service de consignation pièce d'Apria 2026 - pour | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 427 245,88 $ | 1146339 |
| SOCIETE D'HABITATION DES | de20260309153937 | 2026-03-10 | BIENVENA, NADINE | Frais de pré-développement pour la réalisation d'un projet d'acquisition à | Habitation | Logement social | 407 863,63 $ | - |
| TELTECH SIGNALISATION INC. | DEP53629 | 2026-03-13 | SEN, REAK SA | BCO2026 / DRE / SIA / Année 1 - Prolongation - Service d'interventions | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 378 406,59 $ | 1705876 |
| FIDUCIE DU REGIME CUM | art14bcontconstfiducieregimecummars2026 | 2026-03-24 | BOULIANNE, JULIE | Montants à verser en vertu de l'article 14B du contrat constitutif de Fiducie du | Police | Activités policières | 286 482,25 $ | - |
| OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE | de20260312103013 | 2026-03-13 | BIENVENA, NADINE | Versement de la subvention "RMM" du projet PHAQ-0070 | Habitation | Logement social | 252 819,70 $ | - |
| INNOTEX INC. | 1768010 | 2026-03-06 | CHAU, SAIV THY | SSIM / DST - BCO 2026 - Nettoyage/Entretien habits de combats - Entente | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 226 203,97 $ | 1553376 |
| BARREAU DU QUEBEC | cotisations2026 | 2026-03-23 | GELINAS, ISABELLE | cotisations2026 | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 145 584,47 $ | - |
| LES YMCA DU QUEBEC | 1768281 | 2026-03-13 | PICHE, LINA | Mu_2026-43_Froid extrême / 2026-44_Haltes chaleur itinérance_Location de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 145 078,70 $ | - |
| MABAREX INC | DEP53846 | 2026-03-30 | WITTY, MARIE-FRANCE | SEAU / MAG / RÉAPPRO - LAMPE DE REACTEUR UV CALGON CARBON R2-6-48- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 141 291,34 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES YMCA DU QUEBEC | 1770490 | 2026-03-24 | MUNN, JONATHAN | Mu_2026-46_Froid extrême / 2026-47_Haltes chaleur itinérance_Location de | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 129 823,70 $ | - |
| IDAE INC. | DEP53491 | 2026-03-02 | PAUL, SERGE MARTIN | 23R02 SP14 Plan et devis pour réfection du mur mitoyen et réparation des | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 124 725,14 $ | - |
| PRODUITS SUNCOR ENERGIE. | DEU61799 | 2026-03-09 | BELLEMARE, STEPHANE | SEAU / DEEU / Fourniture de diesel coloré pour les génératrices de la Centrale | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 121 818,46 $ | 1631217 |
| COLLEGE CANADIEN DE POLICE | 1767662 | 2026-03-04 | CHARBONNEAU, MARC | Formations et déplacements, hébergement et repas | Police | Activités policières | 120 700,00 $ | - |
| KORTH GROUP LTD | 1770072 | 2026-03-19 | CHARBONNEAU, MARC | Korth Group. GTI SPVM. Soumission QT0005118 et QT0005062 (modifée) Achat | Police | Activités policières | 117 308,84 $ | - |
| CELLEBRITE INC. | 1768588 | 2026-03-11 | BERTRAND, DAVID | Achat et renouvellement licences_Avril 2026 à Mars 2027 (Quote Q-499251-1) - | Police | Activités policières | 115 688,63 $ | - |
| AECOM CONSULTANTS INC | 1767596 | 2026-03-04 | AGO, CEDRIC | Étude de charge électrique - Secteur du pôle Anjou | Urbanisme et mobilité | Construction d'infrastructures de voirie | 103 844,19 $ | 1723902 |
| MOFAX ELECTRIQUE LTEE | DEU65631 | 2026-03-17 | DEVEAU, DOMINIQUE | EC-0520250017-1-25E19_AG_01_ENTENTEMAINOEUVREEQUIPEMENT | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 102 648,71 $ | - |
| COLLEGE CANADIEN DE POLICE | 1767779 | 2026-03-05 | CHARBONNEAU, MARC | Formations et déplacements, hébergement et repas | Police | Activités policières | 101 500,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260310115842 | 2026-03-10 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 100 000,00 $ | - |
| ITI INC. | DEU65585 | 2026-03-10 | BELLEMARE, STEPHANE | EW-0720250007-54-ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 94 768,87 $ | - |
| EXA ARCHITECTURE ET DESIGN INC. | 1756942 | 2026-03-19 | CHARBONNEAU, MARC | Exa Architecture et Design. DRM SPVM. BC ouvert 2026. Pour l'aménagement | Police | Activités policières | 88 189,50 $ | - |
| TELUS COMMUNICATIONS INC. | 1768746 | 2026-03-12 | CHARBONNEAU, MARC | Facture 36501994075 pour les frais cellulaires SPVM février 2026. | Police | Activités policières | 84 838,30 $ | - |
| TELUS COMMUNICATIONS INC. | 1771079 | 2026-03-26 | CHARBONNEAU, MARC | Facture 36501994075 pour les frais cellulaires SPVM mars 2026. | Police | Activités policières | 84 314,35 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JMS INDUSTRIEL | DEU65606 | 2026-03-11 | WITTY, MARIE-FRANCE | Seau /cdeeu / pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 82 496,85 $ | - |
| SIMO MANAGEMENT INC | DEU51515 | 2026-03-06 | BROSSEAU, JULIE | BS DEEU JL-190159-1-TRAVAUX PRELIMINAIRES - | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 82 384,22 $ | - |
| AGENCE MASSIVART INC. | 1770650 | 2026-03-24 | ST-GERMAIN, ISABELLE | SEPLV - Concevoir et réaliser un événement | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 80 825,00 $ | - |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 91000367885 | 2026-03-10 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 76 193,59 $ | - |
| CONVOYEUR CONTINENTAL & USINAGE LTE | DEU65628 | 2026-03-13 | WITTY, MARIE-FRANCE | Seau / Deeu / acquisition vis d'alimentation reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 71 701,22 $ | - |
| NOVINFRA INC. | DEP53778 | 2026-03-24 | DEVEAU, DOMINIQUE | 24A22 TR02 - Acquisition de biens_Coque PRV | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 71 144,12 $ | - |
| (ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE | 260318cotpatfev 2026 | 2026-03-18 | BOULIANNE, JULIE | Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 28 février 2026 | Police | Activités policières | 63 859,71 $ | - |
| RSS PRO | 1769243 | 2026-03-17 | SHARIFIAN, JABIZ | SGPI - Service pour rénover la Biosphère - Ph1 - Incidences | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 63 147,81 $ | - |
| ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. | 1769356 | 2026-03-16 | NUNES, DEMIS | STI // Autoriser une dépense annuelle, par voie de gré à gré pour les forfaits | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 62 992,50 $ | - |
| DECCAN INTERNATIONAL | 1771367 | 2026-03-30 | WATERHOUSE, DAVE | SSIM-Achat licence ADAM 3.0 incluant abonnement 1 an Configuration, Project | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 61 593,82 $ | - |
| MAZOUT G. BELANGER INC. | DEP53091 | 2026-03-17 | VINCENT, SIMON | BCO2026 / UAT / Diésel coloré - Traitement de l'eau / AO #25-21186 entente | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 57 743,12 $ | 1749357 |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 94000338060 | 2026-03-05 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 57 479,42 $ | - |
| WILO CANADA INC. | 1766446 | 2026-03-25 | VILLENEUVE, SERGE | SSIM-DST / Élecr / DM 26-0231 / Achat Pompe électrique pour simulateur | Sécurité incendie de Montréal | Gestion des équipements - Séc. incendie | 54 891,66 $ | - |
| PATRIARCHE ARCHITECTURE INC. | 1767818 | 2026-03-05 | ELLA-OYONO, DIEUDONNE | SGPI-8636 Octroyer un contrat pour développer des | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 51 086,91 $ | 1665916 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COHLMEYER ARCHITECTURE LIMITEE | 1715565 | 2026-03-10 | SHARIFIAN, JABIZ | SGPI - GAG - 9 soumissionnaires - 2 soumissions recu - Services | Gestion et planification des immeubles | Activités policières | 50 362,50 $ | - |
| C.E.V. INC. | 1769375 | 2026-03-16 | VANDELAC, ROBERT | STI // Accorder un contrat de gré à gré pour le | Technologies de l'information | Gestion de l'information | 49 954,10 $ | - |
| REMORQUAGE T.G.F. | 1766425 | 2026-03-04 | LAHLOU, FEDWA-RYM | SCAEC / Service de remorquage pour les opérations de déneigement | Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | Déblaiement et chargement de la neige | 49 130,37 $ | - |
| SOFTCHOICE LP | DEU65706 | 2026-03-23 | BELLEMARE, STEPHANE | SEAU / DEEU - Renouvellement Citrix du 2026-03-28 au 2027-03-27 - | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 47 244,37 $ | - |
| COLLEGE DE MONTREAL | de20260312090653 | 2026-03-13 | MORIN, JOHANE | Subvention patrimoniale entente MCC/Ville pour le 1931, rue Sherbrooke ouest | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 45 192,33 $ | - |
| SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC. | DEU65524 | 2026-03-03 | BELLEMARE, STEPHANE | Soutien informatique Spectra Black Pearl du 20 octobre 2025 au 19 octobre | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 45 156,45 $ | - |
| FONDS DE GESTION DES INFRASTRUCTUR | de20260325094639 | 2026-03-25 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 44 665,80 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260330084050 | 2026-03-30 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 44 342,25 $ | - |
| SOCIETE CANADIENNE DES POSTES | 98000350201 | 2026-03-16 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada - Année 2026 - | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 41 263,47 $ | - |
| BOIVIN & GAUVIN INC. | 1768187 | 2026-03-09 | DOZOIS, JONATHAN | SIM, DM 26-0322 / Élect./Comm. / Lampe de poche Streamlight Pivot # | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 40 945,12 $ | - |
| LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS | DEU52632 | 2026-03-09 | BROSSEAU, JULIE | BS DEEU PB-190395-6-LOCATION VEHICULE DE CHANTIER - ENTENTE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 40 633,18 $ | 1576512 |
| POMPACTION INC. | DEU65539 | 2026-03-04 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - REDUCTEUR DE VITESSE HAYWARD GORDON | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 40 127,93 $ | - |
| OHISSE COOPERATIVE | 1770465 | 2026-03-24 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV - Accompagnement dans la structuration de | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 38 423,00 $ | - |
| SOLUTIONS PCD INC. | DEU65499 | 2026-03-06 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - DB-0720250009-10-ACHAT DE NAS POUR LE BACKUP | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 37 295,20 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EVOQUA WATER TECHNOLOGIES LLC | DEU65669 | 2026-03-19 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - DIFFUSEUR D'AIR CYCOLAC ORIFICE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 37 051,72 $ | - |
| NATIONAL PROCESS EQUIPEMENTS | DEU65627 | 2026-03-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acauisition pompe complete wemco | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 36 231,19 $ | - |
| THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA) | 1768500 | 2026-03-11 | VEZEAU, NANCY | GAG SENV - Acquisition de pièce et solution pour l'équipement ICP-MS de la | Environnement | Approv. et traitement de l'eau potable | 35 692,61 $ | - |
| ARTELIA CANADA INC. | DEU65584 | 2026-03-10 | DEVEAU, DOMINIQUE | SEAU / DEEU - RA-0720250021-4-24E02_05_ÉTUDESMILIEU | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 35 300,68 $ | - |
| ANCORA TECHNOLOGIES INC. | 1769883 | 2026-03-19 | DAGHER, FADY | ANC20260302 | Police | Activités policières | 34 992,33 $ | - |
| SM GESTION-PROJET INC. | 1767787 | 2026-03-05 | LALIBERTE, SIMON | SM Gestion-Projet. Projet SPVM pour des travaux de réaménagement au CO | Police | Activités policières | 34 576,63 $ | - |
| REVAY ET ASSOCIES LIMITEE | mqn00005495 | 2026-03-31 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - REVAY ASSOCIES LIMITEE - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 34 357,16 $ | - |
| SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU | 1771152 | 2026-03-27 | BOLDUC, GUY | SMRA / Renouvellement des immatriculations pour les motos du SPVM - Année | Materiel roulant et ateliers | Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et | 34 170,80 $ | - |
| 9333-4787 QUEBEC INC. | DEU65492 | 2026-03-04 | FORTIN, LUC | YB-0720250026-6-LA CONCEPTION, LA FABRICATION, LA | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 31 716,72 $ | - |
| KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC. | DEP52644 | 2026-03-23 | BROSSEAU, JULIE | BCO2026 - UDB - FOURNITURE ET LIVRAISON COAGULANTS | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 31 706,22 $ | 1687030 |
| REGROUPEMENT DES ECO-QUARTIERS | 1770980 | 2026-03-26 | EKILA, YVES | GAG SENV - Service d'organisation et coordination de la 18e | Environnement | Matières recyclables - matières | 31 656,36 $ | - |
| ARTELIA CANADA INC. | DEU65511 | 2026-03-03 | DUBUC, JEAN-FRANCOIS | SEAU / DEEU - SERVICES PROFESSIONNELS D¿ INGENIERIE POUR LES | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 30 687,01 $ | 1741060 |
| QUEBECOR MEDIA VENTES | 1768891 | 2026-03-12 | LEONG, CINDY | SEPLV - Contrat donné à Québecor pour une campagne publicitaire | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 30 000,00 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | 1769693 | 2026-03-18 | ARBIC, DENISE | SENV / Achat d'un spectrophotomètre UV-Visible pour Usine Des | Environnement | Protection de l'environnement | 29 676,64 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AMBULANCE ST-JEAN | 1766993 | 2026-03-13 | PICHE, LINA | Mu_2026-41_Froid Extrême 2026_Service de navette pour la halte chaleur | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 29 518,20 $ | - |
| ROGERS COMMUNICATIONS INC | tr0015722026 | 2026-03-16 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture de février 2026 | Police | Activités policières | 26 771,81 $ | - |
| SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM) | 1768698 | 2026-03-11 | GOYETTE, STEPHANE | DST - BCO 2026 Location de bus pour évacuations diverses | Sécurité incendie de Montréal | Gestion des équipements - Séc. incendie | 26 246,87 $ | - |
| G.G. INOX INC. | 1769472 | 2026-03-17 | MISHRA, ANJALI | IN 509502 (GP) - Gré à gré - Fourniture de 50 supports à vélo pour le projet du | Infrastructures du réseau routier | Construction d'infrastructures de voirie | 26 194,38 $ | - |
| P.T.S. ELECTRIQUE LTEE | DEU65500 | 2026-03-03 | DUBUC, JEAN-FRANCOIS | SEAU / DEEU / INTERRUPTEUR-SECTIONNEUR. | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 25 574,95 $ | - |
| CELLEBRITE INC. | 1767348 | 2026-03-03 | BERTRAND, DAVID | Achat et renouvellement licences_Avril 2026 à Mars 2027 (Quote Q-499251-1) - | Police | Activités policières | 25 256,01 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1185008 | 2026-03-10 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR L'ESTIME # W0103026-02 ( RESSORT IDEAL. | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 24 775,99 $ | 1687670 |
| CIMAISE INC. | 1767633 | 2026-03-04 | BUTEAU, FRANCOIS | Étude de Faisabilité - Aménagement Cité des Hospitalière | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 24 609,07 $ | - |
| GROUPE HEMISPHERES INC. | DEU52311 | 2026-03-06 | DEVEAU, DOMINIQUE | BS DEEU JL-186188-9-GESTION DES COULEUVRES BRUNES | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 24 537,81 $ | - |
| 9248-3833 QUEBEC INC. | 1768740 | 2026-03-11 | GAGNON, JEREMI | Achat de MODULES IGA POUR PTM (DÉTECTION DE LA TENSION) et | Police | Activités policières | 24 409,59 $ | - |
| ADMINISTRATION PORTUAIRE DE MONTREAL | 1767039 | 2026-03-02 | ST-DENIS, HUGO | paiement de facture 90258491 Entente B0863 des collecteurs de | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 24 286,55 $ | - |
| MARK DAVID CANADA INC. | DEU65625 | 2026-03-12 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau /Deeu / acquisition engrenage de demarrage | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 24 147,12 $ | - |
| AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE | 1768277 | 2026-03-10 | GOYETTE, STEPHANE | DST - BCO 2026 Entretien et remplissage d'extincteur à eau et à poudre pour les | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 24 042,14 $ | - |
| JOSE MARIA HUAMAN CHINGUEL | DEU65663 | 2026-03-19 | ARNOULD, GUY | SEAU / CG-197543-26-SERVICES PROFESSIONNELS PAGE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 24 000,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GLT + INC | 1737240 | 2026-03-19 | SHARIFIAN, JABIZ | SGPI - ENTENTE 1559156 - Service de surveillance de chantier pour réfection de la | Gestion et planification des immeubles | Approv. et traitement de l'eau potable | 23 974,94 $ | 1559156 |
| ASSOCIATION DES GESTIONNAIRES | 1767703 | 2026-03-04 | GAUTHIER, PHILIPPE | SSIM/ Paiement de facture pour frais d'adhésion et cotisation 2026 (AGSICQ) | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 23 930,85 $ | - |
| PL TECHNOLOGY SOLUTIONS INC. | 1769907 | 2026-03-19 | DAGHER, FADY | 26-1280.2 | Police | Activités policières | 23 884,64 $ | - |
| JOHN BROOKS COMPAGNIE LTEE | DEP53692 | 2026-03-17 | TISSEUR, YANNICK | SEAU / RES / PTI / CDN Fourniture d¿une pompe doseuse pulsafeeder | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 23 834,61 $ | - |
| CIM CONSEIL EN IMMOBILISATION ET MANAGEMENT | 1767386 | 2026-03-03 | GAUTHIER, PHILIPPE | SGPI 8636 - Service professionnel d'analyser le volet formation du Service | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 23 622,19 $ | - |
| ENERZAM INC. | 1769536 | 2026-03-17 | FEVRE, CHRISTOPHE | SGPI - GAG - SP- 7 soumissionnaires - 4 soumissions recu - projet | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 22 898,82 $ | - |
| AV-TECH INC. | 1769729 | 2026-03-18 | CLARK, VINCENT | Av-Tech. DRM SPVM.. BC ouvert Pour payer les factures en cour relatives à | Police | Activités policières | 22 827,43 $ | - |
| CLAUDE GOU | 106402 | 2026-03-31 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - CLAUDE GOU, ING. - 1064-02 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 22 782,29 $ | - |
| EXPERIENCES YULISM INC. | 1768933 | 2026-03-12 | GERLAND, VERONIQUE | DEV / Contrat de service professionnel pour un appui stratégique pour la | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 22 782,29 $ | - |
| ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC. | DEU65708 | 2026-03-23 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / BC2026 / DRE / SIE / SERVICE TECHNIQUE D'ENTRETIEN | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 22 782,29 $ | - |
| ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC. | DEU65727 | 2026-03-26 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / BC2026 / DRE / SIE / CONTRAT ENTRETIEN/REPARATION | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 22 777,04 $ | - |
| BURO DESIGN A.Q. | 1770390 | 2026-03-23 | CLARK, VINCENT | Achat de 17 bureaux 30x60 avec CANALISATION PASSE-FIL 12"L | Police | Activités policières | 22 756,04 $ | - |
| XN QUEBEC | 1767144 | 2026-03-02 | GERLAND, VERONIQUE | SDE/ Organisation du volet de développement | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 22 677,30 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1760398 | 2026-03-02 | MILLIEN, GUIBONSE | SPVM // REAPPRO // INVENTAIRE: Espadrilles habillement cadets et | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 22 657,11 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er AU 31 MARS 2026**

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC. | 1770043 | 2026-03-19 | GAGNON, JEREMI | Achat de modems pour les caméras de surveillance urbaines - Soumission Q- | Police | Activités policières | 22 560,55 $ | - |
| VIABILITE INC. | DEU65179 | 2026-03-17 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - H-0720250032-1-ÉQUIPEMENT DE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 22 559,40 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260330111629 | 2026-03-30 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 22 500,00 $ | - |
| CARDIO CHOC INC. | 1767528 | 2026-03-04 | TABOR, ISABELLE | DRM SPVM. Soumission 15005. Achat de 12 défibrillateurs. | Police | Activités policières | 22 372,31 $ | - |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1768014 | 2026-03-12 | CLARK, VINCENT | Groupe Ameublement Focus. Soumission VM-1111-0 Pour l'achat de | Police | Activités policières | 22 342,89 $ | - |
| TECHNILIGNES | 1708073 | 2026-03-17 | SAINT-MLEUX, FREDERIC | SENV / GAG - Service de marquage au sol dans les | Environnement | Matériaux secs - traitement | 22 242,36 $ | - |
| NI PRODUITS INC. | 1767287 | 2026-03-03 | DRAPEAU, MATHIEU | SGPMRS/ îlots de récupération trois voies 58 L Multiplus | Grands parcs, mont Royal et sports | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 22 241,61 $ | - |
| MONTREAL BOATMEN LTD | DEU65405 | 2026-03-23 | FORTIN, LUC | SEAU / DEEU - PL-189807-15-SUPPORT - TUYÈRE - TRANSPORT FLUVIAL - | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 22 085,17 $ | - |
| LE GROUPE STATE | DEU65610 | 2026-03-17 | ARNOULD, GUY | Seau / Deeu / / EW-150798-122-TRAVAUX D'INSTALLATION DE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 22 030,04 $ | - |
| AREO-FEU LTEE | 1768340 | 2026-03-10 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-DM 26-0140-143-Hydraulique// Achat de adaptateurs spécials Elkhart | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 22 005,38 $ | - |
| EXPONENTIEL CONSEIL INC. | 1768385 | 2026-03-10 | GAUTHIER, PHILIPPE | SSIM / BCO - Entente de services professionnels pour la rédaction du rapport | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 21 957,04 $ | - |
| IMPRIMERIE DE LA RIVE-SUD LTEE | 1771411 | 2026-03-30 | MONTOUR, MARTIN | EF 2026: Soumission 63941 / Cibles BILL ENPQ | Police | Activités policières | 21 905,63 $ | - |
| TAKTIK DESIGN | 1770304 | 2026-03-23 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV - Réalisation de deux espaces de jeu pour enfant s'intégrant dans le | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 21 870,00 $ | - |
| TELTECH SIGNALISATION INC. | DEP53226 | 2026-03-03 | DEVEAU, DOMINIQUE | SEAU / BCO2026 / DRE / SIA / Service d'interventions diverses en signalisation | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 21 511,94 $ | 1705876 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53673 | 2026-03-16 | VINCENT, SIMON | BS / UPC / SPECTROPHOTOMETER, DR6000 W/ RFID | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 21 350,26 $ | - |
| ROY. ENTRETIEN | 1768467 | 2026-03-10 | PRAMATAROV, IVAN | SGPI - 1soumission - Service pour les travaux d'agrandissement du PDQ | Gestion et planification des immeubles | Activités policières | 21 233,72 $ | - |
| FLARE SYSTEMES INC. | 1771365 | 2026-03-30 | DAGHER, FADY | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 21 063,79 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1184564 | 2026-03-05 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR KENWORTH LANORAIE POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 21 050,61 $ | - |
| PONT ROULANT PROTECH INC. | DEP53792 | 2026-03-25 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / UDB / Réappro / MP-1A-TRN-BT-CERTIFICATION | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 21 031,52 $ | 1631066 |
| TECHNO FEU INC | ROS1184565 | 2026-03-05 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR TECHNOFEU POUR UN MONTANT DE 20000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 20 997,50 $ | 1695323 |
| GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE | DEU65572 | 2026-03-06 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - JS-0720250007-48-ACHAT DE COMPOSANTES POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 997,50 $ | - |
| ANIXTER CANADA INC. | DEU65522 | 2026-03-06 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - BCO 2026 - JS-0720250007-50-ACHAT DE COMPOSANTES POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 997,50 $ | - |
| CDW CANADA CORP. | DEU65480 | 2026-03-04 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU / BCO 2026 - JS-0720250007-49-ACHAT DE COMPOSANTES POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 997,50 $ | - |
| ENERZAM INC. | 1769562 | 2026-03-17 | FEVRE, CHRISTOPHE | SGPI-GAG-SP-7 soumissionnaires-4 soumissions recu- projet de | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 20 985,95 $ | - |
| CARDIO CHOC INC. | 1768558 | 2026-03-11 | HARDING LAMARCHE, KATHY | SGPMRS/ Achat de Zoll AED 3 Automatique Francais | Grands parcs, mont Royal et sports | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 20 578,99 $ | - |
| PUBLICITE J.L. | 1770982 | 2026-03-26 | BEAUCHESNE, JULIE | Achat d'articles promotionnels pour la boutique SPVM. | Police | Activités policières | 20 517,50 $ | - |
| XYLEM CANADA LP | DEU65576 | 2026-03-09 | ST-DENIS, HUGO | HS-0520260001-3-26E01_AG_03_SP-81EAVENUE_REMPLACE | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 20 425,32 $ | - |
| EBI ENVIROTECH INC. | DEU65603 | 2026-03-12 | KOHLER, RODOLPHE | SEAU / DEEU - CP-200045-15-NETTOYAGE SILOS À GATEAU - 668-M33- | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 20 312,04 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COFOMO INC. | 1771006 | 2026-03-26 | BELLACHE, YASMINA | SAPP / Projet Moah - Consultant en gestion du changement - Entente | Approvisionnement | Gestion de l'information | 20 305,63 $ | 1681462 |
| VEGA INSTRUMENTS, CANADA LTD. | DEU65462 | 2026-03-03 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - CB-0720260004-2-ACHAT DES SONDES DE NIVEAU | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 19 723,08 $ | - |
| PEPINIERE JARDIN 2000 INC. | 1766863 | 2026-03-26 | LAFONTAINE, MARIE | SGPMRS // DP 26-1766863: Acquisition de services techniques - | Grands parcs, mont Royal et sports | Horticulture et arboriculture | 19 685,16 $ | - |
| LAFORTUNE LEGAL | 36411 | 2026-03-26 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - LAFORTUNE LEGAL INC. - 36411 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 19 613,24 $ | - |
| JOHN CRANE CANADA INC. | DEP53764 | 2026-03-24 | DOUCET, MARTIN | UDB / PTI / Fourniture d'un ensemble de réparation pour le joint mécanique de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 19 588,65 $ | - |
| RACICOT CHANDONNET LTEE | 39265 | 2026-03-31 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - RACICOT CHANDONNET LTEE - | Affaires juridiques | Affaires civiles | 19 372,82 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1185003 | 2026-03-10 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS POUR CUMMINS POUR UN MONTANT DE 16686.73$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 19 307,58 $ | - |
| TOITURE NATURE | 1771565 | 2026-03-31 | RINFRET, SIMON | Facture Entretien Horticole - SGPI Biosphère - Martin | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 19 205,00 $ | - |
| ADVANCED BATTERY SYSTEMS INC | 1769662 | 2026-03-18 | CARON, JEAN SEBASTIEN | QT 00001391 27 février 2026 Livraison a/s GCoderre 10351 | Police | Activités policières | 18 871,50 $ | - |
| MULTIRECYCLE | 1767388 | 2026-03-18 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST - BCO 2026 Récupération des rebus et des matières recyclables | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 18 372,81 $ | - |
| BARREAU DU QUEBEC | cotisations2026 | 2026-03-23 | GELINAS, ISABELLE | cotisations2026 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 17 976,14 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 14292 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537167 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 17 897,40 $ | - |
| BELL CANADA | 96559886 | 2026-03-12 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture de janvier 2026 | Police | Activités policières | 17 623,88 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65613 | 2026-03-12 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / estimation reparation agitateur | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 611,65 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SOCIETE DE LA PLACE DES ARTS DE MONTREAL | 1769885 | 2026-03-19 | BEAUCHESNE, JULIE | Espaces de stationnements SPVM QG - facture A59694. | Police | Activités policières | 17 510,25 $ | - |
| MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE | 1768543 | 2026-03-11 | BEAUCHESNE, JULIE | Location de véhicules pour EMIE - factures avec paiements en souffrance de | Police | Activités policières | 17 497,22 $ | - |
| PROJET POPCORN | 1769832 | 2026-03-18 | DUGUE, MARIE | SEAU / Formation en communication influente | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 280,00 $ | - |
| LE GROUPE SIMONEAU INC. | DEU65586 | 2026-03-10 | LAVOIE, PHILIPPE | RD-189490-2-AUSCULTATION DÉGAZEUR ET | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 17 131,44 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | 1769785 | 2026-03-18 | BEAUPARLANT, MARTIN | SENV / Achat de produits et consommables de laboratoire - Pour Crémazie | Environnement | Traitement des eaux usées | 16 984,07 $ | 1739635 |
| VILLE DE POINTE-CLAIRE | 1770790 | 2026-03-25 | HALPIN-BENOIT, PIERRE-LUC | SGPI - Ville de Pointe Claire - Travaux de remplacement de 7 bassins | Gestion et planification des immeubles | Approv. et traitement de l'eau potable | 16 870,75 $ | - |
| LES PRODUITS ENERGETIQUES GAL INC. | DEP53582 | 2026-03-11 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Location d'un climatisseur pour une durée de cinq mois | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 16 816,37 $ | - |
| BETON BRUNET LTEE | DEU65618 | 2026-03-12 | FOUGERES, CEDRIC | Seau / Deeu / INTERCEPTEUR - PLANCHE DE | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 16 798,00 $ | - |
| NETTOYAGE IMPERIAL | 1770890 | 2026-03-26 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI - Service de nettoyage de matelas pour les casernes de pompiers | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 16 771,75 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65644 | 2026-03-19 | LAVOIE, PHILIPPE | SEAU / DEEU - FC-194449-2-MESURE DU COUPLE DES POMPES DES | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 16 719,25 $ | - |
| ROYAL PHOTO INC | 1769462 | 2026-03-17 | ABEL, STEEVE | Achat des 3 nouvelles caméras pour les photographes avec ses | Police | Activités policières | 16 699,30 $ | - |
| CONCEPT CONTROLS INC. | 1770395 | 2026-03-23 | GIRARD, IVE | SSIM / DivOS/ DM-26-0383/ Achat de QRAE 3 avec pompe | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 16 666,77 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65636 | 2026-03-17 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - H-0720250032-7-FABRICATION D'UN | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 16 625,34 $ | - |
| SECO SECURITE | 1770007 | 2026-03-19 | ANDERSON, PHILIPPE | MU_2026-45_2025-2026 Haltes chaleur itinérance Service d'agents | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 16 378,05 $ | 1757103 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SIAL CANADA | 1768544 | 2026-03-11 | POULIN, VALERIE | DEV / Achat d'espaces kiosque pour 6 startups Montréalaises au SIAL | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 16 273,06 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65637 | 2026-03-18 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / DEEU - HS-0520260001-4-26E01_AG_04_SP- | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 16 103,58 $ | - |
| MARIE LAVOREL | 1771712 | 2026-03-31 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | EPLV - GAG // Scénarisation et rédaction de texte pour l'exposition : | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 16 000,00 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1185253 | 2026-03-11 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR CUMMINS POUR UN MONTANT DE 17415.34$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 15 902,53 $ | - |
| EMBALLAGE CODERRE | 1771098 | 2026-03-26 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Sacs en papier formats divers | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 15 806,13 $ | - |
| WESSAM AJIB | 1 | 2026-03-05 | LAMBERT, ALEXANDRE | Dir. aff. civiles - Wessam Ajib, Ph.D. télécommunications - | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 15 750,00 $ | - |
| PROPANE PLUS INC. | 1769876 | 2026-03-19 | LABOS, COSTAS | SGPI // - BCO - Service de location de réservoir et remplissage de bombonnes | Gestion et planification des immeubles | Planification et gestion des parcs et espaces verts | 15 748,12 $ | - |
| PROPANE PLUS INC. | 1769850 | 2026-03-18 | LABOS, COSTAS | SGPI // BC0 - Paiements de factures pour la location de réservoir et remplissage de | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 15 748,12 $ | - |
| RADIOPROTECTION INC. | 1768410 | 2026-03-10 | MORVAN, YANNICK | SSIM / DIVOS - BCO 2026 - Bon de commande ouvert chez Radioprotection inc - | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 15 748,12 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1771160 | 2026-03-31 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Vêtements et accessoires (Mars 2026) | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 15 560,13 $ | 1643722 |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65645 | 2026-03-19 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - H-0720250032-6-FABRICATION DU FOND | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 15 401,67 $ | - |
| MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA | DEU65531 | 2026-03-04 | FLEURY, CAROLE | DEEU / LABO / SR - PAIEMENT DE FACTURES - FRAIS ANNUELS | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 15 386,00 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1767748 | 2026-03-20 | MATELUS, GAMALIEL | SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE-Articles divers-Prévisions pour période | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 15 063,75 $ | 1643722 |
| 16138543 CANADA INC. | 1767101 | 2026-03-02 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST Inventaire / DM 26-0278 / Achat de 70 caisses de FUSÉES | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 14 970,17 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BOIVIN & GAUVIN INC. | 1767824 | 2026-03-05 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Électricité-/DM 26-0297// Réparation caméras thermiques | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 14 789,96 $ | - |
| ALBECO INC. | DEU65759 | 2026-03-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 14 705,65 $ | - |
| 9310-5617 QUEBEC INC. | 1751465 | 2026-03-02 | GERLAND, VERONIQUE | DEV / Paiement de la facture - appui logistique pour le recrutement de la | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 14 698,25 $ | - |
| GROUPE QUALINET INC | 1770250 | 2026-03-20 | BROSSARD, LOUIS | Facture Qualinet - SGPI Biosphère - Louis | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 14 622,00 $ | - |
| BEAULIER INC. | 1768862 | 2026-03-12 | COSTA, CATHERINE | SENV / Service de l expertise d ingénierie | Environnement | Protection de l'environnement | 14 488,27 $ | - |
| STRUCTURACK | DEP53407 | 2026-03-13 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Rangement pour le garage. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 14 371,74 $ | - |
| TELUS COMMUNICATIONS INC. | 32487950109 | 2026-03-31 | PERRI, VALENTINA | Paiement de la facture numéro 32487950109 en date du 16 mars 2026 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 14 312,92 $ | - |
| CORPORATION D'URGENCES-SANTE | 1769702 | 2026-03-18 | DESMARAIS, YANNICK | Paiement de la facture 0077327. Achat de Duodote (CAAM). | Police | Activités policières | 14 103,55 $ | - |
| LES TRANSPORTS LACOMBE INC | 1769347 | 2026-03-16 | CLARK, VINCENT | Les Transports Lacombe. Facture 61492. Divers services de | Police | Activités policières | 13 992,21 $ | - |
| UNIVERSITE LAVAL | 1770739 | 2026-03-25 | LACASSE, PASCAL | Formation de groupe pour toute l'équipe DSMD de Pascal Lacasse | Urbanisme et mobilité | Autres - Transport | 13 963,33 $ | - |
| ALMEC SERVICE INC | 1770307 | 2026-03-23 | LESSARD, DANNY | SSIM / RSMUEL_ Entretien annuel de 12 génératrices au 200 Bellechasse | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 13 805,86 $ | - |
| NADEAU FORESTERIE URBAINE INC. | DEU65623 | 2026-03-19 | ST-DENIS, HUGO | Seau / Deeu / MM-164949-25-ÉTUDE INGÉNIEUR FORESTIER | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 13 656,25 $ | - |
| LISE DAGENAIS | de20260312104826 | 2026-03-12 | MORIN, JOHANE | Subvention patrimoniale entente MCC/Ville pour le 8538-8540 Berri / # de RC | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 13 646,60 $ | - |
| STATIONNEMENT SAFEWAY CANADA LIMITEE | 1767964 | 2026-03-06 | TABOR, ISABELLE | Frais de location stationnement du fond social des employés du | Police | Activités policières | 13 512,92 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TENAQUIP LIMITED | 1770182 | 2026-03-27 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Electrique-DM 26-0330 Achat de BATTERY PACK, ALTAIR | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 13 360,08 $ | - |
| V R CHEMINEES INC. | 1767399 | 2026-03-03 | WAN, HOK | SGPI - Fournir et intaller des cheminées marque Sécurité modèle SS simple | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 13 280,92 $ | - |
| PL TECHNOLOGY SOLUTIONS INC. | 1769882 | 2026-03-19 | DAGHER, FADY | 26-1283 | Police | Activités policières | 13 259,92 $ | - |
| SERVICE NATIONAL DES SAUVETEURS | 1769396 | 2026-03-16 | RILLART, STEVE | SSIM / BCO 2026 / DivOS / pour frais de formation et brevets de sauveteurs | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 13 018,45 $ | - |
| ALIA CONSEIL INC. | DEP53667 | 2026-03-16 | LARRIVEE, ALAIN | SEAU / UAT - Démarche de médiation - ALIA | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 811,09 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEP53662 | 2026-03-16 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de bagues de protection avec support | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 756,73 $ | - |
| DELOITTE S.E.N.C.R.L/S.R.L | DEU65662 | 2026-03-18 | FLEURY, CAROLE | VÉRIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES - | Service de l'eau | Déchets domestiques et assimilés - | 12 755,98 $ | - |
| RACICOT CHANDONNET LTEE | 39242 | 2026-03-31 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - RACICOT CHANDONNET LTEE - | Affaires juridiques | Affaires civiles | 12 598,50 $ | - |
| CINTAS CANADA LIMITEE | DEP53831 | 2026-03-27 | DOUCET, MARTIN | BCO2026 UDB - Location, entretien et réparation de vêtements polyester/coton - | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 598,50 $ | 1726090 |
| AIREX INDUSTRIES INC. | 1759504 | 2026-03-09 | LEE, MEI SHEUNG | SENV / Installation bras télescopique pour la RSQA | Environnement | Protection de l'environnement | 12 593,25 $ | - |
| LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE | 1767965 | 2026-03-06 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Achat, installation et livraison de 16 casiers personnels - soumission | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 12 493,67 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1544070 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537291 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 12 469,09 $ | - |
| PHARE MEDICA | 1767637 | 2026-03-04 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP: Gants médicaux jetables en nitrile, noirs, tailles petit à X-large | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 12 279,34 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1767939 | 2026-03-10 | MATELUS, GAMALIEL | SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE achat de vêtements et accessoires - | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 12 276,20 $ | 1643722 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TELUS COMMUNICATIONS INC. | 9703297744 | 2026-03-23 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture du mars 2026 | Police | Activités policières | 12 265,11 $ | - |
| EXPERTISE LASER 3D - ISCAN INC. | 1694814 | 2026-03-09 | HALPIN-BENOIT, PIERRE-LUC | GAG-4SOM-Les services suivants seront rendus par l'adjudicataire (OPTION 1) : | Gestion et planification des immeubles | Autres ressources du patrimoine | 12 061,49 $ | - |
| PROTECTION INCENDIE MCI | DEP53840 | 2026-03-30 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Inspection Panneaux incendie. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 12 007,41 $ | - |
| COLLEGE CANADIEN DE POLICE | 1769553 | 2026-03-17 | BEAUCHESNE, JULIE | Facture 91486362 M-A Lopera EILP | Police | Activités policières | 11 777,70 $ | - |
| ROLAND GRENIER CONSTRUCTION | DEP52632 | 2026-03-13 | LARRIVEE, ALAIN | Remplace le DEP52040 _ BS / REP / Accident Station Surpression Côte Vertu | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 11 766,08 $ | - |
| KENWORTH MONTREAL | ROS1184570 | 2026-03-05 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS POUR KENWORTH LANORAIE POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 11 581,02 $ | - |
| ROGERS COMMUNICATIONS INC | 2026259 | 2026-03-16 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Facture de février 2026 | Police | Activités policières | 11 548,62 $ | - |
| LES SERVICES EXP INC. | DEU65639 | 2026-03-18 | ST-DENIS, HUGO | SEAU / DEEU - SJ-181212-14-CONCEPTION D'UN SUPPORT POUR LES | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 11 480,38 $ | 1694713 |
| ESRI CANADA LIMITED | 1768761 | 2026-03-12 | GUAY, CHRISTIAN | FIN DC / Achat de 3 licences ArcGIS Enterprise Professional (formely | Finances et évaluation foncière | Évaluation | 11 440,29 $ | - |
| ROLAND GRENIER CONSTRUCTION | 1771128 | 2026-03-27 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM / DST - DM 26-0391 / Équipement protection / paiement de facture des | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 11 344,36 $ | - |
| JD BRULE INC. | 1769496 | 2026-03-17 | BORNAIS, LUC | GAG SENV - Acquisition de caméra de surveillance pour VSM - entrepot TP | Environnement | Protection de l'environnement | 11 312,40 $ | - |
| SOLOTECH INC | 1767541 | 2026-03-04 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Services judiciaires - Retirer rack, 2 caméras Poly et installer ses équipements | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 11 309,26 $ | - |
| NEELTRAN INC. | DEP53445 | 2026-03-09 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de transistor de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 11 137,37 $ | - |
| INFO-CARREFOUR INC. | 1768913 | 2026-03-12 | COALLIER, RHEAUME | Achat de clés USB pour la Section technologie en enquêtes | Police | Activités policières | 11 049,94 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES ENTREPRISES YVES LEFEBVRE | DEU65677 | 2026-03-20 | BERNARD, DOMINIQUE | SE-DEEU-SERVICE DE LOCATION DE CAMIONS AVEC OPÉRATEUR (YVES | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 981,69 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53668 | 2026-03-16 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de matériéls de laboratoire. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 978,03 $ | - |
| 911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC | 1766911 | 2026-03-16 | TABOR, ISABELLE | 911 Supply and Adventure Gear. GTI SPVM. Soumission | Police | Activités policières | 10 942,88 $ | - |
| ERIC FONTAINE ET RACHEL MORGENSTERN- | de20260312095314 | 2026-03-12 | MORIN, JOHANE | Subvention patrimoniale entente MCC/Ville pour le 2026, rue Favard / # de RC | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 10 920,85 $ | - |
| COMPUGEN INC. | 1769944 | 2026-03-19 | LAFONTAINE, ERIC | Devis 656555 | Police | Activités policières | 10 860,96 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53553 | 2026-03-09 | DAOUST, YVON | SEAU / UPI / PTI / Achat d¿un turbidimètre Hach SURFACE SCATTER 7 SC | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 839,27 $ | - |
| VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS | DEU65739 | 2026-03-26 | BERNARD, DOMINIQUE | SEAU / DEEU - PRODUITS CHIMIQUES TRAITEMENT D'EAU - VEOLIA | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 812,62 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15369 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537133 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 801,11 $ | - |
| ENVIROMET INTERNATIONAL INC. | DEU65617 | 2026-03-12 | BERNARD, DOMINIQUE | Seau / Deeu / ENVIROMET - SERVICE D'AVIS DE FOUDRES DEEU | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 761,22 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65654 | 2026-03-17 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 10 679,20 $ | - |
| LES ATELIERS ARTISCREATIFS | 1769815 | 2026-03-18 | DOUCET, VALERIE | SCULT - Conception, réalisation et diffusion d'ateliers créatifs pour un | Culture | Bibliothèques | 10 603,74 $ | - |
| TOROMONT CAT (QUEBEC) | DEP53646 | 2026-03-13 | DAOUST, YVON | BCO2026 / Service technique entretien-MOTO-POMPE-GED-703400 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 537,60 $ | 1541004 |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39882 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537689 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 517,01 $ | - |
| LES SERVICES EXP INC. | DEU65604 | 2026-03-12 | ST-DENIS, HUGO | SEAU / DEEU - SJ-181211-2-24E05 ÉMISSAIREJACQU | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 10 499,46 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184568 | 2026-03-05 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR RESSORT IDEAL POUR UN MONTANT DE 10000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 10 498,75 $ | 1687670 |
| ENSEIGNES STECAR INC. | 1767149 | 2026-03-02 | CLARK, VINCENT | ENSEIGNES STECAR INC. DRM SPVM. BC ouvert 2026. Pour fabrication de | Police | Activités policières | 10 498,75 $ | - |
| LOCATION SERCA INC. | 1768418 | 2026-03-10 | BILODEAU, MATHIEU | SSIM / DIVOS - BCO 2026 - Bon de commande ouvert chez Location Serca pour | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 10 498,75 $ | - |
| STEPHEN ANGERS AVOCAT INC. | 1768647 | 2026-03-11 | GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES | Amicus curae R c. Paul-Édouard Clément C.M. : 126-042-217 26-000342 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 10 433,13 $ | - |
| MAZOUT G. BELANGER INC. | 1770073 | 2026-03-19 | BOUCHERK, RAMDANE | SGPI // Diesel coloré saisonnier, Yassine Mazouz Paiement facture 02101688 | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 10 371,33 $ | 1749357 |
| IMRICO LTEE | 1759043 | 2026-03-23 | CLARK, VINCENT | Imrico. DRM SPVM. BC ouvert 2026. Pour l'achat de souliers et bottes. | Police | Activités policières | 10 228,93 $ | - |
| MARIE-CHRISTINE SIVIERE | 1744924 | 2026-03-30 | LE NAY, ALBANE | SEPLV - Services professionnels - Mandat de coordination marketing pour | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 10 165,75 $ | - |
| COMITARE CONSEIL INC. | DEP51921 | 2026-03-11 | GUILHEMJOUAN, SERGE | SEAU / UAT / Formation théorique et pratique PDCA pour RDO - Serge | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 10 118,16 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15375 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537409 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 10 075,03 $ | - |
| SERVICE SOUS-MARIN SOREL | 1770612 | 2026-03-24 | FICHTALI, KARIM | SEAU, contrat gré à gré à Service Sous-Marin SSM pour la visite exploratoire | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 10 003,37 $ | - |
| ROBERT DRUMMOND MD INC | 1770022 | 2026-03-19 | FOURNELLE, MARTIN | SIM// BCO 2026 - Convention de services professionnels relatifs au | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 10 000,00 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15223 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537153 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 937,05 $ | - |
| SYNDICAT DE LA COPROPRIETE DU 4547, 4549 | de20260312112700 | 2026-03-12 | MORIN, JOHANE | Subvention patrimoniale entente MCC/Ville pour le 4547-4549 Resther / # de | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 9 909,62 $ | - |
| LES UNIFORMES TOWN & COUNTRY (2025) | 1767160 | 2026-03-02 | TABOR, ISABELLE | Production des t-shirts Tan avec logos pour le GTI. Soumission: SO-2113829 | Police | Activités policières | 9 905,57 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MOTION CANADA | DEU65756 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 855,81 $ | - |
| LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE | 1769404 | 2026-03-16 | SAMAME, FAKHRADDINE | SSIM / DST / BCO 2026 / APRIA / Achat des pièces & autres services | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 9 854,01 $ | - |
| MILLIPORESIGMA CANADA LTD | 1770118 | 2026-03-20 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG SENV - Service de livraison de bouteilles de NIST 1643F. | Environnement | Traitement des eaux usées | 9 845,20 $ | - |
| DYPLEX COMMUNICATIONS LTD. | 1769879 | 2026-03-19 | BERTRAND, DAVID | Soumission 213987 | Police | Activités policières | 9 826,83 $ | - |
| KARRELEX REPARATION DE BETON INC. | DEP53771 | 2026-03-24 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / REP / Réappro / Réfection du bassin de rétention CDN | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 9 784,83 $ | - |
| RICHELIEU HYDROGEOLOGIE INC. | 1767816 | 2026-03-05 | BORNAIS, LUC | SENV / Évaluation de performance du puits de lixiviat - pour CESM | Environnement | Protection de l'environnement | 9 711,34 $ | - |
| CORPORATION D'URGENCES-SANTE | 1770603 | 2026-03-24 | LAROCHE, GHISLAIN | SSIM-PR // Paiement de facture pour la formation PR du 8 février au 7 mars 2026 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 9 660,28 $ | - |
| GROUPE CLR INC. | DEU65505 | 2026-03-02 | FLEURY, CAROLE | SEAU / DEEU - COMMANDE DE 8 RADIOS DÉPARTEMENT | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 658,85 $ | - |
| TECHNOSUB | DEU65742 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - POMPE SUBMERSIBLE TSURUMI MODÈLE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 601,11 $ | - |
| PONT ROULANT PROTECH INC. | DEP53672 | 2026-03-25 | DAOUST, YVON | SEAU / DEP / UPI / Réappro / MP 1A UPI Pont-Roulants et Monorails et | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 585,00 $ | 1631066 |
| CLOTURES SPEC II INC. | 1771412 | 2026-03-30 | CLARK, VINCENT | Fourniture et installation d'une clôture au CO-Nord - Soumission: 69310 | Police | Activités policières | 9 501,37 $ | - |
| CHAMBRE DE COMMERCE DE L'EST DE | 1768969 | 2026-03-12 | ELLA-OYONO, DIEUDONNE | DEV / Paiement de la facture - Banque de billets pour la participation des | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 9 448,87 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1540122 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537898 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 380,00 $ | - |
| 9476-4909 QUEBEC INC. | 67138a | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537091 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 9 377,75 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VILLE DE MONTREAL-EST | 1769244 | 2026-03-13 | DESJARDINS, LOUISE | SGPI - Paiement de facture pour le remplacement des équipements de chauffage | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 9 181,16 $ | - |
| SPI SANTE SECURITE INC. | DEU65201 | 2026-03-10 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | *DEMANDE DE SERVICE POUR LA CERTIFICATION DES TREUIL ET LIGNES | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 163,17 $ | - |
| MILLIPORESIGMA CANADA LTD | 1769888 | 2026-03-19 | VEZEAU, NANCY | GAG-SENV - Acquisition de membrane pour labo. | Environnement | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 152,28 $ | - |
| PERFIX INC. | 1770647 | 2026-03-24 | CLARK, VINCENT | Perfix. Soumission 85812. Pour l'achat de 20 caissons mobiles | Police | Activités policières | 9 102,41 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEP53670 | 2026-03-16 | TISSEUR, YANNICK | UPI / PTI / Fourniture et mise en service de l¿assécheur d¿air, Lina | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 9 043,62 $ | - |
| SERVICES SAUVETAGE TECHNIQUE INC. | DEU65512 | 2026-03-06 | FILION, SERGE | SEAU / DEEU - PL-189807-16-SUPPORT - TUYÈRE - SAUVETEURS - POUR ILE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 9 028,92 $ | - |
| CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC | 1767461 | 2026-03-04 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG SENV - Acquisition de produits de labo, pour analyse. Voir soumission | Environnement | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 8 950,86 $ | - |
| CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC | 1767461 | 2026-03-04 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG SENV - Acquisition de produits de labo, pour analyse. Voir soumission | Environnement | Traitement des eaux usées | 8 950,82 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1766906 | 2026-03-09 | GAGNON, JEREMI | Achat d'amplificateurs de distribution audio pour la salle de presse.- | Police | Activités policières | 8 881,94 $ | - |
| ELECTRONIQUE RAYBEL INC | 1768986 | 2026-03-12 | GAGNON, JEREMI | Accessoires pour le système de la vidéo-surveillance. Soumission: | Police | Activités policières | 8 880,12 $ | - |
| CONVAL QUEBEC | DEU65732 | 2026-03-26 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - FIREYE #72DUVS4, AMPLIFICATEUR, 2-4 SEC | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 863,73 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65414 | 2026-03-27 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / Deeu / reparation arbre | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 855,69 $ | - |
| ROLAND GRENIER CONSTRUCTION | DEP53494 | 2026-03-03 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / UAT / Sécurisation peinture plomb/amiante - Entente 1553931 Lot 4 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 832,51 $ | - |
| MESSER CANADA INC. | DEU65566 | 2026-03-09 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 790,76 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC. | 1768470 | 2026-03-10 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST-DM 26-0231- Achat de batteries pour équipements FLIR | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 487,92 $ | - |
| REMORQUAGE GROUPE LABERGE INC. | 1767678 | 2026-03-04 | BEAUCHESNE, JULIE | Entreposage SPAL Lourd | Police | Activités policières | 8 482,99 $ | - |
| TRAITEMENT D'EAU EXPERT INC. | DEU65598 | 2026-03-10 | BERNARD, DOMINIQUE | Seau / deeu / Traitement d'eau de chaudière | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 8 440,47 $ | - |
| 911 SUPPLY AND ADVENTURE GEAR INC | 1767957 | 2026-03-06 | GIRARD, IVE | SSIM / Division des opérations spécialisées - DM 26-0314 - Achat de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 385,08 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53540 | 2026-03-06 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de photocellule, câble de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 8 333,86 $ | - |
| DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE | de260302dasresshum02 | 2026-03-03 | SANCHEZ, MAUREN ASTRID | Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période : Mars 2026 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 8 300,85 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15100 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537136 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 8 230,56 $ | - |
| TNT WORK & RESCUE | 1767790 | 2026-03-05 | GIRARD, IVE | SSIM / Division des opérations spécialisées - DM 26-0311 - Achat | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 8 228,40 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39862 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537127 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 8 196,00 $ | - |
| MANDEL SCIENTIFIC COMPANY INC. | 1770116 | 2026-03-20 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG SENV - Service d'entretien de matériel de laboratoire. | Environnement | Traitement des eaux usées | 8 178,52 $ | - |
| OFFICE DES CONGRES ET DU TOURISME DU | 1768593 | 2026-03-11 | LEONG, CINDY | SEPLV - Achat d'un espace publicitaire auprès de Tourisme/Montréal, EPLV- | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 8 155,00 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39875 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537688 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 987,91 $ | - |
| MULTIRECYCLE | 1767388 | 2026-03-03 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST - BCO 2026 Récupération des rebus et des matières recyclables | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 7 874,06 $ | - |
| SPECIALITES INDUSTRIELLES SHERBROOKE | DEU65573 | 2026-03-05 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 730,75 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15036 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537411 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 707,75 $ | - |
| TSI INCORPORATED | 1765321 | 2026-03-18 | COSTA, CATHERINE | SENV / Étalonnage de 3 instruments TSI 3783 (payable séparément au | Environnement | Protection de l'environnement | 7 705,00 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016675 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537123 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 687,18 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65758 | 2026-03-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 675,29 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc82879 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537352 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 7 659,55 $ | - |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1768880 | 2026-03-12 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI//Achat et installation de 12 tables pour formation - Caserne 65 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 7 639,93 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1771195 | 2026-03-30 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Vêtements et accessoires (Avril 2026) | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 7 616,96 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187293 | 2026-03-30 | VEILLETTE, PATRICK | 727349 TANK UREE 908022201 DEF module uree UNITÉ 347-16220 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 566,40 $ | - |
| EDGENDA CONSEIL INC. | 1765019 | 2026-03-02 | GEMME, FREDERIC | SGPI - Entente 1731324 - Lot 1 - Services professionnels en gestion | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 7 535,79 $ | 1731324 |
| LE GROUPE GUY INC. | ROS1184122 | 2026-03-02 | VEILLETTE, PATRICK | RÉSERVER FONDS POUR LA SOUMISSION # BL90426 # 337-07474 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 447,93 $ | - |
| LES ENTREPRISES PAUL E. | DEP53603 | 2026-03-12 | NEBACH, ABDELLAH | DRE / SIA / Adapteurs pour consommable et les désinfections | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 414,22 $ | - |
| ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU | 1770720 | 2026-03-25 | BEAUCHESNE, JULIE | Inscription Colloque ADPQ 2026. | Police | Activités policières | 7 396,37 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEP53796 | 2026-03-25 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UDB / Remise a neuf de 2 clapets anti-retour avec application de belzona. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 394,32 $ | - |
| SITE INTEGRATION PLUS INC. | DEP53827 | 2026-03-27 | DAOUST, YVON | UPC / Remise en état caméras défectueuses. Said Annour | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 343,88 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ATELIER D'USINAGE GAGNE INC. | DEP53635 | 2026-03-13 | GODIN, DANIEL | SEAU / DRE / SIA / Réparation d'une vanne dans une chambre E-45-8 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 7 328,11 $ | - |
| UNIVAR CANADA LTD. | DEP53749 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat d'huile à turbine SHELL. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 314,44 $ | 1687294 |
| NORBEC COMMUNICATION | 1770944 | 2026-03-26 | GAGNON, JEREMI | Achat de décodeurs IP pour les caméras de vidéosurveillance.- | Police | Activités policières | 7 296,63 $ | - |
| TACTIK 360 INC. | 1770636 | 2026-03-24 | DESCHAMPS, MARCEL | SSIM - Prévention // Achat d'équipement pour la section RSC | Sécurité incendie de Montréal | Prévention - Séc. incendie | 7 249,34 $ | - |
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEP53470 | 2026-03-24 | DAOUST, YVON | UDO / BCO2026/ Entretien préventif des compresseurs à air | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 7 043,11 $ | - |
| LE GROUPE GUY INC. | ROS1184482 | 2026-03-04 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS 10947.36$ SELON ESTIME D'ATELIER (GR.GUY, PEP | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 7 036,45 $ | - |
| ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE | DEU65719 | 2026-03-25 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 7 027,23 $ | - |
| STERIS CANADA INC | 1768877 | 2026-03-12 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Pour couvrir les frais des appels de services pour les | Environnement | Inspection des aliments | 7 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260306141425 | 2026-03-06 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 7 000,00 $ | - |
| MARTIN & LEVESQUE INC. | 1770001 | 2026-03-19 | LAPOINTE, GUY JR | SIM// Achat de 11 manteaux d'hiver 3 dans 1 avec épaulettes, écussons | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 6 965,08 $ | - |
| ENTRETIEN CHLORATECH INC. | DEP53750 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de turbidimétre. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 938,52 $ | - |
| 9476-4909 QUEBEC INC. | 67350a | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538018 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 890,66 $ | - |
| LES COMPTEURS LECOMTE LTEE | 1771379 | 2026-03-30 | PIROG, MACIEJ | SEAU, Achat de gaskets | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 6 824,19 $ | - |
| ANCORA TECHNOLOGIES INC. | 1769893 | 2026-03-19 | BERTRAND, DAVID | ANC20260304 | Police | Activités policières | 6 824,19 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| STRATZER CONSEILS INC. | 1771250 | 2026-03-27 | EKILA, YVES | GAG SENV - Services techniques en lien avec la modification du règlement | Environnement | Matières recyclables - matières | 6 822,09 $ | - |
| LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC. | DEP53676 | 2026-03-16 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / ULA / Réappro / ULTIMA® X5000 Gas Monitor modèle A- | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 815,79 $ | - |
| SOLUTIONS INFORMATIQUES INSQ INC. | 1769833 | 2026-03-18 | NICHOLS, JEAN-MATHIEU | SSIM / achat de 10 Dell Pro Rugged 12 Keyboard - French Canadian - DOS | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 6 719,20 $ | - |
| PONT ROULANT PROTECH INC. | DEP53672 | 2026-03-16 | DAOUST, YVON | SEAU / DEP / UPI / Réappro / MP 1A UPI Pont-Roulants et Monorails et | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 679,31 $ | 1631066 |
| KI-AI! CONSEILS RH INC. | 1770817 | 2026-03-25 | EKILA, YVES | SENV / Animation et diffusion de contenu de formation sur les styles | Environnement | Déchets domestiques et assimilés - | 6 635,21 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15263 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537162 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 626,82 $ | - |
| SIGNALISATION S.A.I.C. INC | 1768757 | 2026-03-12 | ROSE, STEPHANIE | SCULT / Fabrication d'un lutrin commémoratif (Portion du service de la Culture) | Culture | Autres - Activités récréatives | 6 577,33 $ | - |
| PIECES D'AUTO JARRY LTEE | DEU65736 | 2026-03-26 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 570,79 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65515 | 2026-03-18 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - FRAIS ESTIMATION POUR REMISE À NEUF | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 561,72 $ | - |
| SOLUTIONS ASTUS INC. | DEP53630 | 2026-03-13 | GODIN, DANIEL | SEAU / BCO2026 / DRE / SIA / Frais de communication et de | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 6 551,22 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15109 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537160 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 545,39 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260303090304 | 2026-03-03 | GOKCEN, OZLEM | Enquetes spéciale | Police | Activités policières | 6 406,99 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53823 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UPI / Achat de Pièces analyseur Swan. Rémi Vachon | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 352,36 $ | - |
| TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE | ROS1184571 | 2026-03-05 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR 3 DIAMANTS POUR UN MONTANT DE 5000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 335,40 $ | 1765730 |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE | DEP53469 | 2026-03-24 | DAOUST, YVON | UPC / BCO 2026/ Entretien préventif des compresseurs à air | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 326,84 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163433 | 2026-03-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537581 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 322,70 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260312144426 | 2026-03-12 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Remboursement essence | Materiel roulant et ateliers | Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et | 6 313,18 $ | - |
| PUROLATOR COURRIER LTEE | DEU61329 | 2026-03-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / Service express pour transport, expédition ou retour d'article | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 299,25 $ | - |
| LES CARROSSERIES LE BARON INC. | 28377 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537407 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 6 290,88 $ | - |
| SUNBELT RENTALS OF CANADA INC. | 1770332 | 2026-03-23 | BOUCHERK, RAMDANE | SGPI // Paiement trois factures pour des Halte chaleurs. | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 6 289,57 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1769653 | 2026-03-18 | LAFONTAINE, ERIC | Soumission 2026-03-17 Livraison a/s G.Coderre 10351 Sherbrooke Est Mtl | Police | Activités policières | 6 288,75 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1185280 | 2026-03-11 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 5000$ A CUMMINS POUR DES TRAVAUX | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 265,60 $ | - |
| UNIVERSAL PROTECTION SERVICE OF | 1771206 | 2026-03-27 | DARCY, PENELOPE | SGPI-payement de facture-services de gardiennage pour les projets de | Gestion et planification des immeubles | Activités policières | 6 154,12 $ | - |
| OUTILLAGE PLACIDE MATHIEU INC. | DEU65528 | 2026-03-04 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - Vérin hydraulique creux de 12 tonnes, course de 1.63 po. | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 132,59 $ | - |
| SECURITE LANDRY INC | 1767839 | 2026-03-05 | GIRARD, IVE | SSIM / Division des opérations spécialisées DM 26-0312 / Achat de cordage | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 118,10 $ | - |
| LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE | 1767971 | 2026-03-06 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Achat, installation et livraison de 5 casiers feux - soumission 445471 - SIM | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 6 098,57 $ | - |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | 1686267 | 2026-03-26 | FOURNELLE, MARTIN | SSIM- DST- Section des équipements DM 24-0891 et DM 24-0929/ Location de | Sécurité incendie de Montréal | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 087,18 $ | - |
| METOCEAN TELEMATICS LIMITED | 1768534 | 2026-03-11 | BERTRAND, DAVID | Soumission 00025477 | Police | Activités policières | 6 078,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEU65541 | 2026-03-04 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 6 052,45 $ | - |
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1185700 | 2026-03-16 | VEILLETTE, PATRICK | ECRAN VISTA | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 6 043,66 $ | - |
| LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC. | DEP53504 | 2026-03-04 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / UDB / Réapprovisionnement / Achat de Breaker sans | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 6 039,34 $ | - |
| UNIFORM WORKS LIMITED | 1769449 | 2026-03-16 | CLARK, VINCENT | Uniform Works. Armurerie SPVM- Streamlight RM1 - Soumission EST0006260 | Police | Activités policières | 6 027,33 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP53761 | 2026-03-24 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / RÉAPPRO - TEST DE DÉTECTION EN BANDELETTE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 989,54 $ | - |
| APEX PRECISION INC. | DEU63014 | 2026-03-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | pieces usinées | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 973,71 $ | - |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1768556 | 2026-03-11 | GODEFROY, FABRICE | GAG SENV - Acquisition de meuble et accessoires pour 827 Crémazie | Environnement | Protection de l'environnement | 5 958,04 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1760398 | 2026-03-10 | MILLIEN, GUIBONSE | SPVM // REAPPRO // INVENTAIRE: Espadrilles habillement cadets et | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 5 940,58 $ | - |
| DISTILLERIE DE MONTREAL INC | 1771433 | 2026-03-30 | LUSSIER, MARIE-JOSEE | Paiement de la facture 19032026-1 pour les 30 ans du SAS | Police | Activités policières | 5 918,77 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016686 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537413 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 854,75 $ | - |
| NAUTIC & ART INC. | ROS1186653 | 2026-03-24 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 6363.87$ A NAUTIK ET ART POUR DES TRAVAUX | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 811,06 $ | - |
| INDUSTRIES ELIRA INC. | 1767845 | 2026-03-05 | CAPPELLI, JEAN | SGPI - 1 soumission - GAG -Service de restauration patrimoniale et mise aux | Gestion et planification des immeubles | Autres - Administration générale | 5 801,99 $ | - |
| CAMIONS INTER-ANJOU INC. | ROS1184566 | 2026-03-05 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR CAMION INTER ANJOU POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 749,55 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187027 | 2026-03-26 | VEILLETTE, PATRICK | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT SUPPORT BATTERIES & | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 728,74 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL | ROS1184707 | 2026-03-06 | VEILLETTE, PATRICK | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT DE CONTRÔL ENTREE D'EAU | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 728,12 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016716 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537908 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 687,47 $ | - |
| EQUIPEMENTS DE LEVAGE NOVAQUIP INC. | ROS1184963 | 2026-03-10 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 6228.19$ A NOVAQUIP POUR LES INSPECTIONS | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 687,17 $ | - |
| ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE | DEP53502 | 2026-03-04 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / UDB / RÉAPPRO - ELECTRODE PH, POUR ANALYSEUR DE PH EN | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 670,14 $ | - |
| MOTION CANADA | DEU65696 | 2026-03-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 660,46 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15265 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537150 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 606,24 $ | - |
| J.P. GRIMARD MANUFACTURIER DE VALISES INC. | 1767710 | 2026-03-04 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP: Valises noires de rangement pour véhicule | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 5 604,23 $ | - |
| PRESTON PHIPPS INC | 1769489 | 2026-03-17 | BEAUPARLANT, MARTIN | SENV / Offre de service de validation pour contrôle et certification des hottes | Environnement | Traitement des eaux usées | 5 601,08 $ | - |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65713 | 2026-03-24 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - REMISE A NEUF DUN SYSTEME DE NETTOYAGE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 548,59 $ | - |
| GLT + INC | 1703103 | 2026-03-03 | SHARIFIAN, JABIZ | SGPI -ENTENTE 1559156 - Service de surveillance de chantier estimé à 785 | Gestion et planification des immeubles | Construction d'infrastructures de voirie | 5 548,12 $ | 1559156 |
| ROVA PRODUCTS CANADA INC. | 1767322 | 2026-03-03 | BEAUCHESNE, JULIE | Achat de casques pour la centrale 911 | Police | Communications d'urgence 911 | 5 529,43 $ | - |
| USI-POMPES INC. | DEP53555 | 2026-03-09 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / REP - Rebatir l'impulseur de la pompe Dominion Engineering U-8 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 5 499,24 $ | - |
| ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE | DEU65592 | 2026-03-09 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 497,29 $ | - |
| UP CANADA INC. | 1768772 | 2026-03-12 | BEAUCHESNE, JULIE | Achat d'une tente pour les événements corporatifs du SPVM (Karine Caron). | Police | Activités policières | 5 494,01 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AIR & ODEUR INC. | 1769813 | 2026-03-18 | ST-DENIS, HUGO | SEAU / Quantification de niveaux d'odeur par olfactométrie_Secteur | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 5 485,60 $ | - |
| LE GROUPE MASTER INC. | DEP53531 | 2026-03-05 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UDO / COIL CONDENSATEUR _ REMPLACE LE BC # | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 465,65 $ | - |
| M2D LEADERSHIP | 1767145 | 2026-03-02 | BIBEAU, CHANTAL | SSIM / BCO - Mesure et évaluation du personnel de la Direction de la prévention | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 5 459,35 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | 1768216 | 2026-03-10 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG - SENV - Acquisition TL2300 Tungsten lamp turbidimeter, 827 Crémazie | Environnement | Traitement des eaux usées | 5 454,10 $ | - |
| PHYTO HD INC. | 1768213 | 2026-03-10 | ST-GERMAIN, ISABELLE | SEPLV - Évaluation des besoins d opération et de | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 5 400,00 $ | - |
| CHEM ACTION INC. | DEP53842 | 2026-03-30 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de pompe doseuse prominent. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 332,31 $ | - |
| SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. | 1767199 | 2026-03-03 | BORNAIS, LUC | SGPI // 25-21073 - Lot 4 - Entente 1740471 - Services d'entretien ménager - Usine | Environnement | Protection de l'environnement | 5 326,80 $ | 1740471 |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260313154832 | 2026-03-13 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 5 300,00 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39888 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537907 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 295,23 $ | - |
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC. | ROS1184457 | 2026-03-04 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2000$ SELON ESTIMÉ D'ATELIER (INSPECTION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 291,51 $ | 1715633 |
| VAISALA CANADA INC. | 1770853 | 2026-03-25 | GODEFROY, FABRICE | SENV / Sonde Météo pour Installation Station 33 Autoroute 13 - pour RSQA | Environnement | Protection de l'environnement | 5 257,04 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1186224 | 2026-03-19 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 5000$ À RESSORT IDEAL POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 249,37 $ | 1687670 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184505 | 2026-03-04 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS 5000.00$ SELON ESTIME D.ATELIER (RESSORT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 249,37 $ | 1687670 |
| 9403-0475 QUEBEC INC. | 1770683 | 2026-03-25 | DUBUC, JEAN-FRANCOIS | SEAU' Logiciel NC liners : dimensionnement de conduites circulaires et non | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 5 249,37 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES TRANSPORTS LACOMBE INC | 1769295 | 2026-03-16 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Paiement trois factures pour déménagement de mobiliers | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 5 231,52 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39885 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537696 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 220,39 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016715 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537766 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 217,16 $ | - |
| SPORTS DIX 30 INC. | 1770793 | 2026-03-25 | GIRARD, IVE | SSIM / Divos-DM-26-0395-Achat de VPI sous-couche de base + gants pour le | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 5 200,04 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | DEP53528 | 2026-03-05 | MITSAK, MOHAMMED | BS / UPI / Labo régulier et projet. Diane Plouffe | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 193,16 $ | - |
| SM GESTION-PROJET INC. | 1767787 | 2026-03-06 | LALIBERTE, SIMON | SM Gestion-Projet. Projet SPVM pour des travaux de réaménagement au CO | Police | Activités policières | 5 186,50 $ | - |
| LES JOINTS ETANCHES R.B INC. | ROS1185569 | 2026-03-13 | VEILLETTE, PATRICK | COMMANDE DE 2 SORTE DE SEAL | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 186,38 $ | - |
| SIGNAL49 RESEARCH | 1771065 | 2026-03-26 | SALHA, MOURTALA | SDE / Paiement de facture pour abonnement à la base de données des indices e- | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 5 181,00 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1184173 | 2026-03-04 | BERGEVIN, STEPHANE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT ECM | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 5 138,38 $ | - |
| AREO-FEU LTEE | 1767172 | 2026-03-03 | SAMAME, FAKHRADDINE | SSIM-DST-MEPI / DM 26-0192 et DM26-0252 / Achat des fournitures de casques | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 5 118,14 $ | 1718534 |
| BETON BRUNET LTEE | DEU65724 | 2026-03-27 | DUBUC, JEAN-FRANCOIS | SEAU / DEEU / PAIEMENT DE FACTURE / AA-0520250022-9- | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 5 099,45 $ | - |
| SUPREMEX INC. | 1771100 | 2026-03-26 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Enveloppes spécialisées (F651-03) - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 5 081,22 $ | - |
| CONSULTAIR 2000 INC. | DEP53751 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / ULA / Réappro / Achat d'éléments filtre coalescent primaire. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 5 059,37 $ | - |
| DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE | de260319dasresshum | 2026-03-19 | SANCHEZ, MAUREN ASTRID | Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période : 2026-02-01 au 2026-02-28 | Police | Activités policières | 5 056,75 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FABCO PLASTIQUES INC | DEU65544 | 2026-03-04 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition eliminateur de goutellettes reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 5 043,25 $ | - |
| BENJMAIN COMBEAUD & MARIE-PHILIPPE | de20260312105951 | 2026-03-12 | MORIN, JOHANE | Subvention patrimoniale entente MCC/Ville pour le 7932-36 Henri-Julien / # de | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 5 041,63 $ | - |
| RECYCLAGE CAOUTCHOUC METAUX | DEP53587 | 2026-03-12 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Inspection des 2 vannes dans la cour, en vue de les reconditionner | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 5 039,40 $ | - |
| SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC. | 1767588 | 2026-03-04 | TABOR, ISABELLE | DRMSST (DRMI) - Paiement de deux factures (Fac-36 et Fac-37) pour | Police | Activités policières | 5 039,39 $ | - |
| BALANCES UNIVERSELLES INC. | 1769281 | 2026-03-16 | BORNAIS, LUC | GAG SENV - Appel de service pour l'entretient de la balance pour CESM. 2 | Environnement | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 5 026,55 $ | - |
| SECURITE NATIONALE COMPAGNIE | 042345903 | 2026-03-04 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537084 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 5 000,00 $ | - |
| ENERSOL INC. | 1768284 | 2026-03-10 | RINFRET, SIMON | Humidificateur - SGPI Biosphère - Louis | Gestion et planification des immeubles | Musées et centres d'exposition | 4 990,00 $ | - |
| INORIA INC. | 1769349 | 2026-03-16 | PAGE, MARTIN | STI // 68305- Services professionnels pour la formation d'administrateurs | Technologies de l'information | Activités policières | 4 986,91 $ | - |
| REGULVAR INC | DEP53732 | 2026-03-23 | FREVE, ALEXANDRA | DEP / UAT / FORMATION MANIPULATION D'OBJETS BAC NET ET FORMATION | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 986,90 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1769694 | 2026-03-25 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST - DM 26-0264 / Inventaire / Achat e Ruban barricade FR entre INT | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 979,56 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016687 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537414 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 947,62 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53613 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Photocopieur - bureau des cm et planificateur - UAT-RDC - | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 941,30 $ | 1762048 |
| BUCHI CORPORATION | 1770827 | 2026-03-25 | BEAUPARLANT, MARTIN | SENV / Achat des fournitures de laboratoire (tablettes de Kieldahl | Environnement | Traitement des eaux usées | 4 894,60 $ | - |
| SOLOTECH INC | 1766809 | 2026-03-06 | COURVILLE, JANOS | SGPI- 2 soumissionaires 1 soumission recu - 4e étage du 303 Notre-Dame Est a | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 4 873,35 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1771195 | 2026-03-30 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE: Vêtements et accessoires (Avril 2026) | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 4 868,69 $ | 1643722 |
| PROJET MONTREAL | de20260329155200 | 2026-03-29 | RONDOU, JEAN-FRANCOIS | remboursement de recherche et soutien Projet Montréal 2025-19E | Dépenses communes | Conseil et soutien aux instances politiques | 4 847,67 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1184228 | 2026-03-03 | BERGEVIN, STEPHANE | SWITCH PACK DE CANON # PIECE 60410008 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 837,05 $ | - |
| CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE | 1768696 | 2026-03-11 | GUINDON, CAROLINE | SSIIM / CF / Formation RIC3 Recherche avancée pour les instructeurs | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 835,72 $ | - |
| RADIATEUR PLUS | 70338 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538069 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 814,50 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 125775 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537351 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 792,48 $ | - |
| PACWILL ENVIRONMENTAL | DEP53728 | 2026-03-18 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de lampes UV , UVP GEN III | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 776,93 $ | - |
| JONATHAN LAPALME | 1771461 | 2026-03-30 | POULIN, VALERIE | DEV / Paiement de facture. Service pour promouvoir le court métrage Obligations | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 4 724,44 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1760397 | 2026-03-26 | MIADI, WAFA | SPVM // REAPPRO // INVENTAIRE: Uniformes pour Agents Cyclistes | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 4 708,66 $ | - |
| MERCEDES BENZ RIVE SUD | 357737 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538170 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 629,02 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260312144743 | 2026-03-12 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 4 600,12 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1767553 | 2026-03-04 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST / Inventaire / DM 26-0308 / Achat de 20 Gaffe fire hook de style New York | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 577,45 $ | - |
| LE GROUPE LML LTEE | DEP53742 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de capteurs de protection mise | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 566,96 $ | - |
| SYLPROTEC INC. | 1764271 | 2026-03-09 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-DM 26-0190-Inventaire // Achat des Extincteurs ABC, 20 lb | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 537,55 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BELANGER LONGTIN INC. | 53105 | 2026-03-26 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - BELANGER LONGTIN INC. - 53105 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 4 523,91 $ | - |
| ADVANCED BATTERY SYSTEMS INC | 1769657 | 2026-03-18 | LAFONTAINE, ERIC | QT00001392 Livraison a/s G.Coderre 10351 Sherbooke Est Mtl Qc H1B | Police | Activités policières | 4 514,46 $ | - |
| LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC. | DEP53567 | 2026-03-11 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat de capteurs de gaz MSA. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 497,66 $ | - |
| NEDCO | DEP53589 | 2026-03-12 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / RÉAPPRO - ECRAN HMI 15 POUCES (HMIDT732) SCHNEIDER | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 469,06 $ | - |
| LE GROUPE GUY INC. | ROS1184482 | 2026-03-19 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS 10947.36$ SELON ESTIME D'ATELIER (GR.GUY, PEP | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 456,91 $ | - |
| CARDINAL HEALTH CANADA INC | 1771067 | 2026-03-26 | LAROCHE, GHISLAIN | SSIM / DST- DM 26-0345 - Premiers Répondants - Achat de sacs de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 428,12 $ | - |
| GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX | DEU65568 | 2026-03-05 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE ELECTRIQUE POUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 416,78 $ | - |
| JULIEN-LEBLANC TRAITEUR | 1769810 | 2026-03-18 | PAYETTE-HAMELIN, MATHIEU | DG// Paiement de facture pour service traiteur-la remise des Grands prix et | Urbanisme et mobilité | Autres ressources du patrimoine | 4 377,97 $ | - |
| VILLE DE BAIE D'URFE | 1767037 | 2026-03-02 | DUBUC, JEAN-FRANCOIS | Frais d'exploitation en électricité, télécommunication et | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 4 375,11 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016683 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537302 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 321,40 $ | - |
| ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC. | DEP53787 | 2026-03-25 | COCHRANE, DENIS | BS / UAT / Location et pose de deux échafaudages pour réparation de deux | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 304,49 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53563 | 2026-03-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE PLOMBERIE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 294,52 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53510 | 2026-03-04 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réapprovisionnent / Achat matériels de plomberies | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 270,31 $ | - |
| CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE | 1765367 | 2026-03-06 | TKACH, GANNA | SSIM-CF // Service professionnel- Formation : RIC 3 - Recherche avancée | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 4 258,29 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163466 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537763 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 241,93 $ | - |
| P.R. DISTRIBUTION INC. | ROS1185344 | 2026-03-12 | CHALUT, BENOIT | WASHER STAINLESS et bolt | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 219,97 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15245 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537164 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 203,71 $ | - |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | 1768152 | 2026-03-09 | RILLART, STEVE | SSIM / DIVOS - BCO 2026 - Bon de commande ouvert chez Centre de téléphone | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 199,50 $ | - |
| MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA | ROS1187271 | 2026-03-30 | CHIHAB, TARIK | MICH 68242 / PNEUS MICH AGILIS HD GRIP D LRH (19/32) 245/70R19.5 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 4 191,40 $ | - |
| ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE | 1769731 | 2026-03-18 | LOGE, HERVE | SEAU / Formation PER-981 Ceinture Jaune pour 15 participant au mois de mai | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 4 189,06 $ | - |
| HYDRO-QUEBEC | de20260316092522 | 2026-03-16 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 4 145,62 $ | - |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC. | DEU65673 | 2026-03-19 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - CELLULE DE DÉTECTION DE GAZ EXPLOSIF | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 141,76 $ | - |
| VIABILITE INC. | DEP53468 | 2026-03-18 | DAOUST, YVON | BS / UPI / Tournée de vibration de l'usine Pierrefonds. Rémi Vachon | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 4 134,62 $ | - |
| ROY & FILS LTEE | 1769308 | 2026-03-16 | POULIN, MYRIAM | SGPI - 1soumission - Services de fourniture et d'installation de tapis d'hiver | Gestion et planification des immeubles | Autres - Administration générale | 4 094,51 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1768394 | 2026-03-10 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST-Électricité-DM 26-0323-Achat batterie Survivor X Pivot Div 1 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 4 094,51 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEU65517 | 2026-03-03 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition interrupteur reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 4 060,92 $ | - |
| URGENCE MARINE INC. | 1771138 | 2026-03-27 | FICHTALI, KARIM | location d un bateau pour la visite exploratoire des | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 4 043,33 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 307762 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537783 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 4 023,14 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L & M UNIFORME INC | 1767657 | 2026-03-30 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP: Manteau de motard style Scott XXGRAND | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 4 006,32 $ | - |
| AMBULANCE ST-JEAN | 1766990 | 2026-03-13 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-39_Froid Extrême 2026_Besoin d'équipes de coordination, premier soin et | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 997,17 $ | - |
| SYMETRI CANADA INC. | 1767387 | 2026-03-03 | COURSOL TELLIER, GUILLAUME | Abonnement annuel Civil 3D 2026 - Nouvel usager ELD | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 965,12 $ | - |
| BAULNE INC. | 1770137 | 2026-03-20 | BOUCHERK, RAMDANE | SGPI // Paiement facture W40666 pour appel de service pour des | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 3 958,38 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15264 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537157 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 941,64 $ | - |
| PROCEDES DE SOUDURE UNIES (CANADA) INC. | DEU65751 | 2026-03-27 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / DEEU - FRANCON - REPARATION ACTUATEUR VANNE #3 | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 3 891,57 $ | - |
| WILLIAM SCULLY LIMITEE | 1767920 | 2026-03-06 | SAMAME, FAKHRADDINE | SSIM / DST-Vêtements-DM26-0336-achat de barette de 1 ruban PC | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 858,29 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | 1767465 | 2026-03-04 | BEAUPARLANT, MARTIN | GAG SENV - Réapprovisionnement de produits de laboratoire. | Environnement | Traitement des eaux usées | 3 838,50 $ | - |
| CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUEBEC | cotisations2026 | 2026-03-23 | GELINAS, ISABELLE | cotisations2026 | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 3 835,85 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1185134 | 2026-03-11 | CHALUT, BENOIT | METERING BOX A 3 TROUS DE FIXATION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 826,25 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53042 | 2026-03-25 | LARRIVEE, ALAIN | SEAU / UPI / PTI / Achat et mise en service d¿un analyseur de Carbone | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 825,75 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1184460 | 2026-03-16 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT FOURNITURE A/C | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 798,67 $ | - |
| HYDRO-QUEBEC | 884982 | 2026-03-18 | VENTURA, JAIME | Assemblage de section de câble de branchement électrique souterrain de | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 770,10 $ | - |
| GUARD-X INC | 1770243 | 2026-03-20 | PRAMATAROV, IVAN | SGPI- GAG - 1 soumission - soumission des travaux de réparations suite a l'appel | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 3 760,09 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TECHNO FEU INC | ROS1185801 | 2026-03-17 | CHALUT, BENOIT | stobe pour le toit | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 745,96 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | f0216731 | 2026-03-14 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537570 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 722,51 $ | - |
| UNIROPE LIMITED | DEU65755 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - CABLE 3/8", 6 X 36 EN ACIER INOX. 304 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 711,01 $ | - |
| PRO KONTROL | DEU65525 | 2026-03-03 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition produit magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 704,03 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1767698 | 2026-03-04 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP: Fourniture de bas noirs (différents | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 3 699,82 $ | 1643722 |
| LA CORPORATION BOSCH REXROTH | DEU65705 | 2026-03-24 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU - Pompe hydraulique à pistons axiaux à cylindrée variable | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 693,46 $ | - |
| ENVIRONNEMENTS-AIR INC. | 1712059 | 2026-03-04 | HALPIN-BENOIT, PIERRE-LUC | GAG SGPI - 3 SOUMISSIONNAIRES - 2 SOUMISSIONS RECU - | Gestion et planification des immeubles | Construction d'infrastructures de voirie | 3 689,79 $ | - |
| DISTRIBUTIONS SNG INC. | DEU65695 | 2026-03-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU - COUDE 90 ACIER INOX. 316L Inventaires Atelier Eaux | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 682,02 $ | - |
| MOURANI-CRIMINOLOGIE | 10 | 2026-03-03 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - MOURANI-CRIMINOLOGIE - 10 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 3 674,56 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1186228 | 2026-03-19 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS 3500.00$ SELON ESTIME D'ATELIER ( TECHNO- | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 674,56 $ | 1695323 |
| MONTMORENCY FORD (1997) INC. | 614068 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538046 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 639,05 $ | - |
| MARC-ANDRE ROY | 1711751 | 2026-03-30 | LE NAY, ALBANE | SEPLV - Services de conseil et de conception graphique et de signalétique | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 3 615,00 $ | - |
| KIA DE BROSSARD | bk01322 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537821 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 612,02 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 14216 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537135 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 591,85 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM | ROS1186403 | 2026-03-21 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT VGT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 588,13 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1186447 | 2026-03-23 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT PIÈCE POMPE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 579,36 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53642 | 2026-03-13 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de matériels de plomberies. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 573,59 $ | 1657298 |
| CONTOUR D'IMAGE INC. | 1768119 | 2026-03-09 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM / DST-Inventaire-Pour paiement de facture 70717 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 572,20 $ | - |
| TECHNO-CONTACT INC. | DEP53529 | 2026-03-05 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UPC / Achat de Boitier pour IPM salle de contrôle. Éric Apperce | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 563,80 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53736 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Achat d'ensembles d'entretien | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 558,85 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1186982 | 2026-03-26 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS POUR HEBDRAULQIUE POUR UN MONTANT DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 557,78 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1186617 | 2026-03-24 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 3896.24$ A HEBDRAULIQUE POUR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 557,78 $ | - |
| CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP | ba22484 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537048 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 545,66 $ | - |
| 16138543 CANADA INC. | 1767719 | 2026-03-04 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP: Fusées routières avec supports 20 minutes | Bilan | Travaux publics, aménagement extérieur | 3 525,56 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184412 | 2026-03-04 | VEILLETTE, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 521,69 $ | 1687670 |
| EQUIPEMENT SH INC. | SPV1187348 | 2026-03-30 | VEILLETTE, PATRICK | LUMIERES | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 505,15 $ | - |
| SOLUTIONS NOTARIUS INC | DEP53532 | 2026-03-05 | FILION, DOMINIQUE | BS / UAT / Certification signature sections Projets et entretien et Projets | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 503,43 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260323145712 | 2026-03-23 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 3 500,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39861 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537404 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 499,95 $ | - |
| ENERGIES SONIC INC. | DEP53788 | 2026-03-25 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de d'huile hydraulique. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 482,04 $ | - |
| P.R. DISTRIBUTION INC. | ROS1184774 | 2026-03-06 | CHALUT, BENOIT | PACKET DE GROMET 632 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 472,46 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000028717 | 2026-03-30 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - ROY BÉLANGER - 0000028717 | Affaires juridiques | Affaires civiles | 3 464,17 $ | - |
| VILLE EN VERT | 1771464 | 2026-03-30 | EKILA, YVES | GAG - SENV- Service de logistique pour une événement de distribution | Environnement | Matières recyclables - matières | 3 452,71 $ | - |
| EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC. | 012794 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537996 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 443,56 $ | - |
| ENERZAM INC. | 1769536 | 2026-03-18 | FEVRE, CHRISTOPHE | SGPI - GAG - SP- 7 soumissionnaires - 4 soumissions recu - projet | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 3 434,82 $ | - |
| DISTRIBUTIONS SNG INC. | DEU65605 | 2026-03-11 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE PLOMBERIE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 430,17 $ | - |
| SECO SECURITE | 1766987 | 2026-03-04 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-38_Froid Extrême 2026_Service d'agents de sécurité pour la halte | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 412,09 $ | 1757103 |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15218 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537152 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 409,41 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1184224 | 2026-03-03 | CHALUT, BENOIT | SUPPORT OUTPUT SHAFT ASSAMBLE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 406,86 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39863 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537129 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 403,80 $ | - |
| CAMIONS INTER-ANJOU INC. | ROS1187137 | 2026-03-27 | CHALUT, BENOIT | vgt | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 402,71 $ | - |
| MOBILIER DE BUREAU NU IMAGE | 1730966 | 2026-03-26 | ST-GERMAIN, ISABELLE | SEPLV / Achat, livraison et installation de Cloisons pour délimiter les espaces de | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 3 385,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| L & T INSTRUMENT INC | 1768199 | 2026-03-09 | BEAUCHESNE, JULIE | Service de réparation pour un appareil robotique du MEC. | Police | Activités policières | 3 377,97 $ | - |
| TANDEM COMMUNICATION EVENEMENTIELL | 1767610 | 2026-03-04 | GERLAND, VERONIQUE | DEV / Paiement de la facture - ÉCO-RDV Montréal le 25 novembre | Développement économique | Industries et commerces - Prom. et | 3 377,41 $ | - |
| FORD LINCOLN DU WEST ISLAND | br10485 | 2026-03-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537684 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 368,23 $ | - |
| LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE | pc76133 | 2026-03-07 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537254 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 361,79 $ | - |
| LOCATION SAUVAGEAU INC. | 1770441 | 2026-03-24 | CONSTANTINO, DANIEL | SMRA / Location 1 camion cube 16 pied fermé du 30 mars au 29 mai. | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 347,00 $ | - |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1186793 | 2026-03-25 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT VGT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 340,83 $ | - |
| SCIAGE DE BETON 2000 INC. | 1768810 | 2026-03-12 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST -DM 26-0303 Paiement de facture pour la | Sécurité incendie de Montréal | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 337,55 $ | - |
| NADON SPORT ST-EUSTACHE INC. | 115504 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538187 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 332,64 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016711 | 2026-03-19 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537765 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 321,78 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1184342 | 2026-03-03 | NEGRONI, ANTOINE | Marche de coin | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 318,50 $ | - |
| WAJAX LTEE | ROS1186729 | 2026-03-26 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT D'INJECTEUR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 316,68 $ | - |
| GROUPE TRIUM INC. | 1769509 | 2026-03-17 | CARIGNAN, MARTIN | Parc auto SPVM. Soumission SO-360908. Achat de chandail et de t- | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 294,18 $ | - |
| 9476-4909 QUEBEC INC. | 67139a | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537193 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 288,95 $ | - |
| HYGIENA CANADA LTD. | 1767467 | 2026-03-04 | ARBIC, DENISE | GAG SENV - Acquisition de produits BAX System STEC. | Environnement | Inspection des aliments | 3 283,30 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M. | DEP53753 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de cellules d'ozone. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 280,33 $ | - |
| LE GROUPE MASTER INC. | DEP53709 | 2026-03-18 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / RÉAPPRO - MOTEUR ELECTRIQUE TECO APH01545 | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 276,90 $ | - |
| SOLUTIONS ASTUS INC. | DEP53653 | 2026-03-13 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / BCO2026 - RÉS - Frais de communication et de service pour véhicules. | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 275,61 $ | - |
| RESTO PLATEAU | 1768173 | 2026-03-09 | BEAUCHESNE, JULIE | Repas de détenu pour le mois de février 2026 | Police | Activités policières | 3 272,42 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 308588 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538106 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 270,06 $ | - |
| AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC. | 1767361 | 2026-03-03 | BEAUPARLANT, MARTIN | SENV / Contrat de service GC_MS_HAP pour Labo Crémazie | Environnement | Traitement des eaux usées | 3 269,73 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1186975 | 2026-03-26 | VEILLETTE, PATRICK | RÉSERVER FONDS POUR HEBDRAULIQUE POUR UN MONTANT DE 3110.24 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 265,36 $ | - |
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1186686 | 2026-03-24 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FOND POUR HEBDRAULIQUE POUR UN MONTANT DE 3110.24 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 265,36 $ | - |
| FORD LINCOLN DU WEST ISLAND | br09978 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537236 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 251,67 $ | - |
| MATHEW GRAVEL D.PS. | 34987 | 2026-03-06 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - MATHEW GRAVEL D.PS. - 34987 | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 3 250,00 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1768436 | 2026-03-10 | MEDDEB, RIHEB | SSIM / DIVOS -DM 26-0344- Achat de matériel opérationnel pour les | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 249,62 $ | - |
| VILLE DE BEACONSFIELD | 1769614 | 2026-03-17 | ST-DENIS, HUGO | SEAU / Recommandation de paiement - Entretien des ruisseau Meadowbrook en | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 3 243,39 $ | - |
| 9280-3899 QUEBEC INC. | 39868 | 2026-03-07 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537313 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 243,06 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016677 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537124 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 215,99 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016720 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537906 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 211,91 $ | - |
| HACH SALES & SERVICE CANADA LTD | DEP53694 | 2026-03-17 | LEFEBVRE, PHILIPPE | BS / UPC / Certification des appareils de laboratoire. Nabila Ouerd | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 198,97 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016610 | 2026-03-14 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537515 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 189,80 $ | - |
| GESTION JEROME BERNARD INC. - | 1771257 | 2026-03-27 | RILLART, STEVE | SSIM / DivOS/ DM 26-0364 / Achat de Hitchs (Boules d'attelage) et Hitch lock | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 186,27 $ | - |
| BRIDGESTONE CANADA INC. | SPV1187363 | 2026-03-31 | CARIGNAN, MARTIN | CPA - DAD POUR PAYER DES FACTURES DE BRIDGESTONES | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 183,14 $ | 1598635 |
| GOSSELIN PHOTO VIDEO INC | 1769918 | 2026-03-19 | LAFONTAINE, ERIC | DEV000018764 | Police | Activités policières | 3 180,06 $ | - |
| GROUPE DE SECURITE GARDA SENC | 1765366 | 2026-03-27 | HALPIN-BENOIT, PIERRE-LUC | SGPI - entente # 1593093 - Ateliers Viau - Réfection des systèmes de ventilation - | Gestion et planification des immeubles | Construction d'infrastructures de voirie | 3 155,92 $ | 1593093 |
| CUMMINS CANADA ULC | ROS1184661 | 2026-03-05 | CHALUT, BENOIT | DEMARREUR DE GENERATRICE PARTT# 191-1959 NO 1127 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 155,34 $ | - |
| SOLUTIONS IA ECRIMEPROTEX | 1 | 2026-03-05 | LAMBERT, ALEXANDRE | Dir. aff. civiles - Solutions IA Ecrimeprotex - Dossier # 22-000170 / Evans Chuba & | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 3 149,62 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1186221 | 2026-03-19 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS SELON ESTIME D'ATELIER 3000.00$ ( | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 3 149,62 $ | 1687670 |
| PUROLATOR COURRIER LTEE | 1768841 | 2026-03-12 | RILLART, STEVE | SSIM / DivOS -BCO 2026 / Livraisons et transports de colis | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 149,62 $ | - |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | 1764867 | 2026-03-12 | FOURNELLE, MARTIN | SSIM-DST - BCO 2026 //Paiement de services d'installations et | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 3 149,62 $ | - |
| PRESTON PHIPPS INC | DEU65580 | 2026-03-10 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU - C5318-25 883 1 250 3/16 ARMSTRONG | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 149,62 $ | - |
| PRESTON PHIPPS INC | DEU65529 | 2026-03-04 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / deeu/ acquisition produit armstrong | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 149,62 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ENERZAM INC. | 1769562 | 2026-03-18 | FEVRE, CHRISTOPHE | SGPI-GAG-SP-7 soumissionnaires-4 soumissions recu- projet de | Gestion et planification des immeubles | Gestion des installations - Séc. incendie | 3 147,89 $ | - |
| PROMO-PROFESSIONNEL LE INC. | 1757521 | 2026-03-02 | JOSEPH, CHRISLANDE | SSIM/ Achat de bouteilles shaker avec une couleur d'impression et chapeau | Sécurité incendie de Montréal | Prévention - Séc. incendie | 3 147,53 $ | - |
| ACKLANDS - GRAINGER INC. | DEP53536 | 2026-03-05 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de Mobil Teresstic 46. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 3 137,68 $ | - |
| LIBRAIRIE HANNENORAK S.E.N.C. | 1769434 | 2026-03-16 | MARTINEAU, FREDERIC | Commande de livres pour le projet Les Survivantes - Soumission # 113734 | Police | Activités policières | 3 133,82 $ | - |
| PRODUCTION J.G. INC. | 1770503 | 2026-03-24 | ANDERSON, PHILIPPE | Mu_2026-48_Verglas_Impression de dépliants pour porte à porte | Sécurité incendie de Montréal | Sécurité civile | 3 111,33 $ | - |
| SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC. | 1771064 | 2026-03-26 | NICHOLS, JEAN-MATHIEU | SSIM / Achat d iPad avec clavier et stylet | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 3 107,63 $ | - |
| ALBECO INC. | DEU65746 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 103,85 $ | - |
| BRIDGESTONE CANADA INC. | 6589330167 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538197 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 068,99 $ | - |
| BRIDGESTONE CANADA INC. | 6589131566 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537853 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 068,99 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc83915 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538032 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 068,27 $ | - |
| AGRICO PLASTIQUE LTEE | DEP53718 | 2026-03-18 | LECUYER, MARC-ANDRE | BS / REP / CDN-Réservoir d'hypo de remplacement. Marc Lajeunesse | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 3 059,06 $ | - |
| ENVIRONNEMENTS-AIR INC. | 1768768 | 2026-03-13 | PRAMATAROV, IVAN | SGPI - 1soumission - Service professionnels pour la décontamination de la | Gestion et planification des immeubles | Cour municipale et magistrature | 3 049,47 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65693 | 2026-03-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 3 043,69 $ | - |
| 9492-9734 QUEBEC INC | 179682 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537891 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 041,25 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MERSON AUTOMOTIVE INC. | 163227 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537381 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 033,39 $ | - |
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE | 1771099 | 2026-03-26 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Fourniture de documents officiels - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 3 032,03 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | br1544329 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537477 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 031,52 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 308691 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537942 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 3 025,34 $ | - |
| PITNEY WORKS | 1758334 | 2026-03-06 | MOUSSEAU, FRANCE | BCO 2026 - Remplissage de la timbreuse et achat | Finances et évaluation foncière | Évaluation | 3 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260326114713 | 2026-03-26 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 3 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260313152834 | 2026-03-13 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 3 000,00 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc82903 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537141 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 992,06 $ | - |
| VIABILITE INC. | DEP53678 | 2026-03-16 | TISSEUR, YANNICK | SEAU / DEP / UDO / Réappro / Achat service externe: Mesure des | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 957,50 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184472 | 2026-03-04 | VEILLETTE, PATRICK | RESERVER FONDS POUR LA SOUMISSION (RESSORT IDEAL | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 953,82 $ | 1687670 |
| PEPINIERE JARDIN 2000 INC. | 1766863 | 2026-03-30 | LAFONTAINE, MARIE | SGPMRS // DP 26-1766863: Acquisition de services techniques - | Grands parcs, mont Royal et sports | Horticulture et arboriculture | 2 952,77 $ | - |
| MAGASIN PHILIPPE BAZINET INC. | 1770365 | 2026-03-23 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Électricité- DM 26-0365 Achat de boosters NOCO GB70 | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 950,05 $ | - |
| GOSSELIN PHOTO VIDEO INC | 1770426 | 2026-03-24 | LAFONTAINE, ERIC | DEV000021343 | Police | Activités policières | 2 948,05 $ | - |
| BEASTFOOT INC. | 1767497 | 2026-03-04 | GOYETTE, MARC ANTOINE | Achat Sideline capes avec doublure Int. Sud-Ouest. | Police | Activités policières | 2 939,65 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TECHNOLOGIES POLYCONTROLES INC. | DEU65195 | 2026-03-16 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - DR - USOC - Reparation et calibration mass flow controller | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 939,65 $ | - |
| DISTRIBUTION ELITE CANADA INC | 1768787 | 2026-03-12 | TABOR, ISABELLE | Achat de ceinturons multicam du GTI. Soumission: 22727 | Police | Activités policières | 2 919,38 $ | - |
| PROJET MONTREAL | de20260329170315 | 2026-03-29 | RONDOU, JEAN-FRANCOIS | remboursement de recherche et soutien Projet Montréal 2025-20E | Dépenses communes | Conseil et soutien aux instances politiques | 2 912,78 $ | - |
| COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED | DEU59891 | 2026-03-06 | DUHAIME RIOPEL, BENOIT | DEEU / Location d'une plateforme élévatrice pour l'Entretien au secteur des | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 911,57 $ | - |
| GUY LEDUC | 1769826 | 2026-03-18 | RILLART, STEVE | DM 26-0372 / Division Opérations Spécialisées / Facture à payer pour la | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 910,00 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | 1770537 | 2026-03-24 | ARBIC, DENISE | SENV / Achats de produits et consommables pour Labo Crémazie Entente 1740734 | Environnement | Inspection des aliments | 2 898,11 $ | 1737938 |
| CYCLO CHROME INC. | 1768161 | 2026-03-09 | CABALLERO, PATRICIO | ENTREPOSAGE 314 VÉLOS SPVM MARS 2026 ( DEVIS 806) | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 884,53 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | ROS1184777 | 2026-03-07 | CHIHAB, TARIK | FLU514 / SURVOLTEUR NOCO GB500+ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 879,36 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1185741 | 2026-03-17 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER MADISON, CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN CHARGEUR | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 864,06 $ | - |
| CAMIONS INTER-ANJOU INC. | ROS1184081 | 2026-03-02 | CHIHAB, TARIK | 4034289RX ACTIONNEUR VGT unité 337-09210 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 858,68 $ | - |
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53571 | 2026-03-11 | GUILHEMJOUAN, SERGE | SEAU / UAT - Achat de sonde ORP | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 853,56 $ | - |
| VALERIE PALACIO-QUINTIN | 1769821 | 2026-03-18 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV / Gré à gré. Services professionnels de révision du francais et de | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 2 850,00 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15262 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537151 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 849,36 $ | - |
| FORD LINCOLN GABRIEL | bh45195 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537826 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 838,60 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 6966624 CANADA INC. | 1770639 | 2026-03-24 | GAGNON, JEREMI | 6966624 Canada. Paiement de 3 factures (3925, 3926 et 3932) pour des réparations | Police | Activités policières | 2 832,56 $ | - |
| GOODYEAR CANADA INC. | SPV1187459 | 2026-03-31 | CARIGNAN, MARTIN | POUR PAYER FACTURE DE MICHELIN AMERIQUE DU NORD ET GOOD-YEAR | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 822,07 $ | 1598678 |
| COURROIES CVS | DEU65709 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEEU / REAPPRO - COURROIE A BANDE WOODSAWYER 330 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 802,03 $ | - |
| CENTRE DE SERVICES AUTOMOBILES | 1769400 | 2026-03-16 | CONSTANTINO, DANIEL | SMRA / Paiement de la facture - Paiement de TVQ pour achat de véhicule neuf. | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 793,00 $ | - |
| BOULET LEMELIN YACHT INC. | 1768922 | 2026-03-12 | RILLART, STEVE | SSIM / DivOS -DM-26-0361 Achat d équipements de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 782,90 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1185324 | 2026-03-12 | CHARRON, DANIEL | MANETTE DE CONTROLE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 779,52 $ | - |
| RESTO PLATEAU | 1768172 | 2026-03-09 | BEAUCHESNE, JULIE | Repas de détenu pour le mois de février 2026 | Police | Activités policières | 2 779,29 $ | - |
| LE CIRCUIT FORD LINCOLN LTEE | pc77076 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537698 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 769,74 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1186312 | 2026-03-19 | NEGRONI, ANTOINE | ECU MOD VDC KYS | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 769,22 $ | - |
| RICOH CANADA INC | 1769546 | 2026-03-17 | NICHOLS, JEAN-MATHIEU | SSIM / Achat d'imprimante IM C401- Entente 1762048 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 762,44 $ | 1762048 |
| LALEMA INC. | DEU65630 | 2026-03-13 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 756,66 $ | - |
| LA FABRIQUE DU STORE | 1770089 | 2026-03-19 | CLARK, VINCENT | La Fabrique du Store. QG DPO SPVM. -Soumission 1930. Achat et installation | Police | Activités policières | 2 755,92 $ | - |
| LE GROUPE J.S.V. INC | DEU65588 | 2026-03-09 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 755,61 $ | - |
| LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTEE | 1771484 | 2026-03-30 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-DM-26-0411// Service l'Installation d'une cloison grillagée au local | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 725,93 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1771160 | 2026-03-31 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Vêtements et accessoires (Mars 2026) | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 2 719,48 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 016700 | 2026-03-14 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537518 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 713,75 $ | - |
| RADIATEUR PLUS | 70185 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537000 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 712,82 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53554 | 2026-03-09 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / UAT / Réappro / Achat de matériels plomberie - Pour paiement | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 708,47 $ | 1657298 |
| TECHNO FEU INC | ROS1185327 | 2026-03-12 | CHARRON, DANIEL | MOTEUR CANON | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 699,00 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184432 | 2026-03-04 | MOMY, PATRICK | RESSERVER FOND POUR RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 693,23 $ | 1687670 |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1180645 | 2026-03-04 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS POUR RESSORT IDEAL POUR UN MONTANT DE 5000$ | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 692,08 $ | 1687670 |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 125763 | 2026-03-07 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537235 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 682,98 $ | - |
| C.F.H. SECURITE INC | DEP48874 | 2026-03-18 | BAOUANE, FATIMA | BCO2025 BCO Appel de service pour problème avec système incendie ULA | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 682,59 $ | - |
| SIEMENS CANADA LIMITED | DEP53016 | 2026-03-24 | DAOUST, YVON | SEAU / DEP / UPC / Réapprovisionnement / Appel de service : Problème | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 666,68 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc83633 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537077 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 665,86 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15377 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537408 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 664,83 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1175137 | 2026-03-21 | DESJARDINS, LOUISE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT DE MODULE SRS | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 655,67 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | 1769980 | 2026-03-19 | BAGUR, MARJORIE | SENV / Achat de 4 Electrodes pH - pour CRI | Environnement | Réseaux d'égout | 2 653,33 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| HEBDRAULIQUE INC. | ROS1184230 | 2026-03-03 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS POUR HEBDRAULIQUE POUR UN MONTANT DE 2513.18 | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 638,52 $ | - |
| ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L. | 0000010988 | 2026-03-12 | LAMBERT, ALEXANDRE | Dir. aff. civiles - Roy Bélanger, avocats S.E.N.C.R.L. - Dossier # | Affaires juridiques | Affaires civiles | 2 624,69 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1767029 | 2026-03-02 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST / DM 26-0300 / Frais de Réparation global | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 624,69 $ | - |
| METTLER-TOLEDO INC. | DEU65579 | 2026-03-06 | FLEURY, CAROLE | DEEU / LABO / SR - EVALUATION_RÉPARATION D'UNE BALANCE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 624,69 $ | - |
| KARINE GAUTHIER | 1760365 | 2026-03-16 | BEAUDIN, ALEXANDRE | SEPLV - Octroyer un contrat à Kargo Grafik pour un mandat de création de | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 2 613,30 $ | - |
| EMCO CORPORATION | DEP53585 | 2026-03-12 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Barres de man¿uvre pour remplacer celles brisées 287-20046 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 2 603,69 $ | - |
| GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX | DEP53804 | 2026-03-26 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de fluorescent F34T12/CW. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 598,44 $ | - |
| FREDETTE PNEUS ET MECANIQUE INC. | 308549 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537781 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 591,19 $ | - |
| 9431-2303 QUEBEC INC. | 1770207 | 2026-03-20 | CODERRE, GENEVIEVE | Soumission 202410358 | Police | Activités policières | 2 580,60 $ | - |
| WAJAX LTEE | DEU65594 | 2026-03-10 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | PIECE POUR CANAL D'AMENÉ 15-21 | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 578,91 $ | - |
| 9476-4909 QUEBEC INC. | 67208a | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538104 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 574,56 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15364 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537156 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 561,60 $ | - |
| CHOQUETTE-CKS INC. | 1770138 | 2026-03-20 | DOZOIS, JONATHAN | SGPI // Paiement facture 6261064 pour faire inspecter et remplacer une | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 559,91 $ | - |
| GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC. | 1769473 | 2026-03-17 | POULIN, MYRIAM | SGPI - 1soumission - Achat et installation de fournitures pour aménager suite SS-2B | Gestion et planification des immeubles | Administration, finances et approvisionneme | 2 559,48 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PROLIFTE INC. | DEU65601 | 2026-03-10 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Location avec opérateur d'un lift télescopique 8000 lb. pour déplacer des blocs | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 554,88 $ | - |
| SIMON BILODEAU | 1771466 | 2026-03-30 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-DM 26-0153 / Inventaire / Achat de Blocs de portes en bois (Si-Bil) | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 550,00 $ | - |
| CINTAS CANADA LIMITEE | DEP51801 | 2026-03-16 | LARRIVEE, ALAIN | BCO2025-2026 UDB - Location, entretien et réparation de vêtements | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 549,07 $ | 1726090 |
| ENVELOPPE CONCEPT INC. | 1767687 | 2026-03-04 | MOUSSEAU, FRANCE | FIN DC / Achat de 50 000 enveloppes fenêtre | Finances et évaluation foncière | Évaluation | 2 547,52 $ | - |
| MOTION CANADA | DEU65559 | 2026-03-05 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - MITIGEUR POUR POSTE 315KV | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 546,03 $ | - |
| COMPUGEN INC. | 1771329 | 2026-03-30 | THOMPSON, SONIA | PF2-GPPE1 : Renouvellement de 5 licences BlueBeam. Devis | Urbanisme et mobilité | Autres - Transport | 2 537,18 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEU65633 | 2026-03-13 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / Réappro / Achat de clapet à bascule - Entente | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 534,86 $ | - |
| PROJET MONTREAL | de20260308132304 | 2026-03-08 | RONDOU, JEAN-FRANCOIS | remboursement de recherche et soutien Projet Montréal 2025-14E | Dépenses communes | Conseil et soutien aux instances politiques | 2 529,16 $ | - |
| GARAGE DEGUIRE INC | 37091 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538048 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 526,93 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163369 | 2026-03-07 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537308 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 526,16 $ | - |
| ROLAND GRENIER CONSTRUCTION | DEP50002 | 2026-03-06 | DUHAIME RIOPEL, BENOIT | SEAU / DEP / UDB / Travaux de construction pour le démantèlement de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 511,91 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260330130025 | 2026-03-30 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 500,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260313153918 | 2026-03-13 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 500,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260306142320 | 2026-03-06 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 500,00 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15129 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537161 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 482,96 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc82889 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537175 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 481,41 $ | - |
| GROUPE ABS INC. | 1710228 | 2026-03-04 | SHARIFIAN, JABIZ | SGPI -ENTENTE 1675461 - Service pros de surveillance environnementale, afin de | Gestion et planification des immeubles | Construction d'infrastructures de voirie | 2 474,76 $ | 1675461 |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc83111 | 2026-03-11 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537499 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 443,73 $ | - |
| CENTAURECOM INC. | 1769840 | 2026-03-18 | GAUTHIER, PHILIPPE | SSIM / Répétition de commande - Programme de reconnaissance SIM - | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 437,81 $ | - |
| ACKLANDS - GRAINGER INC. | DEU65721 | 2026-03-25 | BERNARD, DOMINIQUE | SEAU / DEEU / OPÉRATION - ESCALIER MOBILE POUR QUAI DES | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 433,70 $ | - |
| TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE | ROS1185100 | 2026-03-10 | MOMY, PATRICK | RESERVER DES FONDS DE 2709.79$ A 3 DIAMANTS POUR DES | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 428,82 $ | 1765730 |
| FOLIO INSTRUMENTS INC. | DEU65526 | 2026-03-04 | FLEURY, CAROLE | DEEU / LABO / SR - PIECES DE REMPLACEMENTPOUR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 427,00 $ | - |
| ALBECO INC. | DEU65690 | 2026-03-20 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 423,49 $ | - |
| BIDIBIDI INC | 1767943 | 2026-03-06 | GIRARD, IVE | SSIM / Division des opérations spécialisées - DM 26-0313 - Achat de | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 414,71 $ | - |
| CODESPEC INC | DEP53612 | 2026-03-12 | DAOUST, YVON | SEAU / DEP / UDO / REAPP / Certification des DAR 2024, 2025 et 2026. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 414,29 $ | 1615878 |
| PONT ROULANT PROTECH INC. | DEP53615 | 2026-03-12 | DAOUST, YVON | BS / UDO / Inspection annuelle monorails, Pont Roulant et Outils de levage / | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 407,49 $ | 1631066 |
| BELL CANADA | 1754819 | 2026-03-13 | GAGNON, JEREMI | Bon de commande ouvert pour paiement des factures mensuels (10 comptes) | Police | Activités policières | 2 400,00 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1771426 | 2026-03-30 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-DM 26-0407 / Électé/Comm. / Achat de prises à broches droites | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 393,71 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15276 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537158 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 382,31 $ | - |
| OMR ALLIAGES INC | DEU65548 | 2026-03-04 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / deeu / acquisition bagette à souder reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 381,33 $ | - |
| EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC. | 012723 | 2026-03-25 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537999 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 372,76 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1769795 | 2026-03-18 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST-Hydraulique-DM 26-0287- Achat d'un nettoyant univrsl sech R | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 369,78 $ | - |
| PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT | 163298 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537094 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 364,54 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 125298 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537119 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 361,87 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1770064 | 2026-03-19 | GAGNON, JEREMI | Achat d' Extender Ethernet PoE -Soumission du 19-03-2026 | Police | Activités policières | 2 349,62 $ | - |
| EXCELLENT GARAGE BEAUBIEN INC. | 012784 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538060 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 347,07 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 125971 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537750 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 345,66 $ | - |
| EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - | 1769132 | 2026-03-13 | DOZOIS, JONATHAN | SSIM / DST-MEPI-DM26-0299 à 0340 - Achat de Bottes STC | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 326,52 $ | - |
| 9521-7535 QUEBEC INC. | 3429 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538072 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 320,50 $ | - |
| TNT WORK & RESCUE | 1767745 | 2026-03-05 | CAYA, MARCO | Longes tuner réglable pour OV, GTI. | Police | Activités policières | 2 316,74 $ | - |
| GARAGE DEGUIRE INC | 36944 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:536969 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 312,57 $ | - |
| RACICOT CHANDONNET LTEE | 39266 | 2026-03-26 | GOSSELIN-LEONARD, ALEXANDRE | Service des affaires juridiques - RACICOT CHANDONNET LTEE - | Affaires juridiques | Affaires civiles | 2 309,72 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CONVOYEUR CONTINENTAL & USINAGE LTE | DEU65628 | 2026-03-30 | WITTY, MARIE-FRANCE | Seau / Deeu / acquisition vis d'alimentation reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 309,72 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 125765 | 2026-03-07 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537234 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 304,62 $ | - |
| QUINCAILLERIE C. BELANGER LTEE. | 1768114 | 2026-03-09 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM- DST - électrique - DM 26-0325 achat de Milwaukee Tool Meuleuse | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 304,48 $ | - |
| CARROSSERIE IBERVILLE INC. | 1770295 | 2026-03-23 | CODERRE, GENEVIEVE | Facture 016726 | Police | Activités policières | 2 304,38 $ | - |
| EQUIPEMENT SH INC. | 1768906 | 2026-03-12 | BEAUCHESNE, JULIE | Blackout - Jeep Compass 2025 EMAF Ouest | Police | Activités policières | 2 301,05 $ | - |
| GARAGE DEGUIRE INC | 36963 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:536966 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 300,91 $ | - |
| NORBEC COMMUNICATION | 1762506 | 2026-03-19 | GAGNON, JEREMI | Achat de pièces pour renflouer l'inventaire. | Police | Activités policières | 2 297,12 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP53727 | 2026-03-18 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de palaque murale 2 prises, tuyau | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 294,67 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | DEP53546 | 2026-03-06 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | BS / UPI / Achat de bouteilles pour Étalonnage Turbidimètre. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 286,63 $ | - |
| LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT | 126097 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538150 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 281,48 $ | - |
| STEPH OUTILLAGE 2010 INC. | DEP53832 | 2026-03-27 | NEBACH, ABDELLAH | BS / UPI / Achat de vanne à bille PMP. (Jyan) | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 267,46 $ | - |
| CENTRE DE SERVICE 2010 ENR. | 69709a | 2026-03-18 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537679 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 267,37 $ | - |
| LES AUTOMOBILES GRENIER- | bc27239 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537877 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 266,93 $ | - |
| PNEUS RATTE INC. | 9866471587 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537854 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 265,25 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEP53798 | 2026-03-25 | DAOUST, YVON | SEAU / DEP / UPC / Réappro / Proposition budgétaire pour l'analyse de | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 248,83 $ | - |
| LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP | bc83400 | 2026-03-12 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537528 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 238,75 $ | - |
| E.H. PRICE SOLUTIONS L.P. | DEP53643 | 2026-03-13 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT / RÉAPPRO - Fourniture d¿un accumulateur horizontal & | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 233,24 $ | - |
| 911 PRO INC. | ROS1187467 | 2026-03-31 | CHALUT, BENOIT | LUMIERE STROB EMPSCG1SLS3D , LUMIERE STROB | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 230,98 $ | - |
| TECHNO-CONTACT INC. | DEP53677 | 2026-03-16 | TISSEUR, YANNICK | SEAU / DEP / UDO / Réappro / Maintenance Préventive pour UPS GVS | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 225,73 $ | - |
| COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU CANADIEN | 1769107 | 2026-03-13 | CHAMPAGNE, BENOIT | SIRR/ Paiement mensuel 2025-2026 de factures pour le CANADIEN PACIFIQUE | Infrastructures du réseau routier | Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir | 2 224,67 $ | - |
| FONDS OPERATIONNEL ENQUETE - SPVM | de20260330083721 | 2026-03-30 | LAJEUNESSE, ISABELLE | Enquêtes spéciales | Materiel roulant et ateliers | Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et | 2 206,70 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187023 | 2026-03-26 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT D'UN KIT DE CONVERSION | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 202,84 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187006 | 2026-03-26 | LUSSIER, STEPHANIE | ATELIER VIAU, CAMION INCENDIE, ACHAT CONTROLEUR DE VALVE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 202,84 $ | - |
| ULINE CANADA CORP | 1770340 | 2026-03-23 | FOURNELLE, MARTIN | SGPI // Achat de deux classeurs plat 36 x 24 noir H-8796BL - Demande de prix | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 198,02 $ | - |
| CHARTRAND FORD (VENTES) INC. | ROS1185962 | 2026-03-17 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS 2000.00$ SELON ESTIME D'ATELIER (CHARTRAND | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 192,22 $ | 1715633 |
| NADON SPORT ST-EUSTACHE INC. | 115507 | 2026-03-31 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:538200 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 190,12 $ | - |
| 9492-9734 QUEBEC INC | 179688 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537897 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 188,21 $ | - |
| HYPERTEC SYSTEMES INC | 1768912 | 2026-03-12 | COALLIER, RHEAUME | Achat d'un portable pour la Section technologie en enquête | Police | Activités policières | 2 183,74 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TEKNISCIENCE INC. | 1769780 | 2026-03-18 | BEAUPARLANT, MARTIN | SENV / Achats de produits et consommables pour Labo Crémazie Entente 1739802 | Environnement | Traitement des eaux usées | 2 173,66 $ | 1739802 |
| TECHNOLOGIES POLYCONTROLE S INC. | DEU65290 | 2026-03-12 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / DEEU - Q-33828 - Calibration debitmetre SIERRA - DR | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 173,24 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1769703 | 2026-03-18 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM / DST-Vêtements - uniformes - DM 26-0326 - 0327 - Achat de Gants | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 171,98 $ | - |
| LES PRODUITS SANITAIRES LEPINE INC. | DEU65621 | 2026-03-30 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition sel reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 154,34 $ | - |
| NELCO INC | DEU65591 | 2026-03-09 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / deeu / 3" VELAN GATE VALVE CL150 PSI - DI1136877 + 1 stock | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 135,97 $ | - |
| GESTION D'OBJETS DISTANTS CMO | 1767302 | 2026-03-03 | GAGNON, JEREMI | Achat de modem 5G pour la vidéosurveillance - Estimation: 5459 | Police | Activités policières | 2 135,03 $ | - |
| BRAULT MAXTECH INC. | DEP53465 | 2026-03-04 | DOUCET, MARTIN | SEAU / DEP / ULA / Réapprovisionnement / Commande pièce suite à | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 126,00 $ | - |
| ENTREPRISES INTMOTION INC. | 1771528 | 2026-03-31 | CODERRE, GENEVIEVE | Facture FAC/2026/00380 | Police | Activités policières | 2 122,85 $ | - |
| KARINE GAUTHIER | 202605 | 2026-03-10 | SCHOEB, AMELIE | Service de design graphique - Création trousse pédagogique 15-21 | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 2 108,00 $ | - |
| RICOH CANADA INC | 1765609 | 2026-03-13 | NICHOLS, JEAN-MATHIEU | SSIM/ Achat d'une imprimante IM C401F / entente 1762048 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 101,67 $ | 1762048 |
| VIDEOTRON LTEE. | 1754720 | 2026-03-23 | GAGNON, JEREMI | Bon de commande ouvert pour l'année 2026 | Police | Activités policières | 2 100,00 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1186979 | 2026-03-26 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS 2000.00$ POUR L'INSPECTION PEP ET | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 099,75 $ | - |
| RESSORT IDEAL LTEE | ROS1184485 | 2026-03-04 | MOMY, PATRICK | RESERVER FONDS 2500.00$ SELON ESTIME D'ATELIER (RESSORT | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 099,75 $ | 1687670 |
| PLENTY O PATCHES | 1769443 | 2026-03-16 | CLARK, VINCENT | Plenty O Patches. Armurerie SPVM. Soumission 3144. Achat de | Police | Activités policières | 2 099,75 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC. | DEP53656 | 2026-03-16 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de réactif de chlore total. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 097,32 $ | - |
| ESRI CANADA LIMITED | DEU65372 | 2026-03-03 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / DEEU - Acquisition de licences ArcGIS Mobile pour l'équipe de Cédric | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 2 095,76 $ | - |
| SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC. | DEU65582 | 2026-03-06 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau/ deeu / acquisition cellule reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 088,21 $ | - |
| CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP | ba21968 | 2026-03-21 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537714 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 087,58 $ | - |
| E.R.C.D. INDUSTRIES INC. | DEU65650 | 2026-03-17 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - INSPECTION AVEC PETROHITECH DU | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 086,10 $ | - |
| 4 CADPLM CANADA, GROUPE | DEU65506 | 2026-03-02 | ARNOULD, GUY | SEAU / DEEU - Renouvellement Mathcad Professional du 17 avril | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 080,47 $ | - |
| TENAQUIP LIMITED | 1770220 | 2026-03-20 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST-Hydraulique-DM26-0342 //Achat de WALTER, Bio-Circle L. | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 078,75 $ | - |
| WESCO DISTRIBUTION CANADA LP | DEU65514 | 2026-03-03 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | SEAU / DEEU / REAPPRO - MATÉRIELLE SÉCURITÉ POUR INVENTAIRE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 070,97 $ | - |
| TECHNO FEU INC | ROS1187549 | 2026-03-31 | NEGRONI, ANTOINE | Lampe RADIANT base fixe | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 059,73 $ | - |
| FISHER SCIENTIFIQUE | DEU65421 | 2026-03-04 | FLEURY, CAROLE | SEAU / DEEU / LABO / SR - EVALUATION_RÉPARATION D'UN LAVE-VAISELLE | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 055,58 $ | - |
| GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM | ROS1184059 | 2026-03-01 | CHIHAB, TARIK | 4309439 KIT,AIR COMPRESSOR HEAD 5318058 COUDE | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 2 054,50 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53610 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Achat photocopieur IM C401F - Atelier électrique - Entente | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 049,18 $ | 1762048 |
| RICOH CANADA INC | DEP53604 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Achat photocopieur IM C401F - Atelier réservoirs | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 049,18 $ | 1762048 |
| LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN | DEP53790 | 2026-03-25 | DOUCET, MARTIN | BS / ULA / Échantillonnage de l'isolant tuyau échappement génératrice | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 047,26 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PROTECTION INCENDIE MCI | DEP53690 | 2026-03-17 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / DEP / UAT / Réappro / Appel de service MCI. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 2 041,17 $ | 1481020 |
| DYNO NOBEL CANADA INC. | 1768091 | 2026-03-09 | CLARK, VINCENT | Achat produits d explosif pour les besoins du GTI. | Police | Activités policières | 2 039,76 $ | - |
| HYATT PLACE OTTAWA WEST | 1762972 | 2026-03-10 | KOCEIR, RADHIA | Réf DAD: PF-260115-01 Hotel pourCours de base en breaching (Jonathan Houle) | Police | Activités policières | 2 037,42 $ | - |
| TORQ REALIZATIONS INC. | DEU65550 | 2026-03-05 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | Seau / deeu / usinage correctif en urgence de 12 paliers lisses pour section | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 2 035,25 $ | - |
| HYPERTEC SYSTEMES INC | 1768911 | 2026-03-12 | GELINEAU, IAN | SSIM / Achat de câbles de connexion et de batteries pour tablettes CF-33 | Sécurité incendie de Montréal | Dir., adm. et soutien - Séc. incendie | 2 029,41 $ | - |
| E.R.C.D. INDUSTRIES INC. | 1767955 | 2026-03-06 | WAN, HOK | SGPI // Paiement facture 045035 pour appel de service pour le | Gestion et planification des immeubles | Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - | 2 028,42 $ | - |
| REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010 | 15266 | 2026-03-05 | Système PARCAUTOSPVM | Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:537159 | Materiel roulant et ateliers | Activités policières | 2 026,22 $ | - |
| PRISME TECHNOLOGIES INC. | 1770354 | 2026-03-23 | LEVEILLE, MARIE-LYNE | SAJ / Paiement de facture. Services judiciaires - Impression de Formulaires | Affaires juridiques | Cour municipale et magistrature | 2 022,06 $ | - |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Traitement des eaux usées | 2 018,25 $ | 1737612 |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Protection de l'environnement | 2 018,21 $ | 1737612 |
| TNT WORK & RESCUE | 1770770 | 2026-03-25 | GIRARD, IVE | SSIM / DivOS- DM-26-0394- Achat de Magna magnetic edge sleeve, 24"- Pour le | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 015,13 $ | - |
| MDL ENERGIE INC. | DEU65717 | 2026-03-24 | FOUGERES, CEDRIC | SEAU / DEEU / PAIMENT DE FACTURE - GENERATRICE RHÉAUME | Service de l'eau | Réseaux d'égout | 2 013,66 $ | - |
| CONRAD LORD AVOCAT | 12323 | 2026-03-09 | LAMBERT, ALEXANDRE | Couru 2025 - Dir. aff. civiles - Conrad Lord, avocat - Dossier / Fraternité des | Dépenses communes | Autres - Administration générale | 2 007,89 $ | - |
| GLOBALSTAR CANADA SATELLITE | 1768163 | 2026-03-09 | MORVAN, YANNICK | SSIM / DIVOS - BCO 2026 - Bon de commande ouvert chez Globalstar Canada | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 2 005,26 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JEAN-MICHEL BERTHIAUME | 1768011 | 2026-03-06 | CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE | SEPLV - GAG // Recherche et validation des contenus de l'exposition Poptopia | Espace pour la vie | Musées et centres d'exposition | 2 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260330132154 | 2026-03-30 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260323150724 | 2026-03-23 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 000,00 $ | - |
| DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM | de20260306142815 | 2026-03-06 | PREVOST, SYLVIE | Enquêtes spéciales | Police | Activités policières | 2 000,00 $ | - |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Inspection des aliments | 1 922,34 $ | 1737612 |
| CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE | 1764867 | 2026-03-25 | FOURNELLE, MARTIN | SSIM-DST - BCO 2026 //Paiement de services d'installations et | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 1 864,35 $ | - |
| SUPREMEX INC. | 1771100 | 2026-03-30 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Enveloppes spécialisées (F651-03) - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 1 847,78 $ | - |
| BALANCES UNIVERSELLES INC. | 1767128 | 2026-03-13 | BORNAIS, LUC | SENV / Appel de service pour l'entretien de la balance d'entrée au CESM | Environnement | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 1 774,29 $ | - |
| L'ILE DU SAVOIR INC. | 1770476 | 2026-03-24 | BAGUR, MARJORIE | SENV / Paiement de facture pour location d'un chapiteau pour le Festival Eurêka | Environnement | Protection de l'environnement | 1 690,00 $ | - |
| AMRIZE CANADA INC. | DEP53583 | 2026-03-11 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Roche pour réparer le stationnement - Entente 1594243 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 1 616,99 $ | - |
| ROY. ENTRETIEN | 1768467 | 2026-03-17 | PRAMATAROV, IVAN | SGPI - 1soumission - Service pour les travaux d'agrandissement du PDQ | Gestion et planification des immeubles | Activités policières | 1 486,36 $ | - |
| ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE | 1769731 | 2026-03-18 | LOGE, HERVE | SEAU / Formation PER-981 Ceinture Jaune pour 15 participant au mois de mai | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 1 396,01 $ | - |
| AMRIZE CANADA INC. | DEP53583 | 2026-03-11 | GODIN, DANIEL | DRE / SIA / Roche pour réparer le stationnement - Entente 1594243 | Service de l'eau | Réseau de distribution de l'eau potable | 1 392,61 $ | 1594243 |
| DELTA SCIENTIFIC LABORATORY | 1767473 | 2026-03-04 | ARBIC, DENISE | GAG SENV - Acquisition | Environnement | Traitement des eaux usées | 1 382,34 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL CANADA INC. | DEU65563 | 2026-03-09 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition graisse et huile reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 1 356,10 $ | - |
| DELTA SCIENTIFIC LABORATORY | 1767473 | 2026-03-04 | ARBIC, DENISE | GAG SENV - Acquisition | Environnement | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 1 224,86 $ | - |
| DELTA SCIENTIFIC LABORATORY | 1767473 | 2026-03-04 | ARBIC, DENISE | GAG SENV - Acquisition | Environnement | Inspection des aliments | 1 166,67 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1767939 | 2026-03-10 | MATELUS, GAMALIEL | SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE achat de vêtements et accessoires - | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 1 158,46 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53604 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Achat photocopieur IM C401F - Atelier réservoirs | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 1 144,89 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53610 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Achat photocopieur IM C401F - Atelier électrique - Entente | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 1 144,89 $ | - |
| BALANCES UNIVERSELLES INC. | 1767128 | 2026-03-02 | BORNAIS, LUC | SENV / Appel de service pour l'entretien de la balance d'entrée au CESM | Environnement | Entretien et aménag. des parcs et terrains | 1 133,86 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | 1770537 | 2026-03-24 | ARBIC, DENISE | SENV / Achats de produits et consommables pour Labo Crémazie Entente 1740734 | Environnement | Inspection des aliments | 878,42 $ | 1740734 |
| 9066-7353 QUEBEC INC | DEU65515 | 2026-03-03 | RIOPEL, LOUIS-PHILIPPE | SEAU / DEEU - FRAIS ESTIMATION POUR REMISE À NEUF | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 866,15 $ | - |
| RICOH CANADA INC | DEP53613 | 2026-03-12 | LECUYER, MARC-ANDRE | SEAU / UAT - Photocopieur - bureau des cm et planificateur - UAT-RDC - | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 839,56 $ | - |
| L'ILE DU SAVOIR INC. | 1770476 | 2026-03-24 | BAGUR, MARJORIE | SENV / Paiement de facture pour location d'un chapiteau pour le Festival Eurêka | Environnement | Réseaux d'égout | 810,00 $ | - |
| VWR INTERNATIONAL CO. | 1770537 | 2026-03-24 | ARBIC, DENISE | SENV / Achats de produits et consommables pour Labo Crémazie Entente 1740734 | Environnement | Réseaux d'égout | 712,63 $ | 1737938 |
| AREO-FEU LTEE | 1767172 | 2026-03-04 | SAMAME, FAKHRADDINE | SSIM-DST-MEPI / DM 26-0192 et DM26-0252 / Achat des fournitures de casques | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 708,67 $ | - |
| ENVIRONNEMENTS-AIR INC. | 1768768 | 2026-03-17 | PRAMATAROV, IVAN | SGPI - 1soumission - Service professionnels pour la décontamination de la | Gestion et planification des immeubles | Cour municipale et magistrature | 609,89 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

**1er AU 31 MARS 2026**

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL CANADA INC. | DEU65563 | 2026-03-18 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition graisse et huile reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 553,41 $ | - |
| IMPRIMERIE F.L. CHICOINE | 1771099 | 2026-03-31 | MIADI, WAFA | SPVM - REAPP - INVENTAIRE : Fourniture de documents officiels - | Bilan | Matériel de bureau, papeterie et imprimerie | 474,54 $ | - |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Protection de l'environnement | 384,96 $ | - |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Traitement des eaux usées | 384,96 $ | - |
| CLEAN HARBORS QUEBEC INC | 1767857 | 2026-03-05 | ARBIC, DENISE | SENV / BCO 2026 - Disposition des déchets chimiques du laboratoire | Environnement | Inspection des aliments | 366,67 $ | - |
| 16138543 CANADA INC. | 1767101 | 2026-03-27 | GOYETTE, STEPHANE | SSIM-DST Inventaire / DM 26-0278 / Achat de 70 caisses de FUSÉES | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 330,13 $ | - |
| TOTAL CANADA INC. | DEU65563 | 2026-03-05 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / Deeu / acquisition graisse et huile reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 292,74 $ | - |
| MESSER CANADA INC. | DEU65566 | 2026-03-05 | ROUX MONTENEGRO, CATHERINNE | Seau / deeu / acquisition marchandises magasin reappro | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 251,33 $ | - |
| LOGISTIK UNICORP INC. | 1767748 | 2026-03-20 | MATELUS, GAMALIEL | SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE-Articles divers-Prévisions pour période | Bilan | Vêtement et équipement de travail | 233,97 $ | - |
| UNIVAR CANADA LTD. | DEP53749 | 2026-03-23 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat d'huile à turbine SHELL. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 169,55 $ | - |
| ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE | 1769731 | 2026-03-25 | LOGE, HERVE | SEAU / Formation PER-981 Ceinture Jaune pour 15 participant au mois de mai | Service de l'eau | Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir | 152,56 $ | - |
| LA CORPORATION BOSCH REXROTH | DEU65705 | 2026-03-23 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU - Pompe hydraulique à pistons axiaux à cylindrée variable | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 68,24 $ | - |
| PRESTON PHIPPS INC | DEU65580 | 2026-03-06 | DATTOLI, NICOLA | SEAU / DEEU - C5318-25 883 1 250 3/16 ARMSTRONG | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 65,61 $ | - |
| ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE | 1769731 | 2026-03-25 | LOGE, HERVE | SEAU / Formation PER-981 Ceinture Jaune pour 15 participant au mois de mai | Service de l'eau | Traitement des eaux usées | 50,83 $ | - |

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

## 1er AU 31 MARS 2026

| NOM FOURNISSEUR | BON DE COMMANDE/ FACTURE | DATE | APPROBATEUR | DESCRIPTION | SERVICE/ ARRONDISSEMENT | ACTIVITÉ | MONTANT | ENTENTE |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ENERGIES SONIC INC. | DEP53788 | 2026-03-30 | BAOUANE, FATIMA | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de d'huile hydraulique. | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 45,89 $ | - |
| LES JOINTS ETANCHES R.B INC. | ROS1185569 | 2026-03-25 | VEILLETTE, PATRICK | COMMANDE DE 2 SORTE DE SEAL | Materiel roulant et ateliers | Gestion des équipements - Séc. incendie | 26,25 $ | - |
| SPORTS DIX 30 INC. | 1770793 | 2026-03-26 | GIRARD, IVE | SSIM / Divos-DM-26-0395-Achat de VPI sous-couche de base + gants pour le | Sécurité incendie de Montréal | Interventions - Séc. incendie | 21,00 $ | - |
| PACWILL ENVIRONMENTAL | DEP53728 | 2026-03-24 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / DEP / UDB / Réappro / Achat de lampes UV , UVP GEN III | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 21,00 $ | - |
| LES UNIFORMES TOWN & COUNTRY (2025) | 1767160 | 2026-03-03 | TABOR, ISABELLE | Production des t-shirts Tan avec logos pour le GTI. Soumission: SO-2113829 | Police | Activités policières | 16,27 $ | - |
| WOLSELEY CANADA INC. | DEP53554 | 2026-03-11 | NEBACH, ABDELLAH | SEAU / UAT / Réappro / Achat de matériels plomberie - Pour paiement | Service de l'eau | Approv. et traitement de l'eau potable | 15,38 $ | 1657298 |
| | | | | | | | **78 032 867,79 $** | |

**Commission sur l'examen des contrats**

# Bilan de la quinzième année d'activité (2025)

## RAPPORT

**Rapport déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération**
**Assemblées des 20 et 23 avril 2026**

**Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes**

S'abonner à l'infolettre des commissions
Visitez la page des commissions permanentes : montreal.ca/sujets/commissions-permanentes
Suivez-nous sur les réseaux sociaux
@commissions.mtl
@Comm_MTL

Montréal

**Service du greffe**
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)  H2Y 1C6

*Présidence*

**Sylvain Ouellet**
Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

*Vice-présidences*

**Laura Palestini**
Arrondissement de LaSalle

**Martin St-Jean**
Ville de Beaconsfield

*Membres*

**Marie-Claude Baril**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

**Maude Choko**
Arrondissement d'Outremont

**Heidi Ektvedt**
Ville de Baie-D'Urfé

**Victor Esposito**
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

**Gabriel Fortin**
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

**Gerlando Guarraggi**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

**Sophie Mohsen**
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

**Jean Marc Poirier**
Arrondissement de Montréal-Nord

Le 20 avril 2026

Madame Soraya Martinez Ferrada
Mairesse de la Ville de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Mairesse,

La Commission sur l'examen des contrats a le plaisir de déposer un bref bilan de l'année 2025, qui marque sa quinzième année d'activité.

Nous vous invitons à prendre connaissance du travail accompli par les membres de la Commission entre janvier et septembre 2025, sous la présidence de M. Dominic Perri.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

*ORIGINAL SIGNÉ*

**Sylvain Ouellet**
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*

**Virginie Harvey**
Coordonnatrice — soutien aux commissions permanentes

# TABLES DES MATIÈRES


PRÉSENTATION ..... 1

Origine de la Commission ..... 1

La mission ..... 2

La composition de la Commission ..... 2

Les critères d'examen ..... 3

Le fonctionnement des séances de travail ..... 4

RETOUR SUR L'ANNÉE 2025 ..... 5

Nombre de dossiers étudiés annuellement et mensuellement ..... 7

Graphique 1 : Nombre total de mandats reçus par mois entre 2021 et 2025 ..... 8

Nombre de mandats par critère d'examen ..... 8

Tableau 1 : Nombre de contrats étudiés pour chaque critère d'examen ..... 10

Les contrats de plus de 20 M$ ..... 10

Tableau 2 — Répartition des contrats de plus de 20 M$ ..... 11

Unités administratives responsables des dossiers étudiés ..... 11

Graphique 2 : Nombre de dossiers par unité administrative ..... 12

Nombre de contrats par firmes adjudicataires ..... 12

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS ..... 13

Conclusion ..... 14

Annexe I — Tableaux ..... 15

Tableau 3 — Recommandations ponctuelles émises par la Commission en 2025 ..... 15

Tableau 4 — Nombre de mandats reçus du comité exécutif aux volets d'agglomération et municipal ..... 17

Tableau 5 — Nombre de contrats examinés par séances ..... 18

Tableau 6 — Nombre de dossiers par unité administrative ..... 19

Tableau 7 — Répartition des contrats examinés parmi les firmes adjudicataires ..... 20

Annexe II — Liste des contrats étudiés en 2025 ..... 27

Annexe III — Recommandations 2021-2025 ..... 35

## PRÉSENTATION

Le bilan annuel de la Commission sur l'examen des contrats (ci-après « la Commission ») permet de rappeler ses origines, de situer son mandat et d'offrir, à partir des données recueillies au cours de l'année, un aperçu du travail réalisé en 2025.

Comme les élections municipales se sont tenues en novembre 2025, les travaux de la Commission ont été interrompus d'octobre à décembre. Par ailleurs, la composition de la Commission a été renouvelée à la suite de ces élections. **Le présent bilan détaille les données et activités couvrant la période de janvier à septembre 2025.**

### Origine de la Commission

La Commission trouve son origine en novembre 2009, lorsque le conseil municipal confie à la Commission de la présidence du conseil le mandat d'examiner le rôle et les responsabilités des commissions, ainsi que leurs liens avec le comité exécutif. Ce mandat visait à mieux définir et élargir les responsabilités des commissions — notamment en matière d'examen des octrois de contrats — afin de renforcer l'imputabilité des personnes élues et leur participation aux décisions, tout en assurant une plus grande transparence du processus décisionnel lié à l'octroi de contrats.

Le 14 juin 2010, la Commission de la présidence du conseil dépose son rapport de consultation dans lequel elle recommande la mise sur pied de la Commission sur l'examen des contrats. Dans sa réponse au rapport, datée du 25 octobre 2010 (CM10 0753), le comité exécutif confirme que « (…) *la mise en place d'une Commission d'examen des contrats s'avère un outil indispensable pour tous les élus qui sont imputables des décisions prises au conseil municipal* ». Ainsi, deux mois plus tard, à sa séance du 14 décembre 2010, le conseil municipal instaure la Commission permanente sur l'examen des contrats.

En 2025, la Commission permanente sur l'examen des contrats marquait donc le quinzième anniversaire de sa création.

## La mission

La Commission a pour mission de statuer sur la conformité du processus d'appel d'offres des contrats, qui lui sont soumis en vertu des critères d'examen et d'en faire état, avant l'octroi, aux instances compétentes. La Commission peut également proposer des améliorations au processus d'appel d'offres.

Puisque les contrats étudiés par la Commission relèvent de la compétence du conseil municipal et du conseil d'agglomération, les modalités de fonctionnement sont prévues dans deux règlements, soit : le *Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

## La composition de la Commission

La Commission compte un volet municipal, pour les contrats relevant de la compétence de la Ville de Montréal, et un volet d'agglomération de Montréal, pour les contrats qui relèvent de la compétence de l'agglomération. Le volet municipal comprend neuf membres auxquels s'ajoutent deux personnes élues des villes liées pour les contrats de compétence de l'agglomération.

Entre janvier et septembre 2025, la Commission était composée des élues et élus de la mandature 2021-2025.

Les membres de la Commission jusqu'à l'élection 2025 :

Le président : **Dominic Perri**, conseiller de la Ville — Arrondissement de Saint-Léonard.

Les vice-présidentes : **Paola Hawa**, mairesse de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et **Valérie Patreau**, conseillère d'arrondissement — Arrondissement d'Outremont.

Les membres : **Céline-Audrey Beauregard,** conseillère de la Ville, Arrondissement de Verdun (à partir de janvier 2025); **Caroline Braun**, conseillère d'arrondissement — Arrondissement d'Outremont; **Julie Brisebois**, mairesse du Village de Senneville; **Daphney Colin**, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles (jusqu'à janvier 2025); **Nathalie Goulet**, conseillère de la Ville, Arrondissement d'Ahuntsic — Cartierville; **Julien Hénault-Ratelle**, conseiller de la Ville, Arrondissement de Mercier— Hochelaga-Maisonneuve (jusqu'à avril 2025); **Enrique Machado**, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Verdun; **Peter McQueen**, conseiller de la Ville, arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce; **Jérôme Normand**,

conseiller de la Ville, Arrondissement d'Ahuntsic — Cartierville (membre du 20 janvier au 17 février 2025); **Sylvain Ouellet**, conseiller de la Ville, Arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension (à partir de février 2025); et **Stephanie Valenzuela**, conseillère de la Ville, Arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce (à partir d'avril 2025).

À la suite de l'élection municipale de novembre 2025, de nouveaux membres ont été nommés à la Commission le 24 novembre 2025 (résolutions CM25 1336 et CG25 0676). Ils ont amorcé leurs travaux en janvier 2026.

La composition de la Commission à partir du 24 novembre 2025 :

Le président : **Sylvain Ouellet**, conseiller de la Ville — Arrondissement de Villeray — Saint-Michel — Parc-Extension.

Les vice-présidents : **Laura Palestini**, conseillère d'arrondissement — Arrondissement de LaSalle et **Martin St-Jean**, maire de la Ville de Beaconsfield.

Les membres : **Marie-Claude Baril**, conseillère d'arrondissement, Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles; **Maude Choko**, conseillère d'arrondissement, Arrondissement d'Outremont; **Heidi Ektvedt**, mairesse de la Ville de Baie-D'Urfé; **Victor Esposito**, conseiller de la Ville, Arrondissement d'Ahuntsic — Cartierville; **Gabriel Fortin**, conseiller de la Ville, Arrondissement Le Plateau Mont-Royal; **Gerlando Guarraggi**, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Rivière-des-Prairies — Pointe-aux-Trembles; **Sophie Mohsen**, conseillère de la Ville, Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro; et **Jean Marc Poirier**, conseiller d'arrondissement, Arrondissement de Montréal-Nord.

## Les critères d'examen

Les contrats qui sont soumis à la Commission par le comité exécutif répondent à un ou à plusieurs des critères ci-dessous. En avril 2023, le conseil municipal et le conseil d'agglomération ont revu à la hausse le seuil des critères d'examen (résolutions CM23 0447 et CG23 0205).

Voici les critères :

1. **Contrat de plus de 20 M$**;

2. **Contrat de biens et services** ou **contrat d'exécution de travaux** d'une valeur de **plus de 4 M$** ou **contrat de services professionnels** d'une valeur de **plus de 2 M$** répondant à l'une des conditions suivantes :

    a. Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;

    b. Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la *Loi sur les cités et villes*;

    c. Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;

    d. Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

    e. L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;

    f. Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande;

3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

## Le fonctionnement des séances de travail

Les dossiers étudiés par la Commission sont confidentiels et seules les personnes concernées peuvent avoir accès aux travaux. Les séances de travail se tiennent donc à huis clos. Les membres et les personnes participantes s'engagent à protéger l'entière confidentialité des informations échangées.

Pour chaque processus d'octroi de contrat soumis à la Commission, le service responsable est convié à présenter son dossier et à répondre aux questions des membres. La Commission délibère, séance tenante, et se prononce sur la conformité du processus d'octroi. Un rapport est ensuite produit et remis au comité exécutif, qui statue sur l'octroi

du contrat. S'il est approuvé, le dossier est inscrit à la prochaine assemblée du conseil municipal ou d'agglomération.

À l'issue d'une séance de travail, la Commission peut suggérer des ajustements ou des ajouts aux sommaires décisionnels afin de faciliter la compréhension d'un dossier. Elle peut également émettre des suggestions, à l'endroit des unités d'affaires ou de l'Administration municipale, pour améliorer les pratiques et accroître la concurrence.

## RETOUR SUR L'ANNÉE 2025

L'année 2025 a été marquée par la tenue des élections municipales à l'échelle du Québec. La Commission a donc interrompu ses travaux à la suite des séances de travail de septembre. **Dans le présent bilan, la Commission sur l'examen des contrats présente les données compilées et analysées relativement aux 65 mandats qui lui ont été confiés par le comité exécutif entre janvier et septembre 2025.** Ces données illustrent la grande diversité des dossiers étudiés au cours de 14 séances de travail, ainsi que l'ampleur de l'examen réalisé, lequel a nécessité la lecture de milliers de pages de documentation.

En avril 2023, la révision des seuils des critères d'examen visait à ramener à un niveau plus raisonnable le nombre de dossiers étudiés mensuellement et à concentrer les efforts des commissaires sur les contrats d'envergure ou jugés les plus significatifs et pertinents. Cette révision s'est révélée bénéfique : en 2024 et 2025, elle a permis à la Commission de recentrer ses travaux sur sa mission, d'accorder davantage de temps à l'analyse des dossiers et d'approfondir ses connaissances.

Il convient également de rappeler que divers facteurs indépendants les uns des autres, notamment le contexte économique, influencent le nombre de contrats soumis à l'examen de la Commission chaque année.

**La Commission a constaté, pour l'ensemble des dossiers étudiés en 2025, la conformité du processus d'appel d'offres et d'octroi de contrats.** Dans certains cas, elle a demandé des précisions ou formulé des recommandations visant à améliorer les sommaires décisionnels, afin d'en clarifier le contenu pour les membres des conseils municipal et d'agglomération. Un tableau récapitulant les recommandations ponctuelles de la Commission figure à l'annexe 1.

**Décision de la Commission concernant un possible cas de collusion**

En mai 2025, la Commission a examiné le processus d'octroi d'un contrat à GFL Environmental inc. pour la fourniture et le transport de conteneurs de matières résiduelles à l'écocentre LaSalle. Les commissaires ont relevé des éléments pouvant laisser croire à une possible collusion, notamment le désistement de l'un des fournisseurs importants, qui aurait pris la décision d'agir à titre de sous-traitant. Le Service de l'environnement, responsable du dossier, avait lui aussi perçu ces indices et avait demandé au Bureau de l'inspecteur général d'enquêter. Toutefois, au moment de la présentation devant la Commission, les conclusions de cette enquête n'étaient pas encore disponibles, ce qui a suscité de l'inconfort chez les membres. Sans ces conclusions, la Commission a jugé qu'elle ne pouvait pas statuer sur la conformité du dossier.

Après l'annonce de cette décision, des démarches ont été entreprises, et l'inspecteur général a transmis une réponse au contrôleur général. Il a précisé que ses vérifications montrent que le fournisseur n'a pas déposé d'offre en raison d'exigences liées au cautionnement, et que l'enquête était donc close. À la lumière de cette nouvelle information, la Commission s'est réunie de nouveau et a conclu, à l'unanimité, que le processus mené dans ce dossier était conforme.

Le rapport détaillant ce mandat peut être consulté à partir de la page web de la Commission.

Voici des données illustrant les travaux de la Commission en 2025 :

**65** **mandats reçus**
(44 du volet d'agglomération et 21 du volet municipal)

**14** **séances de travail**

**12** **services ont présenté leurs dossiers**

## Nombre de dossiers étudiés annuellement et mensuellement

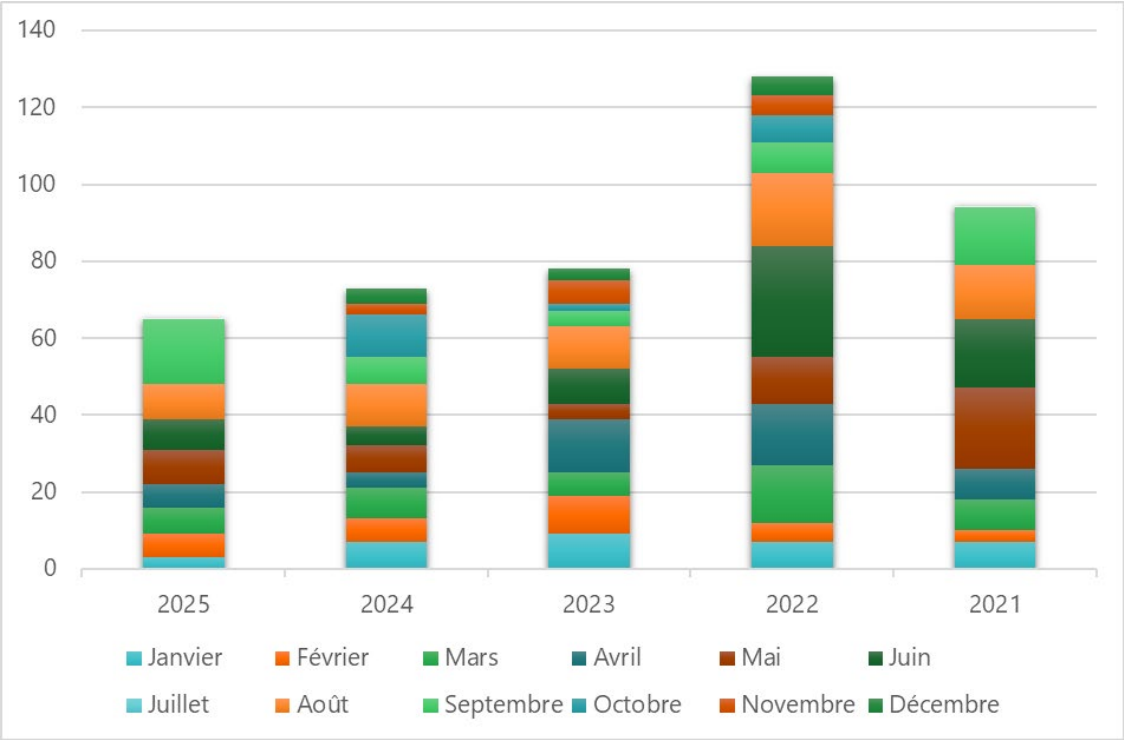
Depuis le rehaussement, en avril 2023, des seuils de qualification des contrats soumis à la Commission, le nombre de dossiers étudiés a diminué, comme en témoignent **les moyennes mensuelles des dernières années** :

- 8,13 mandats en 2025 (année électorale)
- 6,64 mandats en 2024
- 7,09 mandats en 2023
- 11,64 mandats en 2022
- 11,75 mandats en 2021 (année électorale)

Rappelons que la Commission n'a pas siégé en octobre, novembre et décembre 2025, ce qui pourrait expliquer le nombre élevé de mandats confiés à la Commission en septembre ainsi que la moyenne mensuelle observée en 2025. De plus, les années électorales sont difficilement comparables, autant pour les moyennes mensuelles que pour le nombre total de dossiers étudiés.

Le *Graphique 1* présente le nombre de dossiers étudiés par la Commission annuellement et fournit une indication de la répartition mensuelle.

*Graphique 1 : Nombre total de mandats reçus par mois entre 2021 et 2025*




** À noter que la Commission fait relâche en juillet et qu'elle ne siégeait pas les mois d'octobre à décembre 2021 ni les mois d'octobre à décembre 2025, en raison des élections municipales.*

En 2025, le mois de septembre a été le plus chargé, avec 17 contrats examinés au cours de trois séances. De manière générale, les mois de mai, juin, août et septembre sont ceux où l'activité de la Commission est la plus soutenue.

La répartition des dossiers entre les volets municipal et d'agglomération, ainsi que le nombre de séances et de mandats par mois, est présentée dans le *Tableau 4 — Nombre de mandats reçus du comité exécutif aux volets d'agglomération et municipal* et le *Tableau 5 — Nombre de contrats examinés par séance*, figurant à l'annexe 1.

## Nombre de mandats par critère d'examen

Le *Tableau 1* présente le nombre de contrats selon chacun des critères d'examen. Il est important de préciser qu'un même contrat peut répondre à plus d'un critère et qu'un mandat peut comprendre plusieurs contrats (lots).

L'analyse des données révèle notamment que :

- Un nombre élevé de *contrats de biens et services* a été soumis à la Commission en 2025, soit 33 contrats, comparativement à 19 en 2024. Parmi ceux-ci, 13 répondaient au critère d'un écart de 20 % ou plus entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme, tandis que 6 concernaient des transactions immobilières conclues de gré à gré à un montant différent de la valeur marchande.
- Le volume de *contrats d'exécution de travaux* a également été important, avec 28 contrats examinés en 2025, contre 22 en 2024 et 9 en 2023. La majorité de ces dossiers ont été soumis à la Commission en raison d'un écart de 20 % ou plus entre l'estimation interne et la plus basse soumission conforme, ou d'un écart équivalent avec la deuxième soumission conforme.
- À l'inverse, le nombre de *contrats de services professionnels* soumis à l'examen de la Commission est passé de 33 en 2024 à 20 en 2025. Quatorze d'entre eux ont été soumis parce qu'il s'agissait d'un troisième octroi consécutif attribué au même soumissionnaire.

Enfin, tous types de contrats confondus, le critère ayant généré le plus grand nombre de renvois à la Commission demeure l'*écart de plus de 20 % entre l'estimation interne et la soumission de l'adjudicataire*. En 2025, ce type d'écart a été observé 39 fois à l'intérieur des 65 mandats analysés, comparativement à 37 fois à l'intérieur des 73 contrats examinés en 2024. Il est important de rappeler qu'un mandat peut comprendre plusieurs lots ou contrats. Ainsi, en 2025, les 65 mandats étudiés regroupaient au total 97 contrats.

Les processus d'octroi examinés incluent des contrats dont le prix obtenu était soit inférieur, soit supérieur à l'estimation de contrôle. En 2025, parmi les 39 contrats où l'écart dépassait 20 %, 34 affichaient un prix plus bas que l'estimation de contrôle, ce qui était favorable à la Ville. À l'inverse, 5 contrats présentaient un prix plus élevé que l'estimation, ce qui était défavorable.

Étant donné que ce critère peut constituer un bon indicateur de la justesse des analyses de prévision des coûts, la Commission estime qu'il mérite une attention particulière.

À l'inverse, le nombre de processus d'octroi de contrat soumis en raison du fait qu'*une seule soumission était conforme* connaît une baisse marquée.

*Tableau 1 : Nombre de contrats étudiés pour chaque critère d'examen*

*À noter : Un mandat peut répondre à plus d'un critère et peut comprendre plusieurs lots (contrats).*

| Critères d'examen | **2025** (Année électorale) | **2024** | **2023** | **2022** |
|---|---|---|---|---|
| *Contrats de plus de 10 M$ (avant la révision)*<br>**Contrats de plus de 20 M$** | *n/a*<br>**18** | *n/a*<br>**19** | *6*<br>**10** | *46*<br>n/a |
| *Contrats de biens et services (+ 2 M$) (avant la révision)*<br>**Contrats de biens et services (+ 4 M$)** | *n/a*<br>**33** | *n/a*<br>**19** | *10*<br>**32** | *30*<br>n/a |
| *Une seule soumission conforme* | 8 | 8 | 14 | 17 |
| *Fournisseur considéré unique* | 1 | 1 | 3 | 2 |
| *Écart de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire* | 10 | 3 | 13 | 8 |
| *Écart de 20 % avec l'estimation* | 13 | 4 | 5 | 10 |
| *3e octroi de contrat consécutif* | 7 | 7 | 6 | 9 |
| Transaction immobilière de gré à gré à un montant différent de la valeur marchande | 6 | 3 | 2 | 4 |
| *Contrats d'exécution de travaux (+ 2 M$) (avant la révision)*<br>**Contrats d'exécution de travaux (+ 4 M$)** | *n/a*<br>**28** | *n/a*<br>**22** | *11*<br>**9** | *39*<br>n/a |
| *Une seule soumission conforme* | 3 | 3 | 4 | 8 |
| *Fournisseur considéré unique* | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Écart de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire* | 8 | 6 | 8 | 12 |
| *Écart de 20 % avec l'estimation* | 22 | 16 | 13 | 21 |
| *3e octroi de contrat consécutif* | 0 | 0 | 0 | 7 |
| *Contrats de services professionnels (+ 1 M$) (avant la révision)*<br>**Contrats de services professionnels (+ 2 M$)** | *n/a*<br>**20** | *n/a*<br>**33** | *17*<br>**13** | **31** |
| *Une seule soumission conforme* | 3 | 11 | 11 | 16 |
| *Fournisseur considéré unique* | 0 | 0 | 0 | 0 |
| *Écart de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire* | 1 | 8 | 6 | 10 |
| *Écart de 20 % avec l'estimation* | 4 | 17 | 8 | 9 |
| *3e octroi de contrat consécutif* | 14 | 9 | 14 | 6 |
| **Contrats que le CE ou un CA juge nécessaire de soumettre à la Commission** | **0** | **0** | **2** | **0** |

## Les contrats de plus de 20 M$

Le *Tableau 2* présente la répartition des contrats de plus de 20 M$ examinés par la Commission depuis 2022. Pour fins de cohérence, les contrats dont la valeur se situe entre 10 M$ et 20 M$ ont été exclus, puisqu'en 2023 le seuil d'examen a été relevé à 20 M$.

Malgré cet ajustement, l'année 2022 demeure exceptionnelle, avec 26 contrats de plus de 20 M$, comparativement à 18 dossiers en 2025, dont 7 dépassants les 50 M$.

*Tableau 2 — Répartition des contrats de plus de 20 M$*

| | **2025** (Année électorale) | **2024** | **2023** | **2022** |
|---|---|---|---|---|
| **Entre 20 M$ et 30 M$** | 4 | 6 | 5 | 10 |
| **Entre 30 M$ et 50 M$** | 7 | 8 | 4 | 10 |
| **Plus de 50 M$** | 7 | 5 | 7 | 6 |
| Total | **18** | **19** | **16** | **26** |

En 2025, les mandats ayant les plus grandes valeurs financières étaient les suivants :

- Un bail de 209 M$ par lequel la Ville de Montréal loue, pour une période de 23 ans, un immeuble à des fins administratives auprès de la Société d'habitation et de développement de Montréal;

- Un contrat de 196 M$ accordé à Roxboro Excavation inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principales et secondaires, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, d'utilités publiques et d'aménagement paysager dans les rues Sainte-Catherine Ouest et Guy;

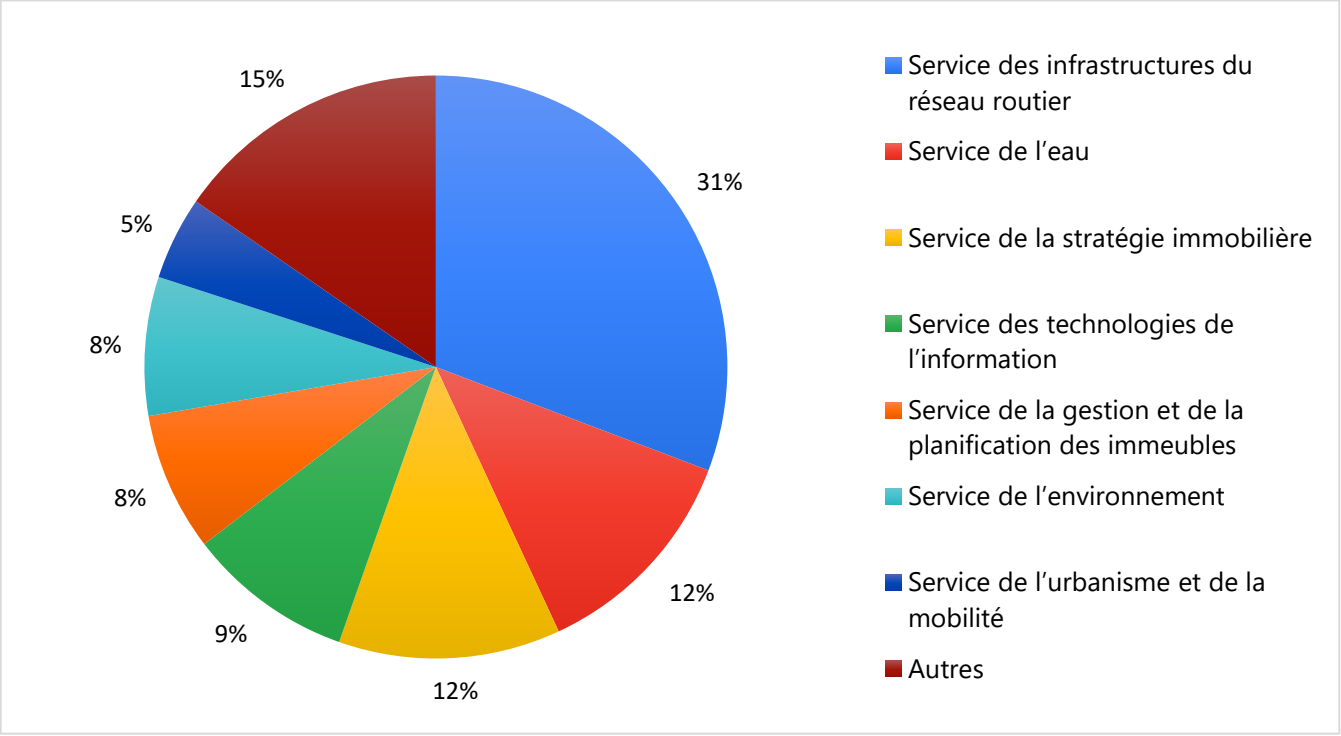
- Un ensemble de 16 contrats totalisant 123 M$, attribué à 9386-0120 Québec inc., Environnement Routier NRJ inc. et JMV Environnement inc. pour la collecte et le transport des matières recyclables sur une période de cinq ans.

## Unités administratives responsables des dossiers étudiés

Chaque processus d'octroi de contrat examiné par la Commission est sous la gouverne d'un service porteur, responsable de présenter le dossier aux commissaires et de répondre à leurs questions. Le *Graphique 2* illustre la répartition des contrats selon les unités administratives responsables.

En tête de liste figure le **Service des infrastructures du réseau routier**, qui a présenté 20 dossiers à la Commission en 2025 (31 %). Il est suivi du **Service de la stratégie immobilière** et du **Service de l'eau**, qui ont chacun présenté 8 dossiers (12 %). À eux trois, ces services présentent plus de la moitié des dossiers examinés par la Commission en 2025.

*Graphique 2 : Nombre de dossiers par unité administrative*




## Nombre de contrats par firmes adjudicataires

Parmi les 65 processus d'octroi de contrats confiés à la Commission en 2025, on compte près de 70 adjudicataires différents, soit une diminution de 30 adjudicataires par rapport à 2024. Parmi ceux-ci, quatre firmes apparaissent à cinq reprises ou plus dans les contrats examinés, alors qu'une seule répondait à ce critère l'an dernier. Ce sont :

1. **GFL Environmental inc.** (1+7* contrats) — contrats liés à la gestion des matières résiduelles;

2. **Artelia Canada inc.** (6* contrats) — services professionnels : contrôle qualitatif des matériaux, caractérisation environnementale, surveillance des travaux;

3. **Services EXP inc.** (1+5* contrats) — services professionnels en ingénierie et en aménagement, conception de plans et devis, surveillance de travaux;

4. **Pomerleau inc.** (5 contrats) — travaux de conception, de construction et de réhabilitation.

** Indique un même contrat attribué à plusieurs soumissionnaires.*

L'ensemble des adjudicataires est répertorié dans le *Tableau 7 — Répartition des contrats examinés parmi les firmes adjudicataires,* placé en annexe.

## CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Au cours du mandat 2021-2025, les commissaires ont émis plusieurs recommandations à l'Administration à partir de leurs observations. La Commission a finalement reçu, en 2025, une réponse concernant le Bilan de la 13e année d'activité (2023), après que plusieurs rapports précédents soient demeurés sans suite. Elle demeure optimiste que cette lancée positive se poursuivra et qu'elle obtiendra également des réponses pour les bilans précédents et ceux à venir.

Comme les nouveaux membres de la Commission sur l'examen des contrats amorcent leurs travaux, ils ne formulent dans ce bilan aucune nouvelle recommandation. **Ils souhaitent toutefois demander qu'une réponse du comité exécutif soit fournie au Bilan de la 14e année d'activité (2024), déposé en juin 2025 et comprenant dix recommandations.**

La liste des recommandations formulées durant la mandature 2021-2025, ainsi que les réponses du comité exécutif lorsqu'elles existent, figure à l'annexe 3.

## Conclusion

Les données présentées dans ce bilan offrent un aperçu du travail réalisé par la Commission entre janvier et septembre 2025. La Commission réitère auprès des membres du conseil municipal et du conseil d'agglomération sa volonté de poursuivre ses analyses avec rigueur et vigilance afin de remplir pleinement sa mission et les mandats qui lui seront confiés tout au long de la mandature 2025-2029.

Conformément aux règlements des conseils municipal et d'agglomération relatifs à la Commission permanente sur l'examen des contrats (11-007 et RCG 11-008), le présent rapport est accessible sur la page internet des commissions permanentes : montreal.ca/sujets/commissions-permanentes, ainsi qu'à la Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil. Tous les rapports d'examen sur la conformité des processus d'appel d'offres de la Commission y sont également disponibles.

## Annexe I — Tableaux

*Tableau 3 — Recommandations ponctuelles émises par la Commission en 2025*

| Mandats | Date | Recommandations |
|---|---|---|
| Approuver la convention de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de 9 595 988 CANADA INC. pour une période de 13 ans, à compter du 1er janvier 2025, un espace d'entrepôt d'une superficie de 32 446 pi² et pour une période de 12 ans, à compter du 1er janvier 2026, un espace d'entrepôt d'une superficie de 77 679 pi², le tout, situé au 9701, rue Colbert, à des fins de centre de distribution. | Janvier | Recommandation — Faire la démonstration, dans la section « Aspects financiers » du sommaire décisionnel, qu'il est plus avantageux pour la Ville de louer que d'acheter, et ce, avec des chiffres à l'appui.<br><br>Suivi — Le Service a ajouté les explications suivantes au sommaire décisionnel :<br><br>*Le SSI est d'avis qu'il est intéressant pour la Ville de louer l'espace, plutôt que de l'acheter dans l'immédiat, pour les raisons suivantes :*<br>*· Le propriétaire ne souhaite pas vendre sa propriété ;*<br>*· Le PDI ne prévoit pas les sommes nécessaires à l'acquisition de la propriété par la Ville ;*<br>*· La Ville bénéficie de taux de location de base avantageux pour toute la durée du bail. La somme totale pour toute la durée du bail sera de 12,6 M$ ;*<br>*· La Ville aurait une perte de revenus en taxes foncières d'environ 360 000 $ par année pour toujours ;*<br>*· En plus de payer la valeur de l'immeuble, d'environ 16 M$, et les frais de financement estimés à 7 M$ (total de 23 M$), la Ville devrait assumer les frais d'exploitation d'environ 375 000 $ par année, si elle était propriétaire.* |
| Accorder 16 contrats pour les services de collecte et de transport de matières recyclables. | Mars | Recommandation — Ajouter au sommaire décisionnel un tableau consolidé des lots présentant le montant de la soumission retenue, le montant de l'estimation et l'écart entre les deux, ainsi que le total des économies par rapport à l'ensemble des estimations.<br><br>Suivi — Le tableau consolidé a été ajouté à la section « Justification » du sommaire décisionnel. |
| Accorder un contrat à Eurovia Grands Projets Québec inc. pour la construction d'une conduite d'eau principale dans l'emprise de la 90e avenue, du boulevard Newman et des rues Jean-Milot, Louis-Fortier, Clément et Saint-Patrick. | Avril | Recommandation — Ajouter au sommaire décisionnel un tableau synthèse du projet et du phasage des travaux, le plan de gestion des entraves ainsi que le plan d'aménagement de surface.<br><br>Suivi — Des plans d'aménagement des surfaces, des plans de gestions des entraves et un tableau synthèse du projet et du phasage des travaux ont été ajoutés en pièces jointes au sommaire décisionnel. |

| | | |
|---|---|---|
| Conclure des ententes-cadres avec les firmes Ethnoscop inc., Arkéos inc. et Archéoconsultant inc. pour des services professionnels en archéologie. | Juin | Recommandation — Ajouter au sommaire décisionnel une liste de projets, à titre indicatif, et mieux définir la stratégie d'approvisionnement employée.<br><br>Suivi — Le Service a ajouté les explications suivantes au sommaire décisionnel :<br>*À titre indicatif, voici une liste prévisionnelle de projets qui requièrent des services professionnels en archéologie dans l'horizon 2025-2028 :*<br>*– Travaux de réhabilitation d'une conduite de 1500 mm – construction d'un puits d'accès dans le Square-Dorchester*<br>*– Réaménagement de la rue Saint-Paul ;*<br>*– Projet d'aménagement du site de Fort-Lorette ;*<br>*– Quartier des Gares – phase 3 ;*<br>*– Réhabilitation des berges et aménagement de la pointe Théorêt — parc-nature du Cap–Saint-Jacques.*<br><br>*[…]*<br><br>*La stratégie de sollicitation du marché comprend quatre (4) lots distincts correspondant à autant de contrats :*<br>*– Les lots 1 et 2 visent à se pourvoir de l'expertise d'une équipe multidisciplinaire comprenant l'archéologie, l'histoire et la géomorphologie. Ces équipes doivent être en mesure de prendre des mandats d'ampleur et complexes. Elles doivent aussi posséder la capacité de production pour réaliser simultanément au moins cinq (5) mandats ;*<br>*– Le lot 3 vise à se pouvoir de l'expertise d'une équipe spécialisée en archéologie. Les mandats donnés seront d'ampleur et de complexité modérées à plus restreinte. L'équipe doit posséder la capacité de production pour réaliser entre deux (2) et quatre (4) mandats simultanément ;*<br>*– Le lot 4 vise à se pourvoir de l'expertise d'une équipe spécialisée en archéologie. Les mandats donnés seront d'ampleur et de portée plus restreinte afin de prendre avantage de l'attention d'une équipe plus petite, possédant la capacité de production pour réaliser simultanément jusqu'à deux (2) mandats.* |
| Conclure une entente-cadre avec la firme Levio conseils inc., pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques<br><br>Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation de services pour coordonnateurs de projets informatiques. | Août | Recommandation — Ajouter des explications pour démontrer que le Service des technologies de l'information a procédé à une analyse des besoins et justifier qu'il est préférable de recourir à des ressources externes.<br><br>Suivi — Le Service a informé la Commission que les ressources internes sont utilisées à leur maximum et que les services professionnels externes sont employés pour accroître leur capacité, ce qui permet de bien s'adapter aux besoins de la Ville. |

*Tableau 4 — Nombre de mandats reçus du comité exécutif aux volets d'agglomération et municipal*

| | **2025** (Année électorale) | | **2024** | | **2023** | | **2022** | | **2021** (Année électorale) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Agglo | Ville | Agglo | Ville | Agglo | Ville | Agglo | Ville | Agglo | Ville |
| **Janvier** | 2 | 1 | 4 | 3 | 6 | 3 | 6 | 1 | 5 | 2 |
| **Février** | 3 | 3 | 4 | 2 | 7 | 3 | 5 | 0 | 2 | 1 |
| **Mars** | 3 | 4 | 3 | 5 | 4 | 2 | 10 | 5 | 5 | 3 |
| **Avril** | 4 | 2 | 1 | 3 | 8 | 6 | 7 | 9 | 2 | 6 |
| **Mai** | 7 | 2 | 4 | 3 | 1 | 3 | 3 | 9 | 10 | 11 |
| **Juin** | 4 | 4 | 1 | 4 | 6 | 3 | 15 | 14 | 8 | 10 |
| **Juillet** | Relâche | | | | | | | | | |
| **Août** | 7 | 2 | 9 | 2 | 9 | 2 | 13 | 6 | 13 | 1 |
| **Septembre** | 14 | 3 | 6 | 1 | 3 | 1 | 5 | 3 | 9 | 6 |
| **Octobre** | Ne siège pas | | 7 | 4 | 1 | 1 | 6 | 1 | Ne siège pas | |
| **Novembre** | Ne siège pas | | 2 | 1 | 4 | 2 | 2 | 3 | Ne siège pas | |
| **Décembre** | Ne siège pas | | 4 | 1 | 2 | 1 | 3 | 2 | Ne siège pas | |
| **Nbre annuel de dossiers** | **44** | **21** | **45** | **28** | **51** | **27** | **75** | **53** | **54** | **40** |
| **Total annuel** | **65** | | **73** | | **78** | | **128** | | **94** | |

*Tableau 5 — Nombre de contrats examinés par séances*

| | 2025 (Année électorale) | | 2024 | | 2023 | | 2022 | | 2021 (Année électorale) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nbre de séances | Nbre de dossiers | Nbre de séances | Nbre de dossiers | Nbre de séances | Nbre de dossiers | Nbre de séances | Nbre de dossiers | Nbre de séances | Nbre de dossiers |
| **Janvier** | 1 | 3 | 2 | 7 | 2 | 9 | 2 | 7 | 1 | 7 |
| **Février** | 1 | 6 | 2 | 6 | 2 | 10 | 2 | 5 | 1 | 3 |
| **Mars** | 2 | 7 | 2 | 8 | 0 | 6 | 3 | 15 | 2 | 8 |
| **Avril** | 1 | 6 | 1 | 4 | 2 | 14 | 3 | 16 | 2 | 8 |
| **Mai** | 2 | 9 | 2 | 7 | 1 | 4 | 3 | 12 | 3 | 21 |
| **Juin** | 2 | 8 | 1 | 5 | 2 | 9 | 4 | 29 | 3 | 18 |
| **Juillet** | Relâche | | | | | | | | | |
| **Août** | 2 | 9 | 2 | 11 | 2 | 11 | 3 | 19 | 3 | 14 |
| **Septembre** | 3 | 17 | 2 | 7 | 1 | 4 | 2 | 8 | 3 | 15 |
| **Octobre** | Ne siège pas | | 2 | 11 | 1 | 2 | 1 | 7 | Ne siège pas | |
| **Novembre** | Ne siège pas | | 1 | 3 | 2 | 6 | 1 | 5 | Ne siège pas | |
| **Décembre** | Ne siège pas | | 1 | 4 | 1 | 3 | 1 | 5 | Ne siège pas | |
| **Total : séances et dossiers** | **14** | **65** | **18** | **73** | **18** | **78** | **25** | **128** | **23** | **94** |
| **Moyenne : dossiers par séance** | **4,64** | | **4,06** | | **4,33** | | **5,12** | | **4,09** | |
| **Moyenne : dossiers par mois** | **8,13** | | **6,64** | | **7,09** | | **11,63** | | **11,75** | |

*Tableau 6 — Nombre de dossiers par unité administrative*

| **Unités administratives** | **2025** (Année électorale) | **2024** | **2023** | **2022** | **2021** (Année électorale) |
|---|---|---|---|---|---|
| Service des infrastructures du réseau routier | 20 | 19 | 19 | 37 | 32 |
| Service de l'eau | 8 | 14 | 8 | 19 | 14 |
| Service de la stratégie immobilière | 8 | 6 | 3 | 2 | 0 |
| Service des technologies de l'information | 6 | 7 | 10 | 11 | 9 |
| Service de l'environnement | 5 | 1 | 3 | 4 | 0 |
| Service de la gestion et de la planification des immeubles | 5 | 8 | 12 | 18 | 17 |
| Service de l'urbanisme et de la mobilité | 3 | 5 | 8 | 13 | 0 |
| Service du matériel roulant et des ateliers | 3 | 1 | 2 | 7 | 4 |
| Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports | 2 | 4 | 4 | 7 | 5 |
| Service de l'approvisionnement | 2 | 2 | 2 | 5 | 6 |
| Service de la concertation des arrondissements | 2 | 2 | 3 | 3 | 4 |
| Service des ressources humaines et des communications | 1 | 0 | 2 | 0 | 1 |
| Service des finances et de l'évaluation foncière | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Service des affaires juridiques | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Service de l'Espace pour la vie | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Commission des services électriques de Montréal | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| Service de la culture | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Service de police de la Ville de Montréal | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Service de sécurité incendie de Montréal | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |

*Tableau 7 — Répartition des contrats examinés parmi les firmes adjudicataires*

*À noter : il est possible qu'une entreprise ait changé de nom au fil des années et se retrouve sous différentes appellations dans ce tableau.*

| **Adjudicataires** | **2025** | **2024** | **2023** | **2022** |
|---|---|---|---|---|
| A. & O. Gendron inc. | - | 1* | - | - |
| Accessoires Outillage Limitée | 2 | - | - | - |
| ADS Signalisation inc. | 1 | - | - | - |
| AECOM Consultants Inc. | - | 1 + 1* | - | - |
| AEdifica. inc | - | - | - | 1* |
| Anjalec Construction inc. | 1 | - | - | - |
| Aqua Data inc. | - | - | - | 1 |
| Archéoconsultant inc. | 1* | - | - | - |
| Archipel architecture inc. | - | - | - | 1* |
| Arkéos inc. | 1* | - | - | - |
| **Artelia Canada inc.** | **6*** | - | - | - |
| Atelier Civiliti inc. | - | - | 1* | - |
| AtkinsRéalis | 2* | 2 + 3* | - | - |
| Axon Public Safety Canada | - | - | - | 1 |
| Bau-Québec Ltée | - | 1 | - | - |
| Bell Canada | - | 1 | - | 3 |
| Béluga services municipaux inc. | 1* | - | - | - |
| BIXI Montréal | - | - | 1 | - |
| Bouthillette Parizeau inc. | - | - | - | 3* |
| BRANDT TRACTEUR | - | - | - | 1* |
| Bruneau Électrique inc. | - | 1 | 2 | 3 |
| C.M.S Entrepreneurs Généraux inc. | - | - | - | 1 |
| Cardin Julien inc. | - | - | - | 1* |
| Cargill sel, Sécurité Routière | - | - | 1* | 1* |
| CENTRE AGRICOLE JLD INC | - | - | - | 1* |
| Centre de téléphone mobile ltée | - | 1 | - | - |
| Ceveco inc. | - | - | 2 | - |
| Charex inc. | 1 | - | - | 2 |
| Cima + S.E.N.C. | 2* | - | - | - |
| Coffrage Alliance ltée | 1 | 1 | - | - |
| Cofomo inc. | 4 | - | 2 | 1 |
| Compass Minerais Canada Corp. | 1 + 1* | 1* | 1* | 1* |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Complexe Enviro Connexions ltée | - | - | - | 1* |
| Conseillers en gestion et informatique CGI inc. | - | 2 | 3 | 1 + 1* |
| Constellio inc. | 1 | - | - | 1 |
| Construction Camara / 6724114 Canada inc. | - | - | - | 1 |
| Construction CPB inc. | - | - | - | 1 |
| Construction Deric Inc. | 3 | 1 | 1 | 2 |
| Construction Di Paolo inc. | - | 1 | - | - |
| Construction DJL inc. | - | 1* | - | - |
| Construction & Pavage Portneuf inc. | - | 1* | - | - |
| Construction Gamarco inc. | - | - | - | 1 |
| Construction Genfor Ltée | - | - | - | 1 |
| Construction H2D inc. | - | 1 | 1 | 1 |
| Contant inc. | 1* | - | - | - |
| De Sousa — 4042077 Canada inc. | - | - | - | 1 |
| Decimal Technologies inc. | 1 | - | - | - |
| Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. | - | 1 | - | - |
| Demix construction inc. | - | 1* | 1 | 5 |
| Déneigement Cyrbault Inc. | - | - | - | 1* |
| Déneigement Fontaine Gadbois inc. | 1* | 1* | - | - |
| Déneigement Moderne inc. | 1* | - | - | - |
| Déneigement Proquip inc. | - | 1* | 1* | - |
| Derichebourg Canada Environnement inc. | 2* | - | 1* | 1* |
| Desjardins Assurances | - | 1 | - | - |
| Développement Olymbec inc. | - | - | - | 1 |
| Durabac inc. | 1 | - | - | - |
| Duroking Construction (9200 2088 Québec inc.) | 2 | 1 | 1 | - |
| Ébénisterie Architecturale Labelle (9250-6518 Québec Inc) | - | - | - | 1 |
| EBI Envirotech inc. | - | - | - | 1 |
| Écoquartier Louvain | 1 | - | - | - |
| Électroméga Ltée | - | - | - | 1* |
| Emeres inc. | - | 1 | - | - |
| Énergère inc. | - | 1 | - | - |
| Englobe Corp. | 1* | - | 1* | 1 + 1* |
| Entreprises Michaudville inc. | 1 | 1 | - | 4 |
| Entreprises Multi-PM inc. | - | - | - | 1* |
| Environnement Routier NRJ Inc. | 2 + 1* | 1* | - | 2 |
| Equipement SH inc. | - | - | - | 1* |
| ESI Technologies inc. | - | - | 1 | - |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Espace La Traversée | 2 | - | - | - |
| Ethnoscop inc. | 1* | - | - | 1* |
| Eurovia Québec Grands Projets | 3 | 1 | 2 | 4 |
| Excavation E.S.M. inc. | 3 | 1 | - | - |
| Excavation René St-Pierre Inc. | 1 | - | - | - |
| Excavation Vidolo ltée | - | - | 1* | - |
| Fahey et associés Inc. | - | - | 1 | - |
| Fiducie d'utilité sociale de l'Écoquartier Louvain | 1 | - | - | - |
| Filtrum construction inc. | - | 1 | 1 | 1 |
| FNX-INNOV Inc. | - | 1 + 2* | 1 + 3* | 4 + 4* |
| Fonds de placement immobilier Cominar | - | - | 1 | - |
| Foraction inc. | 2 | - | 2 | 3 |
| Fortier Auto Montréal Ltée | - | - | - | 1 |
| Garage P. Venne Inc. | - | - | - | 1 |
| GBI Experts-Conseils inc. | - | 1 | 1* | 1* |
| Gestion Diamond PPDG inc | - | - | 1* | - |
| GFL Environmental inc. | 1 + 7* | - | 1* | 1 |
| GHD Consultants ltée | 2* | - | 1* | 1 + 1* |
| GLT+ inc. | 1* | - | 1* | 1 |
| Groupe ABS inc. | 2* | 2* | 1* | 2* |
| Groupe de sécurité Garda SENC | - | - | 1 | - |
| Groupe Geninov inc. | - | - | 1 | - |
| Groupe Imog Inc | - | 1 + 1* | - | - |
| Groupe Intervia inc. | - | - | 1 | 2* |
| Groupe Marchand Architecture et Design inc. | - | - | 1 | 1* |
| Groupe Plombaction inc. | - | 1 | - | - |
| Groupe Unigesco inc. | - | 1 | 1 | - |
| Humance inc. | - | - | 1 | - |
| Hydro-Québec | - | - | 1 | - |
| Hypertech immobilier inc. | - | 1 | - | - |
| Industries Lafleur inc. | 1 | - | - | - |
| Innotex inc. | - | - | - | 1 |
| Inoria Inc. | - | - | 1 | - |
| Insituform Technologies Limited | 2 | 3 | 2 | 2 |
| Intrado Life & Safety Canada, inc. | - | - | 1 | - |
| IPL North America Inc. | - | - | - | 1 |
| J.M. Gagné Inc. | - | - | - | 1* |
| Jacques Olivier Ford inc. | - | - | - | 1* |
| JMV Environnement inc. | 1* | - | - | 1* |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| K.F. Construction Inc | - | - | - | 1 |
| Kemira Water Solutions Canada Inc | - | 2 | - | 2 |
| Lafarge Canada inc. | - | - | 1 | - |
| Lallemand Plant Care | 1 | - | - | 1 |
| Lanco Aménagement inc | - | - | - | 1 |
| Lanzate S.E.N.C. | 1 + 1* | - | - | - |
| Laurin, Laurin (1991) inc. | - | - | 1 | - |
| Le Consortium Cimaise Inc. | - | - | - | 1 |
| Le Groupe Desfor | - | 1 | - | - |
| Le Groupe Gesfor Poirier Pinchin inc. | - | - | - | 1* |
| Lemay CO | - | - | 1* | 2* |
| Les architectes FABG inc. | - | - | - | 2* |
| Les Entrepreneurs Bucaro inc. | - | 1 + 1* | - | - |
| Les Entreprises Canbec Construction inc. | - | - | - | 1* |
| Les Entreprises Cogenex | - | - | - | 2 |
| Les Entreprises Roseneige inc. (9190-8673 Québec inc.) | - | - | - | 1 |
| Les Excavations Lafontaine inc. | - | 3 | - | - |
| Les Excavations Payette ltée | 1* | - | 1* | 1* |
| Les Pavages Dancar (2009) Inc. | - | 1* | - | - |
| Les systèmes cyberkar inc. | - | - | - | 1* |
| Levio Conseils inc. | 2 | - | 1 | - |
| Location d'autos Enterprise Canada | - | - | 1* | - |
| Location d'autos Sauvageau inc. | - | - | 1* | - |
| Logistik Unicorp | 2 | - | - | - |
| Loiselle inc. | 2 | 2 | 2 | 2 |
| M3P Conseils inc. | - | 1 | - | - |
| Macogep inc. | - | - | 1* | - |
| Maçonnerie Rainville et Frères inc. | - | - | - | 1 |
| Magil Construction Est du Canada inc. | - | 1 | - | - |
| Mécanique CNC (2002) inc. | - | - | 1 | - |
| Mines Seleine, une division de Sel Windsor ltée | - | - | - | 1* |
| NMP Golf Construction Inc. | - | - | - | 1* |
| Nunsubco Trois inc. | - | 1 | - | - |
| Oracle Canada ULC | - | - | - | 1 |
| Orange Trafic Inc. | - | - | - | 1* |
| Ortec Environnement Services inc. | - | - | - | 1 |
| Partenariat du Quartier des spectacles | - | - | 1 | - |
| Parizeau Pawulski Architectes SNC | - | - | - | 1* |
| Pavage Portneuf inc. | - | - | - | 1* |
| Pavages Chartrand inc | - | - | 1* | - |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Pavages d'Amour inc. | - | - | - | 1* |
| Pavages Métropolitain inc. | - | 1 | - | - |
| PBSC Solutions Urbaines Inc. | - | 2 | 2 | - |
| Pépinière Michel Tanguay inc | - | - | 1* | - |
| Petropoulos Bomis et associés inc. | - | - | - | 3* |
| Peyman Jabbari-Manjili, | - | - | 1 | - |
| Pierre Brossard (1981) Ltée | - | - | - | 1 |
| Pomerleau inc. | 5 | 4 | 1 | 3 |
| Précisions Provençal inc. | - | - | - | 1 |
| Proanima Montréal | - | - | 1 | - |
| Procova inc. | - | - | - | 1 |
| Pure Technologies Ltd. | - | 1 | - | - |
| Ramcor Construction inc. | - | - | 1 | - |
| Raylobec | 3 | - | - | - |
| Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. | - | - | - | 1 |
| Recluses Missionnaires | - | 1 | - | - |
| Recyclage Notre-Dame inc. | - | - | 2* | 1 + 1* |
| Regroupement CIMA+ SENC \| BC2 Groupe Conseil inc. | - | - | 2 | 1* |
| Regroupement FNX — INNOV inc. \| IGF axiom inc. | 1* | - | - | - |
| Regroupement formé par Parizeau Pawulski Architectes S.E.N.C., Dupras Ledoux inc., Groupe Geniex inc. et Marchand Houle et associés inc. | - | 1 | - | - |
| Regroupement formé par Patriarche Architecture inc., Ambioner inc., EMS Structure inc. | - | 1* | - | - |
| Riopel Dion St-Martin inc. | - | - | 1* | - |
| Roland Grenier construction ltée | - | - | - | 1 |
| Rousseau Lefebvre inc. | - | - | 1* | 1* |
| Roxboro Excavation Inc. | 2 | 2 | - | 3 |
| Sanexen services environnementaux inc. | 1 | 1 | 1 | 6 |
| Sel Windsor ltée | 1* | - | - | - |
| Selto Distribution inc. | 1* | - | - | - |
| Services EXP inc. | 1 + 5* | 2 + 1* | 4* | 6* |
| Services Infraspec inc. | - | - | - | 1 |
| Sidcan inc. | - | - | - | 1 |
| SNC-Lavalin inc. | - | - | 2* | 1 + 4* |
| Société 9400-9180 Québec Inc. | - | - | - | 1 |
| Société Conseil LGS inc. | - | 1* | - | - |
| Société d'habitation et de développement de Montréal | 3 | - | - | - |
| Société en commandite Brennan-Duke | - | 1 | - | - |
| Société immobilière Peluso inc. | - | - | - | 1 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés | - | 1 | - | - |
| SOGEP inc. | - | - | 1 | - |
| Sogica inc. | 2 | - | - | - |
| Solmatech inc. | - | 2* | 1* | 2* |
| Stantec Expert-Conseils ltée | - | 1 + 1* | 1 | - |
| Stantec Experts-conseils ltée et TLA Architectes inc. | - | - | - | 1* |
| STATION SERVICE SOMERLED INC. | - | - | - | 1 |
| St-Denis Thompson Inc. | - | - | 1 | 2 |
| STI Maintenance inc. | - | - | - | 1 |
| Suncor Énergie | - | - | - | 1 |
| Sustema inc. | - | - | 1 | - |
| Tacel Ltée | - | - | 2 | 1* |
| TELECON inc. | - | - | 1 | - |
| Telus Health (Canada) Ltd | - | - | 1 | - |
| Terrapex Environnement ltée | 1* | - | 1* | - |
| Tetra Tech QI inc. | - | - | 1* | |
| Tisseur Inc | - | - | 1 | - |
| Toromont Cat Québec, divisions d'industries Toromont Ltée | - | - | 1 | - |
| Transvac Montréal-Laval inc. | - | - | 1 | 1 |
| Tyler Technologies inc. | - | - | - | 1 |
| Universal protection service of Canada corporation | - | - | 1 | - |
| Université de Montréal | 2 | - | - | - |
| Urbex Construction inc. | 1 | - | - | - |
| Utile Développement | 1* | - | - | - |
| Valade et associés, huissiers de justice inc. | - | 1 | - | - |
| Veille sur toi inc. | 1 | - | - | - |
| Vlan Paysages inc. + IGF Axiom inc. | - | - | - | 1* |
| WAA Montréal inc. | - | - | - | - |
| WM Québec inc. | - | - | 6* | - |
| WSP Canada inc. | - | 1* | 1 + 2* | 2* |
| 9033—4020 Québec inc. | 1 | - | - | - |
| 9036—6626 Québec inc. (JMV Déneigement) | 1 | - | - | - |
| 9055—0344 Québec inc | - | - | 1* | - |
| 9064—3032 Québec inc. | - | - | - | 1* |
| 9115—7883 Québec Inc. (Sig-Nature) | - | 1* | - | - |
| 9169—2236 Québec inc. | - | 1 | - | - |
| 9386—0120 Québec inc. | 1* | - | 1* | - |
| 9447—4483 Québec Inc. | - | - | 1 | - |
| 9536—1135 Québec inc. | 1* | - | - | - |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 9595988 CANADA inc. | 1 | - | - | - |

* Indique un même contrat attribué à plusieurs soumissionnaires.

# Annexe II — Liste des contrats étudiés en 2025

| | Service | Résumé du mandat | Dépense totale | Critère(s) |
|---|---|---|---|---|
| Janvier | | | | |
| 1 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver la convention de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de **9 595 988 CANADA INC**. pour une période de 13 ans, à compter du 1er janvier 2025, un espace d'entrepôt d'une superficie de 32 446 pi² et pour une période de 12 ans, à compter du 1er janvier 2026, un espace d'entrepôt d'une superficie de 77 679 pi², le tout, situé au 9701, rue Colbert, à des fins de centre de distribution.* | 24 749 993,68 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 2 | Service du matériel roulant et des ateliers | *Accorder un contrat à **Industries Lafleur inc**. pour l'acquisition de châssis-cabine à cinq places et l'aménagement de boîtes utilitaires en aluminium de dix pieds pour le Service des incendies de Montréal.* | 4 725 048,01 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 3 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Duroking Construction (9200-2088 Québec inc.)** pour des travaux d'égout, de conduite d'eau (reconstruction et réhabilitation), de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, d'utilités publiques (CSEM, Bell et Energir) dans la rue Notre-Dame, de la 1re avenue à la 13e avenue et dans la 9e avenue, de la rue Notre-Dame jusqu'à la rue Victoria dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.* | 57 501 795,01 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| Février | | | | |
| 4 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Excavation E.S.M. inc.** pour les travaux de conduites d'eau et d'égout, dans la rue Remembrance entre la 19e et la 25e avenue, arrondissement de Lachine.* | 8 704 795,44 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 5 | Service des infrastructures du réseau routier | *Conclure une entente-cadre avec la firme **Les Services EXP inc.** pour des services professionnels en ingénierie et en aménagement pour des études d'avant-projet, la conception de plans et devis ainsi que la surveillance de travaux dans le cadre du grand projet de réaménagement du PPU Quartier des Gares, pour une durée de 60 mois, avec une option de prolongation de 12 mois.* | 25 059 171,02 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 6 | Service des infrastructures du réseau routier | *Conclure trois ententes-cadres de services professionnels en ingénierie pour une durée de quarante-huit mois.* | Contrat 1 :<br>4 782 444,91 $ | Contrat 1<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 7 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Sanexen Services Environnementaux inc**. pour des travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb dans diverses rues de la Ville de Montréal dans les arrondissements de Lachine, du Sud-Ouest, d'Outremont et de Ville-Marie.* | 6 097 690,51 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 8 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Duroking Construction (9200-2088 Québec inc.)** pour des travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans le boulevard Gouin, de la rue Meunier au boulevard Saint-Laurent, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.* | 6 830 269,69 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 9 | Service de la gestion et planification des immeubles | *Accorder un contrat à **Anjalec Construction inc.** pour réaliser les travaux de la phase 2C de la rénovation du Complexe sportif Claude-Robillard (0095).* | 35 499 685,59 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| Mars | | | | |
| 10 | Service de la gestion et planification des immeubles | *Accorder un contrat à **Excavation René St-Pierre inc.** pour les travaux de déconstruction du bâtiment situé au 9515 Saint-Hubert (0478), d'enlèvement des dalles, des fondations et de réhabilitation des sols situés sur le site de l'ancienne cour Louvain.* | 5 781 808,07 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 11 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Eurovia Québec Grands Projets inc.** pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM et Bell) dans le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, de l'avenue Woodbury à l'avenue de la Brunante dans les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'Outremont.* | 20 334 587,03 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| 12 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Roxboro Excavation inc**. pour des travaux d'implantation d'un réseau express vélo (REV) et d'un service rapide par bus (SRB), comprenant des travaux d'égout (réhabilitation), de conduite d'eau (reconstruction et réhabilitation-REPS), de voirie (reconstruction, réhabilitation), d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM) dans le boulevard Henri-Bourassa Est, de la rue Lajeunesse au boulevard Pie-IX, dans les arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Montréal-Nord.* | 37 380 526,94 $ | Contrat de plus de 20 M$. |
| 13 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Foraction inc.** pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville, de Lachine, de Pierrefonds — Roxboro et de Saint-Laurent.* | 11 481 426 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 14 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Charex inc.** pour des travaux d'aménagement du parc Irma-LeVasseur et travaux de voirie, d'éclairage, d'utilités publiques (CSEM) et d'architecture du paysage dans les avenues Dollard, Wiseman et Ducharme dans l'arrondissement d'Outremont.* | 25 120 120,50 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 15 | Service de l'urbanisme et de la mobilité | *Accorder un contrat à **Environnement Routier NRJ inc.** pour la réalisation des travaux d'aménagement de corridor de mobilité durable (feux de circulation, travaux civils et électriques, pistes cyclables et voies réservées aux bus) dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et à divers endroits de la Ville de Montréal.* | 5 176 863,43 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- Une seule soumission conforme. |
| 16 | Service de l'environnement | *Accorder 16 contrats aux firmes **9386-0120 QUÉBEC inc.**, **Environnement Routier NRJ inc.** et **JMV Environnement inc.** pour les services de collecte et de transport de matières recyclables, pour une période de 5 ans, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune.* | 123 499 918,62 $, taxes incluses | Lots 2, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 12 et 16 :<br>Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation.<br>Lots 2, 11 et 16 :<br>Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| Avril | | | | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 17 | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports | *Accorder un contrat à **Lallemand Plant Care** pour la fourniture de l'insecticide TreeAzin, pour une durée de 32 mois.* | 8 782 652,82 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré seul et unique;<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 18 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Eurovia Grands Projets Québec inc.** pour la construction d'une conduite d'eau principale de 900 mm et d'utilités publiques (Bell et CSEM) dans l'emprise de la 90e avenue, du boulevard Newman et des rues Jean-Milot, Louis-Fortier, Clément et Saint-Patrick.* | 34 956 540,52 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$;<br>Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 19 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Roxboro Excavation inc.** pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, d'utilités publiques (CSEM, Énergir et Bell) et d'aménagement paysager dans la rue Sainte-Catherine Ouest, de la rue Peel à la rue Saint-Marc et travaux de conduite d'eau principale dans la rue Guy, de la rue Sainte-Catherine Ouest au boulevard René-Lévesque Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie.* | 195 815 982,06 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 20 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Loiselle inc.** pour des travaux de réfection des structures du passage inférieur de l'avenue Papineau — rue des Carrières (projet 22-03), dans les arrondissements de Rosemont-La-Petite-Patrie et du Plateau-Mont-Royal.* | 55 037 342,90 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 21 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Les Entreprises Michaudville inc.** pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaire, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques dans les rues De Castelnau, Berri et Lajeunesse dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.* | 41 750 831,62 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 22 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Foraction inc.** pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues des arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, d'Outremont, de Rosemont-La Petite-Patrie et de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.* | 11 209 752 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| Mai | | | | |
| 23 | Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports | *Accorder un contrat à **Urbex Construction inc.** pour l'exécution des travaux de réaménagement du flanc sud-ouest du parc du Mont-Royal.* | 5 561 755,47 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 24 | Service des technologies de l'information | *Accorder un contrat à **Constellio inc.** pour les services d'intégration de la solution de gestion électronique des documents pour une période de 32 mois.* | 4 024 125 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme;<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 25 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à l'entreprise **Construction Deric inc.** pour la mise à niveau des réservoirs de produits chimiques et du quai de dépotage de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.* | 16 793 648,04 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 26 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **ADS Signalisation inc.** pour les services de gestion de la mobilité et d'entretien de bureaux de chantier pour la mise à niveau de la Station McTavish incluant une option de prolongation de 12 mois.* | 6 430 415,01 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme. |
| 27 | Service du matériel roulant et des ateliers | *Accorder 3 contrats à **Durabac inc.** pour la fourniture et l'installation de bennes compactrices sur des châssis de camions fournis par la Ville.* | 14 849 372,94 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 28 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Loiselle inc.** pour des travaux d'égouts unitaires, de conduites d'eau secondaires et principales, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques (CSEM, Bell et Énergir) dans la rue Saint-Jacques, de la rue Lucien-L'Allier au boulevard Robert-Bourrassa, dans l'arrondissement Ville-Marie.* | 62 512 626,39 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 29 | Service de l'environnement | *Accorder un contrat à **GFL Environmental inc.** pour la fourniture et le transport de conteneurs de matières résiduelles pour l'écocentre LaSalle pour une période de 53 mois avec 2 options de prolongation d'une durée de 21 mois.* | 16 147 221,95 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation;<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| 30 | Service de l'environnement | *Accorder trois contrats à **Les Entreprises Raylobec** pour des services d'élimination des ordures ménagères visant deux arrondissements et huit villes liées, pour une période de cinq ans, à laquelle s'ajoutent deux options de renouvellement de douze mois chacune.* | 23 713 738,15 $, taxes incluses | Lots 1 et 3<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 31 | Service de l'environnement | *Accorder quatre contrats aux firmes **Derichebourg Canada Environnement inc.** et **GFL Environmental Inc.** pour des services de collecte et de transport de matières résiduelles pour trois arrondissements, pour une période de cinq ans (deux options de prolongation de douze mois).* | 38 627 943,62 $, taxes incluses | Lots 4,5 et 8 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation;<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire.<br>Lot 6 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| Juin | | | | |
| 32 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Coffrage Alliance ltée** pour les travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish (lot 1).* | 25 472 435,31 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$;<br>Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 33 | Service de l'urbanisme et de la mobilité | *Conclure des ententes-cadres avec les firmes **Ethnoscop inc.**, **Arkéos inc.** et **Archéoconsultant inc.** pour les services professionnels en archéologie sur le territoire de l'agglomération de Montréal, d'une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois.* | 6 936 300,60 $, taxes incluses | Lots 1 et 2<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 34 | Service de l'environnement | *Accorder 5 contrats à **GFL Environmental inc.** pour les services de réception, de tri, de conditionnement et de valorisation de résidus de construction, de rénovation, de démolition et d'encombrants valorisables pour l'agglomération de Montréal pour une période de 36 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois.* | 28 883 516,20 $, taxes incluses | Lots 1, 3, 4 et 5 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme;<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 35 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver le projet de promesse tripartite, incluant ses annexes, par laquelle la Ville vend à **9536-1135 Québec inc.** et **Utile Développement**, l'immeuble connu comme l'Îlot Voyageur Sud, constitué des lots 3 523 567 et 3 523 568 du cadastre du Québec, d'une superficie de 7 062 m² avec un bâtiment dessus érigé, sis au 505, boulevard de Maisonneuve Est, dans l'arrondissement de Ville-Marie.* | 20 M$, avec intérêts, plus les taxes applicables le cas échéant | Contrat de plus de 20 M$ :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 36 | Service de l'urbanisme et de la mobilité | *Accorder un contrat à **Laurin, Laurin (1991) inc.** pour les travaux d'aménagement de feux de circulation et d'axes de mobilité (10 projets en divers endroits, civils et électriques) de la Ville de Montréal.* | 7 985 554,54 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| 37 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Eurovia Québec Construction inc.** pour les travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue Hickson, de la rue de Verdun à la rue Éthel dans l'arrondissement de Verdun.* | 5 122 934,13 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 38 | Service de la gestion et planification des immeubles | *Accorder un contrat à **Pomerleau inc.** pour les travaux de conception et de construction de la nouvelle cour de services Plateau-Mont-Royal, coin Saint-Grégoire et Mentana.* | 42 752 148,22 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 39 | Service des ressources humaines et des communications | *Accorder un contrat à **Veille sur toi inc.** pour l'acquisition de 12 objets pour le projet Bienvenue bébé, pour une période de 3 ans, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune.* | 7 476 249,38 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| Août | | | | |
| 40 | Service des technologies de l'information | *Conclure une entente-cadre avec **Cofomo inc.** pour la prestation de services pour coordonnateurs de projets informatiques, d'une durée de 36 mois.* | 2 985 118,92 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 41 | Service des technologies de l'information | *Conclure une entente-cadre avec la firme **Levio conseils inc.** pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, d'une durée de 12 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois.* | 2 527 150,50 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 42 | Service des infrastructures du réseau routier | *Conclure des ententes-cadres avec les firmes **Artelia Canada inc.**, **Groupe ABS inc.**, **GHD Consultants ltée**, **Englobe Corp.**, **Les Services EXP inc.**, **AtkinsRéalis Canada inc.** et **Solmatech inc.**, pour les services professionnels de contrôle qualitatif des matériaux sur différents projets de construction, de réhabilitation ou de réfection d'infrastructures municipales, d'une durée de 36 mois.* | 30 371 623,54 $, taxes incluses | Contrats 1 à 7 :<br>- Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 43 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder, conjointement avec la Société de transport de Montréal, un contrat à **Pomerleau inc.** pour la reconstruction des infrastructures et du réaménagement des rues Berri et de Maisonneuve et d'une partie du parc Émilie-Gamelin dans le cadre de la réfection de la membrane d'étanchéité de la toiture de la station Berri-UQAM.* | 79 343 379,24 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 44 | Service des infrastructures du réseau routier | *Conclure des ententes-cadres avec les firmes **AtkinsRéalis Canada inc.**, **Groupe ABS inc.**, **Les Services EXP inc.**, **Terrapex Environnement ltée**, **Artelia Canada inc.** et **GHD Consultants ltée**, pour les services professionnels de caractérisation environnementale et d'études géotechniques dans le cadre de projets d'infrastructures urbaines et d'aménagement de divers sites, d'une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois.* | 16 450 053,42 $, taxes incluses | Lots 2 et 4 :<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation.<br>Lot 5 :<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| 45 | Service des technologies de l'information | *Accorder un contrat à **Sogica inc.** pour les services professionnels de gestion, d'entretien et d'évolution du système Imagétique de la cour municipale de Montréal, pour une période de 28 mois, avec 3 options de prolongation de 12 mois chacune.* | 2 551 295,25 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme. |
| 46 | Service des technologies de l'information | *Accorder un contrat à **Decimal Technologies inc.** pour l'acquisition et le déploiement d'une solution infonuagique pour le système budgétaire, pour une période de 96 mois, incluant 2 options de prolongation de 60 mois chacune.* | 16 914 757,31 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme;<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 47 | Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | *Accorder 8 contrats aux firmes **9036-6626 Québec inc. (JMV Déneigement)**, **Déneigement Moderne inc.**, **Les Excavations Payette ltée, 9033-4020 Québec inc.** et **Déneigement Fontaine Gadbois inc.**, pour les services de déneigement clés en main pour les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, pour une période de 4 saisons hivernales.* | 86 140 238,78 $, taxes incluses | Lots 1, 2 et 5 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation.<br>Lots 2, 7 et 8 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire.<br>Lots 10 et 11 :<br>Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme. |
| 48 | Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne | *Accorder 4 contrats aux firmes **Béluga services municipaux inc.** et **Contant inc.**, pour les services d'exploitation de lieux d'élimination de la neige, pour une période de 5 ans, pour les lots 1 et 3, et de 4 ans, pour les lots 2 et 4, incluant 2 options de prolongation d'une année.* | 20 297 194,40 $, taxes incluses | Lots 1 et 3 :<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation.<br>Lot 1 :<br>Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme. |
| Septembre | | | | |
| 49 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Pomerleau inc.** pour les travaux de réhabilitation d'une conduite d'eau dans la rue de la Cathédrale, de la rue Saint-Jacques jusqu'au réservoir McTavish.* | 38 310 349,65 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 50 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Insituform Technologies limited** pour les travaux de réhabilitation du collecteur d'égout pluvial Smith (Brunet) entre l'avenue Carson et place Sims.* | 6 103 227,09 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme;<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 51 | Service de l'eau | *Accorder un contrat à **Construction Deric inc.** pour les travaux de construction du système de relève du secteur 713 dans le cadre du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte (lot 8a).* | 5 604 220,01 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire;<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 52 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de la **Société d'habitation et de développement de Montréal**, pour une période de 23 ans, à compter du 1er janvier 2026, l'immeuble, d'une superficie de 224 021 pieds carrés, situés au 303 rue Notre-Dame Est, à des fins administratives.* | 208 661 228,45 $, non taxable | Contrat de plus de 20 M$. |
| 53 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver un projet d'acte de cession par lequel la Ville cède, sans contrepartie monétaire, à la **Fiducie d'utilité sociale de l'Écoquartier Louvain**, un terrain correspondant au lot 6 592 719 du cadastre du Québec, d'une superficie de 6 681 m², situé à l'ouest de l'avenue Christophe-Colomb et au nord de la rue Louvain Est, à des fins de construction de logements sociaux et abordables.* | La valeur marchande de l'Immeuble en septembre 2024 a été estimée à 18 M$ | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 54 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver un projet d'acte d'échange entre la Ville de Montréal et l'**Université de Montréal**, par lequel la Ville cède trois terrains connus et désignés comme étant les lots 5 207 395, 5 622 569 et 5 622 571 du cadastre du Québec à l'Université de Montréal et par lequel l'Université cède le terrain connu et désigné comme le lot 5 273 850 du cadastre du Québec à la Ville, dans l'arrondissement d'Outremont.* | 434 420,78 $ pour assumer les coûts des taxes provenant du règlement d'emprunt | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 55 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à la **Société d'habitation et de développement de Montréal** (SHDM), à des fins de logements sociaux, un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro 6 222 957, situé sur la 2e avenue à l'est de la place Chassé et au sud du boulevard Saint-Joseph dans l'arrondissement de Rosemont — La Petite-Patrie, d'une superficie de 1639,5 m².* | 564 000 $, plus les taxes applicables | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 56 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver un projet de promesse bilatérale par lequel la Ville de Montréal s'engage à céder à l'organisme **Espace La Traversée**, à des fins d'un projet résidentiel locatif à vocation sociale et abordable, un immeuble vacant d'une superficie de 4 777,7 m², connu et désigné comme étant une partie du lot 2 648 223 du cadastre du Québec (lot projeté 6 696 295), situé dans la partie sud-est du site de l'ancien hippodrome, lequel fait partie intégrante du Quartier Namur-Hippodrome, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, sans contrepartie financière.* | Dépense de 877 488 $ | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 57 | Service des infrastructures du réseau routier | *Accorder un contrat à **Environnement Routier NRJ inc.** pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation ainsi que des utilités publiques (CSEM), dans le boulevard Henri-Bourassa, entre la rue Lajeunesse et l'avenue Hamelin, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.* | 30 904 998,90 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 58 | Service des technologies de l'information | *Conclure une entente-cadre avec **Cofomo inc.** pour les services de techniciens informatiques, d'une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 24 mois.* | 4 929 495,64 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- seul soumissionnaire conforme;<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 59 | Service de la gestion et planification des immeubles | *Conclure 2 ententes-cadres avec **GLT+ inc.** (Lot 1) et **Cima+ S.E.N.C.** (Lot 2) pour les services professionnels de gestion et de contrôle de chantiers pour divers projets du Service de la gestion et planification des immeubles, pour une période de 60 mois.* | 4 753 756,36 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |
| 60 | Service de l'approvisionnement | *Conclure une entente-cadre avec la firme **Logistique Unicorp inc.** pour la fourniture de services de gestion vestimentaire intégrée pour la Ville de Montréal, pour une durée de 63 mois, incluant 2 options de renouvellement de 24 mois chacune.* | 62 165 233,88 $, taxes incluses | Contrat de plus de 20 M$. |
| 61 | Service de l'approvisionnement | *Conclure des ententes-cadres avec les firmes **Compass Minerals Canada Corp.**, **Sel Windsor ltée** et **Selto Distribution inc.**, pour la fourniture de sel de déglaçage des chaussées, pour une durée de 7 mois.* | 23 882 177,92 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 62 | Service des infrastructures du réseau routier | *Conclure des ententes-cadres avec les firmes **Artelia Canada inc.** et **CIMA+ S.E.N.C.**, pour les services professionnels de surveillance des travaux dans le cadre des programmes de réhabilitation des conduites d'eau potable par chemisage, de remplacement des entrées de service en plomb et de réhabilitation des conduites d'égout par chemisage, d'une durée de 36 mois, incluant une option de prolongation de 6 mois.* | 19 935 607,23 $, taxes incluses | Contrat de services professionnels de plus de 2 M$ :<br>- 3e octroi de contrat consécutif. |
| 63 | Service du matériel roulant et des ateliers | *Conclure une entente-cadre avec **Accessoires Outillage Limitée**, pour la fourniture par location de balais de rue compacts de type aspirateur sans opérateur et avec entretien, pour une période de 5 ans.* | 7 077 375,53 $, taxes incluses | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire. |
| 64 | Service de la stratégie immobilière | *Approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède à la société paramunicipale à but non lucratif et financièrement autonome la **Société d'habitation et de développement de Montréal** ses droits dans les propriétés sises à vingt emplacements.* | 454 912,57 $, plus les taxes applicables | Contrat de biens et services de plus de 4 M$ :<br>- Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande. |
| 65 | Service de la gestion et planification des immeubles | *Accorder un contrat à Excavation **E.S.M. inc.** pour les travaux de conception et de construction des champs de tir extérieurs pour le Service de police de la Ville de Montréal.* | 9 789 267,85 $, taxes incluses | Contrat d'exécution de travaux de plus de 4 M$ :<br>- écart de prix de plus de 20 % avec le 2e plus bas soumissionnaire.<br>- écart de prix de plus de 20 % avec l'estimation. |

# Annexe III — Recommandations 2021-2025

| **Quatorzième année d'activité — 2024** | |
|---|---|
| **Recommandations** | **Réponses du comité exécutif** |
| *Préparation des appels d'offres* | |
| R.1 — Que l'opinion juridique sur l'interprétation de la notion d'« écart important », produite par le Service des affaires juridiques, soit partagée aux unités administratives et à la Commission. | |
| R.2 — Que les unités administratives ajoutent, lorsque cela est approprié, des catégories de ressource au bordereau de prix dans ses appels d'offres. | |
| R.3 — De mettre en place une liste des contrats arrivant à échéance, accompagnée d'une note du Service de l'approvisionnement, qui inclurait le nom de l'adjudicataire, l'unité administrative responsable, le statut des évaluations à venir, le déroulement des contrats en cours et des contrats similaires. | |
| R.4 — Que les unités administratives prennent le temps d'évaluer correctement leur stratégie d'approvisionnement avant d'inclure des travaux urgents à un appel d'offres à paraître, afin de fournir les conditions adéquates pour une prise de décision éclairée lors de l'octroi du contrat. | |
| *Sommaires décisionnels et présentation devant la Commission* | |
| R.5 — Que les unités administratives, qui font face à une situation irrégulière lors de l'adjudication d'un contrat :<br>a) Mettent à la disposition de la Commission les informations nécessaires pour éclairer sa décision;<br>b) Demandent l'appui du Contrôleur général, qui peut les accompagner dans la recherche de solution. | |
| R.6 — Que les services responsables de grands projets ajoutent aux sommaires décisionnels un tableau synthèse dans lequel est notamment inscrit, pour chacun des contrats octroyés, le nom de l'adjudicataire, le prix soumis et les écarts, les étapes à venir ainsi que l'écart pour l'ensemble du projet. | |
| R.7 — Que les unités administratives documentent, dans le sommaire décisionnel, la nature des addendas et inscrivent systématiquement leur impact sur le prix de l'estimation. | |
| R.8 — Que le service porteur s'assure d'inscrire, dans le sommaire décisionnel et la présentation à la Commission, la ventilation des dépenses et la répartition au programme décennal d'immobilisations (PDI). | |
| R.9 — Que le Service de l'approvisionnement émette une orientation afin que les unités administratives intègrent dans leurs présentations à la Commission les critères utilisés dans la grille de pondération pour le volet expérience. | |
| *Comité de sélection* | |
| R.10 — De mettre en place des mesures additionnelles pour limiter davantage les biais lors de l'évaluation des soumissions par le comité de sélection, comme de rendre anonyme le nom des entreprises et des membres affectés au mandat dans les documents étudiés par le comité. | |
| **Treizième année d'activité — 2023** | |
| **Recommandations** | **Réponse du comité exécutif** |
| *Concurrence et intérêt pour les appels d'offres de la Ville* | |

| | |
|---|---|
| R1— Que les unités d'affaires, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, revoient périodiquement leurs stratégies d'appel d'offres pour :<br>a. Prendre en compte les raisons de désistement afin de réduire les obstacles et d'améliorer l'accès aux appels d'offres de la Ville;<br>b. S'adapter aux transformations du marché afin que les appels d'offres de la Ville soient attrayants dans un contexte où il y a une diminution du nombre de soumissionnaires. | Le comité exécutif appuie cette recommandation et informe les membres de la commission que les unités d'affaires, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, révisent continuellement leurs stratégies d'appel d'offres afin de lever les obstacles contractuels et de faciliter l'accès aux projets. […] |
| R2— Que le délai entre la date de publication de l'appel d'offres et la date limite de dépôt des soumissions :<br>a. Soit adapté au type et à la complexité de l'appel d'offres;<br>b. Tienne compte de la période de publication de l'appel d'offres (ex. La période des fêtes et la période estivale);<br>Et ce, même si cela va au-delà du délai minimum prescrit par la loi. | La durée des appels d'offres est déterminée principalement en fonction de la complexité du marché, des périodes de vacances, du nombre de fournisseurs potentiels et de la nature des contrats, et non selon le délai minimal prescrit par la loi. Ces éléments visent à favoriser l'ouverture du marché. Toutefois, certains cas justifient une publication limitée au délai légal minimal. |
| R3— Que la Ville de Montréal mette en place des mesures pour favoriser la participation des plus petits candidats à ses appels d'offres, comme de l'accompagnement aux nouveaux fournisseurs afin qu'ils répondent à ses exigences. | Le comité exécutif est favorable à ce que des stratégies d'approvisionnement innovantes soient explorées pour stimuler la concurrence […]. Lors de l'élaboration des stratégies, le Service de l'approvisionnement tient compte, lorsque le contexte le permet, de la capacité des fournisseurs à exécuter les contrats. L'envergure des lots est ainsi ajustée pour favoriser une participation plus large […]. À la suite de l'adoption du projet de loi 57, le *Règlement sur la gestion contractuelle* a été modifié afin de rendre permanentes les mesures facilitant l'accès au marché pour les fournisseurs locaux (Québec et Canada). |
| R4— Que la Ville évalue la possibilité de mettre en place des mécanismes de partage des risques, qui tiendraient compte de l'inflation et de l'indice des prix à la consommation, ou qu'elle étende ceux existants, lorsqu'approprié. | La Ville inclut déjà, lorsque le contexte le permet, des clauses d'indexation des prix dans les gabarits d'appel d'offres EDILEX pour les biens, les services techniques et professionnels, afin de partager le risque avec le marché. […] |
| *Planification des travaux* | |
| R5— Que la Ville :<br>a. Mette en place des moyens pour mieux étaler la saison des appels d'offres afin d'obtenir des prix concurrentiels;<br>b. Poursuive ses efforts pour améliorer la planification de ses chantiers majeurs et l'arrimage de ses travaux afin d'obtenir de meilleurs prix. | Le Service de l'approvisionnement collabore avec les services pour améliorer la planification des appels d'offres, notamment pour les dossiers stratégiques. Cette planification tient compte des périodes sensibles […] Un calendrier prévisionnel est également en cours d'élaboration avec les unités d'affaires afin d'optimiser la planification. Le comité exécutif invite les services à poursuivre dans cette voie. |
| R6— Que la Ville mette en place des mesures qui tiennent compte de la complexité des travaux au centre-ville afin de faciliter la gestion des chantiers dans le secteur, de s'attaquer aux problèmes de surcoût et de susciter l'intérêt d'un plus grand nombre de joueurs. | […] Deux mesures ont notamment été intégrées aux récents contrats :<br>- Indexation du coût des matériaux : permet de répartir les risques liés à l'augmentation des coûts des matériaux et de la main-d'œuvre sur les contrats de longue durée.<br>- Réduction des retenues contractuelles : les retenues à chaque décompte progressif sont réduites à 4 % (au lieu de 10 %), une mesure adaptée aux projets de longue durée.<br>Par ailleurs, le groupe de travail sur la réduction des impacts des chantiers poursuit ses efforts sur ces enjeux. |
| *Préparation des appels d'offres et des estimations de contrôle* | |

| | |
|---|---|
| R7— Que le Service de l'approvisionnement :<br>a. Documente les cas où une soumission est rejetée pour non-conformité majeure afin de mesurer l'ampleur de la situation;<br>b. Mette en place, pour tous les appels d'offres, un aide-mémoire pour aider les soumissionnaires à se conformer et prévenir les cas de rejet de soumission pour non-conformité majeure. | En cas de non-conformité majeure lors de l'évaluation de la conformité administrative et/ou technique, le Service de l'approvisionnement documente les éléments ayant mené à cette décision.<br>Les conditions d'admissibilité et de conformité propres à chaque appel d'offres sont clairement énoncées dans les documents administratifs et techniques transmis aux soumissionnaires. Pour les appels d'offres de travaux, un rappel des exigences générales est également joint afin de les guider.<br>Par ailleurs, le Service de l'approvisionnement travaille à la mise en place d'un mécanisme pour aider les soumissionnaires à se conformer et à prévenir les cas de rejet pour non-conformité majeure. |
| R8— Que les unités d'affaires s'assurent que les estimations de contrôle, produites à l'interne et à l'externe, soient élaborées à partir de données récentes, qu'elles soient représentatives du marché et qu'elles prennent en compte le contexte d'exécution du contrat. | Les données antérieures (appels d'offres, bons de commande, engagements, factures) sont disponibles dans le système SIMON et via la plate-forme Qlik Sens. Ces données peuvent être extraites et manipulées par toutes les unités d'affaires. À cela s'ajoutent les données externes disponibles (SEAO, Statistique Canada, CRIQ, etc.) qui permettent de réaliser des analyses de coûts représentatives du marché et d'établir des estimations plus justes. Le Service de l'approvisionnement recommande et applique un processus de comparaison entre les données internes et les données externes. […] |
| *Sommaires décisionnels et présentation devant la Commission* | |
| R9. Que les unités d'affaires :<br>a. Documentent, dans le sommaire décisionnel, la nature des addendas et inscrivent systématiquement leur impact sur le prix de l'estimation;<br>b. Énoncent, dans le document de présentation à la Commission, la stratégie employée pour solliciter le marché, notamment lorsque celle-ci a été revue. | Le comité exécutif rappelle que les guides de rédaction des sommaires décisionnels exigent certaines informations. En leur absence, les sommaires sont retournés aux unités d'affaires pour être complétés.<br><br>Pour répondre à la recommandation 9.b, le comité exécutif mandate le Service de l'approvisionnement afin de concevoir et de diffuser un gabarit de présentation à la Commission sur l'examen des contrats. |
| R10— Que les services responsables de grands projets ajoutent aux sommaires décisionnels un tableau synthèse dans lequel est notamment inscrit, pour chacun des contrats octroyés, le nom de l'adjudicataire, le prix soumis et les écarts, les étapes à venir ainsi que l'écart pour l'ensemble du projet. | […] les guides de rédaction des sommaires décisionnels exigent certaines informations. En leur absence, les sommaires sont retournés aux unités d'affaires pour être complétés.<br>Dans le cadre d'un appel d'offres comprenant plusieurs lots, un tableau synthèse, doit être intégré pour chaque contrat octroyé, précisant le nom de l'adjudicataire, le prix soumis et l'écart avec l'estimé budgétaire. L'écart global entre l'estimation du coût du projet et le total des contrats octroyés doit également être indiqué. […] |
| R11— Que l'ensemble des unités d'affaires concernées par le dossier d'octroi soient présentes lors de la présentation auprès de la Commission. | Le comité exécutif est favorable à ce que les unités d'affaires concernées par le dossier d'octroi soient présentes aux séances de la Commission. Le « Guide d'information à l'intention des unités administratives » sera modifié en conséquence. |
| R12— Que les unités d'affaires tiennent compte des étapes d'approbation des contrats auprès des instances décisionnelles, incluant un passage possible devant la Commission sur l'examen des contrats. | Un calendrier détaillé des passages au comité exécutif et à la Commission sur l'examen des contrats (CEC) est publié chaque année. Les dates de présentation devant la CEC figurent dans la rubrique « calendrier et étapes subséquentes » des sommaires décisionnels. De plus, le Service de l'approvisionnement collabore avec les requérants pour mettre en œuvre des initiatives de planification pour les dossiers stratégiques.<br><br>L'outil de planification en cours de développement permettra par ailleurs d'optimiser les passages aux instances et à la CEC. |

| | |
|---|---|
| R13— Que les unités d'affaires se prévalent, lorsqu'approprié, de leur droit de négociation en vertu de la Loi sur les cités et qu'elles documentent, dans le sommaire décisionnel, les raisons sur lesquelles s'appuie une absence de négociation. | […] les guides de rédaction des sommaires décisionnels exigent certaines informations. En leur absence, les sommaires sont retournés aux unités d'affaires pour être complétés.<br><br>[…] le processus de négociation est allégé à la suite de l'adoption de la Loi 79 *Loi édictant la Loi sur les contrats des organismes municipaux et modifiant diverses dispositions principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif des organismes municipaux*. |
| *Projet de restauration de l'hôtel de ville* | |
| R14— Que le Service de la gestion et planification des immeubles procède à un bilan du projet, notamment en ce qui a trait au modèle employé de gérance de construction, et que les conclusions soient rendues disponibles. | Un bilan du projet est en cours de préparation par le Service de la gestion et planification des immeubles. |
| *Gestion des matières résiduelles* | |
| R15— Que le Service de l'environnement revoit rapidement sa stratégie en matière de gestion des matières résiduelles, et ce, avant le renouvellement des prochains contrats. | […] une Stratégie 20242030 a été élaborée en début d'année pour le renouvellement des contrats de collecte des matières résiduelles et d'élimination, en prévision de l'échéance des contrats actuels. Cette Stratégie intègre les recommandations issues de la revue des activités, visant à optimiser les services et à maîtriser les coûts, ainsi que les exigences du nouveau régime de modernisation de la collecte sélective. Elle demeure suffisamment flexible pour s'adapter aux fluctuations du marché et aux initiatives de consultation. |
| R16— Que la Ville :<br>a. Entreprenne les actions nécessaires, si ce n'est déjà fait, pour se doter rapidement d'une nouvelle stratégie;<br>b. Poursuive la conversation avec ses partenaires, dont la CMM, afin de trouver des solutions communes et des actions cohérentes;<br>c. Amorce les démarches nécessaires auprès du gouvernement du Québec afin d'éviter de subir les effets notamment liés aux lieux de destination des matières résiduelles éliminées. | Le comité exécutif appuie cette recommandation. Le Service de l'environnement travaille en collaboration avec le comité technique GMR de la CMM afin d'améliorer la diffusion des connaissances et harmoniser les mesures réglementaires applicables sur le territoire métropolitain. […]<br>La Ville joue un rôle actif au sein du Bureau de projet chargé d'identifier une solution commune pour le traitement des résidus ultimes générés sur le territoire de la CMM. […] Le Bureau de projet mène actuellement des études de faisabilité, des analyses de coûts et des évaluations environnementales afin de proposer des options viables répondant aux besoins de toutes les municipalités concernées. |
| *Contrats de déneigement* | |
| R17— Que le Service évalue toutes les options, notamment, de réduire la taille des territoires pour stimuler la concurrence dans l'industrie du déneigement et réduire les coûts. | […] à la suite de la revue des activités — *Déneigement*, le comité directeur a entériné la recommandation d'agrandir les secteurs afin de réduire leur nombre à contrat. La mise en œuvre de cette stratégie est en cours depuis 2024. |
| *Fourniture de sel de déglaçage* | |

| | |
|---|---|
| R18— Que le Service de l'approvisionnement multiplie les efforts pour expliquer et faire connaître le processus d'octroi de nos ententes-cadres aux plus petits fournisseurs. | En 2025, le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, a amorcé le déploiement d'une stratégie d'arrimage avec les acteurs du déneigement. Cette démarche prend la forme de forums de rencontres fournisseurs, visant à établir un canal de communication sur les enjeux actuels et anticipés des contrats […]. le Service de l'approvisionnement tient compte, lorsque le contexte le permet, de la capacité d'exécution des fournisseurs. L'objectif est de favoriser la concurrence en ajustant l'envergure des lots à la capacité du marché. Cependant, le marché du sel de déglaçage demeure restreint, dominé par trois producteurs principaux. Malgré les efforts continus du Service de l'approvisionnement pour informer le marché, le volume requis constitue un obstacle pour les plus petits fournisseurs. |
| R19— Que la Ville étudie la possibilité d'entreposer une certaine quantité de sel afin d'aplanir les variations annuelles de prix. | Le comité exécutif ne retient pas cette recommandation. Cette option a été évaluée dans le passé et les coûts de stockage sont très élevés puisque celui-ci est saisonnier. |
| *Entretien des équipements et des milieux naturels du réseau parcs-nature* | |
| R20— Que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, accompagné par le Service de l'approvisionnement, revoit en profondeur la stratégie d'approvisionnement pour la fourniture de services du réseau parcs-nature et mette en place les moyens nécessaires pour encourager la concurrence. | […] le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement a revu les devis en fonction des domaines d'activités et des lieux d'approvisionnement afin d'élargir la participation des fournisseurs. |
| *Travaux de voirie* | |
| R21— Que la Ville, dans le cadre de l'élaboration prévisionnelle de ses travaux de planage et de revêtement :<br>a. Évite, autant que possible, d'inclure de petits tronçons lors du découpage des secteurs;<br>b. Étudie la possibilité d'inclure la longueur des tronçons dans les variables du logiciel. | Dans le cadre de sa stratégie de gestion des actifs, le SIRR a mis en œuvre les mesures suivantes :<br>• Augmentation des longueurs de tronçons pour accroître l'efficacité, réduire les coûts de mobilisation et minimiser les conflits de mobilité;<br>• Regroupement de segments de rues afin de programmer des axes plus longs;<br>• Intégration de tronçons transversaux du réseau local aux projets de maintien du réseau artériel;<br>• Possibilité, pour les arrondissements, d'intégrer des tronçons du réseau artériel à leur programme de maintien du réseau local (article 85).<br>[…] Par conséquent, le comité exécutif ne retient pas la recommandation 21-b de la Commission. |
| **Douzième année d'activité — 2022** | |
| **Recommandations** | **Réponses du comité exécutif** |
| *Révision des critères d'examen des contrats* | |
| R-1 : Que les seuils des critères d'examen soient revus à la hausse afin qu'ils reflètent mieux la réalité du marché d'aujourd'hui et que le nombre de mandats soumis à la Commission lui permette de centrer ses activités sur les contrats d'envergure. | *Note : les seuils des critères d'examen ont été revus à la hausse en avril 2023* |
| *Stimuler la concurrence et favoriser la participation des plus petits entrepreneurs aux appels d'offres de la Ville* | |
| R-2 : Que la Ville et ses unités d'affaires explorent de nouvelles approches pour ouvrir le marché à de nouveaux joueurs afin de stimuler la concurrence. | Voir la réponse du comité exécutif à la R-3 du rapport 2023 |
| *Documenter la performance des professionnels externes* | |
| R-3 : Que le niveau de satisfaction générale de la Ville face à un adjudicataire lors de l'exécution d'un contrat soit pris en compte dans la grille d'évaluation des appels d'offres. | |
| *Production des estimations de contrôle* | |

| | |
|---|---|
| R-4 : Que les unités d'affaires s'assurent que les estimations de contrôle, produites à l'interne et à l'externe, soient élaborées à partir de données récentes, qu'elles soient représentatives du marché et qu'elles prennent en compte le contexte d'exécution du contrat; | Voir la réponse du comité exécutif à la R-8 du rapport 2023 |
| R-5 : Que l'administration examine la pertinence de mettre en place des processus pour évaluer et améliorer le rendement ainsi que la performance des ressources internes et externes qui produisent les estimations de contrôle; | |
| R-6 : Que les services rencontrent systématiquement les firmes lorsqu'ils constatent un écart important afin de mieux en comprendre la nature et que les apprentissages soient mis en application lors de la préparation de futurs appels d'offres. | |
| R-7 : Que des moyens soient mis en œuvre pour favoriser un plus grand partage des connaissances entre les services, notamment pour les projets dont la Ville sollicite régulièrement les marchés; | |
| R-8 : Qu'un soutien soit offert aux unités d'affaires qui souhaitent développer leur expertise afin de permettre la production à l'interne d'un plus grand nombre d'estimations de contrôle. | |
| *Publication des appels d'offres* | |
| R-9 : Que la Ville mette en place des moyens pour mieux étaler la saison des appels d'offres afin d'obtenir des prix compétitifs. | Voir la réponse du comité exécutif à la R-5 du rapport 2023 |
| *Préparation des sommaires décisionnels et présentation devant la Commission* | |
| R-10 : Que les services fournissent systématiquement des explications sur l'impact de chacun des addendas, particulièrement sur le prix; | Voir la réponse du comité exécutif à la R-9 du rapport 2023 |
| R-11 : Que l'ensemble des unités d'affaires concernées par le dossier d'octroi soient présentes lors de la présentation auprès de la Commission. | Voir la réponse du comité exécutif à la R-11 du rapport 2023 |
| R-12 : Que les services responsables de dossiers inscrits sur la liste des projets et programmes d'envergure (PPE) et d'envergure majeure (PPEM) ajoutent aux sommaires décisionnels un tableau synthèse dans lequel est notamment inscrit, pour chacun des contrats octroyés, le nom de l'adjudicataire, le prix soumis et les écarts, les étapes à venir ainsi que l'écart pour l'ensemble du projet. | Voir la réponse du comité exécutif à la R-10 du rapport 2023 |
| R-13 : Que les Services documentent, dans le sommaire décisionnel, l'absence de négociation. | Voir la réponse du comité exécutif à la R-13 du rapport 2023 |
| R-14 : Que les services soient tenus de présenter à la Commission, lors des séances à huis clos, des données comparables, comme des exemples de transactions récentes, qui ont servi à établir le prix, afin de lui permettre de mieux évaluer le juste prix de la transaction étudiée. | |
| *Programme et normes de plantation d'arbres* | |
| R-15 : Que le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports réfléchisse à intégrer les récentes normes aux fosses existantes et à soutenir la création de nouvelles fosses. | |
| *Pénurie de main d'œuvre dans le domaine des technologies de l'information* | |
| R-16 : Que la Ville adresse la situation au gouvernement du Québec et qu'elle demande son appui afin d'aider les municipalités à être compétitives quand vient le temps d'attirer des spécialistes en technologie de l'information. | |
| *Dépôt de la lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire* | |
| R-17 : Que la Ville n'exige pas la lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire au moment du dépôt des soumissions, mais que la preuve d'assurance soit plutôt demandée au plus bas soumissionnaire conforme recommandé ou à celui ayant le meilleur pointage avant le ficelage du dossier décisionnel (10 jours). | |
| **Onzième année d'activité — 2021** *** reprend les recommandations du bilan 2020* | |
| *Documenter la performance des professionnels externes et les coûts* | |

| | |
|---|---|
| R-1 : Qu'une notion relative à la satisfaction du rendement général des adjudicataires dans le cadre de contrats passés, le cas échéant, soit ajoutée à la grille d'évaluation; | |
| R-2 : Que l'Administration voit à ce que les responsables des estimés documentent les prix moyens des matériaux et services exigés dans les appels d'offres. | |
| *Production des estimations de contrôle par les firmes professionnelles* | |
| R-3 : Que les services rencontrent les firmes lorsqu'ils constatent un écart important afin de mieux en comprendre la nature; | |
| R-4 : Que les unités d'affaires tiennent compte des enjeux actuels, dont la pénurie de main-d'œuvre, dans la planification et l'échéancier des travaux lors de la préparation des cahiers de charges et que les unités d'affaires s'assurent que les firmes travaillent avec des données récentes et tiennent compte du contexte actuel dans la production des estimations de contrôle. | |
| R-5 : Que l'administration examine la pertinence de mettre en place des processus pour évaluer et améliorer le rendement ainsi que la performance des firmes externes, qui produisent les estimés de contrôle. | |
| R-6 : Que des moyens soient mis en œuvre pour favoriser un plus grand partage des connaissances entre les services, notamment pour les projets dont la Ville sollicite régulièrement les marchés; | |
| R-7 : Qu'un soutien soit offert aux unités d'affaires qui souhaitent développer leur expertise afin de permettre la production à l'interne d'un plus grand nombre d'estimations de contrôle. | |
| *Désistement des preneurs du cahier de charges* | |
| R-8 : Qu'un tableau, associant le nom du preneur de cahier des charges et les raisons de son désistement, soit ajouté dans la section Contexte du sommaire décisionnel; | |
| R-9 : Que des vérifications systématiques soient faites auprès des preneurs de cahier des charges qui ne soumissionnent pas afin de connaître les raisons de leur désistement, et ce, pour les contrats répondant aux critères suivants : marché fermé, marché en monopole, marché de substitution peu connu. | |
| *Processus d'appels d'offres, sommaires décisionnels et informations soumises à la Commission* | |
| R-10 : Que les responsables de la préparation des sommaires décisionnels présentent visuellement les données en ajoutant notamment des tableaux, des graphiques, des diagrammes, etc.; | |
| R-11 : Que les services responsables de grands projets ajoutent un tableau de bord dans les GDD, qui inclurait chacune des étapes du projet, dont celles franchies et à venir, afin de mieux évaluer le contexte dans lequel s'inscrivent les contrats. | |
| R-12 : De rappeler aux services l'importance de fournir systématiquement des explications concernant l'impact de chacun des addenda émis pendant le processus d'appel d'offres, incluant leurs impacts sur les coûts; | Voir la réponse du comité exécutif à la R-9 du rapport 2023 |
| R-13 : Que l'Administration étudie la possibilité d'ajouter des critères qualitatifs à la grille de pondération et d'évaluation des appels d'offres ou d'octroi de contrats. | |
| R-14 : Que les services présentent, lors des séances à huis clos, des exemples de transactions comparables afin de mieux évaluer le juste prix de la transaction examinée. | |
| R-15 : Que le Service de l'approvisionnement collabore davantage avec les autres unités d'affaires pour obtenir les données nécessaires aux analyses prévisionnelles des tendances de consommation en carburant. | |
| R-16 : Que les sommaires décisionnels offrent le détail des diverses phases pour un même projet de travaux de remplacement de branchements d'eau en plomb, incluant les prévisions budgétaires et les échéanciers de réalisation, afin de fournir une vue d'ensemble du projet; | |

| | |
|---|---|
| R-17 : Qu'une seule unité d'affaires soit porteuse du dossier dans le cas où plusieurs contrats s'inscrivent dans un même projet. | |
| *Formation des personnes élues* | |
| R-18 : Qu'une présentation du Service de l'approvisionnement soit offerte aux commissaires sur le processus de préparation des estimations de contrôle, sur les implications qui en découlent, selon qu'elles sont réalisées à l'interne ou par une firme externe, et sur les mesures de vérification à l'égard des firmes externes. | |
| R-19 : Qu'une formation virtuelle sur le processus d'appel d'offres et de contrats de déneigement soit offerte à l'ensemble des personnes élues afin de les éclairer sur les différentes considérations importantes. | |
| *Révision des critères d'examen des contrats* | |
| R-20 : Que les seuils des critères d'examen soient revus à la hausse afin qu'ils reflètent mieux la réalité du marché d'aujourd'hui. | *Note : les seuils des critères ont été revus à la hausse en avril 2023* |

**Ville de Montréal**
**Service du greffe**
**Division du soutien aux commissions permanentes,**
**aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil**

**Avril 2026**

**Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes**

S'abonner à l'infolettre des commissions
Visitez la page des commissions permanentes : montreal.ca/sujets/commissions-permanentes
Suivez-nous sur les réseaux sociaux
@commissions.mtl
@Comm_MTL

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.01

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1257157021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 166 718,05 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat à 796 040,83 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 151 561,87 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240);
3. d'autoriser une dépense de 15 156,19 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-13 15:02

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1257157021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 166 718,05 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat à 796 040,83 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19068 pour un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers et de lavage des garages de certains bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).
Cet entretien est normalement effectué par une entreprise privée.

Le présent dossier vise donc à exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois, à compter du 1er mai 2026 jusqu'au 30 avril 2027.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0634 - 21 novembre 2024 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2025, et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $, taxes incluses
CG22 0240 - 28 avril 2022 - Accorder un contrat à Entretien Avangardiste inc. (9119-5867 Québec inc.) pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, pour une période de trois ans, soit du 1er mai 2022 au 30 avril 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 480 732,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 22-19068 (3 soumissions)

### DESCRIPTION

Ce contrat vise à effectuer le grand ménage printanier des casernes de pompiers et le lavage annuel des garages de certains bâtiments du Service de sécurité incendie de

Montréal (SIM).
L'adjudicataire devra fournir la main-d'oeuvre et le matériel pour effectuer son travail.

Le grand ménage des casernes consiste à dépoussiérer et à nettoyer les murs et les plafonds de l'ensemble des pièces, les équipements mécaniques, la tuyauterie apparente, ainsi que le mobilier fixe.

**JUSTIFICATION**

Ce contrat ne présente pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants.
Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours. La prolongation de ce contrat assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 1er mai 2026 au 30 avril 2027, pour un coût total de 166 718,05 $ taxes incluses, incluant des contingences de 15 156,19 $ taxes incluses également.

La firme 9119-5867 Québec inc (Entretien Avangardiste inc.) :

- n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle;
- n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec;
- et ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés de 2 % par rapport à l'année précédente.
La dépense calculée sur la prolongation de ce contrat totalise la somme de 166 718,05 $ contingences et taxes incluses, et est répartie ainsi :

| Fournisseur | 2026 | Total |
|---|---|---|
| 9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc. | 151 561,87 $ | **151 561,87 $** |

Pour les contingences de 10 %

| Fournisseur | 2026 | Total |
|---|---|---|
| 9119-5867 Québec inc / Entretien Avangardiste inc. | 15 156,19 $ | **15 156,19 $** |

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne le service des incendies, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il n'y a pas d'impact sur les émissions de gaz à effet de serre et sur l'équité sociale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le refus d'exercer la deuxième année de prolongation compromettrait la salubrité des bâtiments ainsi que la poursuite des opérations. Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, à des coûts plus élevés, afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la deuxième prolongation : 1er mai 2026
Fin de la deuxième prolongation : 30 avril 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-05

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et

exploitation à contrat

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**Tél :** 514-8914556
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
chef(fe) de division - gestion immobiliere et exploitation des batiments specialises
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-03-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257157021*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers (2e prolongation)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*L'utilisation de produits nettoyants sans COV ou produits toxiques, est un pas dans la bonne direction pour améliorer la qualité de l'air et de l'eau de la région montréalaise.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 11 novembre 2025

Monsieur Pedro Melo
9119-5867 Québec Inc / Entretien Avangardiste Inc.
657 avenue Meloche
Dorval (Qc) H9P 2T1

Courriel : p.melo@avangardiste.com

**Objet : Deuxième renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 20-19068**
**Service de grand ménage des casernes et de lavage des garages du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er mai 2026 au 30 avril 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont augmentés de **deux POUR CENT (2%)** pour la période visée par le renouvellement, tel que stipulé dans la clause 2.03.02 du contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 21 novembre 2025** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : PEDRO MELO  21/11/2025

Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1257157021**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 166 718,05 $, taxes incluses, pour les services de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat à 796 040,83 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1247157017 - Prolongation entretien Avangardiste SIM.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-12-10

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

| 1257157021 |
|---|

**NNEMENT**

**estion 2025:** N/A

| | 2026 |
|---|---|
| 2101.0010000.114152.09007.55401.014712.0000.000000.xxxxxx.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division - propreté/Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Entretien ménager/Général/Sécurité incendie de Montréal/Général/ | 138,396.18 |
| 2101.0010000.114152.09007.55401.014712.0000.000000.xxxxxx.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Division - propreté/Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Entretien ménager/Général/Sécurité incendie de Montréal/Général/ | 13,839.62 |

| | |
|---|---|
| net taxes | 1.049875 |
| incluant taxes | 1.14975 |

| | Montant | Taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|---|
| Service d'entretien | 131,821.58 | 151,561.87 | 138,396.18 |
| Contingences | 13,182.16 | 15,156.19 | 13,839.62 |
| | | 166,718.05 | 152,235.80 |

| Taxes incluses | Net de ristournes |
|---|---|
| 2026 | 2026 |
| 151,561.87 | 138,396.18 |
| 15,156.19 | 13,839.62 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.02

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267157002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 1 657 862,33 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats à 8 667 920,97 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 381 551,95 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à la firme Baulne inc. (CG22 0556);
3. d'autoriser une dépense de 276 310,38 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 55,47 % par l'agglomération, pour un montant de 766 330,35 $.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-13 15:01

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267157002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 1 657 862,33 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats à 8 667 920,97 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2022, le Service de l'approvisionnement lançait un appel d'offres public n° 22-19376 pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) de divers immeubles de la Ville de Montréal.
Cet entretien est normalement effectué par une entreprise privée.

Le présent dossier vise donc à exercer la deuxième année d'option des contrats, soit du 22 mai 2026 au 21 mai 2027.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0651 - 21 novembre 2024 - Exercer l'option de la première année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses
CG22 0608 - 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour 21 bâtiments de la Ville de Montréal faisant partie du lot 4, pour une période de 32 mois, soit du 1er novembre 2022 au 30 juin 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 1 695 810,31 $, taxes incluses (contrat : 1 541 645,74 $ + contingences : 154 164,57 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG22 0556 - 22 septembre 2022 - Accorder quatre contrats à Baulne inc. et Opsis gestion d'infrastructures inc. pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de

Montréal, pour une période de 32 mois, soit du 22 septembre 2022 au 21 mai 2025, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 5 095 140,80 $, taxes et contingences incluses (contrat : 4 631 946,18 $ + contingences : 463 194,62 $) - Appel d'offres public 22-19376 (3 soumissionnaires)

CG17 0357- 24 août 2017 - Accorder 3 contrats à la firme Honeywell Limitée pour le service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC dans 58 bâtiments (3 lots) de la Ville pour une période de 60 mois à compter du 1er septembre 2017 - Dépense de 3 933 750,51 $, taxes incluses - Autoriser une dépense, avec indexation, estimée à 4 094 279,13 $, taxes incluses. Appel d'offres public 17-15952 (2 soumissionnaires).

**DESCRIPTION**

Ce contrats, faisant suite à l'appel d'offres n° 22-19376, vise un entretien planifié ainsi que les services, sur demande, d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour divers immeubles de la Ville de Montréal.
Le fournisseur devra être disponible 24 heures par jour, 365 jours par année, afin de répondre à tout appel de service.

**JUSTIFICATION**

Ces contrats ne présentent pas de problématique particulière et les services rendus par le fournisseur sont satisfaisants. Le fournisseur ayant accepté la prolongation, le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) recommande de recourir à la deuxième année d'option du contrat en cours.
La prolongation de ces contrats assurera la poursuite de cette activité pour douze (12) mois supplémentaires, soit du 22 mai 2026 au 21 mai 2027 pour un coût total de 1 657 862,33 $ taxes incluses, incluant des contingences de 276 310,38 $ taxes incluses également.

La firme Baulne inc. :

- n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- est conforme en vertu du Règlement de la gestion contractuelle;
- n'est pas listée à titre d'entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec;
- ne fait pas partie de la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Selon la clause 2.03.02 du contrat, les coûts pour cette prolongation ont été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), soit de 2,45 % par rapport à l'année précédente pour les travaux correctifs.
La dépense calculée sur la prolongation de l'ensemble de ces contrats totalise la somme de 1 657 862,33 $ contingences et taxes incluses et est répartie ainsi :

Pour l'entretien préventif

| LOT | Fournisseur | 2026 (7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| **2B** | Baulne inc. | 247 789,68 $ | 176 992,63 $ | **424 782,31 $** |
| **3B** | Baulne inc. | 128 538,68 $ | 91 813,34 $ | **220 352,02 $** |
| **5B** | Baulne inc. | 226 693,52 $ | 161 923,94 $ | **388 617,46 $** |

Pour l'entretien correctif

| LOT | Fournisseur | 2026 (7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| **2B** | Baulne inc. | 78 507,34 $ | 56 076,67 $ | **134 584,01 $** |
| **3B** | Baulne inc. | 46 923,56 $ | 33 516,83 $ | **80 440,38 $** |
| **5B** | Baulne inc. | 77 452,53 $ | 55 323,23 $ | **132 775,76 $** |

Pour les contingences de 20 %

| LOT | Fournisseur | 2026 (7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| **2B** | Baulne inc. | 65 259,40 $ | 46 613,86 $ | **111 873,26 $** |
| **3B** | Baulne inc. | 35 092,45 $ | 25 066,03 $ | **60 158,48 $** |
| **5B** | Baulne inc. | 60 829,21 $ | 43 449,43 $ | **104 278,64 $** |

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense sera assumée à 55,47 % par l'agglomération, parce qu'elle concerne la sécurité publique, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il n'y a pas d'impact sur l'équité sociale.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le refus d'exercer la deuxième année de prolongation compromettrait la salubrité du bâtiment ainsi que la poursuite des opérations. Pour pallier une telle interruption, la Ville devrait alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée, à des coûts plus élevés, afin de maintenir les lieux dans un état fonctionnel.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communications en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la deuxième prolongation : 22 mai 2026
Fin de la deuxième prolongation : 21 mai 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Patrice P BLANCHETTE, Service de l'approvisionnement

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-10

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

**Tél :** 514-8914556
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
Directeur par intérim

**Tél :** 514-977-6837
**Approuvé le :** 2026-03-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1267157002*
Unité administrative responsable : *SGPI*
Projet : Deuxième prolongation pour fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC pour des bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*En ayant un programme d'entretien planifié rigoureux des systèmes d'air climatisé, on réduit les risques de fuite de réfrigérant dans l'atmosphère. Comme vous le savez, certains types de gaz utilisés comme réfrigérant sont des GES.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 15 décembre 2025

Madame Marianne Trudeau
Baulne Inc.
1850, 32e Avenue
Montréal (Qc) H8T 3J7

Courriel : mtrudeau@baulne.ca

**Objet : 2e Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres no 22-19376 Lots 2B, 3B et 5B**
**Service d'entretien et travaux sur demande pour des équipements de mécanique du bâtiment CVAC pour divers bâtiments de la Ville de Montréal**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement des **Lots 2B, 3B et 5B** serait effectif du 22 mai 2026 au 21 mai 2027 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Prenez note que les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur, lesquels sont ajustés de 4,5 % pour les travaux préventifs, et de 2,45% sur les taux horaires des travaux correctifs.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bruno.simard@montreal.ca **au plus tard le 22 décembre 2025** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Marianne Trudeau *Marianne Trudeau* Le 15 décembre 2025
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bruno Simard
Conseiller
Courriel : bruno.simard@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267157002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 2e prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 1 657 862,33 $, taxes incluses, pour les services d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment pour des immeubles de la Ville, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats à 8 667 920,97 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1267157002 - Entretien équip. mécanique lot 2B-3B-5B.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-13

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

**NO GDD :** 1267157002

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Engagement de gestion 2026:** CC67157002 883,078.76 $

| | |
|---|---|
| Préventif<br>Lot 2B - 3B - 5B<br>Contrat | 2101.0010000.114227.09007.55401.000000.0000.000000.XXXXXX.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Section des programmes d'entretien / Sout. mat. et tech. -<br>Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général |

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114227)

| LOT | Fournisseur | 2026(7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| 2B | Baulne inc. | 247,789.68 $ | 176,992.63 $ | 424,782.31 $ |
| 3B | Baulne inc. | 128,538.68 $ | 91,813.34 $ | 220,352.02 $ |
| 5B | Baulne inc. | 226,693.52 $ | 161,923.94 $ | 388,617.46 $ |
| | | **603,021.88 $** | **430,729.91 $** | **1,033,751.79 $** |

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

| LOT | Fournisseur | 2026 (7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| 2B | Baulne inc. | 78,507.34 $ | 56,076.67 $ | 134,584.01 $ |
| 3B | Baulne inc. | 46,923.56 $ | 33,516.83 $ | 80,440.38 $ |
| 5B | Baulne inc. | 77,452.53 $ | 55,323.23 $ | 132,775.76 $ |
| | | **202,883.43 $** | **144,916.73 $** | **347,800.15 $** |

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

| LOT | Fournisseur | 2026 (7 mois) | 2027 (5 mois) | Montant total Taxes incluses |
|---|---|---|---|---|
| 2B | Baulne inc. | 65,259.40 $ | 46,613.86 $ | 111,873.26 $ |
| 3B | Baulne inc. | 35,092.45 $ | 25,066.03 $ | 60,158.48 $ |
| 5B | Baulne inc. | 60,829.21 $ | 43,449.43 $ | 104,278.64 $ |
| | | **161,181.06 $** | **115,129.32 $** | **276,310.38 $** |

| | Total 2026 | Total 2027 | Total |
|---|---|---|---|
| Taxes incluses | 967,086.37 $ | 690,775.96 $ | 1,657,862.32 $ |
| Net de ristournes | 883,078.76 $ | 630,770.52 $ | 1,513,849.27 $ |

| Total net de ristournes | |
|---|---|
| 387,882.87 | $ |
| 201,210.76 | $ |
| 354,859.54 | $ |
| **943,953.17** | **$** |

| Total net de ristournes | |
|---|---|
| 122,893.14 | $ |
| 73,452.79 | $ |
| 121,241.97 | $ |
| **317,587.90** | **$** |

| Total net de ristournes | |
|---|---|
| 102,155.20 | $ |
| 54,932.71 | $ |
| 95,220.30 | $ |
| **252,308.21** | **$** |

| | Total taxes incluses | |
|---|---|---|
| Lot 2B | 671,239.58 | $ |
| Lot 3B | 360,950.88 | $ |
| Lot 5B | 625,671.86 | $ |
| | 1,657,862.32 | $ |

| Total net de ristournes | |
|---|---|
| 612,931.21 | $ |
| 329,596.26 | $ |
| 571,321.80 | $ |
| 1,513,849.27 | $ |

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.03

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265326002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services de proximité , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. d'accorder à 9415-1966 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 451 000,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21226;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2026-03-13 13:10

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et

conformité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265326002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services de proximité , - |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 d) soutenir des mesures préventives axées sur la sensibilisation et la participation des citoyennes et des citoyens, en collaboration avec les responsables de la sécurité publique et civile |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est tenu d'assurer la fourniture de repas adéquats à l'ensemble des personnes détenues dans les centres opérationnels ainsi qu'au sein de la détention de la Cour municipale de Montréal.
L'appel d'offres public 25-21226 fut publié le 26 novembre 2025 au système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO). Le délai total accordé aux soumissionnaires est de 47 jours. La durée de validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 13 avril 2026. Une prolongation a été demandée jusqu'au 23 avril 2026. La date d'ouverture des soumissions est le 13 janvier 2026. Un addenda a été publié le 12 décembre 2025 afin de répondre aux questions.

| Addendas | Dates d'émission | Descriptions | Impacts monétaires |
|---|---|---|---|
| 1 | 12 décembre 2025 | Réponses aux questions des soumissionnaires | Oui |

Le présent dossier vise à accorder à la Société par actions 9415-1966 Québec Inc., le contrat pour la distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 3 ans, soit du 1er mai 2026 au 30 avril 2029, renouvelable pour une durée de 12 mois, pour une dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE25 0363 - 12 mars 2025 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 112 750 $ pour la distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'organisme Resto Plateau (CE23 0198), majorant ainsi le montant total du contrat de 347 250 $ à 460 000 $, taxes non applicables;
CE23 0198 - 15 février 2023 - Accorder à Resto Plateau, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture et la distribution de nourriture aux personnes détenues par le Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2023 au 28 février 2025, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 347 250 $, taxes non applicables, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19562;

CG22 0110 - 24 février 2022 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 130 064 $, taxes non applicables, pour la distribution, sur demande, de nourriture aux détenus dans le cadre du contrat accordé à l'organisme à but non lucratif (OBNL) Resto Plateau (CG20 0127), majorant ainsi le montant total du contrat de 260 128 $ à 390 192 $, taxes non applicables;

CG20 0127 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat à Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, couvrant la période du 1er mars 2020 au 28 février 2022, pour une somme maximale de 260 128 $, taxes non applicables - Appel d'offres public 19-17932 (1 soum.);

CG19 0341 - 22 août 2019 - Accorder un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif (OBNL) Resto Plateau pour la distribution de nourriture aux détenus, pour la période du 1er mars 2019 au 29 février 2020 – Dépense totale 212 800 $, taxes non applicable, contingences de 26 650 $ incluses;

CG17 0039 - 23 février 2017 - Accorder, un contrat de gré à gré à l'organisme à but non lucratif Resto Plateau, pour la distribution de nourriture aux détenus, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 420 532 $, taxes non applicables;

CE15 0110 - 21 janvier 2015 - Conclure avec la compagnie A Mourdoukoutas une entente-cadre d'une durée de 24 mois pour la fourniture de nourriture aux détenus du Service de police de la ville de Montréal - Appel d'offres public 14-13663 - 6 soumissionnaires - 338 371,43$, taxes incluses.

**DESCRIPTION**

L'octroi du présent contrat vise à assurer à l'ensemble des centres de détention du SPVM ainsi qu'à la détention de la Cour municipale de Montréal la fourniture et la livraison de nourriture pour les personnes détenues. Le présent contrat sera d'une durée de 3 ans, soit du 1er mai 2026 au 30 avril 2029, renouvelable pour une durée de 12 mois, pour une dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses.
Tout renouvellement du contrat convenu avec Société par actions 9415-1966 Québec Inc., devra respecter l'intégralité des termes de la présente offre de service.

Les quantités exprimées à l'offre ont été fournies à titre indicatif seulement. Elles sont basées sur les besoins estimés et sont utilisées aux fins d'un scénario permettant de déterminer les meilleures propositions de prix pour la conclusion du contrat seulement.

**JUSTIFICATION**

Les documents d'appel d'offres ont été préparés par le Service de l'approvisionnement en collaboration avec le Service spécialisé en enquêtes criminelles de la direction des enquêtes

criminelles du SPVM. Il y a eu 9 preneurs de cahier de charge et trois (3) soumissions conformes ont été reçues et ouvertes le 13 janvier 2026, soit un pourcentage de réponses de 33.33%.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **ADJUDICATAIRE -** 9415-1966 Québec Inc.. | 451 000,94 $ | | 451 000,94 $ |
| Resto Plateau | 587 723,46 $ | - - | 587 723,46 $ |
| AB Gourmet | 751 281,14 $ | | 751 281,14 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 459 900,00 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | (8 899,06 $)<br><br>(1,93 %) |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 136 722,52 $<br><br>30,31 % |

À la suite de l'analyse de conformité des soumissions, la Société par actions 9415-1966 Québec Inc. est le plus bas soumissionnaire conforme.

L'écart entre les 2 soumissionnaires est de 30,31 %, ce qui représente un montant de 136 722,52 $. Cet écart de 30,31 % s'explique par le dépôt d'une soumission particulièrement compétitive par le plus bas soumissionnaire, laquelle se rapproche de l'estimation établie tout en respectant l'ensemble des exigences du devis quant à la qualité des repas.

Le soumissionnaire recommandé dans le présent dossier décisionnel n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Dans le cadre de ce projet, l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le contrat prévoit une somme maximale de 451 000,94 $, taxes incluses, pour une période de 3 ans renouvelable pour une durée de 12 mois.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la sécurité publique, Service de police, (article 19 paragraphe 8a) qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Les crédits budgétaires pour les dépenses sont prévus au budget de fonctionnement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan stratégique Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

En l'absence d'un tel contrat, l'obligation légale du SPVM envers les soins attribués aux personnes détenues ne serait pas respectée.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Non applicable.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre ST-HILAIRE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Ali ILARZEG
prepose(e) au soutien administratif

**Tél :** 514-280-8871
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-06

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

**DIRECTION**

Cedric COUTURE
directeur(-trice) adjoint(e) au spvm
**Tél :** 514-280-8500
**Approuvé le :** 2026-03-13

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
**Tél :** 514-280-2005
**Approuvé le :** 2026-03-13

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1265326002]*
Unité administrative responsable : *[Direction des services de proximité]*
Projet : *[Accorder à la Société par actions 9415-1966 Québec Inc., plus bas soumissionnaire, le contrat pour la distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues]*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | X | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;*<br><br>*19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*8 – Fournir des repas adéquats à toutes les personnes détenues dans les centres opérationnels ainsi qu'à la détention de la Cour municipale de Montréal.*<br><br>*19 – La Société par actions 9415-1966 Québec Inc. dont la mission est de favoriser l'autonomie, l'inclusion et l'accès à des ressources permettant de répondre à des besoins essentiels tels que la sécurité alimentaire, auprès de la communauté montréalaise et des environs. Il aborde la problématique de la pauvreté selon une approche qui conjugue le développement de la collectivité et des individus en leur offrant les outils nécessaires, autant pour le cheminement personnel, social et professionnel.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | X |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | X |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | X |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | X | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | X | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | X | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | X | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIER**

Le 18 mars 2026

Monsieur Marc-Antoine Larente
Président
9415-1966 Québec Inc.
1060-85 rue de Cherbourg
Sherbrooke (Qc)
J1K 2N8

Courriel: marc@agropol.ca

**Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission**
**Appel d'offres nº 25-21266**
**Fourniture et livraison de nourritures aux détenus du SPVM**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 23 avril 2026.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 21 mars 2026.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

2026-03-18

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Stéphahen Allard
Agent d'approvisionnement II
Courriel: stephane.allard@montreal.ca

LN86Fbssp

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1265326002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services de proximité , - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21226-Intervention.pdf 25-21226-TCP.pdf 25-21226-PV.pdf 25-21226-DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stephane ALLARD
Agent d'approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-1000

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-13

Jacky MOHAMAD
c/s app.strat.en biens
**Tél :** 888
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21226

No du GDD : 1265326002

Titre de l'appel d'offres : Fourniture et livraison de nourriture aux détenus du SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 11 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 13 - 1 - 2026

Ouverture faite le : 13 - 1 - 2026

Date du comité de sélection : N/A

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 12 - 12 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 33,3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 4 - 2026

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 13 - 4 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| 9415-1966 Québec Inc. | $ 451 000,94 | √ | N/A |
| Resto-Plateau | $ 587 723,46 | | |
| AB Gourmet | $ 751 281,14 | | |

### Information additionnelle

9 soumissionnaires ont acheté le cahier des charges. 3 ont déposé une offre. 2 ont complété le formulaire de non-participation. Les raisons invoquées: pas eu le temps d'étudier l'AO dans le délai alloué - Demande apparait restrictiver en raison des points suivants: processus compliqué, marges de profits dérisoires pour le services demandé et délai de 4hrs dans certaines situations. 1 addenda a été publié: Questions/Réponses. Les taxes ont été ajoutées à la soumission de l'OBNL (resto-Plateau) pour comparaison équitable.

Préparé par : Stéphane Allard

Le 6 - 3 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
25-21226

**Agent d'approvisionnement**
Stéphane Allard

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **9415-1966 Québec Inc** | | | | | | | | | | |
| | 0 | | | | | | | | 392 260,00 $ | 451 000,94 $ |
| **Total (9415-1966 Québec Inc)** | | | | | | | | | **392 260,00 $** | **451 000,94 $** |
| **Resta-Plateau** | | | | | | | | | | |
| | 0 | | | | | | | | 511 175,00 $ | 587 723,46 $ |
| **Total (Resta-Plateau)** | | | | | | | | | **511 175,00 $** | **587 723,46 $** |
| **AB Gourmet** | | | | | | | | | | |
| | 0 | | | | | | | | 653 430,00 $ | 751 281,14 $ |
| **Total (AB Gourmet)** | | | | | | | | | **653 430,00 $** | **751 281,14 $** |

# Choisir des soumissionnaires à partir de la liste de ceux qui ont commandé l'avis

**Numéro:** 25-21226
**Numéro de référence:** 20107959
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Fourniture et livraison de nourriture aux détenus du SPVM
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**9 résultats** **Résultats 1 à 9**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| 9415-1966 Québec inc.<br>1060 rue Cherbourg, door 85<br>Sherbrooke QC CAN J1K2N8<br>www.agropol.ca | Non diffusé | Marc-Antoine Larente<br>Téléphone: 8195880067<br>Courriel: marc@agropol.ca | **Transaction: (20393792)**<br>2026-01-05 14:16 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Plaisir & Bien-Être Inc.<br>10080 2e Rang Saint-Hyacinthe QC CAN J2R1W5<br>https://plaisiretbienetretraiteur.com/ | Non diffusé | Julie Moreau<br>Téléphone: 4505027809<br>Courriel: julie@plaisiretbienetre.com | **Transaction: (20395172)**<br>2026-01-07 12:29 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9322-0341 Québec inc.<br>409 Montpellier Montréal QC CAN H4N2G6<br>https://cfuqc.ca | Publique | Tahir Lifanov<br>Téléphone: 5145021717<br>Courriel: tlifanov@cfuqc.ca | **Transaction: (20377388)**<br>2025-12-08 13:17 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>2025-12-12 à 14:30 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9/ONZE inc.<br>11068 av gariépy Montréal QC CAN H1H4C7<br>9onze.com | Non diffusé | Winsky Saint-jean<br>Téléphone: 4388366204<br>Courriel: services@9onze.com | **Transaction: (20392201)**<br>2025-12-30 13:22 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Ne pas recevoir |
| SODEXO QUÉBEC LIMITÉE<br>5524 Rue Saint-Patrick 300-302<br>Montréal QC CAN H4E1H4<br>http://www.sodexo.ca | Publique | Anglica Roland<br>Téléphone: 8057205056<br>Courriel: canadiansales.ca@sodexo.com | **Transaction: (20393895)**<br>2026-01-05 15:59 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Aliments Martel Inc<br>460 rue Fernand-Poitras Terrebonne QC CAN J6Y1Y4<br>https://legroupemartel.com/ | Publique | Frederick Andre<br>Téléphone: 438-391-3551<br>Courriel: f.andre@legroupemartel.com | **Transaction: (20399028)**<br>2026-01-12 13:30 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis |

| | Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ☐ | ALIMENTS NORTERA INC.<br>140 Av. de l'Equinoxe Brossard QC CAN J4Z0K8<br>www.norterafoods.com | Non diffusé | Marie-Eve Morneau<br>Téléphone: 5143844281<br>Courriel: marie-eve.morneau@norterafoods.com | **Transaction: (20374042)**<br>2025-12-03 10:19 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>2025-12-12 à 14:30 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ☐ | 9349-3633 Québec inc.<br>2581 De Miniac Montréal QC CAN H4S1E5<br>https://abgourmet.ca/fr/accueil/ | Publique | Irina Agarunov<br>Téléphone: 5149208787<br>Courriel: irina.agarunov@abisgourmetqc.ca | **Transaction: (20372569)**<br>2025-11-28 17:03 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>2025-12-12 à 14:30 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ☐ | RESTO PLATEAU<br>4450 rue St Hubert, bureau 232<br>Montréal QC CAN H2J2W9<br>https://restoplateau.com | Publique | Marine Manguet<br>Téléphone: 514-527-5997<br>Courriel: marine.manguet@restoplateau.com | **Transaction: (20382767)**<br>2025-12-12 15:17 | 20085827 - 22-21226-Addenda 1-Questions-Réponses<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0006**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 13 janvier 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21226**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Fourniture et livraison de nourriture aux détenus du SPVM » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| 9349-3633 QUÉBEC INC.<br>(AB GOURMET) | 751 281,14 $ |
| 9415-1966 QUÉBEC INC. | 451 000,94 $ |
| RESTO PLATEAU | 511 175,00 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 26 novembre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265326002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services de proximité , - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à 9415-1966 Québec inc., pour les services de distribution et la livraison de nourriture aux personnes détenues du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 451 000,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21226 (3 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD_1265326002 - 9415-1966 Québec inc_REV.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre ST-HILAIRE
Conseiller budgétaire
**Tél :** TEAMS

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-10

Elsa DUPORT
Cheffe de section
**Tél :** TEAMS
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - SPVM

**Budget fonctionnement - Service de Police de la Ville de Montréal**

**NO GDD :** 1265326002

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

| **Imputation de la dépense:** | **Mai - Déc 2026 (8 mois)*** | | | **Jan-Déc 2027 (12 mois)*** | | | **Jan-Déc 2028 (12 mois)*** | | | **Jan- Avril 2029 (4 mois)*** | | | **Total** | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | ***hors taxes*** | ***taxes nettes*** | ***taxes incluses*** | ***hors taxes*** | ***taxes nettes*** | ***taxes incluses*** | ***hors taxes*** | ***taxes nettes*** | ***taxes incluses*** | ***hors taxes*** | ***taxes nettes*** | ***taxes incluses*** | ***hors taxes*** | ***taxes nettes*** | ***taxes incluses*** |
| 1001 - 0010000 - **107441/107414/107418** - 02101 - 56590 - 015044 - 0000 - XXXXXX - 000000 -00000-00000<br>AF Agglo.Activités polic.\.Autres biens non durables\Soins aux détenus..... | 87,168.89 $ | 91,516.44 $ | 100,222.43 $ | 130,753.33 $ | 137,274.66 $ | 150,333.65 $ | 130,753.33 $ | 137,274.66 $ | 150,333.65 $ | 43,584.44 $ | 45,758.22 $ | 50,111.22 $ | 392,260.00 $ | 411,823.97 $ | 451,000.94 $ |
| **Total de la dépense :** | **87,168.89 $** | **91,516.44 $** | **100,222.43 $** | **130,753.33 $** | **137,274.66 $** | **150,333.65 $** | **130,753.33 $** | **137,274.66 $** | **150,333.65 $** | **43,584.44 $** | **45,758.22 $** | **50,111.22 $** | **392,260.00 $** | **411,823.97 $** | **451,000.94 $** |

Les unités du SPVM desservies par ce dossier sont:

*Services aux cours - Projet:003418*
*Détention sud-ouest - Projet: 003419*
*Détention nord-est - Projet: 004828*

**Les dépenses anticipées annuellement peuvent variées selon la demande.*

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.04

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267292001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1ère prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186) |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 1ère prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186) ;

2. d'imputer ces dépenses à même les budgets du service des grands parcs, du mont-Royal et des sports, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-13 09:13

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267292001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 c) favoriser la souplesse dans les services municipaux qu'elle dispense ainsi que dans l'utilisation des espaces publics afin de répondre aux besoins variés des citoyennes et des citoyens |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1ère prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour les services professionnels en génie, pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec WSP Canada inc. (lot 1) et Les Services EXP inc. (lot 3) (CG23 0186) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En 2022, le Service de l'approvisionnement a lancé un appel d'offres public (22-19695) pour des services professionnels en génie pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Cet appel d'offres comportait trois (3) lots distincts et a permis d'octroyer trois (3) ententes-cadres en avril 2023 (CG23 0186). Les ententes-cadres viennent à échéance le 1er mai 2026.
Le présent dossier vise à exercer l'année de prolongation pour deux (2) ententes-cadres de l'appel d'offres afin de répondre aux besoins identifiés par le SGPMRS. En effet, les ententes-cadres des lots 1 et 3 doivent être prolongées puisqu'elles ont chacune un projet en cours d'exécution, ainsi que des projets en phase de clôture qui nécessitent l'accompagnement des professionnels. Il n'est pas requis de procéder à la prolongation de l'entente cadre du lot 2.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 23 0186 – 20 avril 2023 : Conclure des ententes-cadres avec WSP Canada inc. (lot 1), SNC-Lavalin inc. (lot 2) et Les Services EXP inc. (lot 3), pour des services professionnels en génie pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre ans (trois ans avec possibilité de prolongation d'une année) - Dépense totale de 20 709 043,01 $, taxes incluses (lot 1 - contrat : 5 521 342,79 $ + contingences : 828 201,42 $) - (lot 2 : contrat : 6 380 491,64 $ + contingences : 957 073,75 $) - (lot 3 - contrat : 6 106 029,06 $ + contingences : 915 904,36 $) - Appel

d'offres public 22-19695 (4 soum.)

**DESCRIPTION**

L'option de prolongation des deux (2) ententes-cadres vise à faire réaliser les services professionnels en génie. Ces ententes-cadres serviront à divers mandats, à divers degrés. Par exemple :
- Préserver et maintenir accessibles plus de 2 000 hectares d'espaces verts;

- Concevoir et réaliser des projets d'aménagement pour améliorer les parcs, espaces publics et plateaux sportifs sous la responsabilité du SGPMRS;

- Protéger les milieux naturels et, plus largement, promouvoir la biodiversité en ville;

- Aménager le Grand parc de l'Ouest et le parc-nature de l'écoterritoire de la falaise Saint-Jacques;

- Mettre en place le réseau de corridors verts reliant parcs et milieux de vie;

- Réhabiliter les berges;

- Protéger et mettre en valeur le site patrimonial du Mont-Royal;

- Maintenir et consolider un patrimoine bâti et paysager exceptionnel.

Les services professionnels compris dans ces ententes-cadres relèvent principalement des domaines suivants :

- Génie civil, structural, mécanique, électrique, géotechnique, environnemental, hydraulique et de la circulation;

- Géologie;

- Arpentage;

- Autres.

Les mandats des projets en cours ont été attribués à la suite de l'entente préalable avec le Directeur et de l'émission d'un bon de commande pour chaque projet.

**JUSTIFICATION**

Les fournisseurs ayant accepté la prolongation, le SGPMRS recommande de recourir à la seule année de prolongation disponible au contrat afin de compléter les projets en cours. La prolongation de ces contrats assurera la poursuite des activités pour douze (12) mois supplémentaires soit du 1er mai 2026 au 1er mai 2027. La prolongation de l'entente-cadre 22-19695 Lot 1 permettra de terminer 12 mandats en cours alors que la prolongation de l'entente-cadre 22-19695 Lot 3 permettra de terminer 8 mandats qui sont déjà en cours.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en génie pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Les mandats en cours ont été attribués et chaque bon de commande a fait l'objet d'une approbation de crédits.
Il s'agit d'une option de renouvellement de douze (12) mois sans frais additionnels, les montants requis pour compléter les projets sont disponibles dans les ententes-cadres.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue d'une certaine façon à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, en s'inscrivant globalement dans le Plan nature et sports du SGPMRS, mais il ne s'applique pas directement aux engagements en changements climatiques, ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, parce qu'il s'agit d'ententes-cadres de services professionnels qui donneront lieu à différents mandats.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un refus de prolongation de ces ententes-cadres se répercuterait sur toutes les étapes subséquentes des projets. La surveillance des travaux de chantier serait à risque ainsi que les services à rendre pendant l'année de garantie des projets toujours en cours.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début de la prolongation de l'entente cadre : 1er mai 2026
Fin de l'entente-cadre : 1er mai 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Angela BANDERA
ingenieure

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-10

Jasmin CORBEIL
c/d - Aménagement des espaces publics et

réalisation

**Tél :** (514)820-7205
**Télécop. :**

**Tél :** 514-820-7092
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin BOULIANNE
directeur - Amenagement des parcs et espaces publics
**Tél :** 514-872-4101
**Approuvé le :** 2026-03-13

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-13

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 22 janvier 2026

Monsieur Gabriel Soufo Ing.
Directeur principal, infrastructures
Les services EXP. Inc.
1001, Boulevard De Maisonneuve Ouest
Bureau 800
Montréal (Québec) H3A 3C8

Courriel : gabriel.soufo@exp.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 22-19695 Lot 3**
**Services professionnels en génie, pour divers projets du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif **du 2 mai 2026 au 1er mai 2027**et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à samia.maatouk@montreal.ca **au plus tard le 29 janvier 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

2026-01-29

J'accepte le renouvellement : Gabriel Soufo, ing.

Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature — Date

Samia Maatouk
Agente d'approvisionnement II

Courriel : samia.maatouk@montreal.ca

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 22 janvier 2026

Madame Anne Chevrier Ing.
Vice- Présidente – Transport et Infrastructure Québec
WSP Canada Inc.
2525, Boulevard Daniel-Johnson, bureau 600
Laval (Québec) H3H 1P9

Courriel : contrat-ti@wsp.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres nº 22-19695 Lot 1**
**Services professionnels en génie, pour divers projets du Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports**

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif **du 2 mai 2026 au 1er mai 2027**et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à samia.maatouk@montreal.ca **au plus tard le 29 janvier 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : SYLVAIN MIVILLE Sylvain Miville
Nom en majuscules et signature

Date 2026-01-24

Je refuse le renouvellement :
Nom en majuscules et signature

Date

Samia Maatouk
Agente d'approvisionnement II

Courriel : samia.maatouk@montreal.ca

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267292001
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Renouvellement Ententes-cadre pour services professionnels en génie pour le service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*s.o* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*s.o* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.05

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1257157020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire, SES-Intégration inc. (Darspec), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 218 124,82 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21179;

2- d'autoriser une dépense de 43 624,96 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 80,37 % par l'agglomération, à 4,91 % par la ville centrale et à 14,72 % par les arrondissements.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-30 08:10

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1257157020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soumissionnaire) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier porte sur l'octroi du contrat d'une durée de 33 mois pour l'entretien, l'inspection et l'essai d'environ cent-soixante-trois (163) dispositifs antirefoulement répartis dans quatre-vingts (80) bâtiments de la Ville de Montréal, afin de rencontrer les exigences du Code de construction du Québec conformément à la norme *CSA-B64.10* . Ce contrat est d'une durée de trente-trois (33) mois, soit du 1er mai 2026 au 31 janvier 2029, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.
Cette activité est actuellement effectuée par une entreprise privée et encadrée par le personnel de la Direction exploitation des bâtiments et énergie, du Service de la gestion et de la panification des immeubles (SGPI).

L'appel d'offres public n° 25-21179, a été lancé et publié du 1er octobre au 4 novembre 2025 sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du gouvernement du Québec et Le Devoir. La durée de publication a été de trente-trois (33) jours. La soumission est valide pour une période de 120 jours suivant l'ouverture des soumissions, le 4 novembre 2025, soit jusqu'au 4 mars 2026. Une prolongation de 60 jours supplémentaires a été acceptée par le soumissionnaire, portant ainsi la validité de la soumission au 4 mai 2026.

Aucun addenda n'a été émis durant l'appel d'offres.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0560 - 24 octobre 2024 -Exercer la deuxième option de prolongation de douze (12) mois à compter du 1er février 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 58 215,82 $, taxes incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 215 218,35 $ à 273 434,17 $, taxes incluses

CG23 0618 - 23 novembre 2023 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er février 2024 et autoriser une dépense additionnelle de 59 272,30 $, taxes et contingences incluses, pour un service d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs anti-refoulement de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mécanicaction inc. (CG21 0012), majorant ainsi le montant total de la dépense de 155 946,05 $ à 215 218,35 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0012 - 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à la firme Mécanicaction inc. pour le service d'entretien, d'inspection, et d'essai des dispositifs anti-refoulement (DAR), pour une période de 36 mois à compter du 1er février 2021 avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune. Dépense totale de 155 946,05 $ taxes incluses - Appel d'offres public no 20-18296 - (4 soumissionnaires, 1 seul conforme).

**DESCRIPTION**

Le contrat prévoit :

- Un entretien préventif pour une inspection et un entretien des dispositifs antirefoulement (DAR), selon la norme CSA-B64.10;
- Un service sur demande pour des appels réguliers et d'urgence;
- Un entretien correctif, c'est-à-dire des requêtes de service réguliers et/ou urgents, découlant des entretiens préventifs;
- la réalisation de travaux planifiés de réparation, de remplacement, de mise à niveau ou d'amélioration à la demande la Ville.

**JUSTIFICATION**

Au cours de l'appel d'offres public n° 25-21179, lancé le 1er octobre 2025, il y a eu deux (2) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Un seul preneur du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 50 % du nombre total. Le preneur du cahier des charges n'ayant pas soumissionné n'a pas communiqué ses motifs de désistement.
La seule soumission conforme est celle de la firme SES-Integration inc./Darspec. Le prix de la soumission ne présentait pas un écart important par rapport à nos estimations, nous n'avons pas demandé une renégociation de prix.

| **Soumission conforme** | **Prix soumis** (taxes incluses) | **Autres** (Contingences) (taxes incluses) | **Total** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| SES-Integration inc./Darspec | 218 124,82 $ | 43 624,96 $ | 261 749,79 $ |
| Dernière estimation réalisée | 260 792,04 $ | 52 158,41 $ | 312 950,45 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | - 42 667,22 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -16,36 % |

L'écart entre la seule soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de -16,36 % (- 42 667,22 $), qui est favorable à la Ville. L'écart se situe principalement au niveau suivant :

- Coût total des inspections et certification annuelle.

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 43 624,96 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 261 749,79 $, taxes incluses.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- a déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;

Le contrat étant inférieur à 1 000 000 $, une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas nécessaire pour ce contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels du SGPI. Ce contrat ne présente aucun risque significatif, donc l'évaluation du rendement de la firme SES-Integration inc./Darspec ne sera pas réalisée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses calculées sur ce contrat est répartie ainsi, taxes comprises:
Pour l'entretien préventif

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| SES-Integration inc./Darspec | 31 081,57 $ | 31 081,57 $ | 31 081,58 $ | 0,00 $ | **93 244,72 $** |

Pour l'entretien correctif

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| SES-Integration inc./Darspec | 38 157,81 $ | 41 626,70 $ | 41 626,70 $ | 3 468,89 $ | **124 880,10 $** |

Pour les contingences de 20 %

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| SES-Integration inc./Darspec | 13 847,88 $ | 14 541,65 $ | 14 541,65 $ | 693,78 $ | **43 624,96 $** |

Ce contrat inclut deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat :

| Prolongation #1 (2029-2030) | Prolongation #2 (2030-2031) |
|---|---|
| 88 669 $ | 90 442 $ |

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI). La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition Agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

Cette dépense sera assumée à 80,37 % par l'agglomération, à 4,91 % par la ville centrale et à 14,72 % par les arrondissements.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi du contrat aurait un impact sur la protection du réseau d'eau potable des bâtiments contre les risques de contamination.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 1er mai 2026
Fin du contrat : 31 janvier 2029

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Malika EL YAAGOUBI)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-11-11

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

**Tél :** 514-8914556
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
chef(fe) de division - gestion immobiliere et exploitation des batiments specialises
**Tél :**
**Approuvé le :** 2025-11-18

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1257157020*
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles
Projet : Service d'inspection et d'entretien des systèmes anti-refoulement (DAR) de divers bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Les lieux et bâtiments fréquentés par les montréalais et les montréalaises doivent être sécuritaires et conformes aux exigences du Code national de prévention incendie (CNPI) et du Code national du bâtiment (CNB).* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 13 février 2026

Madame Tania Soucy-Lagrange
SES-Integration Inc / Darspec
F-9995 rue de Châteauneuf, Brossard, QC J4Z 3V7

Courriel tania.sl@darspec.com

**Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission**
**Appel d'offres nº 25-21179**
**Service d'inspection, de certification et de travaux sur demande des dispositifs anti-refoulement (DAR) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal**

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire de 60 jours, soit jusqu'au **4 mai 2026**.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec le soumissionnaire conforme, identifié lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leur soumission.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 24 février 2026.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

Tania SL — 16 février 2026
Signature — Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature — Date

Malika El Yaagoubi
Agente d'approvisionnement II
Courriel: malika.elyaagoubi@montreal.ca

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1257157020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21179_Intervention.pdf
25-21179_Liste des commandes.pdf
25-21179_TCP-Octroie entier.pdf
PV 25-21179.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Malika EL YAAGOUBI
Acheteur niveau 2

**Tél :** 514 872-5253

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-11-18

Stéphanie MOREL
Chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514 704-0292
**Division :** Division Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21179

No du GDD : 1257157020

Titre de l'appel d'offres : Service d'inspection, de certification et de travaux sur demande des dispositifs anti-refoulement (DAR) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 10 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 4 - 11 - 2025

Ouverture faite le : 4 - 11 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 60 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 3 - 2026

Date d'échéance révisée : 4 - 5 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| SES-INTEGRATION INC (DARSPEC) | 218124,82 | √ | |

### Information additionnelle

Dans le cadre de cet appel d'offre, on a reçu une seule soumission conforme.

Préparé par : Malika EL yaagoubi

Le 11 - 11 - 2025

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
25-21179

**Agent d'approvisionnement**
Malika

| Conformité | (vide) |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **SES-Intégration-DARSPEC** | | | | | | | | | | |
| | 0 | 0 | | | | | | | 189 715,00 $ | 218 124,82 $ |
| **Total (SES-Intégration-DARSPEC)** | | | | | | | | | **189 715,00 $** | **218 124,82 $** |

# Choisir des soumissionnaires à partir de la liste de ceux qui ont commandé l'avis

**Numéro:** 25-21179
**Numéro de référence:** 20096954
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:**
Service d'inspection, de certification et de travaux sur demande des dispositifs anti refoulement (DAR) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**2 résultats** **Résultats 1 à 2**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| Darspec<br>F-9995 rue de Châteauneuf Brossard QC<br>CAN J4Z3V7<br>http://www.darspec.com | Non diffusé | Sylvain Boudrias<br>Téléphone: 5143359933<br>Courriel:<br>sylvain.boudrias@darspec.com | **Transaction: (20333780)**<br>2025-10-07 20:54 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| av-tech inc.<br>101-2300 rue Léon-Harmel Québec QC<br>CAN G1N4L2<br>globatech.ca | Non diffusé | Betty Pelgas<br>Téléphone: 514-493-1162<br>Courriel: bpelgas@globatech.ca | **Transaction: (20330634)**<br>2025-10-02 10:55 | Mode privilégié (plan): Messagerie |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP25 0464**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 4 novembre 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Annie Benjamin, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21179**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service d'inspection, de certification et de travaux sur demande des dispositifs anti-refoulement (DAR) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | **Prix** |
|---|---|
| SES-INTÉGRATION INC.[1] (DARSPEC) | 218 124,82 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 1er octobre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

[1] Le nom de ce soumissionnaire n'apparaissait pas sur la page sommaire déposée avec les documents de soumission. Les informations indiquées au procès-verbal proviennent de l'enveloppe qui contenait lesdits documents.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1257157020**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder un contrat à SES-Intégration inc. (Darspec), pour les services d'entretien, d'inspection et d'essai des dispositifs antirefoulement, pour une période de 33 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 261 749,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21179 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1257157020 - Entretien dispositifs antirefoulement.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-11-14

Diane NGUYEN
conseiller(-ere) budgetaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**NO GDD :** 1257157020

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Engagement de gestion 2025:** N/A 0.00 $

| | | 2026 (11 mois) | 2027 | 2028 | 2029 (1 mois) | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Préventif - Lot 3 - Contrat | 2101.0010000.114227.09007.55401.000000.0000.000000.XXXXXX.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Section des programmes d'entretien / Sout. mat. et | 28,381.62 | 28,381.62 | 28,381.63 | 0.00 | 85,144.86 |
| Correctif - Lot 3 - Contrat | 2101.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.XXXXXX.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Travaux d'entretien à contrat / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 34,843.17 | 38,010.73 | 38,010.73 | 3,167.56 | 114,032.18 |
| Correctif - Lot 3 - Contingences | | 12,644.96 | 13,278.46 | 13,278.46 | 633.51 | 39,835.40 |
| | | | | | | 239,012.44 |

net de ristournes

*La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

| | |
|---|---|
| net taxes | 1.049875 |
| incluant taxes | 1.14975 |

| | Montant | Taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|---|
| Préventif - Lot 3 - Contrat | 81,100.00 | 93,244.72 | 85,144.86 |
| Correctif - Lot 3 - Contrat | 108,615.00 | 124,880.10 | 114,032.18 |
| Correctif - Lot 3 - Contingences | 37,943.00 | 43,624.96 | 39,835.40 |
| | 227,658.00 | 261,749.78 | 239,012.44 |

| Taxes incluses | | | | Net de ristourne |
|---|---|---|---|---|
| 2026 | | | | 2026 |
| (11 mois) | 2027 | 2028 | 2029 (1 mois) | (11 mois) |
| 31,081.57 | 31,081.57 | 31,081.58 | 0.00 | 28,381.62 |
| 38,157.81 | 41,626.70 | 41,626.70 | 3,468.89 | 34,843.17 |
| 13,847.88 | 14,541.65 | 14,541.65 | 693.78 | 12,644.96 |
| 83,087.26 | 87,249.92 | 87,249.93 | 4,162.67 | 75,869.74 |
| | 261,749.79 | | | |

es

| 2027 | 2028 | 2029 (1 mois) |
|---|---|---|
| 28,381.62 | 28,381.63 | 0.00 |
| | | |
| 38,010.73 | 38,010.73 | 3,167.56 |
| 13,278.46 | 13,278.46 | 633.51 |
| | | |
| 79,670.81 | 79,670.82 | 3,801.07 |
| 239,012.44 | | |

**Dossier # : 1267157001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc., pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire, Dataglobe Canada inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 381 274,35 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21222;

2- d'autoriser une dépense de 76 254,87 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 94,72 % par l'agglomération, à 2,72 % par la ville centrale et à 2,56 % par les arrondissements.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-30 08:11

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1267157001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc., pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soumissionnaire) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent dossier porte sur l'octroi du contrat d'une durée de 35 mois pour un service d'entretien préventif et de travaux sur demande pour quarante-trois (43) systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS) répartis dans vingt-quatre (24) bâtiments de la Ville de Montréal. Ce contrat est d'une durée de trente-cinq (35) mois, soit du 1er mai 2026 au 31 mars 2029, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.
Cette activité est actuellement effectuée par une entreprise privée et encadrée par le personnel de la Direction exploitation des bâtiments et énergie, du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

L'appel d'offres public n° 25-21222, a été lancé et publié du 12 novembre au 18 décembre 2025 sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du gouvernement du Québec et Le Devoir. La durée de publication a été de trente-cinq (35) jours.

La soumission est valide pour une période de 120 jours suivant l'ouverture des soumissions, le 18 décembre 2025, soit jusqu'au 17 avril 2026. Une prolongation de 91 jours supplémentaires a été acceptée par le soumissionnaire, portant ainsi la validité de la soumission au 17 juillet 2026.

Un addenda a été émis durant la période de soumission et la nature de celui-ci est résumée dans le tableau suivant :

| Date | Description | Impact(s) monétaire(s) |
|---|---|---|
| 3 décembre 2025 | Corrections mineures aux documents administratifs | Non |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CE24 1503 - 9 octobre 2024 - D'exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois, à compter du 1er avril 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 38 092,95 $, taxes incluses, pour le service d'entretien de systèmes d'alimentation sans coupure (UPS) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Dataglobe Canada Inc. (CE21 0306), majorant ainsi le montant total du contrat de 212 314,22 $ à 250 407,17 $, taxes incluses;
CE24 0100 - 31 janvier 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 51 366,23 $, taxes incluses, pour un service d'entretien des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS) de divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Dataglobe Canada Inc. (CE21 0306), majorant ainsi le montant total du contrat de 150 674,74 $ à 202 040,97 $, taxes incluses;

CE21 0306 - 10 mars 2021 - Accorder à Dataglobe Canada Inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'entretien des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS), pour une période de trois ans, à compter du 1er avril 2021 pour se terminer le 31 mars 2024, avec une
possibilité de prolongation d'une année à la fois pour un maximum de deux prolongations, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 150 674,74 $, taxes incluses conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18509

**DESCRIPTION**

Un système d'alimentation sans coupure (UPS) est un dispositif qui permet de fournir à un système informatique, une alimentation électrique stable et dépourvue de coupure, quoi qu'il se produise sur le réseau électrique.
La vérification périodique de ces unités de sécurité contribue ainsi à garantir, en tout temps, le bon fonctionnement des réseaux informatiques de grande importance pour le Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et le Service de la sécurité incendie de la Ville de Montréal (SIM).

**JUSTIFICATION**

Au cours de l'appel d'offres public n° 25-21222, lancé le 12 novembre 2025, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Un seul preneur du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 33,3 % du nombre total. Un preneur de cahier de charge n'a pas soumissionné car il n'avait pas sa licence RBQ générale et l'autre n'a pas communiqué ses motifs de désistement.
La seule soumission conforme est celle de la firme Dataglobe Canada inc. Le prix de la soumission ne présentait pas un écart important par rapport à nos estimations, nous n'avons pas demandé une renégociation de prix.

| **Soumission conforme** | **Prix soumis** (taxes incluses) | **Autres** (Contingences) (taxes incluses) | **Total** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| Dataglobe Canada inc. | 381 274,35 $ | 76 254,87 $ | 457 529,22 $ |
| Dernière estimation réalisée | 360 133,35 $ | 72 026,67 $ | 432 160,02 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 21 141 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 5,87 % |

L'écart défavorable entre la seule soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de 5,87 % (21 141 $).

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 76 254,87 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 457 529,22 $, taxes incluses.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- a déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;

Le contrat étant inférieur à 1 000 000 $, une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas nécessaire pour ce contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels du SGPI. Ce contrat ne présente aucun risque significatif, donc l'évaluation du rendement de la firme Dataglobe Canada inc. ne sera pas réalisée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses calculées sur ce contrat est répartie ainsi, taxes comprises:
Pour l'entretien préventif

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Dataglobe Canada Inc. | 77 901,31 $ | 77 901,31 $ | 77 901,31 $ | 233 703,93 $ |

Pour l'entretien correctif

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Dataglobe Canada Inc. | 49 190,14 $ | 49 190,14 $ | 49 190,14 $ | 147 570,42 $ |

Pour les contingences de 20 %

| Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|
| Dataglobe Canada Inc. | 25 418,29 $ | 25 418,29 $ | 25 418,29 $ | 76 254,87 $ |

Ce contrat inclut deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat :

| Prolongation #1 (2029) | Prolongation #2 (2030) |
|---|---|
| 129 633,28 $ | 132 225,94 $ |

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense sera assumée à 94,84 % par l'agglomération, à 2,60 % par la ville centrale et 2,56 % par les arrondissements.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne contribue pas aux engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi du contrat aurait un impact sur le bon fonctionnement des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS), la Ville de Montréal devrait alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 1er mai 2026
Fin du contrat : 31 mars 2029

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Simon LALIBERTE, Service de police de Montréal
Jonathan DOZOIS, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Jonathan DOZOIS, 30 janvier 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-22

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

**Tél :** 514-891-4556
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
Directeur par intérim

**Tél :** 514-977-6837
**Approuvé le :** 2026-03-27

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere

**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1267157001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière*
Projet : Contrat de service d'entretien des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS) dans plusieurs bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>L'entretien préventif des systèmes d'alimentation sans coupure (UPS) assure la sécurité des montréalaises et montréalais, en cas de coupure de courant, afin de permettre aux systèmes informatiques des services de sécurité, d'être pleinement fonctionnels. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 3 mars 2026

Monsieur Silvano CARLONE
Dataglobe Canada Inc.
7641 rue Cordner
Montréal QUÉBEC H8N 2X2

Courriel: scarlone@dataglobe.ca

**Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission**
**Appel d'offres nº 25-21222**
**Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS)**

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

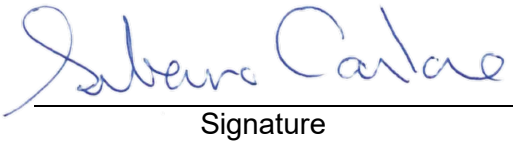
À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au **17 juillet 2026**.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 11 mars 2026**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :



5 mars 2026

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement II
Courriel: eddy.dutelly@montreal.ca

LN86Fbssp

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1267157001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc., pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21222 Liste des commandes _ SEAO.pdf
25-21222 pv.pdf
25-21222 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf
25-21222 TCP.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement 2

**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-22

Nizar EL HANNA
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-704-0292
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21222

No du GDD : 1267157001

Titre de l'appel d'offres : Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 18 - 12 - 2025

Ouverture faite le : 18 - 12 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 3 - 12 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 91 jrs

Date d'échéance initiale : 17 - 4 - 2026

Date d'échéance révisée : 17 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Dataglobe Canada Inc. | **381 274,35 $** | √ | |

### Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme: Dataglobe Inc., Seul soumissionnaire et conforme. Les DEUX (2) autres firmes détentrices du cahier des charges 1 n'a pas eu le temps pour déposer et 1 n'a pas répondu à notre avis de non participation.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 22 - 1 - 2025

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal



| | |
|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres** | **25-21222** |
| **Titre de l'appel d'offres** | **Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS)** |
| **Mode d'adjudication** | **Plus bas soumissionnaire conforme** |
| **Règle d'adjudication** | **Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire** |

| Description | Numéro d'item | Description d'item | Quantité prévisionnelle | Unité de mesure | Dataglobe Canada Inc. |
|---|---|---|---|---|---|
| Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS) | 1 | Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS) | 1 | Forfaitaire | **331 615,00 $** |
| | | | | | |
| | | | | | 331 615,00 $ |
| | | | | | 16 580,75 $ |
| | | | | | 33 078,60 $ |
| | | | | | **381 274,35 $** |
| | | | | **Estimé** | **607 472,93 $** |
| | | | | **Ecart (économie)** | |
| | | | | **Ecart %** | **-37,24%** |

| Analyse administrative des soumissionnaires (2) | | Requis | Dataglobe Canada Inc. |
|---|---|---|---|
| | | **NEQ/Formulaire soumission** | **1142927434** |
| | | **NEQ/SEAO** | **1142927434** |
| | | **Date d'immatriculation** | **1995-02-24** |
| | | | |
| | Signature | Oui | Conforme |
| | Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ) | Oui | Conforme |
| | Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA) | Oui | Conforme |
| | Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC» | Oui | Conforme |
| | Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC» | Oui | Conforme |
| | Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) | Oui | Conforme |
| | Autorisation d contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) | Oui | Conforme |
| | Validation de conformité - CNESST | Oui | Conforme |

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal



| | Visite obligatoire | Oui | **Conforme** |
|---|---|---|---|

Non-conforme
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

**Vérifié par** : Eddy DUTELLY **Date :** 7 janvier 2026

| **3 preneurs cahier des charges** | |
|---|---|
| **1 soumissionnaires** | |
| **Nombre Désistement** | **Raison** |
| 2 | Autres engagements |
| 1 | Pas de réponse |

# Liste des commandes

**Numéro:** 25-21222
**Numéro de référence:** 20103738
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente de conclusion du contrat
**Titre:**
Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS)
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**3 résultats** **Résultats 1 à 3**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** To...

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| CPE DIVISION B INC.<br>6644 Abrams Montréal QC CAN H4S1Y1<br>http://www.cpeinc.ca | Non diffusé | Jesse Bartolomucci<br>Téléphone: 5149560030<br>Courriel: jesse@cpeinc.ca | **Transaction: (20386235)**<br>2025-12-17 11:44 | 20084459 - Ajout contact principal : Eddy DUTELLY<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DATAGLOBE CANADA INC.<br>7641, rue Cordner Montréal QC CAN H8N2X2<br>https://www.dataglobe.ca | Non diffusé | Richard Trottier<br>Téléphone: 5143641445<br>Courriel: rtrottier@dataglobe.ca | **Transaction: (20361002)**<br>2025-11-13 11:53 | 20084459 - Ajout contact principal : Eddy DUTELLY<br>Devis<br>2025-12-03 à 19:35 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| GDF TECHNOLOGIES INC<br>5 rue Goodfellow Delson QC CAN J5B1V2<br>www.gdftech.com | Non diffusé | Gilles Delisle<br>Téléphone: 5142528324<br>Courriel: gdelisle@gdftech.com | **Transaction: (20369841)**<br>2025-11-25 11:47 | 20084459 - Ajout contact principal : Eddy DUTELLY<br>Devis<br>2025-12-03 à 19:35 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP25 0517**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 18 décembre 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
Mme Valérie Morin, analyste juridique
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21222**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Services d'entretien préventif et de travaux sur demande pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure (ASSC ou UPS) » est ouverte par l'analyste juridique Valérie Morin du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | **Prix** |
|---|---|
| DATAGLOBE CANADA INC.[1] | 331 860,00 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 12 novembre et 3 décembre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que le 13 novembre 2025 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A.

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

[1] Aucune page sommaire n'a été retracée parmi les documents déposés par ce soumissionnaire. Les informations indiquées au procès-verbal proviennent du bordereau de prix détaillé et correspondent au « Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire ».

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267157001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Dataglobe Canada inc., pour les services d'entretien préventif et de travaux pour les systèmes d'alimentation statiques sans coupure, pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 457 529,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21222 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1267157001 - Entretien systèmes alimentation statiques.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-02

Diane NGUYEN
conseiller(-ere) budgetaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**NO GDD :** 1267157001

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Engagement de gestion 2026:** GP67157001 139,261.72 $

| | | 2026 | 2027 | 2028 | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Préventif - Lot 3 - Contrat | 2101.0010000.114227.09007.55401.000000.0000.000000.XXXXXX.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Section des programmes d'entretien / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 71,134.28 | 71,134.28 | 71,134.28 | 213,402.84 |
| Correctif - Lot 3 - Contrat | 2101.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.XXXXXX.00000.00000<br>AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Travaux d'entretien à contrat / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 44,917.15 | 44,917.15 | 44,917.15 | 134,751.46 |
| Correctif - Lot 3 - Contingences | | 23,210.29 | 23,210.29 | 23,210.29 | 69,630.86 |
| | | 139,261.72 | | | 417,785.16 |

net de ristournes

*La dépense est imputée dans un centre de responsabilité mixte et la répartition agglo/locale est basée sur le taux d'occupation des bâtiments et est révisée annuellement lors de la confection du budget.

| | |
|---|---|
| net taxes | 1.049875 |
| incluant taxes | 1.14975 |

| | Montant | Taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|---|
| Préventif - Contrat | 203,265.00 | 233,703.93 | 213,402.84 |
| Correctif - Contrat | 128,350.01 | 147,570.42 | 134,751.46 |
| Correctif - Contingences | 66,323.00 | 76,254.87 | 69,630.86 |
| | | 457,529.22 | 417,785.16 |

| Taxes incluses | | | Net de ristournes | |
|---|---|---|---|---|
| 2026 | 2027 | 2028 | 2026 | 2027 |
| 77,901.31 | 77,901.31 | 77,901.31 | 71,134.28 | 71,134.28 |
| 49,190.14 | 49,190.14 | 49,190.14 | 44,917.15 | 44,917.15 |
| 25,418.29 | 25,418.29 | 25,418.29 | 23,210.29 | 23,210.29 |
| 152,509.74 | 152,509.74 | 152,509.74 | 139,261.72 | 139,261.72 |
| | 457,529.22 | | | 417,785.16 |

2028
71,134.28

44,917.15
23,210.29

139,261.72

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.07

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267157003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats à Baulne inc., pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. d'accorder au seul soumissionnaire, Baulne inc., ce dernier ayant présenté 2 soumissions conformes, les contrats pour les services, d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois, au prix de leur soumissions, soit pour une somme de 368 805,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21245;

2- d'autoriser une dépense de 73 761,02 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 44,47 % par la ville centrale, à 38,82 % par l'agglomération et à 16,71 % par l'arrondissement.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-30 08:12

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267157003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats à Baulne inc., pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soumissionnaire) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier porte sur l'octroi de deux (2) contrats d'une durée de 35 mois pour un service d'entretien préventif et de travaux sur demande pour quatre-vingt-cinq (85) compresseurs industriels répartis dans soixante (60) bâtiments de la Ville de Montréal. Ce contrat est d'une durée de trente-cinq (35) mois, soit du 1er mai 2026 au 31 mars 2029, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune.
Cette activité est actuellement effectuée par une entreprise privée et encadrée par le personnel de la Direction exploitation des bâtiments et énergie, du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

L'appel d'offres public n° 25-21245, a été lancé et publié du 1er décembre 2025 au 15 janvier 2026 sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) du gouvernement du Québec et Le Devoir. La durée de publication a été de quarante-cinq (45) jours.

Les soumissions sont valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture du 15 janvier 2026, soit jusqu'au 15 mai 2026.

Aucun addenda n'a été émis durant l'appel d'offres.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

DA237157009 - 16 mai 2023 - Résilier le contrat avec la firme 10079952 Canada inc (Compresseur Québec) pour un service d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, Lot no.2.
DA237157002 - 27 février 2023 - Accorder des contrats aux firmes Baulne inc. pour le lot #1 et 10079952 Canada inc (Compresseur Québec ) pour le lot #2, pour un service sur demande, d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois du 1er avril 2023 au 31 mars 2026, avec

deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Lot no.1 - Dépense totale de 147 716,74 $, taxes incluses (contrat : 123 097,28 $ + contingences : 24 619,46 $). Lot no.2- Dépense totale de 83 251,10 $, taxes incluses (contrat : 69 375,92 $ + contingences : 13 875,18 $). - Appel d'offres public 22-19692 (2 soumissionnaires).

DA208384001 - 16 mars 2020 - Accorder un contrat à la firme "Compresseur Gagnon inc" pour le service d'entretien des compresseurs d'air industriels de la Ville de Montréal Lot 1 (ateliers municipaux et autres) pour une période de 36 mois à compter du 1er avril 2020. Dépense totale de 99 377,93 $ taxes incluses A.O. 20-17850.

DA208384002 - 9 mars 2020 - Accorder un contrat à la firme "Compresseur Gagnon inc" pour le service d'entretien des compresseurs d'air industriels de la Ville de Montréal Lot 2 (SIM) pour une période de 36 mois à compter du 1er Avril 2020- Dépense totale de 40 578,01 $ taxes incluses A.O. 20-17850

**DESCRIPTION**

Ces contrats ont pour objectif d'assurer l'entretien des compresseurs industriels utilisés dans les ateliers municipaux pour alimenter les outils à air comprimé, ainsi que dans certains bâtiments où la régulation climatique repose sur des systèmes pneumatiques.
Les contrats prévoient:

- L'exécution du programme d'entretien préventif des compresseurs d'air, des assécheurs d'air, des stations de réduction de pression, des panneaux de contrôle et de l'ensemble des autres composantes connexes;
- La réalisation de l'entretien correctif, incluant les requêtes de service régulières ou urgentes découlant des entretiens préventifs;
- La prise en charge des appels de service réguliers;
- La réponse aux appels de service urgents, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7;
- L'exécution de travaux planifiés de réparation, de remplacement, de mise à niveau ou d'amélioration, selon les demandes de la Ville.

**JUSTIFICATION**

**LOT n° 1**

Ce lot comprend des bâtiments situés dans l'Est de la Ville de Montréal dont entre autres, des casernes de pompiers et des ateliers municipaux.

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 1er décembre 2025, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Un (1) preneurs du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 33,3 % du nombre total.

Sur les deux (2) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- Une (1) firme a affirmé qu'elle n'était pas en mesure de respecter les délais de livraisons demandés ne pas avoir eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de présenter leurs soumissions.
- L'autre firme n'a pas communiqué le motif de son désistement.

L 'analyse de la conformité de la seule soumission présentée a été jugée conforme. Le prix de la soumission ne présentait pas un écart important par rapport à nos estimations, nous

n'avons pas demandé une renégociation de prix.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Baulne Inc.** | 220 718,08 $ | 44 143,62 $ | **264 861,70 $** |
| Dernière estimation réalisée | 256 263,18 $ | 51 252,64 $ | **307 515,82 $** |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | -35 545,10 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -13,87 % |

L'écart favorable entre la seule soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de -13,87 % (-35 545,10 $). L'écart se situe principalement au niveau suivant :

- Coût des entretiens préventifs

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 44 143,62 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 264 861,70 $, taxes incluses.

**LOT n° 2**

Ce lot comprend des bâtiments situés dans l'Ouest de la Ville de Montréal dont entre autres, des casernes de pompiers et des ateliers municipaux.

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 1er décembre 2025, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Un (1) preneurs du cahier des charges a déposé une soumission, ce qui représente 33,3 % du nombre total.

Sur les deux (2) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

- Une (1) firme a affirmé qu'elle n'était pas en mesure de respecter les délais de livraisons demandés ne pas avoir eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de présenter leurs soumissions.
- L'autre firme n'a pas communiqué le motif de son désistement.

L 'analyse de la conformité de la seule soumission présentée a été jugée conforme. Le prix de la soumission ne présentait pas un écart important par rapport à nos estimations, nous n'avons pas demandé une renégociation de prix.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| Baulne Inc. | 148 087,01 $ | 29 617,40 $ | **177 704,41 $** |
| Dernière estimation réalisée | 163 388,67 $ | 32 677,73 $ | **196 066,40 $** |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | -15 301,66 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | -9,37 % |

L'écart favorable entre la seule soumission conforme et la dernière estimation fournie par les professionnels est de - 9,37 % (-15 301,66 $).

Il est recommandé d'ajouter une somme maximale de 29 617,40 $ équivalente à 20 % de la valeur de la soumission, pour des travaux d'entretien contingents couvrant des situations imprévues pouvant survenir au cours de la période de l'exécution du contrat.

La dépense totale est, par conséquent, de 177 704,41 $, taxes incluses.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;

Le contrat étant inférieur à 1 000 000 $, une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas nécessaire pour ce contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, une évaluation de risque a été effectuée par les professionnels du SGPI. Ce contrat ne présente aucun risque significatif, donc l'évaluation du rendement de la firme Baulne inc. ne sera pas réalisée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses calculées sur ce contrat est répartie ainsi, taxes comprises:
Pour l'entretien préventif

| Lot | Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Baulne Inc. | 19 235,46 $ | 25 647,28 $ | 25 647,28 $ | 6 411,82 $ | 76 941,85 $ |
| **2** | Baulne Inc. | 10 505,64 $ | 14 007,52 $ | 14 007,52 $ | 3 501,88 $ | 42 022,57 $ |

Pour l'entretien correctif

| Lot | Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Baulne Inc. | 35 944,06 $ | 47 925,41 $ | 47 925,41 $ | 11 981,35 $ | 143 776,24 $ |
| **2** | Baulne Inc. | 26 516,11 $ | 35 354,81 $ | 35 354,81 $ | 8 838,70 $ | 106 064,44 $ |

Pour les contingences de 20 %

| Lot | Fournisseur | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1** | Baulne Inc. | 11 035,90 $ | 14 714,54 $ | 14 714,54 $ | 3 678,63 $ | 44 143,62 $ |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **2** | Baulne Inc. | 7 404,35 $ | 9 872,47 $ | 9 872,47 $ | 2 468,12 $ | 29 617,40 $ |

Ce contrat inclut deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, aux mêmes termes et conditions que ceux prévus au contrat :

| Lot | Prolongation #1 (2029-2030) | Prolongation #2 (2030-2031) |
|---|---|---|
| **1** | 75 044,15 $ | 76 545,03 $ |
| **2** | 50 349,58 $ | 51 356,57 $ |

Le coût total de ce contrat sera entièrement financé par le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense sera assumée à 38,82 % par l'agglomération, parce qu'elle concerne la sécurité publique, qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un report d'octroi du contrat aurait un impact sur le bon fonctionnement des compresseurs industriels, la Ville de Montréal devrait alors faire appel aux services ponctuels d'une firme spécialisée.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 1er mai 2026
Fin du contrat : 31 mars 2029

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Geneviève LEARY)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Bruno SIMARD
Conseiller analyse - controle de gestion

**Tél :** 438 925-1732
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-10

Ramdane BOUCHERK
chef de division - Gestion immobilière et exploitation à contrat

**Tél :** 514-8914556
**Télécop. :** -

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David MC DUFF
Directeur par intérim

**Tél :** 514-977-6837
**Approuvé le :** 2026-03-27

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1267157003*
Unité administrative responsable : Service de la gestion et de la planification des immeubles
Projet : Service d'inspection et d'entretien des compresseurs industriels de divers bâtiments de la Ville de Montréal

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | | **x** | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1267157003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats à Baulne inc., pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21245 Intervention Appro.pdf
25-21245 Liste des commande.pdf
25-21245 pv.pdf
25-21245 TCP Lot 1.pdf
25-21245 TCP Lot 2.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Geneviève LEARY
Agent d'approvisionnement niveau 2

**Tél :** 514 872-1041

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-17

Jacky MOHAMAD
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-8384480
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21245 — No du GDD : 1267157003

Titre de l'appel d'offres : Service d'entretien préventif et de travaux sur demande des compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 1 - 12 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 15 - 1 - 2026

Ouverture faite le : 15 - 1 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 45 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,3

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 15 - 5 - 2026

Date d'échéance révisée : 15 - 5 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| **Baulne Inc.** | **220 718,08 $** | √ | **1** |
| **Baulne Inc.** | **148 087,01 $** | √ | **2** |

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appels d'offres, l'octroi s'effectue au plus bas soumissionnaire conforme.

Trois (3) firmes se sont procurées le cahier des charges. Parmi celles-ci, une (1) seule firme a déposé une soumission pour chacun des lots. Une seule (1) firme a fournis le motif de sa non-participation pour la raison suivante : " Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandé."

La soumission de la firme Baulne Inc. est conforme, elle est donc recommandée pour l'octroi des lots 1 et 2.

Préparé par : Geneviève Leary — Le 29 - 1 - 2026

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres :** | **25-21245** | **Titre :** | **Lot 1 - Service d'entretien préventif et de travaux sur demande des compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal** |
| **Date publication sur SEAO :** | 1er décembre 2025 | **Nombre d'Addendas :** | 0 |
| **Date d'ouverture :** | 15-janv-26 | **Nombre de preneurs de cahiers de charges :** | 3 |
| **Date d'ouverture reportée :** | n/a | **Nombre de désitement :** | 1 |

| | |
|---|---|
| **Soumissionnaire (s) :** | **Baulne Inc.** |
| **No NEQ :** | **1161032603** |
| **NEQ date d'immatriculation :** | |

| | |
|---|---|
| **Sous-total sans taxes** | 191 970,50 $ |
| **TPS (5%)** | 9 598,53 $ |
| TVP (9,975%) | 19 149,06 $ |
| **Montant total taxes incluses** | **220 718,08 $** |

| **Conformités administratives** | |
|---|---|
| Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ) | Conforme |
| Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA) | Conforme |
| Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC» | Conforme |
| Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC» | Conforme |
| Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) | Conforme |
| Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) | N/A |
| Validation de conformité - CNESST | Conforme |
| Vérification Liste des entreprises non-conformes au processus de francisation | Conforme |
| Validation charte de la langue francaise | Conforme |
| Visite obligatoire | N/A |

Non-conforme

Correction - Erreur de calcul

Plus bas soumissionnaire conforme

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vérifié par** : | Geneviève leary | **Date :** | 22-janv-26 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Numéro d'appel d'offres :** | **25-21245** | **Titre :** | **Lot 2 - Service d'entretien préventif et de travaux sur demande des compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal** |
| **Date publication sur SEAO :** | 1er décembre 2025 | **Nombre d'Addendas :** | 0 |
| **Date d'ouverture :** | 15-janv-26 | **Nombre de preneurs de cahiers de charges :** | 3 |
| **Date d'ouverture reportée :** | n/a | **Nombre de désitement :** | 1 |

| | |
|---|---|
| **Soumissionnaire (s) :** | **Baulne Inc.** |
| **No NEQ :** | **1161032603** |
| **NEQ date d'immatriculation :** | |

| | |
|---|---|
| **Sous-total sans taxes** | 128 799,31 $ |
| **TPS (5%)** | 6 439,97 $ |
| TVP (9,975%) | 12 847,73 $ |
| **Montant total taxes incluses** | **148 087,01 $** |

| **Conformités administratives** | |
|---|---|
| Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ) | Conforme |
| Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA) | Conforme |
| Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC» | Conforme |
| Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC» | Conforme |
| Vérification dans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) | Conforme |
| Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés public (AMP) | N/A |
| Validation de conformité - CNESST | Conforme |
| Vérification Liste des entreprises non-conformes au processus de francisation | Conforme |
| Validation charte de la langue francaise | Conforme |
| Visite obligatoire | N/A |

Non-conforme

Correction - Erreur de calcul

Plus bas soumissionnaire conforme

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Vérifié par** : | Geneviève leary | **Date :** | 22-janv-26 |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE<br>5535, Ernest-Cormier Laval QC CAN H7C2S9<br>https://www.comairco.com | Non diffusé | Mario Duplessis<br>Téléphone: 4506658780<br>Courriel: seao@comairco.ca | **Transaction: (20373588)**<br>2025-12-02 15:15 | Ne pas recevoir |
| 10079952 CANADA INC.<br>2431 Guenette Montréal QC CAN H4R2E9 | Publique | Nick Georgas<br>Téléphone: 5143370566<br>Courriel: ngeorgas@compqc.com | **Transaction: (20373391)**<br>2025-12-02 10:37 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| BAULNE INC.<br>1850 32ième Avenue Lachine Montréal QC CAN H8T3J7<br>http://www.baulne.ca | Non diffusé | Marianne Trudeau<br>Téléphone: 5144220444<br>Courriel: mtrudeau@baulne.ca | **Transaction: (20373034)**<br>2025-12-01 15:40 | Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0013**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 15 janvier 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21245**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service d'entretien préventif et de travaux sur demande des compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville de Montréal » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | | **Prix** |
|---|---|---|
| BAULNE INC. | **Lot 1** | 220 718,08 $ |
| | **Lot 2** | 148 087,01 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 1er et 8 décembre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que le 1er décembre 2025 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267157003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction exploitation des bâtiments et énergie , Division exploitation à contrat |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats à Baulne inc., pour les services d'entretien et de réparation de compresseurs d'air industriels pour divers bâtiments de la Ville (lots 1 et 2), pour une période de 35 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 442 566,11 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21245 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1267157003 - Entretien compresseurs Lot 1 et 2.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-13

Diane NGUYEN
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

**NO GDD :** 1267157003 **BUDGET FONCTIONNEMENT**

**Engagement de gestion 2026:** CC67157003 101,030.46 $

| | | 2026 (9 mois) |
|---|---|---|
| Préventif - Lot 1 - Contrat | 2101.0010000.114227.09007.55401.000000.0000.000000.xxxxxx.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Section des programmes d'entretien / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 17,564.54 |
| Préventif - Lot 2 - Contrat | | 9,593.05 |
| Correctif - Lot 1 - Contrat | 2101.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.xxxxxx.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Travaux d'entretien à contrat / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 32,821.72 |
| Correctif - Lot 2 - Contrat | | 24,212.74 |
| Lot 1 - Contingences | 2101.0010000.108140.09007.55401.000000.0000.000000.xxxxxx.00000.00000 AF - Général - Ville de Montréal / Budget régulier / Travaux d'entretien à contrat / Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir / Entr.rép. - Immeubles et terrains / Général / ⁻ / Général / Général | 10,077.25 |
| Lot 2 - Contingences | | 6,761.16 |
| | | 101,030.46 |

Pour l'entretien préventif (centre de responsabilité n° 114227)

| Lot | Fournisseur | 2026 (9 mois) | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Baulne Inc. | 19,235.46 $ | 25,647.28 $ | 25,647.28 $ |
| 2 | Baulne Inc. | 10,505.64 $ | 14,007.52 $ | 14,007.52 $ |
| | Total | 29,741.10 $ | 39,654.80 $ | 39,654.80 $ |

Pour l'entretien correctif (centre de responsabilité n° 108140)

| Lot | Fournisseur | 2026 (9 mois) | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Baulne Inc. | 35,944.06 $ | 47,925.41 $ | 47,925.41 $ |
| 2 | Baulne Inc. | 26,516.11 $ | 35,354.81 $ | 35,354.81 $ |
| | Total | 62,460.17 $ | 83,280.22 $ | 83,280.22 $ |

Pour les contingences de 20 % (centre de responsabilité n° 108140)

| Lot | Fournisseur | 2026 (9 mois) | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Baulne Inc. | 11,035.90 $ | 14,714.54 $ | 14,714.54 $ |
| 2 | Baulne Inc. | 7,404.35 $ | 9,872.47 $ | 9,872.47 $ |
| | Total | 18,440.25 $ | 24,587.01 $ | 24,587.01 $ |

| | Total 2026 (9 mois) | Total 2027 | Total 2028 |
|---|---|---|---|
| Taxes incluses | 110,641.52 $ | 147,522.03 $ | 147,522.03 $ |
| Net de ristournes | 101,030.46 $ | 134,707.28 $ | 134,707.28 $ |

| | Total taxes incluses |
|---|---|
| Lot 1 | 264,861.71 $ |
| Lot 2 | 177,704.41 $ |
| | 442,566.12 $ |

| 2029 (3 mois) | Total | Net de ristournes |
|---|---|---|
| 6,411.82 $ | 76,941.85 $ | 70,258.16 |
| 3,501.88 $ | 42,022.57 $ | 38,372.21 |
| 9,913.70 $ | **118,964.42 $** | 108,630.37 |

| 2029 (3 mois) | Total | Net de ristournes |
|---|---|---|
| 11,981.35 $ | 143,776.24 $ | 131,286.87 |
| 8,838.70 $ | 106,064.44 $ | 96,850.97 |
| 20,820.05 $ | **249,840.68 $** | 228,137.84 |

| 2029 (3 mois) | Total | Net de ristournes |
|---|---|---|
| 3,678.63 $ | 44,143.62 $ | 40,309.01 |
| 2,468.12 $ | 29,617.40 $ | 27,044.63 |
| 6,146.75 $ | **73,761.02 $** | 67,353.64 |

| Total 2029 (3 mois) | Total contrat |
|---|---|
| 36,880.50 $ | 442,566.12 $ |
| 33,676.81 $ | 404,121.86 $ |

| Net de ristournes | |
|---|---|
| 241,854.04 | $ |
| 162,267.81 | $ |
| 404,121.86 | $ |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.08

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268555001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | Complexe environnemental Saint-Michel |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public #531902 (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé :
1- d'accorder à Systèmes Urbains inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 091 693,37 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 531902;

2- d'autoriser une dépense de 163 754,01 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences;

3- de procéder à l'évaluation du rendement de Systèmes Urbains inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Nadia BASTIEN **Le** 2026-03-10 10:40

**Signataire :** Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268555001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Élimination et la valorisation des matières résiduelles |
| **Projet :** | Complexe environnemental Saint-Michel |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public #531902 (2 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) occupe près de 192 hectares au cœur de l'arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Ce site, qui abritait autrefois la carrière de calcaire Miron, a été converti en 1968 en un gigantesque site d'enfouissement de 72 hectares. Aujourd'hui, il se métamorphose progressivement en un parc, soit le parc Frédéric-Back, qui est en voie de devenir, après le parc du Mont-Royal, le deuxième plus grand parc métropolitain de Montréal. Il s'agit de notre plus ambitieux projet de réhabilitation environnementale à ce jour.

La dégradation des déchets enfouis au cours des dernières décennies produit du biogaz qui est composé principalement de méthane et de dioxyde de carbone. S'il n'est pas capté adéquatement, ce biogaz représente un risque pour la santé des usagers du parc et des résidents des zones avoisinantes, en plus d'engendrer des effets nocifs sur l'environnement. Pour répondre à ces enjeux, le CESM mène diverses activités, dont celles liées au captage du biogaz, au traitement du lixiviat, au pompage des eaux et au suivi environnemental. En mai 2015, la Ville de Montréal a signé une entente de 25 ans avec Biomont Énergie pour la valorisation énergétique du biogaz capté par le CESM. Cette entente arrivera à échéance le 31 août 2041.

Bien que 27 millions de $m^3$ de biogaz aient été captés en 2025, le volume ne cesse de diminuer à travers le temps, soit une réduction importante de 88% depuis 1996. Cette décroissance est normale puisqu'il n'y a plus d'enfouissement de matières résiduelles depuis 2009.

Dans un contexte de décroissance et de saine gestion, il est donc nécessaire de modifier progressivement le procédé et les installations actuelles de gestion du biogaz, et éventuellement libérer dans une phase ultérieure le bâtiment électrique, qui présente des signes de décrépitude. De plus, certains équipements ont atteint leur fin de vie utile et ne permettent pas de répondre adéquatement aux besoins du procédé. C'est notamment le cas

de la génératrice actuelle qui, après plus de 30 ans d'utilisation, ne comble pas les besoins opérationnels du CESM lors de pannes électriques, désormais plus fréquentes en raison des changements climatiques.

Ainsi, au cours des dernières années, des travaux ont été réalisés afin de mettre à jour des infrastructures de captage du biogaz et s'arrimer à la réalité de réduction de la quantité du biogaz à gérer. La première phase de ce vaste projet de rationalisation électrique a été réalisée en 2019 et a consisté au remplacement de deux moteurs d'ancienne génération de compresseurs de biogaz par des moteurs plus performants et moins énergivores combinée à l'ajout de variateurs de vitesse. Cela a permis de s'adapter à la décroissance anticipée du biogaz produit.

La deuxième phase de ce projet qui fait l'objet de ce présent dossier consiste à installer de nouveaux équipements, tels un transformateur, une génératrice et un nouveau conteneur électriques (E5), et à mettre en place un nouvel automate central pour la gestion du procédé de biogaz.

Un appel d'offres public (#531902) a été publié dans le journal Le Devoir et le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) le 12 janvier 2026 par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) pour une durée de publication de 30 jours. L'ouverture des offres a eu lieu le 12 février 2026. Quatre addendas ont été émis :

| Addendas | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 28 janvier 2026 | Remplacement de la liste de documents techniques normalisés, ajout de documents techniques normalisés, ajout de l'Annexe S - Charte de la langue française | Non |
| 2 | 28 janvier 2026 | Corrections au bordereau de soumission | Non |
| 3 | 10 février 2026 | Réponse à une question sur le bordereau de soumission | Non |
| 4 | 10 février 2026 | Réponse à une question technique et remplacement d'un devis technique électrique | Non |

Les soumissions déposées demeurent valides pendant les 120 jours suivant la date d'ouverture des offres, soit jusqu'au 12 juin 2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG19 0105 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Quantum électrique inc. pour le remplacement des moteurs de deux compresseurs de biogaz et travaux connexes au Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) - Dépense totale de 596 237,75 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public ENV CESM 2018-02 (2 soumissionnaires)
CG15 0335 - 28 mai 2015 - Approuver un projet de convention, d'une durée de 25 ans, avec Biomont Énergie inc. (Gazmont Énergie et chauffage urbain) pour la valorisation énergétique du biogaz du Complexe environnemental Saint-Michel (CESM) / autoriser le directeur du Service de l'environnement à signer une demande d'annulation du décret du BAPE / approuver le projet d'acte de modification du bail établissant la propriété superficiaire

**DESCRIPTION**

Les travaux du présent dossier consistent à réaliser la phase II du projet de rationalisation électrique du CESM, incluant notamment les activités suivantes:
- l'installation d'une nouvelle alimentation électrique 25 kV à partir d'un nouveau poteau pour

alimenter un transformateur sur socle raccordé à un nouveau conteneur électrique E5;
- la mise en place d'un groupe électrogène pour les charges d'urgence;
- la modification des distributions existantes;
- les travaux civils connexes;
- les interventions d'instrumentation et de contrôle nécessaires pour l'acheminement des signaux vers les panneaux d'automates.

Deux soumissions conformes ont été reçues dans le cadre de cet appel d'offres et la firme « Systèmes urbains inc. » s'est avérée le plus bas soumissionnaire conforme (PBSC). Le contrat proposé est à forfait avec des quantités fixées au bordereau de prix. Une contingence de 15% est prévue.

Des pénalités financières s'appliquent à l'entrepreneur en cas de retard dans l'exécution des travaux. Elles sont calculées en fonction du type de voie desservie (type 1 à 4) et correspondent à un pourcentage du prix du contrat (hors taxes) avec un minimum de 1 000 $ par jour de retard. Cette disposition permet à la Ville d'établir un levier contractuel en cas de dépassement d'échéancier.

Le délai de réalisation contractuelle pour les travaux ne doit pas dépasser 365 jours calendriers après l'ordre de débuter les travaux. Certains équipements à commander dans le cadre de ce contrat présentent de longs délais de livraison, tel le transformateur qui est estimé de 30 à 35 semaines.

**JUSTIFICATION**

Afin de respecter ses engagements en matière de sécurité du public et de protection de l'environnement, le CESM utilise des équipements permettant d'aspirer le biogaz issu de la décomposition des matières résiduelles dans l'ancien site d'enfouissement, de le pressuriser, puis de l'acheminer vers notre partenaire Biomont Énergie inc. pour sa valorisation. Toutefois, ces équipements nécessitent une mise à niveau pour s'arrimer à la décroissance de la quantité de biogaz généré.
Dans le cadre de l'appel d'offres publiques n° 531902, publié sur le SEAO et ouvert le 12 janvier 2026, six (6) entreprises ont pris le cahier des charges, et deux (2) d'entre elles ont déposé une soumission conforme, soit un taux de participation de 33 %.

Les deux soumissionnaires sont : Systèmes urbains inc., qui s'est classé plus bas soumissionnaire conforme (PBSC), et Construction Deric inc.

Les cahiers de charge et l'estimation des coûts ont été réalisés par la firme EXP. L'estimation pour les travaux s'élevait à 1 317 948,36 $, taxes incluses, tandis que la soumission de Systèmes Urbains inc. s'élève à 1 091 693,37 $, taxes incluses, soit un écart de - 260 193,24 $, taxes incluses, ce qui représente un écart de -17,17 %, favorable à la Ville. L'écart entre les deux soumissions conformes reçues est de - 87 166,86 $, taxes incluses, soit 6,94 %. Les informations relatives au processus d'appel d'offres et à son résultat se retrouvent en pièce jointe.

Le résultat de l'appel d'offres est présenté au tableau suivant:

| SOUMISSIONS CONFORMES *(1 )* | PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES) | AUTRES (Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES) | TOTAL (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| ADJUDICATAIRE: Systèmes Urbains inc. | 1 091 693,37 $ | 163 754,01 $ | 1 255 447,38 $ |
| Construction Deric inc | 1 167 490,64 $ | 175 123,60 $ | 1 342 642,24 $ |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dernière estimation réalisée ($) | 1 317 948,36 $ | 197 692,25 $ | 1 515 640,61 $ |
| | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | - 260 193,24 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | -17,17 % |
| | | | |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) | | | 87 166,86 $ |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | | | 6,94 % |

*(1) Les prix de soumission, le RENA et le cautionnement de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents de conformité fournis avec la soumission de l'adjudicataire ont été vérifiés.*

L'écart de -17,17% entre le PBSC et l'estimation de EXP provient principalement des frais généraux de chantier. Dans l'estimation, les frais généraux représentent près de 13% du montant total de la soumission, alors qu'il n'est que d'environ 1% pour le PBSC. Étant donné que ces frais relèvent de la discrétion de l'entrepreneur, l'écart observé peut s'expliquer par une structure de frais généraux plus agressive adoptée par le PBSC.

De plus, étant donné que l'écart entre les montants du PBSC pour les volets électrique et civil, qui englobent les montants les plus importants de la soumission, est inférieur à 10% par rapport à l'estimation, EXP recommande à la Ville de Montréal d'octroyer le contrat pour les travaux de rationalisation électrique à Systèmes urbains inc.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :
- a déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- n'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu de la Charte de la langue française;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville.

Compte tenu du montant du contrat, Systèmes Urbain inc. n'a pas à fournir une attestation de l'Autorité des Marchés publics (AMP).

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 en vigueur depuis le 17 septembre 2024, une évaluation de rendement de l'adjudicataire est nécessaire pour ce contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total est de 1 255 447,38 $ taxes et contingences incluses, soit un montant de 1 091 930,75 $ avant taxes.
Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Division Soutien technique et infrastructures - gestion des matières résiduelles (Complexe environnemental de Saint-Michel). Un budget est prévu à cette fin, à même la réserve du passif environnemental constituée pour les activités post fermeture du site d'enfouissement du CESM du Service de l'environnement.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en évitant l'émission de biogaz dans l'atmosphère, ce qui permet de respecter les engagements du CESM en matière

de sécurité du public et de protection de l'environnement.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

1- Les soumissions à l'appel d'offres No 531902 sont valides pour une période de 120 jours suivant leur ouverture (le 12 février 2026), ce qui nous donne jusqu'au 12 juin 2026 pour attribuer le contrat. Dépasser ce délai nécessiterait de solliciter une prolongation formelle de la validité des offres, avec les incertitudes que cela comporte.
2- Tout report de ce dossier pourrait avoir des répercussions sur l'échéancier global des travaux. Certains équipements critiques pour la réalisation de ce projet ont de longs délais de livraison (plusieurs mois).

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de contrat : avril 2026
Début des travaux : été/automne 2026
Fin des travaux : été/automne 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Véronique PARENTEAU, Service des infrastructures du réseau routier
Luc BORNAIS, Service de l'environnement

Lecture :

Véronique PARENTEAU, 27 février 2026
Luc BORNAIS, 26 février 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Sophie CHAN-LU
Ingénieure

**Tél :** 263-362-5073
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-25

Alexis CARON-DIONNE
chef(fe) de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

**Tél :** 514-404-5001
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jamil Jimmy DIB
directeur(-trice) gestion matieres residuelles infras
**Tél :** 514-758-4318
**Approuvé le :** 2026-03-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

**Tél :** 514-795-4732
**Approuvé le :** 2026-03-09

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1268555001*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles*
Projet : *Rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel (CESM) – Phase II*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*

*4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.*

*5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*1. Contribuer à éviter d'émettre 27 millions de $m^3$ de biogaz dans l'environnement.*

*4. Contribuer à une économie plus verte en acheminant le biogaz soutiré des matières résiduelles vers la centrale de Biomont Énergie.*

*5. Contribuer à la valorisation du biogaz généré par la dégradation des matières résiduelles.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service des infrastructures du réseau routier**
**Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines**
**801 Brennan, 7e étage**
**Montréal (Québec) H3C 0G4**

**RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES #** 531902

**Date de publication :** 2026-01-12
**Date d'ouverture :** 2026-02-12

**Liste des preneurs du cahier des charges**

| | PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES |
|---|---|
| 1 | SYSTÈMES URBAINS INC. |
| 2 | CONSTRUCTION DERIC INC. |
| 3 | KROON ELECTRIC CORP. |
| 4 | NÉOLECT INC. |
| 5 | PIERRE BROSSARD (1981) LTÉE |
| 6 | LUMEN, DIVISION DE SONEPAR CANADA INC. |

Montréal

# RÉSUMÉ - CONTRAT DE CONSTRUCTION
## INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

### Identification

| | | | |
|---|---|---|---|
| No de l'appel d'offres : | 531902 | No du GDD : | |
| Titre de l'appel d'offres : | Fourniture et installation d'un transformateur 25kV, groupe électrogène et autres équipements électriques. Raccordement électrique des charges existantes et du transformateur, notamment dans des massifs. | | |
| Type d'adjudication : | Au plus bas soumissionnaire conforme | | |

### Déroulement de l'appel d'offres

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 2026-01-12 | Ouverture originalement prévue le : | 2026-02-12 |
| Ouverture faite le : | 2026-02-12 | Délai total accordé aux soumissionnaires : | 30 jours |

### Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

| Date de l'addenda | Description sommaire de l'addenda | Impact sur le coût estimé du contrat ($) |
|---|---|---|
| 2026-01-28 | | |
| 2026-01-28 | | |
| 2026-02-10 | | |
| 2026-02-10 | | |

### Analyse des soumissions

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de preneurs : | 6 | Nombre de soumissions reçues : | 2 | % de réponses | 33% |
| | | Nombre de soumissions rejetées : | 0 | % de rejets | 0% |

| Soumissions rejetées (nom) | Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| | |
| | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 120 jours | Date d'échéance initiale : | 2026-06-12 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | jours | Date d'échéance révisée : | |

### Résultats de l'appel d'offres

| Soumissions conformes (Les prix de soumission, le cautionnement et l'AMP (si la soumission est >5M$) ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec la plus basse soumission ont été vérifiés) | Prix soumis incluant les taxes | Prix révisés après corrections incluant les taxes |
|---|---|---|
| SYSTÈMES URBAINS INC. | 1 091 693,37 $ | |
| CONSTRUCTION DERIC INC.□ | 1 167 490,64 $ | |
| **Estimation :** | **Interne** | 1 317 948,36 $ |

| | |
|---|---|
| **Écart entre la plus basse soumission et l'estimation :** | **-17,17%** |
| **Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse :** | **6,94%** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Dossier à être étudié par la CEC :** | **Oui** | | **Non** | **X** |

### Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

| | N.A. | OK | | N.A. | OK |
|---|---|---|---|---|---|
| **OQLF** | | X | **AMP** | X | |
| **RBQ** | | X | **Déclaration d'intégrité** | | X |
| **RENA** | | X | **Revenu Qc** | | X |

Préparé par l'équipe Sollicitation des marchés et conformité de la Division de la gestion de projets et économie de la construction

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268555001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division soutien technique infrastructures CESM |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environnemental de Saint-Michel - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public #531902 (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1268555001 - Direction ENV.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-03

Marie-France MILORD
Conseillère budgétaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Information financière pour dépense BF-IMPUTATION DE LA DÉPENSE- Service de l'environnement

## GDD 1268555001

Service de l'environnement

Date 2/26/2026

Engagement de gestion: **ENVY555001**

(en milliers)

*L'intervention du Service des finances porte sur l'élément suivant :*

*Accorder un contrat à Systèmes Urbains inc., pour les travaux de rationalisation électrique du Complexe environne (CESM) - phase 2, dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension - Dépense totale de 1 255 447,3 1 091 693,37 $ + contingences 163 754,01 $) - Appel d'offres public (2 soumissionnaires conformes).*

| Clé comptable | Taxe net |
|---|---|
| ***Provenance (agglo) (note 1)*** | |
| 2101-0000000-000000-000000-24170-006117-0000-000000-000000-00000<br>*Provision - Post-fermeture Saint-Michel CESM* | 802,473.55 $ |
| ***Imputation*** | |
| 1004.0010000.103024.04601.57402.000000.0000.000000.000000.00000.00000<br>*1004 - AF - Complexe envir. St-Michel / 0010000 - Budget régulier / 103024 - Technique / 04601 - Protection de l'environnement / 57402 - Achats de biens non capitalisés / - /* | 697,803.09 $ |
| 1004.0010000.103024.04601.57402.000000.0000.000000.000000.00000.00000<br>*contingences* | 104,670.46 $ |
| | **802,473.55 $** |
| ***Recouvrement des dépenses (note 1)*** | |
| 1004.0010000.108170.004601.**65400**.000000.0000.000000.00000.00000.<br>*AF-Complexe envir. Saint-Michel-Budget régulier-Explitation CESM- Protection de l'environnement - Recouvrement des dépenses* | **(802,473.55) $** |
| Total impact sur le budget de fonctionnement après le recouvrement des dépenses | - $ |

*Note 1 :Une écriture est effectuée en fin d'exercice pour transférer les coûts vers la provision du passif environnemental du PE*

*mental de Saint-Michel*
*'8 $, taxes incluses (contrat*

| 2026 | 2027 | | |
|---|---|---|---|
| **Total Taxes incluses** | **Taxe net** | **Total Taxes incluses** | **Taxe net** |
| 878,813.16 $ | 343,917.24 $ | 376,634.21 $ | 1,146,390.80 $ |
| 764,185.36 $ | 299,058.47 $ | 327,508.01 $ | 996,861.56 $ |
| 114,627.80 $ | 44,858.77 $ | 49,126.20 $ | 149,529.24 $ |
| **878,813.16 $** | **343,917.24 $** | **376,634.21 $** | **1,146,390.80 $** |
| **(878,813.16) $** | **(343,917.24) $** | **(376,634.21) $** | **(1,146,390.80) $** |
| - $ | - $ | - $ | - $ |

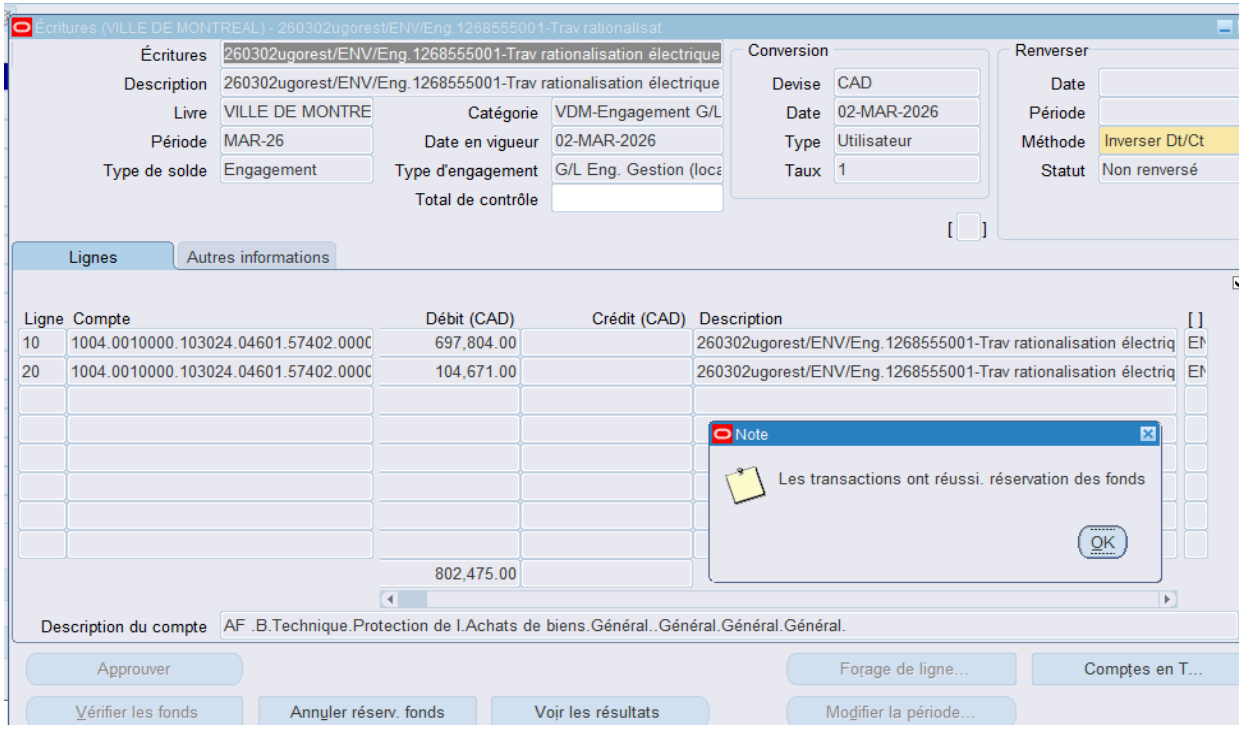
*EPSC via le compte de recouvrement de dépenses*

| Total | |
|---|---|
| **Total Taxes incluses** | |
| 1,255,447.38 | $ |
| 1,091,693.37 | $ |
| 163,754.01 | $ |
| **1,255,447.38** | **$** |
| **(1,255,447.38)** | **$** |
| - | $ |

ENVY555001

Eng.1268555001-Trav rationalisation électrique CESM phase 2 VSM

260302ugorest/ENV/Eng.1268555001-Trav rationalisation électrique CESM phase 2 VSM



Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.09

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1264352001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Complexe environnemental Saint-Michel |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige) et à Du vert au rouge inc., pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, et l'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal, pour une période de 30 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 168 470,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soumissionnaires) |

Il est recommandé au comité exécutif :
1. d'accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour une période de 30 mois, le contrat pour les services d'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour la somme maximale indiquée, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21268 :

| Firmes | Lot | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Du vert au rouge inc. | Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer | 130 341,74 $ |

2. d'autoriser une dépense de 13 034,17 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centrale.

De recommander au conseil d'agglomération :

1. d'accorder aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes, pour une période de 30 mois, les contrats pour les services d'entretien général et la gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, aux prix de leur soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21268 :

| Firmes | Lot | Montant (taxes incluses) |
|---|---|---|
| 178001 Canada inc.- Groupe Nicky | Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back | 1 089 868,72 $ |
| 9190-8673 Québec inc Les Entreprises Roseneige | Lot 2 - Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back | 838 793,21 $ |

2. d'autoriser une dépense de 96 433,10 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences ;

3. de procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. / Groupe Nicky et 9190-8673 Québec inc. / Les Entreprises Roseneige ;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-26 13:56

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1264352001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 e) prendre des mesures adéquates visant à assurer la propreté du domaine public |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Complexe environnemental Saint-Michel |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige) et à Du vert au rouge inc., pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, et l'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal, pour une période de 30 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 168 470,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Complexe environnemental de Saint-Michel est situé dans l'arrondissement Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension. Il comprend trois installations sous la responsabilité du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS), soit le parc Frédéric-Back, le TAZ et le Stade de soccer de Montréal. L'entretien de ces sites et équipements, ainsi que le soutien aux activités, est assuré par des entreprises privées.
Depuis 2019, un seul appel d'offres regroupe les contrats d'entretien des espaces extérieurs de ces installations. Pour le prochain contrat, le découpage des besoins contractuels est revu afin de mieux refléter l'évolution du parc et les enjeux opérationnels. Le parc compte désormais 65 hectares ouverts au public, auxquels s'ajouteront 26 hectares supplémentaires en 2027 dans le secteur du Boisé Ouest. Cette ouverture progressive de nouveaux secteurs accroît l'importance de la gestion écologique du parc, et les constats opérationnels des dernières années démontrent la nécessité de créer un lot distinct afin de faire appel à des firmes spécialisées en gestion écologique, possédant une expertise horticole plus pointue. L'entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer est regroupé dans un seul lot, puisque les besoins et les niveaux de service sont similaires.

Le présent appel d'offres est donc divisé en trois lots distincts :

- Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back;
- Lot 2 - Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back;
- Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer.

Le processus appliqué dans ce dossier est un appel d'offres public, ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux clauses administratives du cahier des charges. L'appel d'offres public 26-21268, lancé par le Service de l'approvisionnement, a été publié le 21 janvier 2026 dans le quotidien Le *Journal de Montréal* et dans le système électronique d'appel d'offres (SÉAO) en plus d'être affiché sur le portail officiel de la Ville de Montréal. Il s'est terminé 20 jours plus tard, soit le 10 février 2026, date de l'ouverture des soumissions.

Trois addenda ont été émis afin de préciser certains aspects du cahier des charges :

- Addenda 1 (26 janvier 2026) : Remplacement de l'agent substitut au dossier;
- Addenda 2 (2 février 2026) : Évaluation des superficies du lot 3 en se référant aux annexes, et refus de reporter l'évaluation après la fonte des neiges;
- Addenda 3 (4 février 2026) : Remplacement du bordereau de prix et précision sur l'octroi indépendant de chaque lot.

Les soumissions reçues ont été ouvertes le mardi 10 février 2026. Selon les clauses administratives du cahier des charges, elles sont valides pendant 180 jours suivant la date d'ouverture, soit le 9 septembre 2026.

Les contrats doivent être octroyés au plus tard le 1er mai 2026 afin d'éviter tout bris de service.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0104 - 20 mars 2025 : Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 546 626,08 $, taxes incluses (contrat : 421 025,04 $ + contingences : 125 601,04 $), pour les services d'entretien général des espaces verts et des infrastructures de surface, dans le cadre du contrat accordé à 178001 Canada inc./Groupe Nicky (CG21 0180) pour le parc Frédéric-Back (lot 1), majorant ainsi le montant total de ce contrat de 2 112 107,55 $ à 2 658 733,63 $, taxes incluses.
CE25 0287 - 5 mars 2025 : Exercer l'option de la deuxième année de prolongation et d'autoriser une dépense additionnelle de 48 626,13 $, taxes incluses, pour les services d'entretien général des espaces verts et des infrastructures de surface pour la période du 1er avril 2025 au 30 octobre 2025, dans le cadre des deux contrats accordés à Du Vert au rouge inc. (CE21 0489) pour le TAZ (lot 2) et pour le Stade de Soccer (lot 3), majorant ainsi le montant total de ces contrats de 185 155,11 $ à 233 781,24 $, taxes incluses.

CG23 0625 - 23 novembre 2023 : Exercer la première option de prolongation d'une année et autoriser une dépense additionnelle de 535 907,92 $, taxes incluses (contrat : 412 769,65 $ + contingences : 123 138,27 $), pour les services d'entretien général des espaces verts et des surfaces pour le parc Frédéric-Back, dans le cadre du contrat accordé à 178001 Canada inc./Groupe Nicky (CG21 0180 - lot 1), pour la période du 1er mai 2024 au 30 avril 2025, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 576 199,63 $ à 2 112 107,55 $, taxes incluses.

CE23 1707 - 8 novembre 2023 : Exercer la première année d'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 25 545,73 $, taxes incluses, pour les services d'entretien général des espaces verts et des surfaces pour la période du 1er avril 2024 au 30 octobre 2024, dans le cadre du contrat accordé à Du Vert au rouge inc. pour le lot 2, majorant ainsi le montant total du contrat de 73 670,91 $, taxes incluses, à 99 216,64 $,

taxes incluses, et une dépense additionnelle de 22 126,94 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Du Vert au rouge inc. pour le lot 3, majorant ainsi le montant total du contrat de 63 811,53 $, taxes incluses, à 85 938,47 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18520 CE21 0489.

CG21 0180 - 22 avril 2021 : Accorder un contrat à 178001 Canada inc./Groupe Nicky pour le parc Frédéric-Back (lot 1), d'une durée de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour les services d'entretien général des espaces verts et des surfaces, pour une somme de 1 576 199,63 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-18520 (4 soumissionnaires).

CE21 0489 - 7 avril 2021 : Accorder à la firme ci-après désignée, plus bas soumissionnaire conforme, pour chacun des lots, pour une période de 36 mois, les contrats pour les services d'entretien général des espaces verts et des surfaces, aux prix de sa soumission, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18520. / (Lots 2 et 3.).

**DESCRIPTION**

Ce dossier vise l'octroi de 3 contrats pour l'entretien des espaces verts et des espaces extérieurs du parc Frédéric-Back, du TAZ et du Stade de soccer, situés au Complexe environnemental de Saint-Michel. Les contrats sont pour une période de 30 mois, soit du 1er mai 2026 au 31 octobre 2028.

Le lot 1 – Entretien général du parc Frédéric-Back

Fournir le personnel, les équipements et toutes autres ressources nécessaires à l'entretien courant et quotidien du parc, avec une prestation continue durant les 30 mois du contrat.

Principales tâches :

- Propreté et salubrité;
- Tonte, fauchage et débroussaillage;
- Réfection des surfaces, notamment des sentiers;
- Réparation du mobilier;
- Tâches connexes liées à l'entretien et à la sécurité des espaces.

Un montant représentant 5 % de la valeur des contrats est prévu pour les contingences, et aucun montant n'est alloué pour la variation des quantités.

Le lot 2 – Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back

Fournir le personnel, les matériaux, les services nécessaires, et exécuter les travaux demandés. L'intervalle des interventions varie selon les conditions météorologiques, pour une durée maximale de sept mois par an, avec interruption des opérations durant la période hivernale.

Principales taches :

- Entretien des plates-bandes et massifs arboricoles;
- Travaux horticoles et arboricoles;
- Gestion écologique de la végétation;
- Évaluation de l'état des végétaux (insectes et maladies);
- Ajout de paillis de bois raméal fragmenté.

Un montant représentant 5 % de la valeur des contrats est prévu pour les contingences, et

aucun montant n'est alloué pour la variation des quantités.

Lot 3 – Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer

Fournir le personnel, les équipements et toutes autres ressources nécessaires à l'entretien courant effectué deux fois par semaine. Les travaux seront réalisés du 1er mai 2026 au 31 octobre 2026 (six mois), puis du 1er avril au 31 octobre (sept mois) pour chacune des deux années suivantes.

Principales taches :

- Propreté et salubrité;
- Tonte;
- Travaux horticoles sur de petites surfaces;
- Tâches connexes liées à l'entretien et à la sécurité des espaces.

Un montant représentant 10 % de la valeur des contrats est prévu pour les contingences, et aucun montant n'est alloué pour la variation des quantités.

**JUSTIFICATION**

Les preneurs de cahiers de charges sont au nombre de neuf. De ce nombre, quatre, soit 44 % des preneurs, ont déposé une ou plusieurs soumissions. Sur les huit soumissions reçues, cinq ont été jugées conformes. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve en pièce jointe.
Les trois contrats ont une durée de 30 mois, afin que leur échéance coïncide avec celle des contrats d'entretien général des parcs-nature. À terme, cette synchronisation permettra de procéder à une révision globale des besoins à l'échelle du réseau des grands parcs.

L'appel d'offres 26-21268 comporte trois lots distincts, qui seront octroyés indépendamment les uns des autres.

Résultats : Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES) | **AUTRES** (Contingences 5 %) | **TOTAL** (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | 1 089 868,72 $ | 54 493,44 $ | 1 144 362,16 $ |
| Paysagiste Solarco | 2 517 551,24 $ | 125 877,56 $ | 2 643 428,80 $ |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 1 295 783,07 $ | 64 789,15 $ | 1 360 572,22 $ |
| | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | - 216 210,07 $ |
| VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation) | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | -18,89 % |
| VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100] | | | |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Écart entre la deuxième basse et la plus basse ($) | | | 1 499 066,65 $ |
| VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | | | 131,00 % |
| VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100] | | | |

Le prix global du plus bas soumissionnaire pour le lot 1 est inférieur de 18,89 % à l'estimation réalisée à l'interne.

Les écarts favorables par rapport à l'estimation se trouvent surtout au niveau des items de bordereau de main-d'oeuvre et de tonte et de fauchage. Ces items représentent 67 % du prix total du bordereau.

Pour ce qui est de l'écart important entre la deuxième soumission la plus basse et la plus basse (131 %), les écarts se situent au niveau de la main d'oeuvre et peuvent s'expliquer par la connaissance du terrain par le plus bas soumissionnaire qui est le cocontractant actuel.

Résultats : Lot 2 - Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back

| **SOUMISSION CONFORME** | **PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES) | **AUTRES** (Contingences 5 %) | **TOTAL** (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| 9190-8673 Québec inc / Les Entreprises Roseneige | 838 793,21 $ | 41 939,66 $ | 880 732,87 $ |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 739 093,88 $ | 36 954,69 $ | 776 048,57 $ |
| | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | 104 684,30 $ |
| VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation) | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | 13,49 % |
| VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100] | | | |

Le soumissionnaire a déposé une soumission au montant de 911 181,47 $. En vertu de l'article 573.3.3 de la Loi des cités et Ville (L.C.V)., considérant qu'une seule soumission conforme a été reçue dans le cadre de cet appel d'offres, une négociation portant sur le prix a été menée. À la suite de celle-ci, le soumissionnaire a réduit son prix de 72 388,26 $, pour un montant final de 838 793,21 $ taxes incluses.

Le prix global du plus bas soumissionnaire pour le lot 2 est supérieur de 13,49 % à l'estimation réalisée à l'interne.

Les écarts défavorables par rapport à l'estimation se trouvent au niveau de la main d'oeuvre, qui représente 58 % du prix total du bordereau.

Résultats : Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES) | AUTRES (Contingences 10 %) | TOTAL (TAXES INCLUSES) |
|---|---|---|---|
| Du vert au rouge inc. | 130 341,74 $ | 13 034,17 $ | 143 375,91 $ |
| Paysagiste Solarco | 204 655,50 $ | 20 465,55 $ | 225 121,05 $ |
| | | | |
| Dernière estimation réalisée ($) | 203 618,43 $ | 20 361,84 $ | 223 980,27 $ |
| | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) | | | - 80 604,36 $ |
| VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation) | | | |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) | | | - 35,99 % |
| VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100] | | | |
| | | | |
| Écart entre la deuxième basse et la plus basse ($) | | | 81 745,14 $ |
| VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse) | | | |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) | | | 57,01 % |
| VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100] | | | |

Le prix global du plus bas soumissionnaire pour le lot 3 est inférieur de 35,99 % à l'estimation réalisée à l'interne.

Les écarts favorables par rapport à l'estimation se trouvent au niveau de l'entretien des plates-bandes qui représentent 95 % du prix du bordereau pour ce lot.

Pour ce qui est de l'écart important entre la deuxième soumission la plus basse et la plus basse (57,01 %), les écarts se situent surtout au niveau de la main d'oeuvre. L'écart peut également s'expliquer par la connaissance du terrain par le plus bas soumissionnaire qui est le cocontractant actuel pour ces secteurs.

Conformité des soumissions

Une autorisation valide de l'Autorité des marchés publics a été fournie et est jointe au dossier. 178001 Canada inc. / Groupe Nicky (lot 1) est conforme en date du 2 mars 2026; 9190-8673 Québec Inc. / Les Entreprises Roseneige (lot 2) sont conformes en date du 2 juillet 2025, avec une échéance au 12 mai 2027; et Du vert au rouge Inc. (lot 3) n'est pas assujetti.

Les validations requises ont été effectuées. Il en ressort que les adjudicataires recommandés ne figurent ni sur des listes des entreprises à licences restreintes, ni sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant, et n'étaient pas rendus non conformes en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des

contrats de fourniture de services, et dont la dépense nette est supérieure à 500 000 $, une évaluation du rendement sera effectuée pour les lots 1 et 2.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale de 2 168 470,94 $, taxes et contingences incluses sera assumée comme suit :

**Le lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back**

Le coût maximal du lot 1 est de 1 144 362,16 $, taxes incluses, incluant des contingences de 54 493,44 $. Ce montant sera imputé au budget de fonctionnement du SGPPMRS - Direction gestion des grands parcs et milieux naturels. Un montant maximal de 1 044 955,19 $, net de ristourne, sera financé selon la répartition suivante :

| | 2026<br>8 mois | 2027<br>12 mois | 2028<br>10 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| Contrat | 312 740,96 $ | 345 022,52 $ | 337 431,93 $ | 995 195,41 $ |
| Contingences 5 % | 15 637,05 $ | 17 251,13 $ | 16 871,60 $ | 49 759,78 $ |
| **Montant NET** | 328 378,01 $ | 362 273,65 $ | 354 303,53 $ | 1 044 955,19 $ |

**Le lot 2 – Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back**

Le coût maximal du lot 2 est de 880 732,87 $, taxes incluses, incluant des contingences de 41 939,66 $. Ce montant sera imputé au budget de fonctionnement du SGPMRS - Direction gestion des grands parcs et milieux naturels. Un montant maximal de 804 226,52 $, net de ristourne, sera financé selon la répartition suivante :

| | 2026<br>7 mois | 2027<br>7 mois | 2028<br>7 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| Contrat | 253 387,33 $ | 254 489,70 $ | 258 052,98 $ | 765 930,01 $ |
| Contingences 5 % | 12 669,37 $ | 12 724,49 $ | 12 902,65 $ | 38 296,51 $ |
| **Montant NET** | 266 056,70 $ | 267 214,19 $ | 270 955,63 $ | 804 226,52 $ |

**Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer**

Le coût maximal du lot 3 est de 143 375,91 $, taxes incluses, incluant des contingences de 13 034,17 $. Ce montant sera imputé au budget de fonctionnement du SGPMRS - Direction des sports. Un montant maximal de 130 921,32 $, net de ristourne, sera financé selon la répartition suivante :

| | 2026<br>6 mois | 2027<br>7 mois | 2028<br>7 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| Contrat | 35 228,93 $ | 41 539,44 $ | 42 251,02 $ | 119 019,39 $ |
| Contingences 10 % | 3 522,90 $ | 4 153,94 $ | 4 225,10 $ | 11 901,94 $ |
| **Montant NET** | 38751,83 $ | 45 693,38 $ | 46 476,12 $ | 130 921,33 $ |

Cette dépense sera assumée à 93 % par l'agglomération pour un montant net de 1 849 181,71 $ en vertu de la compétence d'agglomération pour le Parc du Complexe environnemental de Saint-Michel (soit le parc Frédéric-Back) et à 7 % par la Ville centre pour un montant net de 130 921,33 $, en vertu de la compétence du comité exécutif pour le Taz et le Stade de soccer de Montréal.

Suivant le consentement des parties, une première option de prolongation d'un an prévue à chaque contrat pourra être effectuée à partir du 1er novembre 2028. Les prix applicables

pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation de la région de Montréal. Une deuxième option de prolongation d'un an prévue au contrat pourra être effectuée selon les mêmes modalités.

Pour représenter les coûts de ces prolongations, une estimation a été réalisée en prenant l'hypothèse d'une hausse annuelle de l'IPC de 2 % appliquée à la dernière année du contrat initial.

| **PROLONGATION AVEC IPC 2 %** | **TOTAL** (TAXES INCLUSES) |
|---|---|
| Lot 1 - année 1 | 396 741,98 $ |
| Lot 2 - année 1 | 288 253,68 $ |
| Lot 3 - année 1 | 47 172,32 $ |
| **Total année 1** | **732 167,98 $** |
| Lot 1 - année 2 | 404 676,82 $ |
| Lot 2 - année 2 | 294 018,76 $ |
| Lot 3 - année 2 | 48 115,76 $ |
| **Total année 2** | **746 811,34 $** |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Le plan Montréal 2030 : Engagement pour la transition écologique : enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Le Plan Climat 2020-2030 : Mener ensemble la transition écologique / chantier B : mobilité, urbanisme et aménagement / action 20 : planter, entretenir et protéger plus de 500 000 arbres, en priorité dans les zones vulnérables aux vagues de chaleur.

Les contrats d'entretien permettent l'accès des citoyens aux espaces verts et aux équipements de loisir. Ils s'inscrivent dans les objectifs du Plan nature et sports, stratégie d'intervention « 4 - Offrir des expériences de qualité et partager l'espace collectif » du Volet 1 - Montréal verte.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Les contrats d'entretien sont essentiels au maintien de l'accessibilité aux espaces extérieurs du parc Frédéric-Back, du Taz et du Stade de soccer. Les contrats d'entretien en cours prendront fin le 30 avril 2026. Un report de passage aux instances après le 30 avril 2026 ou un refus d'octroi peut engendrer des répercussions sur la sécurité et compromettre l'accès de la population aux sites concernés.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back : en opération continue du 1er mai 2026 au 31 octobre 2028.
Lot 2 - Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back : en opération du 1er mai 2026

au 31 octobre 2026 (six mois) et du 1er avril au 31 octobre (sept mois) pour les deux années suivantes.
Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer : en opération du 1er mai au 30 novembre (sept mois) pour les années 2026,2027 et 2028.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Martin LEMAY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Patricia DI GENOVA
Conseillerère en planification

**Tél :** 514 779-2665
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-27

Amélie BILODEAU
Cheffe de section-Concertation et partenariats

**Tél :** 514 668-3768
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur de direction-Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438-995-6030

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice de service-Grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925

**Approuvé le :** 2026-03-25 **Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

**Numéro de dossier** : 1264352001
**Unité administrative responsable** : SGPMRS, Direction gestion de grands parcs et milieux naturels, Division concertation et bureau du Mont-Royal
**Projet :** Accorder trois (3) contrats d'une durée de trente (30) mois, assortis de deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune, à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky, à 9190-8673 Québec Inc. / Les Entreprises Roseneige et à Du vert au rouge Inc. pour l'entretien général et la gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, et l'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal. Dépenses totales de 2 168 470,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 - Quatre (4) soumissionnaires.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.<br>19. Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. | | | |

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2 – Enraciner la nature en ville en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel et riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

- Définir des contrats polyvalents adaptés aux spécificités du site, notamment la gestion écologique en milieu urbain.

Priorité 19 – Offrir à l'ensemble des Montréalaise et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

- Déployer une offre de service sécuritaire à la population montréalaise.
- Avoir un personnel qualifié pour l'entretien des aménagements et équipements distinctifs.

Priorité 20 – Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

- Offrir des expériences et des paysages uniques aux visiteurs.
- S'adapter aux imprévus et à l'augmentation des secteurs qui seront ouverts au public durant ce contrat.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 02 mars 2026 à 19:30**

## Fiche de l'entreprise

**Nom** : 178001 CANADA INC.
**Adresse du siège social** : 9771, RUE WAVERLY, , MONTRÉAL, QC, H3L 2V7, CANADA

**Numéro de client à l'AMP** : 3001237304
**Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)** : 1141894387

**Autres noms d'affaires**

- EMBELLISSEMENT NICKY
-
- GROUPE NICKY
- PAYSAGISTE PRO-FIL

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à communiquer avec notre centre d'information à la clientèle.

**Audréann Larose**

**De:** _Boîte Réception AMP <reception@amp.quebec>
**Envoyé:** 2 juillet 2025 11:10
**À:** Info Roseneige
**Objet:** Validité

## Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**9190-8673 QUÉBEC INC.- NUMÉRO DE CLIENT 1100009008**

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide AU 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous contrat public.

****Date échéance (renouvellement): 2027-05-12**

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'admissibilité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550 – option 1
reception@amp.quebec

Le présent courriel, ainsi que tout fichier qui y est joint, est destiné exclusivement à l'intention de son ou de ses destinataires; il peut contenir des informations confidentielles. Si vous n'êtes pas la ou le destinataire de ce courriel, nous vous avisons par la présente que tout usage, reproduction ou diffusion de ce courriel et de tout fichier qui y est joint est strictement interdit. Si ce courriel vous a été transmis par erreur, veuillez en aviser sans délai l'expéditeur en lui retournant ledit courriel et ensuite le détruire, ainsi que tout fichier joint sans en conserver de copie.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1264352001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige) et à Du vert au rouge inc., pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, et l'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal, pour une période de 30 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 168 470,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21268 Tableau comparatif des prix_LOT 1.pdf
26-21268_ LOT 1_Intervention VF.pdf
26-21268 Tableau comparatif des prix_LOT 2.pdf
26-21268_LOT 2_ Intervention VF.pdf
26-21268 Tableau comparatif des prix_LOT 3.pdf
26-21268_LOT 3_ Intervention VF.pdf
26-21268 Liste des preneurs de cahier de charge SÉAO.pdf
26-21268_PV_.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Martin LEMAY
Agent Approvisionnement 2

**Tél :** 514-385-3201

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-09

Hicham ZERIOUH
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-704-0292
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21268

**Agent d'approvisionnement**
Martin LEMAY

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **1** | **Entretien général du parc** | **178001 Canada Inc/ Groupe Nicky** | | | | | | | **947 918,00 $** | **1 089 868,72 $** |
| | | Paysagiste Solarco inc. | | | | | | | 2 189 651,00 $ | 2 517 551,24 $ |

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21268 — No du GDD : 1264352001

Titre de l'appel d'offres : Entretien extérieur général, gestion écologique et horticole parc Frédéric-Back, le TAZ et Stade de soccer de Montréal_3 Lots

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 1 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2026

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2026

Date du comité de sélection : N/a - N/a - N/a

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 4 - 2 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires* : 20 jrs

*(Sans compter le jour de publication)

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 22,22

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 10 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| **178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)** | **1 089 868,72** | √ | **1** |
| PAYSAGISTE SOLARCO INC. | 2 517 551,24 | | |

### Information additionnelle

Tel que mentionné aux documents d'appels d'offres, l'octroi des 3 lots s'effectue à un ou plusieurs soumissionnaires (plus bas soumissionnaire conforme). Neuf (9) entreprises se sont procuré le cahier des charges sur le SÉAO Lot 1: deux offres reçues conformes. L'offre de 178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) est conforme et recommandée pour l'octroi du lot 1. Note* L'entreprise 9190-8673 Québec Inc. (Les entreprises Roseneige) n'a pas soumissionné sur le lot 1. Le montant indiqué et déclaré lors de la séance publique d'ouverture de soumissions correspond à des items fixes, rapportés au bordereau de prix. Raisons de non-participation: 3 entreprises ont répondu et mentionné les raisons suivantes: 1 firme n'étant pas en mesure d'obtenir les cautionnements demandés et 2 autres pour le manque de temps afin de préparer leur soumission.

Préparé par : Martin LEMAY — Le 6 - 3 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21268

**Agent d'approvisionnement**
Martin LEMAY

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **2** | **Gestion écologique et horticole du parc** | 9190-8673 Québec inc/ Les entreprises Roseneige | | | | | | | 792 504,00 $ | 911 181,47 $ |
| | | | | | | | | | **729 544,00 $** | **838 793,21 $ Prix négocié** |

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21268 — No du GDD : 1264352001

Titre de l'appel d'offres : Entretien extérieur général, gestion écologique et horticole parc Frédéric-Back, le TAZ et Stade de soccer de Montréal_3 Lots

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

| | | | |
|---|---|---|---|
| Lancement effectué le : | 21 - 1 - 2026 | Nombre d'addenda émis durant la période : | 3 |
| Ouverture originalement prévue le : | 10 - 2 - 2026 | Date du dernier addenda émis : | 4 - 2 - 2026 |
| Ouverture faite le : | 10 - 2 - 2026 | Délai total accordé aux soumissionnaires* : | 20 jrs |
| Date du comité de sélection : | N/a - N/a - N/a | *(Sans compter le jour de publication) | |

### Analyse des soumissions

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nbre de preneurs : | 9 | Nbre de soumissions reçues : | 3 | % de réponses : | 33,33 |
| | | Nbre de soumissions rejetées : | 2 | % de rejets : | 66,67 |

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| 178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) | Technique |
| PAYSAGISTE SOLARCO INC. | Technique |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Durée de la validité initiale de la soumission : | 120 jrs | Date d'échéance initiale : | 10 - 6 - 2026 |
| Prolongation de la validité de la soumission de : | 0 jrs | Date d'échéance révisée : | 10 - 6 - 2026 |

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| **9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE)** | **838 793,21** | √ | **2** |

### Information additionnelle

En référence à l'Art. 573.3.3 de la LCV, dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumissions, lorsqu'une seule soumission est déclarée conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité. Le service de l'approvisionnement a donc procédé à une négociation avec 9190-8673 QUÉBEC INC. (Les entreprises Roseneige). Prix initial: 911 181,47$ (taxes incluses) Prix négocié: 838 793,21$ (taxes incluses). Ce qui représente une économie de 7,94% par rapport au prix initial, soit une économie totale de 72 388,26$ (taxes incluses). Raisons de non-participation: 3 entreprises ont répondu et mentionné les raisons suivantes: 1 firme n'étant pas en mesure d'obtenir les cautionnements demandés et 2 autres pour le manque de temps afin de préparer leur soumission.

Préparé par : Martin LEMAY Le 6 - 3 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

# Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21268

**Agent d'approvisionnement**
Martin LEMAY

| Conformité | Oui |
|---|---|

| | | | | | | | | | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Num. du Lot | Descreption du lot | Soumissionnaires | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **3** | **Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer** | **Du Vert au Rouge Inc.** | | | | | | | **113 365,29 $** | **130 341,74 $** |
| | | Paysagiste Solarco inc. | | | | | | | 178 000,00 $ | 204 655,50 $ |

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21268 — No du GDD : 1264352001

Titre de l'appel d'offres : Entretien extérieur général, gestion écologique et horticole parc Frédéric-Back, le TAZ et Stade de soccer de Montréal_3 Lots

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 21 - 1 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 10 - 2 - 2026

Ouverture faite le : 10 - 2 - 2026

Date du comité de sélection : N/a - N/a - N/a

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 4 - 2 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires* : 20 jrs

*(Sans compter le jour de publication)

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 33,33

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 33,33

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| 178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) | Technique |

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 10 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 10 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| **DU VERT AU ROUGE INC.** | **130 341,74** | √ | **3** |
| PAYSAGISTE SOLARCO INC. | 204 655,50 | | |

### Information additionnelle

Lot 3: Trois (3) offres reçues. Une (1) offre est rejetée pour non-conformité technique. L'offre de la firme du Vert au Rouge inc.est conforme et recommandée pour l'octroi du lot 3. Raisons de non-participation: 3 entreprises ont répondu et mentionné les raisons suivantes: 1 firme n'étant pas en mesure d'obtenir les cautionnements demandés et 2 autres pour le manque de temps afin de préparer leur soumission.

Préparé par : Martin LEMAY — Le 6 - 3 - 2026

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

Nouveautés SEAO au 2026-02-08.
Consultez la liste des nouvelles pour tous les détails !

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21268
**Numéro de référence:** 20117978
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Entretien extérieur général, gestion écologique et horticole Parc Frédéric-Back, le TAZ et Stade de soccer de Montréal
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**9 résultats** **Résultats 1 à 9**

**Trier par** Sélection **Nombre par page**

1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| PAYSAGISTE SOLARCO INC.<br>2250 Boul Hymus Dorval QC CAN H9P1J9 | Non diffusé | Stéphane Charland<br>Téléphone: 5146835150<br>Courriel: solarco@videotron.ca | **Transaction: (20416397)**<br>2026-02-02 17:41 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9032-2454 QUÉBEC INC.<br>1355 Boulevard Pitfield Montréal QC CAN H4S1G3<br>https://www.techniparc.ca | Non diffusé | Martin Theolis<br>Téléphone: 5143360660<br>Courriel: info@techniparc.ca | **Transaction: (20407801)**<br>2026-01-22 10:12 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-26 à 11:45 - Courriel<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Messagerie |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 178001 CANADA INC.<br>9771 rue Waverly Montréal QC CAN H3L2V7 | Non diffusé | Nick Luongo<br>Téléphone: 5143812986<br>Courriel: nicky@groupenicky.com | **Transaction: (20407060)**<br>2026-01-21 15:52 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-26 à 11:45 - Courriel<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Paysagiste M.C. Inc.<br>289 rue Du campagnol Terrebonne QC CAN J6V0B9<br>http://www.paysagistemc.com | Non diffusé | Mauro Cerroni<br>Téléphone: 5149529728<br>Courriel: mauro@paysagistemc.com | **Transaction: (20422499)**<br>2026-02-09 15:57 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DU VERT AU ROUGE INC.<br>9800 Meilleur suite 100 Montréal QC CAN H3L3J4<br>www.duvertaurouge.ca | Non diffusé | Paul Lemaire<br>Téléphone: 5143841778<br>Courriel: paul.lemaire@duvertaurouge.ca | **Transaction: (20412706)**<br>2026-01-28 16:46 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9311-2704 Québec inc.<br>7831 des Ormeaux Montréal QC CAN H1K2Y2<br>www.paysagiste-jp.com | Non diffusé | Joseph Polisena<br>Téléphone: 5144512089<br>Courriel: info@paysagiste-jp.com | **Transaction: (20418733)**<br>2026-02-05 08:05 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>Téléchargement<br>Bordereau numérique |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE<br>2288, rue Cannes-Brûlées (Lasalle)<br>Montréal QC CAN H8N2Z2<br>http://www.strathmore.pro | Publique | Conor Milligan<br>Téléphone: 514-992-5902<br>Courriel: conor@strathmore.pro | **Transaction: (20407686)**<br>2026-01-22 08:38 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>2026-01-26 à 11:45 - Courriel<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| 9190-8673 QUÉBEC INC.<br>1055 armand-Bombardier Terrebonne QC CAN J6Y1S9 | Non diffusé | Louis-Charles Goudreau<br>Téléphone: 4509794068<br>Courriel: larose.a@roseneige.com | **Transaction: (20410752)**<br>2026-01-26 11:50 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ENTREPRISE H1G INC.<br>5806 Rue des Roses Montréal QC CAN H1G1W5 | Non diffusé | Anthony Angelillo<br>Téléphone: 514-430-5329<br>Courriel: entrepriseh1ginc@gmail.com | **Transaction: (20412454)**<br>2026-01-28 12:36 | 20089796 - 26-21268 Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20091073 - 26-21268 Addenda 2_<br>Devis<br>2026-02-02 à 09:25 - Courriel<br><br>20091813 - 26-21268_Addenda 3<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-04 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0043**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 10 février 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
M. Tshibidi Lembe, agent de bureau

**APPEL D'OFFRES 26-21268**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Entretien extérieur général, gestion écologique et horticole parc Frédéric-Back, le TAZ et Stade de soccer de Montréal » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| 178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY) | **Lot 1** | 1 089 868,72 $ |
| | **Lot 2** | 791 241,85 $ |
| | **Lot 3** | 103 121,08 $ |
| 9190-8673 QUÉBEC INC. (LES ENTREPRISES ROSENEIGE) | **Lot 1** | 251 346,85 $ |
| | **Lot 2** | 911 181,47 $ |
| DU VERT AU ROUGE INC. | **Lot 3** | 130 341,74 $ |
| PAYSAGISTE SOLARCO INC. | **Lot 1** | 2 517 551,24 $ |
| | **Lot 2** | 1 266 806,05 $ |
| | **Lot 3** | 204 655,50 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 21 janvier 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1264352001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder 3 contrats à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), à 9190-8673 Québec inc. (Les Entreprises Roseneige) et à Du vert au rouge inc., pour les services d'entretien général et de gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back, et l'entretien des espaces extérieurs du TAZ et du Stade de soccer de Montréal, pour une période de 30 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 2 168 470,94 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21268 (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1264352001 Certification de fonds - PDS Brennan - V2.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-12

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

| Nom du fichier | 1264352001 Certification de fonds - PDS Brennan |
|---|---|

| Champs à compléter | |
|---|---|
| Création automatique, copier/coller dans SIMON | |

**Création de l'eng**

| | | |
|---|---|---|
| **Objet GDD** | Accorder trois (3) contrats d'une valeur totale de 2 344 531,12 $, taxes incluses, d'u | |
| **Date** | 3/10/2026 | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | umori1o | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | ontrats gestion Frédéric-Back, Taz et stade soccer | Ex : Soutien financier programme sport |
| **Soutien financier** | Non | Oui / Non |
| **GDD** | 1264352001 | Ex : 1234567890 |
| **Service** | GRANDS PARCS | GRANDS PARCS |
| **No engagement** | GP64352001 | Ex : CU34567890 |
| **Fournisseur lot 1** | 178001 Canada inc. / Groupe Nicky | Plus de 1 fournisseurs = Fournisseurs multiples |
| **Fournisseur lot 2** | 9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige | |
| **Fournisseur lot 3** | Du vert au rouge inc. | |

| **Nom du lot** | 260310umori1o - ENG GP64352001 - GDD1264352001 ontrats gestion Frédéric-Bac |
|---|---|

**Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back**

| Imputation | Année | Montant net GDD | DÉBIT ENG |
|---|---|---|---|
| 1001.0010000.1014( | 2026 | 328,378.01 | 328,378.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2027 | 362,273.65 | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2028 | 354,303.53 | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2029 | | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Opérations du parc Frédéric-Back/Entretien et aménag. des | | | |

**Lot 2 – Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back**

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|
| 1001.0010000.1014( | 2026 | 266,056.70 | 266,056.70 |
| 1001.0010000.1014( | 2027 | 267,214.19 | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2028 | 270,955.63 | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2029 | | 0.01 |
| 1001.0010000.1014( | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/TAZ/Exploitation des centres commun. - Act.récréatives | | | |

**Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer**

| Imputation | Année | Montant net GDD | ENG |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2101.0010000.1014 | 2026 | 18,007.61 | 18,007.61 |
| 2101.0010000.1014 | 2027 | 21,218.40 | 0.01 |
| 2101.0010000.1014 | 2028 | 21,580.55 | 0.01 |
| 2101.0010000.1014 | 2029 | | 0.01 |
| 2101.0010000.1014 | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Centre de soccer/Exploitation des centres commun. - Ac | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| 2101.0010000.1115 | 2026 | 20,744.22 | 20,744.22 |
| 2101.0010000.1115 | 2027 | 24,474.98 | 0.01 |
| 2101.0010000.1115 | 2028 | 24,895.57 | 0.01 |
| 2101.0010000.1115 | 2029 | | 0.01 |
| 2101.0010000.1115 | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/TAZ/Exploitation des centres commun. - Act.récréatives | | | |

| **Imputation** | **Année** | **Montant net GDD** | **ENG** |
|---|---|---|---|
| COPIER-COLLER l' | 2026 | | 0.00 |
| COPIER-COLLER l'im | 2027 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2028 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2029 | | 0.01 |
| COPIER-COLLER l'im | 2030 | | 0.01 |
| **Libellé textuel** | | | |
| COPIER-COLLER le libellé textuel de l'imputation | | | |

Certification de fonds
PDS Brennan
CERTIFICATION DE FONDS
BUDGET DE FONCTIONNEMENT

À sélectionner
Oui
Non

| À sélectionner | |
|---|---|
| BUREAU INSPECTEUR GÉNÉRAL | BIG |
| CULTURE | CU |
| DIVERSITÉ SOCIALE | DI |
| GRANDS PARCS | GP |
| HABITATION | HA |
| TECHNOLOGIES DE L'INFORMAT | TI |
| URBANISME ET MOBILITÉ | UM |

**agement**

une durée de 30 mois, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune pour l'

ck, Taz et stade soccer

| Description ligne |
|---|
| ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;328378,01;GDD1264352001 |
| ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;362273,65;GDD1264352001 |
| ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;354303,53;GDD1264352001 |
| ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |

s parcs et terrains de jeux/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/

| Description ligne |
|---|
| ENG2026;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;266056,7;GDD1264352001 |
| ENG2027;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;267214,19;GDD1264352001 |
| ENG2028;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;270955,63;GDD1264352001 |
| ENG2029;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;;GDD1264352001 |
| ENG2030;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;;GDD1264352001 |

s/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/

| Description ligne |
|---|

| |
|---|
| ENG2026;Du vert au rouge inc.;18007,61;GDD1264352001 |
| ENG2027;Du vert au rouge inc.;21218,4;GDD1264352001 |
| ENG2028;Du vert au rouge inc.;21580,55;GDD1264352001 |
| ENG2029;Du vert au rouge inc.;;GDD1264352001 |
| ENG2030;Du vert au rouge inc.;;GDD1264352001 |

ct.récréatives/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Entretien ménager/⁻/Général/Général/Général/

| **Description ligne** |
|---|
| ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;20744,22;GDD1264352001 |
| ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;24474,98;GDD1264352001 |
| ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;24895,57;GDD1264352001 |
| ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |

s/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/

| **Description ligne** |
|---|
| ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |
| ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;;GDD1264352001 |

## Liquidation engagement

| | | |
|---|---|---|
| **Date** | | AAAA-MM-JJ |
| **Code U** | | Uxxxxxx |
| **Résumé de la dépense** | ontrats gestion Frédéric-Back, Taz et stade soccer | |
| **GDD** | 1264352001 | |
| **No engagement** | GP64352001 | |
| **Action** | Liquidation | |

| | |
|---|---|
| **Nom du lot** | ENG GP64352001 - GDD1264352001 ontrats gestion Frédéric-Back, Taz et stade soccer L |

**CRÉDIT**

| **ENG** | **Description ligne** |
|---|---|
| 328,378.01 | ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-328378,01;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-362273,65;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-354303,53;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |

| **ENG** | **Description ligne** |
|---|---|
| 266,056.70 | ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-266056,7;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-267214,19;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-270955,63;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |

| **ENG** | **Description ligne** |
|---|---|

| | |
|---|---|
| 18,007.61 | ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-18007,61;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-21218,4;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-21580,55;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |

| ENG | Description ligne |
|---|---|
| 20,744.22 | ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-20744,22;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-24474,98;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;-24895,57;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |

| ENG | Description ligne |
|---|---|
| 0.00 | ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2029;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |
| 0.01 | ENG2030;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;0;GDD1264352001 Liquidation |

## CERTIFICATION DES FONDS - BF / SGPMRS

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1264352001** |
| **No d'engagement** | **GP64352001** |

Accorder trois (3) contrats d'une valeur totale de 2 168 470,94 $, taxes incluses, d'une durée de 30 mois, a
la gestion écologique du parc Frédéric-Back et l'entretien extérieur du TAZ et du Stade de soccer de Mont
(lot 1) pour une somme de 1 144 362,16 $, taxes incluses (contrat : 1 089 868,72 $ + contingences : 54
écologique et horticole du parc Frédéric-Back (lot 2) pour une somme de 880 732,87 $, taxes incluses (co
le Taz et le Stade de Soccer (lot 3) pour une somme de 143 375,91 $, taxes incluses (contrat : 13
soumissionnaires.

***Imputation de la dépense***

| Libellé textuel | Imputation comptable |
|---|---|
| ***Lot 1 - Entretien général du parc Frédéric-Back*** | |
| AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Opérations du parc Frédéric-Back/Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/ | 1001.0010000.101469.07165.55401.000000.0000.000000.00 |
| ***Lot 2 – Gestion écologique et horticole du parc Frédéric-Back*** | |
| AF - Général - Agglomération/Budget régulier/Opérations du parc Frédéric-Back/Planification et gestion des parcs et espaces verts/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/ | 1001.0010000.101469.07165.55401.000000.0000.000000.00 |
| ***Lot 3 - Entretien des espaces extérieurs du Taz et du Stade de soccer*** | |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/TAZ/Exploitation des centres commun. - Act.récréatives/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Général/⁻/Général/Général/Général/ | 2101.0010000.111503.07123.55401.000000.0000.000000.00 |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Centre de soccer/Exploitation des centres commun. - Act.récréatives/Entr.rép. - Immeubles et terrains/Entretien ménager/⁻/Général/Général/Général/ | 2101.0010000.101414.07123.55401.014712.0000.000000.00 |
| **Total lot 3** | |
| **Total dépense** | |

avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune pour l' entretien extérieur général, réal, soit un contrat général à 178001 Canada inc. / Groupe Nicky pour le parc Frédéric-Back 493,44 $), un contrat à 9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige pour la gestion ntrat : 838 793,21 $ + contingences : 41 939,66 $), et un contrat à Du vert au rouge inc. pour 0 341,74 $ + contingences : 13 034, 17 $) - Appel d'offres public 26-21268 - Quatre (4)

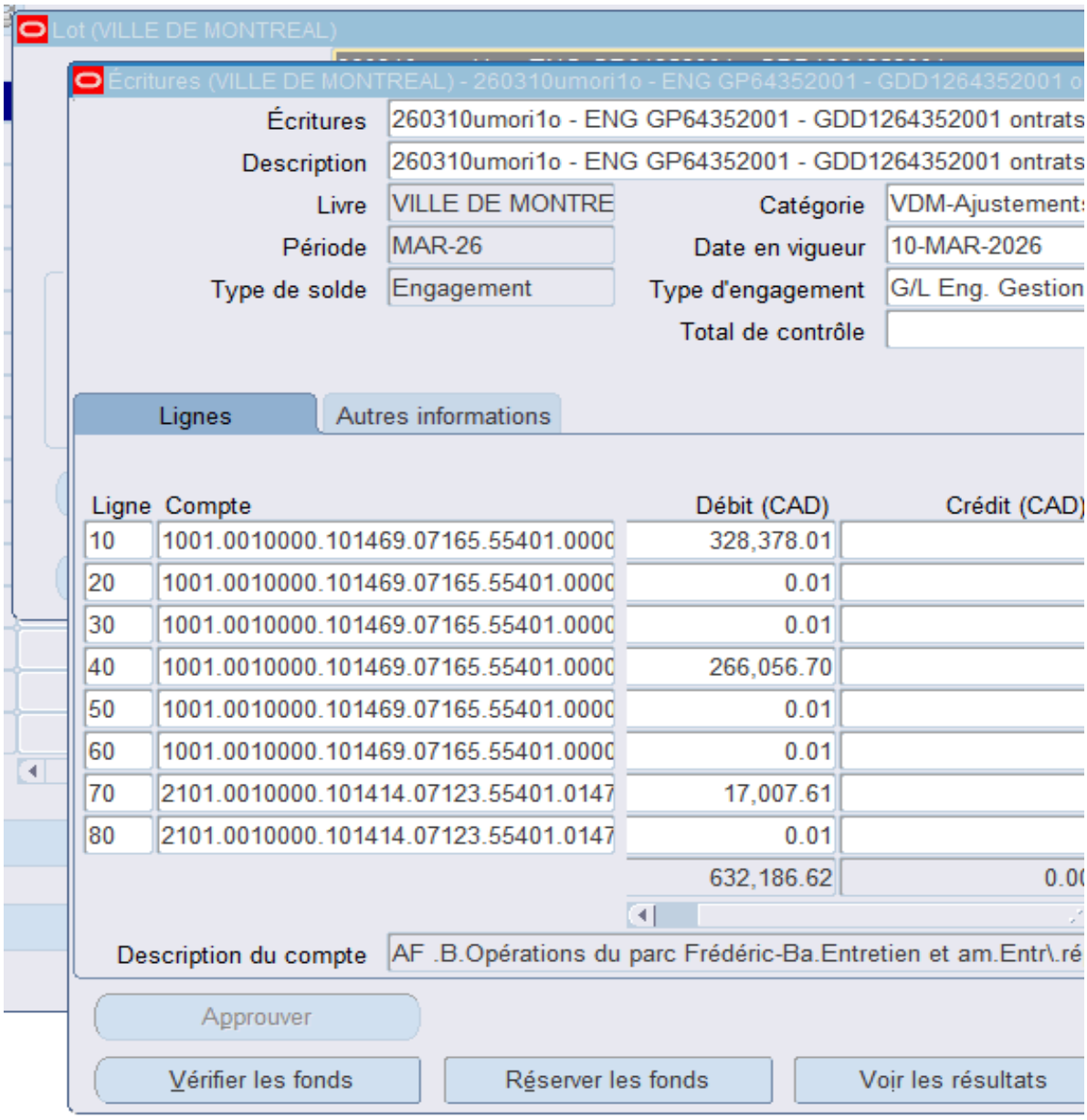
| | 2026<br>8 mois | 2027<br>12 mois | 2028<br>10 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| 00000.00000.00000 | 328,378.01 $ | 362,273.65 $ | 354,303.53 $ | 1,044,955.19 $ |

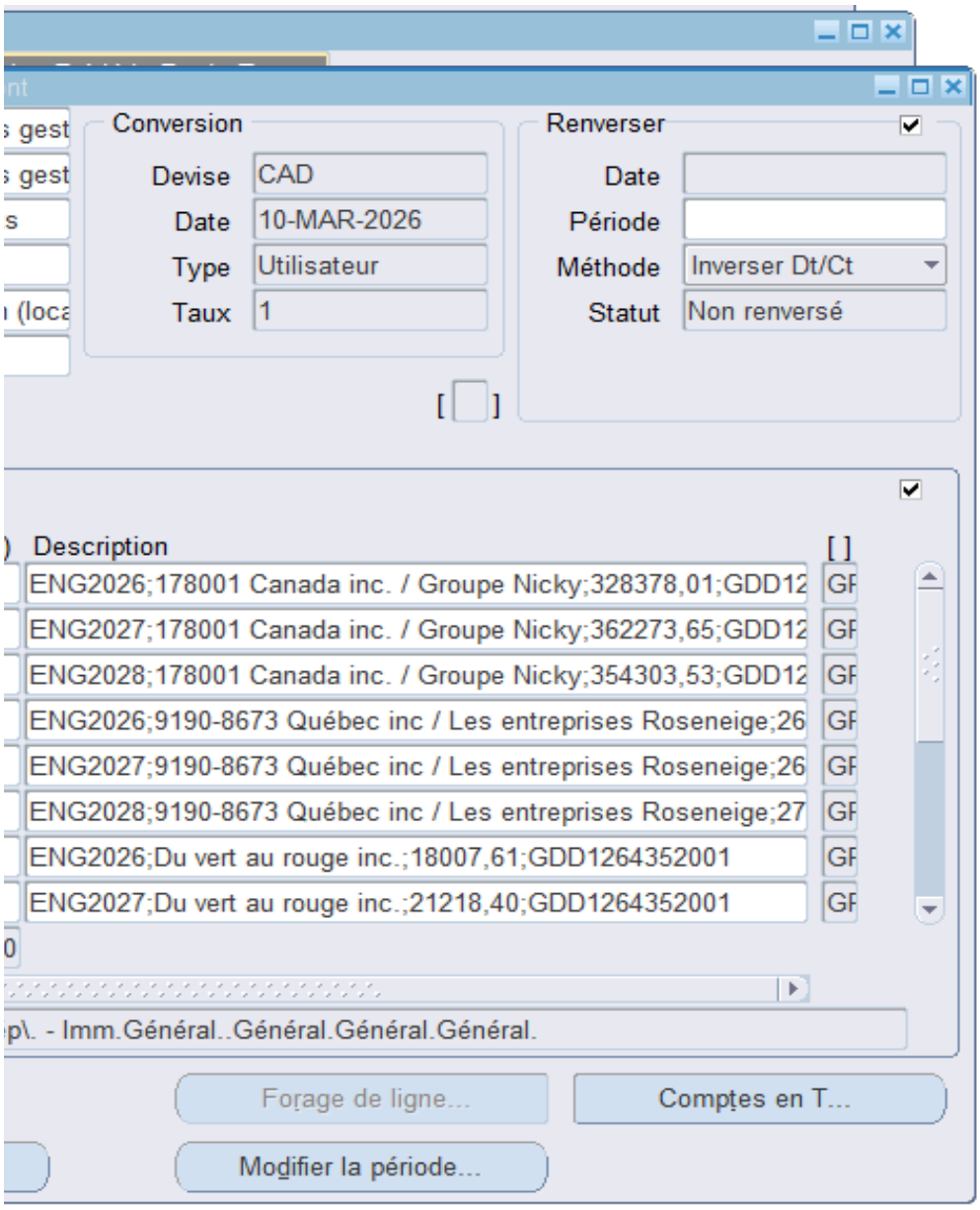
| | 2026<br>7 mois | 2027<br>7 mois | 2028<br>7 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| 00000.00000.00000 | 266,056.70 $ | 267,214.19 $ | 270,955.63 $ | 804,226.52 $ |

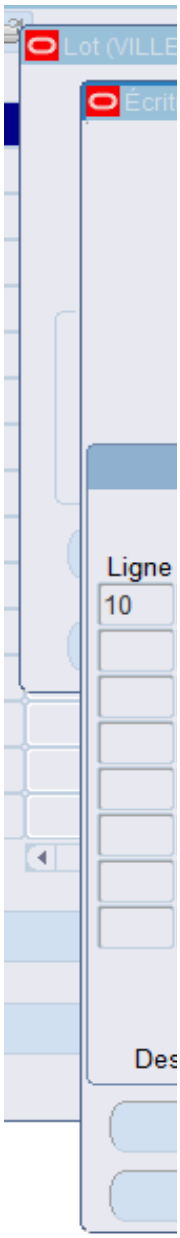
| | 2026<br>6 mois | 2027<br>7 mois | 2028<br>7 mois | Total |
|---|---|---|---|---|
| 00000.00000.00000 | 20,744.22 $ | 24,474.98 $ | 24,895.57 $ | 70,114.77 $ |
| 00000.00000.00000 | 18,007.61 $ | 21,218.40 $ | 21,580.55 $ | 60,806.56 $ |
| | **38,751.83 $** | **45,693.38 $** | **46,476.12 $** | **130,921.33 $** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **633,186.54 $** | **675,181.22 $** | **671,735.28 $** | **1,980,103.04 $** |

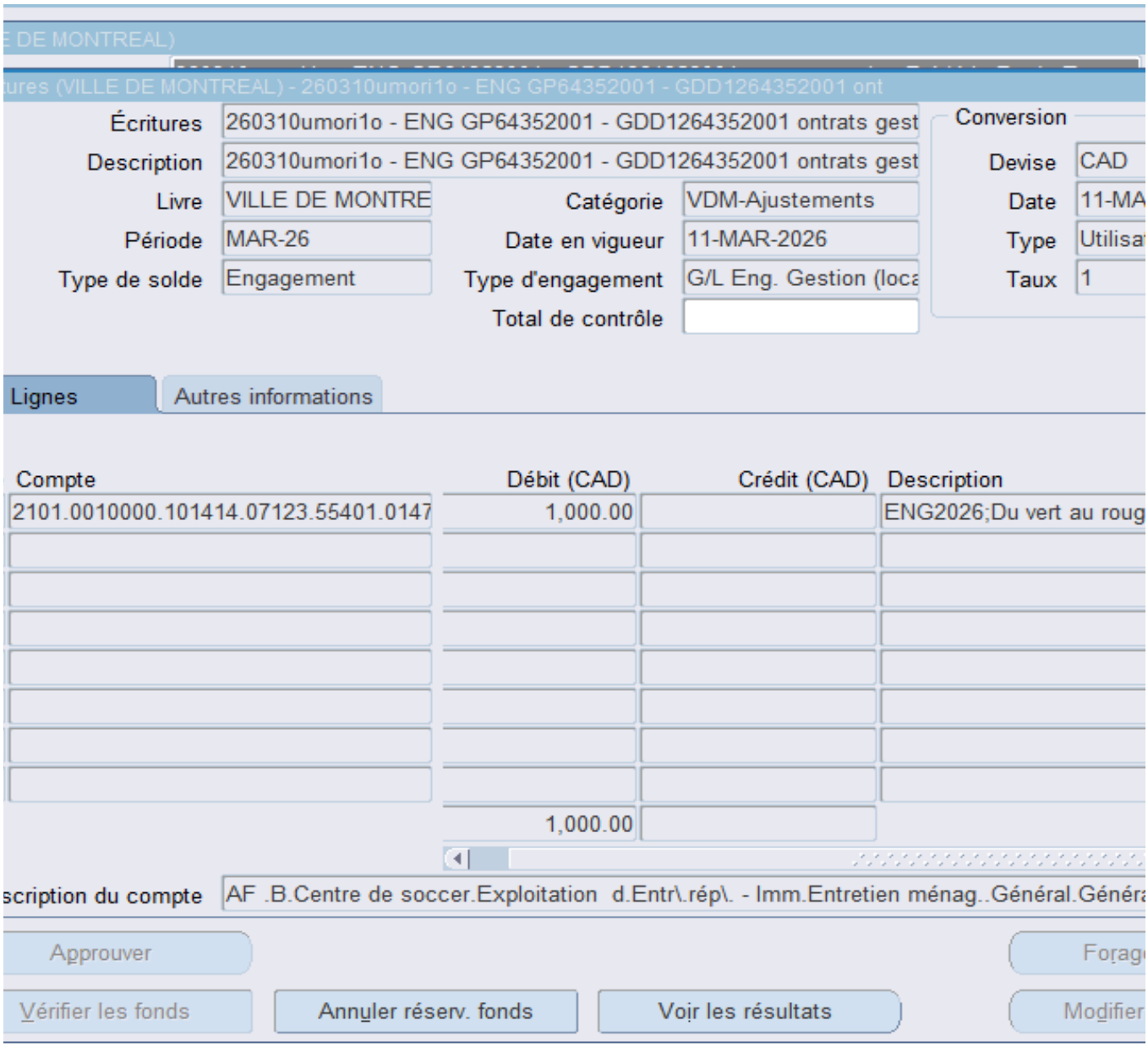
1264352001
GP64352001
GDD1264352001 Contrats gestion Frédéric-Back, Taz et stade soccer
260310umori1o - ENG GP64352001 - GDD1264352001 ontrats gestion Frédéric-Back, Taz et stade s

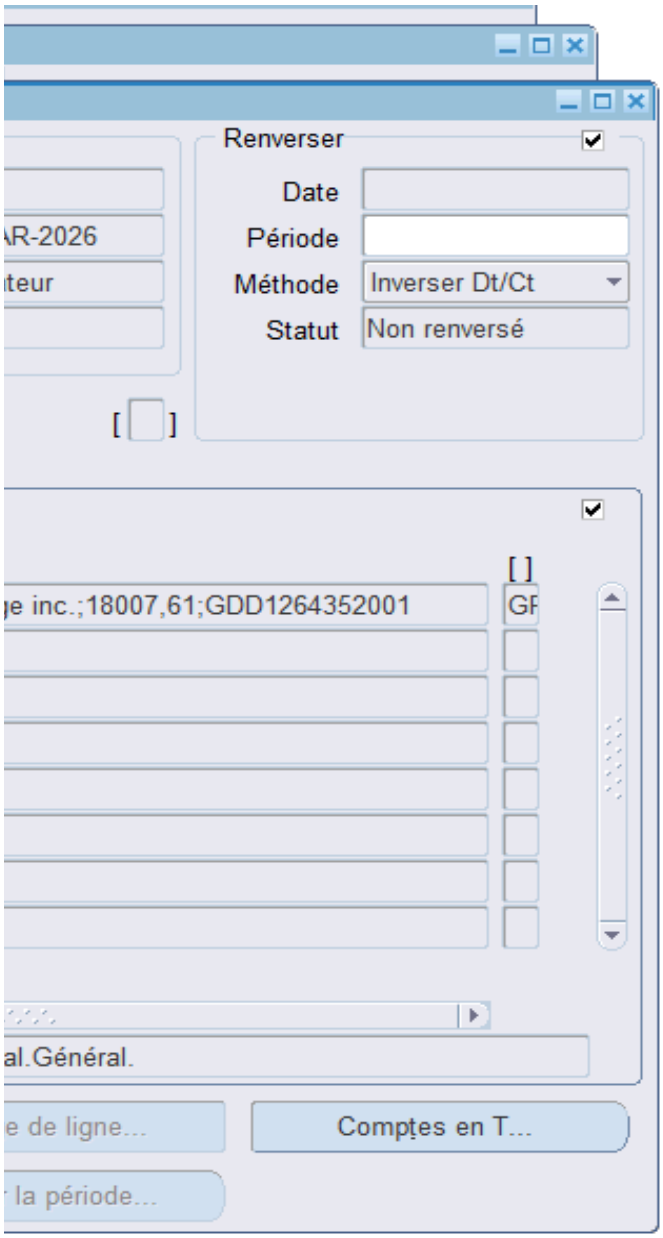



Conversion
Devise CAD
Date 10-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
ENG2026;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;328378,01;GDD12
ENG2027;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;362273,65;GDD12
ENG2028;178001 Canada inc. / Groupe Nicky;354303,53;GDD12
ENG2026;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;26
ENG2027;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;26
ENG2028;9190-8673 Québec inc / Les entreprises Roseneige;27
ENG2026;Du vert au rouge inc.;18007,61;GDD1264352001
ENG2027;Du vert au rouge inc.;21218,40;GDD1264352001
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...


Ligne
10

1o - ENG GP64352001 - GDD1264352001 ontrats gestion Frédéric-Back, Taz stade - ajustement




Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Comptes en T...
la période...

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.10

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1258752002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | Site patrimonial déclaré du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029;
2. d'approuver le projet de convention entre la Ville, Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc. et le Centre de la montagne, établissant les modalités et conditions de ce soutien financier;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-24 07:16

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1258752002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | Site patrimonial déclaré du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les Amis de la montagne sont actifs depuis plus de 40 ans sur le territoire du mont Royal et l'organisme regroupe trois entités juridiques interdépendantes, soit :

- Les Amis de la montagne (Mont-Royal) inc., responsables de la mission institutionnelle et de la représentation publique ;
- Le Centre de la montagne, qui offre des activités éducatives, des services d'interprétation, des services récréatifs et des services d'accueil dans le parc du Mont-Royal, le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne et sur le territoire de la montagne;
- Le Café des Amis, qui exploite les concessions alimentaires et les boutiques souvenirs du parc du Mont-Royal.

Chacune des trois entités possède son propre conseil d'administration, mais leurs actions sont présentées sous une seule bannière; Les Amis de la montagne.

Depuis plus de 20 ans, la Ville de Montréal entretient avec ces organismes un partenariat opérationnel pour la réalisation d'activités et de services à la population. Ce partenariat s'appuie notamment sur une entente de contribution financière et sur la mise à disposition de locaux pour soutenir leurs activités.

Historiquement, l'ensemble des activités menées par les Amis de la montagne était financé par une seule entente de soutien à la mission. Or, les exigences de conformité formulées

récemment par le Vérificateur général et par le Service des affaires juridiques ont mis en évidence que certaines activités, notamment l'accueil, la location d'équipement et divers services aux visiteurs, doivent être considérées comme des prestations de services techniques. Ces prestations, qui représentent une composante importante du modèle d'affaires des Amis, font donc maintenant l'objet de contrats de services distincts de cette entente.

Le présent sommaire vise à renouveler l'appui à la mission des Amis de la montagne et du Centre de la montagne pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029. Le dossier décisionnel # 1268752001 présenté simultanément, recommande la conclusion de contrats pour les services techniques offerts par l'organisme.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM24 1124 – 22 octobre 2024 - Approuver un projet de convention de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une durée de 18 mois à compter du 1er novembre 2024, des locaux au sous-sol du Chalet du Mont-Royal situé au 1196, chemin Camilien-Houde, d'une superficie d'environ 278,4 mètres carrés (2 996,67 pieds carrés), à des fins de bureaux et d'entreposage. La subvention immobilière est de 52 997,07 $ pour toute la durée du prêt de local.
CG23 0169 – 20 avril 2023 - Approuver un projet de prolongation de la convention d'exploitation d'un restaurant, à titre gratuit, entre la Ville de Montréal et le Café des Amis, pour un terme de trois ans à compter du 1er mai 2023, pour des locaux d'une superficie de 2 786,30 pieds carrés, au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1196, Voie Camillien-Houde. Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est de 146 949,46 $, excluant les taxes.

CG23 0170 – 20 avril 2023 - Approuver un projet de modification de la convention d'exploitation d'un restaurant, à titre gratuit, entre la Ville de Montréal et le Café des Amis, pour un terme de 3 ans, à compter du 1er mai 2023, pour des locaux d'une superficie de 4 539,67 pi², situés au 1er étage du 2000, chemin Remembrance. Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est de 382 694,16 $ excluant les taxes (0217-102).

CG23 0363 – 20 avril 2023 - Accorder un soutien financier aux Amis de la montagne et au Centre de la montagne afin d'appuyer la mission de ces organismes et ce, pour une somme maximale de 1 181 314 $ répartie du 1er mai 2023 au 30 avril 2026 / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal, les Amis de la montagne et le Centre de la montagne à cet effet.

CG21 0197 – 22 avril 2021 - Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 772 000 $, répartie du 1er mai 2021 au 30 avril 2023, au Centre de la montagne pour la réalisation de son projet de demande de soutien à la mission / Approuver le projet de convention à cet effet.

CG18 0435 – 23 août 2018 - 1 - Approuver le contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à Les amis de la Montagne, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er septembre 2018, l'immeuble situé au 1260, chemin Remembrance, connu sous le nom de la Maison Smith. (Bâtiment 0216) / 2- Approuver le contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à Les amis de la Montagne, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er septembre 2018, un local situé dans l'immeuble sis au 1196, chemin Camillien-Houde, connu sous le nom du chalet du Mont-Royal. (Bâtiment 0431).

**DESCRIPTION**

La contribution financière permettra aux Amis de la montagne et au Centre de la montagne de maintenir une offre de services et d'activités déployée à l'année sur le territoire du Mont-Royal. Cette offre repose sur deux volets principaux :

- Éducation : programmation environnementale, interprétation des patrimoines et activités de médiation culturelle destinées à une variété de clientèles;
- Conservation : initiatives de sensibilisation aux milieux naturels et programme d'intendance environnementale comprenant notamment des corvées, des patrouilles de sensibilisation et des actions de verdissement.

La contribution servira principalement à financer les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre de ces activités.

Conformément à la convention, une reddition de comptes annuelle devra être transmise au 1er décembre, accompagnée de deux rapports semestriels déposés les 20 mai et 1er décembre. Un comité de suivi, composé de trois représentant.e.s de la Ville et de trois des organismes, se réunit au moins deux fois par année pour assurer le suivi de la convention.

Profil financier et organisationnel des organismes

Sur les plans financier et organisationnel, les trois entités associées aux Amis de la montagne effectuent diverses transactions internes sans produire d'états financiers consolidés. Ensemble, elles génèrent environ 6,7 M$ en revenus annuels, dont près de 70 % proviennent directement ou indirectement du soutien municipal. Parmi ces revenus, plus de 4 M$ découlent des activités tarifées réalisées dans les parcs, telles que les opérations de boutique, de restauration, la location d'équipement ou encore les randonnées et cours.

Les autres sources de financement incluent environ 1 M$ en dons du public et commandites, environ 1,2 M$ en revenus financiers, fiscaux et autres, ainsi qu'environ 175 000 $ en subventions gouvernementales dédiées à des projets spécifiques, auxquelles s'ajoute la contribution directe de la Ville. Les organismes regroupent 80 employés permanents et plusieurs employés saisonniers ou temporaires, appuyés par un important réseau de bénévoles.

En plus de son soutien financier, la Ville fournit gratuitement plusieurs espaces essentiels aux opérations des organismes. La Maison Smith, dont la valeur locative est estimée à 235 000 $ par année, est mise à leur disposition sans frais. Les organismes bénéficient également d'un appui immobilier additionnel comprenant l'accès au Grand Chalet, au pavillon du Lac-aux-Castors, au bâtiment K30 et à divers espaces d'entreposage. La valeur globale de ces avantages immobiliers ne figure pas dans les états financiers des organismes, mais est estimée à 600 000 $.

**JUSTIFICATION**

Le soutien à la mission des Amis de la montagne permettra de maintenir et de déployer des activités qui contribuent directement à la mise en valeur du parc du Mont-Royal.
Le volet éducation assurera la continuité des interventions d'interprétation, de médiation culturelle et de sensibilisation environnementale offertes aux publics scolaires, aux familles et aux visiteurs. Ces actions favorisent une meilleure compréhension des patrimoines naturels et culturels du parc et soutiennent la fréquentation responsable du territoire.

Le volet conservation permettra la poursuite d'initiatives contribuant au maintien de la qualité des milieux naturels, notamment à travers les corvées citoyennes, les activités d'intendance environnementale et les patrouilles de sensibilisation auprès des usagères et usagers du parc.

L'appui financier offert permettra à l'organisme de mobiliser les ressources humaines requises, y compris un réseau important de bénévoles. Ces ressources mobilisées permettent de mettre en œuvre les activités prévues à la présente convention tout au long de l'année et de répondre efficacement aux besoins du parc en matière d'éducation, de protection et de sensibilisation.

Cet appui s'inscrit en complémentarité avec les actions réalisées par la Ville.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La mise en place de modèles contractuels distincts pour soutenir Les Amis de la montagne et le Centre de la montagne permet d'assurer une meilleure conformité administrative, tout en préservant les montants de soutien déjà accordés aux organismes :

| | **Soutien précédemment offert** | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Périodes visées | **Mai 2023 à avril 2024** | **Mai 2024 à mai 2025** | **Mai 2025 à avril 2026** | **2023-2026** |
| **Contribution financière - Totaux annuels** *(inclut les services d'accueil et de location d'équipement)* | 386 000,00 $ | 393 720,00 $ | 401 594,00 $ | 1 181 314,00 $ |
| **Contrat de gestion du programme de prêt d'équipement de plein air - Montants maximums annuels** | 42 550,00 $ | 42 550,00 $ | 42 550,00 $ | 127 650,00 $ |
| **Montants globaux accordés à l'organisme** | 428 550,00 $ | 436 270,00 $ | 444 144,00 $ | 1 308 964,00 $ |

| | **Soutien recommandé** | | | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Périodes visées | **Mai 2026 à avril 2027** | **Mai 2027 à avril 2028** | **Mai 2028 à avril 2029** | **2026-2029** |
| **Contribution financière - Totaux annuels** (présent dossier décisionnel) | 290 000,00 $ | 290 000,00 $ | 290 000,00 $ | 870 000,00 $ |
| ***Contrats des services d'accueil et de location d'équipement - Totaux annuels*** *(recommandation dossier décisionnel distinct #1268752001)* | *152 550,00 $* | *152 550,00 $* | *152 550,00 $* | *457 650,00 $* |
| ***Montants*** | *442 550,00 $* | *442 550,00 $* | *442 550,00 $* | |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| ***globaux recommandés*** | | | | *1 327 650,00 $* |

La présente convention prévoit deux versements par période de douze mois, effectués à la suite de l'approbation par la Ville de Montréal des rapports de reddition de comptes soumis par l'organisme. Aucune indexation annuelle n'est prévue pour la période de validité de la convention 2026-2029.

Le soutien financier maximal de 870 000 $ (taxes non applicables) sera imputé au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, et sera entièrement assumé par l'agglomération, en vertu du décret 1229-2005 concernant le parc du Mont-Royal. Les montants seront répartis comme suit :

| | **2026** | **2027** | **2028** | **2029** | **Soutien recommandé 2026-2029** |
|---|---|---|---|---|---|
| **Contribution financière de la Ville** | 193 330,00 $ | 290 000,00 $ | 290 000,00 $ | 96 670,00 $ | 870 000,00 $ |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du plan Montréal 2030, notamment :

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine au cœur de la prise de décision.
- Offrir des milieux de vie de qualité et des services de proximité, en maintenant une offre éducative et d'accueil pour les visiteurs du parc, accessible à l'ensemble de la population.
- Accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole, en améliorant l'expérience de visite d'un site iconique et en renforçant sa mise en valeur patrimoniale.

Les Amis de la montagne et le Centre de la montagne sont également des partenaires dans la mise en œuvre des actions du Plan climat, grâce à leurs actions d'intendance environnementale et de mobilisation citoyenne.

Enfin, leurs activités soutiennent les objectifs du Plan nature et sports, en contribuant à la protection des composantes identitaires du mont Royal et à l'enrichissement de l'offre de plein air et d'éducation sur ce territoire emblématique.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le non-renouvellement de l'entente avec Les Amis de la montagne et le Centre de la montagne entraînerait une réduction de certaines activités éducatives et de sensibilisation actuellement offertes au parc du Mont-Royal. Cette interruption créerait un décalage entre l'offre disponible et les attentes de la population consolidées par des ententes entre l'organisme et la Ville de Montréal depuis plus de 20 ans.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des conventions : 1er mai 2026

Ensuite, à chaque année d'ici avril 2029 :

- 20 mai : rapport semestriel;
- 1er décembre : reddition de comptes semestrielle et annuelle.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Dehily HERNANDEZ ORTEGA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marc Roger LABRECQUE
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 465-3561
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-02

Amélie BILODEAU
Cheffe de section-Concertation et partenariats

**Tél :** 514 668-3768
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur de direction-Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438 995-6030
**Approuvé le :** 2026-03-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice de Service-Grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925
**Approuvé le :** 2026-03-23

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1258752002**
Unité administrative responsable : **Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**
Projet : **Accorder une contribution financière maximale de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 provenant du budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le projet de convention à cet effet.**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>● 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;<br>● 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;<br>● 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>● 2. Les Amis de la montagne contribue via ses activités à enraciner la nature en ville, en faisant la promotion et en mettant en valeur la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel du parc du Mont-Royal auprès des citoyens individuels et corporatifs. | | | |

- 19. Aux travers de ses activités culturelles, sociales et récréatives diversifiées, Les Amis de la montagne contribue à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie de qualité, et répondant aux besoins locaux des citoyen.nes.
- 20. Via ses activités d'éducation, de conservation et d'accueil sur le Mont-Royal, Les Amis de la montagne contribue à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | x | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | x |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | x | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | x | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | x |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1258752002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et au Centre de la montagne, afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1258752002 Certification de fonds - PDS Brennan.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Dehily HERNANDEZ ORTEGA
Préposé(e) au budget
**Tél :** 514 872.0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-06

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872.0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE, DE PRÊT D'INSTALLATIONS ET D'ÉQUIPEMENTS, ET DE SERVICES**

**ENTRE :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749

Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « Ville »

**ET :**

**LE CENTRE DE LA MONTAGNE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représentée par Christophe Derrien, directeur général, dûment autorisée aux fins de la présente Convention telle qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 103019725

Numéro d'inscription TVQ : 10063655414

Numéro d'organisme de charité : 103019725RR0001

ci-après appelé le « Centre »

ET

**LES AMIS DE LA MONTAGNE (MONT-ROYAL) INC.,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représenté par Christophe Derrien, directeur général, dûment autorisé aux fins de la présente Convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'organisme de charité : 887615284RR0001

ci-après appelé les « Amis »

La Ville, le Centre et les Amis sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** le Centre a pour mission de promouvoir la conservation du mont Royal, et d'offrir des services d'éducation relative à l'environnement et des services récréatifs sur le mont Royal;

**ATTENDU QUE** les Amis ont pour mission de protéger et mettre en valeur le mont Royal en privilégiant l'éducation à l'environnement et l'engagement de la communauté;

**ATTENDU QUE** le Centre et les Amis sollicitent la participation financière de la Ville pour la réalisation de leur Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager le Centre et les Amis à réaliser leur Projet en les aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** la Ville met à la disposition du Centre et des Amis la Maison Smith depuis 1992 pour la réalisation de leurs activités;

**ATTENDU QUE** la Ville accepte de mettre à la disposition du Centre et des Amis, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui les aideront à réaliser leur Projet au bénéfice des citoyens;

**ATTENDU QUE** le Centre et les Amis ont remis à la Ville une copie du Projet;

**ATTENDU QUE** les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « Convention »);

**ATTENDU QUE** le Centre et les Amis ont pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente Convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « Annexe 1 » : | désigne la demande de contribution financière déposée par le Centre et les Amis pour la réalisation du Projet; |
| « Annexe 2 » : | désigne la description des installations et de l'équipement ou matériel mis à la disposition du Centre et des Amis par la Ville pour permettre à ces derniers de réaliser leur Projet; |
| « Annexe 3 » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.6 de la présente Convention, le cas échéant exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant; |
| « Annexe 4 » : | désigne le tableau des versements de la contribution financière au Centre et aux Amis par la Ville pour la réalisation du Projet; |
| « Annexe 5 » : | désigne le modèle à utiliser pour la Reddition de comptes; |
| « Annexe 6 » : | désigne la description des biens et services fournis au Centre et aux Amis par la Ville; |
| « Installations » : | désigne les locaux et toute autre installation mis à la disposition du Centre et des Amis par la Ville pour permettre à ces derniers de réaliser leur Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 2; |
| « Équipements » : | désigne l'ensemble des biens mobiliers, matériels sportifs, accessoires, outils et dispositifs mis à la disposition du Centre et des Amis par la Ville pour l'utilisation ou le fonctionnement des Installations et la réalisation du Projet; |
| « Projet » : | désigne l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par le Centre et les Amis, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville accorde une contribution au Centre et aux Amis, comme prévu à l'article 5 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « Rapport annuel » : | désigne le document présentant le profil du Centre et des Amis, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention; |

| | |
|---|---|
| « Reddition de comptes » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5; |
| « Responsable » : | désigne la personne à la direction de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |
| « Services » : | désigne la description des services fournis par la Ville au Centre et aux Amis pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 6; |
| « Unité administrative » : | désigne le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville. |

**ARTICLE 3**
**OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville au Centre et aux Amis, de la mise à la disposition des Installations de la Ville à l'Organisme et des Services fournis par la Ville pour la réalisation du Projet pour la période **du 1er mai 2026 au 30 avril 2029.**

**ARTICLE 4**
**OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération de la contribution financière versée par la Ville et du prêt des Installations, le Centre et les Amis s'engagent à :

**4.1 Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au sous-paragraphe 5.1.1 de la présente Convention;

4.1.3 limiter ses activités à celles relatives au parc du Mont-Royal et au parc Tiohtia:ké Otsira'kehné, ou qui se déroulent sur ces territoires.

**4.2 Installations et Équipements**

4.2.1 prendre les Installations et les Équipements dans l'état où ils se trouvent; à cet égard, en signant la présente Convention le Centre et les Amis s'en déclarent satisfait;

4.2.2 utiliser les Installations et Équipements mis à sa disposition aux seules fins décrites à la présente Convention;

4.2.3 respecter toutes les obligations prévues à l'Annexe 2 relativement aux Installations et équipements qui y sont décrits;

4.2.4 faire connaître, avant le début de chaque exercice financier, ses besoins en Installations et équipements pour la réalisation de son Projet;

4.2.5 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations ou Équipements mis à sa disposition par la Ville;

**4.3 Services**

4.3.1 respecter et à se conformer à toutes les conditions et normes énoncées à la présente Convention, à ses Annexes et aux directives de la Responsable;

4.3.2 utiliser les Biens et Services mis à sa disposition aux seules fins décrites à la présente Convention;

4.3.3 payer, le cas échéant, les frais relatifs aux biens fournis et aux services rendus par la Ville qui ne sont pas inclus dans la présente convention dans les trente (30) jours de la réception de la facture;

**4.4 Autorisations et permis**

4.4.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

4.4.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 se concerter avec la Ville et obtenir son autorisation pour toutes les actions et activités, notamment en matière d'aménagement, d'action environnementale ou de conservation, dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtia:ké Otsira'kehné.

**4.5 Respect des lois**

4.5.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs;

4.5.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Centre et des Amis

sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses Installations, le cas échéant;

4.5.3 dans la mesure où le Centre et les Amis traiteraient ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente Convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par le Centre et les Amis sera fait exclusivement pour leur propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci- n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

**4.6 Promotion et publicité**

4.6.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par la Responsable;

4.6.2 associer la Ville et inviter la Responsable aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant;

**4.7 Aspects financiers**

4.7.1 déposer la Reddition de comptes auprès de la Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que la Responsable lui communiquera, et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 5 jointe à la présente Convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Responsable;

Nonobstant les échéances prévues à l'annexe 5, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de comptes doit être transmise à la Responsable dans les **quatre-vingt-dix (90) jours** de la Date de terminaison;

4.7.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités du Centre et des Amis pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées. À cette fin, remettre à la Responsable, aux échéances prévues à l'annexe 5 un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente Convention;

4.7.3 signer la Formule de ratification du bilan final et de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet fournie à l'annexe 5;

4.7.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes du Centre et des Amis, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, le Centre et les Amis acceptent de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.7.5 transmettre à la Responsable une copie du Rapport annuel exigé à l'annexe 5 dans les **quatre-vingt-dix (90) jours** suivant la fin de son exercice financier;

4.7.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse au Centre et aux Amis au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- Transmettre à la Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre--vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier. La valeur immobilière des espaces prêtés doit être prise en compte dans les états financiers du Centre et des Amis ;
- La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);
- Consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel exigé dans le cadre de la reddition de compte de la présente convention soit publié sur le site de la Ville;

4.7.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

**4.8 Remise de documents et conseil d'administration**

4.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre à la Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux du Centre et des Amis ainsi qu'une copie de leurs lettres patentes;

4.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux réunions du conseil d'administration du Centre et aux assemblées générales des Amis et du Centre et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux du Centre et des Amis;

4.8.3 les données générées et recueillies dans le cadre des activités du Centre et des Amis soutenues par la Ville devront être fournies à la Ville ou rendues disponibles selon une méthode approuvée par la Ville afin qu'elle puisse les intégrer à ses outils de gestion.

**4.9 Responsabilité**

4.9.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente Convention étant entendu que le Centre et les Amis sont conjointement et solidairement responsables;

4.9.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9 de la présente Convention, et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente Convention;

4.9.3 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.9.4 malgré ce qui précède, le Centre et les Amis ne sont pas tenus d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

En considération de l'exécution par le Centre et les Amis de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de :

**5.1 Contribution financière**

**5.1.1 Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par le Centre et les Amis de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de leur verser une contribution financière maximale de **huit cent soixante-dix mil** dollars (**870 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

**5.1.2 Versements**

La somme payable au Centre et aux Amis sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que le Centre et les Amis aient respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus à l'Annexe 4 incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

#### 5.1.3 Ajustement de la contribution financière

5.1.3.1 La Responsable peut suspendre tout paiement si le Centre et les Amis refusent ou négligent d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

5.1.3.2 La Responsable peut suspendre ou annuler le versement de toute somme au Centre et aux Amis n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente Convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise le Centre et les Amis à la conserver. De plus, la Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

#### 5.1.4 Aucun intérêt

Le Centre et les Amis ne pourront en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

### 5.2 Installations et Équipements

La Ville met à la disposition du Centre et des Amis les Installations et les Équipements décrits à l'Annexe 2 de la présente Convention pour leur permettre de réaliser leur Projet.

### 5.3 Biens et Services

Sous réserve de la disponibilité de ses ressources, la Ville accepte de fournir au Centre et aux Amis les Biens et Services décrits à l'Annexe 6 de la présente Convention pour leur permettre de réaliser leur Projet.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 Le Centre et les Amis doivent agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 Le Centre et les Amis doivent prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente Convention, et doit se conformer aux directives émises par la Responsable à cet égard.

6.3 Le Centre et les Amis doivent informer la Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de leurs conseil d'administration ou l'un de leurs dirigeants avec la Ville ou avec le Centre et les Amis;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant du Centre et des Amis;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, au Centre et aux Amis, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 Le Centre et les Amis doivent utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte du Centre et des Amis.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

Le Centre et les Amis déclarent et garantissent :

7.1 qu'ils ont le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui leur sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous leur contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'ils détiennent et ont acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits leur permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux leur permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente Convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'ils assument en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

7.5 que ses entités légales sont conjointement et solidairement responsables de toutes et chacune des obligations prévues à la présente Convention.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 Le Centre et les Amis doivent souscrire, à leurs frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Centre et les Amis ou l'assureur.

8.3 Le Centre et les Amis s'engagent à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Centre et les Amis doivent fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement au Centre et aux Amis, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 Le Centre et les Amis accordent par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si le Centre et les Amis n'observent pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

10.1.2 si le Centre ou les Amis font une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration du Centre ou des Amis passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Centre ou les Amis pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si le Centre ou les Amis perdent leur statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit le Centre et les Amis du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine.

La Responsable peut retenir tout versement tant que le Centre et les Amis n'ont pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Centre et les Amis refusent ou négligent de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée au Centre et aux Amis cesse de lui être due, ces derniers devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au Centre et aux Amis, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

La présente Convention prend effet au plus tôt le 1er mai 2026 ou à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, le 30 avril 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente Convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise le Centre et les Amis par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, le Centre et les Amis doivent soumettre dans un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente Convention, le Centre et les Amis doivent, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée au Centre et aux Amis cesse de leur être due, ces derniers devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au Centre et aux Amis, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 La Responsable peut suspendre l'exécution de la présente Convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit le Centre et les Amis de cette suspension. Ces derniers doivent se conformer aux instructions émises par la Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque la Responsable informe le Centre et les Amis qu'ils peuvent reprendre la réalisation du Projet, ceux-ci doivent le faire selon les conditions et le délai convenus avec la Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente Convention ne donnent droit au Centre et aux Amis à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente Convention.

## ARTICLE 13
## REMISE DES INSTALLATIONS

13.1 Dans un délai raisonnable qui aura été convenu entre les parties sans dépasser les trente (30) jours de la fin de la présente Convention, que ce soit dû à l'arrivée de son terme ou pour une cause prévue aux articles 10 et 12, le Centre et les Amis doivent libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer l'équipement et le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par le Centre et les Amis de procéder à l'enlèvement de leurs biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de ceux-ci, sans autre avis ni délai.

13.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers le Centre et les Amis pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente Convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente Convention prend fin comme si son terme était écoulé, et le Centre et les Amis doivent libérer les Installations.

## ARTICLE 14
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

### 14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

### 14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

### 14.4 Représentations du Centre et des Amis

Le Centre et les Amis ne sont pas les mandataires de la Ville et ne peuvent, par leurs actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

### 14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

### 14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

### 14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

### 14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Le Centre et les Amis ne peuvent consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui leur sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

### 14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'organisme

Le Centre fait élection de domicile au 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Centre fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Les Amis font élection de domicile au 1260, chemin Remembrance, Montréal Québec, H3H 1A2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où ils changeraient d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville leur nouvelle adresse, les Amis font élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan – pavillon Duke, 4e étage, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

### 14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____

Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 17e jour de mars 20 26

**LE CENTRE ET LES AMIS**

Par : _____

Christophe Derrien, Directeur général

Signé à Montréal

Le 17e jour de mars 20 26

**LES AMIS DE LA MONTAGNE (MONT-ROYAL) INC.**

Par : _____

Christophe Derrien, Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

**ANNEXE 1**
**PROJET DE L'ORGANISME**

## ANNEXE 2
## INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

### A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition du Centre et des Amis les Installations et Équipements, décrits dans les parties B et C de la présente annexe, lequel s'engage à :

1. n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Responsable;

2. informer la Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations et aux Équipements;

3. ne placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit de la Responsable;

4. respecter les normes de la Ville concernant l'identification des Installations prêtées, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville;

5. n'entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans ou aux environs des Installations et Équipements;

6. veiller à faire une consommation responsable des ressources énergétiques et à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations;

7. lorsqu'il y a utilisation d'un système d'amplification ou d'éclairage, affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

8. veiller à faire une utilisation responsable des Installations et des Équipements;

9. veiller à ce que les activités du Centre et des Amis et l'utilisation des Équipements ne viennent pas troubler la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins ou des usagers et visiteurs du parc;

10. s'assurer que leur usage des Installations et des Équipements soit fait de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'équipements et de matériel est compris dans la présente Convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir à la suite de mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

11. collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence;

12. donner accès aux Installations à la Ville pour faire toutes réparations urgentes et nécessaires ou tout entretien requis pour assurer le bon état de l'immeuble ou des Équipements.

13. assumer, à leurs frais, tous les travaux usuels de nettoyage des Installations et Équipements et la fourniture du matériel nécessaire à ces travaux;

14. maintenir les Installations en bon état de propreté durant leur usage et faire un nettoyage à la suite de son usage;

15. entreposer dans les Installations ainsi que dans tout autre lieu prêté par la Ville uniquement les produits et équipements requis pour exercer les activités du Centre et des Amis, et de leur organisme lié, le Café des Amis;

16. entreposer les Équipements dans les espaces désigné à cet effet par la Responsable;

17. remettre à la Responsable les clés permettant à la Ville d'accéder, en cas d'urgence, à tout local, installation ou Équipement de la Ville qu'il occupe ou utilise.

18. pour les Installations ponctuellement prêtées (Partie C), soumettre une demande pour approbation, à la Responsable au moins trente (30) jours avant l'utilisation de l'installation. Cette demande doit inclure les dates, horaires, nom de l'évènement, le nombre de participants attendus, etc. Selon le lieu et si le Centre et les Amis requièrent également une contribution matérielle ou de service de la part de la Ville pour la production de l'événement ou de l'activité, la demande doit être transmise au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant l'utilisation de l'Installation.

Également :

19. La Ville se réserve le droit d'entreposer de l'équipement dans les Installations, après avoir avisé le Centre et les Amis et sans nuire au bon fonctionnement de ceux-ci;

20. La Ville se réserve le droit d'utiliser les Équipements après avoir avisé le Centre et les Amis et sans nuire au bon fonctionnement des activités de ceux-ci ni à la réalisation du Projet;

21. La Ville peut, à sa discrétion, procéder à des travaux dans les Installations ou à une maintenance des Équipements empêchant ainsi leur utilisation. Dans un tel cas, le Centre et les Amis devront libérer les lieux et retourner les Équipements dans les soixante (60) jours suivant un avis de la Responsable à cet effet. Le cas échéant, et sous réserve de la disponibilité d'installations répondant aux besoins du Centre et des Amis, la Ville pourrait mettre d'autres locaux et/ou Équipements à la disposition de ceux-ci, et ce, dans la seule mesure de leur disponibilité. Il est en outre entendu que la Ville ne pourra en aucun cas être tenue responsable ni redevable d'aucune compensation financière, matérielle ou autre envers le Centre et les Amis en raison de l'indisponibilité temporaire ou permanente des Installations ou des Équipements.

22. En cas d'urgence, la Ville peut, en tout temps, sans avis, accéder aux Installations et aux Équipements.

23. La Ville a le droit, sur avis écrit d'une (1) semaine, d'installer dans les Installations, sans toutefois empêcher l'occupation du Centre et des Amis, tout ce qui peut être raisonnablement nécessaire ou utile à son exploitation et ceux-ci ne peuvent réclamer de la Ville aucune compensation pour des pertes causées par de telles installations ou de tels travaux.

24. La Ville et ses mandataires, employés ou entrepreneurs, de même que les employés de ces derniers, ont en tout temps accès aux Installations et aux Équipements

à des fins d'inspection, d'amélioration ou de modification ou pour tout autre motif que la Ville juge utile, le tout sans indemnité. Un avis dans un délai de vingt-quatre (24) heures sera donné au Centre et aux Amis à cet effet. Les travaux à effectuer seront exécutés dans le meilleur respect de la programmation et des activités du Centre et des Amis.

25. La Ville s'engage à maintenir en bon état et à effectuer tous les travaux majeurs et mineurs dans les Installations et sur les équipements dans les meilleurs délais, et sous réserve de la disponibilité budgétaire, sauf si lesdits travaux sont devenus nécessaires suite à la négligence ou à un usage abusif ou inapproprié des lieux et Équipements par le Centre et les Amis ou de toute personne à qui ils auraient permis l'accès ou l'utilisation.

26. Les Installations, Équipements et les autres espaces accessibles ou prêtés au Centre et aux Amis sont attribués selon les disponibilités et après approbation du Responsable. Le Centre et les Amis doivent concevoir un calendrier saisonnier actualisé de l'utilisation prévue des Installations et des autres espaces accessibles ou prêtés et en donner accès en tout temps à la Ville.

27. Les Installations et Équipements ne peuvent être utilisées qu'aux fins de la réalisation du Projet ou des services ayant fait l'objet d'une entente avec la Ville et dans le respect de la vocation des Installations.

**B – INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME**

| Nom de l'Installation ou de l'équipement | Adresse | Espace prêté | Usage autorisé | Valeur immobilière |
|---|---|---|---|---|
| Local d'entreposage - Chalet | 1196, Voie Camillien-Houde, Montréal, Qc H3H 1A1 | Local d'au moins 130 m2 et chambre froide situés au sous-sol, incluant les espaces résiduels de part et d'autre de la chambre froide | Entreposage de matériel et d'équipement dans le local.<br>L'utilisation des espaces adjacents à la chambre froide est autorisée à condition d'y aménager des étagères et d'organiser le matériel à entreposer. Aucun matériel ne peut être déposé dans le corridor pour des raisons de sécurité. | 14 200 $ |

## C – INSTALLATIONS PRÊTÉES PONCTUELLEMENT À L'ORGANISME

| Nom de l'Installation | Adresse | Espace prêté | Usage autorisé | Valeur immobilière |
|---|---|---|---|---|
| Salles Polyvalentes du Chalet du Mont-Royal | 1196, Voie Camillien-Houde, Montréal, Qc H3H 1A1 | Deux salles séparées d'une capacité de 30 personnes chacune ou bien, les deux salles conjointes avec une capacité maximale de 60 personnes. | L'utilisation sur demande pourra être autorisé, sous réserve de leur disponibilité, pour l'accueil ou les activités récréatives des groupes scolaires, le camp de jour ou l'École de la forêt, les activités bénévoles du Programme d'intendance environnementale (PIE), notamment pour les diners et en cas d'intempéries, ou pour tout autre service ou activité offerte par le Centre et les Amis qui aura été préalablement approuvé par la Ville | Voir le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal |
| Salle des pas perdus du Chalet | 1196, Voie Camillien-Houde, Montréal, Qc H3H 1A1 | Une partie ou la totalité de la salle, selon la nature de la demande.<br>Capacité maximale selon l'aménagement de la salle. | L'utilisation sur demande pour des activités en lien avec le Projet de mission à condition que la demande soit déposée au moins 90 jours avant sa tenue et sous réserve de la disponibilité du lieu. | Voir le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal |
| Espaces locatifs du Pavillon du Lac-aux-castors | 2000, chemin Remembrance, Montréal, Qc H3H 1X2 | Capacité maximale selon l'aménagement de la salle. | L'utilisation sur demande pour des activités en lien avec le Projet de mission à condition que la demande soit déposée au moins 90 jours avant sa tenue et sous réserve de la disponibilité du lieu. | Voir le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal |
| Kiosque K10 | Au bas de la pente de glissade, près du Lac-aux-Castors | Partagés avec les employés de la Ville | Utilisation ponctuelle, sur demande, dans le cadre de la prestation de programmes éducatifs et de services de plein air, sous réserve de sa disponibilité. | N/D |

| Nom de l'Installation | Adresse | Espace prêté | Usage autorisé | Valeur immobilière |
|---|---|---|---|---|
| Rez-de-chaussée du Pavillon | 2000, chemin Remembrance, Montréal, Qc H3H 1X2 | L'usage non exclusif du rez-de-chaussée pour l'accueil des camps de jour en période estivale, et en guise de refuge en cas de mauvaise météo.<br>L'usage non exclusif du rez-de-chaussée pour l'accueil des groupes scolaire dans le cadre d'activités éducatives et en guise de refuge en cas de mauvaise météo.<br>L'usage non exclusif du rez-de-chaussée pour l'accueil des participants à l'école de ski de fond des Amis de la montagne en période hivernale et en guise de refuge en cas de mauvaise météo.<br>Utilisation, sur demande, d'une partie de l'espace dans le cadre des services ou programmes associés à l'entente avec la ville, cette occupation temporaire ne devant pas gêner l'accès au public.<br>Le bâtiment doit en tout temps demeuré accessible par le public.<br>L'utilisation de cet espace ne doit toutefois pas privatiser les lieux et le Centre et les Amis doivent assurer le bon déroulement des activités opérationnelles et de l'accès des visiteurs. | | |

**ANNEXE 3**
**PROTOCOLE DE VISIBILITÉ**

Ce protocole définit les dispositions que le Centre et les Amis (ci-après conjointement l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente Convention relativement au Projet (ci-après le « **Projet** »).

## 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la Responsable de la Ville indiqué à la Convention.

## 2. COMMUNICATIONS

### 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la Convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;
- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la Convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Les Amis de la montagne remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;
- « Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

**2.2 Relations médias et événements publics**

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;
- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;
- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
    - En informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la Convention;
    - Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
    - Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);
    - Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
    - Le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;
    - Les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, au moins **trente** (**30**) jours ouvrables avant la

date de la diffusion ou de l'impression, et informer la Responsable du Projet de la Ville indiqué à la Convention advenant l'acceptation de l'offre.

**2.3 Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;
- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;
- Pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtlville pour les autres types de projets;
- Pour une publication sur X :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités sur un site et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

### 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la Convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- Une courte description du projet (30-50 mots);
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- Une revue de presse couvrant le Projet;
- Des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- Des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - Le nombre d'abonnés;
  - Le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - La portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;
  - Le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - Le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
  - Le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3. MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville disponible en ligne à l'adresse https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/secc_complement_protocole_visibilite_janv2022_vf.pdf .

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la Convention sans l'autorisation de la Ville.

### 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la Convention :

- Le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;
- Le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

### 3.3 Contacts

3.3.1 **Direction des communications corporatives de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- Offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- Faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- Faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

**IMPORTANT :**
**Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la présente Convention et inclure en copie conforme la Responsable du Projet de la Ville.**

**ANNEXE 4**
**TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET**

La contribution financière sera versée au Centre et aux Amis, à la suite de la présentation de factures, comme suit :

Pour l'année 2026 :

a) une somme maximale de **cent quatre-vingt-treize mille trois cent trente dollars** (**193 330 $**) le 20 mai 2026, après la signature de la présente Convention par les Parties;

Pour l'année 2027 :

a) une somme maximale de **quatre-vingt-seize mille six cent soixante-dix dollar**s (**96 670 $**) le 30 janvier après approbation du rapport de reddition de compte annuel et du rapport de suivi budgétaire semestriel par la Responsable;

b) une somme maximale de **cent quatre-vingt-treize mille trois cent trente dollars** (**193 330 $**), le 20 mai après approbation du rapport de suivi budgétaire semestriel par la Responsable

Pour l'année 2028 :

a) une somme maximale de **quatre-vingt-seize mille six cent soixante-dix dollars** (**96 670 $**) le 30 janvier après approbation du rapport de reddition de compte annuel et du rapport de suivi budgétaire semestriel par la Responsable;

b) une somme maximale de **cent quatre-vingt-treize mille trois cent trente dollars** (**193 330 $**) le 20 mai après approbation du rapport de suivi budgétaire semestriel par la Responsable;

Pour l'année 2029 :

a) une somme maximale de **quatre-vingt-seize mille six cent soixante-dix dollars** (**96 670 $**), le 30 janvier après approbation du rapport de reddition de compte annuel et du rapport de suivi budgétaire semestriel par la Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que le Centre et les Amis aient respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

## ANNEXE 5
## REDDITION DE COMPTE

### 1- COMITÉ DE SUIVI DE LA CONVENTION

#### 1.1 Comité de suivi

Les Parties conviennent de former un Comité de suivi. Ce Comité de suivi sous la coordination du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports est composé de représentants de la Ville et de représentants du Centre et des Amis. Ce Comité de suivi se réunira au moins deux (2) fois par années (ou à la demande de l'une des parties) et a comme mandat :

- D'assurer le suivi des différentes activités réalisées dans le cadre du Projet de soutien à la mission et les échanges constructifs concernant les points forts, les difficultés rencontrées et les impacts du Projet;
- De favoriser des échanges sur la planification et les perspectives de développement;
- D'assurer le suivi et la coopération pour le développement de nouvelles activités dans le cadre du Projet.

Les Parties conviennent d'évaluer une fois par année (après le dépôt du rapport annuel de reddition de compte) les impacts qualitatifs et quantitatifs ainsi que les enjeux et opportunités d'amélioration à explorer.

#### 1.2 Coordination et suivi des activités de conservation et d'intendance environnementale

Les Parties conviennent également de former un sous-comité au Comité de suivi composé au minimum d'un (1) représentant de la Division Gestion des milieux naturels et de la biodiversité, d'un (1) représentant de la Division Gestion des grands parcs et bureau du Mont-Royal et d'un (1) représentant du Centre et des Amis. Ce Comité se réunira selon les besoins et a comme mandat de :

- Planifier et autoriser les activités de conservation, notamment celles en matière d'études (inventaires, audits, suivis, etc.), d'interventions sur le terrain (plantations, arrachage et gestion des EVEE, restauration, récolte de semences, etc.) et celles dans le cadre du Programme d'intendance environnementale via un plan triennal d'interventions qui sera mis à jour annuellement;
- Coordonner les activités de conservation et d'intendance environnementale entre le Centre et les Amis, et la Ville;
- Assurer le suivi des activités de conservation et d'intendance environnementale.

### 2 - DÉPÔT DE LA PROGRAMMATION SAISONNIÈRE

Le Centre et les Amis s'engagent à déposer auprès de la Responsable, pour chaque semestre, la programmation détaillée indiquant la liste des activités qu'il entend offrir dans le cadre du Projet, incluant les périodes et les heures d'ouverture s'il y a lieu, l'endroit où ces activités auront lieu, ainsi que les prévisions budgétaires associées.

Les dates de dépôt de cette programmation sont, pour chaque année de la Convention:

- Le 15 avril pour la programmation printemps/été/automne, s'étalant du 1er mai au 31 octobre de chaque année;
- Le 15 octobre pour la programmation hivernale, s'étalant du 1er novembre au 30 avril de chaque année.

La programmation doit être déposée dans le format proposé à la section 5 de la présente annexe, ou dans la forme et selon les paramètres que la Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Responsable.

**3 - REDDITION DE COMPTE**

Le Centre et les Amis s'engagent à déposer auprès de la Responsable, pour chaque année de la Convention, des rapports semestriels de suivi budgétaire, incluant un bilan financier détaillant l'utilisation des fonds engagés pour les activités et services réalisés dans le cadre du Projet.

À cette fin, ils doivent remettre à la Responsable, aux échéances ci-dessous un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet.

Les rapports semestriels doivent être transmis :

- Au plus tard le 20 mai pour la période du 1er novembre au 30 avril
- Au plus tard le 1er décembre pour la période du 1er mai au 31 octobre

Le Centre et les Amis s'engagent également à déposer auprès de la Responsable, pour chaque année de la Convention, un Rapport annuel détaillé présentant :

- L'ensemble des projets, activités, interventions et services offerts dans le cadre du Projet
- Les résultats qualitatifs et quantitatifs (fréquentation, satisfaction, etc.)
- Les sommes utilisées à même la contribution de la Ville et les fins auxquelles elles ont été affectées (salaires, gestion, communications, etc.)

Le Rapport annuel doit comprendre un bilan annuel des activités du Centre et des Amis incluant leurs profils institutionnels, la liste de leurs administrateurs et dirigeants, et un résumé de leurs activités et réalisations pour chaque année visée par la Convention.

Le Rapport annuel doit être transmis le 31 octobre de chaque année et couvrir la période du 1er mai au 30 avril.

Ces différents rapports doivent être déposés dans le format proposé à la section 5 de la présente annexe, ou dans tout autre format convenu après entente entre les Parties.

**4 - ÉCHÉANCIER**

Ce tableau résume les différents documents de suivi à remettre ainsi que les comités de suivi où ils seront examinés. Il est à noter que les dates exactes des comités de suivi resteront à déterminer après entente entre les Parties.

| Livrables | Période couverte | Date de remise | Comité de suivi |
|---|---|---|---|
| Programmation détaillée printemps été-automne | 1er mai au 31 octobre | 15 avril | |
| Rapport de suivi budgétaire semestriel | 1er novembre au 30 avril | 20 mai | Mi-juin |
| Programmation hivernale | 1er novembre au 30 avril | 15 octobre | |
| Rapport de reddition de compte (incluant reddition détaillée et bilan annuel) | 1er mai au 30 avril | 31 octobre | Mi-décembre |
| Rapport de suivi budgétaire semestriel | 1er mai au 31 octobre | 1er décembre | |
| États financiers vérifiés | 1 er mai au 30 avril | 10 octobre | |
| Rapport de reddition de compte finale (2026 uniquement) | | 30 septembre 2026 (version finale vérifiée) | |

Note : en gris, éléments conditionnels aux versements

## 5 - MODÈLES POUR LA REDDITION DE COMPTES

## 6 – FORMULE DE RATIFICATION DU BILAN FINAL ET DE CONFIRMATION D'UTILISATION DU SOUTIEN FINANCIER DE LA VILLE

Le rapport final doit être signé par les représentants des conseils d'administration désignés par le Centre et les Amis.

Nous, soussignés, certifions que :

- les renseignements fournis dans ce rapport sont exacts et complets ;

- nous avons utilisé la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet.

_____

Signature du représentant désigné par le Centre et les Amis pour le présent rapport

_____

Nom et fonction du représentant désigné par le Centre et les Amis pour le présent rapport

_____

Date (jour mois année)

_____

Signature du représentant désigné par les Amis de la montagne pour le présent rapport

_____

Nom et fonction du représentant désigné par les Amis de la montagne pour le présent rapport

_____

Date (jour mois année)

## ANNEXE 6
## BIENS ET SERVICES FOURNIS À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

### A – CONDITIONS GÉNÉRALES

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition du Centre et les Amis les Services décrits dans la partie B de la présente annexe :

- Le Centre et les Amis doivent utiliser les Installations mises à leur disposition aux seules fins décrites à la présente Convention;
- Le Centre et les Amis doivent se conformer aux encadrements en vigueur, notamment, mais sans limitation, celles prévues au Guide du promoteur – Événements publics et Bureau du cinéma sur le Mont-Royal, ainsi qu'à toutes les normes de sécurité, normes sanitaires et directives qui lui sont communiquées par les différents services et instances publiques concernés;
- L'occupation gratuite du Chalet du Mont-Royal est conditionnelle à l'adoption d'une ordonnance annuelle de la Ville;
- Lors d'un événement, le Centre et les Amis doivent se conformer aux lois, règlements et ordonnances applicables à l'événement et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, aux ordonnances autorisant la fermeture de rues, la vente temporaire d'articles promotionnels, de nourriture et de boissons alcoolisées ou non alcoolisées et aux ordonnances autorisant l'émission de bruit au moyen d'appareils sonores et à toute autre consigne transmise par la Responsable;
- Le Centre et les Amis doivent présenter un plan de gestion des matières résiduelles pour ces activités en phase avec les services de collecte offerts par la Ville;
- Lors d'un événement, le Centre et les Amis doivent exploiter ou superviser eux-mêmes les kiosques de produits alimentaires, de rafraîchissements et de produits promotionnels reliés à tel événement s'il n'y a pas d'entente à cet effet avec d'autres organismes ou personnes;
- Lors d'un événement, le Centre et les Amis doivent payer directement aux organismes qui les imposent, tous impôts, taxes, permis et droits exigés en raison de la tenue de tel événement et des activités qui y sont reliées.

### B – SERVICES FOURNIS POUR LA TENUE D'ÉVÉNEMENTS OU D'ACTIVITÉS

Les demandes peuvent varier légèrement d'une année à l'autre et ces exemples sont fournis à titre indicatif. La liste exacte et ventilée des besoins doit être transmise à l'avance à la Responsable et faire l'objet d'une approbation tel que prévu aux conditions générales décrites dans la partie B de la présente annexe.

#### 1. Activités dans le cadre du Programme d'intendance environnementale (Volet Conservation)

Le Centre et les Amis organisent et coordonnent les activités qui doivent être préalablement autorisées par la Responsable.

Afin d'assurer un bon accompagnement de la part de la Ville, le Centre et les Amis doivent déposer au Comité de suivi un plan triennal des activités prévues.

Pour les autres activités, ils doivent soumettre leur demande dans les quatre-vingt-dix (90) jours avant la présentation de l'activité, celle-ci doit inclure les dates et horaires de l'évènement, le mobilier et les services logistiques, techniques et énergétiques nécessaires ainsi que les besoins en matière de stationnement.

Si la demande est faite dans les quatre-vingt-dix (90) jours avant la présentation de l'événement, la Ville :

- Assure la coordination de l'événement auprès des Services concernés de la Ville;
- Fournit un soutien technique et logistique, dans la mesure de la disponibilité des ressources;
- Fournit le matériel et les services suivants, dans la mesure de la disponibilité des ressources suivantes :
- La fourniture de végétaux;
- Des services d'horticulture;
- Entreposage plantes;
- Prise en charge du ramassage des déchets organiques suite à l'arrachage de plantes;
- L'accès aux outils géomatiques et aux données écologiques de la Ville en matière de gestion de la biodiversité (ex. ArcGIS).

Il est toutefois entendu que la fourniture du matériel peut varier selon les disponibilités et les demandes.

**2. Demandes de location de salle**

Lors de la réservation de la Salle des pas perdus du Chalet du Mont-Royal ou d'un espace au Pavillon du Lac-aux-Castors prévue à l'annexe 2 :

- Le Centre et les Amis organisent et coordonnent l'événement.

Afin d'être autorisé à réaliser l'événement, le Centre et les Amis doivent soumettre leur demande dans les **quatre-vingt-dix (90) jours** avant la présentation de l'événement, celle-ci doit inclure les dates et horaires de l'évènement, le mobilier et besoins énergétiques nécessaires ainsi que les besoins en matière de stationnement.

Selon la nature de l'événement et sous réserve des disponibilités, un soutien matériel par la Ville pourrait également être offert. La Ville se réserve le droit d'évaluer et d'autoriser l'événement proposé. Celui-ci doit être directement liés aux activités soutenues dans le Projet de mission

Si la demande est accordée, la Ville :

- Met gratuitement le lieu prêté à la disposition du Centre et des Amis selon l'horaire et les conditions qui auront été autorisés;
- Fournit sans frais l'alimentation électrique sur le site dans la mesure où les installations le permettent;

- Met en évitement le système d'incendie;
- Assiste le Centre et les Amis dans les demandes auprès des Services concernés de la Ville, si applicable;
- Fournit gratuitement un soutien matériel. Il est toutefois entendu que la fourniture du matériel peut varier selon les disponibilités et les demandes;
- Émet des permis de circulation pour les fournisseurs de l'événement;
- Assure la surveillance dans les heures d'ouverture normales du Chalet. En dehors de ces heures d'ouvertures, ou si le Centre et les Amis nécessitent une surveillance supplémentaire, les frais supplémentaires sont assumés par ceux-ci.

Les frais de stationnement sont assumés par le Centre et les Amis: Une demande doit être présentée à l'Agence de mobilité durable soixante (60) jours avant l'événement.

**C. Autres services relatifs aux activités de l'Organisme**

| **Nom du service** | **Activités ciblées** | **Description des services offerts** | **Conditions** | **Valeur annuelle** |
|---|---|---|---|---|
| Permis de circulation | Transports et déplacement dans les parcs du mont Royal | Offre de permis pour circuler dans les parcs du mont Royal | Émissions à voir avec la Régie du parc (SGPMRS) | 0$ |
| Installation et désinstallation des lunettes d'approche | Activités d'interprétation et de mise en valeur du mont Royal | Offre de services de transport, installation, désinstallation et entreposage | Calendrier d'opération à la discrétion de l'équipe de la Ville responsable de ces opérations | N/D |

## CERTIFICATION DE FONDS - BUDGET DE FONCTIONNEMEN

**No. GDD :** **1258752002**

**No. ENG** **GP58752002**

Accorder une contribution financière maximale de 870 000 $ aux Amis de la montagne (Mont-Royal) inc
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports / Approuver le pr

**Imputation de la dépense**

| Clé comptable / Numéro d'imputation |
|---|
| 1001.0010000.101299.07161.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000. |
| **TOTAL** |

## T - GRANDS PARCS

:. et au Centre de la montagne inc. afin d'appuyer un projet de mission pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 provenai
'ojet de convention entre la Ville de Montréal, les Amis de la montagne (Mont-Royal) inc. et le Centre de la montagne inc. à cet e

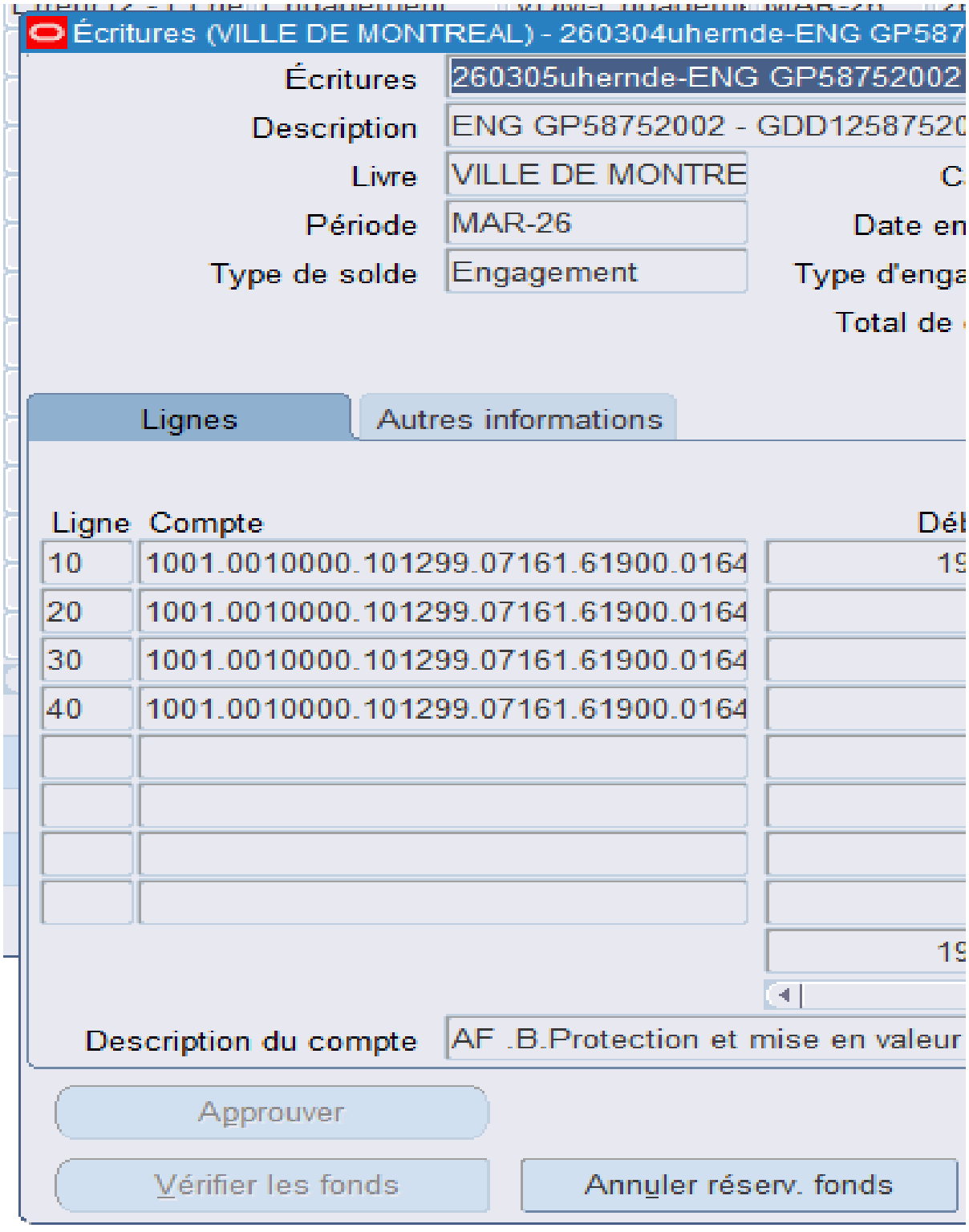
| | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|
| **Libellé textuel** | **Total hors taxes** | **Total hors taxes** | **Total hors taxes** |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Action culturelle et partenariats/Autres - activités culturelles/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Général/Général/Général/ | 193,333.00 | 290,000.00 | 290,000.00 |
| | **193,333.00 $** | **290,000.00 $** | **290,000.00 $** |

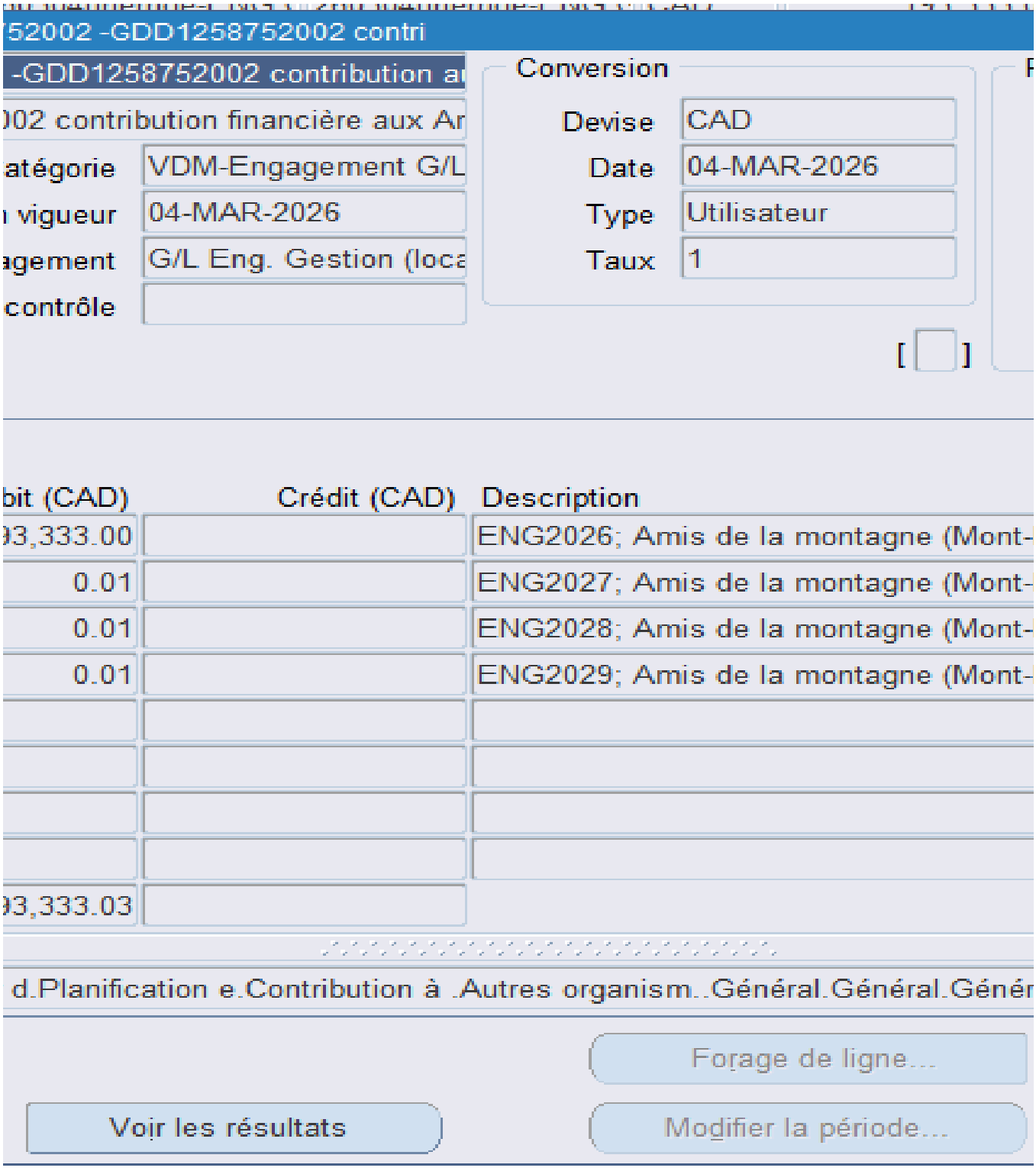
| | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|
| Montant total pour bon de commande | **Hors taxes** | **Hors taxes** | **Hors taxes** |
| | **193,333.00** | **290,000.00** | **290,000.00** |

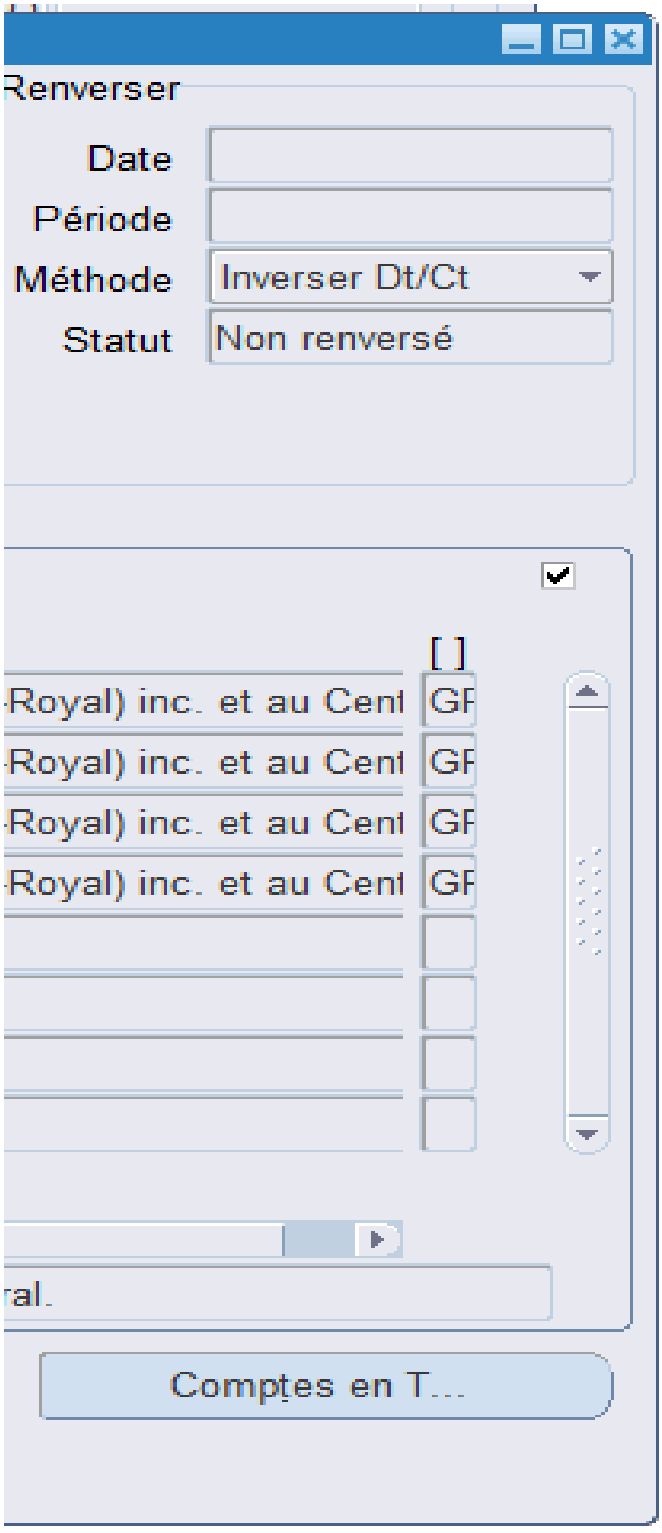
nt du budget de fonctionnement du
ffet.

| 2029 | Total |
|---|---|
| Total hors taxes | Total hors taxes |
| 96,667.00 | **870,000.00** |
| **96,667.00 $** | **870,000.00 $** |

| 2029 | Total |
|---|---|
| Hors taxes | Hors taxes |
| 96,667.00 | 870,000.00 |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260304uhernde-ENG GP587
Écritures
260305uhernde-ENG GP58752002
Description
ENG GP58752002 - GDD12587520
Livre
VILLE DE MONTRE
Période
MAR-26
Type de solde
Engagement
Total de
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
10
1001.0010000.101299.07161.61900.0164
20
1001.0010000.101299.07161.61900.0164
30
1001.0010000.101299.07161.61900.0164
40
1001.0010000.101299.07161.61900.0164
Description du compte
AF .B.Protection et mise en valeur
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds


52002 -GDD1258752002 contri
-GDD1258752002 contribution a
02 contribution financière aux Ar
atégorie
VDM-Engagement G/L
vigueur
04-MAR-2026
agement
G/L Eng. Gestion (loca
contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
04-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
bit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
3,333.00
ENG2026; Amis de la montagne (Mont-
0.01
ENG2027; Amis de la montagne (Mont-
0.01
ENG2028; Amis de la montagne (Mont-
0.01
ENG2029; Amis de la montagne (Mont-
3,333.03
d.Planification e.Contribution à .Autres organism..Général.Général.Génér
Forage de ligne...
Voir les résultats
Modifier la période...


Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
Royal) inc. et au Cent
GF
Comptes en T...

Pour la durée totale de la convention, qui s'échelonne sur trois (3) ans, les montants seront ré

| | |
|---|---|
| Versements / Périodes visées | **Du** |
| Versement 1 | |
| Versement 2 | |
| **Total annuel de la contribution financière** *(inclut les services d'accueil et de location d'équipement)* | |
| **Total annuel du contrat de gestion du Programme de prêt** | |
| **Total annuel de la contribution financière et des contrats de service** | |

| | |
|---|---|
| Versements / Périodes visées | **Du 05-2026 a** |
| Versement 1 | 193 330 |
| Versement 2 | 96 670, |
| **Total annuel de la contribution financière** | **290 000** |
| **Total annuel des contrats des service d'accueil et de location d'équipement** (inclut le Programme de prêt) | **152 550** |
| **Total annuel de la contribution financière et des contrats de service** | **442 550** |

La convention prévoit deux versements par période de douze mois, soit 2/3 du montant en mai

Aucune indexation annuelle n'est prévue pour la période de la convention 2026-2029.

Ainsi, la contribution s'échelonne annuellement comme suit :

| | **2026** |
|---|---|
| **Contribution financière de la Ville** | 193 330,00 $ |
| **Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au projet global** | 22,2 % |

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

partis comme suit :

| | Soutien précédemment offert |
|---|---|
| 05-2023 au 04-2024 | Du 05-2024 au 04-2025 (+ 2%) |
| 257 333,00 $ | 262 480,00 $ |
| 128 667,00 $ | 131 240,00 $ |
| **386 000,00 $** | **393 720,00 $** |
| **42 550,00 $** | **42 550,00 $** |
| **428 550,00 $** | **436 270,00 $** |

| | Soutien recommandé | |
|---|---|---|
| au 04-2027 | Du 05-2027 au 04-2028 | |
| ,00 $ | 193 330,00 $ | |
| ,00 $ | 96 670,00 $ | |
| **,00 $** | **290 000,00 $** | |
| **,00 $** | **152 550,00 $** | |
| **,00 $** | **442 550,00 $** | |

i et 1/3 du montant en janvier, à la suite de l'approbation des rapports de reddition de compte par l

| | 2027 | 2028 |
|---|---|---|
| | 290 000,00 $ | 290 000,00 $ |
| | 33,3 % | 33,3 % |

| | Total |
|---|---|
| **Du 05-2025 au 04-2026 (+ 2%)** | 2023-2026 |
| 267 729,00 $ | **1 181 314,00 $** |
| 133 865,00 $ | |
| **401 594,00 $** | |
| **42 550,00 $** | **127 650,00 $** |
| **444 144,00 $** | **1 308 964,00 $** |

| | Total |
|---|---|
| **Du 05-2028 au 04-2029** | **2026-2029** |
| 193 330,00 $ | **870 000,00 $** |
| 96 670,00 $ | |
| **290 000,00 $** | |
| **152 550,00 $** | **457 650,00 $** |
| **442 550,00 $** | **1 327 650,00 $** |

a Ville de Montréal.

| | 2029 | Soutien recommandé |
|---|---|---|
| | 96 670,00 $ | 870 000,00 $ |
| | 11,1 % | 100 % |

| |
|---|
| |
| |
| |

| |
|---|
| |
| |
| |
| |

| 2026-2029 |
|---|
| |
| |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.11

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268752001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 457 650 $ / Approuver les projets de convention de services à cet effet |

Il est recommandé :
1. d'accorder 2 contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de 3 ans, au prix de ses soumissions, soit pour une somme de 457 650 $;

2. d'approuver les projets de convention à cet effet;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-24 07:16

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268752001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif |
| **Compétence d'agglomération :** | Parc du Mont-Royal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 457 650 $ / Approuver les projets de convention de services à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Les Amis de la montagne sont actifs depuis plus de 40 ans sur le territoire du mont Royal et l'organisme regroupe trois entités juridiques interdépendantes, soit :

- Les Amis de la montagne (Mont-Royal) inc., responsables de la mission institutionnelle et de la représentation publique ;
- Le Centre de la montagne, qui offre des activités éducatives, des services d'interprétation, des services récréatifs et des services d'accueil dans le parc du Mont-Royal, le parc Tiohtià:ke Otsira'kéhne et sur le territoire de la montagne ;
- Le Café des Amis, qui exploite les concessions alimentaires et les boutiques souvenirs du parc du Mont-Royal.

Chacune des trois entités possède son propre conseil d'administration, mais leurs actions sont présentées sous une seule bannière; Les Amis de la montagne.

Depuis plus de 20 ans, la Ville de Montréal entretient avec ces organismes un partenariat opérationnel pour la réalisation d'activités et de services à la population. Ce partenariat s'appuie notamment sur une entente de contribution financière et sur la mise à disposition de locaux pour soutenir leurs activités.

Historiquement, l'ensemble des activités menées par les Amis de la montagne était financé par une seule entente de soutien à la mission. Or, les exigences de conformité formulées

récemment par le Vérificateur général et par le Service des affaires juridiques ont mis en évidence que certaines activités, notamment l'accueil, la location d'équipement et divers services aux visiteurs, doivent être considérées comme des prestations de services techniques. Ces prestations, qui représentent une composante importante du modèle d'affaires des Amis, font donc maintenant l'objet de contrats de services distincts de cette entente.

Le présent dossier vise à soutenir la prestation des services d'accueil et de location d'équipement de plein air au parc du Mont-Royal pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029. Le dossier décisionnel # 1258752002 présenté simultanément, recommande d'accorder un soutien financier au projet de mission 2026-2029 des Amis de la montagne et du Centre de la montagne.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM24 1124 – 22 octobre 2024 - Approuver un projet de convention de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à l'organisme Les Amis de la Montagne (Mont-Royal) inc., pour une durée de 18 mois à compter du 1er novembre 2024, des locaux au sous-sol du Chalet du Mont-Royal situé au 1196, chemin Camilien-Houde, d'une superficie d'environ 278,4 mètres carrés (2 996,67 pieds carrés), à des fins de bureaux et d'entreposage. La subvention immobilière est de 52 997,07 $ pour toute la durée du prêt de local.
CG23 0169 – 20 avril 2023 - Approuver un projet de prolongation de la convention d'exploitation d'un restaurant, à titre gratuit, entre la Ville de Montréal et le Café des Amis, pour un terme de trois ans à compter du 1er mai 2023, pour des locaux d'une superficie de 2 786,30 pieds carrés, au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 1196, Voie Camillien-Houde. Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est de 146 949,46 $, excluant les taxes.

CG23 0170 – 20 avril 2023 - Approuver un projet de modification de la convention d'exploitation d'un restaurant, à titre gratuit, entre la Ville de Montréal et le Café des Amis, pour un terme de 3 ans, à compter du 1er mai 2023, pour des locaux d'une superficie de 4 539,67 pi², situés au 1er étage du 2000, chemin Remembrance. Le montant total de la subvention immobilière pour cette occupation est de 382 694,16 $ excluant les taxes (0217-102).

CG23 0363 – 20 avril 2023 - Accorder un soutien financier aux Amis de la montagne et au Centre de la montagne afin d'appuyer la mission de ces organismes et ce, pour une somme maximale de 1 181 314 $ répartie du 1er mai 2023 au 30 avril 2026 / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal, les Amis de la montagne et le Centre de la montagne à cet effet.

CG21 0197 – 22 avril 2021 - Accorder un soutien financier d'une somme maximale de 772 000 $, répartie du 1er mai 2021 au 30 avril 2023, au Centre de la montagne pour la réalisation de son projet de demande de soutien à la mission / Approuver le projet de convention à cet effet.

CG18 0435 – 23 août 2018 - 1 - Approuver le contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à Les amis de la Montagne, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er septembre 2018, l'immeuble situé au 1260, chemin Remembrance, connu sous le nom de la Maison Smith. (Bâtiment 0216) / 2- Approuver le contrat de prêt de local par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, à Les amis de la Montagne, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er septembre 2018, un local situé dans l'immeuble sis au 1196, chemin Camillien-Houde, connu sous le nom du chalet du Mont-Royal. (Bâtiment 0431).

**DESCRIPTION**

Le dossier vise à approuver deux conventions de services, chacune couvrant la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 afin d'assurer les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal.

Le premier contrat de services d'accueil inclut :

- L'information et l'orientation des visiteurs, sur place, par téléphone et par courriel ;
- L'inscription des participants aux activités offertes sur le site ;
- La diffusion d'informations touristiques ;
- La gestion des objets perdus ;
- Le relais auprès de la Régie du parc ou du 311, selon les besoins ;
- Le prêt d'équipements adaptés (en accessibilité universelle, notamment) ;
- La collecte de données sur la fréquentation et les besoins des usager.ère.s.

Le deuxième contrat de services de location d'équipements de plein air inclut :

- La gestion du Programme de gratuité pour les jeunes de 17 ans et moins de l'agglomération de Montréal (15 décembre au 31 mars de chaque saison hivernale) ;
- L'exploitation du service saisonnier de location d'équipements de plein air (ski de fond, raquettes, patins à glace) ;
- La location de chaloupes durant la saison estivale ;
- La gestion des réservations liées aux activités et à la location d'équipement ;
- L'encadrement et le soutien aux usagers afin d'assurer une pratique sécuritaire et adaptée.

Afin de réaliser cette prestation de services, la Ville mettra à la disposition des organismes plusieurs locaux à titre gratuit.

**JUSTIFICATION**

Les conventions proposées permettent d'assurer la continuité et la qualité des services attendus et appréciés des usager.ère.s du parc du Mont-Royal depuis plusieurs années. Le Centre de la montagne dispose de l'expertise et des ressources nécessaires pour offrir ces services de manière sécuritaire, cohérente avec les besoins du terrain et adaptée aux différentes périodes de fréquentation du parc.
L'octroi des conventions de gré à gré s'appuie sur les articles 573.3 (2.1°) de la Loi sur les cités et villes et 938 (2.1°) du Code municipal, qui autorisent la conclusion de contrats de gré à gré avec un organisme à but non lucratif pour la prestation de services.

Pour le premier contrat, les coûts associés aux services d'accueil sont évalués à 330 000 $, taxes incluses pour la période 2026-2029.

Pour le deuxième contrat, la Ville souhaite maintenir la gratuité du prêt d'équipements de plein air hivernal pour les jeunes de 17 ans et moins, un programme jugé essentiel pour favoriser l'accessibilité aux activités hivernales et encourager la pratique du plein air chez les jeunes. À cette fin, la Ville remboursera les revenus de location non perçus dû aux gratuités, ainsi que les coûts associés à la gestion du Programme de prêt d'équipements de plein air, jusqu'à concurrence de 42 550 $ par saison hivernale, taxes incluses, jusqu'à la fin de la saison hivernale 2029. Outre le programme de gratuité, le service de location d'équipement de plein air est à coût nul pour la Ville. En contrepartie, l'organisme conserve les revenus

générés par ces activités, estimés à environ 717 000 $ annuellement.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses seront assumées à 100 % par l'agglomération via le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports. Aucune contingence n'est prévue aux conventions.

**1. Service d'accueil au parc du Mont-Royal**

| | **2026-2027** | **2027-2028** | **2028-2029** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Montants maximum du contrat | 95 672,97 $ | 95 672,97 $ | 95 672,97 $ | 287 018,91 $ |
| TPS | 4 783,65 $ | 4 783,65 $ | 4 783,65 $ | 14 350,95 $ |
| TVQ | 9 543,38 $ | 9 543,38 $ | 9 543,38 $ | 28 630,14 $ |
| **Total de la dépense** | **110 000,00 $** | **110 000,00 $** | **110 000,00 $** | **330 000,00 $** |
| *Total - net de ristournes* | *100 444,66 $* | *100 444,66 $* | *100 444,66 $* | *301 333,98 $* |

La dépense maximale du contrat s'échelonne annuellement comme suit :

| | **2026** (Période du 1er mai au 31 décembre) | **2027** (Période du 1er janvier au 31 décembre) | **2028** (Période du 1er janvier au 31 décembre) | **2029** (Période du 1er janvier au 31 mars) | **Dépense totale du contrat pour la période 2026-2029** (Taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| **Montants maximum annuels** | 63 783,43 $ | 95 672,97 $ | 95 672,97 $ | 31 889,54 $ | 287 018,91 $ |
| **TPS** | 3 189,17 $ | 4 783,65 $ | 4 783,65 $ | 1 594,48 $ | 14 350,95 $ |
| **TVQ** | 6 362,40 $ | 9 543,38 $ | 9 543,38 $ | 3 180,98 $ | 28 630,14 $ |
| **Total de la dépense** | **73 335,00 $** | **110 000,00 $** | **110 000,00 $** | **36 665,00 $** | **330 000,00 $** |
| *Total - net de ristournes* | *66 964,63 $* | *100 444,66 $* | *100 444,66 $* | *33 480,03 $* | *301 333,98 $* |

**2. Service de location d'équipements de plein air** (inclut le Programme de prêt d'équipements de plein air)

| | **Saison hivernale 2026-2027** | **Saison hivernale 2027-2028** | **Saison hivernale 2028-2029** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Montants maximum disponibles annuellement pour la gestion du programme | 4 827,14 $ | 4 827,14 $ | 4 827,14 $ | 14 481,42 $ |
| Montants maximum disponibles annuellement pour le remboursement des frais de location | 32 180,91 $ | 32 180,91 $ | 32 180,91 $ | 96 542,73 $ |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Sous-totaux | 37 008,05 $ | 37 008,05 $ | 37 008,05 $ | 111 024,15 $ |
| TPS | 1 850,40 $ | 1 850,40 $ | 1 850,40 $ | 5 551,20 $ |
| TVQ | 3 691,55 $ | 3 691,55 $ | 3 691,55 $ | 11 074,65 $ |
| **Total de la dépense** | **42 550,00 $** | **42 550,00 $** | **42 550,00 $** | **127 650,00 $** |
| *Total de la dépense (net de ristournes)* | *38 853,82 $* | *38 853,82 $* | *38 853,82 $* | *116 561,46 $* |

La dépense maximale du contrat s'échelonne annuellement comme suit :

| | **2026** | **2027** | **2028** | **2029** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| Montants maximum annuels pour la gestion du programme | 766,93 $ | 4 827,14 $ | 4 827,14 $ | 4 060,21 $ | 14 481,42 $ |
| Montants maximum annuels pour le remboursement des frais de location | 5 112,85 $ | 32 180,91 $ | 32 180,91 $ | 27 068,06 $ | 96 542,73 $ |
| Sous-totaux | 5 879,78 $ | 37 008,05 $ | 37 008,05 $ | 31 128,27 $ | 111 024,15 $ |
| TPS | 293,99 $ | 1 850,40 $ | 1 850,40 $ | 1 556,41 $ | 5 551,21 $ |
| TVQ | 586,51 $ | 3 691,55 $ | 3 691,55 $ | 3 105,04 $ | 11 074,66 $ |
| **Total de la dépense** | **6 760,28 $** | **42 550,00 $** | **42 550,00 $** | **35 789,72 $** | **127 650,00 $** |
| *Total de la dépens e (net de ristournes)* | *6 173,03 $* | *38 853,82 $* | *38 853,82 $* | *32 680,79 $* | *116 561,46 $* |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du plan Montréal 2030, notamment :

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine au cœur de la prise de décision;
- Offrir des milieux de vie de qualité et des services de proximité, en maintenant une offre d'accueil pour les visiteurs du parc, accessible à l'ensemble de la population;
- Accroître l'attractivité et le rayonnement de la métropole, en améliorant l'expérience de visite d'un site iconique et en renforçant sa mise en valeur patrimoniale.

Enfin, les services rendus par le Centre de la montagne soutiennent les objectifs du Plan nature et sports, en contribuant à l'enrichissement de l'offre de plein air sur ce territoire emblématique.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans l'approbation des conventions, certaines activités offertes à la population seraient réduites, créant un écart temporaire entre l'offre actuelle et les attentes du public, ainsi que des enjeux de continuité pour la qualité et la sécurité des services au parc du Mont-Royal.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des contrats : 1er mai 2026;

Fin des contrats : 30 avril 2029.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marc Roger LABRECQUE
Conseiller en aménagement

**Tél :** 514 465-3561
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-02

Amélie BILODEAU
Cheffe de section-Concertation et partenariats

**Tél :** 514 668-3768
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE

Directeur de direction-Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438 995-6030
**Approuvé le :** 2026-03-20

Directrice de service-Grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925
**Approuvé le :** 2026-03-23

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1268752001**
Unité administrative responsable : **Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports**
Projet : **Accorder deux (2) contrats de gré à gré pour la période du 1er mai 2026 au 30 avril 2029 au Centre de la montagne pour les services d'accueil au parc du Mont-Royal au montant de 330 000 $ incluant les taxes, et pour les services de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal au montant maximal de 127 650 $, incluant les taxes. Approuver les projets de convention à cette fin.**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>● 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision;<br>● 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;<br>● 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>● 2. Les Amis de la montagne contribue via ses activités à enraciner la nature en ville, en faisant la promotion et en mettant en valeur la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel du parc du Mont-Royal auprès des citoyens individuels et corporatifs. | | | |

- 19. Aux travers de ses activités culturelles, sociales et récréatives diversifiées, Les Amis de la montagne contribue à offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie de qualité, et répondant aux besoins locaux des citoyen.nes.
- 20. Via ses activités d'éducation, de conservation et d'accueil sur le Mont-Royal, Les Amis de la montagne contribue à accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | x | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | x |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | x |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | x |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | x | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | x | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | x |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**CONVENTION DE SERVICES**
**AVEC UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF**

**ENTRE :**

**VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **LE CENTRE DE LA MONTAGNE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représentée par Christophe Derrien, directeur générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 103019725
Numéro d'inscription TVQ : 10063655414
Numéro d'organisme de charité : 103019725RR0001

ci-après appelé le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** le Centre a pour mission de protéger et mettre en valeur le mont Royal en privilégiant l'éducation à l'environnement et l'engagement de la communauté, de promouvoir la conservation du mont Royal et d'offrir des services d'éducation relative à l'environnement et des services récréatifs sur le mont Royal;

**ATTENDU QUE** la Ville requiert les services du Contractant afin d'assurer l'accueil au parc du Mont-Royal, incluant le parc Tiohtia:ké Otsira'kehné, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 3 des présentes;

**ATTENDU QUE** le Contractant déclare que les services visés par le présent contrat s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises pour les fournir.

**ATTENDU QUE** le Contractant a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

1.1 Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

1.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

1.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description de la prestation de service du Contractant telle que décrite au Devis |
| « **Responsable**» : | désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé |
| « **Unité administrative** » : | désigne le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville |

## ARTICLE 3
## OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à assurer l'accueil des personnes qui visitent le parc du Mont-Royal, incluant le parc Tiohtia:ké Otsira'kehné, pour la période 2026-2029.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des honoraires qui lui sont payés par la Ville, le Contractant s'engage à :

4.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

4.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

4.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet de la présente convention;

4.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

4.5 divulguer à la Responsable tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec sa prestation de services;

4.6 remettre à la Responsable les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

4.7 assumer ses frais généraux, étant entendu qu'ils sont compris dans les honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention;

4.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément aux honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription de la TPS et de la TVQ;

4.9 transmettre à la Responsable, selon les modalités et la fréquence qu'il lui indique, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

4.10 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement des honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention sans avoir au préalable obtenu l'autorisation du Responsable, lequel devra, selon le cas, obtenir l'autorisation de l'instance compétente de la Ville;

4.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.12 se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

4.13 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire, et fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

4.14 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.15 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.16 malgré ce qui précède, le Contractant n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.17 remettre à la Responsable dans les trente (30) jours de la date de la dernière signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

4.18 corriger à ses frais, à la demande de la Responsable, tout rapport, travail, recherche ou document jugé, par ce dernier, de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la convention ou aux Annexes 1 et 2 ;

4.19 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.20 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention.

## ARTICLE 5
## TRAITEMENT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

5.1 **Définitions**

« **Incident de confidentialité** » : désigne l'accès, la consultation, l'utilisation ou la communication d'un Renseignement personnel qui est non autorisé par la LAI, de même que sa perte ou toute autre forme d'atteinte à sa protection;

« **LAI** » : désigne la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1);

« **Renseignement personnel** » : désigne tout renseignement qui permet d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

5.2 **Traitement de Renseignements personnels**

Le Contractant s'engage à :

5.2.1 prendre connaissance et respecter en tout temps la LAI, y compris, mais sans limitation, les articles 53 à 60.1, 62, 63.1, 63.5, 63.9, 64, 65, 65.0.1, 67.2, 70.1, 83, 84, 89, 94 et 158 à 164;

5.2.2 utiliser les Renseignements personnels exclusivement aux fins de fournir la prestation de service requise par la Ville et à aucune autre fin que ce soit;

5.2.3 ne communiquer aucun Renseignement personnel ou autrement confidentiel, sauf si autorisé par la Ville;

5.2.4 informer la Responsable de toute demande visant l'accès, la rectification ou l'exercice d'un autre droit prévu à la LAI par une personne physique en lien avec ses Renseignements personnels et collaborer avec la Ville afin de répondre à une telle demande;

5.2.5 détruire de manière irréversible tout Renseignement personnel, peu importe leur support, après que les fins pour lesquelles ils ont été recueillis aient été accomplies, à moins d'être tenu de les conserver en vertu de la loi;

5.2.6 suivant un préavis raisonnable, permettre à la Ville d'effectuer toute vérification, durant les heures régulières d'ouverture de bureau, pour s'assurer du respect des obligations du Contractant relativement aux présentes dispositions sur le Traitement des Renseignements personnels, notamment en donnant accès à la documentation, aux systèmes et lieux afférents à un tel traitement des Renseignements personnels;

5.2.7 informer sans délai la Responsable si un Incident de confidentialité survient alors qu'il détient des Renseignements personnels pour les fins de la présente convention.

## ARTICLE 6
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

6.1 assurer au Contractant la collaboration de la Responsable;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

6.4 lui payer les honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

## ARTICLE 7
## PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la présente convention des Annexe(s) 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

## ARTICLE 8
## HONORAIRES

### 8.1 Honoraires

8.1.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser un montant forfaitaire de **trois cent trente mille** dollars (**330 000** $) pour la prestation des services, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, selon la répartition suivante :

8.1.1.1 Pour l'année 2026 :
Une somme maximale de **soixante-treize mille trois cent trente-cinq** dollars (**73 335** $) pour la période du 1er mai au 31 décembre;

8.1.1.21 Pour l'année 2027 :
Une somme maximale de **cent dix mille** dollars (**110 000** $) pour la période du 1er janvier au 31 décembre;

8.1.1.3 Pour l'année 2028 :
Une somme maximale de **cent dix mille** dollars (**110 000** $) pour la période du 1er janvier au 31 décembre;

8.1.1.4 Pour l'année 2029 :
Une somme maximale de **trente-six mille six cent soixante-cinq** dollars (**36 665** $) pour la période du 1er janvier au 30 avril.

8.1.2 Les prestations de service susceptibles d'entraîner un dépassement des honoraires décrits ci-dessus sont à la charge du Contractant.

**8.2 Montant forfaitaire**

8.2.1 Le montant forfaitaire prévu au présent article est payable comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation de factures.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.2.2 Aucun paiement du montant forfaitaire au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.2.3 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

## ARTICLE 9
## LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder le total des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute

réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

## ARTICLE 10
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

10.1 Le Contractant déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

10.1.2 que les droits de propriété intellectuelle en lien avec tout document, tout travail, toute représentation, toute activité ou tout autre livrable réalisé dans le cadre de la présente convention, sous quelque forme que ce soit, ont été dûment acquittés et que ces documents, travail, représentations, activités et autres livrables peuvent valablement être utilisés ou avoir lieu, selon le cas;

10.1.3 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle et de renoncer à ses droits moraux, tel que prévu à l'article 12 de la présente convention;

10.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 11
## ASSURANCES

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 Le Contractant s'engage à remettre à la Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 12
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération du paiement des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

12.1 garantit la Ville qu'il est l'unique détenteur de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux livrables remis à la Ville aux termes de la présente convention;

12.2 cède à la Ville tous les droits de propriété intellectuelle et renonce à l'exercice de ses droits moraux sur tous les livrables remis à la Ville dans le cadre de la présente convention;

12.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

## ARTICLE 13
## DÉFAUT

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme à but non lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, la Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des paragraphes 13.2 ou 13.3.

## ARTICLE 14
## DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le **1er mai 2026** et se termine, sous réserve des articles 13 et 15, au plus tard le **30 avril 2029**.

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 15
## RÉSILIATION OU SUSPENSION

15.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. La Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. A la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre dans un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes, tous les plans ainsi que tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention préalablement à l'avis d'intention et émettre une facture faisant état des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

15.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, le Contractant doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de ses services, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par la Responsable.

15.3 La Responsable peut suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit pour autant qu'il avise par écrit le Contractant de la suspension de l'exécution de ses services et ce dernier doit se conformer aux instructions émises par la Responsable à ce sujet.

15.4 Lorsque la Responsable demande au Contractant de reprendre ses services après une suspension, celui-ci doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

15.5 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

## ARTICLE 16
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

## ARTICLE 17
## DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

En signant la présente convention, le Contractant fait la déclaration suivante :

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée de la présente convention.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 17e jour de mars 20 26

**LE CENTRE DE LA MONTAGNE**

Par : _____
Christophe Derrien, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

**ANNEXE 1**

**DEVIS**

**CONVENTION DE SERVICES**
**AVEC UN ORGANISME À BUT NON LUCRATIF**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **LE CENTRE DE LA MONTAGNE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2, agissant et représentée par Christophe Derrien, directeur général, dûment autorisée aux fins de la présente convention telle qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 103019725
Numéro d'inscription TVQ : 10063655414
Numéro d'organisme de charité : 103019725RR0001

ci-après appelé le « **Contractant** »

La Ville et le Contractant sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** le Centre a pour mission de protéger et mettre en valeur le mont Royal en privilégiant l'éducation à l'environnement et l'engagement de la communauté, de promouvoir la conservation du mont Royal et d'offrir des services d'éducation relative à l'environnement et des services récréatifs sur le mont Royal;

**ATTENDU QUE** la Ville requiert les services du Contractant afin d'assurer la coordination et la gestion du service de location d'équipement de plein air au parc du Mont-Royal, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 3 des présentes;

**ATTENDU QUE** le Contractant déclare que les services visés par le présent contrat s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises pour les fournir.

**ATTENDU QUE** le Contractant a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

1.1 Le préambule et les Annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention.

1.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

1.3 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description de la prestation de service du Contractant; |
| **« Annexe 2 »** : | désigne le Bordereau de prix; |
| « **Responsable**» : | désigne la personne à la Direction de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |
| « **Unité administrative** » : | désigne le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville. |

## ARTICLE 3
## OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 à opérer un service de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal pour la période 2026-2029.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des honoraires qui lui sont payés par la Ville, le Contractant s'engage à :

4.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec la Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

4.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

4.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet de la présente convention;

4.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

4.5 divulguer à la Responsable tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec sa prestation de services;

4.6 remettre à la Responsable les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celui-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

4.7 assumer ses frais généraux, étant entendu qu'ils sont compris dans les honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention;

4.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément aux honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription de la TPS et de la TVQ;

4.9 transmettre à la Responsable, selon les modalités et la fréquence qu'elle lui indique, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

4.10 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement des honoraires indiqués à l'article 8 de la présente convention sans avoir au préalable obtenu l'autorisation de la Responsable, laquelle devra, selon le cas, obtenir l'autorisation de l'instance compétente de la Ville;

4.11 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.12 se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

4.13 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire, et fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

4.14 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.15 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.16 malgré ce qui précède, le Contractant n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.17 remettre à la Responsable dans les trente (30) jours de la date de la dernière signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

4.18 corriger à ses frais, à la demande de la Responsable, tout rapport, travail, recherche ou document jugé, par ce dernier, de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la convention ou de l'Annexe 1 et 2 ;

4.19 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.20 offrir l'accès sans discrimination à toute personne se prévalant des services offerts en vertu de la présente convention.

## ARTICLE 5
## TRAITEMENT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

5.1 **Définitions**

« **Incident de confidentialité** » : désigne l'accès, la consultation, l'utilisation ou la communication d'un Renseignement personnel qui est non autorisé par la LAI, de même que sa perte ou toute autre forme d'atteinte à sa protection;

« **LAI** » : désigne la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1);

« **Renseignement personnel** » : désigne tout renseignement qui permet d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

5.2 **Traitement de Renseignements personnels**

Le Contractant s'engage à :

5.2.1 prendre connaissance et respecter en tout temps la LAI, y compris, mais sans limitation, les articles 53 à 60.1, 62, 63.1, 63.5, 63.9, 64, 65, 65.0.1, 67.2, 70.1, 83, 84, 89, 94 et 158 à 164;

5.2.2 utiliser les Renseignements personnels exclusivement aux fins de fournir la prestation de service requise par la Ville et à aucune autre fin que ce soit;

5.2.3 ne communiquer aucun Renseignement personnel ou autrement confidentiel, sauf si autorisé par la Ville;

5.2.4 informer la Responsable de toute demande visant l'accès, la rectification ou l'exercice d'un autre droit prévu à la LAI par une personne physique en lien avec ses Renseignements personnels et collaborer avec la Ville afin de répondre à une telle demande;

5.2.5 détruire de manière irréversible tout Renseignement personnel, peu importe leur support, après que les fins pour lesquelles ils ont été recueillis aient été accomplies, à moins d'être tenu de les conserver en vertu de la loi;

5.2.6 suivant un préavis raisonnable, permettre à la Ville d'effectuer toute vérification, durant les heures régulières d'ouverture de bureau, pour s'assurer du respect des obligations du Contractant relativement aux présentes dispositions sur le Traitement des Renseignements personnels, notamment en donnant accès à la documentation, aux systèmes et lieux afférents à un tel traitement des Renseignements personnels;

5.2.7 informer sans délai la Responsable si un incident de confidentialité survient alors qu'il détient des Renseignements personnels pour les fins de la présente convention.

## ARTICLE 6
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

6.1 assurer au Contractant la collaboration de la Responsable;

6.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que la Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

6.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision de la Responsable sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant;

6.4 lui payer les honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

## ARTICLE 7
## PRÉROGATIVES DE LA RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, la Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conforme aux dispositions de la présente convention ou des Annexe(s) 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

## ARTICLE 8
## HONORAIRES

8.1 **Honoraires**

8.1.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser un montant forfaitaire maximal de **seize mille six cent cinquante** dollars (**16 650** $) pour la gestion du Programme de gratuité de location d'équipements de ski et de raquette pour les jeunes de 17 ans et moins de l'agglomération de Montréal (ci-

après le « Programme de prêt ») auquel est ajouté tous les revenus qu'il perçoit en lieu et place de la Ville pour la location d'équipements de plein air et dans le cadre de la vente de produits et services afférents, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, selon la répartition suivante :

8.1.1.1 Pour la saison hivernale 2026-2027 :
Une somme maximale de **cinq mille cinq cent cinquante** dollars (**5 550** $) payable après le 31 mars 2027;

8.1.1.2 Pour la saison hivernale 2027-2028 :
Une somme maximale de **cinq mille cinq cent cinquante** dollars (**5 550** $) payable après le 31 mars 2028;

8.1.1.3 Pour la saison hivernale 2028-2029 :
Une somme maximale de **cinq mille cinq cent cinquante** dollars (**5 550** $) payable après le 31 mars 2029;

La Ville s'engage également à lui rembourser tous les revenus qu'il ne perçoit pas dans le cadre du Programme de prêt jusqu'à concurrence de **cent onze mille** dollars (**111 000** $), taxes incluses, pour l'ensemble des locations, selon la répartition suivante :

8.1.1.4 Pour la saison hivernale 2026-2027 :
Une somme maximale de **trente-sept mille** dollars (**37 000** $) payable après le 31 mars 2027;

8.1.1.5 Pour la saison hivernale 2027-2028 :
Une somme maximale de **trente-sept mille** dollars (**37 000** $) payable après le 31 mars 2027;

8.1.1.6 Pour la saison hivernale 2028-2029 :
Une somme maximale de **trente-sept** mille dollars (**37 000** $) payable après le 31 mars 2029;

8.1.2 Les prestations de service susceptibles d'entraîner un dépassement des honoraires décrits ci-dessus sont à la charge du Contractant.

8.2 **Montant forfaitaire**

8.2.1 Le montant forfaitaire prévu au présent article est payable comme indiqué à l'Annexe 1, sur présentation de factures.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.2.2 Aucun paiement du montant forfaitaire au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.2.3 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

8.3 **Conservation par le Contractant des revenus pour la Ville et ou dans le cadre de la vente de produits et services afférents**

8.3.1 Le Contractant doit fournir au Responsable un bilan des revenus de la Ville et des taxes (TPS et TVQ) qu'il a perçus en ses lieu et place, selon la forme, les paramètres et la fréquence que la Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme, ces paramètres et cette fréquence pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Le Contractant doit remettre à la Ville, à la fréquence indiquée par la Responsable, la somme perçue à titre de TPS et de TVQ pour la Ville.

8.3.2 Le Contractant doit remettre à la Responsable un relevé faisant état des services qui ont été rendus et de la valeur des revenus de la Ville conservés par le Contractant en guise de paiement des services.

Ce relevé doit être présenté selon la forme, les paramètres et la fréquence que la Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme, ces paramètres et cette fréquence pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Responsable.

La Responsable doit approuver le relevé dans les trente (30) jours de sa réception. Toutefois, elle n'approuvera pas les relevés du Contractant s'ils ne comportent pas toutes les informations requises, notamment quant à la TPS et à la TVQ, et les pièces justificatives. L'approbation des relevés par la Responsable est conditionnelle à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

Aucune approbation des relevés par la Responsable ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.3.3 En tout temps, le Contractant doit pouvoir fournir la preuve que les services ont été acceptés et rendus pour le compte de la Ville pour justifier la conservation des revenus perçus en lieu et place de la Ville.

## ARTICLE 9
## LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder le total des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention.

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

## ARTICLE 10
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

10.1 Le Contractant déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

10.1.2 que les droits de propriété intellectuelle en lien avec tout document, tout travail, toute représentation, toute activité ou tout autre livrable réalisé dans le cadre de la présente convention, sous quelque forme que ce soit, ont été dûment acquittés et que ces documents, travail, représentations, activités et autres livrables peuvent valablement être utilisés ou avoir lieu, selon le cas;

10.1.3 qu'il détient, et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits de propriété intellectuelle et de renoncer à ses droits moraux, tel que prévu à l'article 12 de la présente convention;

10.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 11
## ASSURANCES

11.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

11.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat

d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

11.3 Le Contractant s'engage à remettre à la Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

## ARTICLE 12
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération du paiement des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

12.1 garantit à la Ville qu'il est l'unique détenteur de tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux livrables remis à la Ville aux termes de la présente convention;

12.2 cède à la Ville tous les droits de propriété intellectuelle et renonce à l'exercice de ses droits moraux sur tous les livrables remis à la Ville dans le cadre de la présente convention;

12.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

## ARTICLE 13
## DÉFAUT

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme à but non lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, la Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'elle détermine. La Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant

n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 ou 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 13.2 ou 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis de la Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des paragraphes 13.2 ou 13.3.

## ARTICLE 14
## DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le **1er mai 2026** et se termine, sous réserve des articles 13 et 15, au plus tard le **30 avril 2029**.

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 15
## RÉSILIATION OU SUSPENSION

15.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. La Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. A la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre dans un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes, tous les plans ainsi que tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention préalablement à l'avis d'intention et émettre une facture faisant état des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis de la Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

15.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, le Contractant doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de ses services, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par la Responsable.

15.3 La Responsable peut suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit pour autant qu'il avise par écrit le Contractant de la suspension de l'exécution de ses services et ce dernier doit se conformer aux instructions émises par la Responsable à ce sujet.

15.4 Lorsque la Responsable demande au Contractant de reprendre ses services après une suspension, celui-ci doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

15.5 La résiliation ou la suspension de la convention ne donnent droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité et celui-ci n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour les dommages occasionnés du fait de telle résiliation ou suspension.

## ARTICLE 16
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 1260, chemin Remembrance, Montréal, Québec, H3H 1A2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Pavillon Duke, 4e étage Montréal (Québec) H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

## ARTICLE 17
## DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ

En signant la présente convention, le Contractant fait la déclaration suivante :

Je déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée de la présente convention.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 17e jour de mars 2026

**LE CENTRE DE LA MONTAGNE**

Par : _____
Christophe Derrien, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

**ANNEXE 1**

**DEVIS**

## ANNEXE 2

## BORDEREAU DE PRIX

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268752001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Division concertation et bureau du Mont-Royal |
| **Objet :** | Accorder 2 contrats de gré à gré au Centre de la montagne, pour les services d'accueil et de location d'équipements de plein air au parc du Mont-Royal, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 457 650 $ / Approuver les projets de convention de services à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds GDD1268752001.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-17

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

## CERTIFICATION DE FONDS - BUDGET DE FONCTIONNEMENT - GRANDS PARCS

**No. GDD :** 1268752001

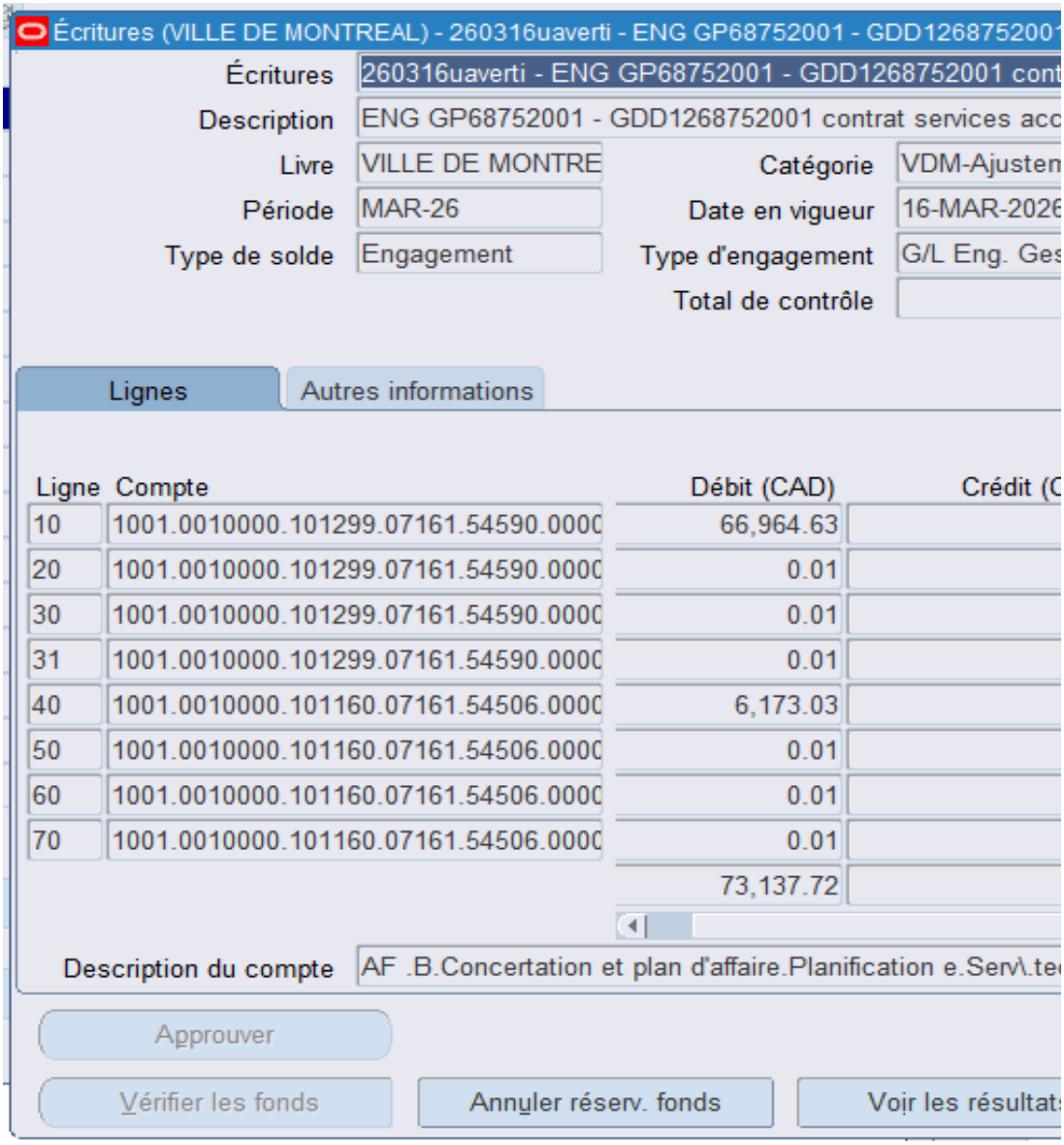
**No. ENG** GP68752001

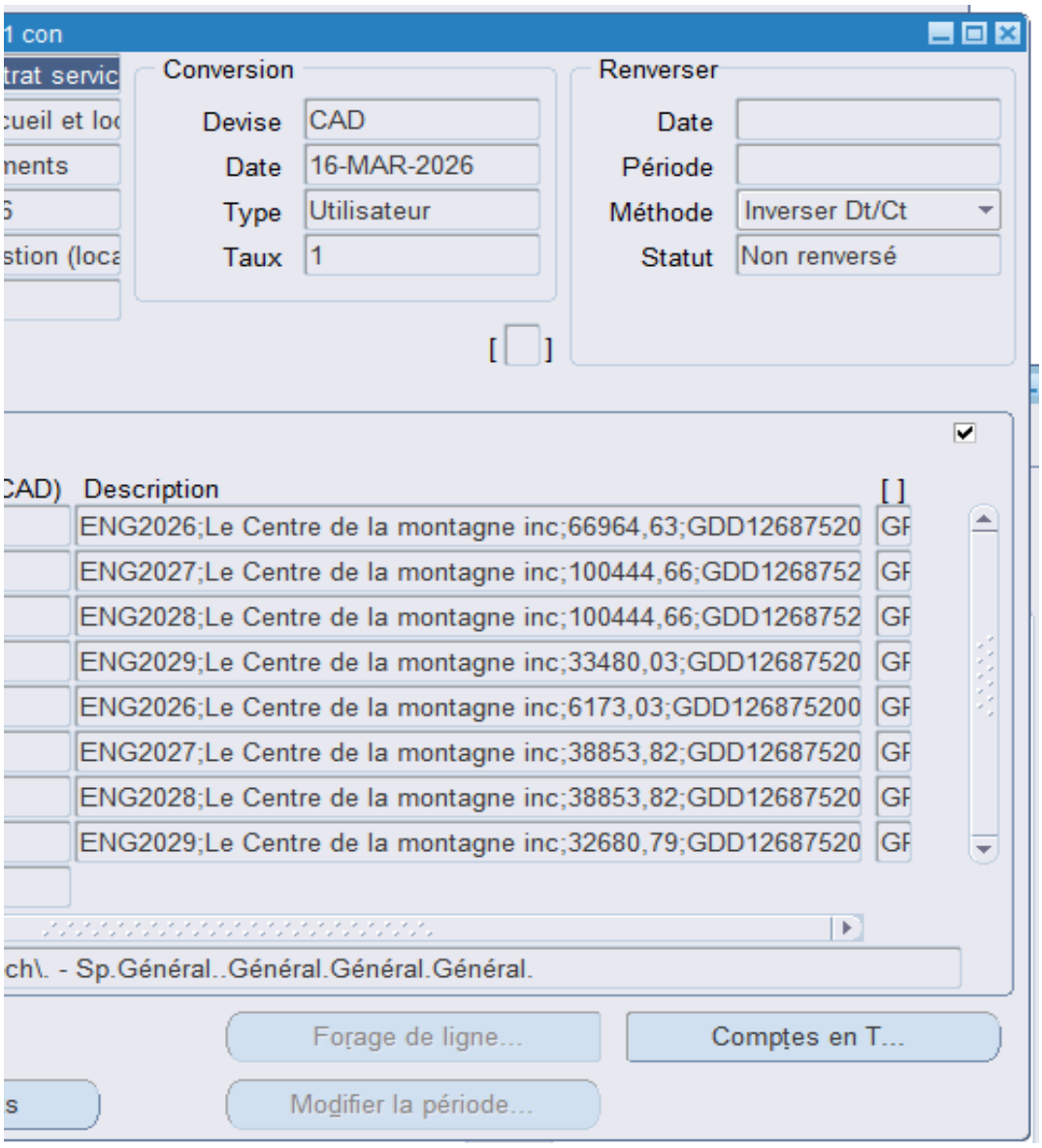
Accorder un contrat à l'OBNL Le Centre de la montagne inc. au montant maximal de 330 000,00 $ (taxes incluses) pour les services d'accueil dans le parc du Mont-Royal du 1er mai 2026 au 30 a
Mont-Royal du 1er mai 2026 au 30 avril 2029.

**Imputation de la dépense**

| | | 2026 | |
|---|---|---|---|
| **Clé comptable / Numéro d'imputation** | **Libellé textuel** | **Net ristournes** | **Taxes incluses** |
| 1001.0010000.101299.07161.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Agglomératiom.Budget régulier.Protection et mise en valeur du Mont Royal.Planification et gestion des parcs et espaces verts.Autres services techniques.Général..Général.Général.Général. | 66,964.64 | 73,335.01 |
| 1001.0010000.101160.07161.54506.000000.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Agglomération.Budget régulier.Concertation et plan d'affaires.Planification et gestion des parcs et espaces verts.Serv.tech - Sport, culturem et évé. publics.Général..Général.Général.Général. | 6,173.03 | 6,760.27 |
| **TOTAL** | | **73,137.67 $** | **80,095.28 $** |

1268752001
GP68752001




Conversion
Devise CAD
Date 16-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Description
ENG2026;Le Centre de la montagne inc;66964,63;GDD12687520
ENG2027;Le Centre de la montagne inc;100444,66;GDD1268752
ENG2028;Le Centre de la montagne inc;100444,66;GDD1268752
ENG2029;Le Centre de la montagne inc;33480,03;GDD12687520
ENG2026;Le Centre de la montagne inc;6173,03;GDD126875200
ENG2027;Le Centre de la montagne inc;38853,82;GDD12687520
ENG2028;Le Centre de la montagne inc;38853,82;GDD12687520
ENG2029;Le Centre de la montagne inc;32680,79;GDD12687520
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.12

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265942002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour les services de gestion de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour les services de gestion de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477);

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-26 14:17

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1265942002** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour les services de gestion de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le 28 août 2025, la Ville a conclu une entente-cadre avec la firme Levio Conseils inc. pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques (CG25 0477), pour la période du 28 août 2025 au 27 août 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, au montant de 2 527 150,50 $.

L'entente-cadre de prestation de services actuellement en place a permis de soutenir la réalisation de plusieurs projets, parmi lesquels on retrouve notamment :

- 68315 - Évolution des opérations policières du SPVM;
- 74551- Système de taxation et évaluation foncière;
- 71350 - Gestionnaire électronique de documents;
- 70501 - Environnement de travail.

En effet, elle a démontré son efficacité et a permis d'optimiser la capacité des équipes internes et d'assurer une exécution efficace et d'accélérer la réalisation des projets planifiés.

Pour ce faire, la Ville souhaite exercer la 1re option de prolongation d'une durée de 12 mois.

Le mandat vise à soutenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différents partenaires dans le développement et le déploiement de solutions informatiques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement et de protection. En effet, il permet d'ajuster la capacité de main-d'œuvre momentanément et de compléter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la 1re prolongation, d'une durée de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0477 – 28 août 2025 - Conclure une entente-cadre avec Levio conseils inc. pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, d'une durée de 12 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 2 527 150,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20966 (12 soum.)

CG23 0653 – 23 novembre 2023 - Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc. pour la prestation de services de gestionnaires de projets informatiques, pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 7 534 771,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-20001 - (9 soum.)

CG21 0721 - 23 décembre 2021 - Conclure quatre (4) ententes-cadres avec les firmes suivantes: COFOMO inc. (lot 1 au montant de 878 064,08 $, taxes incluses - cinq (5) soumissionnaires et lot 2 au montant de 6 756 340,05 $, taxes incluses - six (6) soumissionnaires) et Conseillers en gestion informatique CGI inc. (lot 3 au montant de 656 357,78 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires et lot 4 au montant de 3 290 584,50 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires) pour la prestation de service pour des ressources spécialisées au Bureau de projets du Service des technologies de l'information pour une période de trente-six (36) mois - Appel d'offres public 21-18980

CG19 0425 - 19 septembre 2019 - Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 (9 soum.).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à prolonger d'une durée de 12 mois, l'entente-cadre de prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques pour soutenir la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au plan PDI 2026-2035.

Cette entente permettra notamment de demeurer en maîtrise d'œuvre, d'optimiser les ressources, d'intégrer des expertises ciblées et d'assurer le transfert des connaissances vers les équipes TI internes.

**JUSTIFICATION**

La prolongation de l'entente de prestation de services, indexée de l'IPC (2,65 %), permettra

de continuer à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.
Cette entente permettra à travers chaque projet, notamment de continuer à livrer les bénéfices attendus, d'accélérer les livraisons de valeurs et d'éliminer la désuétude actuelle.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les achats qui seront effectués auprès du soumissionnaire se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au PDI du Service des TI pour la durée des ententes (du contrat) et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale, ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

**Tél :** 514-654-0544
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-05

Louis HUET
chef(fe) de section - projets ti

**Tél :** 000-0000
**Télécop. :** 000-0000

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gianina MOCANU
directeur(-trice) bureau de projets ti

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-11

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-25

# .Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265942002

Unité administrative responsable : Service des TI/Direction Bureau de projets TI

Projet : Exercer l'option de la 1re option de prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 594 119,99 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés pour des gestionnaires de projets informatiques, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme Levio Conseils inc. (CG25 0477), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 121 270,49 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*12 -* Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Cette entente permettra à travers chaque projet, notamment de continuer à livrer les bénéfices attendus, d'accélérer les livraisons de valeurs et d'éliminer la désuétude actuelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.13

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265942001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois;

2. d'autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424);

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-26 14:21

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265942001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction Bureau de projets TI , Division portefeuille Ti global et pratiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour les services d'analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le 28 août 2025, la Ville a conclu une entente-cadre avec la firme Cofomo inc. pour la prestation de services spécialisés en analyste d'affaires (CG25 0424), pour la période du 28 août 2025 au 27 août 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, au montant de 2 607 759,47 $.

L'entente-cadre de prestation de services actuellement en place a permis d'accompagner divers projets, notamment :

- 78045 - Déménagements et rehaussements Télécom ;
- 70155 - Gestion de la relation client ;
- 70905 – Modernisation des infrastructures et plateforme TI.

En effet, elle a démontré son efficacité et a permis d'optimiser la capacité des équipes internes et d'assurer une exécution efficace et d'accélérer la réalisation des projets planifiés. Pour ce faire, la Ville souhaite exercer la 1re option de prolongation d'une durée de 12 mois.

Le mandat vise à soutenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différents partenaires dans le développement et le déploiement de solutions informatiques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement et de protection. En effet, il permet d'ajuster la capacité de main-d'œuvre momentanément et de compléter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la 1re prolongation, d'une durée de 12 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés en analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0424 - 28 août 2025 - Conclure une entente-cadre avec Cofomo inc., pour la prestation de services spécialisés en analyse d'affaires, d'une durée de 12 mois, incluant deux options de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 2 607 759,47 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-20961 (5 soum.)

CG23 0733 – 21 décembre 2023 - Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc., d'une durée de 30 mois, pour la prestation de services de gestionnaires de projets informatiques et analystes d'affaires avec expertise - Dépense totale : 7 404 390 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-20086 (5 soum. pour le lot 1, 4 soum. pour le lot 2).

CG21 0721 - 23 décembre 2021 - Conclure quatre (4) ententes-cadres avec les firmes suivantes: COFOMO inc. (lot 1 au montant de 878 064,08 $, taxes incluses - cinq (5) soumissionnaires et lot 2 au montant de 6 756 340,05 $, taxes incluses - six (6) soumissionnaires) et Conseillers en gestion informatique CGI inc. (lot 3 au montant de 656 357,78 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires et lot 4 au montant de 3 290 584,50 $, taxes incluses - quatre (4) soumissionnaires) pour la prestation de service pour des ressources spécialisées au Bureau de projets du Service des technologies de l'information pour une période de trente-six (36) mois - Appel d'offres public 21-18980

CG19 0426 - 19 septembre 2019 - Conclure des ententes-cadres, d'une durée de 30 mois, avec Cofomo inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services pour les ressources spécialisées en analyse fonctionnelle et en analyse d'affaires, pour une somme maximale de 4 574 728,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17704 (8 soum.)

CG19 0425 - 19 septembre 2019 - Conclure avec Cofomo inc. une entente-cadre d'une durée de 30 mois pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en gestion de projets informatiques, pour une somme maximale de 3 908 805,08 $, taxes incluses - Appel d'offres 19-17703 (9 soum.)

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à prolonger d'une durée de 12 mois, l'entente-cadre de prestation de services spécialisés en analyse d'affaires pour soutenir la mise en œuvre des projets et programmes inscrits au plan PDI 2026-2035.
Cette entente permettra notamment de demeurer en maîtrise d'œuvre, d'optimiser les ressources, d'intégrer des expertises ciblées et d'assurer le transfert des connaissances vers les équipes TI internes.

**JUSTIFICATION**

La prolongation de l'entente de prestation de services, indexée de l'IPC (2,65 %), permettra de continuer à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.
Cette entente permettra à travers chaque projet, notamment de continuer à livrer les bénéfices attendus, d'accélérer les livraisons de valeurs et d'éliminer la désuétude actuelle.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les achats qui seront effectués auprès du soumissionnaire se feront au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au PDI du Service des TI pour la durée de l'entente et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets. C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale, ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

**Tél :** 514-654-0544
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-05

Louis HUET
chef(fe) de section - projets ti

**Tél :** 000-0000
**Télécop. :** 000-0000

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Gianina MOCANU
directeur(-trice) bureau de projets ti

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-11

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-25

# .Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265942002

Unité administrative responsable : Service des TI/Direction Bureau de projets TI

Projet : Exercer l'option de la 1re option de prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 2 676 865,10 $, taxes incluses, pour la prestation de services spécialisés en analyse d'affaires, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme Cofomo inc. (CG25 0424), majorant ainsi le montant total de l'entente à 5 284 624,57 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*12 -* Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Cette entente permettra à travers chaque projet, notamment de continuer à livrer les bénéfices attendus, d'accélérer les livraisons de valeurs et d'éliminer la désuétude actuelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.14

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267655001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630), majorant ainsi le montant total de l'entente à 922 904,33 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630) ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des TI, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 12:57

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267655001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division stratégies et pratiques d'affaires |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour les services de développement de solutions mobiles natives, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630), majorant ainsi le montant total de l'entente à 922 904,33 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le 23 novembre 2023, la Ville a conclu une entente-cadre pour la prestation de services avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services de développement pour solutions mobiles natives au montant de 802 525,50 $, taxes incluses (CG23 0630). Selon l'estimation initiale, il était prévu que cette entente prenne fin en novembre 2026.

Selon le rapport de consommation de février 2026, 91 % des heures prévues dans l'entente ont été engagées. Cette consommation inclut des fiches mandats émises afin de couvrir certains besoins planifiés pour l'année 2026. Toutefois, l'évolution des dossiers indique que des besoins additionnels devront être comblés au cours de la période restante de l'entente.

Dans ce contexte, une majoration de la dépense est nécessaire afin d'assurer la continuité des mandats et de permettre à la Ville de répondre adéquatement aux besoins opérationnels jusqu'à la conclusion d'un nouvel appel d'offres.

Cette majoration permettra notamment à la Ville de maintenir les ressources en place en attendant l'octroi d'une nouvelle entente-cadre, ainsi que de réaliser un transfert de connaissances adéquat entre les ressources actuelles et le nouvel adjudicataire, le cas échéant, lors de la passation des mandats.

Le mandat vise à maintenir la capacité du Service des TI en offrant un appui à son personnel et aux différentes clientèles dans le développement et le déploiement de solutions numériques.

Ce type de contrat est chose commune dans les grandes organisations et vise à soutenir les projets de développement. En effet, il permet d'ajuster la capacité momentanément et de complémenter l'expertise interne, tout en demeurant en maîtrise des opérations, de l'expertise et des décisions technologiques.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour la prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (III), dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630) majorant ainsi le montant total de la dépense de 802 525,50 $ à 922 904,33 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0630 – 23 novembre 2023 - Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (III), pour une période de 36 mois - Dépense totale maximale de 802 525,50 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-20060 (4 soum.)

DA214990001- 29 septembre 2021- Approuver une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations, qui sera utilisée par le Service des technologies de l'information (STI), dans le cadre des appels d'offres en services professionnels inhérents aux prestations de service en technologie de l'information.

CG21 0498- 26 août 2021- Conclure une entente-cadre avec OnePoint Développement inc. pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (II), pour une période de 30 mois, pour une somme maximale de 1 032 820,43 $, taxes incluses- Appel d'offres public 21-18758 (6 soum.)

DA217655002- 26 mars 2021- Approuver la grille d'évaluation des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public no 21-18758, pour des prestations de services en développement pour solutions mobiles natives (II).

CG19 0238- 16 mai 2019- Conclure des ententes-cadres avec la firme Nventive inc. (lot 1 pour une somme maximale de 2 678 457,60 $, taxes incluses et lot 2 pour une somme maximale de 2 008 843,20 $, taxes incluses), pour la fourniture sur demande de prestation de services de développement pour solutions mobiles natives et hybrides, pour une période de 30 mois- Appel d'offres public 19-17507 (4 soum.).

**DESCRIPTION**

Cette prestation de services consiste à développer, à corriger des anomalies et à soutenir, pour le compte de la Ville de Montréal, une ou plusieurs applications natives (iOS et/ou Android) sur la base des infrastructures et technologies mises en place à la Ville et sur la base des cadres d'expérience utilisateur établis. L'application native est principalement

utilisée par les citoyennes et citoyens (clientèle externe).

Un des projets qui consomme dans cette entente est le 74993 - Services numériques transactionnels aux citoyens et entreprises, dont l'objectif est de poursuivre le développement et le déploiement de l'application mobile Montréal. Ce projet comprend notamment l'ajout de nouvelles fonctionnalités (évolution de la carte du déneigement et carte des lieux pour la saison estivale), la mise à jour continue de l'application ainsi que l'amélioration de l'expérience citoyenne.

Cette entente est également utilisée pour la réalisation des mandats liés à la correction des anomalies et aux mises à jour technologiques identifiées dans l'application mobile d'Espace pour la vie (EPLV). Elle couvre aussi les ajustements requis par les évolutions technologiques imprévues, notamment les mises à jour des systèmes d'exploitation mobiles, afin d'assurer la stabilité, la performance et la sécurité de l'application.

**JUSTIFICATION**

Le contrat initial, *Prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (III)*, prévoyait une banque d'heures réparties comme suit :

- Art. 1 - Prestation de services de développement pour solutions mobiles natives : 7 500 heures
- Art. 2 - Prestation de services pour correction des anomalies identifiées dans l'application mobile : 2 500 heures

La majoration de 15% du contrat initial ajoutera 1 125 heures à l'art. 1 et 375 heures à l'art. 2. Cette majoration permettra d'augmenter la banque globale d'heures disponible pour la prestation de services.

Cette majoration est nécessaire pour préserver la capacité opérationnelle requise à la poursuite des mandats en cours et pour assurer un transfert de connaissances optimal en prévision de la prochaine entente contractuelle.

Cette entente a prouvé son efficacité dans la livraison des différents mandats requis dans les délais, tout en maintenant la qualité, la stabilité et la continuité des services mobiles offerts.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les dépenses seront assumées au PDI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La majoration de l'entente avec CGI inc. permettra :

- le maintien de la cadence des opérations
- une transition entre l’entente actuelle et le nouvel adjudicataire, le cas échéant, lors d’un nouvel appel d’offres.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d’opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Maricela FERRER VISBAL
Conseillère analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514-868-5701
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-10

Sylvain HEBERT
chef(fe) de division - solutions numeriques

**Tél :** 514-705-7973
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Liza SARRAF

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER

directeur(-trice)-solutions numeriques - web

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-10

directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267655001

Unité administrative responsable : Services des TI

Projet : Autoriser une dépense additionnelle de 120 378,83 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, permettant l'ajout d'heures pour la prestation de services de développement pour solutions mobiles natives (III), dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (CG23 0630), majorant ainsi le montant total de la dépense à 922 904,33 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.15

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267684002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division finances et approvisionnement |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour les services professionnels d'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud, dans le cadre des contrats accordés à Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et à Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018), majorant ainsi le montant total des contrats à 13 106 219,86 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour les services professionnels d'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud dans le cadre des contrats accordés à Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et à Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018);

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 15:27

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267684002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction institutionnelle , Division finances et approvisionnement |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour les services professionnels d'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud, dans le cadre des contrats accordés à Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et à Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018), majorant ainsi le montant total des contrats à 13 106 219,86 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le 25 janvier 2024, la Ville a octroyé un contrat visant l'acquisition de services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud (CG24 0018). Ce mandat est réalisé dans le cadre des contrats accordés à la firme Société Conseil LGS inc. (Lot 1) ainsi qu'à la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2), pour une dépense totale de 11 396 712,92 $, taxes incluses.

Pour assurer la migration vers la solution Oracle ERP Cloud, la Ville de Montréal a fait appel à une expertise externe hautement spécialisée.

Compte tenu de l'ampleur des travaux en cours, de la complexité des intégrations avec les systèmes corporatifs de la Ville, notamment Maximo et l'entrepôt de données (bureau d'affaires) ainsi que des besoins supplémentaires identifiés en cours de réalisation pour mitiger les régressions et respecter les échéanciers, le contrat actuel

arrivera à échéance avant son renouvellement prévu en 2027.

Dans ce contexte, la Ville juge nécessaire d'augmenter le volume d'heures prévu au contrat (CG24 0018) afin de maintenir la capacité de réalisation et d'assurer le déploiement dans les délais planifiés.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 1 709 506,94 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités, pour l'acquisition des services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud dans le cadre des contrats accordés à firme Société Conseil LGS inc. (Lot 1) et à la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) (CG24 0018) majorant ainsi le montant total du contrat à 13 106 219,86 $.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0018 – 25 janvier 2024 - Accorder un contrat à la firme Société Conseil LGS inc. (Lot 1 - 1 soumissionnaire) et à la firme Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2 - 1 soumissionnaire), pour l'acquisition des services professionnels pour l'implantation des modules d'approvisionnement, de finances, d'administration et d'intégration de la solution Oracle ERP Cloud, pour une période de 36 mois avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale : 11 396 712,92 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-20163.
CG23 0229 – 18 mai 2023 - Approuver un projet d'entente de résiliation du contrat octroyé à la firme Alithya Canada inc., en vertu de la résolution CG20 0317, pour des services professionnels requis pour des modules d'approvisionnement, de finances et d'administration de la solution Oracle ERP Cloud, pour la période 1er juillet 2020 au 30 juin 2023, pour une somme maximale de 9 029 487,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public (19-17666) - (2 soumissionnaires).

## DESCRIPTION

Le contrat en vigueur, qui arrive à échéance le 24 janvier 2027 (CG24 0018), consiste à fournir des services professionnels visant la réalisation des livrables liés à l'implantation des différentes fonctionnalités de la solution. Dans cette continuité, la Ville souhaite renforcer son équipe de projet par l'ajout de ressources hautement spécialisées dans les produits Oracle ERP Cloud.

Le projet SIMON infonuagique progresse dans ses dernières phases de réalisation. Plusieurs itérations de développement, de configuration, de conversion de données et d'intégration avec différents systèmes ont déjà été complétées avec succès. Nous amorçons maintenant la phase des tests intégrés, qui sera suivie des tests d'acceptation, en vue d'un déploiement prévu à la fin de l'année 2026.

Cependant, pour mener à terme ces deux étapes finales, il est nécessaire de majorer de 15 % les contrats accordés à Société Conseil LGS inc. et à Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc.. Cette majoration permettra de maintenir les ressources essentielles à la réalisation du projet et de finaliser les livrables liés aux phases d'intégration ainsi qu'aux tests utilisateurs.

Les travaux en cours visent à sécuriser la mise en œuvre, à assurer la qualité des livrables et à préparer le passage en exploitation. Ils portent principalement sur la poursuite et la réalisation des tests (unitaires, intégrés et d'acceptation), l'ajustement des éléments livrés en fonction des résultats obtenus, ainsi que la finalisation des rôles, des profils utilisateurs et de la documentation de configuration.

En parallèle, les travaux d'intégration entre les systèmes concernés se poursuivent afin

d'assurer une cohérence fonctionnelle et technologique. Enfin, le développement progressif des matrices du bureau d'affaires se poursuit afin d'offrir une information de qualité pour la production des rapports QlikSense.

**JUSTIFICATION**

Afin de respecter les échéanciers du projet, le recours à des ressources complémentaires en services professionnels s'est avéré nécessaire, compte tenu des facteurs suivants :

- La solution fait l'objet de mises à jour trimestrielles par le fournisseur, ce qui entraîne des travaux récurrents de réingénierie et parfois une reconfiguration de certains modules, notamment en raison de l'introduction de nouvelles fonctionnalités et le changement l'interface utilisateur;

- Les activités liées à l'extraction, à la transformation et à l'alimentation des données vers l'entrepôt de données finances et approvisionnement se sont révélées particulièrement complexes. Des solutions de contournement ont dû être conçues et mises en œuvre afin de permettre l'alimentation des matrices prévues;

- Des efforts soutenus ont été requis pour analyser et corriger les régressions fonctionnelles observées, en particulier celles touchant la gestion des règles d'approbation des demandes d'achat, des bons de commande et des factures;

- Un travail important a été réalisé afin de définir, structurer et sécuriser les rôles et profils d'accès des utilisatrices et utilisateurs, dans le respect des bonnes pratiques de sécurité, tout en tenant compte des contraintes liées au nombre de licences disponibles;

- Enfin, la portée du projet a été élargie afin d'inclure des travaux d'intégration additionnels entre les systèmes corporatifs concernés, ce qui a accru la complexité technique et les efforts requis.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de service de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés publics (AMP). La firme Société Conseil LGS inc. a renouvelé son accréditation le 15 février 2023, et cette dernière demeure valide.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal de la majoration du contrat est de 1 709 506,94 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :
Tableau sommaire de la dépense

| **Période de 24 avril 2026 au 24 janvier 2027** | **Montant taxes incluses** |
|---|---|
| Société Conseil LGS inc. (Lot 1) | 1 568 415,37 $ |
| Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (Lot 2) | 141 091,57 $ |
| **Total** | **1 709 506,94 $** |

La dépense maximale de 1 709 506,94 $, taxes incluses (1 561 007,70 $ net de taxes), sera imputée au PDI 2026-2035 du Service des TI au projet 68092.01 - SIMON Infonuagique.

Les services d'implantation et configuration, de migration de données, de développement des extensions, des intégrations et extractions de données de Oracle ERP Cloud vers un entrepôt Oracle corporatif seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins de services des différentes vagues prévues à la feuille de route du projet. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

C'est pourquoi cette dépense sera répartie selon le règlement RCG 06-054 où il est stipulé que le Service des technologies de l'information est une unité de soutien dont les dépenses sont considérées comme étant des dépenses mixtes d'activité d'administration générale; ces dernières sont calculées en fonction d'un taux à appliquer aux dépenses d'agglomération (Chapitre III, article 6).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Pour éviter une interruption des travaux essentiels et garantir la continuité opérationnelle du projet SIMON infonuagique, il est nécessaire de disposer d'un volume d'heures suffisant pour compléter les activités prévues jusqu'à la fin de l'année courante. Sans cette majoration, certains travaux critiques seraient reportés, créant un risque de décalage important avant la période de renouvellement contractuel de 2027.

La majoration permet donc à la Ville :

- de maintenir la progression du projet sans ralentissement ;
- d'éviter un arrêt ou une perte de cadence liée à la limite d'heures disponibles ;
- d'assurer la réalisation complète des livrables attendus avant la prochaine étape contractuelle ;
- de protéger la cohérence et la stabilité de l'implantation technologique en cours.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Naim MANOUCHI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 438 402-1743
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-11

Abdelmalek BOUKHEZAR
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

**Tél :** 514 258-1649
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Davanh NHOUYVANISVONG
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 15 février 2023

SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS A/S
MONSIEUR MARCO SICONOLFI 1, PLACE
VILLE-MARIE
BUR. 22E
MONTRÉAL (QC) H3B 3M4

Nº de décision : 2023-DAMP-1526 Nº de client : 3000161226
Nº d'entreprise du Québec : 1142691709

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci- dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 février 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP. Nous vous

prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

**Bérubé, Kathleen**

**De:** _Boîte Direction LCOP
**À:** kristel.lee@mcmillan.ca
**Objet:** Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Voici le courriel à joindre lors de vos soumissions :

## Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

**SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS - NEQ : 1142691709 - NUMÉRO DE CLIENT : 3000161226**

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous contrat public.

****Date d'échéance 14 FÉVRIER 2028****

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

**Direction de l'admissibilité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550 -1
directionlcop@amp.quebec

**Dossier décisionnel**

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267684002
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction institutionnelle, Division finances et approvisionnement

Projet : 68092.01 - SIMON Infonuagique

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.* | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*Les bénéfices escomptés de ce projet "Simon infonuagique" sont les suivants :*

- *réduire le coût d'entretien, de soutien et de maintenance;*
- *augmenter le niveau de sécurité du système;*
- *aligner les processus d'affaires de la Ville aux meilleures pratiques du marché;*
- *disposer plus rapidement et facilement de nouvelles fonctionnalités suite aux mises à jour effectuées quatre fois par année;*
- *tirer avantage des rapports analytiques intégrés dans la solution;*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.16

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268009001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 351 965,25 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074);
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-24 18:25

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268009001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 351 965,25 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et de la Maison des citoyens de Montréal. Il est situé au coeur de la « *Cité administrative historique* » de Montréal. Le bâtiment de l'hôtel de ville de Montréal est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*
Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation, et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques.

Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice de l'hôtel de ville;
- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- L'amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens tout en assurant une accessibilité universelle;
- La flexibilité des aménagements et l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification

« *LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode « *Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L2604 « Électricité - Éclairage et travaux connexes », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

L'inauguration de l'hôtel de ville de Montréal a eu lieu le 7 juin 2024.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0611 - 25 septembre 2025 - Autoriser une dépense additionnelle totale de 90 402,54 $, taxes incluses, pour les services professionnels en science du bâtiment dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Solutions d'affaires UL Canada inc. (CG17 0312), majorant ainsi le montant total du contrat à 640 575,16 $, taxes incluses.
CG25 0364 - 19 juin 2025 - Autoriser une dépense additionnelle totale de 22 068,08 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (lot L0903 - Revêtements de sols souples), dans le cadre du contrat accordé à 9028-4043 Québec inc. (CG21 0446), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 074 991,14 $, taxes incluses.

CG24 0755 - 19 décembre 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391).

CE24 1309 - 28 août 2024 - Exercer l'option de prolongation de six (6) mois et autoriser une dépense additionnelle de 97 737,95 $, taxes incluses, pour la fourniture des services professionnels en gestion financière du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme CIMA+ s.e.n.c., majorant ainsi le montant total du contrat de 97 737,95 $ à 195 475,90 $, taxes incluses.

CG24 0461 - 22 août 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 $ à 1 935 960,55 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0356 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 603 618,75 $, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de HVAC inc., pour les travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 716 276,42 $ à 9 319 895,17 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0355 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 48 771,06 $, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de Summa Métal Architectural et Structural inc., pour les travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 407 236,51 $ à 1 456 007,57 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0354 - 20 juin 2024 - Accorder un contrat à Ceveco inc., pour l'exécution des travaux du lot 3103 « Rétention des eaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 134 041,65 $, taxes incluses (contrat : 945 034,71 $ + contingences : 189 006,94 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15855 - (2 soumissionnaires).

CG24 0264 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 160 965 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 24 368 838,46 $ à 24 529 803,46 $, taxes incluses.

CG24 0263 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 139 752,11 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 548 347,54 $ à 10 688 099,65 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0262 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 590 628,87 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie », contrat accordé à 9250-6518 Québec Inc. (Ébénisterie Architecturale Labelle), dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG22 0189), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 543 773,25 $ à 4 134 402,12 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0207 - 18 avril 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 84 369,71 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A », contrat accordé à Artopex Inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0194), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 024 873,05 $ à 2 109 242,76 $, taxes incluses.

CE24 0521 - 10 avril 2024 - Exercer l'option de prolongation de six (6) mois et autoriser une dépense additionnelle de 72 318,36 $, taxes incluses, pour les services de gardien de sécurité du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à B&M Groupe Sécurité Inc. (CE23 1088), majorant ainsi le montant total du contrat de 241 014,22 $ à 313 332,57 $, taxes incluses.

CG24 0074 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc., pour le lot 2604 « Électricité - Éclairage et travaux connexes » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 237 968,94 $, taxes incluses (contrat : 1 031 640,78 $ + contingences : 206 328,16 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15892 - (1 soum. conforme).

CG24 0073 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à DL Héritage inc., pour le lot L0506 « Restauration des portes de laiton et de bronze » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 679 721,62 $, taxes incluses (contrat : 566 434,69 $ + contingences : 113 286,94 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15891 (2 soum.).

CG23 0727 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 123 460,16 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges », dans le cadre du contrat accordé à Ascenseurs Maxi inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0077), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 539 751,76 $ à 2

663 211,92 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0720 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 834 028,65 $ à 930 262,73 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0719 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 262 012,39 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », dans le cadre du contrat accordé à ITR Acoustique MTL inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 164 860,89 $ à 12 426 873,28 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0646 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 17 082,41 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0378), majorant ainsi le montant total du contrat de 136 659,29 $ à 153 741,70 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0645 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 33 260,43 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0377), majorant ainsi le montant total du contrat de 266 083,43 $ à 299 343,85 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0648 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 467 693,01 $, taxes incluses pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 23 901 145,45 $ à 24 368 838,46 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification No 4 à cet effet.

CG23 0647 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 146 904,04 $, taxes incluses pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 208 035,19 $ à 13 354 939,24 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification N$^{o}$ 4 à cet effet.

CG23 0620 - 23 novembre 2023 - Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c., pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois - Dépense totale de 105 457,02 $, taxes incluses (contrat : 91 701,76 $ + contingences : 13 755,26 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 23-20050 (1 soum.).

CE23 1670 - 25 octobre 2023 - Recommandé d'accorder au seul soumissionnaire conforme CIMA+ s.e.n.c., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois, le contrat pour les services professionnels pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux

normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 91 701,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n$^{o}$ 23-20050.

CG23 0559 - 19 octobre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 145 443,38 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0801 « Portes, cadres et quincaillerie », contrat accordé à Les agences Robert Janvier ltée dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0580), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 672 598,81 $ à 1 818 042,19 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 $ à 2 830 205,84 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0379 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels - Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 $, taxes incluses (contrat : 878 794,33 $, taxes incluses + contingences : 175 758,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CG23 0378 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 $, taxes incluses (contrat : 113 882,74 $ taxes incluses + contingences : 22 776,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0377 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 $, taxes incluses (contrat : 221 736,19 $ taxes incluses + contingences : 44 347,24 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0384 - 24 août 2023 - Accorder à Colliers Maîtres de projets inc. un contrat pour les services spécialisés en gestion de déménagement pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 253 864,80 $, taxes incluses (contrat : 211 554 $ + contingences : 42 310,80 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 23-20027 (1 soum.).

CG23 0438 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Sectus Technologies inc. pour l'acquisition, l'installation et la calibration de systèmes de détection de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 171 772,65 $, taxes incluses (contrat : 143 143,88 $ + contingences : 28 628,78 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 23-20008 (1 soum.).

CG23 0383 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Les Solutions Spacesaver inc., pour l'acquisition et l'installation de rayonnage pour les voûtes des archives, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 100 002,41 $, taxes incluses (contrat : 916 668,68 $ + contingences : 183 333,74 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 23-19928 (3 soum.).

CG23 0439 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à 9123-4823 Québec inc. (Xsolutions) pour la réalisation des travaux de construction du lot L2704 - Réseau de câblage structuré, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 509 930,90 $, taxes incluses (contrat : 1 258 275,75 $ + contingences : 251 655,15 $ - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15878 (3 soum.).

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 $ à 2 830 205,84 $, taxes et contingences incluses.

CE23 1095 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Solotech Inc. pour la réalisation des travaux du lot L2702 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels lot 2, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 190 307,20 $, taxes incluses (contrat : 991 922,67 $, taxes incluses + contingences : 198 384,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15854 (1 soumissionnaire).

CE23 1094 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels - Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 $, taxes incluses (contrat : 878 794,33 $, taxes incluses + contingences : 175 758,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CE23 1093 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 $, taxes incluses (contrat : 113 882,74 $ taxes incluses + contingences : 22 776,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1092 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 $, taxes incluses (contrat : 221 736,19 $ taxes incluses + contingences : 44 347,24 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1088 - 28 juin 2023 - d'accorder à B&M Groupe Sécurité inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0135 « Gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 209 577,57 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n$^{o}$ 23-19961.

CG23 0328 - 15 juin 2023 - Accorder à la firme MACOGEP INC. un contrat pour les services professionnels spécialisés d'experts-conseils en analyse de dossiers de réclamation pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 423 429,94 $, taxes incluses (contrat : 352 858,28 $ + contingences : 70 571,66 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 23-19872 (3 soumissionnaires - 1 seul conforme).

CE23 0308 - 15 juin 2023 - Accorder à ITI Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction pour les travaux du lot L2705 « Insertion de liens télécom et câblage structuré intermédiaire », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 114 509,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres de demande de prix 15679.

CE23 0819 - 24 mai 2023 - Approuver la résiliation du contrat accordé à Neptune Security Services inc. pour les services de gardien de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CE23 0074).

CG23 0227 - 18 mai 2023 - Autoriser une réduction des dépenses à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés à une demande pour une installation électrique existante avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal réduisant ainsi le montant de 398 772,31 $, taxes incluses, du contrat initial, approuvé par la résolution CG21 0433.

CG23 0264 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 548 603,21 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 18 437 467,01 $ à 18 986 070,22 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0263 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 158 487,29 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle », contrat accordé à SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ACCS dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0364), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 822 603,82 $ à 1 981 091,11 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0262 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 486 919,13 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 229 357,30 $ à 8 716 276,42 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0261 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 217 941,32 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 416 618,59 $ à 1 634 559,91 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0260 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 146 110,23 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 680 267,65 $ à 1 826 377,88 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0259 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 332 045,33 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG19 0324),

majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 870 478,77 $ à 9 202 524,09 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0258 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 913,83 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux », contrat accordé à Unicel Architectural Corp. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0123), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 954 965,92 $ à 2 117 879,74 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0195 - 20 avril 2023 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 289 737 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme GLT+ (CG22 0038), majorant ainsi le montant total du contrat de 289 737 $ à 531 184,50 $, taxes incluses.

CG23 0194 - 20 avril 2023 - Accorder à Artopex Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A - Mobilier de bureau et espaces de travail », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 687 394,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n$^{o}$ 22-19640.

CG23 0031 - 26 janvier 2023 - Accorder à St-Denis Thompson Inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le lot 0101 « Travaux de conditions générales », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 448 171,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15852.

CE23 0074 - 18 janvier 2023 - d'accorder à Neptune Security Services Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0134 « Services de gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 262 253,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19615.

CG22 0779 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 1 609 078,23 $, taxes incluses, incluant une dépense additionnelle aux contingences de 524 522,42 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 598 956,96 $ à 11 208 035,19 $, taxes et contingences incluses - Approuver l'avenant n$^{o}$ 3 à cet effet.

CG22 0780 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 735 848,38 $, taxes incluses (contrat 2 378 998,59 $, taxes incluses + contingence 356 849,79 $, taxes incluses) pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 21 165 297,07 $ à 23 901 145,45 $, taxes incluses / Approuver l'avenant n$^{o}$. 3 à cet effet.

CG22 0778 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 193 168,44 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages », contrat accordé à Échafauds Plus (Laval) Inc. dans le cadre du

projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0142), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 480 958,07 $ à 1 674 126,52 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0775 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 169 473,15 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique », contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 974 470,61 $ à 1 143 943,76 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0776 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 404 424,22 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 17 033 042,79 $ à 18 437 467,01 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0777 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 199 446,02 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité », contrat accordé à Informatique Pro-Contact Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0443), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 764 543,07 $ à 963 989,08 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0623 – 27 octobre 2022 - Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 173 842,20 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CG21 0454), majorant ainsi le montant total du contrat de 173 842,20 $ à 347 684,40 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0618 – 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Produit Énergétiques GAL., pour la location d'équipement pour le lot 0178 « chauffage temporaire » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 299 394,90 $, taxes incluses (contrat : 249 495,75 $, taxes incluses + contingences : 49 899,15 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15753 - (1 soumissionnaire conforme).

CE22 1702 – 19 octobre 2022 - Octroyer un contrat à la Firme Atelier Laboutique Inc. pour la fourniture de services d'ébénisterie artisanale visant la restauration de mobiliers patrimoniaux existants pour la salle du conseil, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 461 795,65 $, taxes incluses (contrat : 369 436,52 $ + contingences : 92 359,13 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19464 (2 soumissionnaires).

CE22 1552 – 28 septembre 2022 - Exercer l'option de renouvellement prévue au contrat et d'autoriser une dépense additionnelle de 154 526,40 $, taxes incluses, pour des services professionnels en gestion financière dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CE20 1920), majorant ainsi le montant total du contrat de 309 052,80 $ à 463 579,20 $, taxes incluses.

CG22 0560 – 22 septembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », dans le cadre du contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes

de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0501 – 25 août 2022 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc., pour la réalisation des travaux de construction du lot L0908 « Restauration et finition architecturale » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 22 835 072,65 $, taxes incluses (contrat : 18 268 058,12 $, taxes incluses + contingences : 4 567 014,53 $, taxes incluses) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15763 - (1 soumissionnaire).

CG22 0468 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 532 912,92 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0084), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 4 085 665,71 $ à 4 618 578,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0467 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 710,21 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0446), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 960 212,85 $ à 1 052 923,06 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0469 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 232 396,30 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et Armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 560 326,28 $ à 2 792 722,57 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0395 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle Inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 737 794,58 $ à 834 028,65 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0394 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 373,44 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 244 863,07 $ à 1 407 236,51 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0329 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 285 624,89 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 13 701 506,39 $ à 18 987 131,28 $ , taxes incluses.

CG22 0325 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 165 553,94 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. (CG21 0446), majorant ainsi le montant total du contrat de 794 658,91 $ à 960 212,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0326 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 059,84 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 683 947,76 $ à 776 007,60 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0324 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 316 647,71 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 15 716 395,08 $ à 17 033 042,79 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0323 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 136 337,36 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 093 019,94 $ à 8 229 357,30 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0327 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 657 657,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc. (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 890 690,54 $ à 10 548 347,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0322 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 403 637,80 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », contrat accordé à ITR Acoustique MTL Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 10 761 223,10 $ à 12 164 860,89 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0328 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 224 899,64 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 335 426,63 $ à 2 560 326,28 $, taxes et contingences incluses.

CE22 0820 – 11 mai 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ Inc. pour les services professionnels spécialisés en économie de la construction d'une durée de 2 ans pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 413 164,96 $, taxes incluses (contrat : 359 273,88 $ + contingences : 53 891,08 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 22-19167 (3 soumissionnaires).

CG22 0189 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à 9250-6518 Québec Inc., (Ébénisterie Architecturale Labelle), pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 3 543 773,25 $, taxes incluses (contrat : 2 953 144,37 $ + contingences : 590 628,87 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15758 - (1 soumissionnaire).

CG22 0182 – 24 mars 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 263 660,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot

L0202 « Démolition sélective », contrat accordé à Démospec déconstruction Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 010 699,24 $ à 1 274 359,91 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0109 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 283 818,95 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux du lot L0701 « Toiture », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée (CG21 0546), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 805 269,90 $ à 2 089 088,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0108 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 180 138,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG21 0019), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 155 288,22 $ à 2 335 426,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0107 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 68 431,40 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 615 516,36 $ à 683 947,76 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0038 – 27 janvier 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 289 737,00 $, taxes incluses (contrat : 241 447,50 $ + contingences : 48 289,50 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 21-18912 (1 soumissionnaire).

CG22 0035 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 574 946,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 141 448,67 $ à 15 716 395,08 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0034 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 436 871,16 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 453 819,38 $, à 9 890 690,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0033 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 081 384,54 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 7 011 635,40 $ à 8 093 019,94 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0584 du 30 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 867 534,45 $, taxes incluses, et une dépense additionnelle aux contingences de 526

447,61 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 204 974,90 $ à 9 598 956,96 $, taxes et contingences incluses / Approuver l'avenant n$^{o}$ 1 à cet effet.

CG21 0546 du 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture, lot L0701, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15699 (3 soum.).

CG21 0493 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15755 (2 soum.).

CG21 0454 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ 21-18591 (1 soum.).

CG21 0447 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15694 (2 soum.).

CG21 0446 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire avec sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15685 (4 soum.).

CG21 0445 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15680 (3 soum.).

CG21 0433 du 26 août 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0377 du 17 juin 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 569 345,56 $, taxes incluses, à titre de contingences pour réaliser les travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0324), majorant ainsi la dépense totale de 8 301 133,20 $ à 8 870 478,77 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural

Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0249 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 244 863,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15673 (1 soum.).

CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD Ltée pour la réalisation des travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 février 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de

restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à UCIT Online Security Inc. (DBA Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 « Renforts de carbone » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d'offres publiques n$^{o}$ IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences : 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant les taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'œuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CG20 0443 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15514 (2 soum., 1 seul conforme).

CG20 0391 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15509 (2 soum.).

CG20 0387 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15511 (4 soum.).

CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0136 du 26 mars 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à la firme POMERLEAU Inc. (CG18 0555) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 497 184,55 $ à 13 701 506,39 $, taxes incluses.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public n$^{o}$ IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0312 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à CLEB consultant inc. (maintenant «Solution d'affaire UL Canada inc») pour les services professionnels d'expertise en enveloppe du bâtiment dans le cadre du projet de restauration et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 577 681,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16077 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à augmenter le montant des contingences associées au contrat de construction de Les installations électriques Pichette inc., afin de terminer les travaux de construction du lot L2604 « Électricité - Éclairage et travaux connexes », lequel s'inscrit dans le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette augmentation est requise en fonction des connaissances actuelles sur les travaux accessoires nécessaires pour répondre aux conditions du bâtiment.
L'augmentation des dépenses concerne spécifiquement le budget de contingences, mis en place pour couvrir toute modification constituant un accessoire au contrat, et ne modifie donc pas la nature de ce dernier, conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes*, RLRQ C. C-19.

Le présent dossier vise à augmenter la valeur du contrat de construction de 113 996,31 $, taxes incluses, et d'ajouter un budget de contingence de chantier pour couvrir les directives de changement découlant des conditions de chantier.

**JUSTIFICATION**

À ce jour, les travaux prévus au bordereau sont terminés et le budget des contingences est presque entièrement épuisé. La réception provisoire a eu lieu le 19 août 2025 telle que confirmée par le certificat émis par les consultants. Toutefois, à la suite d'un rapport de vérification, des travaux complémentaires sont nécessaires :

- Directive E-017 rev1 : travaux d'aménagement facilitant l'accès à certaines composantes pour les équipes d'entretien;
- Directive E-019 : travaux complémentaires aux installations électriques pour intégrer les recommandations du rapport d'étude de système électrique comprenant une étude de court-circuit, une étude de coordination des dispositifs de protection et une analyse d'éclair d'arc électrique.

Les professionnels externes sont impliqués dans la gestion de ces travaux pour les suivis technique et financier.

| | **Pourcentages** | **Montants taxes incluses** |
|---|---|---|
| Contrat octroyé - Travaux | | 1 031 640,78 $ |
| Contrat octroyé - Contingences (CG21 0445) | 20 % | 206 328,16 $ |
| Total - Contrat octroyé | | 1 237 968,94 $ |
| **Rehaussement contingences 01** | **11,05 %** | **113 996,31 $** |
| **Total des contingences** | **31,05 %** | **320 324,47 $** |
| **Total - Contrat après rehaussement** | | **1 351 965,25 $** |

Le pourcentage des contingences initiales au contrat fixé à 20 % est rehaussé de 11,05 % pour atteindre un total de 31,05 % de la valeur totale du contrat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant des contingences de 206 328,16 $ est porté à 320 324,47 $, soit une majoration de 113 996,31 $, taxes incluses. Cette somme proviendra du PDI 2026-2035 du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).
La dépense totale à autoriser passe donc de 1 237 968,94 $ à 1 351 965,25 $, taxes incluses. Cette dépense additionnelle sera couverte selon la répartition suivante :

- Un montant de 59 711,27 $, taxes incluses, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence municipale 21-027;
- Un montant de 54 285,04 $, taxes incluses, sera financé par le règlement

d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 21-011.

Ce montant additionnel est inclus dans l'enveloppe globale approuvée dans le cadre du projet de l'hôtel de ville.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centrale et l'agglomération pour ce contrat est établi en fonction du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville.

La répartition de l'hôtel de ville en 2026 est de 47,62 % d'agglo et de 52,38 % de corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps. Elle sera répartie comme suit : 100 % en 2026.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un éventuel retard dans l'obtention de l'autorisation de la hausse des contingences au contrat de Les installations électriques Pichette inc. pour le lot L2604 pourrait compromettre la finition des travaux d'électricité ainsi que la fermeture du contrat.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Réception définitive : 19 août 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Gustavo RIBAS, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle
Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle

Lecture :

Gustavo RIBAS, 18 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Éric ST-HILAIRE
Concepteur des aménagements - projets corporatifs

**Tél :** 438-925-1952
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-16

Jean CAPPELLI
Chef de division - Projets Corporatifs

**Tél :** 514-977-9883
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jabiz SHARIFIAN
directeur(-trice) - gestion des projets - developpement et maintien d'actifs immobiliers
**Tél :** 514 872-1820
**Approuvé le :** 2026-03-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-23

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1268009001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification des immeubles, Direction de la gestion de projets immobiliers, Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*1. Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
*10. Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
*11. Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
*12. Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
*15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.*

*10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique*

*11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*

*12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.*

*15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | **X** | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SGPI

Division de la gestion immobilière Section Corporatif

**No. de projet: IM-PR-15-0006** **Projet: Rénover l'Hôtel de Ville_Phase 2**
**Nom d'ouvrage : Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville**
**No. de l'ouvrage: 001**

**No. Contrat: 15892**
**Lot 2604: Électricité - Éclairage et travaux connexes**
**No. GDD: 1268009001**
**Étape: Octroi de contrat**

**Les installations électriques Pichette inc.**

| | | | | | Tps 5,0% | | Tvq 9,975% | | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Contrat:** | **Montants pour travaux forfaitaires** | | **%** | **$** | | | | | |
| | Conditions Générales | | 17% | 154 300,00 $ | 7 715,00 | | 15 391,43 | | **177 406,43** |
| | Éclairage | | 68% | 611 374,00 $ | 30 568,70 | | 60 984,56 | | **702 927,26** |
| | Distribution électrique et mise à la terre | | 8% | 71 145,00 $ | 3 557,25 | | 7 096,71 | | **81 798,96** |
| | Mise en marche/service des installations | | 7% | 60 455,00 $ | 3 022,75 | | 6 030,39 | | **69 508,14** |
| | | | | | 0,00 | | 0,00 | | **0,00** |
| | | | | | 0,00 | | 0,00 | | **0,00** |
| | | | | | 0,00 | | 0,00 | | **0,00** |
| | | | | | 0,00 | | 0,00 | | **0,00** |
| | **Montants pour items à prix unitaires** | | | | | | | | |
| | | | | | 0,00 | | 0,00 | | **0,00** |
| | **Sous-total :** | | **100,0%** | **897 274,00** | **44 863,70** | | **89 503,08** | | **1 031 640,78** |
| | Contingences | | 20,00% | 179 454,80 | 8 972,74 | | 17 900,62 | | 206 328,16 |
| | **Rehaussement contingences 01** | | 11,05% | 99 148,78 | 4 957,44 | | 9 890,09 | | 113 996,31 |
| | **Total - Contrat :** | | | **1 175 877,58** | **58 793,88** | | **117 293,79** | | **1 351 965,24** |
| **Incidences:** | Dépenses générales | | | | | | | | |
| | Dépenses spécifiques | | | | | | | | |
| | **Total - Incidences :** | | 0,0% | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | | **0,00** |
| | **Coût des travaux ( Montant à autoriser )** | | | **1 175 877,58** | **58 793,88** | | **117 293,79** | | **1 351 965,24** |
| **Ristournes:** | Tps | 100,00% | | | 58 793,88 | | | | 58 793,88 |
| | Tvq | 50,0% | | | | | 58 646,89 | | 58 646,89 |
| | **Coût après rist. ( Montant à emprunter )** | | | **1 175 877,58** | **0,00** | | **58 646,89** | | **1 234 524,47** |

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268009001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 113 996,31 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de mise aux normes de l'hôtel de ville (lot L2604 - Électricité - Éclairage et travaux connexes), dans le cadre du contrat accordé à Les installations électriques Pichette inc. (CG24 0074), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 351 965,25 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1268009001 - Travaux électriques HDV.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Agente de gestion des ressources financières
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Myriam LAVOIE
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

**NO GDD :** 1268009001

Taux net: 1.0951303727

**No d'engagement:** CC68009001

Taux brut: 1.1497500000

| | | Dépenses taxes incluses | Dépenses avant taxes | Crédits | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| ***Provenance (information pour les finances uniquement)*** | | | | | |
| *21-027* | *6101.7721027.803403.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000* | *59,711.27 $* | *51,934.13 $* | *54,524.35 $* | *54,525 $* |
| *RCG 21-011* | *5001.5021011.803403.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000* | *54,285.04 $* | *47,214.65 $* | *49,569.48 $* | *49,570 $* |
| **Imputations à des fins de bon de commande - 52,38% corpo / 47,62% agglo** | | | | | |
| contingences corpo | 6101.7721027.803403.01301.57201.000000.0000.198650.070008.21015.00000 | 59,711.27 $ | 51,934.13 $ | 54,524.35 $ | 54,525 $ |
| contingences agglo | 5001.5021011.803403.01301.57201.000000.0000.198651.070008.21015.00000 | 54,285.04 $ | 47,214.65 $ | 49,569.48 $ | 49,570 $ |
| | | 113,996.31 $ | 99,148.78 $ | 104,093.83 $ | 104,095 $ |

**Information budgétaire**

Projet : 66034 - Rénovation de l'hôtel de ville

Sous-Projet INVESTI: 2466034-004&005 - 0001 - Hôtel-de-Ville - Travaux électriques

Sous-Projet SIMON: 198650 Corpo & 198651 Agglo

Requérant: SGPI / Exécutant: SGPI

| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | Ultérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Brut - Corpo | 0 | 0 | 55 | 0 | 0 | 55 |

| | | Taux de répartition du Service | | Réparition de la dépense | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Hôtel de ville** | Superf.occupée | AGGLO | CORPO | AGGLO | CORPO |
| A vérifier | 0.000% | 0.000% | 100.000% | 0.00% | 0.00% |
| Ville Marie | 1.300% | 0.000% | 100.000% | 0.00% | 1.30% |
| TI | 0.100% | 49.600% | 50.400% | 0.05% | 0.05% |
| Matériel roulant | 0.600% | 49.600% | 50.400% | 0.30% | 0.30% |
| Greffe | 42.000% | 49.600% | 50.400% | 20.83% | 21.17% |
| Dir.générale | 50.200% | 49.600% | 50.400% | 24.90% | 25.30% |
| Secrétariat de liaison | 0.000% | 100.000% | 0.000% | 0.00% | 0.00% |
| SGPI | 3.100% | 49.600% | 50.400% | 1.54% | 1.56% |
| Sperficie innocupé | 2.700% | 0.000% | 100.000% | 0.00% | 2.70% |
| Communication | 0.000% | 49.600% | 50.400% | 0.00% | 0.00% |
| | | | | **47.62%** | **52.38%** |

Source

| Totaux |
| --- |
| 5021011 - RCG 21-011 Travaux de rénovation Hôtel de Ville de MTL CG21 0404 |
| 7721027 - 21-027 Travaux de rénovation Hôtel de Ville de Mtl CM21 0794 |

| | Valeurs |
|---|---|
| | Crédit autorisé disponible |
| | **6 936 952** |
| | 3 652 840 |
| | 3 284 112 |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.17

2026/04/23 16:00

(1)

**Dossier # : 1265942003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver le projet d'avenant à cet effet / Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support - Dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005);

2. d'autoriser une dépense pour les frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 1 207,24 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics;

3. d'approuver un projet d'avenant à cet effet;

4. d'accorder un contrat de gré à gré à la Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 192 212,91 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 12 mars 2026;

5. d'autoriser le directeur de la Direction Cybersécurité, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 09:29

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265942003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver le projet d'avenant à cet effet / Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support - Dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le 25 janvier 2024 la Ville a accordé un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc. pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques, par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2024 au 31 janvier 2027, pour une somme maximale de 935 226,98 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 18 704,54 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics.

La Ville utilise présentement une solution de gestion des informations et des événements de sécurité (SIEM) ainsi qu'un ensemble de services et d'outils qui automatisent la prévention

des cyberattaques (SOAR) pour assurer la protection des données et des écosystèmes informatiques dont elle dispose. Ces outils sont arrivés en fin de vie utile.

Dans le cadre de la transition technologique en cours et considérant l'obsolescence des solutions actuelles pour la gestion des journaux, des alertes et des incidents de sécurité, la Ville, déjà titulaire de licences Microsoft 365 E5, a réalisé une analyse de marché des solutions SIEM/SOAR disponibles. Les licences E5 incluant déjà plusieurs composantes de sécurité avancées (journaux, détection, protection des identités), leur utilisation permet d'éviter un double achat de fonctionnalités équivalentes offertes par d'autres fournisseurs.

À l'issue de cette évaluation, l'adoption de Microsoft Sentinel, déployé sur la plateforme infonuagique Azure de Microsoft, s'est révélée être l'option la plus rentable et la plus cohérente avec l'environnement technologique existant, tout en assurant le remplacement des outils de cyberdéfense arrivés en fin de vie et l'évolution du dispositif de sécurité de la Ville.

En ce sens, l'intégration de Microsoft Sentinel à la plateforme Azure vise non seulement à renforcer la posture de cybersécurité de la Ville, mais également à mieux protéger les systèmes et services internes qui soutiennent les opérations municipales. Bien que ces services ne soient pas offerts directement aux citoyennes et citoyens, cette intégration permettra d'améliorer la détection, la prévention et la réponse aux incidents, réduisant ainsi les risques d'interruptions opérationnelles, de compromission de données ou d'atteinte à la confidentialité. Indirectement, cela contribue à assurer un environnement numérique municipal plus résilient, plus fiable et conforme aux exigences croissantes en matière de sécurité de l'information.

Afin de soutenir les travaux du Service des TI ainsi qu'accélérer la transition entre les solutions de sécurité de l'information, de l'accompagnement technique sous forme d'heures d'ingénierie de support est requis.

Le 23 décembre 2021, la Ville a conclu un contrat de type Unifié (CG24 0641) avec l'éditeur Microsoft pour des services techniques et de support des divers produits utilisés à la Ville. Ce contrat comportait entre autres l'accès dédié à des ressources techniques ainsi que des formations sur demande afin de répondre aux besoins de la Ville.

À la suite du déploiement de la suite M365 ainsi que de plusieurs autres outils Microsoft, plusieurs projets informatiques sont ou seront développés autour des technologies de l'éditeur. Afin de soutenir les travaux du Service des TI, de l'accompagnement technique sous forme d'heures d'ingénierie de support est requis.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à la firme Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 1 207,24 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics et approuver un projet d'avenant à cette fin. Il vise également à accorder un contrat de gré à gré à la firme Microsoft Canada inc. pour une banque d'heures dédiées d'ingénierie de support (DSE), pour une dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0468 – 28 août 2025 - Conclure une entente-cadre de gré à gré avec Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la fourniture et l'entretien des licences de la suite Microsoft 365

requises pour le personnel de la Ville et du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois ans, à compter du 1er novembre 2025 - Montant estimé de l'entente : 53 399 891,55 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 86 231,25 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics.

CG24 0641 – 21 novembre 2024 - Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

CG24 0528 – 19 septembre 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 238 412,16 $, taxes incluses, pour acquérir des heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc. (CG21 0712) majorant ainsi le montant total du contrat de 677 516,80 $ à 915 928,96 $, taxes incluses.

CG24 0005 - 25 janvier 2024 - Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc. pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques, par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2024 au 31 janvier 2027, pour une somme maximale de 935 226,98 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 18 704,54 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics.

CG21 0712 - 23 décembre 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de Microsoft, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024, pour une somme maximale de 677 516,80 $, taxes incluses (fournisseur unique).

BC 1582748 - 01 mai 2023 - Accorder un contrat à Microsoft, par l'entremise de son entente EC-031401 avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) pour l'acquisition d'unités de consommation pour les services infonuagiques Azure 2023 pour la période du 1er mai 2023 au 31 décembre 2023 pour une somme maximale de 42 617,96 $ avant taxes, 48 999,99 $, taxes incluses.

**DESCRIPTION**

L'offre de Microsoft, disponible via le catalogue du MCN, comprend plusieurs services infonuagiques répondant aux besoins de la Ville. La présente démarche vise l'acquisition des produits suivants :

- Microsoft Sentinel :
  - Microsoft Sentinel assure la collecte, l'analyse et la corrélation des événements de sécurité afin de détecter rapidement les menaces. Il permet également l'automatisation des réponses aux incidents et offre une visibilité centralisée sur l'ensemble des alertes et incidents.

- Microsoft Datalake :
  - Le produit Microsoft Datalake fournit un espace de stockage centralisé et évolutif pour conserver l'ensemble des journaux et données nécessaires aux analyses. Il constitue la fondation technique permettant les traitements avancés, les investigations et les corrélations réalisées par Microsoft Sentinel.

L’accompagnement technique offert par les heures d’ingénierie de support du contrat Unifié (CG24 0641) avec Microsoft inclut des services spécialisés visant à soutenir l’utilisation et l’intégration de ces solutions :

- Service de formation :
  - Ce service permet aux équipes internes de développer rapidement les compétences nécessaires pour utiliser efficacement le produit Microsoft Sentinel et le produit Microsoft Datalake, facilitant leur adoption et leur exploitation optimale.

- Service d’ingénierie pour la migration :
  - Ce service accompagne la transition des solutions actuelles vers la nouvelle plateforme de sécurité. Il assure une migration maîtrisée, conforme aux standards technologiques, tout en réduisant les risques et en garantissant la continuité des opérations.

**JUSTIFICATION**

Les offres présentes dans le catalogue du MCN pouvant potentiellement répondre aux besoins de la Ville ont été étudiées et évaluées par le Service des TI. L’offre de Microsoft répond en tout point aux besoins de la Ville. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, toute municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d’acquisitions gouvernementales ou, selon le cas, auprès du ministère de la Cybersécurité et du Numérique ou par leur entremise. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme Microsoft Canada inc., par l'entremise du MCN.

L'estimation de ce contrat correspond au montant exact de celle indiquée au sommaire décisionnel, soit 223 051,50 $, taxes incluses, car elle est basée sur les prix du catalogue du manufacturier disponible pour le secteur public.

L'acquisition d’heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) permettra au Service des TI d'avoir à sa disposition des ingénieurs spécialisés connaissant spécifiquement les produits Microsoft et le code source qui les composent pour le support en cas de problème ainsi que de l’assistance dans la période d’activation et l’intégration du système dans l’écosystème de la Ville.

Le contrat pour la banque d'heures a été octroyé de gré à gré à la firme Microsoft Canada inc. en vertu de l'article 573.3 (6) b) de la Loi sur les cités et villes, car son objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise la protection de droits exclusifs (licences).

L’estimation des coûts pour la banque d’heures correspond au montant exact de celle indiquée au dossier décisionnel, soit 192 212,91 $ taxes incluses, car elle est basée sur les prix du contrat de type Unifié (CG24 0641) avec l'éditeur Microsoft.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de ce contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n’est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Microsoft Canada inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense maximale est de 416 471,65 $, taxes incluses (380 294,13 $ net de taxes), et sera répartie comme suit :

| **Description** | **Montant 2026 (du 1er mai 2026 au 31 janvier 2027)** |
|---|---|
| Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel (BF) | 223 051,50 $ |
| Frais de gestion MCN (BF) | 1 207,24 $ |
| **Total BF** | **224 258 ,74 $** |
| Services professionnels (PDI) | 192 212,91 $ |
| **Grand Total** | **416 471,65 $** |

Dépenses capitalisables (PDI)

La dépense de 192 212,91 $, taxes incluses (175 516,01 $ net de taxes), se fera financer par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032 et de compétence locale 24-026, pour le projet 60115 - Modernisation des services de cybersécurité. Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 49,6% pour 2026. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense est de 224 258,74 $, taxes incluses (204 778,12 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération. Le présent dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville, puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au budget du Service des TI.

Frais de gestion du MCN

Pour la production d'un avenant, des coûts horaires de 105 $ seront ajoutés, avec un minimum de cinq heures facturées. Ces frais seront perçus par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, à titre de Courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics. Ces frais sont payables une seule fois en début de contrat.

Contrat de support

Le contrat avec Microsoft Unified bonifie le soutien de base prévu au MCN en offrant un niveau de support essentiel, incluant l'assistance technique 24/7, l'accès à des contenus de formation et des services-conseils pour l'usage et l'administration des solutions Microsoft. Microsoft est le seul fournisseur autorisé à offrir ce type de support, notamment en raison des droits d'accès au code source et de la garantie du manufacturier.

En vigueur jusqu'au 31 décembre 2027 (CG24 0641), ce contrat est calculé en fonction du volume d'acquisitions réalisées au cours de la durée du contrat. La Ville prévoit une hausse d'environ 10 % de la valeur du présent dossier.

Projection des coûts 2027-2029

Dans le cadre de la planification du prochain contrat qui devra être conclu en 2027, une estimation des coûts liés à l'utilisation de Microsoft Sentinel et des services infonuagiques associés a été établie pour un horizon de trois ans.

Selon les besoins opérationnels projetés, le coût total estimé pour la période 2027-2029 s'élève à environ 3 109 153,95 $, taxes incluses.

Ce montant comprend :

- Les frais d'utilisation de la plateforme d'analyse d'événement de sécurité Microsoft Sentinel ;
- Les licences d'utilisation de la plateforme de protection et détection sur les serveurs ;
- Les services infonuagiques requis pour les opérations de sécurité ;
- L'application d'une majoration annuelle de 5 % reflétant les ajustements tarifaires généralement observés dans le secteur.

Cette estimation vise à anticiper l'ampleur financière du prochain contrat et à soutenir la planification budgétaire pour les années subséquentes.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La majoration du contrat Microsoft Azure permettra à la Ville :

- de renforcer la capacité de détection et de réponse aux menaces ;
- d'automatiser les tâches répétitives afin de libérer les équipes pour les incidents prioritaires ;
- de centraliser les journaux et alertes pour améliorer la gouvernance, la visibilité et la conformité ;
- de réduire les risques d'interruption ou de compromission, améliorant ainsi la fiabilité des services offerts à la clientèle ;
- de renforcer la confiance des clients en démontrant un engagement envers une cybersécurité moderne et robuste.

La banque d'heures d'ingénierie de support (DSE) offrira à la Ville :

- un accès direct à l'expertise des spécialistes de l'éditeur ;
- un soutien accru pour développer les compétences nécessaires à la gestion de l'environnement Microsoft ;
- une optimisation de la valeur livrée dans les projets technologiques s'appuyant sur les solutions de l'éditeur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

**ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Imad EL AMMARI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

**Tél :** 514-654-0544
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-17

Francis DES GRANGES LANGEVIN
architecte d'entreprise ti

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Francis DES GRANGES LANGEVIN
architecte d'entreprise ti

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265942003
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction Cybersécurité
Projet : 60115 - Modernisation des services de cybersécurité

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*12* - Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective<br><br>*17* - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*12* - Sentinel uniformise la collecte et la gestion des journaux, ce qui accroît la qualité, l'intégrité et la traçabilité des données utilisées par la Ville.<br><br>*17* - Il supporte l'objectif municipal de transformer la gouvernance technologique et moderniser les capacités d'opérations TI. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**18 mars 2026**

**DESCRIPTION DU PROGRAMME DES SERVICES DE SUPPORT TECHNIQUE MICROSOFT ENTERPRISE**

**Re : Support Unifié Microsoft**

Chère **Catherine Lareau,**

Microsoft a le plaisir de vous fournir les informations suivantes concernant son offre de Support Unifié dans le cadre des Services de Support technique Microsoft Enterprise pour aider **la Ville de Montréal** à prendre une décision relative à la justification du choix d'un fournisseur unique.

Les Services de Support technique Microsoft Enterprise constituent une solution d'assistance complète qui contribue à réduire les coûts, à améliorer la productivité et à utiliser la technologie à toutes les étapes du cycle de vie des actifs informatiques. Ils garantissent un accès direct, pratique et unique aux équipes de développement de produits Microsoft, aux développeurs de logiciels et au code source des produits actuels et futurs en offrant (a) une vision spécialisée au cœur de l'architecture des solutions actuelles qui peut faciliter des migrations transparentes vers des produits/versions existants et futurs non publiés ; (b) une résolution rapide et complète des problèmes de support produit, de dépannage et de correctifs ; et (c) un lien de commentaire immédiat et axé sur la technologie entre nos clients et les équipes de développement de produits Microsoft afin de contribuer à définir l'orientation, les composants et les fonctionnalités des produits futurs.

Une formation spécialisée du personnel Microsoft est assurée par les équipes de développement de produits Microsoft en matière d'optimisation par les entreprises clientes de la planification, du déploiement, de la gestion et de la productivité des produits Microsoft existants et futurs.

En outre, dans le cadre de l'offre unique de Services de Support technique Microsoft, les services suivants sont disponibles :

**Les Services du Package de Base** représentent une combinaison de services proactifs, de services réactifs et de services de gestion de prestation de services proposés dans le cadre du support Microsoft pour les Produits et/ou les Services en Ligne utilisés par votre entreprise.
**Le Support réactif** facilite la résolution des problèmes dans votre environnement Microsoft et comprend des services de résolution des problèmes classés par ordre de priorité afin d'apporter une réponse rapide et de minimiser les temps d'arrêt. Dans le cadre des services de support technique réactif, Microsoft propose l'offre suivante :

> **Support Technique (résolution d'incidents)**, qui propose une assistance pour la résolution de problèmes présentant des signes spécifiques, rencontrés lors de l'utilisation de produits Microsoft et dont on peut raisonnablement penser qu'ils sont causés par des produits Microsoft. Le Support Technique (résolution d'incidents) et les demandes d'assistance peuvent être soumis par téléphone ou par voie électronique via un portail d'assistance en ligne.

**Support Conseil :** assistance téléphonique apportant aux professionnels informatiques un support technique à court terme (limité à six (6) heures) sur des problèmes imprévus. Les Services de Conseil peuvent englober des conseils, des instructions et des transferts de connaissances destinés à vous aider à déployer et à mettre en œuvre les technologies Microsoft de façon à éviter les problèmes fréquemment rencontrés par les services d'assistance technique et à réduire le risque de pannes système. Les scénarios d'architecture, de développement de solutions et de personnalisation n'entrent pas dans le champ d'application de ces Services de Conseil.

**Support Hotfix Étendu :** Le Support Hotfix Étendu vous permet de demander des correctifs qui ne sont pas liés à la sécurité pour un logiciel Microsoft donné entré dans la Phase de Support Étendu du cycle de vie fixe, comme défini par la Politique sur le site http://support.microsoft.com/lifecycle.

**Les activités de Gestion de Prestation de Services (SDM)** vous aident à établir et à maintenir des relations avec votre équipe de gestion et de prestation de services, ainsi qu'à superviser la gestion de la remontée des informations et à gérer les éléments de votre offre de support technique pour répondre aux besoins de votre entreprise. Ces actions sont gérées par un Responsable de la Prestation Microsoft, coordonnées par une équipe de prestataires de services d'un groupe de ressources ou fournies numériquement via un accès à un portail de services en ligne.

**Les services proactifs** qui aident à maintenir et à améliorer l'intégrité de l'infrastructure et des opérations informatiques. Dans le cadre du support proactif, Microsoft offre des services proactifs individuels, disponibles et catégorisés comme services de maintenance, d'optimisation ou de formation. Des services proactifs non inclus dans les Services de Package de Base peuvent être achetés.

**Les services de planification** fournissent des évaluations et des études de votre infrastructure actuelle, de vos données, de votre environnement de sécurité et d'application pour vous aider à planifier vos corrections, mises à jour, migrations, déploiements ou mises en œuvre de solutions en fonction des résultats souhaités.

**Les services de mise en œuvre** fournissent une expertise technique et de gestion de projet pour accélérer la conception, le déploiement, la migration, la mise à niveau et la mise en œuvre des solutions technologiques Microsoft.

**Les services de maintenance** permettent de prévenir les problèmes au sein de votre environnement Microsoft. Ils sont généralement planifiés avant la prestation des services afin de garantir la disponibilité des ressources.

**Les services d'optimisation** sont axés sur les objectifs d'utilisation optimale des investissements technologiques du client. Ces services peuvent proposer des recommandations pour l'administration à distance de services de cloud, l'optimisation de

l'adoption de fonctionnalités des produits Microsoft par les utilisateurs finaux et l'assurance d'une sécurité renforcée et d'une posture d'identité.

**Les services de formation** offrent des formations spécialisées permettant à votre personnel d'assistance de renforcer ses compétences techniques et opérationnelles par des formations sur site, en ligne ou à la demande. Celles-ci englobent des ateliers spécialisés, qui contribuent à prévenir les problèmes, à améliorer la disponibilité système et à concevoir des produits et des solutions basées sur les technologies Microsoft, mais aussi des formations spécialisées, qui portent notamment sur l'optimisation par les clients de la planification, du déploiement, de la gestion et de la productivité des produits Microsoft existants et futurs. Ces sessions sont assurées sur votre site ou sur un site Microsoft, et peuvent comprendre des présentations exhaustives consacrées au développement technique, assorties d'ateliers pratiques visant à faciliter votre mise en œuvre des technologies Microsoft.

**Les solutions améliorées** comprennent des engagements de support personnalisés, centrés sur la relation, conçus pour résoudre les défis informatiques les plus complexes et garantir une disponibilité maximale. Outre les services fournis dans le cadre du Package de Base ou des services supplémentaires, les services et solutions améliorés facultatifs suivants peuvent être achetés.

**Le Support Stratégique Vital** fournit un niveau de support supérieur pour un ensemble défini de produits et de services en ligne Microsoft, contenus dans vos solutions critiques.

**Les Ingénieurs Support Désignés** fournissent une optimisation proactive d'une charge de travail technologique étendue. Les domaines d'intervention pour les Ingénieurs Support Désignés comprennent le maintien des connaissances des exigences commerciales afin d'optimiser la performance, documenter et partager des recommandations pour l'utilisation des livrables liés aux services d'assistance, fournir des recommandations pour améliorer la cohérence de vos implémentations prévues et actuelles des technologies Microsoft, améliorer les compétences techniques et opérationnelles de votre personnel informatique, développer et faciliter la mise en œuvre de stratégies pour prévenir les incidents futurs et augmenter la disponibilité du système des technologies Microsoft couvertes, déterminer la cause première des incidents récurrents et fournir des recommandations pour éviter d'autres perturbations dans les technologies Microsoft désignées.

**La solution Azure Rapid Response (réponse rapide)** offre un support réactif accéléré pour vos services de cloud en acheminant les incidents de support vers les experts techniques et en fournissant une procédure d'escalade jusqu'aux équipes opérationnelles des services de cloud si besoin.

La **Gestion des événements Azure** fournit une assistance améliorée avant, pendant et après les événements critiques pour le client.

**Office 365 Engineering Direct** offre une meilleure prise en charge pour les charges de travail fondamentales de vos tenants de production Microsoft Office 365 qui comprend un accès prioritaire à l'équipe technique Office 365.

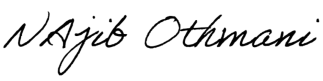
**Le Support pour Développeurs** fournit une assistance technique basée sur des connaissances du cloud et du produit pendant le cycle de développement de l'application. Il s'adresse aux développeurs des clients qui créent, déploient et gèrent des applications sur une plateforme Microsoft.

Les services de support technique décrits ci-dessus sont assurés exclusivement par Microsoft Corporation ou ses affiliés (y compris des employés à temps plein et des prestataires de services sous-traités assurant le support technique conformément aux indications de Microsoft), même dans les cas où le support est vendu par un partenaire ou un tiers.

Si vous avez des questions concernant cette lettre, n'hésitez pas à me contacter.

Cordialement,

**Najib Othmani**
Directeur, Succès-Client



**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265942003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes technologiques |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accordé à Microsoft Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Autoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver le projet d'avenant à cet effet / Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour une banque d'heures dédiées au service d'ingénierie de support - Dépense totale de 192 212,91 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1265942003 Certification de fonds - PDI.xlsx 1265942003 Certification de fonds - BF.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Imad EL AMMARI
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766
Coauteur : Francois FABIEN
Conseiller budgétaire

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1265942003** |
| **No d'engagement : 2026** | **TI65942003** |
| **Objet** | Autoriser une dépense additionnelle de 223 0<br>firme Microsoft Canada inc., par l'entremise d<br>contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Aut<br>cette fin / Accorder un contrat de gré à gré à l<br>taxes incluses. |

**Provenance**

| | |
|---|---|
| | **RCG 24-032 Biens et services TI CG24** |
| RGC 24-032 | 5001.5024032.803402.01 |
| | **24-026 Acq biens et serv en informatique C** |
| 24-026 | 6101.7724026.803402.01 |
| **Total provenance** | |

**Imputation**

| | |
|---|---|
| | **projet 60115 - Modernisation des services de c** |
| Agglo (49,6%) | 5001.5024032.803402.01 |
| | |
| Corpo (50,4%) | 6101.7724026.803402.01 |
| | |
| **Total imputation** | |

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

| Projet | 2026 | 2027 | 2028 | Ultérieur |
|---|---|---|---|---|
| projet 60115 - Modernisation des services de cybersécurité | 176 $ | - $ | - $ | - $ |
| **TOTAL** | **176 $** | **- $** | **- $** | **- $** |

Taux :

51,50 $, taxes incluses, pour l'intégration de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat
e son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 0005), majorant ainsi le monta
oriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses à titre de frais de gestion, payables au MCN / Approuver un proj
a firme Microsoft Canada inc. pour une banque d'heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) - Dépense totale d

| **0541** | **Dépenses taxes incluses** | **Crédits** |
|---|---|---|
| 1909.57201.000000.0000.168185.000000.98001.00000 | 95,337.60 $ | 87,055.94 $ |
| **M24 1038** | | |
| 1909.57201.000000.0000.168186.000000.98001.00000 | 96,875.31 $ | 88,460.07 $ |
| | **192,212.91 $** | **175,516.01 $** |

| **ybersécurité** | **Dépenses** | **Crédits** |
|---|---|---|
| 1303.54304.000000.0000.208191.000000.40020.00000 | 95,337.60 $ | 87,055.94 $ |
| | | |
| 1303.54304.000000.0000.208192.000000.40020.00000 | 96,875.31 $ | 88,460.07 $ |
| | | |
| | **192,212.91 $** | **175,516.01 $** |

192,212.91 $ 49.60%
50.40%

| **Total** |
|---|
| 176 $ |
| **176 $** |

1.0951303727

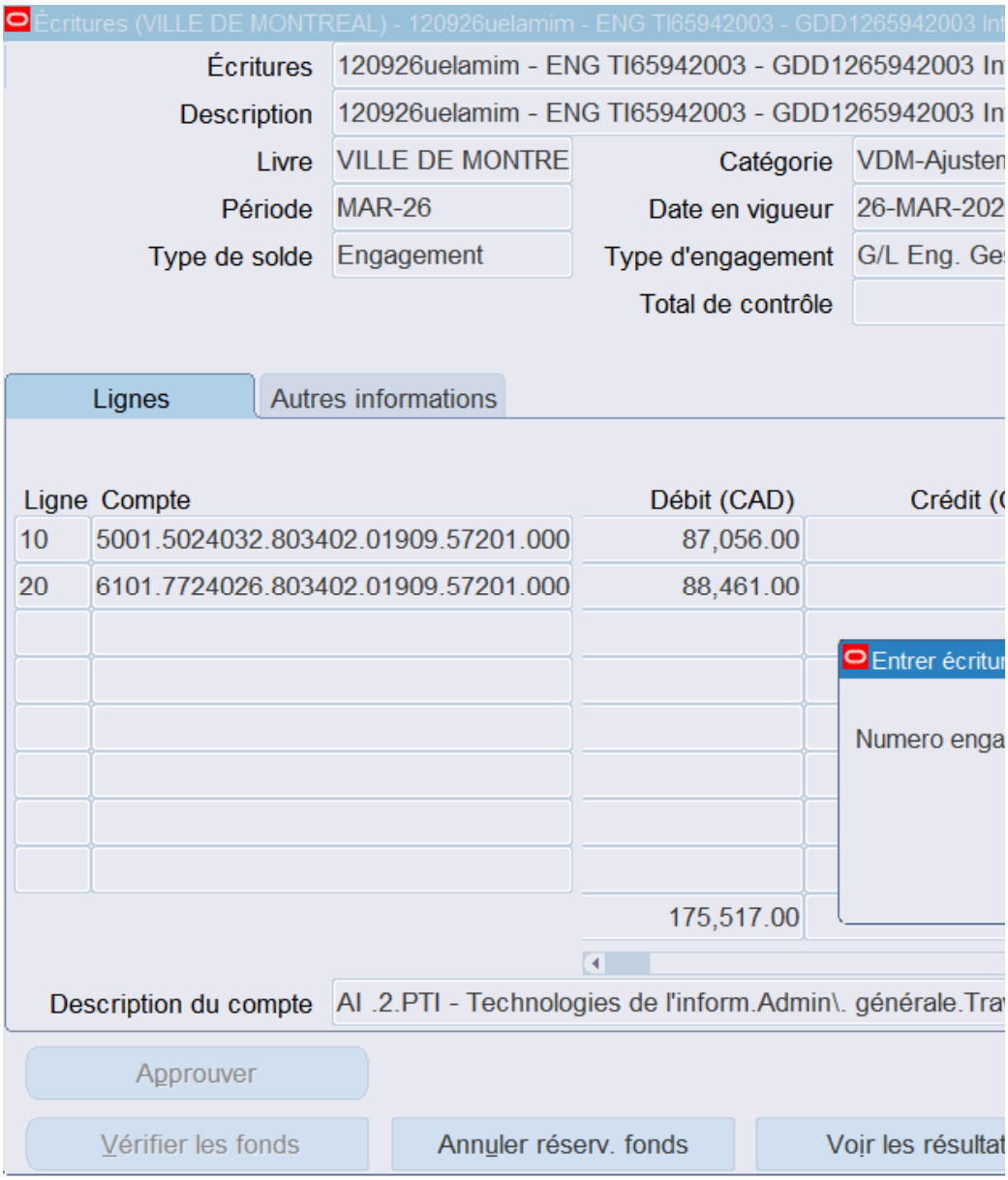
t accordé à la
ant total du
et d'avenant à
de 192 212,91 $,

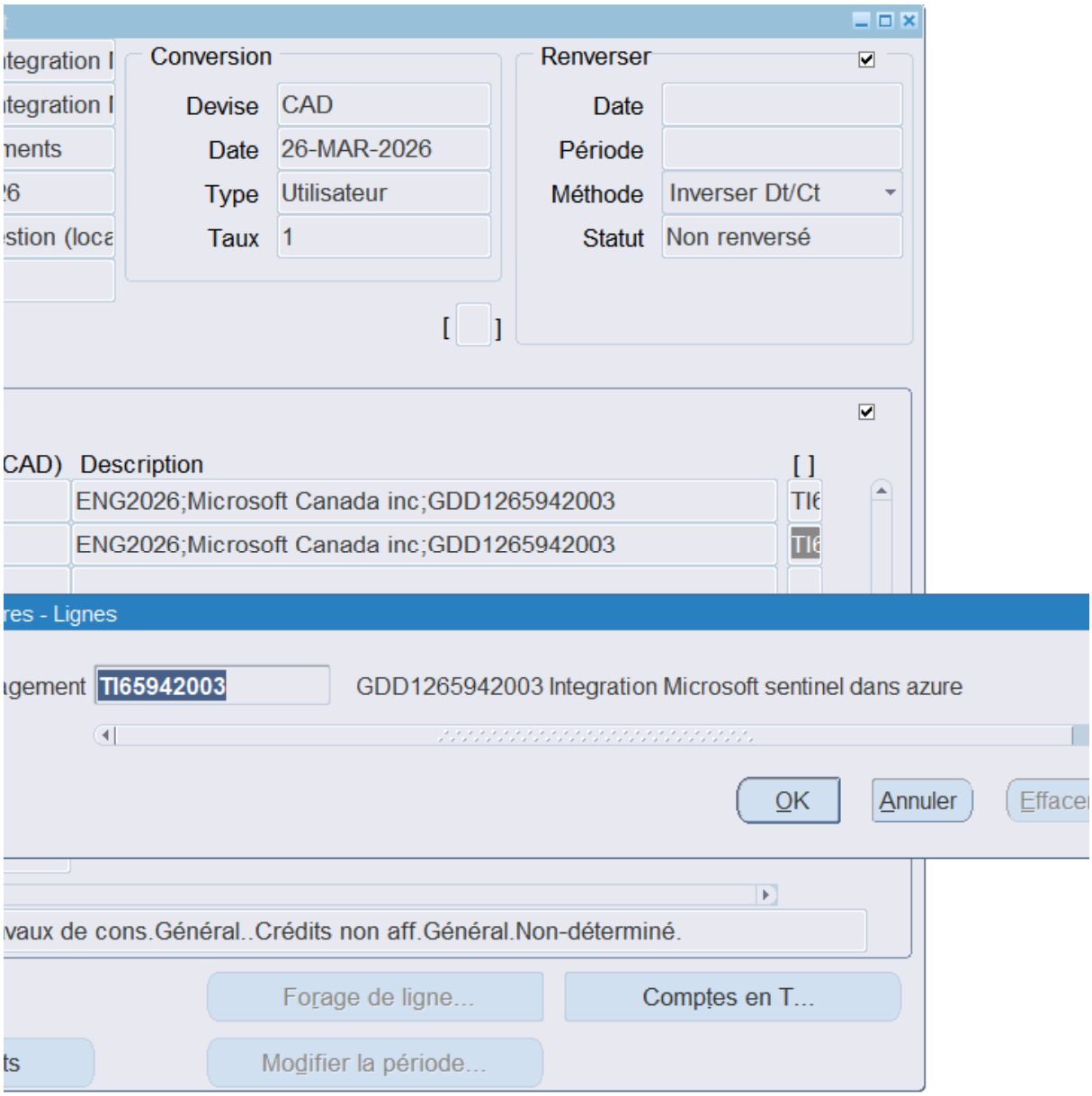
| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 87,056 $ |
| |
| 88,461 $ |

| |
|---|
| 175,517 $ |

| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 87,056 $ |
| |
| 88,461 $ |
| |
| **175,517 $** |

50.10%


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 120926uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 Int
Écritures
120926uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 In
Description
120926uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 In
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajusten
Période
MAR-26
Date en vigueur
26-MAR-202
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Ge
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (
10
5001.5024032.803402.01909.57201.000
87,056.00
20
6101.7724026.803402.01909.57201.000
88,461.00
175,517.00
Entrer écritu
Numero enga
Description du compte
AI .2.PTI - Technologies de l'inform.Admin\. générale.Tra
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultat


Conversion
Devise CAD
Date 26-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
CAD) Description
ENG2026;Microsoft Canada inc;GDD1265942003
ENG2026;Microsoft Canada inc;GDD1265942003
res - Lignes
gement TI65942003
GDD1265942003 Integration Microsoft sentinel dans azure
OK
Annuler
vaux de cons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...


Aide

**Aspect(s) financier(s)**

La dépense maximale est de 416 471,65 $, taxes incluses (380 294,13 $ net de taxes), et sera réparti com

| Description |
|---|
| Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel (BF) |
| Frais de gestion MCN (BF) |
| **Total BF** |
| Services professionnels (PDI) |
| **Grand Total** |

Dépenses capitalisables (PDI)

La dépense de 192 212,91 $, taxes incluses (175 516,01 $ net de taxes), se fera financée par le règlemen liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 4

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense est de 224 258,74 $, taxes incluses (204 778,12 $ net de taxes), sera imputée au budget de d'administration générale imputées au budget d'agglomération. Le présent dossier ne comporte aucune inc

La consommation des services infonuagiques se fera au rythme de l'expression des besoins du Service de

Frais de gestion du MCN

Pour la production d'un avenant, des coûts horaires de 105 $ seront ajoutés, avec un minimum de cinq (5) une seule fois en début de contrat.

Contrat de support

Le contrat de Microsoft Unified permet de rehausser le niveau de support inclus de base dans le contrat av de formation technique et des offres de conseils et de services relatives à la bonne utilisation et administrat produits.

Le contrat de Microsoft Unified, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2027 (octroyé dans le sommaire CG24 ( présent dossier (taux qui serait en vigueur en lien avec le volume d'achat de licences).

Projection des coûts 2027-2029

Dans le cadre de la planification du prochain contrat qui devra être conclu en 2027, une estimation des co

Projection des coûts 2027-2029

Dans le cadre de la planification du prochain contrat qui devra être conclu en 2027, une estimation des c

Selon les besoins opérationnels projetés, le coût total estimé pour la période 2027-2029 s'élève à environ

Ce montant comprend :

- Les frais d'utilisation de la plateforme d'analyse d'évènement de sécurité Microsoft Sentinel ;
- Les licences d'utilisation de la plateforme de protection et détection sur les serveurs ;
- Les services infonuagiques requis pour les opérations de sécurité ;
- L'application d'une majoration annuelle de 5 % reflétant les ajustements tarifaires généralement obs

Cette estimation vise à anticiper l'ampleur financière du prochain contrat et à soutenir la planification bud

**Montréal 2030**

ıme suit :

| | Montant 2026<br>(du 1er mai 2026 au 31 janvier 2027) |
|---|---|
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

ıt d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032 et de compétence locale 24-026, pour le projet 60115 - Modernisati
9,6% pour 2026. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au

fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépe
cidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville, puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au bud

es technologies de l'information, ce plan permet de payer mensuellement selon la consommation.

) heures facturées. Ces frais seront perçus par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, à titre de Courtier en infonu

vec le MCN. Ce niveau de support est essentiel pour toute organisation de l'envergure de la Ville de Montréal. Cela comprend
tion de la solution. Microsoft est le seul prestataire à offrir ces services de support en lien avec le respect des droits d'auteurs

0641), est calculé en fonction des acquisitions réalisées sur les périodes passées. La Ville estime qu'elle aura en 2027 et ann

ûts liés à l'utilisation de Microsoft Sentinel et des services infonuagiques associés a été établie pour un horizon de trois ans.

oûts liés à l'utilisation de Microsoft Sentinel et des services infonuagiques associés a été établie pour un horizon de trois ans.

3 109 153,95 $, taxes incluses.

servés dans le secteur.

gétaire pour les années subséquentes.

| | |
|---|---|
| | 223 051,50 $ |
| | 1 207,24 $ |
| | **224 258 ,74 $** |
| | 192, 212,91 $ |
| | **416 471,65 $** |

ion des services de cybersécurité. Cette dépense mixte d'investissement
ı Règlement sur les dépenses mixtes. Ce taux est révisé annuellement.

ınse ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes
lget du Service des TI.

uagique pour le compte des organismes publics. Ces frais sont payables

notamment l'assistance technique 24/7, la mise à disposition de contenus
s pour l'accès au code source et de la garantie du manufacturier pour ses

ıées subséquentes une augmentation équivalente à 10% de la valeur du

**CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1265942003** |
| **No d'engagement 2026 :** | TI65942003 |

**Objet:**

Autoriser une dépense additionnelle de 223 051,50 $, taxes incluses, pour l'intégra
son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG24 (
de frais de gestion, payables au MCN / Approuver un projet d'avenant à cette fin /
totale de 192 212,91 $, taxes incluses.

**Imputation de la dépense :**

| Imputation comptable |
|---|
| **2101.0010000.110125.01303.54510.014432.0000.000000.051362.00000.00000** |
| **2101.0010000.110125.01303.54510.014432.0000.000000.051362.00000.00000** |

Le segment "autre" de la clé comptable pourra être différent lors de l'établisseme

ation de Microsoft Sentinel dans la plateforme Azure, dans le cadre du contrat accord
0005), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 158 278,48 $, taxes incluses / Au
' Accorder un contrat de gré à gré à la firme Microsoft Canada inc. pour une banque d

| Libellé textuel |
| --- |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Contrat d'entretien informatique TI - mixte administration/Gestion de l'information/Serv.tech. - Administration et informatique/Licences et mise à jour des logiciels d'application/¯/Général/Contrats infonuagiques/Général/ |
| AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Contrat d'entretien informatique TI - mixte administration/Gestion de l'information/Serv.tech. - Administration et informatique/Licences et mise à jour des logiciels d'application/¯/Général/Contrats infonuagiques/Général/ |

nt du bon de commande, puisque les informations disponibles lors de l'élaboration d

| |
| --- |
| **Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel (BF)** |
| **Frais de gestion MCN (BF)** |

| |
| --- |
| **Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel (BF)** |
| **Frais de gestion MCN (BF)** |

lé à la firme Microsoft Canada inc., par l'entremise de
ıtoriser une dépense de 1 207,24 $, taxes incluses à titre
l'heures dédiées d'ingénierie de support (DSE) - Dépense

| Dépenses au net | 2026<br>1er mai au 31 décembre 2026 | 2027<br>1er janvier au 31 janvier 2027 | Total |
|---|---|---|---|
| **Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel** | 180,799.13 $ | 22,876.62 $ | **203,675.75 $** |
| **Frais de gestion MCN (Ministère de la Cybersécurité et du numérique)** | 1,102.37 $ | | **1,102.37 $** |
| **Total** | **181,901.50 $** | **22,876.62 $** | **204,778.12 $** |

e la présente intervention ne nous permettent pas de statuer sur ce segment de la clé.

| | 2026 |
|---|---|
| **Bon de commande (montant avant taxes)** | 194,000.00 $ |
| **Bon de commande (montant avant taxes)** | 1,050.00 $ |

| | |
|---|---|
| **Bon de commande (montant avec taxes)** | 223,051.50 $ |
| **Bon de commande (montant avec taxes)** | 1,207.24 $ |

**NO GDD :** **1265942003**

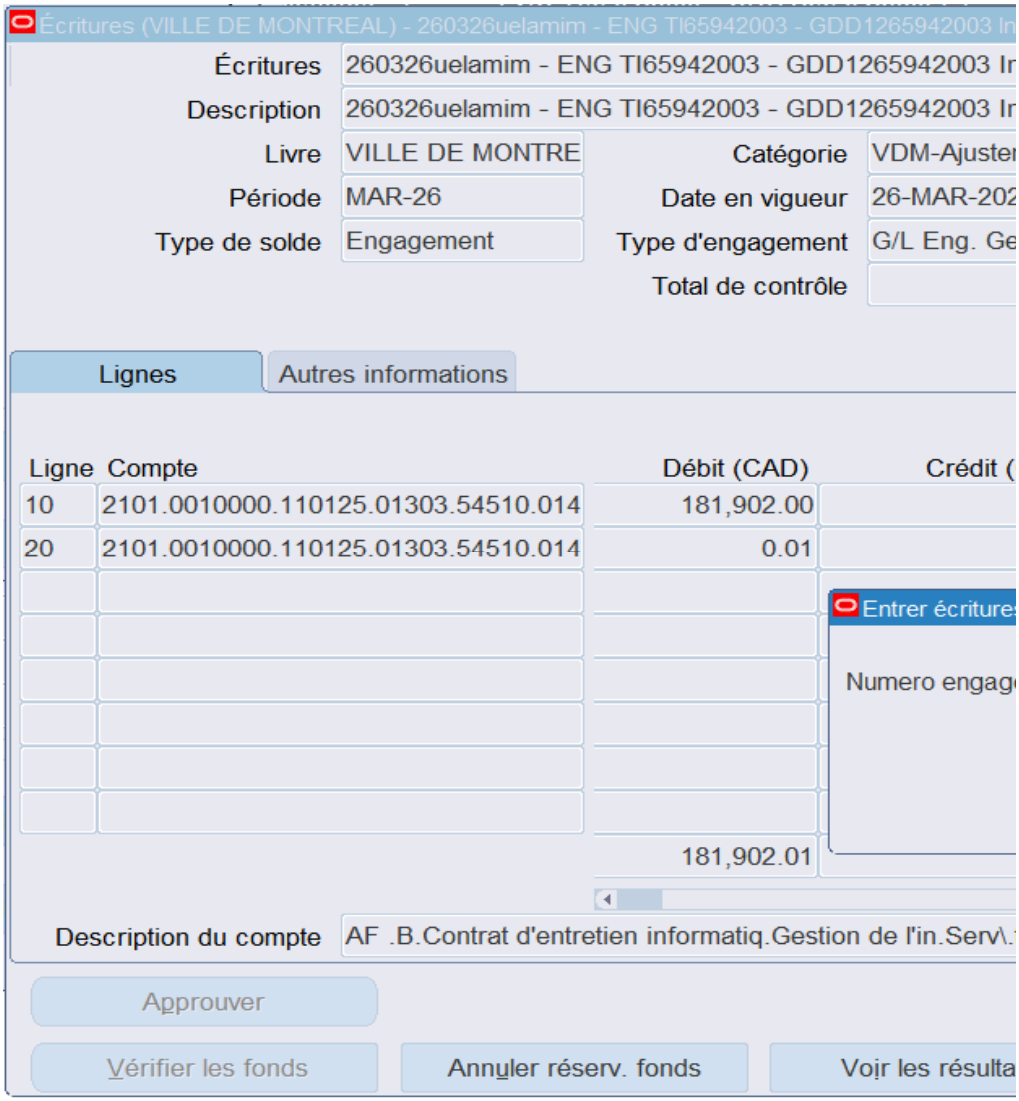
Une écriture de journal de frais payé d'avance sera comptabilisée pour tenir co

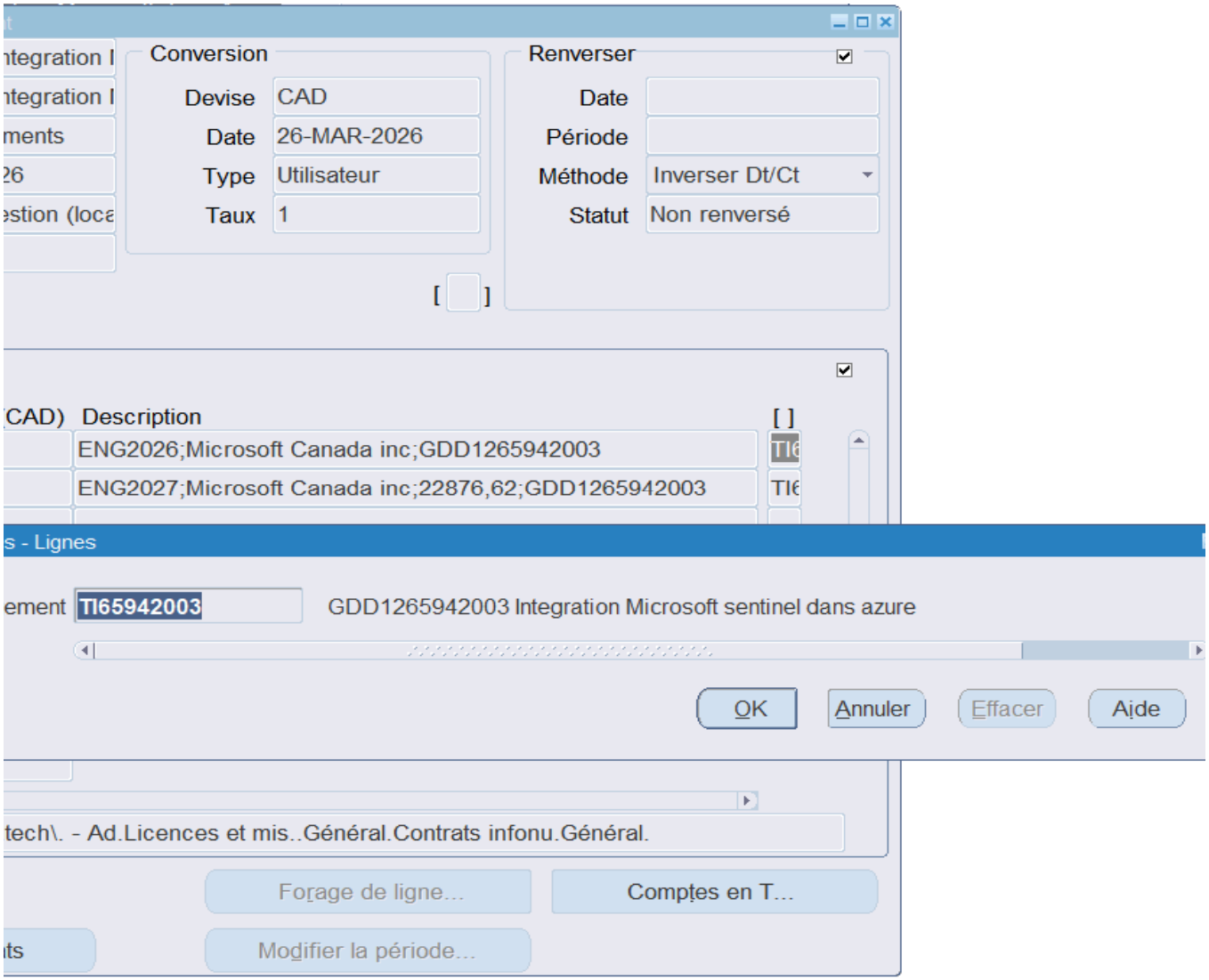
| Débours au net |
| --- |

ɔmpte du fait que le paiement complet sera fait pour la période du 1 mai 2026 au 31 janvier 2027.

| | 2026 |
|---|---|
| **Frais infonuagique pour Microsoft Sentinel (BF)** | 203,675.75 $ |
| **Frais de gestion MCN (BF)** | 1,102.37 $ |

| | 2026 |
|---|---|
| **2101.0000000.000000.00000.16002.006116.0000.000000.000000.00000.00000 Payé d'avance** | 22,876.62 $ |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260326uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 In
Écritures
260326uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 Ir
Description
260326uelamim - ENG TI65942003 - GDD1265942003 Ir
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajuster
Période
MAR-26
Date en vigueur
26-MAR-202
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Ge
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (
10
2101.0010000.110125.01303.54510.014
181,902.00
20
2101.0010000.110125.01303.54510.014
0.01
Entrer écriture
Numero engag
181,902.01
Description du compte
AF .B.Contrat d'entretien informatiq.Gestion de l'in.Serv\.
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résulta


Conversion
Devise CAD
Date 26-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
(CAD) Description
ENG2026;Microsoft Canada inc;GDD1265942003
ENG2027;Microsoft Canada inc;22876,62;GDD1265942003
s - Lignes
ement TI65942003
GDD1265942003 Integration Microsoft sentinel dans azure
OK
Annuler
Effacer
Aide
tech\. - Ad.Licences et mis..Général.Contrats infonu.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...



Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.18

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268362002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de 2 contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses |

Il est recommandé :
1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 2 358 042,79 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de deux contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389);
3. d'autoriser une dépense de 650 862,39 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. d'autoriser une dépense de 796 242,21 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
5. d'autoriser une dépense de 42 642,14 $, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement de prix;
6. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 31 % par l'agglomération, pour un montant de 1 194 469,26 $.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2026-03-25 16:39

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268362002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de 2 contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), le conseil municipal a prolongé (CM24 1122), jusqu'au 31 décembre 2027, l'application de la déclaration de compétence visée par la résolution CM14 1126 concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles provenant des arrondissements.
De plus, en vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.; chapitre E-20.001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles constituent une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de cette Loi, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais également sur celui de toute autre municipalité liée.

Ainsi, le Service de l'environnement est responsable de planifier les services et les contrats de collecte et de transport des matières résiduelles auprès des citoyens dans les arrondissements de la Ville de Montréal, ainsi que les contrats d'élimination pour l'agglomération de Montréal.

Le 24 août 2023, à la suite de l'appel d'offres public 23-19905, le Conseil d'agglomération a octroyé les contrats (lots 1 et 2) de collecte, de transport et d'élimination des ordures

ménagères provenant de conteneurs à chargement avant, ainsi que de collecte et de transport de matières résiduelles (ordures ménagères et matières organiques) et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE), pour une période de trois (3) ans, incluant deux options de prolongation de douze mois chacune (CG23 0389), à l'entreprise Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions, pour un montant total de 7 586 379,26 $ (budgets de contingences, d'ajustement de prix et taxes inclus). L'échéance de ces contrats est fixé au 31 octobre 2026.

Considérant que la date d'échéance de ces contrats approche (31 octobre 2026), que la Ville est satisfaite des services offerts par le fournisseur et que les prix sont jugés concurrentiels dans le contexte économique actuel, le présent sommaire décisionnel vise le prolongement, pour une période de douze mois, de ces deux contrats. Il est à noter qu'en vertu de la clause 15.02 - Renouvellements du Contrat, la Ville, par l'entremise du Service de l'approvisionnement, a informé l'adjudicataire de son intention de prolonger les contrats concernés. L'entreprise Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions a accusé réception des lettres et a accepté le renouvellement le 23 février 2026. La prolongation permet de reporter l'échéance des contrats au 31 octobre 2027.

Ce sommaire décisionnel vise également à faire autoriser une majoration du budget de contingences ainsi que l'ajout d'un budget de variation de quantités pour la durée initiale des contrats ainsi que pour la période de prolongation. Cette majoration est nécessaire en raison d'une utilisation plus importante des services que celle qui avait été anticipée lors de l'établissement des besoins, principalement en ce qui concerne le service d'élimination des ordures ménagères inclus dans ces contrats mais également pour ce qui est du nombre de conteneurs à collecter.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM 24 1122 - 22 octobre 2024 - prolonger, jusqu'au 31 décembre 2027, l'application de la déclaration de compétence concernant l'enlèvement, le transport et le dépôt de matières résiduelles, conformément à l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4).

CG23 0389 - 24 août 2023 - Accorder deux (2) contrats à la firme Waste Connections of Canada Inc./ Enviro Connexion pour les services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant, et de collecte et transport de matières résiduelles (ordures ménagères et matières organiques) et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE), pour une période de trois (3) ans (possibilité d'options de prolongation de deux (2) ans) - Dépense totale de 7 586 379,26 $, taxes incluses (contrats 6 966 319,15 $ + indexations 258 803,95 $ + contingences 361 256,16 $) - Appel d'offres public #23-19905 - Deux (2) soumissionnaires conformes

CM 14 1126 - 25 novembre 2014 dans le cadre de la réforme du financement des arrondissements, déclarer, en vertu de l'article 85.5 de la Charte de la Ville de Montréal, le conseil de la ville compétent à l'égard des objets suivants: 1. activités d'opération relatives aux lieux d'élimination de la neige sur le réseau de voirie locale; 2. enlèvement, transport et dépôt de matières résiduelles; 3. feux de circulation situés sur le réseau de voirie locale; 4. structures routières et connexes situées sur le réseau de voirie locale; 5. stationnement tarifé contrôlé par parcmètre, distributeur et borne de stationnement sur le réseau de voirie locale; 6. application de la réglementation en matière de stationnement pour la délivrance de constats d'infraction sur le réseau de voirie locale, le tout jusqu'au 31 décembre 2016 (GDD 1144631004).

**DESCRIPTION**

Les recommandations de prolonger de douze mois ainsi que de majorer la valeur des contrats issue de l'appel d'offres 23-19905 (lots 1 et 2) visent à maintenir jusqu'au 31 octobre 2027 les services suivants :

- Lot 1 - services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant (CC-AV, hors sol ou de type semi-enfouis) avec système de pesée embarquée, incluant un service de location de conteneurs métalliques à chargement avant pour les ordures ménagères (option 1);
- Lot 2 - services de collecte et de transport de matières résiduelles (ordures ménagères et matières organiques) et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE) avec système de pesée embarquée, incluant un service de nettoyage des conteneurs semi-enfouis levés par grue d'ordures ménagères et de matières organiques (option 1)

Ces contrats permettent d'offrir les services de collecte et de transport des ordures ménagères et des matières organiques, provenant de conteneurs des 19 arrondissements de la Ville de Montréal.

L'octroi de l'option de la première prolongation de douze mois ainsi que l'ajout ou la majoration des budgets de contingences, de variation de quantité et d'ajustement de prix dans le cadre de deux contrats accordés à Waste connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389) permettront d'assurer la poursuite des services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE) pour la clientèle admissible des arrondissements jusqu'au 31 octobre 2027.

**JUSTIFICATION**

Le présent sommaire décisionnel fait l'objet d'une recommandation de prolongation. En effet, l'exercice de l'option de renouvellement de douze mois pour deux contrats octroyés à l'entreprise Waste connections of Canada inc./ Enviro Connexion (lots 1 et 2) à la suite de l'appel d'offres 23-19905 vise à maintenir les services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant, et de collecte et transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE), pour la clientèle admissible des arrondissements jusqu'au 31 octobre 2027. La prolongation permet aussi de bénéficier pendant 12 mois supplémentaires des prix concurrentiels obtenus lors de l'appel d'offres 23-19905.

À la demande de prolongation s'ajoute également une demande de dépense additionnelle visant l'augmentation de la valeur de ces deux contrats, permettant ainsi d'assurer leur poursuite jusqu'au 31 octobre 2027.

Celle-ci est justifiée considérant une utilisation plus rapide que prévu des crédits alloués lors de l'octroi. Cela s'explique dans un premier temps par une plus grande quantité d'ordures ménagères envoyée à l'enfouissement par rapport aux projections réalisées en prévision de l'octroi des contrats qui ont été sous évaluées. De plus il a été constaté que certains conteneurs à chargement avant d'ordures ménagères à desservir n'avaient pas été considérés au moment du lancement de l'appel d'offres menant à une hausse des montants déboursés pour ces levées supplémentaires nécessaires de ces conteneurs.

Après vérifications, l'entreprise visée par ces ajustements n'est pas inscrite au :

- Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion

contractuelle;
- Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le coût total de la dépense additionnelle requise pour les deux contrats concernés est de 3 847 789,52 $ (taxes incluses). Cette dépense inclut :

- Les sommes requises pour l'augmentation de la valeur des deux contrats associés à la prolongation de 12 mois, qui s'élèvent à 2 358 042,79 $, taxes incluses.

| Firmes | Montant (taxes incluses - excluant contingences, variation de quantités, ajustement de prix) |
|---|---|
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 1 | 1 294 248,64 $ |
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 2 | 1 063 794,15 $ |
| Total | 2 358 042,79 $ |

- Les sommes requises en budget de contingences des deux contrats concernés qui s'élèvent à 650 862,38 $, taxes incluses.

| Firmes | Budget de contingences (taxes incluses) |
|---|---|
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 1 | 596 741,08 $ |
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 2 | 54 121,30 $ |
| Total | 650 862,38 $ |

- La somme requise en budget de variation de quantités du Lot 1 qui s'élève à 796 242,21 $, taxes incluses.

| Firmes | Budget de variation de quantités (taxes incluses) |
|---|---|
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 1 | 796 242,21 $ |
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 2 | 0,00 $ |
| Total | 796 242,21 $ |

- Les sommes requises en budget d'ajustement de prix (indexation) des deux contrats concernés qui s'élèvent à 42 642,14 $, taxes incluses.

| Firmes | Budget d'ajustement de prix (taxes incluses) |
|---|---|
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 1 | 24 010,22 $ |
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 2 | 18 631,92 $ |
| Total | 42 642,14 $ |

Ces ajustements représentent une augmentation de 50,72 % de la valeur initiale octroyée pour ces deux (2) contrats, majorant ainsi le total des montants des contrats de 7 586 379,26 $ (taxes incluses) à 11 434 168,78 $ (taxes, indexation, variation de quantité et contingences incluses). La majoration totale pour le Lot 1 représente une augmentation de 65 % du montant octroyé initialement (4 189 523,68 $), tandis qu'elle représente pour le Lot 2 une augmentation de 33 % du montant octroyé initialement (3 396 855,58 $).

La répartition du coût annuel et la demande de majoration des contrats se présentent comme suit :

| Fournisseur / Lot | Description | 2026 | 2027 | Total - prolongation (taxes incluses) | Grand total - contrats et prolongation (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 1 | Conteneurs à chargement avant - ordures ménagères (CCAV OM) | 213 046,25 $ | 1 081 202,38 $ | 1 294 248,64 $ | 5 140 755,66 $ |
| Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions - Lot 2 | Conteneurs semi-enfouis levés par grue - ordures ménagères et matières organiques (CSE OM / CSE MO) | 177 446,90 $ | 886 347,25 $ | 1 063 794,15 $ | 4 183 606,28 $ |
| Indexation | | 3 493, 68 $ | 39 148,46 $ | 42 642,14 $ | 301 446,09 $ |
| Variation de quantité | | 557 369,55 $ | 238 872, 66 $ | 796 242,21 $ | 796 242,21 $ |
| Contingences | | 426 591,10 $ | 224 271,28 $ | 650 862,38 $ | 1 012 118,54 $ |
| **Total des contrats - taxes incluses** | | 1 377 947,48 $ | 2 469 842,04 $ | 3 847 789,52 $ | 11 434 168,78 $ |

Un budget de 5 % de contingence avait été autorisé lors de l'octroi de ces contrats. Le montant supplémentaire de budget de contingences représente **6,75 %** de la valeur totale des contrats (incluant la période initiale ainsi que la période de prolongation) soit 11,24 % pour le lot 1 et **1,25 %** pour le lot 2.
Le montant demandé de 796 242,21 $ pour des variations de quantités pour le lot 1

représente 15 % de la valeur totale du contrat du lot 1, incluant la période de prolongation.

L'annexe 2.03.02 du contrat prévoit un ajustement des prix soumis sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'évolution du prix du carburant au début de l'exercice de la première option de renouvellement. L'indexation a été estimée à 2 % par année.

Cette dépense sera complètement imputée au budget de fonctionnement de la Division collecte, transport et traitement, de la Direction de la gestion des matières résiduelles et Infrastructures (DGRMI), du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. L'approbation de ces majorations aux contrats ne requiert pas de majorer le budget de la DGRMI.

Cette dépense est assumée à 69 % par la ville centre (volet collecte et transport des contrats) et à 31 % par l'agglomération (volet élimination des contrats).

**Redevance gouvernementale pour l'élimination**

Une redevance indexée annuellement de 37,80 $, taxe nette, ou 36,00 $, avant taxes, par tonne éliminée est exigée par le gouvernement du Québec. Cette redevance est indexée de 2,00 $ (avant taxes), ou 2,10 $ taxe nette, le 1er janvier de chaque année. Le montant des redevances équivaut à environ 320 684 $ $ (coût net) sur deux années financières et n'est pas inclus dans les coûts des contrats de ce sommaire décisionnel. Dans le cadre du paiement de cette redevance, la Ville reçoit en retour une somme équivalente par le *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles* sous forme de subventions pour financer des activités liées à la préparation, à la mise en œuvre et à la révision des plans de gestion des matières résiduelles.

**MONTRÉAL 2030**

Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.
Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en matière de lutte aux changements climatiques relativement aux priorités suivantes
Priorité 1: Réduire de 5 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Ne pas accorder cette prolongation et ces augmentations de valeurs des contrats impliquerait la nécessité de solliciter le marché de façon urgente pour les deux contrats concernés, ce qui pourrait mettre à risque l'offre de service aux citoyens dans les arrondissements concernés et voir une hausse des coûts non souhaités.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des prolongations (2 contrats) : 1er novembre 2026
Fin des contrats prolongés (2 contrats) : 31 octobre 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Isabel MAC QUHAE ALONZO)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Stephanie SAUVE, Service des ressources humaines et des communications
Amelie TREVISAN, Service de l'approvisionnement
Andres LARMAT, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Amelie TREVISAN, 20 mars 2026
Andres LARMAT, 19 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Nicolas MALATESTA
Agent de recherche

**Tél :** 438-822-3115
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations - gestion des matières résiduelles

**Tél :** 514-258-0429
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jamil Jimmy DIB
directeur - gestion matières résiduelles infrastructures
**Tél :** 514-758-4318
**Approuvé le :** 2026-03-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Roger LACHANCE
directeur de service - environnement

**Tél :** 514-795-4732
**Approuvé le :** 2026-03-25

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268362002
Unité administrative responsable :
*Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant, et de collecte et transport de matières résiduelles (ordures ménagères et matières organiques) et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE), dans le cadre de 2 contrats accordés à Waste Connections of Canada inc / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats de 7 586 379,26 $ à 11 434 168,78 $, taxes incluses*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. *Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles. II.*
2. *Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

***Zéro déchet***

- *Assurer et maintenir le transport de matières résiduelles vers des lieux de valorisation*

***Réduire des émissions de GES***

- *Informer le marché des intentions/orientation de la Ville en matière de performance environnementale en vue de le faire évoluer vers des pratiques plus écologiques*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 9 février 2026

Monsieur Jean -Sébastien Chénier
Enviro Connections
4141, Boul. de la Grande - Allée Boisbriand Québec, J7H 1M7

Courriel : jean-sebastien.chenier@wasteconnections.com

**Objet : Renouvellement de contrat**
**Appel d'offres n° 23-19905 (lot 1 et lot 2)**
**Services de collecte et de transport des matières résiduelles provenant de conteneurs à chargement avant, de conteneurs semi-enfouis à chargement par grue, incluant la location de conteneurs.**

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du **1er novembre 2026 au 31 octobre 2027** et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à malika.elyaagoubi@montreal.ca **au plus tard le 23 février 2026** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : JEAN-SÉBASTIEN CHÉNIER — 23-02-2026
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Malika El Yaagoubi
Agente d'approvisionnement II
Courriel : malika.elyaagoubi@montreal.ca

LN91Fbssp

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268362002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et semi-enfouis, dans le cadre de 2 contrats accordés à Waste Connections of Canada inc. / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD1268362002- Direction ENV.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Isabel MAC QUHAE ALONZO
Preposee au budget
**Tél :** 514 8720766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-23

Marie-France MILORD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT**
**Direction de la Gestion des matières résiduelles et inf**
Toutes taxes incluses

| **Founisseurs / Lot** |
|---|
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion Lot 1 |
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion - Lot 2 |
| **Total - C&T** |

| Fournisseur & Lots | Description |
|---|---|
| **Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion Lot 1** | CC-AV OM |
| **Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion - Lot 2** | CSE MO OM |
| Indexation | |
| Variation en quantité | |
| Contingences | |
| **Total des contrats - taxes incluses** | |

**Montant taxe nette**

| Founisseurs | Type de traitement |
|---|---|
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion | Colectes et transports |
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion | Colectes et transports |
| **Sous-total - Local** | |
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion | Élimination |
| Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion | Élimination |
| **Sous-total - Agglomération** | |
| **Grand total** | |

| | |
|---|---|
| **Redevance d'élimination** | |
| Coût net | |

**Pourcentage des dépenses par compétence**

| | |
|---|---|
| Locale | 86% |
| Agglomération | 14% |

**Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion**

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | IPC | | | 1.02 | | | | | | | | |
| **CC-AV** | | | | | | | | | | | | | |
| **OM avec pesée embarquée** | Lot1 nombre de levées / conteneurs | Prix unitaire estimé | mois en 2026 | mois en 2027 | **Total - prolongation** | **Grand total** | Entité | Source | centre de responsabilité | activité | objet | sous-objet |
| | | | 2 | 10 | 12 | | | | | | | |
| **C/T ordures ménagères** | 31,248 | 31.76 | 165,420.66 $ | 843,645.38 $ | 1,009,066.04 $ | 4,073,516.02 $ | | | | | | |
| 5% | | | 8,271.03 $ | 42,182.27 $ | 50,453.30 $ | 203,675.80 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 16,500.71 $ | 84,153.63 $ | 100,654.34 $ | 406,333.22 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **190,192.41 $** | **969,981.27 $** | **1,160,173.68 $** | **4,683,525.04 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 8,271.03 $ | 42,182.27 $ | 50,453.30 $ | 203,675.80 $ | | | | | | |
| 50% | | | 8,250.36 $ | 42,076.81 $ | 50,327.17 $ | 203,166.61 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 173,671.02 $ | 885,722.19 $ | 1,059,393.21 $ | 4,276,682.63 $ | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| **Location de conteneurs ordures ménagères** | 31 | 30.50 | 1,890.88 $ | 9,454.38 $ | 11,345.26 $ | 46,089.59 $ | | | | | | |
| 5% | | | 94.54 $ | 472.72 $ | 567.26 $ | 2,304.48 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 188.61 $ | 943.07 $ | 1,131.69 $ | 4,597.44 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **2,174.03 $** | **10,870.17 $** | **13,044.21 $** | **52,991.51 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 94.54 $ | 472.72 $ | 567.26 $ | 2,304.48 $ | | | | | | |
| 50% | | | 94.31 $ | 471.54 $ | 565.84 $ | 2,298.72 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 1,985.18 $ | 9,925.92 $ | 11,911.10 $ | 48,388.31 $ | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| | tonnes / année | | | | | | | | | | | |
| **Éliminations** | 1,000 | 126.15 | 21,025.00 $ | 105,125.00 $ | 126,150.00 $ | 497,294.94 $ | | | | | | |
| 5% | | | 1,051.25 $ | 5,256.25 $ | 6,307.50 $ | 24,864.75 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 2,097.24 $ | 10,486.22 $ | 12,583.46 $ | 49,605.17 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **24,173.49 $** | **120,867.47 $** | **145,040.96 $** | **571,764.86 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 1,051.25 $ | 5,256.25 $ | 6,307.50 $ | 24,864.75 $ | | | | | | |
| 50% | | | 1,048.62 $ | 5,243.11 $ | 6,291.73 $ | 24,802.59 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 22,073.62 $ | 110,368.11 $ | 132,441.73 $ | 522,097.53 $ | 1001 | 0010000 | 103159 | 04313 | 54503 | 014403 |
| **Variation en quantité - traitement** | | 15% | | 207,760.52 $ | 207,760.52 $ | 207,760.52 $ | 1001 | 0010000 | 103159 | 04313 | 54503 | 014403 |
| **Variation en quantité - collecte CCAV** | | | 484,774.56 $ | | 484,774.56 $ | 484,774.56 $ | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| 5% | | | 24,238.73 $ | 10,388.03 $ | 34,626.75 $ | 34,626.75 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 48,356.26 $ | 20,724.11 $ | 69,080.37 $ | 69,080.37 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **557,369.55 $** | **238,872.66 $** | **796,242.21 $** | **796,242.21 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 24,238.73 $ | 10,388.03 $ | 34,626.75 $ | 34,626.75 $ | | | | | | |
| 50% | | | 24,178.13 $ | 10,362.06 $ | 34,540.19 $ | 34,540.19 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 508,952.69 $ | 218,122.58 $ | 727,075.27 $ | 727,075.27 $ | | | | | | |
| **Contigences - traitement** | | 11.24% | 363,312.68 $ | 155,705.44 $ | 519,018.12 $ | 692,535.08 $ | | | | | | |
| 5% | | | 18,165.63 $ | 7,785.27 $ | 25,950.91 $ | 34,626.75 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 36,240.44 $ | 15,531.62 $ | 51,772.06 $ | 69,080.37 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **417,718.76 $** | **179,022.33 $** | **596,741.08 $** | **796,242.21 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 18,165.63 $ | 7,785.27 $ | 25,950.91 $ | 34,626.75 $ | | | | | | |
| 50% | | | 18,120.22 $ | 7,765.81 $ | 25,886.03 $ | 34,540.19 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 381,432.90 $ | 163,471.24 $ | 544,904.15 $ | 727,075.27 $ | 1001 | 0010000 | 103159 | 04313 | 54503 | 014403 |
| **Total - C&T et contingence** | | | 1,036,423.78 $ | 1,321,690.72 $ | 2,358,114.50 $ | 6,001,970.71 $ | | | | | | |
| 5% | | | 51,821.19 $ | 66,084.54 $ | 117,905.73 $ | 300,098.54 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 103,383.27 $ | 131,838.65 $ | 235,221.92 $ | 598,696.58 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **1,191,628.24 $** | **1,519,613.90 $** | **2,711,242.15 $** | **6,900,765.82 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 51,821.19 $ | 66,084.54 $ | 117,905.73 $ | 300,098.54 $ | | | | | | |
| 50% | | | 51,691.64 $ | 65,919.32 $ | 117,610.96 $ | 299,348.29 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 1,088,115.42 $ | 1,387,610.04 $ | 2,475,725.46 $ | 6,301,319.00 $ | | | | | | |
| | | tonnage | 3,047 | 3,715 | | | | | | | | |
| **Redevance d'élimination** | | | 37.80 $ | 39.90 $ | **Total - taxe nette** | | | | | | | |
| Coût net | | | 115,150 $ | 148,193 $ | **263,344 $** | | | | | | | |

**Waste connexions Canada Inc. / Enviro Connexion**

| | | | IPC | | 1.02 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **CSE** | | | | | | | | | | | | | |
| **OM et MO avec pesée embarquée** | Lot 2 nombre de levées / conteneurs | Prix unitaire estimé | mois en 2026 | mois en 2027 | **Total - prolongation** | **Grand total** | Entité | Source | centre de responsabilité | activité | objet | sous-objet |
| | | | 2 | 10 | 12 | | | | | | | |
| **C/T ordures ménagères** | 7,508 | 71.17 $ | 89,051.64 $ | 454,163.35 $ | **543,214.99 $** | **2,179,436.36 $** | | | | | | |
| 5% | | | 4,452.58 $ | 22,708.17 $ | 27,160.75 $ | 108,971.82 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 8,882.90 $ | 45,302.79 $ | 54,185.69 $ | 217,398.78 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **102,387.12 $** | **522,174.31 $** | **624,561.43 $** | **2,505,806.95 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 4,452.58 $ | 22,708.17 $ | 27,160.75 $ | 108,971.82 $ | | | | | | |
| 50% | | | 4,441.45 $ | 22,651.40 $ | 27,092.85 $ | 108,699.39 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 93,493.09 $ | 476,814.75 $ | **570,307.83 $** | **2,288,135.75 $** | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| **C/T matières organiques** | 2,262 | 71.17 $ | 26,829.36 $ | 136,829.71 $ | **163,659.07 $** | **656,617.61 $** | | | | | | |
| 5% | | | 1,341.47 $ | 6,841.49 $ | 8,182.95 $ | 32,830.88 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 2,676.23 $ | 13,648.76 $ | 16,324.99 $ | 65,497.61 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **30,847.05 $** | **157,319.96 $** | **188,167.02 $** | **754,946.10 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 1,341.47 $ | 6,841.49 $ | 8,182.95 $ | 32,830.88 $ | | | | | | |
| 50% | | | 1,338.11 $ | 6,824.38 $ | 8,162.50 $ | 32,748.80 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 28,167.47 $ | 143,654.10 $ | **171,821.57 $** | **689,366.42 $** | 2101 | 0010000 | 103314 | 04331 | 54503 | 014481 |
| **Nettoyage des conteneurs** | 209 | 228.75 $ | 7,967.96 $ | 40,636.58 $ | **48,604.54 $** | **195,007.07 $** | | | | | | |
| 5% | | | 398.40 $ | 2,031.83 $ | 2,430.23 $ | 9,750.35 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 794.80 $ | 4,053.50 $ | 4,848.30 $ | 19,451.95 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **9,161.16 $** | **46,721.91 $** | **55,883.07 $** | **224,209.37 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 398.40 $ | 2,031.83 $ | 2,430.23 $ | 9,750.35 $ | | | | | | |
| 50% | | | 397.40 $ | 2,026.75 $ | 2,424.15 $ | 9,725.98 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 8,365.36 $ | 42,663.33 $ | **51,028.69 $** | **204,733.04 $** | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| | tonnes / année | | | | | | | | | | | |
| **Éliminations** | 1,450 | 126.15 $ | 30,486.25 $ | 155,479.88 $ | **185,966.13 $** | **724,126.29 $** | | | | | | |
| 5% | | | 1,524.31 $ | 7,773.99 $ | 9,298.31 $ | 36,206.31 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 3,041.00 $ | 15,509.12 $ | 18,550.12 $ | 72,231.60 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **35,051.57 $** | **178,762.99 $** | **213,814.55 $** | **832,564.20 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 1,524.31 $ | 7,773.99 $ | 9,298.31 $ | 36,206.31 $ | | | | | | |
| 50% | | | 1,520.50 $ | 7,754.56 $ | 9,275.06 $ | 36,115.80 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | 32,006.75 $ | 163,234.43 $ | **195,241.19 $** | **760,242.09 $** | 1001 | 0010000 | 103159 | 04313 | 54503 | 014403 |
| **Contigences** | | **5%** | 7,716.76 $ | 39,355.48 $ | **47,072.24 $** | **187,759.37 $** | | | | | | |
| 5% | | | 385.84 $ | 1,967.77 $ | 2,353.61 $ | 9,387.97 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 769.75 $ | 3,925.71 $ | 4,695.46 $ | 18,729.00 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **8,872.34 $** | **45,248.96 $** | **54,121.30 $** | **215,876.33 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 385.84 $ | 1,967.77 $ | 2,353.61 $ | 9,387.97 $ | | | | | | |
| 50% | | | 384.87 $ | 1,962.85 $ | 2,347.73 $ | 9,364.50 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | **8,101.63 $** | **41,318.33 $** | **49,419.96 $** | **197,123.86 $** | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 |
| **Total - C&T et contingence** | | | 162,051.96 $ | 826,465.00 $ | 988,516.96 $ | 3,942,946.69 $ | | | | | | |
| 5% | | | 8,102.60 $ | 41,323.25 $ | 49,425.85 $ | 197,147.33 $ | | | | | | |
| 9.975% | | | 16,164.68 $ | 82,439.88 $ | 98,604.57 $ | 393,308.93 $ | | | | | | |
| **Total avec taxes** | | | **186,319.24 $** | **950,228.13 $** | **1,136,547.38 $** | **4,533,402.96 $** | | | | | | |
| Ristourne TPS 100% | | | 8,102.60 $ | 41,323.25 $ | 49,425.85 $ | 197,147.33 $ | | | | | | |
| 50% | | | 8,082.34 $ | 41,219.94 $ | 49,302.28 $ | 196,654.47 $ | | | | | | |
| Dépense nette | | | **170,134.30 $** | **867,684.94 $** | **1,037,819.24 $** | **4,139,601.16 $** | | | | | | |
| **Redevance d'élimination** | | | 37.80 $ | 39.90 $ | **Total** | | | | | | | |
| Coût net | | | 9,133.91 $ | 48,206.76 $ | **57,340.67 $** | | | | | | | |

Enfouissement :1001.001000.103159.04313.54503.014403.0000.000000.000000.00000.00000

Redevances: 1001.001000.103162.04313.54503.014468.0000.000000.000000.00000.00000

## Informations financières pour dépenses BF

| GDD # | 1268362002 |
|---|---|

| Service | ENV |
|---|---|

| Direction | GMR |
|---|---|

| Engagement # | | Date | 3/23/2026 |
|---|---|---|---|

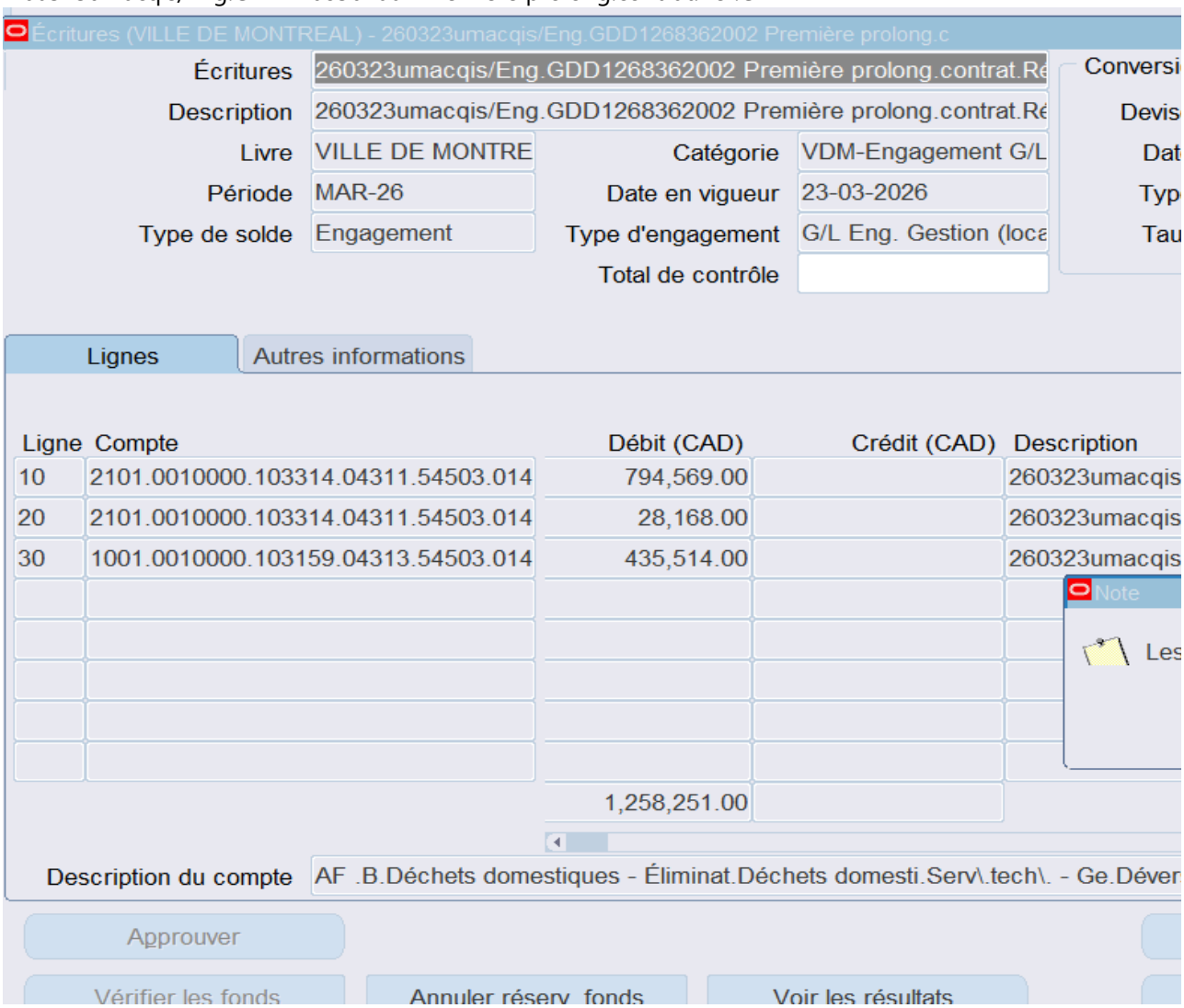
**Objet GDD**

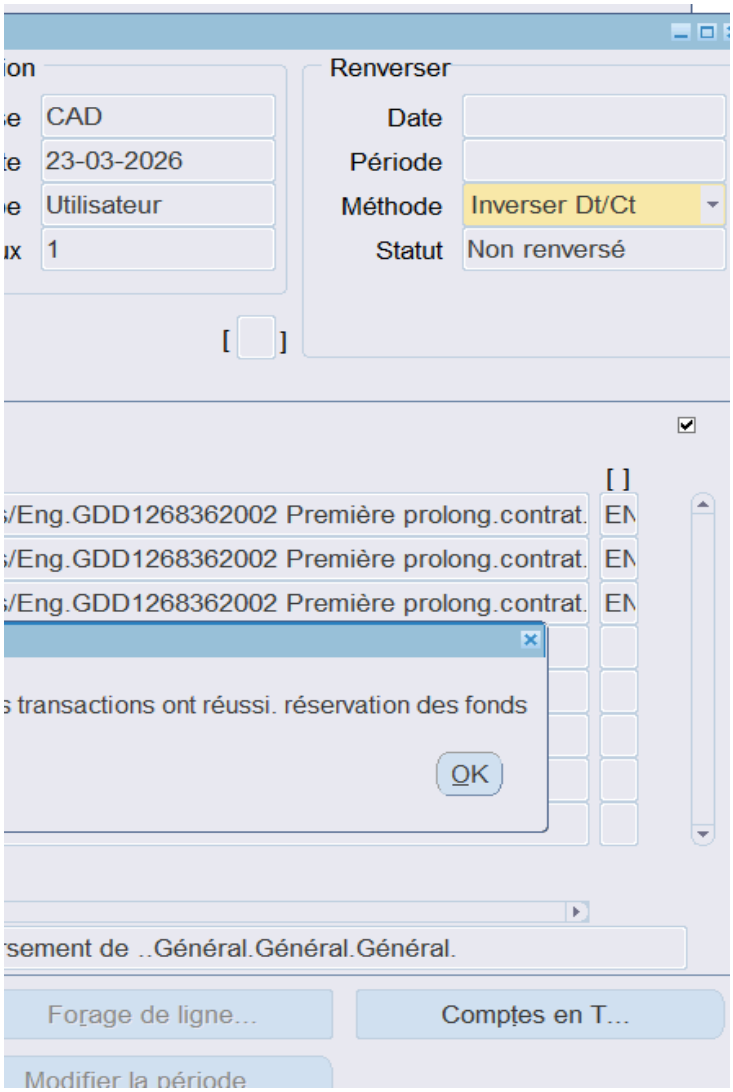
**Exercer l'option de la première prolongation de douze mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 847 789,52 $, taxes incluses, pour les services de collecte, de transport de matières résiduelles et d'élimination des ordures ménagères provenant de conteneurs à chargement avant et de conteneurs semi-enfouis levés par grue (CSE), dans le cadre de deux contrats accordés à Waste Connections of Canada inc / Enviro Connexions (CG23 0389), majorant ainsi le montant total des contrats à 11 434 168,78 $, taxes incluses**

**Provenance**

| | | | | | | | | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2101 - AF - Général - Ville de Montréal / 0010000 - Budget régulier / 103314 - Collecte et transport arrondissement - Opération / 04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport / 54503 - Serv.tech.-Gestion des matières résiduelles / 014400 - Collecte de déchets doméstiques/ - / - / - / - / - | | | | | | | | | | | | | |
| Budget original | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014400 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 2,465,153.25 $ | 2,251,013.50 $ |
| 2101 - AF - Général - Ville de Montréal / 0010000 - Budget régulier / 103314 - Collecte et transport arrondissement - Opération / 04311 - Déchets domestiques et assimilés - collecte et transport / 54503 - Serv.tech.-Gestion des matières résiduelles / 014481 - Collecte résidus alimentaires/ - / - / - / - / - | | | | | | | | | | | | | |
| Budget original | 2101 | 0010000 | 103314 | 04311 | 54503 | 014481 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 188,167.02 $ | 171,821.57 $ |
| 1001 - AF - Général - Agglomération / 0010000 - Budget régulier / 103159 - Déchets domestiques - Élimination / 04313 - Déchets domestiques et assimilés - élimination / 54503 - Serv.tech.-Gestion des matières résiduelles / 014403 - Déversement de déchets / - / - / - / - / - | | | | | | | | | | | | | |
| Budget original | 1001 | 0010000 | 103159 | 04313 | 54503 | 014403 | 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 | 1,194,469.25 $ | 1,090,709.64 $ |

ENV8362002
260323umacqis/Eng.GDD1268362002 Première prolong.contrat.Réf.CM24 1122




Renverser
CAD
23-03-2026
Utilisateur
1
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
/Eng.GDD1268362002 Première prolong.contrat.
/Eng.GDD1268362002 Première prolong.contrat.
/Eng.GDD1268362002 Première prolong.contrat.
transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
sement de ..Général.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.19

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265588001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3) |

Il est recommandé :
de résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3).

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2026-03-25 10:51

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265588001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Résilier le contrat accordé à Canadian Bearings ltd. (CG26 0102), pour la fourniture d'équipements de protection individuelle (lot 3) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

En août 2025, l'appel d'offres public 25-21164 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans Le Devoir pour la fourniture d'équipements de protection individuelle principalement destinés à assurer la protection et la sécurité des employés de la Ville de Montréal dans l'exercice de leurs tâches.
En février 2026, à la suite de l'appel d'offres public 25-21164, la Ville octroyait à la firme Canadian Bearings ltd. une entente-cadre de trente-six mois pour la fourniture d'équipements de protection individuelle pour le lot 3 constitué des casques, accessoires de casques, visières et protections auditives.

Suite à l'octroi du lot 3, il a été soulevé qu'un des soumissionnaires, qui avait été identifié comme non conforme à la suite de la revue de la conformité des articles soumissionnés, avait proposé un article conforme aux requis de l'appel d'offres et aurait été le soumissionnaire le plus bas pour ce lot.

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la résiliation du contrat avec Canadian Bearings ltd.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG26 0102 - 19 février 2026 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Canadian Bearings ltd. et Acklands-Grainger inc., pour la fourniture d'équipements de protection individuelle pour une durée de 36 mois - appel d'offres public 25-21164 (5 soum.) (Montant estimé des ententes : 964 946,32 $, taxes incluses.)
CG21 0353 - 17 juin 2021 - Conclure une entente-cadre avec P.S.B. Chaleurs inc (Confian) pour une durée de 36 mois pour la fourniture sur demande de gants de travail spécialisés - appel d'offres public 20-18314 (3 soum.) (Montant estimé de l'entente: 1 736 180,71 $, taxes et variation de quantités incluses.)

CG20 0018 - 27 janvier 2020 - Conclure une entente-cadre avec Messer Canada inc. (Linde Canada Ltée), pour une période de douze mois, pour la fourniture, sur demande de gants de travail spécialisés - appel d'offres public 15-14651 (4 soum.) (Montant estimé : 525 752,61

$).

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet d'autoriser la résiliation du contrat avec la firme Canadian Bearings ltd. pour le lot 3 de l'appel d'offres 25-21164 pour la fourniture d'équipements de protection individuelle.
Considérant que des vérifications subséquentes ont démontré que le contrat aurait dû être octroyé au plus bas soumissionnaire conforme, il est requis de procéder à la résiliation du contrat accordé à Canadian Bearings ltd. Cette résiliation permettra à la Ville de lancer un nouvel appel d'offres pour la fourniture, sur demande, des équipements de protection individuelle de la catégorie comprenant les casques, accessoires de casques, visières et protections auditives.

**JUSTIFICATION**

Le Service de l'approvisionnement a effectué les validations nécessaires concernant l'article proposé dans la soumission par le plus bas soumissionnaire qui avait été identifié comme non conforme du point de vue technique. L'article correspondait bien aux exigences de l'appel d'offres et ce soumissionnaire aurait dû obtenir le contrat pour le lot 3.
Canadian Bearings ltd n'était donc pas le plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 3 de l'appel d'offres 25-21164.

Il est donc recommandé de procéder à la résiliation du contrat et de lancer un nouvel appel d'offres pour ce lot.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Cette résiliation n'entraîne aucun déboursé pour la Ville, aucun achat n'ayant encore été effectué dans le cadre de ce contrat.

**MONTRÉAL 2030**

Les priorités Montréal 2030 ne s'appliquent pas au présent dossier, dans la mesure où la décision visée concerne une résiliation de contrat.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

À la suite de l'approbation du présent dossier, un nouvel appel d'offres public sera lancé afin de conclure un nouveau contrat pour la fourniture, sur demande de la catégorie des équipements de protection individuelle constituée des casques, accessoires de casques, visières et protections auditives.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Amelie TREVISAN
chef(fe) de section - approvisionnement stratégique en biens

**Tél :** 514-280-1748
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Elie BOUSTANI
Chef de division - acquisition

**Tél :** 514-838-4519
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

**Tél :** 514 915-0540
**Approuvé le :** 2026-03-24

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement

**Tél :** 514 347-8516
**Approuvé le :** 2026-03-24

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.20

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1260479001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division entretien et opération |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour les services de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire, Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour les services de location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 444 617,52 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21321;

2. d'autoriser une dépense de 66 692,63 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 66 692,63 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield);
5. d'autoriser le directeur de la Direction Stratégies et performance à prolonger le contrat pour une prolongation de 12 mois, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres;

6. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-27 08:28

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1260479001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division entretien et opération |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour les services de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (1 soumissionnaire) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.

La Direction des réseaux d'eau est quant à elle responsable de la distribution d'une eau potable de qualité et de la collecte des eaux usées en réalisant des projets de mise à niveau et de développement des actifs des réseaux, tout en veillant à leur exploitation et à leur entretien.

Pour répondre aux enjeux d'inondations récurrentes et de montée du niveau de la rivière des Prairies, le Service de l'eau de la Ville de Montréal, par l'entremise de la Direction des réseaux d'eau, met en œuvre des mesures visant à assurer une gestion sécuritaire des eaux pluviales.

Les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, de Pierrefonds-Roxboro et d'Ahuntsic-Cartierville sont sujets à des inondations récurrentes au printemps. Lorsque le niveau de la rivière des Prairies monte, il existe un risque d'inonder les émissaires pluviaux et, par conséquent, de la municipalité.

Le recours à des pompes et à des accessoires est nécessaire afin d'acheminer les eaux pluviales qui ne peuvent plus s'écouler naturellement vers la rivière, ces émissaires doivent être obturés pour empêcher l'eau de la rivière d'inonder la municipalité.

Ces installations seront réalisées aux sites suivants : parc de la Rive boisée, site des travaux publics de Pierrefonds-Roxboro, pont Jacques Bizard, usine d'eau potable de Pierrefonds, station de pompage Lavigne, résidence Marina Centre et Parc Cardinal.

Le présent dossier a donc pour objet la conclusion d'un contrat de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières.

L'appel d'offres regroupé en 4 lots a été lancé par le Service de l'approvisionnement.

L'appel d'offres # 26-21321 a été publié durant 21 jours, soit du 11 février 2026 au 5 mars 2026 sur le site électronique d'appel d'offres du SEAO et dans le quotidien Le Devoir. La soumission est valide pendant les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 3 juin 2026.

Aucun addenda n'a été émis lors du processus d'appel d'offres.

Cet appel d'offres fait suite au premier appel d'offres 25-21223 qui a été annulé en raison que le plus bas soumissionnaire a été déclaré non conforme, puisqu'il a utilisé les mauvais documents de l'appel d'offres. Les deuxième et troisième soumissionnaires ont également été jugés non conformes : leurs prix étaient trop élevés et ils ne détenaient pas leur AMP pour les lots où cela s'appliquaient.

Le premier appel d'offres 25-21223 avait été publié du 12 novembre 2025 au 22 janvier 2026 (les résultats d'ouverture de soumission de l'appel d'offres annulé se retrouvent en pièce jointe). L'appel d'offres précédent a donc été remplacé par le présent appel d'offres, soit le 26-21321.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Ne s'applique pas.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'un contrat de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières pour une durée de deux (2) mois, soit du 23 avril 2026 au 23 juin 2026, avec une option de renouvellement d'une (1) année.

Suite à l'analyse des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres public 26-21321, il est recommandé de retenir les services de la firme :

- IndustriesToromont Ltée (Location d'équipement Battlefield) : 444 617,52 $, taxes incluses.

Les prix sont fermes et ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la durée initiale du contrat. Si l'option de renouvellement est exercée, les prix seront ajustés à la date d'anniversaire du renouvellement du contrat, en fonction du taux de variation sur une période de douze (12) mois, de l'indice des prix des services de location et de location-acquisition de machines et de matériel d'usage commercial et industriel, tel que publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à cette date.

La Ville va utiliser le service uniquement si la situation le requiert.

**JUSTIFICATION**

L'octroi est effectué par lots. Les soumissionnaires n'étaient pas tenus de soumissionner pour tous les lots. Le présent dossier concerne le lot # 4. Les autres lots 1, 2 et 3 seront octroyés par les arrondissements de Pierrefonds-Roxboro, de L'îles-Bizard-Sainte-Geneviève et d'Ahuntsic-Cartierville.

Les contrats sont octroyés aux plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots.

À la suite de l'appel d'offres public 26-21321, sur cinq (5) preneurs du cahier des charges, une seule (1) firme a déposé une soumission pour le lot 4, soit une proportion de 20 %. Parmi ceux qui n'ont pas déposé de soumission, une firme (1) a évoqué ne pas pouvoir soumissionner dans le délai requis dû à son engagement dans d'autres projets, une autre firme (1) a soumissionné sur le lot 1 et deux (2) preneurs n'ont pas fourni de réponse.

La liste des preneurs de documents fait partie de l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Lors de l'analyse de conformité, la soumission de IndustriesToromont ltée (Location d'équipement Battlefield) pour le lot 4 a été jugée conforme techniquement.

Le tableau suivant présente le seul soumissionnaire reçu et son prix soumis, ainsi que l'écart de prix entre sa soumission et l'estimation. Dans le présent dossier, un écart à la Ville de 42,52 % a été constaté entre l'adjudicataire et l'estimation.

| **SOUMISSION CONFORME** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| IndustriesToromont Ltée (Location d'équipement Battlefield). | 444 617,52 $ | 133 385,26 $ | 578 002,78 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | | | 405 550,17 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)* | | | 172 452,61 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 42,52 % |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)* | | | n/a |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | n/a |

Le détail de l'évaluation est présenté à l'intervention du Service de l'approvisionnement.

L'estimation de contrôle a été réalisée par le Service de l'approvisionnement selon les prix obtenus lors des dernières années lorsqu'il y a eu des mobilisations par la Ville.

Ayant reçu une seule soumission conforme et en vertu de l'article 573.3.3 de la LCV, le Service de l'approvisionnement a tenté de négocier le prix du contrat à la baisse. Considérant qu'il s'agit du deuxième processus d'appel d'offres depuis le début de l'année, la

firme n'a pu revoir son prix à la baisse pour les raisons suivantes:

- Les exigences techniques et opérationnelles du présent appel d'offres, qui diffèrent de la version initiale, impliquent une approche d'exécution adaptée et une structure de coûts différente ;
- Plusieurs mandats ont été confirmés dans cet intervalle (entre les deux appels d'offres), mobilisant les équipements initialement les plus accessibles. En conséquence, les équipements requis doivent être mobilisés à partir de sources plus éloignées, entraînant une augmentation des coûts de transport, de logistique et de coordination ;
- Le contexte actuel du marché, notamment en ce qui a trait aux coûts de transport et à la disponibilité des équipements spécialisés.

Considérant le fait que la Ville doit se préparer face aux crues printanières, il est recommandé de procéder à l'octroi du contrat, malgré un écart élevé par rapport à l'estimation.

La Ville procédera à l'évaluation du rendement de l'adjudicataire dans le cadre de ce contrat, conformément aux critères indiqués au cahier des charges et à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Les validations requises par le Service de l'approvisionnement ont démontré que le contrat ne requiert pas l'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) et que l'adjudicataire recommandé :

- n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;
- est conforme en vertu de la charte de la langue française;

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le contrat sera octroyé sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon l'évolution de la situation de la crue des eaux. Advenant l'activation des mesures d'urgence, le contrat sera financé par le budget prévu à cet effet.
La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 578 002,78 $, taxes incluses et comprend :

- un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour un montant de 444 617,52 $, taxes incluses;
- plus des variations de quantités de 66 692,63 $ taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat;
- plus des contingences de 66 692,63 $ taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat.

**MONTRÉAL 2030**

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 en atténuant les impacts négatifs des crues (aléas climatiques) sur le réseau d'égouts desservant les Montréalaises et les Montréalais dans les zones vulnérables (priorité 19).

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'annulation ou le report de l'octroi du contrat mettra en difficulté le Service de l'eau dans ses opérations durant les périodes de crues printanières. L'octroi du contrat permet de réduire les risques d'inondation durant cette période.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début des services: 23 avril 2026
Fin des services: 23 juin 2026, avec une option de renouvellement d'une (1) année.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| | |
|---|---|
| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-21 |
| Cedric FOUGERES<br>Chef de Section | Rémi LACROIX<br>chef de Division |
| **Tél :** 514-619-5541<br>**Télécop. :** | **Tél :** 514-796-2577<br>**Télécop. :** - |

---

| | |
|---|---|
| **APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION** | **APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE** |

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-24

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1260479001

Unité administrative responsable : *049 Service de l'eau*

Projet : Accorder un contrat à INDUSTRIES TOROMONT LTÉE1 (LOCATION D'ÉQUIPEMENT BATTLEFIELD), pour les services de location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgences lors de crues printanières, pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002.78$, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (2 soumissionnaires).

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>***19. Offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*** | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*Éviter les inondations durant la période des crues printanières.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Consulter un avis

**Numéro:** 25-21223
**Numéro de référence:** 20104861
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** Annulé
**Titre:** Location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement



## Résultats d'ouverture

### Informations sur l'avis

| | |
|---|---|
| **Date de publication des résultats d'ouverture** | 2026-01-28 15:05:27 Heure légale du Québec |

### Soumissionnaires

**Information**
Prendre note que les montants saisis incluent les taxes.

**4 résultats** **Résultats 1 à 4**

**Trier par** L. **Nombre par page**

Lot 01 : Ahuntsic-Cartierville

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| Location d'équipement BATTLEFIELD (QM)<br>5001, transcanadienne Pointe-Claire QC CAN H9R4S8 | 1144694263 | Alexis Talatinian<br>Téléphone : 5143526121<br>Courriel : alexis.talatinian@toromont.com | 109 596,01 $ |
| COOPER EQUIPMENT RENTAL<br>15 West Drive brampton ON CAN L6T3T5 | 1172802143 | JASON BUNSTON<br>Téléphone : 4162001779<br>Courriel : jbunston@cooperequipment.ca | 165 564,00 $ |
| Trois-Rivières Location inc.<br>2255 rue Bellefeuille Trois-Rivières QC CAN G9A3Z1 | 1175946137 | Arlene-Bianka Guillemette<br>Téléphone : 8193751363<br>Courriel : abguillemette@ltr.ca | 201 031,49 $ |

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|

Lot 02 : Pierrefonds-Roxboro

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| Location d'équipement BATTLEFIELD (QM)<br>5001, transcanadienne Pointe-Claire QC CAN H9R4S8 | 1144694263 | Alexis Talatinian<br>Téléphone : 5143526121<br>Courriel : alexis.talatinian@toromont.com | 636 788,12 $ |
| COOPER EQUIPMENT RENTAL<br>15 West Drive brampton ON CAN L6T3T5 | 1172802143 | JASON BUNSTON<br>Téléphone : 4162001779<br>Courriel : jbunston@cooperequipment.ca | 921 846,56 $ |

Lot 03 : Île-Bizard-Sainte-Geneviève

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| Location d'équipement BATTLEFIELD (QM)<br>5001, transcanadienne Pointe-Claire QC CAN H9R4S8 | 1144694263 | Alexis Talatinian<br>Téléphone : 5143526121<br>Courriel : alexis.talatinian@toromont.com | 630 177,06 $ |
| COOPER EQUIPMENT RENTAL<br>15 West Drive brampton ON CAN L6T3T5 | 1172802143 | JASON BUNSTON<br>Téléphone : 4162001779<br>Courriel : jbunston@cooperequipment.ca | 892 757,88 $ |
| Trois-Rivières Location inc.<br>2255 rue Bellefeuille Trois-Rivières QC CAN G9A3Z1 | 1175946137 | Arlene-Bianka Guillemette<br>Téléphone : 8193751363<br>Courriel : abguillemette@ltr.ca | 2 318 107,55 $ |

Lot 04 : Service de l'eau

| Soumissionnaire | NEQ | Contact | Prix soumis |
|---|---|---|---|
| Location d'équipement BATTLEFIELD (QM)<br>5001, transcanadienne Pointe-Claire QC CAN H9R4S8 | 1144694263 | Alexis Talatinian<br>Téléphone : 5143526121<br>Courriel : alexis.talatinian@toromont.com | 753 152,02 $ |
| COOPER EQUIPMENT RENTAL<br>15 West Drive brampton ON CAN L6T3T5 | 1172802143 | JASON BUNSTON<br>Téléphone : 4162001779<br>Courriel : jbunston@cooperequipment.ca | 1 299 033,54 $ |
| Trois-Rivières Location inc.<br>2255 rue Bellefeuille Trois-Rivières QC CAN G9A3Z1 | 1175946137 | Arlene-Bianka Guillemette<br>Téléphone : 8193751363<br>Courriel : abguillemette@ltr.ca | 1 792 925,67 $ |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1260479001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division entretien et opération |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Industries Toromont ltée (Location d'équipement Battlefield), pour les services de location de pompes et de leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières (lot 4), pour une période de 12 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 578 002,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21321 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21321_Liste des commandes _ SEAO (1).pdf
26-21321_PV.pdf
26-21321_TCP_Lot #4.pdf
26-21321_Intervention Lot #4_SEAU.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
**Tél :** 514 872-4907

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Simona RADULESCU TOMESCU
C/S app.strat.en biens
**Tél :** 514-872-5282
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21321

No du GDD : 1260479001

Titre de l'appel d'offres : Location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières
**Lot #4 : Service de l'eau**

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 11 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 5 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 5 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 20

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 6 - 2026

Date d'échéance révisée : 3 - 6 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Industries Toromont Ltée (Location d'équipement Battlefield) | 444 617,52 $ | √ | 4 |

### Information additionnelle

Selon l'article 573.3.3 de la LCV, le Service de l'approvisionnement a essayé de négocier les prix soumis avec le seul soumissionnaire conforme, et ce, sans succès.

Les quatre (4) raisons de désistement sont les suivantes : (1) nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis, (1) a soumissionné sur un autre lot et (2) pas de réponse.

Préparé par : Francesca Raby

Le 23 - 3 - 2026

**Service de l'approvisionnement**
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

**No de l'appel d'offres**
26-21321

**Agent d'approvisionnement**
Francesca Raby

| Conformité | Oui |
|---|---|

| Soumissionnaires | Num. du Lot | Descreption du lot | Num. d'Item | Description d'item | Qté par période | Unité de mesure | Nombre de périodes | Prix unitaires | Données | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | Montant sans taxes | Montant taxes incluses |
| **Location d'équipement Battlefield (Industries Toromont Ltée.)** | | | | | | | | | | |
| | 4 | Service de l'eau<br>Site 1 : Rive Boisée (Phase 1) | | | | | | | 7 470,00 $ | 8 588,63 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 2 : Jacques Bizard (Phase 1) | | | | | | | 75 642,00 $ | 86 969,39 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 3 : Parc Cardinal (Phase 2) | | | | | | | 62 428,00 $ | 71 776,59 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 4 : Usine de Pierrefonds (Phase 1) | | | | | | | 39 992,00 $ | 45 980,80 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 5 : Station pompage Lavigne (Phase 1) | | | | | | | 28 852,00 $ | 33 172,59 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 6 : Marina center 72" (Phase 1) | | | | | | | 51 478,00 $ | 59 186,83 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 7 : Marina center 96" (Phase 1) | | | | | | | 86 362,00 $ | 99 294,71 $ |
| | | Service de l'eau<br>Site 8 : Clos de voirie Pierrefonds (Phase 3) | | | | | | | 34 484,00 $ | 39 647,98 $ |
| **Total (Location d'équipement Battlefield (Industries Toromont Ltée.))** | | | | | | | | | **386 708,00 $** | **444 617,52 $** |

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21321
**Numéro de référence:** 20122856
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**5 résultats** **Résultats 1 à 5**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| GROUPE LOU-TEC INC.<br>8500 Jules Leger Montréal QC CAN H1J1A7<br>http://www.loutec.com | Non diffusé | Éric Crochetière<br>Téléphone: 514-977-7545<br>Courriel: eric.crochetiere@loutec.com | **Transaction: (20426269)**<br>2026-02-12 13:57 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| RENÉ BLAIS LTÉE<br>3869 BOUL DES SOURCES SUITE 209<br>Dollard-des-Ormeaux QC CAN H9B2A2 | Non diffusé | HUGO CLEMENT<br>Téléphone: 5145421100<br>Courriel: reneblais1975@gmail.com | **Transaction: (20432185)**<br>2026-02-18 22:39 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| Trois-Rivières Location inc.<br>2255 rue Bellefeuille Trois-Rivières QC CAN G9A3Z1 | Publique | Arlene-Bianka Guillemette<br>Téléphone: 8193751363<br>Courriel: abguillemette@ltr.ca | **Transaction: (20425862)**<br>2026-02-12 08:38 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| COOPER EQUIPMENT RENTAL<br>15 West Drive brampton ON CAN L6T3T5<br>www.cooperequipment.ca | Publique | JASON BUNSTON<br>Téléphone: 4162001779<br>Courriel: jbunston@cooperequipment.ca | **Transaction: (20426426)**<br>2026-02-12 17:10 | Mode privilégié (plan): Courriel |
| Location d'équipement BATTLEFIELD (QM)<br>5001, transcanadienne Pointe-Claire QC CAN H9R4S8 | Non diffusé | Alexis Talatinian<br>Téléphone: 5143526121<br>Courriel: alexis.talatinian@toromont.com | **Transaction: (20424772)**<br>2026-02-11 14:26 | Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0083**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 5 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Annie Benjamin, agente de bureau
Mme Valérie Morin, analyste juridique
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

**APPEL D'OFFRES 26-21321**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Location de pompes et leurs accessoires pour les mesures d'urgence lors de crues printanières » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| INDUSTRIES TOROMONT LTÉE[1] | **Lot 1** | 66 069,23 $ |
| (LOCATION D'ÉQUIPEMENT BATTLEFIELD) | **Lot 2** | 384 439,61 $ |
| | **Lot 3** | 375 873,97 $ |
| | **Lot 4** | 444 617,52 $ |
| TROIS-RIVIÈRES LOCATION INC. | **Lot 1** | 49 439,53 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 11 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Annie Benjamin
Agente de bureau – Service du greffe

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.21

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1266352001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de 4 forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver le projet de convention à cet effet |

Il est recommandé :
1.- d'accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de 4 forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises ;

2.- d'approuver le projet de convention entre la Ville et la Chambre de commerce du Montréal métroplitain, établissant les modalités et conditions de versement de cette contribution financière ;

3.- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-03-30 10:39

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1266352001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de 4 forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver le projet de convention à cet effet |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) est un organisme à but non lucratif qui a comme mission d'être la voix du milieu des affaires montréalais et d'agir pour la prospérité des entreprises de la métropole. La CCMM est en activité depuis 1967 et œuvre dans des secteurs clés du développement économique.
Le présent dossier porte sur une demande de contribution financière au Service de développement économique (SDÉ) pour le soutien annuel de quatre forums stratégiques et d'une vitrine de solutions montréalaises. Ces forums permettent d'informer et d'outiller les entreprises et organisations montréalaises sur des enjeux prioritaires pour la métropole tout en créant un contexte propice au réseautage et au développement des affaires. Il est proposé d'octroyer une contribution financière de 110 000 $.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG25 0388 - 19 juin 2025 – Adoption du Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère ;

- CE25 0390 – 12 mars 2025 – Octroi d'un soutien financier de 25 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de deux forums stratégiques sur les enjeux de la métropole ;
- CG24 0286 - 16 mai 2024 – Adoption de la Feuille de route montréalaise en économie circulaire 2024-2030 ;
- CE24 1611 - 16 octobre 2024 - Octroi d'un soutien financier récurrent de 15 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de son Forum sur les arts vivants et la culture qui aura lieu le 28 octobre 2024 à la Place des Arts ;
- CE24 0544 - 10 avril 2024 - Octroi d'un soutien financier non récurrent de 10 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) pour le Forum stratégique sur les grands projets métropolitains qui se tiendra le 19 avril 2024.

**DESCRIPTION**

Le projet consiste à organiser quatre forums stratégiques et une activation pour aider des entreprises montréalaises à se mettre en valeur auprès d'acheteurs potentiels, répartis comme suit :

- Forum stratégique Convergence sur la transition durable qui accueille pour une journée 500 entreprises, investisseurs, experts et décideurs afin de démontrer la création de valeur des investissements durables et d'accélérer le passage à l'action.
- Forum stratégique sur la défense et la sécurité réunissant 450 personnes pour une journée qui vise à soutenir le développement d'une nouvelle filière : donner une impulsion et positionner les joueurs clés qui composent l'écosystème ou qui peuvent soutenir son essor.
- Forum stratégique sur les grands projets : Pour sa 20e édition, le forum d'une durée d'une journée accueillera 450 personnes et mettra en place un espace propice pour présenter les projets structurants de la métropole, des solutions d'innovation urbaine, et faire émerger des orientations concrètes en développement urbain et en ville intelligente.
- Forum stratégique sur l'entrepreneuriat et le repreneuriat, qui accueillera au moins 320 personnes, notamment pour sensibiliser, encourager et outiller les candidats au repreneuriat d'entreprises.
- Une vitrine de solutions montréalaises à l'un des forums de la CCMM afin d'offrir des possibilités de commercialisation à des solutions innovantes d'ici.

Le soutien municipal aux forums permettra de favoriser la transition écologique et la compétitivité des entreprises de l'agglomération de Montréal en outillant les entreprises sur des enjeux métropolitains, en favorisant les échanges et en mettant en valeur les opportunités et enjeux de certaines filières.

**JUSTIFICATION**

Les projets à réaliser sont en lien avec les orientations « Une économie durable » et « Une économie innovante et créative » du Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère » ainsi que la Feuille de route montréalaise en économie circulaire 2024-2030. Les projets visent tout particulièrement les secteurs et créneaux stratégiques ciblés tels que la circularité et l'intelligence et créativité numérique.
La CCMM possède pleinement l'expertise et les ressources pour réaliser ces événements ainsi que l'ensemble du plan d'activités qui en découle. Par son vaste réseau de membres, la CCMM dispose également des outils de communication pour rejoindre le public visé.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 110 000 $ à la CCMM. Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique de la source budgétaire de l'Entente 200 M$ MEIE 2025-2029 / Réflexe 3.
Le tableau suivant illustre les soutiens accordés ces dernières années à l'organisme par la Ville (SDÉ) pour le même ou pour différents types de projets ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

| Organisme | Projets | Soutien accordés (décision antérieures) | | Soutien recommandé 2026 | 1er versement 2026 | 2e versement 2027 | Soutien Ville / Global projet (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 2024 | 2025 | | | | |
| Chambre de | 4 forums | - | - | 110 000 $ | 77 000 $ | 33 000 $ | 9,75 % |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **commerce du Montréal métropolitain (CCMM)** | **stratégiques sur les enjeux métropolitains et vitrine montréalaise** | | | | | | |
| | Forum stratégique sur les grands projets | - | 25 000 $ | | | | |
| | Forum sur la culture et les arts du vivant | 10 000 $ | - | | | | |
| | Forums stratégiques sur les enjeux métropolitains (Convergence et Grands projets) | 15 000 $ | - | | | | |

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Tenue des événements : printemps à l'automne 2026.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Valérie ST-JEAN
Commissaire - développement économique

**Tél :** 4383684467
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Valérie POULIN
Directeur(-Trice) - developpement des marches

**Tél :** 438-274-1735
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1266352001*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : Accorder un soutien financier de 524 000 $ à la Chambre de Commerce du Montréal Métopolitain pour la mise en oeuvre d'une partie de la programmation annuelle durant la période 2026-2029 / Approuver un projet de convention à cet effe

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

4. Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

***Priorités***

14

- Sensibilisation et accompagnement chaque année de 500 représentant(e) d'entreprises dont 30 % de PME pour adopter des pratiques d'affaires en lien avec la transition écologique

20.

- Diffusion de l'information concernant les grands projets urbains montréalais, les opportunités dans certains secteurs d'activités telles que la défense afin de faire connaitre les opportunités d'affaire et faciliter le réseautage entre les entreprises.
- Accompagnement d'entreprises dans leur développement des affaires.

***Les attentes spécifiques sont détaillées dans chacune des ententes qui seront signées avec les partenaires chargés de la mise en œuvre des projets sélectionnés dans le cadre de l'Appel à projets Entreprendre pour le climat et la circularité.***

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | **x** | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>• Respect et protection des droits humains<br>• Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>• Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>• Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **x** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

# CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

**ET :** **CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN (CCMM),** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 200-393, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1N9, agissant et représentés par Mme Isabelle Dessureault, présidente et cheffe de la direction et par M. Alain Boudreault, Vice-président exécutif, Stratégie Performance organisationnelle, dûment autorisés aux fins des présentes tel qu'ils le déclarent ;

Numéro d'inscription TPS : 134251818-RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1014807001-TQ0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** l'Organisme agit comme la voix du milieu des affaires montréalais et pour la prospérité des entreprises de la métropole;

**ATTENDU QUE** l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

**ATTENDU QUE** la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

**ATTENDU QUE** l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

**ATTENDU QUE** le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1
## INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

## ARTICLE 2
## DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

| | |
|---|---|
| « **Annexe 1** » : | désigne la description du Projet; |
| « **Annexe 2** » : | désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant; |
| « **Annexe 3** » : | désigne les éléments de Reddition de comptes attendus dans le cadre de la présente convention; |
| « **Projet** » : | désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1; |
| « **Rapport annuel** » : | désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention; |
| « **Reddition de comptes** » : | désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet; |
| « **Responsable** » : | désigne la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé; |

| | |
|---|---|
| « **Unité administrative** » : | désigne la direction Développement des marchés du Service du développement économique de la Ville. |

## ARTICLE 3
## OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

## ARTICLE 4
## OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de comptes auprès du Responsable; cette Reddition de comptes doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de comptes doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du

personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent-vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre, sur demande du Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de deux cent cinquante mille dollars (250 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent-vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les dix (10) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

## 4.6 Remise de documents et conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

## ARTICLE 5
## OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **cent-dix mille dollars (110 000 $),** incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2026:

5.2.1.1 une somme maximale de **soixante-dix-sept mille dollars (77 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 Pour l'année 2027:

5.2.1.1 une somme maximale de **trente-trois mille dollars (33 000 $)** dans les trente (30) jours après le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

## ARTICLE 6
## GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

## ARTICLE 7
## DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

## ARTICLE 8
## ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

## ARTICLE 9
## DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

## ARTICLE 10
## DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

## ARTICLE 11
## DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 20 mars 2026 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2026

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

## ARTICLE 12
## RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable.

La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 13
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 200-393, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1N9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente et cheffe de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

<u>Élection de domicile de la Ville</u>

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable. .

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Signé à Montréal

Le 26e e jour de mars 2026

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 26 e jour de mars 2026

**CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN**

Par : _____

Isabelle Dessureault, Présidente et cheffe de la direction

Par : _____

Alain Boudreault, Vice-président exécutif, Stratégie et Performance organisationnelle

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2026 (Résolution CG _____).

Saisissez du texte ici

## ANNEXE 1

**PROJET**
Partenariat annuel entre la Chambre et la Ville de Montréal

**DESCRIPTION DU PROJET**

Le projet consiste à organiser quatre Forums stratégiques et une activation de vitrine de solutions pour aider des entreprises montréalaises à se mettre en valeur auprès d'acheteurs potentiels.

Les activités sont réparties comme suit :

- Forum stratégique convertgence sur la transition durable
- Forum stratégique sur la défense et la sécurité
- Forum stratégique sur les grands projets de la métropole
- Forum stratégique sur l'entrepreneuriat et le repreneuriat
- Vitrine de solutions montréalaises, à activer lors d'une activité de la Chambre (événements envisagés : Forum grands projets ou Forum Avenir énergétique)

**RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES**

| **Objectifs** | **Actions à réaliser** | **Livrables prévus** | **Indicateurs de suivi** | **Cibles** | **Bénéfices offerts** |
|---|---|---|---|---|---|
| Sensibiliser et encourager les candidats au repreneuriat d'entreprise.<br><br>Mettre de l'avant les meilleures pratiques, les outils existants et les experts en accompagnement permettant aux cédants et aux repreneurs d'être formés et outillés | **Forum stratégique entrepreneuriat et repreneuriat (automne 2026)** | Livrable 1<br>Un forum stratégique d'une demi-journée dédié au repreneuriat et à l'entrepreneuriat (majeure au repreneuriat) | Nombre de participants<br><br>Répartition des profils | Minimum de 320 participants issus de l'écosystème entrepreneurial du Grand Montréal ;<br><br>Diversité des profils (entrepreneurs, repreneurs, cédants, experts, institutions). | Visibilité dans tous les outils de communication et de promotion de l'événement<br><br>Visibilité sur le lieu de l'événement |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| pour réussir leur transfert d'entreprise.<br><br>Mobiliser et connecter les repreneurs, cédants et experts en transfert. | | | Participation aux activités de maillage | Objectif de 25 % d'utilisation de l'outil de maillage intelligent par les participants | 10 billets pour participer à l'événement |
| | | <u>Livrable 2</u><br>Sessions de travail/ateliers pratiques | Participation aux sessions | Présence de 40 participants par session de travail. | Activation possible, selon la disponibilité (kiosque, animation d'une séance, etc.) |
| | | <u>Livrable 3</u><br>Une campagne de rayonnement | Portée de la campagne | Environ 20 0000 personnes rejointes | |
| Mettre en place un espace propice pour présenter les projets structurants de la métropole, des solutions d'innovation urbaine, et faire émerger des orientations concrètes en développement urbain et en ville intelligente.<br><br>Créer un espace de réflexion et de dialogue stratégique permettant de débattre des enjeux clés du développement urbain, notamment le logement, la salubrité, la sécurité ainsi que la durabilité, et de mettre de l'avant des modèles innovants de gouvernance, de financement et de développement adaptés au contexte métropolitain actuel. | **Forum stratégique sur les grands projets (4 mai 2026)** | <u>Livrable 1</u><br>Une journée complète de panels et de conférences | Nombre de participants<br><br>Répartition des profils<br><br>Participation aux activités de maillage | 450 participants<br><br>20 conférenciers, issus de secteurs variés et d'échelles d'entreprises variées (PME, grandes entreprises), incluant 40 % de femmes<br><br>Objectif de 25 % d'utilisation de l'outil de maillage intelligent par les participants.<br><br>Objectif de 60 % d'interaction lors du ou des sondages interactifs pendant l'événement | Visibilité dans tous les outils de communication et de promotion de l'événement<br><br>Visibilité sur le lieu de l'événement<br><br>10 billets pour participer à l'événement<br><br>Activation possible, selon la disponibilité (ex. : maquette |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Mobiliser l'écosystème de la métropole pour accélérer l'expérimentation et le déploiement de projets pilotes, inspirés de l'international, et positionner Montréal parmi les villes intelligentes dans le monde. | | <u>Livrable 2</u><br>Une campagne de rayonnement | Portée de la campagne | Environ 20 0000 personnes rejointes | ou présentation de projet) |
| Mettre en évidence la création de valeur générée par les investissements et les initiatives durables, en démontrant leur rôle comme leviers de performance, de productivité et de compétitivité.<br><br>Inspirer les entreprises par des cas concrets de transition verte et valoriser les leaders ayant démontré leur impact positif.<br><br>Développer des synergies et renforcer les maillages entre les acteurs de l'écosystème.<br><br>Faire connaître les outils et les ressources disponibles auprès des entreprises et faciliter l'accès aux experts. | **Forum stratégique convertgence (20 mars 2026)** | <u>Livrable 1</u><br>Forum stratégique convertgence<br>Journée stratégique réunissant entreprises, investisseurs, experts et décideurs afin de démontrer la création de valeur des investissements durables et d'accélérer le passage à l'action.<br><br>Conférences et panels<br><br>Sessions d'expertises et ateliers interactifs<br>Sondages interactifs avec les participants<br>Salle de réseautage<br>Espace d'exposants | Nombre de participants<br><br>Répartition des profils | 500 participants<br><br>20 conférenciers, issus de secteurs variés et d'échelles d'entreprises variées (PME, grandes entreprises) | Visibilité dans tous les outils de communication et de promotion de l'événement<br><br>Visibilité sur le lieu de l'événement<br><br>15 billets pour participer à l'événement<br><br>Prise de parole d'un élu ou d'un haut fonctionnaire<br><br>Activation possible, selon la disponibilité (Espace d'exposant) |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | <u>Livrable 2</u><br>Une campagne de rayonnement | Portée de la campagne | Environ 20 0000 personnes rejointes | |
| Soutenir le développement d'une nouvelle filière : donner une impulsion et positionner les joueurs clés qui composent l'écosystème ou qui peuvent soutenir son essor.<br><br>Démontrer le potentiel de la filière et ses opportunités pour les entreprises de la métropole.<br><br>Favoriser les échanges stratégiques entre les joueurs de l'écosystème : aider à prioriser, structurer, permettre l'échange d'idées. | **Forum stratégique sur la Défense et la sécurité (2 avril 2026)** | <u>Livrable 1</u><br>Une journée complète de panels et de conférences | Nombre de participants<br><br>Répartition des profils<br><br>Participation aux activités de maillage | 500 participants<br><br>Présence de 40 participants par session d'expertises.<br><br>20 conférenciers, issus de secteurs variés et d'échelles d'entreprises variées (PME, grandes entreprises)<br><br>Objectif de 60 % d'interaction lors du ou des sondages interactifs pendant l'événement<br><br>Objectif de 25 % d'utilisation de l'outil de maillage intelligent par les participants | Visibilité dans tous les outils de communication et de promotion de l'événement<br><br>Visibilité sur le lieu de l'événement<br><br>10 billets pour participer à l'événement<br><br>Activation possible, selon la disponibilité : Kiosque |
| | | <u>Livrable 2</u><br>Une campagne de rayonnement | Portée de la campagne | Environ 20 0000 personnes rejointes | |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Mettre en vitrine des solutions innovantes d'entreprises montréalaises, afin de susciter des maillages et des synergies avec les donneurs d'ordres. | **Vitrine de solutions montréalaises** | Livrable 1<br>Intégration d'un segment de présentations éclairs (pecha kucha) de solutions lors de la programmation d'une activité. | Nombre de solutions mises en valeur | 3 à 5 solutions présentées identifiés à travers des partenaires de l'écosystème | Visibilité associée au segment de la programmation (ex. : mention du maître de cérémonie) |
| | | Livrable 2<br>Activation d'un espace kiosques par des porteurs de solutions pour maximiser les occasions de rencontres avec les participants. | Nombre de kiosque | 3 à 5 solutions présentées dans l'espace exposant | Présence de la Ville de Montréal dans l'espace kiosque avec les exposants choisis |

**BUDGET PRÉVISIONNEL**

| | Total Budgété | Confirmé ? |
|---|---|---|
| REVENUS | | |
| **Subventions/Contributions financières** | | |
| Municipales | 110 000 | Non |
| Provinciales | 10 000 | Non |
| Fédérales | - | Non |
| Sous total | **120 000** | |
| **Revenus autonomes** | | |
| Apport de l'organisme | 250 000 | Oui |
| Frais d'inscription | 230 000 | Non |
| Commandites en argent | 530 000 | Non |
| Sous total | **1 010 000** | |
| **Total des produits** | **1 130 000** | |
| DÉPENSES | | |
| **Salaires et avantages sociaux** | | |
| Salaires | 428 000 | |
| **Autres charges directes** | | |
| Achat ou location d'équipements | 428 000 | |
| Honoraires professionnels | 55 000 | |
| Publicité et promotion | 179 000 | |
| Sous total | **1 090 000** | |
| Frais de gestion | 40 000 | |
| Sous total | **40 000** | |
| **Total des charges** | **1 130 000** | |

## DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

| Dépenses admissibles | Dépenses non admissibles |
|---|---|
| Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir :<br>1. des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris);<br>2. des coûts de location d'équipement ou de locaux;<br>3. des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable;<br>4. des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels);<br>5. des frais de déplacement;<br>6. d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés;<br>7. des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;<br>8. des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus;<br>9. les dépenses liées à l'achat de certains équipements. | 10. Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet;<br>11. La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme;<br>12. Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville.<br>13. La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser. |

## ANNEXE 2

## PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au [nom du projet] (ci-après le « Projet »).

### 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.
1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.
1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.
1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

### 2. COMMUNICATIONS

#### 2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.
2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;
- Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- « Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

**2.2 Relations médias et événements publics**

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;
- Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;
- Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, au moins trente (30) jours ouvrables avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

**2.3 Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;
- Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;
- Pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtlville pour les autres types de projets;
- Pour une publication sur X :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;
  - @mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités sur un site et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance :

- La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;
- La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;
- La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

### 2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention au plus tard trente (30) jours ouvrables après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le Projet;
- des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

## 3. MODALITÉS

### 3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

### 3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

- le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité dans un délai raisonnable pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, au moins quinze (15) jours ouvrables avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la mairie de Montréal le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance.

### 3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;
- faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;
- faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

**IMPORTANT :**

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme [nom à insérer].

## ANNEXE 3

**REDDITION DE COMPTES**

| Reddition de comptes | Date de dépôt |
|---|---|
| Rapport final | Au plus tard le **31 janvier 2027** |

**Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :**

| Information cible | Détail ou | À remettre au |
|---|---|---|
| Documents | | |
| Bilan de visibilité | Voir annexe 2 | Rapport final |
| États financiers vérifiés | À envoyer au vérificateur général (si plus de 100 000 $ par année) et au Responsable | 120 jours après chaque fin d'exercice financier |
| Rapport d'activités | | À chaque année |
| Mise à jour du budget du Projet | Dépenses, revenus du Projet, incluant l'utilisation spécifique des fonds et en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel | Rapport final |
| Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées | Voir annexe 1 | Rapport final |
| En plus de l'explication du Projet, les cibles suivantes doivent être incluses dans les bilans d'activités incluant les cibles initiales, réelles et l'explication de l'écart le cas échéant | | |
| Nombre d'heures de formation offertes (=ateliers) | 5 | Rapport final |
| Nombre de participants à des événements | 1770 | Rapport final |
| Nombre d'entreprises locales mise en valeur | 15 | Rapport final |

- Si l'accompagnement et la formation est offert simultanément à plusieurs entreprises, ne pas dédoubler les heures (ex. 1h d'accompagnement à 10 entreprises est égal à 1h)
- Tous les chiffres doivent être pour les entreprises montréalaises
- La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.
- À noter que la Ville pourrait fournir un gabarit à remplir et demandé d'autres informations

1. **Évaluation du rendement du Projet par l'organisme**

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

1. en matière de transition écologique et de soutien à la commercialisation des innovations et à l'atteinte de ces cibles de circularité, tel que stipulé dans le Plan d'action montréalais en économie circulaire 2025-2027

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1266352001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement des marchés , Division marchés et économie durable |
| **Objet :** | Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain pour l'organisation de 4 forums stratégiques sur les enjeux de la métropole et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver le projet de convention à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

SDÉ - 1266352001- CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN..xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Adriana SANTOS
Préposée au budget
**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Catherine TOUGAS
Conseiller(-Ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Service du développement économique

**No GDD:** 1266352001

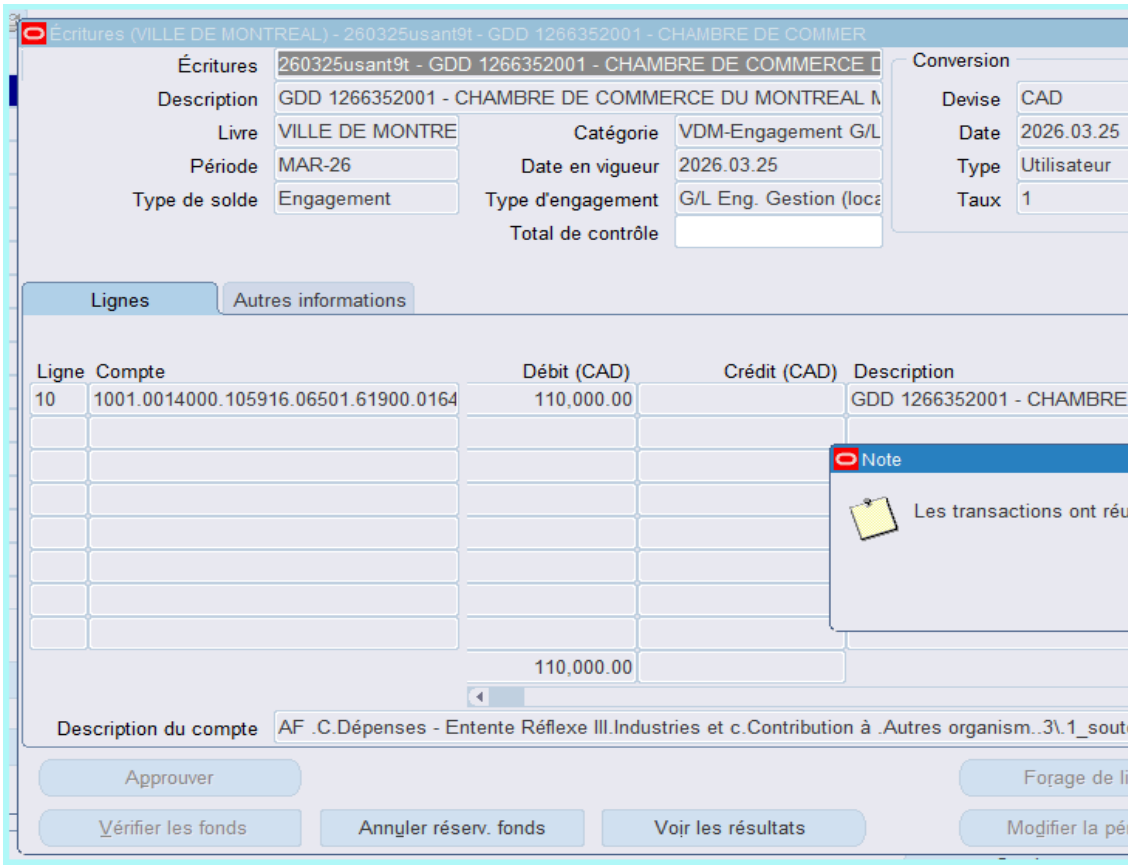
**No d'engagement :** DEX6352001

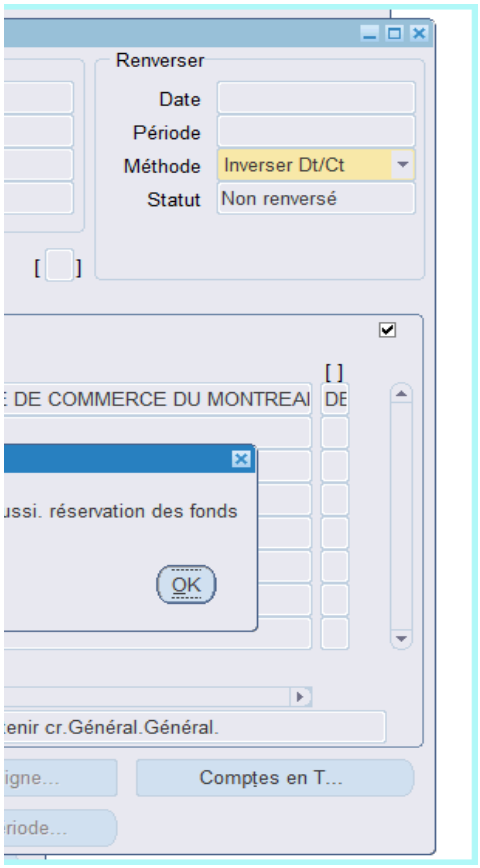
**Budget de fonctionnement**

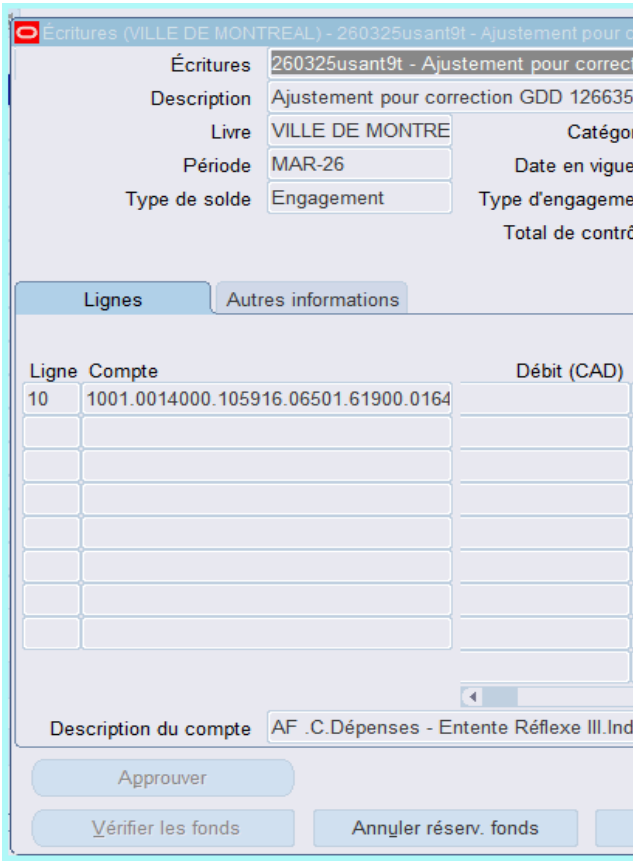
**Imputation de la dépense**

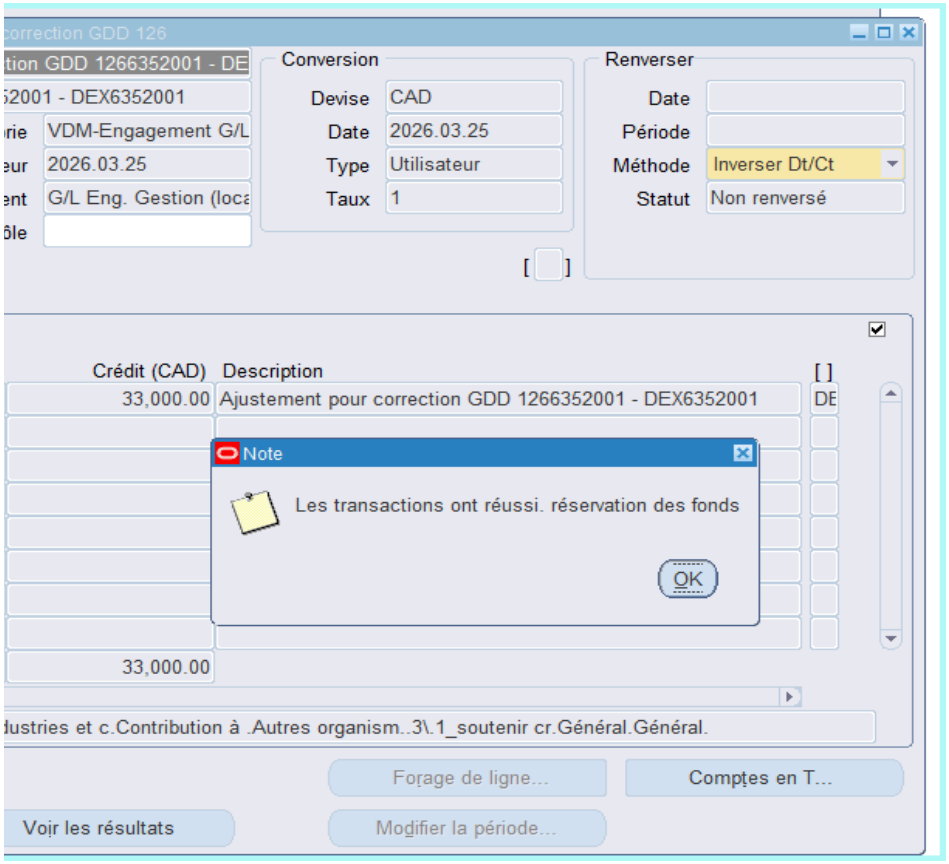
| Accorder un soutien financier de 110 000 $ à la Chambre de Commerce du Montréal Métopolitain pour la tenue de 4 forums stratégiques et une vitrine de solutions montréalaises / Approuver un projet de convention à cet effet | | | **2026** | **2027** |
|---|---|---|---|---|
| **Numéro de fournisseur** | **Fournisseur** | **Imputation** | **1er versement** | **2e versement** |
| 118500 | CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL METROPOLITAIN. | 1001.0014000.105916.06501.61900.016491.0000.005338.000000.00000.00000 | 77,000.00 $ | 33,000.00 $ |

| TOTAL |
| --- |
| 110,000.00 $ |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260325usant9t - GDD 1266352001 - CHAMBRE DE COMMER
Écritures
260325usant9t - GDD 1266352001 - CHAMBRE DE COMMERCE D
Description
GDD 1266352001 - CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL M
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Période
MAR-26
Date en vigueur
2026.03.25
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
2026.03.25
Type
Utilisateur
Taux
1
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
10
1001.0014000.105916.06501.61900.0164
110,000.00
GDD 1266352001 - CHAMBRE
110,000.00
Note
Les transactions ont réu
Description du compte
AF .C.Dépenses - Entente Réflexe III.Industries et c.Contribution à .Autres organism..3\.1_sout
Approuver
Forage de li
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Modifier la pé


Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
DE COMMERCE DU MONTREAI
ussi. réservation des fonds
OK
enir cr.Général.Général.
Comptes en T...


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260325usant9t - Ajustement pour c
Écritures
260325usant9t - Ajustement pour correct
Description
Ajustement pour correction GDD 126635
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégo
Période
MAR-26
Date en vigue
Type de solde
Engagement
Type d'engageme
Total de contrô
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
10
1001.0014000.105916.06501.61900.0164
Description du compte
AF .C.Dépenses - Entente Réflexe III.Ind
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds


correction GDD 126
tion GDD 1266352001 - DE
2001 - DEX6352001
rie VDM-Engagement G/L
eur 2026.03.25
ent G/L Eng. Gestion (loca
ble
Conversion
Devise CAD
Date 2026.03.25
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Crédit (CAD) Description
33,000.00 Ajustement pour correction GDD 1266352001 - DEX6352001
Note
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
33,000.00
dustries et c.Contribution à .Autres organism..3\.1_soutenir cr.Général.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Voir les résultats
Modifier la période...

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.22

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265593014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soumissionnaire) |

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres d'une durée de 21 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois (lots 1 et 2), par lesquelles Aréo-Feu Ltée, seule firme soumissionnaire, cette dernière ayant présenté une soumission conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, pour une somme de 782 062,83 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21287;

2. d'autoriser une dépense de 117 309,42 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Aréo-Feu ltée;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 11:55

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265593014

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soumissionnaire) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification, le Service du matériel roulant a identifié la nécessité de créer des ententes-cadres pour le programme d'entretien préventif (PEP) et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan pour le Service de la sécurité incendie de la Ville de Montréal.

Le Service du matériel roulant poursuit l'amélioration de ses pratiques en évaluant plus rigoureusement le service d'inspection et de réparations afin de diminuer les dépenses hors entente.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 26-21287. Celui-ci a été publié dans *Le Devoir* et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente-quatre (34) jours, soit du 4 février au 10 mars 2026. La stratégie de sollicitation du marché ne présentait aucune particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant et deux (2) addenda ont été émis durant la période de l'appel d'offres.

Sommaire des addenda

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 18 février 2026 | Deux (2) questions et réponses concernant le formulaire de soumission et le devis technique. | Oui |
| 2 | 25 février 2026 | Deux (2) questions et réponses concernant les inspections exigées. | Non |

La durée de validité de la soumission est de cent vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 juillet 2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0008 - 23 janvier 2025 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Techno feu inc. et Thibault & Associés pour les services d'inspection mécanique et des entretiens et réparations subséquents pour une partie des camions d'incendie de la Ville de Montréal, pour une durée de 3 ans, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes : 3 965 468,90 $, taxes incluses (contrat : 3 304 557,41 $ + contingences : 660 911,49 $) - Appel d'offres public 24-20635 (1 soumissionnaire)
CG23 0435 - 24 août 2023 - Exercer l'option de renouvellement des ententes-cadres de douze (12) mois pour la fourniture de services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation de camions d'incendie de la Ville de Montréal et autoriser une dépense additionnelle de 513 062,70 $, taxes, variation de prix et contingences incluses, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec les firmes Techno-Feu inc. et Thibault et Associés (CG21 0334), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 006 005,27 $ à 1 519 067,96 $, taxes incluses.

CG21 0334 - 17 juin 2021 - Conclure des ententes-cadres avec Techno feu inc. (lots 1 et 2 - 675 970,22 $) et Thibault et associés (2968-8280 Québec inc.) (lots 3 et 5 - 330 035,04 $), pour une durée de 24 mois, pour la fourniture de services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation de camions d'incendie de la Ville de Montréal - Montant estimé des ententes : 1 006 005,26 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 21-18601 (2 soum.)

**DESCRIPTION**

Initialement, l'appel d'offres comportait trois (3) lots distincts. Toutefois, le lot 3 n'a pas reçu de soumission conforme et a dû être annulé. Celui-ci concernait l'inspection et la réparation de camion autopompe SPARTAN. Ce lot fera l'objet d'une nouvelle analyse du marché et des besoins opérationnels, afin d'opter pour une nouvelle stratégie d'approvisionnement.
Durée
À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du contrat, le contrat expire le 22 janvier 2028 ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le donneur d'ordre pour ce contrat, selon la première de ces éventualités.

Prix
Les prix sont fixes durant la durée initiale du contrat. Les prix pourront être ajustés au moment du renouvellement, le cas échéant.

Renouvellement
À son expiration, le contrat peut être renouvelé pour deux (2) périodes additionnelles de douze (12) mois chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire par écrit,

au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

Quantité
Les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres sont à titre indicatif seulement. Le donneur d'ordre ne s'engage pas à commander la totalité. L'adjudicataire ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres et celles que le donneur d'ordre commande réellement. Le donneur d'ordre se réserve le droit de retirer certains services en cours d'exécution du contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

Garantie des pièces et de la main d'oeuvre
La garantie minimale exigée par la Ville de Montréal pour la main-d'œuvre et les pièces est de trois (3) mois ou 5000 kilomètres selon le premier terme atteint. L'adjudicataire sera l'unique responsable de la garantie pour les pièces et les travaux effectués.

**JUSTIFICATION**

Il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (25 %) pour les lots 1 et 2. Le lot 3 n'a pas reçu de soumission conforme et a dû être annulé. Le Service de l'approvisionnement a communiqué avec les preneurs n'ayant pas soumis d'offre afin de connaître les raisons de leur désistement. L'un d'eux a indiqué ne pas disposer de la capacité nécessaire pour fournir les services demandés, un autre ne pouvait pas respecter les spécifications du devis technique, et le dernier avait acheté les documents d'appel d'offres à deux reprises par erreur.

Lot # 1 - Inspection et réparation de camion - Échelle ROSENBAUER

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS UNITAIRE** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Aréo-Feu Ltée.** | 384 145,85 $ | 57 621,88 $ | 441 767,73 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 347 796,32 $ | 52 169,49 $ | 399 965,77 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 36 349,53 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 10,45 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot # 2 - Inspection et réparation de camion - Mat articulée T-Rex ROSENBAUER

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS UNITAIRE** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Aréo-Feu Ltée.** | 397 916,98 $ | 59 687,55 $ | 457 604,53 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 364 313,09 $ | 54 646,96 $ | 418 960,05 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 33 603,89 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 9,22 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA se sont appuyés sur les données disponibles sur le marché.

L'écart de 10,45 % constaté pour le lot 1 entre la plus basse soumission conforme et la dernière estimation s'explique vraisemblablement par le fait que le fournisseur est sujet aux fluctuations du marché international pour l'acquisition de pièces et d'équipements spécialisés nécessaires à l'entretien des camions-échelles Rosenbauer. De plus, les hausses généralisées des coûts de transport et de la main-d'œuvre qualifiée dans le secteur des équipements d'urgence contribuent également à une augmentation des prix soumis par les fournisseurs.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 12 mars 2026.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation.
Le seul soumissionnaire conforme (lots 1 et 2), Aréo-Feu Ltée, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 782 062,83 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 117 309,42 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Les entretiens et réparations sont requis afin de maintenir les différents camions en bonne condition permettant ainsi au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SIM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation du présent dossier pourrait compromettre la réalisation des inspections et réparations requises, entraînant le retrait temporaire de certains véhicules pour des raisons de sécurité. Cette situation aurait pour effet de réduire la capacité opérationnelle du Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Ententes-cadres - avril 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Judith BOISCLAIR, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Jean-philippe CRITES
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

**Tél :** 438-821-6504
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominic G GARNEAU
directeur(-trice) - ateliers mecaniques
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265593014
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soumissionnaire)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 19 | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.<br><br>Les entretiens et réparations sont requis afin de maintenir les différents camions en bonne condition permettant ainsi au SIM de continuer ses opérations adéquatement. Cet aspect contribue à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SIM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.<br><br>Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1265593014**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Aréo-Feu ltée (lots 1 et 2), pour les services d'inspection, d'entretien préventif et de réparation des camions d'incendie Rosenbauer, d'une durée de 21 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 899 372,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21287 (1 soumissionnaire) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21287_Intervention.pdf 26-21287_TCP_Intervention.pdf 26-21287 PV.pdf

26-21287_DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-6850

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Nizar EL HANNA
Chef de section
**Tél :** (514) 838-9278
**Division :** Division Acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21287 — No du GDD : 1265593014

Titre de l'appel d'offres : Service d'inspection PEP et réparations des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 2 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2026

Ouverture faite le : 10 - 3 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 25 - 2 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 7 - 2026

Date d'échéance révisée : 8 - 7 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Areo-Feu Ltée. | 384 145,85 $ | √ | 1 |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Areo-Feu Ltée. | 397 916,98 $ | √ | 2 |

### Information additionnelle

- L'écart entre les montants du procès verbal et ceux de l'intervention s'explique par des erreurs de calcul du soumissionnaire.
- Il n'y a pas eu de négociation bien qu'il n'y ait qu'un soumissionnaire puisque l'écart avec l'estimation n'est pas significatif.
- Lot 3 : Aucune soumission conforme reçue — Lot annulé.
- Les trois (3) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :
  - Un (1) avait son carnet de commandes rempli
  - Un (1) ne pouvait respecter les spécifications du devis technique
  - Un (1) l'a acheté deux fois par erreur

Préparé par : Marc-André Deshaies — Le 25 - 3 - 2026

**Numéro de l'appel d'offres : 26-21287**

**Titre : Service d'inspection PEP et réparations des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan de la Ville de Montréal**
**Date d'ouverture des soumissions : 10 mars 2026**

| | Article | | | Areo-Feu Ltée. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Montant total |
| **LOT 1** | **Inspection et réparation de camion échelle ROSENBAUER** | | | | |
| 1 | **CAMION PORTEUR - Inspection P.E.P.** (Programme d'entretien préventif véhicule / NFPA) et Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile incluant service de transport (Jockey) - Forfaitaire | | | | 50 662,50 $ |
| 2 | **ÉCHELLE -** Programme d'entretien préventif, inspection selon la fiche d'Inspection appropriée / NFPA. - Unitaire | | | | 65 450,00 $ |
| 3 | **Taux horaire** facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre) - Heure | | | | 118 125,00 $ |
| 4 | **ROSENBAUER pièces d'origine** - % d'escompte | | | | 49 875,00 $ |
| 5 | **AUTRES PIÈCES** - Forfaitaire % de majoration | | | | 50 000,00 $ |
| | | | **Total avant taxes** | | 334 112,50 $ |
| | | | **TPS 5 %** | | 16 705,63 $ |
| | | | **TVQ 9,975 %** | | 33 327,72 $ |
| | | | **Montant total** | | 384 145,85 $ |
| **LOT 2** | **Inspection et réparation de camion Mât articulé T-Rex ROSENBAUER** | | | | |
| 1 | **CAMION PORTEUR - Inspection P.E.P.** (Programme d'entretien préventif véhicule / NFPA) et Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile incluant service de transport (Jockey) - Forfaitaire | | | | 20 265,00 $ |
| 2 | **MÂT ARTICULÉ** - Programme d'entretien préventif, inspection selon la fiche d'Inspection appropriée / NFPA. - Unitaire | | | | 93 450,00 $ |
| 3 | **Taux horaire** facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre) - Heure | | | | 157 500,00 $ |
| 4 | **ROSENBAUER pièces d'origine** - % d'escompte | | | | 49 875,00 $ |
| 5 | **AUTRES PIÈCES** - Forfaitaire % de majoration | | | | 25 000,00 $ |
| | | | **Total avant taxes** | | 346 090,00 $ |
| | | | **TPS 5 %** | | 17 304,50 $ |
| | | | **TVQ 9,975 %** | | 34 522,48 $ |
| | | | **Montant total** | | 397 916,98 $ |

**Numéro de l'appel d'offres : 26-21287**

**Titre : Service d'inspection PEP et réparations des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan de la Ville de Montréal**
**Date d'ouverture des soumissions : 10 mars 2026**

| | Article | | | Areo-Feu Ltée. | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | **Montant total** |
| **LOT 3** | **Inspection et réparation de camion Mât articulé T-Rex ROSENBAUER** | | | | |
| 1 | **CAMION PORTEUR - Inspection P.E.P.** (Programme d'entretien préventif véhicule / NFPA) et Vidange d'huile et remplacement du filtre à huile incluant service de transport (Jockey) - Forfaitaire | | | | - $ |
| 2 | **POMPE HALE** - Programme d'entretien préventif, inspection selon la fiche d'Inspection appropriée. - Unitaire | | | | - $ |
| 3 | **Taux horaire** facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre) - Heure | | | | - $ |
| 4 | **SPARTAN pièces d'origine** - % d'escompte | | | | - $ |
| 5 | **HALE pièces d'origine** - % d'escompte | | | | - $ |
| 6 | **AUTRES PIÈCES** - Forfaitaire % de majoration | | | | - $ |
| | | | **Total avant taxes** | | - $ |
| | | | **TPS 5 %** | | - $ |
| | | | **TVQ 9,975 %** | | - $ |
| | | | **Montant total** | | - $ |
| | | | **Signataire** | Hélène Picard | |
| | | | **Signature** | OUI | |
| | | | Numéro NEQ | 1145941218 | |
| | | | **Achat SEAO** | OK | |
| | | | **Vérification REQ** | OK | |
| | | | **RENA** | OK | |
| | | | **Registre des personnes inadmissibles** | OK | |
| | | | Liste des firmes à rendement insatisfaisant | OK | |
| | | | **Liste non conformes OQLF** | OK | |
| | | | **Charte de la langue française** | OK | |
| | | | **AMP** | OK | |
| | | | Liste des sous-contractants | OUI | |
| | | | Annexe 1 – Liste du personnel | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | |
| | | | Annexe 2 – Exigences quant à la sécurité | | |
| | | | Annexe 3 – Critères de conformité | | |
| | | | Renseignements complémentaires | | |

- Il n'y a pas eu de négociation bien qu'il n'y ait qu'un soumissionnaire puisque l'écart avec l'estimation n'est pas significatif.

Remarque :

| | |
|---|---|
| | Non-conforme |
| | Correction - Erreur de calcul |
| | Plus bas soumissionnaire conforme |

**Vérifié par** : Marc-André Deshaies **Date :** 12 mars 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0091**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 10 mars 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

**APPEL D'OFFRES 26-21287**

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service d'inspection PEP et réparations des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan de la Ville de Montréal – Service du matériel roulant et des ateliers » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

| **Soumissionnaire** | | **Prix** |
|---|---|---|
| ARÉO-FEU LTÉE | **Lot 1** | 408 865,47 $ |
| | **Lot 2** | 410 276,79 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 4 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Québec

English
Nous joindre

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21287
**Numéro de référence:** 20120951
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:**
Service d'inspection PEP et réparations des camions d'incendie Rosenbauer et des autopompes Spartan de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**4 résultats** **Résultats 1 à 4**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| RESSORT IDEAL LTEE<br>8950 Pascal Gagnon Montréal<br>QC CAN H1P1Z3<br>ressortideal.com | Non diffusé | Mario Colonnello<br>Téléphone: 514321-0055<br>Courriel: mario@ressortideal.com | **Transaction: (20438632)**<br>2026-02-25 11:27 | 20094554 - Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20095950 - Addenda 2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ARÉO-FEU LTÉE<br>5205, J.A. Bombardier Longueuil<br>QC CAN J3Z1G4<br>www.areo-feu.com | Non diffusé | Jessie Boulay<br>Téléphone: 4506512240<br>Courriel: info@areo-feu.com | **Transaction: (20421999)**<br>2026-02-09 09:11 | 20094554 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-18 à 09:00 - Téléchargement<br><br>20095950 - Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-25 à 09:00 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| RESSORT IDÉAL LTÉE<br>8950 pascal gagnon Montréal<br>QC CAN H1P1Z3<br>https://ressortideal.com | Non diffusé | MARIO COLONNELLO<br>Téléphone: 5143210055<br>Courriel: mario@ressortideal.com | **Transaction: (20419298)**<br>2026-02-05 15:35 | 20094554 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-18 à 09:00 - Courriel<br><br>20095950 - Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-25 à 09:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| THIBAULT & ASSOCIÉS<br>2250 André-C.Hamel<br>Drummondville QC CAN J2C8B1<br>larsenal.ca | Non diffusé | Philippe Deslandes<br>Téléphone: 8194710292<br>Courriel: philippe.deslandes@larsenal.ca | **Transaction: (20417899)**<br>2026-02-04 11:52 | 20094554 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-18 à 09:00 - Courriel<br><br>20095950 - Addenda 2<br>Devis<br>2026-02-25 à 09:00 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.23

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265593011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amerique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306) |

Il est recommandé :
d'exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amerique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306).

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 11:36

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265593011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada inc., Goodyear Canada inc., Bridgestone Canada inc. et Michelin Amerique du Nord (Canada) inc. (CG22 0306) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Comité exécutif a autorisé l'adhésion de la Ville à un dossier d'achats regroupés organisé par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour remplacer le contrat à commandes de fourniture de pneus (échéance le 31 mars 2026) (CE25 0772).
Il importe d'adhérer à ce regroupement pour s'assurer d'un approvisionnement fiable, tout en permettant de bénéficier des escomptes et des prix avantageux de la part des manufacturiers, afin que le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) puisse continuer à équiper les véhicules de l'ensemble des unités d'affaires de la Ville.

La Ville s'était engagée au préalable, en vertu de l'article 5 (2°) des règlements liés à la Loi sur les contrats des organismes publics, à acquérir ces biens auprès des fournisseurs retenus.

Par ailleurs, l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes permet à toute municipalité de se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) ou par l'entremise de celui-ci.

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a lancé un appel d'offres public en octobre 2025. À la suite de l'ouverture des soumissions, le CAG a décidé d'annuler l'appel d'offres, aucun des soumissionnaires n'ayant présenté une offre conforme.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE25 0772 - 7 mai 2025 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales pour l'approvisionnement de divers pneus neufs, rechapés et remoulés, pour une durée de 36 mois
CE22 2104 - 16 décembre 2022 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel

d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), piloté par le CAG, pour l'approvisionnement de divers pneus neufs, rechapés et remoulés pour une durée de douze (12) mois

CG22 0306 - 20 mai 2022 - Conclure des ententes-cadres collectives avec Pneu continental du Canada Inc., Pneus Toyo Canada inc., Goodyear Canada inc. et Bridgestone Canada inc. pour utiliser les contrats à commandes pour des pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). La durée des ententes est de douze (12) mois, du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, la valeur totale estimée est 2 042 818,31 $ taxes incluses (contrat: 1 776 363,75 $ + contingences: 266 454,56 $).

CE21 2027 - 15 décembre 2021 - Autoriser la Ville de Montréal à participer à un appel d'offres public conjointement avec le Centre d'acquisitions gouvernemental (CAG), piloté par le CAG, pour la fourniture sur demande de divers types de pneus - entente pour trois ans.

CG18 0456 - 23 août 2018 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) du Centre de Services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres et la conclusion d'une entente de gré à gré pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés / Approuver à cette fin le document intitulé "Fiche d'engagement".

CG15 0456 — 20 août 2015 — Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal à un dossier d'achats regroupés (DAR) organisé par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) en partenariat avec l'Union des municipalités du Québec (UMQ) en vue d'un appel d'offres pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés/Approuver à cette fin le document « Fiche technique d'inscription »

CG14 0451 30 octobre 2014 — Conclure des ententes-cadres collectives d'une durée de 20 mois avec Bridgestone Canada inc., Goodyear Canada inc. et Michelin Amérique du Nord (Canada) inc. pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion à l'appel d'offres public du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) - 2 411 099 $

CG14 0293 — 19 juin 2014 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

CG12 0394 – 25 octobre 2012 — Conclure une entente-cadre de gré à gré avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés, pour une durée d'environ 23 mois se terminant le 31 juillet 2014 - 2 518 000 $)

CG12 0221 — 21 juin 2012 — Autoriser l'adhésion de la Ville à un regroupement d'achats pour la fourniture de pneus neufs, rechapés et remoulés en prévision du lancement de l'appel d'offres par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ)/Approuver à cette fin le document « Engagement à la clientèle »

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à exercer une prolongation jusqu'au 14 juin 2026, sans majoration de la dépense autorisée pour l'utilisation des contrats à commandes, pour l'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG).

**JUSTIFICATION**

La participation de la Ville de Montréal à ce regroupement d'achats garantit un approvisionnement adéquat en pneus. Le regroupement des volumes de consommation pour l'ensemble des municipalités du Québec permet à la Ville de bénéficier d'escomptes additionnels liés aux achats combinés, de réduire les délais de livraison et d'assurer une stabilité de l'approvisionnement. De plus, cette démarche procure une période supplémentaire de trois (3) mois de couverture en attendant le résultat du prochain appel d'offres du Centre d'acquisition gouvernementales (CAG).

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les prix sont obtenus directement d'un manufacturier (compte national) associé à la gamme de pneus disponibles. Les ententes du CAG seront basées sur les prix unitaires des pneus, lesquels sont calculés selon un taux d'escompte fixe. Le suivi de la validité des prix payés, selon les termes et conditions du contrat, pourra être vérifié par l'extraction périodique des données d'achats pour une comparaison par échantillonnage dans le moteur de recherche de pneu sur le site Web du CAG.
Les commandes, l'établissement de l'imputation budgétaire et les calculs s'y référant (taxes, financement, ristournes, etc.) relève de la Ville au fur et à mesure de ses besoins.

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire pour l'acquisition de pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville au regroupement avec le CAG.

**MONTRÉAL 2030**

Les fournisseurs s'engagent à récupérer les pneus usagés de l'organisme public, lesquels seront remplacés lors de l'achat de pneus, sans frais supplémentaires. La pose, le balancement de pneus et la fourniture de carcasses de pneus rechapés ne font pas partie du contrat à commandes. La taxe environnementale de quatre dollars et cinquante sous (4,50 $) par pneu neuf sera facturée en sus du prix du pneu.
Pneus rechapés : le rechapage de pneus, lequel consiste à réutiliser la carcasse d'un pneu usé, va se poursuivre et contribuer à la sauvegarde de l'environnement et au développement durable.

Récupération des autres pneus : les fournisseurs doivent s'assurer de disposer des pneus usagés de façon écoresponsable, en les retournant à une entreprise certifiée dans la récupération de pneus.

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle puisque le dossier traite d'achat de pneus.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Un refus ou un retard prolongé de l'autorisation pourrait entraîner des coûts supplémentaires d'approvisionnement pour la Ville. Le Service du matériel roulant et des ateliers pourrait ne plus bénéficier des prix avantageux de la part des manufacturiers.
Lancer un appel d'offres nécessiterait un long processus de standardisation et au risque d'avoir des prix plus élevés.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Prolongation des ententes-cadres jusqu'au 14 juin 2026.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Pablo BLANCO, Service de l'approvisionnement

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Jean-philippe CRITES
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

**Tél :** 438-821-6504
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominic G GARNEAU
directeur(-trice) - ateliers mecaniques
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265593011
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Prolonger jusqu'au 14 juin 2026 / Sans dépense additionnelle, pour utiliser les contrats à commandes d'acquisition de divers pneus neufs, rechapés et remoulés suite à l'adhésion de la Ville à l'appel d'offres mené par le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) de l'entente-cadre conclue avec Continental Tire Canada Inc., Goodyears Canada Inc., Bridgestone Canada Inc. et Michelin Amerique du Nord (Canada) Inc. (CG22 0306)

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | X | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 5 | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Afin de répondre à la Priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles du Plan stratégique 2030, cet appel d'offres met de l'avant la réduction des déchets et la valorisation des matières résiduelles en incluant les pneus rechapés ainsi que les pneus remoulés.<br><br>Le terme rechapage désigne une opération qui consiste à recycler un pneu, en remplaçant certaines parties comme la bande de roulement ou les flancs. Cela permet d'augmenter la durée de vie des pneumatiques. Le terme remoulé désigne le procédé par lequel la carcasse d'un vieux pneu est utilisée, nettoyée, inspectée pour ensuite être rebâtie dans un moule qui ajoutera une nouvelle semelle au pneu, grâce à une très haute température. Cette action permet à la nouvelle semelle et à la vieille carcasse de pneu de se marier parfaitement et d'ainsi offrir un pneu qui semble neuf. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | X | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

## RE: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

**De** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Date** Lun 2026-03-23 08:58
**À** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Cc** Mra AQUISITION <mra-acquisition@montreal.ca>; Melissa TREMBLAY-GODBOUT <melissa.tremblay-godbout@montreal.ca>

**ATTENTION :** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Centre d'acquisitions gouvernementales
Québec

Bonjour,

Toujours en attente de la validation de certains documents à l'interne, le contrat va être prolongé jusqu'au 14 juin 2026.

Le nouveau contrat commence le 15 juin 2026.

Il y aura des lettres de confirmation qui vont être envoyées aux établissements, vous allez recevoir des confirmations par courriels avec des mises à jour au LAC.

Merci et bonne journée

**Tarek Ayari**
Conseiller en acquisition
Direction des acquisitions de commodité
Centre d'acquisitions gouvernementales

217, boulevard Curé-Labelle, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2X6
Tél. : 866 476-4224, poste 4067
tarek.ayari@cag.gouv.qc.ca
Quebec.ca/gouv/acquisitions




Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication

par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

---

**De :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Envoyé :** 20 mars 2026 09:56
**À :** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Cc :** Mra AQUISITION <mra-acquisition@montreal.ca>; Melissa TREMBLAY-GODBOUT <melissa.tremblay-godbout@montreal.ca>
**Objet :** Re: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

***ATTENTION : Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation.**
*Évitez de cliquer sur un hyperlien, d'ouvrir une pièce jointe ou de transmettre des informations personnelles si vous ne connaissez pas l'expéditeur du courriel. En cas de doute, communiquez verbalement avec lui.*

Bonjour Tarek,

Nous n'avons pas de nouvelles depuis le 11 mars.

Est-ce que votre contrat actuel a bien été prolongé? Si oui jusqu'à quelle date exactement?

Serait-il possible d'avoir une lettre ou confirmation de la CAG de votre prolongation?

Merci d'avance,

**Pablo Blanco**
Conseiller en approvisionnement
Service de l'acquisition
Section - Concertation, matériel roulant et voirie & signalisation
pablo.blanco@montreal.ca

Montréal

255, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1L5

---

**De :** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Envoyé :** 11 mars 2026 15:13
**À :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Cc :** Meyranie ST-HILAIRE <meyranie.st-hilaire@montreal.ca>
**Objet :** RE: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

**ATTENTION :** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Centre d'acquisitions gouvernementales
Québec

Bonjour Pablo,

Je ne pense pas qu'il va tarder plus que ça, on a déjà reçu un accusé de réception, et le dossier est déjà pris en charge.

Je vous reviens aussitôt que je reçois des nouvelles, ou vous pouvez m'écrire d'ici début de la semaine prochaine.

Merci et bonne journée

**Tarek Ayari**
Conseiller en acquisition
Direction des acquisitions de commodité
Centre d'acquisitions gouvernementales

217, boulevard Curé-Labelle, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2X6
Tél. : 866 476-4224, poste 4067
tarek.ayari@cag.gouv.qc.ca
Quebec.ca/gouv/acquisitions




Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

**De :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Envoyé :** 11 mars 2026 14:30
**À :** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Cc :** Meyranie ST-HILAIRE <meyranie.st-hilaire@montreal.ca>
**Objet :** Re: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

***ATTENTION : Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation.**
*Évitez de cliquer sur un hyperlien, d'ouvrir une pièce jointe ou de transmettre des informations personnelles si vous ne connaissez pas l'expéditeur du courriel. En cas de doute, communiquez verbalement avec lui.*

Bonjour Tarek,

Quand est-ce que vous allez avoir la confirmation de vos instances pour la prolongation du contrat en cour?

On aurait besoin svp d'une confirmation de votre part pour nos dossiers et pour prolonger notre contrat en cours.

Merci d'avance,

**Pablo Blanco**
Conseiller en approvisionnement
Service de l'acquisition
Section - Concertation, matériel roulant et voirie & signalisation
pablo.blanco@montreal.ca

Montréal

255, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1L5

---

**De :** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Envoyé :** 9 mars 2026 08:49
**À :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Objet :** RE: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

**ATTENTION :** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Centre d'acquisitions gouvernementales Québec

Bonjour,

Oui bien sûr ils seront contactés, notant que la majorité des gros joueurs ont participé à cet appel d'offres, mais ils étaient non conformes lors de l'ouverture des soumissions.

Merci et bonne journée.

**Tarek Ayari**
Conseiller en acquisition
Direction des acquisitions de commodité
Centre d'acquisitions gouvernementales

217, boulevard Curé-Labelle, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2X6
Tél. : 866 476-4224, poste 4067
tarek.ayari@cag.gouv.qc.ca
Quebec.ca/gouv/acquisitions




---

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

**De :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Envoyé :** 2 mars 2026 11:29
**À :** Ayari, Tarek <Tarek.Ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Objet :** Re: Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

***ATTENTION : Ce courriel provient de l'extérieur de votre organisation.**
*Évitez de cliquer sur un hyperlien, d'ouvrir une pièce jointe ou de transmettre des informations personnelles si vous ne connaissez pas l'expéditeur du courriel. En cas de doute, communiquez verbalement avec lui.*

Bonjour Tarek,

Merci de l'information de nous garder informer car la VDM est un grand utilisateur de ce regroupement de pneus.

Espérons que la prolongation soit possible et merci de relancer l'AO rapidement (est-ce que les fournisseurs potentiels seront contactés afin qu'ils soumissionnent cette-fois?)

Bonne journée,

**Pablo Blanco**
Conseiller en approvisionnement
Service de l'acquisition
Section - Concertation, matériel roulant et voirie & signalisation
pablo.blanco@montreal.ca

Montréal

255, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec) H2M 1L5

---

**De :** Tarek Ayari <tarek.ayari@cag.gouv.qc.ca>
**Envoyé :** 2 mars 2026 09:52
**À :** Pablo Blanco <pablo.blanco@montreal.ca>
**Objet :** Annulation de l'appel d'offres 2026-8109-50_Pneus neufs, rechapés et remoulés

**ATTENTION :** Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Bonjour,

Nous communiquons avec vous au sujet du contrat **2026-8109-50** pour **Pneus neufs, rechapés et remoulés**, dont la date de début du contrat était initialement le 1er avril 2026.

À la suite de l'ouverture des soumissions, il a été décidé de procéder à l'annulation de l'appel d'offres, et ce, en raison de l'absence de concurrence.

Un retour en appel d'offres est prévu prochainement, avec pour objectif de débuter le nouveau contrat le **15 juin 2026**.

Pour les établissements participants au contrat en cours **2023-8109-50**, la demande a été effectuée auprès de nos instances supérieurs afin de prolonger le contrat du **31 mars 2026 au 15 juin 2026**, dans le but d'éviter un vide contractuel et, le cas échéant, de vous permettre d'effectuer des commandes en fonction de vos besoins.

Soyez assurés que nous communiquerons avec vous dès que la prolongation du contrat en cours sera confirmée à l'interne ainsi qu'avec ls fournisseurs actuels.

Merci et bonne journée

**Tarek Ayari**

Conseiller en acquisition
Direction des acquisitions de commodité

Centre d'acquisitions gouvernementales

217, boulevard Curé-Labelle, Sainte-Thérèse (Québec) J7E 2X6
Tél. : 866 476-4224, poste 4067
tarek.ayari@cag.gouv.qc.ca
Quebec.ca/gouv/acquisitions

---

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.24

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265035001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division gestion de l'eau |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à la firme LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses. |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à LabVantage Solutions France (BC 1705173);
2. d'autoriser le directeur de Direction solutions d'affaires - Gestion du territoire, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 13:40

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265035001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division gestion de l'eau |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à la firme LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Le système LIMS (Laboratory Information Management System) est un logiciel de gestion de laboratoire développé par le fournisseur externe LabVantage Solutions France (ci-après « LabVantage »). Il s'agit d'une solution informatique spécialisée permettant aux laboratoires opérés par la Ville de gérer efficacement leurs données analytiques, leurs échantillons ainsi que leurs processus opérationnels.

Avant 2025, le système LIMS était hébergé sur une infrastructure devenue désuète au sein du Service de l'eau. Cette situation limitait la performance, la sécurité et l'évolutivité du système.

En 2025, la Ville a octroyé un contrat de gré à gré à la firme LabVantage au montant de 99 325,64 $, taxes incluses, pour la mise à niveau et le rapatriement du système LIMS dans l'infrastructure corporative Ville.

Lors de la réalisation de ces travaux, des éléments imprévus ont été soulevés par les équipes attitrées au projet, dont principalement la paramétrisation avancée de l'application pour répondre aux besoins de la Ville. Afin de finaliser les travaux de mise à

niveau de LIMS, des services additionnels sont requis auprès de LabVanatge.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à la firme LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Bon de commande 1705173 - Contrat de gré à gré pour la mise à niveau et le rapatriement du système LIMS dans l'infrastructure corporative Ville, au montant de 99 325,64 $, taxes incluses.

## DESCRIPTION

Avant 2025, le système LIMS était hébergé sur une infrastructure devenue désuète au sein du Service de l'eau. Cette situation limitait la performance, la sécurité et l'évolutivité du système.

En 2025, un contrat initial (BC 1705173) a été octroyé à LabVantage afin de répondre à deux objectifs majeurs :

1. Mise à niveau applicative :
   Rehausser la version du logiciel LIMS de la version 8.2 à la version 8.8, afin de bénéficier des améliorations fonctionnelles, des correctifs de sécurité et du soutien du fournisseur.
2. Rapatriement du système LIMS :
   L'utilisation du LIMS s'étant élargie à d'autres laboratoires de la Ville de Montréal, notamment au Service de l'environnement, il est devenu nécessaire de migrer le système vers une plateforme corporative moderne, offrant une meilleure sécurité, une performance accrue et une infrastructure mieux adaptée à un usage multiplateforme.

Les travaux supplémentaires qui font l'objet de ce dossier décisionnel auront principalement pour objectifs :

1. De finaliser les travaux de mises à niveau du logiciel vers la version 8.9 au lieu de 8.8 tel que prévu initialement afin de prolonger la durée de vie utile de LIMS;
2. D'assurer une paramétrisation complète de l'application afin de répondre aux besoins spécifiques de la Ville.

## JUSTIFICATION

La mise à niveau du système prévoyait initialement une migration de la version 8.2 vers la version 8.8. Toutefois, afin de maximiser la valeur de l'investissement et de prolonger la durée de vie de la solution, il a été décidé de procéder directement à une migration vers la version la plus récente, soit la version 8.9. Le nombre élevé de rapports personnalisés développés pour répondre aux besoins spécifiques du Service de l'eau et du Service de l'environnement, combiné à un saut majeur de version — de la version 8.2 (publiée en 2017) à la version 8.9 (publiée en 2025) — a mis en évidence des bogues additionnels ainsi que la nécessité d'ajuster et de reconfigurer les rapports existants.

Ces travaux complémentaires ont généré des efforts supplémentaires qui n'étaient pas entièrement anticipés dans l'estimation initiale, entraînant ainsi un dépassement du budget prévu au contrat initial (bon de commande #1705173).

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

La Ville est autorisée à octroyer ce contrat de gré à gré avec la firme LabVantage Solutions France puisqu'il s'agit d'un contrat dont l'objet découle de l'utilisation de logiciels et vise la protection de droits exclusifs, tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives conformément à l'article 573.3 (6) b) et aussi dont l'objet est l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant, conformément à l'article 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes.

Après vérification, LabVantage Solutions France n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

**Dépense capitalisable :**
La dépense de 87 640,27 $, taxes incluses (80 027,25 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2026 - 2035 du Service des TI au projet 70191 - Infrastructures des usines de l'eau, et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032.
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne les infrastructures des usines de l'eau, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette dépense additionnelle au contrat permettra notamment de continuer à :

- Renforcer la sécurité et la fiabilité de LIMS grâce à la mise en place d'une structure conforme aux normes de sécurité de la Ville et profiter de la gouvernance de support TI déjà en place.
- Moderniser l'infrastructure de LIMS afin d'assurer sa pérennité, sa stabilité et sa compatibilité avec les standards technologiques actuels.
- Optimiser les coûts d'exploitation de LIMS en réduisant les dépenses liées à la maintenance de technologies obsolètes et en facilitant les rehaussements futurs de façon plus prévisible et économique.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

**ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Imad EL AMMARI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

**Tél :** 514 793 - 3407
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Yassine BENTALEB
Chef de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

**Tél :** 514- 927-3818
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Ghayath HAIDAR
Directeur solutions d'affaires - Gestion du térritoire
**Tél :** 514 567-7133
**Approuvé le :** 2026-03-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
Directeur de Service technologies de l'information
**Tél :** 438-998-2829
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1265035001**

Unité administrative responsable : **Service des technologies de l'information, Direction gestion du territoire, Division gestion de l'eau**

Projet 70191 : **Infrastructures des usines de l'eau**

Objet : **Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à la firme LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses.**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*# 12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.* | | | |

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Amélioration de la prise de décision opérationnelle et stratégique grâce à un accès accru à des données fiables, structurées et en temps opportun ;*
- *Renforcement de l'efficacité et de la performance des opérations du Service de l'eau par des outils numériques adaptés aux besoins actuels et futurs ;*
- *Modernisation des pratiques de gestion par l'intégration de technologies émergentes favorisant l'innovation et l'optimisation des processus ;*
- *Contribution à la transparence et à la traçabilité des informations, soutenant une gouvernance basée sur les données.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

LabVantage®

## ATTESTATION D'EXCLUSIVITE

Je soussigné, Michel Gerlicher, Président LabVantage international LabVantage Solutions, et en vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés, atteste par la présente que :

LabVantage Solutions France est exclusive pour les critères suivants :

- LabVantage Solutions France est le fournisseur exclusif du progiciel LabVantage pour les pays et clients francophones dans le monde entier pour le compte de LabVantage Solutions.
- LabVantage a certifié que les consultants de LabVantage Solutions France actualisent continuellement leurs connaissances du logiciel LabVantage, se tenant au courant des nouvelles versions et fonctionnalités.
- LabVantage est la seule solution que LabVantage Solutions France commercialise, vend et déploie dans le monde entier.
- LabVantage Solutions France fournit exclusivement une maintenance corrective, évolutive, adaptative et préventive francophone du logiciel LabVantage, ainsi que de ses modules, pour le compte de LabVantage Solutions.

Fait à Clichy, le 12 février 2025

LabVantage Solutions France
202, Quai de Clichy - 92110 CLICHY
S.A.S. au Capital de 120.000,00 €
RCS Nanterre 481 959 526 - Code APE 7212

Michel P Gerlicher
Président Labvantage Solutions internationale



**LabVantage Solutions France**
S.A.S. au capital de 120.000 € - RCS Nanterre 481 959 526 – Code APE 6202 A - N° TVA Intra : FR82481959526
202, Quai de Clichy – 92 110 Clichy – France
Tel : +33(0) 1 46 85 28 60– Web site : http://www.labvantage.com

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Contact Name:** | Yacine Chahine | | | **Prepared By:** | Florence PENHOUET |
| **Contact Title:** | Chef d'équipe - Direction Gestion du Territoire | | | **Title:** | senior Vice President |
| **Customer Name:** | Ville de Montréal - Service des technologies de l'information | | | | **LabVantage Solutions, Inc** |
| **Customer Address:** | Ville de Montréal - Service des technologies de l'information | | | **Address:** | 202 quai de Clichy |
| | 80, rue Queen, 3e étage Suite 220 | | | | 92110 CLICHY |
| | Montréal (Québec) H3C 2N5 | **Version Date:** | October 2025 | | France |
| **Phone:** | 514.245.3399 | | | **Phone:** | 0680022529 |
| **Email:** | yacine.chahine@montreal.ca | **License Type:** | Perpetual | **Email:** | fpenhouet@labvantage.com |
| | | | | **Site:** | Montreal |
| **Date:** | 05 mars 2026 | **Expires On:** | 30 avr 2026 | **Industry:** | Environmental Testing |
| **Quote Number:** | TBD | **GSA:** | No | **Market Segment:** | Government |
| **New Customer:** | No | **New Project:** | Yes | **Upgrade:** | No |
| **Version:** | 8.9 | **Database:** | Oracle | **Application Server:** | JBoss |

**Order Form**

## Professional Services

| Product ID | Description | Quantity | Unit Price | Discount | Annual Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Time Based Services** | | | | |
| PSDAYRATE2000 | Professional Services - Per Day<br>Services provided as set forth in approved project SOW. One day equates to 8 hours. | 45 | $2 606,00 | 35% | $76 225,50 |
| | | | | | |
| | | | | Subtotal Time Based Services: | $76 225,50 |
| | | | | ***PROFESSIONAL SERVICES TOTAL:*** | **$76 225,50** |

## Summary

### One-Time

| | Cost |
|---|---|
| Professional Services Total: | $76 225,50 |
| **TOTAL:** | **$76 225,50** |
| **GRAND TOTAL:** | **$76 225,50** |

**Order Form Version: October 2025**

Notes:

* All Professional Services except fixed priced services are billed on a Time and Material basis. 1 day of service equates to 8 hours.

* All prices are in Candian Dollar , the currency of Canada

* Prices do not include state or local taxes. Tax(s) will be assessed and included on your invoice for each order placed with LabVantage. If your organization is tax exempt, please supply a copy of your certificate of exemption upon submission of this signed document.

* SMP is effective immediately as of the date of the signed Order Form for additional software sales.

*BarTender license - support and maintenance for the first year is included in the cost of the license. The second year support will be added to the renewal at 20% of the BarTender licenses.

* Item "Type": P = Perpetual (Purchased) Licensing, S = Subscription Licensing,

* VAT Number:

* All invoices shall be sent to the following invoice contact:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Name: | Yacine Chahine | Email: | yacine.chahine@montreal.ca |
| Title: | Chef d'équipe - Direction Gestion du Territoire | Telephone: | 514.245.3399 |

Purchase Order Number (customer PO number):

Ship To Address (same as address on PO):

**This Order Form is governed by the existing Master Software and Services Agreement ("MSSA") between the parties dated: _____. If any provision in this Order Form conflicts with the terms of the MSSA, the MSSA will control.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Ville de Montréal - Service des technologies de l'information** | **Sign:** | _____ | **Date:** _____ |
| | **Print:** | | |
| | **Title:** | | |
| **LabVantage Solutions, Inc** | **Sign:** | _____ | **Date:** _____ |
| | **Print:** | | |
| | **Title:** | | |

Upon execution of this Order Form, please fax all signed documents to (908)-842-0338 Attn: Legal Affairs, or email scanned versions to legalaffairs@LABVANTAGE.com. Originals should be mailed overnight to LABVANTAGE Solutions, Inc., 265 Davidson Ave. Suite 220, Somerset, NJ 08873 Attn: Legal Affairs. LABVANTAGE shall return counter-signed copies for your records.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265035001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division gestion de l'eau |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 87 640,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre du contrat de gré à gré octroyé à la firme LabVantage Solutions France, majorant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses. |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1265035001 Certification de fonds - PDI.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Imad EL AMMARI
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

François FABIEN
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction des revenus

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1265035001** |
| **No d'engagement : 2026** | **TI65035001** |
| **Objet** | Autoriser une dépense additionnelle de 87 64<br>à la firme LabVantage Solutions France, majo |

**Provenance**

| | **RCG 24-032 Biens et services TI CG24** |
|---|---|
| RE - 24-032 | 5001.5024032.803402.0 |
| **Total provenance** | |

**Imputation**

| | **projet 70191 - Infrastructures des usines** |
|---|---|
| Projet 70191 | 5030.5024032.803402.0 |
| | |
| | |
| **Total imputation** | |

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** |
|---|---|---|---|---|
| projet 70191 - Infrastructures des usines de l'eau | 80 $ | - $ | - $ | - $ |
| **TOTAL** | **80 $** | **- $** | **- $** | **- $** |

Taux :

0,27 $, taxes incluses, pour les services de mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau, dans le cadre d
orant ainsi le montant total de la dépense à 186 965,91 $, taxes incluses

| 0541 | Dépenses taxes incluses | Crédits |
|---|---|---|
| 1909.57201.000000.0000.168185.000000.98001.00000 | 87,640.27 $ | 80,027.25 $ |
| | **87,640.27 $** | **80,027.25 $** |

| de l'eau | Dépenses | Crédits |
|---|---|---|
| 1303.54304.000000.0000.208173.000000.40020.00000 | 87,640.27 $ | 80,027.25 $ |
| | | |
| | | |
| | **87,640.27 $** | **80,027.25 $** |

| Total |
|---|
| 80 $ |
| **80 $** |

1.0951303727

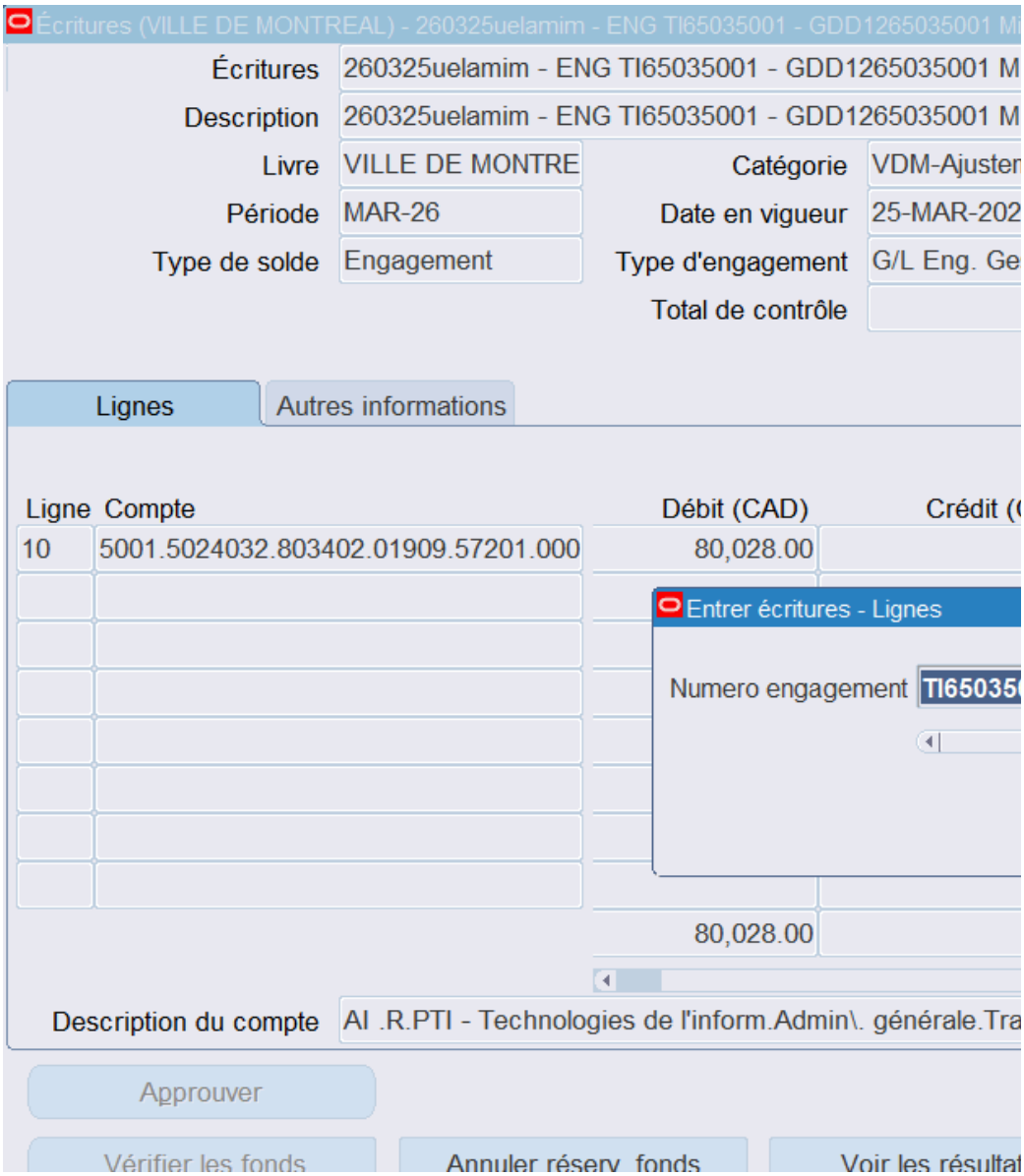
u contrat octroyé

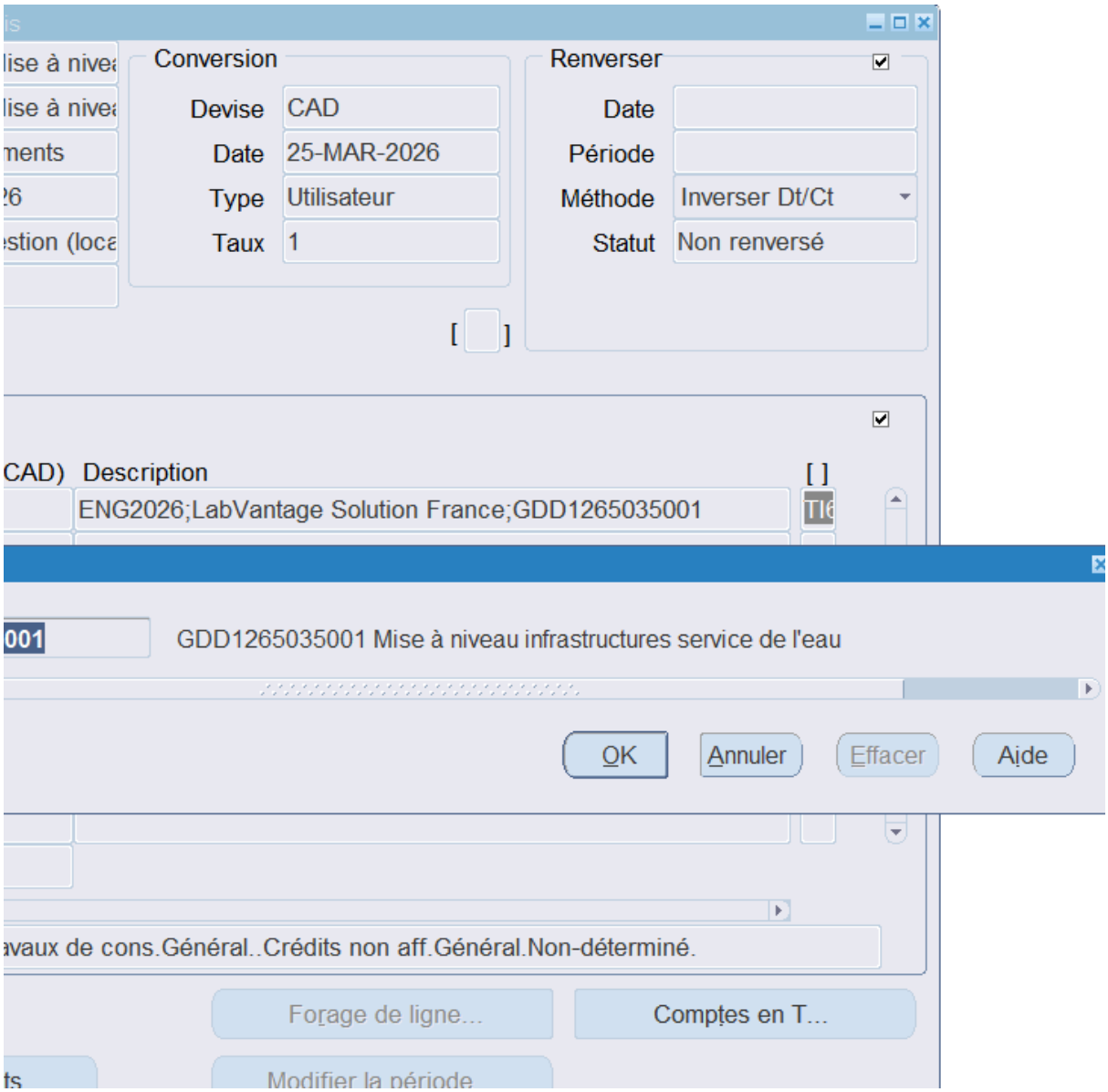
| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 80,028 $ |

50.10%

| |
|---|
| **80,028.00 $** |

| Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|
| 80,028 $ |
| |
| |
| **80,028.00 $** |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260325uelamim - ENG TI65035001 - GDD1265035001 Mi
Écritures
260325uelamim - ENG TI65035001 - GDD1265035001 M
Description
260325uelamim - ENG TI65035001 - GDD1265035001 M
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajuster
Période
MAR-26
Date en vigueur
25-MAR-202
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Ge
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (
10
5001.5024032.803402.01909.57201.000
80,028.00
Entrer écritures - Lignes
Numero engagement
TI65035
80,028.00
Description du compte
AI .R.PTI - Technologies de l'inform.Admin\. générale.Tra
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultat


Conversion
Devise CAD
Date 25-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
CAD) Description
ENG2026;LabVantage Solution France;GDD1265035001
GDD1265035001 Mise à niveau infrastructures service de l'eau
OK
Annuler
Effacer
Aide
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période



**Aspect(s) financier(s)**

**Dépense capitalisable** :

La dépense de 87 640,27 $, taxes incluses (80 027,25 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2
Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération puisqu'elle concerne les infrastructures des usin

**Montréal 2030**

2026 - 2035 du Service des TI au projet 70191 - Infrastructures des usines de l'eau, et sera financée par le
ues de l'eau, qui sont de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales

règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 24-032.
dans certaines agglomérations.

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.25

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1267684003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116) majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc., pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116);

2. d'autoriser l'utilisation du budget de variation de quantités à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser le directeur de la Direction Infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif, pour et au nom de la Ville;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 12:53

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267684003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116) majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.
Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Les produits logiciels de La Compagnie CA du Canada (CA) sont utilisés sur la plateforme de l'ordinateur central pour opérer des applications critiques utilisées par la Ville, notamment :

- Applications de gestion des offenses pénales STOP+ ;
- Solution de gestion de la cour municipale GESCOUR ;
- Gestion du temps des policières et policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) GAAD ;
- Systèmes de gestion des opérations policières SIIGEP ;
- Logiciel de gestion des demandes et incidents du centre de service TI (CA Service Desk).

Le 21 mars 2024, la Ville a adhéré au contrat à commandes conclu entre le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et CA inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA, pour la période du 31 mars 2024 au 30 mars 2027 (CG24 0116) pour une dépense totale de 2 453 280,48 $. La

Ville participe à ce regroupement gouvernemental depuis plusieurs années afin de bénéficier des leviers offerts par le volume des contrats publics du CAG.

Au moment de l'adhésion à l'entente gérée par le CAG, le contrat était toujours en cours de négociation avec l'éditeur des logiciels CA. Ainsi, la valeur du contrat devait être estimée par la Ville en vue de l'adhésion à l'entente et pour éviter tout arrêt de service de l'ordinateur central.

Cette estimation considérait que les prix seraient fixes tout au long de l'entente et qu'une légère variation était possible en fonction de la fluctuation du taux de change, car le contrat est en dollars américains. Toutefois, après la conclusion du contrat, la Ville a constaté que les tarifs étaient majorés de 20% annuellement, soit au-delà de notre estimation.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle de 199 477,00 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec CA, inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116) majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG24 0116 – 21 mars 2024 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes conclu entre le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et CA inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA, pour la période du 31 mars 2024 au 30 mars 2027, pour une somme maximale de 2 453 280,48 $, taxes incluses
CG22 0164 – 24 mars 2022 - Autoriser l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec CA inc. (La Compagnie CA du Canada) pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA, pour la période du 31 mars 2022 au 30 mars 2024, pour une somme maximale de 1 055 633,60 $, taxes incluses

CG21 0068 - 25 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à La Compagnie CA du Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), pour l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour la période du 31 mars 2021 au 30 mars 2022, pour une somme maximale de 447 576,98 $, taxes incluses

CG20 0573 - 19 novembre 2020 - Accorder un contrat à Novipro inc., pour une période de trois ans, pour la fourniture d'un ordinateur central de la Ville - Somme maximale de 1 035 758,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18434

CG20 0064 - 27 février 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à La Compagnie CA du Canada, par l'entremise de son entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour la période du 31 mars 2020 au 30 mars 2021, pour une somme maximale de 415 512,22 $, taxes incluses (fournisseur unique)

CG18 0120 - 22 février 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour une période de deux ans, soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de modification au bon de commande à cette fin

CG15 0140 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de gré à gré à La Compagnie CA du Canada pour l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour la période du 31 mars

2015 au 30 mars 2018, pour une somme maximale de 1 180 367,58 $, taxes incluses (fournisseur unique) / Approuver un projet de convention à cette fin.

**DESCRIPTION**

Cette dépense additionnelle au contrat d'entretien des logiciels CA permettra à la Ville :

- de conserver les droits d'utilisation et obtenir les versions récentes des logiciels ;
- d'assurer la stabilité de plusieurs applications corporatives critiques, minimiser les risques de pannes majeures et de maintenir la continuité opérationnelle des services de la Ville ;
- d'obtenir le soutien de CA lors d'incidents et d'anomalies des logiciels ;
- de maintenir la conformité lors des vérifications annuelles des infrastructures essentielles à la production des états financiers et autres dossiers de vérification ;
- d'obtenir le service technique de support spécialisé du manufacturier, 24 heures par jour et 365 jours par année, avec un niveau de service adapté selon l'urgence ;
- d'obtenir les correctifs logiciels et de sécurité informatique, dont CA est l'éditeur exclusif ;
- d'accéder sans frais à la banque de connaissances techniques.

**JUSTIFICATION**

Chaque année la Ville renouvelle le contrat d'entretien des produits CA afin de bénéficier du service de soutien, des mises à jour logicielles et des correctifs de sécurité pour garantir la stabilité et la sécurité des applications critiques.
La compagnie CA est détentrice exclusive des droits sur les produits CA utilisés par la Ville et est la seule apte à fournir la garantie du manufacturier.

Le CAG a signé une entente avec CA pour la fourniture des licences des produits CA, valide pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses (182 149,09 $ net de taxes), sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information pour la période du 31 mars 2026 au 30 mars 2027.
Le budget prévu pour la variation de quantités sera utilisé à titre de budget de contingences dans le cadre de ce contrat.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputé au budget d'agglomération.

Le présent dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au budget du Service des TI.

Cette dépense concerne, entre autres, des systèmes corporatifs sur l'ordinateur central tels que GAAD, COUR et SIGEP utilisés par le SPVM qui est de compétence d'agglomération.

La facturation des frais sera effectuée au nom de CA inc.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

La suite des logiciels CA offre des solutions stables qui viennent en appui aux opérations de la Ville. L'accès aux services techniques de maintenance et de support permet à la Ville d'accéder aux correctifs logiciels et de sécurité et ainsi garantir la résilience et maintenir la stabilité des systèmes en place.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Celso CHAVARRI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Naim MANOUCHI
Conseiller Solutions Institutionnelles

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-25

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Tél :** | 514-872-7301 | **Tél :** | - - |
| **Télécop. :** | | **Télécop. :** | - |

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267684003

Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques

Objet : Autoriser une dépense additionnelle de 199 477,00 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0016) majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*14 – Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroitre leur résilience économique et générer de la prospérité.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*17 – Renforcer la gouvernance des technologies d'information tout en encourageant l'innovation technologique des prestataires de services qui offrent leurs services pour la Ville attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilités).* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT

GRÉ À GRÉ

CONTRAT À COMMANDES DE LOGICIELS BROADCOM (OC)
POUR LES PARTIES AU REGROUPEMENT D'ACHATS

NUMÉRO DU CONTRAT : 2023-8177-80

ENTRE

**CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES**, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales (RLRQ, chapitre C-7.01), ayant son siège au 150, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec), G1R 2B2, représenté par M Sébastien Gagnon, vice-président de l'optimisation des acquisitions gouvernementales, dûment autorisé en vertu de l'article 25 de la Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales.

ci-après appelé « CAG »;

ET

**CA, INC.**, personne morale légalement constituée en vertu de la Loi de Delaware, États-Unis d'Amérique, ayant son siège social à 3421 Hillview Ave, Palo Alto, California, 94304, Etats Unis, agissant par Maria Speciale, Manager Sales Accounting , dûment autorisé, ainsi qu'il le déclare.

ci-après appelé « fournisseur ».

## RENSEIGNEMENTS PRÉLIMINAIRES

Le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a pour mission de fournir aux organismes publics les biens et les services dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans le cadre du présent contrat, le CAG agit par l'intermédiaire de sa Direction des acquisitions en technologies de l'information (DATI). Les deux entités peuvent être identifiées séparément pour des raisons de commodité étant entendue que la partie contractante est le CAG.

ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Est considéré comme un document contractuel ce qui suit :

1° le présent contrat;

2° les annexes, lesquelles se détaillent comme suit :

a) **Annexe 1** : Déclaration concernant les activités de lobbyisme exercées auprès du CAG ou du client relativement au présent contrat;
b) **Annexe 2 :** Absence d'établissement au Québec
c) **Annexe 3** : Engagement de confidentialité;
d) **Annexe 4** : Fiche d'information sur la destruction des documents contenant des renseignements personnels;
e) **Annexe 5** : Attestation de destruction des renseignements personnels;
f) **Annexe 6** : Programme d'obligations contractuelles (égalité en emploi);
g) **Annexe 7** : Fiches de renseignements supplémentaires;
h) **Annexe 8** : Conditions contractuelles du fournisseur - Bon de commande
i) **Annexe 9** : Identification des clients;
j) **Annexe 10** : Modalités et commandes;
k) **Annexe 11** : Rapport de ventes.

En cas de conflit entre les termes du présent contrat et de l'une ou l'autre des annexes, le présent contrat prévaut. Toute stipulation qui se trouve aux conditions contractuelles du fournisseur et qui porte sur un objet couvert par le présent contrat est réputée non écrite, et ce, même en l'absence de conflit.

Le présent contrat constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite au présent contrat est réputée nulle et sans effet. Sans préjudice de la portée générale de ce qui précède, la passation des commandes, l'utilisation des biens ou les prestations de services qui découlent du contrat ne sauraient être conditionnelles au consentement à d'autres documents de nature.

Ces documents de nature contractuelle ne sauraient créer, modifier ou éteindre des obligations, et ce, malgré toute stipulation contraire.

### 1. REPRÉSENTANT DES PARTIES

Le CAG, aux fins de l'application du présent contrat, désigne la personne suivante pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le CAG en avisera le fournisseur dans les meilleurs délais.

Hélène Simpson
Conseillère stratégique en acquisition
Direction des acquisitions en technologies de l'information
880, chemin Sainte-Foy, 9e étage
Québec (Québec) G1S 2L2
Téléphone : 866 476-4224, poste : 4538
helene.simpson@cag.gouv.qc.ca

De même, le fournisseur désigne la personne suivante pour le représenter. Si un remplacement était rendu nécessaire, le fournisseur en avisera le représentant du CAG dans les meilleurs délais.

Walter Cieri
Directeur des Comptes
13711 International Place
Richmond, V6V 2Z8
Canada
walter.cieri@broadcom.ca

Les communications et avis devant être transmis en vertu du présent contrat, pour être valides et lier les parties, doivent être donnés par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver la réception à un moment précis, aux personnes précitées. Tout changement d'adresse de l'une des parties doit faire l'objet d'un avis écrit à l'autre partie.

### 2. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat vise l'acquisition de logiciels et le renouvellement de l'assistance technique des produits suivants : Voir annexe 8 **-** Conditions contractuelles du fournisseur – Bon de commande.

Le présent contrat ne vise pas l'acquisition de biens ou de services d'infonuagique, d'informatique en nuage ou de « cloud computing » que pourrait offrir le fournisseur ou l'un de ses sous-traitants et qui comprendraient l'hébergement des données d'un client autorisé à l'extérieur des bureaux du gouvernement.

## 3. OBLIGATIONS DES PARTIES

Le CAG n'a aucun contrôle sur les biens et les services qui ont été livrés à un organisme public. Nonobstant toute clause à l'effet contraire, le CAG ne sera pas responsable des actes accomplis à l'égard de ces biens et services par un organisme public.

L'unique débiteur de toute somme d'argent due en contrepartie d'un bien fourni ou d'un service rendu par le fournisseur est l'organisme public qui a procédé à une commande d'un tel bien ou d'un tel service. L'organisme public est ultimement responsable de se conformer aux modalités et aux termes du présent contrat à commandes. Le CAG informera les organismes publics de leurs obligations au contrat. Le CAG peut refuser une commande d'acquisition à un client qui ne serait pas à jour dans le paiement des factures. Chaque commande doit, avant d'être livrée, avoir fait l'objet d'une approbation par le CAG.

Le fournisseur s'engage à fournir à l'organisme public, les biens et les services requis conformément aux exigences énoncées au présent contrat. Il doit exécuter les travaux ou les services qui, bien que non spécifiquement énumérés, sont requis suivant la nature du contrat. Il doit également collaborer entièrement dans l'exécution du contrat et tenir compte de toutes les instructions et recommandations relativement à la façon de préparer et d'exécuter le travail confié. Le fournisseur est tenu au résultat quant à son obligation de fournir les logiciels et l'assistance technique. Il autorise la publication des documents contractuels sur le logiciel d'achat en commun (LAC), du CAG.

Un organisme public a le droit d'exiger directement du fournisseur l'exécution de toute obligation énoncée au présent contrat. Le fournisseur décharge le CAG de toute obligation de paiement relative à ces biens et services livré directement à un organisme public, sauf lorsqu'il agit à titre d'organisme public pour ses propres besoins.

Par la transmission d'une commande préalablement approuvée par le CAG, un organisme public accepte d'être l'unique débiteur de toute somme d'argent due en contrepartie d'un bien fourni ou d'un service rendu par le fournisseur. À l'égard du CAG, l'organisme public a un devoir de collaboration, notamment pour toute question liée à l'application de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1) et de ses règlements.

## 4. DURÉE DU CONTRAT

Nonobstant la date de signature, le présent contrat entre en vigueur le 30 mars 2023 et a une durée maximale de 3 ans.

L'exécution du contrat ne doit pas commencer avant sa date d'entrée en vigueur, le CAG ou le client n'assumera aucune responsabilité pour cette exécution ni pour aucun autre travail s'y rapportant.

L'arrivée du premier des événements suivants mettra fin au contrat :

- La date d'échéance;
- L'atteinte du montant maximal indiqué au contrat;
- L'entrée en vigueur d'un nouveau contrat.

Aucune nouvelle commande ne peut être traitée au terme du présent contrat. Toutefois, le terme du contrat n'a aucune incidence sur la maintenance et l'assistance technique sur un bien commandé qui peuvent se poursuivent pour la période convenue entre les parties, dans la mesure où elles n'occasionnent aucune dépense de fonds publics.

## 5. VALEUR MAXIMALE DU CONTRAT

La valeur du contrat est fixée à 53 315 972 $. Cette somme d'argent est une estimation des besoins et ne constitue pas un engagement pour le CAG, ni d'aucun organisme public, à acheter des biens et services pour la valeur estimée ci-dessus. Le prix sont exprimés en dollars américains.

Le fournisseur reconnaît et accepte que les renseignements, données ou estimations fournis par le CAG ne constituent que des approximations.

Lorsque les biens et services livrés atteignent 100 % de la valeur maximale du contrat, le CAG cesse tout traitement de commande et en avise le fournisseur.

## 6. PRIX DES BIENS

Les prix sont fixes pour la durée du contrat.

Si le fournisseur désire retirer des produits de la liste de prix, il doit en aviser le CAG et les organismes publics par écrit au minimum d'un (1) an avant la date du retrait, les notifications peuvent être transmis en publiant un avis dans le site web support.broadcom.com (« avis de retrait »), Si le fournisseur n'est pas en mesure d'acheminer l'avis de retrait par courriel, il doit s'assurer d'informer le CAG d'une publication sur son site. Aucun organisme public n'aura le droit d'acquérir un produit pendant la durée de l'avis de retrait. Si un organisme public doit renouveler un produit pendant l'avis de retrait, le produit sera renouvelé jusqu'à

la fin de la date incluse sur l'avis de retrait, ce renouvellement devra être fait au prorata, et ce sans frais additionnels.

Malgré toute disposition contraire, toute somme d'argent exigée par le fournisseur doit avoir été spécifiquement prévue et tarifée à l'Annexe 8 « Conditions contractuelles du fournisseur – Bon de commande ». Sans égard à la cause, aucuns frais supplémentaires, de quelque nature que ce soit, ne pourront être exigés. Tout paiement fait en contravention de cette disposition est réputé nul et non avenue, et est sujet à restitution.

Les prix offerts dans ce contrat ne seront pas disponibles pour les achats directement avec les organismes publics bénéficiaires qui voudraient obtenir des biens sans se prévaloir du présent Contrat.

Les logiciels seront fournis par le téléchargement/ livraison électroniques.

## 7. ESCOMPTES ADDITIONNELS

Le fournisseur pourra accorder des escomptes additionnels dans le cas d'une promotion offerte et ayant une durée limitée. Pour offrir une promotion, le fournisseur devra informer le représentant du CAG de la promotion et de la période de validité.

## 8. DÉLÉGATION DE PAIEMENT

L'organisme public qui procède à une commande est l'unique débiteur de toute somme d'argent due en contrepartie d'un bien fourni et est tenu de payer les frais de licences qui lui sont applicables, conformément aux modalités énoncées au présent contrat. Le CAG est par conséquent déchargé par le fournisseur pour les commandes faites directement pour l'organisme public. Le CAG est le débiteur pour des commandes places par le CAG pour lui-même.

Tout paiement effectué auprès d'un tiers déterminé par le fournisseur, communément appelé « revendeur », est valable et opposable au fournisseur.

## 9. LIVRAISON

Se référer à l'Annexe 8 « Conditions contractuelles du fournisseur - Bon de Commande ».

## 10. RESPONSABILITÉ DU CAG

Sauf en cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part du CAG, ce dernier n'assumera aucune responsabilité à l'égard de tout dommage matériel subi par le fournisseur, ses employés, agents, représentants ou sous-contractants.

## 11. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le fournisseur est responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-contractant, incluant ses revendeurs, dans le cours ou à l'occasion de l'exécution du présent contrat, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu du présent contrat.

Le fournisseur s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour l'organisme public ainsi que le CAG contre tout recours, réclamation, demande, poursuite et autre procédure prise contre lui par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

Malgré les deux premiers alinéas, la responsabilité totale du fournisseur aux termes de ce contrat à commandes, pour les dommages directs et indirects, de façon cumulative, est toutefois limitée au montant maximal fixé au contrat, incluant ses avenants. Sous réserve de cette responsabilité globale maximale, la responsabilité du fournisseur envers chaque organisme public est limitée au prix d'achat payé par ce client pour tout logiciel acquis en vertu du présent contrat.

Les limites fixées au précédent alinéa ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle, pour un préjudice moral ou corporel, cause par une faute intentionnelle ou une faute lourde par le fournisseur.

## 12. SITUATION DE FORCE MAJEURE

### 12.1. Définition

Tout événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des parties qui survient en cours de contrat et qui rend impossible l'exécution, en tout ou en partie, d'une obligation prévue au contrat.

Ne constitue pas un cas de force majeure, une situation qui rend plus difficile ou plus onéreuse l'exécution de l'obligation.

### 12.2. Application

Lorsque le fournisseur invoque une situation de force majeure, il doit sans délai en aviser le CAG. Il doit également, par écrit :

- Indiquer la situation de force majeure invoquée ;
- Expliquer en quoi la situation de force majeure rend impossible l'exécution de son obligation;

En cas de délais ou de retards dans l'exécution du contrat a commandes occasionne par une force majeure, les parties pourront d'un commun accord, appliquer l'une ou l'autre des mesures suivantes :

a) prolonger les délais prévus;
b) Mettre en œuvre les mesures qu'il propose ou qu'il a mis en place dans le contexte de la situation de force majeure (par exemple : suspension de l'obligation, réduction de l'obligation, annulation de l'obligation, etc.).

Le CAG peut également résilier le contrat si les biens et les services sont suspendus pour une période de plus de 30 jours. Le CAG se réserve le droit de mettre fin au contrat avant le délai de trente (30) jours si les services aux entreprises ou aux citoyens sont en périls.

Lorsque le CAG invoque une situation de force majeure, il avise sans délai le fournisseur des mesures qu'il a mises en place en raison de la situation de force majeure.

La partie ayant invoqué la situation de force majeure doit aviser par écrit l'autre partie dès la cessation de l'événement constitutif de la force majeure.

Un cas de force majeure ne dégagera pas le CAG et les organismes publique de leurs obligations de paiements au fournisseur, dans la mesure ou les biens sont mis à leur disposition.

## 13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le fournisseur possède tous les droits ou a obtenu toutes les autorisations requises sur les biens lui permettant de réaliser le présent contrat. Il a acquitté entièrement les droits et redevances relatifs aux droits de propriété intellectuelle incluant l'utilisation de procédés brevetés, les droits d'auteur, qui pourraient être exigibles et qui sont requis pour permettre l'utilisation des biens, et, le cas échéant la réparation, l'entretien, la mise à niveau ou la remise en état.

Le fournisseur se porte garant envers le CAG et les organismes publics de tous litiges, poursuites, réclamations, demandes ou autres procédures engagés par toute personne relativement à une contravention à l'objet des garanties prévues au présent article.

Sous réserve des alinéas qui précèdent, le fournisseur va : (a) défendre contre les actions en contrefaçon ; et (b) va indemniser de toutes les amendes, de tous les dommages-intérêts et autres coûts auxquels le CAG ou un organisme public serait condamné par un tribunal compétent ou par un organisme gouvernemental, ou qui seraient convenus par le fournisseur dans une transaction pour le règlement de l'action en contrefaçon.

En cas d'actions en contrefaçon, le fournisseur peut, à ses frais:

(i) obtenir pour le CAG ou les organismes publics le droit de continuer à utiliser le bien,
(ii) réparer, modifier ou remplacer le bien afin qu'il ne soit plus en violation; ou
(iii) fournir un remboursement au prorata des frais payés pour le bien, calculé en fonction de la période restant à courir à compter de la date à laquelle il est établi que le fournisseur est informé de la réclamation d'un tiers. Si le bien est un logiciel du fournisseur et est mis sous licence sur une base perpétuelle, un tableau d'amortissement de trois (3) ans sera utilisé pour la base du calcul du remboursement.

Pour sa part, le CAG et les organismes publics s'engagement a :

a) Aviser sans délai le fournisseur d'une telle réclamation;
b) Coopérer pleinement avec le fournisseur et lui permettre de mener seul la défense ainsi que toutes les négociations entamées en vue de régler le litige.

Le fournisseur ne peut pas, sans le consentement écrit préalable du CAG (lequel ne pourra être refusé, conditionné ou retardé sans motif valable), conclure un accord de règlement relatif à l'action en contrefaçon qui obligerait le CAG à admettre toute responsabilité ou à payer des montants non remboursables à la partie à l'origine de la réclamation.

Le fournisseur n'a aucune obligation à l'égard d'une réclamation fondée sur :

a) La modification d'un bien par le CAG ou par des organismes publics;
b) La combinaison, l'exploitation ou l'utilisation par celui-ci d'un bien avec un autre produit (matériel, logiciel ou données) non fourni par le fournisseur et dans un cadre autre que celui prescrit par le présent contrat.

## 14. SOUS-CONTRAT

Si le fournisseur n'a identifié aucun revendeur, et qu'il agit à titre à ce titre, l'Annexe 10 « Modalités et commandes » lui est alors applicable comme s'il était lui-même revendeur, avec les adaptations nécessaires.

## 15. DÉCLARATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE LOBBYISME EXERCÉES AUPRÈS DE L'ORGANISME PUBLIC RELATIVEMENT AU PRÉSENT CONTRAT

Par le dépôt de la « Déclaration concernant les activités de lobbyisme exercées auprès du CAG ou de l'organisme public relativement au présent contrat » jointe à l'Annexe 1 du présent document et dûment remplie et signée, le fournisseur déclare notamment qu'au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, c. T-11.011) et des avis émis par le Commissaire au lobbyisme :

- soit que personne n'a exercé pour son compte, que ce soit à titre de lobbyiste d'entreprises ou de lobbyiste-conseil, des activités de lobbyisme, préalablement à la déclaration;
- ou que des activités de lobbyisme ont été exercées pour son compte et qu'elles l'ont été en conformité avec cette loi, avec ces avis ainsi qu'avec le Code de déontologie des lobbyistes (RLRQ, c. T -11.011, r.2).

De plus, le fournisseur reconnaît que, si le CAG ou l'organisme public a des motifs raisonnables de croire que des communications d'influence non conformes à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et au Code de déontologie des lobbyistes ont eu lieu pour obtenir le contrat, une copie de la déclaration pourra être transmise au Commissaire au lobbyisme par l'organisme public.

## 16. LANGUE D'USAGE

Le fournisseur fournit les biens suivants en français lorsque disponible.

- les inscriptions sur les produits, le matériel traitant du fonctionnement de l'appareil et de son entretien, les touches de fonction et les consignes, les inscriptions sur les contenants et sur les emballages (article 51);
- la documentation de base, incluant les modes d'emploi, les modes d'entretien, les consignes de sécurité et les certificats de garantie (article 51);
- les documents de formation à l'utilisation du produit et les documents relatifs aux appareils (article 52).

Le fournisseur fournit les documents suivants en français :

- Le bon de commande

Malgré ce qui précède, le CAG reconnait et convient que les produits, les logiciels, la documentation connexe, fournis au CAG ou des organismes publics ne sont pas entièrement disponibles en français, et que le fournisseur n'a pas l'obligation de développer des versions en langue française des produits et des services, sous réserve des dispositions d'ordre public applicables.

## 17. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION EN FRANÇAIS

Tout logiciel, qu'il soit installé ou non, utilisé localement ou à partir d'un accès distant à l'aide d'une interface Web ou par tout autre procédé, doit être disponible en français, à moins qu'il n'existe aucune version française sur le marché.

Tout logiciel doit offrir une interface utilisateur en français, c'est-à-dire des menus, des commandes, des boîtes de dialogue, de l'aide et des messages en français si cela existe.

Les services en français doivent offrir une interface utilisateur en français, y compris des enregistrements sonores ou des options de réponse vocale en français, ces services en français si cela existe.

Les logiciels peuvent être disponibles dans d'autres langues, pourvu que la version française, si elle existe, soit accessible dans des conditions au moins aussi favorables, sous réserve du prix lorsque celui-ci résulte d'un coût de production ou de distribution supérieur, et possède des caractéristiques techniques au moins équivalentes.

## 18. CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le fournisseur doit éviter toute situation qui mettrait en conflit soit son intérêt propre, soit d'autres intérêts, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, l'intérêt d'une de ses ressources, d'une de ses filiales ou d'une personne liée; dans le cas d'un consortium, l'intérêt d'une des constituantes versus l'intérêt de l'organisme public. Si une telle situation se présente ou est susceptible de se présenter, le fournisseur doit immédiatement en informer le CAG qui pourra, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant au fournisseur comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier le contrat.

Pour l'application du présent article, l'expression « personne liée » ne s'applique qu'à une personne morale à capital-actions et qu'à une société en nom collectif, en commandite ou en participation. Elle signifie, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, ses administrateurs et, s'il y a lieu, ses autres dirigeants et ses actionnaires détenant 10 % ou plus des actions donnant plein droit de vote et, lorsqu'il s'agit d'une société, ses associés et, s'il y a lieu, ses autres dirigeants.

## 19. PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE (égalité en emploi)

Le fournisseur à l'extérieur du Québec mais à l'intérieur du Canada, dont l'entreprise compte plus de 100 employés et dont le contrat s'élève à 100 000 $ ou plus, doit respecter les critères du programme de sa province s'il en existe un ou, à défaut, d'un programme fédéral d'équité en emploi.

Le programme s'applique aussi aux sous-contractants du Canada dont l'entreprise compte plus de 100 employés et dont le sous-contrat s'élève à 100 000 $ ou plus.

## 20. CONFIDENTIALITÉ

Le fournisseur s'engage à ne révéler ni ne faire connaître, sans y être dûment autorisé par le CAG, quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans l'exécution du contrat.

Le fournisseur s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que chacun de ses employés affectés à l'exécution du contrat certifie que tout renseignement obtenu par suite de son affectation à l'exécution du contrat ne sera pas divulgué ou porté à la connaissance de qui que ce soit et qu'il n'utilisera pas ces renseignements pour son avantage personnel.

**21. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

a. Définitions

« Renseignement personnel » : Tout renseignement qui concerne une personne physique et qui permet de l'identifier.

Le CAG et les organismes publics ne doivent pas transmettre au fournisseur de renseignements personnels ou de renseignements confidentiels. Si malgré la première phrase du présent alinéa, le fournisseur reçoit de la part du CAG ou d'un organisme public des renseignements personnels et confidentiels, que ces renseignements lui soient communiqués dans le cadre de la réalisation de ce contrat ou soient générés à l'occasion de sa réalisation, le fournisseur s'engage à maintenir, et à s'assurer que son personnel maintienne, la confidentialité de ces renseignements. Ainsi, le fournisseur doit :

1° Informer son personnel qui aura accès à des renseignements personnels des règles applicables à la protection des renseignements personnels prévues à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi sur l'accès) (RLRQ, chapitre A-2.1) et notamment, mais non limitativement, de celles prévues aux articles 53 à 60.1, 62, 64 à 67.2, 83, 89 et 158 à 164 ainsi que des obligations stipulées aux présentes dispositions et diffuser à cet égard toute l'information pertinente.

2° Rendre accessibles les renseignements personnels, au sein des membres de son personnel, uniquement à ceux qui ont qualité pour les recevoir, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et sont utilisés aux fins pour lesquelles ils ont été recueillis ou que la loi autorise leur utilisation.

3° Faire signer aux membres de son personnel, ou à un représentant du fournisseur, préalablement à l'accès à des renseignements personnels, des engagements au respect de la confidentialité de ces renseignements selon l'Annexe 3 du présent document et les transmettre aussitôt à l'organisme public, sous peine de se voir refuser l'accès aux locaux, à l'équipement de l'organisme public ou aux données à être transmises par celui-ci, le cas échéant.

4° Ne pas communiquer les renseignements personnels à qui que ce soit, sans le consentement de la personne concernée, sauf dans le cadre d'un sous-contrat et selon les modalités prévues au paragraphe 14).

5° Soumettre à l'approbation de l'organisme public le formulaire de consentement à la communication de renseignements personnels de la personne concernée.

6° Utiliser les renseignements personnels uniquement pour la réalisation du contrat.

7° Recueillir un renseignement personnel, au nom de l'organisme public, dans les seuls cas où cela est nécessaire à la réalisation du contrat et informer préalablement toute personne visée par cette cueillette de l'usage auquel ce renseignement est destiné, ainsi que des autres éléments mentionnés à l'article 65 de la Loi sur l'accès.

8° Prendre toutes les mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité des renseignements personnels, notamment celles prévues à l'Annexe 3 – Engagement de confidentialité, jointe au présent document.

9° Le fournisseur doit faire un choix parmi les trois options suivantes :

☐ Ne conserver, à l'expiration du contrat, aucun document contenant un renseignement personnel, quel qu'en soit le support, en les retournant à l'organisme public dans les 60 jours suivant la fin du contrat et remettre à l'organisme public une attestation écrite que lui et les membres de son personnel ont retourné tous ces documents;

☒ Procéder, à ses frais, à la destruction des renseignements personnels en se conformant à la fiche d'information sur la destruction des documents contenant des renseignements personnels de la Commission d'accès à l'information du Québec jointe à l'Annexe 4 du présent document ainsi qu'aux directives que lui remettra l'organisme public et transmettre à celui-ci, dans les 60 jours suivant la fin du contrat, l'Attestation de destruction des renseignements personnels jointe à l'Annexe 5, signée par une personne autorisée qu'il aura désignée à cette fin;

☐ Confier la destruction des renseignements personnels à une entreprise spécialisée dans la récupération de ce type de renseignements, laquelle doit s'engager contractuellement à se conformer à la fiche d'information sur la destruction des documents contenant des renseignements personnels de la Commission d'accès à l'information du Québec jointe à l'Annexe 4 du présent document, ainsi qu'aux directives de l'organisme public. Le

fournisseur devra alors, dans les 60 jours suivant la fin du contrat de récupération, remettre à l'organisme public l'Attestation de destruction des renseignements personnels jointe à l'Annexe 5 du présent document, signée par le responsable autorisé de cette entreprise.

10° Informer l'organisme public, dans les plus brefs délais, de toute violation par toute personne des obligations prévues aux présentes dispositions ou de tout événement pouvant risquer de porter atteinte à la sécurité ou à la confidentialité des renseignements personnels.

11° Fournir, suite à une demande par écrit de l'organisme public, toute l'information pertinente au sujet de la protection des renseignements personnels et donner accès à toute personne désignée par l'organisme public, à la documentation, aux systèmes, aux données et aux lieux physiques relatifs au contrat afin de s'assurer du respect des présentes dispositions.

12° Se conformer aux objectifs et aux exigences de sécurité de l'information définis par l'organisme public au contrat.

13° Obtenir l'autorisation écrite de l'organisme public avant de communiquer ou de transférer quelle que donnée que ce soit, même à des fins techniques, hors du Québec. Pour des fins d'assistance technique, le fournisseur peut faire appel à des membres de son personnel ou encore à des sous-traitants situés à l'extérieur du Québec en États Unis d'Amérique et dehors. Ces ressources n'auront accès à des renseignements personnels que dans les seuls cas où cela est nécessaire pour des fins d'assistance technique et avec le consentement de la personne concernée. Ces renseignements seront détruits dès l'accomplissement de la prestation d'assistance technique.

14° Transmettre de façon sécuritaire les renseignements personnels lorsque ceux-ci sont communiqués par courriel ou Internet. Ces renseignements doivent nécessairement faire l'objet d'un chiffrement ou être protégés par un dispositif de sécurité éprouvé. Si les renseignements personnels sont acheminés par télécopieur, l'émetteur du document doit s'assurer que le récepteur est habilité à le recevoir et qu'il prendra toutes les mesures nécessaires à la protection de ces renseignements. Toutefois, les parties peuvent convenir entre elles de tout autre moyen, telle la remise en mains propres, la messagerie ou la poste recommandée en indiquant toujours sur l'enveloppe la mention « personnel ».

b. La fin du contrat ne dégage aucunement le fournisseur et le sous-contractant de leurs obligations et engagements relatifs à la protection des renseignements personnels.

## 22. MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification au contenu du présent contrat devra faire l'objet d'une entente écrite entre les parties. Cette entente ne peut changer la nature du contrat et elle en fera partie intégrante.

## 23. CESSION DU CONTRAT

Le fournisseur peut céder le contrat à une société affiliée à CA, Inc., notamment VMware International Unlimited Company, sous réserve d'en informer le CAG par écrit. Pour les fins du présent alinéa, « société affiliée » signifie une société qui est contrôlée directement ou indirectement par ou est sous contrôle commun avec CA Inc., où le terme « contrôle » désigne la propriété, le droit de vote ou des intérêts similaires représentant cinquante pour cent (50%) ou plus du total des intérêts alors en circulation de la société concernée. En toutes circonstances, pour que la cession soit valide, le cessionnaire doit satisfaire toutes les obligations prévues au contrat.

Le CAG peut céder à tout organisme public au sens de l'article 4 de la Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales (RLRQ, chapitre C-7.01), en tout ou en partie, sans l'autorisation du fournisseur, les droits et obligations contenus au présent contrat.

À l'exception des cas prévus aux deux premiers alinéas, les droits et obligations contenus au présent contrat ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du cédé.

## 24. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend survient dans le cours de l'exécution du contrat ou sur son interprétation, les parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un tiers, selon des modalités à convenir, pour les assister dans ce règlement.

## 25. RÉSILIATION

### 25 .1 Résiliation avec motifs

**Le CAG se réserve le droit de résilier ce contrat pour l'un des motifs suivants :**

1° 1) le fournisseur fait défaut d'exécuter entièrement, correctement et sans retard, toute obligation qui lui incombe en conformité matérielle avec les termes en vertu du présent contrat ou qui en découle d'après sa nature et suivant les usages, l'équité ou la loi, dans un délai de trente (30) jours (ou autre délai mutuellement convenu entre les Parties) à partir de la réception d'un tel avis;

2° le fournisseur se voit retirer un permis, licence, brevet ou certificat nécessaires à l'exécution du contrat;

3° le fournisseur cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cession de ses biens;

4° le fournisseur lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

5° le fournisseur est déclaré coupable d'une infraction à la *Loi sur la concurrence* (LRC 1985, c. C-34) relativement à un appel d'offres public ou à un contrat conclu avec une administration publique au Canada sans toutefois avoir encore été inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);

Pour ce faire, le CAG adresse un avis écrit de résiliation au fournisseur énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe 1) et 2), et s'il s'agit d'un défaut auquel il est possible de remédier, le fournisseur doit y remédier dans un délai de 30 jours, à défaut de quoi le contrat est automatiquement résilié, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe 3), 4) ou 5), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le fournisseur.

Le fournisseur aura alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur des biens livrés ou des services rendus jusqu'à la date de la résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ni indemnité que ce soit, et ce, à la condition qu'il remette à l'organisme public tous les travaux déjà effectués au moment de la résiliation. Si le fournisseur avait obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

Le fournisseur sera par ailleurs responsable de tous les dommages subis par l'organisme public du fait de la résiliation du contrat.

**25. 2 Résiliation sans motif**

Le CAG se réserve également le droit de résilier ce contrat sans qu'il soit nécessaire pour lui de motiver la résiliation.

Pour ce faire, le CAG doit adresser un avis écrit de résiliation au fournisseur. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le fournisseur.

Le fournisseur aura alors droit aux montants représentant la valeur réelle des biens livrés jusqu'à la date de résiliation du contrat, conformément au présent contrat, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment, sans compensation ni indemnité pour la perte de tous profits escomptés.

## 26. ÉVALUATION DE RENDEMENT

Conformément à la réglementation en vigueur, les organismes publics doivent consigner dans un rapport l'évaluation du fournisseur, lorsque le montant total payé pour un contrat en matière de technologies de l'information est égal ou supérieur à 100 000$.

Si le montant de la soumission fait en sorte que le contrat comportera une dépense, incluant la dépense découlant de toute option prévue au contrat, qui est égale ou supérieure à 100 000 $, le fournisseur sera évalué sur la base des éléments retenus pour chacun des facteurs d'évaluation prévus dans la présente section.

Toute inexécution d'une obligation essentielle est susceptible d'emporter l'émission d'un rapport de rendement insatisfaisant sans égard aux facteurs d'évaluation qui suivent.

Le fournisseur sera évalué sur la base des éléments retenus pour chacun des facteurs d'évaluation prévus dans la présente section.

26.1 Facteurs d'évaluation

A. Facteur d'évaluation du rendement choisi : **La gestion du contrat**.
Éléments retenus pour l'évaluation de rendement du fournisseur pour ce facteur :
- Prix appliqué aux biens des commandes;
- Biens admissibles au contrat;

Clauses visées de l'appel d'offres :

- Article 6 – PRIX DES BIENS
- Article 7 – ESCOMPTES ADDITIONNELS
- Annexe 8 – Conditions contractuelles du fournisseur – Bon de commande

B. Facteur d'évaluation du rendement choisi : **La livraison**.
Éléments retenus pour l'évaluation de rendement du fournisseur pour ce facteur :
- Le fournisseur doit livrer les biens dans les délais requis

Clauses visées du contrat :

- 9 – Livraison
- Annexe 10 – Modalités et commandes

**27. LOIS ET RÈGLEMENTS**

Le présent contrat est régi par le droit applicable au Québec et en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents. Tout recours exercé par le fournisseur contre le CAG dans le cadre du présent contrat, doit être intenté dans le district judiciaire de Québec.

**28. COMPUTATION DES DÉLAIS**

Aux fins de la computation des délais fixés au contrat visé par le présent contrat, lorsqu'un délai prévu pour remplir une obligation expire un samedi ou un jour férié, cette obligation peut être valablement remplie le premier jour ouvrable suivant. Aux fins du présent paragraphe, le samedi est assimilé à un jour férié, de même que le 2 janvier et le 26 décembre.

**29. CLAUSE FINALE**

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, c. A-6.001).

**EN FOI DE QUOI**, les parties ont signé à la date indiquée ci-dessous :

**Pour le Centre d'acquisitions gouvernementales,**

Sébastien Gagnon — 2024-04-03

Sébastien Gagnon — Date

Vice-président de l'optimisation des acquisitions gouvernementales

**Pour CA INC.**

DocuSigned by: Maria Speciale 8C5CB8848B26442...

April 4, 2024 | 10:23 AM EDT

Maria Speciale, — Date

Manager Sales Accounting

**ANNEXE 1**
**Déclaration concernant les activités de lobbyisme exercées auprès de l'organisme public relativement au présent contrat**

Je, soussigné (e), Maria Speciale, Manager, Sales Accounting _____,
*(Nom et titre de la personne autorisée par le FOURNISSEUR)*

atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards

au nom de : CA, Inc. _____,
*(Nom du FOURNISSEUR)*

(ci-après appelé le « FOURNISSEUR»)

Je déclare ce qui suit :

**1.** J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration ;

**2.** Je suis autorisé(e) par le FOURNISSEUR à signer la présente déclaration ;

**3.** Toutes les personnes dont le nom apparaît sur le présent contrat ci-joint ont été autorisées par le FOURNISSEUR à fixer les modalités qui y sont prévues et à signer le présent contrat en son nom ;

**4.** Le FOURNISSEUR déclare *(cocher l'une ou l'autre des déclarations suivantes)* :

☒ que personne n'a exercé pour son compte, que ce soit à titre de lobbyiste d'entreprise ou de lobbyiste-conseil, des activités de lobbyisme, au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (RLRQ, c. T-11.011) et des avis émis par le Commissaire au lobbyisme*, préalablement à cette déclaration relativement au présent contrat;

☐ que des activités de lobbyisme, au sens de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et des avis émis par le Commissaire au lobbyisme*, ont été exercées pour son compte et qu'elles l'ont été en conformité avec cette loi, avec ces avis ainsi qu'avec le Code de déontologie des lobbyistes* (RLRQ, c. T-11.011, r.2).

**5.** Je reconnais que, si le CAG a des motifs raisonnables de croire que des communications d'influence non conformes à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et au Code de déontologie des lobbyistes* ont eu lieu pour obtenir le contrat, une copie de la présente déclaration pourra être transmise au Commissaire au lobbyisme par le CAG.

Et j'ai signé, DocuSigned by: Maria Speciale 8C5CB8848B26442... _____ April 4, 2024 | 10:23 AM EDT _____
*(Signature)* *(Date)*

* La Loi, le Code et les avis émis par le Commissaire au lobbyisme sont disponibles à cette adresse : www.commissairelobby.qc.ca

**ANNEXE 2**
**Absence d'établissement au Québec**

**Tout fournisseur n'ayant pas un établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau, doit remplir et signer le présent formulaire avant la signature du présent contrat.**

**Tout fournisseur ayant un établissement au Québec doit, en lieu et place du présent formulaire, transmettre au CAG, avant la signature du présent contrat, une attestation délivrée par l'Agence du revenu du Québec, nommée « Attestation de Revenu Québec ».**

Je, soussigné(e), MARIA SPECIALE, MANAGER, SALES ACCOUNTING_____,

*(NOM ET TITRE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR LE FOURNISSEUR)*

Atteste que les déclarations ci-après sont vraies et complètes à tous les égards

Au nom de : CA, Inc.

*(NOM DU FOURNISSEUR)*

(ci-après appelé le « fournisseur »)

Je déclare ce qui suit :

**1.** Le fournisseur n'a pas d'établissement au Québec où il exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau.

**2.** J
e suis autorisé(e) par le fournisseur à signer cette déclaration.

**3.** Je reconnais que, en l'absence du présent formulaire ou de l'attestation délivrée par Revenu Québec, aucun contrat ne pourra être signé.

Et j'ai signé, DocuSigned by: Maria Speciale 8C5CB8848B26442... April 4, 2024 | 10:23 AM EDT

*(SIGNATURE)* *(DATE)*

**ANNEXE 3**
**Engagement de confidentialité**

Je, soussigné(e), Maria Speciale, Manager Sales Accounting,
*(NOM ET TITRE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR LE FOURNISSEUR)*

exerçant mes fonctions au sein de CA, Inc.,
*(NOM DU FOURNISSEUR)*

déclare formellement ce qui suit :

1. Choisir une des deux options suivantes : (cochez la case appropriée)

X Je suis un(e) employé(e) de cette entreprise, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat intervenu entre le CAG et mon employeur, pour le compte d'un regroupement d'organismes publics en date du March 31, 2024.

☐ Je suis un(e) sous-contractant(e) de ce fournisseur, et, à ce titre, j'ai été affecté(e) à l'exécution du mandat faisant l'objet du contrat intervenu entre le CAG et mon employeur, pour le compte d'un regroupement d'organismes publics, en date du Mars 31, 2024.

2. Je m'engage, sans limite de temps, à garder le secret le plus entier, à ne pas communiquer ni permettre que soit communiqué à quiconque quelque renseignement ou document, quel qu'en soit le support, qui me sera communiqué ou dont je prendrai connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exécution de mes fonctions, à moins d'avoir été dûment autorisé à ce faire par le CAG ou par l'un de ses représentants autorisés.

3. Je m'engage également, sans limite de temps, à ne pas faire usage d'un tel renseignement ou document à une fin autre que celle s'inscrivant dans le cadre des rapports contractuels entretenus entre mon employeur et le CAG.

4. J'ai été informé(e) qu'à défaut de respecter tout ou partie du présent engagement de confidentialité, je m'expose ou expose mon employeur à des recours légaux, des réclamations, des poursuites et toutes autres procédures en raison du préjudice causé pour quiconque est concerné par le contrat précité.

5. Je confirme avoir lu les termes du présent engagement et en avoir saisi toute la portée.

ET J'AI SIGNÉ À New York

CE 4th JOUR DU MOIS DE April DE L'AN 2024

DocuSigned by:
Maria Speciale
8C5CB8848B26442...

*(SIGNATURE DU DÉCLARANT OU DE LA DÉCLARANTE)*

Commission d'accès à l'information du Québec

**ANNEXE 4**

**Fiche d'information sur la destruction des documents contenant des renseignements personnels**

Tout organisme ou toute entreprise privée qui recueillent, détiennent, utilisent ou communiquent des renseignements personnels doivent mettre en place des mesures de sécurité propres à préserver le caractère confidentiel de ces données. Cette obligation découle à la fois de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*. À la suite d'incidents majeurs qui lui ont été signalés, la Commission d'accès à l'information a réfléchi sur les moyens à prendre pour assurer la protection du caractère confidentiel des renseignements personnels au moment de leur destruction.

Au sein de l'organisme ou de l'entreprise, il est important que chaque employé, à son poste de travail, se sente responsable d'assurer la protection des renseignements personnels qu'il traite. C'est ainsi qu'il ne doit pas jeter au rebut les documents, cartes de mémoire flash, clés USB, disques durs d'ordinateur, CD, DVD, etc. qui en contiennent, sans s'être assuré au préalable que leur contenu ne peut être reconstitué.

La Commission suggère aux organismes et entreprises de désigner une personne qui sera responsable de mettre en place et de surveiller l'application d'une politique sur la destruction de documents contenant des renseignements personnels.

Le déchiquetage de documents sur support papier, le formatage de médias numériques réutilisables et la destruction physique de médias numériques non réutilisables demeurent les meilleures méthodes de destruction des documents confidentiels. Si les spécifications techniques de la déchiqueteuse de l'entreprise ne répondent pas au volume des documents sur support papier à détruire, il faut les entreposer dans un endroit fermé à clé avant de les confier à une entreprise spécialisée de récupération de papier.

La Commission voit mal comment la destruction des documents contenant des renseignements personnels puisse s'effectuer sur la foi d'une simple entente verbale. Aussi, un contrat en bonne et due forme concernant la destruction des documents devrait-il contenir au moins des clauses spécifiant :

- le procédé utilisé pour la destruction des documents;
- la nécessité d'un accord préalable entre les parties avant de confier la destruction des documents confidentiels à un sous-contractant;
- les pénalités aux dépens de l'entreprise de récupération si elle ne respecte pas ses engagements.

En outre, dans ce même contrat, la Commission est d'avis que l'entreprise de récupération devrait :

- reconnaître que les renseignements personnels contenus dans les documents sont de nature confidentielle;
- faire signer un engagement à la confidentialité à toute personne qui aura à manipuler ces documents;
- s'engager à ce que les documents soient entreposés dans des locaux sécuritaires et qu'ils soient toujours sous bonne garde jusqu'à leur destruction;
- veiller à limiter de façon très stricte l'accès aux lieux où les documents sont entreposés ou transformés;
- s'engager à ne pas céder les documents en sa possession à des tiers à des fins autres que la transformation du papier préalablement et obligatoirement déchiqueté;
- assurer à son client le droit d'avoir accès en tout temps à ses installations, toute la durée du contrat;
- voir à la destruction totale des documents qui ne font pas l'objet d'une transformation;
- faire rapport à son client lors de la destruction des documents reçus.

**ANNEXE 5**
**Attestation de destruction des renseignements personnels et confidentiels**

Je, soussigné(e), Maria Speciale, Senior Manager Sales Accounting,
*(PRÉNOM ET NOM DE L'EMPLOYÉE)*

exerçant mes fonctions au sein de CA,Inc. _____,
*(NOM DU FOURNISSEUR)*

dont le bureau principal est situé à l'adresse 3421 Hillview Avenue, Palo Alto, California, USA, _____

_____,

déclare solennellement que je suis dûment autorisé(e) pour certifier que les renseignements personnels et confidentiels communiqués par l'organisme public ou toute autre personne dans le cadre du projet octroyé à _CA, Inc._____;
*(NOM DU FOURNISSEUR)*

et qui prend fin le _____, ont été détruits selon les méthodes suivantes :
*(DATE)*

Cochez les cases appropriées.

| | |
|---|---|
| ☐ | Par déchiquetage : renseignements sur support papier |
| X | Par destruction logique et effacement physique en utilisant un logiciel de réécriture : renseignements sur support informatique |
| ☐ | Par un autre mode de destruction : préciser le support et le mode de destruction<br>_____<br>_____<br>_____ |

En foi de quoi, j'ai signé à _____, le _____e jour du mois
*(LIEU)* *(DATE)*

de _____ 20_____.
*(MOIS)* *(ANNÉE)*

_____
*(SIGNATURE DU DÉCLARANT OU DE LA DÉCLARANTE)*

À remplir seulement après la destruction des renseignements, à la fin du contrat. Cependant, vous devez cocher une des cases de l'article 21 du contrat, au moment de sa signature.

**ANNEXE 6**
**Programme d'obligation contractuelle**
**Égalité en emploi**
IDENTIFICATION ET ENGAGEMENT

L'organisation ou l'entreprise québécoise ayant à son emploi plus de 100 employés et employées au Québec, désirant obtenir un contrat de 100 000 $ ou plus, doit s'engager à mettre en place un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Dans le but de faire la preuve de son engagement à mettre en place un tel programme, l'organisation ou l'entreprise a complété l'« Engagement au programme » (formulaire joint) ou, si elle en a déjà soumis un auparavant, elle indique le numéro officiel de l'« Attestation d'engagement » qui lui a été accordé ou le numéro du « Certificat de mérite » s'il y a lieu.

Dans le cas où le contrat provient de l'extérieur du Québec, mais au Canada, et que l'organisation ou l'entreprise compte plus de 100 employés et employées au Canada et obtient un contrat de 100 000 $ ou plus, l'organisation ou l'entreprise a fourni une attestation comme quoi elle s'est engagée au programme d'équité en emploi de sa province ou de son territoire s'il en est ou, à défaut, à un programme fédéral d'équité en emploi.

## 1. SECTION IDENTIFICATION

Raison sociale : _____

Adresse : 1342 Hillview Ave, Palo ALto, CA 94304

_____

Téléphone : 1-800-225-5224 Télécopieur : _____

Nom du mandataire : Maria Speciale

Fonction : Director, Sales Accounting Téléphone : _____

Signature : DocuSigned by: Maria Speciale 8C5CB8848B26442... _____

## 2. NÉCESSITÉ D'UN ENGAGEMENT À UN PROGRAMME D'ÉQUITÉ EN EMPLOI

2.1 L'entreprise provient du Québec

Si le nombre d'employés et d'employées au Québec est supérieur à 100 et que le montant du contrat est supérieur ou égal à 100 000 $, compléter la section 3.1.

Sinon, indiquer les raisons de la non-nécessité d'un engagement au programme d'obligation contractuelle :

☐ Le montant du contrat est inférieur à 100 000 $.

☐ L'entreprise est sans but lucratif.

☒ L'entreprise ou l'organisation ne compte pas, au Québec, plus de 100 employés permanents et employées permanentes à temps plein ou à temps partiel.

2.2 L'entreprise provient de l'extérieur du Québec, mais à l'intérieur du Canada

Si l'entreprise compte plus de 100 employés et employées au Canada et que le montant du contrat est supérieur ou égal à 100 000 $, compléter la section 3.2.

Sinon, indiquer les raisons de la non-nécessité d'un engagement à un programme d'équité en emploi :

☐ Le montant du contrat est inférieur à 100 000 $.

☐ L'entreprise est sans but lucratif.

☒ L'entreprise ou l'organisation ne compte pas, au Canada, plus de 100 employés permanents et employées permanentes à temps plein ou à temps partiel.

## 3. ATTESTATION

3.1 L'entreprise provient du Québec

- inscrire le numéro officiel de l'attestation d'engagement : A – _____

ou

- inscrire le numéro de « Certificat de mérite » : C – _____

Si l'entreprise ne possède pas un tel document, elle doit compléter la section 4.

3.2 L'entreprise provient de l'extérieur du Québec mais à l'intérieur du Canada

L'entreprise est déjà engagée ou assujettie au programme d'équité en emploi suivant :

☐ Programme d'équité en matière d'emploi de ma province.

☐ Programme de contrats fédéraux.

☐ Programme fédéral d'équité en matière d'emploi en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

J'atteste que mon entreprise est engagée ou assujettie audit programme. Je reconnais que le non-respect des exigences de ce programme a pour effet d'interdire l'adjudication de tout contrat jusqu'à ce que mon entreprise se conforme aux exigences du programme.

_____ _____

*(Nom du mandataire)* *(Signature du mandataire)*

_____ _____

*(Fonction)* *(Date)*

## 4. ENGAGEMENT AU PROGRAMME *

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Télécopieur : _____

Nombre d'employé(e)s au Québec : _____

Afin de me conformer au programme d'obligation contractuelle, je, au nom de l'entreprise que je représente, m'engage advenant **la conclusion d'un contrat de 100 000 $ ou plus :**

☐ À implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et selon les modalités énoncées à la section 5 du présent formulaire.

Je reconnais que le non-respect de cet engagement a pour effet d'annuler mon « Attestation d'engagement » et d'interdire la conclusion de tout contrat jusqu'à ce que je détienne une nouvelle attestation d'engagement.

Nom du mandataire : Signature (mandataire de l'entreprise) :

_____ _____

Fonction : _____ Date : _____

***Prendre note que l'attestation d'engagement au programme sera délivrée uniquement à l'entreprise qui obtiendra le contrat.**

**SECTION RÉSERVÉE À L'ORGANISME PUBLIC – Conclusion du contrat**

Nature du contrat : Contrat de biens ☐ Contrat de services ☐ Numéro du contrat : _____

Date de conclusion : _____ Montant du contrat : _____

Durée du contrat : du _____ au _____

Nom de l'organisme public : _____ Numéro de l'organisme public : _____

Adresse de l'organisme public : _____

Nom du responsable : _____

Fonction du responsable : _____ Numéro de téléphone : _____

Signature du responsable : _____

## 5. CONTENU DE L'ENGAGEMENT – MODALITÉ DE MISE EN ŒUVRE

1. Information, par le mandataire général de l'entreprise, auprès du personnel, du syndicat ou de l'association d'employés et d'employées, de l'engagement pris par l'entreprise de mettre sur pied un programme d'accès à l'égalité conforme à la **Charte des droits et libertés de la personne du Québec**.
2. Nomination de cadres supérieurs responsables de la mise en œuvre du programme
3. Mise en œuvre du programme en quatre phases
   - 3.1 Diagnostic de la situation des membres des groupes cibles dans l'entreprise
     - 3.1.1 Détermination d'une sous-utilisation des membres des groupes cibles à l'aide des analyses de l'effectif et de la disponibilité
     - 3.1.2 Dépistage des règles ou pratiques de l'entreprise qui pourraient avoir ou avoir eu des effets discriminatoires sur les membres des groupes cibles, à l'aide de l'analyse du système d'emploi
   - 3.2 Élaboration du programme
     - 3.2.1 Fixation des objectifs numériques
     - 3.2.2 Choix des mesures de redressement pour contrer la sous-utilisation
     - 3.2.3 Choix des mesures d'égalité de chances pour contrer les règles ou pratiques discriminatoires
     - 3.2.4 Choix des mesures de soutien, s'il y a lieu
     - 3.2.5 Établissement d'un échéancier de réalisation
     - 3.2.6 Choix des moyens de contrôle
   - 3.3 Implantation du programme
   - 3.4 Évaluation du programme
4. Transmission à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, dans les délais prévus, des documents suivants aux fins de vérification de conformité aux engagements pris et aux « lignes

directrices concernant la validité des programmes d'accès à l'égalité établis volontairement dans le secteur de l'emploi » émis par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :

- Dans les neuf mois qui suivent l'adjudication du contrat : résultats de la phase de diagnostic (3.1);
- Dans les quatre mois suivants : le plan du programme (3.2);
- Annuellement par la suite et jusqu'à la fin du programme : rapport d'étape sur l'implantation du programme.

**ANNEXE 7**
**Fiches de renseignements supplémentaires**

**RESPONSABLE DU SERVICE D'AIDE ET DE DÉPANNAGE EN FRANÇAIS :**

Nom : Maria Speciale

Téléphone sans frais : 1-800-225-5224

Téléphone :

Télécopieur :

Courriel : maria.speciale@broadcom.com

**ATTESTATION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS**

Nombre d'employés au Québec: 0

**ANNEXE 8**
**Conditions contractuelles du fournisseur**

Les documents débutent à la page suivante.

The term "Broadcom" refers to Broadcom Inc. and/or its subsidiaries.

| | |
|---|---|
| **Date d'entrée en vigueur de ce Bon de commande / *Effective Date of this Order***: | March 31, 2024 |
| **Nom du Client / *Customer Name***: Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG), (qui peut également être appelé « Client », « Vous », «» ou « Titulaire de la licence » dans l'Entente en reference ci-dessous)<br><br>(which may be referred to as "Customer" or "You" or " Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG)" or "Licensee" in the referenced Agreement below) | **Customer ID No**: 5226416 |
| **Adresse du Client / *Customer Address***: 880, chemin Sainte-Foy, Édifice Bois Fontaine, 9e étage, Centre d'acquisitions gouvernementales a/s Direction des acquisitions en technologies de l'information (DATI), Québec, QC, G1S 2L2 | |
| **Adresse de facturation / *Billing Address***: | |
| **Contact de facturation / *Billing Contact***: | **Courriel / *E-mail***: |
| **Adresse d'expédition / *Shipment Address***: | **Territoire / *Territory*:** Canada |
| **Contact Centre d 'acquisitions gouvernementales / *CAG Contact***: Hélène Simpson | **Courriel / *E-mail***: Hélène.Simpson@cag.gouv.qc.ca |
| **Nom de l'entente en référence / *Name of Referenced Agreement***: Contrat de Licence et Modification No 1 en vigueur le 31 mars 2005 (l'« Entente cadre » en ce qui a trait au Logiciel de CA et pour le Soutien et l'Entretien de CA). Agreement No. : 1484942 – CAG contract 2023-8177-80.<br><br>License Agreement effective March 31, 2005 ("Master Agreement" with respect to CA Software and CA Support and Maintenance). Agreement No. : 1484942 -- CAG contrat 2023-8177-80. | |

**CE BON DE COMMANDE INCLUT :**

- LE LOGICIEL (« PROGRAMME SOUS LICENCE », « LOGICIEL » OU «PRODUIT ») AU CONTRAT SELON LA LIMITE D'UTILISATION AUTORISÉE SPÉCIFIQUE BASÉE SUR LE MODÈLE DE LICENCE INDIQUÉ
- LE SOUTIEN ET L'ENTRETIEN DE CA INCLUT (L'« ENTRETIEN »)

**ET SONT RÉGIS PAR :**

(I) CE BON DE COMMANDE,
(II) LE CONTRAT GRÉ À GRÉ,
(III) L'ENTENTE CADRE SPÉCIFIÉE CI-DESSUS,
(IV) THE BROADCOM MAINTENANCE POLICY HANDBOOK énonce a :https://docs.broadcom.com/doc/broadcom-maintenance-policy-handbook LORSQUE L'ENTRETIEN EST FOURNI, ET
(V) LA DOCUMENTATION DE PROGRAMME SPÉCIFIQUE (un « DPS ») POUR UN PROGRAME PRÉCIS DE CA (CONJOINTEMENT APPELÉS L'« ENTENTE » EN CE QUI CONCERNE LE LOGICIEL ET/OU L'ENTRETIEN DE CA) énonce a : https://www.broadcom.com/company/legal/licensing.

Collectivement « Le Contrat »

*THIS ORDER FORM COVERS:*

- *CA SOFTWARE ( "LICENSED PROGRAM", "SOFTWARE", OR "PRODUCT") LICENSED BY THE CUSTOMER FROM CA LIMITED BY THE SPECIFIC AUTHORIZED USE LIMITATION BASED ON THE LICENSING MODEL STATED*

- *THE CA SUPPORT AND MAINTENANCE ("MAINTENANCE")*

*WHICH ARE GOVERNED BY :*

*(I) THIS ORDER FORM,*

*(II) SUPPLY CONTRACT, AS AMENDED HEREIN AND THE ORDER FORM EFFECTIVE MARCH 31, 2024.*

*(III) THE MASTER AGREEMENT SPECIFIED ABOVE,*

*(IV) THE BROADCOM MAINTENANCE POLICY HANDBOOK POSTED AT : https://docs.broadcom.com/doc/broadcom-maintenance-policy-handbook, AND*

*(V) THE SPECIFIC PROGRAM DOCUMENTATION ("SPD") FOR SPECIFIED CA SOFTWARE LOCATED AT https://www.broadcom.com/company/legal/licensing (TOGETHER REFERRED TO AS "AGREEMENT" WITH RESPECT TO CA SOFTWARE AND/OR MAINTENANCE).*

*Collectively referred to as (the Agreement).*

**Expiration de l'offre / Offer Expiration**

Les prix et les modalités offertes en vertu des présentes expirent à moins que le Client n'exécute et ne remette cette Commande à CA avant 17 h 00, heure locale du Client, à la Date d'entrée en vigueur. Cependant cette disposition sera considérée nulle et non avenue et n'aura aucun effet légal si cette commande est contresignée par CA.

*The pricing and terms offered herein expire unless Customer executes and delivers this Order to CA prior to 5 PM Customer's local time zone on the Effective Date, however this provision shall be null and void and have no legal effect if this Order is countersigned by CA.*

**1. Définitions**

a) **Le Client est le Gouvernement du Québec, agissant par le biais du Centre d'acquisitions gouvernementales (le « CAG »)** *lui-même représenté par la direction générale des acquisitions intersectorielles, a reçu l'autorisation des entités identifiées sous l'Annexe « D » de conclure le contrat Le «Client» signifiera, individuellement et collectivement, le Client et les entités identifiées à l'Annexe « D » jointe aux présentes. Aucun autre tiers n'aura ou ne sera jugé avoir droit à l'utilisation ou au privilège des Programmes sous licence à tout site du Client.*

b) **Les «Sites du Client»** *signifieront les sites des centres de données identifiés dans l'Annexe « C » de ce Bon de commande, qui, selon la déclaration du Client, sont la propriété, sont exploités ou contrôlés par ce dernier.*

c) **"Documentation"** *signifie les documents de spécifications techniques et/ou les manuels d'usager, publié par CA pour les programmes de licences en disponibilité générale.*

d) **La «Capacité MIPS»** *signifiera la puissance informatique totale (exprimée en millions d'instructions par seconde) de tous les ordinateurs situés aux Sites du Client, ou qui peuvent accéder à distance à ces ordinateurs, peu importe la désignation de plate-forme du matériel ou des systèmes d'exploitation, en autant que cet ordinateur à distance puisse accéder, utiliser, exécuter ou tirer avantage des Programmes sous licence.*

e) ***Le Concédant*** *signifie CA, Inc.; cependant, les services de support pourraient être fournis par le Concédant et ses sociétés affiliées.*

**f) « Licence perpétuelle »** désigne une licence pour le progiciel ayant une durée indéterminée

**g) « Licence par abonnement »** désigne un progiciel qui est fourni sous licence pour une durée spécifique avec les services de soutien techniques. L'expression Durée d'abonnement désigne la période de temps pendant laquelle le Client est autorisé à utiliser le Progiciel par abonnement.

**Definitions**

**a) The Customer is the Gouvernement du Québec acting through the Centre d'acquisitions gouvernementales ("CAG"),** represented by its general procurement management, having received the authorization to bind the various entities identified in the contract. The "Customer" shall mean, individually and collectively, Customer and the entities identified under Exhibit "D" attached hereto. No other third person shall be or be deemed to be entitled to the use or benefit of the Licensed Programs at any Customer Site

*b)* **The "Customer Sites"** shall mean the data centres sites identified on Exhibit "C" of this Order Form which Customer represents are owned, operated or controlled by Customer.

*c)* **"Documentation"** means the documentation, technical product specifications and/or user manuals, published by CA that is made generally available with the Licensed Program.

**d)** **"MIPS Capacity"** shall mean the aggregate computing power (expressed in millions of instructions per second of all computers located at the Customer Sites, or which can remotely access such computers, irrespective of the platform designation of the hardware or operating systems, provided that such remote computer is capable of accessing, using, executing or benefiting from the Licensed Programs**.**

**e) The Licensor** means CA, Inc.; however, the support services may be provided by Licensor, and its affiliates.

f) "Perpetual License" means a license to use software for an indefinite period subject to compliance with the Agreement.

g) "Subscription License" means a license to use software for a specific period of time which shall include support. The term Subscription Term refers to the period of time during which the Customer is authorized to use the subscription software.

**2. Frais de licence et d'entretien / Licence Fee and maintenance fee**

Chaque entité identifiée à l'annexe « E » des présentes devra payer à CA ses frais de licence répartis selon les modalités prévues aux Annexes « E ». Les frais totaux représenteront une somme de $53 315 972 $USD, somme qui inclut les frais de licence, l'utilisation et l'entretien ou l'entretien seulement selon ce qui est applicable pour les Programmes sous licence décrits aux Annexes « A » et « B » révisées jointes aux présentes, pour la période que débutera le 31 mars 2024 et qui se termine le 30 mars 2027 (la « Période ») tel que spécifié dans les annexes jointes à ce Bon de commande selon énonce dans le calendrier de paiement.

Each Entity identified in Exhibit "E" herein shall pay to CA its license fee distributed as described in Appendices "E". The total Fees shall represent the amount of USD$53,315,972, inclusive of usage and maintenance or maintenance only as applicable, for the Licensed Programs in Revised Exhibits "A" and "B", for the period starting on March 31, 2024 and expiring on March 30, 2027 (the "Term") as further specified in the Exhibits to this Order Form and as indicated in the payment schedule below.

**Calendrier de Paiement (Taxe non incluse) / Payment Schedule USD (Tax not included):**

| Date d'échéance / Date Due | Montant total dû / Total (USD$) |
|---|---|
| Mars 31, 2024 | $14,606,279.00 |
| Mars 31, 2025 | $17,571,354.00 |
| Mars 31, 2026 | $21,138,339.00 |
| **Total des frais - Total Fees** | $53,315,972.00 |

**3. Informations de paiement**

Nonobstant toute disposition contraire au contrat, les conditions de paiement seront fixées au trente (30) net après date de facturation. Si la date d'échéance du paiement tombe un jour de fin de semaine ou un jour férié, le paiement sera payable par le Client à CA le jour ouvrable précédant immédiatement cette date. CA enverra au Client une facture contenant les instructions de virement bancaire applicables au moins trente (30) jours avant chaque date d'échéance respective. Le Client effectuera les paiements par virement et la remise des paiements conformément aux instructions de virement bancaire

figurant sur la facture. Le Client doit informer CA par écrit dans les cinq (5) jours suivant la réception de toute facture matériellement déficiente et qui empêche le Client d'effectuer un paiement dans les délais. Le cas échéant, CA émettra une facture révisée dès que possible, qui sera payable dans les tentes (30) jours.

**Payment Information**

*Notwithstanding anything contrary in the Governing Contract, payment terms will be net thirty (30), invoice date. CA will send Customer an invoice containing the applicable wire transfer instructions at least thirty (30) days prior to each respective due date. Customer shall wire payments and payment remittance in accordance with the wire transfer instructions on the invoice. Customer shall notify CA in writing within five (5) days after receipt of any invoice that is materially deficient and in good faith prevents Customer from making timely payment.* **Exigence du bon de commande**

**4. Exigence du bon de commande**

Le Client doit fournir à CA un bon de commande ou des bons de commandes selon applicable pour la durée totale et pour les totaux des paiements dus pour les frais de licence et d’entretien. Le montant stipulé sur ce bon de commande sera répartit en trois paiements, selon le calendrier de paiement de l’annexe E.
En cas de defaut ou des délais de paiement de tous les montants indiqués dans le profil de paiement, après un avis écrit de CA et une opportunité raisonnable de remettre ce paiement par le client CA sera libère de toutes les obligations de support en vertu des présentes, dans la mesure maximale permise par la loi applicable. En ce cas tous les droits d'utilisation de l'abonnement du Client seront suspendus jusqu'à ce que le paiement soit effectué, moment auquel les droits d'utilisation et le support reprendront. CA se réserve le droit d'imposer des frais de retard, dans la mesure permise par la loi, sur tout montant en souffrance.

**Purchase Order Requirement**

*Customer shall issue and provide CA a PO or a series of POs for the full term and total fees that are due contemporaneously with the execution of this Transaction Document. The amount stipulated on this this Order Form will be divided into three payments, according to the payment schedule in Annex E.*

*Failure to timely remit payment of all amounts set forth in the Payment Profile shall after written notice by CA and a reasonable opportunity to remit such payment by Customer, to the maximum extent permitted by applicable law, shall relieve CA of any and all support obligations hereunder and all Customer subscription use rights shall be suspended until payment is tendered at which time use rights and support shall recommence. CA reserves the right to impose late fees as may be permitted by law on any past due amounts.*

**5. Livraisons de Produits / Product Deliveries**

Tout Programme sous licence ayant un « NON » sous la rubrique intitulé « Expédition requise » dans Annexes « A » et « B » révisées ont été déjà été livré au Client par CA et ne sera donc plus livré au Client une nouvelle fois. Un programme sous licence identifié avec un « OUI » sous cette rubrique sera livré au Client dans les délais mentionnés à l’annexe 10 «Modalités et commandes» du contrat. Les programmes sous licences seront livrés soit par voie électronique (« Electronique »)

*Any CA Software identified with "NO" under the heading entitled "Shipment Required" in Exhibits A and B was previously delivered to Customer by CA and therefore will not be delivered to Customer again. CA Software identified with a "YES" will be delivered to Customer following as mentioned herein after the signature of this Order Form. The CA Licensed Programs, will be delivered either in by electronic delivery (ESD) or, if CA requires it, in tangible media FCA SD (FCA Shipping Dock), as defined in INCOTERMS 2010, from CA’s shipping point as indicated in this Order Form. Customer agrees to be responsible for all customs, duties, and import clearances if required.*

**6. Langage de reporting SCRT sur mainframe :**

Pour tous les logiciels mainframe CA, le Client doit fournir à CA par téléchargement sur scrt.broadcom.com dans les dix (10) jours suivant la fin de chaque mois le rapport produit IBM SCRT pour les programmes ISV pour les machines mainframe z/OS du Client, où qu'ils se trouvent et qu'elles soient détenues ou louées par le Client et toute Société affiliée ou tout partenaire d'externalisation, y compris toutes les machines de reprise après sinistre, pour la durée de la licence et trois mois par la suite.

Pour les Clients exécutant des produits VSE mainframe CA, le Client doit fournir le rapport IBM SCRT chaque année au plus tard dix (10) jours suivants la date anniversaire, via le téléchargement sur scrt.Broadcom.com.

Pour les Clients exécutant des produits VM mainframe CA, le Client doit fournir une liste du modèle, du numéro de série et des noms de LPAR de chaque CPU situé sur chaque site du Client ou y accédant à distance à CA chaque année au plus tard dix (10) jours suivants la date anniversaire, via le téléchargement sur scrt.broadcom. com.

CA examinera les rapports SCRT soumis par le client chaque trimestre et informera le client s'il y a des excédents en usage.

***Mainframe Reporting***
*For all CA mainframe software, Customer shall provide to CA via upload to scrt.broadcom.com within ten (10) days after the end of each month the IBM SCRT product report for ISV programs for Customer's z/OS mainframe machines, wherever located and whether owned or leased by Customer and any Affiliate or any outsourcing partner, including all disaster recovery machines, for the duration licensed and three months thereafter. For Customers running CA mainframe VSE products, Customer shall provide the IBM SCRT report annually on or before each anniversary date via upload to scrt.Broadcom.com. For Customers running CA mainframe VM products, Customer shall provide a listing of the model, serial number and LPAR names of each CPU located at, or remotely accessing each Customer site to CA annually on or before each anniversary date via upload to scrt.broadcom.com.*

CA will review client submitted SCRT reports on quarterly basis and will inform client if there are any overages.

**7. Pleine capacité de l'ordinateur central (mainframe)**

Inventaire mainframe*

| Manufacturer/ Make | Modelé/ Model | Número de Serie/ Serial Number | Site/ Location |
|---|---|---|---|
| IBM | 3907-C02 | 02-1BFD8 | Quebec, Canada (MCN-partagé) |
| IBM | 3932-M05 | 02-955A8 | Quebec, Canada (MCN-CNESST) |
| IBM | 8562-D06 | 02-93998 | Quebec, Canada (MCN-SAAQ) |
| IBM | 3907-P03 | 02-1C0C8 | Quebec, Canada (Revenu Quebec) |
| IBM | 3907-A02 | 02-33E18 | Quebec, Canada (MCN-SQ) |
| IBM | 3907-B02 | 02-1C0D8 | Quebec, Canada (MCN-MJQ) |
| IBM | 3907-C02 | 02-1BFE8 | Quebec, Canada (MCN-RAMQ) |
| IBM | 3907-E03 | 02-1BFF8 | Quebec, Canada (MCN-MESS) |
| IBM | 8562-G01 | 02-2E6B8 | Quebec, Canada (CCQ) |
| IBM | 8562-C02 | 02-52898 | Quebec, Canada (Ville de Montreal) |
| IBM | 3907-A01 (permet une augmentation jusqu'à 3907-Z05) | 02-237D8 | Quebec, Canada (MCN-DR) |
| IBM | 3932-A01 | 02-954D8 | Quebec, Canada (MCN-CNESST-DR) |

*Le client représente l'inventaire ci-dessus constitue l'ensemble des ordinateurs centraux situés à l'adresse d'expédition (« Site du client ») ou accessibles à distance depuis le site du client et sont collectivement appelés « Inventaire mainframe du client ».

La limitation d'utilisation autorisée énoncée dans la commande ci-jointe est actuellement et doit rester égale ou supérieure à la capacité combinée de l'inventaire mainframe du client, telle que publiée par le fabricant du matériel à tout moment pendant la période expirant à la date de fin. Dans le cas où le Client souhaite apporter des modifications à son inventaire mainframe, y compris des augmentations temporaires de la capacité de la machine pour des tests de reprise après sinistre qui ne répondent pas aux exigences spécifiées ci-dessous, ou à d'autres fins, ce qui entraînerait une capacité combinée supérieure à la limitation d'utilisation autorisée, le Client devra demander, par écrit, au moins trente (30) jours avant d'effectuer ces

modifications, une proposition de CA pour la capacité supplémentaire nécessaire, et CA devra fournir dans les plus brefs délais un document de transaction proposé pour la capacité supplémentaire au prorata jusqu'à la fin de la Durée.

***Mainframe Full Capacity***

**Customer represents the inventory above constitutes the entire set of mainframe computers located at the Shipment Address ("Customer Site") or which can be remotely accessed from Customer's Site and are collectively called "Customer's Mainframe Inventory."*
*The Authorized Use Limitation set forth in the attached Order is currently and must remain equal to or greater than the combined capacity of Customer's Mainframe Inventory, as published by the hardware manufacturer at all times during the period expiring on the End Date. In the event Customer desires to make changes to Customer's Mainframe Inventory, including temporary increases in machine capacity for disaster recovery testing which does not meet the requirements specified below, or for other purposes, which would result in a combined capacity greater than the Authorized Use Limitation, Customer shall request, in writing, at least thirty (30) days prior to effecting such changes, a proposal from CA for such additional capacity needed, and CA shall promptly provide a proposed transaction document for the additional capacity.*

**8. Reprise après sinistre sur mainframe**

Les dispositions du Contrat relatives à la reprise après sinistre sont supprimées dans leur intégralité et remplacées par ce qui suit :

Le Client déclare qu'il dispose d'un plan de reprise après sinistre concernant ses sites et le logiciel mainframe CA (« Plan DR »). Conformément au Plan DR, le Client peut effectuer un nombre raisonnablement nécessaire de copies du logiciel mainframe CA à de telles fins de reprise après sinistre et utiliser ces copies sur une ou plusieurs autres machines, à condition que l'utilisation de ces copies soit limitée à :
(a) Effectuer des tests de façon limités concernant des procédures et de l'efficacité du plan DR tant que z/OS ne fonctionne pas activement, cependant ces tests et ces tests ne doivent pas dépasser dix (10) jours consécutifs et ne doivent pas avoir lieu plus de trois (3) fois par an ; et
(b) La période postérieure à la survenance d'un sinistre réel pendant laquelle le Client ne peut pas faire fonctionner le logiciel mainframe CA dans le cadre d'opérations normales sur un Site Client et doit invoquer son Plan de DR.
Les droits prévus au paragraphe (a) ci-dessus sont conditionnés à ce que le Client fournisse, par écrit, le type, le modèle et le numéro de série de la machine, pour chaque machine utilisée à des fins de reprise après sinistre. Le Client s'engage à informer CA de tous les tests de reprise après sinistre sept (7) jours avant l'occurrence du test. Après une période de test de reprise après sinistre, le Client doit exécuter les Programmes IBM SCRT pour ISV pour signaler l'utilisation du logiciel mainframe CA pendant le test et soumettre à CA conformément à la section 5.

Le Client s'engage à tenir CA informé, à la demande de CA, de l'identité et de l'adresse de tout tiers des fournisseurs des services dans le cadre du test ou de l'exécution du Plan de DR du Client et le Client devra exiger que les fournisseurs accepte, par écrit, les provisions du contrat concernant a la confidentialité, les restrictions, et des dispositions d'utilisation contenues dans le contrat de approvisionnement et de fournir d'autres confirmations factuelles concernant ses procédures de reprise après sinistre que CA peut raisonnablement demander de temps à autre. En aucun cas, une installation de reprise après sinistre appartenant, exploitée ou contrôlée par un tiers ne peut être considérée comme un site client en vertu des présentes et aucun tiers ne peut être considéré comme un tiers bénéficiaire aux fins des présentes conditions générales.

Le respect total de cette section de reprise après sinistre du mainframe par le client entraînera l'exclusion de la capacité combinée d'exécution des tests autorisés par le paragraphe (a) de sa capacité totale lors de la détermination du respect de la limitation d'utilisation autorisée.

***Mainframe Disaster Recovery***

*Provisions regarding disaster recovery in the Agreement are hereby deleted in their entirety and replaced with the following :*

*Customer represents it has a disaster recovery plan with respect to its sites and the CA mainframe software ("DR Plan"). In accordance with the DR Plan, Customer may make a reasonably necessary number of copies of the CA mainframe software for*

*such disaster recovery purposes and use of such copies at another machine(s), provided the use of such copies shall be limited to:*

*(a) Conducting limited testing of the DR Plan's procedures and effectiveness so long as z/OS is not actively running except during such testing and such testing shall not exceed ten days and shall not occur more than three times per annum; and*

*(b) The period subsequent to the occurrence of an actual disaster during which Customer cannot operate the CA mainframe software in normal operations at a Customer Site and must invoke its DR Plan.*

*The rights provided in subsection (a) above are conditioned upon Customer providing, in writing, the machine-type, model and serial number, for each machine used for disaster recovery purposes. Customer agrees to inform CA of all disaster recovery tests seven (7) days prior to the test occurrence. After a disaster recovery test period, Customer shall run the IBM SCRT for ISV Programs to report the usage of CA mainframe software during the test and shall submit to CA at scrt.broadcom.com no later than ten (10) days after the end of the calendar month in which the test occurred.*

*Customer agrees to keep CA informed, at CA's request, of the identity and address of any third party providing services in the testing or execution of Customer's DR Plan and Customer shall require any such third party to agree, in writing, to the confidentiality and restricted usage provisions contained in the Governing Terms and to furnish such further factual confirmations with respect to its disaster recovery procedures as CA may reasonably request from time to time. In no event may any disaster recovery facility under the ownership, operation or control of any third party be deemed to be a Customer site hereunder nor shall any such third party be considered a third party beneficiary for the purposes of this Governing Terms.*

*Full compliance with this Mainframe Disaster Recovery section by Customer shall result in the combined capacity in carrying out the testing permitted by subsection (a) being excluded from its total capacity when determining compliance with the Authorized Use Limitation.*

**9. Audit :**

Le client s'engage à fournir les rapports et enregistrements vérifiés demandés par CA pour vérifier la conformité du client avec la limitation d'utilisation autorisée et la métrique de licence définie dans le document de transaction. Pour les produits CA Mainframe, cela inclut, sans s'y limiter, la soumission du rapport produit IBM pour les programmes ISV. Ces obligations de déclaration et de vérification restent en vigueur pendant la durée de l'Offre CA. Le client doit conserver tous les enregistrements SMF de type 70 et 89 pendant douze mois ou jusqu'à la fin de l'audit pour résoudre les questions. Le client accepte que, moyennant un préavis écrit de trente (30) jours, CA ou un tiers indépendant puisse vérifier la conformité du client avec l'accord de base, le module logiciel et le document de transaction, à distance. Le Client doit coopérer de bonne foi à cet audit, dont CA convient qu'il sera confidentiel et commercialement raisonnable en termes de nature et de durée. Si l'auto-vérification du Client ou l'audit de CA révèle une utilisation impayée ou sans licence, CA fournira une notification écrite au Client et dans les trente (30) jours suivant cette notification écrite, le Client devra commander au prix indiqué à l'annexe 8 – Conditions contractuelles du fournisseur – Bon de commande, le nombre suffisant de licences et de support applicable pour couvrir son utilisation passée ou actuelle au-delà de la limitation d'utilisation autorisée et de la métrique de licence.

***Audit***

*Customer agrees to provide verified reports and records reasonably requested by CA to verify Customer's compliance with the Authorized Use Limitation and License Metric defined in the Transaction Document. For CA Mainframe products this includes, but is not limited to submission of the IBM product report for ISV programs. These reporting and verification obligations remain in effect during the Term of the CA Offering and for twelve (12) months thereafter. Customer shall retain all SMF type 70 and 89 records for the later of twelve months or through completion of the audit to resolve questions. Customer agrees that, upon thirty (30) days' prior written notice, CA or an independent third party may audit Customer's compliance with the Foundation Agreement, Software Module and the Transaction Document, remotely or at Customer's facilities. Customer shall cooperate in good faith with such audit, which CA agrees will be confidential, and commercially reasonable in nature and time. If Customer's self-verification or CA's audit reveals any unpaid or unlicensed use, CA shall provide written notification to Customer and within thirty (30) days of such written notification, Customer shall order at CA's then-current list price, a sufficient number of such CA Offering and any applicable Support to cover its past or current use in excess of the Authorized Use Limitation and License Metric. If an audit reveals an underpayment of ten percent (10%) or more of total fees owed for the review period, Customer will also reimburse CA for its reasonable audit expenses.*

**10. Migrations**

Le Client et CA reconnaissent que les Programmes sous licences originaux de la liste ci-dessous ont été migrés au logiciels CA migrés adjacents. Une licence d'abonnement désigne une licence qui est valide pendant la durée du contrat et qui expire par la suite. Nonobstant toutes restrictions actuelles d'utilisation applicable aux Programmes originaux, l'utilisation par le Client des Programmes sous licence migrés sera assujettie à la limite d'utilisation déterminée dans le tableau d'information du logiciel de CA énonce dans l'annexe A et l'annexe B.

**Migrations**

*Customer and CA acknowledge that the Original Programs listed below are hereby migrated to the licenses to the Migrated CA Software listed in the table. A subscription license means a license that is valid during the term of the contract and shall expire thereafter. Notwithstanding all current restrictions of use applicable to the Original Programs, the use by the Client of the Migrated CA Software will be subject to the authorized use limitation in Exhibit A and B. The Customer's use of the Original Product(s) are suspended during the term of the Order Form. All financial obligations of Customer regarding the Original Programs including, without limitation, all outstanding payment obligations, continue to be valid and enforceable obligations.*

| **Programmes Originals / Original Programs** | | **Logiciels CA migrés / Migrated CA Software** | |
|---|---|---|---|
| MFDEVP002 | Mainframe DevOps Suite | MFDVHP002 | Mainframe DevOps Suite |
| PVLA2M002 | CA OPS/MVS Event Management & Automation for JES2 PLUS | OPSMIP002 | OPS/MVS Automation Intelligence MIPS |
| OPSMSY002 | OPS/MVS Event Management & Automation Multi-System Facility MIPS | | |
| PVLA3A002 | OPS/MVS Event Management & Automation for JES3 Plus | PVLA3M002 | OPS/MVS Event Management & Automation for JES3 Plus MSU |
| CA1BSM002 | CA-One Tape Management MIPS | CA1BSM002 | CA 1 Flexible Storage MIPS |
| CPYCTM002 | Copycat Utility MIPS | | |
| VTPBAS002 | Vtape Virtual Tape System | | |
| CMPIMM002 | Compress Data Compression for IMS MIPS | IMSBDM002 | Database Management Suite for IMS for z/OS |
| GENESM002 | Gen Encyclopedia Server MIPS | GENMPB002 | Gen Mainframe Bundle MIPS |
| GENECM002 | Gen Encyclopedia Construction Server MIPS | | |
| GENHCM002 | Gen Encyclopedia Construction Environment Option for CICS MIPS | | |
| GENCCM059 | Gen Communications Client Manager Option | GENDSB990 | Gen Distributed Bundle |
| GENECL059 | Gen Wrkstn Ency Construction Clnt | | |
| GENESR990 | Gen Encyclopedia Server Option | | |
| GENWXM059 | Gen Workstation Cross Generation Option to OS/390 | | |
| GENECS990 | Gen Encyclopedia Construction Srvr | | |
| GENBAS059 | Gen Workstation Developer Toolset | | |
| GENCON059 | Gen Workstation Construction Tools | | |
| GENTUF990 | Gen Transaction Enabler User Fnl Option | | |
| GENCBS059 | Gen Communications Bridge Server | | |
| GENTEN990 | Gen Transaction Enabler Option | | |
| GENWUA059 | Gen Wrkstn Encyclopedia Update API Option | | |
| GENITS990 | Gen Implementation Toolset Option | | |
| GENEXM990 | Gen Encyclopedia Cross Generation Option to OS/390 | | |
| GENCBM059 | Gen Communication Base Manager | | |
| GENCOM059 | Gen Proxy Programming Interface | | |
| GENTCP059 | Gen Middleware TCP/IP Option | | |
| GENITS990 | Gen Implementation Toolset Option | | |
| PPMCCL990 | Clarity Core License | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| PPMMGU990 | Clarity Full Function User | PPMFFS990 | Clarity Full Function User |
| PPMMGU990 | Clarity Full Function User | | |
| EZTMSU002 | Easytrieve Plus Report Generator For z/OS PLUS, | EZRMSU002 | Easytrieve Report Generator for z/OS Plus MSU |
| EZIDPL002 | Easytrieve Plus Report Generator IDMS PLUS | | |
| MFSECM002 | Mainframe Security Suite MIPS | MFSCSM002 | Mainframe Security Suite MIPS |
| VIEBAU002 | View for z/OS Plus MSU | OUTBAP002 | Output Management Suite for z/OS |
| SPLBAP002 | Spool Print Management Plus | | |

**11. Garantie limitée**

Pour tout Logiciel distribué de CA nouvellement acquis, CA Vous garantit que (i) Pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours suivants la livraison du logiciel , lorsque le Logiciel de CA est utilisé dans un environnement d'exploitation mentionné dans la Documentation comme étant supporté par CA, le Logiciel CA sera matériellement conforme aux spécifications indiquées dans la Documentation ; et (ii) l'Entretien sera effectué conformément aux normes de l'industrie avec la diligence et les compétences raisonnables, et fourni conformément aux politiques de CA alors en vigueur au moment de la signature du bon de commande.

**Limited Warranty**

For all newly licensed distributed Licensed Programs , CA warrants to the Customer that: (for a period of thirty (90) days following the date on the Order Form when the Licensed Program is used in an operating environment stated in the Documentation as supported by CA, the Licensed Program will materially conform to the technical specifications in the Documentation for such Licensed Program ; and (ii) Maintenance shall be performed in accordance with industry standards using reasonable care and skill, and provided in accordance with CA's then-prevailing policies.

**12. Résiliation par le CAG**

CAG peut résilier le présent contrat en même temps que tous les documents de transaction en vigueur à la date de résiliation (collectivement, le contrat), sans motif et sans frais supplémentaires, à tout moment, effectif immédiatement suite à l'envoi d'un avis écrit à CA envoyé à usagereporting@broadcom.com. À la date de résiliation ou suite à celle-ci, le CAG doit soit: a) supprimer toutes les copies, complètes ou partielles, du logiciel de tout matériel informatique ou stockage et valider cette suppression par une déclaration signée par un vice-président ou un représentant dûment autorisé, et envoyée à usagereporting@broadcom.com, ou b) Retournez à CA toutes les copies, complètes ou partielles, du logiciel. Une fois que la vérification du CAG ou les copies du logiciel sont reçues, CA paiera au CAG un remboursement au prorata de tous les frais payés à l'avance (frais de remboursement) conformément au paragraphe ci-dessous. Si le logiciel est concédé est de type licence perpétuelle, le CAG recevra un remboursement au prorata des frais de licence uniquement si un avis de résiliation est émis au cours de la durée initiale de l'Entente ou du Bon de commande.

Si l'entente est résiliée sans motif, aucune des parties n'aura d'autres obligations en vertu de l'accord, sauf que celles-ci resteront liées par les obligations de confidentialité prévues dans l'accord, les frais de remboursement seront payés comme décrit dans le présent article dans les soixante (60) jours à compter de la date de résiliation, et les frais non payés reflétant les services (définis comme licence de logiciel, entretien et services professionnels aux fins de la présente section) livrés avant la date de résiliation, plus les frais raisonnables ayant résulté de la résiliation seront immédiatement exigibles.

***Termination by the CAG***

CAG may terminate this Agreement in whole or in part together with each and all Transaction Documents in effect as o the date of termination (collectively, the Agreement), without cause and without further charge or expense at any time, immediately upon written notice to Contractor sent to usagereporting@broadcom.com. On or after the termination date, the CAG must either: a) delete all full or partial copies of the Software from all computing or storage equipment and verify such deletion in a statement signed by a Vice-President or a duly authorized representative and sent to usagereporting@broadcom.com, or b) return to CA all full or partial copies of the Software. Once the CAG's verification or the Software copies are received, the Contractor will pay the CAG a pro-rata refund of any License and/or Support fees the CAG pre-paid (Refund Fees) in accordance with the paragraph below. Refund Fees will be

calculated on the number of months remaining in the Term of the applicable Transaction Document. If the Software is licensed under a Perpetual License, the CAG will receive a pro-rated refund of the License Fee only if notice of termination is issued during the initial Term of the applicable Transaction Document.

If the Agreement is terminated without cause, neither party shall have further obligations under the Agreement, except that the parties shall remain bound by the Confidentiality obligations in the Agreement, Refund Fees will be paid within sixty (60) days from the termination date, and any unpaid fees reflecting the Services (defined as software license, maintenance and professional services for purposes of this section) delivered prior to the termination date plus any reasonable charges having resulted from the termination shall become immediately due.

**13. 13. Signataire autorisé**

Le (la) soussigné(e) certifie par les présentes qu'il (elle) est autorisé(e) a conclure le contrat pour le compte des entités identifiées à l'Annexe « D » dans les présentes selon les modalités et conditions de cette Licence.

***Authorized Signatory***

*The undersigned hereby certifies that he/she is authorized to bind the entity identified herein to the terms and conditions of this License.*

**14. Exportation**

Le Client reconnaît que la ou les offres CA sont soumises à un contrôle en vertu de la loi Canadiennes et Américaines, y compris les réglementations sur l'administration des exportations et s'engage à se conformer à toutes les règles d'importation applicables et les lois et réglementations en matière d'exportation. Le Client accepte que la ou les Offres CA ne soient pas exportées, réexporté ou transféré en violation de la loi ou utilisé à toute fin liée à des produits chimiques, armes biologiques ou nucléaires ou applications de missiles, ni être transférés ou revendus, si le Client a connaissance ou raison de savoir que la ou les offres CA sont destinées ou susceptibles d'être utilisées à de telles fins.

***Export***

*Customer acknowledges that the CA offerings are subject to control under Canadian and U.S. law, including the Export Administration Regulations and agrees to comply with all applicable import and export laws and regulations. Customer agrees that the CA Offering(s) will not be exported, reexported or transferred in violation of the law or used for any purpose connected with chemical, biological or nuclear weapons or missile applications, nor be transferred or resold, if Customer has knowledge or reason to know that the CA offering(s) are intended or likely to be used for such purpose.*

**15. Financement fiscal**

Le Client déclare qu'il est un organisme ou une agence gouvernementale et qu'il a obtenu toutes les approbations et l'autorité requises pour conclure et remplir ses obligations en vertu des présentes, y compris, sans s'y limiter, l'obligation de verser le paiement initial ou les paiements initiaux requis devant être versés à la date ou aux dates à laquelle ou auxquelles ce paiement initial ou ces paiements initiaux est ou sont dus durant l'exercice financier en cours du Client. En ce qui a trait à tout paiement subséquent, dont le versement pourrait être requis pour tout exercice financier subséquent du Client, les parties reconnaissent que l'autorité du Client de verser ce paiement subséquent
pourrait dépendre de l'affectation de fonds suffisants pour cette fin au Client par les organismes gouvernementaux ou les autorités législatives. Si ces fonds supplémentaires suffisants ne sont pas affectés au Client, CA ou le Client peut résilier cette Licence à la première journée de l'exercice financier subséquent du Client pour lequel ces fonds suffisants ne sont pas disponibles. Le Client accepte (a) de ne pas effectuer cette résiliation aux fins de remplacer les Programmes sous licence par un produit ou des produits équivalents fournis par d'autres et (b) de déployer ses meilleurs efforts pour obtenir ces fonds suffisants en prenant toutes les mesures qui s'imposent pour réaliser l'affectation de ces fonds supplémentaires suffisants. Lors d'une telle résiliation, le Client cessera immédiatement toute utilisation des Programmes sous licence et retournera à CA toutes les copies et toute la documentation connexe des Programmes sous licence et continuera de se conformer aux dispositions du Contrat de licence relativement à la confidentialité des présentes.

***Fiscal Funding***

*Customer represents that it is a government agency or instrumentality, and that Customer has obtained all requisite approvals and authority to enter into and perform its obligations hereunder, including, without limitation, the obligation to make the initial payment or payments required to be made hereunder on the date or dates upon which such initial payment or payments may become due during Customer's current fiscal year. With respect to any subsequent payment which may be required to be made hereunder in any subsequent fiscal year of Customer, the parties acknowledge that Customer's authority to make such subsequent payment may be contingent upon appropriation to Customer by relevant government agencies or legislative authorities of funds sufficient for such purpose. If such additional sufficient funds are not so appropriated to Customer, either CA or Customer may terminate this License as of the first day of the applicable subsequent fiscal year of Customer with respect to which such sufficient funds are not made available. Customer agrees (a) not to effect such termination for the purpose of replacing the Licensed Programs with an equivalent product or products supplied by others and (b) to use its best efforts to obtain such sufficient funds by taking all appropriate action to effect the appropriation of such additional sufficient funds. Upon such termination, Customer shall immediately cease all use of the Licensed Programs and return to CA all copies of the Licensed Programs and all related documentation and continue to abide by the provisions of the License Agreement relating to the confidentiality thereof.*

**16. Impartition**

Le Client peut octroyer l'accès et l'exploitation des Programmes sous licence à une tierce partie fournissant des services de traitement de données en vertu d'une entente d'infogérance, de société de services informatiques, d'impartition ou de tout genre de service similaire en envoyant à CA un avis écrit préalable identifiant la tierce partie proposée et les Programmes sous licence distincts et en conformité, par le Client et la tierce partie proposée, avec la politique publiée de CA en ce qui a trait à de telles transactions. De plus, le Client et la tierce partie proposée pourraient devoir signer et envoyer à CA la documentation applicable relativement à de telles transactions tel qu'établi entre CA et la tierce partie proposée, si une documentation spécifique a été établie, ou sinon l'entente supplémentaire normalement désignée sera applicable. CA et le Client coopéreront de bonne foi afin de s'échanger le plus tôt possible l'assistance et les informations nécessaires pour faciliter une transition efficace et en douceur des opérations de gestion dans l'éventualité où le Client déciderait de retenir les services d'un tel fournisseur de service tiers. Aucun frais, en plus des frais des présentes, ne sera applicable à toute telle transaction d'impartition.

***Outsourcer***

*Customer may provide access and operation of the Licensed Programs to a third party providing data processing services under a facilities management, service bureau, outsourcing or similar arrangement upon prior written notice to CA identifying the proposed third party and particular Licensed Programs and upon compliance by Customer and the proposed third party with CA's published policy on such transactions. In addition Customer and the proposed third party, may be required to executed and deliver to CA the applicable documentation relating to such transactions as established between CA and the proposed third party, if special documentation has been established and if not, the normally applicable supplemental agreement will apply. CA and Customer will cooperate in good faith to provide advance assistance and information necessary to facilitate a smooth and efficient transition of data processing operations should Customer elect to engage the services of such a third party service provider. No charge, in addition to the charges hereunder, shall apply to any such outsourcing transactions. A breach by the Outsourcer is considered to be a breach by Customer.*

**17. Confidentialité**

Les parties reconnaissent que les modalités de la licence ainsi que les documents techniques et le roadmap du produit accordée par les présentes leur sont propres et très confidentielles. Les parties acceptent, sujet aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), qu'ils ne pourront pas divulguer des modalités de cette Entente, la documentation technique à toute personne ou entité autre que les employés, vérificateurs et avocats des parties, ainsi que les clients utilisateurs du contrat, qui ont besoin de connaître ces renseignements relativement à l'exécution de leurs services pour les parties. Les prix et la description du contrat peuvent être affichés conformément aux dispositions légales applicables.

***Confidentiality***

*The parties acknowledge that the terms of the license, technical documentation, product roadmaps provided by CA are highly confidential, and this includes any. The parties agree, subject to the provisions of the Act respecting access to documents of public bodies and the protection of personal information (R.S.Q., c. A-2.1), that they may not disclose the terms of this Agreement, technical documentation to any person or entity other than the employees, auditors and lawyers of the parties who need to know such*

*information in relation to the performance of their services for the parties. Prices and contract description may be displayed in accordance with the applicable legal provisions.*

**18. Modification**

Toute modification apportée à ce Bon de commande doit être rédigée par écrit et signée par les deux parties.

***Amendment***

*Any amendment of this Order Form must be in writing signed by the parties.*

**19. Changement de dépositaire légal**

Le Dépositaire légal désigné dans l'Entente de licence LA-1410982 en référence est modifié comme suit : Iron Mountain Intellectual Property Management, Inc., 2100 Norcross Parkway, Suite 150, Norcross, Georgia, 30071, États-Unis, À l'attention du Service à la clientèle. Toutes les autres modalités relatives au dépôt légal du code source dans l'Entente demeurent inchangées.

***Change of Escrow Agent***

*The Escrow Agent named in the License Agreement is changed to: Iron Mountain Intellectual Property Management, Inc., 2100 Norcross Parkway, Suite 150, Norcross, Georgia, 30071, USA, Attn: Client Services. All other terms related to escrow of source code in the Agreement remain unchanged.*

**20. Totalité de l'Entente**

Ce Bon de commande, incluant toutes autres annexes *(constitué de pages numérotées séquentiellement)*, ainsi que, le Contrat de licence numéro 1484942 et le contrat no 2023-8177-80 (Contrat d'approvisionnement), représente la totalité de l'entente entre CA et le Client relativement aux Programmes sous licence et annule et remplace toutes autres ententes, dispositions, promesses, représentations, négociations et discussions préalables, tant verbales qu'écrites, entre le Client et CA en ce qui concerne le sujet de cette Licence. Aucun changement ou modification au présent Bon de commande ne sera valide à moins d'être effectué par écrit et signé par les deux parties

***Entire Agreement***

*This Order Form and any attached Exhibits, consisting of sequentially numbered pages, together with the License Agreement number 1484842 and contract no 2023-8177-80 (Supply Agreement) constitutes the entire agreement between CA and Customer with respect to the Licensed Program and supersedes all prior agreements, arrangements, promises, representations, understandings, negotiations and discussions, whether oral or written, between the Customer and CA with respect to such subject matter. No alteration or modification to this Order Form will be valid unless made in writing and signed by both parties.*

Le(a) soussigné(e) certifie qu'il/elle est autorisé(e) à lier l'entité identifiée aux présentes pour les modalités et conditions de cette Entente.

*The undersigned hereby certifies that he/she is authorized to bind the entity identified herein to the terms and conditions of this Agreement.*

| **Le Centre d'acquisitions gouvernementales** | **CA, Inc.** |
|---|---|
| Signature: Sébastien Gagnon | Signature: DocuSigned by: Maria Speciale 8C5CB8848B26442... |
| Name: Sébastien Gagnon | Name: Maria Speciale |
| Titre: Vice-président de l'optimisation des acquisitions gouvernementales | Title: Director, Sales Accounting |
| Date: 2024-04-03 | Date: April 4, 2024 \| 10:23 AM EDT |

| | **Annexe A/ Exhibit A - Section 1 (MCN manages the usage of the software for MCN, CNESST, SAAQ, Revenu Quebec, SQ, MJQ, RAMQ and MESS.)** | ***Product SKU*** | **Système d`explotation / Operating System** | ***Type de Licence License Type*** | ***Limite d`utilisation autorisée Authorized Use Limitation (MIPS)*** | ***Frais supplémentaire d'utilisation par MIPS / Supplemental Annual Fee per additional MIPS (US$)*** | **Expédition requise (o-n) / *Shipment Required (Y/N)*** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANNEX A - SECTION 1 | JCLCHECK Workload Automation | JCLBAS002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $43.00 | Non / No |
| | MIM Resource Sharing for z/OS PLUS | MIMALM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $40.00 | Non / No |
| | CA MICS Resource Management PLUS | MICBSP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $175.00 | Non / No |
| | ACF2 For MIPS | ACFBSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $68.00 | Non / No |
| | CA 1 Flexible Storage MIPS (formerly known as CA-One Tape Management MIPS, Copycat Utility MIPS, CA-VTAPE: Per Device) | CA1BSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $28.00 | Non / No |
| | OPS/MVS Automation Intelligence MIPS (formerly CA OPS/MVS Event Management & Automation for JES2 PLUS, CA OPS/MVS Event Management & Automation Multi-System Facility MIPS) | OPSMIP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $86.00 | Oui / Yes |
| | Mainframe Security Suite MIPS | MFSCSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $6.00 | Non / No |
| | IDMS/DB for z/OS Plus | IDMCOP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $245.00 | Non / No |
| | Disk Backup and Restore MIPS | DSKBSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $52.00 | Non / No |
| | TPX Session Management for z/OS PLUS | TPXMSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $62.00 | Non / No |
| | Output Management Suite for z/OS | OUTBAP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $86.00 | Non / No |
| | XCOM Data Transport For z/OS MIPS | XCOMZM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $82.00 | Non / No |
| | Vantage Storage Intelligence MIPS | VNTINM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $100.00 | Non / No |
| | CA 7 Workload Automation with Automation Intelligence MIPS (formerly known as CA Workload Automation CA-7 Edition) | SEVAMI002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $118.00 | Non / No |
| | Mainframe DevOps Suite (formerly Mainframe DevOps Suite under product sku MFDEVP002) | MFDVHP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $293.00 | Oui / Yes |
| | Allocate DASD Space and Placement with Quota Manager Plus MSU | ALLMSU002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $410.00 | Non / No |
| | SMF Director MIPS | JARSMM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $52.00 | Non / No |
| | Utilities Suite for DB2 for z/OS MIPS | DBUTMI002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $175.00 | Non / No |
| | Recovery Management Suite for DB2 for z/OS MIPS | DBRCMI002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $96.00 | Non / No |
| | Performance Suite for DB2 for z/OS MIPS | DBPRMI002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $210.00 | Non / No |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Administration Suite for DB2 for z/OS MIPS | DBADMI002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $169.00 | Non / No |
| | SMR | SYSLOG002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $10.00 | Non / No |
| | IDMS Performance Monitor Option MIPS | IDMPMM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $164.00 | Non / No |
| | IDMS Presspack MIPS | IDMPPM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $29.00 | Non / No |
| | Easytrieve Report Generator for z/OS Plus MSU | EZRMSU002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $59.00 | Oui / Yes |
| | Panvalet | PVABAS002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $46.00 | Non / No |
| | CA-Panvalet Option For ISPF | PVASPF002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $23.00 | Non / No |
| | CA-Panvalet Option For TSO | PVATSO002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $10.00 | Non / No |
| | TLMS Tape Management MIPS | TLMBSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $40.00 | Non / No |
| | SOLVE:Access Session Management for z/OS MIPS (formerly known as SOLVE:Access for z/OS MIPS) | SLACZM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $29.00 | Non / No |
| | Database Management Suite for IMS for z/OS (k/n/a CMPIMM002 CA-Compress Data Compression for IMS MIPS) | IMSBDM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $40.00 | Oui / Yes |
| | CA-Workload Automation Restart Option for z/OS Schedulers | ELEBAS002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $32.00 | Non / No |
| | NetMaster Network Intelligence - MIPS | NETMIP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $175.00 | Non / No |
| | ACF2 Option For DB2 MIPS | ACFDBM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $40.00 | Non / No |
| | Top Secret For z/OS MIPS | TSSMIP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $48.00 | Non / No |
| | Librarian Base+ LIB/AM+ TSO | LIBBSO002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $77.00 | Non / No |
| | Ideal For z/OS PLUS | IDLBSP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $141.00 | Non / No |
| | Datacom For z/OS PLUS | DATBSP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $85.00 | Non / No |
| | JARS Resource Accounting | JARSJA002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 11,986 | $37.00 | Non / No |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANNEX A - SECTION 2 - ELA - CCQ | Top Secret For z/OS MIPS | TSSMIP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $48.00 | Non / No |
| | CA 1 Flexible Storage MIPS (formerly known as CA Copycat Utility MIPS) | CA1BSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $28.00 | Non / No |
| | SOLVE:Access Session Management for z/OS MIPS (formerly known as SOLVE:Access for z/OS MIPS) | SLACZM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $29.00 | Non / No |
| | JARS Resource Accounting | JARSJA002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $37.00 | Non / No |
| | JCLCHECK Workload Automation | JCLBAS002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $43.00 | Non / No |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | OPS/MVS Automation Intelligence MIPS (k/n/a CA OPS/MVS Event Management & Automation Multi-System Facility MIPS) | OPSMIP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 287 | $86.00 | Oui / Yes |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANNEX A - SECTION 3 – VILLE DE MONTREAL | IDMS/DB for z/OS Plus | IDMCOP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $243.00 | Non / No |
| | Output Management Suite for z/OS (k/n/a CA Spool Print Management Plus) | OUTBAP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $86.00 | Non / No |
| | CA 1 Flexible Storage MIPS (formerly known as CA 1 Tape Management MIPS, CA Vtape Virtual Tape System) | CA1BSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $28.00 | Non / No |
| | ACF2 for z/OS MIPS | ACFBSM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $68.00 | Non / No |
| | Mainframe DevOps Suite (formerly Mainframe DevOps Suite under product sku MDDEVU002) | MFDVHP002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $293.00 | Oui / Yes |
| | SOLVE:Access Session Management for z/OS MIPS | SLACZM002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $29.00 | Non / No |
| | OPS/MVS Event Management & Automation for JES3 Plus MSU | PVLA3M002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 246 | $68.00 | Oui / Yes |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANNEX B - SECTION 1 | Autosys Workload Automation for Hybrid Cloud | ATSCLD990 | All GA Operating Systems | Abonnement Subscription | 32 Agents | $2,240.00 | Non / No |
| | AION Business Rules Expert | AIONBR990 | Windows | Perpétuelle Pepertual | 10 Users | $508.00 | Non / No |
| | CA Harvest Software Change Manager Named Users | CCCBSF990 | All GA Operating Systems | Perpétuelle Pepertual | 155 Users | $1,445.00 | Non / No |
| | Gen Mainframe Bundle MIPS (formerly known modules refer to migration table) | GENMPB002 | Z/OS | Abonnement Subscription | 50 Users | $2,490.00 | Oui / Yes |
| | Gen Distributed Bundle (individual modules refer to product migration table) | GENDSB990 | All GA Operating Systems | Abonnement Subscription | 50 Servers | $22,525.00 | Oui / Yes |
| | CA Client Automation | CCACCA990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 15100 Managed Systems | $22.00 | Non / No |
| | CA Release Automation (MCN) | RELATO990 | All GA Operating Systems | Perpétuelle Pepertual | 1 Enterprise | NA | Non / No |
| | CA Service Management Service Desk Manager Package | SMSDMP990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 200 Concurrent Users | $1,350.00 | Oui / Yes |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ANNEX B - SECTION 2 - Revenu Quebec | SiteMinder All Agent for Consumer Users | SMAACU990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 2452000 Consumer Users | $0.25 | Oui / Yes |
| | SiteMinder All Agent for Business Users | SMAABU990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 11000 Business Users | $22.00 | Oui / Yes |
| | Directory for Business Users (formerly known as CA-Directory) | CADIRB990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 2463000 Business Users | $0.25 | Oui / Yes |
| | CA Application Performance Management | APMCLS990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 1 Processor | $25.50 | Non / No |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Layer7: API Management Bundle | L7APMX990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 18 Instances | $16,750.00 | Oui / Yes |
| | CA Application Performance Management for CA Single Sign-On | APMSSO990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 2463000 Named Users | $0.25 | Non / No |
| | ARD:User (formerly known as ARDWRK990 CA Agile Requirements Designer Workgroup) | ARDUSR990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 2 Concurrent Users | $2,450.00 | Non / No |
| | XCOM Data Transport for Windows Family Server | XCOMSR059 | Windows | Perpétuelle Pepertual | 3 Servers | $910.00 | Non / No |
| Annex B - Section 3 – SAAQ | CA Automic Dollar Universe Suite Edition | ADUSUI990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 27 Instances | NA | Non / No |
| | Automic Automation for Hybrid Cloud | AUTCLD990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 60 Nodes | NA | Non / No |
| Annex B - Section 4 - Retraite Quebec | PAM App to App Manager (formerly known as CA Privileged Access App to App (A2A) Manager) | PAMAAM995 | Debian | Perpétuelle Perpetual | 5 Managed Device | $165.00 | Non / No |
| | PAM (formerly known as CA-Software-Privileged Access Manager (Managed Device)) | PAMXSU995 | Debian | Perpétuelle Perpetual | 600 Managed Devices | $238.00 | Non / No |
| | PAM Virtual Appliance (formerly known as CA-Software-Privileged Access Manager - Virtual Appliance) | PAMVAP995 | Debian | Perpétuelle Perpetual | 3 Servers | $3,235.00 | Non / No |
| | PAM (formerly known as ACP1M9990 CA Privileged Identity Manager ) | PAMXSU995 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Perpetual | 45 Concurrent Users | $190.00 | Non / No |
| | CA Service Management Service Desk Manager Package (formerly known as Service Desk Manager) | SMSDMP990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Perpetual | 5 Concurrent Users | $1,350.00 | Non / No |
| | IGA for Business Users (formerly known as CA IGA for Business Users (includes CA Identity Governance for Business Users)) | IDSBUX990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Pepertual | 2,850 Business Users | $22.00 | Non / No |
| | CA Automic Dollar Universe Suite Edition | ADUSUI990 | Toute version active / *A CA GA* | Abonnement Subscription | 292 Nodes | $985.00 | Non / No |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Annex B - Section 5 - AMF | CA Automic Dollar Universe Suite Edition (f/n/a ADUASW990 CA Automic Dollar Universe AS-Win) | ADUSUI990 | Toute version active / A CA GA | Abonnement Subscription | 22 Servers | $985.00 | Oui / Yes |
| | Clarity Full Function User | PPMFFS990 | Toute version active / A CA GA | Abonnement Subscription | 177 Users^ | $275.00 | Non / No |
| | Clarity Restricted User | PPMRUS990 | Toute version active / A CA GA | Abonnement Subscription | 823 Users^^ | $68.00 | Non / No |
| | CA Service Management Service Desk Manager Package | SMSDMP990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle Perpetual | 18 Concurrent Users | $1,350.00 | Non / No |

^157 previously licensed, plus 20 from previously licensed Clarity Core.

^^743 previously licensed, plus 80 from previously licensed Clarity Core.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | AutoSys Workload Automation for Hybrid Cloud | ATSCLD990 | Toute version | | 10 Agents | NA | Oui / Yes |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Annex B - Section 6 – MRNF | | | active / *A CA GA* | Abonnement<br>Subscription | | | |
| | CA Harvest Software Change Manager Named User | CCCBSF990 | Toute version active / *A CA GA* | Perpétuelle<br>Perpetual | 36 Users | $445.00 | Non / No |

**Automic Dollar Universe**

**Définition :**

« Nœud » ou « Instance » désigne une installation sur un seul ordinateur physique ou virtuel qui traite les données à l'aide d'une ou plusieurs unités centrales de traitement.
« Manager » désigne l'activation d'un agent dédié à une application de niveau sur un Node.
« L'Uproc » est l'objet dédié de Dollar Universe permettant de concevoir un type de travail, une définition de travail et un environnement de travail.
« Exécution » est l'exécution d'une Uproc dans le prologiciel CA.
« Exécution réussie » est une exécution ayant le statut « Terminé » dans le prologiciel CA.
« Uproc Web Services Multi Steps » est une Uproc dédiée permettant d'appeler des Web Services REST ou SOAP incluant un algorithme Multi Steps. Celui-ci nécessite une activation effectuée par un administrateur sur le Node et est disponible dans Dollar Universe version 7 et supérieures.

Le nombre de nœuds, pour les besoins du droit du client, est constitué de nœuds Dollar Universe. Les exécutions réussies d'Uproc de services Web multi-étapes seront prises en compte dans le droit au nombre de nœuds d'un client comme suit : Une moyenne quotidienne allant jusqu'à 100 exécutions réussies d'Uproc de services Web multi-étapes comptera pour un nœud. La moyenne quotidienne est calculée en prenant le nombre moyen d'exécutions par jour sur une période d'un mois. Par exemple, si le nombre quotidien moyen d'exécutions réussies d'Uproc de services Web multi-étapes est inférieur ou égal à 100, cela est compté pour un nœud. Si ce nombre est supérieur à 200 mais inférieur ou égal à 300 (3*100), cela compte pour 3 nœuds. Dans le cas où le Client utilise un nombre de nœuds supérieur à celui autorisé par ses droits, CA facturera au Client le nombre de nœuds requis pour les ressources déployées à compter de la date du surdéploiement.

**Définition**

"Node" or 'Instance" means one installation on a single physical or virtual computer which processes data using one or more central processing units.
"Manager" means the activation of an agent dedicated to a tier's application on a Node.
"Uproc" is the dedicated Dollar Universe object used to design a job type, a job definition, and a job environment. "Execution" is a run of a Uproc in the CA Software.
"Successful Execution" is an Execution with the status "Completed" in the CA Software.

"Multi Steps Web Services Uproc" is a dedicated Uproc used to call Web Services REST or SOAP including a Multi Steps algorithm. This requests an activation done by an administrator on the Node and is available in Dollar Universe Version 7 and later.

The Node count, for the purposes of the Customer entitlement, consists of Dollar Universe Nodes. Successful Executions of Multi Steps Web Services Uproc will count against a Customer's Node count entitlement as follows: A daily average of up to 100 Successful Executions of Multi Steps Web Services Uproc shall count as one Node. The daily average is calculated by taking the average number of Executions per day in a one month period. For example, if the average daily number of Successful Executions of Multi Steps Web Services Uproc is lower or equal to 100, this is counted as one Node. If that number is greater than 200 but lower or equal to 300 (3*100), this is counted as 3 Nodes. In the event Customer uses a greater number of Nodes than its entitlement allows, CA will bill Customer for the amount of Nodes required for the deployed resources from the date of over deployment.

| **Annexe C/ Exhibit C – Logiciels sans services d'entretien techniques.**<br>**Stabilized and UnSupported Programs** | ***Limite d`utilisation autorisée (MIPS) /***<br>***Authorized Use Limitation (MIPS)*** |
|---|---|
| CA-TSO/MON PERFORMANCE MANAGEMENT ** | 11,986 |
| CA INFOREFINER ** | 11,986 |
| CA-DADS PLUS FOR CICS ** | 11,986 |
| CA-EDP AUDITOR ** | 11,986 |
| CA-DISPATCH MIPS ** | 11,986 |
| CA-METACOBOL + ** | 11,986 |
| CA Graphical Management Interface (f/k/a CA-DYNAM/TLMS TAPE MGMT VIEWPOINT) ** | 11,986 |
| CA-7 JOB MANAGEMENT SMART CONSOLE OPTION** | 11,986 |
| CA-7 JOB MGMT NOTEPAD ** | 11,986 |
| CA-7 JOB MGMT REPORT BALANCING ** | 11,986 |
| CA-7 JOG MGMT REPORTS+ ** | 11,986 |
| CA-7 JOB MGMT VIEWPOINT ** | 11,986 |

** Nonobstant toute disposition contraire contenue dans les présentes ou dans le Contrat de licence, le Client comprend et reconnaît que ces Programmes sous licence (les « Programmes Sans Services d' entretien techniques ») ne sont actuellement pas pris en charge par CA, ce qui signifie que CA ne fournira pas d'assistance téléphonique, de correctifs, d'améliorations , nouvelles versions ou modification des programmes non pris en charge. Néanmoins, les parties souhaitent confirmer au Client le droit de continuer à utiliser les Programmes non pris en charge comme prévu dans les présentes. Le Client convient que (a) CA n'a aucune obligation de fournir une telle maintenance, des correctifs de support, des améliorations, de nouvelles versions ou des modifications des Programmes non pris en charge ; (b) aucun frais n'a été inclus dans les frais payables en vertu de la présente Licence ; et (c) la garantie expresse de CA concernant les performances ou le fonctionnement des programmes sous licence ne s'applique pas aux programmes non pris en charge.

*** Notwithstanding anything contained herein or in the License Agreement to the contrary, Customer understands and acknowledges that these Licensed Programs (the "Unsupported Programs") are not currently supported by CA, which means that CA will not provide telephone support, fixes, enhancements, new releases or modification of the Unsupported Programs. Nonetheless, the parties desire to confirm in Customer the right to continue to use the Unsupported Programs as provided herein. Customer agrees that (a) CA has no obligation to provide any such maintenance, suppor fixes, enhancements, new releases or modifications of the Unsupported Programs; (b) no charge for the same has been included in the fees payable under this License; and (c) CA's express warranty respecting the performance or operation of the Licensed Programs shall not apply to the Unsupported Programs.*

EXHIBIT C

Sites Clients / Customer Sites
CPU installation

333, boul. Jean-Lesage, C.P. 19600 Tour C, 2-32, Québec, Québec, G1K 8J6 (MCN (SAAQ))

1500 E, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 4T5 (MCN (RAMQ))

8485 Ave. Christophe-Colomb, Montréal, Québec, H2M 0A7 (CCQ)

1500 E, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 4T5 (MCN)

1500 E, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 4T5 (Revenu Québec)

1500 E, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 4T5 (MCN (Sureté du Québec))

900, rue René-Lévesque Est, 7e étage, Québec, Québec, G1R 2B5 (MTQ)

1035, rue de La Chevrotière, 24e étage, Québec, Québec, G1R 5A5

475, rue Jacques Parizeau, Québec, Québec, G1R 5X3 (MEQ)

1500 E, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 4T5 (CNESST)

801 Rue Brennan, 2e Étage, Montréal, Qc, CA, H3C 0G4 (Ville de Montréal)

800, Sq Victoria Montreal, QC, H4Z 1G3 CA (AMF)

5700, 4e Avenue Ouest, Québec, Québec, G1H 6R1 (CTI Atrium (MRNF))

1500, rue Cyrille-Duquet, Québec, Québec, G1N 2E5, (CTI Québec (MRNF))

6205 rue Vanden Abeele, ville Saint-Laurent, Québec, H4S 1R9 (Reprise MCN)

EXHIBIT D
GOUVERNEMENT OU ENTITÉS PUBLIQUES INCLUSES DANS CET ACCORD
GOVERNMENT OR PUBLIC ENTITIES INCLUDED IN THIS AGREEMENT

| **Entité gouvernementale ou publique /** ***Government or Public Entity*** | **Adresse / Address** | **Identification de site/Client de CA / CA Site ID/Client** | **Facturation/ Invoicing** |
|---|---|---|---|
| Ministère de la Cybersécurité et du numérique (MCN) | 1500, rue Cyrille-Duquet, 1er étage, Québec, Québec, G1N 4T5<br><br>Contact contrat : Greg Aucoin<br>Adresse courriel : greg.aucoin@mcn.gouv.qc.ca | Plateforme centrale<br>MCN<br>5226416 (180649 / 60155)<br><br>Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)5224950 (105391 / 20356)<br><br>Sûreté du Québec (SQ)<br>105396 / 20375<br><br>Ministère de l'emploi et de la solidarité sociale (MESS)<br><br>Ministère de la justice<br>5224947 (105380/320481)<br><br>Revenu Québec<br>5224951 (105394 / 20360)<br><br>SAAQ<br>5226152 (117284 / 51839)<br><br>CNESST<br>105385 / 20329 | Adresse :<br>logiciels@mcn.gouv.qc.ca |
| Retraite Québec | 2600, boul. Laurier, Sainte-Foy Québec, G1V 4T3<br><br>Contact contrat : Marie-josée Verret<br>Adresse courriel : actif.ti@retraitequebec.gouv.qc.ca | 5226692 (105392/ 104888) | Adresse :<br>actif.ti@retraitequebec.gouv.qc.ca |
| Commission de la construction du Québec (CCQ) | 3530, rue Jean-Talon Ouest, Montréal, Québec, H3R 2G3<br><br>Contact contrat : Frédéric Lacombe<br>Adresse courriel : Frederic.Lacombe@ccq.org | 5224818 (103821 / 16682) | Adresse :<br>Frederic.Lacombe@ccq.org |
| Ministère des Transports et de la mobilité durable (MTMD) | 900, Boul. René-Lévesque Est, 7e étage, bureau 750, Québec, Québec,G1R 2B5<br><br>Contact contrat : Richard St-Hilaire<br>Adresse courriel : richard.st-hilaire@transports.gouv.qc.ca | 6056617 (197118 / 3703) | Adresse :<br><br>acqti@transports.gouv.qc.ca |
| Revenu Quebec | 3800, rue de Marly, Dépôt 3-4-3, Québec, Québec, G1X4A5<br><br>Contact contrat : Ludovic Laganière<br>Adresse courriel : ludovic.laganiere@revenuquebec.ca | 5224951 (105394 / 20360) | Adresse :<br>Acquisitions.TI@revenuquebec.ca |
| Ministère de l'Éducation (MEQ) | 1035, rue de La Chevrotière, 24e Étage, Québec, Québec,G1R 5A5<br><br>Contact contrat : Isabelle Duval<br>Adresse courriel : sac@education.gouv.qc.ca | 5226109 (195433 / 50771) | Adresse :<br>sac@education.gouv.qc.ca |
| Ville de Montreal | 801 Rue Brennan, 2E Etage, Montreal, Qc, CA, H3C 0G4<br><br>Contact contrat : Martin Jacques<br>Adresse courriel :martin.jacques@montreal.ca | 5226449 (60720/10839) | Adresse:<br>facture@montreal.ca |
| Ministère des ressources naturelles et des forêts (MRNF) | 35, rue Port-Royal Est, 4e étage, bureau 4.50, Montréal (Québec), H3L 3T1<br><br>Contact contrat : Carole Ekani<br>Adresse courriel : AcquisitionRI@mrnf.gouv.qc.ca | 5226694 (174953) | Adresse :<br>AcquisitionRI@mrnf.gouv.qc.ca |
| Autorité des marchés financiers (AMF) | 2640, boul. Laurier, 3e étage, Québec (Québec) G1V 5C1<br><br>Contact contrat : Marie-Claude Lépine<br>Adresse courriel :<br>MarieClaude.Lepine@lautorite.qc.ca | 5226745 (901185/953016) | Adresse :<br>MarieClaude.Lepine@lautorite.qc.ca |

**ANNEXE 9**
**Identification des clients**

| Nom du Client |
|---|
| Autorité des marchés financiers |
| Commission de la construction du Québec |
| Ministère de la Cybersécurité et du Numérique |
| Ministère de l'Éducation |
| Ministère des Ressources naturelles et des forêts |
| Ministère du Transport |
| Retraite Québec |
| Revenu Québec |
| Ville de Montréal |

**ANNEXE 10**
**Grille d'évaluation de rendement du fournisseur**

Fournisseur : ***CA Inc.***

Le grille d'évaluation de rendement du fournisseur est destinée à l'usage du CAG, L'évaluation n'a aucune incidence financière sur les commandes du contrat en cours.

| **Évaluation de rendement du fournisseur** | Notes | Pondération | Notes pondérées |
|---|---|---|---|
| 1. La gestion du contrat | /2 | 10 | /50 |
| 2. Livraison des biens | /2 | 10 | /50 |
| Note globale | | /20 | /100 |

| | |
|---|---|
| **SATISFAISANT** : cette note est accordée pour un facteur lorsque le fournisseur répond en tout point aux exigences du contrat. | 2/2 |
| **MOYENNEMENT SATISFAISANT** : cette note est accordée pour un facteur lorsque le fournisseur répond généralement aux exigences du contrat. | 1/2 |
| **INSATISFAISANT :** cette note est accordée pour un facteur lorsque le rendement du fournisseur ne répond pas aux exigences du contrat pour ce facteur. | 0/2 |

# ANNEXE 11
# Modalités et commandes

Broadcom doit fournir au CAG (DATI) ainsi qu'aux organismes publics bénéficiaires, les services suivants en plus d'effectuer toutes les tâches normalement effectuées pour le traitement des commandes :

- Répondre aux questions écrites et verbales poses par des organisme publics
- Répondre par écrit lorsque demandé par le CAG ou des organismes publics;
- S'assurer, avant l'acquisition, que le bien ou le service correspond au besoin de l'organisme public bénéficiaire;
- Rencontrer le représentant de la DATI, au besoin pour discuter de la gestion du contrat, des commentaires reçus et y apporter les correctifs nécessaires;
- Assister le personnel des Organismes publics bénéficiaires dans l'optimisation de l'utilisation de l'environnement du logiciel au besoin. Présenter les feuilles route des produits au besoin.
- Avoir des rencontres mensuelles avec le client pour discuter des projets.

## 1 SOUMISSION

La soumission envoyée à l'organisme public bénéficiaire doit être valide pour une durée de 30 jours et doit contenir les informations suivantes :

- Nom de l'établissement
- Coordonnées du client
- Date de la soumission
- Durée de la soumission
- Prorata, nombre de mois ou de jours (si requis)
- Code du produit
- Nom du produit
- Date de renouvellement ou date d'acquisition
- Prix du produit
- Prix total

## 2 CHEMINEMENT DES COMMANDES SOUS LE CONTRAT

Pour toute commande reçue, Broadcom doit :

- Livrer les biens commandés par transmission électroniques dans les deux jours ouvrés suivant la signature du contrat et le bon de commande et réception du bon de commandes.
- Facturer l'organisme public bénéficiaire au prix inscrit au bon de commande.

## 3 FACTURATION DIRECTE DES ORGANISMES PUBLICS BÉNÉFICIAIRES

Pour toutes acquisitions, le fournisseur est responsable de facturer directement l'organisme public bénéficiaire qui en est le seul débiteur selon énonce aux bon de commandes.

## 4 RAPPORT DE VENTES

Le fournisseur doit produire un rapport de ventes concernant les acquisitions visées par le présent contrat. Le rapport de ventes doit contenir les renseignements tels que présentés à l'annexe 11 et être transmis selon la forme et le délai prévus ci-après, et ce, conformément au document Excel qui lui aura été transmis par le CAG.

### 4.1 Transmission du rapport de ventes

Le rapport de ventes doit être transmis en format Excel. Il doit être transmis semestriellement, au représentant du CAG et à l'adresse rdv@cag.gouv.qc.ca, au plus tard quarante-cinq (45) jours après la fin de chaque période.

Même en l'absence de commande pendant les périodes déterminées, le revendeur doit transmettre un rapport de ventes. Dans le courriel servant à acheminer ledit rapport de ventes, le fournisseur doit indiquer qu'il n'a effectué aucune vente.

Le premier trimestre débute à la date de début contrat. Un calendrier de production des rapports de ventes sera transmis aux fournisseurs au début du contrat.

Dans le cas où le fournisseur fait exécuter les commandes par un sous-contractant, le fournisseur a la responsabilité de remettre dans son rapport de ventes l'ensemble de l'information de ses sous-contractants.

Toute commande annulée doit être incluse dans le rapport de ventes et identifiée clairement comme ayant été annulée.

**ANNEXE 11**
**Rapport de ventes**

Titre du contrat :
N° du contrat :

Dossier :

No de contrat :

Période du contrat

Date de début :

Date de fin :

Période du rapport de vente

Date de début :

Date de fin :

***ATTENTION***

***NE PAS INSÉRER OU SUPPRIMER DE COLONNES DANS LES ONGLETS***

***NE PAS LAISSER DE LIGNES VIDES ENTRE LES DONNÉES DU RAPPORT DE VENTE***

Nom du fournisseur :
Somme des ventes :

| *Colonne A* | *Colonne B* | *Colonne C* | *Colonne D* | *Colonne E* | ** Colonne F* | *Colonne G* | *Colonne H* | *Colonne I* | *Colonne J* | *Colonne L* | *Colonne N* | *Colonne O* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Nom du fournisseur*** | ***# du fournisseur*** | ***Date de la facture*** | ***No facture*** | ***# client du fournisseur*** | ***Nom de l'établissement livré*** | ***Numéro de l'établissement*** | ***Adresse*** | ***Ville*** | ***Code postal*** | ***Nom établissement facturé*** | ***Code de l'item catégorie (code P)*** | ***Sous-catégorie de l'item*** |

| *Colonne P* | *Colonne Q* | *Colonne R* | *Colonne S* | *Colonne T* | *Colonne U* | *Colonne V* | *Colonne Y* | *Colonne Z* | *Colonne AA* | *Colonne AB* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Code du fournisseur (Code du catalogue fournisseur)*** | ***Description de l'item du fournisseur*** | ***Marque*** | ***Format de vente soumis*** | ***Quantité*** | ***Prix de vente unitaire*** | ***Montant total des ventes*** | ***GTIN*** | ***UNSPSC*** | ***Numéro de commande*** | ***Date de la commande*** |

* Le nom du client doit correspondre exactement au nom inscrit sur le bon de commande.

Le gabarit est sujet à changement en cours de contrat. Si des modifications y sont apportées, le CAG en acheminera une nouvelle version.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267684003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 199 477 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) avec La Compagnie CA du Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0116) majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds 1267684003.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Celso CHAVARRI
Préposé au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT**

**NO GDD :** **1267684003**

**No d'engagement :** TI67684003

**Objet :**

**Autoriser une dépense additionnelle de 199 477,00 $, taxes incluses, pour l'adhésion de la Ville de Montréal au contrat à commandes du Centre d'acquisitions gouvernementales Canada (CA) inc. pour le contrat d'entretien et de support ainsi que pour l'acquisition des droits d'utilisation des produits logiciels CA (CG24 0016) majorant ainsi le montant tota incluses.**

**Imputation de la dépense :**

| Imputation comptable | Libellé textuel | 2026<br>31 mars 2026 au 31 décembre 2026 |
|---|---|---|
| 2101.0010000.110125.01303.54510.014431.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Contrat d'entretien informatique TI - mixte administration/Gestion de l'information/Serv.tech. - Administration et informatique/Gestion de systèmes informatiques/¯/Général/Général/Général/ | 137,734.65 $ |
| | | **137,734.65 $** |

* Le segment "autre" de la clé comptable pourra être différent lors de l'établissement du bon de commande, puisque les informations disponibles lors de l'élaboration de la présente définir précisément ce segment.

| | 2026 |
|---|---|
| **Bon de commande (montant avant taxes)** | 173,495.98 |
| **Bon de commande (montant avec taxes)** | 199,477.00 |

**s (CAG) avec La Compagnie CA du**
**l de la dépense à 2 652 757,48 $, taxes**

| 2027<br>1er janvier 2027<br>au 30 mars 2027 | Total |
|---|---|
| 44,414.44 $ | **182,149.09 $** |
| **44,414.44 $** | **182,149.09 $** |

e intervention ne nous permettent de

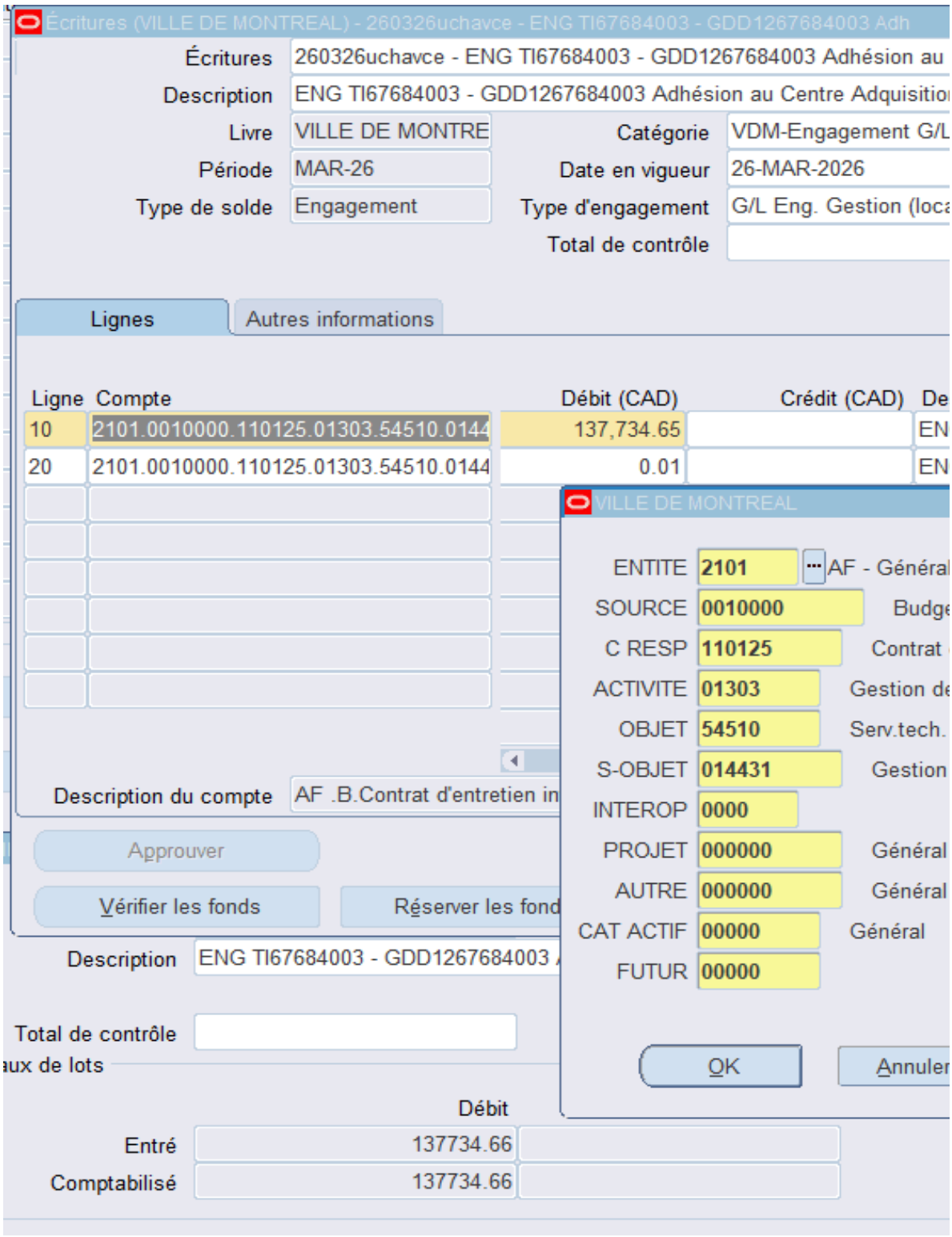
**NO GDD :** **1267684003**

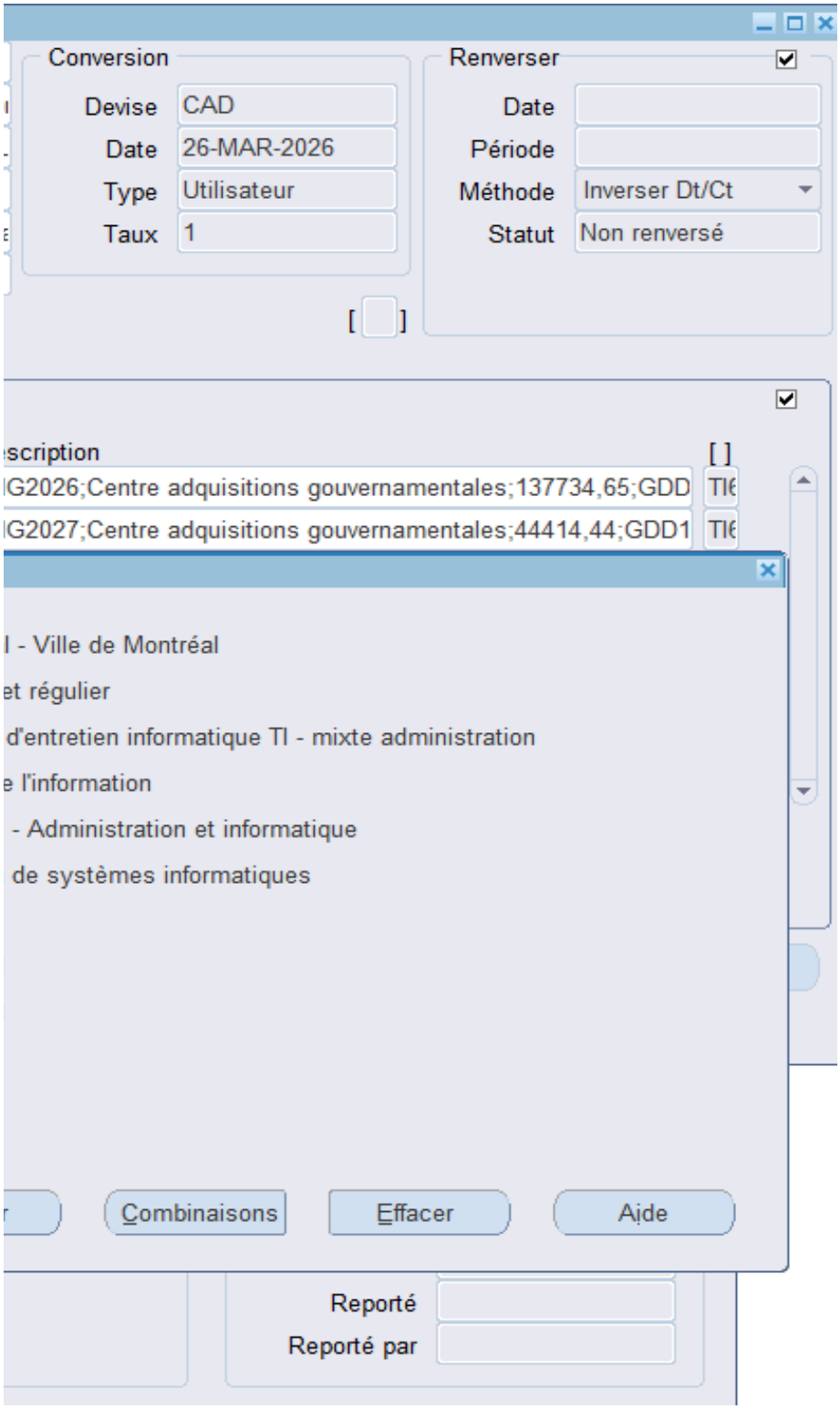
Une écriture de journal de frais payé d'avance sera comptabilisée pour tenir compte du fait que le paie
mars 2026 au 30 mars 2027

| | 2026 |
|---|---|
| **Débours au net** | 182,149.09 |

| | Au 31-12-2026 |
|---|---|
| 2101.0000000.000000.00000.16002.006116.0000.000000.000000.00000.00000<br>**Payé d'avance** | 44,414.44 |

ement complet sera fait pour la période du 31


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260326uchavce - ENG TI67684003 - GDD1267684003 Adh
Écritures
260326uchavce - ENG TI67684003 - GDD1267684003 Adhésion au
Description
ENG TI67684003 - GDD1267684003 Adhésion au Centre Adquisitio
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Période
MAR-26
Date en vigueur
26-MAR-2026
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
De
10
2101.0010000.110125.01303.54510.0144
137,734.65
EN
20
2101.0010000.110125.01303.54510.0144
0.01
EN
VILLE DE MONTREAL
ENTITE
2101
AF - Général
SOURCE
0010000
Budge
C RESP
110125
Contrat
ACTIVITE
01303
Gestion de
OBJET
54510
Serv.tech.
S-OBJET
014431
Gestion
INTEROP
0000
PROJET
000000
Général
AUTRE
000000
Général
CAT ACTIF
00000
Général
FUTUR
00000
OK
Annuler
Description du compte
AF .B.Contrat d'entretien in
Approuver
Vérifier les fonds
Réserver les fond
Description
ENG TI67684003 - GDD1267684003
Total de contrôle
aux de lots
Débit
Entré
137734.66
Comptabilisé
137734.66


Conversion
Devise CAD
Date 26-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
scription
G2026;Centre adquisitions gouvernamentales;137734,65;GDD
G2027;Centre adquisitions gouvernamentales;44414,44;GDD1
- Ville de Montréal
et régulier
d'entretien informatique TI - mixte administration
e l'information
- Administration et informatique
de systèmes informatiques
Combinaisons
Effacer
Aide
Reporté
Reporté par

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.26

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268516002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment, pour une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 1 885 277,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21234 (5 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment, pour une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 571 064,39 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21234;
2. d'autoriser une dépense de 314 212,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. de procéder à une évaluation du rendement de WSP Canada inc.;
4. d'imputer ces dépenses à même les budgets des services, des arrondissements et des villes liées selon l'imputation des projets immobiliers, et ce au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-25 12:57

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1268516002

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment, pour une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 1 885 277,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21234 (5 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 2 000 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs. Le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) gère une partie du parc immobilier de la Ville de Montréal. Il exploite, entretient et assure le maintien d'actif des bâtiments sous sa responsabilité.
Les projets immobiliers sont exécutés par la Direction de la gestion des projets immobiliers (DGPI) du SGPI. La Ville ne dispose pas de professionnels pour effectuer la mise en service de l'enveloppe des bâtiments lors de travaux. L'entente-cadre faisant l'objet du présent sommaire, définit les services professionnels en mise en service et en efficience énergétique de projets de rénovation d'enveloppe du bâtiment de divers projets de réfection, de mise aux normes, de restauration et de construction de bâtiments.

L'appel d'offres public (25-21234) pour des services professionnels, a été lancé et publié du 10 décembre 2025 au 5 février 2026, a offert aux soumissionnaires un délai de cinquante-sept (57) jours afin d'obtenir les documents nécessaires sur le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et de déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de cent quatre-vingts (180) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 4 août 2026. l'ouverture initiale des soumissions était le 29 janvier 2026.

Cinq (5) addendas ont été émis :

| Addendas | Dates d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 12 janvier 2026 | Réponses aux questions des soumissionnaires | Non |
| 2 | 15 janvier 2026 | Réponses aux questions des soumissionnaires et ajout du modèle de Curriculum Vitae | Non |
| 3 | 15 janvier 2026 | Réponses aux questions des soumissionnaires. | Non |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 4 | 19 janvier 2026 | Réponses aux questions des soumissionnaires. | Non |
| 5 | 20 janvier 2026 | Report de la date d'ouverture des soumissions | Non |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CM24 0206 - 18 mars 2024 - Conclure une entente-cadre avec Martin Roy et Associés inc. pour des services professionnels pour la réalisation de la mise en service de l'enveloppe et de l'électromécanique pour divers projets de réfection, de mise aux normes, de restauration et de construction de bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de cinq ans avec une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 2 961 319,10 $, taxes incluses (contrat : 2 467 765,91 $ + contingences : 493 553,18 $) - Appel d'offres public 23-20244 (4 soum.)

**DESCRIPTION**

L'adjudicataire aura pour mission de prendre en charge la fourniture de services professionnels en mise en service et en efficience énergétique de projets de rénovation d'enveloppe du bâtiment selon les exigences de mise en service du SGPI pour les phases de conception, de construction ainsi que pour la période de garantie, telles que décrites dans les documents d'appel d'offres. Sans s'y limiter, la firme aura à rendre les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

- Réaliser les études, analyses et diagnostics de la performance et de l'état de l'enveloppe du bâtiment;
- Définir et recommander les solutions de conception pour corriger les déficiences de l'enveloppe;
- Assurer la mise en service de l'enveloppe, incluant essais, inspections et validations de performance;
- Analyser et commenter les plans, devis et documents d'appel d'offres liés à l'enveloppe;
- Assister la Ville durant l'appel d'offres et l'exécution des travaux (questions, soumissions, dessins d'atelier);
- Effectuer les visites de chantier, contrôles de qualité et tests spécialisés;
- Produire les rapports, listes de déficiences et livrables techniques requis;
- Accompagner la réception provisoire, la période de garantie et la réception définitive;
- Assurer la coordination, la reddition de comptes et le respect des normes et des échéanciers.

Les projets peuvent être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal selon les priorités. Ces projets proviennent d'unités d'affaires variées, dont le SGPI, le Service de l'Eau, le Service de Police de Montréal (SPVM), le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), des arrondissements et du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS). Cependant, d'autres projets pourraient être ajoutés selon l'évolution des besoins et des priorités.

La rémunération des services de base et supplémentaires est à taux horaire, selon les modalités prévues aux documents contractuels. Un montant additionnel de 20 % sera ajouté en contingences pour l'entente-cadre afin de pallier des imprévus en cours de projet. Tout au long de leur prestation, la firme sera encadrée par les professionnels de la DGPI.

**JUSTIFICATION**

Au cours de l'appel d'offres public, lancé le 10 décembre 2025, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.

Cinq (5) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 45,45 % du nombre total.

Sur les six (6) autres preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné :

· Un soumissionnaire était mobilisé sur d'autres mandats et ne pouvait pas répondre aux besoins;
· Un soumissionnaire ne pouvait pas répondre aux exigences;
· Les quatre (4) autres firmes n'ont pas communiqué leurs motifs de désistement.

La rencontre du comité de sélection s'est tenue le 23 février 2026 par visioconférence sous la supervision du Service de l'approvisionnement.

Le système de pondération et d'évaluation des offres à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé. Un pointage intérimaire a été établi à la suite de l'évaluation de l'offre de services qualitative et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Une offre n'était pas conforme sur le plan administratif et a été retournée non décachetée. Une autre offre a été jugée non conforme, puisque le bordereau n'avait pas été complété dans son ensemble. Ces soumissions ont donc été déclarées non conformes.

Trois (3) soumissionnaires ont obtenu un pointage supérieur à 70 %, ce qui a permis l'ouverture de l'enveloppe de prix et la recommandation du comité de sélection.

Le tableau suivant présente les montants et les notes obtenues par les adjudicataires à la suite de l'analyse du comité de sélection :

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **NOTE INTÉRIM** | **NOTE FINALE** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES** (Contingences) (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|---|---|
| **WSP Canada inc.** | **83,5 %** | **0,85 %** | **1 571 064,39 $** | **314 212,88 $** | **1 885 277,27 $** |
| GHD Consultants Ltée | 79,8 % | 0,59 % | 2 198 586,44 $ | 439 717,29 $ | 2 638 303,73 $ |
| Beaupré Michaud et Associés Architectes s.e.n.c.r.l | 75,5 % | 0,57 % | 2 200 690,49 $ | 440 138,1 $ | 2 640 828,59 $ |
| Dernière estimation réalisée | | | 1 926 286,64 $ | 385 257,33 $ | 2 311 543,97 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* | | | | | - 355 222,25 $ |
| Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100* | | | | | - 18,44 % |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* | | | | | 627 522,05 $ |
| Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100* | | | | | 39,94 % |

L'écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation est de - 18,44 % (- 355 222,25 $). Cet

écart s'explique par les taux horaires inférieurs proposés par le soumissionnaire, le nombre d'heures et leur répartition par discipline et niveau d'expérience ayant été fixés au bordereau. L'estimation ayant été établie à titre indicatif selon une approche prudente, la soumission reçue reflète des conditions de marché plus compétitives que celles anticipées.

L'écart entre celui ayant obtenu la 2e meilleure note finale et l'adjudicataire est de 39,94 % (627 522,05 $). L'écart entre les soumissions de WSP Canada inc. et de GHD Consultants Ltée est uniquement attribuable aux taux horaires soumis. GHD a proposé des taux plus élevés pour plusieurs catégories de ressources, notamment aux niveaux senior et patron, ce qui explique le montant global plus élevé de sa soumission.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- Est conforme en vertu de la Charte de la langue française;
- Est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;
- Détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 4 août 2026.

Ce contrat de services professionnels étant d'une valeur supérieure à 500 000 $, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit d'une entente-cadre, pour une durée de soixante (60) mois avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois, sans imputation budgétaire, pour des services professionnels en mise en service et en efficience énergétique de projets de rénovation d'enveloppe du bâtiment pour divers projets sous la responsabilité de la SGPI.
Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits.

La dépense totale à autoriser est de 1 885 277,27 $, taxes incluses.

Puisque les projets peuvent être répartis sur l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal, il est possible qu'ils soient supportés par des dépenses d'agglomération. Cette entente-cadre est limitée aux projets réalisés par la SGPI

**MONTRÉAL 2030**

Selon les projets concernés, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services et obligerait des appels d'offres et des négociations à la pièce en augmentant les délais en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Début du contrat : 12 mai 2026
Fin du contrat : 12 mai 2033

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Pierre-Luc HALPIN-BENOIT
Chef d'équipe - Direction de la gestion de projets immobiliers

**Tél :** 514 290-4080
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-19

Erlend LAMBERT
Chef de division - Direction de la gestion de projets immobiliers

**Tél :** 438 992-7383
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Jabiz SHARIFIAN
directeur(-trice) - gestion de projets immobiliers
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
**Tél :** 514-872-1049
**Approuvé le :** 2026-03-25

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1268516002*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification* des immeubles
Projet : Entente-cadre services professionnels pour la réalisation de la mise en service de l'enveloppe

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Maintien de l'offre de services, réduction de l'indice de vétusté du bâtiment, amélioration de la performance énergétique du bâtiment, restauration et maintien du caractère patrimonial du bâtiment, amélioration de l'accessibilité au bâtiment, meilleure réponse aux besoins des citoyens.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **x** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 10 novembre 2021

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
BUREAU 11
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

N° de décision : 2021-DAMP-1679
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

**Cette décision annule et remplace la décision 2021-DAMP-1679 du 5 août 2021.**

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 août 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

**From:** Boîte Intégrité
**To:** Coelho, Manuela
**Subject:** AMP
**Date:** November 20, 2024 8:59:28 AM
**Attachments:** image001.png
image002.png
image003.png

---

Bonjour,

Nous vous confirmons par ce présent courriel que l'entreprise WSP CANADA INC. est autorisée à contracter au-dessus des seuils avec les organismes publics québécois conformément à la loi sur les contrats des organismes publics.

WSP CANADA INC. est par le fait même au Registre des entreprises autorisées jusqu'au 2026-08-04.

Pour toute autre question, veuillez communiquer avec la direction de l'intégrité.

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

**Direction de l'intégrité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335 -5550
directionlcop@amp.quebec

## Tableau des coûts du contrat

| | |
|---|---|
| **Projet :** | *Spécialiste en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment* |
| **Nom d'ouvrage :** | *s.o.* |
| **No. D'ouvrage:** | *s.o.* |
| **No. De contrat :** | *25-21234* |
| **No. Du projet :** | *s.o.* |
| **No. Du GDD :** | *12685* |
| **Date :** | *17-mars-26* |
| **Étape :** | *Octroi d'une entente-cadre contrat de Services professionnels.* |

| | | | | Budget $ | TPS 5,0 % $ | TVQ 9,975 % $ | TOTAL $ |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Contrat** | Contrat de base* | | | **1 366 440,00 $** | **68 322,00 $** | **136 302,39 $** | **1 571 064,39 $** |
| | Services professionels additionnels* | | | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | Variation quantités* | | | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | Contingences | | **20%** | **273 288,00 $** | **13 664,40 $** | **27 260,48 $** | **314 212,88 $** |
| | **Total - Contrat :** | | | 1 639 728,00 $ | 81 986,40 $ | 163 562,87 $ | 1 885 277,27 $ |
| **Ristournes** | **Coût des travaux (Montant à autoriser )** | | | **1 639 728,00 $** | **81 986,40 $** | **163 562,87 $** | **1 885 277,27 $** |
| | **TPS** | 100% | | | -81 986,40 $ | | -81 986,40 $ |
| | **TVQ** | 50% | | | | -81 781,43 $ | -81 781,43 $ |
| | **Coût après ristourne (Montant à emprunter )** | | | | | | **1 721 509,43 $** |

*** prix déposé par le soumissionnaire ayant reçu la meilleure note finale**

**Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.**

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1268516002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division des projets services et sports |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec WSP Canada inc., pour les services professionnels en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment, pour une durée de 60 mois, incluant 2 options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé de l'entente : 1 885 277,27 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21234 (5 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21234 Liste des commandes _ SEAO.pdf
25-21234 pv.pdf
25-21234 Intervention Nouvelle Appel D'offres.pdf
25-21234 TABLEAU_Résultat Global Final EXP N.C. PRIX Révisé GDD.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement 2

**Tél :** 514-872-1028

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Amelie TREVISAN
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514-704-0292
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21234 — No du GDD : 1268516002

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'un spécialiste en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 10 - 12 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 29 - 1 - 2026

Ouverture faite le : 5 - 2 - 2026

Date du comité de sélection : 23 - 2 - 2026

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 20 - 1 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 57 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 45,45

% de rejets : 40

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| Lambert Architectes Inc. | Non Conforme - Ne détient pas d'AMP au dépôt de sa soumission (loi 12) |
| Les Services EXP Inc. | Non Conforme - N'ayant pas soumis de prix pour tous les items du bordereau de prix |

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 4 - 8 - 2026

Date d'échéance révisée : 4 - 8 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Beaupré Michaud et Associés Architectes s.e.n.c.r.l | 2 200 690,49 $ | | |
| GHD Consultants Ltée | 2 198 586,44 $ | | |
| WSP Canada Inc. | 1 571 064,39 $ | √ | |

### Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat à la firme WSP Canada Inc. . ayant obtenu le plus haut pointage final. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges 2 pas de disponibilité 4 firmes n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 3 - 2026

25-21234 - Services professionnels d'un spécialiste en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment

| FIRME | Pointage intérimaire 100% | Prix $ | Pointage final | Rang |
|---|---|---|---|---|
| Beaupré Michaud et Associés Architectes s.e.n.c.r.l | 75,50 | 2 200 690,49 $ | 0,57 | 3 |
| Les Services EXP Inc. | - | 957 511,80 $ | Non conforme | #VALEUR! |
| GHD Consultants Ltée | 79,83 | 2 198 586,44 $ | 0,59 | 2 |
| WSP Canada Inc. | 83,50 | 1 571 064,39 $ | 0,85 | 1 |
| 0 | - | | - | 0 |
| Agent d'approvisionnement | | | | |

| Comité | |
|---|---|
| Date | lundi 23-02-2026 |
| Heure | 10 h 00 |
| Lieu | Vidéo Conférence (TEAMS) |
| | Multiplicateur d'ajustement |
| | 10000 |
| Facteur «K» | 50 |

# Liste des commandes

**Numéro:** 25-21234
**Numéro de référence:** 20107792
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:** Services professionnels d'un spécialiste en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**11 résultats** **Résultats 1 à 11**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** To...

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| WSP CANADA INC.<br>1135, boulevard Lebourgneuf Québec QC CAN G2K0M5<br>https://www.wsp.com/fr-ca | Non diffusé | Linda Pichette<br>Téléphone: 5818145984<br>Courriel: linda.pichette@wsp.com | **Transaction: (20381226)**<br>2025-12-11 08:39 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.<br>8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal QC CAN H2P2R8<br>http://www.bpa.ca | Non diffusé | Sandrine Haag<br>Téléphone: 514-383-3747<br>Courriel: shaag@bpa.ca | **Transaction: (20381242)**<br>2025-12-11 09:14 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 -<br>Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 -<br>Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 -<br>Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 -<br>Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 -<br>Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 -<br>Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| MARTIN ROY ET ASSOCIÉS INC.<br>1601, Chemin d'Oka Deux-Montagnes<br>QC CAN J7R1N1<br>https://www.mra.qc.ca | Non diffusé | Sylvie Charlebois<br>Téléphone: 4506230340<br>Courriel:<br>sylvie.charlebois@mra.qc.ca | **Transaction: (20387191)**<br><br>2025-12-18 10:52 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 -<br>Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 -<br>Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 -<br>Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 -<br>Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 -<br>Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 -<br>Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 -<br>Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 -<br>Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Artelia Canada inc.<br>7101, avenue du Parc Bureau 100<br>Montréal QC CAN H3N1X9<br>https://www.arteliagroup.com | Non diffusé | Sabrina Charlebois<br>Téléphone: 450-686-6008<br>Courriel: offresdeservice-can@arteliagroup.com | **Transaction: (20379548)**<br>2025-12-10 15:01 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Lambert architectes inc.<br>8211 Avenue Henri-Julien Montréal<br>QC CAN H2P2J3<br>www.lambertarchitecte.com | Publique | Myriam Lambert<br>Téléphone: 5147168089<br>Courriel:<br>myriam@lambertarchitecte.com | **Transaction: (20419086)**<br>2026-02-05 12:01 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>Téléchargement<br>Plan<br>Messagerie<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Ne pas recevoir |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| GHD CONSULTANTS LTÉE (Historique 1)<br>4600, boulevard de la Côte-Vertu<br>Montréal QC CAN H4S1C7<br>www.ghd.com | Non diffusé | Sara Faucher-Virumbrales<br>Téléphone: 514 339-0589<br>Courriel: soumissions.quebec@ghd.com | **Transaction: (20379409)**<br>2025-12-10 10:56 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LES SERVICES EXP INC. - Compte principal<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8 | Non diffusé | Isabelle Milette<br>Téléphone: 8198036651<br>Courriel: isabelle.milette@exp.com | **Transaction: (20379542)**<br>2025-12-10 14:52 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| AtkinsRéalis Canada Inc.<br>455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3<br>https://www.atkinsrealis.com/ | Non diffusé | Pascale Sinclair<br>Téléphone: 4186219700<br>Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com | **Transaction: (20381484)**<br>2025-12-11 14:36 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Englobe Corp.<br>1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval QC CAN H7S2E4<br>http://www.englobecorp.com | Non diffusé | Annie Vachon<br>Téléphone: 14182276161<br>Courriel: offre.service@englobecorp.com | **Transaction: (20382648)**<br>2025-12-12 11:16 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.<br>3981 boulevard Saint-Laurent, porte 605 Montréal QC CAN H2W1Y5<br>http://bmaarchitectes.com/ | Non diffusé | Nadine Dantan<br>Téléphone: 5148495617<br>Courriel: bma@bmaarchitectes.com | **Transaction: (20388169)**<br>2025-12-19 12:12 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br><br>20088252 - 25-21234<br>ADDENDA No3 QetR<br>AJOUT<br>Devis<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-15 à 13:00 - Courriel<br><br>20088859 - 25-21234<br>ADDENDA No4 QetR<br>Devis<br>2026-01-19 à 14:35 - Courriel<br><br>20089113 - 25-21234<br>ADDENDA No5<br>AMENDEMENT REPORT<br>Devis<br>2026-01-20 à 16:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DWB Consultants<br>733, chemin Jean-Adam Piedmont QC CAN J0R1R3<br>http://www.dwbconsultants.com | Non diffusé | Josianne Trepanier<br>Téléphone: 4502270327<br>Courriel: ao@dwbconsultants.com | **Transaction: (20385054)**<br>2025-12-15 15:27 | 20087487 - 25-21234<br>ADDENDA No1 QetR<br>Devis<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-12 à 10:25 - Courriel<br><br>20087913 - 25-21234<br>ADDENDA No2 QetR<br>Devis<br>2026-01-15 à 08:30 - Courriel<br>Plan |

2026-01-15 à 08:30 -
Courriel

20088252 - 25-21234
ADDENDA No3 QetR
AJOUT
Devis
2026-01-15 à 13:00 -
Courriel
Plan
2026-01-15 à 13:00 -
Courriel

20088859 - 25-21234
ADDENDA No4 QetR
Devis
2026-01-19 à 14:35 -
Courriel

20089113 - 25-21234
ADDENDA No5
AMENDEMENT REPORT
Devis
2026-01-20 à 16:50 -
Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0040**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 5 février 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21234**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels d'un spécialiste en performance et mise en service de l'enveloppe du bâtiment » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

**Soumissionnaires**

BEAUPRÉ MICHAUD ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES S.E.N.C.R.L.

GHD CONSULTANTS LTÉE

LAMBERT ARCHITECTES INC.

LES SERVICES EXP INC.

WSP CANADA INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 10 décembre 2025 et 26 janvier 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 10 décembre 2025 et 20 janvier 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.27

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265593016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4), pour les services d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville, d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (2 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure des ententes-cadres d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois, avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, le service d'antirouille pour véhicules légers et lourds, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 26-21284;

| Firmes | Articles | Montant (taxes incluses - excluant contingences) |
|---|---|---|
| Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est | Lot # 1 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers<br>Région Est | 128 079,85 $ |
| 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | Lot # 2 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant | 401 862,92$ |

| | | |
|---|---|---|
| | et des ateliers<br>Région Centre<br>Lot # 4 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers<br>Région Sud | |

2. d'autoriser une dépense de 105 988,55 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder aux évaluations du rendement de Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est et 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme;

4. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 11:56

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265593016

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 28 a) rendre des services municipaux de manière compétente, respectueuse et non discriminatoire |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4), pour les services d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville, d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (2 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et des équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et des services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification 2026, le SMRA a identifié le besoin d'établir des ententes cadres destinées à l'application de l'antirouille sur des véhicules légers et lourds afin de prolonger la durée de vie de son parc de véhicules.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 26-21284. Celui-ci a été publié dans *Le Devoir* et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant vingt-quatre (24) jours, soit du 26 janvier au 19 février 2026. Initialement, l'ouverture des soumissions était prévue le 12 février 2026. La stratégie de sollicitation du marché ne présentait aucune particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant et deux (2) addenda ont été émis durant la période de l'appel d'offres.

Sommaire des addenda

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 1 | 5 février 2026 | Trois questions et réponses concernant le | Oui |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | fonctionnement du contrat et sur les quantités prévisionnelles inscrites au bordereau de prix | |
| 2 | 9 février 2026 | Un report de date au 19 février 2026 ainsi que 5 questions et réponses concernant la logistique du contrat. | Non |

La durée de validité de la soumission est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 18 août 2026.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

Un appel d'offres a été préparé en divisant le territoire de Île de Montreal en 4 régions : est, centre, ouest et sud afin de s'approcher des fournisseurs existants dans chaque région et diminuer le temps de déplacement des véhicules chez les fournisseurs. En respectant cette orientation, 4 lots ont été créés pour les légers (1 lot par région), et 4 lots pour les véhicules lourds (1 lot par région).
Le présent dossier a pour objet de soumettre les lots 1, 2 et 4 à l'approbation des instances décisionnelles.

Durée
À moins qu'il n'y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du contrat, le contrat expire après une période de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le donneur d'ordre pour ce contrat, selon la première de ces éventualités.

Renouvellement
À son expiration, le contrat peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois . Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.05.03. Si le donneur d'ordre désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'adjudicataire, par écrit, au moins trente (30) jours avant la date d'expiration du contrat et obtenir le consentement de l'adjudicataire dans le délai prévu à la demande de renouvellement.

Modalité d'adjudication
Sous réserve des dispositions de la clause 1.13.04 des présentes, le donneur d'ordre adjuge le contrat en fonction du plus bas prix par lots. La séquence d'adjudication se fait dans l'ordre numérique des lot(s) identifiés aux documents d'appel d'offres. En cas d'égalité entre deux ou plusieurs soumissionnaire sur le prix soumis pour un lot, un tirage au sort a lieu en présence de deux (2) témoins et du représentant du dossier lors d'une séance où sont invités les soumissionnaires concernés afin d'adjuger le lot au soumissionnaire dont le nom est tiré. Aux fins de l'adjudication du contrat, le donneur d'ordre considère les prix incluant les taxes nettes, c'est-à-dire les taxes applicables, déduction faite des remboursements de taxes dont bénéficie le donneur d'ordre.

Variation de prix
Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire du renouvellement du contrat, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du renouvellement du contrat sous la référence 18-10-

0004-01, catégorie Ensemble. Les prix sont ajustés selon les règles d'application ci-dessous.

La formule d'indexation est la suivante :

P1 = P0 * [M0IPC/M-1IPC]

Avec :

P1 Prix indexé

P0 Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours

M0IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois suivant le début du contrat renouvelé ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux évènements

M1IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les DOUZE (12) mois précédant le début du contrat renouvelé ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux évènements

Quantité
Les quantités de biens inscrites aux documents d'appel d'offres sont à titre indicatif seulement. Le donneur d'ordre ne s'engage pas à commander la totalité des biens. L'adjudicataire ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres et celles que le donneur d'ordre commande réellement. Le donneur d'ordre se réserve le droit de retirer certains biens en cours d'exécution du contrat et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

**JUSTIFICATION**

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges, une (1) seule soumission a été déposée pour les lots 1, 2, 3 et 4, ce qui représente (14,3 %). Pour les lots 5, 6, 7 et 8, deux (2) soumissions ont été reçues pour chacun des lots, soit un taux de (28,6 %).
Le Service de l'approvisionnement a communiqué avec les preneurs n'ayant pas déposé de soumission afin de connaître les raisons de leur désistement. Les trois (3) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont indiqué les motifs suivants :

- Un (1) preneur n'a fourni aucune réponse ;
- Un (1) preneur a mentionné avoir manqué de temps pour compléter sa soumission ;
- Un (1) preneur a indiqué avoir acquis le cahier des charges uniquement à titre informatif.

Conformément à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut, lorsqu'elle ne reçoit qu'une seule soumission conforme négocier avec le soumissionnaire afin de conclure le contrat à un prix inférieur à celui proposé, sans modifier les autres conditions. Dans ce cas, le fournisseur a refusé de revoir son prix et a choisi de le maintenir tel que soumis.

Les lots 3, 5, 6, 7 et 8 sont présentés dans la décision déléguée 2265593003 conformément au règlement RCE 04.002 article 19 - Règlement intérieur du Comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés.

Le présent dossier vise les lots 1, 2 et 4, tels que présentés ci-dessous.

Lot # 1 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers
Région Est

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS UNITAIRE (taxes incluses) | AUTRES (Contingences) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est** | 128 079,85 $ | 25 615,97 $ | 153 695,82 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 85 173,48 $ | 17 034,70 $ | 102 208,18 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 42 906,37 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 50,38 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot # 2 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers
Région Centre

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS UNITAIRE (taxes incluses) | AUTRES (Contingences) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme** | 235 783,83 $ | 47 156,77 $ | 282 940,60 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 156 274,02 $ | 31 254,80 $ | 187 528,82 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 79 509,81$ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 50,88 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot # 4 - Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers
Région Sud

| SOUMISSIONS CONFORMES | PRIX SOUMIS UNITAIRE (taxes incluses) | AUTRES (Contingences) (taxes incluses) | TOTAL (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| **9183-8565 Québec inc. / Krown StJérôme** | 166 079,09 $ | 33 215,82 $ | 199 294,91 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 110 284,02 $ | 22 056,80 $ | 132 340,82 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* | | | 55 795,07 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | 50,59 % |

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA se sont appuyés sur les données disponibles sur le marché.

L'écart moyenne de 50 % entre le seul soumissionnaire Krown et l'estimation des coûts s'explique par le fait que l'appel d'offres demandait des services additionnels qui ne sont pas nécessairement offerts par les fournisseurs d'antirouille, tels qu'un service de ramassage et de livraison des véhicules aux installations du SMRA, ainsi que le lavage de l'intérieur de la cabine des véhicules afin d'enlever l'accumulation de sel et d'éviter la corrosion de l'intérieur du véhicule. Le coût de ces services additionnels a été sous-estimé lors de la préparation de l'estimation des prix.

Le fait d'avoir reçu des soumissions d'un seul fournisseur uniquement pour les lots 1, 2, 3 et 4 amène à penser que les fournisseurs de services d'antirouille sur le marché ont moins d'intérêt à offrir un service personnalisé aux institutions (service de déplacement, lavage de cabine, etc) étant donné de l'importante demande de services provenant des propriétaires particuliers de véhicules.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 23 février 2026.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Il s'agit de plusieurs ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l'objet d'une approbation.
Le plus bas soumissionnaire conforme (lot 1), Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 128 079,85 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 25 615,97 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres

Le plus bas soumissionnaire conforme (lots 2 et 4), 9183-8565 Québec inc. / Krown StJérôme, s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 401 862,92 $, incluant les taxes.

Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 80 372,58 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres

Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement des ateliers du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Cette dépense sera assumée à 5,7 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030 et aux engagements en

matière de changements climatiques.
Le contrat inclut une clause sur la protection de l'environnement. En effet, l'adjudicataire doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute forme de pollution. Cette clause du contrat contribue à la priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles. L'appel d'offres exigeait l'utilisation de produits biodégradables pour l'environnement.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques, et ses particularités ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Tout retard dans l'approbation de cette entente obligerait le SMRA à procéder à l'acquisition de ce service par gré à gré. Une telle démarche alourdirait le processus de suivi contractuel et de reddition de comptes, en plus de priver la Ville des économies substantielles associées à un appel d'offres compétitif.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et de communication.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Création de l'entente-cadre : Mai 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Judith BOISCLAIR, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Jean-philippe CRITES
chef(fe) de division - ingenierie et strategies d'investissements

**Tél :** 438-821-6504
**Télécop. :** -

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dominic G GARNEAU
directeur(-trice) - ateliers mecaniques
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265593016
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure 3 ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4) pour le service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers , d'une durée de 24 mois ou, incluant 1 option de prolongation de 12 mois - Montant estimé de l'entente : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (4 soumissionnaires).

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 5 | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs de Montréal 2030 et aux engagements en matière de changements climatiques.<br><br>Le contrat inclut une clause sur la protection de l'environnement. En effet, l'adjudicataire doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute forme de pollution. Cette clause du contrat contribue à la priorité 5 - Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.<br><br>Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques, et ses particularités ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : | | X | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | X | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | X | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | X | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | X | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | X | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | X | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1265593016**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Conclure des ententes-cadres avec Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est (lot 1), 9183-8565 Québec inc. / Krown St-Jérôme (lots 2 et 4), pour les services d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville, d'une durée de 24 mois, incluant une option de prolongation de 12 mois - Montant estimé des ententes : 635 931,33 $, taxes incluses - Appel d'offres public 26-21284 (2 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

26-21284_Intervention_Bleu.pdf
26-21284_TCP_Intervention_Bleu.pdf
26-21284 PV.pdf
26-21284_DetCah.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Marc-André DESHAIES
Agent d approvisionnement niveau 2
**Tél :** 514-872-6850

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Nizar EL HANNA
Chef de section
**Tél :** (514) 838-9278
**Division :** Division Acquisition

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec



Nouveautés SEAO au 2026-02-08.
Consultez la liste des nouvelles pour tous les détails !

# Liste des commandes

**Numéro:** 26-21284
**Numéro de référence:** 20118294
**Type de l'avis:** Avis d'appel d'offres
**Statut:** En attente des résultats d'ouverture
**Titre:**
Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers
**Organisation:** Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

**7 résultats** **Résultats 1 à 7**

**Trier par** Sélection **Nombre par page** 1

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| 9464-4853 Québec Inc.<br>1750, rue Chicoine suite 120 Vaudreuil-Dorion QC CAN J7V8P2<br>krownvaudreuil.com | Non diffusé | Claire-Renée Michaud<br>Téléphone: 4502189993<br>Courriel: crmichaud123@gmail.com | **Transaction: (20416264)**<br>2026-02-02 14:51 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Antirouille Champlain<br>190b Rue Dorchester 45-d Québec QC CAN G1K5Y9<br>www.antirouillechamplain.com | Non diffusé | Eric Garneau<br>Téléphone: 4188087020<br>Courriel: garneaueric@me.com | **Transaction: (20411823)**<br>2026-01-27 16:33 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Lave auto mobile Diamante<br>655 boulevard Marcel-Laurin 11<br>Montréal QC CAN H4M2M2<br>https://www.laveautodiamante.com | Non diffusé | Freddy Principe Anticona<br>Téléphone: 4384929496<br>Courriel: info@laveautodiamante.com | **Transaction: (20411065)**<br>2026-01-26 23:19 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LALLIER AUTOMOBILE (P.A.T.) INC.<br>12150 Rue Sherbrooke E Montréal QC CAN H1B1C7<br>https://www.lallierhondapat.com/fr | Non diffusé | Marie-Andrée Gaudreault<br>Téléphone: 5146456700<br>Courriel: magaudreault@lallier.com | **Transaction: (20418189)**<br>2026-02-04 16:15 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | 20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Canadian Krown Dealers Inc<br>35 Magnum Drive Schomberg ON CAN L0G1T0<br>https://krown.com/fr | Non diffusé | Martin Brisebois<br>Téléphone: 1-800-267-5744<br>Courriel: martin.brisebois@krown.com | **Transaction: (20410968)**<br>2026-01-26 15:16 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| OSP GARAGE INC.<br>5657 BOULEVARD INDUSTRIEL Montréal QC CAN H1G3H7<br>https://ospgarage.com/ | Publique | otmane nour<br>Téléphone: 4384091911<br>Courriel: ospgarage1@gmail.com | **Transaction: (20413425)**<br>2026-01-29 11:55 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Krown St-Jérôme<br>Boulevard Roland-Godard 134 Saint-Jérôme QC CAN J7Y4P7<br>https://krown.com/en/dealers/st-jerome-qc-335 | Non diffusé | Stéphane Pilon<br>Téléphone: 4504312400<br>Courriel: krownstjerome@videotron.ca | **Transaction: (20412666)**<br>2026-01-28 15:49 | 20091803 - Addenda 1<br>Devis<br>2026-02-04 à 16:10 - Courriel<br><br>20092645 - Addenda 2 (report de date)<br>Devis<br>2026-02-09 à 15:50 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

**Numéro de l'appel d'offres : 26-21284**
**Titre : Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers**
**Date d'ouverture des soumissions : 19 février 2026**

| Article | | | 91838565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | Montant total | Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est | Montant total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1.1 | Véhicules légers - Région est - Véhicules compacts | | | - $ | | 20 916,00 $ |
| 1.2 | Véhicules légers - Région est - Véhicules intermédiaires | | | - $ | | 2 490,00 $ |
| 1.3 | Véhicules légers - Région est - Véhicules utilitaires sportifs (VUS) | | | - $ | | 6 216,00 $ |
| 1.4 | Véhicules légers - Région est - Camionnettes | | | - $ | | 58 104,00 $ |
| 1.5 | Véhicules légers - Région est - Fourgonnettes | | | - $ | | 23 672,00 $ |
| | | **Total avant taxes** | | - $ | | 111 398,00 $ |
| | | **TPS 5 %** | | - $ | | 5 569,90 $ |
| | | **TVQ 9,975 %** | | - $ | | 11 111,95 $ |
| | | **Montant total** | | - $ | | 128 079,85 $ |
| 2.1 | Véhicules légers - Région centre - Véhicules compacts | | | 66 732,00 $ | | - $ |
| 2.2 | Véhicules légers - Région centre - Véhicules intermédiaires | | | 2 490,00 $ | | - $ |
| 2.3 | Véhicules légers - Région centre - Véhicules utilitaires sportifs (VUS) | | | 20 720,00 $ | | - $ |
| 2.4 | Véhicules légers - Région centre - Camionnettes | | | 69 402,00 $ | | - $ |
| 2.5 | Véhicules légers - Région centre - Fourgonnettes | | | 45 730,00 $ | | - $ |
| | | **Total avant taxes** | | 205 074,00 $ | | - $ |
| | | **TPS 5 %** | | 10 253,70 $ | | - $ |
| | | **TVQ 9,975 %** | | 20 456,13 $ | | - $ |
| | | **Montant total** | | 235 783,83 $ | | - $ |
| 4.1 | Véhicules légers - Région sud - Véhicules compacts | | | 40 338,00 $ | | - $ |
| 4.2 | Véhicules légers - Région sud - Véhicules intermédiaires | | | 2 490,00 $ | | - $ |
| 4.3 | Véhicules légers - Région sud - Véhicules utilitaires sportifs (VUS) | | | 15 540,00 $ | | - $ |
| 4.4 | Véhicules légers - Région sud - Camionnettes | | | 55 414,00 $ | | - $ |
| 4.5 | Véhicules légers - Région sud - Fourgonnettes | | | 30 666,00 $ | | - $ |
| | | **Total avant taxes** | | 144 448,00 $ | | - $ |
| | | **TPS 5 %** | | 7 222,40 $ | | - $ |
| | | **TVQ 9,975 %** | | 14 408,69 $ | | - $ |
| | | **Montant total** | | 166 079,09 $ | | - $ |

**Numéro de l'appel d'offres : 26-21284**
**Titre : Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers**
**Date d'ouverture des soumissions : 19 février 2026**

| Article | | 91838565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | Montant total | Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est | Montant total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Signataire** | | Stéphane Pilon | | Jimmy-Jacques Houle | |
| **Signature** | | OUI | | OUI | |
| Numéro NEQ | | 1160304037 | | 1178167384 | |
| **Achat SEAO** | | OK | | OK | |
| **Vérification REQ** | | OK | | OK | |
| **RENA** | | OK | | OK | |
| **Registre des personnes inadmissibles** | | OK | | OK | |
| Liste des firmes à rendement insatisfaisant | | OK | | OK | |
| **Liste non conformes OQLF** | | OK | | OK | |
| **Charte de la langue française** | | Moins de 25 employés | | Accusé de réception | |
| Annexe 1 – Critères de conformité | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | | À évaluer lors de la conformité technique par le requérant | |
| Spécifications du produit antirouille | | | | | |

- Il y a eu une tentative de négociation pour les lots 1 à 4, mais aucun des deux soumissionnaires n'a consenti à une baisse de prix.

Remarque :

| | |
|---|---|
| | Non-conforme |
| | Correction - Erreur de calcul |
| | Plus bas soumissionnaire conforme |

**Vérifié par** : Marc-André Deshaies **Date :** 23 février 2026

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 26-21284 — No du GDD : 1265593016

Titre de l'appel d'offres : Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 1 - 2026

Ouverture originalement prévue le : 12 - 2 - 2026

Ouverture faite le : 19 - 2 - 2026

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 9 - 2 - 2026

Délai total accordé aux soumissionnaires : 24 jrs

### Analyse des soumissions

**Lots 1, 2 et 4**

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 14,3

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 8 - 2026

Date d'échéance révisée : 18 - 8 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Lallier Automobile (P.A.T.) inc. / Krown Montréal-Est | 128 079,85 $ | √ | 1 |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| 91838565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | 235 783,83 $ | √ | 2 |

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| 91838565 Québec inc. / Krown St-Jérôme | 166 079,09 $ | √ | 4 |

**Information additionnelle**

- Il y a eu une tentative de négociation, mais aucun des deux soumissionnaires n’a consenti à une baisse de prix.
- Les quatre (5) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas présenté de soumission ont donné les motifs de désistement suivants :
  - Deux (2) ont soumis des prix pour d'autres lots que les 1, 2 et 4.
  - Un (1) n'a donné aucune réponse
  - Un (1) a manqué de temps pour remplir sa soumission
  - Un (1) l'a acheté pour information

Préparé par : Marc-André Deshaies Le 26 - 3 - 2026

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP26 0060**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 19 février 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Nesrine Rania Kenioua, préposée au soutien administratif
Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
Mme Marie-Colette Moungali, secrétaire d'unité administrative

## APPEL D'OFFRES 26-21284

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service d'antirouille pour véhicules légers et lourds de la Ville de Montréal - Service du matériel roulant et des ateliers » sont ouvertes par l'analyste juridique du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | | **Prix** |
|---|---|---|
| 9183-8565 QUÉBEC INC. | **Lot 2** | 235 783,83 $ |
| | **Lot 3** | 87 829,40 $ |
| | **Lot 4** | 166 079,09 $ |
| | **Lot 5** | 69 709,34 $ |
| | **Lot 6** | 72 181,31 $ |
| 9464-4853 QUÉBEC INC. | **Lot 7** | 75 124,67 $ |
| | **Lot 8** | 57 280,55 $ |
| ANTIROUILLE CHAMPLAIN (1986) INC. | **Lot 5** | 208 228,92 $ |
| | **Lot 6** | 207 966,78 $[1] |
| | **Lot 7** | 210 675,59 $ |
| | **Lot 8** | 160 081,99 $ |
| LALLIER AUTOMOBILE (P.A.T.) INC. | **Lot 1** | 128 079,85 $ |

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 26 janvier et 13 février 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 26 janvier et 9 février 2026 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Colette Moungali
Secrétaire d'unité administrative – Service du greffe

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

[1] Lors de la séance publique d'ouverture de soumissions, ce montant a erronément été lu ainsi : 207 466,78 $.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.28

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1265942004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses |

Il est recommandé :

1. d'entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour Les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans, au prix de sa soumission, soit pour une somme de 129 346,88 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 14 juillet 2025;

2. d'autoriser le directeur de la Direction Cybersécurité, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 12:55

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265942004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation à la cybersécurité, réalisée dans le projet 60115 – Modernisation des services de cybersécurité, des services professionnels sont requis pour effectuer des tests d'hameçonnage.

Ces activités, menées chaque année de façon récurrente, visent à maintenir un haut niveau de sensibilisation chez les utilisateurs et à renforcer la résilience opérationnelle des services municipaux. La réalisation de cette campagne n'entraîne aucun impact pour les citoyennes et citoyens, les commerçants ou les usagers, puisqu'elle est menée exclusivement auprès du personnel municipal et ne provoque aucune interruption de service.

Le 3 juillet 2025, la Ville a procédé à une demande de prix et a sollicité au moins deux fournisseurs québécois, soit Levio Conseils inc. et In Fidem. Seule la firme Levio Conseils inc. a déposé une soumission conforme pour l'acquisition de services professionnels permettant la réalisation de tests d'hameçonnage, tandis qu'In Fidem a choisi de ne pas soumissionner.

Lorsqu'In Fidem a été relancée pour soumettre une proposition, cette dernière a répondu ne pas offrir de prix pour donner suite à la demande de la Ville.

Le 25 mars 2025, l'adoption des articles 148 et 260 de la Loi 4 introduisait ces dispositions : le pouvoir du comité exécutif de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense excédante 100 000 $ est modifié pour lui permettre de consentir tout contrat qui n'entraîne pas une dépense « égale ou supérieure au seuil déterminé par règlement du ministre » (actuellement fixé à 139 000 $).

Basé sur le libellé ci-haut, le contrat a été octroyé à Levio, puisque le montant de la dépense totale était sous le seuil fixé par le règlement du ministre. Il s'en est suivi l'émission du bon de commande 1733340 pour la première année du contrat.

Dans les mois qui ont suivi, des précisions ont été apportées aux diverses lois adoptées par Québec en matière d'octroi de contrats municipaux, dont leur application quant aux contrats impliquant une dépense d'agglomération.

En conséquence, et malgré la délégation de 150 000 $ prévue au Règlement de délégation RCE02-004, comme le CE ne peut pas déléguer aux fonctionnaires plus de pouvoirs qu'il n'en possède lui-même, les fonctionnaires ne peuvent pas octroyer des contrats dont la dépense, taxes incluses, excède le seuil d'appel d'offres public (139 000 $) lorsqu'il s'agit d'une compétence du conseil de la Ville; ou excède 100 000 $ lorsqu'il s'agit d'une compétence d'agglomération.

Considérant ce qui précède, ce contrat doit faire l'objet d'un dossier décisionnel, notamment en raison des éléments suivants :

- Une seule soumission conforme a été reçue ;
- La dépense est de nature mixte et la délégation de pouvoirs applicable aux dossiers relevant de la compétence d'agglomération est limitée à 100 000 $ lorsqu'il s'agit d'un contrat de gré à gré conformément au point 1 ci-dessus. Dans le cas où le CE agit dans le cadre des compétences du conseil d'agglomération, ce seuil est limité à 100 000 $.

Le présent dossier vise donc à entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour des services professionnels permettant la réalisation de tests d'hameçonnage, pour le projet 60115 - Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans, pour une dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

BC 1733340 - Services professionnels permettant la réalisation de tests d'hameçonnage selon le formulaire de demande de prix du 25 juillet 2025 du 4 août 2025 au 31 décembre 2025 (année 1/3)

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à entériner le contrat et à autoriser la dépense pour l'acquisition de services professionnels liés à la réalisation de tests d'hameçonnage. Ces services soutiendront le Service des TI dans la mise en œuvre, complète ou partielle, de la campagne de sensibilisation à la cybersécurité du projet 60115 – *Modernisation des services de cybersécurité.*

Les services demandés couvrent spécifiquement :

- la conception de scénarios de tests d'hameçonnage ;
- leur mise en œuvre, incluant l'exécution des tests et la compilation des résultats.

**JUSTIFICATION**

Le présent contrat a été attribué de gré à gré à la firme Levio, conformément au Chapitre V du Règlement sur la gestion contractuelle et en application de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* .

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Après vérification, la firme Levio Conseils inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Ce contrat permet de renforcer la sécurité des systèmes numériques de la Ville, la protection des renseignements personnels et réduire les risques de compromission pouvant affecter la continuité des services publics.

Ces tests permettent de mesurer la capacité des employées et employés à détecter les tentatives d'hameçonnage, d'identifier les comportements à risque et de renforcer les contrôles humains et techniques, en cohérence avec les meilleures pratiques reconnues.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal du contrat est de 129 346,88 $, taxes incluses et sera réparti comme suit :
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

| Description | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| Services professionnels pour la réalisation de tests d'hameçonnage | 41 678,44 $ | 43 115,63 $ | 44 552,81 $ | 129 346,88 $ |
| TOTAL | 41 678,44 $ | 43 115,63 $ | 44 552,81 $ | 129 346,88 $ |

Dépenses non capitalisables (BF)
La dépense de 129 346,88 $ taxes incluses (118 110,94 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources

humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Dehily HERNANDEZ ORTEGA)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

**Tél :** 514-654-0544
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-05

Imad ZNINI
chef(fe) de division - gouvernance et gestion de risques

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Francis DES GRANGES LANGEVIN
architecte d'entreprise ti

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1265942004*
Unité administrative responsable : *Service des TI, Direction Cybersécurité*
Projet : *Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***x*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Permet de renforcer la sécurité des systèmes numériques de la Ville, la protection des renseignements personnels et réduire les risques de compromission pouvant affecter la continuité des services publics. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265942004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division gouvernance et gestion des risques |
| **Objet :** | Entériner un contrat de gré à gré à Levio Conseils inc., pour les services professionnels de tests d'hameçonnage, pour le projet Modernisation des services de cybersécurité, pour une période de 3 ans - Dépense totale de 129 346,88 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds 1265942004_TI.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Dehily HERNANDEZ ORTEGA
Préposé(e) au budget
**Tél :** 514 872.0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-13

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514 872.0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT - TI**

**NO GDD :** **1265942004**

**No d'engagement :** TI65942004

**Imputation de la dépense :**

| Imputation comptable | Libellé textuel | 2025 |
|---|---|---|
| 2101.0010000.110125.01303.54304.000000.0000.000000.000000.00000.00000 | AF - Général - Ville de Montréal/Budget régulier/Contrat d'entretien informatique TI - mixte administration/Gestion de l'information/Hon.prof. - Administration et informatique/Général/¯/Général/Général/Général/ | 38,057.97 $ |
| | | **38,057.97 $** |

* Le segment "autre" de la clé comptable pourra être différent lors de l'établissement du bon de commande, puisque les informations disponibles lors de l'élaboration de la présente précisément ce segment.

Paiements mensuels, pas de Frais payés d'avance

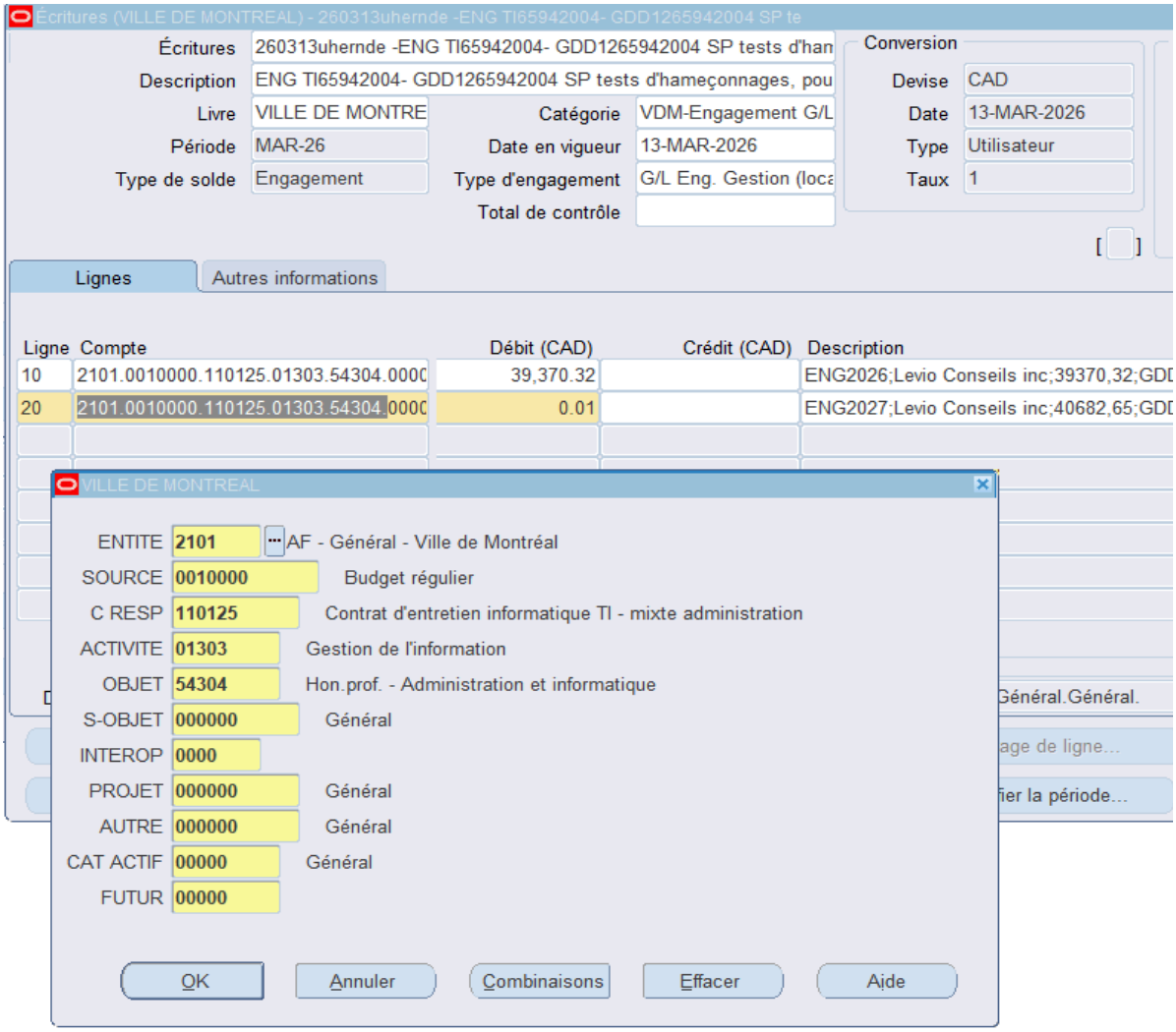
| | 2025 |
|---|---|
| **Bon de commande (montant avant taxes)** | 36,250.00 |
| **Bon de commande (montant avec taxes)** | 41,678.44 |

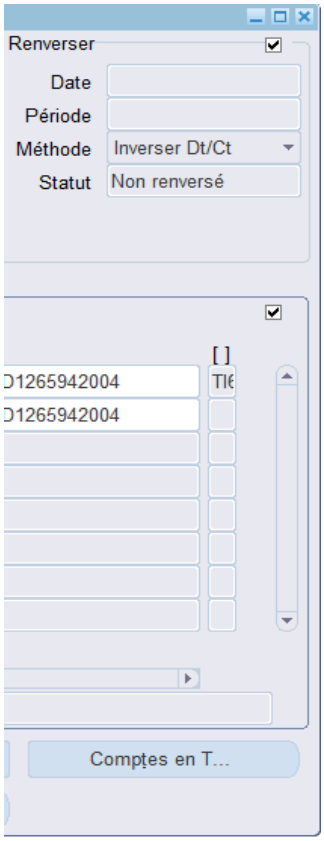
| 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|
| 39,370.32 $ | 40,682.65 $ | **118,110.94 $** |
| **39,370.32 $** | **194,704.79 $** | **118,110.94 $** |

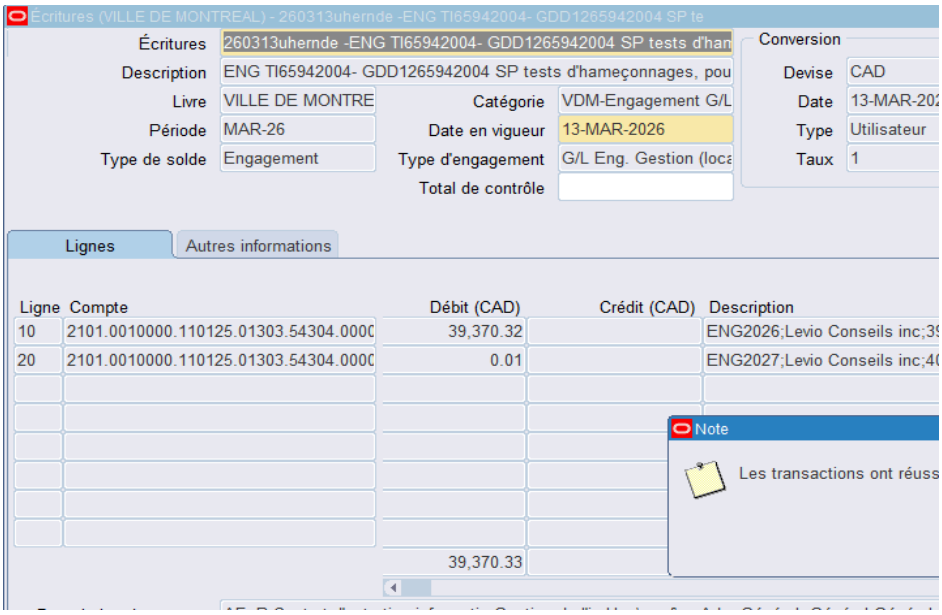
: intervention ne nous permettent de définir

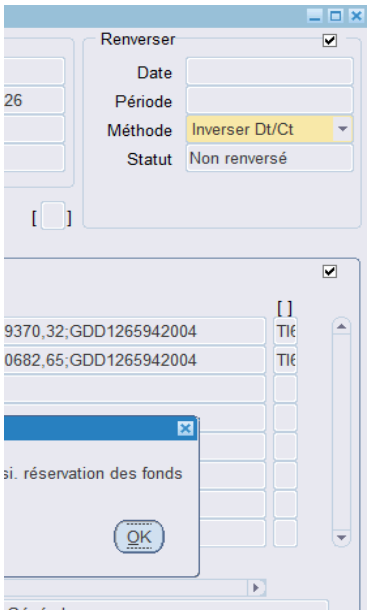
| 2026 | 2027 | Total |
|---|---|---|
| 37,500.00 | 38,750.00 | 112,500.00 |
| 43,115.63 | 44,552.81 | 129,346.88 |

Pas d'engagement pour 2025, BC déjà fait en 2025 et dépense imputée en 2025, selon Mihai-Lucian du STI.




Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Comptes en T...


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260313uhernde -ENG TI65942004- GDD1265942004 SP te
Écritures
260313uhernde -ENG TI65942004- GDD1265942004 SP tests d'han
Description
ENG TI65942004- GDD1265942004 SP tests d'hameçonnages, pou
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Période
MAR-26
Date en vigueur
13-MAR-2026
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
13-MAR-202
Type
Utilisateur
Taux
1
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
10
2101.0010000.110125.01303.54304.0000
39,370.32
ENG2026;Levio Conseils inc;3
20
2101.0010000.110125.01303.54304.0000
0.01
ENG2027;Levio Conseils inc;4
39,370.33
Note
Les transactions ont réuss


Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
9370,32;GDD1265942004
0682,65;GDD1265942004
réservation des fonds
OK

**Aspect(s) financier(s)**

Le montant maximal du contrat est de 129 346,88 $, taxes incluses et ser

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

| Description | 2025 | |
|---|---|---|
| Services professionnels pour la réalisation de tests d'hameçonnages | 41 678,44 $ | |
| TOTAL | 41 678,44 $ | |

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 129 346,88 $, taxes incluses (118 110,94 $ net de taxes)

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été budget d'agglomération.

a réparti comme suit :

| 2026 | 2027 | |
|---|---|---|
| 43 115,63 $ | 44 552,81 $ | |
| 43 115,63 $ | 44 552,81 $ | |

sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies

é considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administr

| TOTAL |
| --- |
| 129 346,88 $ |
| 129 346,88 $ |

s de l'information.

ration générales imputées au

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.29

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1260412001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section gestion d'actifs et projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires) |

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de 5 ans, par laquelle Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, pour une somme maximale de 3 216 425,63 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 25-21102;

2. d'autoriser une dépense de 229 950 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 160 821,28 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Cosigma inc.;

5. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service de l'eau, et ce, au rythme des besoins à combler.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-13 09:15

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1260412001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section gestion d'actifs et projets |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires) |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées, pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
Dans le cadre du programme de réfection des usines d'eau potable de la Direction de l'eau potable (DEP) du Service de l'eau, des travaux de maintien d'actifs sont requis pour préserver la pérennité de ses ouvrages.

La Direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal est responsable de nombreuses installations qui nécessitent des expertises structurales de toutes sortes. Ces installations incluent notamment 6 usines de traitement, 14 réservoirs hors usine avec des postes de pompage adjacents, 9 postes de surpressions et 3 postes de chloration.

Plusieurs de ces structures, notamment certains réservoirs, présentent des signes de la réaction alcalis-granulats (RAG) et son effet sur le comportement structural de ces structures est actuellement inconnu. La DEP souhaite donc avoir une meilleure connaissance de l'état de ses infrastructures afin de prévoir les interventions requises et empêcher de possibles défaillances.

Étant donné que les méthodes de calculs conventionnelles ne sont pas en mesure de reproduire les effets de la RAG, la DEP requiert les services d'une firme spécialisée ayant une

expertise spécifique dans le domaine et en mesure d'effectuer des analyses structurales qui tiennent compte des effets de l'expansion du béton dans le temps.

L'appel d'offres no 25-21102 a été publié le 8 octobre 2025 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), et dans le quotidien Le Devoir. L'ouverture des enveloppes A des soumissions a eu lieu le 11 novembre 2025 au Service du greffe. La durée de la publication a été de trente-trois (33) jours. Les soumissions reçues sont valides durant cent-vingt (120) jours, soit jusqu'au 11 mars 2026. La validité de la soumission retenue a été prolongée jusqu'au 11 mai 2026.

Deux (2) addendas ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat :

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| Addenda 1 | 24 octobre 2025 | Modification de la période de réalisation admissible des projets en lien avec l'expertise sur la réaction alcalis-granulat. | Non |
| Addenda 2 | 5 novembre 2025 | Précision sur la sous-traitance des services de bases, sur la clause 1.07.19 de la régie et sur le report de la date de dépôt des soumissions. | Non |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Aucune

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels d'ingénierie en structure à Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc. pour une période de 5 ans. Le contrat inclut entre autres les services de base suivants :

- Structures en béton affectées par la réaction alcalis-granulat (RAG):
    - Effectuer la modélisation numérique non-linéaire des structures pour prendre en considération l'expansion du béton dans le temps;
    - Effectuer les analyses structurales requises (charges, séismes, etc.);
    - Déterminer la sollicitation d'éléments structuraux en béton (ex : colonnes, poutres, dalles unidirectionnelles, dalles bidirectionnelles, etc.);
    - Effectuer la conception de renforts et/ou de réparations;
    - Déterminer le poids des équipements mobiles pouvant circuler sur une structure;
    - Émettre des recommandations sur le suivi des structures;
    - Établir un plan d'intervention et d'instrumentation pour le suivi de l'expansion;
- Autres structures:
    - Effectuer des analyses structurales diverses (charges, séismes, vibrations, etc.);
    - Déterminer la sollicitation d'éléments structuraux en béton (ex : colonnes, poutres, dalles unidirectionnelles, dalles bidirectionnelles, dalles mixtes, etc.);
    - Déterminer la sollicitation d'éléments structuraux en acier (ex : colonnes, poutres, tablier métallique, caillebotis, etc.);
    - Effectuer la conception de renforts structuraux;
    - Émettre des recommandations;

- Déterminer le poids des équipements mobiles pouvant circuler sur une structure;
- Analyse sismique de bâtiment avec revêtement en maçonnerie armée ou non-armée;
- Déterminer la capacité et la stabilité de murs de soutènement;
- Etc.

Les deux modes de rémunération suivants sont prévus au contrat:

- À taux horaire (selon les prix indiqués au bordereaux);
- À forfait.

Un montant de contingences de 229 950 $, taxes incluses, représentant 7,15 % du coût du contrat est prévu pour les services connexes qui ne font pas partie des services de bases (services de laboratoires, services d'entreprises spécialisées en instrumentation, détection, relevés, etc.).

Un montant d'incidences de 160 821,28 $, taxes incluses, représentant 5 % du coût du contrat est prévu pour des travaux incidents.

**JUSTIFICATION**

À la suite de l'appel d'offres public no 25-21102, il y a eu quatorze (14) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO. Quatre (4) d'entre eux ont déposé une soumission représentant 28,57% et dix (10) d'entre eux n'ont pas déposé de soumission représentant 71,43%. Une (1) des soumissions reçues a été jugé non conforme. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.
Le comité de sélection composé de trois (3) membres a siégé le 25 novembre 2025 et a analysé trois (3) soumissions. Le 20 janvier 2026, un (1) soumissionnaire s'est désisté laissant deux (2) soumissions conformes. Le 29 janvier 2026, une non-conformité majeure a été noté pour un (1) soumissionnaire laissant une (1) seule soumission conforme.

Le pointage final du comité de sélection en excluant la soumission retirée et la soumission non conforme est présenté dans le tableau ci-dessous.

| **Soumissions conformes** | **Note Intérim** | **Note finale** | **Prix soumis (taxes incluses)** | **Autres (**Contingences**)** | **Total (taxes incluses)** |
|---|---|---|---|---|---|
| Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc. | 86,0 | 0.26 | 3 216 425,63 $ | 229 950,00 $ | 3 446 375,63 $ |
| Dernière estimation réalisée | S.O | S.O | 2 652 421,51 $ | 229 950,00 $ | 2 882 371,51 $ |
| Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($)<br><br>(l'adjudicataire – estimation) | | | | | 564 004,11 $ |
| Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) | | | | | 19,57 % |

| | | |
|---|---|---|
| (adjudicataire – estimation)/estimation) x 100] | | |

En vertu de l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes (L.C.V.), puisque la firme adjudicataire était le seul soumissionnaire conforme, une négociation a été effectuée avec cette dernière.

- 28 janvier 2026 : Première demande de négociation de la Ville de Montréal avec la firme adjudicataire (Élément pour la demande de négociation : Écart défavorable significatif de 32 % avec l'estimation de la Ville de Montréal et est le seul soumissionnaire conforme)
- 2 février 2026 : Première réponse à la demande de négociation par la firme adjudicataire (Écart défavorable de 26 % par rapport à l'estimé interne de la Ville de Montréal)
- 5 février 2026 : Deuxième demande de négociation de la Ville de Montréal avec la firme adjudicataire (Élément pour la demande de négociation : Écart significatif avec l'estimation de la Ville de Montréal et est le seul soumissionnaire conforme)
- 5 février 2026 : Deuxième réponse à la demande de négociation par la firme adjudicataire

Suite à la demande de négociation, l'adjudicataire a présenté une offre avec un écart défavorable de 19,57 % (564 004,11 $) par rapport à la dernière estimation réalisée. Cet écart s'explique par le fait que les taux horaires soumis par l'adjudicataire pour les ingénieurs (type 1 à 4), l'expert en structure, le personnel de soutien et le dessinateur sont plus élevés que la dernière estimation réalisée. Le taux horaire de l'adjudicataire pour le chargé de projet est néanmoins moins élevé que la dernière estimation réalisée.

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats, conformément au Règlement sur la commission permanente du Conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) en raison du critère suivant :

- contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$
- une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, il est requis de procéder à une évaluation du rendement puisqu'il s'agit de services professionnels dont la dépense nette dépasse 500 000 $.

Ce contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. L'adjudicataire détient une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) datée du 17 septembre 2024, portant le numéro 2024-DAMP-0818 valide jusqu'au 16 septembre 2029, une copie est jointe au présent dossier.

La validation requise à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie du Registre des entreprises non admissibles (RENA) a été faite. L'adjudicataire n'est donc pas rendu non conforme en vertu du règlement sur la gestion contractuelle.

La firme adjudicataire, Cosigma inc., a été fusionnée avec sa maison-mère Simco Technologies inc. le 2 avril 2026. Les vérifications effectuées avec le Registraire des entreprises du Québec (REQ) ainsi que l'Autorité des marchés publics (AMP) démontrent que Simco Technologies inc. est conforme.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

La dépense totale estimée pour ce projet est de 3 607 196,91 $, taxes incluses, soit 3 293 851,58 $ lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale et comprend :

- Le contrat avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc. pour un montant de 3 216 425,63 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents (7,15 % du coût du contrat) de 229 950 $, taxes incluses;
- Les dépenses incidentes (5 % du coût du contrat) de 160 821,28 $, taxes incluses.

Les dépenses seront financées au PTI et au budget de fonctionnement de la Direction de l'eau potable, en respectant les limites maximales des budgets annuels prévus.

Il s'agit d'un contrat de type «entente-cadre» sans imputation budgétaire pour une durée de cinq (5) ans, soit de 2026 à 2031 ou jusqu'à l'épuisement des crédits.

Il y a une option de renouvellement pour une (1) période additionnelle de deux (2) ans. Le montant estimé ce renouvellement est de 1 378 550,25 $ taxes incluses.

Chacun des mandats devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. Chaque bon de commande aura dans la case "Référence au contrat" la mention de l'entente-cadre afin de permettre une bonne gestion des mandats.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la «*Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

**MONTRÉAL 2030**

L'octroi de ce contrat de service professionnel d'ingénierie en structure va de pair avec certaines priorités de développement durable identifiées dans le plan stratégique Montréal 2030. En effet, les priorités suivantes sont touchées par l'octroi de ce contrat:

- Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050
    - Les études réalisées avec ce service professionnel pourraient nous permettre de prolonger la durée de vie d'ouvrages importants et donc de réduire l'émission de GES lié à la construction de nouveaux ouvrages.
- Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité
    - L'octroi de ce contrat permettra la réalisation d'études innovantes sur nos infrastructures à l'aide de méthodes de calculs non conventionnelles (Analyse numérique non linéaire pour reproduire les effets de l'expansion du béton dans le temps). Très peu d'entreprises sont actuellement en mesure de réaliser de telles études.
- Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de

vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (Une approche intégrée en matière de sécurité urbaine. S'assurer que les rues, les espaces publics, les quartiers et le centre-ville sont bien entretenus, accueillants et sécuritaires, afin que tous les Montréalaises et Montréalais puissent se sentir en sécurité physique et psychologique)

- De nombreux réservoirs de la direction de l'eau potable se trouvent sous des espaces publics (parcs, terrains sportifs, jardin communautaire, etc.). L'analyse structurale de ces réservoirs nous permettra de bien entretenir ces infrastructures souterraines et de nous assurer de la sécurité des citoyens circulant au-dessus.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Dans la mesure où ce dossier n'est pas approuvé ou retardé, les impacts évalués sont les suivants:

- Retard dans la mise en oeuvre d'études visant à connaître l'état de nos structures importantes (réservoirs, usines, etc.);
- Retard dans l'entretien de nos structures mettant à risque la continuité des opérations à moyen et long terme.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Commission permanente sur l'examen des contrats: avril 2026
Octroi du contrat : avril 2026
Fin du contrat : avril 2031

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le/la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Benoit DUHAIME RIOPEL)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Mathieu BERTHELET
ingenieur(e)

**Tél :** 438 821-6828
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-17

Serge Martin PAUL
chef(fe) de division - ingenierie - production de l'eau potable

**Tél :** 263 999-8879
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Alain LARRIVÉE
directeur(-trice) - production de l' eau potable
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-02-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-11

# Grille d'analyse Montréal 2030

**Numéro de dossier** : 1260412001

**Unité administrative responsable** : Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division infrastructures usines et réservoirs, Section bureau de projets d'usines et réservoirs

**Projet** : Entente-cadre pour des services d'ingénierie en structure relatifs aux installations de la direction de l'eau potable.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*

*Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité*

*Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins (Une approche intégrée en matière de sécurité urbaine. S'assurer que les rues, les espaces publics, les quartiers et le centre-ville sont bien entretenus, accueillants et sécuritaires, afin que tous les Montréalaises et Montréalais puissent se sentir en sécurité physique et psychologique)*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*Priorité 1 : Les études réalisées avec ce service professionnel pourraient nous permettre de prolonger la durée de vie d'ouvrages importants et donc de réduire l'émission de GES lié à la construction de nouveaux ouvrages.*

*Priorité 14 : L'octroi de ce contrat permettra la réalisation d'études innovantes sur nos infrastructures à l'aide de méthode de calculs non conventionnelle (Analyse numérique non linéaire pour reproduire les effets de l'expansion du béton dans le temps). Très peu d'entreprises sont actuellement en mesure de réaliser de telles études.*

*Priorité 19 : De nombreux réservoirs de la direction de l'eau potable se trouvent sous des espaces publics (parcs, terrains sportifs, jardin communautaire, etc.). L'analyse structurale de ces réservoirs nous permettra de bien entretenir ces infrastructures souterraines et de nous assurer de la sécurité des citoyens circulant au-dessus. Ces analyses permettront également de maintenir le service d'approvisionnement en eau potable aux citoyens.*

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 17 septembre 2024

COSIGMA INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC SAMSON
1117, RUE SAINTE-CATHERINE O
BUR. 502
MONTRÉAL (QC) H3B 1H9

Nº de décision : 2024-DAMP-0818
Nº de client : 1100366951
Nº d'entreprise du Québec : 1178254596

Objet : Autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l' « AMP ») accorde à l'entreprise ci-dessus mentionnée, une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (LCOP), RLRQ, c. C-65.1. COSIGMA INC. est donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « REA ») tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au **16 septembre 2029**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Lisa Bérubé
Chef du service de l'admissibilité

Montréal

**Service de l'approvisionnement**
**Direction générale adjointe – Services institutionnels**
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

**PAR COURRIEL**

Le 10 février 2026

Monsieur Victor Martin
Cosigma inc.
1100-630, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 1E4

Courriel: victor.martin@cosigma.ca

**Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission**
**Appel d'offres nº 25-21102**
**Services professionnels d'ingénierie en structure pour la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal**

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 11 mai 2026.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 13 février 2026**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :

Signé numériquement
par Victor Martin
Date : 12.02.2026

Signature Date

Je refuse le délai de prolongation :

Signature Date

Benoit Duhaime-Riopel

Benoit Duhaime-Riopel
Agent d'approvisionnement II
Courriel: benoit.duhaimeriopel@montreal.ca

LN86Fbssp

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition**

**Dossier # : 1260412001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section gestion d'actifs et projets |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation du processus d'approvisionnement

**FICHIERS JOINTS**

25-21102_DetCah.pdf 25-21102_PV.pdf 25-21102_Intervention.pdf

25-21102_Tableau global comite selection_Rev 1.pdf

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Benoit DUHAIME RIOPEL
Agent d'approvisionnement niveau I

**Tél :** 514 872-7735

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-12

Simona RADULESCU TOMESCU
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
**Tél :** 514 872-5282
**Division :** Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

## APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
## ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

### Identification

No de l'appel d'offres : 25-21102

No du GDD : 1260412001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie en structure pour la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

### Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 10 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 11 - 11 - 2025

Ouverture faite le : 11 - 11 - 2025

Date du comité de sélection : 25 - 11 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 5 - 11 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

### Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 14

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 28,57

Nbre de soumissions rejetées : 3

% de rejets : 75

| Soumission(s) rejetée(s) (nom) | Motif de rejet: administratif et / ou technique |
|---|---|
| BES | Technique |
| Dubé Beaudry associés - Conseils experts inc. | Administratif |
| IDAE inc. | Administratif |

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 11 - 3 - 2026

Prolongation de la validité de la soumission de : 60 jrs

Date d'échéance révisée : 11 - 5 - 2026

### Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

| Nom des firmes | Montant soumis (TTI) | √ | # Lot |
|---|---|---|---|
| Cosigma inc. | 3 216 425,63 | √ | |

**Information additionnelle**

Le 20 janvier 2026, le soumissionnaire Dubé Beaudry associés - Conseils-experts s'est désisté (motif : manque de capacité pour exécuter le contrat) laissant deux (2) soumissions conformes. Le 29 janvier 2026, une non-conformité majeure a été noté pour le soumissionnaire IDAE (motif : le soumissionnaire n'avait pas son autorisation AMP après l'ouverture des offres financières) laissant une (1) seule soumission conforme, soit celle de Cosigma.

L'offre financière de Cosigma étant supérieure d'approximativement 32 % à l'estimé. En vertu de l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités de villes (L.C.V.), une négociation a été effectuée avec l'adjudicataire Cosigma et a été acceptée par ce dernier puisqu'il était le seul soumission conforme. Son offre financière est désormais d'approximativement 19 % supérieure à l'estimé.

**Raisons de désistement :**
Notre carnet de commande est complet présentement (1)
Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis (1)
Exigences du chargé de projet trop restrictives, référence points 4,2 et 4,4 du Devis (1)
Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué (1)
Autres raisons (4) :
1- À ce jour, nous ne disposons ni de l'expertise ni des logiciels nécessaires pour réaliser ce type d'analyse
2- Nous avons dû effectuer une sélection parmi les projets en cours d'appel d'offres et ce projet n'a pas été retenu
3- La candidature de notre filiale montréalaise a été présentée
4- Nous ne sommes pas en mesure de répondre à l'exigence d'expérience du chargé de projet sur un projet réalisé en lien avec une structure atteinte de la réaction alcalis-granulats
Aucune réponse malgré la relance afin de connaître la raison de désistement (2).

Préparé par : Benoit Duhaime-Riopel Le 19 - 2 - 2026

25-21102 - Services professionnels d'ingénierie en structure pour la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal

| FIRME | Présentation de l'offre 5% | Compréhension du mandat et de la problématique 15% | Méthodologie proposée 10% | Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20% | Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 25% | Qualification et expérience du chargé de projet 25% | Pointage intérimaire total 100% | Prix $ | Pointage final | Rang |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| COSIGMA | 4,33 | 12,33 | 7,67 | 17,67 | 22,67 | 21,33 | 86,0 | 3 216 425,63 $ | 0,30 | 1 |
| | | | | | | | - | | - | |
| | | | | | | | - | | - | |
| **Agent d'approvisionnement** | **Benoit Duhaime-Riopel** | | | | | | | | | |

| Comité | |
|---|---|
| Date | mardi 25-11-2025 |
| Heure | 9 h |
| Multiplicateur d'ajustement | |
| | 10000 |
| Facteur «K» | 10 |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| GHD CONSULTANTS LTÉE (Historique 1)<br>4600, boulevard de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7<br>www.ghd.com | Non diffusé | Sara Faucher-Virumbrales<br>Téléphone: 514 339-0589<br>Courriel: soumissions.quebec@ghd.com | **Transaction: (20335114)**<br>2025-10-09 14:13 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| WSP CANADA INC.<br>1135, boulevard Lebourgneuf Québec QC CAN G2K0M5<br>https://www.wsp.com/fr-ca | Non diffusé | Linda Pichette<br>Téléphone: 5818145984<br>Courriel: linda.pichette@wsp.com | **Transaction: (20335763)**<br>2025-10-10 08:21 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| AtkinsRéalis Canada Inc.<br>455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3<br>https://www.atkinsrealis.com/ | Non diffusé | Pascale Sinclair<br>Téléphone: 4186219700<br>Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com | **Transaction: (20335271)**<br>2025-10-09 21:29 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CIMA+ S.E.N.C.<br>3400, boulevard du Souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2<br>http://www.cima.ca | Non diffusé | Sean Patrick Caron-Bonin<br>Téléphone: 514 337-2462<br>Courriel: seanpatrick.caron-bonin@cima.ca | **Transaction: (20334882)**<br>2025-10-09 09:24 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BUREAU D'ÉTUDES SPÉCIALISÉES INC.<br>4235 d'Iberville Montréal QC CAN H2H2L5<br>www.besinc.ca | Publique | Paula Coman<br>Téléphone: 514-393-1500<br>Courriel: adjointebes@besinc.ca | **Transaction: (20334244)**<br>2025-10-08 13:26 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Cosigma | Publique | Diane Vodounou<br>Téléphone: 514-249-3002 | **Transaction: (20357768)** | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 630 Sherbrooke O. #1100 Montréal QC CAN H3A1E4<br>http://cosigma.ca | | Courriel: diane.vodounou@cosigma.ca | 2025-11-10 09:46 | Téléchargement<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DBA EXPERTS-CONSEILS<br>262, boulevard Brien Repentigny QC CAN J6A6V2<br>https://www.dba-qc.com | Non diffusé | DBAGénéral Dubé<br>Téléphone: 450-585-9595<br>Courriel: general@dba-qc.com | **Transaction: (20345087)**<br>2025-10-22 15:42 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.<br>8580 avenue de l'Esplanade Bureau 200 Montréal QC CAN H2P2R8<br>http://www.bpa.ca | Non diffusé | Sandrine Haag<br>Téléphone: 514383-3747<br>Courriel: shaag@bpa.ca | **Transaction: (20334125)**<br>2025-10-08 10:20 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| GROUPE ALPHARD INC.<br>5570, avenue Casgrain Bureau 101 Montréal QC CAN H2T1X9<br>http://www.alphard.com | Non diffusé | Francis Jacquelin<br>Téléphone: 15819958528<br>Courriel: fjacquelin@alphard.com | **Transaction: (20339427)**<br>2025-10-15 07:07 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| NORDA STELO INC.<br>1015, avenue Wilfrid-Pelletier Québec QC CAN G1W0C4<br>http://norda.com | Publique | Marie-Josée Bond<br>Téléphone: 8004632839<br>Courriel: opportunites.norda@norda.com | **Transaction: (20341460)**<br>2025-10-17 18:59 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| IDAE<br>204 rue Saint Sacrement, Suite #300 5146294672 Montréal QC CAN H2Y1W8<br>https://www.idae.ca | Non diffusé | Emre Yildiz<br>Téléphone: 4387885622<br>Courriel: emre@idae.ca | **Transaction: (20353195)**<br>2025-11-03 13:30 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| SIMCO Technologies inc.<br>2666 boulevard du Parc Technologique Bureau 100 Québec QC CAN G1P4S6 | Publique | Julie Alcaraz<br>Téléphone: 5819999583 | **Transaction: (20340270)** | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | Courriel: jalcaraz@simcotechnologies.com | 2025-10-16 10:18 | 2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Parallèle 54 Expert-Conseil Inc.<br>82 rue Principale Saint-Esprit QC CAN J0K2L0<br>https://p54.ca | Non diffusé | Myriam Descheneaux<br>Téléphone: 4508397754<br>Courriel: mdescheneaux@p54.ca | **Transaction: (20345048)**<br><br>2025-10-22 14:52 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LES SERVICES EXP INC. - Compte principal<br>1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8 | Non diffusé | Isabelle Milette<br>Téléphone: 8198036651<br>Courriel: isabelle.milette@exp.com | **Transaction: (20334075)**<br><br>2025-10-08 09:22 | 20079004 - 25-21102 - Addenda 1<br>Devis<br>2025-10-24 à 14:35 - Courriel<br><br>20080299 - 25-21164 - Addenda 2<br>Devis<br>2025-11-05 à 10:10 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

**Soumission publique**
**SP25 0473**

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 11 novembre 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Nesrine Rania Kenioua, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES 25-21102**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Services professionnels d'ingénierie en structure pour la Direction de l'eau potable de la Ville de Montréal » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

**Soumissionnaires**

BUREAU D'ÉTUDES SPÉCIALISÉES INC.

COSIGMA INC.

DUBÉ BEAUDRY ET ASSOCIÉS
EXPERTS-CONSEILS INC.

IDAE INC.

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 8 octobre 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
S.A.

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Dossier # : 1260412001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section gestion d'actifs et projets |
| **Objet :** | Conclure une entente-cadre avec Simco Technologies inc., anciennement Cosigma inc., pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans - Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires) |

Rapport_CEC_SMCE260412001 - Cosigma inc.pdf

**Dossier # :1260412001**

Montréal

**Service du greffe**
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

# Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
**Sylvain Ouellet**
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Vice-présidences
**Laura Palestini**
Arrondissement de LaSalle

**Martin St-Jean**
Ville de Beaconsfield

Membres
**Marie-Claude Baril**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Maude Choko**
Arrondissement d'Outremont

**Heidi Ektvedt**
Ville de Baie-D'Urfé

**Victor Esposito**
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

**Gabriel Fortin**
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

**Gerlando Guarraggi**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Sophie Mohsen**
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

**Jean Marc Poirier**
Arrondissement de Montréal-Nord

**Le 23 avril 2026**

**Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres**

**Mandat SMCE260412001**

Conclure une entente-cadre avec Cosigma inc. pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans — Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses — Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires)

*ORIGINAL SIGNÉ*
Sylvain Ouellet
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*
Virginie Harvey
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

# Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

# Mandat SMCE260412001

Conclure une entente-cadre avec Cosigma inc. pour les services professionnels d'ingénierie en structure relatifs aux installations du Service de l'eau, d'une durée de 5 ans, incluant une option de prolongation de 2 ans — Montant estimé de l'entente : 3 607 196,91 $, taxes incluses — Appel d'offres public 25-21102 (4 soumissionnaires)

À sa séance du 1er avril 2026, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :
    - Une seule soumission conforme.

Le 8 avril 2026, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat lors d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

À cette occasion, les personnes-ressources du Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division infrastructures, usines et réservoirs, Section gestion d'actifs et projets, ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires relatives à ce contrat.

Elles ont ainsi expliqué que la Direction de l'eau potable est responsable de nombreuses installations nécessitant diverses expertises structurales, notamment six usines de

traitement, quatorze réservoirs hors usine avec des postes de pompage adjacents, neuf postes de surpressions et trois postes de chloration.

Or, plusieurs de ces structures, notamment certains réservoirs, présentent des signes de la réaction alcalis-granulats (RAG), dont l'effet sur leur comportement structural est inconnu. Afin d'obtenir une meilleure connaissance de l'état de ses infrastructures, de planifier les interventions requises et de prévenir d'éventuelles défaillances, la Direction a indiqué devoir recourir aux services d'une firme spécialisée possédant une expertise spécifique dans ce domaine.

Les personnes-ressources ont ensuite décrit le processus de préparation d'appel d'offres, qui s'est échelonné sur une période d'un an, et pour lequel la Direction a sollicité l'expertise d'Hydro-Québec et d'institutions universitaires. L'appel d'offres a été publié du 8 octobre au 11 novembre 2025. Deux addendas ont été émis, sans incidences sur le prix ni report de la date d'ouverture des soumissions.

Quatorze firmes ont pris le cahier de charges et quatre ont déposé une soumission. Parmi celles-ci, deux ont été jugées non conformes : l'une pour omission de remplir un formulaire requis, l'autre en raison de l'absence d'autorisation de l'Autorité des marchés publics. De plus, un soumissionnaire s'est désisté, au motif qu'il manquait de capacité pour exécuter le contrat. Il ne restait donc qu'une seule soumission conforme, celle de Cosigna inc.

L'analyse de cette soumission a révélé un écart défavorable à la Ville initial de 32 % par rapport à l'estimation réalisée à l'interne. En vertu de l'article 573.3.3 de la *Loi sur les cités et villes*, le Service de l'approvisionnement a procédé à des négociations avec l'adjudicataire. À la suite de celles-ci, la soumission révisée présentait un écart défavorable à la Ville de 19,57 % par rapport à l'estimation. Selon les personnes-ressources, cet écart s'explique par des taux horaires supérieurs à ceux retenus lors de la plus récente estimation, tant pour les ingénieurs et l'expert en structure que pour le personnel de soutien et le dessinateur.

Lors de la période d'échanges, les commissaires ont soulevé le fait que la dénomination Cosigma inc. serait radiée au registre des entreprises du Québec et **ont demandé que la dénomination sociale exacte de la firme adjudicataire, telle qu'elle y est inscrite, soit précisée au sommaire décisionnel**. Ils ont également requis que **soit confirmée l'existence d'une autorisation valide délivrée par l'Autorité des marchés publics, ou, le cas échéant, que des informations relatives aux démarches de renouvellement ou de mise à jour soient ajoutées**.

Les commissaires ont par ailleurs demandé que le sommaire décisionnel soit bonifié par **des renseignements additionnels concernant les négociations menées avec le seul soumissionnaire conforme**, notamment quant aux étapes du processus et aux éléments ayant fait l'objet de discussions. À cet égard, les personnes-ressources du Service ont indiqué que les négociations avaient permis d'obtenir deux baisses de prix. Selon les commissaires, ces résultats devraient être expliqués de façon plus détaillée dans le sommaire décisionnel.

Les représentants du Service ont accepté de fournir les informations supplémentaires demandées.

Les échanges ont ensuite porté sur les addendas à l'appel d'offres, sur les types de travaux susceptibles d'être couverts par le budget de contingences, ainsi que sur les modes de rémunération prévus, soit à taux horaire et à forfait.

Enfin, les commissaires ont formulé des questions concernant les qualifications exigées des soumissionnaires, notamment en ce qui a trait aux années d'expérience requises pour des projets de nature similaire.

À l'issue des échanges, les commissaires ont réitéré la nécessité de valider la dénomination sociale de l'entreprise adjudicataire.

# Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division infrastructures, usines et réservoirs, Section gestion d'actifs et projets pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence* :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :
    - Une seule soumission conforme

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE260412001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.30

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1250350001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division ingénierie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires) |

Il est recommandé :
1. d'accorder à Pronex Excavation inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 21 906 593,97 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DRE-P2533-193711-C;

2. d'autoriser une dépense de 2 623 942,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 4 390 496,71 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. de procéder à une évaluation du rendement de Pronex Excavation inc.;

5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 53,10% par l'agglomération, 22,70 % par la ville centrale et 24,20 % par la Commission des services électriques de Montréal.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-12 12:47

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1250350001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division ingénierie |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante |
| **Compétence d'agglomération :** | Acte mixte |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service de l'eau (SE) de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, de gérer les eaux pluviales et d'assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et de protéger l'environnement, aujourd'hui et pour les générations futures.
La direction des réseaux d'eau est quant à elle responsable de la distribution d'une eau potable de qualité et de la collecte des eaux usées en réalisant des projets de mise à niveau et de développement des actifs des réseaux, tout en veillant à leur exploitation et à leur entretien.

Ce projet s'inscrit dans le rattrapage du maintien des actifs des infrastructures municipales afin d'assurer la fiabilité du réseau d'eau principal. Il vise à remplacer des conduites d'eau principales et de chambres de vanne installées entre 1890 et 1912, ce qui en fait des infrastructures vieillissantes et vulnérables. Au cours des six dernières années, quatre bris ont été recensés sur le tronçon. Le remplacement de ce tronçon permettra également d'uniformiser le réseau, déjà renouvelé de part et d'autre du secteur visé par le projet.

Il vise également à intégrer les besoins des différents services de la Ville, notamment ceux des réseaux d'eau et d'égout secondaires, ainsi qu'au réaménagement de la géométrie de surface. Il tient aussi compte des besoins de ses partenaires, dont la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Énergir et EXO. Pour répondre aux besoins d'EXO, le projet prévoit l'installation de gabarits physiques, en acier, et de gabarits virtuels de part et d'autre du pont ferroviaire du Canadian Pacific Kansas City (CPKC) afin de protéger la

structure contre les collisions causées par des camions qui tentent de franchir un dégagement insuffisant (± 50 collisions par année).

L'appel d'offres public no DRE-P2533-193711-C a été publié le 16 décembre 2025 sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO). L'ouverture des soumissions a eu lieu le 12 février 2026, initialement prévue le 5 février 2026.

La durée initiale de la publication était de cinquante-un (51) jours de calendrier, mais cette durée a été prolongée à cinquante-huit (58) jours de calendrier afin de répondre au besoin du marché. Les soumissions sont valides durant quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 13 mai 2026.

Six (6) addendas ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat.

| Addenda | Date d'émission | Description | Impact monétaire |
|---|---|---|---|
| 01 | 2025-12-18 | Transmission des clés USB contenant les vidéos d'inspection du collecteur datant de 2018. | Non |
| 02 | 2026-01-15 | Réponses aux questions des soumissionnaires. | Non |
| 03 | 2026-01-23 | Report de date d'ouverture.<br>Réponses aux questions des soumissionnaires. | Non |
| 04 | 2026-01-27 | Réémission du formulaire de soumission.<br>Modifications aux plans.<br>Modifications d'articles du CCAS.<br>Modifications aux articles des devis techniques. | Oui |
| 05 | 2026-01-29 | Réémission du formulaire de soumission.<br>Modifications aux plans.<br>Modifications aux devis techniques<br>Réponses aux questions des soumissionnaires. | Oui |
| 06 | 2026-02-05 | Réémission du formulaire de soumission.<br>Modifications aux plans.<br>Modifications d'articles du CCAS.<br>Réponses aux questions des soumissionnaires. | Oui |

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG 22-0334 - 19 mai 2022 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour la reconstruction d'une conduite d'eau principale de 600 mm dans la rue Guy, entre les rues William et Saint-Jacques, arrondissements de Ville-Marie et du Sud-Ouest - Dépense totale de 10 065 825 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public no 10389 - (3 soum.) (1225072001)
CE21 1087 - 9 juin 2021 - Autoriser un budget de revenus et dépenses de 13 800 000,00 $ (taxes incluses) qui sera assumé par la Ville et remboursé au complet par les propriétaires pour qui la Ville a dû procéder, dans le cadre de ses travaux, au remplacement des sections privées du branchement d'eau en plomb.

**DESCRIPTION**

Dans le cadre du présent projet, les travaux sont situés dans les arrondissements Le Sud-Ouest et Ville-Marie. Les travaux sont situés dans les tronçons suivants en fonction de la nature des travaux :

- L’axe de la rue Guy, de la rue Saint-Jacques au boulevard René-Lévesque Ouest : Travaux de reconstruction de conduites d'eau et réaménagement complet de la rue (2026 et 2027) ;

- L’axe de la rue Guy, de la rue William à la rue Saint-Jacques : Travaux de surface (2026) ;
- L’axe de la rue Saint-Jacques, de la rue des Seigneurs à la rue Guy : Travaux de réhabilitation des conduites d'eau potable (2026).

L’étendue de ces travaux, de façon non exhaustive, comprend les opérations suivantes :

¬ La reconstruction de conduites d’eau principales de 500 mm de diamètre et de 600 mm de diamètre dans l’axe de la rue Guy sur une longueur de 465 m ;

¬ La reconstruction d’une conduite d’eau secondaire dans l’axe de la rue Guy (conduite de 200 mm existante remplacée par une de 300 mm) sur une longueur de 490 m ;

¬ La réhabilitation de conduites d’eau de 300 mm et 600 mm de diamètre dans l’axe de la rue Saint-Jacques sur une longueur d'environ 250 m ;

¬ Le remplacement des branchements d’eau, dont deux branchements en plomb ;

¬ La reconstruction de conduites d’égout et des regards dans l’intersection de la rue Saint-Antoine ;

¬ La reconstruction de sept puits d’accès et d'environ 300 m de massifs de conduits de la CSEM ;

¬ La reconstruction d’une conduite de gaz en plastique de 168,3 mm de diamètre et des branchements sur une longueur de 185 m ;

¬ La reconstruction des trottoirs en béton d'une superficie de 3300 $m^2$ et bordures en granit sur une longueur de 850 m ;

¬ La construction de pistes cyclables surélevées ;

¬ La construction d’infrastructures vertes drainantes (IVD) ;

¬ La reconstruction, ainsi que la modification des feux de circulation et de l'éclairage de rue ;

¬ Les travaux de signalisation et de marquage ;

¬ La construction de gabarits physiques et virtuels au droit du pont ferroviaire du CPKC pour EXO ;

¬ Les travaux d’archéologie.

Au sujet des gabarits de protection du viaduc ferroviaire surplombant la rue Guy, une entente de collaboration entre la Ville et le CPKC reste à convenir afin de préciser le partage des rôles et responsabilités liés à l’exploitation et à l’entretien des aménagements.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est de 2 623 942,57 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 11,95 % du coût des travaux.

Les dépenses incidentes au présent dossier sont de 4 390 496,71 $ taxes incluses, soit 20 % du montant. Elles pourraient notamment comprendre des dépenses en matière d'utilités publiques, de permis et de concessions, de gestion des impacts et parties prenantes, de surveillance archéologique, de marquage et de signalisation. Des frais incidents sont également prévus pour les frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux, la surveillance environnementale ainsi que les frais reliés à la plate-

forme Traces Québec pour la gestion et la traçabilité des sols contaminés.

Un plan de localisation est joint au présent sommaire décisionnel avec le séquençage des travaux. Le projet est prévu pour débuter au deuxième trimestre de 2026 et se terminer en décembre 2027.

Les dispositions contractuelles liées au retard dans l'exécution des travaux sont décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'Entrepreneur doit payer à la Ville de Montréal une pénalité de 0,1 % du prix du Contrat, excluant la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ). Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1 000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans ce contrat.

**JUSTIFICATION**

À la suite de l'appel d'offres public DRE-P2533-193711-C, il y a eu vingt-quatre (24) preneurs du cahier des charges sur le site SEAO. De ce nombre, onze (11) entreprises ont déposé une soumission, soit 46 %, et treize (13) entreprises n'ont pas déposés de soumission, soit 54 %. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.
Les trois (3) plus basses soumissions ont été vérifiées. La liste complète des soumissionnaires se trouve en pièce jointe.

| **SOUMISSIONS CONFORMES** | **PRIX SOUMIS** (taxes incluses) | **AUTRES (Contingences)** (taxes incluses) | **TOTAL** (taxes incluses) |
|---|---|---|---|
| PRONEX EXCAVATION INC. | 21 906 593,97 $ | 2 623 942,57 $ | 24 530 536,54 $ |
| Construction Deric inc. | 23 300 000,00 $ | 2 784 888,21 $ | 26 084 888,21 $ |
| Les Entreprises Michaudville inc. | 23 490 000,00 $ | 2 807 597,59 $ | 26 297 597,59 $ |
| Dernière estimation réalisée ($) | 28 560 803,16 $ | 0,00 $ | 28 560 803,16 $ |
| Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)<br>*(la plus basse conforme – estimation)*<br><br>Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)<br>*((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100* | | | (6 654 209,19 $)<br><br>- 23,30% |
| Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)<br>*(la deuxième plus basse – la plus basse)*<br><br>Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)<br>*((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100* | | | 1 393 406,03 $<br><br>6,36 % |

L'analyse des soumissions réalisée par la Direction des réseaux d'eau (DRE) a permis de constater que le soumissionnaire conforme ayant le plus bas prix a présenté une soumission avec un écart favorable de -6 654 209,19 $, soit - 23,3 %, taxes incluses, par rapport à l'estimation finale.

± 92 % des écarts se trouvent dans les items suivants :

- 41,8 % des écarts, soit un montant de - 2 782 427,87 $, taxes incluses, se trouvent dans les items II-IS-1100 relatif aux frais généraux de chantier et II-8A-1101 relatif au maintien de la mobilité et de la sécurité routière. Cette différence de prix est attribuée aux méthodes appartenant à l'Entrepreneur, qui lui permettent de respecter les exigences du Contrat.
- 11,2 % des écarts, soit un montant de - 748 143,47 $, taxes incluses, se trouvent dans les items II-1A-1304 et II-1A-1105 relatifs à la conduite d'eau. Cette différence de prix est attribuée à la lenteur du marché actuel qui engendre des prix compétitifs

auprès des fournisseurs.
- 14,9 % des écarts, soit un montant de - 988 510,90 $, taxes incluses, se trouvent dans l'item II-TS-C101 relatif aux travaux de nettoyage du collecteur d'égout. Cette différence de prix peut s'expliquer par les volumes d'eau ainsi que la durée requise du contrôle des eaux pour les travaux dans le collecteur planifiés par l'Entrepreneur.
- 24 % des écarts, soit un montant de - 1 613 653,96 $, taxes incluses, se trouvent dans les travaux de gabarits de protection pour pont ferroviaire du CPKC. L'estimation réalisée est basée sur une conception conservatrice, et donc, des prix conservateurs, en raison du manque d'information géotechnique du secteur des travaux (localisés entre des structures du CPKC et du MTMD). La différence de prix est également attribuée à la lenteur du marché actuel, qui engendre des prix plus compétitifs.

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG23 0205. Il sera soumis à la Commission permanente sur l'examen des contrats, conformément au Règlement sur la commission permanente du Conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) en raison des critères suivants :

- Contrat d'une valeur de plus de 20 M$;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$
  - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le présent dossier porte sur un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics. L'adjudicataire recommandé, Pronex Excavations inc., détient une autorisation de conclure des contrats / sous-contrats publics de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), laquelle est en vigueur depuis le 15 juillet 2024. Une copie de cette autorisation est jointe au présent dossier.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Le plus bas soumissionnaire est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville de Montréal et n'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, la Ville procédera à l'évaluation de rendement de l'adjudicataire Pronex Excavation inc., dans le cadre du présent contrat d'exécution de travaux de construction.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 28 921 033,25 $ taxes incluses, soit 26 265 358,38 $ lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciale, et comprend :

- Le contrat pour un montant de 21 906 593,97 $, taxes incluses;
- Les dépenses pour des travaux contingents de 2 623 942,57 $, taxes incluses ;
- Les dépenses incidentes de 4 390 496,71 $, taxes incluses ;

Cette dépense est répartie entre les différents programmes décennaux d'immobilisations (PDI) des unités d'affaires impliquées dans le projet de la façon suivante :

<u>Dépenses assumées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) - Aqueduc principal</u>

La dépense de ce contrat sera assumée à 12,79 % par la DRE pour l'aqueduc principal, cela représente 2 794 715,41 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 10 %, soit 279 471,54 $, taxes incluses, pour les frais contingents et de 22 %, soit 625 401,04 $, taxes incluses, pour les frais incidents.

La dépense totale de la DRE - Aqueduc principal est de 3 699 587,99 $, soit une dépense de 3 378 216,95 $ net de ristourne qui sera assumée par le règlement d'emprunt RCG 23-022 - Réseau principal aqueduc CG23 0587 du programme 56088 - Réseau primaire d'aqueduc.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

Dépenses assumées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) - Collecteur

La dépense de ce contrat sera assumée à 0,35 % par la DRE pour le collecteur d'égout, cela représente 78 974,07 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 20 %, soit 15 794,81 $, taxes incluses, pour les frais contingents et de 10 %, soit 7 897,41 $, taxes incluses, pour les frais incidents.

La dépense totale de la DRE - Collecteur est de 102 666,29 $, soit une dépense de 93 748,00 $ net de ristourne qui sera assumée par le règlement d'emprunt RCG 23-029 - Travaux collecteurs d'égouts CG23 0768 du programme 53010 - Réseau primaire d'égout.

Cette dépense est financée par l'emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

Dépenses assumées par la Direction de la gestion des actifs (DGA) - Réseaux locaux

La dépense de ce contrat sera assumée à 14,32 % par la DGA - réseaux locaux, cela représente 3 068 518,84 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 10 %, soit 306 851,88 $, taxes incluses, pour les frais contingents et de 25 %, soit 766 735,33 $, taxes incluses, pour les frais incidents.

La dépense totale de la DGA - réseaux locaux est de 4 142 106,06 $, soit une dépense de 3 782 294,93 $ net de ristourne qui sera assumée par le règlement 22-046 - Renouvellement des actifs réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout du programme 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts. Le coût est admissible au programme de subvention TECQ24 (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec) et est financé selon le protocole d'entente, ne laissant aucune charge aux contribuables.

Dépenses assumées par la Direction de la gestion des actifs (DGA) - entrée de service en plomb partie privée

La dépense de ce contrat sera assumée à 0,14 % par la DGA - entrée de service en

plomb (partie privée) pour le remplacement des entrées de service en plomb du côté privé, cela représente un montant de 35 914,32 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 10 %, soit 3 591,43 $, taxes incluses, pour les frais contingents.

La dépense totale de la DGA - partie privée (plomb) est de 39 505,75 $, soit une dépense de 36 074,01 $ net de ristourne qui sera facturée aux citoyens concernés, conformément au règlement 20-030.

Dépenses assumées par la Direction de la gestion des actifs (DGA) - Infrastructures vertes drainantes

La dépense de ce contrat sera assumée à 0,29 % par la DGA - Infrastructures vertes drainantes (IVD), cela représente 82 511,54 $, taxes incluses.

La dépense totale de la DGA - IVD est de 82 511,54 $, soit une dépense de 75 344,04 $ net de ristourne qui sera assumée par le règlement 24-013 du programme 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques .

Dépenses assumées par le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)

Le coût de ce contrat sera assumé à 40,13 % par le SUM, cela représente 8 596 881,18 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 14,6 %, soit 1 257 151,23 $, taxes incluses, pour les frais contingents et de 20,4%, soit 1 752 628,61 $, taxes incluses, pour les frais incidents.

Les dépenses pour les travaux sur les conduites de gaz d'Énergir ainsi que sur le pont ferroviaire du Canadian Pacific Kansas City (CPKC) sont assumées par le SUM.

Le montant maximal du SUM est de 11 606 661,01 $, soit 10 613 967,52 $ net de ristourne. Cette dépense est répartie comme suit pour les règlements d'emprunt :

- Un montant maximal de 4 658 263,65 $, soit 4 253 615,61 $ net de ristourne, incluant travaux, incidences et contingences, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence agglomération : RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602, du projet investi 45000 - Vélo, Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable ;
- Un montant maximal de 6 830 384,13 $, soit 6 252 590,10 $ net de ristourne, incluant travaux, incidences et contingences, sera financé par le règlement d'emprunt : 19-023-1 Programme aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111 du projet investi 59070 - Programme aménagement des rues – Artériel ;
- Un montant maximal de 118 013,22 $, soit 107 761,80 $ net de ristourne, incluant travaux, incidences et contingences, sera financé par le règlement d'emprunt : 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 du projet investi 75110 - Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public.

Le budget net requis (en milliers $) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035, les dépenses du SUM sont imputées comme suit :

| | 2026 | 2027 | Ultérieur | Total des dépenses par projet investi |
|---|---|---|---|---|
| Projet investi 45000<br>Vélo - Réseau Express Vélo et développement cyclable | 2 127 | 2 127 | 0 | 4 254 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Projet investi 59070<br>Programme aménagement des rues - Artériel | 2 826 | 3 426 | 0 | 6 252 |
| Projet investi 75110<br>Travaux d'électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 108 | 0 | 0 | 108 |
| Total des dépenses par année | 5 061 | 5 553 | 0 | 10 614 |

Dépenses assumées par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)

La dépense de ce contrat sera assumée à 7,16 % par le SIRR, cela représente 2 069 385,22 $, taxes incluses, soit 1 889 624,53 $ net de ristourne. Cette dépense est répartie comme suit pour les règlements d'emprunt :

- Un montant maximal de 1 448 569,65 $, soit 1 322 737,17 $ net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt : 24-027 Planage/revêtement artériel CM24 1039, du programme 55856 - Programme complémentaire de planage - revêtement – artériel ;
- Un montant maximal de 620 815,57 $, soit 566 887,36 $ net de ristourne, sera financé par le règlement d'emprunt : RCG 23-030 Finan. trav de maintien réseau CG23 0770, du programme 45009 - Vélo, programme de maintien du réseau cyclable.

Dépenses assumées par la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)

La dépense de ce contrat sera assumée à 24,82 % par la CSEM, cela représente 5 179 693,40 $, taxes incluses. Ce montant est majoré de 14,7 %, soit 761 081,67 $, taxes incluses, pour les frais contingents et de 24 %, soit 1 237 834,33 $, taxes incluses, pour les frais incidents.

La dépense totale de la CSEM est de 7 178 609,40 $, soit une dépense de 6 396 088,39 $ net de ristourne qui sera assumée par le règlement d'emprunt 24-015 Conduits souterrains M607357 du programme 69097 - Programme de construction et de modification de conduites souterraines.

Cette dépense est financée par la Commission des services électriques de Montréal (CSEM).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision ;
- Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous ;
- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins ;
- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait engendrer, ce qui suit :

- Un risque de conflit avec d'autres projets planifiés dans un secteur fortement sollicité par plusieurs projets de construction, tant privés que publics, dont le projet Sainte-Catherine Ouest et le projet Quartier des Gares ;
- Un risque d'augmenter le nombre de bris d'aqueduc et d'interruptions de service ;
- Un risque de provoquer une augmentation des coûts pour l'entretien et la réparation du réseau d'aqueduc principal et secondaire.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Octroi de contrat : avril 2026
Mobilisation en chantier : juin 2026
Délai contractuel : 520 jours de calendrier
Fin du délai contractuel : Décembre 2027

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Sylvie - Ext DAGENAIS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Patrick RICCI, Service des infrastructures du réseau routier
Karl LAI, Service de l'eau

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Mohamed GALLAA, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean-François DUBUC, 6 mars 2026
Karl LAI, 25 février 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Angela FARAH
ingenieur(e)

Guillaume COURSOL TELLIER, ing. M.Sc.A. - Chef de la section Projets d'Aqueduc, Division Ingénierie, DRE, SE.

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-24

Jean-François DUBUC
chef de division - Division ingenierie

**Tél :** 514-248-0191
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-08

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-11

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1250350001*
Unité administrative responsable : *Service de L'eau – Direction des réseaux d'eau*
Projet : *Reconstruction de la conduite d'eau de 500mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision*

*3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous*

*19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

*20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

*· Continuer à fournir l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante à l'ensemble de la population montréalaise en minimisant les risques de rupture de services*

*· Lutter contre le vieillissement des équipements en augmentant la qualité des infrastructures des eaux sur son territoire (remplacement d'infrastructures vieillissantes par des infrastructures souterraines neuves)*

*· Renouveler les réseaux de 1 % selon la politique nationale de l'eau*

*· Diminuer les infiltrations d'eau au réseau d'égout*

*· Travaux de remplacement des entrées de service en plomb (Directive S-DRE-SE-D-2020-001)*

*· Amélioration de la santé publique*

*· Bénéficier de rue conviviale avec repartage de rue en faveur des piétons et des cyclistes*

*· Aménagements d'accessibilité universelle*

*· Aménagement d'un lien cyclable structurant*

*· Apaisement de la circulation automobile*

*· Sécurisation des intersections*

*· Création d'îlot de fraîcheur avec la plantation d'arbres et aménagement d'espace vert*

*· Installation de station BIXI*

## Section B - Test climat

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **x** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **x** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **x** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Julie Brodeur**

---

**De:** _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
**Envoyé:** 2 juin 2023 14:12
**À:** _Boîte Autorisation AMP
**Objet:** IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

# Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITE
DES MARCHES
PUBLICS

**Direction de l'intégrité**
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

***Cette autorisation tient compte de la date de validité originale du renouvellement de notre autorisation auprès de l'AMP au 15 juillet 2024 et non de la date du présent courriel au 2 juin 2023.**

**Elle est alors valide jusqu'au 15 juillet 2026.**

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Le 16 juillet 2021

PRONEX EXCAVATION INC.
A/S MADAME JULIE BRODEUR
320-346, AV HAMFORD
LACHUTE (QC) J8H 3P6

N° de décision : 2021-DAMP-1636
N° de client : 3000156731

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. PRONEX EXCAVATION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 juillet 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



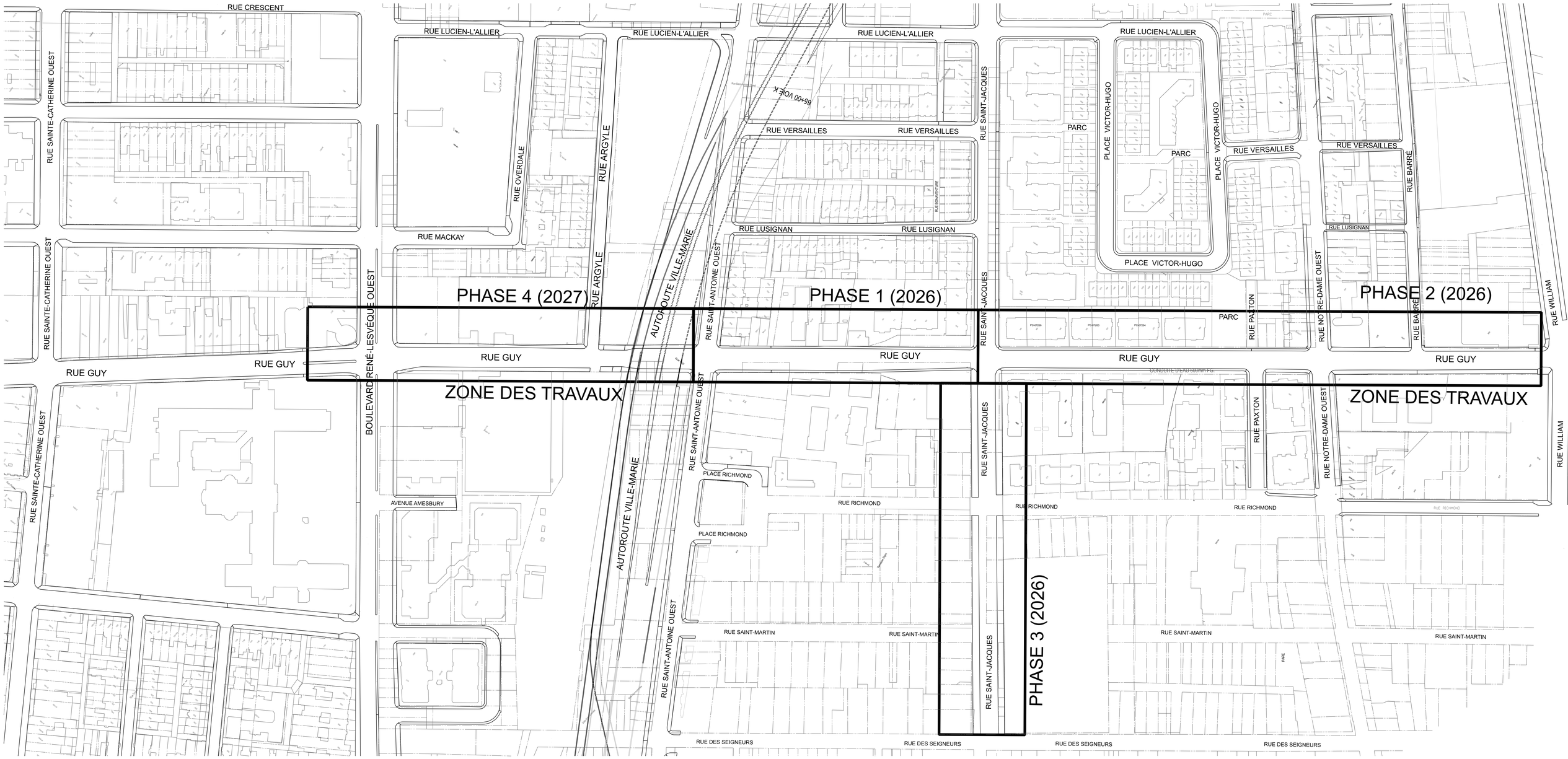
Chantal Hamel

Montréal

Service de l'eau
Direction des réseaux d'eau
Division Ingénierie
Section projets d'aqueduc

# RECONSTRUCTION DE LA CONDUITE D'EAU 500mm ET DES INFRASTRUCTURES MUNICIPALES DANS L'AXE DE LA RUE GUY, ENTRE LA RUE SAINT-JACQUES ET LE BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST.

## ARRONDISSEMENTS VILLE -MARIE ET LE SUD OUEST



# AUTORISATION

## Articles 49 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

**No Référence demande :**
20244784

**Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :**
Monsieur Atae Azzam
Ville de Montréal, SUM
801, Brennan 6e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

**À réaliser les actes ou travaux suivants :**
Travaux d'aménagement de rue dans le cadre de la reconstruction de la conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque O. Le tout conformément aux plans pour soumission émis le 10 décembre 2025 par le Service de l'eau de la Ville de Montréal (soumission : DRE-P2533-193711-C). Une supervision archéologiques est prévue.

**Sur le(s) bien(s) suivant(s) :**
Situé dans une aire de protection - **Chapelle de l'Invention-de-la-Sainte-Croix**
Guy (entre Sainte-Catherine et William)
Montréal (Québec)

Important

Par le seul effet de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »), la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an (articles 51 et 67 de la LPC).

Toutes modifications aux actes ou travaux autorisés par la présente, incluant les imprévus en cours de chantier, doivent faire l'objet d'une demande de modification et être autorisées par le ministre de la Culture et des Communications ou la Ville de Montréal préalablement à leur réalisation.

La présente autorisation peut aussi être révoquée ou modifiée par la Ville de Montréal si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes (article 197 de la LPC).

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autres permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la LPC ou toute autre loi ou règlement applicable, notamment un permis de travaux émis par l'arrondissement concerné de la Ville de Montréal.

La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser sans délai le ministre responsable de la Culture et des Communications du Québec de toute découverte de bien ou de site archéologique, conformément à l'article 74 de la LPC.

Signée en vertu du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et de l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008) de la Ville de Montréal.

Délivrée le 2026-02-17

Louis-Henri Bourque, Directeur de direction
Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité

**Numéro dossier GDD** : 1250350001

**Objet GDD** :
Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires)

**LISTE COMPLÈTE DES SOUMISSIONNAIRES**

| | SOUMISSIONNAIRES | PRIX SOUMIS (taxes incluses) |
|---|---|---|
| 1 | PRONEX EXCAVATION INC. | 21 906 593,97 $ |
| 2 | Construction Deric inc. | 23 300 000,00 $ |
| 3 | LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. | 23 490 000,00 $ |
| 4 | EXCAVATIONS DARCHE INC. | 24 491 625,99 $ |
| 5 | DEMIX CONSTRUCTION | 24 590 888,69 $ |
| 6 | EUROVIA | 25 920 204,64 $ |
| 7 | ROXBORO EXCAVATION INC | 27 000 000,00 $ |
| 8 | C.M.S ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. | 27 297 077,66 $ |
| 9 | Loiselle inc. | 28 269 685,44 $ |
| 10 | LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. | 28 602 752,47 $ |
| 11 | GROUPE MPOTVIN | 29 538 196,49 $ |

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

# Liste des commandes

| Organisation | Diffusion | Contact | Date et heure de la commande | Addenda envoyé |
|---|---|---|---|---|
| Construction Deric inc.<br>5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5<br>http://www.groupederic.ca | Publique | Isabelle Vézina - alexandre.coulombe@groupederic.ca<br>Téléphone: 4187812228<br>Courriel: isabelle.vezina@groupederic.ca | **Transaction: (20385674)**<br>2025-12-16 14:43 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| EXCAVATIONS DARCHE INC.<br>2800, boul. Industriel Chambly QC CAN J3L4X3<br>http://www.excavationsdarche.com | Non diffusé | Roxanne Pruneau<br>Téléphone: 450-658-8377<br>Courriel: r.pruneau@darcheinc.com | **Transaction: (20386171)**<br>2025-12-17 10:13 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.<br>23 av Milton Lachine Montréal QC CAN H8R1K6<br>http://www.nrj.ca | Publique | Cynthia Nadeau<br>Téléphone: 5144810451<br>Courriel: soumission@nrj.ca | **Transaction: (20386080)**<br>2025-12-17 08:17 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| ROXBORO EXCAVATION INC.<br>1620 Croissant Newman Dorval QC CAN H9P2R8 | Publique | Jérémie G. Théoret (BL-US)<br>Téléphone: 5146311888<br>Courriel: estimationblainville@roxboro.ca | **Transaction: (20386098)**<br>2025-12-17 08:45 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Messagerie<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Messagerie |
| GROUPE MPOTVIN<br>669 rang Saint-Paul Saint-Rémi QC CAN<br>J0L2L0 | Publique | Alexandre Potvin<br>Téléphone: 514-972-1280<br>Courriel: info@mpotvinexcavation.com | **Transaction: (20386079)**<br>2025-12-17 08:17 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| L.A. HEBERT LTÉE<br>9700 Place Jade Brossard QC CAN J4Y3C1<br>www.lahebert.ca | Non diffusé | Louise Brisson<br>Téléphone: 4504444847<br>Courriel: soumission@lahebert.ca | **Transaction: (20394221)**<br>2026-01-06 08:02 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| CONSTRUCTION N.R.C. INC.<br>160 rue Deslauriers Montréal QC CAN H4N1G4 | Non diffusé | Estela Ponche<br>Téléphone: 5146177429<br>Courriel: soumission@constructionnrc.com | **Transaction: (20405810)**<br>2026-01-20 09:09 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| DEMIX CONSTRUCTION UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC.<br>26 rue Saulnier Laval QC CAN H7M1S8<br>http://www.crhcanada.com | Non diffusé | Valérie Smith<br>Téléphone: 4506293533<br>Courriel: demix.estimation-ca@ca.crh.com | **Transaction: (20386202)**<br>2025-12-17 11:02 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC.<br>872, rue Archimède Lévis QC CAN G6V7M5<br>https://www.lafontaineinc.com/ | Publique | Amélie Gosselin<br>Téléphone: 4188382121<br>Courriel:<br>amelie.gosselin@lafontaineinc.com | **Transaction: (20385685)**<br>2025-12-16 15:03 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Messagerie<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Messagerie |
| LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.<br>270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire QC<br>CAN J3H0M6<br>http://www.michaudville.com | Non diffusé Julie Lalumière<br>Téléphone: 4504469933<br>Courriel: jlalumiere@michaudville.com | **Transaction: (20385630)**<br>2025-12-16 13:26 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC.<br>4085 St-Elzéar Est Laval QC CAN H7E4P2<br>euroviaqc.ca | Publique | Line Proulx<br>Téléphone: 4504317887<br>Courriel: line.proulx@euroviaqc.ca | **Transaction: (20388143)**<br>2025-12-19 11:22 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| LE GROUPE LÉCUYER LTÉE<br>17 Du Moulin Saint-Rémi QC CAN J0L2L0<br>http://www.lecuyerbeton.com | Publique | David Guay<br>Téléphone: 4504543928<br>Courriel: ventes@lecuyerbeton.com | **Transaction: (20387113)**<br>2025-12-18 09:15 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| FORTERRA PRESSURE PIPE, ULC<br>699 blvd Industriel Saint-Eustache QC<br>CAN J7R6C3 | Publique | Eric Langlois<br>Téléphone: 450.623.2200<br>Courriel: eric.langlois@rinkerpipe.com | **Transaction: (20386130)**<br>2025-12-17 09:15 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Duroking Construction<br>12075, rue Arthur-Sicard, suite 100<br>Mirabel QC CAN J7J0E9<br>http://www.duroking.com | Non diffusé | Estimation Duroking<br>Téléphone: 450-430-3878<br>Courriel: estimation@duroking.com | **Transaction: (20387093)**<br>2025-12-18 08:49 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Novinfra inc.<br>4030 rue Saint-Ambroise, suite 249<br>Montréal QC CAN H4C2C7<br>www.novinfra.com | Publique | Alexandre Bouchard<br>Téléphone: 514-269-8007<br>Courriel: abouchard@novinfra.com | **Transaction: (20386151)**<br>2025-12-17 09:47 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| PRONEX EXCAVATION INC.<br>821, route 329 Lachute QC CAN J8H3W9<br>https://pronex.ca | Publique | Normand Julien<br>Téléphone: 450-562-9651<br>Courriel: estimation@pronex.ca | **Transaction: (20387054)**<br>2025-12-18 06:52 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| BORDURES POLYCOR INC.<br>76 rue Saint-Paul, Suite 100 Québec QC<br>CAN G1K3V9<br>http://www.polycor.com | Non diffusé | Remi Guillemette<br>Téléphone: 4185587740<br>Courriel: remi@polycor.com | **Transaction: (20395862)**<br>2026-01-08 11:41 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Loiselle inc.(Abonnement)<br>280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield<br>QC CAN J6S6P7<br>http://www.loiselle.ca | Non diffusé | Olivier Gaignard<br>Téléphone: 4503734274<br>Courriel: soumissions@loiselle.ca | **Transaction: (20393878)**<br>2026-01-05 15:35 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| Les Entreprises Claude Chagnon inc.<br>3500 boul Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert<br>QC CAN J3Y6T1 | Publique | Marie-Édith Bérubé<br>Téléphone: 4503212446<br>Courriel: info-rs@cchagnon.com | **Transaction: (20387285)**<br>2025-12-18 14:16 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| GROUPE THERMO-LITE INC.<br>9065 rue champ d'eau Montréal QC CAN H1P3M3<br>https://www.Thermo-Lite.ca | Non diffusé | Melina Scalise<br>Téléphone: 5148178319<br>Courriel: melina@thermo-lite.ca | **Transaction: (20398781)**<br>2026-01-12 09:22 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| NÉOLECT INC.<br>104 boul Montcalm Nord Candiac QC<br>CAN J5R3L8 | Non diffusé | Mélissa Duchesne-Baril<br>Téléphone: 450-659-5457<br>Courriel:<br>melissa.duchesnebaril@neolect.com | **Transaction: (20387200)**<br><br>2025-12-18 10:58 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| INSITUFORM TECHNOLOGIES LIMITED<br>10300, boul Henri-Bourassa Ouest<br>Montréal QC CAN H4S1N6<br>http://www.insituform.com | Publique | Nicolas Sauvé<br>Téléphone: 5147399999<br>Courriel: estimation@aegion.com | **Transaction: (20407661)**<br>2026-01-22 08:19 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>Téléchargement<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Téléchargement<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Téléchargement<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Téléchargement<br><br>Mode privilégié (plan): Courriel |
| C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.<br>3828, rue Saint-Patrick Montréal QC CAN H4E1A4<br>https://cmsgenie.qc.ca | Non diffusé | André Bolduc<br>Téléphone: 5147659393<br>Courriel: estimation@cmsgenie.qc.ca | **Transaction: (20389957)**<br>2025-12-22 16:00 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | Plan<br>2026-02-05 à 12:05 - Messagerie<br>Devis<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-02-05 à 12:05 - Courriel<br><br>Mode privilégié (plan): Messagerie |
| Les Entreprises Cogenex Inc.<br>3805, boul. Lite, bureau 300 Laval QC<br>CAN H7E1A3 | Non diffusé | Carlo Rivera<br>Téléphone: 5143277208<br>Courriel: c.rivera@cogenex.ca | **Transaction: (20386237)**<br><br>2025-12-17 11:46 | 20086273 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 1<br>Échantillon<br>2025-12-23 à 16:00 - Messagerie<br><br>20088393 - Addenda 2 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-15 à 17:20 - Courriel<br><br>20089744 - Addenda 3 DRE-P2533-193711-C<br>Devis<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-23 à 16:20 - Courriel<br><br>20090182 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Bordereau numérique<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090253 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite<br>Plan<br>2026-01-28 à 08:30 - Messagerie<br><br>20090255 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 4_Suite_Doc<br>Devis<br>2026-01-28 à 08:30 - Courriel<br><br>20090778 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br>Bordereau numérique<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20090782 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_Annexe F2<br>Plan<br>2026-01-29 à 17:25 - Messagerie<br><br>20090783 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 5_DTSI-T_R00<br>Devis<br>2026-01-29 à 17:25 - Courriel<br><br>20091968 - DRE-P2533-193711-C - Addenda 6 |

Plan
2026-02-05 à 12:05 - Messagerie
Devis
2026-02-05 à 12:05 - Courriel
Bordereau numérique
2026-02-05 à 12:05 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

Québec

© Gouvernement du Québec, 2026

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **jeudi 12 février 2026 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Annie Benjamin, agente de bureau

**APPEL D'OFFRES DRE-P2533-193711-C**

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Reconstruction de la conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque Ouest » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

| **Soumissionnaires** | **Prix** |
|---|---|
| 9329-0146 QUÉBEC INC.[1] (GROUPE MPOTVIN) | 29 538 196,49 $ |
| C.M.S. ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC. | 27 297 077,66 $ |
| CONSTRUCTION DERIC INC. | 23 300 000,00 $ |
| DEMIX CONSTRUCTION, UNE DIVISION DE GROUPE CRH CANADA INC. | 24 590 888,69 $ |
| EUROVIA QUÉBEC GRANDS PROJETS INC. | 25 920 204,65 $ |
| EXCAVATIONS DARCHE INC. | 24 491 625,99 $ |
| LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC. | 23 490 000,00 $ |
| LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. | 28 602 752,47 $ |
| LOISELLE INC. | 28 269 685,44 $ |
| PRONEX EXCAVATION INC. | 21 906 594,61 $ |
| ROXBORO EXCAVATION INC. | 27 000 000,00 $ |

L'appel d'offres du Service de l'eau a été publié les 15 décembre 2025 et 28 janvier 2026 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 16 décembre 2025 et 23 janvier 2026 dans le système électronique SÉAO.

[1] Seule une raison sociale apparaissait sur la page sommaire déposée par ce soumissionnaire. Le nom légal du soumissionnaire provient d'une vérification au Registre des entreprises du Québec.

…/2

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des réseaux d'eau, pour étude et rapport.

/vm

Vér. 1
D.R.E. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission**

**Dossier # : 1250350001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division ingénierie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1250350001 22A27_CSEM_Partage couts_20260218_AF20260303_MM20260304 (1).xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Sylvie - Ext DAGENAIS
Adjointe- Bureau du président pour Candy Yu Wu
**Tél :** 514-384-6840

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-06

Robert GAUTHIER
Président

**Tél :** 514-384-6840
**Division :** Bureau du président

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1250350001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division ingénierie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

22A27_Gabarit Répartition des coûts_A partager.pdf

Info comptable GDD 1250350001 - DGA & DRE.xlsx

SIRR - 1250350001.xlsx

1250350001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

Eau:
Stefania Gore - Préposée au budget
Francis Plouffe - Conseiller budgétaire

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-10

Cédric AGO
Conseiller budgétaire
**Tél :** 514-872-0766

**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

**Dossier # : 1250350001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division ingénierie |
| **Objet :** | Accorder un contrat à Pronex Excavation inc., pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires) |

**Rapport_CEC_SMCE250350001 - Pronex excavation.pdf**

**Dossier # :1250350001**

Montréal

**Service du greffe**
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

# Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
**Sylvain Ouellet**
Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Vice-présidences
**Laura Palestini**
Arrondissement de LaSalle

**Martin St-Jean**
Ville de Beaconsfield

Membres
**Marie-Claude Baril**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Maude Choko**
Arrondissement d'Outremont

**Heidi Ektvedt**
Ville de Baie-D'Urfé

**Victor Esposito**
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

**Gabriel Fortin**
Arrondissement Le Plateau Mont-Royal

**Gerlando Guarraggi**
Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

**Sophie Mohsen**
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

**Jean Marc Poirier**
Arrondissement de Montréal-Nord

**Le 23 avril 2026**

**Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres**

**Mandat SMCE250350001**

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque — Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses — Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires)

*ORIGINAL SIGNÉ*
Sylvain Ouellet
Président

*ORIGINAL SIGNÉ*
Virginie Harvey
Coordonnatrice, Soutien aux commissions permanentes

# Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

# Mandat SMCE250350001

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque — Dépense totale de 28 921 033,25 $, taxes incluses — Appel d'offres public DRE-P2533-193711-C (11 soumissionnaires)

À sa séance du 1er avril 2026, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ répondant à la condition suivante :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

Le 8 avril 2026, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat lors d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence.

Au cours de cette séance, les personnes-ressources du Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau, Division ingénierie, ont présenté les différentes étapes franchies et ont répondu aux questions des commissaires relatives au contrat à l'étude.

Les représentants du Service ont d'abord expliqué que le projet présenté s'inscrit dans le programme de rattrapage du maintien des actifs des infrastructures municipales. Le dossier à l'étude vise à assurer la fiabilité du réseau d'eau principal dans l'axe de la rue Guy. Il prévoit le remplacement de conduites d'eau principales et de chambres de vanne datant de 1890 à 1912. Son remplacement permettra également d'uniformiser le réseau, déjà renouvelé de part et d'autre du secteur visé par le projet.

Le projet vise par ailleurs à intégrer les besoins des différents services de la Ville, notamment ceux liés aux réseaux d'eau et d'égout secondaires, de même qu'au réaménagement de la géométrie de surface. Il tient compte des besoins des partenaires de la Ville, dont la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Énergir et EXO.

Les travaux comprennent notamment le remplacement des branchements d'eau, dont certains en plomb, la reconstruction de puits d'accès et de massifs de conduits de la CSEM, la construction de pistes cyclables surélevées, la construction d'infrastructures vertes drainantes et la reconstruction de trottoirs en béton et bordures en granit.

Les intervenants ont souligné qu'un **critère d'examen supplémentaire** s'ajoute à celui ayant motivé le mandat confié par le comité exécutif, le contrat ayant une valeur excédant 20 M$. **Ils ont ainsi suggéré que ce critère soit intégré au sommaire décisionnel soumis au conseil municipal et au conseil d'agglomération.**

Les intervenants ont ensuite présenté le processus d'appel d'offres, lequel s'est déroulé du 16 décembre 2025 au 12 février 2026. Six addendas ont été émis au cours de cette période, dont trois ont eu une incidence sur l'estimation des coûts et un a entraîné le report de la date d'ouverture des soumissions.

Au total, 24 preneurs ont obtenu le cahier des charges et onze entreprises ont déposé une soumission. Parmi les preneurs n'ayant pas soumissionné, sept ont indiqué leur motif de désistement, soit l'insuffisance de ressources, le fait d'être fournisseurs ou d'agir à titre de sous-traitants.

L'analyse des soumissions réalisée par la Direction des réseaux d'eau a révélé que le soumissionnaire conforme ayant présenté le plus bas prix, Pronex Excavation, affiche un écart de (-23,3 %) par rapport à l'estimation interne, à l'avantage de la Ville. Environ 92 % de cet écart s'explique par des différences observées dans les frais généraux de chantier, le maintien de la mobilité et de la sécurité routière, les travaux de gabarits de protection pour le pont ferroviaire, les travaux de nettoyage du collecteur d'égout et la conduite d'eau.

À la suite de la présentation, les commissaires ont interrogé les représentants du Service au sujet de l'écart observé dans les frais généraux de chantier, le maintien de la mobilité et de la sécurité routière, qui représentent 42 % de l'écart constaté. Ils ont exprimé des préoccupations quant aux mesures proposées en matière de mobilité et à leur conformité aux critères exigés.

Les personnes-ressources ont rassuré les commissaires en précisant que des cahiers de spécifications détaillés encadrent la gestion des impacts du chantier, le maintien de la circulation et la sécurité des usagers. Elles ont également indiqué que le Service tient, en amont, des rencontres de coordination avec les arrondissements concernés ainsi que des rencontres interchantiers, notamment avec le chantier de la rue Sainte-Catherine.

Les commissaires ont aussi demandé des explications concernant l'écart entre le prix soumis et l'estimation réalisée à l'interne. Les personnes-ressources ont souligné que cet écart est favorable à la Ville, sans toutefois être en mesure d'en préciser les causes.

La Commission s'est par ailleurs penchée sur l'autorisation délivrée par l'Autorité des marchés publics à l'adjudicataire, valide jusqu'en juillet 2026, alors que les travaux se poursuivront jusqu'en 2027. Les personnes-ressources ont expliqué que le renouvellement de l'autorisation relève de la responsabilité de l'entreprise, qui doit entreprendre les démarches requises dans les délais.

La Commission a également demandé des précisions quant à la répartition des coûts entre la Ville de Montréal et l'agglomération de Montréal, compte tenu de la complexité des travaux, lesquels incluent notamment l'aménagement de pistes cyclables et la reconstruction de trottoirs.

Enfin, la Commission a suggéré que, de manière générale, certains éléments d'informations soient ajoutés, le cas échéant, aux sommaires décisionnels présentés par les services, comme les plans de localisation, les plans de gestion de la mobilité et les quantités de matériaux. Dans le cas précis du présent dossier, elle a demandé que **les quantités de matériaux soient intégrées au sommaire décisionnel.**

# Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau, Division ingénierie pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

*Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence* :

- Contrat d'une valeur de plus de 20 M$;
- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 4 M$ répondant à la condition suivante :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

*Considérant les renseignements soumis aux commissaires;*

*Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;*

*Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :*

***À l'égard du mandat SMCE250350001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.***

# INFORMATIONS SUR LE PROJET

**Instructions :** Compéter les info.ci-bas. Il est important d'identifier le nom de la rue, tronçons, parc ou descriptif lieu. Ces informations pourront ensuite se retrouver dans l'intitulé du projet (onglet sous-projet menu déroulant ligne Lieu)

## ÉTAPE 1 - INFORMATIONS GÉNÉRALES

| | |
|---|---|
| **Titre du projet** | 22A27_ Reconstruction d'une conduite d'aqueduc de 500 mm dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque |

| No GDD | N° Référence (#Soumission - AO) | Arrondissement emplacement des travaux | Date (AAAAMMJJ) | Unité d'affaires Exécutant |
|---|---|---|---|---|
| 1250350001 | DRE-P2533-193711-C | Ville-Marie | 2025-09-30 | 4901 - Eau,Dir.- Service Eau |

| | Nom des rues ou de la Place ou du parc | de | à | Type de rue |
|---|---|---|---|---|
| rue 1 | 22A27 rue Guy | Saint-Jacques | René-Lévesque | Artérielle |
| rue 2 | 22A27 rue Saint-Jacques | Guy | Des Seigneurs | Artérielle |
| rue 3 | | | | |
| rue 4 | | | | |
| rue 5 | | | | |
| rue 6 | | | | |
| rue 7 | | | | |
| rue 8 | | | | |
| rue 9 | | | | |
| rue 10 | | | | |
| Contrat de la CSEM | C1899 | | | |
| Bâtiment | | | | |
| Pont | | | | |
| Place | | | | |
| Parc | | | | |
| Autre | | | | |

## ÉTAPE 2 - RESPONSABLES ET PROJETS INVESTI

| Responsables | Nom | Unité d'affaires | Commentaires |
|---|---|---|---|
| Demandeur des sous-projets | Angela Farah | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | |
| Chargé de projet - exécutant | Angela Farah | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | |
| Requérant 1 | Lhoucine Boussahor (V-M)<br>Hélène Ralay (S-O) | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | |
| Requérant 2 | Mona Novac | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | |
| Requérant 3 | Jean-Michel Tessier | 12 - Commission Des Services Electriques | |
| Requérant 4 | Isabelle Bessette | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | |
| Requérant 5 | | | |
| Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 1 | Francis Plouffe | 04 - Finances | |
| Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 2 | Julie Mota | 04 - Finances | |
| Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 3 | Conseiller CSEM | 04 - Finances | Helka Rodriguez, hrodriguez@csem.qc.ca |
| Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 4 | Reak Sa Sen | 04 - Finances | |
| Finances DCSF conseiller fin. responsable du requérant 5 | | | |

## ÉTAPE 3 - NOTIFICATIONS AUTOMATIQUES

**Activer les notifications automatiques**:

## DEMANDE DE CRÉATION DE SOUS-PROJETS IN

| GDD | 1250350001 |
|---|---|

**Instructions :**

Faire le découpage des travaux selon les catégories d'actifs (Frais généraux, travaux et incidences)
Inclure, s'il y a lieu, aussi la création de sous-projet pour les tiers (BELL, Énergir, STM,…) et CSEM (3 s-projets)
Faire valider par la suite aux autres requérants le découpage
Votre conseiller budgétaire DCSF peut vous soutenir dans cet opération
Finalement, demander la créations des sous-projets à la DCSF (Voir onglet Contacts)

## ÉTAPE 5 - COMPLÉTER LES INFORMATIONS RELATIVES À CHAQUE S

**Disposition suggérée des sous-projets : 1. bordereaux des travaux, 2. incidences, 3. requérants-payeurs additionnels 4. variation du prix du carburant et l'indexation des**

| INFORMATIONS | Sous-projet #1 | Sous-projet #2 | Sous-projet #3 | Sous-projet #4 | Sous-projet #5 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Requérant - Unité d'affaires** | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs |
| **Exécutant - Unité d'affaires** | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| **# Référence** (si applicable) | 22A27 | 22A27 | 22A27 | 22A27 | 18-VMA-PTI-055-AQ3 |
| **Lieu : Rues / Parcs / Desc** | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque |
| **Actifs et travaux** | Frais généraux - aqueduc principal | Aqueduc principal reconstruction | Aqueduc principal réhabilitation | Collecteurs d'égouts réhabilitation | Aqueduc sec. reconstruction |
| **Projet ou programme Investi / Compétence / Type** | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| **Intitulé du sous-projet** (Lieu et nature des travaux) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction |
| **Nombre de caractères** (max 75) | 84 | 82 | 83 | 88 | 79 |
| **Subventions applicables** | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | TECQ 2024-2028 |
| **Commentaires** | | | | | |

## ÉTAPE 6 - ACCÈS ET TRANSMISSION PAR L'EXÉCUTAI

- Partager ce fichier avec les partenaires identifiés dans la section Info Projet et à la DCSF

## ÉTAPE 7 - VÉRIFICATION DE CHAQUE SOUS-PROJET PAR LES RI

| Requérant | Tout est conforme | #sous-projet temporaire (exemple sous-projet #1) | Corrections à faire |
|---|---|---|---|
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | ☑ | VMA: Lhoucine B. | |
| | | SDO: Hélène R. | |
| | | Éric B. | Pas de sous-projet requis pour ESP côté pu |
| | | Éric B. | Ajouter sous-projet incidences pour réhab |
| | | | |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | ☑ | | Commentaire de Hugo B. intégrés au tab |
| | | Mona N. | 1.Integrer le numéro AGIR P13071;2. incidences f projet à ajouter (MN); 3. ajouter le RE que j'ai deroulante pour le programme 4 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 12 - Commission Des Services Electriques | ☑ | | Commentaire Helka Rodriguez : confirmation c tableau est correct et pas de subv |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | ☐ | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | ☐ | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

## ÉTAPE 8 - VÉRIFICATION DE CHAQUE SOUS-PROJET PAR L'EX

- Effectuer les corrections indiquées par les requérants à l'étape 7 (si requis).

- Informer les responsables du Service des finances précisés dans la section «TRANSMISSION PAR COURRIEL AU SERV. FIN.» de procéder à l'étape 9.

## ÉTAPE 9 - INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LE SERVICES DES FINANCES DCSF: Inscrire les sous-projets Investi et les projets Simon

| Informations INVESTI | Sous-projet #1 | Sous-projet #2 | Sous-projet #3 | Sous-projet #4 | Sous-projet #5 |
|---|---|---|---|---|---|
| **# Sous-projet** (10 chiffres) (AA+#PROJET+#SÉQUENCIEL) | ***1111110000*** | ***2256088023*** | **2556088075** | **2653010004** | **2518100221** |
| **# Projet SIMON** (6 chiffres) | ***111111*** | **193711** | **205962** | **207252** | **206485** |
| **Intitulé du sous-projet (Lieu et nature des travaux)** | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction |
| **Nombre de caractères (max 75)** | 84 | 82 | 83 | 88 | 79 |
| **Actifs et travaux** | Frais généraux - aqueduc principal | Aqueduc principal reconstruction | Aqueduc principal réhabilitation | Collecteurs d'égouts réhabilitation | Aqueduc sec. reconstruction |
| **# Requérant** (client) | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs |
| **Projet ou programme Investi / Compétence / Type** | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| **Compétences** | Agglo | Agglo | Agglo | Agglo | Corpo |
| **Objet dépenses** | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nature des travaux** | 1311 Pose de conduites d'eau principales | 1311 Pose de conduites d'eau principales | 1313 Réhabilitation de conduites d'eau principales | 1223 Réhabilitation de collecteurs d'égouts | 1312 Pose de conduites d'eau secondaires |
| **# Exécutant** | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| **# Arrondissement (lieux)** | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 |
| **No Article (subvention)** | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | TECQ24 |
| **No Résolution 1 (pour le #soumission)** | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C |
| **Précisions** | | | | | |
| **Fonds** | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations |
| **Commentaires demandeur** | | | | | |
| **SIMON** **OBJET SIMON** | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 |
| **SIMON** **CATÉGORIE D'ACTIF SIMON** | Conduites d'eau principales - Construction (D.V.100 ans) | Conduites d'eau principales - Construction (D.V.100 ans) | Conduites d'eau principales - Réhabilitation (D.V.50 ans) | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Réhabilitation (D.V. 50 ans) | Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.100 ans) |
| **SIMON** **# CATÉGORIE D'ACTIF** | 13010 | 13010 | 13015 | 12035 | 13020 |
| **SIMON** **AUTRE SIMON** | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 |
| **SIMON** **Type de projet SIMON** | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences |
| **SIMON** **CENTRE DE RESPONSABILITÉ SIMON** | 802705 | 802705 | 802705 | 802705 | 802726 |
| **SIMON** **ACTIVITÉ SIMON** | 04121 | 04121 | 04121 | 04161 | 04121 |
| **Taux net** | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

## VESTI ET DE PROJETS SIMON

## OUS-PROJET (à compléter par l'exécutant)

**matériaux**

| Sous-projet #6 | Sous-projet #7 | Sous-projet #8 | Sous-projet #9 | Sous-projet #10 | Sous-projet #11 | Sous-projet #12 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| 18-VMA-PTI-055-EG2 | 18-VMA-PTI-055-AQ3 | 25-SDO-PTI-004-AQ2 | I18208_P13071 | I18208_P13071 | I18208_P13071 | I18208_P13071 |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque |
| Égouts combinés reconstruction | Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | Aqueduc sec. réhabilitation | Chaussée souple reconstruction | Trottoirs et bordures construction | Piste cyclable construction | Feux de circulation et signalisation lumineuse |
| 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse |
| 82 | 92 | 78 | 82 | 86 | 79 | 99 |
| TECQ 2024-2028 | PAS DE SUBVENTION | PAS DE SUBVENTION | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| | | | | | | |

| NT |
|---|
| |

| EQUÉRANTS | |
|---|---|
| | Commentaires |
| | Ok, tout est conforme. |
| | Ok, tout est conforme. |
| ublic seulement. | |
| AQ secondaire. | |
| | |
| bleau étape 5 | |
| feux & eclairage- sous précisé dans la liste 45000 | Audrey : j'ai intégré le numéro AGIR à la ligne 15<br>J'ai ajouté le projet incidences feux |
| | |
| | |
| | |
| que l'information du ention. | Commentaire Helka Rodriguez : confirmation que l'information du tableau est correct et pas de subvention. |
| | 20251007 : Nouveau contact en remplacement d'Helka : Mohammed Mahdad |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |
| | |

| XÉCUTANT |
|---|
| |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sous-projet #6 | Sous-projet #7 | Sous-projet #8 | Sous-projet #9 | Sous-projet #10 | Sous-projet #11 | Sous-projet #12 |
| 2518100225 | 2518200044 | 2518100223 | 2559070112 | 2559070113 | 2545000056 | 2545000057 |
| 206490 | 206491 | 206487 | 206606 | 206607 | 206608 | 206609 |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse |
| 82 | 92 | 78 | 82 | 86 | 79 | 99 |
| Égouts combinés reconstruction | Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | Aqueduc sec. réhabilitation | Chaussée souple reconstruction | Trottoirs et bordures construction | Piste cyclable construction | Feux de circulation et signalisation lumineuse |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain |
| 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable |
| Corpo | Corpo | Corpo | Corpo | Corpo | Agglo | Agglo |
| H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction |

| 1322 Reconst. Pose de tuyaux d'égouts combinés et sanitaires | 1312 Pose de conduites d'eau secondaires | 1314 Réhabilitation de conduites d'eau secondaires | 1111 Construction de nouvelles rues-base souple | 1112 Construction de trottoirs, de bordures | 1413 Construction et réaménagement de pistes cyclables | 1115 Achat et installation de feux de signalisation |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 |
| TECQ24 | XNSUBV | XNSUBV | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER |
| DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C |
| | Attention inscrire le #sous-projet dans le tableau de suivi des entrées en plomb partie privée | | | | | |
| 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 040 Fonds des Autres dépenses financées par emprunt | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations |
| | | | | | | |
| 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 |
| Égouts pluviaux, combinés, sanitaires- Construction (D.V. 120 ans) | DNC - Entente avec tiers | Conduites d'eau secondaires - Réhabilitation (D.V.50 ans) | Rues base souple - Construction (D.V.27 ans) | Trottoirs et bordures (D.V.40 ans) | Pistes cyclables - Aménagement (D.V.20 ans) | Feux de circulation et signalisation (D.V.20 ans) |
| 12010 | 99900 | 13025 | 17020 | 17030 | 15050 | 17040 |
| T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 |
| Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences |
| 802726 | 803505 | 802726 | 802727 | 802727 | 802727 | 802727 |
| 04161 | 04121 | 04121 | 03107 | 03107 | 03107 | 03163 |
| 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

| Sous-projet #13 | Sous-projet #14 | Sous-projet #15 | Sous-projet #16 | Sous-projet #17 | Sous-projet #18 | Sous-projet #19 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| I18208_P13071 | I18208_P13071 | I18208_P13071 | I18208 | I18208 | | |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque |
| Éclairage de rue | Égouts unitaires reconstruction | Plantation d'arbres | Chaussée souple reconstruction | Piste cyclable réhabillitation | CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) |
| 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel (avec ancien RE 17-074) | 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) |
| 68 | 83 | 71 | 82 | 82 | 135 | 147 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | PAS DE SUBVENTION | PAS DE SUBVENTION |
| | | | | | | |

| Sous-projet #13 | Sous-projet #14 | Sous-projet #15 | Sous-projet #16 | Sous-projet #17 | Sous-projet #18 | Sous-projet #19 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2545000058 | 2545000059 | 2545000060 | 2655856001 | 2645009001 | 2569189900 | 2569189901 |
| 206610 | 206611 | 206612 | 207256 | 207258 | 206258 | 206260 |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) |
| 68 | 83 | 71 | 82 | 82 | 135 | 147 |
| Éclairage de rue | Égouts unitaires reconstruction | Plantation d'arbres | Chaussée souple reconstruction | Piste cyclable réhabillitation | CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques |
| 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel (avec ancien RE 17-074) | 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains |
| Agglo | Agglo | Agglo | Corpo | Agglo | Corpo | Corpo |
| H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | H - Biens durables-Travaux de construction | N - Multiples objets |

| 1114 Achat et installation de lampadaires et systèmes d'éclairage | 1322 Reconst. Pose de tuyaux d'égouts combinés et sanitaires | 1402 Aménagement, réfection de parcs nature | 1111 Construction de nouvelles rues-base souple | 1118 Réhabilitation de chaussées - à contrat | 1461 Conduits souterrains CSE | 1461 Conduits souterrains CSE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | XNSUBV | XNSUBV |
| DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C |
| | | | | | | |
| 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 012 Fonds des conduits souterrains | 012 Fonds des conduits souterrains |
| | | | | | | |
| 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 57201 | 54590 et 54301 |
| Lampadaires et systèmes d'éclairage (D.V.20 ans) | Égouts pluviaux, combinés, sanitaires- Construction (D.V. 120 ans) | parcs et terrains de jeux - Aménagement (D.V.20 ans) | Rues base souple - Construction (D.V.27 ans) | Pistes cyclables - Réhabilitation (D.V.20 ans) | Conduits souterrains (D.V.100 ans) | Conduits souterrains (D.V.100 ans) |
| 19010 | 12010 | 15010 | 17020 | 15055 | 19520 | 19520 |
| T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | T: 000000 et C: 070008 | i:070003 |
| Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Travaux et Contingences | Incidences |
| 802727 | 802727 | 802727 | 802731 | 802731 | 802400 | 802400 |
| 03141 | 04161 | 07165 | 03107 | 03103 | 06819 | 06819 |
| 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,00847875 | 1,00847875 |

| Sous-projet #20 | Sous-projet #21 | Sous-projet #22 | Sous-projet #23 | Sous-projet #24 | Sous-projet #25 | Sous-projet #26 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| | 22A27 | 22A27 | I18208_P13071 | I18208_P13071 | 18-VMA-PTI-055-AQ3 | 25-SDO-PTI-004-AQ2 |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs |
| CSEM Modification et AméliorationIncidences-Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | Incidences Aqueduc principal reconstruction | Incidences Aqueduc principal réhabilitation | Incidences Chaussée souple reconstruction | Incidences Piste cyclable construction | Incidences Aqueduc sec. reconstruction | Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et AméliorationIncidences-Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation |
| 178 | 95 | 95 | 93 | 90 | 90 | 89 |
| PAS DE SUBVENTION | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | PAS DE SUBVENTION | PAS DE SUBVENTION |
| | | | | | | |

| Sous-projet #20 | Sous-projet #21 | Sous-projet #22 | Sous-projet #23 | Sous-projet #24 | Sous-projet #25 | Sous-projet #26 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2569189902 | 2556088074 | 2556088076 | 2559070114 | 2545000061 | 2518100222 | 2518100224 |
| 206262 | 205961 | 205963 | 206653 | 206654 | 206486 | 206488 |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et AmélioratioIncidences- Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation |
| 178 | 95 | 95 | 93 | 90 | 90 | 89 |
| CSEM Modification et AmélioratioIncidences- Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | Incidences Aqueduc principal reconstruction | Incidences Aqueduc principal réhabilitation | Incidences Chaussée souple reconstruction | Incidences Piste cyclable construction | Incidences Aqueduc sec. reconstruction | Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation |
| 12 - Commission Des Services Electriques | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| Corpo | Agglo | Agglo | Corpo | Agglo | Corpo | Corpo |
| N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets | N - Multiples objets |

| 1461 Conduits souterrains CSE | 1311 Pose de conduites d'eau principales | 1313 Réhabilitation de conduites d'eau principales | 1111 Construction de nouvelles rues-base souple | 1413 Construction et réaménagement de pistes cyclables | 1316 Const. Pose de conduites d'eau secondaires | 1314 Réhabilitation de conduites d'eau secondaires |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau |
| 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 | 019 |
| XNSUBV | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | XNSUBV | XNSUBV |
| DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C |
| | | | | | | |
| 012 Fonds des conduits souterrains | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations |
| | | | | | | |
| 54590 et 54301 | 54301 | 54301 | 54590 et 54301 | 54590 et 54301 | 54301 | 54301 |
| Conduits souterrains (D.V.100 ans) | Conduites d'eau principales - Construction (D.V.100 ans) | Conduites d'eau principales - Réhabilitation (D.V.50 ans) | Rues base souple - Construction (D.V.27 ans) | Pistes cyclables - Aménagement (D.V.20 ans) | Conduites d'eau secondaires - Construction (D.V.100 ans) | Conduites d'eau secondaires - Réhabilitation (D.V.50 ans) |
| 19520 | 13010 | 13015 | 17020 | 15050 | 13020 | 13025 |
| i:070003 | i:070003 | i:070003 | i:070003 | i:070003 | i:070003 | i:070003 |
| Incidences | Incidences | Incidences | Incidences | Incidences | Incidences | Incidences |
| 802400 | 802705 | 802705 | 802727 | 802727 | 802726 | 802726 |
| 06819 | 04121 | 04121 | 03107 | 03107 | 04121 | 04121 |
| 1,00847875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 | 1,049875 |

| Sous-projet #27 | Sous-projet #28 | Sous-projet #29 | Sous-projet #30 |
|---|---|---|---|
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | |
| | 22A27 | I18208_P13071 | |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque | |
| Infrastructures vertes drainantes | Incidences Collecteur réhabilitation | BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | |
| 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux chang ements climatiques | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | 75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BI XI sur le domaine public | |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | |
| 85 | 88 | 139 | |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | |
| | | | |

| Sous-projet #27 | Sous-projet #28 | Sous-projet #29 | Sous-projet #30 |
|---|---|---|---|
| 2618300001 | 2653010005 | 2675110003 | |
| 207687 | 207285 | 207422 | |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | |
| 85 | 88 | 139 | |
| Infrastructures vertes drainantes | Incidences Collecteur réhabilitation | BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | |
| 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux chang ements climatiques | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | 75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BI XI sur le domaine public | |
| Corpo | Agglo | Corpo | |
| H - Biens durables-Travaux de construction | N - Multiples objets | H - Biens durables-Travaux de construction | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1112 Construction de trottoirs, de bordures | 1223 Réhabilitation de collecteurs d'égouts | 5126 Acquisition d'ameublements-aménagement du | |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | |
| 019 | 019 | 019 | |
| À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | À VÉRIFIER | |
| DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | DRE-P2533-193711-C | |
| | | | |
| 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | 014 Fonds des dépenses en immobilisations | |
| | | | |
| 57201 | 54301 | 57201 | |
| Trottoirs et bordures (D.V.40 ans) | Collecteurs d'égouts et bassins de rétention - Réhabilitation (D.V. 50 ans) | Machinerie, outillage et ameublement urbain (D.V.25 ans) | |
| 17030 | 12035 | 45010 | |
| T: 000000 et C: 070008 | i:070003 | T: 000000 et C: 070008 | |
| Travaux et Contingences | Incidences | Travaux et Contingences | |
| 802726 | 802705 | 802727 | |
| 03107 | 04161 | 06819 | |
| | 1,049875 | 1,049875 | |

# SOUMISSION DE L'ENTREPRENEUR

| Taux de la Ville | |
|---|---|
| Taxes | Net |
| 1,14975 | 1,049875 |

**GDD** **1250350001**

**ÉTAPE 10 - À L'AIDE DU SOMMAIRE DE LA SOUMISSION DE PRIX DE L'ENTREPRENEUR, COMPLÉTER LES CHAMPS EN BLANC SUR CHAQUE LIGNE DU TABLEAU**

| Sous-projet | Projet SIMON | Description | Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes |
|---|---|---|---|
| 1111110000 | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 2 721 223,21 $ |
| 2256088023 | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 1 300 396,67 $ |
| 2556088075 | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 659 811,23 $ |
| 2653010004 | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 60 414,57 $ |
| 2518100221 | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 1 319 988,31 $ |
| 2518100225 | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 298 479,18 $ |
| 2518200044 | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 31 236,63 $ |
| 2518100223 | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 495 440,47 $ |
| 2559070112 | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 1 713 019,23 $ |
| 2559070113 | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 1 775 212,28 $ |
| 2545000056 | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 524 690,07 $ |
| 2545000057 | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 229 309,44 $ |
| 2545000058 | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 1 260 924,14 $ |
| 2545000059 | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 295 048,88 $ |
| 2545000060 | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 329 156,76 $ |
| 2655856001 | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 1 259 899,68 $ |
| 2645009001 | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 539 957,00 $ |
| 2569189900 | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 4 084 028,29 $ |
| 2618300001 | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | 71 764,77 $ |
| 2675110003 | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 83 353,39 $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| | | | - $ |
| **Total soumission avant taxes** | | | **19 053 354,18 $** |

## ÉTAPE 12 - VÉRIFIER LES TOTAUX AVEC ET SANS TAXES

**Insérer une capture d'écran de la section "Total du résumé" du bordereau de soumission :**

**Exemple:**

| Total avant taxes | Total TPS | Total TVQ | Total taxes incl. |
|---|---|---|---|
| 19 053 354,18 $ | 952 667,71 $ | 1 900 572,08 $ | 21 906 593,97 $ |




**Recopier les montants de la soumission pour valider :**

**Vérification des totaux avant taxes :**

| Total avant taxes | Total TPS | Total TVQ | Total Taxes incluses | Total avant taxes de la somme des sous-projets de l'étape 11 | Écart |
|---|---|---|---|---|---|
| 19 053 354,18 $ | 952 667,71 $ | 1 900 572,08 $ | 21 906 593,97 $ | 19 053 354,18 $ | (0,00) $ |

# CONTINGENCES ET RÉPARTITION ANNUELLE

**GDD** **1250350001**

## ÉTAPE 11 - INSCRIRE LE % CONTINGENCES ET LA RÉPARTITION PAR ANNÉE PAR SOUS-PROJET

| Sous-projet | Projet SIMON | Description | % contingences | Inscrire la répartiton annuelle | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 2026 | 2027 | 2028 | Ultérieur | Total |
| 1111110000 | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 12,16% | 58,00% | 42,00% | | | 100,00% |
| 2256088023 | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2556088075 | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 10,00% | 100,00% | | | | 100,00% |
| 2653010004 | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 20,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2518100221 | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2518100225 | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 10,00% | 80,00% | 20,00% | | | 100,00% |
| 2518200044 | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 10,00% | 100,00% | | | | 100,00% |
| 2518100223 | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 10,00% | 100,00% | | | | 100,00% |
| 2559070112 | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 15,00% | 40,00% | 60,00% | | | 100,00% |
| 2559070113 | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000056 | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000057 | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000058 | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 13,32% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000059 | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000060 | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2655856001 | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2645009001 | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 10,00% | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2569189900 | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 14,69% | | 90,00% | | | 90,00% |
| 2569189901 | 206260 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | | 10,00% | 90,00% | | | 100,00% |
| 2569189902 | 206262 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et AméliorationIncidences- Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | | 10,00% | 90,00% | | | 100,00% |
| 2556088074 | 205961 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2556088076 | 205963 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal réhabilitation | | 100,00% | | | | 100,00% |
| 2559070114 | 206653 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction | | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2545000061 | 206654 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction | | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2518100222 | 206486 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |
| 2518100224 | 206488 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation | | 100,00% | | | | 100,00% |
| 2618300001 | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | | 76,50% | 23,50% | | | 100% |
| 2653010005 | 207285 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | | 50,00% | 50,00% | | | 100,00% |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2675110003 | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 10,00% | **100,00%** | | | | **100,00%** |
| | | | | **100,00%** | | | | **100,00%** |

## RÈGLEMENTS D'EMPRUNT (RE)

**GDD** **1250350001**

### ÉTAPE 12 - INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LE SERVICE DES FINANCES (DCSF)

| # | Sous-projet | Projet SIMON | Description | Projet INVESTI | Règlement d'emprunt |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 1111110000 | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 |
| 2 | 2256088023 | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 |
| 3 | 2556088075 | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 |
| 4 | 2653010004 | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | RCG 23-029 travaux collecteurs d'égouts CG23 0768 |
| 5 | 2518100221 | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 22-046 financement des travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 6 | 2518100225 | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 22-046 financement des travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 7 | 2518200044 | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées | Revenu/Dépense Plomb partie privée |
| 8 | 2518100223 | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 22-046 financement des travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 9 | 2559070112 | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 19-023-1 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111 |
| 10 | 2559070113 | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 19-023-1 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111 |
| 11 | 2545000056 | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 12 | 2545000057 | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 13 | 2545000058 | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 14 | 2545000059 | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 15 | 2545000060 | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 16 | 2655856001 | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel (avec ancien RE 17-074) | 24-027 Planage/revêtement artériel CM24 1039 |
| 17 | 2645009001 | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | RCG 23-030 Finan. trav de maintien réseau CG23 0770 |
| 18 | 2569189900 | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains CSEM (1) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 19 | 2569189901 | 206260 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. f CSEM (2) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 20 | 2569189902 | 206262 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et AméliorationIncidences- Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (2) | 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 24-015 Conduits souterrains M607357 |
| 21 | 2556088074 | 205961 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 |
| 22 | 2556088076 | 205963 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal réhabilitation | 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 |
| 23 | 2559070114 | 206653 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction | 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 19-023-1 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM22 1111 |
| 24 | 2545000061 | 206654 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction | 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 |
| 25 | 2518100222 | 206486 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 22-046 financement des travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 26 | 2518100224 | 206488 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation | 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 22-046 financement des travaux prévus au programme de renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts |
| 27 | 2618300001 | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques | 24-013 trav. geston eaux pluviales CM24 0761 |
| 28 | 2653010005 | 207285 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | RCG 23-029 travaux collecteurs d'égouts CG23 0768 |
| 29 | 2675110003 | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BI XI sur le domaine public | 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 |
| 30 | | | | | |

| Clé du règlement d'emprunt |
| --- |
| 5030.5023022.802705.01909.57201.000000.0000.166300.000000.98001.00000 |
| 5030.5023022.802705.01909.57201.000000.0000.166300.000000.98001.00000 |
| 5030.5023022.802705.01909.57201.000000.0000.166300.000000.98001.00000 |
| 5030.5023029.802705.01909.57201.000000.0000.166308.000000.98001.00000 |
| 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 |
| 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 |
| 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.186073.000000.99900.00000 |
| 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 |
| 6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000 |
| 6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 6101.7724027.802731.01909.57201.000000.0000.183613.000000.98001.00000 |
| 6101.7724027.802731.01909.57201.000000.0000.183613.000000.98001.00000 |
| 5001.5023030.802731.01909.57201.000000.0000.181496.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 5030.5023022.802705.01909.57201.000000.0000.166300.000000.98001.00000 |
| 5030.5023022.802705.01909.57201.000000.0000.166300.000000.98001.00000 |
| 6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000 |
| 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 |
| 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 |
| 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 |
| 6130.7724013.802728.01909.57201.000000.0000.190514.000000.98001.00000 |
| 5030.5023029.802705.01909.57201.000000.0000.166308.000000.98001.00000 |

# PARTAGE DES COÛTS DES TRAVAUX

**GDD** **1250350001** ÉTAPE 12 : INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LE SERVICE DES FINANCES (DCSF)

## ÉTAPE 13 - INDIQUER LES MONTANTS PAYÉS PAR CHAQUE REQUÉRANT POUR CHAQUE BORDEREAU *(le partage est fait par ligne)*

Instructions :
> Faire la répartition des lignes de travaux à l'ensemble des requérants à partir de G10.
> Les contingences se calculent automatiquement dans le tableau plus bas
> Entente avec les Tiers : vérifier que les travaux et le montant des contingences respectent les montants de l'entente. L'excédant ira aux autres requérants

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | PAYEURS - Sous-Projet | | | | | | | | | |
| | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| | | | | | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain |
| | | | | | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 22A27 rue Ssint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue |
| | **TRAVAUX** | | | | **1111110000** | **2256088023** | **2556088075** | **2653010004** | **2518100221** | **2518100225** | **2518200044** | **2518100223** | **2559070112** | **2559070113** | **2545000056** | **2545000057** | **2545000058** |
| **#** | **Sous-projet** | **Projet SIMON** | **Description** | **% contingences** | **Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes** | **111111** | **193711** | **205962** | **207252** | **206485** | **206490** | **206491** | **206487** | **206606** | **206607** | **206608** | **206609** | **206610** |
| 1 | 1111110000 | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 12,16% | **2 721 223,21 $** | | 371 519,57 $ | 98 988,27 $ | 8 273,46 $ | 446 786,25 $ | 37 777,48 $ | | 70 385,76 $ | 665 151,32 $ | 209 117,59 $ | 125 623,75 $ | 26 809,95 $ | 148 603,71 $ |
| 2 | 2256088023 | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 10,00% | **1 300 396,67 $** | | 1 300 396,67 $ | | | | | | | | | | | |
| 3 | 2556088075 | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 10,00% | **659 811,23 $** | | | 659 811,23 $ | | | | | | | | | | |
| 4 | 2653010004 | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 20,00% | **60 414,57 $** | | | | 60 414,57 $ | | | | | | | | | |
| 5 | 2518100221 | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 10,00% | **1 319 988,31 $** | | | | | 1 319 988,31 $ | | | | | | | | |
| 6 | 2518100225 | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 10,00% | **298 479,18 $** | | | | | | 298 479,18 $ | | | | | | | |
| 7 | 2518200044 | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 10,00% | **31 236,63 $** | | | | | | | 31 236,63 $ | | | | | | |
| 8 | 2518100223 | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 10,00% | **495 440,47 $** | | | | | | | | 495 440,47 $ | | | | | |
| 9 | 2559070112 | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 15,00% | **1 713 019,23 $** | | | | | | | | | 1 713 019,23 $ | | | | |
| 10 | 2559070113 | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 10,00% | **1 775 212,28 $** | | | | | | | | | | 1 775 212,28 $ | | | |
| 11 | 2545000056 | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 10,00% | **524 690,07 $** | | | | | | | | | | | 524 690,07 $ | | |
| 12 | 2545000057 | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 10,00% | **229 309,44 $** | | | | | | | | | | | | 229 309,44 $ | |
| 13 | 2545000058 | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 13,32% | **1 260 924,14 $** | | | | | | | | | | | | | 1 260 924,14 $ |
| 14 | 2545000059 | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 10,00% | **295 048,88 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | 2545000060 | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 10,00% | **329 156,76 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | 2655856001 | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 10,00% | **1 259 899,68 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | 2645009001 | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation | 10,00% | **539 957,00 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | 2569189900 | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1) | 14,69% | **4 084 028,29 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | 2618300001 | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | | **71 764,77 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | 2675110003 | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) | 10,00% | **83 353,39 $** | | | | | | | | | | | | | |
| 21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 28 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | **Total avant taxes - TRAVAUX** | | **19 053 354,18 $** | | **1 671 916,24 $** | **758 799,49 $** | **68 688,03 $** | **1 766 774,55 $** | **336 256,66 $** | **31 236,63 $** | **565 826,23 $** | **2 378 170,55 $** | **1 984 329,87 $** | **650 313,82 $** | **256 119,39 $** | **1 409 527,84 $** |

Vous pouvez ajuster le montant des contingences par payeur dans ce tableau (section jaune)

## CONTINGENCES

| Sous-projet | Projet SIMON | Description | % contingences | Prix de l'entrepreneur Montant avant taxes | PAYEURS 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | 1111110000 | 2256088023 | 2556088075 | 2653010004 | 2518100221 | 2518100225 | 2518200044 | 2518100223 | 2559070112 | 2559070113 | 2545000056 | 2545000057 | 2545000058 |
| | | | | | 111111 | 193711 | 205962 | 207252 | 206485 | 206490 | 206491 | 206487 | 206606 | 206607 | 206608 | 206609 | 206610 |
| 1111110000 | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 12,16% | 2 721 223,21 $ | - $ | 37 151,96 $ | 9 898,83 $ | 1 654,69 $ | 44 678,62 $ | 3 777,75 $ | - $ | 7 038,58 $ | 99 772,70 $ | 20 911,76 $ | 12 562,38 $ | 2 680,99 $ | 19 794,51 $ |
| 2256088023 | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal reconstruction | 10,00% | 1 300 396,67 $ | - $ | 130 039,67 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2556088075 | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 10,00% | 659 811,23 $ | - $ | - $ | 65 981,12 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2653010004 | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 20,00% | 60 414,57 $ | - $ | - $ | - $ | 12 082,91 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2518100221 | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 10,00% | 1 319 988,31 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 131 998,83 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2518100225 | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 10,00% | 298 479,18 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 29 847,92 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2518200044 | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 10,00% | 31 236,63 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 3 123,66 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2518100223 | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 10,00% | 495 440,47 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 49 544,05 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2559070112 | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 15,00% | 1 713 019,23 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 256 952,88 $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2559070113 | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction | 10,00% | 1 775 212,28 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 177 521,23 $ | - $ | - $ | - $ |
| 2545000056 | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction | 10,00% | 524 690,07 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 52 469,01 $ | - $ | - $ |
| 2545000057 | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse | 10,00% | 229 309,44 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 22 930,94 $ | - $ |
| 2545000058 | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue | 13,32% | 1 260 924,14 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 167 959,32 $ |
| 2545000059 | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 10,00% | 295 048,88 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2545000060 | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 10,00% | 329 156,76 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2655856001 | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | 10,00% | 1 259 899,68 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 125 989,97 $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2645009001 | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabilitation | 10,00% | 539 957,00 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 53 995,70 $ | - $ | - $ |
| 2569189900 | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souter | 14,69% | 4 084 028,29 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2618300001 | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | | 71 764,77 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| 2675110003 | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition | 10,00% | 83 353,39 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| | | | | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| **Total avant taxes - CONTINGENCES** | | | | **19 053 354,18 $** | | **167 191,62 $** | **75 879,95 $** | **13 737,61 $** | **176 677,46 $** | **33 625,67 $** | **3 123,66 $** | **56 582,62 $** | **482 715,55 $** | **198 432,99 $** | **119 027,08 $** | **25 611,94 $** | **187 753,84 $** |

[redacted]

[redacted]

| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entr av. | 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entr av. | 12 - Commission Des Services Electriques | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain |
| 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable réhabillitation** | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Travaux Conduits souterrains payé par CSEM (1)** | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes** | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation) |
| **2545000059** | **2545000060** | **2655856001** | **2645009001** | **2569189900** | **2618300001** | **2675110003** |
| **206611** | **206612** | **207256** | **207258** | **206258** | **207687** | **207422** |
| 35 235,93 $ | 45 959,91 $ | - $ | - $ | 421 032,29 $ | - $ | 9 957,98 $ |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| 295 048,88 $ | | | | | | |
| | 329 156,76 $ | | | | | |
| | | 1 259 899,68 $ | | | | |
| | | | 539 957,00 $ | | | |
| | | | | 4 084 028,29 $ | | |
| | | | | | 71 764,77 $ | |
| | | | | | | 83 353,39 $ |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| **330 284,81 $** | **375 116,67 $** | **1 259 899,68 $** | **539 957,00 $** | **4 505 060,58 $** | **71 764,77 $** | **93 311,37 $** |

| Taux de l |
|---|
| Taxes |
| **1,14975** |

| TOTAL PARTAGÉ | VÉRIFICATION |
|---|---|
| 2 721 223,21 $ | - $ |
| 1 300 396,67 $ | - $ |
| 659 811,23 $ | - $ |
| 60 414,57 $ | - $ |
| 1 319 988,31 $ | - $ |
| 298 479,18 $ | - $ |
| 31 236,63 $ | - $ |
| 495 440,47 $ | - $ |
| 1 713 019,23 $ | - $ |
| 1 775 212,28 $ | - $ |
| 524 690,07 $ | - $ |
| 229 309,44 $ | - $ |
| 1 260 924,14 $ | - $ |
| 295 048,88 $ | - $ |
| 329 156,76 $ | - $ |
| 1 259 899,68 $ | - $ |
| 539 957,00 $ | - $ |
| 4 084 028,29 $ | - $ |
| 71 764,77 $ | - $ |
| 83 353,39 $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| - $ | - $ |
| **19 053 354,18 $** | - $ |

ok

| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2545000059 | 2545000060 | 2655856001 | 2645009001 | 2569189900 | 2618300001 | 2675110003 | | |
| 206611 | 206612 | 207256 | 207258 | 206258 | 207687 | 207422 | TOTAL PARTAGÉ | VÉRIFICATION |
| 3 523,59 $ | 4 595,99 $ | - $ | - $ | 61 864,66 $ | - $ | 995,80 $ | 330 902,80 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 130 039,67 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 65 981,12 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 12 082,91 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 131 998,83 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 29 847,92 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 3 123,66 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 49 544,05 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 256 952,88 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 177 521,23 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 52 469,01 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 22 930,94 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 167 959,32 $ | - $ |
| 29 504,89 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 29 504,89 $ | - $ |
| - $ | 32 915,68 $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 32 915,68 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 125 989,97 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 53 995,70 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | 600 089,39 $ | - $ | - $ | 600 089,39 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | 8 335,34 $ | 8 335,34 $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ | - $ |
| **33 028,48 $** | **37 511,67 $** | | | **661 954,05 $** | | **9 331,14 $** | **2 282 185,32 $** | |

ok

# PARTAGE DES COÛTS DES INCIDENCES

## ÉTAPE 14 - SÉLECTIONNER LES INCIDENCES ET INDIQUER LES MONTANTS PAYÉS PAR CHAQUE REQUÉRANT

| | Taux de la Ville | | Taux CSÉM | | PAYEURS | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taxes | Net | Taxes | Net | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
| **Instructions :** Identifier via le menu déroulant ci-bas l'ensemble des incidences et $ pour ensuite les répartir par sous-projet. ***CSEM : inscrire des lignes distinctes CSEM / REQUER (taxes différentes) | **1,14975** | **1,049875** | **1,14975** | **1,008479** | 12 - Commission Des Services Electriques | 12 - Commission Des Services Electriques | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen. Urbain | 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 0 | 0 |
| **Définition :** Travaux, acquisition de biens ou de services associés à un contrat principal, mais faisant l'objet de **contrats distincts du contrat principal**. Les travaux et l'acquisition de biens ou de services ont un impact sur la réalisation du contrat principal, mais ne participent pas de la même nature. | | | | | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et Amélioration - Incidences serv. prof. et techn. Externes payé par CSEM (2) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - CSEM Modification et AméliorationIncidences-Incidences Conception et surveillance et frais généraux CSEM - payé par CSEM (3) | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | 0 | 0 |

## INCIDENCES

| # | Description | Taux Taxes | Type d'incidence | Taux NET | OBJET SIMON | AUTRE SIMON | Montant total avant taxes | 2569189901 | 2569189902 | 2556088074 | 2556088076 | 2559070114 | 2545000061 | 2518100222 | 2518100224 | 2653010005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 206260 | 206262 | 205961 | 205963 | 206653 | 206654 | 206486 | 206488 | 207285 | 0 | 0 |
| 1 | Incidences services professionnels | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 1 052 768,96 $ | | | 278 650,81 $ | 30 952,26 $ | 314 523,58 $ | 48 640,84 $ | 361 446,09 $ | 18 555,38 $ | | | |
| 2 | Traces Québec - Redevances environnementales - serv. technique | 1,14975 | Tech | 1,049875 | 54590 | 070003 | 389 314,93 $ | | | 104 260,44 $ | 8 545,94 $ | 126 669,78 $ | | 145 660,76 $ | 4 178,01 $ | | | |
| 3 | Incidences services techniques | 1,14975 | Tech | 1,049875 | 54590 | 070003 | 728 209,92 $ | | | 83 595,81 $ | 37 939,97 $ | 281 120,00 $ | 181 654,22 $ | 108 739,80 $ | 28 291,31 $ | 6 868,80 $ | | |
| 4 | Incidences Achats | 1,14975 | Achat | 1,049875 | 57401 | 070003 | 227 000,00 $ | | | | | | 227 000,00 $ | | | | | |
| 5 | Travaux faits par Énergir en incidences | 1,14975 | Tech | 1,049875 | 54590 | 070003 | 103 500,00 $ | | | | | | 103 500,00 $ | | | | | |
| 6 | CSEM-Ville Laboratoire sols contaminés payé par Ville | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 12 380,25 $ | | | | | 12 380,25 $ | | | | | | |
| 7 | CSEM-Ville Trace Québec serv.prof. de la CSEM payés par Ville | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 6 829,21 $ | | | | | 6 829,21 $ | | | | | | |
| 8 | 2 CSEM - Laboratoire contrôle qualitatif payé par CSEM | 1,14975 | Pro | 1,00847875 | 54301 | 070003 | 35 995,33 $ | 35 995,33 $ | | | | | | | | | | |
| 9 | CSEM - Surveillance firme externe gérée et payé par CSEM | 1,14975 | Pro | 1,00847875 | 54301 | 070003 | 228 685,53 $ | 228 685,53 $ | | | | | | | | | | |
| 10 | CSEM - Autres dépenses d'incidences services professionnels de la CSEM payées par CSEM | 1,14975 | Pro | 1,00847875 | 54301 | 070003 | 23 996,89 $ | 23 996,89 $ | | | | | | | | | | |
| 11 | 5 CSEM - Conception, surveillance interne par CSEM et frais généraux payé par CSEM (Non taxable) | 1 | Pro | 1 | 54301 | 070003 | 809 984,99 $ | | 809 984,99 $ | | | | | | | | | |
| 12 | CSEM - Trace Québec serv.prof. payé par CSEM | 1,14975 | Pro | 1,00847875 | 54301 | 070003 | 29 666,15 $ | 29 666,15 $ | | | | | | | | | | |
| 13 | 3 CSEM - Laboratoire sols contaminés payé par CSEM | 1,14975 | Pro | 1,00847875 | 54301 | 070003 | 53 779,90 $ | 53 779,90 $ | | | | | | | | | | |
| 14 | CSEM-Ville Laboratoire contrôle qualitatif payé par Ville | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 8 286,20 $ | | | | | | 8 286,20 $ | | | | | |
| 15 | CSEM-Ville - Surveillance firme externe gérée par CSEM payé par Ville | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 52 643,89 $ | | | | | | 52 643,89 $ | | | | | |
| 16 | CSEM-Ville Autres dépenses d'incidences serv. prof. de la CSEM payées par Ville | 1,14975 | Pro | 1,049875 | 54301 | 070003 | 5 524,13 $ | | | | | | 5 524,13 $ | | | | | |
| 17 | CSEM-Ville Conception, surveillance interne par CSEM et frais généraux payé par Ville (Non taxable) | 1 | Pro | 1 | 54301 | 070003 | 178 882,88 $ | | | | | 178 882,88 $ | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Total avant taxes - INCIDENCES** | | | | | | | **3 947 449,16 $** | **372 123,80 $** | **809 984,99 $** | **466 507,06 $** | **77 438,17 $** | **920 405,70 $** | **627 249,28 $** | **615 846,65 $** | **51 024,70 $** | **6 868,80 $** | **- $** | **- $** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| 12 | 13 | 14 | 15 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | |
| **0** | **0** | **0** | **0** |
| | | | |
| | | | |
| | | |

# RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - EAU DGA

| GDD | 1250350001 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout | Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichie plus de 2 décimales. |
|---|---|---|---|

| Proposition de clé à afficher | (Tous) |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 206485 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Aqueduc sec. reconstruction | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.000000.13020.00000 | 1 766 774,55 $ | 2 031 349,04 $ | 1 854 892,43 $ |
| | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.070008.13020.00000 | 176 677,46 $ | 203 134,90 $ | 185 489,24 $ |
| | 206486 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc sec. reconstruction | 3.Incidences | 6130.7722046.802726.04121. .000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 361 446,09 $ | 415 572,64 $ | 379 473,21 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 254 400,56 $ | 292 497,04 $ | 267 088,79 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.57401.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 206487 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc sec. réhabilitation | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.000000.13025.00000 | 565 826,23 $ | 650 558,70 $ | 594 046,81 $ |
| | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.070008.13025.00000 | 56 582,62 $ | 65 055,87 $ | 59 404,68 $ |
| | 206488 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Incidences Aqueduc sec. Réhabilitation | 3.Incidences | 6130.7722046.802726.04121. .000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 18 555,38 $ | 21 334,05 $ | 19 480,83 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 32 469,32 $ | 37 331,60 $ | 34 088,73 $ |
| | | | | 6130.7722046.802726.04121.57401.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 206490 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts combinés reconstruction | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.000000.12010.00000 | 336 256,66 $ | 386 611,09 $ | 353 027,46 $ |
| | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.070008.12010.00000 | 33 625,67 $ | 38 661,11 $ | 35 302,75 $ |
| | 206491 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Entrée de service en plomb partie PRIVÉE | 1.Travaux | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.000000.99900.00000 | 31 236,63 $ | 35 914,32 $ | 32 794,56 $ |
| | | | 2.Contingences | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.070008.99900.00000 | 3 123,66 $ | 3 591,43 $ | 3 279,46 $ |
| | 207687 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Infrastructures vertes drainantes | 1.Travaux | 6130.7724013.802726.03107.57201.000000.0000.207687.000000.17030.00000 | 71 764,77 $ | 82 511,54 $ | 75 344,04 $ |
| | | | 2.Contingences | 6130.7724013.802726.03107.57201.000000.0000.207687.070008.17030.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | | | | | 3 708 739,59 $ | 4 264 123,35 $ | 3 893 712,98 $ |
| **Total** | | | | | **3 708 739,59 $** | **4 264 123,35 $** | **3 893 712,98 $** |

# RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - EAU DRE

| GDD | 1250350001 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout |
|---|---|---|

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier d
de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher | (Tous) |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 111111 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Frais généraux - aqueduc principal | 1.Travaux | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.111111.000000.13010.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | 2.Contingences | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.111111.070008.13010.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 193711 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque- Aqueduc principal | 1.Travaux | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.193711.000000.13010.00000 | 1 671 916,24 $ | 1 922 285,70 $ | 1 755 303,06 $ |
| | | | 2.Contingences | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.193711.070008.13010.00000 | 167 191,62 $ | 192 228,57 $ | 175 530,31 $ |
| | 205961 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Aqueduc principal reconstruction | 3.Incidences | 5030.5023022.802705.04121. .000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.54301.000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 278 650,81 $ | 320 378,77 $ | 292 548,52 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.54590.000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 187 856,25 $ | 215 987,73 $ | 197 225,58 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.57401.000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 205962 | 22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seigneurs - Aqueduc principal réhabilitation | 1.Travaux | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.205962.000000.13015.00000 | 758 799,49 $ | 872 429,72 $ | 796 644,62 $ |
| | | | 2.Contingences | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.205962.070008.13015.00000 | 75 879,95 $ | 87 242,97 $ | 79 664,46 $ |
| | 205963 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences | 3.Incidences | 5030.5023022.802705.04121. .000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.54301.000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 30 952,26 $ | 35 587,36 $ | 32 496,00 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.54590.000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 46 485,91 $ | 53 447,18 $ | 48 804,40 $ |
| | | | | 5030.5023022.802705.04121.57401.000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 207252 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Collecteurs d'égouts réhabilitation | 1.Travaux | 5030.5023029.802705.04161.57201.000000.0000.207252.000000.12035.00000 | 68 688,03 $ | 78 974,07 $ | 72 113,85 $ |
| | | | 2.Contingences | 5030.5023029.802705.04161.57201.000000.0000.207252.070008.12035.00000 | 13 737,61 $ | 15 794,81 $ | 14 422,77 $ |
| | 207285 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Collecteur réhabilitation | 3.Incidences | 5030.5023029.802705.04161. .000000.0000.207285.070003.12035.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 5030.5023029.802705.04161.54301.000000.0000.207285.070003.12035.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | | | | 5030.5023029.802705.04161.54590.000000.0000.207285.070003.12035.00000 | 6 868,80 $ | 7 897,41 $ | 7 211,38 $ |
| | | | | 5030.5023029.802705.04161.57401.000000.0000.207285.070003.12035.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| Total 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | | | | | 3 307 026,99 $ | 3 802 254,28 $ | 3 471 964,96 $ |
| **Total** | | | | | **3 307 026,99 $** | **3 802 254,28 $** | **3 471 964,96 $** |

# RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - SIRR

| GDD | 1250350001 | **Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout** |
|---|---|---|

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher | (Tous) |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 207256 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Ch | 1.Travaux | 6101.7724027.802731.03107.57201.000000.0000.207256.000000.17020.00000 | 1 259 899,68 $ | 1 448 569,65 $ | 1 322 737,17 $ |
| | | | 2.Contingences | 6101.7724027.802731.03107.57201.000000.0000.207256.070008.17020.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| | 207258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Pist | 1.Travaux | 5001.5023030.802731.03103.57201.000000.0000.207258.000000.15055.00000 | 539 957,00 $ | 620 815,57 $ | 566 887,36 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5023030.802731.03103.57201.000000.0000.207258.070008.15055.00000 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| **Total** | | | | | **1 799 856,68 $** | **2 069 385,22 $** | **1 889 624,53 $** |

# RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - SUM

| GDD | 1250350001 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout |
|---|---|---|

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car utilisent plus de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher Oui | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser | Montant avec taxes | Montant net |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4806 - Urbanisme Et | 206606 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée | 1.Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.000000.17020.00000 | 2 378 170,55 $ | 2 734 301,60 $ | 2 496 781,81 $ |
| | | | 2.Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.070008.17020.00000 | 482 715,55 $ | 555 002,20 $ | 506 790,99 $ |
| | 206607 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs | 1.Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.000000.17030.00000 | 1 984 329,87 $ | 2 281 483,26 $ | 2 083 298,32 $ |
| | | | 2.Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.070008.17030.00000 | 198 432,99 $ | 228 148,33 $ | 208 329,83 $ |
| | 206608 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cycl | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.000000.15050.00000 | 650 313,82 $ | 747 698,32 $ | 682 748,22 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.070008.15050.00000 | 119 027,08 $ | 136 851,39 $ | 124 963,56 $ |
| | 206609 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de c | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.000000.17040.00000 | 256 119,39 $ | 294 473,27 $ | 268 893,34 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.070008.17040.00000 | 25 611,94 $ | 29 447,33 $ | 26 889,33 $ |
| | 206610 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.000000.19010.00000 | 1 409 527,84 $ | 1 620 604,64 $ | 1 479 828,04 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.070008.19010.00000 | 187 753,84 $ | 215 869,97 $ | 197 118,06 $ |
| | 206611 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts u | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.000000.12010.00000 | 330 284,81 $ | 379 744,96 $ | 346 757,77 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.070008.12010.00000 | 33 028,48 $ | 37 974,50 $ | 34 675,78 $ |
| | 206612 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantatio | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.000000.15010.00000 | 375 116,67 $ | 431 290,39 $ | 393 825,61 $ |
| | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.070008.15010.00000 | 37 511,67 $ | 43 129,04 $ | 39 382,56 $ |
| | 206653 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidence | 3.Incidences | 6101.7719023.802727.03107.54301.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 512 615,92 $ | 562 592,44 $ | 529 260,85 $ |
| | | | | 6101.7719023.802727.03107.54590.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 407 789,78 $ | 468 856,31 $ | 428 128,30 $ |
| | 206654 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidence | 3.Incidences | 5001.5024034.802727.03107.54301.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 115 095,07 $ | 132 330,55 $ | 120 835,43 $ |
| | | | | 5001.5024034.802727.03107.54590.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 285 154,22 $ | 327 856,06 $ | 299 376,28 $ |
| | | | | 5001.5024034.802727.03107.57401.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 227 000,00 $ | 260 993,25 $ | 238 321,63 $ |
| | 207422 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Sta | 1.Travaux | 0..802727.06819.57201.000000.0000.207422.000000.45010.00000 | 93 311,37 $ | 107 284,75 $ | 97 965,27 $ |
| | | | 2.Contingences | 0..802727.06819.57201.000000.0000.207422.070008.45010.00000 | 9 331,14 $ | 10 728,47 $ | 9 796,53 $ |
| **Total** | | | | | **10 118 241,98 $** | **11 606 661,01 $** | **10 613 967,52 $** |

# RÉPARTITION DES COÛTS DU CONTRAT - CSÉM

| GDD | 1250350001 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout |
|---|---|---|

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichie
plus de 2 décimales.

| Proposition de clé à afficher Oui ou | 1.Oui affiché |
|---|---|

***** DCSF doit prendre les engagements et divulguer à la CSEM le no. eng. pour son intervention. Coller image**

| Requérant | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser | Montant avec taxes | Montant net |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Elec | 206258 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - C | 1.Travaux | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.000000.19520.00000 | 4 505 060,58 $ | 5 179 693,40 $ | 4 543 257,86 $ |
| | | | 2.Contingences | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.070008.19520.00000 | 661 954,05 $ | 761 081,67 $ | 667 566,59 $ |
| | 206260 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - ( | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.206260.070003.19520.00000 | 372 123,80 $ | 427 849,34 $ | 375 278,95 $ |
| | 206262 | 22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - ( | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.206262.070003.19520.00000 | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ |
| **Total** | | | | | **6 349 123,42 $** | **7 178 609,40 $** | **6 396 088,39 $** |

**Vérification JL 20260305**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | total | ok | ok | ok |

| NUMÉRO | DESCRIPTION | CLÉS DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT | DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDIT ARRONI AU $ SUPÉRIE |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 24-015 | CSEM Cond soutenus aen CM24 0763 | 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | 6 349 123,42 $ | 7 178 609,40 $ | 6 396 088,39 $ | 6 396 089 |
| 0 | 0 | 0 | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| **TOTAL PROVENANCE** | | | **6 349 123,42 $** | **7 178 609,40 $** | **6 396 088,39 $** | **6 396 089** |

| IMPUTATION | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| TITRE | Coûts des travaux d'amélioration - CSEM | CLÉS D'IMPUTATION | DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
| CONTRAT-TRAVAUX | | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.000000.19520.00000 | 4 505 060,57 $ | 5 179 693,39 $ | 4 543 257,86 $ | 4 543 258,00 $ |
| CONTINGENCES | | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.070008.19520.00000 | 661 954,05 $ | 761 081,67 $ | 667 566,59 $ | 667 567,00 $ |
| SURVEILLANCE EXT. | | 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206258.070004.19520.00000 | 228 685,53 $ | 262 931,19 $ | 230 624,50 $ | 230 625,00 $ |
| LABORATOIRE | | 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206258.070005.19520.00000 | 59 992,22 $ | 68 976,05 $ | 60 500,88 $ | 60 501,00 $ |
| DIVERS | | 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206258.070006.19520.00000 | 83 446,05 $ | 95 942,10 $ | 84 153,57 $ | 84 154,00 $ |
| INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX | | 6105.7724015.802400.06819.51120.000000.0000.206260.000000.19520.00000 | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ | 809 985,00 $ |
| **TOTAL IMPUTATION** | **Coûts des travaux d'amélioration - CSEM** | | **6 349 123,42 $** | **7 178 609,40 $** | **6 396 088,39 $** | **6 396 089,00 $** |

## RÉCAPITULATIF par type de Montant et Projet Investi

| GDD | 1250350001 | **Actualiser les tableaux** : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout | Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales. |
|---|---|---|---|

| Type de Montant | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes | % Contingences du contrat |
|---|---|---|---|---|
| 1.Travaux | 19 053 354,18 $ | 21 906 593,97 $ | 19 817 147,60 $ | |
| 2.Contingences | 2 282 185,32 $ | 2 623 942,57 $ | 2 368 606,89 $ | 11,95% |
| 3.Incidences | 3 947 449,16 $ | 4 390 496,71 $ | 4 079 603,88 $ | |
| **Total** | **25 282 988,66 $** | **28 921 033,25 $** | **26 265 358,38 $** | |

| PROJET INVESTI | Budget requis 2026 Montant net ristournes des taxes | Budget requis ultérieur Montant net ristournes des taxes | Budget requis Total Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|
| 18100 - Réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts | 2 361 157,05 $ | - $ | 3 782 294,93 $ |
| 56088 - Réseau primaire d'aqueduc | 2 167 913,22 $ | - $ | 3 378 216,95 $ |
| 18200 - Remplacement des entrées de service en plomb privées | 36 074,01 $ | - $ | 36 074,01 $ |
| 59070 - Programme d'aménagement des rues - Artériel | 2 825 937,77 $ | - $ | 6 252 590,10 $ |
| 45000 - Vélo : Réseau Express Vélo et développement du réseau cyclable | 2 126 807,81 $ | - $ | 4 253 615,61 $ |
| 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | 283 443,68 $ | - $ | 566 887,36 $ |
| 69097 - Programme de construction et de modification de conduits souterrains | 118 526,39 $ | - $ | 5 875 005,94 $ |
| 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel (avec ancien RE 17- | 661 368,59 $ | - $ | 1 322 737,17 $ |
| 53010 - Réseau primaire d'égouts - RCG23-029 | 46 874,00 $ | - $ | 93 748,00 $ |
| 75110 - Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BI XI sur le domaine p | 107 761,80 $ | - $ | 107 761,80 $ |
| 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux chang ements climatiqu | 57 638,19 $ | - $ | 75 344,04 $ |
| **Total** | **10 793 502,51 $** | **- $** | **25 744 275,93 $** |

| Vérifications | |
|---|---|
| Le total des travaux avant taxes correspondre au total des travaux de la soumission de l'entrepreneur. | |
| **Total travaux avant taxes à autoriser** | 19 053 354,18 $ |
| **Total travaux avant taxes soumission des prix** | 19 053 354,18 $ |
| **Écart** | - $ |
| Le total des travaux avec taxes correspondre au total des travaux avec taxes de la soumission de l'entrepreneur. | |
| **Total travaux avec taxes à autoriser** | 21 906 593,97 $ |
| **Total travaux avec taxes soumission des prix** | 21 906 593,97 $ |
| **Écart** | 0,00 $ |

## Calculs manuels

| | | | | | à compléter | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Requérant - Description | Montant avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes | % Contingences du contrat | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
| 1.Travaux | 19 053 354,17 $ | 21 906 593,97 $ | 19 817 147,60 $ | | | |
| 2.Contingences | 2 282 185,31 $ | 2 623 942,57 $ | 2 368 606,89 $ | 11,98% | | |
| 3.Incidences | 3 947 449,16 $ | 4 390 496,71 $ | 4 079 603,88 $ | | | |
| 4.Variation du prix du carburant | | | | | | |
| 5.Indexation du prix des matériaux | | | | | | |
| 6.Surveillance des travaux | | | | | | |
| **Total** | **25 282 988,64 $** | **28 921 033,25 $** | **26 265 358,37 $** | | | |

# RÉPARTITION des coûts par PAYEURS

| GDD | 1250350001 | Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout | Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales. |
|---|---|---|---|

| Proposition de clé à afficher Oui ou Non | 1.Oui affiché |
|---|---|

| Requérant | Projet Investi numéro | Règlement d'emprunt | % | Montant Total avec taxes | Budget requis 2026 Montant net ristournes des taxes | Budget requis 2027 Montant net ristournes des taxes | Budget requis 2028 Montant net ristournes des taxes | Budget requis ultérieur Montant net ristournes des taxes | Budget requis Total Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 - Commission Des Services Electriques | 69097 | 24-015 Conduits souterrains M607357 | 24,82% | 7 178 609,40 $ | 118 526,39 $ | 5 756 479,55 $ | | | 5 875 005,94 $ |
| **Total 12 - Commission Des Services Electriques** | | | **24,82%** | **7 178 609,40 $** | **118 526,39 $** | **5 756 479,55 $** | | | **5 875 005,94 $** |
| 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav. | 45009 | RCG 23-030 Finan. trav de maintien réseau CG23 0770 | 2,15% | 620 815,57 $ | 283 443,68 $ | 283 443,68 $ | | | 566 887,36 $ |
| | 55856 | 24-027 Planage/revêtement artériel CM24 1039 | 5,01% | 1 448 569,65 $ | 661 368,59 $ | 661 368,59 $ | | | 1 322 737,17 $ |
| **Total 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav.** | | | **7,16%** | **2 069 385,22 $** | **944 812,27 $** | **944 812,27 $** | | | **1 889 624,53 $** |
| 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain | 59070 | | 23,62% | 6 830 384,13 $ | 2 825 937,77 $ | 3 426 652,33 $ | | | 6 252 590,10 $ |
| | 75110 | 25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073 | 0,41% | 118 013,22 $ | 107 761,80 $ | | | | 107 761,80 $ |
| | 45000 | RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602 | 16,11% | 4 658 263,65 $ | 2 126 807,81 $ | 2 126 807,81 $ | | | 4 253 615,61 $ |
| **Total 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain** | | | **40,13%** | **11 606 661,01 $** | **5 060 507,38 $** | **5 553 460,14 $** | | | **10 613 967,52 $** |
| 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs | 18100 | 22-046 financement des travaux prévus au programme de re | 14,32% | 4 142 106,06 $ | 2 361 157,05 $ | 1 421 137,88 $ | | | 3 782 294,93 $ |
| | 18200 | Revenu/Dépense Plomb partie privée | 0,14% | 39 505,75 $ | 36 074,01 $ | | | | 36 074,01 $ |
| | 18300 | 24-013 trav. geston eaux pluviales CM24 0761 | 0,29% | 82 511,54 $ | 57 638,19 $ | 17 705,85 $ | | | 75 344,04 $ |
| **Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs** | | | **14,74%** | **4 264 123,35 $** | **2 454 869,25 $** | **1 438 843,73 $** | | | **3 893 712,98 $** |
| 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau | 56088 | RCG 23-022 réseau principal aqueduc CG23 0587 | 12,79% | 3 699 587,99 $ | 2 167 913,22 $ | 1 210 303,74 $ | | | 3 378 216,95 $ |
| | 53010 | RCG 23-029 travaux collecteurs d'égouts CG23 0768 | 0,35% | 102 666,29 $ | 46 874,00 $ | 46 874,00 $ | | | 93 748,00 $ |
| **Total 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau** | | | **13,15%** | **3 802 254,28 $** | **2 214 787,22 $** | **1 257 177,74 $** | | | **3 471 964,96 $** |
| **Total** | | | **100,00%** | **28 921 033,25 $** | **10 793 502,51 $** | **14 950 773,42 $** | | | **25 744 275,93 $** |

# RÉPARTITION des coûts par PROJET SIMON

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **GDD** | **1250350001** | **Actualiser les tableaux : Analyse du tab. croisé dynamique / Actualiser / Actualiser tout** |

Note: Les montants Net de ristournes des taxes peuvent avoir un écart de + ou - 0.01$ car le fichier de calculs utilisent plus de 2 décimales.

Proposition de clé à afficher Oui ou Non 1.Oui affiché

| Requérant | Sous-projet | Projet SIMON | Description Sous-projet | Type | Proposition de clé imputation | Montant à autoriser avant taxes | Montant avec taxes | Montant net ristournes des taxes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **12 - Commission Des Services Electriques** | **2569189900** | 206258 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.000000.19520.00000 | 4 505 060,58 $ | 5 179 693,40 $ | 4 543 257,86 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.070008.19520.00000 | 661 954,05 $ | 761 081,67 $ | 667 566,59 $ |
| | **2569189901** | 206260 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.206260.070003.19520.00000 | 372 123,80 $ | 427 849,34 $ | 375 278,95 $ |
| | **2569189902** | 206262 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 3.Incidences | 6105.7724015.802400.06819.54301.000000.0000.206262.070003.19520.00000 | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ | 809 984,99 $ |
| **Total 12 - Commission Des Services Electriques** | | | | | | **6 349 123,42 $** | **7 178 609,40 $** | **6 396 088,39 $** |
| **3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav.** | **2645009001** | 207258 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5023030.802731.03103.57201.000000.0000.207258.000000.15055.00000 | 539 957,00 $ | 620 815,57 $ | 566 887,36 $ |
| | **2655856001** | 207256 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 6101.7724027.802731.03107.57201.000000.0000.207256.000000.17020.00000 | 1 259 899,68 $ | 1 448 569,65 $ | 1 322 737,17 $ |
| **Total 3009 - Infrastructures Du Reseau Routier,Ges.Inf.Urb.Entrav.** | | | | | | **1 799 856,68 $** | **2 069 385,22 $** | **1 889 624,53 $** |
| **4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain** | **2545000056** | 206608 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.000000.15050.00000 | 650 313,82 $ | 747 698,32 $ | 682 748,22 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.070008.15050.00000 | 119 027,08 $ | 136 851,39 $ | 124 963,56 $ |
| | **2545000057** | 206609 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.000000.17040.00000 | 256 119,39 $ | 294 473,27 $ | 268 893,34 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.070008.17040.00000 | 25 611,94 $ | 29 447,33 $ | 26 889,33 $ |
| | **2545000058** | 206610 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.000000.19010.00000 | 1 409 527,84 $ | 1 620 604,64 $ | 1 479 828,04 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.070008.19010.00000 | 187 753,84 $ | 215 869,97 $ | 197 118,06 $ |
| | **2545000059** | 206611 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.000000.12010.00000 | 330 284,81 $ | 379 744,96 $ | 346 757,77 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.070008.12010.00000 | 33 028,48 $ | 37 974,50 $ | 34 675,78 $ |
| | **2545000060** | 206612 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-L** | 1.Travaux | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.000000.15010.00000 | 375 116,67 $ | 431 290,39 $ | 393 825,61 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.070008.15010.00000 | 37 511,67 $ | 43 129,04 $ | 39 382,56 $ |
| | **2545000061** | 206654 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 5001.5024034.802727.03107.54301.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 115 095,07 $ | 132 330,55 $ | 120 835,43 $ |
| | | | | | 5001.5024034.802727.03107.54590.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 285 154,22 $ | 327 856,06 $ | 299 376,28 $ |
| | | | | | 5001.5024034.802727.03107.57401.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 227 000,00 $ | 260 993,25 $ | 238 321,63 $ |
| | **2559070112** | 206606 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.000000.17020.00000 | 2 378 170,55 $ | 2 734 301,60 $ | 2 496 781,81 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.070008.17020.00000 | 482 715,55 $ | 555 002,20 $ | 506 790,99 $ |
| | **2559070113** | 206607 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.000000.17030.00000 | 1 984 329,87 $ | 2 281 483,26 $ | 2 083 298,32 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.070008.17030.00000 | 198 432,99 $ | 228 148,33 $ | 208 329,83 $ |
| | **2559070114** | 206653 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 6101.7719023.802727.03107.54301.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 512 615,92 $ | 562 592,44 $ | 529 260,85 $ |
| | | | | | 6101.7719023.802727.03107.54590.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 407 788,78 $ | 468 856,31 $ | 428 128,30 $ |
| | **2675110003** | 207422 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 0..802727.06819.57201.000000.0000.207422.000000.45010.00000 | 93 311,37 $ | 107 284,75 $ | 97 965,27 $ |
| | | | | 2.Contingences | 0..802727.06819.57201.000000.0000.207422.070008.45010.00000 | 9 331,14 $ | 10 728,47 $ | 9 796,53 $ |
| **Total 4806 - Urbanisme Et Mobilite,Dir.Proj.Amen.Urbain** | | | | | | **10 118 241,98 $** | **11 606 661,01 $** | **10 613 967,52 $** |
| **4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs** | **2518100221** | 206485 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.000000.13020.00000 | 1 766 774,55 $ | 2 031 349,04 $ | 1 854 892,43 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.070008.13020.00000 | 176 677,46 $ | 203 134,90 $ | 185 489,24 $ |
| | **2518100222** | 206486 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 361 446,09 $ | 415 572,64 $ | 379 473,21 $ |
| | | | | | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 254 400,56 $ | 292 497,04 $ | 267 088,79 $ |
| | **2518100223** | 206487 | **22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seig** | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.000000.13025.00000 | 565 826,23 $ | 650 558,70 $ | 594 046,81 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.070008.13025.00000 | 56 582,62 $ | 65 055,87 $ | 59 404,68 $ |
| | **2518100224** | 206488 | **22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seig** | 3.Incidences | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 18 555,38 $ | 21 334,05 $ | 19 480,83 $ |
| | | | | | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 32 469,32 $ | 37 331,60 $ | 34 088,73 $ |
| | **2518100225** | 206490 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.000000.12010.00000 | 336 256,66 $ | 386 611,09 $ | 353 027,46 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.070008.12010.00000 | 33 625,67 $ | 38 661,11 $ | 35 302,75 $ |
| | **2518200044** | 206491 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.000000.99900.00000 | 31 236,63 $ | 35 914,32 $ | 32 794,56 $ |
| | | | | 2.Contingences | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.070008.99900.00000 | 3 123,66 $ | 3 591,43 $ | 3 279,46 $ |
| | **2618300001** | 207687 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 6130.7724013.802726.03107.57201.000000.0000.207687.000000.17030.00000 | 71 764,77 $ | 82 511,54 $ | 75 344,04 $ |
| **Total 4902 - Eau,Dir.Gestion.Actifs** | | | | | | **3 708 739,59 $** | **4 264 123,35 $** | **3 893 712,98 $** |
| **4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau** | **2256088023** | 193711 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.193711.000000.13010.00000 | 1 671 916,24 $ | 1 922 285,70 $ | 1 755 303,06 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.193711.070008.13010.00000 | 167 191,62 $ | 192 228,57 $ | 175 530,31 $ |
| | **2556088074** | 205961 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 5030.5023022.802705.04121.54301.000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 278 650,81 $ | 320 378,77 $ | 292 548,52 $ |
| | | | | | 5030.5023022.802705.04121.54590.000000.0000.205961.070003.13010.00000 | 187 856,25 $ | 215 987,73 $ | 197 225,58 $ |
| | **2556088075** | 205962 | **22A27 rue Saint-Jacques, de Guy à Des Seig** | 1.Travaux | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.205962.000000.13015.00000 | 758 799,49 $ | 872 429,72 $ | 796 644,62 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5030.5023022.802705.04121.57201.000000.0000.205962.070008.13015.00000 | 75 879,95 $ | 87 242,97 $ | 79 664,46 $ |
| | **2556088076** | 205963 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 5030.5023022.802705.04121.54301.000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 30 952,26 $ | 35 587,36 $ | 32 496,00 $ |
| | | | | | 5030.5023022.802705.04121.54590.000000.0000.205963.070003.13015.00000 | 46 485,91 $ | 53 447,18 $ | 48 804,40 $ |
| | **2653010004** | 207252 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 1.Travaux | 5030.5023029.802705.04161.57201.000000.0000.207252.000000.12035.00000 | 68 688,03 $ | 78 974,07 $ | 72 113,85 $ |
| | | | | 2.Contingences | 5030.5023029.802705.04161.57201.000000.0000.207252.070008.12035.00000 | 13 737,61 $ | 15 794,81 $ | 14 422,77 $ |
| | **2653010005** | 207285 | **22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lé** | 3.Incidences | 5030.5023029.802705.04161.54590.000000.0000.207285.070003.12035.00000 | 6 868,80 $ | 7 897,41 $ | 7 211,38 $ |
| **Total 4905 - Eau,Dir.Reseaux D'Eau** | | | | | | **3 307 026,99 $** | **3 802 254,28 $** | **3 471 964,96 $** |
| **Total** | | | | | | **25 282 988,66 $** | **28 921 033,25 $** | **26 265 358,38 $** |

## Informations financières pour dépenses PDI

| | |
|---|---|
| **GDD #** | **1250350001** |
| **Service** | **EAU** |
| **Direction** | **DGA** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Engagement #** | **CC50350001** | **Date** | **2/25/2026** |

**Objet GDD**

**Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre Saint-Jacques et René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $ taxes incluses (contrat : 21 906 593,97 $ + contingences : 2 623 942,57 $ + incidences : 4 390 496,71 $) – Appel d'offres public No DRE-P2533-193711-C (11 soumissions)**

**Informations comptables**

**Provenance**

| **PG 18100 - Renouvellement des actifs des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égouts** | | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement 22-046 | 6130.7722046.802705.01909.57201.000000.0000.169431.000000.98001.00000 | 3,602,614.53 $ | 4,142,106.06 $ | 3,782,294.93 $ | 3,782,299 $ |

**Imputations**

| **Projet 18100** | **22A27 rue Guy, de St-Jacques à René-Lévesque - Reconst. AQ** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.000000.13020.00000 | 1,766,774.55 $ | 2,031,349.04 $ | 1,854,892.43 $ | 1,854,893 $ |
| Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206485.070008.13020.00000 | 176,677.46 $ | 203,134.90 $ | 185,489.24 $ | 185,490 $ |
| Incidences professionnelles | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 361,446.09 $ | 415,572.64 $ | 379,473.21 $ | 379,474 $ |
| Incidences techniques | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206486.070003.13020.00000 | 254,400.56 $ | 292,497.04 $ | 267,088.79 $ | 267,089 $ |

| **Projet 18100** | **22A27 rue Guy, de St-Jacques à René-Lévesque - Réhab. AQ** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.000000.13025.00000 | 565,826.23 $ | 650,558.70 $ | 594,046.81 $ | 594,047 $ |
| Contingences | 6130.7722046.802726.04121.57201.000000.0000.206487.070008.13025.00000 | 56,582.62 $ | 65,055.87 $ | 59,404.68 $ | 59,405 $ |
| Incidences professionnelles | 6130.7722046.802726.04121.54301.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 18,555.38 $ | 21,334.05 $ | 19,480.83 $ | 19,481 $ |
| Incidences techniques | 6130.7722046.802726.04121.54590.000000.0000.206488.070003.13025.00000 | 32,469.32 $ | 37,331.60 $ | 34,088.73 $ | 34,089 $ |

| **Projet 18100** | **22A27 rue Guy, de St-Jacques à René-Lévesque - Reconst. EG** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.000000.12010.00000 | 336,256.66 $ | 386,611.09 $ | 353,027.46 $ | 353,028 $ |
| Contingences | 6130.7722046.802726.04161.57201.000000.0000.206490.070008.12010.00000 | 33,625.67 $ | 38,661.11 $ | 35,302.75 $ | 35,303 $ |
| **Sous-total** | | **3,602,614.53 $** | **4,142,106.06 $** | **3,782,294.93 $** | **3,782,299 $** |

**Provenance**

| **PG 18200 - Remplacement de la portion privée des entrées de service en plomb** | | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement 20-030 | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.186073.000000.99900.00000 | 34,360.30 $ | 39,505.75 $ | 36,074.01 $ | 36,075 $ |

**Imputations**

| **Projet 18200** | **22A27 rue Guy, de St-Jacques à René-Lévesque - Plomb privé** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.000000.99900.00000 | 31,236.63 $ | 35,914.32 $ | 32,794.56 $ | 32,795 $ |
| Contingences | 6101.9990000.803505.04121.57201.000000.0000.206491.070008.99900.00000 | 3,123.66 $ | 3,591.43 $ | 3,279.45 $ | 3,280 $ |
| **Sous-total** | | **34,360.30 $** | **39,505.75 $** | **36,074.01 $** | **36,075 $** |

**Provenance**

| **PG 18300 - Infrastructures vertes multifonctionnelles et résilience aux changements climatiques** | | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement RE 22-026 | 6130.7724013.802728.01909.57201.000000.0000.190514.000000.98001.00000 | 71,764.77 $ | 82,511.54 $ | 75,344.04 $ | 75,345 $ |

**Imputations**

| **Projet 18300** | **Guy entre René-Levesque et St-Jacques** | Dépenses sans taxes | Dépenses taxes incluses | Crédits nets | Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Travaux | 6130.7724013.802726.03107.57201.000000.0000.207687.000000.17030.00000 | 71,764.77 $ | 82,511.54 $ | 75,344.04 $ | 75,345 $ |
| **Sous-total** | | **71,764.77 $** | **82,511.54 $** | **75,344.04 $** | **75,345 $** |
| | | | | | |
| **Total** | | **3,708,739.59 $** | **4,264,123.35 $** | **3,893,712.97 $** | **3,893,719 $** |

# Informations financières pour dépenses PDI

| GDD # | 1250350001 |
|---|---|

| Service | EAU |
|---|---|

| Direction | DRE |
|---|---|

| Engagement # | CC50350001 | Date |
|---|---|---|

## Objet GDD

**Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $ taxes incluses (contrat : 21 906 593,97 $ + contingences : soumissions)**

## Exécutant et clé de retenue sur contrat

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Direction des réseaux d'eau | 6101 | 0000000 | 802705 | 00000 | 21100 | 000000 |

## Informations comptables

### Provenance

| **PG 56088 Réseau primaire d'aqueduc - AGGLO (Vannes)** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| No Règlement<br>RCG 23-022 | 5030 | 5023022 | 802705 | 01909 | 57201 | 000000 |

### Imputations

| **22A27_Guy_TR01_reconstruction** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrat | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 57201 | 000000 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Contingences | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 57201 | 000000 |
| Services professionnels | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 54301 | 000000 |
| Services techniques | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 54590 | 000000 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Travaux réhabilitation rue Guy - AQ** | | | | | | |
| Contrat | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 57201 | 000000 |
| Contingences | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 57201 | 000000 |
| Services professionnels | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 54301 | 000000 |
| Services techniques | 5030 | 5023022 | 802705 | 04121 | 54590 | 000000 |
| | | | | | | |
| **Sous-total** | | | | | | |

**Provenance**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEURS** | | | | | | |
| No Règlement<br>RCG 23-029 | 5030 | 5023029 | 802705 | 01909 | 57201 | 000000 |

**Imputations**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **22A27 rue Guy,de St-Jacques à René-Lévesque-collecteur Ég.- réhab.** | | | | | | |
| Contrat | 5030 | 5023029 | 802705 | 04161 | 57201 | 000000 |
| Contingences | 5030 | 5023029 | 802705 | 04161 | 57201 | 000000 |
| Services techniques | 5030 | 5023029 | 802705 | 04161 | 54590 | 000000 |
| **Sous-total** | | | | | | |

| |
|---|
| **Total** |

**Informations budgétaires**

Le budget est suffisant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune de

| Programme/Projet | 2026 | 2027 | 2028 | Ultérieur | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| PG 56088 | 2,168 $ | 1,210 $ | | | **3,378 $** |
| PG 53010 | 47 $ | 47 $ | | | **94 $** |
| | **2,215 $** | **1,257 $** | **0 $** | **0 $** | **3,472 $** |

**2/25/2026**

**de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre Saint-Jacq**
**: 2 623 942,57 $ + incidences : 4 390 496,71 $) – Appel d'offres public No DRE-P2533-193**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 0000 | 000000 | 000000 | 00000 | 00000 |

| | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 166300 | 000000 | 98001 | 00000 | 3,699,587.99 $ | 3,378,216.95 $ |

| | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 193711 | 000000 | 13010 | 00000 | 1,922,285.70 $ | 1,755,303.06 $ |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 193711 | 070008 | 13010 | 00000 | 192,228.57 $ | 175,530.31 $ |
| 0000 | 205961 | 070003 | 13010 | 00000 | 320,378.77 $ | 292,548.52 $ |
| 0000 | 205961 | 070003 | 13010 | 00000 | 215,987.73 $ | 197,225.58 $ |

| | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 205962 | 000000 | 13015 | 00000 | 872,429.72 $ | 796,644.62 $ |
| 0000 | 205962 | 070008 | 13015 | 00000 | 87,242.97 $ | 79,664.46 $ |
| 0000 | 205963 | 070003 | 13015 | 00000 | 35,587.36 $ | 32,496.00 $ |
| 0000 | 205963 | 070003 | 13015 | 00000 | 53,447.18 $ | 48,804.40 $ |
| | | | | | **3,699,587.99 $** | **3,378,216.95 $** |

| | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 166308 | 000000 | 98001 | 00000 | 102,666.29 $ | 93,748.00 $ |

| | | | | | Dépenses taxes incluses | Crédits nets |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 0000 | 207252 | 000000 | 12035 | 00000 | 78,974.07 $ | 72,113.85 $ |
| 0000 | 207252 | 070008 | 12035 | 00000 | 15,794.81 $ | 14,422.77 $ |
| 0000 | 207285 | 070003 | 12035 | 00000 | 7,897.41 $ | 7,211.38 $ |
| | | | | | **102,666.29 $** | **93,748.00 $** |
| | | | | | **3,802,254.28 $** | **3,471,964.96 $** |

s années (en milliers de $):

| |ues et René-<br>711-C (11 |
|---|---|

| Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|
| 3,378,222 $ |

| Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|
| 1,755,304 $ |

| |
|---|
| 175,531 $ |
| 292,549 $ |
| 197,226 $ |

| Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|
| 796,645 $ |
| 79,665 $ |
| 32,497 $ |
| 48,805 $ |

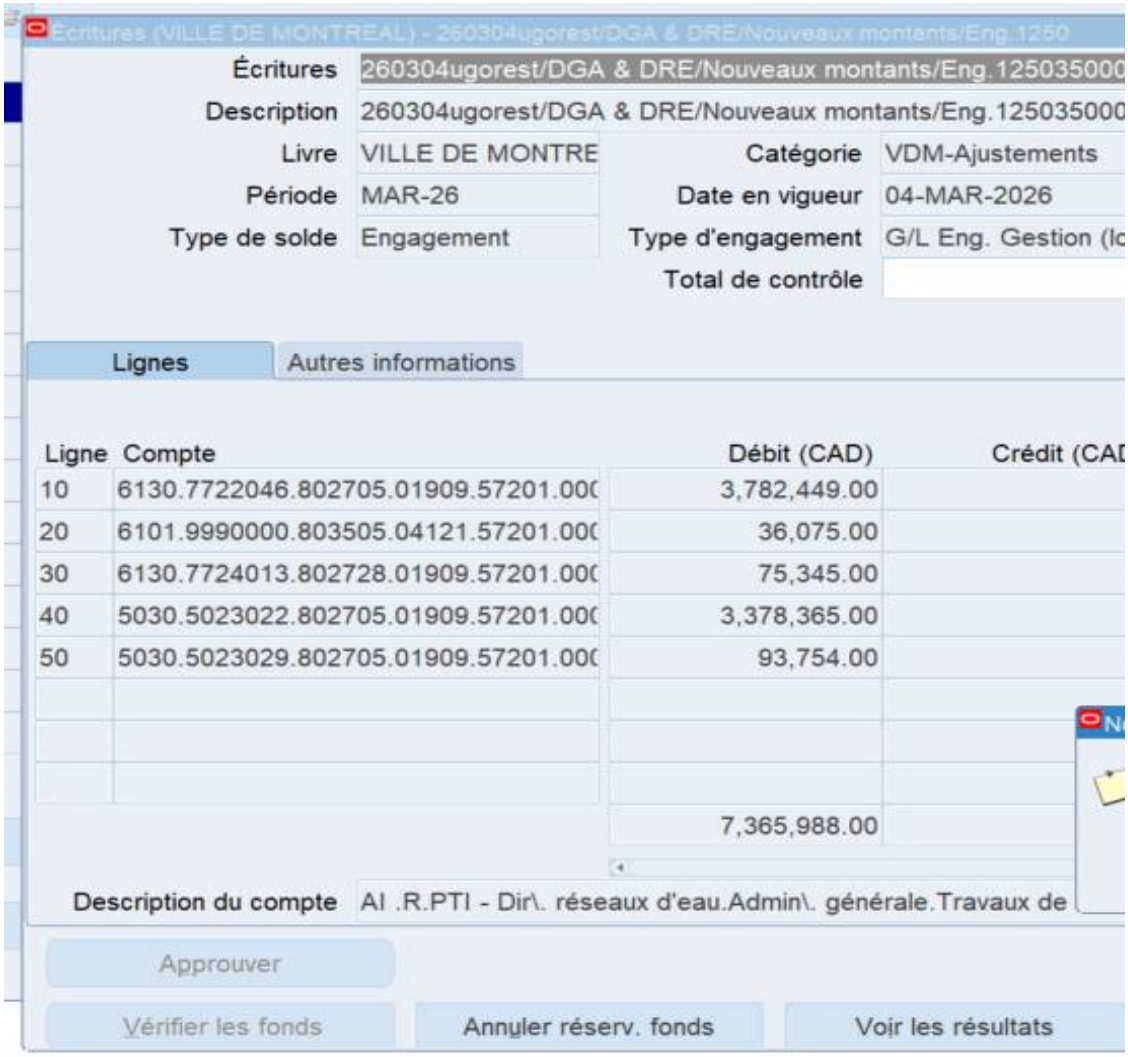
| |
|---|
| 3,378,222.00 $ |

| Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|
| 93,749 $ |

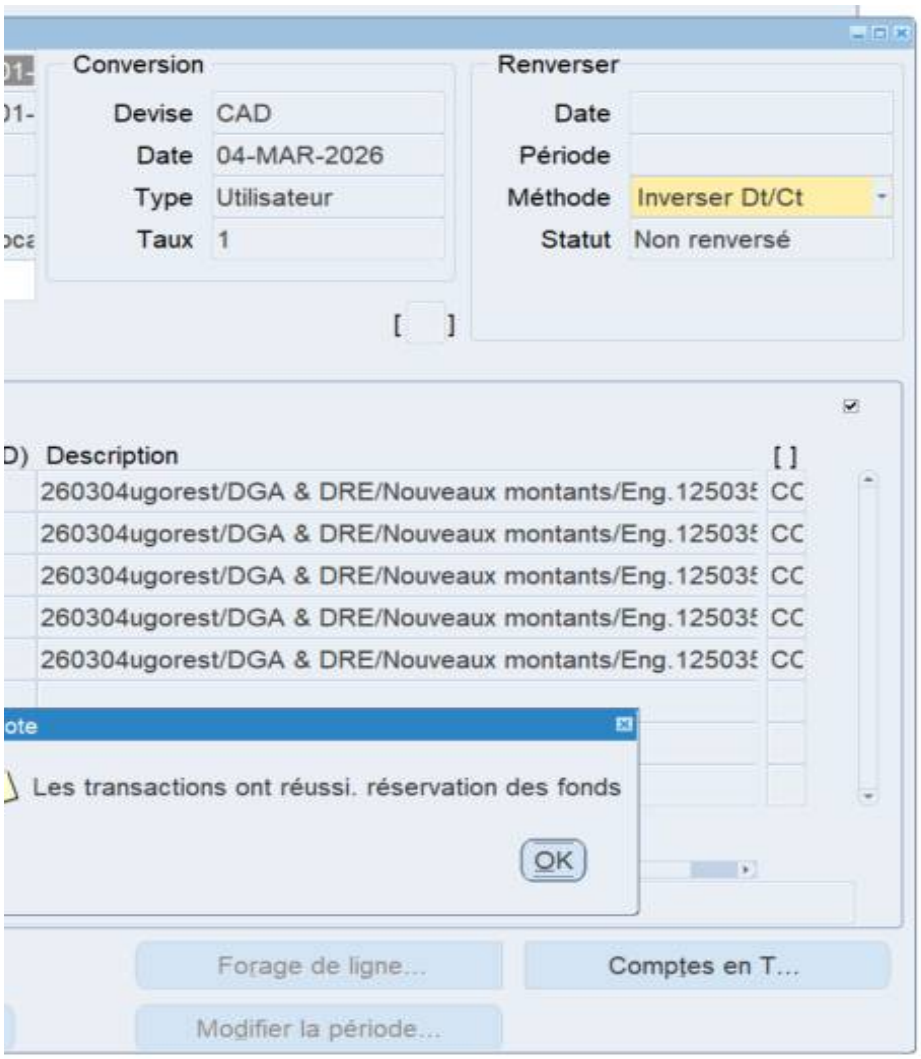
| Crédits nets arrondis au $ supérieur |
|---|
| 72,114 $ |
| 14,423 $ |
| 7,212 $ |
| 93,749.00 $ |

| |
|---|
| 3,471,971.00 $ |

CC50350001
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.1250350001-Trav reconst. AQ & EG rue G



iuy


Conversion
Devise CAD
Date 04-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
D) Description [ ]
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.12503 CC
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.12503 CC
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.12503 CC
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.12503 CC
260304ugorest/DGA & DRE/Nouveaux montants/Eng.12503 CC
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

Nouveau Répondre Répondre à tous Faire suivre Afficher Options

**Re: Demande pour le dossier : 1250350001**

**Karl LAI** A : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca

Cc : "Angela FARAH", "Helene RALAY", "Lhoucine BOUSSAHOR", "Stefania GORE", "Francis PLC

3 pièces jointes

doclink.gifdoclink.gifdoclink.gif

Bonjour à vous,

La DGA est d'accord avec le contenu de ce GDD suites aux commentaires é

La Direction de la gestion des actifs du Service de l'Eau a pour mandat d'égouts sur le territoire de la Ville de Montréal.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des i infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Merci bien et bonne journée,

**Karl Lai, ing., M. Ing.**
Chef de section par intérim - Section Sud
Service de l'eau - Direction de la gestion des actifs
Division Planification des Investissements
801, rue Brennan, 3ième étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
Cellulaire : 438-402-7529
karl.lai@montreal.ca

**De :** Helene RALAY <helene.ralay@montreal.ca>
**Envoyé :** 2 mars 2026 14:00
**À :** Karl LAI <karl.lai@montreal.ca>

)UFFE", "Eric BLOUIN"

---

mis par Hélène Ralay et Lhoucine Boussahor à Angela Farah.
, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastr

nfrastructures performantes.  Ils font partie des interventions qui contribuent à amé

---

2026-03-02 15:04

Afficher détails

ructures d'aqueduc et

liorer les

# Entente de réalisa

**Note : L'entente doit être signée avant l'octroi du financement**

| PARTIE A - IDENTIFICATION DES PARTIES PRENANTES | |
|---|---|
| **Service de l'eau (Équipe infras vertes)** | |
| Service | Service de l'eau |
| Direction | Gestion des actifs |
| Nom du gestionnaire autorisé à signer | Stéphane Brossault |
| Courriel du gestionnaire | stephane.brossault@ |
| Nom du chargé(e) de projet | **Mélanie Beaudoin** |
| Courriel du chargé(e) de projet | melanie.beaudoin2@ |
| **Arrondissement/Service** | |
| Service ou arrondissement | S.Eau |
| Direction | Direction des Réseau |
| Nom du gestionnaire autorisé(e) à signer | Guillaume Coursol T |
| Courriel du gestionnaire | guillaume.coursol@el |
| Nom du chargé de projet | **Angela Farah** |
| Coordonnées du chargé(e) de projet | angela.farah@mmm |
| **PARTIE B - DESCRIPTION DES TRAVAUX** | |
| **Description des travaux** | |
| Description du projet | Reconstruction d domaine publi |
| Type de travaux admissibles au financement | |
| Volume total admissible au financement (m³) | |
| Année(s) de réalisation (note 1) | |
| *Note 1- Si le projet est réalisé sur plusieurs années, alors se référer au GDD pour la répartition de* | |
| **PARTIE C - FINANCEMENT ET OCTROI** | |
| **Financement et octroi** | |
| Niveau de délégation | |
| Date du conseil visé | |
| Numéro de GDD | |
| Nom du projet dans le GDD | Accorder un con 500mm et des infra Dépense totale de 2 incidences : |
| Montant du contrat sans contingence et sans incidence (taxes incluses) | |
| Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (taxes incluses) au maximum des travaux admissibles (note 2) | |
| Montant financé par le Service de l'eau, Équipe infras vertes (net de taxes) | |
| Type de décaissement privilégié (note 3) | |
| Progressif : quote-part si applicable | |
| Numéro Simon du requérant | |
| Clé comptable d'imputation du requérant | |
| Règlement d'emprunt du requérant | |
| Programme de financement SEau | |
| Autres programmes de financement arrondissement/service (si pertinent) | |

*Note 2 - Travaux d'aménagement et de drainage destinés à la gestion des eaux pluviales, incluan de pluie.*

*Note 3 - Si progressif: imputer la clef comptable à chaque décompte selon le pourcentage indiqué "Montant financé par le Service de l'eau".*
*Si ponctuel: imputer la clef comptable lorsque les ouvrages financés par le Service de l'eau sont*

*Fin de l'exercise financier: faire une reddition de compte.*

| PARTIE D- REDDITION DE COMPTE | |
|---|---|
| **Reddition de compte** | |
| Finale | L'exécutant s'engag liste géoréférencée |

**SIGNATURE DES PARTIES**

***Pour le Service de l'eau (Équipe infrastructures vertes)***

Chrystelle Ingrid Doutetien, ing., M.Ing. (en remplacement de Stéphane Brossault)
Chef de section - Réglementation gestion de l'eau
Division Développement Urbain
Direction de la Gestion des actifs

Chrys
Dout

Nom de la direction — Date et signature

***Pour l'arrondissement ou le service exécutant***

Guillaume Coursol Tellier ing., M.Sc.A.
Chef de section - Service de l'eau - Direction des réseaux d'eau
Division Ingénierie - Section projets d'aqueduc

Guillaum

Nom de la direction — Date et signature

N.B.: Informations à indiquer dans le GDD:
- Intervenant : gdd_eau-environnement@ville.montreal.qc.ca
- Partie prenante (SEau): Stéphane Brossault (stephane.brossault@montreal.ca)
- Lecteur : Chargé(e) de projet de l'équipe Infrastructures vertes

## ation de mandat

| |
|---|
| |
| |
| |
| , ing. - Chef de division - Division développement urbain |
| @montreal.ca |
| |
| @montreal.ca |
| |
| aux d'Eau |
| Tellier |
| llier@montreal.ca |
| |

treal.ca

| |
|---|
| |
| les conduites d'aqueduc principale et secondaire ainsi que le réaménagement complet du ic, dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque. |
| Infrastructures vertes drainantes sur rue |
| 68,8 |
| 2026, 2027 |
| *s dépenses annuelles.* |

| |
|---|
| |
| CG |
| 23 avril 2026 |
| 1250350001 |
| ntrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de astructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre Saint-Jacques et René-Lévesque – 27 575 160,90 $ taxes incluses (contrat : 21 906 593,97 $ + contingences : 2 239 869,60 $ + : 3 428 697,33 $) – Appel d'offres public No DRE-P2533-193711-C (11 soumissions) |
| 21 906 593,97 |
| 82 527,00 $ |
| 75 358,15 $ |
| Progressif |
| 0,38% |
| Se référer au GDD |
| PDI |
| |
| *f des aménagements pour diriger, recevoir ou faciliter l'écoulement ou l'infiltration des eaux* |
| *dans la case "quote part" et jusqu'à concurence du montant maximal indiqué à la case* |
| *construits.* |

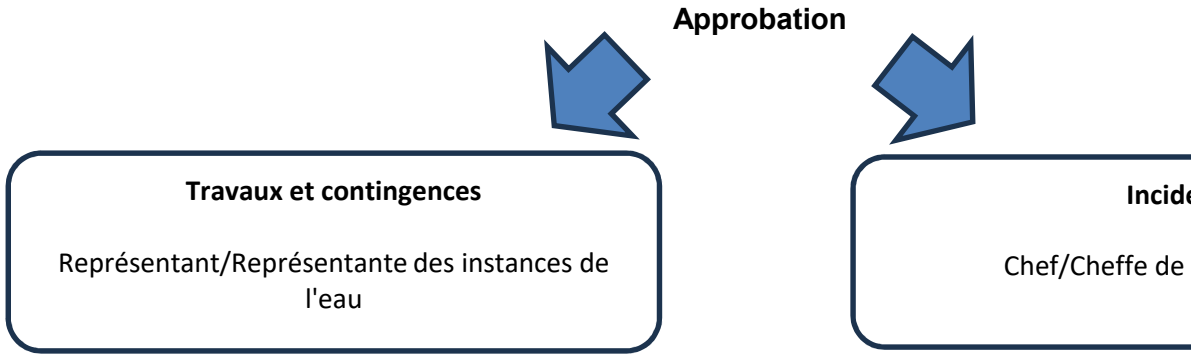
| |
|---|
| |
| je à fournir à infraverte@montreal.ca, au plus tard à la fin novembre de l'année en cours, la des actifs drainants construits dans le cadre de la présente entente. |

| |
|---|
| |
| stelle<br>etien — Signature numérique de Chrystelle Doutetien<br>Date : 2026.02.24 10:50:56 -05'00' |

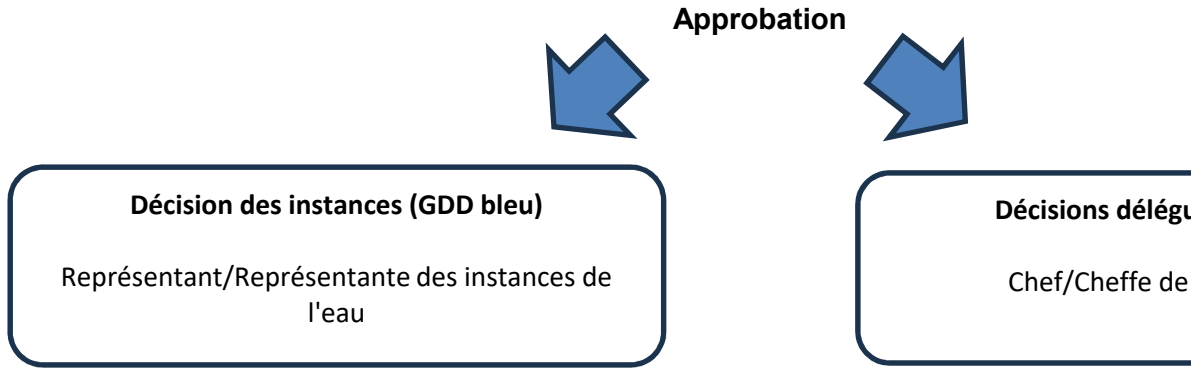
| |
|---|
| |
| ne Coursol — Signature numérique de Guillaume Coursol<br>Date : 2026.03.02 11:15:40 -05'00' |

De quelle façon les incidences sont approuvées (cas 1, 2 ou 3)?

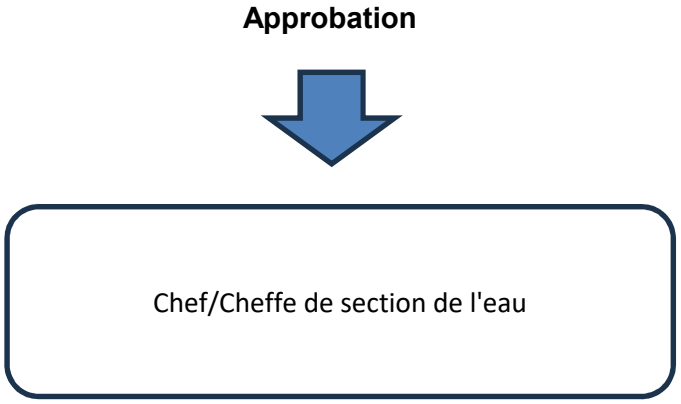
Cas #1 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) incluant des **travaux/contingences et une**




Cas #2 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) ou d'une décisions déléguées (GDD jaune)




Cas #3 - En vertu d'une décision des instances (GDD bleu) qui comprend une entente-cadre au niveau




Vérifier dans l'annuaire du personnel le responsable associé à l'UADM. Voici le lien de Intranet: http://annuaire

| | Niveau C (Chef de section) | Niveau B (Chef de division) | Niveau A |
|---|---|---|---|
| **Unité Nord** | Cheffe/Chef de section D | | |
| Ahuntsic-Cartierville | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Anjou | 490202**03**0000 | 4902**02**000000 | **490**200 |
| CDNNDG | | | |
| L'île-Bizard-Sainte-Geneviève | | | |
| Montréal-Nord | | | |
| Pierrefonds-Roxboro | | | |
| Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles | | | |
| Saint-Laurent | | | |
| Saint-Léonard | | | |
| Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension | | | |
| **Unité Sud** | Cheffe/Chef de section D | | |
| Lachine | 490202**04**0000 | | |
| LaSalle | | | |
| Le Plateau-Mont-Royal | | | |
| Le Sud-Ouest | | | |
| Mercier-Hochelaga-Maisonneuve | | | |
| Outremont | | | |
| Rosemont-La Petite-Patrie | | | |
| Verdun | | | |
| Ville-Marie | | | |

**enveloppe globale des incidences**.

**ences**

section de l'eau

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

contenant **uniquement des incidences.**

**ıées (GDD jaune)**

section de l'eau

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

du fournisseur **des incidences.**

| Niveau d'approbation requis |
|---|
| Niveau C (Chef de section) |
| Niveau B (Chef de division) |
| Niveau A (Directeur) |
| Représentant des instances |

e/

**(Directeur)**

**Représentant/Représentante des instances**

Francis Plouffe

Représentant/Re

| | |
|---|---|
| Reak Sa Sen | Représentant/Re |
| Anne Guignard | Représentant/Repré |
| Hugo LeBlais | Représentant/Re |
| Julie Brosseau | Représentant/Re |
| Catherine Tougas | Représentant/Re |
| Julie Mota | Représentant/Re |

000000

| Dépenses de services professionnelles | Dépenses de services autres que professionnelles | Dépenses d |
|---|---|---|
| Moins de 30 000$ | Moins de 45 000$ | M |
| Moins de 45 000$ | Moins de 75 000$ | M |
| Moins de 150 000$ | Moins de 150 000$ | Mo |
| Supérieur à 150 000$ | Supérieur à 150 000$ | Sup |

| Dépenses de services professionnelles | Dépenses de services autres que professionnelles | Dépenses d |
|---|---|---|
| Moins de 30 000$ | Moins de 45 000$ | M |
| Moins de 45 000$ | Moins de 75 000$ | M |
| Moins de 150 000$ | Moins de 150 000$ | Mo |
| Supérieur à 150 000$ | Supérieur à 150 000$ | Sup |

| Dépenses de services avec entente-cadre |
|---|
| Moins de 20 000$ |
| Moins de 30 000$ |
| Transféré au représentant des instances |
| Jusqu'au maximum du budget accordé |

| |
|---|
| eprésentante des instances DGA |

| |
|---|
| eprésentante des instances DRE |
| sentante des instances DEEU / DPM |
| eprésentante des instances DSP |
| eprésentante des instances DEP |
| eprésentante des instances SIRR |
| eprésentante des instances SUM |

| de biens et exécution de travaux |
| --- |
| oins de 45 000$ |
| oins de 75 000$ |
| oins de 250 000$ |
| érieur à 250 000$ |


| de biens et exécution de travaux |
| --- |
| oins de 45 000$ |
| oins de 75 000$ |
| oins de 250 000$ |
| érieur à 250 000$ |

# Services

**Service de l'Eau**

**Service de l'Urbanisme et Mobilité**

**Service de l'infrasctructure du réseau routier**

**Espace pour la vie**

**Service de l'habitation**
**Service des technologies de l'information**
**Service des grands parcs, du mont-royal et des sports**
**Service des grands parcs, du mont-royal et des sports**
**Service de la culture**

**Service De La Gestion Et De La Planification Des Immeubles**

# Direction (Excécutant)

Direction des réseaux d'eau
Direction de l'Eau Potable
Direction de l'épuration des eaux usées
Direction de la gestion des actifs
Directions des projets majeurs

Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Division des projets urbains

Direction des projets d'aménagement urbain

Si exécutant SIRR Géneral
Exécutant UADM - 3003 - Real.Proj.Infra.Urb. - Requérant UADM - 3009 - Ges
Exécutant UADM - Different exécutant - Requérant UADM - 3009 - Ges.Inf.Ur
Exécutant SIRR Géneral RESP privée requerant Eau

Direction de l'Espace pour la vie

Direction Habitation
Technologies de l'information
Direction des grands parcs, mont Royal et sports
Direction Sports
Direction - Culture

Direction de la gestion de projets immobiliers

# Compte de retenue

6101.0000000.802705.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802706.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802707.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802728.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802732.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802716.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802701.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802710.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802730.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802731.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.803506.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6107.0000000.802502.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.802715.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.803402.00000.21101.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802503.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802505.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000
6101.0000000.802501.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

6101.0000000.803403.00000.21100.000000.0000.000000.000000.00000.00000

# Exception

Le compte général débutant par 5030 ne doit plus être utilisé pour les nouveaux dossiers

Cependant, les contrats **en cours qui ont été amorcés** avec le compte 5030 peuvent être complétés avec ce même compte.

Le sous-objet **001027** ne doit plus être utilisé pour les nouveuax dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

Les centres de responsabilité **802712** et **802722** ne doivent plus être utilisé pour les nouveuax dossiers. Cependant les contrats existants qui l'ont déjà intégré pourront le maintenir

**Service des infrastructures du réseau routier**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1250350001** |
| **No d'engagement** | **CC50350001** |

Taux: 1.0951303727

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre Saint-Jacques et René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $ taxes incluses (contrat : 21 906 593,97 $ + contingences : 2 623 942,57 $ + incidences : 4 390 496,71 $) – Appel d'offres public No DRE-P2533-193711-C (11 soumissions)

**Provenance**

| 24-027 Planage/revêtement artériel CM24 1039 | | Dépenses avant taxes | Dépenses taxes incluses | Net Ristourne | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 24-027 | 6101.7724027.802731.01909.57201.000000.0000.183613.000000.98001.00000 | 1,259,899.67 $ | 1,448,569.65 $ | 1,322,737.17 $ | 1,322,737 $ |

| RCG 23-030 Finan. trav de maintien réseau CG23 0770 | | Dépenses avant taxes | Dépenses taxes incluses | Net Ristourne | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| RCG 23-030 | 5001.5023030.802731.01909.57201.000000.0000.181496.000000.98001.00000 | 539,957.01 $ | 620,815.57 $ | 566,887.36 $ | 566,888 $ |

| **Total provenance** | **1,799,856.68 $** | **2,069,385.22 $** | **1,889,624.53 $** | **1,889,625 $** |
|---|---|---|---|---|

**Imputation**

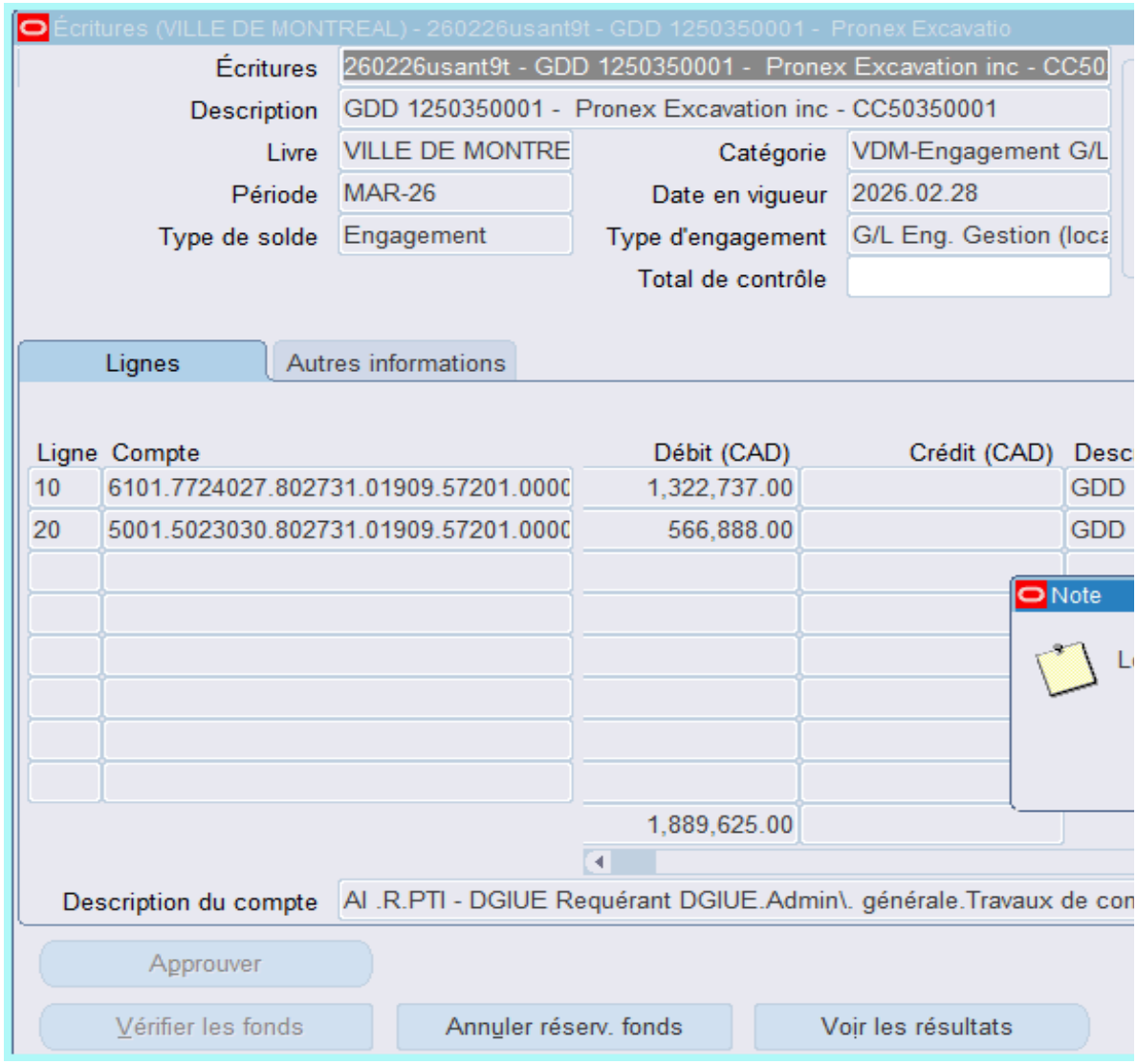
| 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | | Dépenses avant taxes | Dépenses taxes incluses | Net Ristourne | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrat - Chaussée souple reconstruction | 6101.7724027.802731.03107.57201.000000.0000.207256.000000.17020.00000 | 1,259,899.67 $ | 1,448,569.65 $ | 1,322,737.17 $ | 1,322,737 $ |
| **Total :** | | **1,259,899.67 $** | **1,448,569.65 $** | **1,322,737.17 $** | **1,322,737 $** |

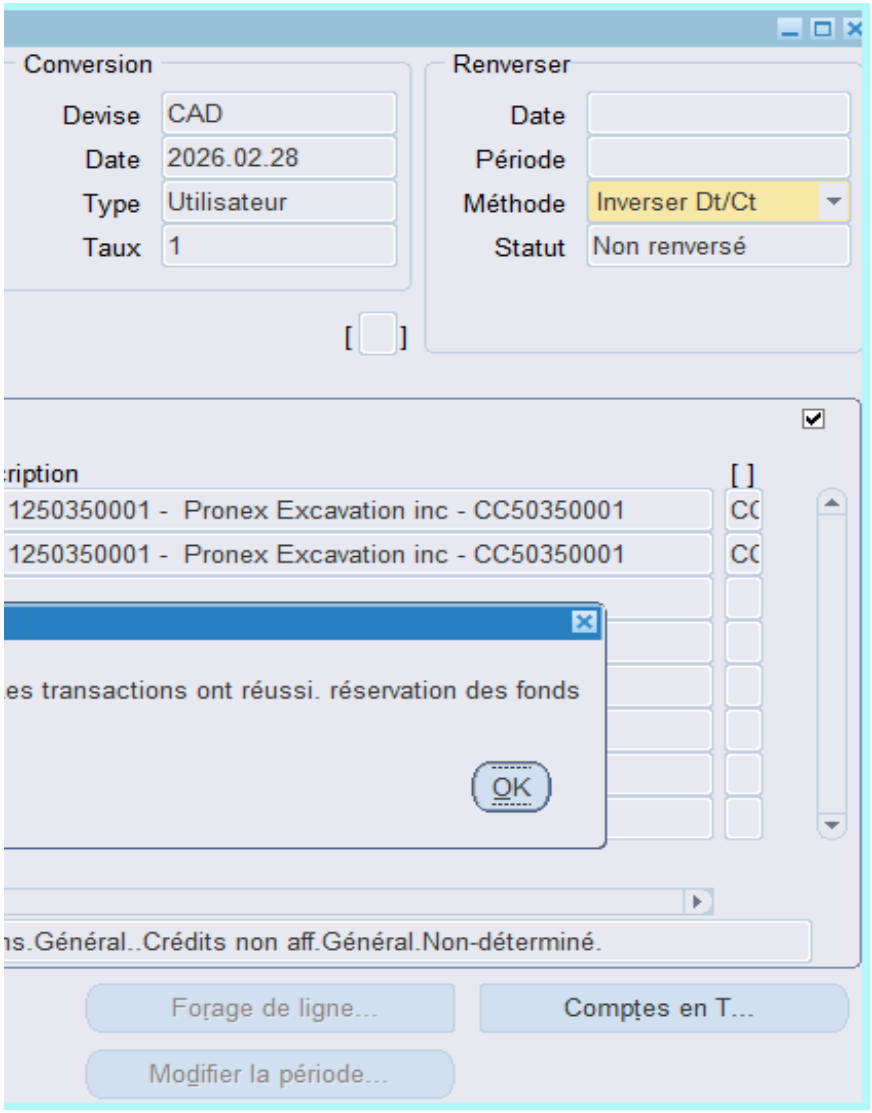
| 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | | Dépenses avant taxes | Dépenses taxes incluses | Net Ristourne | Crédits arrondis au $ supérieur |
|---|---|---|---|---|---|
| Contrat - Piste cyclable réhabillitation | 5001.5023030.802731.03103.57201.000000.0000.207258.000000.15055.00000 | 539,957.01 $ | 620,815.57 $ | 566,887.36 $ | 566,888 $ |
| **Total:** | | **539,957.01 $** | **620,815.57 $** | **566,887.36 $** | **566,888 $** |

| **Total imputation** | **1,799,856.68 $** | **2,069,385.22 $** | **1,889,624.53 $** | **1,889,625 $** |
|---|---|---|---|---|

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

| **Projets:** | **2026** | **2027** | **2028** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| 55856 - Programme complémentaire de planage-revêtement - Artériel | 661 | 661 | 0 | **1,323** |
| 45009 - Vélo - Programme de maintien du réseau cyclable | 283 | 283 | 0 | **567** |
| **TOTAL** | **945** | **945** | **0** | **1,890** |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260226usant9t - GDD 1250350001 - Pronex Excavatio
Écritures
260226usant9t - GDD 1250350001 - Pronex Excavation inc - CC50
Description
GDD 1250350001 - Pronex Excavation inc - CC50350001
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Période
MAR-26
Date en vigueur
2026.02.28
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Desc
10
6101.7724027.802731.01909.57201.0000
1,322,737.00
GDD
20
5001.5023030.802731.01909.57201.0000
566,888.00
GDD
Note
1,889,625.00
Description du compte
Al .R.PTI - DGIUE Requérant DGIUE.Admin\. générale.Travaux de con
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats


Conversion
Devise
CAD
Date
2026.02.28
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
[ ]
1250350001 - Pronex Excavation inc - CC50350001
1250350001 - Pronex Excavation inc - CC50350001
es transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
ns.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

**CERTIFICATION DES FONDS - PDI / SUM**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1250350001** |
| **No d'engagement** | **CC50350001** |

Accorder un contrat à Pronex Excavation inc. pour les travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500 mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre Saint-Jacques et René-Lévesque – Dépense totale de 28 921 033,25 $ taxes incluses (contrat : 21 906 593,97 $ + contingences : 2 623 942,57 $ + incidences : 4 390 496,71 $) – Appel d'offres public No DRE-P2533-193711-C (11 soumissions)

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

Taux net :

| **RCG 24-034 Aménagements cyclables CG24 0602** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 24-034 | 5001.5024034.802701.01909.57201.000000.0000.183595.000000.98001.00000 | 4,051,544.83 $ | 4,658,263.67 $ | 4,253,615.62 $ | 4,253,623 $ |
| **19-023-2 Progr. aménagement des rues du réseau artériel CM25 1286** | | | | | |
| Règlement 19-023 | 6101.7719023.802701.01909.57201.000000.0000.183649.000000.98001.00000 | 5,964,054.66 $ | 6,830,384.14 $ | 6,252,590.11 $ | 6,252,592 $ |
| **25-005 BIXI électrification stations de vélos CM25 0073** | | | | | |
| Règlement 25-005 | 6101.7725005.802701.01909.57201.000000.0000.198105.000000.98001.00000 | 102,642.51 $ | 118,013.23 $ | 107,761.81 $ | 107,763 $ |
| **Total provenance** | | **10,118,242.00 $** | **11,606,661.04 $** | **10,613,967.53 $** | **10,613,978 $** |

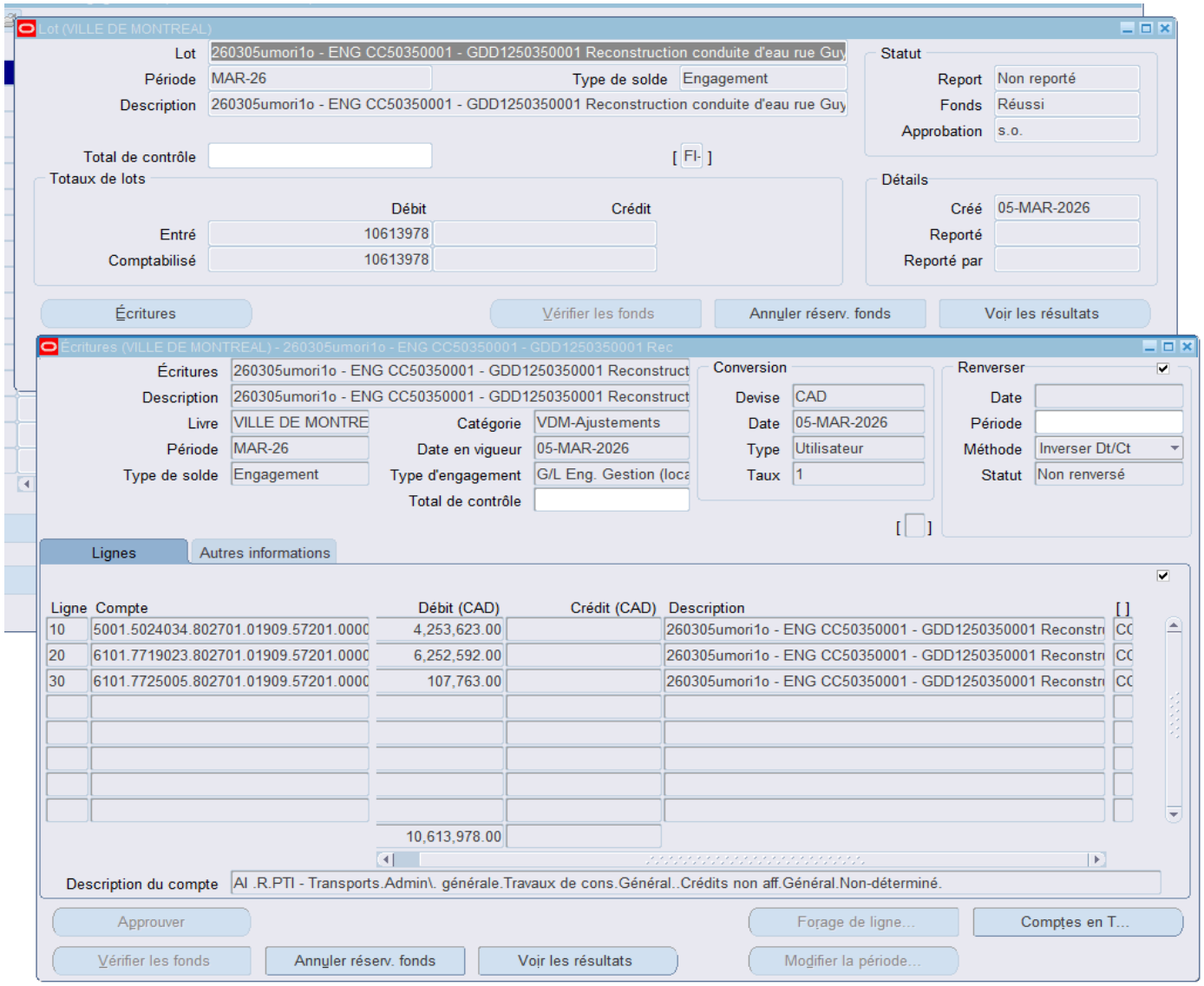
***Imputations à des fins de bon de commande***

| **45000 Amélioration et développement du réseau cyclable** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Piste cyclable construction* | | | | | |
| Travaux | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.000000.15050.00000 | 650,313.82 $ | 747,698.31 $ | 682,748.22 $ | 682,749 $ |
| Contingences | 5001.5024034.802727.03107.57201.000000.0000.206608.070008.15050.00000 | 119,027.08 $ | 136,851.39 $ | 124,963.56 $ | 124,964 $ |
| **Total** | | 769,340.90 $ | 884,549.70 $ | 807,711.78 $ | 807,713 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Feux de circulation et signalisation lumineuse* | | | | | |
| Travaux | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.000000.17040.00000 | 256,119.39 $ | 294,473.27 $ | 268,893.34 $ | 268,894 $ |
| Contingences | 5001.5024034.802727.03163.57201.000000.0000.206609.070008.17040.00000 | 25,611.94 $ | 29,447.33 $ | 26,889.34 $ | 26,890 $ |
| **Total** | | 281,731.33 $ | 323,920.60 $ | 295,782.68 $ | 295,784 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Éclairage de rue* | | | | | |
| Travaux | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.000000.19010.00000 | 1,409,527.84 $ | 1,620,604.63 $ | 1,479,828.04 $ | 1,479,829 $ |
| Contingences | 5001.5024034.802727.03141.57201.000000.0000.206610.070008.19010.00000 | 187,753.84 $ | 215,869.98 $ | 197,118.06 $ | 197,119 $ |
| **Total** | | 1,597,281.68 $ | 1,836,474.61 $ | 1,676,946.10 $ | 1,676,948 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Égouts unitaires reconstruction* | | | | | |
| Travaux | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.000000.12010.00000 | 330,284.81 $ | 379,744.96 $ | 346,757.76 $ | 346,758 $ |
| Contingences | 5001.5024034.802727.04161.57201.000000.0000.206611.070008.12010.00000 | 33,028.48 $ | 37,974.49 $ | 34,675.78 $ | 34,676 $ |
| **Total** | | 363,313.29 $ | 417,719.46 $ | 381,433.54 $ | 381,434 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Plantation d'arbres* | | | | | |
| Travaux | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.000000.15010.00000 | 375,116.67 $ | 431,290.39 $ | 393,825.61 $ | 393,826 $ |
| Contingences | 5001.5024034.802727.07165.57201.000000.0000.206612.070008.15010.00000 | 37,511.67 $ | 43,129.04 $ | 39,382.56 $ | 39,383 $ |
| **Total** | | 412,628.34 $ | 474,419.43 $ | 433,208.18 $ | 433,209 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Piste cyclable construction* | | | | | |
| Incidences | 5001.5024034.802727.03107.54301.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 115,095.07 $ | 132,330.56 $ | 120,835.43 $ | 120,836 $ |
| Incidences | 5001.5024034.802727.03107.54590.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 285,154.22 $ | 327,856.06 $ | 299,376.28 $ | 299,377 $ |
| Incidences | 5001.5024034.802727.03107.57401.000000.0000.206654.070003.15050.00000 | 227,000.00 $ | 260,993.25 $ | 238,321.63 $ | 238,322 $ |
| **Total** | | 627,249.29 $ | 721,179.87 $ | 658,533.34 $ | 658,535 $ |
| **Total 45000** | | **4,051,544.83 $** | **4,658,263.67 $** | **4,253,615.62 $** | **4,253,623 $** |
| **59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel** | | | | | |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Chaussée souple reconstruction* | | | | | |
| Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.000000.17020.00000 | 2,378,170.55 $ | 2,734,301.59 $ | 2,496,781.81 $ | 2,496,782 $ |
| Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206606.070008.17020.00000 | 482,715.55 $ | 555,002.20 $ | 506,790.99 $ | 506,791 $ |
| **Total** | | 2,860,886.10 $ | 3,289,303.79 $ | 3,003,572.79 $ | 3,003,573 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Trottoirs et bordures construction* | | | | | |
| Travaux | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.000000.17030.00000 | 1,984,329.87 $ | 2,281,483.27 $ | 2,083,298.32 $ | 2,083,299 $ |
| Contingences | 6101.7719023.802727.03107.57201.000000.0000.206607.070008.17030.00000 | 198,432.99 $ | 228,148.33 $ | 208,329.84 $ | 208,330 $ |
| **Total** | | 2,182,762.86 $ | 2,509,631.60 $ | 2,291,628.16 $ | 2,291,629 $ |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - Incidences Chaussée souple reconstruction* | | | | | |
| Incidences | 6101.7719023.802727.03107.54301.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 512,615.92 $ | 562,592.44 $ | 529,260.85 $ | 529,261 $ |
| Incidences | 6101.7719023.802727.03107.54590.000000.0000.206653.070003.17020.00000 | 407,789.78 $ | 468,856.31 $ | 428,128.30 $ | 428,129 $ |
| **Total** | | 920,405.70 $ | 1,031,448.75 $ | 957,389.15 $ | 957,390 $ |
| **Total 59070** | | **5,964,054.66 $** | **6,830,384.14 $** | **6,252,590.11 $** | **6,252,592 $** |
| **75110 Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public** | | | | | |
| *22A27 rue Guy , de Saint-Jacques à René-Lévesque - BIXI - Station BIXI ( (travaux civils et électrification, acquisition et installation)* | | | | | |
| Travaux | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.207422.000000.45010.00000 | 93,311.37 $ | 107,284.75 $ | 97,965.27 $ | 97,966 $ |
| Contingences | 6101.7725005.802727.06819.57201.000000.0000.207422.070008.45010.00000 | 9,331.14 $ | 10,728.48 $ | 9,796.53 $ | 9,797 $ |
| **Total 75110** | | **102,642.51 $** | **118,013.23 $** | **107,761.81 $** | **107,763 $** |
| **Total dépenses** | | **10,118,241.98 $** | **11,606,661.01 $** | **10,613,967.52 $** | **10,613,978 $** |

Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 45000 Amélioration et développement du réseau cyclable | 2,127 | 2,127 | 0 | - | 4,254 |
| 59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel | 2,826 | 3,426 | 0 | - | 6,252 |
| 75110 Travaux d électrification des stations de vélo en libre-service BIXI sur le domaine public | 108 | 0 | 0 | - | 108 |
| **Total** | **5,061** | **5,553** | **0** | **0** | **10,614** |

1250350001
CC50350001
GDD1250350001 Reconstruction conduite d'eau rue Guy
260305umori1o - ENG CC50350001 - GDD1250350001 Reconstruction conduite d'eau rue Guy - retour



## ANNEXE B - Guide simplifié pour le calcul de la répartition des coûts entre la Ville de Montréal et la CSEM

La répartition des coûts des travaux sur les actifs de la CSEM varie d'un projet à l'autre, selon la nature de la demande de la Ville de Montréal et l'ampleur des travaux s'y rattachant.

Les cellules de couleur verte du fichier sont à compléter par l'ingénieur chargé de projet de la Ville

Les cellules de couleur jaune du fichier sont à compléter par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

| DÉFINITIONS | |
|---|---|
| **Définitions des titres de colonnes de l'onglet Règle 115%** | |
| Travaux d'amélioration - au frais de la CSEM en tenant compte de la clause limitative des coûts | Ce sont les travaux d'amélioration sur les actifs de la CSEM dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Ces travaux peuvent être situés à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre du projet de la Ville. Ces travaux sont demandés par la CSEM. Ils sont prévus au programme de construction et de modification des conduits souterrains. |
| Travaux de déplacement - au frais de la ville | Ce sont les travaux de déplacement/modification pour l'éclairage et feux de circulation ou autres travaux pour faire passer les infrastructures de la Ville, le tout demandé par la Ville. Les items et quantités pour ces travaux sont prévus dans le bordereau de la CSEM. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme inclus au projet de la ville. |
| Programme particulier | Certains projets de plus grande envergure implique des travaux particuliers reliés à un programme prévu au grand budget de la Ville de Montréal. Ce programme est géré par la CSEM et prévu dans un programme différent de celui de la construction et de la modification des conduits souterrains. |
| Travaux d'enfouissement des fils | Ce sont des travaux dont les items et quantités sont prévus dans le bordereau de la CSEM afin de répondre à l'objectif d'un programme particulier, soit celui de l'enfouissement des fils. Le budget de ces travaux doit être assumé par un programme particulier de la Ville. |
| **Autres définitions** | |
| Entente de collaboration | Entente de collaboration pour la réalisation de travaux conjoints de façon intégrée entre la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier de la Ville de Montréal et la Commission des services électriques de Montréal, signée le ..... |
| Documents de la soumission à transmettre à la CSEM | Le formulaire A5 de la soumission du plus bas soumissionnaire conforme, le bordereau de prix soumis pour le sous-projet de la CSEM, les quantités et prix unitaires soumis des items des autres bordereaux de la soumission impliquant un partage dont une portion des coûts sera assumée par la CSEM et le tableau sommaire de l'ensemble de la soumission (article 4.8.3 de l'entente de collaboration). |
| Clause limitative des coûts - Règle 115% | Règle du calcul utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM pour les travaux d'amélioration de son bordereau et pour les travaux d'enfouissement des fils si pertinent, lorsque l'entrepreneur général a potentiellement soumis des prix non proportionnés, conformément à l'article 4.8.2 de l'entente de collaboration. La règle est aussi utilisée pour évaluer la contribution de la CSEM dans le partage des coûts des items des bordereaux de la Ville lorsque l'entrepreneur a possiblement soumis des prix non proportionnés pour ces items. |

| ÉTAPES | |
|---|---|
| 1 | **Informations à inscrire aux onglets «Informations CSEM» et «Informations Ville» pour identifier le projet intégré** |
| | Les premières informations du fichier à être complétées sont celles des onglets informations de la CSEM et de la Ville. |
| 1.1 | **Il suffit à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de compléter les cellules de couleur jaune de l'onglet Informations CSEM,** |
| 1.2 | **Il suffit à l'ingénieur chargé de projet de la DI de compléter les cellules de couleur verte de l'onglet Informations Ville, identifiées à** |
| | Chacun des ingénieurs vérifie si les données inscrites ont bien été reportées à l'onglet Règle 115%. |
| | Si les ingénieurs prévoient qu'une portion des travaux ou activités dans les bordereaux de la Ville est imputable à la CSEM, le chargé |
| | Les données inscrites par les ingénieurs dans les onglets Informations Ville et Informations CSEM sont reportées dans les autres |
| 2 | **Répartition des prix des estimations des travaux à partager entre la CSEM et la Ville** |
| 2A | **Répartition du prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM** |
| | Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM. Il complète les cellules en jaune de la ligne 8 de l'onglet Règle 115% |
| | Idéalement, cette étape devrait être complétée lors de l'analyse d'avant projet définitif conformément à l'article 4.4.1 pour les projets intégrés standards et lors de l'analyse d'avant projet préliminaire pour les projets d'envergure conformément à l'article 4.4.2 de l'entente de collaboration. |
| | Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. De plus, les données doivent être révisées dès qu'un addenda modifie certaines quantités ou items du bordereau. |
| | Elle consiste à répartir les quantités et les prix de l'estimation du bordereau de la CSEM. |
| | Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants de leur estimation :<br>- Coûts pour les travaux d'amélioration<br>- Coûts pour les travaux de déplacement<br>- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet. |
| | Les modifications des données réparties de l'estimation à cette étape pourraient se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide. |
| 2B | **Évaluation de la portion des coûts assumés par la CSEM impliquant des travaux inscrits dans d'autres bordereaux de la soumission** |
| | Cette étape doit être complétée par le chargé de projet de la DI avec la collaboration de l'ingénieur gestion projet de la CSEM conformément à l'article 4.6.7 de l'entente de collaboration. |
| | Tel que spécifié au quatrième paragraphe de l'article 4.6.8 et à certains articles de la section 6 de l'entente de collaboration, certains items dans les bordereaux de la Ville devront être proratés afin d'identifier la partie assumée par la CSEM pour ces travaux. |
| | Pour ce faire, le chargé de projet de la DI convoque le chargé de projet et l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à une réunion sur le partage des coûts au plus tard un mois avant le lancement de l'appel d'offres. |
| | Les parties doivent s'entendre sur la nature et la méthode de répartition des items dans les bordereaux de la Ville pour lesquels, dans le cadre du projet, il y aurait lieu de partager les coûts avec la CSEM. |
| | Pour les fins du fichier de partage des coûts, les données doivent nécessairement être inscrites avant le lancement de l'appel d'offres. Cependant, les données devront être révisées après l'ouverture des soumissions si des addenda ont modifié certaines quantités de ces items dans les bordereaux de la Ville. |
| | Lorsque les ingénieurs ont déterminé les items dans les bordereaux de la Ville qui seront partagés et dans quelle proportion, le chargé de projet de la Ville inscrit les numéros des bordereaux de la Ville et le pourcentage des contingences s'y rapportant aux cellules de couleur verte des lignes 13, 23, 33, 43, 53, 63 et 73 de l'onglet Informations Ville.<br>L'ingénieur de la DI en évalue leurs coûts à partir de son estimation et transmet l'information à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, tout en complétant les données des estimations de la Ville pour les items partagés avec la CSEM ainsi que les montants assumés par la CSEM dans les cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55 , 65 et 75 de l'onglet Informations Ville. |
| | Sans s'y limiter, les items suivants dans les bordereaux de la Ville pourraient être partagés selon la nature et la situation des travaux d'amélioration de la CSEM :<br>- items de réfection - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.12 de l'entente de collaboration<br>- items de gestion de sols contaminés - 4ième paragraphe de l'article 4.6.8 et article 6.4.4<br>- items de contrôle de vibration - article 6.4.13<br>- items d'archéologie - article 6.4.3<br>- autres items si pertinents au projet intégré. |
| | L'ingénieur chargé de projet de la DI vérifie que les numéros des bordereaux de la Ville pour lesquels des coûts de certains items seront partagés avec la CSEM ont bien été reportés aux cellules E23 à E31 de l'onglet Règle 115%. |
| | Si nécessaire, les modifications des données inscrites aux cellules de couleur verte des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75 de l'onglet Informations Ville devront se faire au plus tard à la troisième étape du présent guide. |
| | **Signalisation** |
| | Selon l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration, la CSEM verse une compensation à la Ville de Montréal pour la signalisation et la gestion des entraves selon un pourcentage établi en lien avec la situation géographique du projet. Cette compensation comprend un montant pour les activités de signalisation prévues du contrat ainsi qu'un montant pour les contingences sur ces activités. |
| | Tel que mentionné à l'entente de collaboration, pour un projet d'envergure, le pourcentage à appliquer pour les frais de signalisation et gestion des entraves est de 15%. Si pour les fins de lancement des appels d'offres, le projet est subdivisé en différents lots, le pourcentage à utiliser pour chacun des lots reste le même, soit 15%. |
| | Le chargé de projet de la DI doit inscrire le numéro du bordereau de la Ville ainsi que le pourcentage de contingences s'y rattachant à la ligne 10 de l'onglet Informations Ville. Il vérifie que le report a bien été effectué à la cellule E23 de l'onglet Règle 115%. |
| | Cependant, le pourcentage pour le calcul des frais de signalisation doit être inscrit par l'ingénieur gestion projet de la CSEM (cellules de couleur jaune C18 et D20 de l'onglet Informations CSEM). À cette étape, le calcul du montant de compensation pour déterminer la portion des coûts de la signalisation du projet qui sera assumé par la CSEM, se fait automatiquement. Le montant est aussi réparti entre les travaux et les contingences en tenant compte du pourcentage de contingences déterminé par la ville. |

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les reports des pourcentages ont bien été effectués aux cellules C23 et C24 de l'onglet Règle 115%. La part Signalisation de la CSEM est calculé sur le prix de l'estimation pour les travaux d'amélioration (cellule G10) et non sur le prix majoré de l'estimation (cellule G13) pour ces travaux.

## 3 Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager entre la CSEM et la Ville

### 3A Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CSEM - bordereau de la CSEM - répartition selon les travaux

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Conformément à l'article 4.8.3 de l'entente de collaboration, cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI.

Elle consiste à établir la répartition des quantités et des prix soumis par l'entrepreneur pour le bordereau de la CSEM.

Cette répartition vise à préciser la valeur des coûts suivants du prix soumis par l'entrepreneur:
- Coûts pour les travaux d'amélioration
- Coûts pour les travaux de déplacement
- Coûts pour les travaux reliés à un programme particulier, tel l'enfouissement des fils s'ils sont prévus au projet.

Il complète les cellules de couleur jaune de la ligne 15 de l'onglet Règle 115%.

Les pourcentages calculés des coûts aux frais de la Ville et aux frais d'un programme particulier sur le prix soumis du bordereau (cellules H16 et I16) serviront à répartir le budget des dépenses incidentes à la sixième étape.

Si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les cellules de couleur jaune qui se rapportent à la répartition du prix de l'estimation en conséquence (cellules jaunes de la ligne 10), si le tout n'a pas été fait à la deuxième étape.

### 3B Prix soumis par l'entrepreneur pour les travaux des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville.

Cette étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Il inscrit les prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager ainsi que la portion devant être assumée par la CSEM aux cellules de couleur verte des lignes 19, 29, 39, 49, 59, 69 et 79.

Il vérifie les données inscrites à la deuxième étape sur les estimations des coûts impliquant des items dans les autres bordereaux de la soumission (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

Si des modifications ont été apportées dans les quantités de ces items durant la publication de l'appel d'offres, il modifie les données des estimations des cellules de couleur verte en conséquence (cellules E et F des lignes 15, 25, 35, 45, 55, 65 et 75).

## 4 Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville

### 4A Répartition du prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts du bordereau de la CSEM

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur gestion de projet de la CSEM à l'onglet Règle 115%.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir reçu les documents du chargé de projet de la DI (article 4.8.3 de l'entente de collaboration).

À cette étape, l'ingénieur gestion de projet de la CSEM vérifie si la CSEM assumera l'entièreté des coûts du bordereau de la CSEM pour les travaux d'amélioration ou s'ils seront partagés avec les autres payeurs du projet.

En effet, en appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution pour ses travaux d'amélioration aux prix de son estimation majorée de 15%.

Si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est supérieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume ce dernier montant. La valeur est reportée à la cellule G18.

Cependant si le sous-total de l'estimation majorée des travaux d'amélioration (cellule G13) est inférieur au prix soumis par l'entrepreneur pour les mêmes travaux (cellule G15), la CSEM assume le montant de l'estimation majorée pour ces travaux. La valeur est reportée à la cellule G18.
Ainsi, la limitation crée un écart qui doit être assumé par la ville, écart inscrit à la cellule J18.

La règle du 115% s'applique aussi pour les travaux d'enfouissement des fils s'ils sont compris dans les travaux du bordereau de la CSEM. Ainsi, la CSEM limite cette contribution aux prix de son estimation majorée de 15%.

### 4B Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le partage des coûts des items à partager avec la CSEM - bordereaux Ville de la soumission

Cette étape doit être vérifiée par l'ingénieur chargé de projet de la DI à l'onglet Informations Ville avec la collaboration de l'ingénieur gestion de projet de la CSEM.

Tout comme la troisième étape, la présente étape doit être faite à l'intérieur d'un délai de trois jours, après avoir transmis les prix unitaires soumis des items impliqués dans ce partage à l'ingénieur gestion projet de la CSEM.

Le chargé de projet de la DI vérifie si les portions CSEM ont bien été attribuées aux lignes 21, 31, 41, 51, 61, 71 et 81. En effet, dû à un débalancement possible des prix soumis pour ces items, en appliquant la règle 115% sur les portions de la CSEM, cette dernière limite sa contribution aux prix des estimations majorées de 15%.

Il vérifie que les reports de ces données ont bien été effectués aux cellules des lignes 25 à 31 de l'onglet Règle 115%.

**Signalisation**

L'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que les pourcentages applicables à la signalisation inscrits aux C23 et C24 de l'onglet Règle 115% n'ont pas été modifiés.

La part CSEM signalisation est calculé sur le *prix de l'estimation* pour les travaux d'amélioration (cellule G10 de l'onglet Règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule G15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

La part Signalisation pour les travaux d'enfouissement de fils est calculé sur le *prix de l'estimation* pour ces travaux (cellule H10 de l'onglet règle 115%) et non sur le prix soumis par l'entrepreneur (cellule H15 de l'onglet Règle 115%) pour ces travaux et ce, même si le prix soumis est inférieur au montant de l'estimation.

## 5 Répartition du budget des dépenses contingentes

Cette étape doit être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM avec la collaboration de l'ingénieur chargé de projet de la
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.
Elle vise à répartir les budget des dépenses contingentes selon la même répartition que celle des travaux.
Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget.
Alors que la CSEM prévoit un budget de 15 % en contingences pour les travaux sur ses actifs, la Ville doit s'engager à respecter ce pourcentage pour établir son budget de contingences lorsqu'elle assume une partie des travaux du bordereau de la CSEM.
De même, lorsque la CSEM assume une partie des coûts des travaux des autres bordereaux de la soumission, elle doit respecter et prévoir un budget de contingences aux pourcentages établis par la Ville pour chacun des bordereaux.
Ainsi, l'ingénieur gestion projet de la CSEM vérifie que le pourcentage de contingences pour les travaux sur les actifs de la CSEM de leur bordereau à la cellule C41 de l'onglet Règle 115%, a bien été reporté.
Et, le chargé de projet de la DI vérifie que les pourcentages de contingences des autres bordereaux de la soumission pour lesquels des coûts de certains items sont partagés avec la CSEM, aux cellules C42 à C49 de l'onglet Règle 115%, ont aussi bien été reportés.

## 6 Répartition du budget des dépenses incidentes

Cette étape doit aussi être complétée par l'ingénieur gestion projet de la CSEM.
Cette étape doit aussi être faite lorsque toutes les données sur la répartition des coûts des travaux du contrat et du budget des dépenses contingentes entre la CSEM et la Ville ont été inscrites et vérifiées.
Tel que mentionné dans l'entente de collaboration, chaque partie, autant la CSEM que la Ville, détermine la nature et le budget de leurs services prévus en incidences pour leurs besoins respectifs.

En conséquence, c'est à l'ingénieur gestion de projet de la CSEM de déterminer la nature des différentes dépenses incidentes et les montants respectifs pour répondre aux besoins liés aux travaux sur les actifs de la CSEM. Considérant qu'une partie de ces travaux sont des travaux de déplacement demandés par la Ville ou bien des travaux prévus pour répondre à un programme particulier, une répartition de ce budget de dépenses incidentes doit être faite.

La répartition du budget des dépenses incidentes entre la CSEM et la Ville se fait selon les pourcentages déterminés à la troisième étape.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM n'a qu'à compléter les données des cellules de couleur jaune identifiées entre les lignes 57 et 79 de l'onglet Règle 115%.

Si dans certains cas, la répartition de ce budget ne se fait pas selon les pourcentages déterminés, l'ingénieur gestion projet de la CSEM doit en expliquer les raisons au chargé de projet de la DI.

Les coûts reliés à la dépense incidente de **conception et frais généraux** sont non taxables. Le montant prévu équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des autres dépenses incidentes.

L'ingénieur gestion projet de la CSEM inscrit le pourcentage à la cellule C50 de l'onglet Informations CSEM.
Il vérifie que le pourcentage a bien été reporté.

**7** **Vérification des données de l'onglet Répartition détails**

Cette étape doit être vérifiée respectivement par les ingénieurs gestion projet de la CSEM et chargé de projet de la DI.
Les ingénieurs n'ont pas à compléter des données dans cet onglet.
Les données complétées dans l'onglet Règle 115% se reportent automatiquement à l'onglet Répartition détails.
Les données reportées de l'onglet Règle 115% sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Règle 115%, le report des données devrait être conforme.
L'ingénieur gestion projet de la CSEM doit vérifier si les données détaillées des sections - Coûts des travaux d'amélioration CSEM et Coûts des travaux d'enfouissement des fils ConversionVille - se sont bien reparties.
L'ingénieur chargé de projet de la DI doit vérifier si les données détaillées de la section - Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville - se sont bien réparties.

Les informations de cet onglet permettront au chargé de projet de la DI de compléter son fichier Répartition des coûts des travaux, des contingences et des incidences du projet et serviront ultérieusement aux équipes financières de la CSEM et des requérants du projet à endosser leur intervention respective au dossier décisionnel d'octroi du contrat.

**8** **Vérification des données de l'onglet Informations financières CSEM**

Cette étape doit être vérifiée par l'équipe financière de la CSEM.
Certaines données complétées dans les onglets - Informations Ville, Informations CSEM et Répartion détails - se reportent automatiquement à l'onglet Informations financières CSEM.
Les données reportées sont identifiées par la couleur bleu dans cet onglet.
Les numéros des clés comptables sont inscrites automatiquement en fonction des règlements d'emprunt identifiés initialement.
L'équipe financière de la CSEM doit s'assurer que les données de l'onglet ont bien été réparties.
Si aucune ligne et/ou colonne n'ont été ajoutées à l'onglet Répartition détails, le report des données devrait être conforme.

***Si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet, masquer la colonne H de l'onglet Règle 115%, les lignes 50 à 89 de l'onglet Répartition détails et les lignes 24 à 30 de l'onglet Informations financièresCSEM.***

| INSTRUCTIONS POUR COMPLÉTER LES FICHIERS I | | | |
|---|---|---|---|
| **ÉTAPES** | **INSTRUCTIONS** | **RESPONSABLES** | **QUAND** |
| **1** | **Informations pour identifier le projet int** | | |
| 1.1 | Compléter les informations générales du projet | IGP_CSEM | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| 1.2 | Compléter les informations générales du projet | CP_DI | |
| **2** | **Prix des estimations des travaux à partager entre la** | | |
| **2A** | **Prix de l'estimation des travaux sur les actifs de la CSEM - borde** | | |
| 2A.1 | Inscrire le prix de l'estimation | IGP_CSEM | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| **2B** | **Prix des estimations des items à partager avec la CSEM - border** | | |
| 2B.1 | Organiser la rencontre sur le partage des coûts avec la CSÉM | CP_DI | Un mois avant le lancement de l'appel d'offres |
| 2B.2 | Inscrire le # du bordereau de la signalisation et le % de contingences de ce bordereau | CP_DI | Après la rencontre sur le partage des coûts |
| 2B.3 | Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de signalisation | IGP_CSEM | |
| 2B.4 | Inscrire la nature des items à partager et compléter les # bordereaux et les % de contingences des items | CP_DI | |
| 2B.5 | Inscrire la répartition des prix estimés des différents items à partager | CP_DI | |
| 2B.6 | Confirmer la nature des items à partager | IGP_CSEM | |
| **3** | **Prix soumis par l'entrepreneur des travaux à partager ent** | | |
| **3A** | **Prix soumis par l'entrepreneur des travaux sur les actifs de la CS** | | |
| 3A.1 | Modifier les données qui se rapportent au prix de l'estimation si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres. | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 3A.2 | Inscrire le prix soumis par l'entrepreneur | IGP_CSEM | |
| **3B** | **Prix soumis par l'entrepreneur pour les items à partager avec la CSEM -** | | |
| 3B.1 | Modifier les données qui se rapportent aux prix estimés des différents items à partager si des modifications ont été apportées dans les quantités durant la publication de l'appel d'offres. | CP_DI | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 3B.2 | Inscrire la répartition des prix soumis des différents items à partager | CP_DI | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **4** | **Répartition des prix soumis suite à l'application de la règle 115% pour établir le** | | |
| 4.1 | En appliquant la règle 115%, dû à un débalancement des prix de l'entrepreneur, la CSEM limite sa contribution aux prix des estimés majorés de 15%. | La limitation crée un écart qui | |
| **5** | **Répartition du budget des dépenses contin** | | |
| 5.1 | Considérant que le budget des dépenses contingentes doit être établi en fonction des risques en rapport avec la réfection de chacun des actifs du projet et non en fonction de la répartition des coûts des travaux, il faut s'assurer aussi de bien répartir ce budget. | Le fichier calc | |
| **6** | **Répartition du budget des dépenses incid** | | |
| 6.1 | Inscrire le % à utiliser pour le calcul des frais de conception et frais généraux | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 6.2 | Inscrire la nature et les montants des dépenses incidentes liées aux travaux sur les actifs de la CSEM | IGP_CSEM | Trois jours après l'ouverture de la soumission |
| 6.3 | Incidences de conception et frais généraux | Le fichier calc | |
| **7** | **Montants de l'onglet Répartition détai** | | |
| 7.1 | Présenter les données selon les portions assumées par les parties impliquées dans le partage des coûts avec la CSEM | Le fichier reporte les | |
| **8** | **Montants de l'onglet Informations financière** | | |
| 8.1 | Vérifier la conformité des reports de toutes les données du ficher | Éq.fin.-CSEM | Le fichier inscrit les clé |
| 8.2 | Masquer les cellules si aucun travaux d'enfouissement des fils n'est prévu dans le projet | Éq.fin.-CSEM | Avant l'approbation du dossier par le Conseil d'administration de la CSEM |

| DE PARTAGE | |
|---|---|
| ONGLETS | CELLULES |
| égré | |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 3 à 13 |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 3 à 6 |
| CSEM et la Ville | |
| reau CSEM de la soumission | |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 10 |
| eaux Ville de la soumission | |
| | |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte à la ligne 10 |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 17 à 20 |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 13,23,33,43,53,63 et 73 si nécessaire |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire |
| Onglet Informations CSEM | Cellules de couleur jaune aux lignes 22 à 46 |
| re la CSEM et la Ville | |
| EM - bordereau de la CSEM | |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 10 |
| Onglet Règle 115% | Cellules de couleur jaune à la ligne 15 |
| - bordereaux Ville de la soumission | |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 15,25,35,45,55,65, et 75 si nécessaire |
| Onglet Informations Ville | Cellules de couleur verte aux lignes 19,29,39,49,59,69,et 79 si nécessaire |

**e partage des coûts des travaux du contrat**

doit être assumé par la ville. Le fichier calcule l'écart.

**gentes**

cule la répartition de ces montants.

**entes**

| | |
|---|---|
| Onglet Informations CSEM | cellule C50 |
| Onglet Règle 115% | cellules de couleur jaune identifiées aux lignes 59 à 79 |

cule la répartition de ces montants.

**ls**

données inscrites aux étapes précédentes.

**es CSEM**

s comptables de la CSEM et reporte les données inscrites aux étapes précédentes.

| | |
|---|---|
| Onglet Règle 115% | Cellules de la colonne H |
| Onglet Répartition détails | Cellules des lignes 50 à 89 |
| Onglet Informations financières CSEM | Cellules de la ligne 10 et celles des lignes 24 à 30 |

## INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR ING. DE LA

### 1. INFORMATIONS GÉNÉR

| | |
|---|---|
| **Description du projet** | Travaux de reconstruction d'une conduit<br>entre la rue Saint-Jacques et le boulevar |
| **Contrat Ville** | DRE-P2533-193711-C |
| **Entrepreneur** | PRONEX EXCAVATION INC |
| **Numéro du dossier décisionnel** | 1250350001 |

### 2. ACTIVITÉS DES BORDEREAUX DE LA VILLE P

| | Activités ou travaux imputables à la CSEM (items dans un bordereau de la Ville) | Numéro de bordereau de la Ville (no sous-projet) | % contingences |
|---|---|---|---|
| **2.1** | **Signalisation** | 2569189900 | 12.50% |
| **2.2** | **Sols contaminés** | 2569189900 | 12.50% |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Sols contaminés** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Sols contaminés** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **2.3** | **Trottoir monolithique en béton** | 2569189900 | 12.50% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **Prix soumis de Trottoir monolithique en béton** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Trottoir monolithique en béton** | | |
| | | | |
| **2.4** | **Treillis métallique** | 2569189900 | 12.50% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Treillis métallique** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Treillis métallique** | | |
| | | | |
| **2.5** | **Réfection de coupe** | 2569189900 | 12.50% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Réfection de coupe** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Réfection de coupe** | | |
| | | | |
| **2.6** | **Réfection de coupe temporaire** | 2569189900 | 12.50% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| | **Prix soumis de Réfection de coupe temporaire** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Réfection de coupe temporaire** | | |
| | | | |
| | **Réparation de cours d'eau** | 2569189900 | 12.50% |
| | **Calcul du prix estimé VILLE +15%** | | |
| **2.7** | Prix de l'estimation de la DI pour cet (ces) item(s) | | |
| | Majoration de la portion assumée par la CSEM | 15.00% | |
| | Sous-total (1) - estimation majorée | | |
| | | | |
| | **Prix soumis de Réparation de cours d'eau** | | |
| | | | |
| | **Répartition du prix soumis de Réparation de cours d'eau** | | |
| | | | |

## DI (cellules vertes seulement)

**ALES**

te d'eau de 500mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, d René-Lévesque

**Les données dans doivent être inscrite la**

**ARTAGÉS AVEC LA CSÉM**

| Calculs des montants |
|---|
| 389,390.79$ |

**2ième étape, 3ième la 4ièm**

AF : 2026-03-03 :

| Avant taxes | | | |
|---|---|---|---|
| Total des items de Sols contaminés dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
| 648,000.00$ | 33,000.00$ | 615,000.00$ | |
| | 4,950.00$ | | |
| | 37,950.00$ | | |
| 621,324.00$ | 31,641.50$ | 589,682.50$ | |
| **621,324.00$** | **31,641.50$** | **589,682.50$** | **0.00$** |

MM: 2026-02-20

MM: 2026-02-20

| Total des items de Trottoir monolithique en béton dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville |
|---|---|---|---|
| 1,708,300.00$ | 20,700.00$ | 1,687,600.00$ | |
| | 3,105.00$ | | |
| | 23,805.00$ | | |

MM: 2026-02-20

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 163,887.08$ | 26,672.40$ | 137,214.68$ | | MM: 2026-02-20 |
| **163,887.08$** | **23,805.00$** | **137,214.68$** | **2,867.40$** | AF : 2026-03-03 : |

| Total des items de Treillis métallique dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville | |
|---|---|---|---|---|
| 40,000.00$ | 6,800.00$ | 33,200.00$ | | MM: 2026-02-20 |
| | 1,020.00$ | | | |
| | 7,820.00$ | | | |
| 21,130.00$ | 3,592.10$ | 17,537.90$ | | |
| | | | | MM: 2026-02-20 |
| **21,130.00$** | **3,592.10$** | **17,537.90$** | **0.00$** | |

| Total des items de Réfection de coupe dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville | |
|---|---|---|---|---|
| 207,200.00$ | 44,240.00$ | 162,960.00$ | | MM: 2026-02-20 |
| | 6,636.00$ | | | Item CSEM |
| | 50,876.00$ | | | Code 251 |
| 441,402.60$ | 94,245.42$ | 347,157.18$ | | Item VM |
| **441,402.60$** | **50,876.00$** | **347,157.18$** | **43,369.42$** | II-3B-4301 |
| | | | | II-3A-7202 |
| | | | | AF : 2026-03-03 : |

| Total des items de Réfection de coupe temporaire dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville | |
|---|---|---|---|---|
| 165,000.00$ | 44,000.00$ | 121,000.00$ | | MM: 2026-02-20 |
| | 6,600.00$ | | | AF : 2026-03-03 : |
| | 50,600.00$ | | | MM: 2026-02-20 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 113,145.00$ | 30,172.00$ | 82,973.00$ | | MM: 2026-02-20 |
| **113,145.00$** | **30,172.00$** | **82,973.00$** | **0.00$** | |

| Total des items de Réparation de cours d'eau dans le bordereau de la Ville | Portion CSEM - au frais de la CSEM | Portion Ville - au frais de la Ville | Écart dans la répartition du prix soumis suite à l'application de la règle de 115% - au frais de la Ville | |
|---|---|---|---|---|
| 27,300.00$ | 19,760.00$ | 7,540.00$ | | MM: 2026-02-20 |
| | 2,964.00$ | | | AF : 2026-03-03 : |
| | 22,724.00$ | | | |
| 22,081.02$ | 38,434.24$ | -16,353.22$ | | MM: 2026-02-20 |
| **22,081.02$** | **22,724.00$** | **-16,353.22$** | **15,710.24$** | |

**les cellules vertes**
**s par l'ingénieur de**
**DI**

**étape et révisées à**
**e étape**

Ce montant pour la signalisation est calculé tel que la cellule G23 de l'onglet ''Règle 115%''

: OK

: OK

: OK

: OK

: Quantité corrigée pour la répartition en fonction de la règle 115%

: OK

: OK

: il faudra mettre une quantité de 158m2 au lieu de 132m2 pour l'item II-3B-4301 car la quantité publié

| Qte (m2) | Prix unit. calculé | Montant CSEM |
|---|---|---|
| 210 | $631.81 | $132,679.66 |
| Qte (m2) | Prix unit. Soumis | Montant VM |
| 158 | 596.49 $ | 94,245.42 $ |
| 52 | 739.12 $ | 38,434.24 $ |
| | TOTAL | 132,679.66 $ |

COMMENTAIRE

Le prix unit. Calculé pour le code 251 a été calculé

CSEM étant donné que le cours d'eau et la réfectic

: Quantité corrigée pour la répartition en fonction de la règle 115%

: il me semble que c'est le seul item ayant 15 %, est ce que c'est seulement une omission ?

: La bonne valeur est de 12,5%

: OK

: OK

: la quantité publiée pour l'item II-3A-7202 de 52m2 ne couvre pas la quantité estimée pour la réfection
Le prix unitaire de l'estimation pour chaussée mixte est de 380$ (versus 350$ pour chaussée souple). C

: le prix soumis pour l'item II-3A-7202 est de 739,12$/m2-En effet, le prix 283,09 $ est pour le cours d'e

e pour l'item II-3A-7202 de 52m2 ne couvre pas la quantité estimée pour la réfection du cours d'eau qu

pour pouvoir entrer les données dans le système
on de coupe sont intégrés dans le meme code 251.

ı du cours d'eau qui est 78m2 pour la CSEM donc il faudra mettre 52m2 au lieu de 78m2
orrigé dans ce fichier.

ːau chaussée souple

i est 78m2 pour la CSEM  (voir note pour la ligne 65)

| INFORMATIONS À COM | |
|---|---|
| **ÉTAPE** | **INFORMATIONS GÉNÉRALES** |
| **1** | Description du tronçon<br><br>Contrat Portion CSEM<br>Contrat Ville<br>Entrepreneur<br>Sous-traitant<br>Contingences CSEM<br>Numéro de sous-projet Investi Travaux (Construction et dépenses)<br>Numéro de projet SIMON Travaux (Construction et dépenses)<br>Numéro de sous-projet Investi Incidences externes<br>Numéro de projet SIMON Incidences externes<br>Numéro de projet (Conception interne, surveillance interne et FG)<br>Numéro SIMON (Conception interne, surveillance interne et FG)<br>Règlement d'emprunt MAM (2024-07-22)<br>Description du réglement d'emprunt<br>Clé comptable |
| **ÉTAPE** | **INFORMATIONS POUR LE PARTAGE** |
| **2** | Y-a-il une quote-part de **signalisation** imputable à la CSEM?<br>Signalisation (Zone 1=4% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%)<br>Y-a-il une part de **signalisation** imputable à la conversion VMCONV?<br>Signalisation (Zone 1=8% Zone 2=8% Travaux complexes projet d'envergure=15%)<br><br>Y-a-il d'**autres partages** pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items |

| | |
|---|---|
| | Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville<br><br>Y-a-il d'autres partages pour certains items imputables à la CSEM dans les bordereaux de la Ville?<br>Nature des items<br>Contingence Ville |
| **ÉTAPE** | **INFORMATION POUR INCIDENCES** |
| **6** | Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux |
| | |

| PLÉTER PAR L'ING. DE LA CSÉM (cellules jaunes seulement) |
|---|
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| Travaux de reconstruction d’une conduite d’eau de 500mm et des infrastructures municipales dans l’axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque |
| C1899 |
| DRE-P2533-193711-C |
| PRONEX EXCAVATION INC |
| TCI |
| 15% |
| 2569189900 |
| 206258 |
| 2569189901 |
| 206260 |
| 2569189902 |
| 206262 |
| 24-015 |
| CSEM Cond souter/fils aéri CM24 0763 |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.00 |
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| oui |
| 10% |
| s/o |
| s/o |
| oui |
| Sols contaminés |
| 12.50% |
| oui |
| Trottoir monolithique en béton |
| 12.50% |
| oui |
| Treillis métallique |
| 12.50% |
| oui |
| Réfection de coupe |

| |
|---|
| 12.50% |
| |
| oui |
| Réfection de coupe temporaire<br>12.50% |
| |
| oui |
| Réparation de cours d'eau<br>12.50% |
| |
| non |
| #REF!<br>#REF! |
| **TRAVAUX D'AMÉLIORATION SUR LES ACTISF DE LA CSÉM** |
| 14.50% |
| |

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

Travaux de reconstruction d'une conduite d'eau de 500mm et des infrastructures municipales dans l'axe de la rue Guy, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard René-Lévesque

C1899

DRE-P2533-193711-C

PRONEX EXCAVATION INC

15%

AUCUN

AUCUN

AUCUN

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

s/o

#N/A

Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM

Montants reportés de l'onglet Informations Ville

Aucun travaux d'enfouissement des fils

**PROGRAMME PARTICULIER GÉRÉ PAR LA CSÉM**

# RÉPARTITIONS DES COÛTS ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LA CSÉM

| INFORMATIONS GÉNÉRALES | | | Taux pour calculs taxes et du net | | |
|---|---|---|---|---|---|
| CSÉM CC1899 | SOUMISSION: | DRE-P2533-193711-C | Taux de taxes combiné | Coût net ville | Coût net CSEM |
| | | | 1.14975 | 1.049875 | 1.00847875 |

Montants reportés de l'onglet Règle 115%

validation - Soumission

4,900,167.73 $ *Prix soumis des travaux de la CSEM*

## Coûts des travaux d'amélioration - CSEM

| ÉTAPE | Portion des coûts des travaux du contrat à la CSEM | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.1 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 3,952,859.18 $ | 4,544,799.84 $ | 3,986,374.48 $ | payé par la VM et imputé à la CSEM |

| ÉTAPE | Autres sous-projets de travaux | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.2 | 2569189900 | Signalisation | 389,390.79 $ | 447,702.06 $ | 392,692.34 $ | *payé par la VM et imputé à la CSEM* |
| | 2569189900 | Sols contaminés | 31,641.50 $ | 36,379.81 $ | 31,909.78 $ | |
| | 2569189900 | Trottoir monolithique en béton | 23,805.00 $ | 27,369.80 $ | 24,006.84 $ | |
| | 2569189900 | Treillis métallique | 3,592.10 $ | 4,130.02 $ | 3,622.56 $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe | 50,876.00 $ | 58,494.68 $ | 51,307.36 $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe temporaire | 30,172.00 $ | 34,690.26 $ | 30,427.82 $ | |
| | 2569189900 | Réparation de cours d'eau | 22,724.00 $ | 26,126.92 $ | 22,916.67 $ | |
| | 0 | 0 | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM** | | **4,505,060.57 $** | **5,179,693.39 $** | **4,543,257.86 $** | |

| ÉTAPE | Portion des contingences reliées aux travaux | | % contingences | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | | |
| 7.3 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 15% | 592,928.88 $ | 681,719.98 $ | 597,956.17 $ | *payé par la VM et imputé à la CSEM* |
| | 2569189900 | Signalisation | 12.5% | 48,673.85 $ | 55,962.76 $ | 49,086.54 $ | |
| | 2569189900 | Sols contaminés | 12.5% | 3,955.19 $ | 4,547.48 $ | 3,988.72 $ | |
| | 2569189900 | Trottoir monolithique en béton | 12.5% | 2,975.63 $ | 3,421.22 $ | 3,000.85 $ | |
| | 2569189900 | Treillis métallique | 12.5% | 449.01 $ | 516.25 $ | 452.82 $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe | 12.5% | 6,359.50 $ | 7,311.84 $ | 6,413.42 $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe temporaire | 13% | 3,771.50 $ | 4,336.28 $ | 3,803.48 $ | |
| | 2569189900 | Réparation de cours d'eau | 12.5% | 2,840.50 $ | 3,265.86 $ | 2,864.58 $ | |
| | 0 | 0 | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des contingences des travaux d'amélioration - CSÉM** | | | **661,954.05 $** | **761,081.67 $** | **667,566.59 $** | |

| ÉTAPE | Portion des incidences liées aux travaux | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMAQRQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.4 | Surveillance externe - Jour de surveillance | 228,685.53 $ | 262,931.19 $ | 230,624.50 $ | *payé par la CSEM et imputé à la CSEM* |
| | Laboratoires (contrôle qualitatif) | 35,995.33 $ | 41,385.63 $ | 36,300.53 $ | |
| | Thermographie | 23,996.89 $ | 27,590.42 $ | 24,200.35 $ | |
| | Traçabilité des sols et redevances (MELCCFP) | 29,666.15 $ | 34,108.66 $ | 29,917.68 $ | payé par la VM et imputé à la CSEM |
| | Surveillance environnementale | 53,779.90 $ | 61,833.44 $ | 54,235.89 $ | |
| | Autres | - $ | - $ | - $ | |
| | Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable) | 809,984.99 $ | 809,984.99 $ | 809,984.99 $ | payé par la CSEM et imputé à la CSEM |
| | **Total des dépenses incidentes des travaux d'amélioration - CSÉM** | **1,182,108.79 $** | **1,237,834.33 $** | **1,185,263.94 $** | |
| | **Grand total des Coûts des travaux d'amélioration - CSEM** | **6,349,123.42 $** | **7,178,609.40 $** | **6,396,088.39 $** | |

## Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville

| ÉTAPE | Portion des travaux du contrat | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes Ville | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.5 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | - $ | - $ | - $ | |

| ÉTAPE | Autres sous-projets de travaux | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes Ville | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.6 | 2569189900 | Signalisation | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Sols contaminés | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Trottoir monolithique en béton | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Treillis métallique | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe temporaire | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réparation de cours d'eau | - $ | - $ | - $ | |
| | 0 | 0 | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville** | | - $ | - $ | - $ | |

| ÉTAPE | Portion des contingences reliées aux travaux | | % contingences | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | | |
| 7.7 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 15% | - $ | - $ | - $ | *payé par la VM et imputé dans un programme particulier de la VM* |
| | 2569189900 | Signalisation | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Sols contaminés | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Trottoir monolithique en béton | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Treillis métallique | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réfection de coupe temporaire | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 2569189900 | Réparation de cours d'eau | 13% | - $ | - $ | - $ | |
| | 0 | 0 | 0% | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des contingences des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville** | | | **- $** | **- $** | **- $** | |

| ÉTAPE | Portion des incidences liées aux travaux | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMAQRQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.8 | Surveillance externe - Jour de surveillance | - $ | - $ | - $ | *payé par la CSEM et imputé dans un programme particulier de la VM* |
| | Laboratoires (contrôle qualitatif) | - $ | - $ | - $ | |
| | Thermographie | - $ | - $ | - $ | |
| | Traçabilité des sols et redevances (MELCCFP) | - $ | - $ | - $ | |
| | Surveillance environnementale | - $ | - $ | - $ | |
| | Autres | - $ | - $ | - $ | |
| | Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable) | - $ | - $ | - $ | |
| | **Total des dépenses incidentes d'enfouissement des fils - Conversion Ville** | **- $** | **- $** | **- $** | |
| | **Grand total des Coûts des travaux d'enfouissement des fils -** | **- $** | **- $** | **- $** | |

| Coûts des travaux de déplacement ou de modification au frais de la Ville | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ÉTAPE | Portion des travaux du contrat | | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes Ville | REMARQUES |
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | |
| 7.9 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 947,308.55 $ | 1,089,168.01 $ | 994,555.56 $ | *payé par la VM et imputé à la VM* |

| ÉTAPE | Portion des contingences reliées aux travaux | | % contingences | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMARQUES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Sous-projet | Description du sous-projet | | | | | |
| 7.10 | 2569189900 | Travaux sur les actifs de la CSEM | 15% | 142,096.28 $ | 163,375.20 $ | 149,183.33 $ | *payé par la VM et imputé à la VM* |

| ÉTAPE | Portion des incidences liées aux travaux | Avant taxes | Avec taxes | Net de ristournes CSÉM | REMAQRQUES |
|---|---|---|---|---|---|
| 7.11 | Surveillance externe - Jour de surveillance | 52,643.89 $ | 60,527.31 $ | 55,269.50 $ | |
| | Laboratoires (contrôle qualitatif) | 8,286.20 $ | 9,527.06 $ | 8,699.47 $ | *payé par la CSEM et imputé à la VM* |
| | Thermographie | 5,524.13 $ | 6,351.37 $ | 5,799.65 $ | |
| | Traçabilité des sols et redevances (MELCCFP) | 6,829.21 $ | 7,851.88 $ | 7,169.82 $ | payé par la VM et imputé à la VM |
| | Surveillance environnementale | 12,380.25 $ | 14,234.19 $ | 12,997.71 $ | |
| | Autres | - $ | - $ | - $ | |
| | Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable) | 178,882.88 $ | 178,882.88 $ | 178,882.88 $ | payé par la CSEM et imputé à la VM |
| | **Total des dépenses incidentes au frais de la Ville** | **264,546.56 $** | **277,374.70 $** | **268,819.04 $** | |
| **Grand total des Coûts des travaux de déplacement ou de** | | **1,353,951.39 $** | **1,529,917.90 $** | **1,412,557.94 $** | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ***Total CSÉM et Ville*** | 7,703,074.81 $ | 8,708,527.30 $ | 7,808,646.32 $ |

*4,900,167.73 $ Coût partagé des travaux de la CSEM*

*- $ Écart*

# SOMMAIRE APPLICATION DE LA RÈGLE 115%

| ÉTAPE | INFORMATIONS GÉNÉRALES | | Taux pour calculs taxes et du net | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Taux de taxes combiné | Coût net CSEM | | Coût net ville |
| 1 | Contrat Ville (soumission) | DRE-P2533-193711-C | 1.14975 | 1.00847875 | | 1.049875 |
| | Contrat CSÉM | C1899 | | | | |
| | Dossier décisionnel | 1250350001 | | | | |

Montants reportés des onglets Informations CSEM et Informations Ville

Validation

Les données dans les cellules vertes doivent être inscrites par l'ingénieur de la DI

Les données dans les cellules jaunes doivent être inscrites par l'ingénieur de la CSEM

| ÉTAPE | Calcul du prix estimé CSEM +15% | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | Sommes | écarts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | | |
| | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | | |
| 2 et 3 | **Prix de l'estimation de la CSEM** | | 2569189900 | 5,262,705.21 $ | ########### | - $ | 882,058.79 $ | - $ | 882,058.79 $ | 5,262,705.21 $ | - $ |
| | Pourcentage de l'écart des prix soumis par rapport aux prix des estimations (moyenne pondérée) | -9.77% | | | -9.77% | #DIV/0! | | | | | |
| | Majoration de la portion des travaux d'amélioration de l'estimé | 15.00% | | | 657,096.96 $ | - $ | | | | | |
| | **Sous-total (1) - estimation majorée** | | | | ########### | - $ | | | | | |
| 3 | **Prix soumis - Travaux sur les actifs de la CSEM** | | | 4,900,167.73 $ | ########### | | 947,308.55 $ | | | MM: 2026-02-27:J'ai ajusté les trava | 4,900,167.73 $ - $ |
| | Pourcentage | | | | 80.67% | 0.00% | 19.33% | | | | |
| 4 | **Répartition du prix soumis** | | | 4,900,167.73 $ | 3,952,859.18 $ | - $ | 947,308.55 $ | - $ | 947,308.55 $ | 4,900,167.73 $ | - $ |

| ÉTAPE | Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM | | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au | Total - à reporter dans les autres payeurs du | |
| 2, 3 et 4 | CSEM - Part signalisation (2) | 10.00% | #N/A | 2569189900 | | 389,390.79 $ | | | | | |
| | Part signalisation - Travaux d'enfouissement des fils (2) | 0.00% | Aucun travaux d'enfouissement des fils | 2569189900 | | | - $ | | | | |
| | Sols contaminés | | | 2569189900 | | 31,641.50 $ | - $ | | | | |
| | Trottoir monolithique en béton | | | 2569189900 | | 23,805.00 $ | - $ | | | | |
| | Treillis métallique | | | 2569189900 | | 3,592.10 $ | - $ | | | | |
| | Réfection de coupe | | | 2569189900 | | 50,876.00 $ | - $ | | | | |
| | Réfection de coupe temporaire | | | 2569189900 | | 30,172.00 $ | - $ | | | | |
| | Réparation de cours d'eau | | | 2569189900 | | 22,724.00 $ | - $ | | | | |
| | | | | | | | - $ | | | | |
| | **Sous-total des Travaux impliquant d'autres bordereaux de la soumission - Part de la CSEM** | | | | | **552,201.39 $** | - $ | | | | |
| | **Répartition des coûts des travaux entre la CSEM et la Ville** | | | | 5,452,369.12 $ | ########### | - $ | 947,308.55 $ | - $ | 947,308.55 $ | 5,452,369.12 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | | | 6,268,861.40 $ | ########### | - $ | 1,089,168.01 $ | - $ | 1,089,168.01 $ | 6,268,861.40 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | | | 5,537,813.42 $ | ########### | - $ | 994,555.56 $ | - $ | 994,555.56 $ | 5,537,813.42 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartition du budget des dépenses contingentes | | | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 5 | sur la répartition des coûts des travaux reliés au sous-projet de la CSEM | 15.00% | | 2569189900 | | 592,928.88 $ | - $ | 142,096.28 $ | - $ | 142,096.28 $ | |
| | Part signalisation | 12.50% | | 2569189900 | | 48,673.85 $ | - $ | | | | |
| | Sols contaminés | 12.50% | | 2569189900 | | 3,955.19 $ | | | | | |
| | Trottoir monolithique en béton | 12.50% | | 2569189900 | | 2,975.63 $ | | | | | |
| | Treillis métallique | 12.50% | | 2569189900 | | 449.01 $ | | | | | |
| | Réfection de coupe | 12.50% | | 2569189900 | | 6,359.50 $ | | | | | |
| | Réfection de coupe temporaire | 12.50% | | 2569189900 | | 3,771.50 $ | | | | | |
| | Réparation de cours d'eau | 12.50% | | 2569189900 | | 2,840.50 $ | | | | | |
| | Autres | 0.00% | | 0 | | - $ | | | | | |
| | **Répartition des budgets de contingences entre la CSEM et la Ville** | | | | 804,050.33 $ | 661,954.05 $ | - $ | 142,096.28 $ | - $ | 142,096.28 $ | 804,050.33 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | | | 924,456.87 $ | 761,081.67 $ | - $ | 163,375.20 $ | - $ | 163,375.20 $ | 924,456.87 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | | | 816,749.93 $ | 667,566.59 $ | - $ | 149,183.33 $ | - $ | 149,183.33 $ | 816,749.93 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartition du budget des dépenses incidentes | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 6 | **Surveillance externe - Jour de surveillance** | | 281,329.42 $ | 228,685.53 $ | - $ | | | 52,643.89 $ | 281,329.42 $ - $ |
| | avec taxes | | 323,458.50 $ | 262,931.19 $ | - $ | | | 60,527.31 $ | 323,458.50 $ - $ |
| | coût net | | 285,894.00 $ | 230,624.50 $ | - $ | | | 55,269.50 $ | 285,894.00 $ - $ |
| | **Laboratoires (contrôle qualitatif)** | | 44,281.53 $ | 35,995.33 $ | - $ | | | 8,286.20 $ | 44,281.53 $ - $ |
| | avec taxes | | 50,912.69 $ | 41,385.63 $ | - $ | | | 9,527.06 $ | 50,912.69 $ - $ |
| | coût net | | 45,000.00 $ | 36,300.53 $ | - $ | | | 8,699.47 $ | 45,000.00 $ - $ |
| | **Thermographie** | | 29,521.02 $ | 23,996.89 $ | - $ | | | 5,524.13 $ | 29,521.02 $ - $ |
| | avec taxes | | 33,941.79 $ | 27,590.42 $ | - $ | | | 6,351.37 $ | 33,941.79 $ - $ |
| | coût net | | 30,000.00 $ | 24,200.35 $ | - $ | | | 5,799.65 $ | 30,000.00 $ - $ |
| | **Traçabilité des sols et redevances (MELCCFP)** | | 36,495.36 $ | 29,666.15 $ | - $ | | | 6,829.21 $ | 36,495.36 $ - $ |
| | avec taxes | | 41,960.54 $ | 34,108.66 $ | - $ | | | 7,851.88 $ | 41,960.54 $ - $ |
| | coût net | | 37,087.50 $ | 29,917.68 $ | - $ | | | 7,169.82 $ | 37,087.50 $ - $ MM:2026-02-20: Tracabilité + red |
| | **Surveillance environnementale** | | 66,160.15 $ | 53,779.90 $ | - $ | | | 12,380.25 $ | 66,160.15 $ - $ |
| | avec taxes | | 76,067.63 $ | 61,833.44 $ | - $ | | | 14,234.19 $ | 76,067.63 $ - $ |
| | coût net | | 67,233.60 $ | 54,235.89 $ | - $ | | | 12,997.71 $ | 67,233.60 $ - $ |
| | **Autres** | | - $ | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | avec taxes | | - $ | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | coût net | | - $ | - $ | - $ | | | - $ | - $ - $ |
| | **Sous-total du budget des dépenses incidentes** | | 457,787.48 $ | 372,123.80 $ | - $ | | | 85,663.68 $ | 457,787.48 $ - $ |
| | **avec taxes** | | 526,341.15 $ | 427,849.34 $ | - $ | | | 98,491.81 $ | 526,341.15 $ - $ |
| | **coût net** | | 465,215.10 $ | 375,278.95 $ | - $ | | | 89,936.15 $ | 465,215.10 $ - $ |
| | **Conception et frais généraux (3) incidence (aucune taxe applicable)** | 14.50% | 988,867.87 $ | 809,984.99 $ | - $ | | | 178,882.88 $ | 988,867.87 $ - $ |

| ÉTAPE | Répartitions finales et Grand total | Numéro de bordereau (no sous-projet) | Avant taxes | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Total Travaux de la CSÉM | CSÉM | | Ville de Montréal | | | |
| | | | | Travaux d'amélioration | Travaux d'enfouissement des fils | Travaux de déplacement | Écart dans la répartition du prix soumis - au frais de la Ville | Total - à reporter dans les autres payeurs du contrat | |
| 7 | **Répartition des budgets de dépenses incidentes entre la Ville et la CSEM** | | 1,446,655.35 $ | ########### | - $ | | | 264,546.56 $ | 1,446,655.35 $ - $ |
| | **Répartition avec taxes** | | 1,515,209.03 $ | ########### | - $ | | | 277,374.70 $ | 1,515,209.03 $ - $ |
| | **Répartition Coût net** | | 1,454,082.97 $ | ########### | - $ | | | 268,819.04 $ | 1,454,082.97 $ - $ |
| | **Grand total de la répartition (travaux, contingences et incidences)** | | 7,703,074.81 $ | ########### | - $ | | | 1,353,951.39 $ | 7,703,074.81 $ - $ |
| | **Grand total avec taxes** | | 8,708,527.30 $ | ########### | - $ | | | 1,529,917.90 $ | 8,708,527.30 $ - $ |
| | **Grand total Coût net** | | 7,808,646.32 $ | ########### | - $ | | | 1,412,557.94 $ | 7,808,646.32 $ - $ |

(1) Si le sous-total est supérieur au prix soumis des travaux d'amélioration, la CSEM assure ce dernier montant

(2) calculé avec un % du prix de l'estimation CSEM pour les travaux d'amélioration établi à l'article 6.4.9 de l'entente de collaboration.

(3) équivaut à un pourcentage déterminé par la CSEM du total des coûts nets des travaux de construction de la CSEM, des contingences reliées à ces travaux et des dépenses incidentes - aucune taxe applicable à ces montants

**Soumission:** E-P2533-19371

Commission des services électriques de Montréal

| No GDD |
|---|
| 1250350001 |

Dans le cadre de ce projet, des travaux de co

La quote-part de la CSEM, nette de toute rist

Le budget est prévu au PTI 2020-2022 et se c

| NUMÉRO | DESCRIPTION |
|---|---|
| 24-015 | CSEM Cond soutel/fils aéri CM24 0763 |
| 0 | 0 |

| TITRE | Coûts des travaux d'amélioration - CSEM |
|---|---|
| CONTRAT-TRAVAUX | |
| CONTINGENCES | |
| SURVEILLANCE EXT. | |
| LABORATOIRE | |
| DIVERS | |
| INTERNE-FRAIS GÉNÉRAUX | |
| **TOTAL IMPUTATION** | |

| TITRE | Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville |
|---|---|
| **TOTAL IMPUTATION** | |

[redacted]

La CSEM demande un engagement de g
incidentes et la conception, surveillance
Montréal.

# CERTIFICATION DES FONDS

| SERVICE |
| --- |
| CSÉM-1200 |

onduits souterrains sont intégrés à l'ensemble des travaux et seront réalisés par la firme PRON

tourne de taxes, est estimée à 6396089 $ et sera facturée selon les quantités réelles réalisées.

détaille comme suit:

| PROVENANCE |
| --- |
| CLÉS DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT |
| 6105.7724015.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 |
| 0 |
| TOTAL PROVENANCE |

| IMPUTATION |
| --- |
| CLÉS D'IMPUTATION |
| 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.000000.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.57201.000000.0000.206258.070008.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206260.070004.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206260.070005.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.54507.000000.0000.206260.070006.19520.00000 |
| 6105.7724015.802400.06819.51120.000000.0000.206262.000000.19520.00000 |
| Coûts des travaux d'amélioration - CSEM |

| IMPUTATION |
| --- |
| CLÉS D'IMPUTATION |
| Coûts des travaux d'enfouissement des fils - Conversion Ville |

| GRAND TOTAL IMPUTATION: |
| --- |

**ENGAGEMENT «CSEINT»**

gestion de la Ville de Montréal pour réserver les fonds nécessaires pour les dépenses et frais généraux qui sont payés par la CSÉM et imputés aux comptes de la Ville de

| Taux de taxes combiné | Coût net ville | Coût net CSEM |
|---|---|---|
| 1.14975 | 1.00847875 | 1.049875 |

| CONTRAT CSÉM | No D'ENGAGEMENT |
|---|---|
| CSÉM CC1899 | CC50350001 |

EX EXCAVATION INC sous la surveillance de la CSEM.

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| 6,349,123.42 $ | 7,178,609.40 $ | 6,396,088.39 $ | 6,396,089.00 $ |
| 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |
| **6,349,123.42 $** | **7,178,609.40 $** | **6,396,088.39 $** | **6,396,089.00 $** |

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| 4,505,060.57 $ | 5,179,693.39 $ | 4,543,257.86 $ | 4,543,258.00 $ |
| 661,954.05 $ | 761,081.67 $ | 667,566.59 $ | 667,567.00 $ |
| 228,685.53 $ | 262,931.19 $ | 230,624.50 $ | 230,625.00 $ |
| 59,992.22 $ | 68,976.05 $ | 60,500.88 $ | 60,501.00 $ |
| 83,446.05 $ | 95,942.10 $ | 84,153.57 $ | 84,154.00 $ |
| 809,984.99 $ | 809,984.99 $ | 809,984.99 $ | 809,985.00 $ |
| **6,349,123.42 $** | **7,178,609.40 $** | **6,396,088.39 $** | **6,396,089.00 $** |

| DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS | CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
|---|---|---|---|
| **0.00 $** | **0.00 $** | **0.00 $** | **0.00 $** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **6,349,123.42 $** | **7,178,609.40 $** | **6,396,088.39 $** | **6,396,089.00 $** |

| | |
|---|---|
| **Montant de l'engagement:** | **248,651.51 $** |
| **Numéro de l'engagement:** | **CSEINTC1899** |

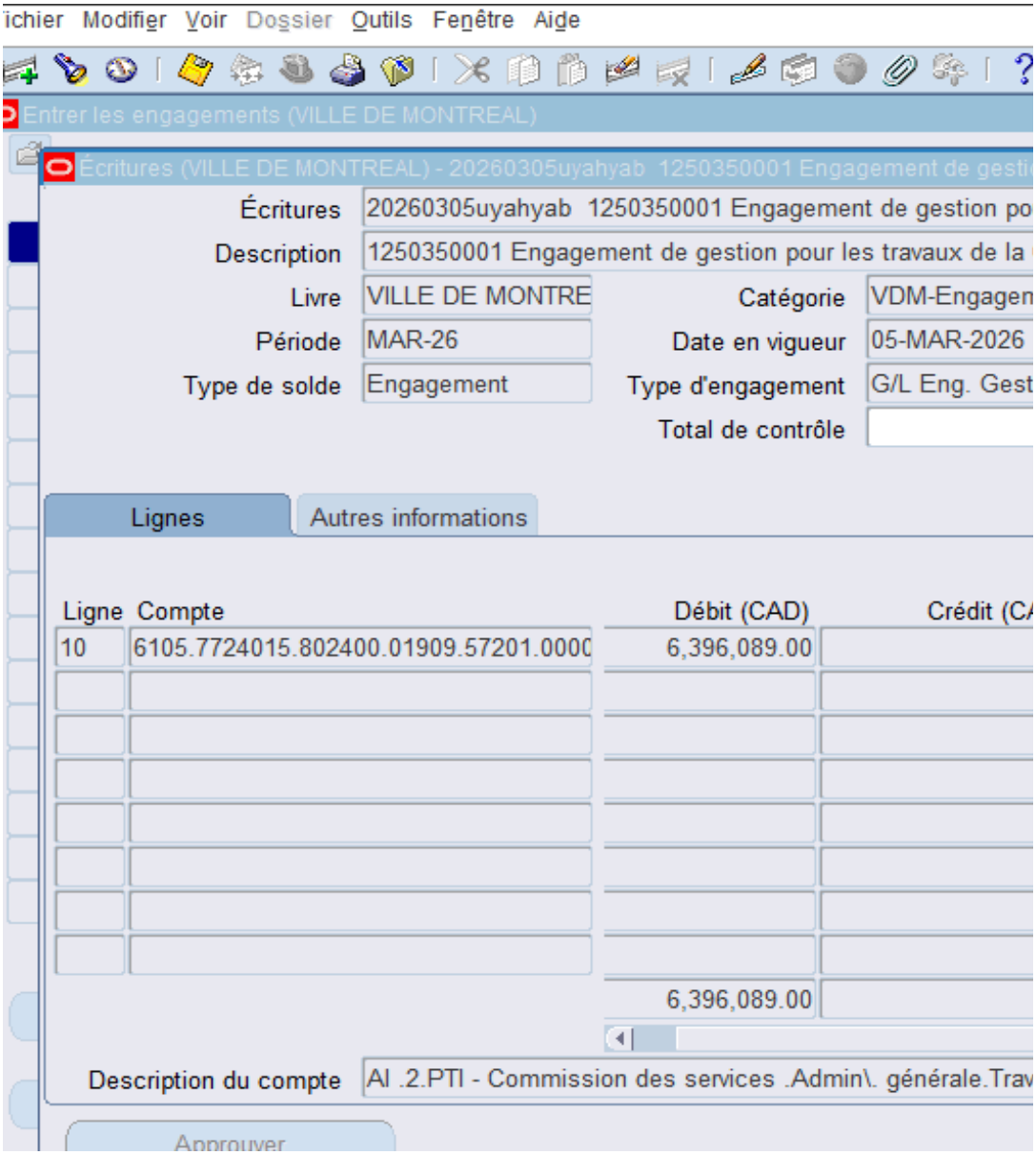
| Validation des Montants | 2. VALIDATION DES MONTANTS: TOTAL PROVENANCE ET TOTAL IMPUTATION | | |
|---|---|---|---|
| | DÉPENSES AVANT TAXES | DÉPENSES TAXES INCLUSES | CRÉDITS |
| | Valide | Valide | Valide |
| VALEUR DE L'ÉCART | 0.00 $ | 0.00 $ | 0.00 $ |

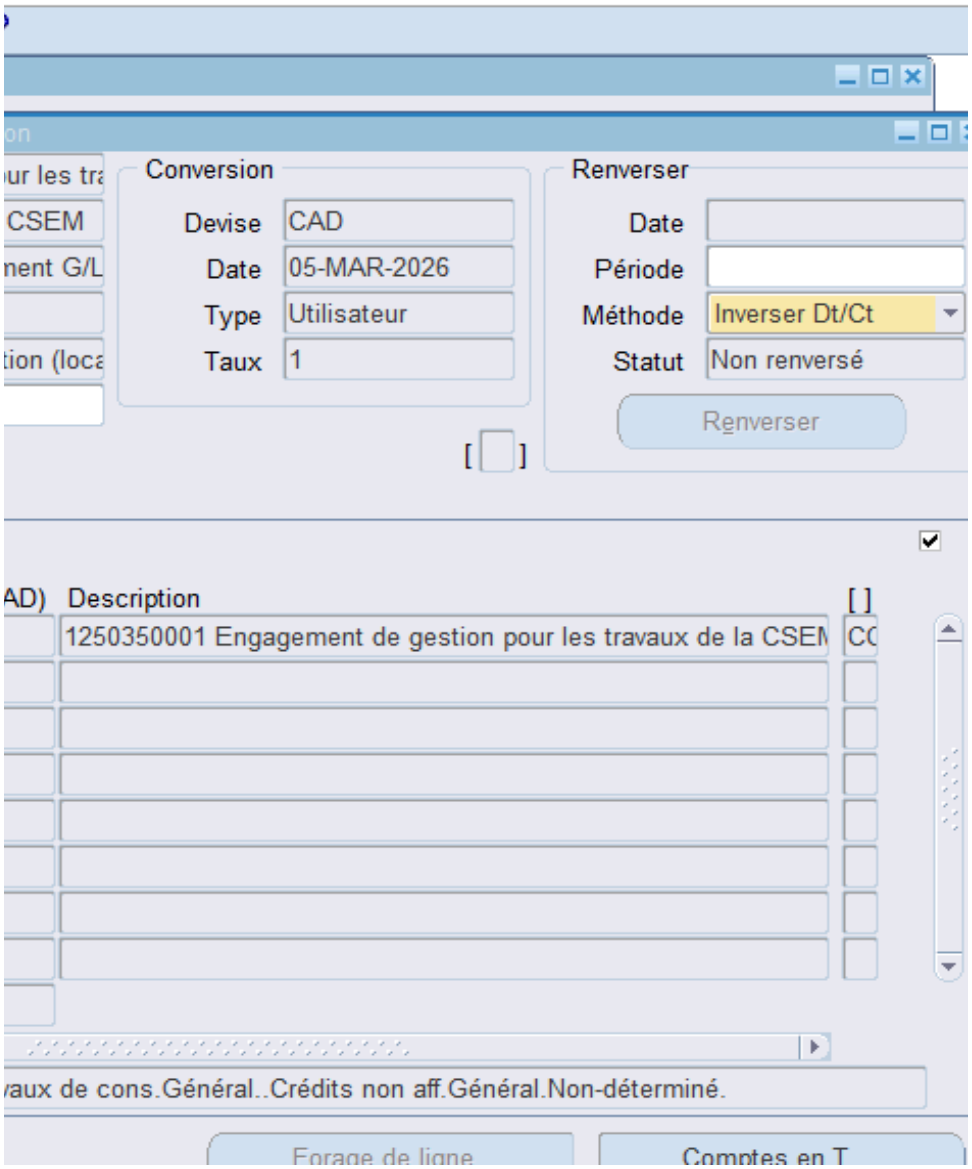
| | Validation |
|---|---|
| *Avant taxes* | *avec taxes* |

[redacted]

| CRÉDITS ARRONDIS AU $ SUPÉRIEUR |
| --- |
| Valide |
| **0.00 $** |

*crédits*


ichier Modifier Voir Dossier Outils Fenêtre Aide
Entrer les engagements (VILLE DE MONTREAL)
Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 20260305uyahyab 1250350001 Engagement de gesti
Écritures 20260305uyahyab 1250350001 Engagement de gestion po
Description 1250350001 Engagement de gestion pour les travaux de la
Livre VILLE DE MONTRE
Catégorie VDM-Engagem
Période MAR-26
Date en vigueur 05-MAR-2026
Type de solde Engagement
Type d'engagement G/L Eng. Gest
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne Compte
Débit (CAD)
Crédit (CA
10 6105.7724015.802400.01909.57201.0000 6,396,089.00
6,396,089.00
Description du compte AI .2.PTI - Commission des services .Admin\. générale.Trav
Approuver


Conversion
Devise
CAD
Date
05-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Renverser
AD) Description
1250350001 Engagement de gestion pour les travaux de la CSEM
vaux de cons.Général..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne
Comptes en T

| Valeurs Signalisation pour les travaux d'amélioration de la CSEM | |
|---|---|
| 0.0000% | Aucun frais imputé à la CSEM pour le projet |
| 4.0000% | Projet situé en zone 1 |
| 8.0000% | Projet situé en zone 2 |
| 15.0000% | Projet d'envergure |

| Valeurs Signalisation pour travaux d'enfouissement | |
|---|---|
| 0.0000% | Aucun travaux d'enfouissement des fils |
| 8.0000% | Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet en zone 1 ou 2 |
| 15.0000% | Travaux d'enfouissement des fils compris dans un projet d'envergure |

| Réponses aux questions du partage des items dans les bordereaux de la Ville |
|---|
| oui |
| peut-être |
| non |

| Pourcentage à utiliser pour le calcul du budget de la dépense incidente de conception et frais généraux |
|---|
| 0.00% |
| 12.00% |
| 13.00% |
| 14.00% |
| 14.50% |
| 15.00% |
| 15.50% |

| Liste des pourcentage des contingences reliées aux travaux des bordereaux du projet |
|---|
| 0.00% |
| 5.00% |
| 6.00% |
| 7.00% |
| 8.00% |
| 9.00% |
| 10.00% |
| 11.00% |
| 12.00% |
| 13.00% |
| 14.00% |
| 15.00% |
| 16.00% |
| 17.00% |
| 18.00% |
| 19.00% |
| 20.00% |

| Liste des segments AUTRES des clés comptables | |
|---|---|
| 000000 | CONTRAT-TRAVAUX |
| 070008 | CONTINGENCES |
| 070004 | INCIDENCES EXTERNES  CSÉM - SURVEILLANCE EXT. |
| 070005 | INCIDENCES EXTERNES CSÉM - LABORATOIRE |
| 070006 | INCIDENCES EXTERNES CSÉM - FRAIS DIVERS |
| 070007 | CSÉM CONCEPTION ET SURVEILLANCE INTERNE-FRAIS GÉNÉ |

| Liste des items potentiels dans les bordereaux de la ville  à partager avec la CSEM et nature de ces items |
|---|
| Réfection |
| Sols contaminés |
| Archéologie |
| Contrôle de vibration |
| Maintien temporaire d'éclairage |
| Maintien temporaire feux circulation |
| Chaussée |
| Trottoir |
| Autres 1 |
| Autres 2 |
| Autres 3 |











| Source no | NO RE | Source description |
|---|---|---|
| AUCUN | AUCUN | AUCUN |
| 7712033 | 12-033 | 12-033 Conversion rés.aérien vs conduits sout. CM12 0854 |
| 7715045 | 15-045 | 15-045 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM15 0568 |
| 7716041 | 16-041 | 16-041 Conversion du réseau aérien CM16 0802 |
| 7716046 | 16-046 | 16-046 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM16 0980 |
| 7717064 | 17-064 | 17-064 Conduits souterrains/enfouis.fils aériens CM17 0623 |
| 7718007 | 18-007 | 18-007 Conduits souterrains/enfouissements fils CM18 0261 |
| 7718053 | 18-053 | 18-053 Conduits souterrains/Enfouissement fils CM18 1164 |
| 7718061 | 18-061 | 18-061 Enlev. fils/poteaux & conversion réseau aérien CM18 1385 |
| 7719033 | 19-033 | 19-033 Conduits souterains/Enfouiss.fils aériens CM19 0605 |
| 7719052 | 19-052 | 19-052 Conversion réseau aérien conduits souterrains CM19 1144 |
| 7720023 | 20-023 | 20-023 Conduits souterrains/Enfouiss.fils aériens CM20 0538 |

| Activité | Projet Simon | Sous projet no | Catégorie actif |
|---|---|---|---|
| 01909 - Admin. générale - Autres dép.- À répartir | | | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |
| 01909 - Admin. générale - Ai | 112522 - Crédits non afl | 6800000000 | 98001 - Non-déterminé |

| Compte GL no | Programmation |
|---|---|
| AUCUN | |
| 6101.7712033.802600.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | |
| 6105.7715045.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7716041.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7716046.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7717064.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7718007.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7718053.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7718061.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7719033.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6101.7719052.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |
| 6105.7720023.802400.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000 | Oui |

| Crédit autorisé | CNR (projet | CNA 2020 | Crédit affecté | Réel projet | Engagement |
|---|---|---|---|---|---|
| 257 925 | 0 | 257 925 | 0 | 0 | 0 |
| 1 165 000 | 0 | 1 165 000 | 0 | 0 | 0 |
| 243 | 0 | 243 | 0 | 0 | 0 |
| 442 196 | 0 | 442 196 | 0 | 0 | 0 |
| 409 127 | 0 | 409 127 | 0 | 0 | 0 |
| 3 264 832 | 0 | 3 264 832 | 0 | 0 | 1 |
| 5 100 000 | 0 | 5 100 000 | 0 | 0 | 0 |
| 4 566 669 | 0 | 4 566 669 | 0 | 0 | 0 |
| 8 200 000 | 0 | 8 200 000 | 0 | 0 | 0 |
| 242 403 653 | 0 | 242 403 653 | 0 | 0 | 0 |

| Crédit autorisé | Crédit autorisé |
|---|---|
| 257 925 | 100,00% |
| 1 165 000 | 100,00% |
| 243 | 100,00% |
| 442 196 | 100,00% |
| 409 127 | 100,00% |
| 3 264 832 | 100,00% |
| 5 100 000 | 100,00% |
| 4 566 669 | 100,00% |
| 8 200 000 | 100,00% |
| 242 403 653 | 100,00% |





Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.31

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1255414002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des nouveaux parcs et corridors verts |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses |

Il est recommandé :
1. d' autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455);

2. d'autoriser le transfert de 18 185,77 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes;

3. d'autoriser une dépense additionnelle de 144 712,21 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4. d'autoriser le retrait de certains travaux initialement prévus au contrat pour un montant de 72 588,03 $, taxes incluses;

5. d'autoriser une dépense additionnelle de 10 347,75 $, taxes incluses, pour payer l'augmentation du coût de la main-d'œuvre conformément au contrat;

6. d'autoriser le transfert du solde de 62 240,28 $, taxes incluses, vers le budget des contingences;

7. d’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-26 14:01

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1255414002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des nouveaux parcs et corridors verts |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le présent dossier vise l'approbation de crédits additionnels, la libération et le transfert de certains crédits pour :

- L'augmentation du budget de contingences du contrat de l'entrepreneur Les Constructions H2D pour les travaux de réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (CG25 0455);
- le paiement de l'augmentation du coût de la main-d'œuvre en application du contrat.

La résolution CG25 0455 datée du 28 août 2025, comprend un contrat de base de 801 355,80 $, taxes incluses, des contingences de 160 271,16 $, taxes incluses et des incidences de 67 992,59 $, taxes incluses.

La dépense totale liée au projet est de 1 029 619,56 $, taxes incluses. Le tableau ci-dessous résume la situation budgétaire initiale et projetée du présent dossier.

| | Budget initial (taxes incluses) | Coût final révisé (taxes incluses) |
|---|---|---|
| Contrat de base | 801 355,80 $ | 739 115,52 $ |

| | | |
|---|---|---|
| Contingences | 160 271,16 $ | 385 409,42 $ |
| Incidences | 67 992,59 $ | 49 806,83 $ |
| Dépense totale | 1 029 619,56 $ | 1 174 331,77 $ |

En date du 1er décembre 2025, l'avancement des travaux était estimé à 60 %. Les travaux prévus étaient :

- Excavation et fondation granulaire
- Démolition et reconstruction de mur par assemblage de pierres sèches
- Démolition et reconstruction de mur avec mortier
- Ensemencement et travaux de drainage
- Installation d'une barrière double ornementale
- Augmentation de quantités pour la démolition du mur de pierre avec mortier

Pour ce dossier, une augmentation du contrat est requise pour payer :

- L'augmentation de quantités pour le nettoyage manuel des pierres
- L'augmentation de quantités pour le gazon en plaques
- La remobilisation pour le maintien et la gestion de la mobilité
- L'ajout d'un ponceau
- L'indexation de la main-d'œuvre

Il est à noter que le présent dossier n'aura aucun impact sur les honoraires professionnels de la firme externe qui effectue la surveillance des travaux et sur les jours calendaires prévus au contrat pour les travaux.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG25 0455 - 28 août 2025 - Accorder un contrat à Les Constructions H2D inc., pour les travaux de réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985) - Dépense totale de 1 029 619,55 $, taxes incluses - Appel d'offres public 25-6164 (2 soum.)
CG23 0186 - 20 avril 2023 - Conclure des ententes-cadres avec WSP Canada inc. (lot 1), SNC-Lavalin inc. (lot 2) et Les Services EXP inc. (lot 3), pour des services professionnels en génie pour divers projets du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, pour une durée maximale de quatre ans (trois ans avec possibilité de prolongation d'une année)- Dépense totale de 20 709 043,01 $, taxes incluses (lot 1- contrat : 5 521 342,79 $ + contingences : 828 201,42 $) - (lot 2 : contrat : 6 380 491,64 $ + contingences : 957 073,75 $)- (lot 3- contrat : 6 106 029,06 $ + contingences : 915 904,36 $) - Appel d'offres public 22-19695 - quatre soumissionnaires

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses pour des travaux contingents ainsi que l'indexation de la main-d'œuvre pour le contrat de l'entrepreneur Les Constructions H2D.
Cette majoration sera effectuée par l'ajout de crédits additionnels au montant de 144 712,21 $, taxes incluses, et un transfert de 18 185,77 $, taxes incluses, du budget des incidences vers les contingences.

**JUSTIFICATION**

À la suite du démarrage des travaux, plusieurs ordres de changements ont été émis en raison d'imprévus. Ceux-ci portent essentiellement sur :

- Gestion des sols contaminés
- Interventions supplémentaires requises pour la préparation du site
- Interventions supplémentaires requises pour la démolition et réfection d'un mur

Le budget des contingences initial a permis de défrayer les coûts des ordres de changement ci-haut mentionnés.
Toutefois, le solde est insuffisant pour couvrir la gestion des ordres de changement à venir.

Les travaux à effectuer sont les suivants :

Augmentation de quantités pour l'enlèvement, le tri et le nettoyage des pierres
Lorsque l'entrepreneur a entamé la démolition du mur existant, il a été constaté que le mur contenait plus de pierres avec mortier que prévu.
Afin de réutiliser ces pierres pour la réfection du mur, celles-ci doivent être exemptes de mortier.
Lors de l'excavation, l'entrepreneur a découvert une quantité importante de pierres enfouies.
Afin de réduire l'approvisionnement en nouvelles pierres, il a été décidé de nettoyer et de réutiliser certaines pierres pour la reconstruction du mur.
Cette information ne pouvait être raisonnablement connue avant l'excavation.

Le coût élevé rattaché à la main-d'œuvre nécessaire pour le nettoyage manuel de pierres présentes sur le site constitue le principal et majeur dépassement budgétaire.
Afin de limiter les travaux contingents, seulement une partie des pierres trouvées sur le site sera nettoyée et réutilisée, d'autres seront laissées sur place.
Une partie de ces travaux contingents a déjà été réalisée par l'entrepreneur.

Augmentation des quantités pour le gazon en plaques
Les quantités ont été sous évaluées en conception.

Ajout d'un ponceau
En chantier, il a été constaté que le ponceau existant était fortement dégradé, ce qui n'a pas été anticipé en conception.
Un nouveau ponceau doit être installé.

Remobilisation pour le maintien et la gestion de la mobilité
En raison d'un report dans l'octroi du contrat, les travaux ont démarré plus tard que prévu.
Par conséquent, l'entrepreneur n'a pas pu terminer les travaux en 2025.
La remobilisation des glissières, des atténuateurs d'impact et de la machinerie sera nécessaire en 2026 pour la poursuite des travaux.

À la suite d'une négociation avec l'entrepreneur, et basé sur les prix unitaires identifiés au bordereau de soumission, les coûts des travaux contingents à venir sont de 222 384,19 $, taxes incluses, auxquels s'ajoute une provision de 10 %, pour un total de 244 622,60 $, taxes incluses.
À noter que le solde du budget des contingences est de 19 484,34 $, taxes incluses.

Par ailleurs, un montant de 10 347,75 $, taxes incluses, est requis pour payer l'augmentation du coût la main-d'œuvre, en application de l'article 5.2.2 du Cahier des clauses administratives générales.
Ce montant sera payé à même le contrat de base suivant le retrait de certains travaux initialement prévus.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

L'augmentation de la dépense totale liée au projet, incluant le coût du contrat, le budget de contingences, le budget des incidences et les taxes, passe de 1 029 619,56 $ à 1 174 331,77 $, ce qui représente une augmentation totale de 14 % par rapport à la dépense totale initialement prévue.

- L'augmentation du budget des contingences représente 225 138,26 $
- L'augmentation du coût de la main-d'œuvre représente 10 347,75 $

Afin d'autoriser ces dépenses additionnelles, trois moyens sont prévus, à savoir :

- La libération de crédits d'un montant total de 72 588,03 $, taxes incluses. Les crédits libérés proviennent de quantités non utilisées pour des travaux complétés à ce jour et de la réduction de l'approvisionnement en nouvelles pierres. De ces crédits libérés, 10 347,75 $, taxes incluses, serviront à payer l'indexation du coût de la main-d'œuvre à même le contrat de base et 62 240,28 $, taxes incluses seront transférés vers le budget des contingences
- Le transfert de crédits provenant du budget des incidences vers le budget des contingences, pour un montant total de 18 185,77 $, taxes incluses
- Un apport de crédits additionnels en provenance du règlement d'emprunt RCG 20-006, pour un montant total de 144 712,21 $, taxes incluses

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération en vertu d'une ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal et représente un coût net de 132 141,54 $, en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Ce montant de 132 141,54 $, net des ristournes sur les taxes, sera financé par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, par le biais du règlement d'emprunt RCG 20-006 Trav. Amén. Acquis. Imm. CG20 0094.

Le budget est prévu et disponible au PDI 2026-2035 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, au Programme 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest.

Le montant sera réparti de la façon suivante (en milliers de dollars) :

| Projet investi | 2026 | **Total** |
|---|---|---|
| 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest | 132 $ | 132 $ |

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en changements climatiques, mais ne contribue pas à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, car ces engagements ne sont pas applicables au contexte du projet qui est essentiellement un projet de restauration.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Comme les travaux ont été interrompus pour la période hivernale et que le site est temporairement fermé et sécurisé, la reprise des travaux au mois de mai est primordiale. Une décision défavorable nécessiterait un retour en appel d'offres comme le solde actuel du budget de contingences est insuffisant pour compléter les travaux et assurer la livraison du projet.

La Ville de Montréal doit compléter la réfection des murs patrimoniaux, afin d'appliquer les règlements prévus au Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) du Village de Senneville.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Reprise des travaux : 15 mai 2026

- Fin prévue des travaux : 10 juillet 2026

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Christian GARANDEL, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marie-Pascale RICHARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | ENDOSSÉ PAR Le : 2026-03-16 |
|---|---|
| Marie-Laurence GENDRON<br>architecte paysagiste | Mathieu DRAPEAU<br>chef de division - amenagement des parcs-nature |
| **Tél :** (438) 874-6490 | **Tél :** 514-872-1461 |

**Télécop. :** **Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin BOULIANNE
directeur de direction - amenagement des parcs et espaces publics
**Tél :** 514-872-4101
**Approuvé le :** 2026-03-20

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
directrice - Servide des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1255414002*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat octroyé à Les constructions H2D (CG25 0455), financée par des crédits additionnels au montant de 144 712,21 $, taxes incluses et un transfert de 18 185,77 $, taxes incluses, du budget des incidences vers les contingences majorant ainsi la dépense de 1 029 619,56 $ à 1 174 331,77 $ taxes incluses.*

| **Section A - Plan stratégique Montréal 2030** | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | x | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*<br><br>*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*<br><br>*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).*<br><br>*Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.*<br><br>*Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | x | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | X | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | X | | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | X |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | X |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | X |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | X |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1255414002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des nouveaux parcs et corridors verts |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Validation juridique avec commentaire

**COMMENTAIRES**

Notre intervention porte uniquement sur l'augmentation du budget de contingences faisant l'objet du présent sommaire décisionnel. Nous tenons pour acquis que le budget de contingences initial a été utilisé conformément au Règlement sur la gestion contractuelle et n'avons effectué aucune vérification à cet égard.

Sur la base des informations fournies par le service porteur du dossier, nous sommes d'avis que l'utilisation projetée de ce budget est conforme à l'article 95 de la Loi sur les contrats des organismes municipaux et au Règlement sur la gestion contractuelle. Nous comprenons que ce budget inclut un montant prévisionnel pour couvrir des travaux additionnels qui ne sont pas encore identifiés et qui pourraient être requis jusqu'à la fin des travaux. L'utilisation de ce montant prévisionnel devra également respecter l'article 95 de la Loi sur les contrats des organismes municipaux qui prévoit qu'un contrat ne peut être modifié que dans la mesure où la modification constitue un accessoire à celui-ci et n'en change pas la nature, ainsi que le Règlement sur la gestion contractuelle.

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Rasha HOJEIGE
Avocate, division du Droit Contractuel
**Tél :** 514-863-3267

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-20

Rasha HOJEIGE
Avocate
**Tél :** 514-863-3267
**Division :** Droit contractuel

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1255414002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Division aménagement des nouveaux parcs et corridors verts |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 162 897,98 $, taxes incluses, pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985), dans le cadre du contrat accordé à Les constructions H2D inc. (CG25 0455), majorant ainsi le montant total du contrat à 1 174 331,77 $, taxes incluses |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1255414002 - Certification de fonds - PDS Brennan - V2.xls

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Johane MORIN
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Celine LATREILLE
Conseillère budgétaire
**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

## CERTIFICATION DES FONDS - PDI / SGPMRS

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1255414002** |
| **No d'engagement** | **CC55414002** |

Autoriser une dépense additionnelle de 131 477,04$ taxes incluses, à titre de budget de contingences, autoriser le transfert de crédits libérés par le retrait de certains travaux initialement prévus vers le budget de contingences, pour un montant de 72 588,03 $, taxes incluses et autoriser le transfert de 28 743,75 $, taxes incluses, des dépenses incidentes au budget des contingences pour la réfection de murs patrimoniaux situés sur le chemin de Senneville, dans le Grand parc de l'Ouest (lots 1 976 971 et 1 978 985) , dans le cadre du contrat octroyé à Les constructions H2D (CG25 0455), majorant ainsi la dépense maximale de 1 029 619,56 $ à 1 161 096,60 $ et taxes incluses.

***Provenance (information pour les finances uniquement)***

Taux net :

| **RCG 20-006-1 Trav. Amén. Acquis. Imm. CG24 0225** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| RE RCG 20-006 | 5001.5020006.802503.01909.57201.000000.0000.181744.000000.98001.00000 | 125,864.07 $ | 144,712.21 $ | 132,141.54 $ | 132,142 $ |
| Contrat | 5001.5020006.802503.07165.57201.000000.0000.204645.000000.15015.00000 | 54,133.75 $ | 62,240.28 $ | 56,833.67 $ | 56,834 $ |
| Incidences | 5001.5020006.802503.07165.57201.000000.0000.204646.050182.15015.00000 | 15,817.15 $ | 18,185.77 $ | 16,606.03 $ | 16,607 $ |
| **Total** | | **195,814.97 $** | **225,138.26 $** | **205,581.24 $** | **205,583 $** |

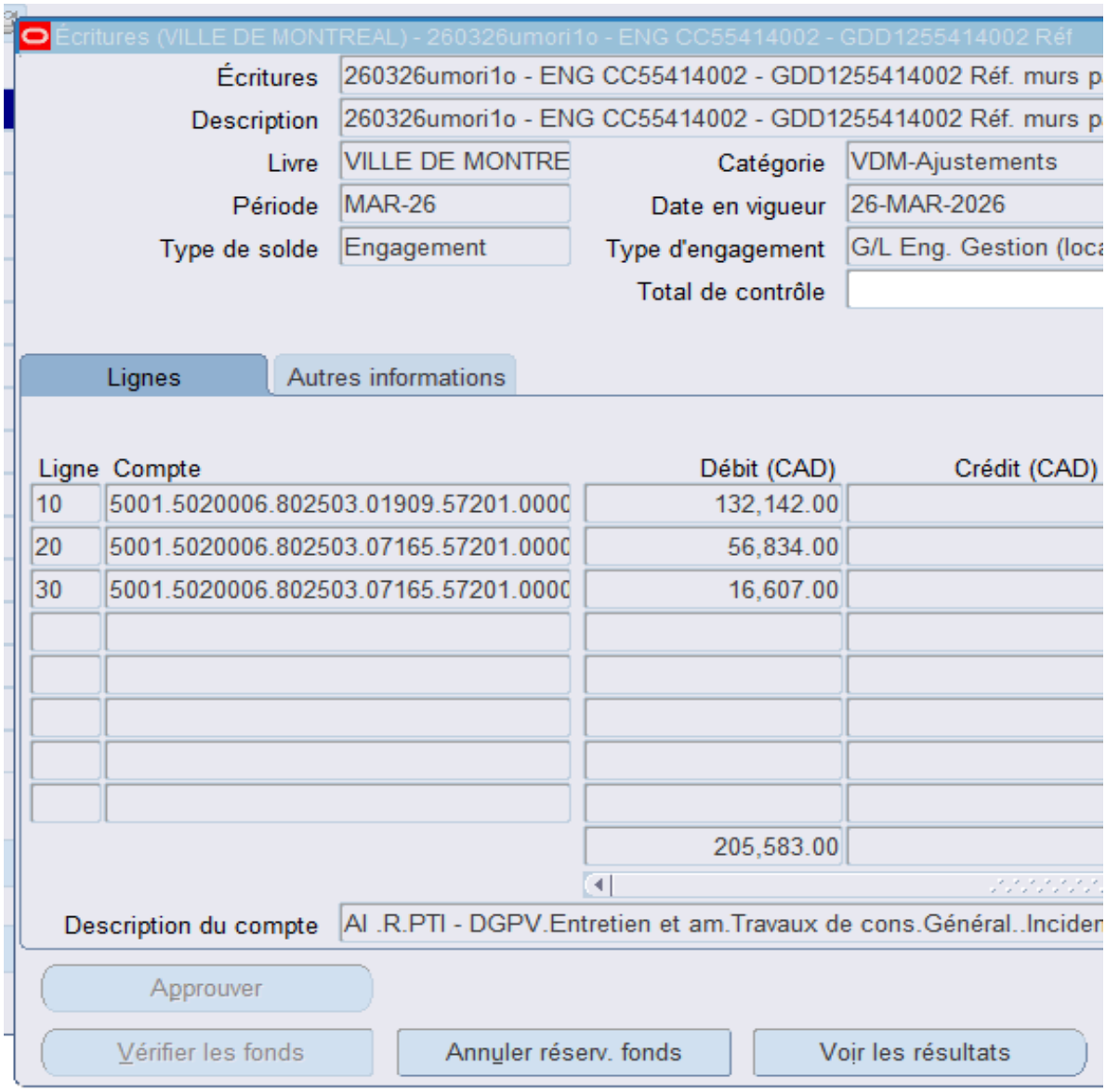
***Imputations à des fins de bon de commande***

| **32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest** | | **Dépenses avant taxes** | **Dépenses taxes incluses** | **Montant net** | **Crédits arrondis au $ supérieur** |
|---|---|---|---|---|---|
| Contingences | 5001.5020006.802503.07165.57201.000000.0000.208056.508016.15015.00000 | 195,814.97 $ | 225,138.26 $ | 205,581.24 $ | 205,583 $ |

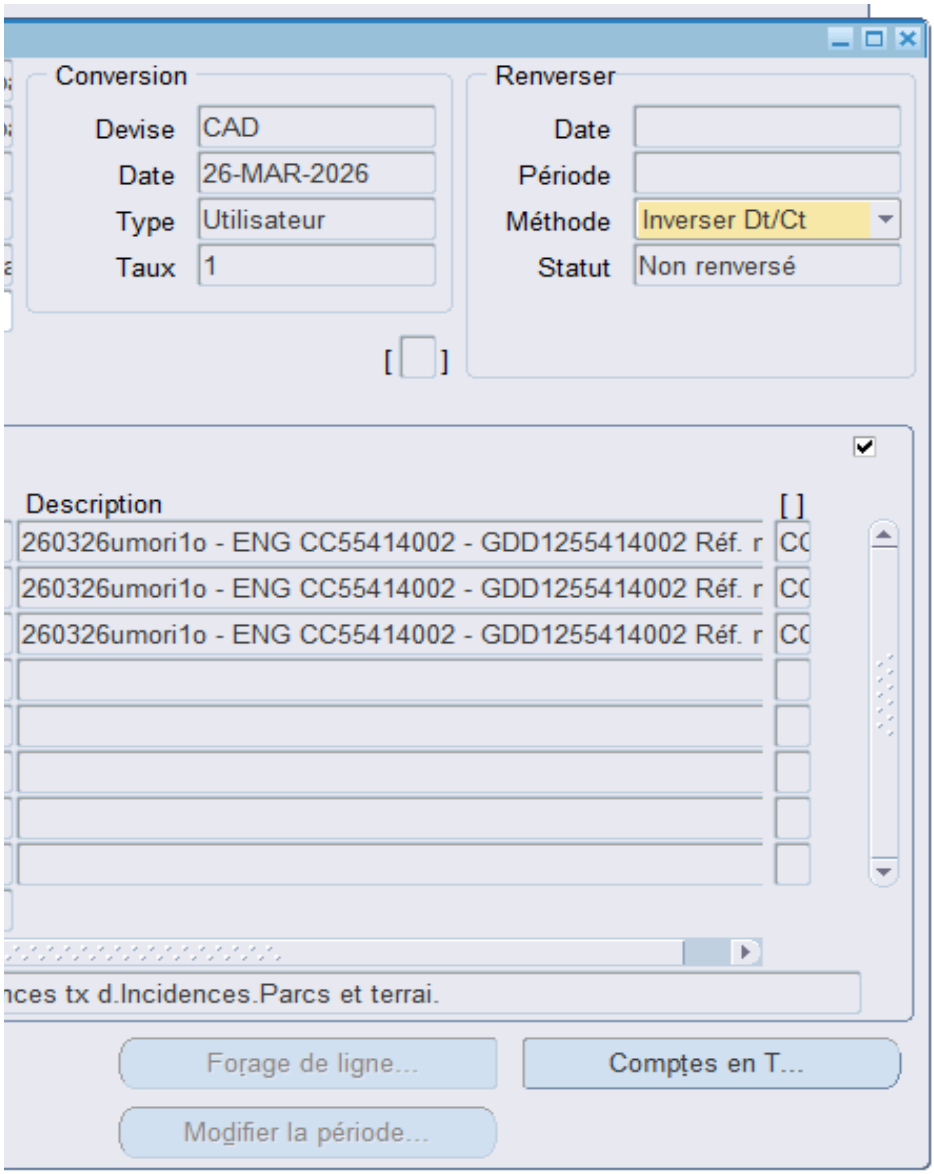
Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2026-2035 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

| **Projet** | **2026** | **2027** | **2028** | **Ultérieur** | **TOTAL** |
|---|---|---|---|---|---|
| 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest | 132 | | | - | 132 |

1255414002
CC55414002
Tx de réféction de murs patrimoniaux Grand parc de l'Ouest
GDD1255414002 Réf. murs patrimoniaux Grand pard de l'Ouest
260326umori1o - ENG CC55414002 - GDD1255414002 Réf. murs patrimoniaux Grand pard de l'Oue



est


Conversion
Devise
CAD
Date
26-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Description
260326umori1o - ENG CC55414002 - GDD1255414002 Réf. r
260326umori1o - ENG CC55414002 - GDD1255414002 Réf. r
260326umori1o - ENG CC55414002 - GDD1255414002 Réf. r
nces tx d.Incidences.Parcs et terrai.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

**Aspect(s) financier(s)**

L'augmentation de la dépense totale liée au projet, incluant le coût du contrat, le budget de cont

- L'augmentation du budget des contingences représente 225 138,26 $
- L'augmentation du coût de la main-d'œuvre représente 10 347,75 $

Afin d'autoriser ces dépenses additionnelles, trois moyens sont prévus, à savoir :

- La libération de crédits d'un montant total de 72 588,03 $, taxes incluses. Les crédits li payer l'indexation du coût de la main-d'œuvre à même le contrat de base et 62 240,28
- Le transfert de crédits provenant du budget des incidences vers le budget des continge
- Un apport de crédits additionnels en provenance du règlement d'emprunt RCG 20-006,

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération en vertu d'une ancienne compéte

Ce montant de 132 141,54 $, net des ristournes sur les taxes, sera financé par le Service des g

Le budget est prévu et disponible au PDI 2026-2035 du Service des grands parcs, du Mont-Roy

Le montant sera réparti de la façon suivante (en milliers de dollars) :

| Projet investi | 2026 | T |
|---|---|---|
| 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest | 132 $ | 1 |

tingences, le budget des incidences et les taxes, passe de 1 029 619,56 $ à 1 174 331,77 $, ce qui représente u

ibérés proviennent de quantités non utilisées pour des travaux complétés à ce jour et de la réduction de l'approvi
$, taxes incluses seront transférés vers le budget des contingences.
nces, pour un montant total de 18 185,77 $ taxes incluses
pour un montant total de 144 712,21 $, taxes incluses

nce de la Communauté urbaine de Montréal et représente un coût net de 132 141,54 $ en considérant les ristou

grands parcs, du Mont-Royal et des sports par le biais du règlement d'emprunt RCG 20-006 Trav. Amén. Acquis

al et des sports, au Programme 32311 - Développement et aménagement du Grand parc de l'Ouest.

| Total |
| --- |
| 132 $ |

ıne augmentation totale de 14 % par rapport à la dépense totale initialement prévue.

isionnement en nouvelles pierres. De ces crédits libérés, 10 347,75 $, taxes incluses serviront à

ırnes pour la TPS et la TVQ.

ś. Imm. CG20 0094.

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.32

2026/04/23 16:00

(2)

**Dossier # : 1267956003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver le projet d'addenda à cet effet |

Il est recommandé :
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561);

2. d'approuver le projet d'addenda à cet effet;

3. d'imputer cette dépense additionnelle conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-03-31 14:47

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1267956003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver le projet d'addenda à cet effet |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Le 1er mai 2023, la Ville de Montréal a signé une entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal pour la période 2023-2025 d'un montant total de 750 000 $ avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (ci-après MAPAQ). L'entente dresse le cadre de fonctionnement et les projets à financer, préalablement identifiés par un comité directeur. Dans le cadre de l'entente, les ressources disponibles sont financées à 80 % par le MAPAQ et 20 % par la Ville. Celle-ci vise la mise en commun des ressources financières et techniques pour la mise en œuvre de projets visant le développement du secteur bioalimentaire sur le territoire de l'Agglomération de Montréal. Un avenant à cette entente a été approuvé par les parties en avril 2025 afin d'en prolonger la durée jusqu'en 2027 et de réinvestir des sommes additionnelles (CG25 0176). Un second avenant à cette entente a été approuvé par les parties en février 2026 afin d'y intégrer la ministre de l'Economie, de l'Innovation et de l'Énergie (ci-après MEIE) et de réinvestir des sommes additionnelles (CG26 0115).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG26 0115 - 19 février 2026 - Approuver l'avenant 2 à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'y intégrer la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et d'en porter le montant total à 1 212 000 $, majorant ainsi de 137 000 $ la valeur de l'Entente ;
CG25 0561 - 25 septembre 2025 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 300 000 $, dont 225 000 $ provenant du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans le cadre de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2027 (CG25 0176), à trois organismes afin de

réaliser des projets de soutien aux entreprises du secteur bioalimentaire ;

CG25 0388 - 19 juin 2025 - Adopter le Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère » ;

CG25 0176 - 17 avril 2025 - Approuver un avenant à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152) avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec afin d'en prolonger la durée au 31 mars 2027 et de porter le montant total à 1 075 000 $, majorant ainsi de 325 000 $ la valeur de l'Entente / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses de 250 000 $ réparti entre 2025 et 2026 équivalent au montant de la subvention attendue ;

CG23 0657 - 23 novembre 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent totalisant 400 000 $, dont 320 000 $ provenant du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dans le cadre de l'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG23 0152), à Montréal - Métropole en santé et au Conseil des Industries Bioalimentaire le l'île de Montréal afin de réaliser deux projets de soutien aux entreprises du secteur bioalimentaire :

CG23 0152 - 20 avril 2023 - Approuver le projet d'Entente sectorielle de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 d'un montant total de 750 000 $ avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec / Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses au Service du développement économique de 600 000 $ réparti entre 2023 et 2025 équivalent au montant de la subvention attendue.

**DESCRIPTION**

L'addenda à la convention a pour objectif d'ajouter un montant de 50 000 $ non récurrent afin de permettre au CIBIM de réaliser dans son intégralité le projet initialement déposé en juin 2025.

**JUSTIFICATION**

Lors du dépôt de sa demande de contribution financière, le CIBIM avait demandé une aide financière s'élevant à 100 000 $ pour la réalisation de son projet. Le MAPAQ a demandé à la Ville de n'accorder que 50 000 $ dans le cadre de l'Entente sectorielle, croyant avoir identifié une autre enveloppe budgétaire relevant du gouvernement du Québec qui pourrait couvrir la moitié du financement demandé. Pour des raisons administratives, le MAPAQ a finalement changé d'avis et avisé la Ville que les 50 000 $ additionnels requis devraient provenir de l'Entente sectorielle. Le MAPAQ et le MEIE ont cependant réinvesti des sommes additionnelles dans l'Entente sectorielle, notamment afin de soutenir le projet du CIBIM.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale maximale de 50 000 $. Les crédits requis sont prévus dans le budget de l'Entente pour le développement du secteur bioalimentaire de l'agglomération de Montréal, conclue par la Ville avec le MAPAQ et le MEIE. 100 % des sommes requises pour le présent dossier ont été versées à la Ville par le MEIE dans le cadre de l'avenant 2 à l'Entente de développement du secteur bioalimentaire de la région de Montréal 2023-2025 (CG26 0115). Le présent dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.
Le tableau ci-dessous présente la ventilation annuelle des montants prévue à l'entente initiale ainsi que le montant qu'il est recommandé d'ajouter dans l'entente en vertu de l'addenda.

| Organisme | Entente | 2025 | 2026 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal** | Entente initiale (SDÉ + MAPAQ) | 40 000 $ | 10 000 $ | 50 000 $ |
| | Addenda (MEIE) | - | 50 000 $ | 50 000 $ |
| | TOTAL | 40 000 $ | 60 000 $ | 100 000 $ |

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Il répond aux priorités :
4. Développer une économie plus verte et inclusive, en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité.
6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le refus d'accorder cette contribution financière au CIBIM mettrait en péril la capacité de l'organisme à mettre en oeuvre une part significative de son plan d'action et donc la réalisation d'activités structurantes pour ce secteur clé de l'économie montréalaise.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Mise en oeuvre de l'entente jusqu'au 31 décembre 2026.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Charles-André MAJOR
Conseiller au développement économique

**Tél :** 438 368-4248
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Daniel MATHIEU
chef(fe) de division - developpement economique

**Tél :** 438-400-9712
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Valérie POULIN
Directeur(-Trice) - developpement des marches
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-03-27

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1267956003
Unité administrative responsable : Service du développement économique – Développement du territoire
Projet : Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver un projet d'addenda à cet effet

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité<br><br>6 - Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>4 – Le projet du CIBIM devraient permettre d'accélérer la transition vers un approvisionnement en aliments sains et locaux pour réduire l'empreinte de notre alimentation et favoriser une économie locale.<br><br>6 – Le projet du CIBIM devrait permettre une augmentation de l'offre et de la demande pour des produits sains, locaux qui sont souvent plus nutritifs et durables. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**ADDENDA #1**

**MODIFIANT LA CONVENTION APPROUVÉE PAR RÉSOLUTION CG25 0561**

**ENTRE :** **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

**ET :** **CONSEIL DES INDUSTRIES BIOALIMENTAIRES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 130-5600, rue Hochelaga, Montréal, Québec, H1N 3L7, agissant et représentée par Nathalie Désilets, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 89383 2410RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 10236166676

Ci-après, appelé le « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

**ATTENDU QUE** les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération (CG25 0561), en date du 25 septembre 2025 (ci-après, la « Convention initiale »);

**ATTENDU QUE** l'organisme avait initialement demandé une contribution de 100 000 $ dans le cadre de l'Entente sectorielle pour le développement du secteur bioalimentaire, que le ministère des Pêcheries, de l'Agriculture et de l'Alimentation croyait avoir identifié une autre source de financement pouvant couvrir 50 000 $ des 100 000 $ demandés, mais que les parties de l'Entente ont finalement opté pour transférer les sommes à la Ville afin que celle-ci procède par addenda;

**ATTENDU QUE** les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

**LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

**1.** L'article 5.2 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« 5.2 Versements

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de QUARANTE MILLE dollars (40 000 $) dans les soixante (60) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un premier versement au montant de CINQUANTE MILLE dollars (50 000 $) dans les soixante (60) jours de la signature de l'addenda #1;

5.2.3 un deuxième versement au montant de DIX MILLE dollars (10 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant. ».

**2.** Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

**3.** Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le e jour de 20

**VILLE DE MONTRÉAL**

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 24 e jour de mars 20 26

**CONSEIL DES INDUSTRIES BIOALIMENTAIRES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**

Par : Nathalie Desilets
Nathalie Désilets, directrice générale

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2026 (Résolution CG …….).

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1267956003**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Autoriser une dépense additionnelle de 50 000 $, pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026, dans le cadre de l'entente conclue avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CG25 0561), majorant ainsi le montant total de l'entente à 100 000 $ / Approuver le projet d'addenda à cet effet |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

GDD 1267956003- ADDENDA.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Adriana SANTOS
Préposée au budget
**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-26

Catherine TOUGAS
Conseiller(-Ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier




Addenda1CIBIMSignature.pdf

Outlook

**Délégation de pouvoir | Dieudonné Ella Oyono | Directeur du Service du développement économique | Le 27 mars 2026**

**À partir de** Angela Maria MARTINEZ SANCHEZ <angela.martinez@montreal.ca>
de la part de
Dieudonne ELLA-OYONO <dieudonne.ella-oyono@montreal.ca>

**Date** Jeu 26/03/2026 09:43

**À** SDE Service - Liste diffusion interne <sde_service_liste_diffusion-interne@montreal.ca>; Diane MARTEL <diane.martel@montreal.ca>; Anne CHAMANDY <anne.chamandy@montreal.ca>; Stephane PLANTE <stephane.plante@montreal.ca>; Andre HAMEL <andre.hamel@montreal.ca>; Steve BARKLEY <steve.barkley@montreal.ca>; Arnaud BUDKA <arnaud.budka@montreal.ca>; Benoit GLORIEUX <benoit.glorieux@montreal.ca>; Pierre Yves MORIN <pierreyves.morin@montreal.ca>; Veronique BELPAIRE <veronique.belpaire@montreal.ca>; Tonia DI GUGLIELMO <tonia.diguglielmo@montreal.ca>; Jean-Francois MELOCHE <jean-francois.meloche@montreal.ca>; Dominique JACOB <dominique.jacob@montreal.ca>; Valerie GAGNON <valerie.gagnon@montreal.ca>; Daniel LAFOND <daniel.lafond2@montreal.ca>; Isabelle BASTIEN <isabelle.bastien@montreal.ca>; Steve BEAUDOIN <steve.beaudoin@montreal.ca>; Annick DUCHESNE <annick.duchesne@montreal.ca>; Marc LABELLE <marc.labelle@montreal.ca>; Nathalie VAILLANCOURT <nathalie.vaillancourt@montreal.ca>

Bonjour,

- Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, Métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne Mme Valérie Poulin, directrice du Développement des marchés, pour me remplacer le vendredi 27 mars 2026, dans l'exercice de mes fonctions de directeur du Service du développement économique et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Merci de lui offrir toute votre collaboration et soutien habituel.

Et j'ai signé,

*Angela Martinez, adjointe pour :*

**Dieudonné Ella Oyono, M.Sc., D.E.A.**
Directeur

Service du développement économique

85, rue Notre-Dame Est, 1er étage
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Bureau : 514 868-0817
Cellulaire : 438 862-1818
@ dieudonne.ella-oyono@montreal.ca

*Abonnez-vous à l'Infolettre Affaires Montréal*
*Contactez la ligne Affaires Montréal : 514 394-1793*
*Découvrez les projets du Service du développement économique*

Montréal

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

## Service du développement économique

**No GDD: 1267956003**

**No d'engagement de gestion SDE: DE67956001 - Les fonds proviennent du GDD 1267956001**

Approuver un addenda à l'entente de contribution financière (CG25 0561) avec le Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal pour la période du 15 octobre 2025 au 31 décembre 2026 afin de porter le montant total à 100 000 $, majorant ainsi de 50 000 $ la valeur de l'entente / Approuver un projet d'addenda à cet effet

**Budget de fonctionnement**

| **Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal pour la réalisation du projet Les Rendez-vous bioalimentaires de Montréal qui provient du MEIE** | | | **Total** |
|---|---|---|---|
| **MEIE** | **2025** | **2026** | |
| **1001.0014000.105942.06501.61900.016491.0000.005354.051246.00000.00000** | | | 0 |
| **Majoration à CIBIM en vertu du présent GDD 1267956003** | | **50,000.00 $** | **50,000.00 $** |
| **Total** | - $ | 50,000.00 $ | 50,000.00 $ |

| | | |
|---|---|---|
| **TOTAL ADDENDA** | | 50,000.00 $ |

Dans le GDD 1257956005 (CG25 0561), il est mentionné que l'organisme CIBIM recevra 10 000$ en 2026 en provenance de cette clé : 1001.0010000.114173.06501.61900.016491.0000
L'entente initiale, avant l'addenda, approuvait déjà 50 000$ au total à l'organisme.

| **Organisme** | **Premier versement 2025** | | **Deuxième versement 2026** | | **Total des versements** | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | BF | Entente MAPAQ | BF | Entente MAPAQ | BF | Entente MAPAQ |
| Conseil des Industries Bioalimentaires de l'île de Montréal (CIBIM) | 15 000,00 $ | 25 000,00 $ | 10 000,00 $ | - $ | 25 000,00 $ | 25 000,00 $ |

Le GDD actuel est pour expliqué que l'organisme recevra un 50 000$ supplémentaire en provenance du GDD 126796001 qui provient déjà du MEIE.
Les fonds du MEIE sont alloués à l'organime CIBIM

| MEIE | Périodes | | | | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | |
| 1001.0014000.xxxxxx.06501.61900.016491.0000.005354.051246.00000.00000 * | | | | | 0 |
| Majoration en vertu du présent GDD 1267956001 | | | | 50 000 | 50 000 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 50 000 | 50 000 |

.004676.051246.00000.00000

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 20.33

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1268527001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (1 001 059,12 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896,00 USD (4 048 053,05 CAD, taxes incluses). |

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois;
2. d'autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (953 389,64 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153) ;
3. d'autoriser une dépense de 47 669,48 CAD, taxes incluses, à titre de contingence (variation de taux de change) ;
4. d'autoriser le directeur de la Direction Sécurité publique et justice, du Service des technologies de l'information, à signer tout document relatif à ce contrat, pour et au nom de la Ville ;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-04-13 13:52

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1268527001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (1 001 059,12 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896,00 USD (4 048 053,05 CAD, taxes incluses). |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Service des technologies de l'information (TI) est un acteur clé de la modernisation numérique de la Ville de Montréal. En positionnant la technologie comme levier stratégique, il conçoit et déploie des solutions adaptées aux besoins internes pour améliorer la performance et la qualité des services aux citoyennes et citoyens et au personnel municipal.

Son rôle consiste à aligner les initiatives technologiques sur les objectifs de la Ville, en favorisant l'accessibilité, l'efficience et la qualité des services. Dans un contexte de forte demande et d'évolution rapide, le Service des TI relève le défi d'innover tout en gérant la désuétude, pour assurer la continuité des opérations et la modernisation des infrastructures numériques.

La répartition assistée par ordinateur (RAO) soutient depuis plusieurs années l'attribution des ressources et le déploiement des véhicules afin d'optimiser la couverture du territoire. Essentielle aux opérations du SPVM, elle appuie la prise en charge des appels d'urgence ainsi que la gestion des communications à l'échelle de l'île de Montréal, tout en fournissant aux intervenants des renseignements clés.

Le 20 avril 2023, la Ville a accordé un contrat de gré à gré à la firme Peraton International LLC (CG22 0616), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 5 mai 2023 au 4 mai 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 934 405,88 $ US (3 046 993,93 $ CA, taxes incluses) (contrat: 1 682 405,88 $ US (2 650 054,24 $ CA) + contingence: 252 000,00 $ US (396 939,69 $ CA)).

Le contrat d'entretien actuel arrive à échéance le 4 mai 2026 et doit être renouvelé afin d'assurer la continuité des opérations de répartition des effectifs policiers. Pour ce faire, la Ville souhaite exercer la 1re option de prolongation d'une durée de 12 mois. Il est à noter que le remplacement du système par une nouvelle solution de répartition est prévu pour la fin de l'année 2027.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (1 001 059,12 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du montant octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896,00 USD (4 048 053,05 CAD, taxes incluses).

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0153 - 20 avril 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme Peraton International LLC (CG22 0616), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour la période du 5 mai 2023 au 4 mai 2026, avec deux (2) options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 934 405,88 $ US (3 046 993,93 $ CA, taxes incluses) (contrat: 1 682 405,88 $ US (2 650 054,24 $ CA) + contingence: 252 000,00 $ US (396 939,69 $ CA)).

CG19 0575 – 19 décembre 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 646 747,37 $ US (996 421,04 $ CA, taxes incluses) pour la mise à jour des fonctions de mobilité dans les autos-patrouilles pour le projet de mise à jour de Répartition Assistée par Ordinateur (RAO) incluant la géolocalisation des policiers pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman International Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 6 354 401,21 $ US à 7 001 148,58 $ US / Approuver un projet d'avenant no 6 à cet effet.

CG19 0013 - 31 janvier 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 656 293 $ US (1 041 310,57 $ CA, taxes incluses) pour la mise à jour du module CommandPoint Premier AVS (Automatic verification system), l'acquisition du module CommandPoint Premier AVRR (Automated Vehicle Routing and Recommendation) et la mise à jour du progiciel pour l'optimisation de la géolocalisation par proximité pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé à Northrop Grumman Systems Trading inc. (CG09 0285), majorant ainsi le montant total du contrat de 5 791 971,67 $ US à 6 448 264,67 $ US / Approuver un projet d'avenant no. 4 à cet effet.

**DESCRIPTION**

Le présent dossier vise à prolonger d'une durée de 12 mois le contrat pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système RAO inclut :

- les services de techniciens à distance pour assurer le fonctionnement en tout temps, et pour procéder à des travaux d'exploitation et d'amélioration en raison de la nature critique de ce système pour les opérations policières du SPVM ;
- le support de service de 24 heures sur 24, sept jours sur sept ;
- le support qui couvre la correction des anomalies des composantes et interfaces existantes du RAO ;
- l'entretien du système RAO et de ses composantes pour qu'il demeure opérationnel en tout temps, et ce, pour tous les environnements (test,

formation, production et recouvrement) ;
- le service d'assistance, de mises à jour, l'administration du système, l'administration des bases de données, le développement et les tests.

Afin d'assurer la continuité des opérations et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes informatiques critiques, la première année de prolongation nécessitera un montant supplémentaire de 47 669,48 CAD, taxes incluses, représentant 5% du montant du contrat est réservé pour la contingence afin d'anticiper d'éventuelles fluctuations, compte tenu de la forte imprévisibilité du contexte actuel.

**JUSTIFICATION**

La prolongation du contrat d'entretien permettra au SPVM de maintenir la continuité des opérations et d'assurer le bon fonctionnement des systèmes informatiques critiques.
La firme Peraton International LLC qui détient les droits intellectuels du logiciel de géolocalisation de Northrop Grumman Systems International Trading inc. est le fabricant du logiciel et le seul apte et autorisé à fournir les services et aucun tiers n'est autorisé à y faire des changements. Pour le renouvellement du contrat de support et entretien, ainsi que pour les améliorations fonctionnelles, seul Peraton International LLC peut y procéder. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

La prolongation de ce contrat permet au SPVM d'améliorer l'environnement du système RAO en s'arrimant aux nouvelles technologies présentes et ainsi assurer la sécurité des policiers et celle des citoyennes et citoyens de la Ville de Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant maximal du contrat est de 1 001 059,12 $ taxes incluses, et sera composé de :

| | **du 5 mai 2026 au 4 mai 2027** |
|---|---|
| **Montant du renouvellement $ US**<br>**Taux de change**<br>**Montant en $ CAD, taxes incluses** | 599 490,12 $<br>1,3832<br>953 389,64 $ |
| **Contingence 5 %, taxes incluses** | 47 669,48 $ |
| **Total en $ CAD (incluant contingence), taxes incluses** | 1 001 059,12 $ |

La dépense de 1 001 059,12 $ taxes incluses (914 100,41 $ nette de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne le Service de police de la Ville de Montréal qui est de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le taux de change utilisé est de 1.3832, basé sur la moyenne des taux de change des 6 derniers mois (Banque du Canada). Une contingence de 5% a été calculée afin de couvrir la variation de taux de change.

Le présent dossier ne comporte aucune incidence budgétaire sur le cadre financier de la Ville puisque les crédits nécessaires à cette dépense sont considérés au budget du Service des TI.

Tableau comparatif des coûts des années antérieures :

| **Année** | **Coût annuel d'entretien (taxes incluses) ($ CA)** | **Écart en $ CA** | **Écart en %** |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| 2020 | 633 654,53 $ | N/A | N/A |
| 2021 | 652 251,82 $ | 18 597,29 $ | 2,93% |
| 2022 | 671 484,34 $ | 19 232,52 $ | 2,94$ |
| 2023 | 856 573,17 $ | 185 088,83 $ | 27,56% |
| 2024 | 883 337,91 $ | 26 764,74 $ | 3,12% |
| 2025 | 910 143,16 $ | 26 805,25 $ | 3,03% |
| 2026 | 953 389,64 $ | 43 246,48 $ | 4,75% |

La variation de 4,75 % s'explique par une augmentation due à l'IPC.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Myriam GAUTHIER, Service de police de Montréal
Manon LANDRY, Service de police de Montréal

Pascal RICHARD, Service de police de Montréal

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Abdenour HASSAINE
Conseiller Analyste Contrôle de Gestion

**Tél :** 438-223-5693
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-09

Sabrina RASSY
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Martin PAGÉ
directeur(-trice) solutions d'affaires

**Tél :** 514-280-3456
**Approuvé le :** 2026-04-10

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Richard GRENIER
directeur(-trice) de service-technologies de l'information

**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-04-10

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268527001
Unité administrative responsable : Direction Sécurité Publique
Projet : Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 629 464,63 USD (1 049 404,08 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 563 870,51 USD (4 096 398,01 CAD, taxes incluses).

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Un système efficace de répartition des policiers est essentiel pour assurer la sécurité des citoyens, car il permet d'envoyer rapidement les bonnes ressources au bon endroit en fonction de l'urgence. Une répartition optimale réduit les temps de réponse, | | | |

améliore la capacité d’intervention et contribue à prévenir l’aggravation des incidents. Ainsi, elle renforce la confiance du public envers les services policiers et la sécurité globale de la collectivité.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Amendment No. 7 to the Agreement between**
**City of Montreal**
**and**
**Peraton International LLC**

This Seventh Amendment to the Peraton International LLC Master Maintenance Agreement (the "Agreement") for Computer Aided Dispatch System (CAD) maintenance services is made and entered between Peraton International LLC, a Maryland corporation, with an office at 12975 Worldgate Drive, Herndon, VA 20170, hereinafter referred to as "Peraton", and City of Montreal, hereinafter referred to as "Customer".

WHEREAS, the Customer and Northrop Grumman International Trading Inc., the predecessor to Peraton International LLC entered into an Agreement effective May 5, 2009 ("Agreement"), whereby Peraton was to provide the software maintenance services for software maintenance services for the City of Montreal's Computer Aided Dispatch (CAD) System (the "Contract").

On February 1, 2021, Peraton International LLC, a provider of mission critical technology solutions to government customers, completed its acquisition of all of Northrop Grumman Systems Corporation assets involved in performing Northrop Grumman Systems Corporation's federal IT and mission support services business embraced by the Contract.

---

WHEREAS, the Customer desires to extend the term of the contract for an additional three (3) year period with two (2) one year option periods under the Scope of the Agreement and modify Exhibit "A, Price and Payment Schedule to the Agreement; and

WHEREAS, Peraton has agreed to extend the term of the contract for an additional three (3) year period with two (2) one-year option periods under the Scope of the Agreement and modify Exhibit "A", Price and Payment Schedule to the Agreement.

NOW, therefore, it is agreed as follows:

Exhibit "A", Price and Payment, to the Peraton International, LLC Master Maintenance Agreement shall be amended and made a part hereof for all purposes.

The Agreement is extended for an additional three (3) year period effective May 5, 2023, Customer shall pay the amount labeled "Total Due" per the Price and Payment Schedule, Exhibit "A". Payment shall be made by the Customer in accordance with this section of the Agreement. The Customer has the option to extend for two (2) one-year periods at the end of the three (3) year period of performance.

This Agreement may be terminated by and for the convenience of the Customer, at any time by providing a 90-day written notice of termination, in accordance with the Agreement. As such, the Agreement shall terminate after 90 days from the date of such notice. Customer shall be liable for a prorated portion of the maintenance to the effective date of termination.

All other Peraton Public Safety terms and conditions of the Agreement except as changed by this amendment shall remain in full force and effect.

**Amendment No. 7 to the Agreement between**
**City of Montreal**
**and**
**Peraton International LLC**

IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have executed this Amendment, the day and year indicated below:

| **City of Montreal:** | **Peraton International, LLC** |
|---|---|
| _____ | _____ |
| Signature of Authorized Representative | Rhea Altamura, Contracts Administrator Director |
| _____ | _____ |
| Printed Name, Title, and Date | Date |

D

**Amendment No. 7 to the Agreement between**
**City of Montreal**
**and**
**Peraton International LLC**

# EXHIBIT "A"

Price and Payment Schedule:

| | Base YR 1 | Base YR 2 | Base YR 3 | Option YR 1 | Option YR 2 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Description** | **5/5/23 to 5/4/24** | **5/5/24 to 5/4/25** | **5/5/25 to 5/4/26** | **5/5/26 to 5/4/27** | **5/5/27 to 5/4/28** | **Total (USD)** |
| **System Maintenance**<br>EAVL CAD/MIS<br>**Geo Products:**<br>ViewPoint<br>Address Verification<br>Automated Routing & Recommendation<br>**Mobile SW:**<br>Mobility SW<br>PCMSS | $543,801.60 | $560,793.39 | $577,810.89 | $599,490.12 | $621,789.34 | **$2,903,685.34** |
| **Total (USD)** | **$543,801.60** | **$560,793.39** | **$577,810.89** | **$599,490.12** | **$621,789.34** | **$2,903,685.34** |

**Maintenance will be invoiced in USD on a yearly basis at the beginning of each year. Payment terms are net 30.

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1268527001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique |
| **Objet :** | Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (1 001 059,12 CAD, taxes incluses), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153), majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896,00 USD (4 048 053,05 CAD, taxes incluses). |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Certification des fonds 1268527001_TI-VF.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-10

Touria EL JEDDAOUI
Conseillère budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

**CERTIFICATION DES FONDS - BUDGET FONCTIONNEMENT**

| | |
|---|---|
| **NO GDD :** | **1268527001** |
| **No d'engagement :** | **TI68527001** |

**Objet :**

**Exercer l'option de la 1re prolongation de 12 mois / Autoriser une dépense additionnelle de 599 490,12 USD (1 001 059,12 CAD, taxes incluse (RAO) du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat octroyé à la firme Peraton International LLC (CG23 0153),**

**Une contingence de 5% sera calculée afin de couvrir la variation du taux de change.**

| | |
|---|---|
| **Montant $ US** | **599,490.12 $** |
| **Taux de change :** | **1.3832** |
| **Montant en $ CAD** | **829,214.73 $** |
| **Montant en $ CAD Taxes incluses** | **953,389.64 $** |
| **Montant en $ CAD net de taxes** | **870,571.82 $** |
| **Contingence 5% net de taxes** | **43,528.59 $** |
| **Contingence 5% taxes incluses** | **47,669.48 $** |
| **Total en $ CAD net de taxes (incluant contingence)** | **914,100.41 $** |
| **Total en $ CAD taxes incluses (incluant contingence)** | **1,001,059.12 $** |

**Imputation de la dépense en $ CAD :**

| Imputation comptable | Libellé |
|---|---|

| | |
|---|---|
| 1001.0010000.110127.01303.54510.014431.0000.000000.051363.00000.00000 | Entretien de l'ensemble des logiciels du système de RAO |
| 1001.0010000.110127.01303.54510.014431.0000.000000.051363.00000.00000 | Contingence 5% ( variation taux de change) |

* Le segment "autre" de la clé comptable pourra être différent lors de l'établissement du bon de commande, puisque les informations disponibl

| |
|---|
| Entretien de l'ensemble des logiciels du système de RAO |

| |
|---|
| Entretien de l'ensemble des logiciels du système de RAO |
| Contingence 5% ( variation taux de change) |

**es), pour le renouvellement du contrat d'entretien de l'ensemble des logiciels du système de répartition assistée par ordinateur , majorant ainsi le montant total de la dépense à 2 533 896,00 USD (4 048 053,05 CAD, taxes incluses).**

| Libellé textuel | 2026<br>5 mai 2026 au 31 décembre 2026 | 2027<br>1er janvier 2027 au 4 mai 2027 | Total en $ CAD |
|---|---|---|---|

| | | | |
|---|---|---|---|
| AF - Général - Agglomération.Budget régulier.Contrat d'entretien informatique TI - agglo.Gestion de l'information.Serv.tech. - Administration et informatiques.Gestion de systèmes informatiques..Général.Contrats hors-infonuagique.Général. | 574,815.91 $ | 295,755.91 $ | 870,571.82 $ |
| AF - Général - Agglomération.Budget régulier.Contrat d'entretien informatique TI - agglo.Gestion de l'information.Serv.tech. - Administration et informatiques.Gestion de systèmes informatiques..Général.Contrats hors-infonuagique.Général. | 28,740.80 $ | 14,787.80 $ | 43,528.59 $ |
| | 603,556.71 $ | 310,543.70 $ | 914,100.41 $ |

es lors de l'élaboration de la présente intervention ne nous permettent de définir précisément ce segment.

| | 2026 |
|---|---|
| **Bon de commande $US** | 599,490.12 $ |

| | |
|---|---|
| **Bon de commande $ CAD (montant avant taxes)** | 829,214.73 $ |
| **Bon de commande $ CAD (montant avec taxes)** | 953,389.64 $ |
| **Contingence $ CAD (montant avant taxes)** | 41,460.74 $ |
| **Contingence $ CAD (montant avec taxes)** | 47,669.48 $ |

**NO GDD :** **1268527001**

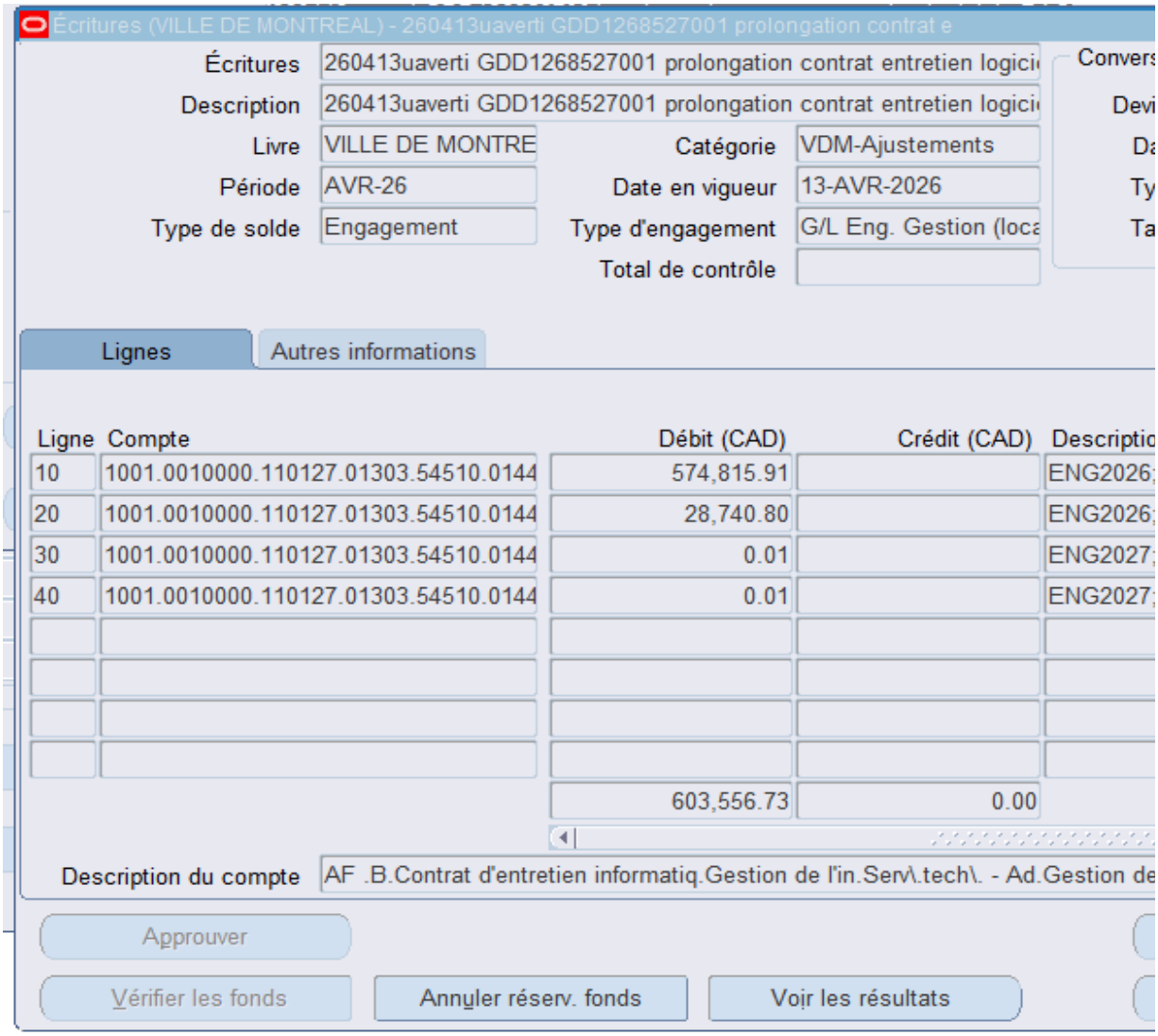
Une écriture de journal de frais payé d'avance sera comptabilisée pour tenir compte du fait que le paie

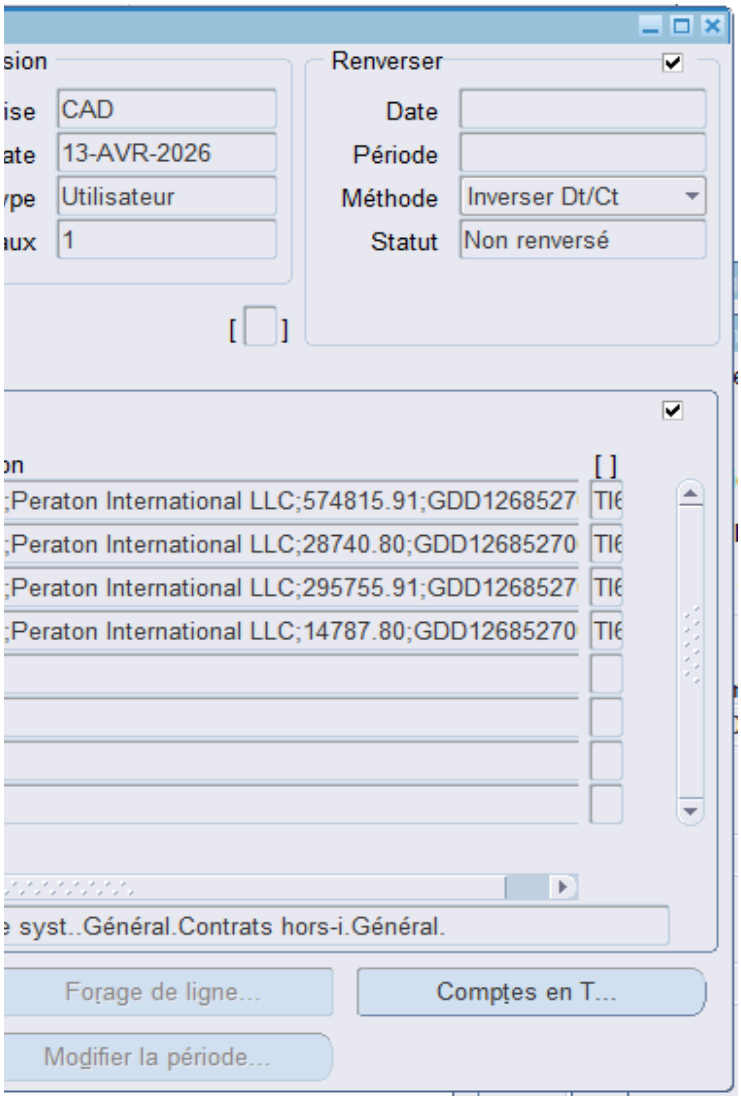
| | 2026 |
|---|---|
| **Débours au net : Entretien de l'ensemble des logiciels du système de RAO** | 870,571.82 |
| **Débours au net : Contingence 5% (variation taux de change)** | 43,528.59 |

| | Au 31-12-2026 |
|---|---|
| 2101.0000000.000000.00000.16002.006116.0000.000000.000000.00000.00000<br>**Payé d'avance** | 295,755.91 $ |
| 2101.0000000.000000.00000.16002.006116.0000.000000.000000.00000.00000<br>**Payé d'avance** | 14,787.80 $ |

ment complet sera fait pour la période du 5 mai 2026 au 4 mai 2027

| |
|---|
| Entretien de l'ensemble des logiciels du système de RAO |
| Contingence 5% (variation taux de change) - **uniquement au besoin** |


Écritures (VILLE DE MONTREAL) - 260413uaverti GDD1268527001 prolongation contrat e
Écritures
260413uaverti GDD1268527001 prolongation contrat entretien logici
Description
260413uaverti GDD1268527001 prolongation contrat entretien logici
Livre
VILLE DE MONTRE
Catégorie
VDM-Ajustements
Période
AVR-26
Date en vigueur
13-AVR-2026
Type de solde
Engagement
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Lignes
Autres informations
Ligne
Compte
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
10
1001.0010000.110127.01303.54510.0144
574,815.91
20
1001.0010000.110127.01303.54510.0144
28,740.80
30
1001.0010000.110127.01303.54510.0144
0.01
40
1001.0010000.110127.01303.54510.0144
0.01
603,556.73
0.00
Description du compte
AF .B.Contrat d'entretien informatiq.Gestion de l'in.Serv\.tech\. - Ad.Gestion de
Approuver
Vérifier les fonds
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats


sion
ise
CAD
ate
13-AVR-2026
ype
Utilisateur
aux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
on
[ ]
;Peraton International LLC;574815.91;GDD1268527
;Peraton International LLC;28740.80;GDD12685270
;Peraton International LLC;295755.91;GDD1268527
;Peraton International LLC;14787.80;GDD12685270
e syst..Général.Contrats hors-i.Général.
Forage de ligne...
Comptes en T...
Modifier la période...

Pascal-Bernard DUCHARME 14:00 Traduire

**Moyenne des 6 derniers mois (octobre 2025 à mars 2026)**

> 📌 **Méthodologie**
>
> - Taux **moyens mensuels** (1 USD exprimé en CAI
> - Source : **Banque du Canada**
> - Période : **oct. 2025 à mars 2026** (6 mois comp
>
> du calcul)

**Taux mensuels utilisés**

- **Octobre 2025** : ~1,3990
- **Novembre 2025** : 1,4055
- **Décembre 2025** : 1,3802
- **Janvier 2026** : 1,3778
- **Février 2026** : 1,3651
- **Mars 2026** : 1,3717

Les taux de novembre 2025 à mars 2026 proviennent dire
mensuels de la Banque du Canada.
(Octobre 2025 est le mois immédiatement précédent dar
officielle.) [bankofcanada.ca], [banqueducanada.ca]

✅ **Moyenne simple sur 6 mois**

✅ **Moyenne simple sur 6 mois**

1,3990+1,4055+1,3802+1,3778+1,3651+1,37176≈1,3832\
1,3802 + 1,3778 + 1,3651 + 1,3717}{6} \approx
\mathbf{1,3832}61,3990+1,4055+1,3802+1,3778+1,3651+

➡️ **Moyenne USD/CAD (6 derniers mois) : 1,3832**

D)

lets disponibles au moment

ectement des tableaux

ns la même série mensuelle

\frac{1,3990 + 1,4055 +

+1,3717≈1,3832

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.01

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1269537004**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Compétence d'agglomération :** | Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal |

Il est recommandé :
d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-27 08:30

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269537004** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division stratégies de mobilité et sécurité des aménagements |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire |
| **Compétence d'agglomération :** | Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le Plan d'action Vision Zéro 2025-2027 poursuit l'objectif d'atteindre zéro décès et blessé grave sur le réseau routier montréalais, et ce, d'ici 2040. Le plan d'action prévoit la réalisation d'un diagnostic de sécurité du réseau artériel sur l'ensemble du territoire de l'agglomération (action 1) afin d'optimiser les investissements à réaliser, de cibler les principaux problèmes de sécurité et de déterminer les solutions les plus performantes pour les résoudre.
Le Programme d'aide à la voirie locale a été mis sur pied par le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) dans le but d'assister les municipalités dans la planification, l'amélioration et le maintien des infrastructures du réseau routier municipal dont elles ont la responsabilité et la gestion, soit le réseau routier local et les routes municipales.

L'agglomération de Montréal est admissible au volet Plan de sécurité routière en milieu municipal, qui permet d'obtenir une aide financière couvrant 100 % des dépenses admissibles pour les activités liées à la réalisation d'un diagnostic de sécurité routière, l'analyse des sites présentant des enjeux de sécurité et l'élaboration de solutions et les activités de concertation.

Ce sommaire décisionnel vise donc à obtenir l'autorisation du conseil d'agglomération pour le dépôt d'une demande d'aide financière au MTMD dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal. La résolution du conseil d'agglomération à cet effet doit être jointe à la demande, conformément aux modalités d'application du programme. Le modèle de résolution

préconisé par le MTMD est en pièce jointe.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

**DESCRIPTION**

L'aide financière est octroyée en trois versements :
Le premier versement est fait après l'envoi de la lettre d'acceptation de la demande. Il consiste en une somme allant jusqu'à un maximum de 50 000 $. Ce montant est déterminé en fonction des éléments suivants :
- Le potentiel d'amélioration de la sécurité routière sur le réseau routier municipal concerné, ce potentiel dépendant du nombre de kilomètres et de zones scolaires du territoire à l'étude;
- Des mécanismes de concertation proposés;
- De l'état d'avancement de la réalisation d'un diagnostic ou d'un plan d'action de sécurité routière en milieu municipal.

Le deuxième versement est fait à la suite de l'acceptation du plan de travail détaillé provisoire. Le montant représente 70 % de l'évaluation des dépenses admissibles à l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal.

Le troisième versement de l'aide est fait à la suite de la remise de la reddition de comptes. Le montant atteint 30 % de l'évaluation des dépenses admissibles jusqu'à la limite du montant de l'aide financière maximale totale selon les dépenses réelles engagées. Pour recevoir ce versement, le bénéficiaire doit avoir obtenu l'approbation du plan de sécurité routière provisoire et l'approbation de la reddition de comptes. Il doit aussi avoir respecté les délais de production du plan.

L'octroi de l'aide financière par le MTMD est conditionnel à ce que le plan de sécurité routière soit complété dans un délai maximal de vingt-quatre mois.

La Division des stratégies de mobilité durable sera responsable de la réalisation du Plan de sécurité routière en milieu municipal.

Tous les détails du Programme d'aide à la voirie locale figurent dans le document (modalités PAVL 2025-2027) en pièce jointe.

**JUSTIFICATION**

Le Plan d'action Vision Zéro 2025-2027 prévoit la réalisation d'un diagnostic de sécurité du réseau artériel sur l'ensemble du territoire de l'agglomération (action 1). Il s'agit d'un outil essentiel pour améliorer la sécurité du réseau routier à l'échelle de l'agglomération. Le Programme d'aide à la voirie locale offre une aide financière qui permet de couvrir les coûts associés à la réalisation du diagnostic de sécurité, dont les salaires des employées et employés municipaux affectés à ce mandat.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le Programme d'aide à la voirie locale permet d'obtenir une aide financière couvrant 100 % des dépenses admissibles pour les activités liées à la réalisation d'un diagnostic de sécurité routière, l'analyse des sites présentant des enjeux de sécurité et l'élaboration de solutions et les activités de concertation.

Les dépenses admissibles comprennent :
- les salaires des employées et employés municipaux affectés à la réalisation du plan de sécurité routière;

- les frais de déplacement;
- le coût du contrat avec un fournisseur de services techniques ou professionnels;
- les frais d'impression;
- les frais de location d'équipements;
- la portion non remboursable des taxes afférentes aux dépenses admissibles.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, et des engagements en changements climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le refus d'autoriser le dépôt d'une demande d'aide financière priverait l'agglomération d'une source de financement considérable et retarderait la réalisation d'un diagnostic de sécurité du réseau artériel à l'échelle de l'agglomération.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Dans l'éventualité où l'aide financière serait accordée, un protocole de visibilité sera en vigueur comme prévu dans les modalités du Programme d'aide à la voirie locale.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Dépôt de la demande d'aide financière (fin avril 2026)
Advenant l'octroi de l'aide financière, l'agglomération dispose de vingt-quatre mois pour compléter le plan de sécurité.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Stephanie BENOIT
Conseillère en aménagement

**Tél :** 514-280-2918
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Pascal LACASSE
chef(fe) de division - securite et amenagement du reseau arteriel

**Tél :** 514-280-2918
**Télécop. :**

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269537004*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité*
Projet : Autoriser par résolution le dépôt d'une demande d'aide financière au ministère des Transports et de la mobilité durable du Québec dans le cadre de l'exercice budgétaire 2026-2027 du Programme d'aide à la voirie locale pour la réalisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il ?

- (19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 19 :

- Une réduction des collisions routières causant des décès ou des blessures graves.
- Renforcer le sentiment de sécurité des Montréalaises et Montréalais sur le réseau routier, qu'ils se déplacent à pied, à vélo, en automobile ou en transport collectif.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | ***X*** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | ***X*** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | ***X*** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Transports Québec

# Programme d'aide à la voirie locale
## Volet Plan de sécurité

Résolution type

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de _____
tenue le _____ 20___.

Sont présents :

formant quorum sous la présidence de _____.
Est (sont) également présent(s) :

➤ **Titre du projet :** _____

➤ **Résolution numéro** _____

ATTENDU QUE _____ a pris connaissance des modalités d'application du volet Plan de sécurité du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et s'engage à les respecter;

ATTENDU QUE _____ désire présenter une demande d'aide financière au ministère des Transports pour l'élaboration d'un plan de sécurité.

POUR CES MOTIFS, sur la proposition de _____, appuyée par _____, il est unanimement résolu et adopté que le conseil de _____ autorise la présentation d'une demande d'aide financière, confirme son engagement à élaborer un plan de sécurité selon les modalités d'application en vigueur, reconnaissant que, en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée, et certifie que _____ est dûment autorisé(e) à signer tout document ou entente à cet effet avec le ministre des Transports.

Copie certifiée conforme
Ce _____ jour de _____ 20___

| | |
|---|---|
| Maire ou mairesse | Secrétaire-trésorier(-ière) ou greffier(-ière) |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE

# Programme d'aide à la voirie locale

## Modalités d'application 2025-2027

## Juin 2025

Votre gouvernement

Québec

Cette publication a été réalisée conjointement par la Direction générale de l'électrification, de l'économie et des programmes et par la Direction générale des aides financières, et éditée par la Direction générale des communications du ministère des Transports et de la Mobilité durable.

Le contenu de cette publication se trouve à l'adresse : www.quebec.ca/transports/aide-financiere.

Pour obtenir des renseignements généraux, on peut :

- composer le 511 (au Québec) ou le 1 888 355-0511;
- consulter le site Web du ministère des Transports et de la Mobilité durable (www.transports.gouv.qc.ca);
- écrire à l'adresse suivante : Direction générale des communications
  Ministère des Transports et de la Mobilité durable
  500, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 4.010
  Montréal (Québec) H2Z 1W7

Pour obtenir des renseignements sur le Programme d'aide à la voirie locale, on peut :

- composer le 418 646-0700 ou le 1 888 717-8082, poste 22349;
- consulter la page Web du programme au www.transports.gouv.qc.ca;
- écrire à l'adresse suivante : Direction des aides aux municipalités
  Ministère des Transports et de la Mobilité durable
  700, boulevard René-Lévesque Est, 22e étage
  Québec (Québec) G1R 5H1

© Gouvernement du Québec, ministère des Transports et de la Mobilité durable, 2025
ISBN 978-2-555-01734-4 (PDF)

Dépôt légal – 2025
Bibliothèque et Archives nationales du Québec Tous droits réservés. La reproduction à des fins commerciales par quelque procédé que ce soit et la traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation écrite des Publications du Québec.

# TABLE DES MATIÈRES


1. INFORMATIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU PROGRAMME ..... 3
2. VOLET PLAN D'INTERVENTION ..... 13
3. VOLET PLAN DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN MILIEU MUNICIPAL ..... 22
4. VOLET REDRESSEMENT – SÉCURISATION ..... 34
5. VOLET RÉTABLISSEMENT ..... 44
6. VOLET SOUTIEN ..... 49
7. VOLET PROJETS PARTICULIERS D'AMÉLIORATION (PPA) ..... 57
8. VOLET ENTRETIEN ..... 63
9. VOLET DOUBLE VOCATION ..... 69
10. MESURES TRANSITOIRES ..... 72
11. REDDITION DE COMPTES DU PROGRAMME ..... 72
12. GLOSSAIRE ..... 73

ANNEXE 1 – ORGANISMES ADMISSIBLES AU VOLET PLAN D'INTERVENTION ET AU VOLET PLAN DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN MILIEU MUNICIPAL ..... 77

ANNEXE 2 – LISTES DES INTERVENTIONS ADMISSIBLES AUX VOLETS REDRESSEMENT – SÉCURISATION, SOUTIEN ET PROJETS PARTICULIERS D'AMÉLIORATION ..... 81

ANNEXE 3 – DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES AUX VOLETS REDRESSEMENT – SÉCURISATION, RÉTABLISSEMENT, SOUTIEN, ET PROJETS PARTICULIERS D'AMÉLIORATION ..... 86

# 1. INFORMATIONS ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU PROGRAMME

## 1.1. Objectif et contexte

L'objectif général visé par le Programme d'aide à la voirie locale (ci-après nommé « le programme ») est d'assister les municipalités dans la planification, l'amélioration et le maintien des infrastructures du réseau routier municipal dont elles ont la responsabilité et la gestion, soit le réseau routier local et les routes municipales.

L'étendue de ce réseau varie selon les municipalités et il existe de grandes disparités entre celles-ci relativement au nombre de kilomètres de routes par habitant et à la richesse foncière, base de la taxation municipale, par kilomètre de route.

Afin de mettre en œuvre la subsidiarité, l'un des seize principes du développement durable, la ministre des Transports et de la Mobilité durable (ci-après nommé « la ministre ») soutient les municipalités en mettant à leur disposition ce programme, qui vise à les aider à :

- planifier des interventions d'amélioration du réseau routier local de niveaux 1 et 2;
- planifier des interventions d'amélioration de la sécurité routière sur le réseau routier municipal;
- améliorer des routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2;
- améliorer des ouvrages d'art sur le réseau routier local de niveaux 1 et 2;
- rétablir la circulation de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 à la suite d'un événement fortuit;
- soutenir l'amélioration de la qualité de la chaussée, du drainage et de la sécurité routière;
- entretenir les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2;
- entretenir les routes du réseau routier municipal dotées d'une double vocation.

De manière plus générale, le programme vise à permettre à la ministre de remplir la mission du ministère des Transports et de la Mobilité durable (ci-après, « le Ministère »), qui est de favoriser la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport sécuritaires et accessibles qui contribuent au développement du Québec.

## 1.2. Durée

Pour les volets de l'axe « Planification » et les volets « Redressement – Sécurisation » et « Soutien » de l'axe « Amélioration », les modalités d'application sont en vigueur à compter de leurs dates d'approbation par le Conseil du trésor jusqu'au 31 mars 2027.

Pour les autres volets, les modalités d'application sont en vigueur à compter du 1er avril 2026 jusqu'au 31 mars 2027.

## 1.3. Volets

Le programme est divisé en trois axes qui comportent huit volets, dont un subdivisé en deux sous-volets. Le programme se décline de la manière suivante :

| Axe | Planification | Amélioration | Maintien |
|---|---|---|---|
| **Volet** | – Plan d'intervention<br>– Plan de sécurité routière en milieu municipal | – Redressement – Sécurisation<br>– Rétablissement<br>– Soutien<br>– Projets particuliers d'amélioration (PPA) :<br>• Par circonscription électorale (PPA-CE)<br>• D'envergure ou supramunicipaux (PPA-ES) | – Entretien<br>– Double vocation |

## 1.4. Organismes admissibles

Les organismes admissibles au programme sont constitués, selon les volets :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des municipalités régionales de comté (MRC) responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés;
- de l'ensemble des municipalités locales, pour le volet « Projets particuliers d'amélioration »;
- des MRC et de certaines villes et agglomérations exerçant des compétences de MRC, pour l'axe « Planification ».

Les organismes admissibles sont spécifiés à la section de chacun des volets des modalités d'application.

### 1.4.1. Regroupement de municipalités

Les municipalités peuvent se regrouper pour présenter une demande d'aide dans le cadre des volets « Redressement – Sécurisation », « Rétablissement » et « Soutien ». Dans ce cas, une seule demande doit être effectuée. Pour ces mêmes volets, les MRC peuvent également soumettre une demande au nom d'une municipalité ou d'un regroupement de municipalités. En plus des autres documents exigés, le demandeur doit faire parvenir les documents suivants à la ministre :

1) L'entente intermunicipale, incluant les points suivants :

   a) La description des travaux;
   b) La désignation de la municipalité qui agit à titre de demandeur au sein du groupe;
   c) Les modalités de partage des coûts et de l'aide financière entre les municipalités concernées, déterminées notamment selon la proportion de travaux effectués sur leur territoire.

2) Une copie des résolutions de chaque municipalité confirmant leur participation.

Une seule contribution financière est émise pour l'ensemble du groupe et elle est versée au demandeur indiqué dans l'entente intermunicipale.

## 1.5. Routes admissibles

Le réseau routier local de niveaux 1 et 2 provenant de l'inventaire transmis aux organismes admissibles (ci-après nommé « l'inventaire du Ministère ») et les routes municipales sont admissibles à certains volets du programme.

Les routes admissibles sont spécifiées à la section de chacun des volets des modalités d'application.

## 1.6. Vérification

Toutes les demandes d'aide financière sont soumises à un examen effectué à partir des copies des pièces justificatives remises à la ministre. Certaines de ces demandes peuvent faire l'objet de vérifications plus poussées, a posteriori. Les vérifications sont effectuées à partir des pièces justificatives originales rendues accessibles dans un délai raisonnable.

En tout temps, un représentant du gouvernement ou son mandataire doit pouvoir vérifier au bureau du bénéficiaire toute l'information relative à une demande d'aide financière versée dans le cadre du programme. Le bénéficiaire doit également garantir et faciliter, tant pour les prestataires de services que pour leurs sous-traitants, toute activité de vérification. La ministre se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure de l'aide financière déjà versée. Toute somme versée en trop doit être remboursée sans délai par le bénéficiaire à la ministre. Les soldes à verser, s'il y en a, sont payés dès la transmission du rapport à l'organisme. Aucun intérêt n'est exigible sur les soldes à verser ou à récupérer.

Les demandes de paiement découlant de l'aide financière octroyée par la ministre peuvent faire l'objet d'une vérification par cette dernière ou par toute autre personne ou tout organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés, notamment par le Vérificateur général en vertu de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01) et par le Contrôleur des finances en vertu de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01).

## 1.7. Conservation des pièces justificatives

Les comptes et registres relatifs à une aide financière accordée dans le cadre de ce programme doivent être conservés par le bénéficiaire pendant une période d'au moins trois ans après le règlement final des comptes afférents à une demande d'aide financière.

## 1.8. Dispositions légales

La ministre peut accorder des subventions pour fins de transport en vertu du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

Tous les bénéficiaires doivent respecter les lois, les règlements et les normes applicables.

La Loi sur les ingénieurs (RLRQ, chapitre I-9) traite notamment des activités réservées aux ingénieurs et les ouvrages auxquels elles se rapportent. Ainsi, lorsqu'applicable, des documents d'ingénierie dûment authentifiés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) sont requis aux fins des présentes modalités d'application.

En ce qui a trait à la réalisation des travaux, à l'exception des travaux réalisés en régie interne, les organismes municipaux et les organismes publics assujettis à la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1) sont soumis aux règles en matière d'adjudication des contrats qui leur sont applicables. Les autres organismes admissibles ont l'obligation de procéder par appel d'offres public en ligne pendant une durée minimale de 15 jours pour tout contrat de travaux de construction comportant une dépense égale ou supérieure au seuil d'appel d'offres public en vigueur[1].

Les coûts découlant de l'achat de biens ou de la prestation de services en provenance d'une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne sont pas admissibles au programme. Les organismes publics et les organismes municipaux bénéficiaires du présent programme ont l'obligation de consulter le RENA afin de s'assurer qu'une entreprise visée dans le cadre d'un contrat n'est pas inscrite à ce registre. De même, avant de conclure toute sous-traitance, les entreprises ayant conclu un contrat avec un organisme public doivent consulter le RENA afin de s'assurer que chacun de ses sous-traitants n'y est pas inscrit.

## 1.9. Disponibilité budgétaire

Tout engagement financier ou versement dans le cadre du présent programme est conditionnel à la disponibilité des fonds affectés à sa mise en œuvre, conformément à la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

## 1.10. Refus, restriction et résiliation

La ministre se réserve le droit de refuser d'accorder une aide financière ou de cesser de lui verser cette aide financière si le demandeur, le bénéficiaire ou son contractant ne satisfait pas aux exigences élevées d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'un bénéficiaire d'une aide financière versée à même des fonds publics. Pour ce faire, la ministre adresse un avis écrit au bénéficiaire énonçant le motif de refus, de modification, de réduction ou de résiliation. Le bénéficiaire aura alors l'occasion de présenter ses

[1] Disponible sur le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. La ministre pourra tenir compte de ces observations ou de ces documents pour prendre sa décision.

La ministre se réserve également le droit de refuser une demande, de restreindre l'accès au présent programme tel que défini à la fin de cette section, ou de résilier toute aide financière accordée si :

1) le bénéficiaire présente de faux renseignements ou des renseignements trompeurs, fait de fausses représentations ou néglige de lui transmettre des informations requises;

2) la ministre est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles l'aide financière a été octroyée;

3) le bénéficiaire fait défaut de remplir l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent;

4) le bénéficiaire permet un changement à la nature des travaux sans que ceux-ci aient été approuvés par la ministre. Cette condition ne s'applique pas à l'axe « Maintien »;

5) le bénéficiaire commence les travaux avant que la ministre ait approuvé la demande d'aide financière. Cette condition ne s'applique pas aux volets « Rétablissement », « Projets particuliers d'amélioration », « Entretien » et « Double vocation ».

La constatation du défaut par cet avis équivaut à une mise en demeure.

Dans les cas prévus aux paragraphes 1°, 2° et 5°, l'engagement de la ministre sera résilié à compter de la date de la réception de l'avis par le bénéficiaire.

Dans les cas prévus aux paragraphes 3° et 4°, le bénéficiaire a trente (30) jours ouvrables pour remédier aux défauts énoncés dans l'avis et en aviser la ministre, à défaut de quoi l'engagement de la ministre sera automatiquement résilié à compter de la date de réception de cet avis, sans compensation ni indemnité pour quelque cause ou raison que ce soit.

La ministre cesse tout versement de l'aide financière à compter de la résiliation. Le fait que la ministre n'exerce pas son droit à la résiliation ne doit pas être interprété comme une renonciation à son exercice.

La résiliation de l'engagement de la ministre au versement de l'aide financière ne met pas fin aux autres obligations du bénéficiaire, dont celles relatives à la responsabilité.

Les organismes admissibles ayant fait défaut, au cours des deux années précédant une demande d'aide financière, de respecter leurs obligations liées à l'attribution d'une aide financière antérieure par la ministre, après en avoir été dûment mis en demeure, pourrait se voir retirer l'accès au présent programme.

Les restrictions d'accès au programme visent les volets « Redressement – Sécurisation » et « Soutien **»** et sont les suivantes :

- Le bénéficiaire qui ne fournit pas d'état d'avancement des travaux au plus tard le 31 janvier de chaque année sera limité à une seule demande d'aide financière aux prochains appels de projets ayant lieu après l'avis écrit de la ministre.
- Le bénéficiaire dont la réalisation d'un projet n'est pas débutée dans les douze mois suivant la lettre d'annonce de l'aide financière ne pourra déposer de demande d'aide financière lors d'un prochain appel de projets ayant lieu après l'avis écrit de la ministre.
- Le bénéficiaire dont la réalisation d'un projet et la reddition de comptes ne sont pas terminées dans les vingt-quatre mois suivant la lettre d'annonce de l'aide financière ne pourra pas déposer de demande d'aide financière aux deux prochains appels de projets ayant lieu après l'avis écrit de la ministre.

## 1.11. Règle de cumul

Le calcul du cumul des aides financières directes ou indirectes reçues des ministères, organismes et sociétés d'État des gouvernements du Québec et du Canada, incluant les crédits d'impôt, ainsi que des entités municipales qui ne sont pas directement bénéficiaires du programme, ne doit pas dépasser 100 % des dépenses admissibles.

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul des aides financières publiques, le terme « entités municipales » réfère aux organismes municipaux compris à l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

L'actif visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 89 de la Loi instituant le gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (RLRQ, chapitre G-1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul de la présente norme.

Aux fins des règles de calcul du taux de cumul, toutes les formes d'aide financière accordées par un organisme public doivent être calculées à 100 % de leur valeur, qu'elles soient remboursables ou non.

Par ailleurs, les aides financières provenant de la Banque de développement du Canada, de Financement agricole Canada et de La Financière agricole du Québec sont à considérer comme des contributions privées si elles n'offrent aucun avantage conféré, soit qu'elles sont convenues aux conditions du marché.

Le bénéficiaire doit déclarer à la ministre toutes autres aides gouvernementales directement ou indirectement reçues des ministères ou organismes du gouvernement du Canada ou du Québec, ou d'organismes municipaux, en lien avec l'objet du programme. Cette obligation ne s'applique pas à l'axe « Maintien ».

Un projet bénéficiant d'une aide financière dans le cadre de l'axe « Amélioration » ne peut bénéficier d'une autre aide dans le cadre de ce même axe.

Si le bénéficiaire a recours au Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) ou au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ) pour financer son projet, la portion du financement du gouvernement du Québec liée à la TECQ sera soustraite du montant de la contribution financière accordée par la ministre. Cette obligation ne s'applique pas à l'axe Maintien.

## 1.12. Modifications ou substitutions aux travaux

Cette section ne s'applique pas à l'axe « Maintien ».

Pour le volet « Projets particuliers d'amélioration », le bénéficiaire peut effectuer une demande de substitution des travaux selon la procédure prévue à la section 7.7.4.

Pour toute autre demande de modifications aux travaux approuvés par la ministre dans le cadre d'une aide financière, une municipalité doit transmettre sa demande à l'adresse courriel suivante : aideVL@transports.gouv.qc.ca. Elle doit retourner les documents suivants, accessibles sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca), et les transmettre par l'entremise de son dossier, disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) :

- La demande d'admissibilité des coûts liés aux modifications au projet et les pièces justificatives qui lui seront demandées;
- La description des modifications dans le formulaire en ligne.

L'approbation préalable de la ministre est requise afin que les modifications soient considérées, lors de la reddition de comptes, dans le versement de l'aide financière. Aucune aide financière supérieure à celle autorisée dans la lettre d'annonce de l'aide financière ne peut être accordée.

## 1.13. État d'avancement des travaux

Cette section s'applique aux axes « Planification » et « Amélioration ».

Les bénéficiaires doivent produire, au 31 janvier de chaque année, un état d'avancement des travaux sous la forme exigée par la ministre.

La source de calcul de l'aide financière doit présenter les travaux réalisés ainsi qu'un échéancier révisé des travaux.

Le bénéficiaire qui serait en défaut de respecter cette obligation pourrait se voir restreindre l'accès aux volets « Redressement – Sécurisation » et « Soutien », conformément à la section 1.10.

## 1.14. Autres obligations et exigences

Le bénéficiaire doit utiliser l'aide financière aux seules fins prévues au programme.

Le bénéficiaire doit garantir et faciliter en tout temps, toute activité de vérification devant être effectuée dans le cadre du programme par la ministre ou son mandataire ainsi que par toute autre personne ou tout autre organisme dans le cadre des fonctions qu'il exerce ou des mandats qui lui sont confiés.

Le bénéficiaire doit fournir à tout moment à la ministre ou à son mandataire, sur demande, tout document ou renseignement pertinent à l'obtention ou à l'utilisation de l'aide financière.

Le bénéficiaire doit transmettre à la demande de la ministre et pour une période de cinq ans à compter de la date figurant sur la lettre d'annonce de l'aide financière, toutes les données et informations requises aux fins du suivi et de l'évaluation du programme.

Le bénéficiaire s'engage à éviter toute situation mettant en conflit son propre intérêt et celui de la ministre ou créant l'apparence d'un tel conflit. Si une telle situation se présente, le bénéficiaire doit immédiatement en informer la ministre qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive indiquant au Bénéficiaire comment remédier à ce conflit d'intérêts ou de résilier l'aide financière.

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par lui, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de tout acte ou omission liés à l'aide financière versée par la ministre, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement découlant de cette aide financière. Le bénéficiaire s'engage à indemniser la ministre de tous les recours, les réclamations, les demandes et les poursuites pris en raison de dommages ainsi causés.

Les droits et les obligations découlant de l'aide financière octroyée ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés en tout ou en partie sans l'autorisation écrite préalable de la ministre, qui peut alors prévoir des conditions à cette fin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables ainsi que le programme.

Sauf disposition contraire, tout avis, toute instruction, toute recommandation, toute approbation ou tout document exigés par la ministre et découlant de l'aide financière versée doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit au représentant de la partie, en mains propres ou par un moyen permettant d'en prouver la réception à un moment précis, aux coordonnées de la partie concernée. Si l'une des parties change de coordonnées, elle doit en aviser l'autre partie dans les meilleurs délais.

Dans le cas d'une aide financière d'un montant supérieur à 250 000 $, à l'exception du volet « Projets particuliers d'amélioration » et de l'axe « Maintien », l'organisme bénéficiaire, par l'entremise de sa représentante ou de son représentant autorisé par résolution, devra préalablement conclure avec la ministre, qui pourrait être représentée par une ou un fonctionnaire autorisé du Ministère, un engagement portant sur le respect des conditions du programme et des obligations qui en découlent, dont la forme est déterminée par la ministre. Le seuil de 250 000 $ pourrait être abaissé en fonction des exigences de gestion du Ministère. Indépendamment de l'établissement ou non d'une entente, les bénéficiaires demeurent liés par les dispositions du présent programme.

**Activités de communication**

Le bénéficiaire s'engage à se conformer au Protocole de visibilité pour les programmes d'aide disponible sur le site Web du Ministère.

Le contenu disponible à un hyperlien en fait partie intégrante. En cas de conflit entre le contenu disponible à un hyperlien et le programme, ce dernier prévaut.

L'aide financière demeure confidentielle tant qu'elle ne sera pas annoncée publiquement par la ministre ou la personne qui la représente ou par voie de communiqué de presse, à l'exception de l'information diffusée lors d'appels d'offres, qui est exclue de cette clause de confidentialité.

Afin de lever la confidentialité, le bénéficiaire informe la ministre de sa volonté de tenir toute activité publique concernant le contenu de la lettre d'annonce de l'aide financière et le projet ayant fait l'objet de l'aide financière.

Le bénéficiaire accepte que la ministre ou la personne qui la représente puisse annoncer publiquement les éléments importants du projet et de l'aide financière versée dans le cadre du programme, notamment la nature du projet, son emplacement, son coût estimé, le montant de l'aide financière et les autres bénéfices escomptés à la suite de la réalisation du projet.

Le bénéficiaire consent à la publication, par la ministre, de toute information relative à l'attribution de son aide financière.

# AXE 1
# PLANIFICATION

# 2. VOLET PLAN D'INTERVENTION

## 2.1. Objectif et démarche

Ce volet permet d'optimiser les investissements à réaliser sur le réseau routier local de niveaux 1 et 2 par une priorisation des travaux. Cette dernière est déterminée à l'aide d'analyses du réseau routier local et par une gestion optimale des interventions, en tenant compte de l'importance socio-économique et stratégique des routes.

L'aide accordée vise à doter le bénéficiaire d'un plan d'intervention en infrastructures routières locales d'une durée de trois ans. Ce plan doit faire partie d'une approche globale de gestion des infrastructures routières locales. Il a pour but de déterminer les interventions nécessaires à court, moyen et long terme pour redresser et maintenir en bon état le réseau prioritaire, comme défini à la section 2.3. Pour atteindre ce but, une auscultation à 100 % des chaussées situées sur ce réseau admissible est prévue, ainsi que l'inspection de tous les ponceaux, de toutes les structures (ponceaux de 4,5 m et plus, ponts, murs de soutènement et passerelles) non inspectées par le Ministère et des autres actifs présents sur l'infrastructure routière (glissières de sécurité, marquage, signalisation, éclairage).

La méthodologie développée au Ministère et diffusée aux MRC est inspirée des meilleures pratiques de gestion d'un réseau routier. Elle est basée sur une approche de niveau « réseau » où la sélection des interventions est déterminée par des priorités socio-économiques et techniques (méthode d'analyse coûts-avantages ou coûts-durée de vie résiduelle).

La démarche se déroule en trois étapes résumées ci-après :

<table>
<tr><th>Étape</th><th>Bien livrable à transmettre au Ministère</th><th>Aide financière maximale</th><th>Versement</th></tr>
<tr><td>Démarrage</td><td>Formulaire et résolution</td><td>Jusqu'à 50 000 $</td><td>Un seul versement</td></tr>
<tr><td>Élaboration</td><td>Plan de travail détaillé (présentation de la démarche d'élaboration du plan d'intervention)</td><td rowspan="2">Jusqu'à 100 % des dépenses reconnues comme étant admissibles</td><td>70 % du montant de l'aide financière pour l'élaboration du plan d'intervention</td></tr>
<tr><td>Approbation du plan d'intervention</td><td>Plan d'intervention provisoire et reddition de comptes (incluant résolution et base de données)</td><td>Égale au montant de l'aide financière maximale totale duquel sont soustraites les sommes déjà versées, et ce, en fonction des dépenses admissibles encourues par le bénéficiaire.</td></tr>
</table>

## 2.2. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- de 84 MRC rurales ou semi-rurales;
- de deux villes et de deux agglomérations exerçant certaines compétences de MRC;
- du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James ainsi que toutes ses municipalités enclavées au sens de la Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James et de toutes les localités composantes ayant sous leur gestion des routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2.

La liste complète des MRC et des autres organismes admissibles est présentée à l'annexe 1.

Les organismes qui ne sont pas admissibles à ce volet sont :

- les municipalités locales;
- les villes de plus de 100 000 habitants;
- la Ville de Mirabel;
- les MRC dont le territoire est compris à plus des deux tiers dans la Communauté métropolitaine de Montréal et qui n'étaient pas couvertes par le territoire d'application de la Politique nationale de la ruralité 2007-2014;
- les communautés autochtones, à savoir les réserves et les établissements au sens de la Loi sur les Indiens (L.R.C. 1985, chapitre I-5) ou de la Loi sur les Naskapis et la Commission crie-naskapie (S.C. 1984, chapitre 18), qui sont sans réseau routier local de niveaux 1 et 2.

## 2.3. Routes admissibles et obligations du bénéficiaire

Les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 provenant de l'inventaire du Ministère sont admissibles.

À partir du nombre de kilomètres compris dans l'inventaire du Ministère, les organismes admissibles doivent notamment :

- procéder à l'auscultation de 100 % du réseau routier local de niveaux 1 et 2, ainsi qu'à l'inspection de tous les ponceaux, de toutes les structures (ponceaux de 4,5 m et plus, ponts, murs de soutènement et passerelles) non inspectées par le Ministère et des autres actifs routiers présents sur l'infrastructure routière (glissières de sécurité, marquage, signalisation, éclairage);
- déterminer ou réviser le réseau routier local de niveaux 1 et 2 prioritaire pour le développement socio-économique du territoire, soit une proportion de 20 % à 25 %.

## 2.4. Aide financière

Les demandes d'aide financière peuvent être déposées en tout temps, et ce, jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire annuelle prévue. Une demande d'aide financière peut être déposée à une seule occasion par période de trois ans après la date de la lettre d'approbation d'un plan d'intervention.

Les demandes d'aide financière qui seront acceptées pour l'élaboration de plans d'intervention pourront être remboursées jusqu'à 100 % des dépenses admissibles.

L'aide financière est accordée en trois versements :

- Un premier versement est effectué au démarrage de la planification. Pour ce versement, les modalités décrites dans la section 2.5 s'appliquent;
- Le second est fait à la suite de l'approbation, par la ministre, d'un plan de travail détaillé provisoire;
- Un troisième est effectué après l'approbation, par la ministre, du plan d'intervention en infrastructures routières locales et de la reddition de comptes.

Pour ces deux derniers versements, les modalités de la section 2.6 s'appliquent.

## 2.5. Aide au démarrage

### 2.5.1. Présentation d'une demande

Pour présenter une demande, un organisme admissible doit :

- remplir le formulaire disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca);
- joindre une résolution conforme au modèle disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) et approuvée par le conseil.

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes. Sinon, il appartient au demandeur d'en corriger les lacunes dans le délai accordé par la ministre.

La ministre peut également exiger toute autre information jugée nécessaire à l'évaluation de la demande.

### 2.5.2. Critères d'évaluation

Chaque demande d'aide financière est évaluée par la ministre selon l'admissibilité et la disponibilité budgétaire.

La ministre transmettra une lettre d'acceptation ou de refus à l'organisme admissible.

### 2.5.3. Aide financière

Un premier montant pouvant atteindre 50 000 $ sera versé à l'organisme admissible dont la demande de contribution financière aura été acceptée par la ministre, et ce, dans le but de l'aider à lancer le processus d'élaboration du plan d'intervention.

Cette somme est déterminée en fonction de la richesse foncière uniformisée (RFU)[2] considérée et du kilométrage des routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2.

### 2.5.4. Versement de l'aide financière

Le versement sera effectué à la suite de l'envoi de la lettre d'annonce de l'aide financière attestant l'acceptation de la demande par la ministre.

### 2.5.5. Usage de l'aide financière

Au début de l'étape de démarrage, le bénéficiaire doit déterminer le mode de réalisation du processus d'élaboration du plan d'intervention. Il peut :

- procéder en régie (confier la préparation du plan de travail détaillé provisoire et du plan d'intervention à une équipe de travail constituée d'employés du bénéficiaire);
- rédiger ou faire rédiger un devis de services professionnels afin de recourir, par appel d'offres public, à un prestataire de services pour l'élaboration du plan détaillé provisoire et du plan d'intervention;
- combiner les deux approches précédentes en départageant les mandats à réaliser en régie de ceux à attribuer à un prestataire de services par appel d'offres public (si cette option est retenue, le bénéficiaire devra soumettre deux plans de travail détaillés distincts).

Ce choix relève du bénéficiaire. La formule choisie ne modifiera pas le montant de la contribution financière.

Pour les bénéficiaires procédant par appel d'offres, la contribution financière au démarrage doit servir à :

- définir les principales caractéristiques du territoire (évaluation du nombre de ponceaux, proportion de routes revêtues et non revêtues, etc.);
- établir les besoins (déterminer les données descriptives minimales et souhaitables à recueillir, la ou les techniques d'auscultation souhaitées, etc.);
- s'adjoindre une ressource experte, au besoin;
- rédiger les documents d'appel d'offres;
- évaluer les offres de services professionnels et procéder au choix d'un prestataire de services, conformément aux lois et règlements régissant les municipalités du Québec;

[2] Disponible sur le site Web du gouvernement du Québec. La valeur de la richesse foncière uniformisée utilisée correspond à la dernière donnée disponible au moment du calcul de l'aide financière.

- présenter, à la ministre, l'offre de services professionnels retenue;
- faire le suivi administratif du mandat (participer aux réunions de démarrage et de suivi et évaluer les rapports d'étape et le plan d'intervention).

Pour les bénéficiaires procédant en régie, la contribution financière au démarrage doit servir à préparer un plan de travail détaillé provisoire comprenant une ventilation détaillée des coûts d'élaboration du plan d'intervention.

Pour les bénéficiaires qui procéderont en formule mixte, la contribution financière au démarrage doit servir à combiner les deux approches précédentes, soit en déterminant les mandats à réaliser en régie et ceux à attribuer à un prestataire de services.

## 2.6. Aide financière à l'élaboration

L'aide financière à l'élaboration doit servir à réaliser les étapes décrites dans le *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*[3], le tout dans le respect des modalités d'application et du plan de travail détaillé provisoire approuvé par la ministre.

### 2.6.1. Conditions pour obtenir le premier versement de l'aide à l'élaboration

#### 2.6.1.1. Plan de travail détaillé provisoire

Afin de recevoir cette portion de l'aide financière, le bénéficiaire devra déposer un plan de travail détaillé provisoire comprenant un échéancier précis et les coûts nécessaires à la réalisation de l'exercice. Le plan de travail détaillé provisoire transmis à la ministre doit présenter :

- la méthodologie proposée pour réaliser chacune des sept étapes d'élaboration du plan d'intervention retrouvées dans le *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*;
- les données descriptives minimales et souhaitables relatives aux chaussées (pavées, gravelées et recouvertes d'un traitement de surface) et aux ponceaux;
- les caractéristiques de surface des chaussées pavées qui seront recueillies;
- la ou les techniques d'auscultation des chaussées (pavées et gravelées);
- la démarche utilisée pour établir le diagnostic relatif à l'auscultation des chaussées (pavées, gravelées et recouvertes d'un traitement de surface) et à l'inspection des ponceaux, de toutes les structures (ponts, murs de soutènement et passerelles) non inspectées par le Ministère et des autres actifs routiers présents sur l'infrastructure routière;
- un plan d'assurance de la qualité comprenant une description des équipements utilisés et de leurs caractéristiques, les procédures d'étalonnage des équipements et de validation des données, etc.;

[3] Disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

- la présentation des membres de l'équipe de travail et la répartition des tâches assumées par chacun pour chaque étape et chaque activité;
- un calendrier d'exécution du mandat comprenant la date de dépôt du plan d'intervention ainsi que la date de transmission de la base de données dans le format indiqué dans le *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*;
- l'évaluation des coûts d'élaboration du plan d'intervention.

Les bénéficiaires qui ont recours à un prestataire de services par appel d'offres public[4] devront également transmettre à la ministre :

- le devis d'appel d'offres de services professionnels;
- la grille d'évaluation des soumissions;
- un calendrier d'exécution du mandat comprenant les dates des réunions de démarrage et de suivi ainsi que les dates de remise, au bénéficiaire et à la ministre, des versions provisoires et définitives :
  - du plan de travail détaillé;
  - des comptes rendus;
  - des rapports d'étape.

#### 2.6.1.2. Délai pour soumettre le plan de travail détaillé provisoire

Le bénéficiaire dispose d'une période maximale de six mois suivant la date de la lettre d'annonce de l'aide financière au démarrage pour déposer un plan de travail détaillé provisoire.

#### 2.6.1.3. Acceptation du plan de travail détaillé provisoire

La ministre évalue le plan de travail détaillé provisoire soumis par le bénéficiaire en fonction :

- de la démarche proposée pour l'élaboration des sept étapes du plan;
- de la méthodologie présentée pour l'auscultation des chaussées ainsi que l'inspection des ponceaux, des structures et des autres actifs routiers;
- de la procédure décrite dans le plan d'assurance qualité[5];
- de la conformité du plan au regard des exigences du volet (guide d'élaboration et modalités d'application du plan d'intervention);
- du réalisme des coûts de réalisation du mandat.

[4] Pour plus d'information sur les obligations relatives à l'adjudication des contrats municipaux, les bénéficiaires peuvent consulter le site Web du MAMH.

[5] Pour plus d'information, les bénéficiaires peuvent se référer à la section 4.3 « Plan d'assurance de la qualité » du *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*.

Si le contenu du plan de travail détaillé est incomplet ou ne respecte pas les critères d'appréciation précédents, la ministre transmettra une demande de précisions au bénéficiaire. Les précisions acheminées par le bénéficiaire feront partie du plan de travail détaillé provisoire.

Lorsque la ministre juge conforme le plan de travail détaillé provisoire, elle informe le bénéficiaire de son acceptation. Le bénéficiaire peut alors accorder le contrat ou commencer l'élaboration du plan d'intervention.

### 2.6.2. Premier versement de l'aide financière à l'élaboration

Après l'acceptation de ce plan et la signature de l'engagement portant sur le respect du programme et des obligations en découlant, la ministre verse au bénéficiaire un montant correspondant à 70 % de l'évaluation des dépenses admissibles à l'élaboration du plan d'intervention, à titre de contribution financière à l'élaboration. Lorsque le plan de travail détaillé provisoire est accepté par la ministre, aucun dépassement de coûts n'est autorisé.

Le financement d'un plan d'intervention par la ministre n'engage nullement cette dernière à financer d'autres éléments que ceux initialement prévus dans le plan de travail détaillé provisoire qu'elle aura dûment analysé et accepté.

### 2.6.3. Plan de travail détaillé définitif

Le plan de travail détaillé définitif peut clarifier certains éléments soulevés lors de la réunion de démarrage. Toutefois, il ne peut pas restreindre la portée des propos énoncés dans le plan de travail détaillé provisoire approuvé par la ministre. Dans certains cas, l'échéancier présenté au plan de travail détaillé définitif peut modifier les dates prévues de dépôt des biens livrables qui ont été déterminées dans la version provisoire. Cependant, la date de dépôt de la version définitive du plan d'intervention ne peut en aucun temps s'en trouver modifiée.

### 2.6.4. Plan d'intervention provisoire

À la fin de l'exercice, lorsque l'ensemble des municipalités constituantes de la MRC aura pris connaissance du plan d'intervention, le bénéficiaire devra transmettre le plan d'intervention provisoire à la ministre. Celle-ci commentera le plan d'intervention provisoire selon les critères suivants :

- La conformité du plan d'intervention provisoire en regard des exigences du volet (guide d'élaboration et modalités d'application du volet Plan d'intervention);
- La concordance entre le plan de travail détaillé provisoire accepté par la ministre et le plan d'intervention provisoire.

Si le contenu du plan d'intervention provisoire est incomplet ou ne respecte pas les critères d'appréciation énoncés précédemment, la ministre transmettra une demande de précisions au bénéficiaire. La ministre n'acceptera aucune justification quant à l'omission, dans le plan d'intervention provisoire, de certains éléments prévus dans le plan de travail détaillé provisoire qu'elle aura approuvé.

Lorsque la ministre juge conforme le plan d'intervention provisoire, elle informe le bénéficiaire de son acceptation.

### 2.6.5. Adoption du plan d'intervention par le bénéficiaire

Une fois accepté par la ministre, le plan d'intervention provisoire doit être soumis pour adoption par le conseil du bénéficiaire. La résolution doit mentionner que le conseil a pris connaissance du plan, qu'il le considère comme étant conforme au regard des critères d'appréciation de ce volet, et qu'il devient le plan d'intervention du bénéficiaire. Il ne s'agit pas d'une résolution engageant le bénéficiaire et les municipalités le composant à réaliser les travaux indiqués dans le plan d'intervention.

## 2.7. Reddition de comptes et admissibilité des dépenses

### 2.7.1. Contenu de la reddition de comptes

Le bénéficiaire doit transmettre à la ministre une reddition de comptes pour toutes les dépenses engagées pour l'élaboration du plan d'intervention ainsi que la base de données dans le format indiqué dans le *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*. Toutes les dépenses associées à l'élaboration du plan d'intervention doivent être accompagnées de pièces justificatives pour être remboursées par la ministre, y compris celles associées à la contribution financière au démarrage. Les pièces justificatives devront distinguer les dépenses relatives à l'aide au démarrage de celles associées à l'aide à l'élaboration.

Pour les bénéficiaires ayant procédé par appel d'offres, la reddition de comptes doit inclure toutes les dépenses associées à la réalisation du mandat (contrats, factures, documents comptables, feuilles de temps, etc.), y compris les dépenses associées à la contribution financière au démarrage.

Pour les bénéficiaires ayant procédé en régie, la reddition de comptes doit inclure une ventilation détaillée des sommes déboursées (factures, documents comptables, etc.) présentant une preuve du taux horaire réclamé au formulaire de reddition de comptes par les employés, y compris les dépenses associées à la contribution financière au démarrage, et doit également faire état de toute aide financière reçue du gouvernement du Québec ou du Canada ou d'une entité municipale au sens de l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Les prix associés aux articles du bordereau de soumission établis à partir de coûts unitaires sont calculés en fonction du nombre réel d'unités inspectées.

### 2.7.2. Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles au plan d'intervention comprennent :

- les salaires (au taux horaire de base) des employés municipaux affectés à la réalisation du plan d'intervention;

- les frais de déplacement et de repas déterminés selon les barèmes en vigueur au gouvernement du Québec, lorsque des déplacements à l'extérieur des bureaux de la MRC sont nécessaires dans le cadre de l'élaboration du plan d'intervention;
- le coût du contrat avec un fournisseur de services techniques ou professionnels pour les activités de démarrage et d'élaboration du plan d'intervention (à l'exclusion des pénalités prévues aux modalités de paiement pour la livraison d'un bien ou d'un service);
- les frais d'impression des documents exigés (des rapports d'étape et du plan d'intervention);
- les frais de location d'équipements (p. ex. : niveleuse), pourvu que leur prix ne dépasse pas les taux prévus aux répertoires du recueil intitulé *Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipements divers*[6] du gouvernement du Québec;
- la portion non remboursable des taxes afférentes aux dépenses admissibles.

### 2.7.3. Dépenses non admissibles

Les dépenses non admissibles incluent entre autres :

- les frais de gestion et de fonctionnement du bénéficiaire (quote-part, fourniture de services aux municipalités membres et non membres, toutes formes de redevances et de cotisations, électricité, bureau, téléphone, ordinateur, fournitures de bureau, etc.);
- les salaires d'employés de la MRC ou d'une municipalité qui ne sont pas affectés au plan d'intervention;
- les taxes remboursées;
- l'acquisition des documents de la ministre disponibles sur le site Web des Publications du Québec;
- toute dépense liée au remboursement de frais juridiques relatifs à des accusations de nature criminelle ou civile à titre individuel;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au programme.

## 2.8. Délai pour l'élaboration du plan d'intervention provisoire et le dépôt de la reddition de comptes

Le bénéficiaire dont la demande d'aide financière aura été acceptée pour l'élaboration d'un plan d'intervention dispose d'une période maximale de vingt-quatre mois pour déposer le plan d'intervention provisoire et les documents attestant les sommes dépensées. Cette période commence à la date d'envoi de la lettre d'aide financière au démarrage attestant l'approbation de la demande par la ministre.

Si une prolongation est nécessaire et justifiée, le bénéficiaire devra soumettre une demande officielle à la ministre indiquant les motifs et le délai supplémentaire requis. Une évaluation de la demande sera effectuée par la ministre, celle-ci fournira une réponse au bénéficiaire dans les meilleurs délais.

[6] Disponible sur le site Web des Publications du Québec.

### 2.8.1. Second versement de l'aide financière à l'élaboration

#### 2.8.1.1. Calcul de l'aide totale

Les dépenses reconnues comme étant admissibles par la ministre à la suite de la reddition de comptes prévue à la section 2.7 sont remboursables jusqu'à 100 % et constituent l'aide totale. Cette aide totale ne peut pas dépasser la somme de l'aide au démarrage accordée (voir la section 2.5.4) et de l'évaluation des dépenses admissibles à l'élaboration du plan d'intervention (voir la section 2.6.2).

#### 2.8.1.2. Montant du second versement de l'aide à l'élaboration

Le second versement est égal au montant de l'aide financière maximale totale duquel sont soustraites les sommes déjà versées, et ce, en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire.

### 2.8.2. Conditions pour obtenir le second versement de l'aide à l'élaboration du plan d'intervention

Pour obtenir le second versement de l'aide à l'élaboration, le bénéficiaire doit :

- avoir obtenu, de la part de la ministre, l'approbation du plan d'intervention provisoire (voir la section 2.6.4);
- transmettre la résolution du conseil du bénéficiaire approuvant le plan d'intervention (voir la section 2.6.5);
- transmettre à la ministre les fichiers contenant les bases de données constituées au cours de la réalisation du plan d'intervention dans le format indiqué dans le *Guide d'élaboration d'un plan d'intervention*;
- avoir obtenu, de la part de la ministre, l'approbation des pièces justificatives prévues à la section 2.7;
- avoir respecté les délais de production du plan d'intervention provisoire stipulés à la section 2.8.

# 3. VOLET PLAN DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EN MILIEU MUNICIPAL

## 3.1. Objectifs et démarche

Ce volet vise à optimiser les investissements à réaliser sur le réseau routier municipal incluant les zones scolaires. Il s'agit de cibler les principaux problèmes de sécurité et de déterminer les solutions les plus performantes pour les résoudre par la réalisation de diagnostics de sécurité routière en milieu municipal et l'élaboration de plans d'action. Cette planification s'inscrit dans l'objectif général de réduire le nombre d'accidents et de victimes sur le réseau routier municipal et ainsi de contribuer à l'amélioration du bilan des accidents au Québec. Comme, au Québec, la majorité des accidents avec blessures corporelles surviennent sur le réseau routier municipal, les municipalités ont un rôle majeur à jouer dans la poursuite de cet objectif.

L'élaboration de ce plan de sécurité vise également à mettre en place des partenariats durables entre les différents acteurs concernés en matière de sécurité routière en milieu municipal pour favoriser la prise en compte de leurs préoccupations et des particularités du milieu, soutenir une meilleure mobilisation de tous les intervenants et encourager les échanges de connaissances sur les problèmes et les bonnes pratiques en matière de sécurité routière.

La démarche se déroule en trois étapes résumées ci-après :

<table>
<tr><th>Étape</th><th>Bien livrable à transmettre au Ministère</th><th>Aide financière maximale</th><th>Versement</th></tr>
<tr><td>Démarrage</td><td>Formulaire et résolution</td><td>Jusqu'à 50 000 $</td><td>Un seul versement</td></tr>
<tr><td>Élaboration</td><td>Plan de travail détaillé (présentation de la démarche d'élaboration du plan de sécurité)</td><td rowspan="2">Jusqu'à 100 % des dépenses reconnues comme étant admissibles</td><td>70 % du montant de l'aide financière pour l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal</td></tr>
<tr><td>Approbation du plan de sécurité routière en milieu municipal</td><td>Plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire et reddition de comptes (incluant la résolution)</td><td>Égale au montant de l'aide financière maximale totale duquel sont soustraites les sommes déjà versées, et ce, en fonction des dépenses admissibles encourues par le bénéficiaire.</td></tr>
</table>

## 3.2. Organismes admissibles

Les organismes visés par le présent volet sont les MRC, les agglomérations et les municipalités exerçant des compétences de MRC (toutes regroupées sous l'appellation « MRC » dans la suite des présentes modalités), dont la liste est présentée à l'annexe 1.

## 3.3. Routes et activités admissibles

Le réseau routier municipal situé sur le territoire d'un organisme prévu à la section 3.2 est admissible au présent volet. Le réseau sous la responsabilité de la ministre ainsi que les intersections entre une route municipale et une route sous la responsabilité de cette dernière ne sont pas admissibles.

Sont admissibles toutes les activités liées aux travaux suivants :

- La réalisation d'un diagnostic de sécurité routière sur le réseau routier municipal incluant les zones scolaires, telles qu'elles sont indiquées dans le *Guide méthodologique d'élaboration : plan de sécurité routière en milieu municipal*, y compris le recueil des données disponibles[7], la collecte de données sur le réseau routier, la constitution d'une base de données géographiques, le traitement et l'analyse de ces

[7] Le Ministère fournira notamment la base de données concernant les accidents sur le réseau routier municipal. Toutefois, la localisation de ces accidents sur le réseau ne sera pas nécessairement fournie.

données ainsi que la rédaction et l'édition du rapport. Le diagnostic permet de dégager des sites présentant des problèmes de sécurité routière.

- L'élaboration d'un plan d'action en sécurité routière sur le réseau routier municipal, telles qu'elles sont indiquées dans le guide méthodologique, y compris l'analyse de sites avec enjeu de sécurité, l'élaboration de solutions pour chaque thème ciblé et chaque site analysé, l'estimation des coûts des interventions, ainsi que la rédaction et l'édition d'un plan de travail détaillé provisoire, du plan de sécurité et de rapports intermédiaires. Les solutions proposées peuvent viser des activités de contrôle, d'éducation et de sensibilisation ainsi que des projets d'amélioration des infrastructures routières municipales. Le plan d'action précise les priorités des interventions à réaliser et les responsables de leur mise en œuvre, et inclut une estimation du coût.

Sont également admissibles les activités de concertation liées à l'élaboration d'un plan d'action de sécurité, telles qu'elles sont indiquées dans le guide méthodologique, pendant la période maximale de vingt-quatre mois prévue pour la réalisation du mandat. Les activités visées sont notamment la mise en place de la démarche de concertation et la réalisation des activités de partenariat (organisation de rencontres de travail entre les partenaires, entrevues avec des partenaires, groupes de discussion, etc.).

## 3.4. Aide financière

Les demandes d'aide financière peuvent être déposées en tout temps, et ce, jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire annuelle prévue. Une demande d'aide financière peut être déposée à une seule occasion par période de trois ans après l'approbation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal.

Les demandes qui seront acceptées pour l'élaboration de plans de sécurité pourront être remboursées jusqu'à 100 % des dépenses admissibles.

L'aide financière est accordée en trois versements :

- Un premier versement est effectué au démarrage de la planification. Pour ce versement, les modalités décrites dans la section 3.5 s'appliquent;
- Le second est fait à la suite de l'approbation, par la ministre, d'un plan de travail détaillé provisoire;
- Un troisième est effectué après l'approbation, par la ministre, du plan de sécurité routière en milieu municipal et de la reddition de comptes.

Pour ces deux derniers versements, les modalités de la section 3.6 s'appliquent.

## 3.5. Aide au démarrage

### 3.5.1. Présentation d'une demande

Pour présenter une demande, un organisme admissible doit :

- remplir le formulaire disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca);
- joindre une résolution conforme au modèle disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) et approuvée par le conseil.

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes. Sinon, il appartient au demandeur d'en corriger les lacunes dans le délai accordé par la ministre.

La ministre peut également exiger toute autre information jugée nécessaire à l'évaluation de la demande.

### 3.5.2. Critères d'évaluation

Chaque demande d'aide financière sera évaluée par la ministre selon les critères suivants :

- L'admissibilité au volet;
- Le potentiel d'amélioration de la sécurité routière sur le réseau routier municipal, en fonction des problèmes de sécurité routière observés sur le territoire d'étude et des mécanismes de concertation déjà en place ou proposés;
- La disponibilité budgétaire.

La ministre transmettra une lettre d'acceptation ou de refus à l'organisme admissible.

### 3.5.3. Aide financière

Un premier montant pouvant atteindre 50 000 $ sera versé d'emblée à chaque bénéficiaire dont la demande d'aide financière aura été acceptée par la ministre, et ce, dans le but de les aider à lancer le processus d'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal.

Cette somme est déterminée par la ministre en fonction :

- du potentiel d'amélioration de la sécurité routière sur le réseau routier municipal du territoire à l'étude, ce potentiel dépendant du nombre de kilomètres et de zones scolaires du territoire à l'étude;
- des mécanismes de concertation proposés;
- le cas échéant, de l'état d'avancement de la réalisation d'un diagnostic ou d'un plan d'action de sécurité routière en milieu municipal.

### 3.5.4. Versement de l'aide au démarrage

Le versement sera effectué à la suite de l'envoi de la lettre d'annonce de l'aide financière attestant l'acceptation de la demande par la ministre.

### 3.5.5. Usage de l'aide financière

Au début de l'étape de démarrage, le bénéficiaire doit déterminer le mode de réalisation du processus d'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal. Il peut :

- procéder en régie (confier la préparation du plan de travail détaillé provisoire et du plan de sécurité routière en milieu municipal à une équipe de travail constituée d'employés du bénéficiaire);
- rédiger un devis de services professionnels afin de recourir, par appel d'offres public, à un prestataire de services pour l'élaboration du plan détaillé provisoire et du plan de sécurité routière en milieu municipal;
- combiner les deux approches précédentes en départageant les mandats à réaliser en régie de ceux à attribuer à un prestataire de services par appel d'offres public (si cette option est retenue, le bénéficiaire devra soumettre un plan de travail détaillé qui aura été préparé conjointement avec le prestataire de services afin que les tâches et les orientations des deux mandats soient bien arrimées).

Ce choix relève du bénéficiaire. La formule choisie ne modifiera pas le montant de la contribution financière.

Pour les bénéficiaires procédant par appel d'offres, la contribution financière au démarrage doit servir à :

- s'adjoindre une ressource experte, au besoin;
- rédiger ou faire rédiger les documents d'appel d'offres;
- évaluer les offres de services professionnels et procéder au choix d'un prestataire de services, conformément aux lois et règlements régissant les municipalités du Québec;
- présenter, à la ministre, l'offre de services professionnels retenue;
- faire le suivi administratif du mandat (participer aux réunions de démarrage et de suivi et évaluer les rapports d'étape et le plan de sécurité routière en milieu municipal).

Pour les bénéficiaires procédant en régie, la contribution financière au démarrage doit servir à préparer un plan de travail détaillé provisoire comprenant une ventilation détaillée des coûts d'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal.

Pour les bénéficiaires qui procéderont en formule mixte, la contribution financière au démarrage doit servir à combiner les deux approches précédentes, soit en déterminant les mandats à réaliser en régie et ceux à attribuer à un prestataire de services.

## 3.6. Aide financière à l'élaboration

L'aide financière à l'élaboration doit servir à réaliser les étapes décrites dans le plan de travail détaillé provisoire accepté par la ministre.

### 3.6.1. Conditions pour obtenir le premier versement de l'aide à l'élaboration

#### 3.6.1.1. Plan de travail détaillé provisoire

Afin de recevoir cette portion de l'aide financière, le bénéficiaire devra déposer un plan de travail détaillé provisoire comprenant un échéancier précis et les coûts nécessaires à la réalisation de l'exercice. Le plan de travail détaillé provisoire transmis à la ministre doit présenter :

- l'inventaire des outils et des données disponibles : système d'information géographique, données géoréférencées (réseau routier, réseau cyclable, classification du réseau routier municipal, occupation du territoire, etc.), débits de circulation, vitesses pratiquées, comptage des piétons, etc.;
- les étapes de travail;
- les éléments de la stratégie de partenariat;
- l'échéancier de réalisation précis comprenant la date de dépôt du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire;
- pour les organismes qui procéderont en régie interne, une estimation ventilée des coûts de réalisation du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire;
- la présentation des membres de l'équipe de travail et la répartition des tâches assumées par chacun pour chaque étape et chaque activité.

Les bénéficiaires procédant par appel d'offres[8] devront également transmettre à la ministre :

- un calendrier d'exécution du mandat comprenant les dates des réunions de démarrage et de suivi ainsi que les dates de remise, au bénéficiaire et à la ministre, des versions provisoires et définitives :
  - du plan de travail détaillé;
  - des rapports d'étape;
  - des comptes rendus;
  - du devis d'appel d'offres de services professionnels;
  - de la grille d'évaluation des soumissions;
  - le devis d'appel d'offres de services professionnels;
  - la grille d'évaluation des soumissions.

[8] Pour plus d'information sur les obligations relatives à l'adjudication des contrats municipaux, les bénéficiaires peuvent consulter le site Web du MAMH.

#### 3.6.1.2. Délai pour soumettre le plan de travail détaillé provisoire

Le bénéficiaire dispose d'une période maximale de six mois suivant la date de la lettre attestant l'acceptation de la demande d'aide financière par la ministre pour déposer un plan de travail détaillé provisoire.

#### 3.6.1.3. Approbation du plan de travail détaillé provisoire

La ministre évalue le plan de travail détaillé provisoire soumis par le bénéficiaire en fonction :

- de la méthodologie présentée pour l'élaboration du plan;
- de la conformité du plan au regard des exigences du volet;
- du réalisme du plan et des coûts de réalisation du mandat.

Si le contenu du plan de travail détaillé provisoire est incomplet ou ne respecte pas les critères d'appréciation précédents, la ministre transmettra une demande de précisions au bénéficiaire. Les précisions transmises par le bénéficiaire feront partie du plan de travail détaillé provisoire.

Lorsque la ministre juge conforme le plan de travail détaillé provisoire, elle informe le bénéficiaire de son approbation. Cette version devient alors le plan de travail final. Le bénéficiaire peut alors accorder le contrat ou commencer l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal.

### 3.6.2. Premier versement de l'aide à l'élaboration

Après l'approbation du plan de travail provisoire et la signature de l'engagement portant sur le respect du programme et des obligations en découlant, la ministre verse au bénéficiaire un montant correspondant à 70 % de l'évaluation des dépenses admissibles à l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal, à titre de contribution financière à l'élaboration.

### 3.6.3. Plan de travail détaillé final

Le plan de travail détaillé final peut clarifier certains éléments soulevés lors de la réunion de démarrage. Toutefois, il ne peut pas restreindre la portée des propos énoncés dans le plan de travail détaillé provisoire. Dans certains cas, l'échéancier présenté au plan de travail détaillé final peut modifier les dates prévues de dépôt des biens livrables qui ont été déterminées dans la version provisoire. Cependant, la date de dépôt de la version finale du plan de sécurité routière en milieu municipal ne peut en aucun temps s'en trouver modifiée.

### 3.6.4. Plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire

À la fin de l'exercice, lorsque l'ensemble des municipalités constituantes de la MRC aura pris connaissance du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire, le bénéficiaire devra le transmettre à la ministre. Celle-ci commentera le plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire en se basant sur les critères suivants :

- La conformité aux exigences du présent volet;

- La concordance entre le plan de travail détaillé final et le plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire;
- La cohérence entre le diagnostic et les interventions proposées dans le plan dans une optique d'optimisation des investissements;
- La qualité des données et des documents présentés;
- La qualité du plan de sécurité provisoire et le caractère réaliste du plan d'action au regard des solutions proposées.

Si le contenu du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire est incomplet ou ne respecte pas les critères d'appréciation énoncés précédemment, la ministre transmettra une demande de précisions au bénéficiaire. La ministre n'acceptera aucune justification quant à l'omission, dans le plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire, de certains éléments prévus dans le plan de travail détaillé final.

Lorsque la ministre juge conforme le plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire, elle informe le bénéficiaire de son approbation. Dès lors, celui-ci devient le plan de sécurité routière en milieu municipal final.

### 3.6.5. Adoption du plan par le bénéficiaire

Une fois accepté par la ministre, le plan de sécurité routière en milieu municipal final doit être soumis pour adoption par le conseil du bénéficiaire. La résolution doit mentionner que le conseil a pris connaissance du plan final et qu'il le considère comme étant conforme au regard des critères d'appréciation de ce volet. Il ne s'agit pas d'une résolution engageant le bénéficiaire et les municipalités le composant à réaliser les travaux indiqués dans le plan de sécurité routière en milieu municipal final.

## 3.7. Reddition de comptes et admissibilité des dépenses

### 3.7.1. Contenu de la reddition de comptes

Le bénéficiaire doit transmettre à la ministre une reddition de comptes pour toutes les dépenses engagées pour l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal. Toutes les dépenses associées à l'élaboration de ce plan doivent être accompagnées de pièces justificatives pour être remboursées par la ministre, y compris celles associées à l'aide financière au démarrage. Les pièces justificatives devront distinguer les dépenses relatives à l'aide au démarrage de celles associées à l'aide à l'élaboration.

Pour les bénéficiaires ayant procédé par appel d'offres, la reddition de comptes doit inclure toutes les dépenses associées à la réalisation du mandat (contrats, factures, documents comptables, feuilles de temps, etc.), y compris les dépenses associées à l'aide financière au démarrage.

Pour les bénéficiaires ayant procédé en régie, la reddition de comptes doit inclure une ventilation détaillée des sommes déboursées (factures, documents comptables, etc.) présentant une preuve du taux horaire réclamé au formulaire de reddition de comptes par les employés, y compris les dépenses associées à la contribution financière au démarrage, et doit également faire état de toute aide financière reçue du

gouvernement du Québec ou du Canada ou d'une entité municipale au sens de l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, et ce, pour les objets de dépenses visés par le présent programme.

Les prix associés aux articles du bordereau de soumission établis à partir de coûts unitaires sont calculés en fonction du nombre réel d'unités inspectées.

### 3.7.2. Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles au plan de sécurité routière en milieu municipal comprennent :

- les salaires (au taux horaire de base) des employés municipaux affectés à la réalisation du plan de sécurité routière en milieu municipal;
- les frais de déplacement et de repas déterminés selon les barèmes en vigueur au gouvernement du Québec, lorsque des déplacements à l'extérieur des bureaux de la MRC sont nécessaires dans le cadre de l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal;
- le coût du contrat avec un fournisseur de services techniques ou professionnels pour les activités de démarrage et d'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal (à l'exclusion des pénalités prévues aux modalités de paiement pour la livraison d'un bien ou d'un service);
- les frais d'impression des documents exigés (des rapports d'étape et du plan de sécurité routière en milieu municipal);
- les frais de location d'équipements (p. ex. : niveleuse), pourvu que leur prix ne dépasse pas les taux prévus aux répertoires du recueil intitulé *Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipements divers*[9] du gouvernement du Québec;
- la portion non remboursable des taxes afférentes aux dépenses admissibles.

### 3.7.3. Dépenses non admissibles

Les dépenses non admissibles au plan de sécurité routière en milieu municipal comprennent :

- les frais de gestion et de fonctionnement du bénéficiaire (quote-part, fourniture de services aux municipalités membres et non membres, toute forme de redevance et de cotisation, électricité, bureau, téléphone, ordinateur, fournitures de bureau, etc.);
- les salaires d'employés de la MRC ou d'une municipalité qui ne sont pas affectés au plan de sécurité routière en milieu municipal;
- les taxes remboursées;
- l'acquisition des documents de la ministre disponibles sur le site Web des Publications du Québec;
- toute dépense liée au remboursement de frais juridiques relatifs à des accusations de nature criminelle ou civile à titre individuel;

[9] Disponible sur le site Web des Publications du Québec.

- toute dépense qui n'est pas directement liée au programme.

## 3.8. Délai pour l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire et le dépôt de la reddition de comptes

Le bénéficiaire dont la demande d'aide financière aura été acceptée pour l'élaboration d'un plan de sécurité routière en milieu municipal dispose d'une période maximale de vingt-quatre mois pour déposer le plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire et les documents attestant les sommes dépensées. Cette période commence à la date d'envoi de la lettre d'aide financière au démarrage attestant l'approbation de la demande par la ministre.

Si une prolongation est nécessaire et justifiée, le bénéficiaire devra soumettre une demande officielle à la ministre indiquant les motifs et le délai supplémentaire requis. Une évaluation de la demande sera effectuée par la ministre, qui fournira une réponse au bénéficiaire dans les meilleurs délais.

### 3.8.1. Second versement de l'aide à l'élaboration

#### 3.8.1.1. Calcul de l'aide totale

Les dépenses reconnues comme étant admissibles par la ministre à la suite de la reddition de comptes prévue à la section 3.7 sont remboursables jusqu'à 100 % et constituent l'aide totale. Cette aide totale ne peut toutefois pas dépasser la somme de l'aide au démarrage accordée (voir la section 3.5.4) et de l'évaluation des dépenses admissibles à l'élaboration du plan de sécurité routière en milieu municipal (voir la section 3.6.2).

#### 3.8.1.2. Montant du second versement de l'aide à l'élaboration

Le second versement est égal au montant de l'aide financière maximale totale duquel sont soustraites les sommes déjà versées, et ce, en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire.

### 3.8.2. Conditions pour obtenir le second versement de l'aide à l'élaboration

Pour obtenir le second versement de l'aide à l'élaboration, le bénéficiaire doit :

- avoir obtenu, de la part de la ministre, l'approbation du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire (voir la section 3.6.4);
- transmettre la résolution du conseil du bénéficiaire approuvant le plan de sécurité routière en milieu municipal final (voir la section 3.6.5);
- transmettre à la ministre les fichiers contenant les bases de données constituées au cours de la réalisation du plan de sécurité routière en milieu municipal;
- avoir obtenu, de la part de la ministre, l'approbation des pièces justificatives prévues à la section 3.7;

- avoir respecté les délais de production du plan de sécurité routière en milieu municipal provisoire stipulés à la section 3.8.

# AXE 2
# AMÉLIORATION

# 4. VOLET REDRESSEMENT – SÉCURISATION

## 4.1. Objectif

Ce volet vise à réaliser les types d'interventions suivantes :

- les interventions prévues au tableau de priorisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal;
- les interventions prévues au plan quinquennal ou triennal d'un plan d'intervention (prioritaires et non prioritaires);
- les interventions d'amélioration sur des routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 non prévues à un plan de sécurité routière en milieu municipal ou au plan quinquennal ou triennal d'un plan d'intervention;
- les interventions relatives à la réfection ou à la reconstruction de murs de soutènement et de passerelles.

## 4.2. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

Pour les interventions de réfection ou de reconstruction de murs de soutènement ou de passerelles inspectées par le Ministère ou sous sa supervision dans le cadre des inspections annuelles et générales des ouvrages d'art municipaux, les territoires des anciennes municipalités qui se sont regroupées et qui comptaient 100 000 habitants et moins au 31 décembre 2001 sont également admissibles.

Les municipalités peuvent se regrouper pour présenter une demande, conformément à la section 1.4.1.

## 4.3. Routes admissibles

Les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 provenant de l'inventaire du Ministère sont admissibles.

Pour les interventions découlant d'un plan de sécurité routière en milieu municipal, le réseau routier municipal est admissible.

## 4.4. Projets admissibles

Une demande d'aide financière présente un projet. Pour être admissible, un projet :

- doit être composé d'un seul type d'intervention prévu à la section 4.1;

- peut combiner des interventions de natures différentes telles que présentées à l'annexe 2 (curative, palliative, préventive et complémentaire);
  - pour être recevable, l'organisme admissible **doit** ventiler l'estimation détaillée des coûts en fonction de la nature des interventions présentées dans la demande;
  - lorsque les interventions curatives représentent moins de 80 % des dépenses admissibles, à l'exclusion des frais incidents associés au projet, le calcul de l'aide financière est ajusté pour atteindre cette proportion (voir section 4.8.1).

Pour les projets de réfection ou de reconstruction de murs de soutènement ou de passerelles inspectées par le Ministère ou sous sa supervision dans le cadre des inspections annuelles et générales des ouvrages d'art municipaux, seuls les projets préparés ou approuvés par le Ministère et qui font l'objet d'une recommandation écrite d'un ingénieur du Ministère sont admissibles.

Pour modifier l'échéancier ou la nature des interventions prescrites dans un plan d'intervention, l'organisme admissible doit fournir, au dépôt de sa demande, des arguments techniques et économiques. Ces demandes sont évaluées en fonction des arguments fournis par le bénéficiaire (étude géotechnique, études hydrologique et hydraulique, avis d'ingénieur, photos, évaluation du rapport coûts-bénéfices, etc.), de l'ampleur des changements suggérés et des retombées budgétaires de la solution proposée.

## 4.5. Projets non admissibles

Les projets suivants ne sont pas admissibles :

- Les projets de réfection ou de reconstruction de murs de soutènement ou de passerelles qui ne sont pas préparés ou approuvés par le Ministère ou qui ne font pas l'objet d'une recommandation écrite d'un ingénieur du Ministère;
- Les projets visant uniquement des interventions admissibles au volet « Entretien » (p. ex., interventions de nature préventive ou palliative sur la chaussée ou sur les ponceaux), qu'ils soient prévus dans un plan d'intervention ou non;
- Les projets visant le pavage (l'asphaltage) de routes gravelées;
- Les projets visant spécifiquement les passages à niveau et les haltes routières;
- Les autres projets jugés non admissibles par la ministre.

## 4.6. Présentation et traitement d'une demande

### 4.6.1. Dispositions générales

Les demandes doivent être déposées uniquement lors d'appels de projets prévus à cet effet sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Un seul appel de projets par année financière est prévu. Aucune demande ne sera considérée en dehors de ces périodes.

Conformément à la section 1.10, la ministre peut refuser une demande, restreindre l'accès au présent volet ou résilier l'aide financière accordée.

### 4.6.2. Dépôt de la demande

Le dépôt des demandes d'aide financière s'effectue exclusivement par l'entremise du système de dépôt en ligne (voir la sous-section « Dépôt d'une demande » sur le site Web du gouvernement du Québec [quebec.ca]) et doit contenir les renseignements et documents nécessaires à l'analyse.

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes.

La demande doit comprendre tous les documents suivants :

1. Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Redressement – Sécurisation » et approuvée par le conseil, comme décrit sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

2. La recommandation écrite du Ministère suivant son inspection annuelle, comportant les mesures correctives devant être apportées aux infrastructures et signée par un ingénieur membre de l'OIQ, le cas échéant.

3. Les plans et devis, y compris l'estimation détaillée du coût des interventions, signés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ. Pour être recevable, l'estimation détaillée des coûts doit être ventilée en fonction de la nature des interventions présentées dans la demande (curative, palliative, préventive et complémentaire).

4. L'extrait de la planification quinquennale ou triennale du plan d'intervention ou du tableau de priorisation du plan de sécurité routière en milieu municipal indiquant les interventions à réaliser, et les fiches d'inspection des ponceaux visés, le cas échéant, en indiquant, lorsque disponible, les chaînages prévus au plan d'intervention.

5. Les documents techniques et économiques de la section 4.4 justifiant une modification de l'échéancier et de la nature des interventions prescrites dans un plan d'intervention, le cas échéant.

6. Les documents techniques justifiant le remplacement de ponceaux de moins de 4,5 mètres d'ouverture par une structure de 4,5 mètres et plus d'ouverture, et le remplacement de ponceaux de 4,5 mètres et plus d'ouverture et réputés sous responsabilité municipale, lorsque requis en vertu d'une étude hydraulique ou des exigences environnementales.

7. La grille de calcul de l'aide financière dûment remplie avec la source de calcul de l'aide financière ventilant les coûts selon la nature des interventions (curative, palliative, préventive et complémentaire), soit l'un des trois documents suivants :
   - L'estimation détaillée du coût des interventions;
   - L'offre de services détaillant les coûts (gré à gré);
   - Le bordereau de soumission de l'entrepreneur (appel d'offres).

8. Des photos annotées (nom, date et localisation des travaux) du site visé, avant la réalisation des travaux.

Une demande est jugée complète lorsque l'organisme admissible a rempli et transmis l'ensemble des documents précédents. Afin de soutenir les organismes admissibles dans le dépôt de demandes complètes, le Ministère offre de l'accompagnement et la possibilité d'obtenir une analyse d'admissibilité de la localisation des travaux d'une demande et une validation des travaux demandés découlant d'un plan d'intervention ou d'un plan de sécurité routière en milieu municipal. Ces demandes doivent être transmises avant le début des appels de projets, à l'adresse aideVL@transports.gouv.qc.ca.

La ministre analyse les documents transmis par l'organisme admissible en fonction des critères d'admissibilité présentés précédemment. Au besoin, des précisions ou d'autres documents peuvent être exigés aux demandeurs, dans le délai accordé par la ministre. Après la date de fin de l'appel de projets, la demande est automatiquement jugée incomplète et non admissible si l'organisme n'a pas fourni les informations demandées dans le délai accordé.

## 4.7. Sélection des demandes

La ministre sélectionne les demandes jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire en fonction des critères de sélection et de la répartition de l'enveloppe budgétaire du volet.

Les demandes admissibles et complètes selon la section 4.6.2 sont d'abord analysées selon les critères de sélection décrits à la section 4.7.1 afin d'établir un classement en fonction du total des points obtenus pondérés. Seules les demandes ayant obtenu la note de passage seront retenues pour participer aux rondes.

En cas d'égalité, les demandes seront priorisées ainsi :

- Premièrement, selon la nature des interventions et dans l'ordre suivant : 1) les interventions prévues au tableau de priorisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal, 2) les interventions prévues au plan quinquennal ou triennal d'un plan d'intervention sur le réseau prioritaire, 3) les interventions prévues, mais sur le réseau non prioritaire;
- Deuxièmement, le cas échéant, selon le nombre de kilomètres de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 sous la responsabilité des municipalités.

Une fois le classement établi, la sélection des demandes s'effectue en fonction du pointage obtenu et de la répartition budgétaire décrite à la section 4.7.2.

- Pour la première ronde, les organismes sont limités à une seule demande admissible, à l'exception des organismes qui ont plus de 100 km de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 sous leur responsabilité qui sont limités à deux demandes admissibles.
    - La ronde s'arrête lorsque tous les organismes qui ont une ou deux demandes admissibles voient la ou les demandes financées, ou si la demande admissible restante ayant la meilleure note ne peut être financée en raison de la disponibilité budgétaire résiduelle de la catégorie de coûts et de la région administrative.

  - Les organismes ayant déposé plusieurs demandes admissibles voient la demande avec le plus haut total de points obtenus être sélectionnée en respect de la répartition budgétaire décrite à la section 4.7.2.
  - Dans le cas d'une municipalité issue d'un regroupement, le nombre de demandes admissibles est égal à la somme des municipalités faisant partie du regroupement, comme s'il n'avait pas eu lieu. Cette règle s'applique pendant une période de huit ans à compter de l'année de l'entrée en vigueur du regroupement.
- Pour les rondes suivantes, les organismes sont limités à deux demandes admissibles par ronde :
  - La priorisation des demandes est faite uniquement sur la base du total des points obtenus pondérés, et ce, tout en respectant l'enveloppe budgétaire résiduelle.

Lorsqu'une inspection a été réalisée par le Ministère et que des interventions correctives sont recommandées, les projets de réfection ou de reconstruction de murs de soutènement ou de passerelles préparés ou approuvés par le Ministère ainsi que les projets routiers impliquant ce type d'interventions sont priorisés, sont exclus de la limite de projets admissibles, et n'ont pas à faire l'objet d'une analyse selon les critères de sélection dans la section qui suit.

### 4.7.1. Critères de sélection

Il appartient au demandeur de détailler son projet en considérant les critères de sélection suivants :

**1) Mise en œuvre et respect d'un plan de sécurité routière en milieu municipal ou d'un plan d'intervention**

Les demandes doivent :

- Démontrer que les interventions envisagées sont prévues au tableau de priorisation d'un plan de sécurité routière en milieu municipal ou à la planification quinquennale ou triennale d'un plan d'intervention. De plus, la demande concernant la mise en œuvre d'un plan d'intervention doit indiquer si le projet est situé sur le réseau prioritaire et doit préciser la nature et l'année de planification des interventions. Les interventions non planifiées obtiennent un pointage moins élevé.
- Indiquer si des interventions sur des ponceaux transversaux sont prévues. Pour les interventions prévues dans un plan d'intervention, une demande doit indiquer si ces ponceaux se situent sur le réseau prioritaire. Pour les interventions qui ne découlent pas d'une planification, la demande doit indiquer si les ponceaux ont fait l'objet d'une inspection.

Les demandes concernant la mise en œuvre d'interventions prévues dans un plan de sécurité routière en milieu municipal reçoivent le pointage maximal pour ce critère.

**2) Envergure et complexité du projet à réaliser**

Les demandes doivent :

- Indiquer le niveau des routes concernées par le projet et le nombre total de kilomètres de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 sous la responsabilité de la municipalité.

- Permettre d'évaluer l'importance du camionnage en indiquant le nombre de passages de camions chargés par jour et par année. La demande doit démontrer que ce nombre est connu et documenté, notamment au moyen de critères tels qu'une étude sur la circulation ou le débit journalier moyen annuel (DJMA). Les demandes concernant un tronçon de route couvert par une aide financière dans le cadre du volet « Double vocation » seront favorisées.
- Préciser les différents types d'actifs routiers concernés par les interventions (murs de soutènement, ponceaux, égouts pluviaux, fossés, ajustement de cadres et de regards). Pour les égouts pluviaux, la demande doit indiquer leur longueur et les travaux doivent obligatoirement être associés à d'autres interventions de voirie.
- Indiquer l'existence de contraintes particulières à la réalisation des interventions routières (sols contaminés, déplacement ou protection de services d'utilité publique).

Les demandes accompagnées d'un ou de plusieurs documents techniques suivants sont privilégiées :

- Bordereau de soumission de l'entrepreneur retenu;
- Certificat d'autorisation provenant du :
  - ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP);
  - ministère des Pêches et des Océans (MPO);
  - ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF);
- Dimensionnement hydraulique;
- Études :
  - hydraulique ou hydrologique signées par un ingénieur;
  - pédologiques signées par un ingénieur;
  - géotechniques signées par un ingénieur;
  - de caractérisation environnementale des sols signées par un ingénieur;
  - de caractérisation des berges signées par un ingénieur;
  - autres (sauf les études d'avant-projet signées par un ingénieur).

Les demandes doivent également indiquer si le projet nécessite :

- un avis de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ);
- une permission de voirie fournie par une Direction générale territoriale du Ministère;
- une entente avec des propriétaires privées concernant une servitude ou l'acquisition de terrains.

Les demandes doivent aussi indiquer si le projet implique plusieurs municipalités et fournir l'entente intermunicipale le cas échéant.

Les demandes qui comprennent des interventions d'aménagement faunique afin de permettre le déplacement sécuritaire de la faune à proximité du projet routier obtiennent des points supplémentaires.

Les demandes comportant des interventions de protection et de stabilisation des berges dans le cadre du projet routier obtiennent des points supplémentaires.

**3) Enjeu de sécurité routière**

Les demandes démontrant que les travaux répondent à un enjeu de sécurité routière clairement identifié, soit par une étude de sécurité routière ou par une évaluation appuyée par des données d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) obtiennent des points supplémentaires.

Les demandes accompagnées d'interventions favorisant la sécurité routière obtiennent des points supplémentaires. Ces interventions peuvent notamment concerner l'ajout ou la réfection d'éléments de transport actif (bande et pistes cyclables/trottoirs) servant à protéger les usagers vulnérables de la route, l'ajout d'éclairage et de feux de signalisation, de glissières de sécurité, d'une bordure, de marquages et de nouveaux panneaux de signalisation permanents.

**4) Indice de vitalité économique diffusé sur le site de l'Institut de la statistique du Québec**

L'évaluation des demandes sera ajustée selon le quintile de la municipalité à l'indice de vitalité économique, pour tenir compte de la capacité financière des organismes admissibles et permettre de mieux les soutenir.

## 4.7.2. Répartition de l'enveloppe budgétaire

L'enveloppe budgétaire du volet se répartit en trois étapes :

1. Les projets pour des interventions de réfection ou de reconstruction de murs de soutènement ou de passerelles préparés ou approuvés par le Ministère et qui font l'objet d'une recommandation écrite d'un ingénieur du Ministère sont priorisés;

2. L'enveloppe restante est divisée par catégories de coûts admissibles des demandes, cette répartition étant fixée sur la base des demandes admissibles et conformes qui sont déposées à l'appel de projets correspondant, et ce, dans la mesure où :
   2.1. au moins 10 % de l'enveloppe restante est allouée à des projets de moins de 1 M$;
   2.2. au moins 20 % de l'enveloppe restante est allouée à des projets de 1 M$ à 2,5 M$.

| Catégories de coûts admissibles des projets |
|---|
| Moins de 1 000 000 $ |
| De 1 000 000 $ à 2 499 999 $ |
| De 2 500 000 $ à 5 000 000 $ |

3. L'enveloppe est plafonnée par régions administratives au prorata du nombre de kilomètres de routes du réseau routier local de niveau 1 et 2 dans chacune d'elles, selon l'inventaire du Ministère, sans être inférieure à 6 000 000 $ par région administrative.

Les sommes résiduelles à la suite de l'application des points précédents sont ensuite mises en commun à l'échelle du Québec lors des rondes suivantes afin de financer davantage de demandes. Lors des rondes suivantes, la priorisation est faite uniquement sur la base du total des points obtenus pondérés, et ce, tout en respectant l'enveloppe budgétaire résiduelle.

## 4.8. Détermination de l'aide financière

### 4.8.1. Calcul de l'aide financière

La ministre détermine le montant de l'aide financière selon la formule suivante :

$$\text{Aide financière} = \text{Taux applicable} \times \left( \text{Somme des coûts admissibles} \left[ \text{Coûts directs} + \text{Frais incidents (max. 20 \% coûts directs)} + \text{Taxes non remboursables} \right] \right)$$

La somme des coûts admissibles est limitée à un maximum de 5 000 000 $ par demande.

Les interventions sur des murs de soutènement ou des passerelles inspectées par le Ministère, et qui ont été préparées ou approuvées par ce dernier, reçoivent une aide financière égale à la somme des coûts admissibles, et ce, sans dépasser l'aide financière maximale de 5 000 000 $.

Lorsqu'une demande combine des interventions de natures différentes (curative, palliative, préventive et complémentaire), le calcul de l'aide financière est établi de façon que les dépenses des interventions curatives représentent au minimum 80 % des dépenses admissibles, à l'exclusion des frais incidents totaux du projet. Pour ce faire, les dépenses admissibles liées aux interventions palliatives, préventives et complémentaires sont diminuées, le cas échéant.

Les taux d'aide financière applicables sont modulés selon l'indice des charges nettes par 100 $ de RFU de l'année la plus récente disponible sur le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Ils sont présentés ci-après :

| Indice de charges nettes par 100 $ de RFU | Taux d'aide applicable (%) selon le type d'intervention | | |
|---|---|---|---|
| | Prévue à un plan de sécurité routière en milieu municipal | Prévue à une planification d'un plan d'intervention | Non prévue à une planification |
| 0 à 79 | 75 | 70 | 50 |
| 80 à 99 | 80 | 75 | 60 |
| 100 à 149 | 85 | 80 | 70 |
| 150 et + | 90 | 85 | 75 |

Pour les demandes concernant des routes du réseau routier local situées dans les territoires non organisés sous la responsabilité d'une municipalité régionale de comté, le taux d'aide applicable correspond au taux maximal de l'échelle pour les interventions prévues à un plan d'intervention, soit le taux de l'indice de charges nettes par 100 $ de RFU de 150 et plus.

Pour les demandes concernant un tronçon de route couvert par une aide financière dans le cadre du volet « Double vocation », le taux d'aide financière est majoré de 5 %. Nonobstant cette majoration, le taux d'aide ne peut dépasser les taux maximaux présentés au tableau précédent.

### 4.8.2. Dépenses admissibles et non admissibles

Les dépenses admissibles et non admissibles sont décrites à l'annexe 3.

Les dépenses admissibles comprennent les coûts directs, les frais incidents et les taxes non remboursables.

Les coûts directs sont calculés selon le choix de la source de calcul de l'aide financière (voir le point 7 de la section 4.6.2).

Les frais incidents sont limités à 20 % des coûts directs pour le calcul de l'aide financière. Ils peuvent être déterminés selon l'un ou l'autre des éléments suivants, ou les deux :

- Une offre de services (de gré à gré);
- Une estimation détaillée du coût des travaux.

### 4.8.3. Lettre d'annonce de l'aide financière

Les bénéficiaires des aides financières accordées à la suite de la sélection des projets retenus seront respectivement informés par une lettre d'annonce de l'aide financière spécifiant le montant de l'aide financière accordée. Les demandeurs qui ne seront pas sélectionnés recevront une lettre mentionnant les raisons du refus.

Le montant de l'aide financière autorisée dans la lettre d'annonce constitue le montant maximal pouvant être accordé. Aucune aide financière supérieure à celle autorisée dans la lettre d'annonce ne peut être accordée.

**ATTENTION : seules les interventions réalisées <u>après la date figurant sur la lettre d'annonce de l'aide financière</u> sont admissibles à un versement.**

## 4.9. Versement de l'aide financière

### 4.9.1. Reddition de comptes du bénéficiaire

Le bénéficiaire doit s'assurer que tous les documents exigés par la ministre sont détaillés en fonction de la nature des interventions (curative, palliative, préventive et complémentaire) présentées dans la demande.

Après la réalisation complète des interventions, le bénéficiaire doit transmettre à la ministre, à l'adresse aideVL@transports.gouv.qc.ca, les pièces justificatives suivantes :

- Le formulaire de reddition de comptes disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Pour les projets dont les aides financières sont versées à partir du 1er avril 2026, ce formulaire doit inclure les informations suivantes :
  - Le nombre de ponceaux prévus et installés;
  - La superficie en mètres carrés de routes prévues et réalisées;
  - L'année prévue de réalisation des interventions et l'année réelle;
  - Le nombre d'interventions prévues et réalisées sur les murs de soutènement qui sont inspectés par le Ministère.
- Une résolution municipale conforme au modèle du volet Redressement – Sécurisation disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) attestant la fin des travaux;
- Un avis de conformité, un certificat de réception provisoire ou un certificat de réception définitif des travaux délivrés par un ingénieur membre de l'OIQ;
- Le ou les décomptes progressifs, lorsqu'applicables;
- Les factures et tout autre document attestant les sommes dépensées (coûts directs et frais incidents);
- Des photos annotées (nom, date et localisation) des interventions réalisées.

Dans le cas des travaux en régie, la reddition de comptes doit être effectuée selon le formulaire de réclamation des dépenses en régie disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

Après l'acceptation provisoire des travaux, aux fins d'analyse de la réclamation finale, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés peuvent être réclamées et sont considérées comme payées.

La ministre analyse les pièces justificatives en fonction de leur conformité avec la demande d'aide financière approuvée et des éléments de la section 4.8.

La ministre se réserve le droit d'exiger des documents additionnels liés aux interventions visées par la demande d'aide financière, notamment en ce qui a trait au financement (règlement d'emprunt, lettre d'approbation du MAMH, calendrier de paiement, etc.), au processus d'octroi du contrat (bordereaux des soumissionnaires, résolution, etc.) ou à des autorisations gouvernementales (certificat, permis, etc.).

### 4.9.2. Mode de versement de l'aide financière

L'aide financière au comptant est versée à compter du 1er avril de l'exercice financier visé, en deux versements :

- Le premier versement, correspondant à 70 % du montant de l'aide financière, est versé suivant l'autorisation du projet par la lettre d'annonce de l'aide financière, et, le cas échéant, la signature de l'engagement portant sur le respect du programme et des obligations en découlant;

- Le deuxième versement, correspondant à un maximum de 30 % du montant de l'aide financière en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire, est effectué une fois que la reddition de comptes finale a été reçue, analysée et acceptée par la ministre.

Si le rapport des travaux fait état de dépenses inférieures aux montants ayant servi au calcul de l'aide financière déjà versée, le bénéficiaire doit rembourser les sommes versées en trop.

### 4.10. Responsabilités du bénéficiaire

Il est de la responsabilité du bénéficiaire :

- de prévoir, dès le dépôt de sa demande, le recours à des services professionnels pour les différentes phases de son projet afin d'être en mesure de soumettre à la ministre tous les documents demandés;
- de s'assurer que tous les documents exigés par la ministre sont détaillés en fonction de la nature des interventions présentées dans la demande;
- d'obtenir le financement nécessaire à son projet;
- de faire réaliser le projet à l'intérieur d'une période de douze mois à partir de la date de la lettre d'annonce de l'aide financière;
- d'assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers, toute responsabilité de toute action, toute réclamation ou toute demande que peut occasionner l'exécution des travaux liés à une demande d'aide;
- de tenir indemnes la ministre et ses représentants, advenant toute réclamation, et de s'assurer qu'il en est de même pour tout contrat accordé aux fins de la réalisation du projet admissible.

## 5. VOLET RÉTABLISSEMENT

### 5.1. Objectif

Ce volet vise la réouverture à la circulation d'une route du réseau routier local de niveaux 1 et 2 qui a été fermée totalement ou partiellement à la suite d'un événement fortuit (voir la définition au glossaire) par la mise en place de mesures palliatives temporaires.

### 5.2. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

Les municipalités peuvent se regrouper pour présenter une demande, conformément à la section 1.4.1.

## 5.3. Routes admissibles

Les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 provenant de l'inventaire du Ministère sont admissibles.

## 5.4. Projets admissibles

Les projets admissibles sont ceux comportant des interventions rendues nécessaires à la suite d'un rapport d'inspection après un événement fortuit. Ils doivent :

- viser la réparation d'une section de chaussée (p. ex., réparation localisée de la fondation d'une route) d'une route endommagée;
- permettre la circulation sécuritaire des véhicules et des autres usagers;
- maintenir la mobilité des marchandises et des personnes par la mise en œuvre d'ouvrages (p. ex. : ponceaux, dispositifs de sécurité).

## 5.5. Projets non admissibles

Les projets suivants sont non admissibles :

- Les projets et les interventions qui ne sont pas en lien direct avec l'événement fortuit;
- Les projets ayant bénéficié du financement d'un programme d'aide du ministère de la Sécurité publique, totalement ou en partie;
- Les projets visant le pavage (l'asphaltage) de routes gravelées;
- Les projets visant spécifiquement les passages à niveau et les haltes routières.
- Tout autre projet jugé non admissible par la ministre.

## 5.6. Présentation et traitement d'une demande

### 5.6.1. Dépôt de la demande

Le dépôt des demandes d'aide financière s'effectue par l'entremise du système de dépôt en ligne (voir la sous-section « Dépôt d'une demande » sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

Les demandes peuvent être déposées dans un délai maximal de douze mois suivant l'événement fortuit et jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire.

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes.

La demande doit comprendre tous les documents suivants :

1) Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Rétablissement » et approuvée par le conseil, comme décrit sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca);

2) Une fiche d'inspection réalisée conformément à la procédure d'inspection des infrastructures routières municipales disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) et signée par un ingénieur membre de l'OIQ;

3) Les plans et devis signés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ;

4) La source de calcul de l'aide financière, soit l'un des trois documents suivants :
   - L'estimation détaillée du coût des travaux;
   - L'offre de services détaillant les coûts (gré à gré);
   - Le bordereau de soumission de l'entrepreneur (appel d'offres);

5) Des photos annotées (nom, date et localisation des travaux) du site visé, avant la réalisation des travaux.

La ministre se réserve le droit d'exiger des documents additionnels en lien avec les travaux visés par la demande d'aide financière, notamment en ce qui a trait aux documents techniques nécessaires (plans et devis, étude géotechnique, étude hydraulique, etc.), au financement (règlement d'emprunt, lettre d'acceptation du MAMH, calendrier de paiement, etc.), au processus d'octroi du contrat (bordereaux des soumissionnaires, résolution, etc.) ou à des autorisations gouvernementales (certificat, permis, etc.).

La ministre analyse les documents transmis par l'organisme admissible en fonction des critères d'admissibilité présentés précédemment. Au besoin, des précisions ou d'autres documents peuvent être exigés aux demandeurs, dans le délai accordé par la ministre.

## 5.7. Détermination de l'aide financière

### 5.7.1. Calcul de l'aide financière

La ministre détermine le montant de l'aide financière selon la formule suivante :

$$\text{Aide financière} = \text{Taux applicable} \times \left( \underbrace{\text{Coûts directs} + \text{Frais incidents (max. 20 \% coûts directs)} + \text{Taxes non remboursables}}_{\text{Somme des coûts admissibles}} \right)$$

La somme des coûts admissibles est limitée à un maximum de 1 500 000 $ par demande.

Les taux d'aide financière applicables sont modulés selon l'indice des charges nettes par 100 $ de RFU de l'année la plus récente disponible sur le site Web du MAMH. Ils sont présentés ci-après :

| Indice de charges nettes par 100 $ de RFU | Taux d'aide applicable (%) |
|---|---|
| **0 à 79** | 50 |
| **80 à 99** | 60 |
| **100 à 149** | 70 |
| **150 et +** | 75 |

### 5.7.2. Dépenses admissibles et non admissibles

Les dépenses admissibles et non admissibles sont décrites à l'annexe 3.

Les dépenses admissibles sont celles en lien direct avec l'événement fortuit et comprennent les coûts directs, les frais incidents et les taxes non remboursables.

Les coûts directs engagés avant la date figurant sur la lettre d'annonce de l'aide financière, à partir de la date de l'inspection réalisée conformément à la *Procédure d'inspection des infrastructures routières municipales*[10], sont des dépenses admissibles.

Les coûts directs sont calculés selon le choix de la source de calcul de l'aide financière (voir le point 4 de la section 5.6.1).

Les frais incidents sont limités à 20 % des coûts directs pour le calcul de l'aide financière maximale. Ils peuvent être déterminés selon l'un ou l'autre des éléments suivants, ou les deux :

- Une offre de services (de gré à gré);
- Une estimation détaillée du coût des travaux.

### 5.7.3. Lettre d'annonce de l'aide financière

Les bénéficiaires de l'aide financière sont informés par une lettre d'annonce de l'aide financière. Les demandeurs qui ne seront pas sélectionnés recevront une lettre mentionnant les raisons du refus.

Le montant de l'aide financière autorisée dans la lettre d'annonce constitue le montant maximal pouvant être accordé. Aucune aide financière supérieure à celle autorisée dans la lettre d'annonce ne peut être accordée.

[10] Disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

## 5.8. Versement de l'aide financière

### 5.8.1. Reddition de comptes du bénéficiaire

Après la réalisation complète des travaux, le bénéficiaire doit transmettre à la ministre, à l'adresse aideVL@transports.gouv.qc.ca, les pièces justificatives suivantes :

- Le formulaire de reddition de comptes disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Pour les projets dont les aides financières sont versées à partir du 1er avril 2026, ce formulaire doit inclure les informations suivantes :
  - Le type de travaux réalisés;
  - Le nombre de ponceaux prévus et installés;
  - La superficie en mètres carrés de routes prévues et réalisées;
  - L'année prévue de réalisation des interventions et l'année réelle.
- Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Rétablissement » disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) attestant la fin des travaux;
- Un avis de conformité, un certificat de réception provisoire ou un certificat de réception définitif des travaux délivrés par un ingénieur membre de l'OIQ;
- Le ou les décomptes progressifs, lorsqu'applicables;
- Les factures et tout autre document attestant les sommes dépensées (coûts directs et frais incidents);
- Des photos annotées (nom, date, et localisation des travaux) des interventions réalisées.

Dans le cas des travaux en régie, la reddition de comptes doit être effectuée selon le formulaire de réclamation des dépenses en régie disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

Après l'acceptation provisoire des travaux, aux fins d'analyse de la réclamation finale, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés peuvent être réclamées et sont considérées comme payées.

La ministre analyse les pièces justificatives en fonction de leur conformité avec la demande d'aide financière approuvée et des éléments de la section 5.7.

### 5.8.2. Mode de versement de l'aide financière

La ministre verse l'aide en un paiement en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire, à la suite de l'acceptation de la reddition de comptes et, le cas échéant, la signature de l'engagement portant sur le respect du programme et des obligations en découlant.

## 5.9. Responsabilités du bénéficiaire

Il est de la responsabilité du bénéficiaire :

- de prévoir, dès le dépôt de sa demande, le recours à des services professionnels pour les différentes phases de son projet afin d'être en mesure de soumettre à la ministre tous les documents demandés;
- de s'assurer que tous les documents exigés par la ministre sont détaillés en fonction des différents types d'interventions présentées dans la demande;
- d'obtenir le financement nécessaire à son projet;
- de faire réaliser le projet à l'intérieur d'une période de douze mois à partir de la date de la lettre d'annonce de l'aide financière;
- d'assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers, toute responsabilité de toute action, toute réclamation ou toute demande que peut occasionner l'exécution des travaux liés à une demande d'aide;
- de tenir indemnes la ministre et ses représentants, advenant toute réclamation, et de s'assurer qu'il en est de même pour tout contrat accordé aux fins de la réalisation du projet admissible.

# 6. VOLET SOUTIEN

## 6.1. Objectif

Ce volet vise la réalisation de projets d'infrastructures routières municipales permettant l'amélioration de la qualité de la chaussée, du drainage et de la sécurité routière des routes municipales.

## 6.2. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

Les municipalités peuvent se regrouper pour présenter une demande, conformément à la section 1.4.1.

## 6.3. Routes admissibles

Les routes municipales sont admissibles, ce qui exclut les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2.

## 6.4. Projets admissibles

Une demande d'aide financière présente un projet. Pour être admissible, un projet :

- doit réaliser des infrastructures routières municipales, ce qui inclut la construction ou la reconstruction d'une route municipale;
- peut combiner des interventions de natures différentes telles que présentées à l'annexe 2 (curative, palliative, préventive et complémentaire);
  - pour être recevable, l'organisme admissible **doit** ventiler l'estimation détaillée des coûts en fonction de la nature des interventions présentées dans la demande;
  - lorsque les interventions curatives représentent moins de 80 % des dépenses admissibles, à l'exception des frais incidents associés au projet, le calcul de l'aide financière est ajusté pour atteindre cette proportion (voir section 6.8.1).

## 6.5. Projets non admissibles

Les projets suivants ne sont pas admissibles :

- Les projets visant les routes du réseau routier local 1 et 2;
- Les projets admissibles aux volets « Redressement – Sécurisation » et « Entretien »;
- Les projets visant uniquement des interventions admissibles au volet « Entretien »;
- Les projets de réhabilitation ponctuelle tels que ceux couverts par le volet « Rétablissement »;
- Les projets visant spécifiquement les passages à niveau et les haltes routières;
- Tout autre projet jugé non admissible par la ministre.

## 6.6. Présentation et traitement d'une demande

### 6.6.1. Dispositions générales

Les demandes doivent être déposées uniquement lors d'appels de projets prévus à cet effet sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Un seul appel de projets par année financière est prévu. Aucune demande ne sera considérée en dehors de ces périodes.

Conformément à la section 1.10, la ministre peut refuser une demande, restreindre l'accès au présent volet ou résilier l'aide financière accordée.

### 6.6.2. Dépôt de la demande

Le dépôt des demandes d'aide financière s'effectue exclusivement par l'entremise du système de dépôt en ligne (voir la sous-section « Dépôt d'une demande » sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) et doit contenir les renseignements et documents nécessaires à l'analyse.

La demande doit être transmise au plus tard à la date d'échéance fixée par l'appel de projets et indiquée sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes.

La demande doit comprendre tous les documents suivants :

1. Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Soutien » et approuvée par le conseil, comme décrit sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

2. Les plans et devis incluant l'estimation détaillée du coût des interventions, signés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ. Pour être recevable, l'estimation détaillée des coûts doit être ventilée en fonction de la nature des interventions présentées dans la demande (curative, palliative, préventive et complémentaire).

3. La grille de calcul de l'aide financière dûment remplie avec la source de calcul de l'aide financière ventilant les coûts selon la nature des interventions (curative, palliative, préventive et complémentaire), soit l'un des trois documents suivants :
   - L'estimation détaillée du coût des interventions;
   - L'offre de services détaillant les coûts (gré à gré);
   - Le bordereau de soumission de l'entrepreneur (appel d'offres).

4. Des photos annotées (nom, date, et localisation des travaux) du site visé, avant la réalisation des travaux.

La ministre analyse les documents transmis par l'organisme admissible en fonction des critères d'admissibilité présentés précédemment. Au besoin, des précisions ou d'autres documents peuvent être exigés aux demandeurs, dans le délai accordé par la ministre. Après la date de fin de l'appel de projets, la demande sera jugée incomplète et non admissible si l'organisme n'a pas fourni les informations demandées dans le délai accordé.

## 6.7. Sélection des projets

La ministre sélectionne les demandes jusqu'à épuisement de l'enveloppe budgétaire en fonction des critères de sélection.

Les demandes admissibles selon la section 6.6.2 sont d'abord analysées selon les critères de sélection décrits à la section 6.7.1 afin d'établir un classement en fonction du total des points obtenus pondérés. Seules les demandes ayant obtenu la note de passage seront retenues pour participer aux rondes.

En cas d'égalité, les demandes seront priorisées ainsi :

- Premièrement, selon l'accès stratégique à des services et dans l'ordre suivant : 1) à des services d'urgence, 2) à des services d'importance, 3) à des sites de développement socio-économique (voir section 6.7.1);

- Deuxièmement, le cas échéant, selon l'indice de charges nettes par 100 $ de RFU des municipalités.

Une fois le classement établi, la sélection des demandes s'effectue en fonction du pointage obtenu.

- Pour la première ronde, les organismes sont limités à une seule demande admissible, et ce, jusqu'à ce qu'une demande admissible ait été sélectionnée pour chaque organisme admissible à l'échelle du Québec.
  - La ronde s'arrête lorsque tous les organismes qui ont au moins une demande admissible et dont la note est supérieure à la note de passage voient une de leurs demandes financées, ou si les demandes admissibles restantes ne peuvent être financées en raison de la disponibilité budgétaire.
  - Les organismes ayant déposé plusieurs demandes admissibles voient le projet avec le plus haut total de points obtenus être sélectionné.
  - Dans le cas d'une municipalité issue d'un regroupement, le nombre de demandes admissibles est égal à la somme des municipalités faisant partie du regroupement, comme s'il n'avait pas eu lieu. Cette règle s'applique pendant une période de huit ans à compter de l'année de l'entrée en vigueur du regroupement.
- Pour les rondes suivantes, les organismes sont limités à deux demandes admissibles par ronde :
  - La priorisation des demandes est faite uniquement sur la base du total des points obtenus pondérés, et ce, tout en respectant l'enveloppe budgétaire résiduelle.

### 6.7.1. Critères de sélection

Il appartient au demandeur de détailler son projet en considérant les critères de sélection suivants :

**1) Problématique associée de l'infrastructure existante**

Les demandes doivent démontrer les incidences relatives à l'état de la route ou à l'absence d'une telle route sur :

- l'accès à un service d'urgence (hôpital, CLSC, caserne de pompiers, service de police, etc.);
- l'accès à un service d'importance (école, aéroport, infrastructures de transport, etc.);
- l'accès à des sites de développement socio-économique (pôle d'emploi, site touristique, site commercial, etc.);
- la population (rue donnant accès au réseau routier municipal);
- les usagers (rue donnant accès aux résidences permanentes ou secondaires).

**2) Envergure et complexité du projet à réaliser.**

Les demandes doivent :

- Préciser le type et la classification fonctionnelle de la route concernée.
- Permettre d'évaluer l'importance du camionnage en indiquant le nombre de passages de camions chargés par jour et par année. La demande doit démontrer que ce nombre est connu et documenté,

notamment au moyen de critères tels qu'une étude sur la circulation ou le DJMA. Les demandes concernant un tronçon de route couvert par une aide financière dans le cadre du volet « Double vocation » seront favorisées.

- Préciser les différents types d'actifs routiers concernés par les interventions (murs de soutènement, ponceaux, égouts pluviaux, fossés, ajustement de cadres et de regards). Pour les égouts pluviaux, les demandes doivent aussi en indiquer la longueur et les travaux doivent obligatoirement être associés à d'autres interventions de voirie.
- Indiquer l'existence de contraintes particulières à la réalisation des interventions routières (sols contaminés, déplacement ou protection de services d'utilité publique).

Les demandes accompagnées d'un ou de plusieurs des documents techniques suivants sont privilégiées :

- Bordereau de soumission de l'entrepreneur retenu;
- Certificat d'autorisation provenant du :
  - MELCCFP;
  - MPO;
  - MRNF.
- Dimensionnement hydraulique;
- Études :
  - hydrauliques ou hydrologiques signées par un ingénieur;
  - pédologiques signées par un ingénieur;
  - géotechniques signées par un ingénieur;
  - de caractérisation environnementale des sols signées par un ingénieur;
  - de caractérisation des berges signées par un ingénieur;
  - autres (sauf les études d'avant-projet signées par un ingénieur).

Les demandes doivent également indiquer si le projet nécessite :

- un avis de la CPTAQ;
- une permission de voirie fournie par une Direction générale territoriale du Ministère;
- une entente avec des propriétaires privées concernant une servitude ou l'acquisition de terrains.

Les demandes doivent aussi indiquer si le projet implique plusieurs municipalités et fournir l'entente intermunicipale le cas échéant.

Les demandes qui comprennent des interventions d'aménagement faunique afin de permettre le déplacement sécuritaire de la faune à proximité du projet routier obtiennent des points supplémentaires.

Les demandes comportant des interventions de protection et de stabilisation des berges dans le cadre du projet routier obtiennent des points supplémentaires.

**3) Enjeu de sécurité routière**

Les demandes démontrant que les travaux répondent à un enjeu de sécurité routière clairement identifié, soit par une étude de sécurité routière ou par une évaluation appuyée par des données d'accidents de la SAAQ obtiennent des points supplémentaires.

Les demandes accompagnées d'interventions favorisant la sécurité routière obtiennent des points supplémentaires. Ces interventions peuvent notamment concerner l'ajout ou la réfection d'éléments de transport actif (bande et pistes cyclables/trottoirs) servant à protéger les usagers vulnérables de la route, l'ajout d'éclairage et de feux de signalisation, de glissières de sécurité, d'une bordure, de marquages et de nouveaux panneaux de signalisation permanents.

**4) Indice de vitalité économique diffusé sur le site de l'Institut de la statistique du Québec**

L'évaluation des demandes sera ajustée selon le quintile de la municipalité à l'indice de vitalité économique pour tenir compte de la capacité financière des organismes admissibles et permettre de mieux les soutenir.

## 6.8. Détermination de l'aide financière

### 6.8.1. Calcul de l'aide financière

La ministre détermine le montant de l'aide financière qui sera inscrit dans la lettre d'annonce selon la formule suivante :

$$\text{Aide financière} = \text{Taux applicable} \times \left( \text{Somme des coûts admissibles} \right)$$

$$\text{Somme des coûts admissibles} = \text{Coûts directs} + \text{Frais incidents (max. 20 \% coûts directs)} + \text{Taxes non remboursables}$$

La somme des coûts admissibles est limitée à un maximum de 5 000 000 $.

Lorsqu'une demande combine des interventions de natures différentes (curative, palliative, préventive et complémentaire), le calcul de l'aide financière est établi de façon que les dépenses des interventions curatives représentent au minimum 80 % des dépenses admissibles, à l'exclusion des frais incidents totaux du projet. Pour ce faire, les dépenses admissibles liées aux interventions palliatives, préventives et complémentaires sont diminuées, le cas échéant.

Les taux d'aide financière applicables sont modulés selon l'indice des charges nettes par 100 $ de RFU de l'année la plus récente disponible sur le site Web du MAMH. Ils sont présentés ci-après :

| Indice des charges nettes par 100 $ de RFU | Taux d'aide applicable (%) |
|---|---|
| 0 à 79 | 50 |

| Indice des charges nettes par 100 $ de RFU | Taux d'aide applicable (%) |
|---|---|
| 80 à 99 | 60 |
| 100 à 149 | 70 |
| 150 et plus | 75 |

### 6.8.2. Dépenses admissibles et non admissibles

Les dépenses admissibles et non admissibles sont décrites à l'annexe 3.

Les dépenses admissibles comprennent les coûts directs, les frais incidents et les taxes non remboursables.

Les coûts directs sont calculés selon le choix de la source de calcul de l'aide financière (voir le point 3 de la section 6.6.2).

Les frais incidents sont limités à 20 % des coûts directs pour le calcul de l'aide financière. Ils peuvent être déterminés selon l'un ou l'autre des éléments suivants, ou les deux :

- Une offre de services (de gré à gré);
- Une estimation détaillée du coût des travaux.

### 6.8.3. Lettre d'annonce de l'aide financière

Les bénéficiaires des aides financières accordées à la suite de la sélection des projets retenus seront respectivement informés par une lettre d'annonce de l'aide financière spécifiant le montant de l'aide financière accordée. Les demandeurs qui ne seront pas sélectionnés recevront une lettre mentionnant les raisons du refus.

Le montant de l'aide financière autorisée dans la lettre d'annonce constitue le montant maximal pouvant être accordé. Aucune aide financière supérieure à celle autorisée dans la lettre d'annonce ne peut être accordée.

**ATTENTION : seules les interventions réalisées <u>après la date figurant sur la lettre d'annonce</u> sont admissibles à un versement.**

## 6.9. Versement de l'aide financière

### 6.9.1. Reddition de comptes du bénéficiaire

Le bénéficiaire doit s'assurer que tous les documents exigés par la ministre sont détaillés en fonction de la nature des interventions (curative, palliative, préventive et complémentaire) présentées dans la demande.

Après la réalisation complète des travaux, le bénéficiaire doit transmettre à la ministre, à l'adresse aideVL@transports.gouv.qc.ca, les pièces justificatives suivantes :

- Le formulaire de reddition de comptes disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Pour les projets dont les aides financières sont versées à partir du 1er avril 2026, ce formulaire doit inclure les informations suivantes :
  - Le nombre de ponceaux prévus et installés;
  - La superficie en mètres carrés de routes prévues et réalisées;
- Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Soutien » disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) attestant la fin des travaux;
- Un avis de conformité, un certificat de réception provisoire ou un certificat de réception définitif des travaux, délivrés par un ingénieur membre de l'OIQ;
- Le ou les décomptes progressifs, lorsqu'applicables;
- Les factures et tout autre document attestant les sommes dépensées (coûts directs et frais incidents).
- Des photos annotées (nom, date, et localisation des travaux) des travaux réalisés.

Dans le cas des travaux en régie, la reddition de comptes doit être effectuée selon le formulaire de réclamation des dépenses en régie disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca).

La ministre analyse les pièces justificatives en fonction de leur conformité avec la demande d'aide financière approuvée et des éléments de la section 6.8.

Après l'acceptation provisoire des travaux, aux fins d'analyse de la réclamation finale, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés peuvent être réclamées et sont considérées comme payées.

La ministre se réserve le droit d'exiger des documents additionnels liés aux travaux visés par la demande d'aide financière, notamment en ce qui a trait au financement (règlement d'emprunt, lettre d'approbation du MAMH, calendrier de paiement, etc.), au processus d'octroi du contrat (bordereaux des soumissionnaires, résolution, etc.) ou à des autorisations gouvernementales (certificat, permis, etc.).

### 6.9.2. Mode de versement de l'aide financière

L'aide financière au comptant est versée à compter du 1er avril de l'exercice financier visé, en deux versements :

- Le premier versement, correspondant à 70 % du montant de l'aide financière, est versé suivant l'autorisation du projet par lettre d'annonce de l'aide financière, et, le cas échéant, la signature de l'engagement portant sur le respect du programme et des obligations en découlant;
- Le deuxième versement, correspondant à un maximum de 30 % du montant de l'aide financière en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire, est effectué une fois que la reddition de comptes finale a été reçue, analysée et acceptée par la ministre.

Si le rapport des travaux fait état de dépenses inférieures aux montants ayant servi au calcul de l'aide financière déjà versée, le bénéficiaire doit rembourser les sommes versées en trop.

### 6.10. Responsabilités du bénéficiaire

Il est de la responsabilité du bénéficiaire :

- de prévoir, dès le dépôt de sa demande, le recours à des services professionnels pour les différentes phases de son projet afin d'être en mesure de soumettre à la ministre tous les documents demandés;
- de s'assurer que tous les documents exigés par la ministre sont détaillés en fonction des différents types d'interventions présentées dans la demande;
- d'obtenir le financement nécessaire à son projet;
- de faire réaliser les projets à l'intérieur d'une période de 12 mois à partir de la date de la lettre d'annonce de l'aide financière;
- d'assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers, toute responsabilité de toute action, toute réclamation ou toute demande que peut occasionner l'exécution des travaux liés à une demande d'aide;
- de tenir indemnes la ministre et ses représentants, advenant toute réclamation, et de s'assurer qu'il en est de même pour tout contrat accordé aux fins de la réalisation des travaux admissibles.

## 7. VOLET PROJETS PARTICULIERS D'AMÉLIORATION (PPA)

### 7.1. Objectifs

Ce volet vise la réalisation d'interventions d'amélioration qui permettront l'amélioration de la qualité de la chaussée, du drainage et de la sécurité du réseau routier municipal.

### 7.2. Description générale

Ce volet se décline en deux sous-volets :

- Une enveloppe répartie par circonscription électorale provinciale (PPA-CE);
- Une enveloppe pour des projets d'envergure ou supramunicipaux (PPA-ES).

### 7.3. Organismes admissibles

Les organismes admissibles sont constitués :

- de l'ensemble des municipalités locales;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

## 7.4. Routes admissibles

Le réseau routier municipal est admissible.

## 7.5. Projets admissibles et non admissibles

Une demande d'aide financière est considérée comme un projet. Pour être admissible, un projet :

- doit réaliser des projets d'infrastructures routières municipales, ce qui inclut la construction ou la reconstruction d'une route municipale;
- peut combiner des interventions de natures différentes telles que présentées à l'annexe 2 (curative, palliative, préventive et complémentaire).

Les projets visant spécifiquement les passages à niveau et les haltes routières ne sont pas admissibles.

## 7.6. Projets particuliers d'amélioration par circonscription électorale (PPA-CE)

Le processus par lequel la ministre détermine la contribution financière pour l'amélioration du réseau routier municipal pour les circonscriptions électorales (CE) s'effectue en deux phases consécutives.

### 7.6.1. Détermination de l'enveloppe par CE

Dans un premier temps, une enveloppe budgétaire annuelle est répartie par CE en fonction du nombre de kilomètres de routes appartenant au réseau routier local de niveaux 1 et 2 apparaissant à l'inventaire du Ministère.

La ministre transmet une lettre à chaque député annonçant le montant accordé à sa CE pour un exercice financier du gouvernement.

### 7.6.2. Programmation annuelle par CE

Dans un deuxième temps, les députés transmettent aux organismes admissibles le formulaire de demande d'aide financière à remplir, qui doit leur être retourné. Pour être admissible, toute demande d'aide financière doit inclure une description des interventions et le nom des rues sur lesquelles elles seront réalisées. Enfin, les députés répartissent l'enveloppe budgétaire allouée à leur CE, remplissent la section du formulaire portant sur les critères d'admissibilité et font part de leurs recommandations à la ministre.

#### Critères d'admissibilité

Les recommandations effectuées par les députés doivent tenir compte des critères d'admissibilité suivants :

- Les projets soumis s'inscrivent dans les priorités régionales qui étaient indiquées dans la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires[11];
- Les projets soumis auront un effet structurant pour la région (stimuler le tourisme, permettre l'accès aux zones d'emplois, améliorer la sécurité en périphérie des écoles, améliorer les transports actifs, etc.);
- De plus, les députés sont assujettis aux règles d'éthique et de déontologie encadrant leur fonction, notamment au regard de la bienveillance, de la droiture et de l'honnêteté, et ils recherchent la cohérence entre leurs actions d'une façon substantielle équivalente aux principes d'éthique et aux règles générales de déontologie prévus au Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

### 7.6.3. Attribution de l'aide financière

Sur la base des recommandations des députés, la ministre peut accorder une aide financière aux organismes admissibles. La ministre transmet une lettre d'annonce indiquant le montant de l'aide financière alloué aux interventions. Afin de valoriser la priorisation des projets qui permettront aux députés d'atteindre les objectifs du volet, le montant minimal qui peut être accordé à un bénéficiaire est de 5 000 $ ou, si le montant attribué à la CE est inférieur à 5 000 $, le montant total attribué à la CE.

La contribution financière n'est valable que pour l'exercice financier durant lequel elle a été accordée. Aucun report à une année ultérieure n'est possible.

## 7.7. Projets particuliers d'amélioration d'envergure ou supramunicipaux (PPA-ES)

### 7.7.1. Enveloppe budgétaire

La ministre dispose d'une enveloppe budgétaire annuelle pour des contributions financières à des organismes admissibles à des projets d'envergure ou supramunicipaux.

### 7.7.2. Admissibilité des demandes

Un organisme admissible doit transmettre au député le formulaire présentant une description des interventions et le nom des rues sur lesquelles ils seront réalisés. Ensuite, le député transmet à la ministre le formulaire dûment rempli en prenant en considération les critères d'admissibilité. Les demandes peuvent être déposées en tout temps, et ce, jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire annuelle prévue.

[11] *Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029 | Gouvernement du Québec*. Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2025.

### Critères d'admissibilité

Les recommandations effectuées par le député doivent tenir compte des critères d'admissibilité suivants :

- Les projets soumis s'inscrivent dans les priorités régionales indiquées dans la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires[12];
- Les projets soumis auront un effet structurant pour la région (stimuler le tourisme, permettre l'accès aux zones d'emplois, améliorer la sécurité en périphérie des écoles, améliorer les transports actifs, etc.);
- De plus, les députés sont assujettis aux règles d'éthique et de déontologie encadrant leur fonction, notamment au regard de la bienveillance, de la droiture et de l'honnêteté, et ils recherchent la cohérence entre leurs actions d'une façon substantielle équivalente aux principes d'éthique et aux règles générales de déontologie prévus au Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

## 7.7.3. Attribution de l'aide financière

La ministre peut accorder une aide financière aux organismes admissibles qui ont fait une demande. La ministre transmet une lettre d'annonce indiquant le montant de l'aide financière alloué pour les interventions à chaque organisme admissible retenu. Afin de valoriser la priorisation des projets qui permettront à la ministre d'atteindre les objectifs du volet, le montant minimal qui peut être accordé à un bénéficiaire est de 5 000 $.

La contribution financière n'est valable que pour l'exercice financier durant lequel elle a été accordée. Aucun report à une année ultérieure n'est possible.

## 7.7.4. Substitution des interventions

Le bénéficiaire peut effectuer une demande de substitution lorsque les interventions réalisées ne concordent pas avec celles décrites dans la lettre d'annonce de la contribution financière signée par la ministre, dans la mesure où les nouvelles interventions sont admissibles. Cette demande de substitution doit être adressée, par écrit, directement à la ministre et transmise à l'adresse PPA@transports.gouv.qc.ca au plus tard le 31 décembre de l'année de validité de l'aide financière. Elle doit mentionner la localisation et la nature des interventions substituées.

Le Ministère doit approuver la substitution pour qu'elle prenne effet.

# 7.8. Dépenses admissibles et non admissibles

Les dépenses admissibles et non admissibles sont décrites à l'annexe 3. Les dépenses admissibles comprennent les coûts directs, les frais incidents et les taxes non remboursables.

[12] Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029 | Gouvernement du Québec. Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2025.

Les travaux doivent être réalisés dans l'année civile au cours de laquelle la ministre les a autorisés.

## 7.9. Versement de l'aide financière

### 7.9.1. Reddition de comptes du bénéficiaire

Les bénéficiaires doivent transmettre à la ministre, par l'entremise du système de dépôt en ligne sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca), les pièces justificatives suivantes :

- Le formulaire de reddition de comptes disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca). Pour les projets dont les aides financières sont versées à partir du 1er avril 2026, ce formulaire doit inclure les informations suivantes :
  - Le type de projets réalisés;
  - Le nombre de kilomètres réalisés.
- Une résolution municipale conforme au modèle du volet « Projets particuliers d'amélioration » disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) approuvant les sommes dépensées;
- Le ou les décomptes progressifs, lorsqu'applicables;
- Les factures et toute autre pièce justificative attestant les sommes dépensées.

Après l'acceptation provisoire des travaux, aux fins d'analyse de la réclamation finale, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés peuvent être réclamées et considérées comme payées.

### 7.9.2. Mode de versement de l'aide financière

L'aide financière est versée sous la forme d'un paiement au comptant et payable en un seul versement, en fonction des dépenses admissibles réellement encourues par le bénéficiaire, après l'approbation de la reddition de comptes.

# AXE 3
# MAINTIEN

# 8. VOLET ENTRETIEN

## 8.1. Objectif

Ce volet vise à maintenir la fonctionnalité d'environ 40 000 kilomètres de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 gérées par les municipalités depuis la décentralisation de la voirie locale en 1993. L'aide financière accordée vise l'entretien courant, préventif et palliatif des routes susmentionnées ainsi que les éléments des ponts dont les municipalités sont responsables et qui sont situés sur ces routes.

## 8.2. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

## 8.3. Routes admissibles

Les routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2 provenant de l'inventaire du Ministère sont admissibles.

## 8.4. Calcul de l'aide

### 8.4.1. Dispositions générales

Le calcul de l'aide est établi à partir de la formule suivante :

**Aide financière maximale = {[KM x CME x ICEH x ID] – EFM}**

**où**

- **KM = Longueur du réseau routier local de niveaux 1 et 2**
- **CME = Coût moyen d'entretien d'été (4 996 $/km de 2024, non indexé pour la durée du programme)**
- **ICEH = Indice du coût moyen d'entretien d'hiver (l'indice varie selon les municipalités)[13]**

[13] Voir Partage des responsabilités entre le gouvernement et les municipalités. Cet indice varie selon les conditions climatiques propres aux différentes régions du Québec.

**Aide financière maximale = {[KM x CME x ICEH x ID] – EFM}**

**où**

- **ID = Indice de dévitalisation[14] (dernière année disponible à l'entrée en vigueur du programme)**
- **EFM = Effort fiscal municipal, calculé en multipliant la richesse foncière uniformisée (RFU : dernière année disponible au moment du calcul de l'aide financière) par le coefficient d'effort fiscal requis**

Le calcul s'effectue en fonction des données les plus récentes disponibles lors de l'entrée en vigueur du programme.

Le coefficient d'effort fiscal requis est calculé pour que l'ensemble du budget du volet soit accordé aux bénéficiaires, à l'exception du budget réservé pour l'aide additionnelle prévue à la section 8.4.2.

La ministre informe chaque bénéficiaire, par lettre, du montant accordé.

### 8.4.2. Aide additionnelle pour les municipalités exerçant des compétences de MRC sur un territoire rural d'importance

Une aide additionnelle est accordée aux municipalités locales de moins de 100 000 habitants exerçant des compétences de MRC sur un territoire rural d'importance. Si une municipalité bénéficie de la mesure de neutralité financière (section 8.10), elle n'est pas admissible à cette aide additionnelle.

On entend par territoire rural d'importance une superficie[15] de plus de 1000 km$^2$ et une densité de population de moins de 10 habitants par kilomètre carré.

Le calcul de l'aide est établi à partir de la formule suivante :

**Aide financière maximale = {[KM x (CMR – CME) x ICEH x ID] – EFM}**

**où**

- **KM = Longueur du réseau routier local de niveaux 1 et 2**
- **CMR = Coût moyen d'entretien d'été pour une municipalité rurale dans le tiers supérieur du niveau d'entretien (8 900 $/km de 2024 non indexé pour la durée du programme)**
- **CME = Coût moyen d'entretien d'été (4 996 $/km de 2024, non indexé pour la durée du programme)**
- **ICEH = Indice du coût moyen d'entretien d'hiver (l'indice varie selon les municipalités)[16]**

[14] L'indice de dévitalisation (ID) est obtenu en divisant l'indice de vitalité publié par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) par -100 et en additionnant 1. Par exemple, si l'indice de vitalité de l'ISQ pour une municipalité est -22, son ID sera 1,22; pour une autre municipalité, si l'indice est 18, son ID sera 0,82.

[15] Selon les données du Répertoire des municipalités disponible sur le site Web du MAMH.

[16] Cet indice varie selon les conditions climatiques propres aux différentes régions du Québec.

**Aide financière maximale = {[KM x (CMR – CME) x ICEH x ID] – EFM}**

**où**

- **ID = Indice de dévitalisation[17] (dernière année disponible à l'entrée en vigueur du programme)**
- **EFM = Effort fiscal municipal, calculé en multipliant la richesse foncière uniformisée (RFU : dernière année disponible au moment du calcul de l'aide financière) par le coefficient d'effort fiscal requis**

Le calcul s'effectue en fonction des données les plus récentes disponibles lors de l'entrée en vigueur du programme.

Le coefficient d'effort fiscal requis est calculé pour que l'ensemble du budget de cette aide additionnelle soit accordé aux bénéficiaires.

Cette aide s'ajoute à celle prévue à la section 8.4.1.

Les bénéficiaires n'ont pas à faire une demande. La ministre informe chaque bénéficiaire, par lettre, du montant accordé.

## 8.5. Interventions admissibles

Les interventions reconnues comme admissibles dans le présent volet sont celles qui, de manière générale, visent l'entretien courant, préventif et palliatif des routes. À cet effet, deux types de frais engagés sont reconnus comme admissibles, soit ceux attribuables à des dépenses de fonctionnement et ceux attribuables à des dépenses d'investissement.

Les frais engagés attribuables à des dépenses de fonctionnement et reconnus comme admissibles :

| Catégorie | Travaux admissibles |
|---|---|
| **Systèmes de sécurité** | – Réparation ou remplacement de glissières de sécurité ou de clôtures<br>– Réparation ou remplacement d'éléments d'éclairage<br>– Réparation ou remplacement de feux de circulation, de feux clignotants ou de massifs de fondations<br>– Remplacement de panneaux de signalisation ou de leur support<br>– Réfection du marquage longitudinal ou du marquage ponctuel |
| **Chaussées** | – Rechargement granulaire de moins de 300 mm (compacté) de la chaussée et de ces accotements |

[17] L'indice de dévitalisation (ID) est obtenu en divisant l'indice de vitalité publié par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) par -100 et en additionnant 1. Par exemple, si l'indice de vitalité de l'ISQ pour une municipalité est -22, son ID sera 1,22; pour une autre municipalité, si l'indice est 18, son ID sera 0,82.

| Catégorie | Travaux admissibles |
|---|---|
| | – Scellement de fissures<br>– Rapiéçage mécanisé localisé<br>– Planage fin<br>– Resurfaçage mince<br>– Balayage mécanisé |
| **Systèmes de drainage** | – Nettoyage de fossés latéraux ou de décharges<br>– Nettoyage ou réparation de conduites pluviales ou de ponceaux<br>– Nettoyage ou réparation de regards, de tuyaux de raccordement, de regards-puisards et de puisards<br>– Entretien de la protection contre l'érosion des fossés et bassins<br>– Réparation des dalots, des drains et des empierrements<br>– Démantèlement de barrages de castors ou installation de grilles prébarrages de castors<br>– Réparations localisées, chemisage localisé ou remplacement de la feuille déformée |
| **Abords de route** | – Réparation ou ajustement de bordures<br>– Entretien général d'espaces verts<br>– Tonte et fauchage, débroussaillement, abattage et émondage d'arbres<br>– Entretien de bordures et de musoirs |
| **Entretien hivernal** | – Déneigement des routes<br>– Déglaçage avec fondants et abrasifs ou déglaçage mécanique<br>– Balisage |

Les frais engagés attribuables à des dépenses d'investissement et reconnus comme admissibles :

| **Investissements**[18] | |
|---|---|
| **Achat ou frais de location de véhicules dont l'usage est destiné de façon prépondérante à l'entretien des routes admissibles et de leurs composantes** | – Camionnettes<br>– Camions<br>– Véhicules utilitaires<br>– Etc. |
| **Achat ou frais de location de machinerie ou d'équipement dont l'usage est destiné de façon prépondérante à l'entretien des routes admissibles et de leurs composantes** | – Tracteurs<br>– Appareils<br>– Machines |

[18] Les frais d'amortissement des dépenses d'investissement ne sont pas admissibles.

| Investissements[18] |
| --- |
| – Équipements spécialisés |

Les dépenses admissibles pour les travaux effectués en régie comprennent la main-d'œuvre et les frais de location d'outils, d'équipement et de machinerie, pourvu que leurs coûts ne dépassent pas les taux prévus aux répertoires du recueil intitulé *Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipement divers* du gouvernement du Québec.

## 8.6. Utilisation de l'aide financière

Les bénéficiaires d'une aide financière ont la responsabilité de faire l'illustration de l'utilisation pertinente de l'aide accordée l'année précédente pour percevoir le versement de l'année en cours. Si le bénéficiaire n'a pas été en mesure de dépenser la totalité de l'aide financière accordée, ou s'il n'a pas été en mesure de justifier l'admissibilité de la totalité de ces dépenses, l'aide financière à verser pour l'année en cours sera réduite d'un montant correspondant à la différence entre l'aide accordée l'année précédente et les frais engagés reconnus comme admissibles.

De plus, les deux tiers du montant de l'aide financière doivent être consacrés à des travaux d'entretien d'été ou à des dépenses d'investissement admissibles, soit pour des véhicules ou de la machinerie dont l'usage est destiné de façon prépondérante à l'entretien d'été des routes admissibles et de leurs composants.

À compter de l'exercice financier 2026-2027, les bénéficiaires qui n'ont pas respecté ce critère verront leur aide financière réduite du montant correspondant à la différence entre les deux tiers de l'aide accordée l'année précédente et les dépenses d'entretien d'été admissibles selon la reddition de comptes.

Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants[19], la réduction prévue au paragraphe précédent ne sera pas appliquée, mais le non-respect de ce critère devra cependant être justifié.

## 8.7. Reddition de comptes

Les bénéficiaires ont l'obligation d'effectuer leur reddition de comptes à l'intérieur de leur rapport financier[20], qui doit être déposé auprès du MAMH avant la date établie suivant la fin de l'exercice financier municipal.

La reddition de comptes doit être effectuée exclusivement sur la base de la réalisation d'activités reconnues comme admissibles à la section 8.5. Les frais engagés reconnus comme admissibles correspondent au total des sommes déboursées au cours de l'exercice et des sommes engagées, mais non encore déboursées au 31 décembre (constatées à titre de créditeurs et de charges à payer), à l'exclusion du remboursement de

[19] Selon le décret de population en vigueur le 1er janvier 2025 disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) des Affaires municipales et de l'Habitation

[20] Voir l'élément « Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir dans le cadre du volet Entretien ».

capital et des frais d'intérêts, le cas échéant, que ces sommes aient par ailleurs été imputées en charges ou constatées à titre d'actifs selon les principes comptables généralement reconnus.

## 8.8. Modalité de paiement

La ministre verse l'aide aux bénéficiaires en un paiement, suivant l'acceptation de la reddition de comptes du bénéficiaire par le MAMH et la ministre, deux mois après la publication du rapport financier sur le site Web du MAMH.

Par exemple, à la fin du mois de juillet pour les municipalités dont le rapport financier est disponible sur le site Web en mai suivant la fin de l'exercice financier municipal.

Le bénéficiaire qui refuse ou qui omet de produire une reddition de comptes valide deux ans après la fin de l'exercice financier verra son aide financière annulée.

## 8.9. Mesure de protection financière

Afin de limiter les baisses éventuelles des aides accordées à certains bénéficiaires, la ministre maintient une mesure de protection financière pour les bénéficiaires ayant obtenu une aide en 2017. Quel que soit le résultat du calcul effectué en vertu de la section 8.4.1, la ministre accordera, à chaque bénéficiaire, le résultat le plus élevé entre le calcul de l'aide financière effectué en vertu de la section 8.4.1 et l'aide financière accordée en 2017. Cette mesure de protection est valide pour la durée du programme.

## 8.10. Mesure de neutralité financière

La mesure de protection financière prévue à la section 8.9 ne s'applique pas aux mesures de neutralité financière, et la mesure de neutralité s'applique en priorité sur la mesure de protection. Si une municipalité bénéficie de l'aide additionnelle prévue à la section 8.4.2, elle n'est pas admissible à la mesure de neutralité financière.

Une mesure de neutralité financière est applicable aux cas de regroupements municipaux. Ainsi, dans le cas d'une municipalité issue d'un regroupement, le montant de l'aide prévue à la section 8.4.1 est égal à la somme des montants de l'aide calculés pour chacune des municipalités faisant partie du regroupement, comme s'il n'avait pas eu lieu.

Cette règle s'applique pendant une période de douze ans à compter de l'année de l'entrée en vigueur du regroupement.

Pour les 9e, 10e et 11e exercices, le montant de l'aide accordée à la nouvelle municipalité est calculé en tenant compte du regroupement. À ce montant s'ajoutent respectivement, pour chacun des exercices, 75 %, 50 % et 25 % de la différence entre les montants suivants :

- Le total des montants de l'aide calculés pour chacune des municipalités faisant partie du regroupement, comme s'il n'avait pas eu lieu;

- Le montant de l'aide à la nouvelle municipalité calculé en tenant compte du regroupement.

Pour les exercices subséquents (12e, 13e, 14e, etc.), le montant de l'aide de la nouvelle municipalité est calculé en tenant compte du regroupement.

Afin d'appliquer ces règles, les montants de l'aide calculés pour chacune des municipalités faisant partie du regroupement ainsi que le montant de l'aide à la nouvelle municipalité, lequel est calculé en tenant compte du regroupement, sont ceux qui ont été déterminés pour l'année de base ayant servi au calcul des aides pour l'ensemble des municipalités.

Les montants de l'aide calculés selon les règles précédentes pourraient être révisés à la suite d'un nouveau calcul des montants de l'aide pour l'ensemble des municipalités.

# 9. VOLET DOUBLE VOCATION

## 9.1. Objectif

Ce volet vise à maintenir la fonctionnalité des routes municipales ayant également une vocation d'accès aux ressources forestières ou minières par le versement d'une aide financière supplémentaire.

## 9.2. Description générale

Ce volet prévoit le versement d'une aide financière forfaitaire offerte afin de compenser pour la détérioration accélérée des chemins à double vocation, c'est-à-dire des routes municipales ayant aussi une vocation d'accès aux ressources forestières ou minières, engendrée par les camions lourds.

## 9.3. Organismes admissibles

Les organismes admissibles à ce volet sont constitués :

- des municipalités locales de moins de 100 000 habitants;
- des MRC responsables de routes du réseau routier local situées dans leurs territoires non organisés.

## 9.4. Routes admissibles

Les routes du réseau routier municipal fortement sollicitées (au moins 250 camions chargés par an) par le transport de ressources forestières ou minières sont admissibles.

## 9.5. Ressources admissibles

Les ressources forestières admissibles sont le bois brut ainsi que les copeaux. Le bois brut comprend uniquement les billes de différentes longueurs de qualité de sciage ou de trituration ainsi que la biomasse. Les copeaux et le bois de trituration doivent provenir d'une exploitation forestière ou d'une usine de transformation du bois.

Les ressources minières admissibles sont le minerai provenant de mines souterraines ou à ciel ouvert dont le but est la recherche ou l'exploitation de substances minérales et de résidus miniers. Le concentré de minerai et les résidus miniers doivent provenir des usines de traitement situées sur les sites de ces mines. **Les produits des carrières, gravières et sablières ainsi que la tourbe sont exclus**.

## 9.6. Détermination de l'aide

L'inventaire annuel des chemins à double vocation permet de déterminer, à partir des demandes municipales, le nombre de kilomètres de routes municipales ayant aussi une vocation d'accès aux ressources forestières ou minières. Chaque année, une résolution municipale est présentée à la ministre afin de s'assurer de la double vocation de ces chemins désignés.

L'aide financière est calculée à partir de la formule suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Aide financière | = | Nombre de kilomètres de chemins à double vocation X compensation ($/km) déterminée selon le nombre de passages de camions chargés par an |

| Nombre de passages de camions par an | Compensation ($/km) |
|---|---|
| 250 à 499 | 1 250 |
| 500 à 749 | 1 500 |
| 750 à 999 | 1 750 |
| 1 000 et plus | 2 000 |

Même si des changements de vocation de routes du réseau routier municipal surviennent en cours d'année pour un bénéficiaire, l'aide financière annuelle sera versée intégralement à celui-ci.

L'aide financière accordée est calculée selon les modalités en vigueur l'année suivant celle de l'exercice financier pour laquelle la demande est effectuée.

## 9.7. Dépôt d'une demande et pièces justificatives

Le dépôt des demandes d'aide financière s'effectue exclusivement par l'entremise du système de dépôt en ligne (voir la sous-section « Dépôt d'une demande » sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca) et doit contenir les renseignements et documents nécessaires à l'analyse.

Les demandes peuvent être déposées en tout temps, et ce, jusqu'à l'épuisement de l'enveloppe budgétaire annuelle prévue.

Pour être soumis à l'analyse, le dossier doit être complet, compréhensible et fondé sur des données exactes.

La demande doit comprendre tous les documents suivants une résolution municipale conforme au modèle du volet « Double vocation » disponible sur le site Web du gouvernement du Québec (quebec.ca), approuvée par le conseil et indiquant :

- le nom du ou des chemins sollicités;
- la longueur à compenser;
- le type de ressource transportée;
- un plan de localisation indiquant la distance en kilomètres;
- le nombre de camions chargés par année déclarés par le transporteur ou par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

Les municipalités doivent communiquer avec le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour ce qui est du transport forestier ou de minerais, ou avec les transporteurs l'information appropriée concernant le type de ressource transportée et son volume ainsi que le nombre de camions qui empruntent annuellement la ou les routes municipales à compenser.

Il est important que l'information sur le débit de circulation lourde soit précisée pour chacune des routes faisant l'objet d'une demande, étant donné que la compensation au kilomètre à verser est maintenant dépendante du nombre de passages de camions.

Une demande d'aide financière doit être déposée au plus tard deux ans après la fin de l'exercice financier.

## 9.8. Modalité de paiement

À la suite de l'acceptation de la demande, la ministre versera aux municipalités admissibles une somme égale au montant de l'aide financière annuelle telle qu'elle a été calculée à partir de la formule présentée à la section 9.6, sous la forme d'un paiement au comptant et payable un en seul versement.

## 10. MESURES TRANSITOIRES

Toutes les aides accordées antérieurement dans le cadre des volets « Redressement », « Accélération » et « Soutien » des modalités 2021-2025[21] du Programme d'aide à la voirie locale et dont les versements n'ont pas débuté au 1er avril 2024 sont versées au comptant en un seul versement.

## 11. REDDITION DE COMPTES DU PROGRAMME

Le Ministère transmettra au Secrétariat du Conseil du trésor un bilan du programme qui devra rendre minimalement compte des indicateurs de résultats suivants :

- Le nombre de plans d'interventions élaborés et le nombre de bénéficiaires, ventilés par année et par région administrative;
- Le nombre de diagnostics de sécurité routière et de sites retenus, ventilés par année et par région administrative;
- Le nombre de plans de sécurité routière en milieu municipal élaborés et le nombre de bénéficiaires, ventilés par année et par région administrative;
- Les projets réalisés dans le volet « Redressement – Sécurisation », ventilés pour les éléments suivants (si applicable) par année, par région administrative et par origine (plan d'intervention, plan de sécurité routière en milieu municipal ou non planifié) :
  - Le nombre de projets;
  - Le nombre de ponceaux installés et prévus;
  - L'écart qualitatif entre la superficie ($m^2$) de route prévue et réalisée;
  - Le nombre d'années d'écart entre l'année prévue et l'année réelle de réalisation des travaux;
  - Le nombre d'interventions sur des murs de soutènement qui sont inspectés par le Ministère.
- Les projets réalisés dans le volet « Rétablissement », ventilés pour les éléments suivants (si applicable), par année et par région administrative :
  - Le nombre de projets;
  - Le type de travaux;
  - Le nombre de ponceaux installés et prévus;
  - L'écart qualitatif entre la superficie ($m^2$) de route prévue et réalisée;
  - Le nombre d'années d'écart entre l'année prévue et l'année réelle de réalisation des travaux.
- Les projets réalisés dans le volet « Soutien », ventilés pour les éléments suivants par année et par région administrative :
  - Le nombre de projets;
  - Le nombre de ponceaux installés et prévus;

[21] Programme d'aide à la voirie locale, Modalités d'application 2021-2025 (juillet 2023).

  - L'écart qualitatif entre la superficie ($m^2$) de route prévue et réalisée.
- Pour le volet « Projets particuliers d'amélioration », le nombre de projets réalisés et de kilomètres réalisés, ventilés par année, par région administrative et par type de projets;
- Pour le volet « Entretien » :
  - Le nombre de kilomètres de routes du réseau routier local 1 et 2 financés et de bénéficiaires, ventilés par année et par région administrative;
  - Les dépenses en entretien et le nombre de bénéficiaires ayant reçu une aide financière dont le rapport est complété et accepté par le MAMH, et ce, ventilées par saison, par année et par type de dépenses;
  - Le pourcentage des dépenses d'été par rapport à l'aide financière de l'année précédente, ventilé par année pour les bénéficiaires ayant reçu une aide financière dont le rapport est rempli et accepté par le MAMH.
- Pour le volet « Double vocation », le nombre de km de routes et de bénéficiaires ventilés par type de ressource, par région administrative et année financière.

## 12. GLOSSAIRE

**Aire commune** : partie d'un territoire forestier à rendement soutenu, gérée par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts et pour laquelle des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers sont accordés à différents exploitants.

**Avancement des travaux :** proportion des frais engagés reconnus comme admissibles, soit le total des sommes déboursées au cours de l'exercice et des sommes engagées, mais non encore déboursées (constatées à titre de créditeurs et de charges à payer), à l'exclusion du remboursement de capital et des frais d'intérêt, sur le total des frais admissibles autorisés du projet.

**Bois brut** : bois comprenant uniquement des billes de différentes longueurs de qualité de sciage ou de trituration ainsi que la biomasse.

**Chaînage** : mesure associée aux routes qui correspond à une distance mesurée en mètres. Une route aura donc un chaînage de début (toujours 0) et un chaînage de fin représentant sa longueur.

**Chaussée** : surface de roulement des véhicules, à l'exclusion des accotements.

**Événement fortuit** : événement naturel imprévisible, tel qu'une inondation, un tremblement de terre ou une tempête, qui endommage les infrastructures routières.

**Halte routière** : espace aménagé le long des routes, destiné à offrir aux voyageurs un endroit pour faire une pause, et généralement signalé par un panneau portant le code I-420-6.

**Intervention curative :** intervention visant à réparer ou à restaurer des infrastructures existantes qui sont endommagées ou défectueuses.

**Intervention palliative :** intervention visant à atténuer les problèmes sans les résoudre définitivement, souvent en attendant une solution plus permanente.

**Intervention préventive :** intervention visant à éviter l'apparition de problèmes futurs, notamment en renforçant les infrastructures.

**Intervention complémentaire** : intervention qui accompagne la construction, la réhabilitation ou l'entretien des chaussées. Cela inclut des tâches qui ne touchent pas directement la surface de roulement, mais qui sont essentielles pour garantir la fonctionnalité, la sécurité, la durabilité ou l'esthétique de l'infrastructure routière.

**Mine souterraine** : toute ouverture ou excavation faite sous terre dans le but de rechercher ou d'exploiter des substances minérales (amiante et métaux de base tels que le fer, le cuivre, le zinc, le nickel, le chrome, etc.).

**Mine à ciel ouvert** : toute ouverture ou excavation faite à la surface dans le but de rechercher ou d'exploiter des substances minérales (amiante et métaux de base tels que le fer, le cuivre, le zinc, le nickel, le chrome, etc.).

**Planage** : opération mécanique qui consiste à fragmenter et à enlever une partie du revêtement existant.

**Rechargement** : opération consistant à placer une nouvelle couche de granulats (gravier de surface) sur la surface d'une route existante.

**Reconstruction** : intervention qui consiste à démolir complètement une infrastructure et à la remplacer par de nouveaux matériaux de fondation et de sous-fondation en vue d'améliorer ses caractéristiques techniques.

**Réhabilitation** : intervention qui permet de rétablir l'état de la chaussée et qui prolonge la durée de vie de la chaussée. La réhabilitation se fait soit par l'amélioration de la qualité de la surface ou par l'augmentation de sa capacité à supporter les charges. Pour les routes en gravier, ce type d'intervention inclut le rechargement, le renforcement et la reconstruction. Pour les routes revêtues, ce type d'intervention inclut le resurfaçage, le renforcement, le retraitement en place et la reconstruction.

**Renforcement** : intervention réalisée afin d'augmenter la capacité de la chaussée à supporter le trafic qui lui est imposé, sans se déformer prématurément. Dans le cas des routes de gravier, par exemple, le renforcement consiste en de nouvelles couches de gravier de fondation et de surface.

**Réseau routier du Québec** : réseau comprenant environ 319 000 kilomètres de routes. Le ministère des Transports et de la Mobilité durable est responsable d'environ 30 900 kilomètres d'autoroutes, de routes nationales, de routes régionales, de routes collectrices et d'accès aux ressources. Environ 187 100 kilomètres de routes sont gérés par d'autres ministères du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada et par Hydro-Québec. Pour leur part, les municipalités gèrent près de 101 000 kilomètres de routes, dont quelque 40 000 kilomètres de routes du réseau routier local de niveaux 1 et 2.

**Réseau routier local** : réseau permettant de relier les petites agglomérations entre elles et de donner accès à la propriété riveraine, qu'elle soit rurale ou urbaine. Principalement caractérisé par une circulation

d'importance secondaire (débit de moins de 1 000 véhicules par jour en milieu rural et de moins de 3 000 en milieu urbain), ce réseau a pour objet de répondre à des besoins de nature essentiellement locale.

Caractérisées par des vitesses de base allant de 30 à 80 km/h, ces routes sont généralement sillonnées par des automobiles, des camions de petite ou de moyenne taille, des véhicules de service, des véhicules de ferme et, occasionnellement, des véhicules lourds.

Le réseau routier local, qui est habituellement raccordé à d'autres routes locales ou à des routes collectrices, est composé de trois classes fonctionnelles : les routes locales de niveaux 1, 2 et 3.

**Réseau routier local de niveau 1** : réseau comprenant les routes locales de niveau 1, qui permettent de relier entre eux les centres ruraux et de relier les autres concentrations de population d'une municipalité à son centre rural. En milieu rural, elles donnent également accès aux parcs industriels, aux industries lourdes, aux sites d'enfouissement sanitaire supramunicipaux, aux principaux centres de ski locaux ainsi qu'aux services de traversiers et aéroportuaires locaux. Enfin, elles jouent le rôle de seconde liaison entre les centres ruraux et les agglomérations urbaines.

**Réseau routier local de niveau 2** : réseau comprenant les routes locales de niveau 2, qui donnent accès à la propriété rurale habitée en permanence (résidences, exploitations agricoles, industries, centres touristiques ou récréatifs, ports locaux, équipements municipaux ou encore services de santé et d'éducation).

**Réseau routier local de niveau 3** : réseau comprenant les routes locales de niveau 3, qui permettent de desservir la propriété rurale non habitée en permanence, en particulier la population rurale établie uniquement sur une base estivale (zones de villégiature, chalets, plages, campings privés, etc.). Les chemins donnant accès aux milieux forestier et minier ainsi qu'à des lots boisés privés font également partie de cette classe de routes. **Ces dernières sont entièrement à la charge des municipalités.**

**Réseau routier municipal :** réseau comprenant l'ensemble des routes à la charge des municipalités, sans se limiter au réseau routier local.

**Resurfaçage** : intervention qui prévoit l'ajout d'une nouvelle couche de revêtement sur la surface d'une chaussée existante pour lui redonner ses qualités de confort ou de roulement.

**Retraitement en place** : intervention de réhabilitation qui consiste à effectuer, dans une seule opération, la fragmentation du revêtement sur toute son épaisseur, pour ensuite le mélanger avec une partie du gravier sous-jacent, et à terminer l'opération par l'ajout d'un nouveau liant bitumineux. Cette intervention est suivie d'un resurfaçage.

**Véhicule multifonction** : véhicule muni de caméras ou de plusieurs capteurs circulant à vitesse adaptée pour recueillir des images ou des données sur la chaussée.

# ANNEXES :

## Annexe 1 – Organismes admissibles au volet Plan d'intervention et au volet Plan de sécurité routière en milieu municipal

| Région administrative | Plan d'intervention | Plan de sécurité routière en milieu municipal |
|---|---|---|
| 01 – Bas-Saint-Laurent | 070 – La Matapédia<br>080 – La Matanie<br>090 – La Mitis<br>100 – Rimouski-Neigette<br>110 – Les Basques<br>120 – Rivière-du-Loup<br>130 – Témiscouata<br>140 – Kamouraska | 070 – La Matapédia<br>080 – La Matanie<br>090 – La Mitis<br>100 – Rimouski-Neigette<br>110 – Les Basques<br>120 – Rivière-du-Loup<br>130 – Témiscouata<br>140 – Kamouraska |
| 02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean | 910 – Le Domaine-du-Roy<br>920 – Maria-Chapdelaine<br>930 – Lac-Saint-Jean-Est<br><br>942 – Le Fjord-du-Saguenay | 910 – Le Domaine-du-Roy<br>920 – Maria-Chapdelaine<br>930 – Lac-Saint-Jean-Est<br>94068 – Saguenay (ville)<br>942 – Le Fjord-du-Saguenay |
| 03 – Capitale-Nationale | 150 – Charlevoix-Est<br>160 – Charlevoix<br>200 – L'Île-d'Orléans<br>210 – La Côte-de-Beaupré<br>220 – La Jacques-Cartier<br><br>340 – Portneuf | 150 – Charlevoix-Est<br>160 – Charlevoix<br>200 – L'Île-d'Orléans<br>210 – La Côte-de-Beaupré<br>220 – La Jacques-Cartier<br>230 – Québec (agglomération)<br>340 – Portneuf |
| 04 – Mauricie | 350 – Mékinac<br>36033 – Shawinigan (ville)<br><br>372 – Les Chenaux<br>510 – Maskinongé<br>900 – La Tuque (agglomération) | 350 – Mékinac<br>36033 – Shawinigan (ville)<br>37067 – Trois-Rivières (ville)<br>372 – Les Chenaux<br>510 – Maskinongé<br>900 – La Tuque (agglomération) |
| 05 – Estrie | 300 – Le Granit<br>400 – Les Sources | 300 – Le Granit<br>400 – Les Sources |

| Région administrative | Plan d'intervention | Plan de sécurité routière en milieu municipal |
|---|---|---|
| | 410 – Le Haut-Saint-François<br>420 – Le Val-Saint-François<br><br>440 – Coaticook<br>450 – Memphrémagog<br>460 – Brome-Missisquoi<br>470 – La Haute-Yamaska | 410 – Le Haut-Saint-François<br>420 – Le Val-Saint-François<br>43027 – Sherbrooke (ville)<br>440 – Coaticook<br>450 – Memphrémagog<br>460 – Brome-Missisquoi<br>470 – La Haute-Yamaska |
| 06 – Montréal | | 660 – Montréal (agglomération) |
| 07 – Outaouais | 800 – Papineau<br><br>820 – Les Collines-de-l'Outaouais<br>830 – La Vallée-de-la-Gatineau<br>840 – Pontiac | 800 – Papineau<br>81017 – Gatineau (ville)<br>820 – Les Collines-de-l'Outaouais<br>830 – La Vallée-de-la-Gatineau<br>840 – Pontiac |
| 08 – Abitibi-Témiscamingue | 850 – Témiscamingue<br>86042 – Rouyn-Noranda (ville)<br>870 – Abitibi-Ouest<br>880 – Abitibi<br>890 – La Vallée-de-l'Or | 850 – Témiscamingue<br>86042 – Rouyn-Noranda (ville)<br>870 – Abitibi-Ouest<br>880 – Abitibi<br>890 – La Vallée-de-l'Or |
| 09 – Côte-Nord | 950 – La Haute-Côte-Nord<br>960 – Manicouagan<br>971 – Sept-Rivières<br><br>981 – Minganie<br>982 – Le Golfe-du-Saint-Laurent | 950 – La Haute-Côte-Nord<br>960 – Manicouagan<br>971 – Sept-Rivières<br>972 – Caniapiscau<br>981 – Minganie<br>982 – Le Golfe-du-Saint-Laurent |
| 10 – Nord-du-Québec | 99060 – Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James | 992 – Administration régionale Kativik<br>99060 – Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James |
| 11 – Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine | 010 – Îles-de-la-Madeleine (agglomération) | 010 – Îles-de-la-Madeleine (agglomération) |

| Région administrative | Plan d'intervention | Plan de sécurité routière en milieu municipal |
|---|---|---|
| | 020 – Le Rocher-Percé<br>030 – La Côte-de-Gaspé<br>040 – La Haute-Gaspésie<br>050 – Bonaventure<br>060 – Avignon | 020 – Le Rocher-Percé<br>030 – La Côte-de-Gaspé<br>040 – La Haute-Gaspésie<br>050 – Bonaventure<br>060 – Avignon |
| 12 – Chaudière-Appalaches | 170 – L'Islet<br>180 – Montmagny<br>190 – Bellechasse<br><br>260 – La Nouvelle-Beauce<br>270 – Beauce-Centre<br>280 – Les Etchemins<br>290 – Beauce-Sartigan<br>310 – Les Appalaches<br>330 – Lotbinière | 170 – L'Islet<br>180 – Montmagny<br>190 – Bellechasse<br>25213 – Lévis (ville)<br>260 – La Nouvelle-Beauce<br>270 – Beauce-Centre<br>280 – Les Etchemins<br>290 – Beauce-Sartigan<br>310 – Les Appalaches<br>330 – Lotbinière |
| 13 – Laval | | 65005 – Laval (ville) |
| 14 – Lanaudière | 520 – D'Autray<br>600 – L'Assomption<br>610 – Joliette<br>620 – Matawinie<br>630 – Montcalm | 520 – D'Autray<br>600 – L'Assomption<br>610 – Joliette<br>620 – Matawinie<br>630 – Montcalm<br>640 – Les Moulins |
| 15 – Laurentides | 720 – Deux-Montagnes<br><br><br><br>750 – La Rivière-du-Nord<br>760 – Argenteuil<br>770 – Les Pays-d'en-Haut<br>780 – Les Laurentides<br>790 – Antoine-Labelle | 720 – Deux-Montagnes<br>730 – Thérèse-De Blainville<br>74005 – Mirabel (ville)<br>750 – La Rivière-du-Nord<br>760 – Argenteuil<br>770 – Les Pays-d'en-Haut<br>780 – Les Laurentides<br>790 – Antoine-Labelle |
| 16 – Montérégie | 480 – Acton | 480 – Acton |

| Région administrative | Plan d'intervention | Plan de sécurité routière en milieu municipal |
|---|---|---|
| | 530 – Pierre-De Saurel<br>540 – Les Maskoutains<br>550 – Rouville<br>560 – Le Haut-Richelieu<br>570 – La Vallée-du-Richelieu<br><br>590 – Marguerite-D'Youville<br>670 – Roussillon<br>680 – Les Jardins-de-Napierville<br>690 – Le Haut-Saint-Laurent<br>700 – Beauharnois-Salaberry<br>710 – Vaudreuil-Soulanges | 530 – Pierre-De Saurel<br>540 – Les Maskoutains<br>550 – Rouville<br>560 – Le Haut-Richelieu<br>570 – La Vallée-du-Richelieu<br>582 – Longueuil (agglomération)<br>590 – Marguerite-D'Youville<br>670 – Roussillon<br>680 – Les Jardins-de-Napierville<br>690 – Le Haut-Saint-Laurent<br>700 – Beauharnois-Salaberry<br>710 – Vaudreuil-Soulanges |
| 17 – Centre-du-Québec | 320 – L'Érable<br>380 – Bécancour<br>390 – Arthabaska<br>490 – Drummond<br>500 – Nicolet-Yamaska | 320 – L'Érable<br>380 – Bécancour<br>390 – Arthabaska<br>490 – Drummond<br>500 – Nicolet-Yamaska |

# Annexe 2 – Listes des interventions admissibles aux volets Redressement – Sécurisation, Soutien et Projets particuliers d'amélioration

Les listes suivantes présentent les interventions admissibles dans le cadre des volets Redressement – Sécurisation, Soutien et Projets particuliers d'amélioration. Ces listes ne sont pas exhaustives, et elles sont présentées spécifiquement par type de chaussée et par famille d'intervention, par intervention sur les ponceaux, par intervention complémentaire, et par intervention découlant d'un plan de sécurité.

## 1. Chaussées pavées ou gravelées avec traitement de surface

### 1.1. Interventions de nature curative

- Traitement de surface :
  - Traitement double;
  - Traitement triple.
- Planage et resurfaçage;
- Resurfaçage (entre 50 et 80 mm[22]);
- Renforcement (> 80 mm);
- Décohésionnement avec recyclage à froid ou à chaud (retraitement de type I);
- Décohésionnement avec rechargement granulaire (renforcement);
- Décohésionnement et stabilisation (retraitement de type II);
- Reconstruction :
  - Partielle (avec isolation ou non de la fondation contre le gel);
  - Totale (avec isolation ou non de la fondation contre le gel).

### 1.2. Interventions de nature palliative

- Rechargement granulaire des surfaces de roulement;
- Rapiéçage mécanisé continu;
- Resurfaçage ≤ 50 mm;
- Planage fin de chaussée;
- Réparation localisée de la fondation d'une route après un événement fortuit.

### 1.3. Interventions de nature préventive

- Scellement de fissures;
- Resurfaçage mince ≤ 30 mm;
- Rapiéçage manuel discontinu;
- Traitement de surface (enduits superficiels) :
  - Traitement simple ou double.

[22] Entre 50 et 60 mm, l'avis d'un ingénieur stipulant que l'intervention est de nature curative, avec une estimation de la durée de vie de l'intervention, est requis.

- Réparation localisée de la fondation d'une route.

## 2. Chaussées gravelées

### 2.1. Interventions de nature curative

- Rechargement granulaire de 300 mm (compacté) et plus;
- Traitement de surface :
  - Traitement double;
  - Traitement triple.
- Reconstruction :
  - Partielle (avec isolation ou non de la fondation contre le gel);
  - Totale (avec isolation ou non de la fondation contre le gel).

### 2.2. Interventions de nature palliative

- Rechargement granulaire des surfaces de roulement;
- Réparation localisée de la fondation d'une route.

### 2.3. Interventions de nature préventive

- Mise en forme des surfaces de roulement et des accotements;
- Rapiéçage manuel des surfaces de roulement;
- Traitement de surface :
  - Traitement simple.
- Réparation localisée de la fondation.

## 3. Ponceaux

- Remplacement d'un ponceau, y compris l'aménagement des approches et les transitions par un ponceau de même dimension;
- Construction de nouveaux ponceaux ayant une ouverture de 3 000 mm ou moins ou de structures ayant une ouverture de 4,5 m ou moins;
- Remplacement d'un ponceau ayant une ouverture de 3 000 mm ou moins ou d'une structure ayant une ouverture de 4,5 m ou moins par une structure ayant une ouverture de 4,5 m ou plus, lorsque requis en fonction d'exigences gouvernementales ou des résultats d'une étude hydraulique;
- Remplacement d'une structure ayant une ouverture de 4,5 m ou plus, lorsque requis en fonction d'exigences gouvernementales ou des résultats d'une étude hydraulique;

- Nettoyage :
  - des fossés latéraux et/ou de la décharge
  - de la conduite d'un ponceau ou des conduites pluviales
  - ou creusage et reprofilage de fossés

## 3. Ponceaux

  - des conduites pluviales
  - ou réparation des regards, des tuyaux de raccordement, des regards-puisards et des puisards
- Réparations localisées, chemisage localisé ou remplacement de la feuille déformée;
- Insertion d'un ponceau;
- Élimination d'un ponceau;
- Prolongement d'un ponceau;
- Protection des extrémités d'un ponceau;
- Aménagements des extrémités des ponceaux;
- Réfections :
  - du radier d'une conduite;
  - ou remise en état des extrémités de la conduite d'un ponceau;
  - des joints;
  - des murs de tête;
  - des extrémités d'un ponceau;
  - de la structure de la chaussée;
  - ou remplacement d'éléments de ponts, soit le système structural, le tablier et ses composants, les éléments de fondation, le platelage, les joints de dilatation et les appareils d'appui.
- Chemisage structural continu;
- Installation de la protection des talus de remblais et déblais de chaussée;
- Construction d'un mur de parafouille à la sortie d'un ponceau;
- Réhabilitation des fossés;
- Démantèlement de barrages de castors;
- Installation d'une grille prébarrage de castors;
- Déboisement, débroussaillage, abattage et émondage d'arbres;
- Entretien de la protection du lit d'un cours d'eau contre l'érosion des fossés et des bassins près du ponceau (empierrement, fosse d'affouillement préfabriqué, transition empierrée, dissipateur d'énergie, géotextile);
- Réparation des dalots, des drains et des empierrements;
- Enlèvement de débris lors de la reconstruction;
- Aménagement de la transition avec la chaussée;
- Protection des talus de remblais et de déblais lors de la reconstruction;
- Ajustement ou reprofilage des fossés latéraux et de décharge aux nouveaux ponceaux;
- Correction ou construction d'ouvrages de terrassements, y compris les aménagements paysagers de base liés aux travaux admissibles, et d'ouvrages de protection de la route;
- Ajustement ou ajout de glissières de sécurité;
- Installation de revêtements de protection des fossés;
- Travaux de terrassement et de remplacement de tuyaux de raccordement dans les cas de remplacement de ponceaux ou de nouveaux ponceaux.

## 4. Interventions complémentaires associées à d'autres interventions sur la chaussée

- Creusage des fossés ou creusage de nouveaux fossés;
- Reprofilage des fossés en fonction de nouveaux ponceaux ou en fonction d'une reconstruction de chaussée;
- Correction ou construction d'ouvrages de terrassement des abords de route (y compris les aménagements paysagers de base des travaux admissibles) et d'ouvrages de protection de la route, telles que le remplacement ou la construction de bordures, d'accotements et de murs de soutènement;
- Réfection ou reconstruction de murs de soutènement et de passerelles;
- Rechargement et stabilisation des berges;
- Remplacement ou ajout d'égouts pluviaux;
- Déplacement ou protection de services d'utilité publique (poteaux électriques, câbles, télécommunications, fibres optiques, gaz, etc.) existants;
- Ajustement ou ajout de glissières de sécurité;
- Relocalisation ou remplacement d'éléments qui bloquent la visibilité (poteaux, abribus, etc.);
- Réfection ou remplacement d'éléments de ponts, soit le système structural, le tablier et ses composants, les éléments de fondation, le platelage, les joints de dilation et les appareils d'appui;
- Remplacement ou ajout d'ouvrages destinés à améliorer la sécurité des usagers de la route (glissières de sécurité, panneaux et feux de circulation, réaménagement d'accès, etc.);
- Ajustement de bordures;
- Modification de profils ou de tracés;
- Trottoir ou avancées de trottoir;
- Ajout de bandes cyclables d'une largeur minimale de 1,5 m.

## 5. Interventions découlant d'un plan de sécurité routière en milieu municipal

Dans le cadre d'un plan de sécurité routière en milieu municipal, les interventions admissibles sont celles visant l'amélioration de la sécurité routière par la réalisation de diverses actions ciblées au tableau de priorisation. Sans être exhaustives, les listes ci-après présentent les principales interventions pouvant découler d'un tel plan.

### 5.1. Réaménagement d'une intersection

- Implantation d'un carrefour giratoire;
- Réalignement des approches;
- Installation de feux de circulation et de feux clignotants;
- Installation de dispositifs de feux pour piétons ou cyclistes;
- Aménagement de voies de virage;
- Construction de voies auxiliaires pour arrêts d'autobus;
- Construction d'avancées de trottoirs;
- Aménagement de passages pour personnes (piétons, écoliers, enfants près d'un terrain de jeux, etc.);
- Construction de refuges pour piétons (îlot central);

- Réfection ou installation d'éclairage ou de signalisation;
- Revêtement des rayons de coin;
- Amélioration du drainage;
- Relocalisation d'accès;
- Déplacement d'obstacles visuels ou d'objets fixes pour améliorer le triangle de visibilité (arbres, poteaux, abribus);
- Marquage sur la chaussée, en relation avec un ou des éléments précédents;
- Réfection de la chaussée rendue nécessaire par les travaux précédemment énoncés.

### 5.2. Réaménagement géométrique d'un tronçon de route

- Corrections :
  - du tracé en long, tel que la correction d'une courbe;
  - de pente, pour améliorer la visibilité ou offrir un plateau à une intersection;
  - de profil en travers, tel que la modification de la largeur des voies, du stationnement sur rue, de voies cyclables, de trottoirs ou d'accotements, du revêtement partiel de l'accotement, l'ajout de bordures, la modification du dévers, l'ajout d'un terre-plein central ou d'un îlot central, ou l'aménagement d'une voie de virage à gauche dans les deux sens.
- Réaménagement d'accès (relocalisation, modification de la largeur, réduction du nombre);
- Mise en place d'aménagements modérateurs de la vitesse, comme des avancées de trottoirs, des dos-d'âne allongés, des passages surélevés pour personnes, des îlots centraux, des chicanes ou déports de chaussée, des aménagements paysagers;
- Déplacement d'obstacles visuels ou d'objets fixes pour améliorer le triangle de visibilité (arbres, poteaux, abribus);
- Marquage sur la chaussée, en relation avec un ou des éléments précédents;
- Réfection de la chaussée rendue nécessaire par les travaux précédemment énoncés.

### 5.3. Actions de nature générale

- Ajout :
  - Ou remplacement de glissières de sécurité;
  - Ou remplacement de panneaux de signalisation;
  - Ou modification ou synchronisation de feux de circulation;
  - Ou élargissement de trottoirs;
  - Ou remplacement d'éclairage;
  - De nouveaux marquages au sol;
  - De passages pour personnes (piétons, écoliers, enfants près d'un terrain de jeux, etc.);
  - De bandes rugueuses.
- Fragilisation d'objets fixes à l'aide de base friable;
- Traverses de véhicule hors route (VHR);

# Annexe 3 – Dépenses admissibles et non admissibles aux volets Redressement – Sécurisation, Rétablissement, Soutien, et Projets particuliers d'amélioration

## Dépenses admissibles

Pour les dépenses effectuées en régie, les **coûts directs** et les **frais incidents** comprennent :

- les salaires (au taux horaire de base) des employés municipaux affectés à la réalisation du projet;
- les achats de matériaux et de fournitures spécifiés aux plans et devis;
- les frais de location d'outils, d'équipement et de machinerie, y compris la machinerie de la municipalité, pourvu que leurs coûts ne dépassent pas les taux prévus aux répertoires du recueil intitulé *Taux de location de machinerie lourde avec opérateur et équipement divers du gouvernement du Québec*.

### a) Coûts directs

Les coûts directs sont à la base du calcul de l'aide financière et touchent essentiellement l'exécution concrète des travaux. Ils doivent porter uniquement sur les travaux admissibles et peuvent être tirés de deux sources différentes, au choix de la municipalité :

- Le montant de l'estimation détaillée;
- Le montant de l'offre de services ou du bordereau de soumission de l'entrepreneur.

### b) Frais incidents

Les frais incidents admissibles sont limités à un maximum de 20 % des coûts directs et incluent :

- les plans et devis;
- les coûts liés aux services professionnels relatifs aux travaux admissibles (estimation détaillée, études, surveillance, avis de conformité);
- la préparation de la demande d'aide financière;
- les études géotechniques, hydrologiques, de caractérisation du sol et de caractérisation des berges;
- les honoraires (ingénieurs, architectes, experts-conseils ou tout professionnel mandaté par le demandeur);
- pour les volets « Soutien » et « Projets particuliers d'amélioration » seulement, les frais liés à l'expropriation ou à une servitude nécessaire à la réalisation immédiate des travaux financés ainsi que les frais juridiques et d'évaluation s'y rattachant, sans dépasser les taux prévus au Règlement sur les honoraires relatifs à certains services juridiques rendus à des organismes du gouvernement (RLRQ, chapitre C-65.1, r. 7.3);
- les frais de déplacement et d'hébergement, sans excéder les barèmes en vigueur dans la fonction publique du Québec;

- les travaux d'arpentage;
- le contrôle qualitatif des matériaux (travaux de laboratoire, contrôle qualité au chantier);
- les frais de publication d'avis relatifs aux appels d'offres;
- les coûts de communication publique exigée par le gouvernement;
- les coûts liés à l'obtention d'autorisations gouvernementales;
- les coûts liés aux études d'évaluation des répercussions sur l'environnement.

La ministre ajoute la portion non remboursable des taxes afférentes aux dépenses admissibles.

### Dépenses non admissibles

Les dépenses non admissibles sont les suivantes :

- À l'exception du volet « Rétablissement » (voir section 5.7.2), les coûts directs engagés avant la date figurant sur la lettre d'annonce de l'aide financière;
- Toute étude visant à définir la nature des interventions à réaliser (étude d'opportunité, étude d'avant-projet, etc.);
- Les frais de contingence et les imprévus;
- Les ouvrages liés aux équipements municipaux (aqueduc, égouts sanitaires, plaque de nom de rue ou signalisation touristique);
- L'achat et l'épandage d'abat-poussière;
- Les frais d'administration courants de la municipalité : salaires du personnel de bureau (secrétaire-trésorier, directeur général, professionnels, etc.) et fournitures de bureau;
- Les frais de financement temporaire et permanent, incluant les frais d'émission associés au financement permanent;
- L'achat de matériaux (granulaires ou autres) pour des fins de stockage ou d'entreposage;
- Les aménagements paysagers accessoires ou non essentiels;
- La construction et l'entretien d'aménagements cyclables en site propre;
- Les coûts d'acquisition de terrain;
- Les coûts associés à l'enfouissement de câbles

Transports
et Mobilité durable
Québec

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 30.02

2026/04/23 16:00

(2)

**Dossier # : 1250288001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International |

Il est recommandé :

d'autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-03-27 12:59

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1250288001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Aménagement des parcs-nature et espaces riverains |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine |
| **Compétence d'agglomération :** | Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Autoriser le dépôt de la candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur du Cap-Saint-Jacques, en vue d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place décernée par DarkSky International |

## CONTENU

### CONTEXTE

Depuis 2017, la Ville de Montréal déploie diverses mesures pour réduire la pollution lumineuse, notamment par le remplacement progressif des luminaires, l'adoption de règlements locaux et la sensibilisation du public.

Afin de renforcer ses engagements en matière de durabilité, en cohérence avec *Montréal 2030* et le pacte de Berlin pour la nature en milieu urbain, la Ville souhaite obtenir la désignation internationale *Urban Night Sky Place* (UNSP) pour le Grand parc de l'Ouest (GPO), secteur du Cap-Saint-Jacques, un site naturel de 330 hectares. Le dépôt officiel de la candidature est prévu en avril 2026, et une réponse de DarkSky International est attendue en avril 2027.

La démarche est menée conjointement par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et le Service de l'Espace pour la vie (EPLV). De plus, le dossier de candidature a été élaboré en collaboration avec des partenaires municipaux et scientifiques impliqués dans la protection des environnements nocturnes.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM25 1271 - 22 septembre 2025 - Approuver l'adhésion de la Ville de Montréal au *pacte de Berlin pour la nature en milieu urbain* et atteindre au minimum 15 cibles d'ici 2030.
CA24 080378 - 1 octobre 2024 - Adopter le règlement numéro RCA08-08-0001-170 modifiant le règlement numéro RCA08-08-0001 sur le zonage afin d'encadrer la pollution lumineuse.

CM17 0766 - 13 juin 2017 - Accorder un contrat à Current, powered by GE, pour la fourniture de 85 000 luminaires DEL 3000K pour le projet de conversion de l'éclairage de rue.

**DESCRIPTION**

DarkSky International est un organisme environnemental à but non lucratif fondé en 1988, dont la mission consiste à protéger l'environnement nocturne en encourageant des pratiques d'éclairage responsables et en sensibilisant le public aux effets de la pollution lumineuse. La désignation UNSP reconnaît des sites naturels situés à proximité de milieux urbains qui offrent une expérience nocturne de qualité grâce à une gestion rigoureuse de l'éclairage et à des activités de médiation scientifique ou éducative. À ce jour, on compte treize sites UNSP dans le monde, dont un seul se trouve au Canada, soit le parc du Mont-Bellevue à Sherbrooke (2022).

La démarche proposée vise à intégrer les principes « ciel étoilé » dans la gestion du GPO, secteur du Cap-Saint-Jacques. Elle comprend l'ajustement des pratiques d'éclairage, l'ajout d'aménagements dédiés à l'observation astronomique, la mise en place d'une programmation éducative en astronomie et en biodiversité nocturne, ainsi que l'adoption de mesures de protection des corridors écologiques. Un suivi régulier de la qualité du ciel, réalisé conjointement par le SGPMRS et EPLV, assurera la conformité continue aux standards de DarkSky.

Pour obtenir la désignation, la Ville doit s'engager à :

- Produire un *Plan de gestion de l'éclairage;*
- Inventorier et mettre aux normes l'ensemble des luminaires du secteur du Cap-Saint-Jacques;
- Encadrer l'introduction de lumière artificielle par les visiteurs;
- Garantir l'accès nocturne au public (par exemple, par le biais d'une programmation d'activités nocturnes encadrées);
- Documenter annuellement les activités, mesures photométriques et actions de conformité.

**JUSTIFICATION**

Le Cap-Saint-Jacques présente des atouts uniques pour obtenir la désignation UNSP :

- Une superficie exceptionnelle de 330 hectares, faisant de ce site l'un des plus vastes UNSP au monde en milieu urbain;
- Une proximité avec le coeur de la métropole (30 km du centre-ville de Montréal);
- Des écosystèmes nocturnes riches (chauves-souris, hiboux, engoulevents, insectes pollinisateurs) particulièrement sensibles à la pollution lumineuse.

Notons que des actions ont déjà été entreprises par la Ville, notamment en matière de sensibilisation du public, et que le secteur visé bénéficie déjà d'un fort soutien communautaire (citoyens, organismes et associations d'astronomie).

La désignation consolidera les engagements environnementaux de la Ville et démontrera qu'il est possible de concilier développement urbain, biodiversité et accès citoyen au ciel étoilé. Cette reconnaissance positionnera également Montréal comme chef de file en matière de protection du ciel nocturne en milieu urbain et pourrait inspirer d'autres villes canadiennes. De plus, la désignation contribuera au rayonnement international de Montréal en astronomie, grâce à un site d'observation en milieu naturel.

Le projet renforcera la mise en valeur du patrimoine nocturne du secteur du Cap-Saint-Jacques, tout en offrant à la population une expérience immersive unique. Il contribuera également à l'attractivité et au rayonnement de Montréal en positionnant la métropole comme un leader de la protection du ciel étoilé en milieu urbain. Par ailleurs, la réduction de la pollution lumineuse favorisera la résilience écologique du parc en protégeant les espèces nocturnes sensibles et en améliorant les services écosystémiques. Enfin, l'accès à des environnements nocturnes accueillants et inclusifs permettra à un public diversifié de profiter de ce patrimoine naturel unique.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le présent dossier décisionnel porte exclusivement sur l'autorisation de déposer la candidature en vue d'obtenir la désignation visée. Aucun engagement financier n'est requis à cette étape. Advenant un avis favorable et l'obtention de la désignation, des sommes devront être allouées pour la réalisation du projet, incluant des coûts fixes liés à son déploiement initial et des coûts récurrents nécessaires à son opérationnalisation et à sa pérennité.
Les sommes requises estimées à ce jour seront partagées entre le SGPMRS et EPLV, partenaires du projet, et pourront être priorisées à même leurs budgets.

Coûts d'investissements estimés, non récurrents :

| Répartition | Montant | Source |
|---|---|---|
| Aménagements dédiés à l'astronomie et installation de panneaux d'information | 90 000 $ | SGPMRS |
| Mise aux normes de l'éclairage (2026-2036) | 250 000 $ | SGPMRS |
| Acquisition de contenus d'animation et de recherche (services professionnels) | 40 000 $ | EPLV |

Coûts récurrents estimés :

| Répartition | Montant | Source |
|---|---|---|
| Encadrement des activités d'observation du ciel étoilé | 7 500 $ | SGPMRS |
| Animation, accueil et organisation d'activités promotionnelles | 4 000 $ | SGPMRS |
| Animation, accueil et organisation d'activités promotionnelles | 23 000 $ | EPLV |

**MONTRÉAL 2030**

L'obtention de la désignation contribuerait à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en matière de changements climatiques et d'équité. Plus spécifiquement :

- Priorité 2 – Enraciner la nature en ville ;
- Priorité 11 – Expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible ;
- Priorité 16 – Laboratoire vivant et ville de savoir ;

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Avril 2026 : Dépôt de la candidature

- Février 2027 : Dépôt du *Plan de gestion de l'éclairage*
- Avril 2027 : Réponse de DarkSky International attendue et lancement du projet (conditionnel à l'obtention de la désignation)
- Octobre 2027 : Dépôt du premier rapport annuel de conformité DarkSky
- Avril 2029 : Dépôt du premier bilan du projet (exigé aux 2 ans)
- Avril 2032 : Finalisation de la mise en conformité complète du site

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Olivier HERNANDEZ, Service de l'Espace pour la vie
Julie JODOIN, Service de l'Espace pour la vie

Lecture :

Julie JODOIN, 27 février 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Pierre VUAILLET
Ingenieur - Division aménagement du réseau des grands parcs

**Tél :** 438 823-8658
**Télécop. :** n/a

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-30

Marie-Pascale RICHARD
Cheffe de division - Gestion des grands parcs et milieux naturels

**Tél :** 514 855-6110
**Télécop. :** n/a

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - Gestion des grands parcs et milieux naturels
**Tél :** 438 995-6030
**Approuvé le :** 2026-03-25

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
**Tél :** 514 236-5925
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

**Numéro de dossier** : 1250288001
**Unité administrative responsable :** Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS)
**Projet** : Candidature du Grand parc de l'Ouest, secteur Cap-Saint-Jacques, afin d'obtenir la désignation internationale Urban Night Sky Place par l'organisme *DarkSky International*.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?<br>*Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>– **Priorité 1** – Réduire de 55 % les émissions de GES d'ici 2030 / carboneutralité 2050 (réduction de la consommation liée à l'éclairage).<br>– **Priorité 2** – Enraciner la nature en ville (biodiversité nocturne, milieux naturels, trame noire).<br>– **Priorité 11** – Expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible (information/sensibilisation et accès à des activités).<br>– **Priorité 16** – Laboratoire vivant et ville de savoir (science citoyenne, éducation/observation du ciel nocturne, partenariats).<br>– **Priorité 19** – Milieux de vie sécuritaires et de qualité (réduction de l'éblouissement, confort visuel et qualité du milieu nocturne). | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>– **P1 (GES)** : baisse de la consommation énergétique par conversion DEL, gradation et extinction ciblée; quantification à documenter au besoin (kWh / t éq. CO2) selon les données d'exploitation.<br>– **P2 (nature)** : diminution de la lumière intrusive (spectre, intensité, orientation) et réduction des perturbations pour la faune nocturne; consolidation de corridors écologiques/zone sombre.<br>– **P11 (expérience citoyenne)** : accès à une information claire (panneaux, communication) et à des activités encadrées (astronomie, éducation) pour divers publics.<br>– **P16 (ville de savoir)** : développement d'un site d'observation et de sensibilisation (partenariats, éventuelle science citoyenne – mesures SQM / suivi).<br>– **P19 (qualité du milieu)** : réduction de l'éblouissement et amélioration du confort visuel nocturne, tout en maintenant les exigences de sécurité par un éclairage juste et dirigé. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050<br><br>*Oui. L'initiative vise la réduction à la source des besoins d'éclairage (luminaires mieux dirigés, gradation, sources à faible température de couleur). Une quantification (kWh / t éq. CO2) pourrait être ajoutée si requise pour démontrer formellement la cohérence.* | **X** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?<br><br>*Oui, de façon indirecte : protection/renforcement des milieux naturels (biodiversité nocturne) et amélioration du confort nocturne. Les mesures d'adaptation climatiques « classiques » (eaux pluviales, îlots de chaleur, etc.) ne sont pas le coeur du dossier mais peuvent être arrimées via la gestion des milieux naturels.* | **X** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?<br><br>*Non. À ce stade, l'analyse s'appuie sur la documentation du projet et les orientations internes, sans application d'un encadrement formel dédié (ex. test climat pour projets d'envergure).* | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion<br><br>*Oui. Le dossier vise également la sensibilisation et l'accès à des activités éducatives pour des publics variés, avec des communications inclusives (ex. groupes scolaires, familles, aînés, nouveaux arrivants).* | **X** | | |
| b. **Équité** | **X** | | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale<br><br>*Oui. Le site offre un accès plus équitable à une expérience de nature et de ciel nocturne sur l'île, en complémentarité avec d'autres sites; l'accessibilité par transport collectif (bus/REM selon les parcours) appuie cet objectif.* | | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal<br><br>*Oui. Prévoir/mettre en valeur des modalités favorisant la participation (signalisation, information, points d'observation et cheminements adaptés) pour personnes aînées, familles, personnes avec limitations fonctionnelles, etc.; activités nocturnes encadrées.* | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?<br><br>*Oui (potentielles ou prévues) :*<br>– *Identification de publics cibles (écoles, familles, aînés, personnes avec limitations, nouveaux arrivants) et adaptation des communications.*<br>– *Possibilité d'impliquer des ressources expertes et/ou groupes concernés (ex. accessibilité universelle, sécurité, organisations locales) selon la portée du dossier.* | **X** | | |

***** Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Urban Dark Sky Place Application**

Grand parc de l'Ouest,
Secteur du Cap-Saint-Jacques

# Preserving the Night: Montréal's Initiative for Urban Night Sky Protection

**Montréal, Canada**



10/201

# Table of Contents


**A. Administrative content ..... 1**

A.1 Letter of Introduction ..... **3**

A.2 Letter of Support – Darksky Delegates ..... **8**

A.3 Letter of Support – City of Montréal Services ..... **11**

**B. Site Description ..... 14**

**B.1 Montréal: culture, history and complexity ..... 16**

B.1.1 Overview ..... 16

B.1.2 Geography ..... 17

B.1.3 Historical Background ..... 18

B.1.4 Administration ..... 19

B.1.5 Cultural and Linguistic Identity ..... 19

B.1.6 Economy and Innovation ..... 20

B.1.7 International Engagement ..... 21

**B.2 Environment and light pollution ..... 22**

B.2.1 Vision and climate leadership ..... 22

B.2.2 Biodiversity and sustainable development ..... 22

B.2.3 Light pollution prevention ..... 22

**B.3 Maps and Area Description ..... 24**

B.3.1 *The Grand parc de l'Ouest* ..... 24

B.3.2 Cap-Saint-Jacques ..... 25

B.3.3 Cultural and Indigenous Connection ..... 27

B.3.4 Local Wildlife ..... 29

B.3.5 Ecosystem preservation and dark sky friendly measures ..... 31

B.3.6 The challenges of an urban area ..... 32

B.3.7 Nighttime Site Photography ..... 35

**B.4 Site Requirements ..... 37**

B.4.1 Montréal's Parks ..... 37

B.4.2 Current Situation ..... 38

B.4.3 Vision and objectives ..... 38

B.4.4 Cap-Saint-Jacques ..... 39

B.4.5 By-law at Cap-Saint-Jacques ..... 41

B.4.6 Distance from downtown and population ..... 42

B.4.7 Geography and landscaping ..... 43

B.4.8 Park management ..... 44

B.4.9 Public access throughout the park and activities ..... 45

B.4.10 Possible Activities in the park ..... 45

B.4.11 Park's management documents and lightning objectives ..... 47

**C. Light Pollution** ..... **49**
C.1 Light pollution ..... **51**
C.2 Lighting Inventory and Lightscape Management Plan ..... **54**
C.2.1 Montréal's Urban Lighting Transition and Light Pollution Mitigation ..... 54
C.2.2 Lighting Inventory ..... 55
C.3 Night Sky Quality Measurement Report ..... **58**
C.3.1 Introduction ..... 58
C.3.2 Instruments and Equipment ..... 59
C.3.3 Measurement Procedure ..... 60
C.3.4 Additional Observations ..... 62
C.3.5 Data Analysis and Reporting ..... 67
C.3.6 Ongoing Monitoring Program ..... 68

**D. Community Support** ..... **69**
D.1 Community Engagement and Education ..... **71**
D.2 Coordination with IDSPs or DarkSky Chapters ..... **73**
D.3 Broad Community Support ..... **74**

**E. References** ..... **75**

**F. Appendices** ..... **80**
Appendix A – Applicant self-checklist ..... **82**
Appendix B – Sites photography and SQM ..... **95**
Appendix C – Astrophotography overview ..... **112**
Appendix D – By-law RCG 09-029 ..... **140**
Appendix E – Light inventory ..... **159**
Appendix F – Astronomical equipment ..... **179**
Appendix G – Letters of Support – Academic and Scientific Institutions ..... **184**

# List of Figures


**Figure 1: Location of Montréal (Québec, Canada) ..... 16**

**Figure 2: L'île de Montréal (Island of Montréal) .....17**

**Figure 3: Ville-Marie dans l'île de Montréal, 13 novembre 1685 ..... 18**

**Figure 4: Location of *the Grand Parc de l'Ouest* and the sector of *Cap-Saint-Jacques*.....24**

**Figure 5: Aerial photography and official limits of *the Grand Parc de l'Ouest* ... 25**

**Figure 6: Proposed site for Urban Night Sky Place designation – sector of *Cap-Saint-Jacques*.....26**

**Figure 7: Aerial photography and administrative limits of *Cap-Saint-Jacques*..... 27**

**Figure 8: *Cap-Saint-Jacques* Bortle Class .....33**

**Figure 9: Local light pollution environment nearby *Cap-Saint-Jacques* (NASA - ISS073-E-283178) .....34**

**Figure 10: Map of the parks of Montréal..... 37**

**Figure 11: Rivershore of the lake Deux-Montagnes .....39**

**Figure 12: La grande plage ..... 40**

**Figure 13: Nightscapes of *Cap-Saint-Jacques*..... 40**

**Figure 14: The Pleiades - Subaru (M45)..... 41**

**Figure 15: Distance of *the Grand parc de l'Ouest* from downtown Montréal ..... 43**

**Figure 16: On-site signage of *Cap-Saint-Jacques*.....44**

**Figure 17: Deadhorse State Park (Utah, USA) entrance signage.....48**

**Figure 18: Map of the eco-lights' zones in *the Grand parc de l'Ouest* .....53**

**Figure 19: Lighting inventory at *Cap-Saint-Jacques* and Pierrefonds-Ouest .... 56**

**Figure 20: SQM measurement sites at *Cap-Saint-Jacques* .....58**

# List of Tables

**Table 1: New lighting type (changed in 2025). ..... 56**

**Table 2: Unihedron Sky Quality Meter – L ..... 59**

**Table 3: Weather data – Station Ste-Anne-de-Bellevue_1 ..... 62**

**Table 4: Air quality – Station 99, Sainte-Anne-de-Bellevue ..... 65**

# Administrative content






Country trails - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# A.1 Letter of Introduction

Dear Members of the DarkSky International,

The city of Montréal is proud to introduce you to *Cap-Saint-Jacques*, located in *the Grand parc de l'Ouest*, an extraordinary natural asset nestled within the vibrant and historically rich city of Montréal, and to seek your support in our journey to obtain an Urban Night Sky Place designation.

Montréal, founded in 1642 as Ville-Marie by French settlers, quickly grew into a significant hub for trade, culture, and innovation. The city's strategic location along the St. Lawrence River made it a focal point for commerce and transportation in North America. Over the centuries, Montréal evolved into a cosmopolitan metropolis, known for its unique blend of French and English cultures, its architectural heritage, and its commitment to the arts and education.

Still, Montréal is not just a bustling urban center of over 2,000,000 residents; it also serves as a gateway to some of the most pristine dark skies in North America. Situated at the southern edge of the province of Quebec, Montréal offers relatively easy access to several dark sky sanctuaries in the province, making it a prime starting point for those looking to experience the awe-inspiring beauty of the northern night skies.

Just a few hours from Montréal, *Parc national du Mont-Mégantic* stands as a shining example of Quebec's commitment to preserving its dark skies. This park is home to the first International Dark-Sky Reserve in the world, designated by the DarkSky International in 2007. Mont-Mégantic offers some of the darkest skies accessible from a major metropolitan area, with a sky quality that allows for extraordinary views of celestial phenomena.

Additionally, *Parc national du Mont-Tremblant*, another beloved destination within driving distance from Montréal, provides an escape into nature where light pollution is minimal, allowing visitors to experience the night sky in all its natural splendor. This majestic park has been designated an International Dark Sky Park by DarkSky International in 2023.

The proximity of these dark-sky locations highlights Montréal's unique position as both a vibrant city and a gateway to some of the most significant dark-sky sites in Canada. The city's efforts to mitigate light pollution within its urban parks, such as *the Grand parc de l'Ouest*, further enhance its role in protecting and promoting the appreciation of the night sky. These parks offer urban residents and visitors alike the chance to reconnect with the stars while being just a short journey away from some of the world's premier dark-sky destinations.

Montréal, with its strategic location and growing dark-sky initiatives, is thus poised to become a pivotal hub for night-sky conservation and education, bridging the urban environment with the untamed wilderness of Quebec's northern skies.

As part of its ambitious plan for sustainability and quality of life, the City of Montréal has launched the *Montréal 2030* initiative. This comprehensive vision focuses on creating a more sustainable, resilient, and inclusive city by the end of the decade. A key pillar of *Montréal 2030* is the protection and enhancement of natural habitats, including the preservation of dark skies within urban environments. By embedding dark-sky principles into its urban development strategies, *Montréal 2030* aims to reduce light pollution, improve biodiversity, and reconnect citizens with the natural rhythms of day and night. This initiative underscores Montréal's commitment to innovation in urban environmental management, fostering a brighter future while protecting its starry heritage.

With an even longer-term vision, Montréal's ambitious *Urban planning and mobility plan 2050* emphasizes creating a resilient and inclusive city that harmoniously blends urban development with ecological sustainability. This vision aligns perfectly with our efforts to reduce light pollution and enhance access to dark skies within urban parks. By integrating dark-sky principles into the city's broader environmental and urban strategies, we aim to foster a unique urban experience where residents and visitors can enjoy both a vibrant city life and the serene beauty of the night sky.

In 2025, the City of Montréal has engaged in *the Berlin Urban Nature Pact*, demonstrating its dedication to its environmental goals. The *Berlin Urban Nature Pact* underscores the pivotal role of cities in tackling the intertwined crises of biodiversity loss and climate change, with a notable emphasis on mitigating light pollution. Montréal acknowledges that light pollution significantly impacts biodiversity, particularly affecting nocturnal species like insects, bats, and birds. To address this, the pact sets a target for signatory cities to reduce city nightglow from public buildings and street illumination by 50% by 2030. This will be achieved through insect-friendly lighting, demand-based control, optimized illumination intensity and orientation, and the use of long-wave light for outdoor lighting. These measures are part of a broader commitment to nature-based solutions that benefit climate change mitigation, adaptation, and overall well-being.

Amidst this urban tapestry, *the Grand parc de l'Ouest* stands as a testament to Montréal's dedication to preserving its natural landscapes. Spanning over 3,000 hectares, the park offers a diverse range of environments, from wetlands and forests to open spaces and rural neighborhoods, that serve as vital green lungs for the city. This expansive park, though within 30 kilometers of downtown, is constantly improving to mitigate glare and light trespass, offering a rare refuge of natural beauty and dark skies.

Recognizing the challenges posed by light pollution in an urban setting, the City of Montréal is committed to reducing its impact. We see the present application as a critical step in that ongoing effort. The management of *Cap-Saint-Jacques* is already deeply integrated with dark-sky principles, acknowledging dark skies as a vital natural resource to be cherished and protected. These principles will be embedded within our park management documents, ensuring that every aspect of our operation aligns with our goal of preserving the night sky.

*Cap-Saint-Jacques* in *the Grand parc de l'Ouest* aspires to become a beacon of education and experience for all—from the occasional stargazer to expert astrophotographers and astronomers. By offering programs and experiences that allow visitors to reconnect with the cosmos, we aim to foster a community deeply engaged in the preservation of our natural nightscapes.

In this context, we humbly seek the DarkSky International's guidance and endorsement in designating *Cap-Saint-Jacques* as our first Urban Night Sky Place. Such a designation would not only recognize our ongoing efforts but also inspire broader community involvement and awareness in the fight against light pollution.

We are enthusiastic about the possibility of collaborating with DarkSky International and would greatly appreciate your support as we work toward creating a sanctuary for dark skies within the heart of Montréal—a city with a profound history and a bright future.

Thank you for considering our application. We look forward to the opportunity to work together in preserving the night sky for future generations.

Sincerely,



Havre de la tortue - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# A.2 Letter of Support – Darksky Delegates

St. Catharines, ON
Ashley Northcotte
ashley@astrobackyard.com

St. Catharines, ON
Trevor Jones
trevor@astrobackyard.com

To the Board of the DarkSky International

Subject: Nomination Letter for *Cap-Saint-Jacques* – Urban Night Sky Place Designation

Dear Members of the Board,

It is with great enthusiasm that we, the undersigned delegates of DarkSky International, formally nominate ***Cap-Saint-Jacques*** in *the Grand parc de l'Ouest, Montréal, Canada*, for designation as an Urban Night Sky Place. This nomination stems from our shared recognition of the park's efforts in promoting dark-sky conservation, implementing sustainable lighting practices, and fostering community engagement through educational initiatives. We believe the park exemplifies the values and criteria established by DarkSky International for Urban Night Sky Place designation.

*Cap-Saint-Jacques* has taken significant steps toward reducing light pollution through the adoption of eco-friendly lighting systems. Its use of low-intensity shielded fixtures with warm-colored LEDs participates to limit the impact on the natural night environment. These efforts align with best practices for preserving the quality of the night sky while balancing public safety and functionality.

The park's geographical setting further enhances its suitability for this designation. Its expansive natural landscapes, including forests, wetlands, and rivers, provide natural barriers that shield the area from the surrounding urban glow. Although located only 30 kilometers from downtown Montréal, the park maintains an atmosphere of seclusion, offering a rare opportunity for night-sky observation within a major metropolitan area.

Additionally, the park has cultivated a culture of public engagement through numerous astronomy-related events, including stargazing evenings, educational workshops, and community outreach programs. These initiatives have increased public awareness of the importance of protecting the night sky while building lasting community support. The park's long-term environmental strategy integrates dark-sky principles into its operational plans, emphasizing biodiversity conservation, the preservation of nocturnal wildlife habitats, and the responsible use of lighting technologies.

Given these efforts, we believe that granting Urban Night Sky Place designation to *Cap-Saint-Jacques* will validate its ongoing conservation initiatives and serve as a source of inspiration for other urban parks worldwide.

We respectfully encourage DarkSky International to consider this nomination and remain available to provide any additional documentation or clarifications you may require.

Thank you very much for your time and thoughtful consideration.

Sincerely,



Ashley Northcotte



Trevor Jones



Château Gohier - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# A.3 Letter of Support – City of Montréal Services

Dear board of the DarkSky International,

On behalf of the City of Montréal, the Service des Grands Parcs du Mont-Royal et des Sports and the Espace pour la vie, we are honored to extend our formal support for the application of *Cap-Saint-Jacques* in *the Grand parc de l'Ouest* to be designated as an Urban Night Sky Place by the DarkSky International. This designation would be a testament to our commitment to preserving the natural environment and enhancing the quality of life for all residents and visitors.

*Cap-Saint-Jacques* is an exceptional park, spanning vast areas of green spaces and natural habitats within close proximity to the heart of Montréal. Despite being located near a vibrant metropolitan area, the park has managed to maintain a connection with the night sky, offering a rare opportunity for city dwellers to experience the beauty of the stars.

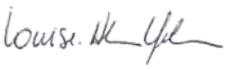
Recognizing the challenges posed by urban light pollution, Montréal has already taken significant steps to mitigate its effects. We have implemented a city-wide transition to more efficient and less obtrusive LED lighting, while also incorporating dark-sky principles into our urban planning and park management. *Cap-Saint-Jacques* will serve as a beacon of these efforts, showcasing our dedication to reducing light pollution and fostering a deeper appreciation for the night sky among our citizens.

This park holds immense potential as an educational resource, providing a space where both casual stargazers and expert astronomers can come together to observe, learn, and be inspired by the cosmos. We envision *Cap-Saint-Jacques* as a cornerstone for public engagement in dark-sky preservation, a place where visitors of all ages can reconnect with the natural world and gain a greater understanding of our place in the universe.

The City of Montréal is fully committed to supporting this initiative, recognizing the value that dark skies bring to our environment, health, and cultural heritage. We respectfully request that DarkSky International consider our application and grant *Cap-Saint-Jacques* in *the Grand parc de l'Ouest* the designation of an Urban Night Sky Place. Your partnership in this endeavor will help us take a significant step toward a future where the night skies over Montréal are preserved and cherished for generations to come.

Thank you for your consideration.

Sincerely,



2026-01-28

**Louise-Hélène Lefebvre**
Director
*Service des grands parcs,*
*du Mont-Royal et des sports*



**Julie Jodoin**
Director
*Service de l'Espace pour la vie*



Winter sunset - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# Site Description

B



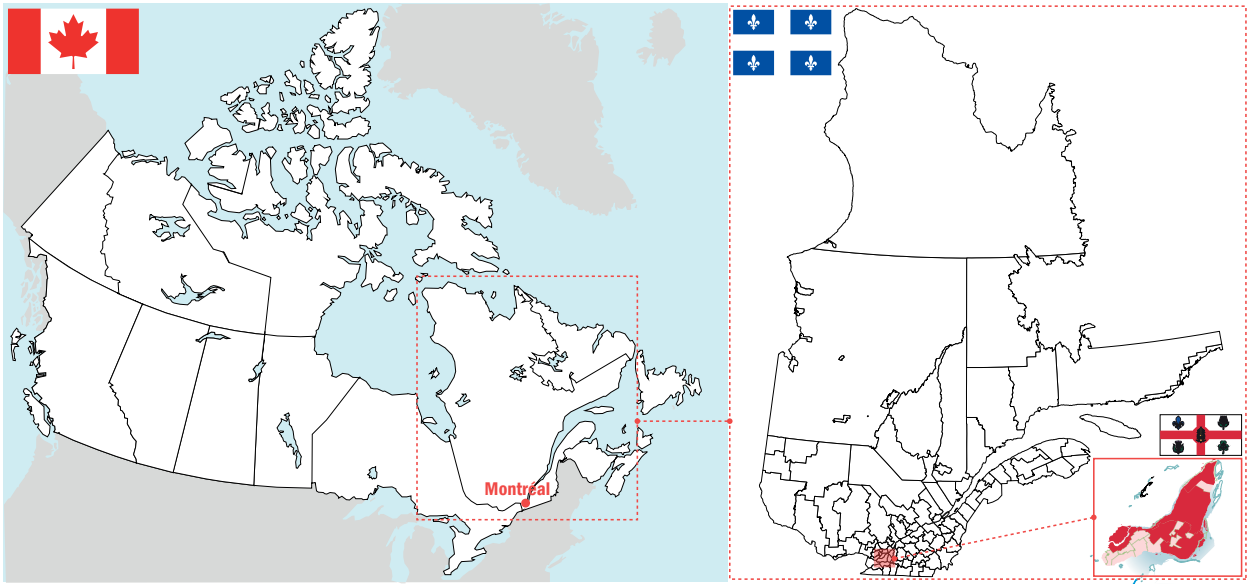
Sunset on the beach -
Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# B.1 Montréal: culture, history and complexity

## B.1.1 Overview

Montréal is the largest city in the province of Québec and the second most populous city in Canada, home to approximately 2 million residents in the city proper and more than 4,3 million in the greater metropolitan area. Located in eastern Canada (Figure 1), it is renowned for its vibrant cultural life, bilingual character, and historical significance.

**Figure 1: Location of Montréal (Québec, Canada)**




Source: Ville de Montréal, 2025

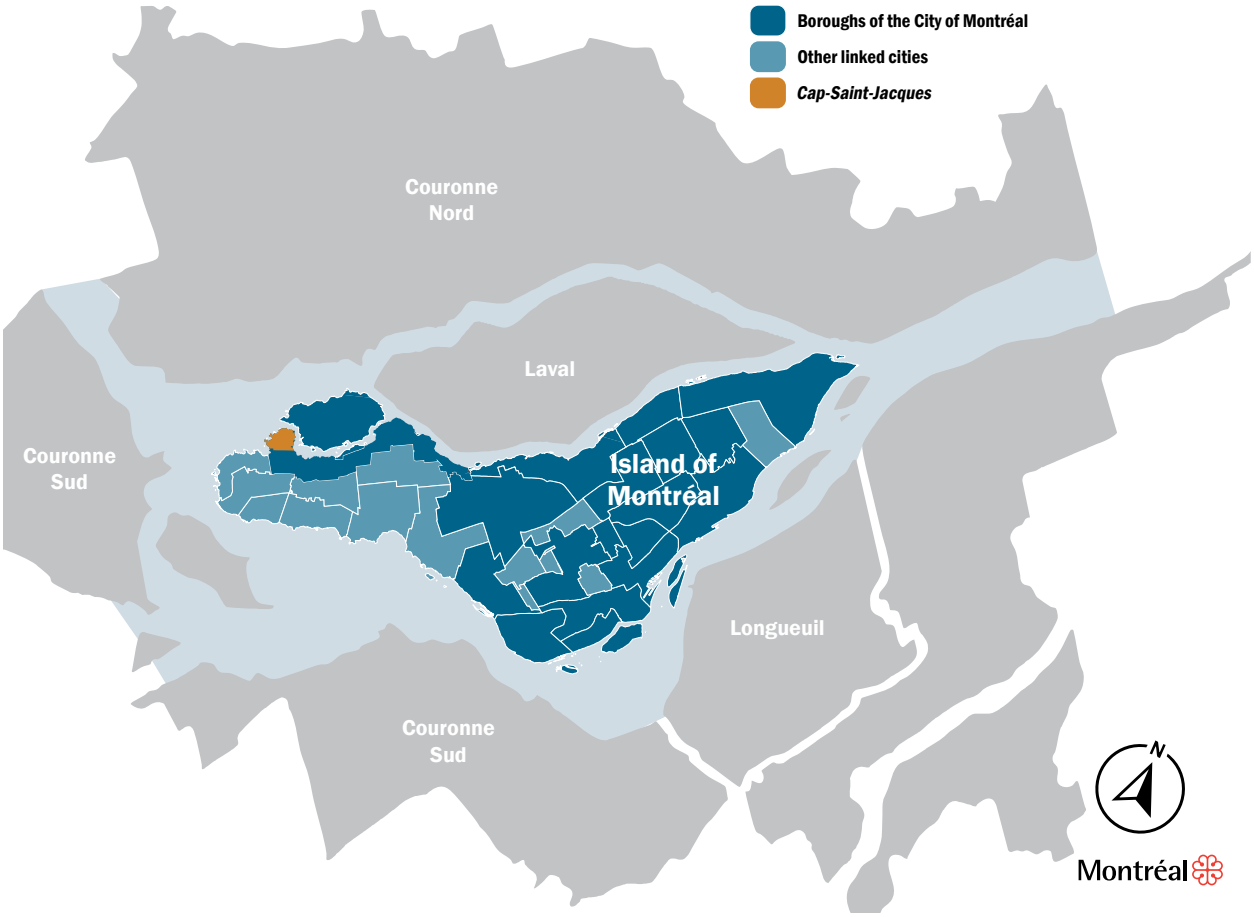
Named after "*Mont Royal*" (the magmatic hill at its heart), Montréal has long been recognized as a key economic, educational and artistic hub in North America. It hosts numerous international institutions, world-class universities, and major cultural events, such as the Francos de Montréal or the Montréal International Jazz Festival. The city balances its French heritage with a cosmopolitan outlook, making it a symbol of both tradition and innovation.

Often considered a cultural capital of Canada, Montréal is a place where old stone architecture meets cutting-edge research, and where diverse communities contribute to a rich social fabric. Its distinct character stems from a blend of Indigenous history, French and British colonial past, and a long tradition of immigration.

## B.1.2 Geography

Montréal is located on *Île de Montréal (*Figure 2*)*, an island at the confluence of the St. Lawrence and Ottawa rivers. The island itself covers approximately 500 km² and is part of a larger archipelago. While the City of Montréal occupies most of the island, several other independent municipalities, such as Westmount, Côte-Saint-Luc, and Mont-Royal, also share the territory.

**Figure 2: L'île de Montréal (Island of Montréal)**




Source: Ville de Montréal, 2025

The island's geography is shaped by its rivers, numerous smaller streams, and its central landmark and park, *Mont Royal*, the forested hill that dominates the skyline. This natural feature provides not only a scenic backdrop but also a significant green space at the heart of the urban environment.

Beyond the island, Montréal is part of a larger metropolitan area, known as the *Communauté Métropolitaine de Montréal* (CMM – Metropolitan Community of Montréal), which includes numerous off-island suburbs and surrounding regions. The region's waterways, rail networks, highways, and international airport have historically contributed to its role as a major transportation and trade hub in Canada. The island also hosts an extensive network of parks, riversides, and ecological corridors that sustain urban biodiversity and strengthen the city's environmental resilience.

## B.1.3 Historical Background

Montréal's history spans thousands of years, beginning with its use as a seasonal gathering site by Indigenous peoples, particularly the *Kanien'kehà:ka* (Mohawk), one of the founding nations of the Haudenosaunee Confederacy. Known as *Tiohtià:ke in Kanien'kéha*, the island has long been a place of meeting and trade.

The French permanently settled on May 17th, 1642, when Paul Chomedey de Maisonneuve and members of the Société Notre-Dame de Montréal founded Ville-Marie (Figure 3). Among them were Jeanne Mance, who established one of North America's first hospitals, and Marguerite Bourgeoys, who introduced education to New France.

It became a key node in the fur trade and grew rapidly as a strategic outpost for Nouvelle-France. After the British conquest of 1760, Montréal developed as a commercial and industrial center within British North America, playing a major role in the expansion of railroads, finance, and manufacturing throughout the 19th and early 20th centuries.

**Figure 3: Ville-Marie dans l'île de Montréal, 13 novembre 1685**




Source: Archives nationales d'outre-mer, 1685

Throughout the 20th century, Montréal underwent significant urbanization and transformation. It hosted Expo 67, a pivotal World's Fair that marked its emergence as an international city, and the 1976 Summer Olympics, which left a lasting mark on its urban landscape. The city has also been shaped by social movements, linguistic tensions, and political change, particularly during the Quiet Revolution and two Québec referendums on sovereignty.

Today, Montréal remains a symbol of cultural resilience and adaptability, constantly evolving while preserving the legacy of its Indigenous, French, British, and immigrant communities.

## B.1.4 Administration

The administration of Montréal reflects its complex history of territorial and political change. Today, Montréal is the central municipality on the island, divided into 19 boroughs (arrondissements). Each borough has its own elected council, budget, and responsibilities for local services such as parks, libraries, and urban planning, while remaining under the overall authority of the central city government. These boroughs embody Montréal's diverse neighborhoods, from historic Old Montréal to multicultural areas like Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Beyond the city proper, 15 independent (reconstituted) municipalities (such as Westmount, Pointe-Claire, and Montréal-Est) also occupy parts of the island. These municipalities regained partial autonomy after the municipal mergers and de-mergers of 2002-2006. Together with the City of Montréal, they form the Montréal Agglomeration, an administrative entity that coordinates shared services across the island, including public safety, regional transport, water distribution, fire protection, and major infrastructure.

At a broader scale, the *Communauté métropolitaine de Montréal* brings together the island and its surrounding off-island suburbs as part of the Greater Montréal Area. The CMM is responsible for regional land use, transportation planning, economic development, and environmental policies, ensuring coherent development in one of Canada's most dynamic metropolitan regions.

This multi-level governance structure (municipal, agglomeration, metropolitan, and provincial) encourages collaboration but also demands close coordination between various actors to address urban challenges effectively. Some key domains, such as education, health care, and certain aspects of planning, remain under the jurisdiction of the Government of Québec.

## B.1.5 Cultural and Linguistic Identity

Montréal is a bilingual city, with French as the official language of Québec and English widely spoken. Over half of its residents speak both languages, and the city's life often reflect this duality.

Cultural diversity is one of Montréal's defining features. Immigration has played a central role in shaping the city's identity, with communities from Haiti, Italy, Vietnam, Lebanon, Algeria, China, and many other countries contributing to its multicultural fabric. As an example, the borough of Côte-des-Neiges is home of more than 115 different ethnic groups. This pluralism is celebrated in everyday life through festivals, cuisine, languages, and artistic expression.

Montréal is home to a rich artistic and intellectual scene, anchored by internationally renowned universities such as McGill University and Université de Montréal, and supported by a wide array of cultural institutions including the Musée des

beaux-arts, Place des Arts or Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

The city is also a major center for innovation in film, gaming, music, artificial intelligence, aerospace or design. Its designation as a UNESCO City of Design in 2006 underscores its global leadership in architecture and urban creativity.

Despite its metropolitan nature, Montréal retains a strong local character. Each borough has its own unique atmosphere and identity, whether it's the historic cobblestones of Old Montréal, the vibrant nightlife of the Plateau, or the artistic communities of Mile End and Hochelaga.

## B.1.6 Economy and Innovation

Montréal boasts one of the most diverse and dynamic economies in Canada. Once a manufacturing stronghold, the city has successfully transitioned into a knowledge-based economy centered around innovation, creativity and high technology. Its strategic location, bilingual workforce, and concentration of top-tier research institutions contribute to its global competitiveness. Key economic sectors include:

- Aerospace: Montréal is one of the world's largest aerospace hubs, home to major players such as Bombardier, CAE, and Pratt & Whitney Canada.
- Artificial Intelligence and Technology: The city has emerged as a global center for AI research, with institutions like Mila (Quebec AI Institute) and support from both public and private sectors.
- Video Games and Digital Media: Ubisoft, Warner Bros. Games, and several independent studios have made Montréal a leader in gaming and digital content creation.
- Higher Education and Research: With four major universities and a high density of research centers, Montréal is a magnet for students, academics, and innovators.
- Tourism and Culture: The city welcomes millions of visitors annually, attracted by its festivals, culinary scene, historic architecture, and cultural vitality.
- Sustainable Development: Montréal is investing in green infrastructure, public or active transit, and environmental innovation to build a more resilient and eco-friendly urban future.

The city supports a thriving ecosystem of startups, co-working spaces, and business incubators. Initiatives like Montréal International and PME MTL provide resources for foreign investment, entrepreneurship, and business development.

# B.1.7 International Engagement

Montréal holds a unique position on the global stage as a hub of diplomacy, culture, and international cooperation. It is the only Canadian city that hosts a United Nations specialized agency (the International Civil Aviation Organization [ICAO]) which anchors its role in global aviation governance.

The city is home to numerous international organizations, including:

- The World Anti-Doping Agency (WADA)
- The Secretariat of the Convention on Biological Diversity (CBD)
- The International Air Transport Association (IATA)

These institutions, along with an active consular presence and frequent international conferences, make Montréal a key diplomatic and regulatory center.

Montréal has forged sister city relationships and international cooperation agreements with cities around the world, including Paris, Shanghai, and Hiroshima. These partnerships foster exchanges in culture, science, and urban development.

As a UNESCO City of Design, Montréal champions creative and sustainable urban planning. Its participation in global networks such as C40 Cities and ICLEI (Local Governments for Sustainability) reflects its commitment to tackling climate change, improving urban resilience, and promoting inclusive development on a planetary scale.

Thanks to its multilingualism, openness, and institutional infrastructure, Montréal continues to act as a bridge between continents—particularly between Europe and the Americas.



Papillon monarque - Photo by Yves Kérouac, 2018

# B.2 Environment and light pollution

## B.2.1 Vision and climate leadership

Montréal's citywide strategic plan (*Montréal 2030* – Ville de Montréal, 2021), defines a clear and ambitious vision for sustainable development. Central to this vision is accelerating ecological transition and fostering resilience against climate change.

The *Montréal Climate Plan 2020-2030* (Ville de Montréal, 2025) further solidifies the city's commitment by setting a significant greenhouse gas (GHG) emissions reduction target of 55% below 1990 levels by 2030 and aiming for carbon neutrality by 2050.

The recent implementation of Montréal's 2024 municipal budget introduced the city's first-ever climate budget, ensuring all municipal projects incorporate climate considerations.

Internationally, Montréal participates actively in frameworks such as the *Global Covenant of Mayors for Climate & Energy* (GCM, 2024), reporting emissions transparently. Montréal is also a signatory of the *C40 Urban Nature Accelerator* (C40, 2022) and the *Cities With Nature* initiative, collaborating internationally to enhance urban biodiversity (CityWithNature, 2024). Montréal notably hosted the *UN Convention on Biological Diversity's COP15* in 2022, contributing significantly to global biodiversity governance (United Nations, 2022).

## B.2.2 Biodiversity and sustainable development

Montréal has made substantial efforts to protect and expand urban green spaces, exemplified by its target of planting 500,000 trees by 2030, particularly in heat vulnerable. The *Urban Agriculture Strategy 2021–2026* (Ville de Montréal, 2023) supports local food resilience by expanding cultivated spaces by 33%. Additionally, Montréal prohibits cosmetic pesticide use and has implemented extensive bans on single-use plastics, strengthening the city's sustainability credentials.

Efforts to protect biodiversity further include the establishment of biodiversity corridors, conservation of wetlands and shorelines, and comprehensive measures aimed at waste reduction. *Montréal's 2020-2025 Waste Management Master Plan* (Ville de Montréal, 2020) targets achieving zero waste by 2030 through enhanced organic waste collection and circular economy initiatives.

## B.2.3 Light pollution prevention

Addressing light pollution is an integral part of Montréal's environmental strategy. Since 2017, Montréal has undertaken a citywide project to replace older streetlights with fully shielded 3000 K LED lamps, significantly reducing skyglow and energy consumption. Smart

control systems now enable adaptive dimming late at night, helping mitigate nocturnal light pollution and energy use.

Regulatory progress includes the pioneering 2024 light pollution ordinance RCA08-08-0001-170 adopted by the Borough of Saint-Laurent (Ville de Montréal, 2024c). This bylaw mandates downward-directed fixtures, restrictions on blue-rich lighting, and reduced illumination after 11 PM, setting a precedent for other boroughs. The regulation aligns with standards established by Québec's Bureau de normalisation, exemplifying effective local action informed by regional expertise.

Institutionally, Montréal's Biosphère Environment Museum revised its lighting policy in 2022 (EPLV, 2022b) to minimize ecological disruption. Lights are extinguished after midnight, and brightness is lowered during critical bird migration periods, aligning with Montréal's broader sustainability goals. Public awareness campaigns by various boroughs complement these efforts, promoting responsible lighting among residents and businesses.



Purple lossestrife -
Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# B.3 Maps and Area Description

## B.3.1 *The Grand parc de l'Ouest*

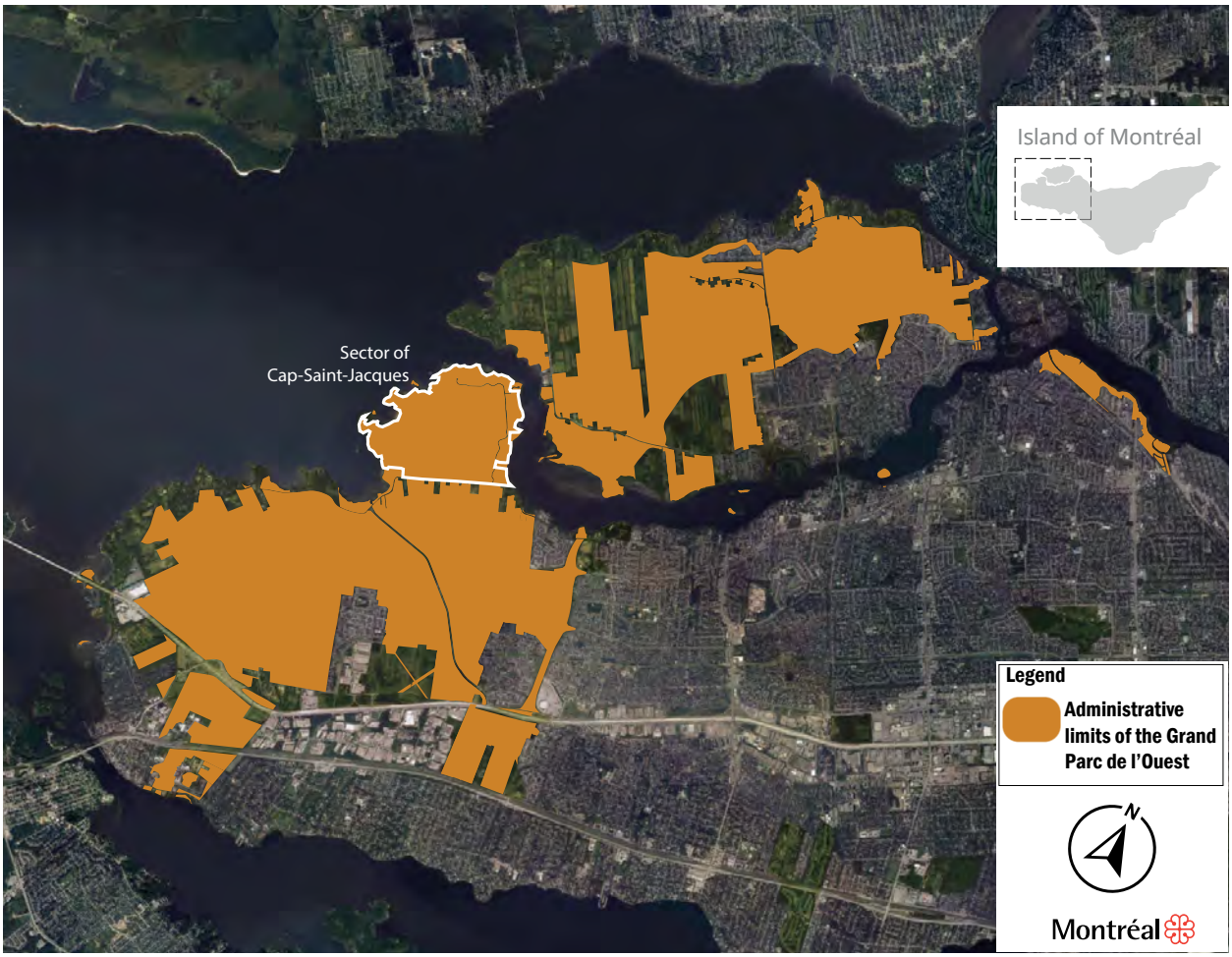
On the western edge of Montréal, *the Grand parc de l'Ouest* (Figure 4 and Figure 5) offers a rare blend of natural beauty and a glimpse into the night sky, even in an urban environment. Spanning over 3,000 hectares, this expansive park is a mosaic of diverse ecosystems (lush forests, thriving wetlands, meadows, and winding rivers). It is not only one of the largest municipal parks in Canada but also a crucial refuge for both wildlife and human visitors seeking a connection to nature.

**Figure 4: Location of *the Grand Parc de l'Ouest* and the sector of *Cap-Saint-Jacques***




Source: Ville de Montréal, 2025

**Figure 5: Aerial photography and official limits of *the Grand Parc de l'Ouest***




Source: Image © 2025 Google, 2025

## B.3.2 Cap-Saint-Jacques

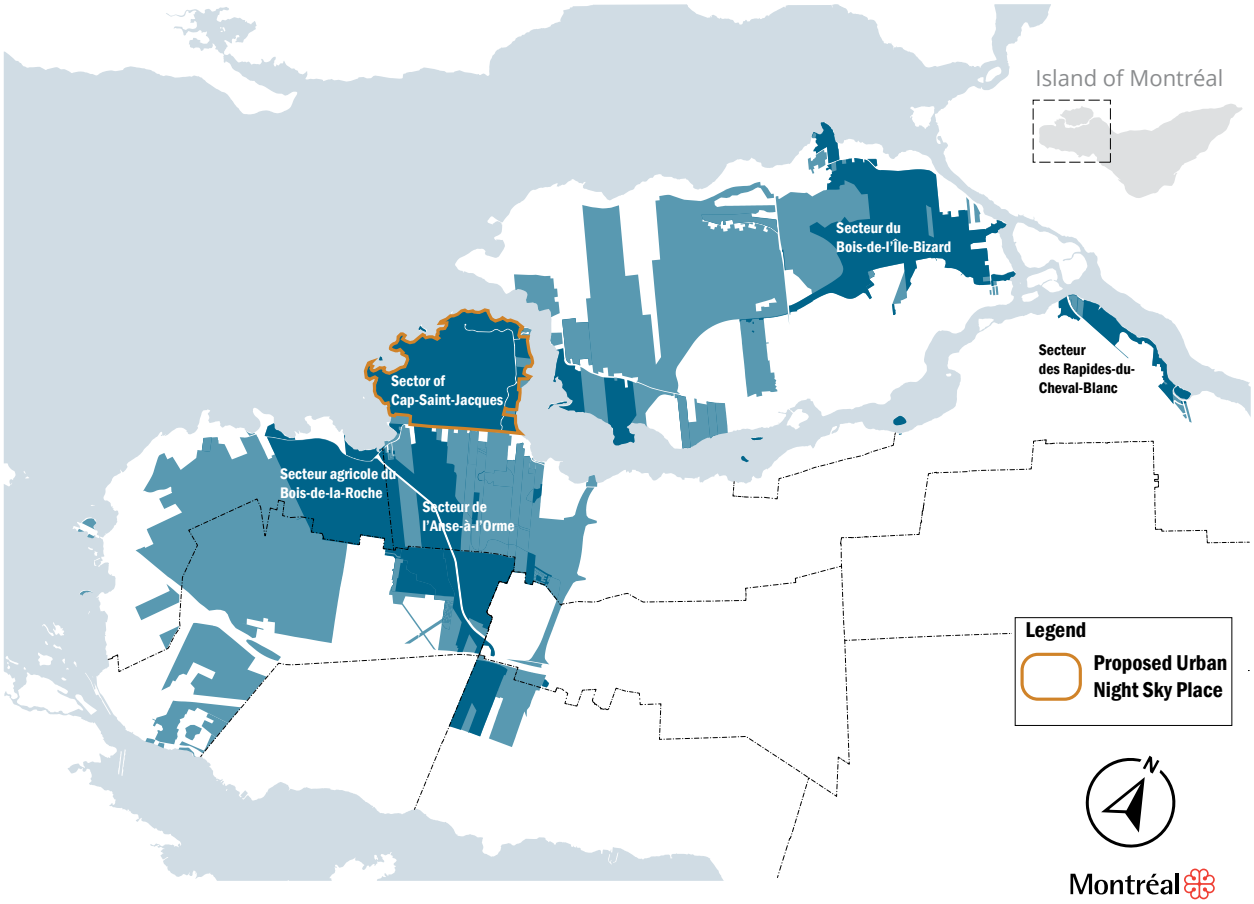
The specific area within *The Grand Parc de L'Ouest* that is being proposed for Urban Night Sky Place designation is the sector of *Cap-Saint-Jacques* (Figure 6 and Figure 7).

| Proposed UNSP | Coordinates |
|---|---|
| *Cap-Saint-Jacques* | Latitude: 45.480° N<br>Longitude: –73.930° W |

This region (of 330 Ha), situated on the western edge of Montréal, offers some of the darkest skies within the city's limits, making them prime locations for night sky observation and public education on light pollution.

*Cap-Saint-Jacques*, with its relative seclusion from the city's core, provide a unique opportunity to reconnect with the night sky, despite the challenges of the surrounding urban environment.

**Figure 6: Proposed site for Urban Night Sky Place designation – sector of *Cap-Saint-Jacques***




Source: Ville de Montréal, 2025

**Figure 7: Aerial photography and administrative limits of *Cap-Saint-Jacques***




Source: Image © 2024 Google, 2025

## B.3.3 Cultural and Indigenous Connection

Beyond of the sector of *Cap-Saint-Jacques*, the entire zone of *the Grand parc de l'Ouest* holds significant cultural and Indigenous importance, reflecting a rich history that spans thousands of years. Frequented by Indigenous groups for millennia, the area, with its rivers, forests, and fertile lands, was an attractive location for hunting, fishing, and gathering. This led to the establishment of temporary camps and resource exploitation sites that demonstrate a deep, sustained relationship with the land.

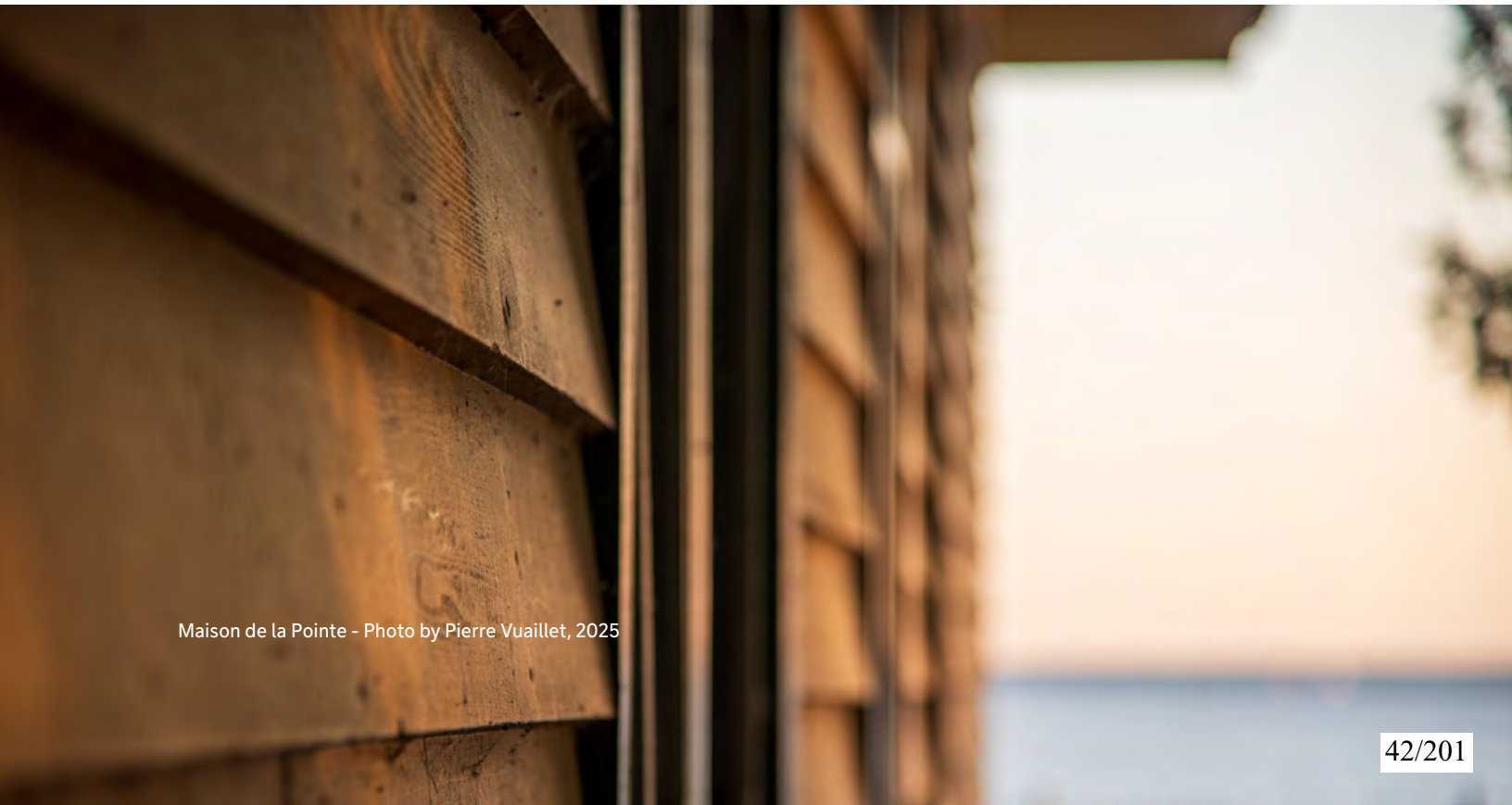
During the Archaic period, dating back 11,350 to 3,000 years ago, Indigenous peoples were highly mobile, utilizing diverse natural resources across the landscape. Archaeological evidence from this era, including artifacts and activity sites, indicates long-term occupation and cultural continuity. The Sylvicole period, spanning 3,000 to 450 years ago, saw the development of semi-permanent settlements and the emergence of horticulture. These

communities fostered complex social networks and increasing interaction among nations, marking a significant evolution in cultural practices.

With the arrival of European explorers, the Indigenous presence in the area shifted toward trade and diplomacy. Missions and trading posts were established, facilitating sustained exchanges and shaping a new phase in the area's history.

*The Grand parc de l'Ouest* also carries a rich legacy of European settlement, particularly linked to agriculture and river-based commerce. Various historic structures and colonial-era artifacts remain visible in the park today, underscoring its layered cultural identity. Several zones have been identified as having high archaeological potential, including areas likely to contain Indigenous artifacts. Recommendations for surveys and preservation efforts have been made to protect this shared heritage.

Preserving both the natural and cultural legacy of *the Grand parc de l'Ouest* is essential. This includes honoring Indigenous knowledge systems, many of which are rooted in deep cosmological traditions that view the night sky not only as a navigational tool but as a spiritual and cultural map. Integrating these perspectives into the park's interpretive design and visitor experience will enrich its educational value and ensure that its diverse histories (celestial and terrestrial) remain accessible to all.



Maison de la Pointe - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# B.3.4 Local Wildlife

The grand area of *the Grand parc de l'Ouest,* and particularly the sector of *Cap-Saint-Jacques*, stands as a pivotal ecological asset within Montréal, encompassing over 3,000 hectares of diverse habitats, including mature forests, wetlands, meadows, and agricultural lands. This expansive natural area serves as a cornerstone for biodiversity conservation, particularly for nocturnal and at-risk species, amidst the challenges posed by urban development and climate change.

Nocturnal ecosystems within *the Grand parc de l'Ouest* are rich and varied, supporting a multitude of species whose activities predominantly occur after dusk. Bats, for instance, are well-represented, with all seven species recorded in Montréal present within the park. Notably, the Eastern Red Bat (*Lasiurus borealis*), seldom observed in urban settings, has been detected in the Bois-de-la-Roche sector. The Little Brown Bat (*Myotis lucifugus*) and the Eastern Pipistrelle (*Perimyotis subflavus*), both classified as endangered under Canada's Species at Risk Act, find refuge in the park's mature forest stands. These species are particularly sensitive to habitat fragmentation and artificial lighting, which can disrupt their foraging and navigation behaviors.

The avian nocturnal community is equally diverse. Species like the Barred Owl (*Strix varia*), Eastern Screech Owl (*Megascops asio*), and Great Horned Owl (*Bubo virginianus*) are regularly observed, with indications of nesting by the Northern Saw-whet Owl (*Aegolius acadicus*). These birds rely on the park's extensive forested areas for hunting and breeding.



White underwing - Photo by Insectarium de Montréal, 2025

Light pollution poses a significant threat to these nocturnal species, disrupting natural behaviors and ecological processes. Mitigating artificial light intrusion is essential to preserve the integrity of these ecosystems.

*The Grand parc de l'Ouest* provides critical breeding and foraging habitats for several species with precarious conservation statuses. Grassland birds such as the Bobolink (*Dolichonyx oryzivorus*) have their only remaining active nesting sites in Montréal within the park. The Least Bittern (*Ixobrychus exilis*), a species dependent on wetland environments, breeds in the marshes of the Bois-de-l'Île-Bizard sector. Forest-dwelling birds like the Wood Thrush (*Hylocichla mustelina*) and the Short-billed Marsh Wren (*Cistothorus platensis*) are also present, with the latter's nesting confirmed exclusively within the *the Grand parc de l'Ouest* in the metropolitan area.

Other notable species include the Eastern Wood-Pewee (*Contopus virens*), Barn Swallow (*Hirundo rustica*), Chimney Swift (*Chaetura pelagica*), and Common Nighthawk (*Chordeiles minor*). Other species like the Black Tern (*Chlidonias niger*), a colonial waterbird, has been observed in the park and has previously nested in adjacent areas.

Recognized as a biodiversity core within the Rivière à l'Orme ecological corridor, *the Grand parc de l'Ouest* is subject to active conservation and management efforts by the City of Montréal and its partners. These initiatives encompass:

- Ecological Monitoring: Regular surveys of species populations, nesting sites, and habitat conditions to inform management decisions.

- Habitat Protection: Preservation of critical habitats, including wetlands and mature forests, to support the diverse species assemblages.

- Invasive Species Control: Management of non-native species to maintain ecological balance.

- Light Pollution Mitigation: Implementation of measures to reduce artificial light exposure, safeguarding nocturnal wildlife and ecological processes.

*The Grand parc de l'Ouest* serves as an indispensable sanctuary for nocturnal and at-risk species within Montréal. Its vast and varied habitats offer refuge amidst the pressures of urbanization and environmental change. Continued commitment to conservation, including addressing the often-overlooked issue of light pollution, is vital to ensure the resilience and sustainability of this ecological haven for future generations.

# B.3.5 Ecosystem preservation and dark sky friendly measures

Protecting ecosystems and promoting dark sky-friendly measures are critical steps toward safeguarding nocturnal habitats and enhancing biodiversity. In Montréal, these initiatives are increasingly recognized as essential to addressing the adverse effects of light pollution on wildlife and human health.

Light pollution significantly disrupts the natural behaviors of nocturnal animals, affecting their reproduction, navigation, and feeding patterns. It can disorient migratory birds and disturb the biological cycles of pollinating insects.

For Montréal, protecting dark skies goes beyond aesthetics: it is fundamental to preserving the delicate balance within urban ecosystems.

One proposed solution is the establishment of ecological corridors, designed to improve connectivity and protect nocturnal wildlife. These corridors help sustain natural nighttime rhythms, minimize disturbances, and support the survival and ecological equilibrium of diverse species. Dark sky-friendly sites facilitate natural behaviors, assist migratory species, and improve survival rates of nocturnal birds.

Efforts are underway in Montréal to shield existing ecological corridors from light pollution. Through careful planning and management of artificial lighting in new ecological habitats and corridors, the city ensures the continued integrity and biodiversity of these important natural areas.



North American Green Frog - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

This approach is especially crucial in urban settings, where light pollution significantly impacts natural ecosystems.

Montréal is actively reducing light pollution through various targeted measures. These include enforcing stricter lighting regulations, adopting fixtures with warmer color temperatures, and encouraging eco-friendly lighting practices within communities. Collectively, these initiatives help maintain ecological balance, support biodiversity, and allow future generations to appreciate these natural wonders.

Central to these efforts is Montréal's urban "dark sky corridor" initiative (*trame noire*), aimed explicitly at preserving night skies. The city is upgrading its public lighting by installing warmer, lower-intensity LED streetlights (3000 K) and establishing ecological corridors that protect naturally dark areas. Complementary local actions further enhance this strategy: Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, an arrondissement of the City of Montréal, developed an eco-friendly lighting guide in collaboration with the Mont-Mégantic International Dark Sky Reserve, and Saint-Laurent, another arrondissement, introduced Montréal's first regulation specifically targeting excessive nighttime lighting on private properties.

These coordinated efforts, backed by scientific and institutional partnerships (including the Mont-Mégantic ASTROLab and Université de Montréal) aim to substantially reduce light pollution, protect nocturnal biodiversity, and reconnect Montréal's residents with star-filled skies.

Preserving ecosystems and promoting dark sky-friendly measures are essential components of Montréal's strategy to protect nocturnal habitats and enhance biodiversity.

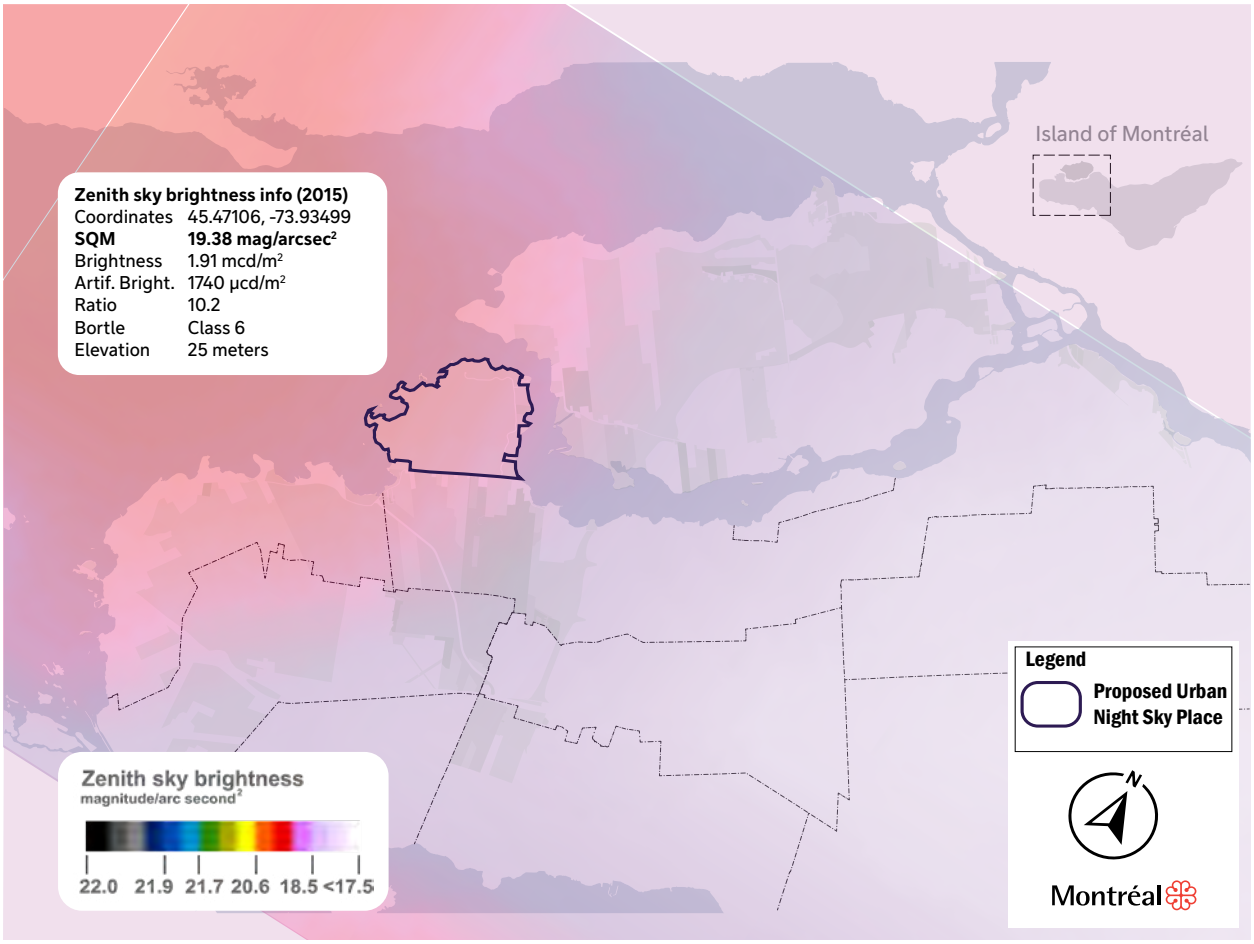
By actively addressing light pollution and advocating for dark sky conservation, Montréal fosters healthier ecosystems and improved well-being for wildlife and human populations alike. Ongoing initiatives and sustained community engagement remain critical for achieving these goals and ensuring long-term environmental stewardship.

## B.3.6 The challenges of an urban area

In a city as bright and vibrant as Montréal, the night sky faces significant challenges. The surrounding urban areas contribute to light pollution, making it difficult to fully escape the effects of artificial illumination.

*The Grand parc de l'Ouest* and *Cap-Saint-Jacques* in particular, while not immune to these challenges, offers one of the best opportunities in this urban region to experience the night sky in a more natural state. Despite being situated within a highly light-polluted area, classified as a Bortle Class 6 on the scale (Figure 8), indicating a bright suburban sky where the Milky Way is often difficult to discern—the park still manages to provide moments of celestial clarity.

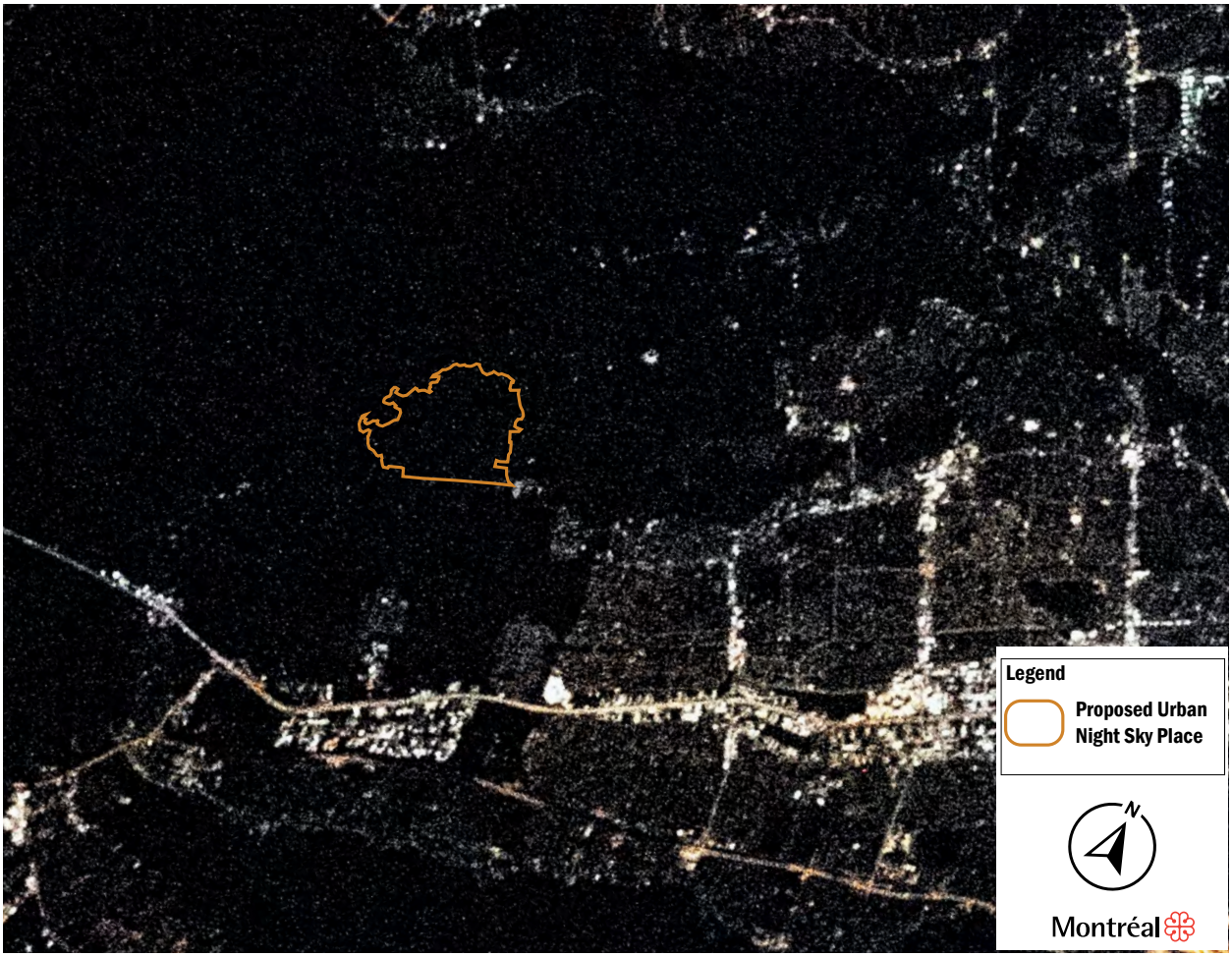
**Figure 8: *Cap-Saint-Jacques* Bortle Class**




Source: Image © Lightpollutionmap, 2025

The park's strategic location and the relative darkness of specific zones (Figure 9) offer a sanctuary from the worst of the city's glare. Here, you can find pockets of the night sky where the stars are visible, and the constellations begin to emerge from the urban glow. These areas, though challenged by ambient light, serve as vital spaces for public education and awareness about the importance of preserving our night skies.

**Figure 9: Local light pollution environment nearby *Cap-Saint-Jacques* (NASA - ISS073-E-283178)**




Source: Image © Nasa, 2025

*Cap-Saint-Jacques* reminds us of the delicate balance between urban development and the natural world. While it may not offer the pristine darkness of a remote wilderness, it plays a crucial role in the fight against light pollution in the Montréal region. The park invites visitors to explore its trails, appreciate its daytime beauty, and, as night falls, witness the effort to reclaim a piece of the night sky. In doing so, it stands as both a refuge for nature and a beacon of hope for those committed to reducing light pollution, preserving the wonder of the night sky and protecting biodiversity.

## B.3.7 Nighttime Site Photography

Wide-angle and panoramic nighttime site photography, as detailed in Appendix B, provides a clear visual representation of *Cap-Saint-Jacques* and its surroundings. These images identify neighboring sources of glare and light trespass, primarily from nearby residential areas and infrastructure. The photographs also demonstrate the effectiveness of natural barriers, such as dense forest cover and water bodies, in shielding the park's interior from external light pollution. This visual evidence supports the park's suitability for Urban Night Sky Place designation by highlighting its preserved nighttime environment.



Light pollution at *Cap-Saint-Jacques* - Photo by Pierre Vuaillet, 2025



Tree Swallow - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

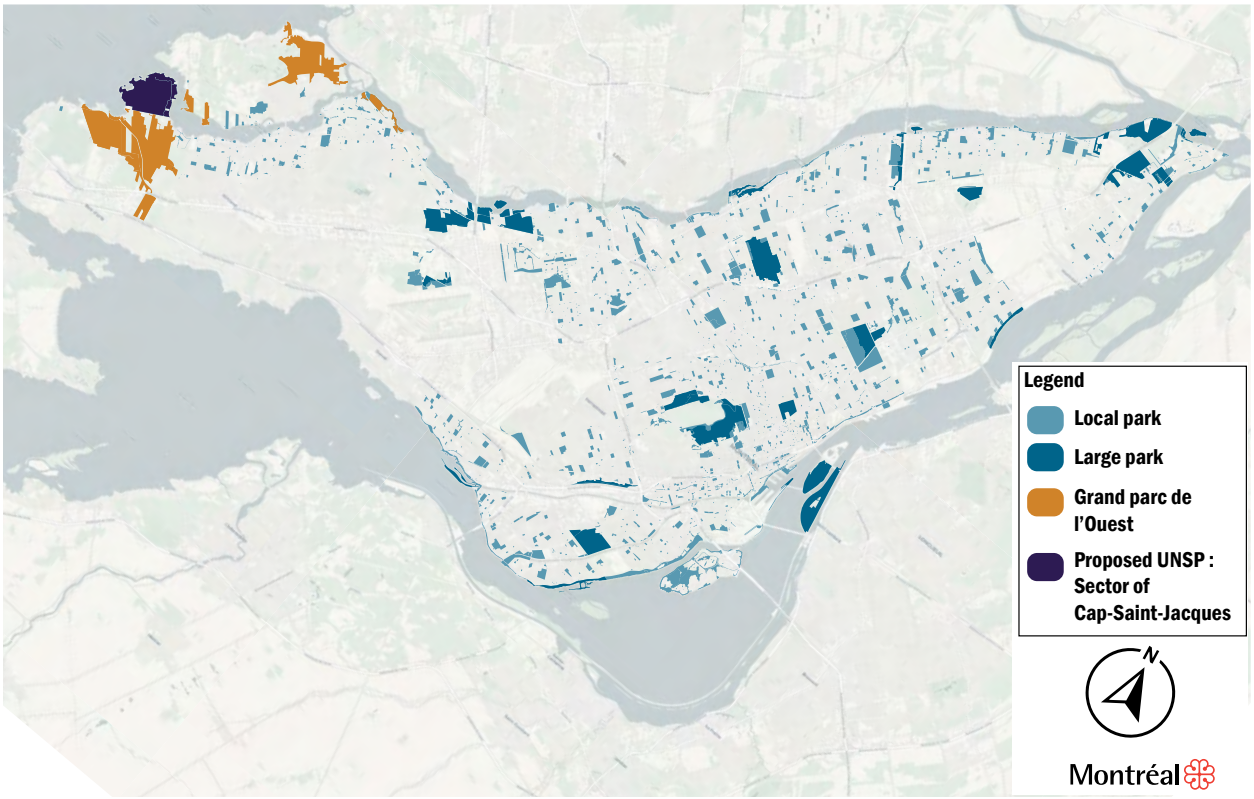
# B.4 Site Requirements

## B.4.1 Montréal's Parks

Regional parks were largely created in the early 1980s by the former Montréal Urban Community. Since 1994, they have been designated as "*nature parks*" and, following the municipal merger, have become part of Montréal's major parks network. Nature parks (Figure 10) alone offer nearly 1,590 hectares of easily accessible greenery, significantly contributing to the quality of life of citizens.

Initially, nature parks were established to protect and showcase natural environments, with the goal of making their natural and cultural heritage accessible. Their creation also aimed to connect the island of Montréal to its surrounding waterways, including the Lac des Deux-Montagnes, the Rivière des Prairies, and the St. Lawrence River. These parks thus maintain a close relationship with the "blue network" that surrounds Montréal.

**Figure 10: Map of the parks of Montréal**




Source: Ville de Montréal, 2025

In 2004, the City of Montréal developed the concept of ecoterritories within its *Policy for the Protection and Enhancement of Natural Environments*. Most of nature parks fall within the boundaries of these newly created ecoterritories. These parks are vast protected areas where conservation and recreation are prioritized in a sustainable development perspective. They are unique and privileged living spaces, allowing visitors to observe diverse natural landscapes and rich cultural heritage, offering unparalleled scenic experiences.

The nature park network is recognized for its partnership-based management philosophy, its activities related to the dissemination and interpretation of natural and cultural heritage knowledge, and the recreational and outdoor activities it enables.

## B.4.2 Current Situation

Most of the existing lighting installations in nature parks have reached the end of their lifecycle, presenting an opportunity to refresh the network's image with focused lighting and to implement more efficient systems.

Currently, three types of lighting are used in parks: streetlights, lighted bollard, and, in specific areas, utility poles equipped with lighting fixtures. Streetlights and lighted bollard are primarily used around building entrances and parking lots, while lighting fixtures on poles are used for vehicular traffic in certain areas, such as *Cap-Saint-Jacques*.

## B.4.3 Vision and objectives

The vision for the park network prioritizes the absence of lighting after sunset to preserve the balance of ecosystems. Certain areas with specific uses or statuses may feature targeted lighting, as specified in the following specific objectives:

- Prohibit lighting within and near natural environments to avoid disrupting wildlife and vegetation by altering their natural light exposure cycles.

- Limit outdoor lighting to building entrances, parking lots, maintenance facilities, specific vehicular traffic routes, and future spaces designated for special activities or events.

- Highlight points of interest through focused lighting, such as heritage buildings, bridges, and dams.

Due to its unique characteristics, *Cap-Saint-Jacques* will benefit from a dedicated lighting plan. This park is indeed the most visited, notably for its beach area, ecological farm, numerous activities for visitors, its extensive trails network through wooded areas, and several heritage buildings within its limits.

However, even though the lighting plan is not developed yet for this park, Montréal has already taken steps in recent years by replacing existing lightings for more eco-responsible lightings in all the park (1800 K).

## B.4.4 Cap-Saint-Jacques

*Cap-Saint-Jacques* is located within 30 kilometers of Montréal, a sprawling metropolitan area with a population exceeding 2,000,000 (see section 2.1.1). Despite its proximity to such a significant urban center, the park benefits from thoughtful geography and strategic landscaping, which play a crucial role in mitigating the effects of urban light pollution.

Natural features such as dense forests and water bodies act as natural barriers, reducing glare and light trespass, thereby preserving the park's dark sky quality. Moreover, the park is designed with public accessibility in mind, with numerous trails and observation points that allow visitors to experience the park's natural beauty, including its night skies.

Importantly, the park's management reflects a strong commitment to dark-sky preservation. Dark-sky principles are thoroughly integrated into the planning documents, underscoring the recognition of dark skies as a valuable natural resource. This emphasis ensures that all development, maintenance, and public use of the park may align with the goal of minimizing light pollution and protecting the nighttime environment, making it a refuge for stargazers and nature enthusiasts alike.

**Figure 11: Rivershore of the lake Deux-Montagnes**



**Figure 12: La grande plage**




**Figure 13: Nightscapes of *Cap-Saint-Jacques***



**Figure 14: The Pleiades - Subaru (M45)**




## B.4.5 By-law at Cap-Saint-Jacques

*Cap-Saint-Jacques* follows a comprehensive set of by-laws aimed at preserving its natural environment, ensuring public safety, and promoting responsible usage of its resources.

These rules, detailed in the by-law *RCG 09-029* (Appendix D – French only), emphasize the protection of natural habitats, limiting disturbances to wildlife, and regulating public access and activities within the park. Specifically, the regulations prohibit activities that could harm the environment, such as damaging vegetation, introducing invasive species, and excessive light pollution.

The park is typically open to the public from 7 AM to 10 PM. However, the by-law provides a certain level of flexibility allowing the competent authority to approve activities outside these standard hours using legal ordinances. This exception makes it possible to adjust the park's operating hours to accommodate overnight astronomical observations as part of the Dark Sky application. Such activities could be limited to specific areas of the park where environmental impact would be minimal, and measures could be taken to ensure that nocturnal wildlife is not disturbed.

By implementing a controlled and well-coordinated framework, it is entirely possible to harmonize the park's conservation efforts with Dark Sky activities. These events could be scheduled throughout the year, particularly during key astronomical events, to foster public awareness and appreciation for the natural night sky. Such initiatives would not only align with the park's broader mission of conservation and education but also enhance its role as a leader in sustainable practices and environmental stewardship.

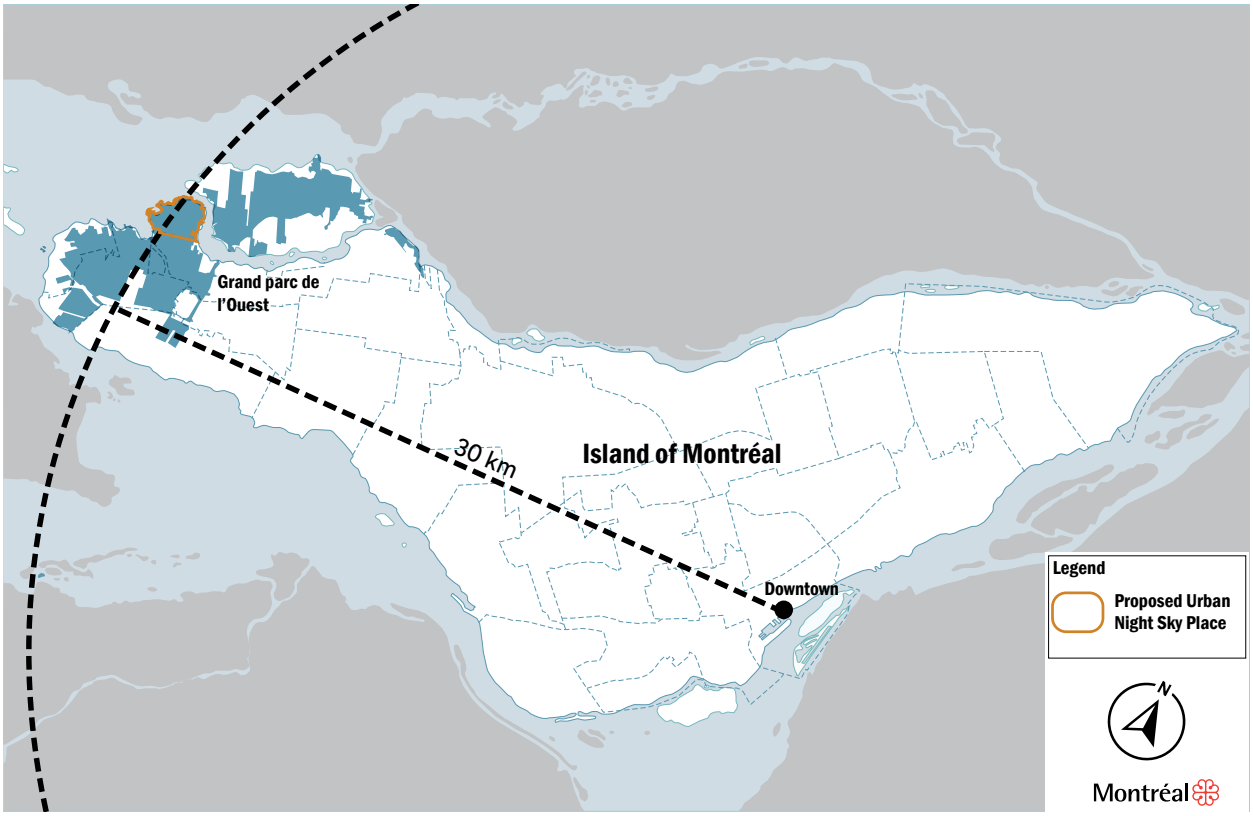
## B.4.6 Distance from downtown and population

*The Grand parc de l'Ouest* is located on the western edge of Montréal, within a short drive of the city's bustling urban center (30 km—Figure 15). Montréal is one of Canada's largest metropolitan areas, with a population exceeding 2 million people in the city proper and over 4 million in the Greater Montréal area.

The proximity of the park to such a large urban population makes it an accessible natural retreat for city dwellers. Despite its nearness to Montréal, the park offers an escape into nature, providing a significant area for conservation and recreation, and playing a crucial role in maintaining ecological balance within the metropolitan region.

The park's proximity to Montréal also makes it an invaluable resource for astronomy enthusiasts and newcomers alike. Whether experienced stargazers or curious individuals seeking their first glimpse of the night sky, visitors can enjoy a unique opportunity to connect with the cosmos without traveling far. Montréal serves as a gateway to some of the darkest skies in the region, such as those at Mont-Mégantic, renowned for its exceptional stargazing conditions. The park's accessible location allows urban residents to take their first steps in exploring the night sky while fostering awareness and appreciation for the importance of protecting these diminishing natural resources.

**Figure 15: Distance of *the Grand parc de l'Ouest* from downtown Montréal**




Source: Ville de Montréal, 2025

## B.4.7 Geography and landscaping

*Cap-Saint-Jacques (*and more generally *the Grand parc de l'Ouest)* geography is characterized by its varied ecosystems, including dense forests, wetlands, meadows, and rivers.

This natural landscape, combined with strategic planning and management, helps to reduce the impact of light pollution. The dense vegetation acts as a natural barrier that blocks or absorbs light from surrounding urban areas. The park's natural geomorphology also helps to minimize light trespass from nearby urban development, ensuring that visitors can enjoy a more immersive natural experience even at night.

## B.4.8 Park management

The identity of *Cap-Saint-Jacques*' managing agency, the City of Montréal (*Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports – The Department of Major Parks, Mount Royal, and Sports*), is evident to the public through multiple channels. On-site signage (Figure 16) prominently displays information about the park's management and provides clear directions to key amenities, such as the Chalet d'accueil, Maison Brunet, and Château Gohier. The park's official website[1] and detailed guides outline its operations, accessibility, and services, reinforcing its affiliation with *the Grand parc de l'Ouest*. Additionally, the site hosts well-maintained facilities and public events that visibly emphasize the City of Montréal's stewardship, as outlined in the park's master plan.

*Cap-Saint-Jacques* is open year-round and accessible to the public during regular hours (7 AM to 10 PM). Access to the park is free of charge, except for paid parking. While nighttime access is generally restricted, it is permitted when authorized for special events, such as astronomy nights or educational programs. Access may also be extended during designated evenings in collaboration with dark-sky initiatives (for example, star observation activities at dedicated sites could be considered for implementation as early as 2026).

**Figure 16: On-site signage of *Cap-Saint-Jacques***




Photo by Ville de Montréal, 2025

1. *Parc-nature du Cap-Saint-Jacques* web site: https://Montréal.ca/lieux/parc-nature-du-Cap-Saint-Jacques

## B.4.9 Public access throughout the park and activities

*The Grand parc de l'Ouest* in general and particularly *Cap-Saint-Jacques* is designed to be accessible to the public, with well-maintained trails, picnic areas, and recreational facilities spread across the park. The park's infrastructure includes a network of trails that weave through its diverse ecosystems, providing ample opportunities for hiking, cycling, and birdwatching.

Public access is a key component of the park's mission, ensuring that the natural beauty and recreational opportunities are available to all, from families looking for a day out in nature to serious hikers and outdoor enthusiasts. This accessibility also supports the park's educational goals, as it allows visitors to engage with and learn about the importance of conservation and dark-sky preservation.

A variety of public outreach and educational activities will be organized to further the park's mission of accessibility and education. These initiatives aim to attract new users while educating current visitors about astronomy and light pollution issues. Past examples include nighttime hikes, introductory skywatching workshops, astronomy talks, camping experience and youth-focused activities. These events have proven effective in engaging diverse audiences and fostering a deeper appreciation for the night sky.

During the first year, the park will focus on testing various formats and approaches to determine which types of programming resonate best with our visitors. This exploratory phase will help refine our offerings and ensure they are well-suited to the needs and interests of our diverse audience.

A dedicated budget is allocated annually for public activities, although the amount may vary depending on political and administrative factors. Despite these fluctuations, the park remains committed to including astronomy-related activities in its yearly calendar, with the number and scale of offerings adjusted according to available resources.

Looking ahead, partnerships with local organizations will be established to better serve professionals, scientists, and experienced astronomy enthusiasts. A collaboration with the city's planetarium is also under discussion, which would enhance the scientific and educational value of our programming.

## B.4.10 Possible Activities in the park

As part of the initiative to obtain *Dark Sky* certification, a varied portfolio of educational, scientific, and cultural activities may be implemented to raise public awareness about the beauty and preservation of the night sky. These activities will be led jointly by the *Service des Grands Parcs* (SGPMRS) and the *Espace pour la vie* (EPLV) institutions, notably the Planetarium.

The programming will be adapted each year based on budgetary and operational realities. Examples of potential activities include:

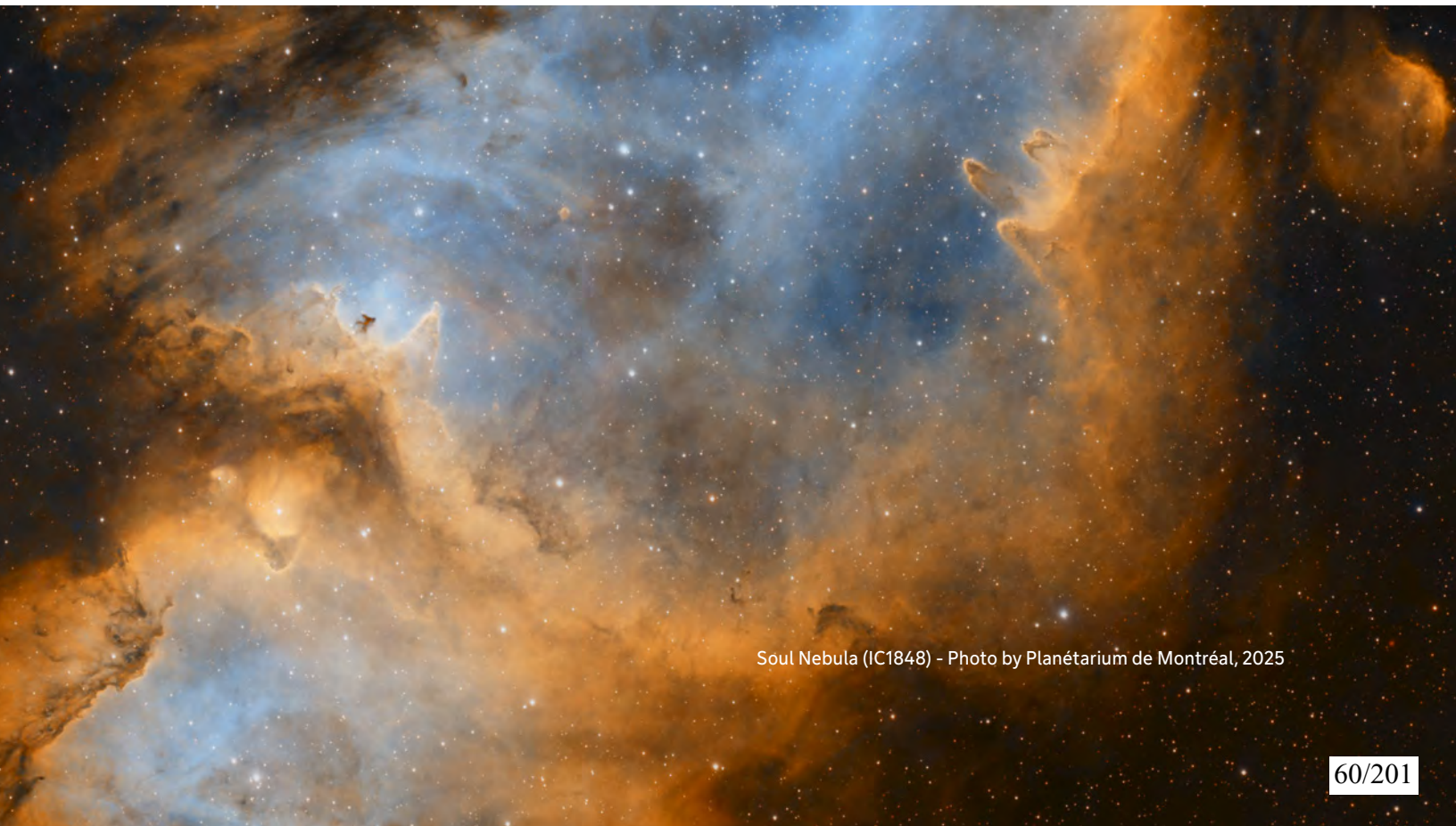
- Various astronomy-themed events and evening programs, including telescope observation (Appendix F) sessions guided by science mediators, as well as nocturnal hikes to discover the stars and the biodiversity active at night.

- Temporary exhibitions on themes related to astronomy, the nocturnal environment, and biodiversity.

- Scientific monitoring devices, such as the installation of dome cameras (Appendix F) to monitor light pollution and 360° cameras to document phenomena such as meteor falls.

- Organization of festive and community gatherings, such as Star Party nights or thematic festivals, showcasing the park as a prime location for observing and contemplating the night sky.

These initiatives reflect a shared commitment to education, awareness, and community engagement around the quality of the night sky and the biodiversity it supports. They also demonstrate the ability of municipal partners to deliver a rich, attractive program aligned with the values promoted by the *Dark Sky* program.



Soul Nebula (IC1848) - Photo by Planétarium de Montréal, 2025

# B.4.11 Park's management documents and lightning objectives

The management of *Cap-Saint-Jacques* includes a commitment to preserving the night sky as a valuable natural resource. Dark-sky principles, which focus on reducing light pollution and protecting the natural night environment, are embedded in all Montréal's parks management plans.

Montréal has indeed set general objectives for all parks, including *the Grand parc de l'Ouest* (Montréal, 2024). The relevance of lighting should be considered upstream: should the area be lit or not? Where lighting is deemed desirable, the following general objectives apply:

- Highlight and reinforce the identity of the major parks network using integrated lighting fixtures tailored to each identified entity.
- Prioritize minimal lighting that respects the character of the site to preserve wildlife, flora, and the quality of the night sky.
- Favor the most environmentally optimal technologies.
- Illuminate pathways dedicated to active transportation.
- Provide minimal, functional, and safe lighting near parking areas, service points, maintenance facilities, and orientation elements (maps, signage, etc.).
- Create a human-scale lighting ambiance for welcome buildings and facilities.
- Promote distinctive lighting for points of interest, iconic elements, or landmarks (natural events, historic gardens, buildings, rock faces, artwork, etc.), in a manner that respects the character of the site.
- Ensure coordination along bordering streets between street lighting and park lighting, prioritizing pedestrian-friendly designs.
- Ensure optimized, targeted, and programmed lighting for sports facilities.
- Enable better management and programming of lighting for event-related activities.

These principles guide decisions on park lighting, infrastructure development, and public education efforts. For instance, the park uses low-impact lighting strategies, such as shielded fixtures and warm-colored LED lights, to minimize its contribution to light pollution. Future signage could also be enhanced to even better reflect dark sky principles applied in other Dark Sky places (Figure 17). The integration of dark-sky principles reflects the park's broader commitment to environmental stewardship and sustainability.

**Figure 17: Deadhorse State Park (Utah, USA) entrance signage**




Photo by Pierre Vuaillet, 2025

In recognizing the night sky as a critical component of the natural environment, *Cap-Saint-Jacques'* management documents will highlight the intrinsic value of dark skies for both ecological health and human well-being.

The documents underscore the importance of dark skies for nocturnal wildlife, which relies on natural light cycles for feeding, mating, and navigation. Additionally, they emphasize the cultural and educational significance of the night sky, particularly in an urbanized area where light pollution often obscures the stars.

By prioritizing the preservation of dark skies, the park management aims to protect this resource for future generations, ensuring that both the ecological and aesthetic qualities of the night sky are maintained.

# Light Pollution

C



Sunset on the lake Deux-Montagne - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# C.1 Light pollution

Montréal has recognized the growing concern of light pollution, which has significant environmental, social, and economic impacts. Light pollution refers to excessive or misdirected artificial light that disrupts natural ecosystems, affects human health, and obscures the night sky, diminishing our ability to observe the stars. In response to these challenges, Montréal has taken several steps to address and mitigate the effects of light pollution, integrating this issue into urban planning and public policy.

Historically, Montréal's street lighting systems contributed significantly to light pollution, with outdated fixtures that emitted light in all directions, including upwards towards the sky. However, since the 1980s, the city has undertaken various initiatives to upgrade its lighting infrastructure. The introduction of improved streetlights with better optics has been a key measure, ensuring that light is directed downward rather than outwards or upwards, thus reducing unnecessary skyglow. More recently, the city has embraced LED technology, which allows for more precise control of lighting levels. These LED lights are equipped with intelligent management systems that can dim lights during non-critical hours, further reducing the overall light output.

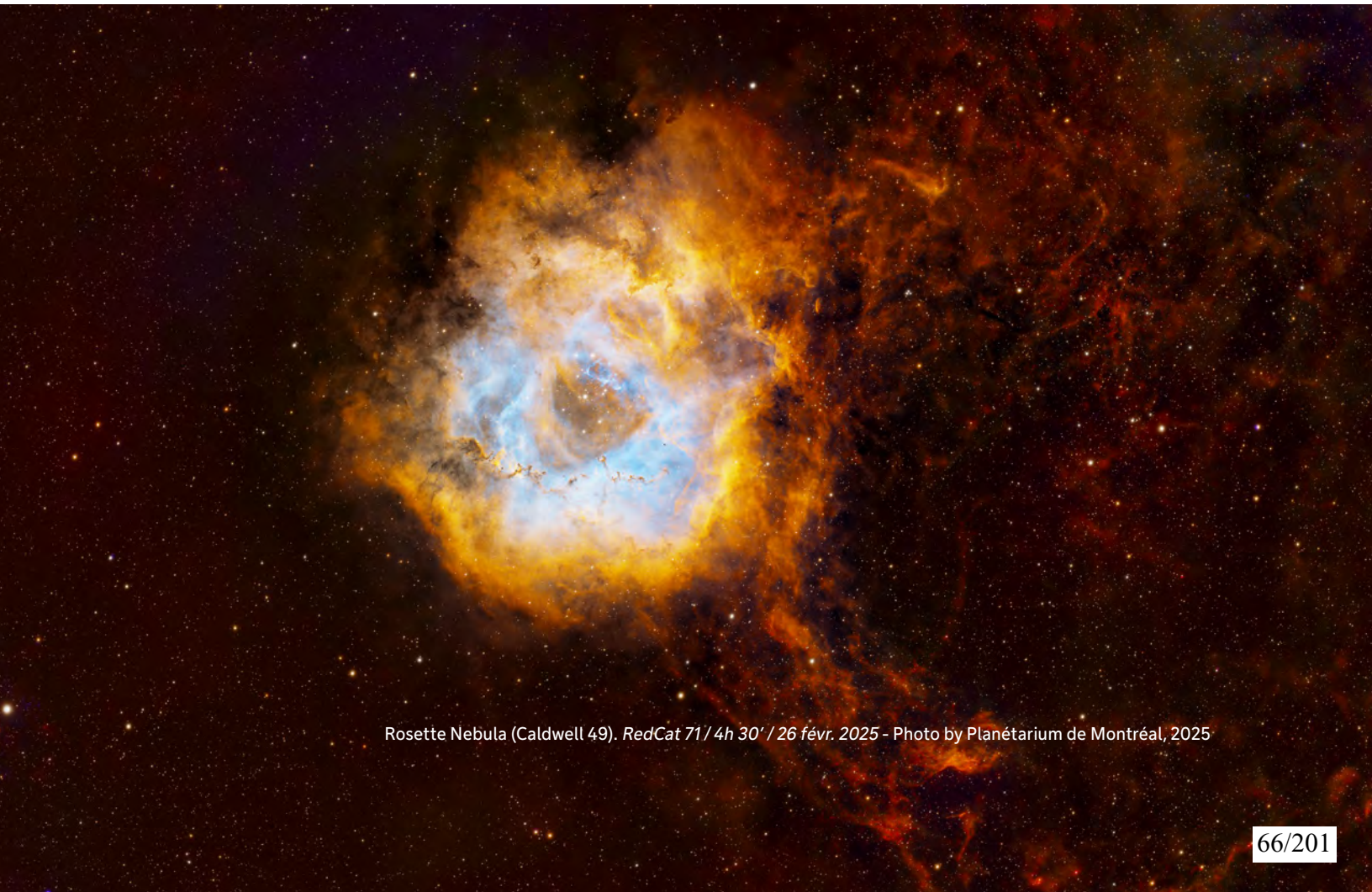


Nightscapes of *Cap-Saint-Jacques* - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

Moreover, the urban canopy (trees lining Montréal's streets) plays a role in mitigating light pollution by absorbing and blocking some of the light that would otherwise escape upwards. The city's ongoing efforts to increase tree coverage are expected to contribute to further reductions in light pollution.

Despite these advances, Montréal still faces challenges in regulating other significant sources of light pollution, such as exterior lighting from commercial properties, parking lots, and architectural lighting on buildings and towers, particularly in the downtown area. To address these issues, Montréal has proposed a comprehensive Light Pollution Action Plan. This plan is set to include guidelines for public, private, and architectural lighting, aiming to minimize unnecessary light and promote energy efficiency. One notable initiative is the proposed "*Plan Lumière*," which seeks to coordinate and regulate lighting in the downtown area, ensuring that lights are not only aesthetically pleasing but also environmentally responsible.

In its efforts to limit light pollution, Montréal has proposed rules in the *Guide d'aménagement durables des rues de Montréal (2024)* for lighting near sensitive natural areas such as ecoterritories, nature parks or waterways. Any installation within 50 m of these environments must avoid directing light toward natural habitats, use highly controlled luminaires (eco-lights zones – Figure 18). The goal is to minimize disturbances to wildlife and protect local ecosystems.

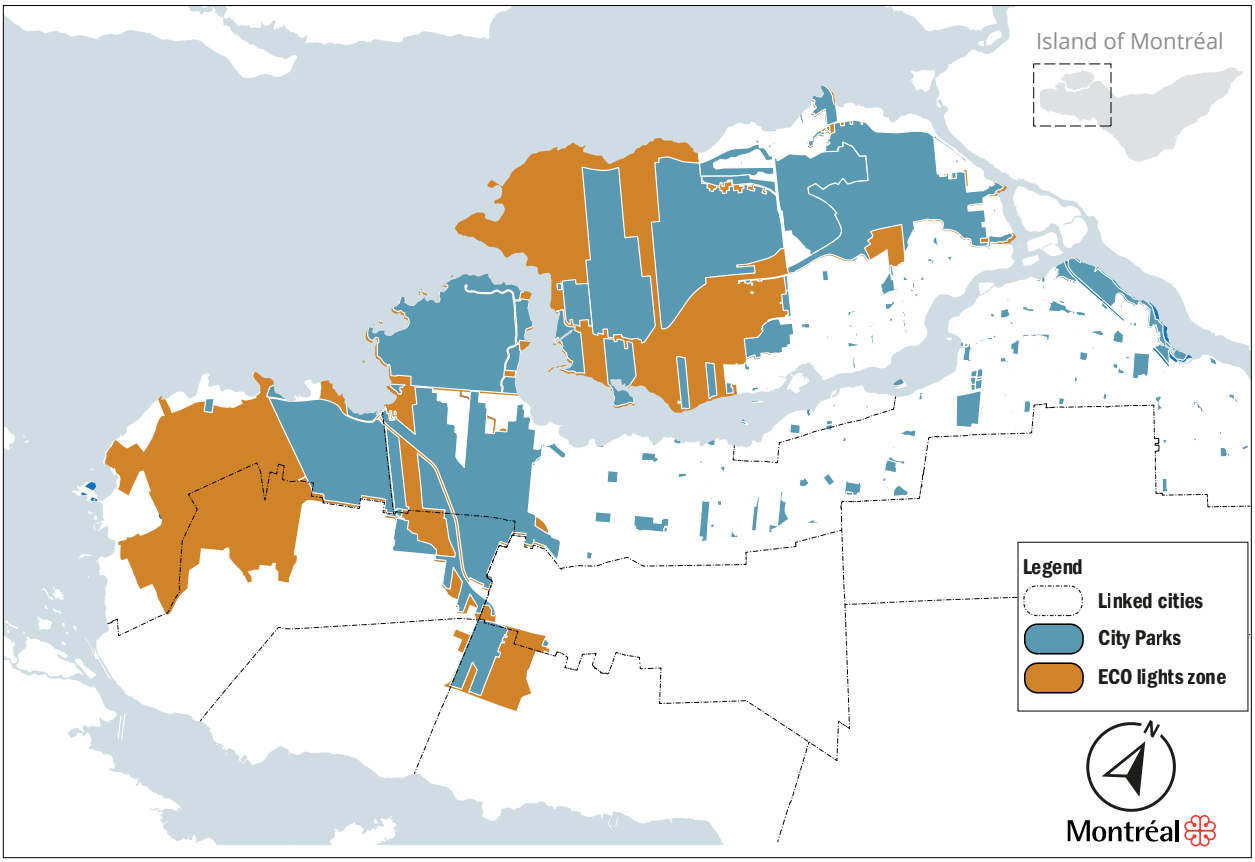


Rosette Nebula (Caldwell 49). *RedCat 71 / 4h 30' / 26 févr. 2025* - Photo by Planétarium de Montréal, 2025

Montréal's approach to reducing light pollution is informed by examples from other cities, such as Paris, which has implemented stringent regulations on nighttime lighting. Montréal's action plan will similarly emphasize the importance of setting strict standards and promoting public awareness about the impacts of light pollution. By learning from these examples and applying best practices, Montréal aims to reduce its light pollution, preserve the night sky, and create a more sustainable urban environment. The city's commitment to this cause is evident in its integration of dark-sky principles into urban planning documents, recognizing the night sky as a valuable natural resource worthy of protection.

Montréal's efforts align with broader initiatives in Quebec, such as the successful preservation of the Mont-Mégantic International Dark Sky Reserve, which has set a precedent for how light pollution can be effectively managed through collaboration and regulation. As Montréal continues to implement its Light Pollution Action Plan, the city is poised to become a leader in urban light pollution management, ensuring that its residents can enjoy the beauty of the night sky while minimizing the environmental impact of artificial lighting.

**Figure 18: Map of the eco-lights' zones in *the Grand parc de l'Ouest***




Source: Ville de Montréal, 2025

# C.2 Lighting Inventory and Lightscape Management Plan

## C.2.1 Montréal's Urban Lighting Transition and Light Pollution Mitigation

As an urban center, Montréal faces the inevitable challenge of light pollution, particularly as it strives to create a more sustainable and environmentally friendly urban landscape. Recent efforts by Montréal to transition its street lighting to LED technology mark a significant step towards mitigating light pollution. Initiated in the fall of 2017, this transition has seen over 68% of municipal luminaires updated to LED as of mid-2020. This shift is not without its complexities, especially in a city where the Bortle Index often places the sky in a Class 7 category, signifying a bright suburban sky where the Milky Way is barely visible, if at all.

The transition to LEDs has been carefully managed to avoid exacerbating light pollution. Montréal's urban planners opted for LEDs with a color temperature of 3000K, coupled with directional lighting fixtures that minimize upward light spill. This strategic decision has



Beach at *Cap-Saint-Jacques* - Photo by Yves Kérouac, 2018

led to a measured decrease in light pollution, with data indicating a 26% reduction in radiance detected by satellite between 2017 and 2020.

The overall reduction in light pollution, when viewed from the ground, is estimated to be approximately 15% in typical urban astronomical observation settings. This is partly because the blue light from LEDs, while better managed, still affects the night sky more significantly than the yellowish light of the older sodium lamps.

As Montréal continues its transition, the ongoing balance between enhancing urban lighting and preserving the night sky will require continued vigilance. The city's approach has thus far been successful in preventing a sharp increase in light pollution, but the challenge of maintaining, or even improving, these gains as more areas undergo the LED transition remains.

Montréal's efforts to address urban light pollution are showcased in the *Guide de bonnes pratiques en matière d'éclairage* (Guide to Best Practices in Lighting) for the Mercier-Hochelaga-Maisonneuve district (Montréal, 2023). The guide emphasizes the negative impacts of improper artificial lighting on both humans and the environment, including light intrusion, glare, energy waste, and ecological disturbances. The key recommendations included in this guide are the following:

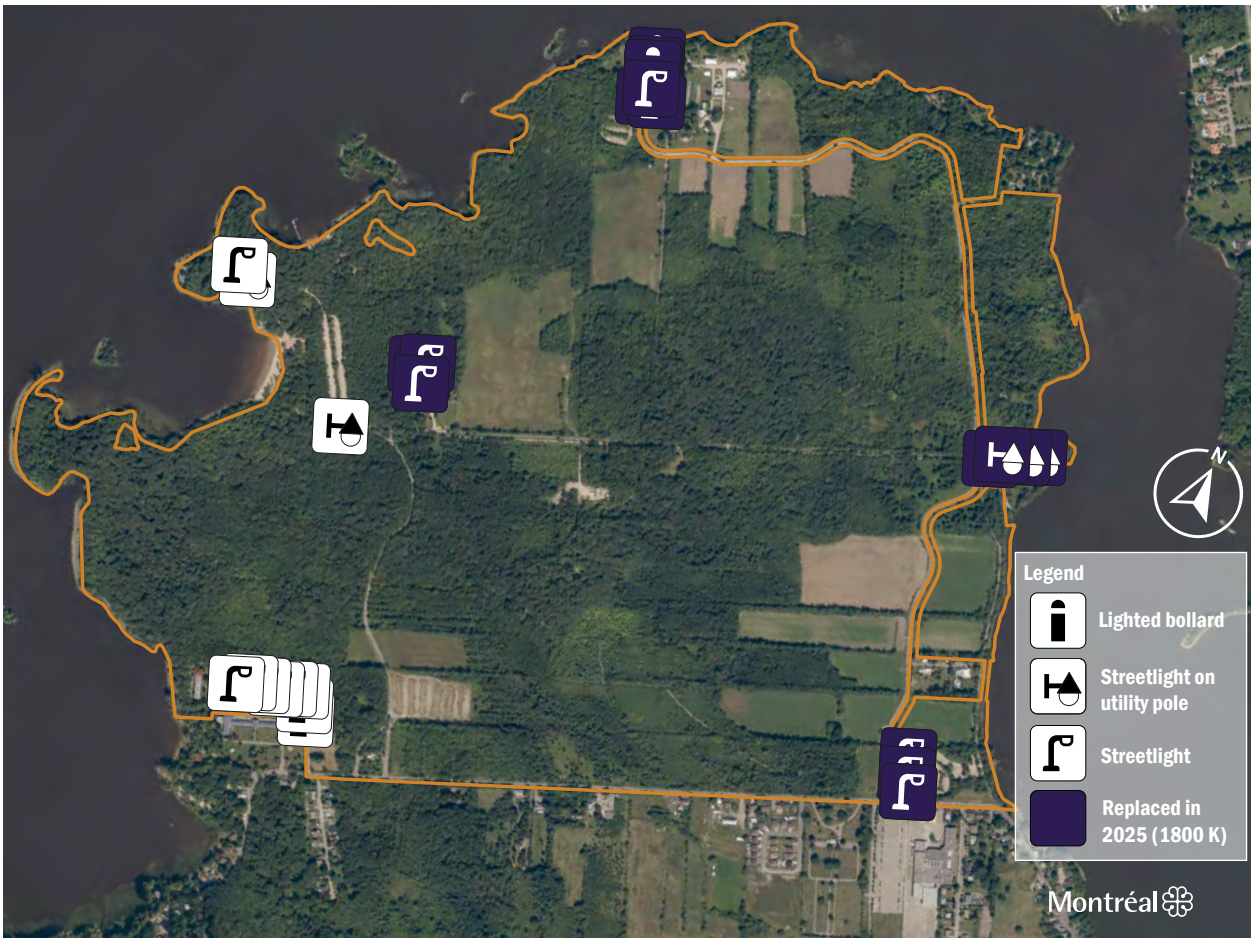
- Directing light downward: Use fixtures that prevent light from escaping upwards, reducing light pollution and improving visibility.
- Using appropriate light levels: Avoid excessive lighting by installing only the necessary amount for safety and functionality.
- Choosing warm lighting: Opt for lights with lower color temperatures (below 3000K) or amber tones, minimizing white and cold light that disrupts ecosystems.
- Controlling lighting schedules: Reduce lighting intensity or turn off unnecessary lights during inactive periods, especially after midnight.

These strategies aim to enhance coexistence between urban activities and environmental preservation. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve district's regulatory framework enforces strict lighting guidelines, ensuring that private and public spaces adhere to principles that reduce nuisance and light pollution while maintaining public safety.

## C.2.2 Lighting Inventory

A comprehensive lighting inventory is being conducted within *Cap-Saint-Jacques* (Figure 19, Table 1). The detailed map, inventory and details of equipment are presented in Appendix E. To date, 65% of the sector's equipment has been replaced in 2025. Note that most of the unreplaced streetlights are associated with an area currently under assessment. A replacement update will be carried out in 2026 and will possibly include the replacement of all remaining equipment.

**Figure 19: Lighting inventory at *Cap-Saint-Jacques* and Pierrefonds-Ouest**




Source: Ville de Montréal, 2025

The inventory includes the following equipment (Table 1):

**Table 1: New lighting type (changed in 2025).**

| Streetlight | Lighted bollard | Streetlight on utility pole |
|---|---|---|
| 18 (9 replaced in 2025) | 7 (all replaced in 2025) | 6 (4 replaced in 2025) |
|  |  |  |

*Cap-Saint-Jacques* is implementing a comprehensive Management Plan which will also aimed at reducing light pollution and promoting environmentally sustainable lighting throughout its facilities. This strategy includes retrofitting or replacing non-compliant lighting fixtures with fully shielded alternatives designed to minimize upward light spill and reduce overall lumen output. By taking these steps, the park is enhancing its night-time environment while preserving the natural beauty of the night sky.

To align with international best practices, the park is committed to maintaining a correlated color temperature (CCT) of ≤3000K for all outdoor lighting, despite having already upgraded most fixtures to ultra-warm 1800K LEDs. This ensures minimal blue light emissions, which are particularly harmful to nocturnal wildlife and disruptive to human circadian rhythms.

Specific upgrades include three lamp posts at the Welcome Lodge (Chalet d'accueil), 4 streetlamp at the Administrative Office (Maison Richer), 3 streetlights and 6 lighted bollard at the Thomas-Brunet House (Maison Thomas-Brunet), and 3 streetlights and 1 lighted bollard at the Lodging Center (Centre d'hébergement). These upgrades ensure the park's lighting system meets high environmental standards while maintaining essential safety and functionality for visitors and staff.



Sunset at little beach - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# C.3 Night Sky Quality Measurement Report

## C.3.1 Introduction

The night sky quality measurements were conducted during the summer 2025, on July 15th, July 18th, August 1st and August 12th. The objective was to assess the impact of light pollution through photography and to monitor the ongoing quality of the night sky within *Cap-Saint-Jacques*. These measurements provide a quantitative basis for understanding current sky conditions and form the foundation for future monitoring efforts.

Twelve sites were evaluated for their interest as astronomical observation sites (Figure 20). Seven of these sites were the subject of specific SQM measurements to create an SQM map (Appendix B) of the site. This map will be updated twice a year to document the evolution of the sky quality.

**Figure 20: SQM measurement sites at *Cap-Saint-Jacques***



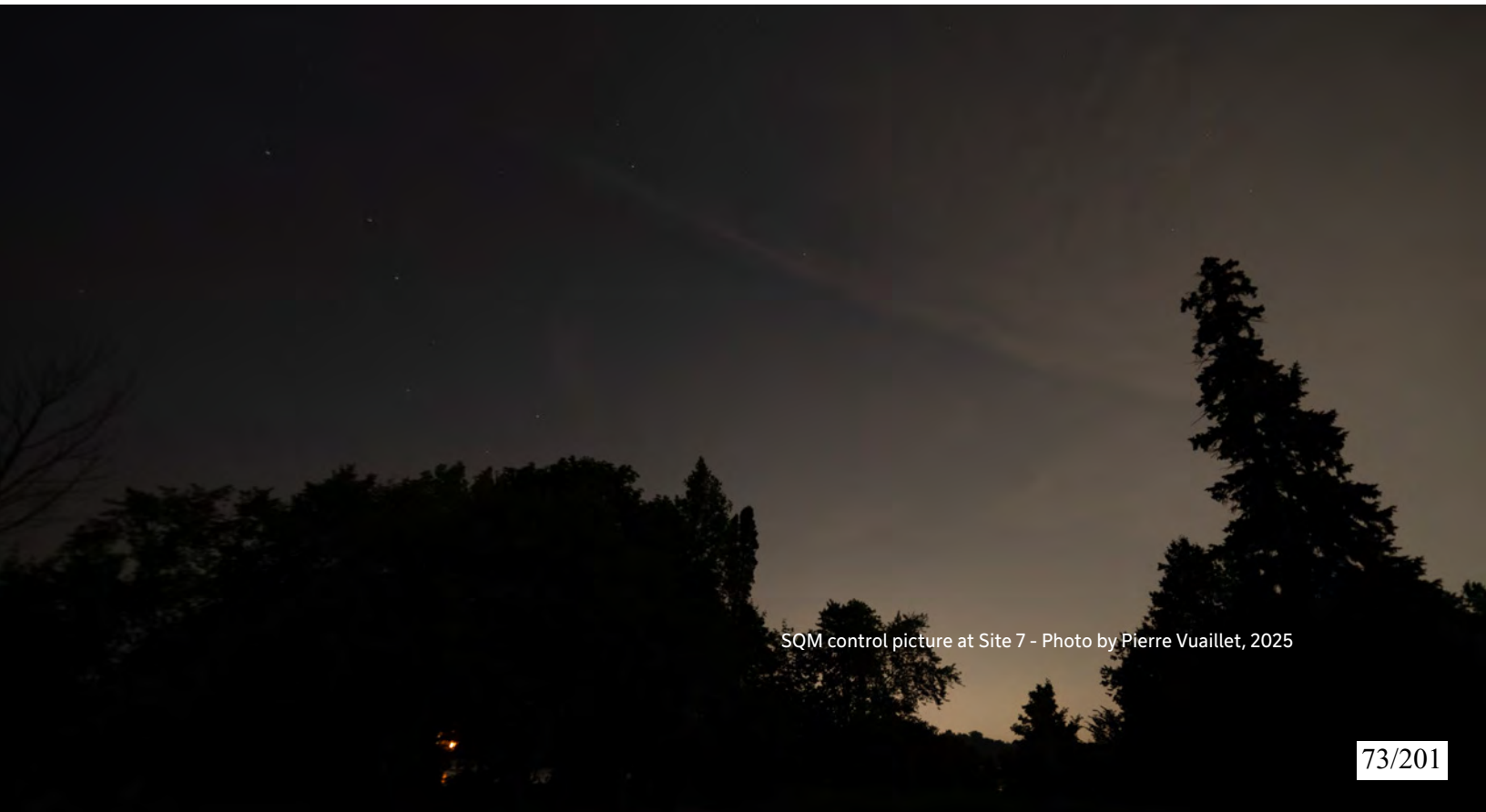

Source: Ville de Montréal, 2025

## C.3.2 Instruments and Equipment

The primary instrument used for measuring the night sky quality was a Sky Quality Meter (SQM-L – Unihedron, 2025), which provides a measure of the sky brightness in magnitudes per square arcsecond (mag/arcsec$^2$). The SQM is widely recognized for its reliability and accuracy in assessing night sky brightness (Table 2).

**Table 2: Unihedron Sky Quality Meter – L**

| Equipment | Photo |
|---|---|
| **Unihedron SQM-L**<br>• Half Width Half Maximum (HWHM) of the angular sensitivity: ~10°.<br>• Full Width Half Maximum (FWHM): ~20°.<br>• Sensitivity to a point source: ~19° off-axis is a factor of 10 lower than on-axis.<br>• Point source ~20° and ~40° off-axis would register 3.0 and 5.0 magnitudes fainter, respectively.<br>• Operates from 9V battery.<br>• Size: 3.6 x 2.6 x 1.1 in. (92 x 67 x 28mm)<br>• Weight: 0.31 lb (0.14 kg)<br>• Maximum light sampling time: 80 seconds. |  |



SQM control picture at Site 7 - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

In addition to the SQM measurements, night-sky photography was conducted to visually document the quality of the night sky (Appendix B) at one site (Site 9). A Nikon D750 digital camera with high ISO sensitivity and a 14 mm wide-angle lens was used to capture the panoramic images. The camera was mounted on a stable tripod to ensure consistent and clear images.

## C.3.3 Measurement Procedure

### a. Sites Selection

Measurements were conducted at multiple pre-selected locations within *Cap-Saint-Jacques*. These locations were chosen based on their distance from potential sources of light pollution, accessibility, and representative coverage of the park's area. The primary measurement locations were chosen where the sky is expected to be the darkest and least affected by nearby light sources and suitable for astronomical observations.

### b. Timing of Measurements

Measurements were primarily taken on clear nights and before Moon rise to ensure the accuracy of the data. The absence of cloud cover and lunar illumination is critical to obtaining true readings of sky brightness. The timing was also selected to avoid periods of astronomical twilight, ensuring that the Sun was sufficiently below the horizon to not influence the readings.



Heart and Soul Nebula (IC1805 - IC1848) imaged from downtown Montréal. *RedCat 71 / 24h 35' (all filters) / 1 nov. - 2 nov. 2024* - Photo by Planétarium de Montréal, 2024

However, several of the 2025 summer measurements coincided with periods of SMOG caused by wildfires in Western Canada, which significantly affected air quality in Montréal. During these nights (notably July 15$^{th}$ and 16$^{th}$, 2025), elevated concentrations of PM2.5 (27–30 µg/m$^3$) and $O_3$ (20–40 ppb) were recorded near the observation site, as shown in local environmental data (see Table 4 bellow). While the sky appeared visually clear, these fine particulate and ozone levels likely contributed to increased atmospheric scattering, slightly influencing the apparent sky brightness. These conditions were documented and considered during the analysis to contextualize potential variations in radiance measurements.

## c. Sky Quality Meter (SQM) Readings

At each selected location, the SQM was held level and pointed directly at the zenith (the point in the sky directly overhead). Five readings were taken at each site to account for any variability in sky brightness. The mean value was calculated to represent the sky brightness for that site. The readings were recorded in magnitudes per square arcsecond (mag/arcsec$^2$), a standard unit for measuring sky brightness.

## d. Panoramic Night-Sky Photography

Panoramic images were captured at each measurement site using a Nikon D750 digital camera. The camera settings were adjusted to ensure proper exposure for the night sky, with long exposure times typically ranging from 5 to 10 seconds (for sites 7 and 9).

Two series of images were taken (Appendix B):

- 4 images at each cardinal point (N, S, E, W) for Site 7;
- overlapping images were taken in a 360-degree circle, covering the entire horizon and the zenith. These images were later stitched together using specialized software to create a complete panoramic view of the night sky (Site 9) and of daylight sky (Sites 1, 2, 3, 5, 6, 7 and 8) to show natural environmental barriers in *Cap-Saint-Jacques*.



360° photography at Site 2 - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

## C.3.4 Additional Observations

In addition to quantitative air quality, weather, and sky brightness measurements (see Table 3 and Table 4 below), the observer documented qualitative aspects of the sky conditions at *Cap-Saint-Jacques*' sites during each observation period.

This section summarizes meteorological data, radar analyses, smog observations, and sky quality results to provide context for the measurements.

### a. Weather Conditions

Meteorological data were obtained from the Ste-Anne-de-Bellevue-1 weather station (EC, 2025), located near *Cap-Saint-Jacques*. Table 3 presents temperature, dew point, and visibility values recorded during each of the four observation nights. On July 15$^{th}$, 2025, conditions were warm and humid, with an air temperature of 25,6 °C and a dew point of 20,9 °C. Although visibility remained excellent at 24,1 km, atmospheric transparency was reduced due to high humidity and the presence of fine particulates. By contrast, on July 18$^{th}$, cooler and drier air (20,8 °C, dew point 11,9 °C) prevailed, corresponding to improved clarity and more stable conditions. On August 1$^{st}$, temperatures dropped further to 18,6 °C with a dew point of 9,2 °C, under dry and stable conditions ideal for sky observations. Finally, on August 12$^{th}$, temperatures rose again to 30,1 °C, but visibility remained high at 24,1 km, suggesting a stable air mass with limited haze or moisture interference.

**Table 3: Weather data – Station Ste-Anne-de-Bellevue_1**

| Date (dd/mm/yyyy) | Time (hh:mm) | Temp. (°C) | Dew Point (°C) | Visibility (km) |
|---|---|---|---|---|
| **15/07/2025** | 23:05 | 25,6 | 20,9 | 24,1 |
| **18/07/2025** | 22:47 | 20,8 | 11,9 | 24,1 |
| **01/08/2025** | 23:27 | 18,6 | 9,2 | 24,1 |
| **12/08/2025** | 21:19 | 30,1 | 16,5 | 24,1 |

Source: https://climat.meteo.gc.ca/index_f.html

## b. Radar Observations

Radar composite analyses from Environment and Climate Change Canada (ECCC, 2025 – details in Appendix B) confirm that no significant precipitation occurred over Montréal during the observation periods of July 15th, July 17th, August 1st, and August 12th, 2025.

In each case, the radar imagery showed only isolated light echoes (≤ 1 mm/hr) outside the metropolitan area, primarily toward Sherbrooke or along the U.S. border. These results indicate that the sky conditions above Montréal were dry and stable, with no measurable rainfall influencing the brightness measurements.

Consequently, any observed variations in sky quality are attributed mainly to atmospheric haze and smog resulting from regional wildfire smoke, rather than to meteorological precipitation. Detailed radar analyses are provided in Appendix B.



Falls at *Cap-Saint-Jacques* -
Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

## c. Air Quality and Smog Episodes

Air quality data from the Sainte-Anne-de-Bellevue monitoring station (Station 99) provide insight into the composition of the lower atmosphere during the observation periods (Table 4). A moderate smog episode occurred on July 15th, 2025, characterized by elevated concentrations of fine particulate matter ($PM_{2.5}$ ranging from 27 to 30 µg/m³) and ozone (20 – 40 ppb). These values correspond to conditions typically associated with municipal smog advisories in Montréal and were likely influenced by wildfire smoke transported from Western Canada. The night remained dry, but the accumulation of pollutants and moisture produced a visible veil across the sky that reduced transparency despite nominally clear weather.

By July 18th, pollutant levels had decreased significantly, with $PM_{2.5}$ concentrations dropping below 7 µg/m³ and ozone levels under 30 ppb, indicating a rapid improvement in air quality. On August 1st, concentrations of all measured pollutants remained low, with $PM_{2.5}$ below 4 µg/m³ and ozone around 15 – 18 ppb, corresponding to very clean air conditions. On August 12th, a slight increase in ozone was noted (37 – 45 ppb), but particulate levels remained moderate (11 – 12 µg/m³), suggesting the presence of mild haze but no active smog event. These data illustrate both the variability and the transient nature of smog episodes in Montréal, emphasizing their dependence on weather conditions and long-range pollutant transport.



The woods - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

**Table 4: Air quality – Station 99, Sainte-Anne-de-Bellevue**

| Time (hh:mm) Date (DD/MM/YYYY) | Parameters | | | | SMOG |
|---|---|---|---|---|---|
| | ***NO2*** | ***O3*** | ***PM2.5*** | ***SO2*** | |
| | ***ppb*** | ***ppb*** | ***µg/m3*** | ***ppb*** | |
| **22:00 15/07/2025** | 6,7 | 39,5 | **27,4** | 0,3 | *Yes* |
| **23:00 15/07/2025** | 8,9 | 33,4 | **29,6** | 0,4 | *Yes* |
| **00:00 15/07/2025** | 19,9 | 19,4 | **29,2** | 1 | *Yes* |
| **01:00 16/07/2025** | 16 | 20,9 | **30,1** | 0,7 | *Yes* |
| **02:00 16/07/2025** | 8 | 33,6 | **27,8** | 1,7 | *Yes* |
| **22:00 18/07/2025** | 5,3 | 29,4 | 6,3 | 1,7 | |
| **23:00 18/07/2025** | 6,7 | 25,8 | 5,9 | 4 | |
| **00:00 18/07/2025** | 7,4 | 21,8 | 6,1 | 3,2 | |
| **01:00 19/07/2025** | 5,1 | 22,4 | 6,7 | 0,9 | |
| **02:00 19/07/2025** | 3,7 | 23,2 | 5,6 | 0,7 | |
| **22:00 01/08/2025** | 5,5 | 18,5 | 3,3 | - | |
| **23:00 01/08/2025** | 3,0 | 16,1 | 3,4 | - | |
| **00:00 02/08/2025** | 1,6 | 18,0 | 3,6 | - | |
| **01:00 02/08/2025** | 5,0 | 14,0 | 3,7 | - | |
| **02:00 02/08/2025** | 3,8 | 15,8 | 3,5 | - | |
| **22:00 12/08/2025** | 10,2 | 37,9 | 11,6 | - | |
| **23:00 12/08/2025** | 7,3 | 42,1 | 11,6 | - | |
| **00:00 13/08/2025** | 3,7 | 41,0 | 11,9 | - | |
| **01:00 13/08/2025** | 3,4 | 41,8 | 11,9 | - | |
| **02:00 13/08/2025** | 2,7 | 45,1 | 12,1 | - | |

Source: https://carte-qualite-air.montreal.ca/

## d. Sky Quality Meter (SQM) Readings and Visual Observations

SQM measurements and qualitative observations (see detailed results in Appendix B) of the sky reflect the combined influence of smog, humidity, and artificial light. On July 15th, 2025, the SQM reading of 18,14 mag/arcsec² indicated noticeably bright skies consistent with smog and elevated humidity. Observers reported diminished contrast in constellations and the complete absence of the Milky Way. By July 18th, SQM readings improved to values between 18,31 and 18,48 mag/arcsec², in line with the cleaner and drier atmospheric conditions. Stars appeared sharper and more numerous, though Montréal's urban light dome continued to limit visibility of faint features. On August 1st, a stable and dry atmosphere contributed to an average reading of 18,50 mag/arcsec², marking one of the darkest nights recorded during the survey. Finally, on August 12th, the SQM reading of 18,42 mag/arcsec² reflected warm but relatively stable air with light haze, while urban glow remained clearly visible toward downtown Montréal.

Overall, these results demonstrate the strong interplay between humidity, airborne particulates, and artificial light in determining sky brightness. Even under clear meteorological conditions, smog and haze can significantly degrade night sky quality, masking fainter stars and increasing background luminance.



Horsehead Nebula (IC434) imaged from downtown Montréal. *FLT91 / 263×30" / 2h 11' 30" / 5 Feb 2024* - Photo by Planétarium de Montréal, 2024

## C.3.5 Data Analysis and Reporting

The mean zenith sky brightness was calculated for each measurement site using Sky Quality Meter (SQM) readings. Results are expressed in magnitudes per square arcsecond (mag/arcsec²), where higher values indicate darker skies. Panoramic night-sky photographs at site 7 and 9 were also analyzed to visually corroborate SQM data and identify sources of light pollution visible in the images. Documents were then compiled (Appendix B), including the mean zenith sky brightness, panoramic photographs, and relevant qualitative observations recorded during the measurement sessions.

At Site 9, on July 18th, 2025, at 23:12 local time, the measured sky brightness was 18.48 mag/arcsec², recorded under fully dark conditions following the end of astronomical twilight (22:57) and prior to moonrise (00:17). This value represents the darkest reading among the three sites surveyed, showing a modest improvement compared with Site 6 (18.31) and Site 7 (18.14) during the previous nights. The improvement corresponds to the period following the dissipation of a moderate smog episode earlier that week (July 15th), when elevated fine particulate and ozone levels were detected across Montréal.

Although darker than central urban areas, the measured brightness remains typical of a moderately light-polluted suburban environment and still below true dark-sky standards (>21 mag/arcsec²). The accompanying panoramic photographs (see Appendix B) visually confirm these results. The 360° composite image reveals an eastern skyglow originating from Montréal's urban core, visible as a bluish-white dome extending well above the tree line. Stellar visibility remains limited near the eastern horizon, with stars clearly visible only above approximately 9-10° elevation.

The long-exposure photograph (10 s at f/5.6, ISO 400) further emphasizes the contrast between the darker zenith and the luminous horizon, illustrating the persistent influence of artificial light even in peripheral areas such as *Cap-Saint-Jacques*. When cross-referenced with radar and air quality data, these findings confirm that the degradation of sky quality during July 15th was primarily caused by smog and humidity, while the subsequent improvement on July 18th corresponded to clearer, drier air masses. Later sessions, on August 1st and August 12th, also produced consistent SQM readings (18,50 and 18,42 mag/arcsec², respectively), further supporting the interpretation that light pollution and residual haze (rather than precipitation) were the dominant factors influencing sky brightness.

Together, the SQM data and photographic evidence clearly demonstrate how urban skyglow remains the limiting factor for night sky quality in Montréal, masking faint celestial objects such as the Milky Way and reducing overall contrast. Despite this, *Cap-Saint-Jacques* still exhibits darker conditions than most of the metropolitan area, making it a valuable reference site for ongoing monitoring and improvement.

Recognizing these challenges, the City of Montréal remains committed to improving and preserving the quality of its night skies. The 2025 SQM measurements and accompanying documentation will serve as a baseline reference against which future progress can be measured. Through targeted initiatives (such as optimizing street lighting, adopting dark-sky-compliant fixtures, and promoting public awareness) Montréal aims to reduce unnecessary light emissions and enhance sky visibility over time. These continuous efforts reflect the city's long-term vision of achieving Urban Night Sky Place designation for *Cap-Saint-Jacques*, combining environmental stewardship with ecological and cultural benefits for the broader community.

## C.3.6 Ongoing Monitoring Program

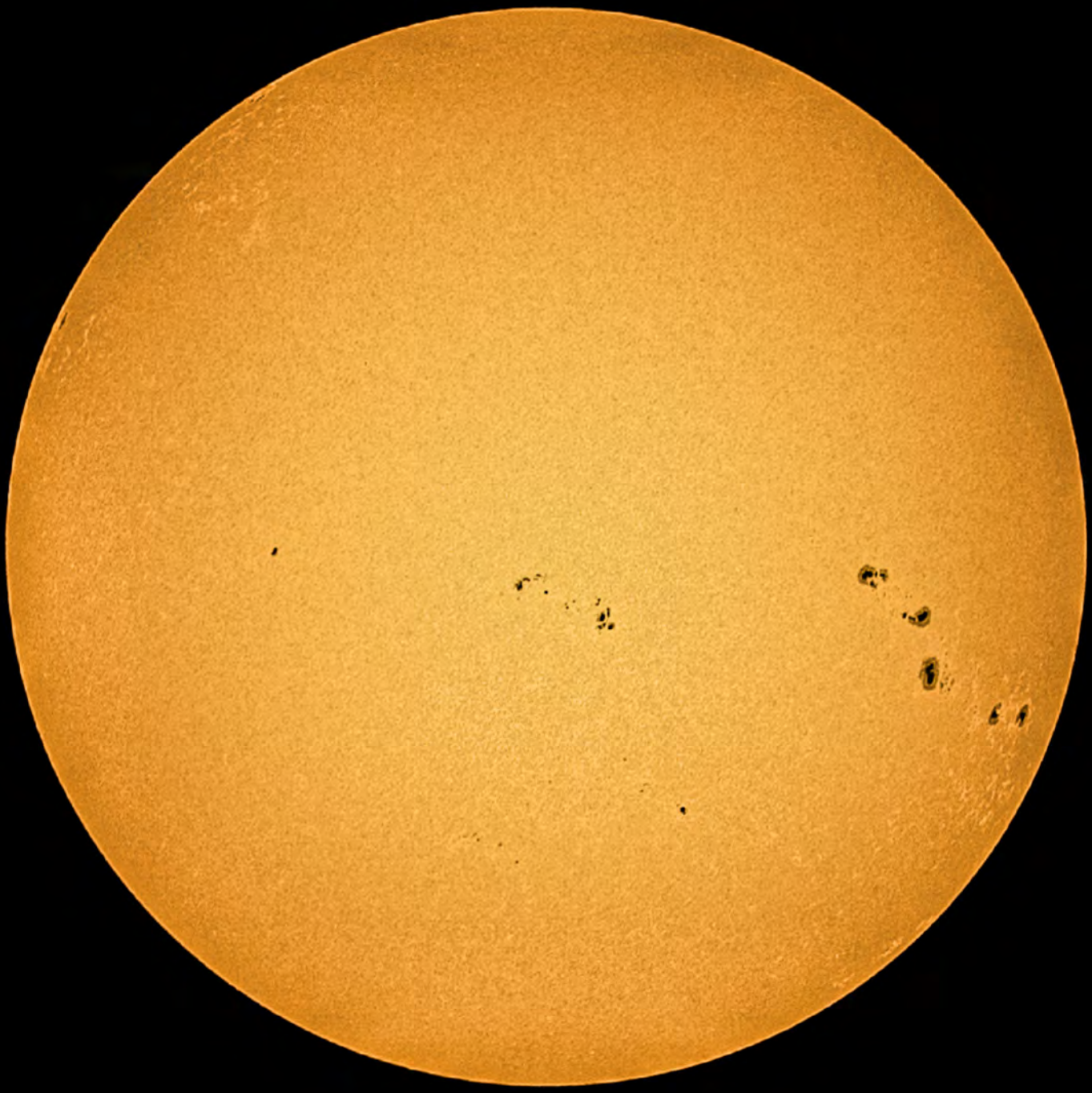
To ensure the continued quality of the night sky within *Cap-Saint-Jacques*, an ongoing monitoring program will be implemented. This program will comprise regular SQM measurements and photographic documentation, carried out at least twice a year (once during the summer and once during the winter) to account for seasonal variations in sky brightness. The program will be managed by both The City of Montréal's *Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports (Parks)* and *Espace pour la Vie Montréal (Planetarium)*, who will oversee the maintenance of the equipment, the collection of data, and the preparation of periodic reports on the quality of the night sky.



Winter on the lake - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# Community Support

D



Taches solaires - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# D.1 Community Engagement and Education

*The Grand parc de l'Ouest* and particularly *Cap-Saint-Jacques* has demonstrated a strong commitment to community engagement and education related to dark skies through a series of thoughtfully organized night sky observation events at *Cap-Saint-Jacques* from 2015 to 2022. During this period, 22 distinct activities were held, with a particular emphasis on adult education, although some events were designed for families as well. These activities, primarily scheduled during the park's summer programming, offered a variety of formats, including stargazing sessions, astronomy lectures, guided night hikes, and even camping experiences under the stars.

In 2018 and 2019, the park introduced the "Month of Astronomy," a concentrated series of events in August that featured a broad array of educational opportunities. These included partnerships with local astronomy organizations such as the *Société d'astronomie de Montréal and Astronomie-Québec*, which provided expert-led discussions on topics like the Perseid meteor shower, solar eclipses, and the search for exoplanets. The programming also included hands-on experiences, such as "*Voyage dans les étoiles*," where participants could observe the night sky alongside astronomers and astrophotographers.

Despite interruptions in 2020 and 2021 due to the pandemic, the park continued its tradition in 2022, resuming with a Perseid meteor shower observation event. However, since then, astronomy activities have been deprioritized at *Cap-Saint-Jacques* in favor of other initiatives within the park network. Reintroducing such programming at *Cap-Saint-Jacques* could enhance its educational offerings and contribute to broader community engagement, particularly if dark sky certification is obtained.

*The Grand parc de l'Ouest* has the potential to become a hub for future initiatives that extend its mission to promote education, accessibility, and sustainability. As the park becomes increasingly connected to downtown Montréal through improved public transportation, including the REM (light rail system) and more direct bus routes, it could play a pivotal role in enhancing accessibility for a diverse audience. This accessibility opens the door for new programming opportunities in several key areas.

The park could explore the intersection of biodiversity and light pollution, highlighting how artificial lighting affects ecosystems. Collaborating with the biodiversity team and local partners could help design activities that educate visitors on these impacts while fostering a deeper appreciation for the natural world. Such efforts would align with the park's broader commitment to environmental stewardship.

The city's DEI approach provides a framework for inclusivity and accessibility, which could guide programming aimed at making the park more welcoming to vulnerable populations, such as multicultural communities, seniors, and children. For example, expanding outdoor education and camping programs for schools and scouting

groups could provide greater access to nature for young people, reinforcing the park's role as a vital resource for environmental education.

The park could also draw inspiration from the illumination policy and educational programs of the *Biosphère* to enhance public awareness about responsible lighting practices. Strengthening collaborations with museum networks and other educational institutions could amplify these efforts, positioning the park as a leader in sustainability education.

In this context, *Cap-Saint-Jacques* is uniquely positioned to evolve into a cornerstone of public education and community engagement, leveraging its natural beauty and growing accessibility to connect Montréalers with nature, science, and sustainable practices. By embracing these opportunities, the park can continue to inspire and educate visitors while fostering a culture of conservation and inclusivity.

As part of the park's future educational and interpretive programming, a series of permanent outdoor signage panels could be developed and installed at key locations within *Cap-Saint-Jacques*. These signs would focus on raising public awareness about the impacts of light pollution on ecosystems, human health, and visibility of the night sky. The panels could also include seasonal sky maps or star charts to help visitors identify major constellations and celestial events visible from the park. Furthermore, signage will highlight the site's Urban Night Sky Place designation and provide practical tips on responsible lighting. By integrating these interpretive tools into the landscape, the park aims to encourage self-guided discovery and promote year-round engagement with night sky conservation.



Fauna and flora -
Photo by Yves Kérouac, 2018

# D.2 Coordination with IDSPs or DarkSky Chapters

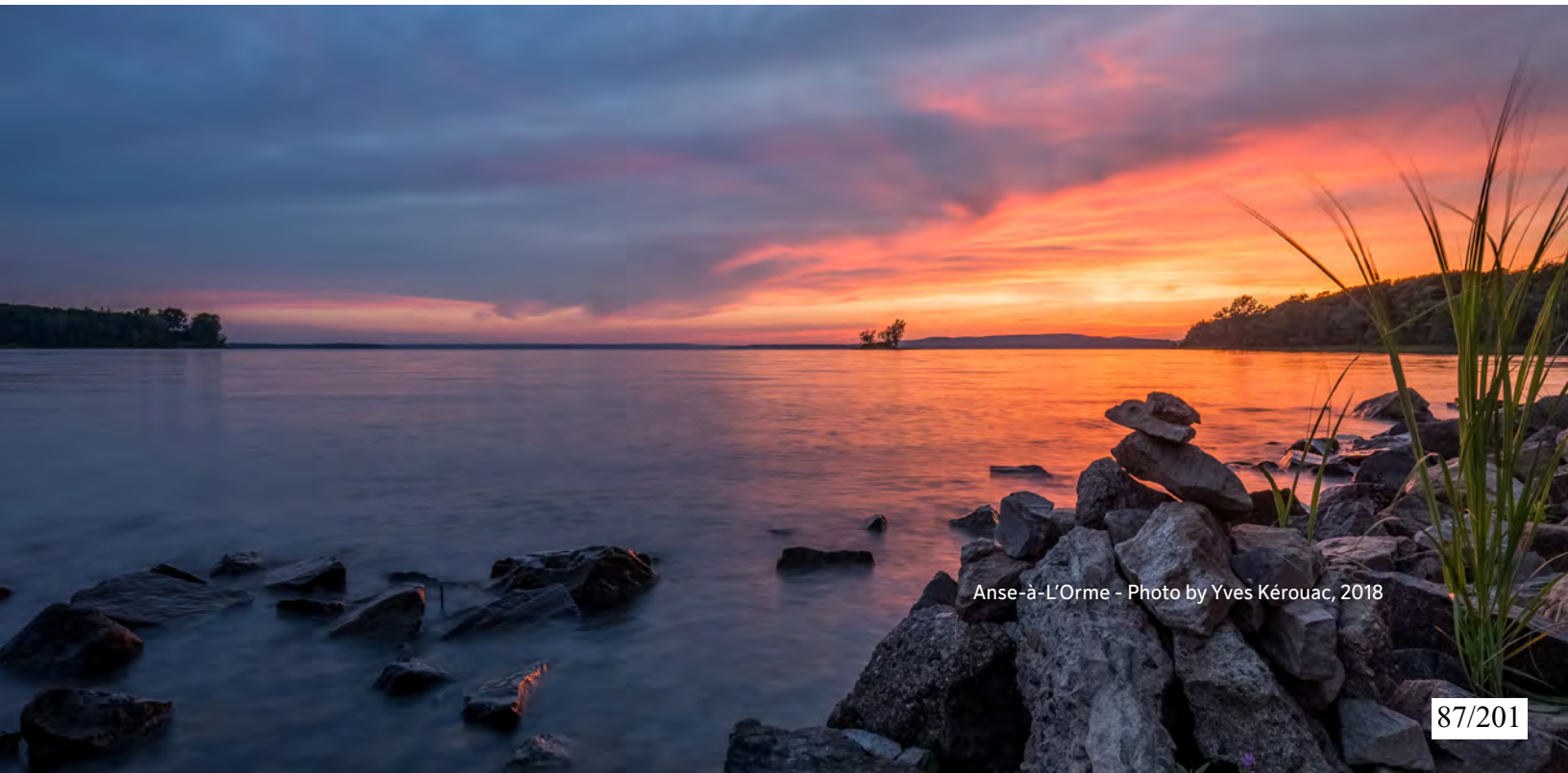
Although *Cap-Saint-Jacques* is not located within 100 kilometers of an existing International Dark Sky Park (IDSP) or Reserve, we recognize the importance of collaboration and knowledge sharing within the broader dark-sky community.

The nearest certified sites are:

- *Parc national du Mont-Tremblant*, located approximately 140 km away.
- *Parc national du Mont-Mégantic*, located approximately 240 km away.

As such, direct coordination is not formally required under DarkSky International's guidelines. However, we remain inspired by the leadership shown by these sites and draw upon their resources, outreach models, and lighting best practices (particularly those developed by Mont-Mégantic and its ASTROLab program).

Through our existing relationship with *Espace pour la Vie* and the *Rio Tinto Alcan Planetarium*, we aim to foster broader regional alignment around dark-sky conservation and public engagement. We are open to future opportunities for collaboration with other IDSPs or DarkSky Chapters as our designation process evolves.



Anse-à-L'Orme - Photo by Yves Kérouac, 2018

# D.3 Broad Community Support

*Cap-Saint-Jacques* is garnering broad and growing community support for its DarkSky initiatives. This is evidenced both by our letters of endorsement from various organizations, as well as the active involvement of environmental groups and educational institutions in our programming efforts in the park.

Through our collaboration with *Espace pour la Vie* (EVPL), and particularly the *Rio Tinto Alcan Planetarium*, we are already connected to a wide network of astronomy-related organizations, science educators, and public engagement partners. These relationships have enabled past programming such as star parties, guided skywatching sessions, and educational workshops centered on astronomy and light pollution.

As part of the DarkSky certification process, we are committed to expanding and formalizing these collaborations. Our goal is to establish long-term partnerships that reinforce the park's role as a hub for night-sky conservation, scientific education, and community engagement. By embedding dark-sky principles into both our programming and our institutional networks, we aim to build a vibrant, inclusive, and sustainable culture of night-sky appreciation across Montréal and beyond.



Spring at *Cap-Saint-Jacques* - Photo by Alexandre Campeau-Vallée, 2016

# References

E



Lune 47% - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

- **Arrondissement de Saint-Laurent. (2024).** *Règlement sur la pollution lumineuse.* Ville de Montréal. Available at: https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/RCA08-08-0001-170%20–%20R%C3%A8glement.pdf?VersionId=RY.Z2xaLFygaC6.fg4G.5H80XoHT-Xt

- **Archives nationales d'outre-mer [ANOM]. (2025).** *Carte de Villemarie dans l'isle de Montréal, 1685* [Carte historique numérisée]. ANOM, France. Available at: https://recherche-anom.culture.gouv.fr/ark:/61561/74845.3814498/daogrp/0

- **C40 Cities. (2022).** *Urban Nature Accelerator Initiative.* https://www.c40.org

- **CitiesWithNature. (2024).** *Berlin Urban Nature Pact.* Available at: https://citieswithnature.org/wp-content/uploads/2024/06/240528_Berlin-Urban-Nature-Pact_Final_EN-1.pdf

- **Environment and Climate Change Canada [ECCC]. (2025).** *Canadian Historical Weather Radar – McGill/Blainville.* https://weather.gc.ca

- **Environnement Canada [EC]. (2025).** *Station météo Ste-Anne-de-Bellevue_1 – Données horaires.* https://climat.meteo.gc.ca

- **Espace pour la vie Montréal [EPVL]. (2022a).** *L'impact de la technologie DEL sur la pollution lumineuse à Montréal.* Blog post, February 22, 2022. Available at: https://m.espacepourlavie.ca/blogue/l-impact-de-la-technologie-del-sur-la-pollution-lumineuse-a-Montréal

- **Espace pour la vie Montréal [EPVL]. (2022b).** *Illumination de la Biosphère : une lumière responsable.* https://espacepourlavie.ca/illumination-de-la-biosphere

- **Gagné, J., Jobin, M., Grandchamps, A., Hernandez, O., & Aubé, M. (2021).** *Évolution de la pollution lumineuse à Montréal suivant la transition aux DEL.* Planétarium Rio Tinto Alcan, Espace pour la vie Montréal. Rapport technique, Novembre 2021. Available at: Poll_Lum_Rapport_211124_pret_soumettre(espacepourlavie.ca)

- **Global Covenant of Mayors (GCM). (2024).** *City of Montréal emissions reporting.* Retrieved from https://www.globalcovenantofmayors.org

- **LightPollutionMap.info. (2025).** *Bortle Class & Sky Brightness Mapping.* https://www.lightpollutionmap.info

- **NASA. (2021).** *ISS064-E-37999 Night Image of Montréal and surroundings.* International Space Station Imagery. Available at: https://eol.jsc.nasa.gov/SearchPhotos/photo.pl?mission=ISS064&roll=E&frame=37999

- **Nikon Corporation. (n.d.).** *Nikon D750 Digital SLR Camera* – Technical Specifications. https://www.dpreview.com/products/nikon/slrs/nikon_d750/specifications

- **Société d'astronomie du Planétarium de Montréal (SAPM). (2022).** *Analyse par satellite de la pollution lumineuse à Montréal,* Jonathan Gagné. [online] Available at: https://www.youtube.com/watch?v=RJQp_EMoUng

- **Unihedron. (2025).** *Sky Quality Meter (SQM-L).* Accessed July 17, 2025. https://unihedron.com/projects/sqm-l/

- **United Nations. (2022).** *Convention on Biological Diversity COP15 Outcomes.* Retrieved from https://www.cbd.int

- **Ville de Montréal. (1989).** *Éclairer Montréal : Politique d'éclairage intégré à l'aménagement du domaine public, modalités d'application.* Montréal : Service de l'habitation et du développement urbain et trois autres services municipaux.

- **Ville de Montréal. (1996).** *Le Plan lumière du Vieux-Montréal.* Montréal : Direction de l'urbanisme. Retrieved from http://www.vieux.Montréal.qc.ca/planlum/lu_intr.htm

- **Ville de Montréal. (2005).** *Politique de l'arbre de Montréal.* Montréal : Direction des sports, des parcs et des espaces verts.

- **Ville de Montréal. (2008).** *Plan de transport.* Montréal : Direction des transports.

- **Ville de Montréal. (2013a).** *Portrait de Montréal 2012-2013 – Offre et demande en transport.* Montréal : Direction des transports.

- **Ville de Montréal. (2013 b).** *Perspective 2017 – Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal.* Montréal : Direction de la culture et du patrimoine.

- **Ville de Montréal. (2016a).** *Montréal durable 2016-2020 : Ensemble pour une métropole durable.* Montréal : Bureau du développement durable.

- **Ville de Montréal. (2016 b).** *Plan d'urbanisme.* Montréal : Direction de l'urbanisme.

- **Ville de Montréal. (2020).** *Projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025.* https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/enviro_fr/media/documents/projet_plan_directeur_2020_2050.pdf

- **Ville de Montréal. (2021).** *Montréal 2030 : un premier plan stratégique,* [online] Available at: Montréal 2030: un premier plan stratégique | Ville de Montréal

- **Ville de Montréal. (2023)**. *Guide de bonnes pratiques en matière d'éclairage.* Montréal : Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Available at: D540_GuideMHM_FR_print_2.indd (Montréal.ca)

- **Ville de Montréal. (2023)**. *Stratégie d'agriculture urbaine 2021-2026* (version corrigée). https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/vdm_strategie_agriculture_urbaine_corrigee_2023.pdf

- **Ville de Montréal. (2024a).** *Éclairage : Guide d'aménagement durable des rues de Montréal, Fascicule 4*. Version 1.1. Direction des transports, Avril 2024.

- **Ville de Montréal. (2024b)**. *Projet de Plan d'urbanisme et de mobilité 2050.* [online] Available at: Projet du Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM 2050) | Ville de Montréal

- **Ville de Montréal. (2024c).** *Arrondissement de Saint-Laurent – Règlement numéro RCA08-08-0001-17.* 3 septembre 2024, Ville de Montréal. Available at: https://portail-m4s.s3.montreal.ca/pdf/RCA08-08-0001-170%20–%20R%C3%A8glement.pdf?VersionId=RY.Z2xaLFygaC6.fg4G.5H80XoHT-Xt

- **Ville de Montréal. (2025).** *Mise à jour du Plan climat 2020-2030* [PDF]. Available at: https://mtl.ged.montreal.ca/constellio/?collection=mtlca&portal=REPDOCVDM#!displayDocument/00000092910

# Appendices

F



M16 - Photo by Pierre Vuaillet, 2025

# Appendix A – Applicant self-checklist

## Urban (UNSP) – Applicant Self-Checklist (Sept. 2023)

Link to 2018 UNSP Guidelines (Sept 2023 update)

This Checklist has been designed to allow you to easily identify what your application must include. Column 2 shows each "Compliance Requirement" in abbreviated form. Column 6 shows a cross – reference to the full "Compliance Requirement" in the Guidelines.

Please proceed as follows:

1. *Where your application meets a "Compliance Requirement*": In Column 3 enter "Y"; in Column 4 identify the relevant page number(s) in your application; and in Column 5 include comments or brief application extracts that show how you comply.

2. *Where your application does not meet a "Compliance Requirement" but you have a plan for how to comply:* In Column 3 enter "N"; in Column 5 state what steps you intend to take to ensure compliance and the expected time frame.

3. *Where your application cannot meet a "Compliance Requirement*": In Column 3 enter "N"; in Column 5 state why you cannot comply; and if you consider this a serious issue, please contact DarkSky and we will work with you to see how best to proceed.

4. *When your Checklist is completed:* Send it to DarkSky with your completed application.

Please complete your Checklist as thoroughly as possible, as it will be used by DarkSky when reviewing your application.

| | |
|---|---|
| **Site Name:** | **GRAND PARC DE L'OUEST,<br>SECTEUR DU CAP-SAINT-JACQUES<br>Montréal (QC) – Canada<br>45.465405183326915, –73.9329675759492** |
| **Prepared By:** | City of Montréal |
| **Date:** | 09/09/2025 |

| A | Eligibility Criteria | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Your proposed UNSP is located within a region enclosed by a perimeter extending 50 km beyond the edge of the continuously built area of a municipality with a permanent population of 10,000 or more people within its territorial jurisdiction, or 50,000 or more people if defined as a "metro area" of two or more adjoining municipalities. | Y | p.47 [B.4.4] | The proposed UNSP, *Grand parc de l'Ouest, Secteur du Cap-Saint-Jacques* (Cap-Saint-Jacques), is located within the urban boundaries of Montréal, a metropolitan area of over 4 million people, and lies within 30 km of downtown. It is therefore fully compliant with the population and distance criteria defined for an UNSP | P4-Eligibility Bullet 1 |
| 2 | The geographic situation and/or landscaping of your UNSP is sufficient to mitigate the effects of any glare or light trespass from outdoor lighting on immediately adjacent properties. You have included wide-angle or panoramic nighttime site photography identifying any neighboring sources of glare or light trespass and showing how these sources are prevented from impinging on your proposed UNSP's interior. | Y | p.47 [B.4.4] Appendix B | The Cap-Saint-Jacques benefits from dense forests, wetlands, and water bodies that act as natural barriers against light trespass. Wide-angle and panoramic nighttime photographs included in the application clearly identify nearby light sources and demonstrate how these features effectively shield the park's interior from urban glare. | P4-Eligibility Bullet 2 & P5-EE-N2 |
| 3 | Your proposed UNSP allows for regular, nighttime public access to the site with or without supervision. You have included a statement describing your proposed UNSP's public access policy. (A portion of the designated land may meet the access requirement, or access may be available for a reasonable fraction of the length of the hours between sunset and sunrise. In some cases, such as when working with areas that protect endangered wildlife, this requirement may be adjusted.) | Y | p.52 [B.4.5] p.55 [B.4.9] Appendix D | While general nighttime access to the Cap-Saint-Jacques is limited (7 AM to 10 PM), the park's by-law allows for extended hours through authorized activities. Special events such as astronomy nights or educational programs can be held after hours in designated low-impact zones, ensuring compliance with dark sky objectives while protecting wildlife. This flexibility allows for meaningful nighttime public access under appropriate supervision. | P4-Eligibility Bullet 3 & P8-EE-N3 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| A | Eligibility Criteria | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 4 | Your proposed UNSP and/ or its partner organizations engage visitors with direct interpretation of the value of natural nighttime darkness and the importance of quality outdoor lighting practices. | Y | p.56 [B.4.10] | The Cap-Saint-Jacques, in collaboration with Espace pour la Vie and local astronomy organizations, has hosted numerous educational events focused on the night sky, including stargazing sessions, lectures, and public workshops. Future programming includes interpretive signage, exhibitions, and awareness campaigns directly addressing the value of natural nighttime darkness and responsible lighting practices. | P4-Eligibility Bullet 4 |
| 5 | The managing agency of your proposed UNSP, whether public or private, is readily identifiable to visitors. | Y | p.54 [B.4.8] | The managing agency, the City of Montréal (Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports), is clearly identified through on-site signage, official websites, and public communications. Key facilities within the park, such as the Chalet d'accueil and Maison Brunet, display the city's stewardship, ensuring visitors can easily recognize the park's management. | P4-Eligibility Bullet 5 & P5-EE-N4 |

| B | Required Elements | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Map(s) of the area to be designated have been provided. They indicate the legal boundaries of your proposed UNSP and show the context of the surrounding urban area. | Y | p.34 [B.3.2] | The application includes detailed maps showing the legal boundaries of the Cap-Saint-Jacques, its location within *the Grand parc de l'Ouest*, and its context within the broader urban area of Montréal. These maps illustrate both aerial and administrative limits, as well as proximity to surrounding infrastructure. | P11-N1 & P4-EE-N1 |
| 2 | Letter of nomination from a qualified DarkSky member nominator | Y | p.13 [A.2] | The application includes a formal nomination letter from two DarkSky International delegates, Ashley Northcotte and Trevor Jones, endorsing the Cap-Saint-Jacques for Urban Night Sky Place designation. | P11-N2 |
| 3 | Letter of support from an appropriate local administrator | Y | p.8 [A.1] p.16 [A.3] | A letter of support is included from the City of Montréal, jointly signed by the Service des Grands Parcs du Mont-Royal et des Sports and Espace pour la Vie Montréal, affirming the city's full commitment to the designation and its alignment with Montréal's environmental and educational goals. | P11-N3 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| B | Required Elements | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 4 | Site photography establishing nighttime conditions in and near your proposed UNSP | Y | Appendix B<br>Appendix C | The application includes wide-angle and panoramic nighttime photography (Appendix B) that documents sky conditions at multiple sites within the park. These images illustrate both the quality of the night sky and the impact of surrounding light sources, demonstrating how natural features help preserve interior darkness. | P11-N4 |
| 5 | A summary of your proposed UNSP's public access policy | Y | p.52 [B.4.5]<br>p.55 [B.4.9] | The park is open daily from 7 AM to 10 PM, with general nighttime access restricted. However, the by-law allows exceptions for authorized activities such as astronomy events, enabling supervised nighttime access in designated areas. This flexible policy supports public engagement while protecting nocturnal ecosystems. | P11-N5 |
| 6 | Any management documents supporting dark skies and/or natural nighttime darkness as a valued resource | Y | p.57 [B.4.11] | The application outlines that dark-sky principles are integrated into the park's management documents and Montréal's broader park policies. These include guidelines prioritizing minimal, warm-colored, and directional lighting, and emphasize the preservation of natural nighttime darkness as essential for both ecological health and public well-being. | P11-N6 |
| 7 | Your proposed UNSP has a comprehensive Lighting Management Plan (LMP). It forms a clear statement of the applicable outdoor lighting policy in your proposed UNSP from the responsible management agency or organization, and includes an assessment of applicable local, state or provincial, and national laws. | Y | p.57 [B.4.11]<br>p.64 [C.2]<br>p.62 [C.1] | While a fully consolidated Lighting Management Plan (LMP) is not yet formalized as a standalone document, the application outlines key lighting policies and practices across several sections. These include Montréal's citywide lighting strategy, eco-responsible lighting upgrades at the park (1800 K LEDs), and general objectives embedded in management plans that prioritize minimal, shielded, and wildlife-friendly lighting.<br>A complete LMP is planned as a future deliverable, building on these foundations and aligned with DarkSky standards. | P5–LMP Intro Para & P11-N7 |
| 8 | Documentation of a baseline sky quality measurement survey in your proposed UNSP prior to designation. | Y | p.69 [C.3]<br>Appendix B | Baseline sky quality measurements were conducted on **July 15 and 18, 2025**, using a Unihedron SQM-L device. Data was collected at three key sites (Sites 6, 7, and 9) and is fully documented with supporting weather, air quality, and photographic evidence. | P11-N8 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| B | Required Elements | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 9 | Lighting Inventory of your proposed UNSP. | Y | p.64 [C.2] | A preliminary lighting inventory has been completed for the Cap-Saint-Jacques. It includes the number, types, and locations of fixtures (lamp posts, bollards, other sources) and documents recent upgrades to ultra-warm 1800 K LED lights. However, some detailed fields (such as manufacturer, model number, and full operational specs) are not yet included for all fixtures. A complete inventory and compliance plan is in development. | P11-N9 |
| 10 | Description of interpretive programs and/or products related to dark skies awareness, as well as any related examples of successful education and outreach efforts (photos, documentation of student projects, etc.) | Y | p.83 [D.1] | The application describes numerous past and future interpretive programs related to dark skies:<br>• From 2015 to 2022, 22 astronomy-themed public events were held, including stargazing sessions, night hikes, and workshops.<br>• Partnerships with local astronomy organizations and the Espace pour la Vie Planetarium supported events such as the "Month of Astronomy."<br>• Future plans include permanent interpretive signage, dark-sky-themed festivals, dome cameras for light pollution monitoring, and collaborations for educational programming. | P11-N10 |
| 11 | Future plans for site activities | Y | p.56 [B.4.10] | Future plans include permanent interpretive signage, dark-sky-themed festivals, dome cameras for light pollution monitoring, and collaborations for educational programming. | P11-N11 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| C | Lighting Management Plan | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | The LMP applies equally to both new and existing installations of outdoor lighting in the UNSP. | Y | p.57 [B.4.11]<br>p.64 [C.2] | While a formalized Lighting Management Plan (LMP) is still in development, the application indicates that recent lighting upgrades (e.g., to 1800 K LEDs) already apply to both existing and new installations throughout the Cap-Saint-Jacques. The city's management guidelines prioritize minimal, shielded, and eco-responsible lighting across all infrastructure.<br>Future policy updates will further formalize this approach into a comprehensive LMP that ensures consistent application across all lighting types. | P5-LMP-N1 |
| 2 | The policy includes provisions for determining whether it is or is not appropriate to light an area, at what times of night lighting is necessary, and allowable illumination levels. | | p.57 [B.4.11]<br>p.64 [C.2]<br>Appendix D [RCG 09-029 – Article 4 (regarding permitted night access under special authorization)] | While there is no standalone lighting policy included in the by-law RCG 09-029, the park's management guidelines and operating policies—described in the main application—do include provisions aligned with this requirement:<br>• Lighting is discouraged by default in natural areas unless justified by safety or function.<br>• Where lighting is necessary (e.g., near buildings or paths), illumination is minimized, and warm, shielded fixtures are used (e.g., 1800 K LEDs).<br>• The park operates from 7 AM to 10 PM, with lighting concentrated in entry areas and turned off or limited after hours, except for authorized activities (by-law RCG 09-029, Article 4). | P5-LMP-N2 |
| 3 | Fully shielded fixtures are required throughout the UNSP. | Y | P.64 [C.2]<br>Appendix E | All lighting fixtures within the proposed Urban Night Sky Place are fully shielded, directing light downward to prevent skyglow and minimize light trespass. The fixtures have been carefully selected to align with DarkSky guidelines, using low-intensity, warm-colored LEDs and shielded designs that eliminate upward light emission. | P5-LMP-N3 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| C | Lighting Management Plan | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 4 | Shielding is required for any special purpose lighting emitting more than 500 lumens. The approved special uses, such as historical preservation, must be stated in the LMP. *Note:* These lights are not exempt from other LMP requirements and must be designed to minimize impact to the nocturnal environment to the greatest extent possible. | Y | P.64 [C.2]<br>Appendix E | The lighting approach described in the application and supporting documents ensures that all lighting above 500 lumens, including special-purpose fixtures, is fully shielded and designed to minimize impact on the nocturnal environment. At this stage, no special-purpose lighting exemptions (e.g., for historical preservation) have been requested.<br>Although these provisions are respected in practice, a formal Lighting Management Plan (LMP) consolidating these policies and explicitly addressing special uses is still in development. The intent to fully comply with DarkSky standards is clearly stated. | P5-LMP-N3 |
| 5 | The LMP provides prescriptive methods for determining the appropriate type of light source (spectrum, color, energy efficiency, technology) and fixture to be used. The chosen determination method must be established with the goals of maximizing energy efficiency and minimizing impacts to human dark adaptation and recovery time, as well as nocturnal ecology. | Y | P.64 [C.2] | While a formalized Lighting Management Plan (LMP) is still in progress, the principles guiding fixture selection in the UNSP already reflect DarkSky goals:<br>• Warm color temperatures (1800 K) are used throughout the site to minimize impact on human dark adaptation and wildlife.<br>• Fixtures are selected for energy efficiency, low glare, and full shielding.<br>• The city's design and lighting guides (referenced in Appendix E) prioritize downward-directed, minimal lighting tailored to context and location.<br>These practices are already applied in current infrastructure and will be fully integrated into a prescriptive, site-specific LMP under development. | P6-LMP-N4 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| C | Lighting Management Plan | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 6 | Lighting controlled with motion-activated switches limiting the duration of illumination to less than 5 minutes after activation is exempt from the other requirements of this section. | N | TBD | **No,** but a plan is in place to address this. Currently, motion-activated lighting with automatic shutoff is not widely implemented in the Cap-Saint-Jacques. However, as part of the forthcoming comprehensive Lighting Management Plan, the City of Montréal intends to **integrate motion-sensitive controls** in future upgrades, particularly in low-traffic or sensitive ecological zones, to further reduce unnecessary light exposure and align with DarkSky exemptions and recommendations. | P6-LMP-N5 |
| 7 | Emission of short-wavelength light is limited through one of the following restrictions: | Y | P.64 [C.2]<br>Appendix E | The lighting in the proposed Urban Night Sky Place complies with the first restriction: all fixtures have a Correlated Color Temperature (CCT) of 1800 K, which is well below the 3000 K threshold.<br>Because the lighting uses 1800 K LEDs, which emit very little short-wavelength (blue) light, the requirement is fully met through the CCT criterion. | P6-LMP-N6 |
| a | The correlated color temperature (CCT) of lamps must not exceed 3000 K; **OR** | | | | P6-LMP-N6A |
| b | Allowed lighting must not emit more than 25% of its total spectral power at wavelengths shorter than 550 nm; **OR** | | | | P6-LMP-N6B |
| c | The scotopic-to-photopic (S/P) ratio of allowed lighting must not exceed 1.3. | | | | P6-LMP-N6C |
| 8 | Regulation is required for visitor activities with respect to the introduction of unnecessary human-generated light at night into the UNSP's environment. | Y | p.52 [B.4.5]<br>p.57 [B.4.9] | The park's regulations, outlined in by-law RCG 09-029, restrict nighttime access outside of standard hours unless specifically authorized by the City of Montréal. This effectively limits the introduction of unnecessary artificial light by visitors.<br>When nighttime events are permitted, they are supervised and regulated, ensuring that any lighting used is minimal, controlled, and aligned with dark sky objectives. These measures help protect the nighttime environment from human-generated light disturbance. | P6-LMP-N7 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| C | Lighting Management Plan | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 9 | The use of illuminated signs must be regulated according to ALL of the following: | Y | p.58 [B.4.11]<br>p.84 [D.1] | Most signs within the proposed UNSP are non-illuminated or use passive lighting. Where illumination is present (e.g., near entry points or service buildings), it is limited to operational hours. Designs favor high-contrast, simple formats with minimal glare, often using single-color text on dark-green backgrounds.<br>While luminance levels (in nits) are not yet formally documented, and a comprehensive signage illumination policy will be in development, future updates to the Lighting Management Plan could address this. Additionally, the project team could evaluate the introduction of red-light illumination for select signs within the park to enhance visibility at night while minimizing disruption to nocturnal environments and preserving dark adaptation. | P6-LMP-N8 |
| a | Sign illumination is permitted only while the associated activity is taking place. For businesses, sign illumination must be extinguished completely during the hours the business is closed; **AND** | | | | P6-LMP-N8A |
| b | Displays must be single-color on a black background; **AND** | | | | P7-LMP-N8B |
| c | Luminance of the sign as a whole after sunset may not exceed 100 nits (100 candelas per square meter). | | | | P7-LMP-N8C |
| 10 | The LMP conforms to or surpasses local governing authority policy on lighting and dark sky protection as well as other applicable laws, depending on the jurisdiction. | Y | p.47 [B.4.3]<br>p.69 [C.2] | The current lighting approach within the proposed UNSP aligns with and, in most aspects, surpasses the City of Montréal's policies on eco-responsible lighting. The park uses 1800 K LED fixtures, full shielding, and minimal lighting in natural areas, which go beyond the general municipal standards outlined in the city's lighting guides and by-law RCG 09-029.<br>The forthcoming Lighting Management Plan will formalize this approach and ensure continued compliance with all applicable municipal and provincial regulations, while explicitly integrating DarkSky International's stricter standards for environmental and astronomical protection. | P7-LMP-N9 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| D | Lighting Inventory | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | A complete inventory of all outdoor lighting in your proposed UNSP is used to show rates of compliance with the LMP and to identify lighting equipment in need of rehabilitation through retrofitting or replacement. This is a requirement for UNSP status and must be accompanied by a plan under which ALL lighting will be brought into compliance with the LMP over time. | Y | p.64 [C.2] | A preliminary lighting inventory has been completed. It documents the number, types, and locations of outdoor lighting fixtures within the Cap-Saint-Jacques. Most lighting already meets DarkSky standards, using fully shielded, low-intensity, 1800 K LEDs, but some older fixtures may still require assessment.<br>While a formal compliance plan is not yet finalized, the City of Montréal has committed to developing a full Lighting Management Plan that will include:<br>• A complete audit of any non-compliant fixtures,<br>• A clear timeline for retrofitting or replacement, and<br>• Monitoring and maintenance strategies to ensure 100% compliance over time.<br>This phased approach ensures that all lighting will meet or exceed DarkSky requirements in the near future. | P7-LI |
| 2 | The lighting inventory specifies all of the following for each light fixture:<br>• Location<br>• Purpose<br>• Manufacturer<br>• Model number<br>• Light source type and spectrum<br>• Initial emitted luminaire lumens if known<br>• Operational details, such as the use of adaptive controls | Y | p.64 [C.2] | **Work is in progress to meet this requirement.** The current lighting inventory includes location and general purpose for each fixture and confirms that most lights are 1800 K LED bollards or lamp posts with full shielding. However, the following details are not yet systematically documented for every fixture:<br>• Manufacturer and model number<br>• Light source spectrum and lumens<br>• Operational specifics (e.g., timers, dimmers, motion sensors)<br>The City of Montréal plans to expand the inventory as part of the upcoming comprehensive Lighting Management Plan, which will include a full audit of all lighting elements, supporting full transparency and compliance tracking. | P7-LI |
| 3 | Both operable AND inoperable light fixtures have been inventoried. *Note:* Inoperable fixtures that are physically disconnected from power supplies may be counted as compliant for the purpose of determining the rate of LMP compliance. | Y | p.64 [C.2] | The current lighting inventory primarily focuses on operable fixtures, as noted in Appendix E. However, there is no explicit mention or listing of inoperable fixtures, nor whether any have been permanently disconnected from power sources.<br>To meet this requirement, the next phase of inventory development—planned as part of the full Lighting Management Plan—will include a detailed audit of both operable and inoperable fixtures, identifying those that are decommissioned and may be counted as compliant under DarkSky guidelines. | P7-LI |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| E | Commitment to Dark Skies and Quality Outdoor Lighting | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Your proposed UNSP's management recognizes dark skies as an important natural, cultural, and/or scientific resource value, as shown by inclusion in appropriate management documents. | Y | p.57 [B.4.11] | The City of Montréal explicitly recognizes the value of dark skies in its park management philosophy and environmental objectives. The importance of preserving nighttime darkness is reflected in:<br>• The lighting design strategy prioritizing minimal and warm lighting,<br>• The commitment to dark-sky programming and education,<br>• And the intent to integrate dark sky protection in all future management and lighting policies.<br>These commitments are documented in Section B.4.11 of the application (pp. 57–59) and supported by the city's ongoing efforts to include dark sky preservation as part of its broader ecological and cultural mission. | P8-N1 |
| 2 | Documentation that at least 2/3 of all existing outdoor lighting fixtures within your proposed UNSP's boundaries conform to the LMP at the time of application. | Y | p.64 [C.2] | Over 2/3 of the existing outdoor lighting fixtures within the Cap-Saint-Jacques already conform to the lighting objectives outlined in the forthcoming Lighting Management Plan.<br>These compliant fixtures are:<br>• Fully shielded,<br>• Use 1800 K LEDs,<br>• Installed in limited areas to preserve dark zones,<br>• And aligned with DarkSky principles.<br>The application confirms that new lighting installations already follow these criteria, and that non-compliant fixtures are minimal and scheduled for future assessment and retrofitting. | P9-N2 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

| E | Commitment to Dark Skies and Quality Outdoor Lighting | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 3 | A plan to bring 90% of outdoor lighting into compliance with the site's LMP within five years of receiving certification, and 100% compliance within 10 years of designation. | Y | p.64 [C.2] | While the City of Montréal has expressed a clear commitment to dark sky preservation, a formal written plan with specific timelines to bring lighting into compliance (90% within 5 years, 100% within 10) is not yet included in the current application.<br>However, the city will initiated:<br>• A phased retrofit program already underway (e.g., 1800 K LED upgrades),<br>• The development of a comprehensive Lighting Management Plan,<br>• And intentions to expand the lighting inventory and compliance tracking.<br>This upcoming plan will include a clear schedule to achieve full compliance within the required timeframe. | P9-N3 |

| F | Sky Quality Measurement | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | A baseline sky quality measurement survey has been conducted to establish conditions in your proposed UNSP prior to designation. Measurements of night sky brightness have been obtained using DarkSky-approved night sky brightness measuring equipment. | Y | p.70 [C.3]<br>Appendix B | A baseline sky quality survey was conducted in July 2025 using a Unihedron SQM-L, a DarkSky-approved device for measuring night sky brightness.<br>The survey included:<br>• Measurements at three sites within the park (Sites 6, 7, and 9),<br>• Supporting environmental data (weather, air quality),<br>• Wide-angle night photography,<br>• And documentation of moonrise and twilight conditions. | P11-N8 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

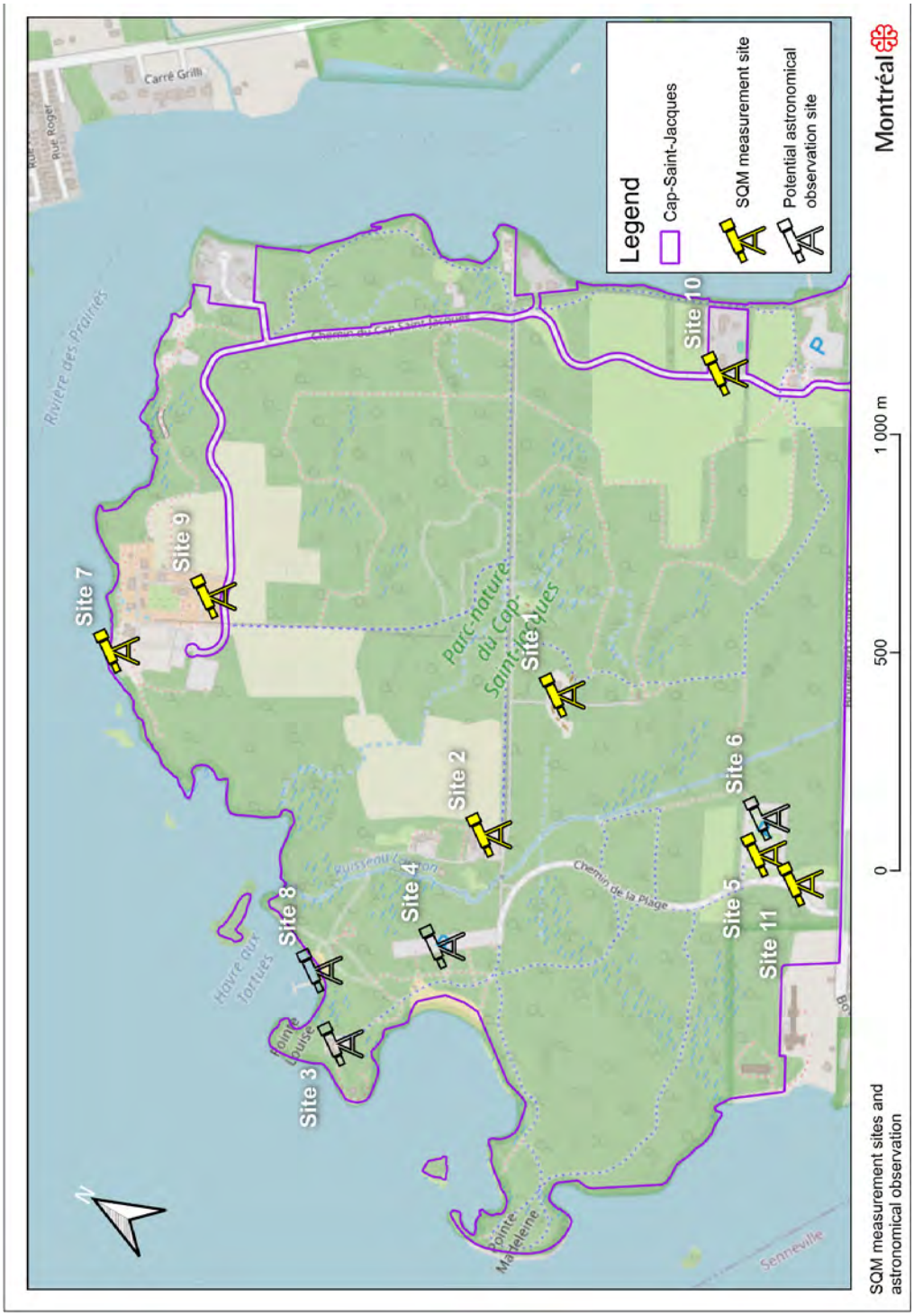
| G | Education and Outreach | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | The importance of dark skies and natural darkness and the benefits of quality lighting are a central theme of onsite interpretation and outreach programs through one of these methods: | Y | p.84 [D1] | While regular interpretive programs are currently limited, the Cap-Saint-Jacques and its partners (including Espace pour la Vie and local astronomy groups) have conducted numerous dark-sky-themed events in recent years—such as stargazing nights, astronomy festivals, and public workshops.<br>Additionally:<br>• Future plans include interpretive signage, social media campaigns, and educational exhibits dedicated to dark sky preservation.<br>• Outreach materials will explicitly reference DarkSky International and promote the significance of becoming an Urban Night Sky Place.<br>These efforts ensure that dark skies and quality lighting are central themes in the park's outreach strategy, even as regular programming expands. | P9-N1 |
| a | If the Place typically provides interpretive programs, then dark skies are one of the central themes communicated through onsite interpretation, and at least a portion of the event includes dark sky awareness or preservation, specifically including reference to DarkSky and what it means to be an Urban Night Sky Place; **OR** | | | | |
| b | If interpretive programs are not typically offered, then extensive publications, flyers, press releases, media, social media, or other outreach are appropriate substitutes. | | | | |
| 2 | If your site is within 100 km of an existing International Dark Sky Park or International Dark Sky Reserve, DarkSky International expects to see evidence of cross-promotion between your proposed UNSP and those designated sites. | NA | | • Parc National du Mont-Tremblant: 140 km<br>• Parc National du Mont-Mégantic: 240 km | P9-N3 |

| H | Threats to the Night Sky | Complies Y/N | Which Page(s) | Comment on This Item in Application | GXR* |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | The geographic situation and/or landscaping of the place is sufficient to mitigate the effects of any glare or light trespass from outdoor lighting on immediately adjacent properties. Any potential threats and plans to mitigate such threats are included in the application. | Y | p.78 [C.3.5]<br>Appendix B. | The geographic setting of the Cap-Saint-Jacques surrounded by dense forests, wetlands, and the Lake des Deux-Montagnes) naturally shields the interior from surrounding light sources. These natural barriers, combined with the park's large area and minimal development near its core, effectively mitigate glare and light trespass.<br>Potential light threats from adjacent properties are low, and the application outlines future monitoring efforts and management strategies to maintain or improve current sky quality. | P4 – Eligibility – Bullet Point 2 |

*GXR: Cross-Reference to Page and Number of Item in UNSP Guidelines

# Appendix B – Sites photography and SQM

## B1 – Site photographies



North



East



**Site 1**

45,463023

-73,932380

South



West



North



East



**Site 2**

45,462892

-73,937000

South



West



North



East



**Site 3**
45,463389
-73,944486

South



West



North



East



**Site 4**
45,462580
-73,940524

South



West



North



East



**Site 5 & 6**
45,457793
-73,933483

South



West



North



East



**Site 7**
45,458121
-73,932514

South



West



S
W
N
E
32.04°
Site 1
Coordinates: 45°27'47.14"N / 73°55'56.82"O
18/07/2025 – 17:21
Nikon D750 /14mm
f/11 – 1/125 – ISO 125


S
W
N
E
33.43°
Site 2
Coordinates: 45°27'46.52"N / 73°56'13.21"O
18/07/2025 – 17:13
Nikon D750 /14mm
f/16 – 1/125 – ISO 125




| Site 3 | Coordinates: 45°27'48.14"N / 73°56'40.30"O | 18/07/2025 – 16:33 | Nikon D750 /14mm | f/9 – 1/100 – ISO 125 |
|---|---|---|---|---|




| Site 5 & 6 | Coordinates: 45°27'29.08"N / 73°55'56.89"O | 18/07/2025 – 17:34 | Nikon D750 /14mm | f/11 – 1/250 – ISO 125 |
|---|---|---|---|---|

W
N
E
S
25.91°
Site 7
Coordinates: 45°28'15.89"N / 73°56'15.94"O
18/07/2025 – 17:56
Nikon D750 /14mm
f/11 – 1/200 – ISO 125

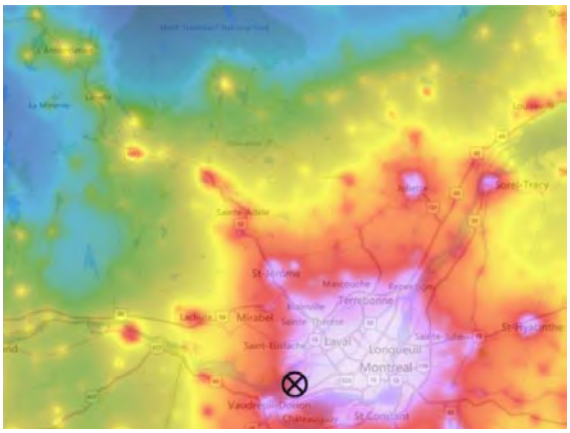

W
N
E
S
35.88°
Site 8
Coordinates: 45°27'52.29"N / 73°56'34.30"O
18/07/2025 – 16:59
Nikon D750 /14mm
f/9 – 1/125 – ISO 125

S
W
N
E
9,22°
Site 9
Coordinates: 45°28'13.09"N / 73°56'5.93"O
19/07/2025 – 01:19
Nikon D750 /14mm
f/5,6 – 10' – ISO 400 – LP Filter


S
E
N
W
37,79°
Site 12
Coordinates: 45°27'45.42"N / 73°56'44.85"O
18/07/2025 – 16:48
Nikon D750 /14mm
f/16 – 1/250 – ISO 125

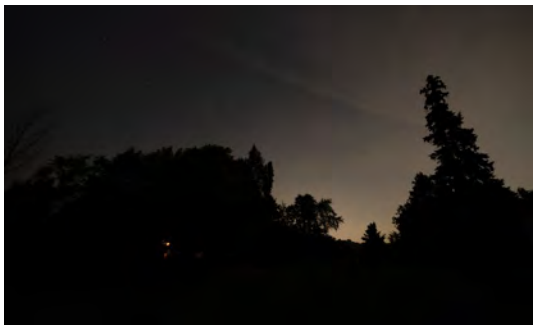
# Title: Site 7 photographies

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Site:** | Site 7 |
| **Location:** | Parc nature du Cap-St-Jacques, Montreal, QC, Canada |
| **Coordinates:** | 45°28'15.6832" N<br>73°56'16.5624" W |
| **SQM:** | 18.14 mag./arc sec2 (measured on site) |
| **Date / Time:** | 16-07-2025<br>00h27min -> 00h29min |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Focal Lenght:** | 14,0 mm |
| **Aperture:** | f / 2,8 |



| | |
|---|---|
| **Exposition:** | 5,0 s |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | / |

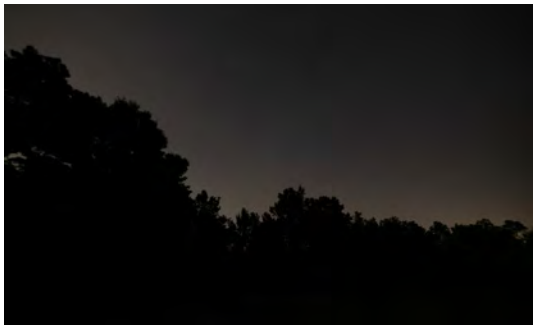
North



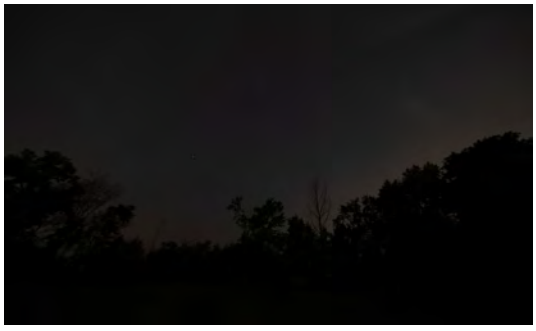
East



South



West



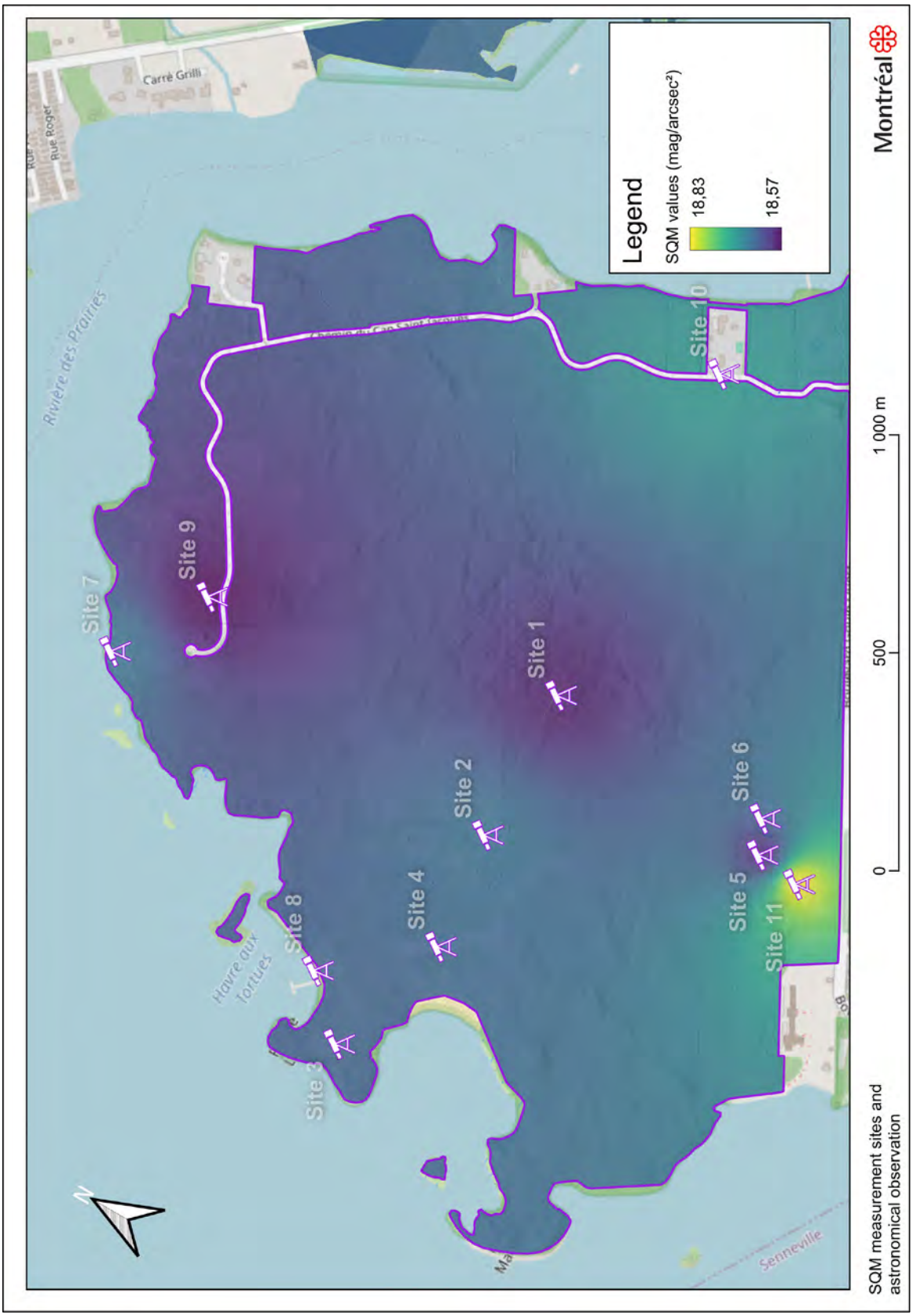
**Site 7**

**Bortle:** Class 6

**Map:** Light Pollution Map[2]

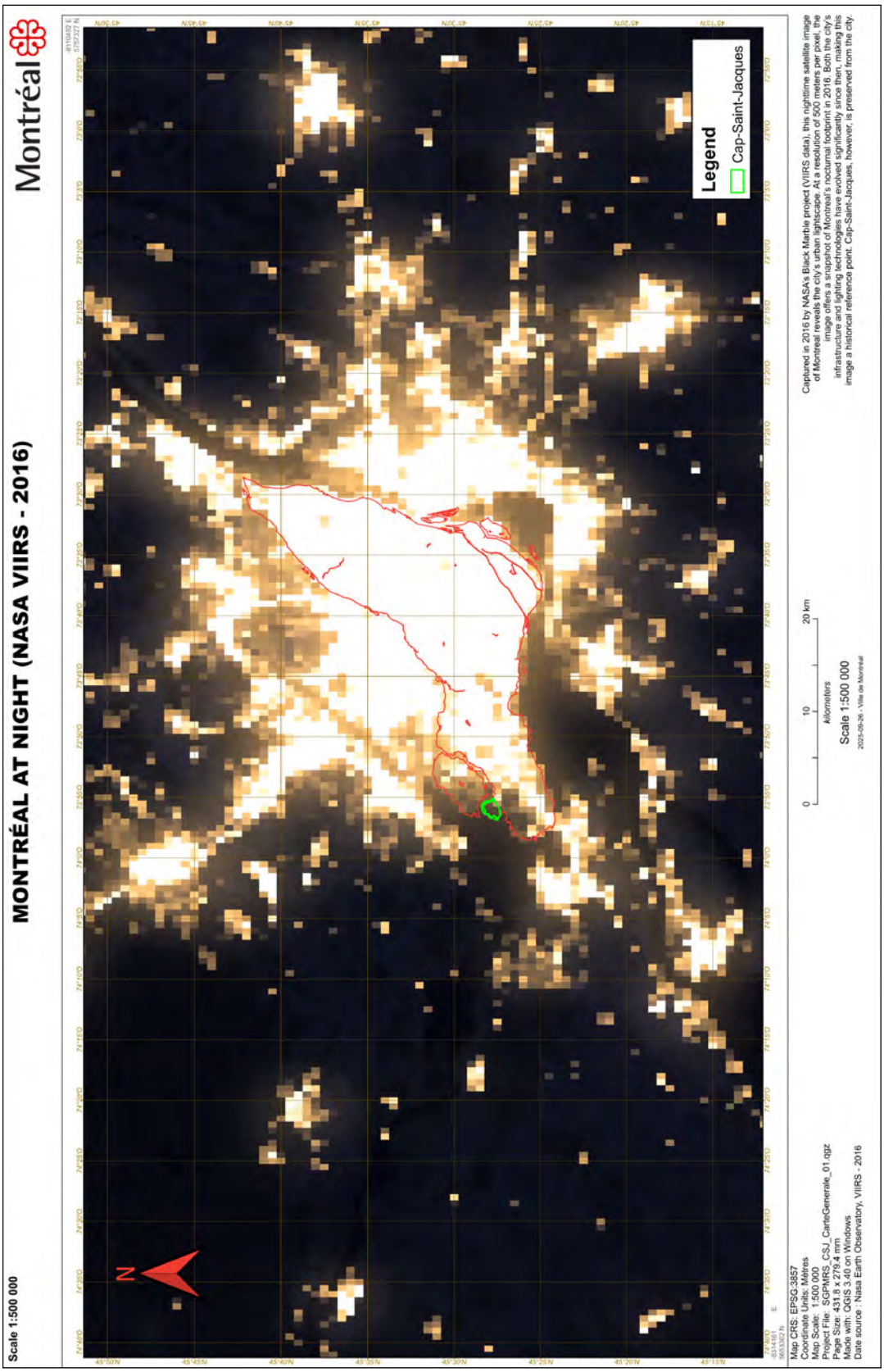
2. Source : www.lightpollutionmap.info

# B2 - SQM data


Legend
SQM values (mag/arcsec²)
18,83
18,57
Carré Grilli
Rue Roger
Rivière des Prairies
Site 1
Site 2
Site 3
Site 4
Site 5
Site 6
Site 7
Site 8
Site 9
Site 10
Site 11
Havre aux tortues
Senneville
0
500
1 000 m
Montréal
SQM measurement sites and astronomical observation

| Site | Latitude | Longitude | Date | Time | SQM 1 | SQM 2 | SQM 3 | SQM 4 | SQM 5 | SQM – MOY 1 | Temp. (°) | SQM – MOY Session | Conversion Bortle | Temp. (°) – MOY | Moon rise (hh:mm) | End of astronomical twilight (hh:mm) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Site 7** | 45,471420 | -73,937796 | 2025-07-15 | 23:05:00 | 18,16 | 18,14 | 18,14 | 18,14 | 18,14 | 18,14 | 26 | | | | 23:12 | 23:03 |
| | | | | | | | | | | | | **18,14** | **6** | **25,60** | | |
| **Site 5** | 45,457793 | -73,933483 | 2025-07-18 | 22:47:00 | 18,31 | 18,31 | 18,31 | 18,33 | 18,31 | 18,31 | 21 | | | | 00:17 | 22:57 |
| **Site 9** | 45,470254 | -73,934993 | 2025-07-18 | 23:12:00 | 18,48 | 18,45 | 18,49 | 18,48 | 18,48 | 18,48 | 21 | | | | 00:17 | 22:57 |
| | | | | | | | | | | | | **18,40** | **6** | **21,00** | | |
| **Site 7** | 45,471420 | -73,937796 | 2025-08-01 | 23:27:00 | 18,83 | 18,92 | 18,88 | 18,89 | 18,88 | 18,88 | 17 | | | | 14:11 | 22:29 |
| **Site 9** | 45,470254 | -73,934993 | 2025-08-01 | 23:32:00 | 18,74 | 18,72 | 18,74 | 18,74 | 18,74 | 18,74 | 18 | | | | 14:11 | 22:29 |
| **Site 2** | 45,462892 | -73,937000 | 2025-08-01 | 23:40:00 | 18,62 | 18,75 | 18,68 | 18,67 | 18,68 | 18,68 | 19 | | | | 14:11 | 22:29 |
| **Site 1** | 45,463023 | -73,932380 | 2025-08-01 | 23:45:00 | 18,60 | 18,57 | 18,60 | 18,57 | 18,56 | 18,58 | 20 | | | | 14:11 | 22:29 |
| **Site 10** | 45,463434 | -73,921830 | 2025-08-01 | 23:55:00 | 18,72 | 18,74 | 18,78 | 18,76 | 18,78 | 18,76 | 20 | | | | 14:11 | 22:29 |
| **Site 11** | 45,456842 | -73,933687 | 2025-08-02 | 00:01:00 | 18,82 | 18,88 | 18,84 | 18,80 | 18,82 | 18,83 | 21 | | | | 14:11 | 22:29 |
| | | | | | | | | | | | | **18,74** | **6** | **19,17** | | |
| **Site 9** | 45,470254 | -73,934993 | 2025-08-12 | 21:19:00 | 18,33 | 18,42 | 18,42 | 18,43 | 18,43 | 18,41 | 24 | | | | 21:37 | 22:05 |
| **Site 7** | 45,471420 | -73,937796 | 2025-08-12 | 21:24:00 | 18,41 | 18,50 | 18,42 | 18,45 | 18,45 | 18,45 | 23 | | | | 21:37 | 22:05 |
| **Site 10** | 45,463434 | -73,921830 | 2025-08-12 | 21:28:00 | 18,68 | 18,66 | 18,62 | 18,66 | 18,62 | 18,65 | 24 | | | | 21:37 | 22:05 |
| **Site 1** | 45,463023 | -73,932380 | 2025-08-12 | 21:36:00 | 18,57 | 18,59 | 18,59 | 18,60 | 18,60 | 18,59 | 24 | | | | 21:37 | 22:05 |
| **Site 2** | 45,462892 | -73,937000 | 2025-08-12 | 21:40:00 | 18,63 | 18,63 | 18,66 | 18,65 | 18,63 | 18,64 | 23 | | | | 21:37 | 22:05 |
| **Site 5** | 45,457793 | -73,933483 | 2025-08-12 | 21:45:00 | 18,59 | 18,59 | 18,59 | 18,61 | 18,59 | 18,59 | 23 | | | | 21:37 | 22:05 |
| | | | | | | | | | | | | **18,55** | **6** | **23,50** | | |

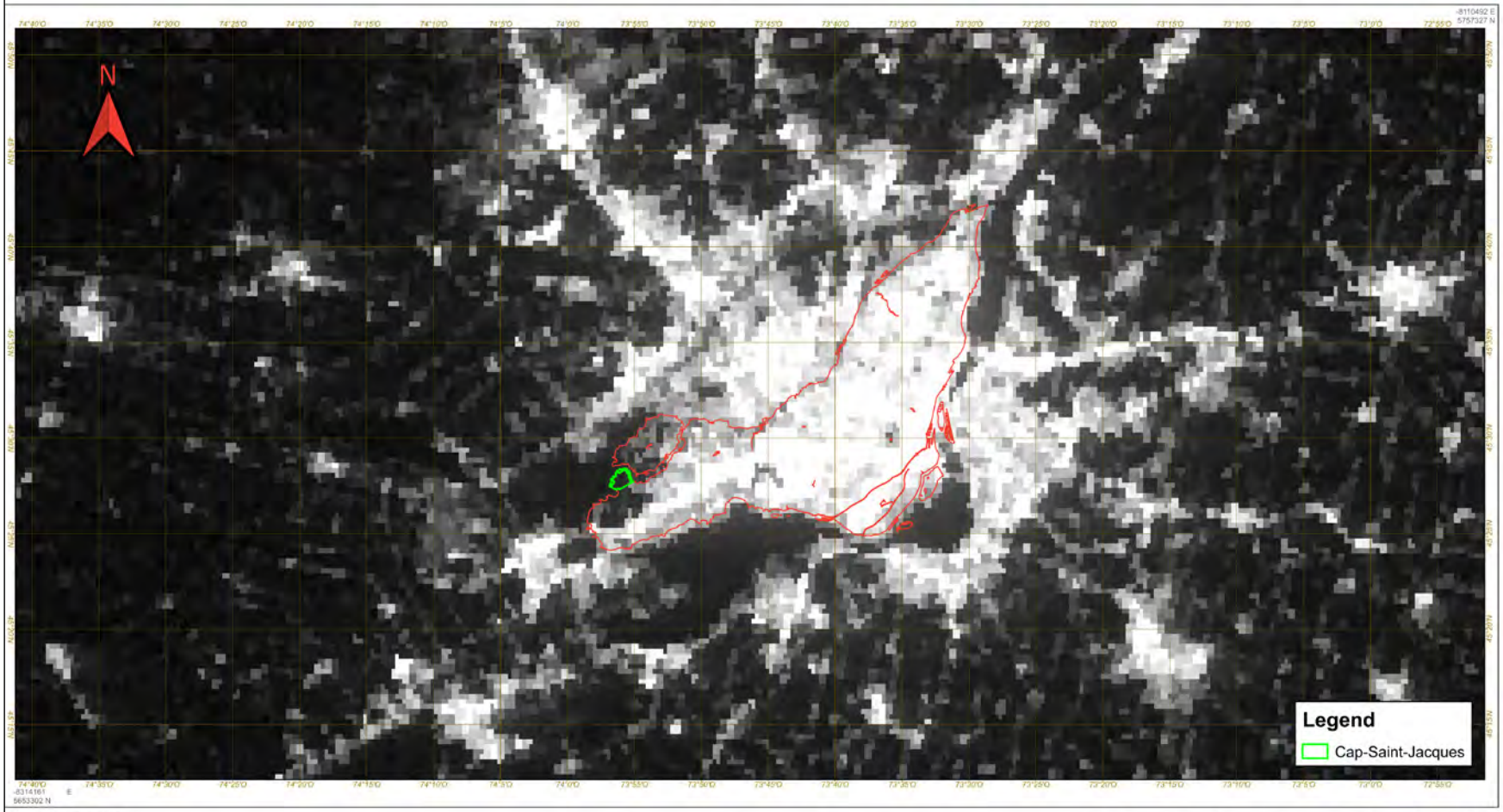
# B3 - NASA VIIRS data



Scale 1:500 000

# MONTRÉAL AT NIGHT (NASA NOAA-20 - 20/09/2025)

Montréal




Map CRS: EPSG:3857
Coordinate Units: Mètres
Map Scale: 1:500 000
Project File: SGPMRS_CSJ_CarteGenerale_01.qgz
Page Size: 431.8 x 279.4 mm
Made with: QGIS 3.40 on Windows
Date source : Nasa Earth Observatory, NOAA-20 - 20/09/2025

0 10 20 km
kilometers
Scale 1:500 000
2025-09-26 - Ville de Montréal

Grayscale nighttime image of Montreal, captured on September 20, 2025, by NASA's Black Marble using the VIIRS Day/Night Band aboard NOAA-20, reveals the city's radiance (nW/(cm²·sr). With a sensor resolution of 750 meters and imagery resolution of 500 meters, the ultra-sensitive data highlights urban light emissions, infrastructure, and surrounding natural features—even under varying moonlight conditions.

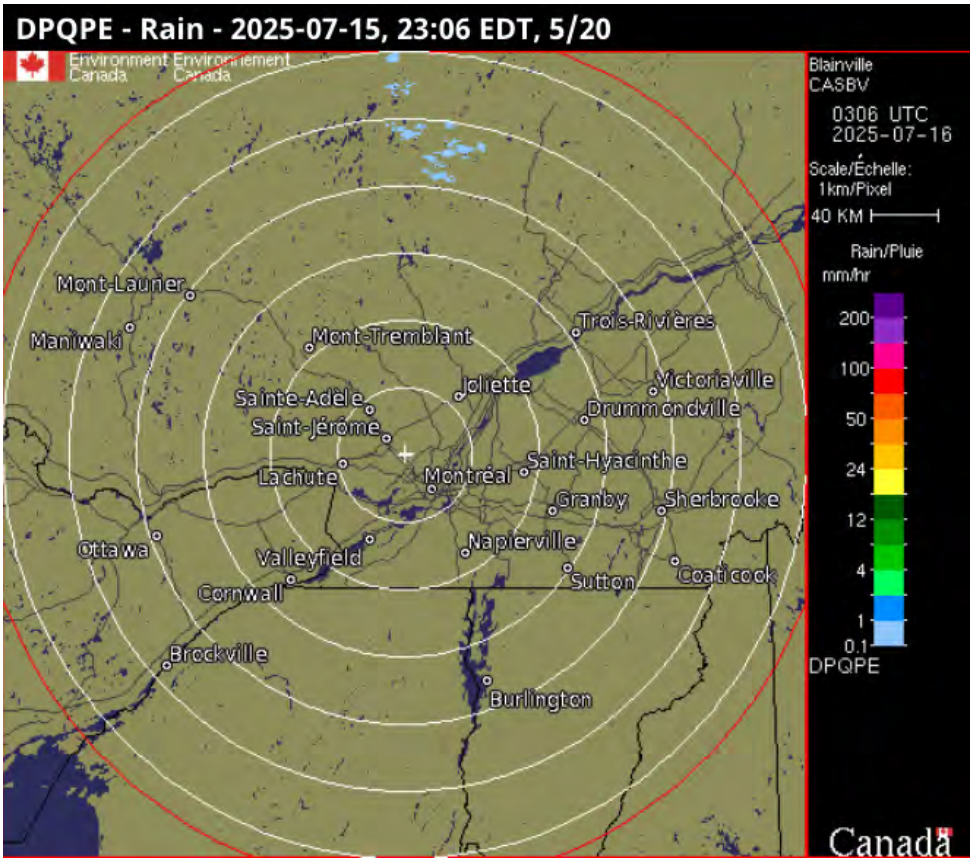
# B4 - Meteorological data

The following sections detail the weather conditions at the time of the SQM measurements taken in the *Cap-Saint-Jacques* area.

## a. July 15th, 2025

The radar composite map from Environment and Climate Change Canada (ECCC, 2025 – Figure B4-1, bellow) shows precipitation intensity across southern Québec at 23:06 EDT (closest to observation time) on July 15th, 2025. It reveals that no significant precipitation was present over the city or surrounding areas at that time, with only isolated light returns (in blue) visible north. This radar image confirms that sky conditions over Montréal were dry during the observation period, with reduced visibility and sky quality likely attributable to smog and haze rather than rainfall.

**Figure B4-1. Canadian Historical Weather Radar, 2025-07-15 – McGill/Blainville (near Montréal)**

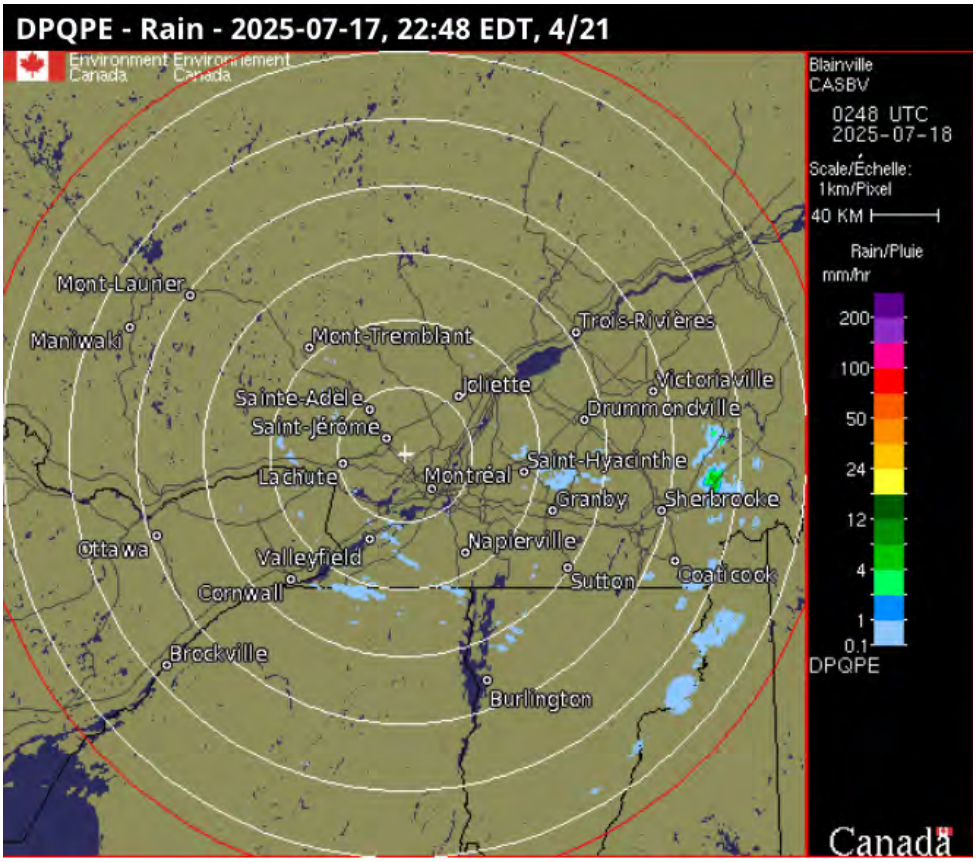



Source: ECCC, 2025

## b. July 17th, 2025

The second radar image (Figure B4-2) shows precipitation over southern Québec at 22:48 EDT (closest observation time) on July 17th, 2025 (02:48 UTC on July 18th). It shows minimal rainfall over the city and surrounding areas, with only isolated light echoes (in blue) southeast of Montréal near Sherbrooke and scattered weak returns near Cornwall and Burlington. These returns indicate very light precipitation, on the order of 0,1–1 mm/hr, as shown by the color scale on the right. Overall, conditions over Montréal were dry at this time, with no significant precipitation detected, confirming that sky conditions during observations were not affected by rainfall but remained influenced by other factors such as residual haze or light pollution.

**Figure B4-2. Canadian Historical Weather Radar, 2025-07-17 – McGill/Blainville (near Montréal).**

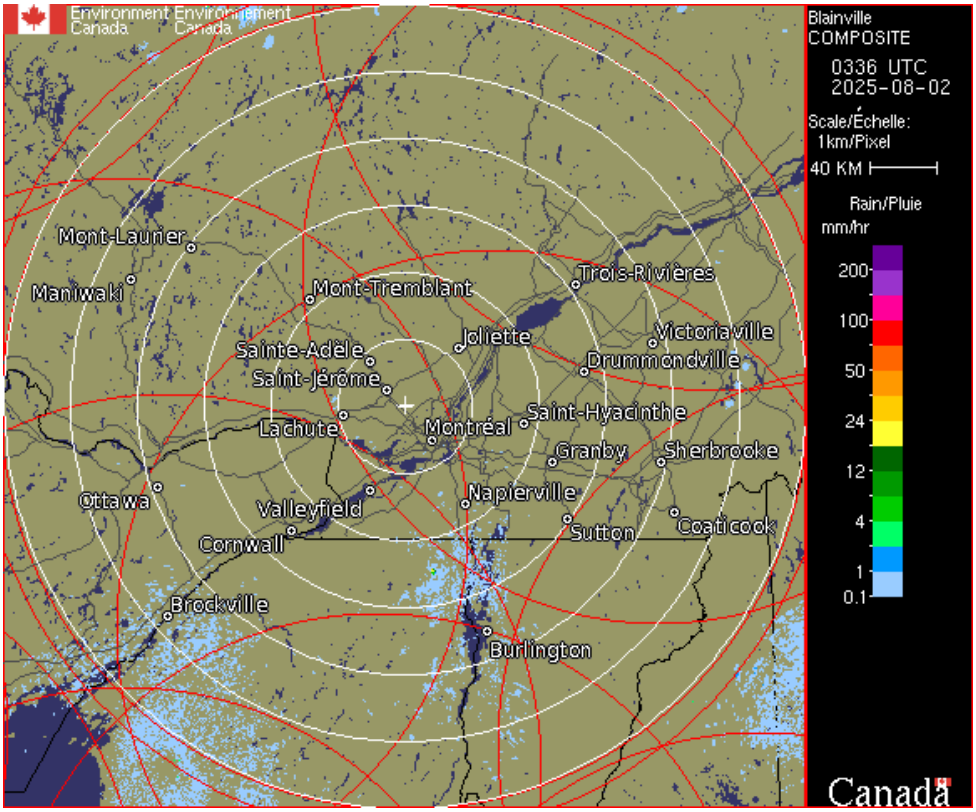



Source: ECCC, 2025

## c. August 1st, 2025

The radar composite map (Figure B4-3, below) displays precipitation intensity across southern Québec at 23:36 EDT (03:36 UTC on August 2, 2025). The radar image shows that conditions over Montréal and its surroundings were entirely dry, with no significant precipitation detected within the metropolitan area. Only a few light returns (in blue) appear west of the Saint-Lawrence River and southeast near the U.S. border, corresponding to very light rainfall below 1 mm/hr. This confirms that sky conditions during the August 1st and 2nd observation window were clear from rainfall, with visibility likely affected instead by residual haze and particulate matter from regional smog events rather than by atmospheric moisture.

**Figure B4-3. Canadian Historical Weather Radar, 2025-08-01 – McGill/Blainville (near Montréal).**

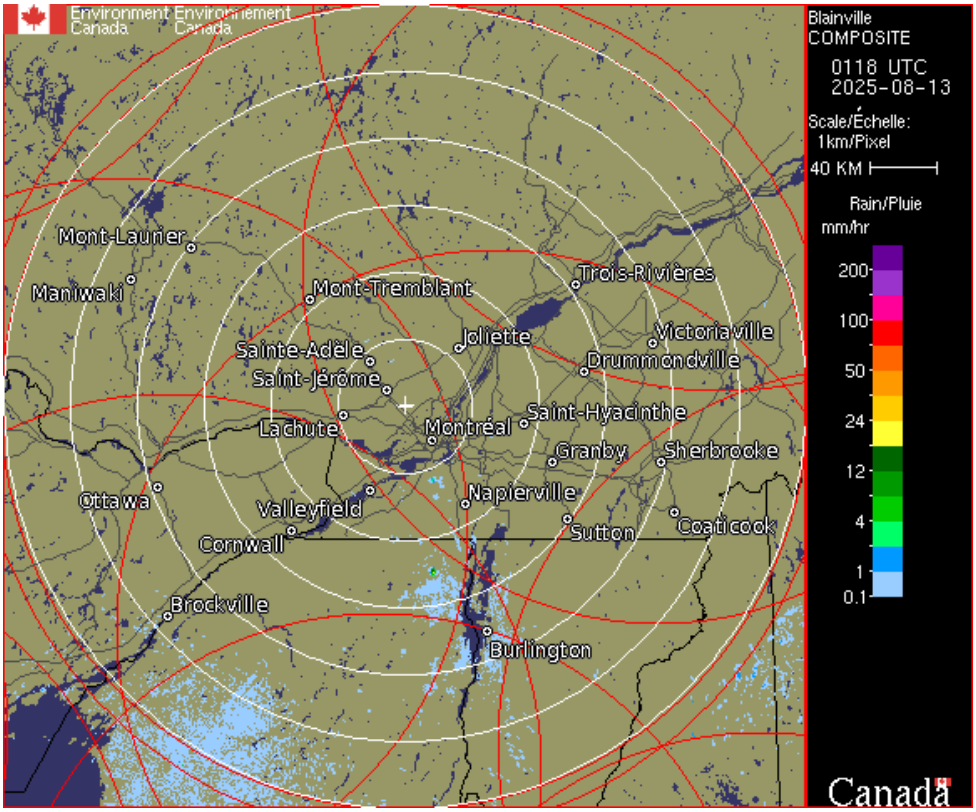



Source: ECCC, 2025

## d. August 12th, 2025

The final radar image (Figure B4-4) shows precipitation intensity over southern Québec at 21:18 EDT (01:18 UTC on August 13, 2025). As seen in the radar composite, the Montréal region remained free of measurable precipitation during the observation period. Scattered weak echoes (light blue) appear near Sherbrooke and along the Vermont border, indicating isolated light rain on the order of 0.1–1 mm/hr, well outside the Montréal area. Consequently, atmospheric conditions above the city were dry and stable, suggesting that any degradation in sky visibility was primarily due to lingering haze and photometric scattering from urban light sources, rather than weather-related effects.

**Figure B4-4. Canadian Historical Weather Radar, 2025-08-12 – McGill/Blainville (near Montréal)**

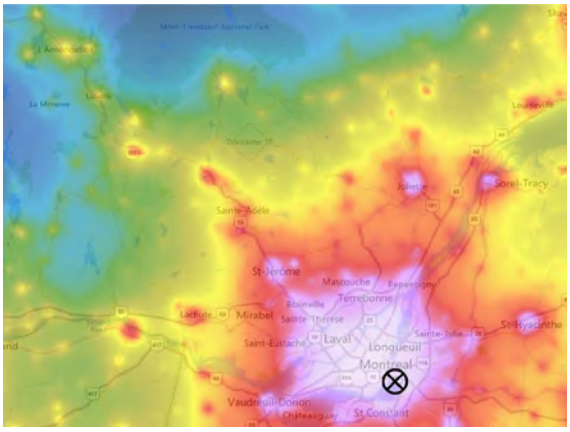



Source: ECCC, 2025

# Appendix C – Astrophotography overview

## Title: Neowise – 2020a

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite Voie du Fleuve, Brossard, QC |
| **SQM[3]:** | 18.39 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 7 |
| **Date:** | 21-07-2020 |
| **Phenomenon Shown:** | Comet, C/2020 F3 (NEOWISE) |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 5,0 s |
| **Aperture:** | f/2.8 |
| **Focal Length:** | 20mm |
| **ISO Speed:** | 250 |
| **Special Editing:** | None |

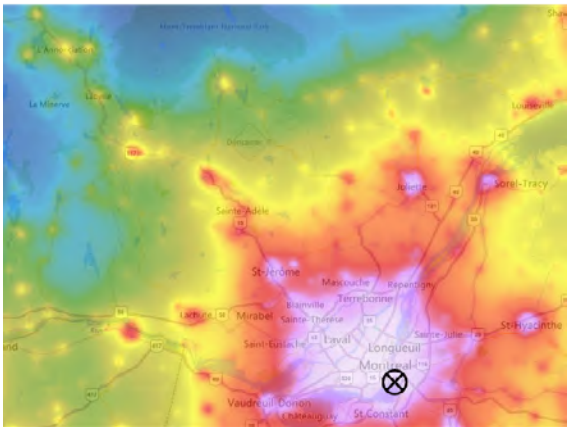





3. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: Neowise – 2020b

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite Voie du Fleuve, Brossard, QC |
| **SQM[4]:** | 18.39 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 7 |
| **Date:** | 21-07-2020 |
| **Phenomenon Shown:** | Comet, C/2020 F3 (NEOWISE) |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 3,0 s |
| **Aperture:** | f/4 |
| **Focal Length:** | 120mm |
| **ISO Speed:** | 1000 |
| **Special Editing:** | Lighroom |

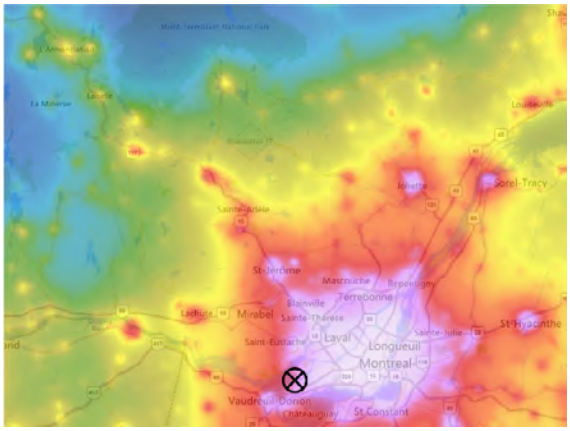





4. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: GPO – 2022a

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[5]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 06-08-2022 |
| **Phenomenon Shown:** | Constellation, UMa, Ursae Majoris |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | |
| **Aperture:** | |
| **Focal Length:** | |
| **ISO Speed:** | |
| **Special Editing:** | Photoshop |

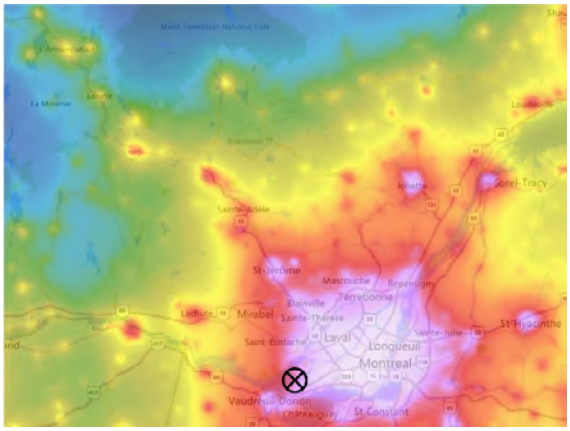





5. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: GPO – Moon – 2022a

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[6]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 08-12-2022 |
| **Phenomenon Shown:** | Constellation, UMa, Ursae Majoris |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 1/200 s |
| **Aperture:** | f / 11 |
| **Focal Length:** | 500mm |
| **ISO Speed:** | 100 |
| **Special Editing:** | Photoshop |

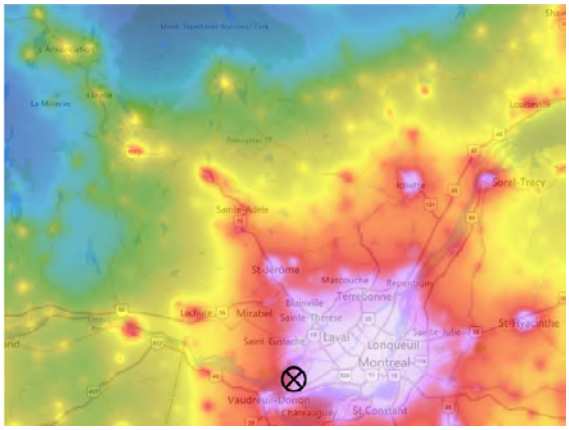





6. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: GPO – C/2022 E3 (ZTF) – 2022 / raw

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[7]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 31-01-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Comet, C/2022 E3 (ZTF) |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 10,0 s |
| **Aperture:** | f / 5.6 |
| **Focal Length:** | 500mm |
| **ISO Speed:** | 1600 |
| **Special Editing:** | None |

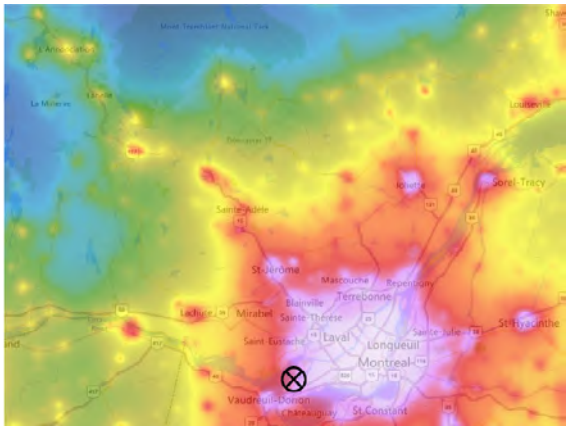





7. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: GPO – C/2022 E3 (ZTF) – 2022 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[8]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 31-01-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Comet, C/2022 E3 (ZTF) |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 10,0 s |
| **Aperture:** | f / 5.6 |
| **Focal Length:** | 500mm |
| **ISO Speed:** | 1600 |
| **Special Editing:** | Siril – Lightroom |

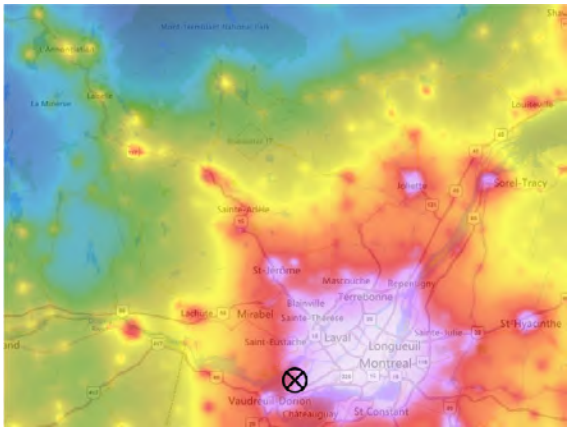





8. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M42 – 2023 / Raw

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[9]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 06-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 42 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 2,0 s |
| **Aperture:** | f / 5.6 |
| **Focal Length:** | 500mm |
| **ISO Speed:** | 6400 |
| **Special Editing:** | None |

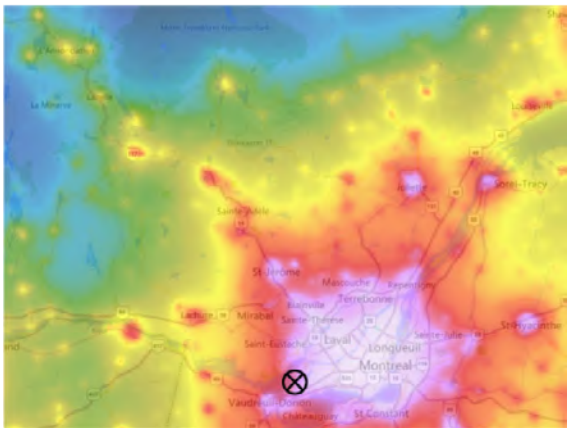





9. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M42 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaille |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM**[10]**:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 06-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 42 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 2,0 s |
| **Aperture:** | f / 5.6 |
| **Focal Length:** | 500mm |
| **ISO Speed:** | 6400 |
| **Special Editing:** | Siril – Photoshop |

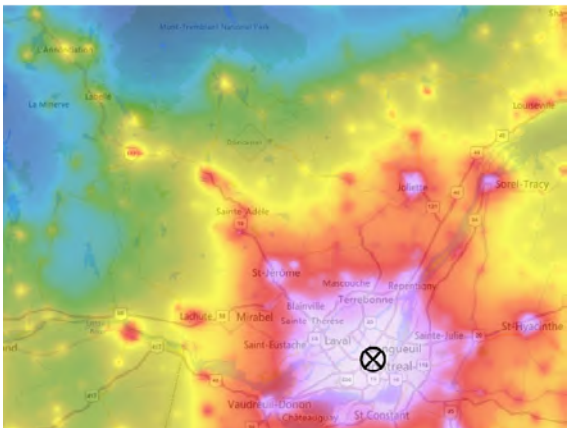




10. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: Sun – 2023 / raw

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[11]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 13-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Star, Sun |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 1/1000 s |
| **Aperture:** | f / 22 |
| **Focal Length:** | 410 mm |
| **ISO Speed:** | 400 |
| **Special Editing:** | None |

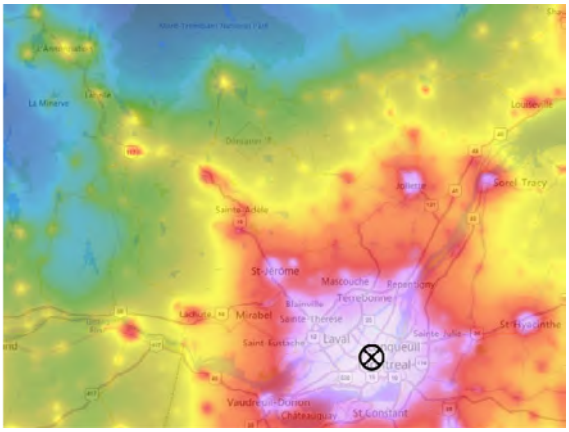


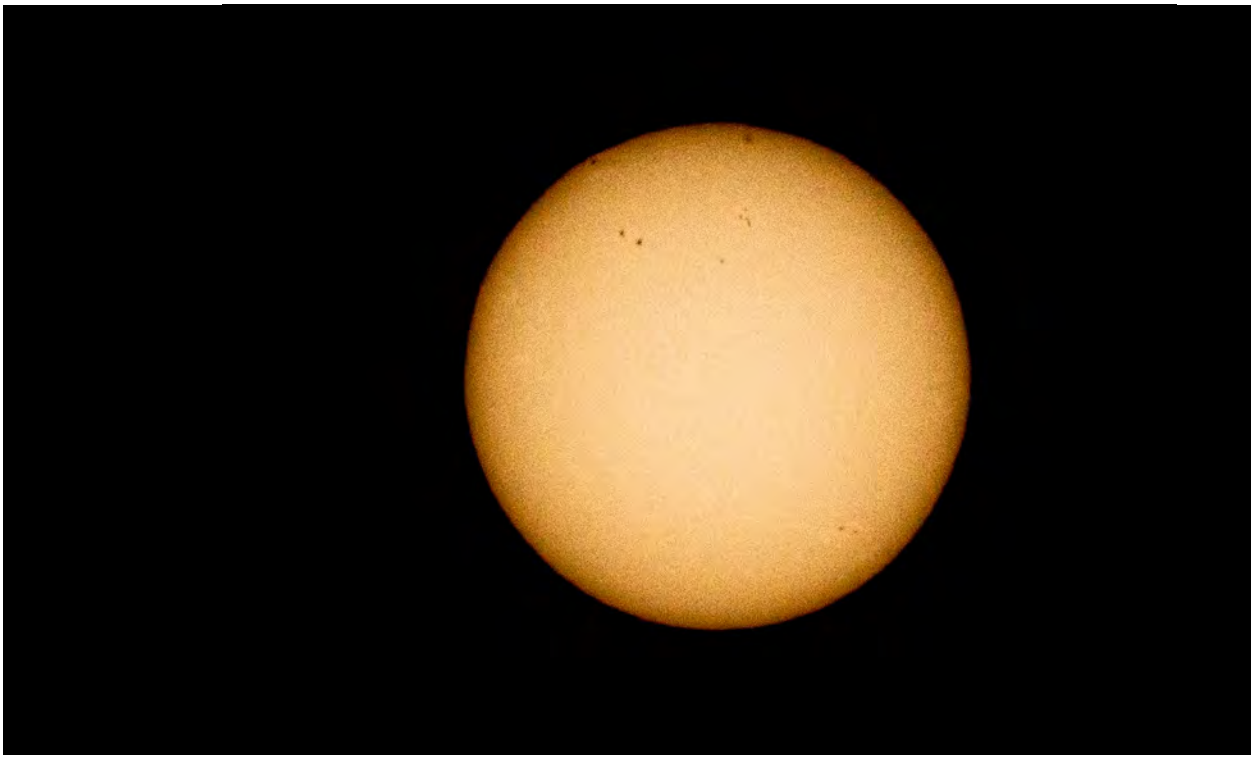



11. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: Sun – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM**[12]**:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 13-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Star, Sun |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 1/1000 s |
| **Aperture:** | f / 22 |
| **Focal Length:** | 410 mm |
| **ISO Speed:** | 400 |
| **Special Editing:** | Siril / Lightroom |

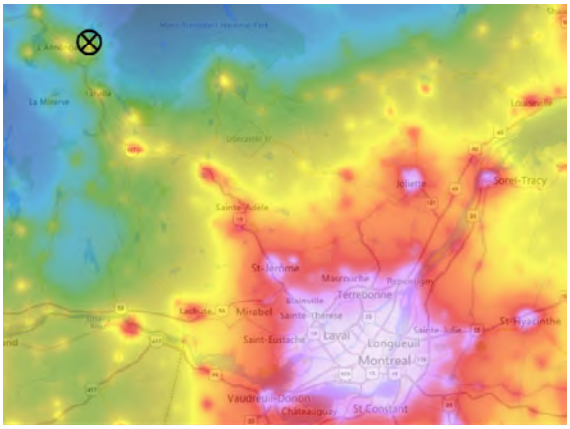


12. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M42 – 2023 / Raw (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[13]:** | 21.41 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 13-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 42 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 30,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 4000 |
| **Special Editing:** | None |

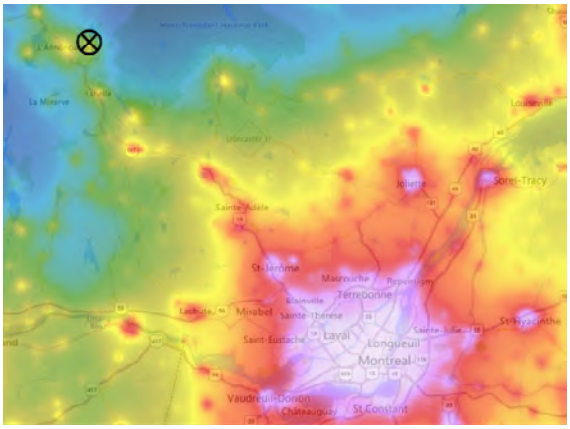


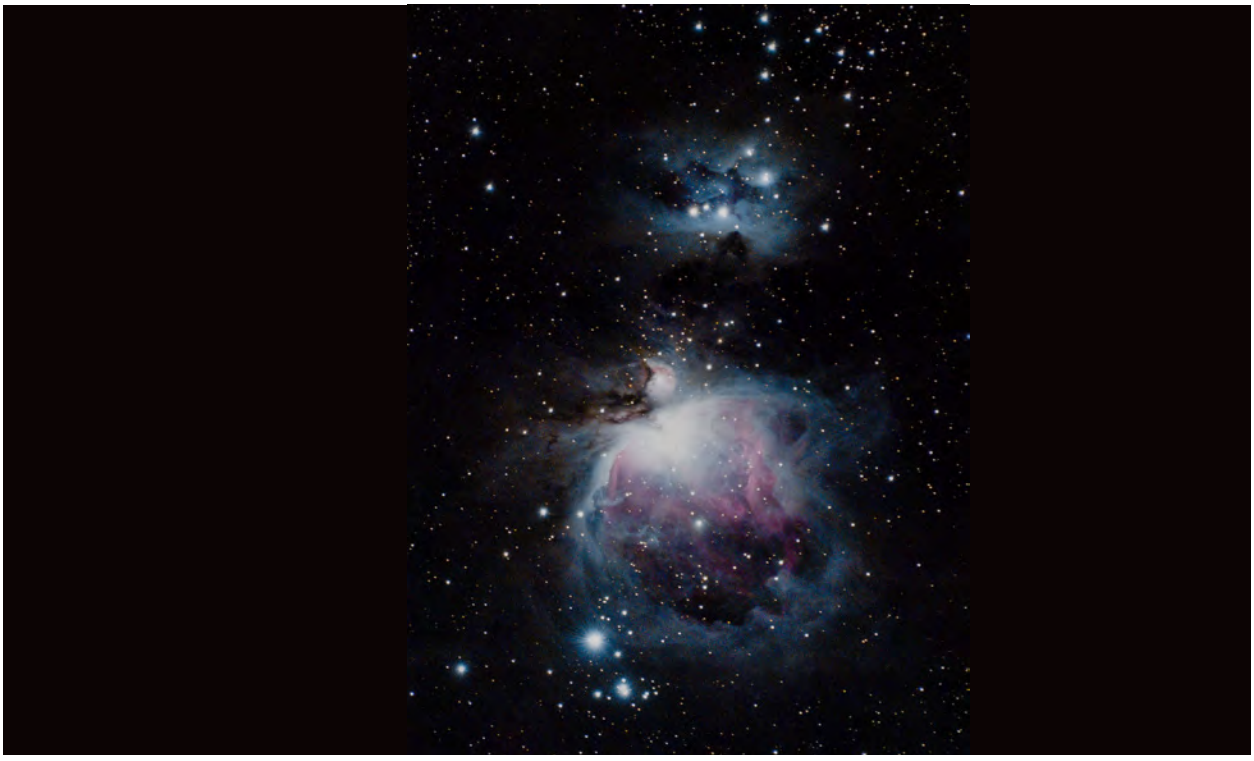



13. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M42 – 2023 / Edit (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[14]:** | 21.41 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 13-02-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 42 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 30,0 s (x24) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 4000 |
| **Special Editing:** | Siril / Ligtroom |

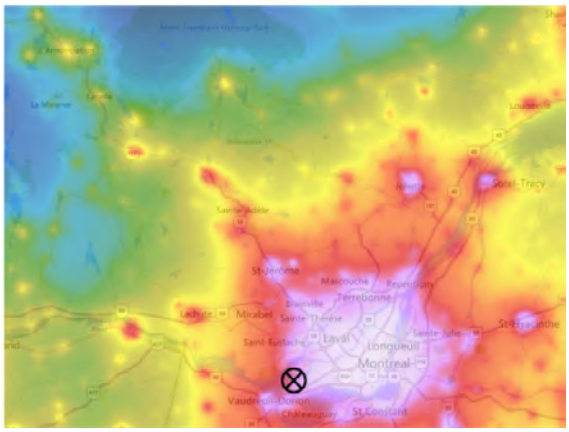


14. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M31 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[15]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 06-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 31 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | |
| **Special Editing:** | Siril / Ligtroom |

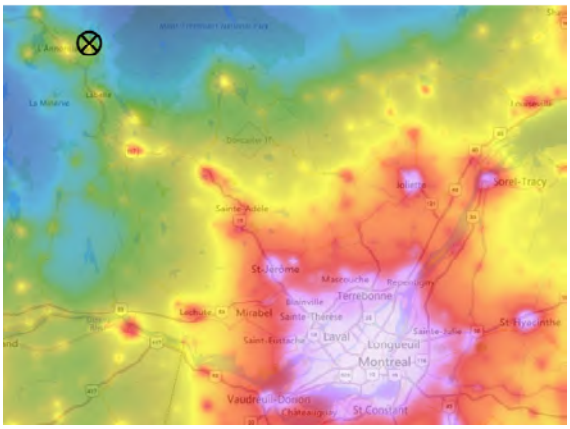





15. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M33 – 2023 / Raw (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[16]:** | 21.41 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 11-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 33 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 800 |
| **Special Editing:** | None |

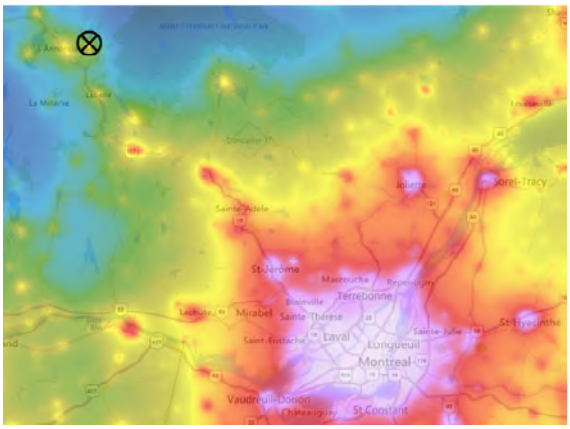





16. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M33 – 2023 / Edit (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[17]:** | 21.41 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 11-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Nebula, Messier 33 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 800 |
| **Special Editing:** | Siril / Lightroom |

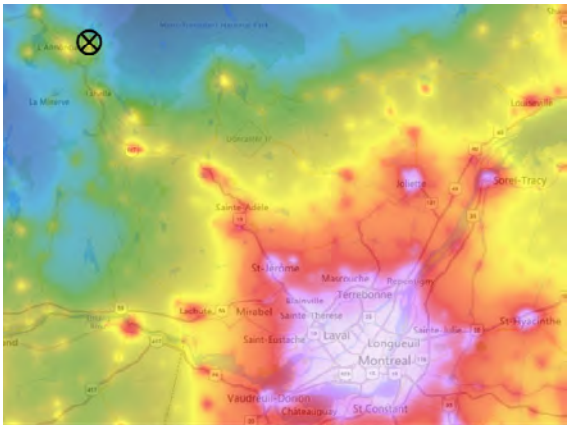





17. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M31 – 2023 / Raw (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[18]:** | 21.41 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 11-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 31 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | None |

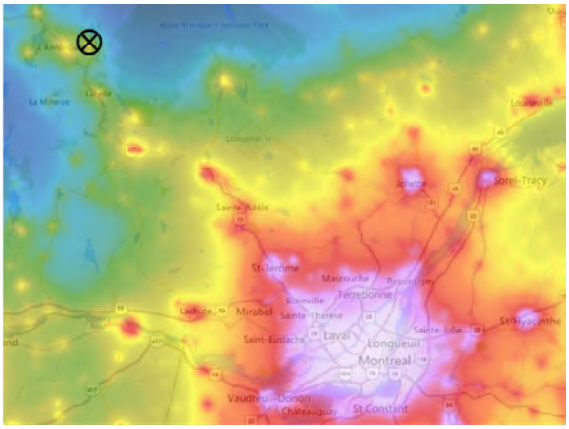





18. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M31 – 2023 / Edit (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | La Macaza, QC, Canada |
| **SQM[19]:** | 21.41 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 4 |
| **Date:** | 11-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 31 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s (x30) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | Siril / Lightroom |

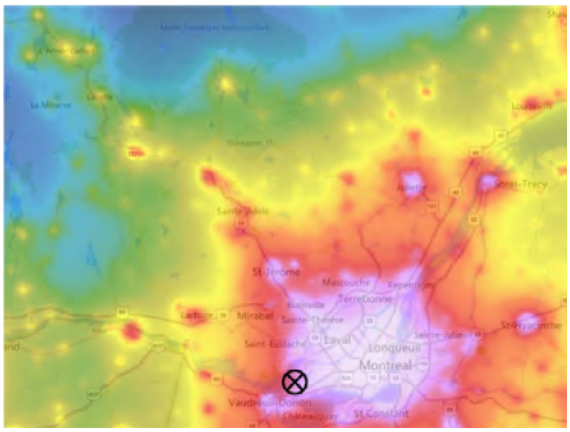





19. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M45 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc nature de l'Anse-à-l'Orme, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[20]:** | 19.38 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 6 |
| **Date:** | 16-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Stars cluster, Messier 45, Pleiades |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 15,0 s (x54) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 485 mm |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | Siril / Lightroom |

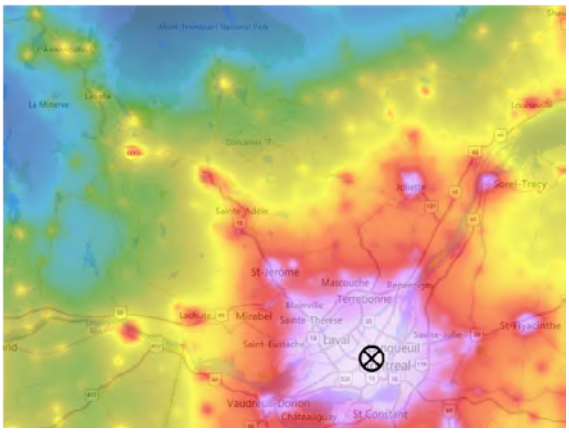





20. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M81-82 – 2023 / Raw

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[21]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 24-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | None |

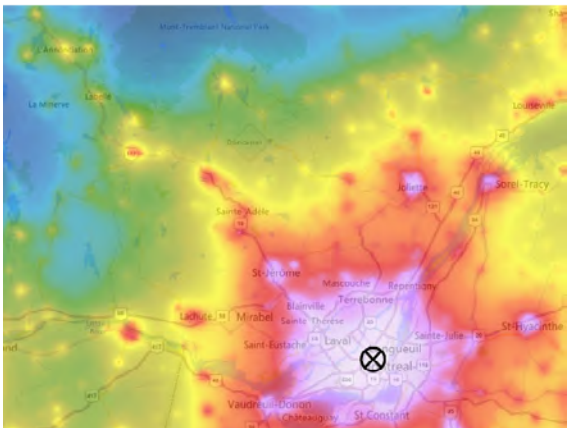





21. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M81-82 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[22]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 24-03-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s (x150) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 640 |
| **Special Editing:** | Siril – Photoshop – Lightroom |

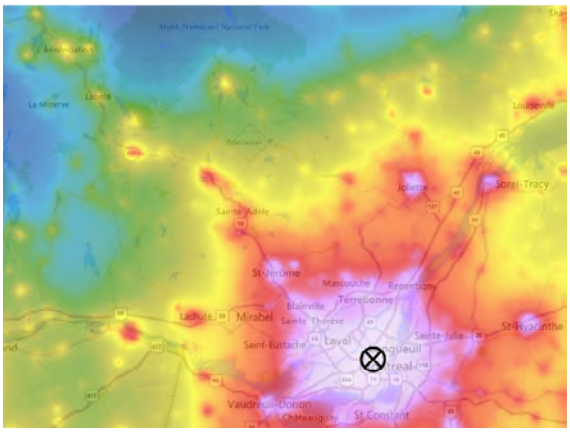





22. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M81-82 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[23]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 07-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s (x150) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 800 |
| **Special Editing:** | Siril – Photoshop – Lightroom |

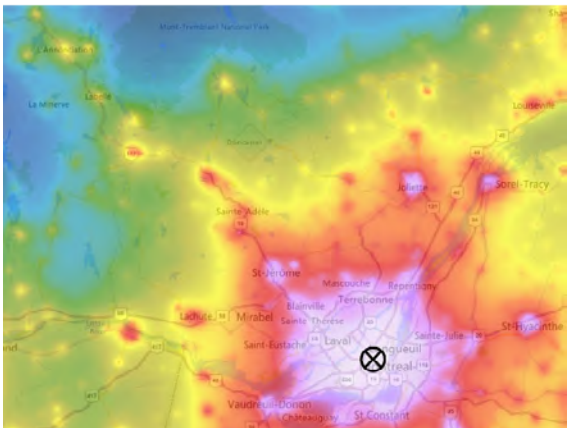





23. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M81-82 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[24]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 07-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s (x300) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 500 mm |
| **ISO Speed:** | 640 – 800 |
| **Special Editing:** | Siril – Photoshop – Lightroom |

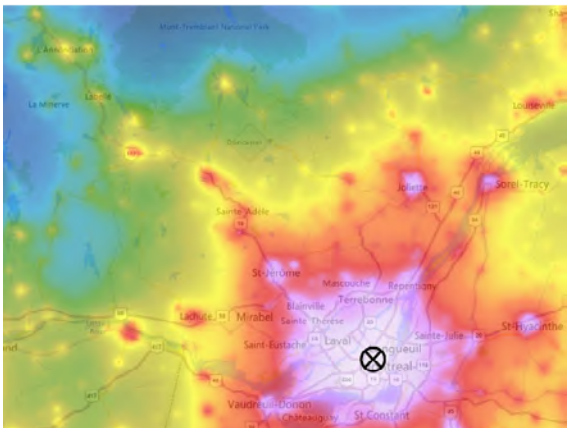





24. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Raw

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[25]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 09-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 101 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 800 |
| **Special Editing:** | None |

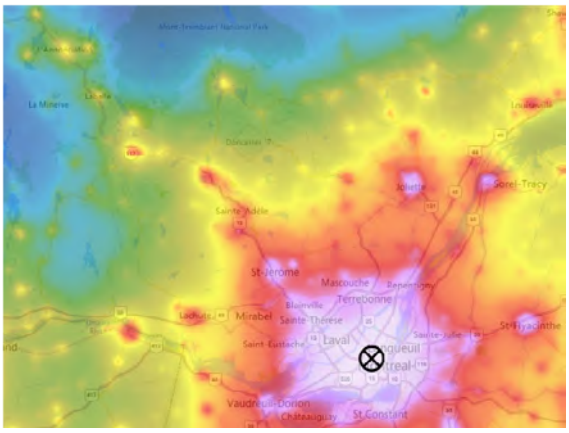





25. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Edit

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Petite-Italie, Montreal, QC, Canada |
| **SQM[26]:** | 17.56 mag./arc sec2 |
| **Bortle:** | Class 8-9 |
| **Date:** | 09-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 101 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 60,0 s (x180) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 800 |
| **Special Editing:** | Siril – Ligthroom – Photoshop |

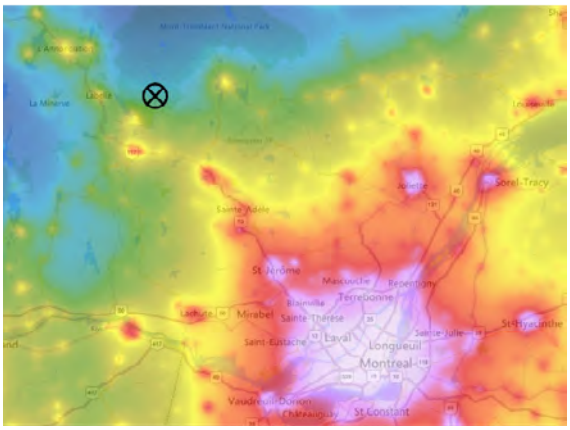





26. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Raw (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc de Mont-Tremblant, QC, Canada |
| **SQM[27]:** | 21.82 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 3 |
| **Date:** | 14-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 1000 |
| **Special Editing:** | None |

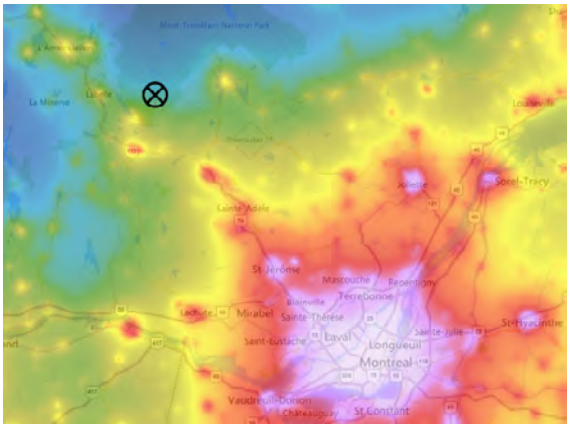





27. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Edit (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc de Mont-Tremblant, QC, Canada |
| **SQM[28]:** | 21.82 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 3 |
| **Date:** | 14-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxies, Messier 81&82 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s (x30) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 1000 |
| **Special Editing:** | Siril – Ligthroom – Photoshop |

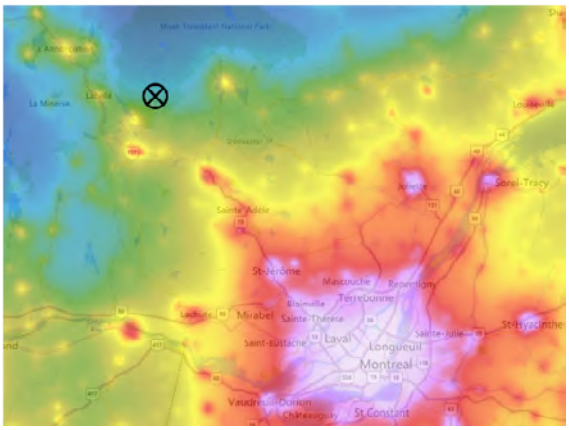





28. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Raw (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc de Mont-Tremblant, QC, Canada |
| **SQM[29]:** | 21.82 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 3 |
| **Date:** | 14-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 101 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s (x30) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 1000 |
| **Special Editing:** | None |

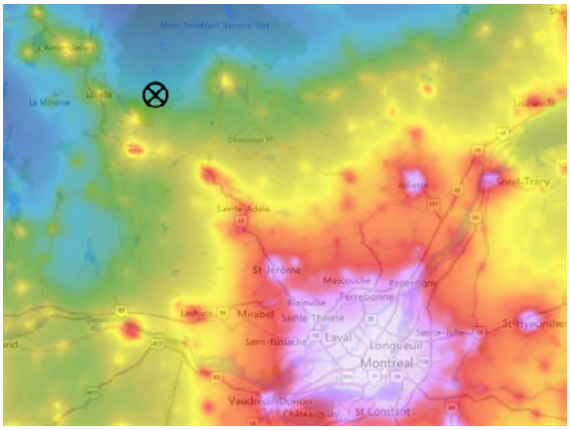





29. https://www.lightpollutionmap.info

# Title: M101 – 2023 / Edit (control picture)

| | |
|---|---|
| **Photographer:** | Pierre Vuaillet |
| **Location:** | Parc de Mont-Tremblant, QC, Canada |
| **SQM[30]:** | 21.82 mag./arc sec$^2$ |
| **Bortle:** | Class 3 |
| **Date:** | 14-04-2023 |
| **Phenomenon Shown:** | Galaxy, Messier 101 |
| **Camera:** | NIKON D750 |
| **Exposure:** | 120,0 s (x30) |
| **Aperture:** | f / 5,6 |
| **Focal Length:** | 480 mm |
| **ISO Speed:** | 1000 |
| **Special Editing:** | Siril – Ligthroom – Photoshop |






30. https://www.lightpollutionmap.info

# Appendix D – By-law RCG 09-029

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG 09-029 (Codification administrative)**

***MISE EN GARDE :*** *Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

**RÈGLEMENT RELATIF À LA FRÉQUENTATION ET À LA CONSERVATION DES PARCS RÉGIONAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL**

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE AU 25 SEPTEMBRE 2024**
**(RCG 09-029, modifié par RCG 09-029-1, RCG 09-029-2, RCG 09-029-3)**

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 115 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

À l'assemblée du 24 septembre 2009, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**
APPLICATION ET INTERPRÉTATION

**1.** Le présent règlement s'applique aux parcs régionaux de la Ville de Montréal connus sous le nom de « parcs-nature ».

_____
RCG 09-029, a. 1.

**2.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« animal errant » : tout animal domestique qui n'est pas tenu en laisse et qui n'est pas accompagné d'un gardien, à l'exception d'un chat possédant une médaille ou une micropuce dont l'information permet de vérifier le numéro de permis délivré;

« autorité compétente » : tout fonctionnaire ou employé responsable de l'application du présent règlement, un agent de la paix ainsi que tout représentant autorisé;

« bicyclette » : désigne tout engin de locomotion dont le déplacement est assuré par la seule force musculaire de son conducteur, par l'intermédiaire d'un pédalier entraînant la roue arrière par une chaîne.

Malgré l'alinéa précédent, la bicyclette à assistance électrique constitue une bicyclette au sens du présent règlement. Elle est munie d'un moteur électrique propulsé par l'effort musculaire dont la propulsion par le moteur cesse dès que cesse l'effort.

Toutefois, la bicyclette électrique n'est pas une bicyclette au sens du présent règlement;

« bicyclette électrique » : désigne un engin de locomotion muni d'un moteur électrique qui permet une propulsion par le moteur sans avoir à pédaler;

« chemin public » : un chemin public au sens du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2);

« gardien » : toute personne qui a la propriété, la possession ou la garde d'un animal. Dans le cas d'une personne physique âgée de moins de 16 ans, le père, la mère, le tuteur ou le répondant de celle-ci est réputé gardien;

« milieu naturel » : bois, friche, champ, marais, marécage, berge et autre milieu humide qu'il soit naturel ou qu'il ait fait l'objet d'une naturalisation;

« parc régional » : le parc-nature du Bois-de-Liesse, le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, le parc-nature du Bois-d'Anjou, le parc-nature du Bois-de-Saraguay, le parc-nature du Ruisseau-De Montigny, le parc agricole du Bois-de-la-Roche, le parc-nature des Sources, le Grand parc de l'Ouest – secteur de l'Anse-à-l'Orme, secteur du parc agricole du Bois-de-la-Roche, secteur du Bois-de-l'Île-Bizard, secteur du Cap-Saint-Jacques, secteur des Rapides-du-Cheval-Blanc, le Grand parc de l'Est, à l'exception des lots énumérés à l'annexe 1 du présent règlement et tout autre parc régional désigné en vertu de l'article 112 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) et les immeubles qui s'y trouvent;

« véhicule » : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin. La bicyclette à assistance électrique et le fauteuil roulant mu électriquement ne sont pas des véhicules au sens du présent règlement;

« véhicule hors route » : une motoneige, un véhicule tout terrain motorisé, une bicyclette électrique, une trottinette électrique ou tout autre véhicule motorisé destiné à circuler en dehors des chemins publics au sens de la Loi sur les véhicules hors route (RLRQ, chapitre V-1.2).

_____

RCG 09-029, a. 2; RCG 09-029-1, a. 1; RCG 09-029-2, a. 1.

**3.** L'application du présent règlement est confiée à l'autorité compétente.

Pour des fins éducatives, récréatives, scientifiques, de gestion ou de protection des parcs régionaux, les conditions de fréquentation et les interdictions prévues aux chapitres II, IV, V et VI, à l'exception du paragraphe 9° de l'article 12.1, des paragraphes 1°, 4° à 6°, 12° à 15° de l'article 23.1 et de l'article 57, ne s'appliquent pas à l'autorité compétente ainsi qu'à tout fonctionnaire ou employé dans l'exercice de leurs fonctions.

Quiconque entrave, de quelque façon, l'action de l'autorité compétente ou lui fait autrement obstacle dans l'exercice de ses fonctions contrevient au présent règlement.

_____

RCG 09-029, a. 3; RCG 09-029-1, a. 2; RCG 09-029-3, a. 1.

**3.1.** Dans le cadre de toute activité de gestion de la faune, tout cocontractant de la Ville et titulaire d'un permis délivré conformément au premier alinéa de l'article 47 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (RLRQ, chapitre C-61.1), de même que les employés et sous-traitants de ce dernier, sont assimilés à l'autorité compétente au sens du présent règlement.

_____

RCG 09-029-3, a. 2.

**CHAPITRE II**
CONDITIONS ET HORAIRE D'OUVERTURE

**4.** Les parcs régionaux accessibles au public sont ouverts tous les jours de 7 h à 22 h. Il est interdit de se trouver dans un parc régional en dehors des heures d'ouverture.

Le premier alinéa ne s'applique pas :

1° aux résidants des parcs régionaux;

2° à une personne qui bénéficie de la location ou du prêt d'un site ou d'un bâtiment dans un parc régional ainsi qu'aux personnes qui l'accompagnent;

3° dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente.

_____

RCG 09-029, a. 4; RCG 09-029-1, a. 3.

**5.** Il est interdit d'accéder à un parc régional ailleurs qu'aux endroits prévus à cette fin et indiqués par des affiches.

_____

RCG 09-029, a. 5.

**6.** L'autorité compétente peut, lorsqu'elle le juge nécessaire pour des raisons de sécurité publique ou autre, interdire l'accès en tout ou en partie à un parc régional et fermer, au moyen de barrières ou de panneaux indicateurs, une route, un sentier ou une piste cyclable dans un parc régional.

Quiconque ne se conforme pas aux mesures prises par l'autorité compétente en vertu du premier alinéa contrevient au présent règlement.

_____

RCG 09-029, a. 6; RCG 09-029-1, a. 4; RCG 09-029-3, a. 3.

**CHAPITRE III**
ACCÈS DES ANIMAUX

**7.** Il est interdit pour un gardien de se trouver dans un parc régional avec un animal domestique.

Malgré le premier alinéa, il est permis de se trouver dans un parc régional avec au plus deux chiens. Tout chien doit être tenu à l'aide d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. De plus, tout chien de 20 kg et plus doit porter un licou ou un harnais auquel est attachée ladite laisse, à l'exception d'un chien guide ou d'assistance. Les chiens sont permis seulement dans les stationnements, les sentiers pédestres et sur les aires gazonnées où ont accès les usagers du parc régional, sauf si leur présence y est interdite par un affichage à cet effet.

Afin d'assurer la sécurité du public, il est interdit d'utiliser le collier étrangleur, le collier à pointes, le collier électrique ou tout autre collier susceptible de causer de la douleur à l'animal qui le porte.

Toute personne ayant un chien guide ou d'assistance, soit un chien faisant l'objet d'un certificat d'un organisme professionnel de dressage de chiens guides et d'assistance attestant qu'il a été dressé à cette fin ou qu'il est en formation à une telle fin, peut circuler en tout lieu accessible au public en général.

Le présent article ne s'applique pas à un patrouilleur ou secouriste qui utilise un animal dans l'exercice de ses fonctions. Il ne s'applique pas non plus aux animaux utilisés dans le cadre d'une activité encadrée ou organisée par l'autorité compétente.

_____
RCG 09-029, a. 7; RCG 09-029-1, a. 5.

**8.** Constitue une nuisance le fait qu'un chien :

1° cause un dommage à la propriété d'autrui;

2° morde ou blesse toute personne ou tout animal;

3° aboie, hurle ou gémisse de façon à troubler la paix et la tranquillité d'une ou de plusieurs personnes;

4° se trouve dans un bassin, un plan d'eau naturel ou artificiel, un cours d'eau ou une plage dans un parc régional.

_____
RCG 09-029, a. 8; RCG 09-029-1, a. 6.

**9.** Le gardien d'un chien dont le fait constitue une nuisance contrevient au présent règlement et peut être expulsé du parc régional où il se trouve avec l'animal dont il a la garde.

_____
RCG 09-029, a. 9.

**10.** Sauf la personne aveugle ou handicapée accompagnée d'un chien guide ou d'un chien d'assistance, le gardien d'un chien doit enlever immédiatement les matières fécales produites par le chien et en disposer d'une manière hygiénique.

À cette fin, le gardien d'un chien doit être muni en tout temps d'une pelle, d'un récipient, d'un sac de plastique ou de tout autre équipement analogue permettant d'effectuer le ramassage de façon adéquate.

_____
RCG 09-029, a. 10.

**11.** L'autorité compétente est autorisée à capturer puis faire garder dans un centre de services animaliers tout animal errant, tout animal qui a attaqué ou mordu une personne ou un autre animal, ainsi que tout animal qui agit de manière à laisser soupçonner qu'il souffre de la rage ou qui agit de toute autre manière dangereuse.

_____
RCG 09-029, a. 11; RCG 09-029-1, a. 7.

**12.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 12; RCG 09-029-1, a. 8.

**CHAPITRE IV**
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**12.1.** Dans le but de protéger l'environnement, il est interdit dans un parc régional :

1° de tuer, blesser ou capturer un animal;

2° d'abandonner ou de relâcher tout animal;

3° de nourrir un animal sauvage;

4° de détruire le gîte, le nid, les œufs ou le nichoir d'un animal;

5° d'endommager, altérer ou modifier tout site, cours d'eau, source ou autre formation naturelle;

6° d'endommager, de couper ou de prélever une roche, un arbre, un arbuste ou tout autre végétal mort ou vivant, ainsi que tout fossile, ou d'y écrire, peindre ou graver des inscriptions;

7° de pénétrer dans les zones identifiées de reboisement, de restauration écologique ou de renaturalisation;

8° d'introduire une espèce végétale, qu'elle soit exotique ou indigène;

9° de déverser ou déposer des déchets de construction, des immondices, des matériaux, des marchandises ou d'autres biens, des meubles, des appareils hors d'usage ainsi que toute matière polluante ou dangereuse.

_____

RCG 09-029-1, a. 9.

**13.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 13; RCG 09-029-1, a. 10.

**14.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 14; RCG 09-029-1, a. 10.

**15.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 15; RCG 09-029-1, a. 10.

**16.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 16; RCG 09-029-1, a. 10.

**17.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 17; RCG 09-029-1, a. 10.

**18.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 18; RCG 09-029-1, a. 10.

**19.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 19; RCG 09-029-1, a. 10.

**20.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 20; RCG 09-029-1, a. 10.

**21.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 21; RCG 09-029-1, a. 10.

**22.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 22; RCG 09-029-1, a. 10.

**23.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 23; RCG 09-029-1, a. 10.

**CHAPITRE V**
COMPORTEMENT DE L'USAGER ET ACTIVITÉS

**23.1.** Il est interdit à quiconque visite ou fréquente un parc régional :

1° de se comporter de façon à troubler l'ordre et la tranquillité des usagers;

2° d'utiliser ou d'être en possession d'une arme à feu, d'une arme à air comprimé, d'un arc, d'une arbalète ou de tout dispositif de piégeage ou de trappage;

3° de troubler la tranquillité du lieu par l'utilisation d'une radio, d'un instrument de musique ou par tout autre appareil sonore, y compris une génératrice ou un appareil d'amplification de la voix, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

4° de briser, détériorer ou souiller un bien meuble ou immeuble appartenant à la Ville;

5° de jeter des déchets et des détritus, sauf dans les contenants prévus à cette fin;

6° de laisser tout lieu ou tout équipement utilisé malpropre ou en mauvais état;

7° de faire décoller ou atterrir un aéronef, y compris un aérostat ou d'en larguer des personnes ou des objets, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

8° d'opérer un modèle réduit motorisé ou un modèle réduit d'aéronef, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

9° d'installer tout équipement (bâche, hamac, etc.) prenant appui sur un arbre ou un arbuste ainsi qu'un chapiteau ou un autre équipement encombrant l'espace public ou gênant tout passage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

10° d'utiliser le parc ou l'un de ses bâtiments pour toute activité commerciale ou promotionnelle, pour offrir des sessions de cours ou des activités récréatives ou sportives en groupe contre rémunération ou non sans l'autorisation de l'autorité compétente;

11° de camper ou d'y dormir la nuit, sauf dans le cadre d'une activité organisée par l'autorité compétente;

12° de consommer une boisson alcoolique, sauf lors d'un pique-nique dans les aires prévues à cette fin ou sur délivrance par l'autorité compétente d'un permis à cet effet;

13° d'utiliser un barbecue au gaz propane ou un poêle au butane, sauf dans une aire de pique-nique;

14° d'abandonner une bonbonne de gaz ou de butane vide;

15° d'utiliser un barbecue au charbon de bois ailleurs que dans une aire de pique-nique équipée de dépôts à cendres ou de disposer des cendres ailleurs que dans ces dépôts;

16° de faire un feu en plein air, de l'alimenter ou de s'y réunir; d'allumer des feux d'artifices et d'utiliser des pièces pyrotechniques; de manipuler du feu ou des objets en flamme, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente.

_____

RCG 09-029-1, a. 11.

**23.2.** Il est interdit sur toute plage, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente :

1° d'utiliser une radio ou un système de son;

2° d'utiliser un contenant de verre;

3° de consommer une boisson alcoolique ou de la nourriture.

_____

RCG 09-029-1, a. 11.

**23.3.** Il est interdit de se baigner :

1° à l'extérieur des bouées délimitant la zone de baignade, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente;

2° en l'absence de sauveteurs en devoir;

3° sur ordre d'un sauveteur à cet effet;

4° sans être vêtu d'un maillot de bain.

_____

RCG 09-029-1, a. 11.

**23.4.** Les activités aquatiques suivantes ou en lien avec celles-ci sont interdites, sauf dans le cadre d'une activité autorisée par l'autorité compétente :

1° le plongeon, sauf aux endroits prévus à cette fin;

2° tout jeu dans ou hors de l'eau, pouvant troubler la tranquillité publique ou mettre en cause la sécurité des baigneurs;

3° la plongée sous-marine à l'intérieur des aires de baignade et à moins de 20 m des rampes de mise à l'eau;

4° l'utilisation d'une embarcation dans une aire de baignade et sur un étang;

5° la mise à l'eau ou l'accostage d'une embarcation, sauf aux endroits prévus à cette fin;

6° laisser une embarcation accostée à un quai, ou ailleurs en rive, en dehors des heures d'ouverture d'un parc.

_____

RCG 09-029-1, a. 11.

**24.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 24; RCG 09-029-1, a. 12.

**25.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 25; RCG 09-029-1, a. 12.

**26.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 26; RCG 09-029-1, a. 12.

**27.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 27; RCG 09-029-1, a. 12.

**28.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 28; RCG 09-029-1, a. 12.

**29.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 29; RCG 09-029-1, a. 12.

**30.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 30; RCG 09-029-1, a. 12.

**31.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 31; RCG 09-029-1, a. 12.

**32.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 32; RCG 09-029-1, a. 12.

**33.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 33; RCG 09-029-1, a. 12.

**34.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 34; RCG 09-029-1, a. 12.

**35.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 35; RCG 09-029-1, a. 12.

**36.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 36; RCG 09-029-1, a. 12.

**37.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 37; RCG 09-029-1, a. 12.

**38.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 38; RCG 09-029-1, a. 12.

**39.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 39; RCG 09-029-1, a. 12.

**40.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 40; RCG 09-029-1, a. 12.

**41.** *[Abrogé].*

RCG 09-029, a. 41; RCG 09-029-1, a. 12.

**42.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 42; RCG 09-029-1, a. 12.

**43.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 43; RCG 09-029-1, a. 12.

**44.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 44; RCG 09-029-1, a. 12.

**45.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 45; RCG 09-029-1, a. 12.

**46.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 46; RCG 09-029-1, a. 12.

**47.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 47; RCG 09-029-1, a. 12.

**48.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 48; RCG 09-029-1, a. 12.

**49.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 49; RCG 09-029-1, a. 12.

**50.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 50; RCG 09-029-1, a. 12.

**51.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 51; RCG 09-029-1, a. 12.

**52.** *[Abrogé].*

_____

RCG 09-029, a. 52; RCG 09-029-1, a. 12.

**53.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 53; RCG 09-029-1, a. 12.

**54.** *[Abrogé]*.

_____

RCG 09-029, a. 54; RCG 09-029-1, a. 12.

**CHAPITRE VI**
CIRCULATION ET STATIONNEMENT

**54.1.** Les articles 55 à 62 du présent règlement ne s'appliquent pas dans le cadre d'une activité organisée ou encadrée par l'autorité compétente.

_____

RCG 09-029-1, a. 13.

**55.** Quiconque conduit un véhicule dans un parc régional doit se conformer à la signalisation routière. Il est interdit de circuler, au moyen d'un véhicule, en dehors des stationnements et des voies de circulation ouvertes à la circulation en général.

_____

RCG 09-029, a. 55.

**56.** Il est interdit :

1° de circuler à bicyclette à une vitesse excédant 20 km/h ou de façon à compromettre la sécurité des piétons et des conducteurs de véhicules;

2° de circuler à bicyclette, en patins à roues alignées ou par tout autre moyen de locomotion aux endroits où la signalisation interdit les bicyclettes, à l'exception des fauteuils roulants;

3° de circuler ou de se déplacer hors sentier dans un milieu naturel.

_____

RCG 09-029, a. 56; RCG 09-029-1, a. 14.

**57.** Toute course de véhicules ou de bicyclettes est interdite.

_____

RCG 09-029, a. 57.

**58.** Les véhicules et les bicyclettes sont interdits sur les plages.

_____

RCG 09-029, a. 58.

**59.** L'utilisation de véhicule hors-route est interdite dans un parc régional, incluant le stationnement.

_____

RCG 09-029, a. 59.

**60.** Il est interdit de stationner un véhicule en dehors d'un terrain de stationnement identifié à cet effet par des affiches ou aux endroits réservés spécifiquement à d'autres véhicules. Tout véhicule stationné en contravention au présent règlement peut être remorqué aux frais du contrevenant.

_____

RCG 09-029, a. 60.

**61.** Il est interdit de laisser un véhicule dans un stationnement en dehors des heures d'ouverture d'un parc régional.

_____

RCG 09-029, a. 61.

**62.** Il est interdit de stationner un véhicule dans un terrain de stationnement, à moins d'avoir préalablement acquitté le tarif fixé, sauf pour le détenteur d'un permis. Le cas échéant, le détenteur d'un permis doit placer contre le pare-brise avant, soit l'original du permis annuel de stationnement ou l'original du permis d'occupation dûment signé par l'autorité compétente.

_____

RCG 09-029, a. 62; RCG 09-029-1, a. 15.

**63.** Dans un terrain de stationnement d'un parc régional, il est interdit de laisser fonctionner :

1° pendant plus de 3 minutes, par période de 60 minutes, le moteur d'un véhicule immobilisé sous réserve des paragraphes 2° et 3°;

2° pendant plus de 5 minutes, par période de 60 minutes, le moteur diesel d'un véhicule lourd immobilisé;

3° pendant plus de 10 minutes, par période de 60 minutes, le moteur diesel d'un véhicule lourd dont la température normale de fonctionnement n'est pas atteinte, lorsque la température extérieure est inférieure à 0° C.

_____

RCG 09-029, a. 63.

**64.** L'article 63 ne s'applique pas aux véhicules suivants :

1° un véhicule d'urgence au sens du Code de la sécurité routière;

2° un véhicule utilisé comme taxi au sens du Code de la sécurité routière durant la période comprise entre le 1er novembre et le 31 mars, en autant qu'une personne, qui peut être le conducteur, est présente dans le véhicule;

3° un véhicule dont le moteur est utilisé pour accomplir un travail ou pour réfrigérer ou garder chauds des aliments;

4° un véhicule immobilisé en raison d'un embouteillage, d'une circulation dense ou d'un feu de circulation;

5° un véhicule affecté par le givre ou le verglas pendant le temps requis pour rendre la conduite sécuritaire;

6° un véhicule de sécurité blindé;

7° tout véhicule mû par de l'hydrogène ainsi que tout véhicule mû en tout ou en partie par l'électricité, tel un véhicule hybride;

8° un véhicule lourd lorsqu'il est requis de laisser fonctionner le moteur afin de procéder à une vérification avant départ, conformément à l'article 519.2 du Code de la sécurité routière.

_____
RCG 09-029, a. 64.

**65.** L'article 63 ne s'applique pas lorsque la température extérieure est inférieure à -10° C et que le moteur d'un véhicule fonctionne afin d'en activer le chauffage en raison du fait qu'une personne est présente à l'intérieur du véhicule.

_____
RCG 09-029, a. 65.

**66.** Pour les fins d'application des articles 63 et 65 la température extérieure est celle mesurée à chaque heure par Environnement Canada à l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau pour l'île de Montréal.

_____
RCG 09-029, a. 66.

**CHAPITRE VII**
AFFICHAGE

**67.** Il est interdit d'enlever, de modifier, de déplacer ou de détériorer une affiche ou un panneau de l'autorité compétente.

_____
RCG 09-029, a. 67; RCG 09-029-1, a. 16.

**68.** Tout affichage est interdit à l'exception de l'affichage effectué ou autorisé par l'autorité compétente.

_____
RCG 09-029, a. 68; RCG 09-029-1, a. 16.

**CHAPITRE VII.1**
ORDONNANCES

_____
RCG 09-029-3, a. 4.

**68.1.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier la liste des exceptions prévues à l'article 3.

_____
RCG 09-029-3, a. 4.

**CHAPITRE VIII**
DISPOSITIONS PÉNALES

**69.** Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement peut être expulsé du parc régional.

_____
RCG 09-029, a. 69.

**70.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 70; RCG 09-029-1, a. 17.

**71.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 71; RCG 09-029-1, a. 17.

**72.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 72; RCG 09-029-1, a. 17.

**73.** Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 500 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 500 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 1 000 $.

_____
RCG 09-029, a. 73; RCG 09-029-1, a. 18.

**73.1**. Malgré l'article 73, quiconque contrevient au paragraphe 9° de l'article 12.1 du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 1 000 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 2 000 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 2 000 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 4 000 $.

_____

RCG 09-029-1, a. 18.

**73.2.** Malgré l'article 73, quiconque contrevient à l'un ou l'autre des articles des chapitres III et IV du présent règlement, sauf le paragraphe 9° de l'article 12.1, commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 300 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 600 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 600 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 1 200 $.

_____

RCG 09-029-1, a. 18.

**73.3.** Malgré l'article 73, quiconque contrevient aux articles 55 à 63 du présent règlement commet une infraction et est passible :

1° s'il s'agit d'une personne physique :

a) pour une première infraction, d'une amende de 50 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 100 $;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

a) pour une première infraction, d'une amende de 100 $;

b) pour toute récidive, d'une amende de 200 $.

_____
RCG 09-029-1, a. 18.

**CHAPITRE IX**
DISPOSITIONS DIVERSES

**74.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 74; RCG 09-029-1, a. 19.

**75.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 75; RCG 09-029-1, a. 19.

**76.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 76; RCG 09-029-1, a. 19.

**77.** *[Abrogé]*.

_____
RCG 09-029, a. 77; RCG 09-029-1, a. 19.

**78.** Le présent règlement remplace le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux (82-3) de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal.

_____
RCG 09-029, a. 78.

---

**ANNEXE 1**
LOTS DU GRAND PARC DE L'EST EXCLUS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT RELATIF À LA FRÉQUENTATION ET À LA CONSERVATION DES PARCS RÉGIONAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL (RCG 09-029)

_____
RCG 09-029-2, a. 2.

*Cette codification du Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029) contient les modifications apportées par les règlements suivants :*

- *RCG 09-029-1* — *Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029), adopté à l'assemblée du 28 avril 2022;*
- *RCG 09-029-2* — *Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029), adopté à l'assemblée du 21 décembre 2023;*
- *RCG 09-029-3* — *Règlement modifiant le Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029), adopté à l'assemblée du 19 septembre 2024.*

**ANNEXE 1**
LOTS DU GRAND PARC DE L'EST EXCLUS DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT RELATIF À LA FRÉQUENTATION ET À LA CONSERVATION DES PARCS RÉGIONAUX DE LA VILLE DE MONTRÉAL (RCG 09-029)

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 2 794 718 | 2 159 609 | 2 159 608 | 2 794 719 | 2 159 603 |
| 1 456 815 | 2 159 602 | 2 159 494 | 5 459 042 | 1 874 363 |
| 1 874 385 | 1 874 386 | 1 874 389 | 1 874 395 | 1 874 391 |
| 1 874 388 | 1 874 392 | 1 874 443 | 1 874 393 | 1 874 437 |
| 1 874 399 | 1 874 398 | 1 874 417 | 1 874 402 | 1 874 413 |
| 1 874 419 | 1 874 435 | | | |

Dernière mise à jour : 25 septembre 2024

# Appendix E – Light inventory

## MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

VILLE DE MONTRÉAL

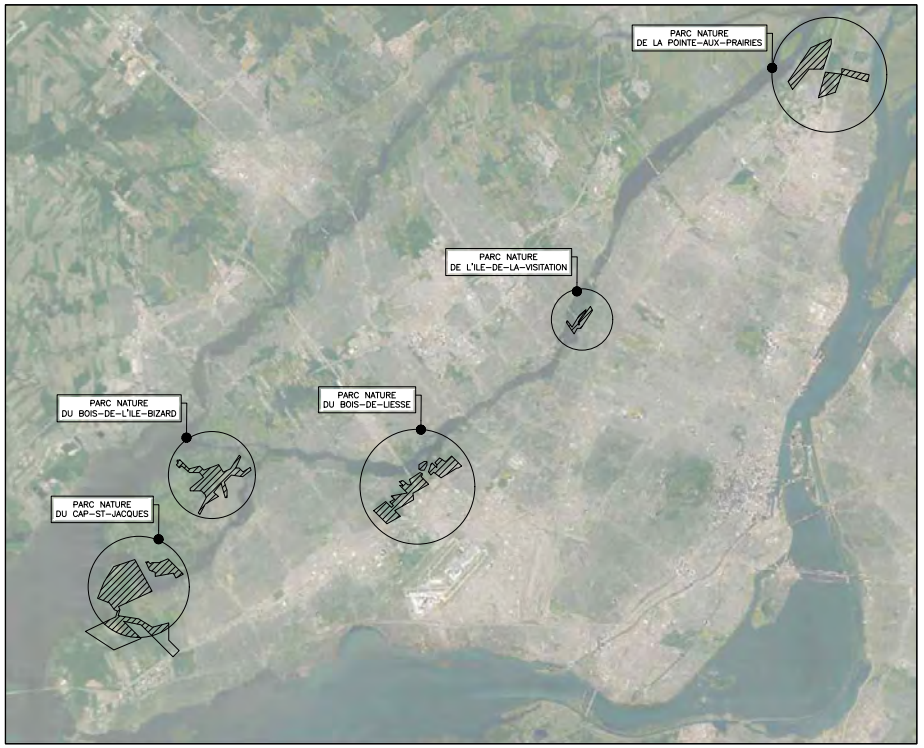



TABLEAU DES FEUILLES

| NO. PAGE | NO. PLAN | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| 0 | E-000 | PRÉSENTATION DE PARCS-NATURE |
| 1 | E-001 | LÉGENDE DE PARCS-NATURE |
| 2 | E-201 | PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES CHALET D'ACCUEIL / RIVIERE-DES-PRAIRIES-<br>DÉMOLITION ET IMPLANTATION |
| 3 | E-202 | PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-<br>PRAIRIES PAVILLON DES MARAIS & CHALET D'ACCUEIL, BOIS-DE-L'HÉRITAGE<br>DÉMOLITION ET IMPLANTATION |
| 4 | E-203 | PARC NATURE DU DU BOIS-DE-LIESSE CHALET D'ACCUEIL-<br>DÉMOLITION ET IMPLANTATION |
| 5 | E-204 | PARC NATURE DE L'ILE-DE-LA-VISITATION CHALET D'ACCUEIL ET DU BOIS-DE-LIESSE<br>MAISON PITFIELD -<br>DÉMOLITION ET IMPLANTATION |

TABLEAU DES FEUILLES

| NO. PAGE | NO. PLAN | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| 6 | E-205 | PARC NATURE DU BOIS-DE-L'ILE-BIZARD POINTE-AUX-CARRIÈRES - DÉMOLITION |
| 7 | E-206 | PARC NATURE DU BOIS - DE-L'ILE-BIZARD<br>POINTE-AUX-CARRIÈRES - IMPLANTATION |
| 8 | E-207 | PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES<br>CHALET D'ACCUEIL ET MAISON RICHER ET CENTRE D'HÉBERGEMENT - DÉMOLITION ET<br>IMPLANTATION |
| 9 | E-208 | PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES<br>MAISON BRUNET- DÉMOLITION ET IMPLANTATION |
| 10 | E-601 | DÉTAILS |
| 11 | E-602 | DIAGRAMME DES CHARGES |
| 12 | E-603 | SCHÉMAS DE RACCORDEMENT |

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ;

DIREKTION 360
Projet No. : 21-0166-01

Légende:

PLAN FINAL

LE SIGNATAIRE DE CE PLAN ATTESTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS DE LA PROPOSITION DE LA CONSTRUCTION (PAR SOUMISSION OU EXÉCUTION DE CHANGEMENT), LE RELEVÉ DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN RELÈVE EXCLUSIVEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M. .
Élévation : .

Échelle : 1:500
Date : 04-03-2022
Dessin : V.Laforest tech.
Responsable du projet : S.Mustille
Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-610.4

Titre du plan :

PRÉSENTATION

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Montréal

Chef de division : S.B.B.

No du plan :

No de l'index : 9900, 9902, 9903, 9941, 9943, 9962

No 1 / 13

## TABLEAU BASES ET CONDUITS

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| — — — | | CONDUIT EAU OU ELECTRICITÉ LOCALISATION APPROXIMATIVE |
| — EC — | — E — | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| | | GAINE EN PVC, INSTALLÉE PAR EXCAVATION |
| | | BOÎTE DE TIRAGE ENFOUIE. ÉPISSURES NON PERMISES |
| | | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| SS | SS | SORTIE SUPPLÉMENTAIRE AVEC BOUCHON COLLÉ, CONDUIT DÉPASSANT LA BASE DE 1m |

## TABLEAU APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| | | LAMPADAIRE COBRA |
| | | LAMPADAIRE BOUT DE FÛT (BASE EXISTANTE) (LA FLÈCHE INDIQUE L'ORIENTATION) |
| | | LAMPADAIRE BOUT DE FÛT (NOUVELLE BASE) (LA FLÈCHE INDIQUE L'ORIENTATION) |
| | | BOLLARD |
| | | LUMINAIRE SUR POTEAU DE BOIS |
| TYP. # PAN–CT | | TYP: TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE, #: NUMÉRO D'IDENTIFICATION PAN–CT: PANNEAU ET CIRCUIT |

## TABLEAU ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE ET CÂBLES

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| | | BOÎTE DE JONCTION |
| CP | CP | CELLULE PHOTOÉLECTRIQUE |
| MIN | MIN | MINUTERIE ASTRONOMIQUE 365 JOURS |
| | | PRISE DE COURANT DOUBLE |
| | | COFFRET EN ALUMINIUM PARC–003a C/A PRISE DE COURANT DOUBLE |
| | | TIGE(S) DE MISE À LA TERRE |
| | | BORNE DE RECHARGE POUR VÉHICULE ÉLECTRIQUE |
| | | CÂBLE AÉRIEN |

## NOTES

- LES TRAITS CONTINUS ET FONCÉS, INDIQUENT LES OUVRAGES PROPOSÉ
- – – LES TRAITS POINTILLÉS FONCÉS, INDIQUENT LES OUVRAGES EXISTANT À ENLEVER
- LES TRAITS CONTINUS ET PÂLES, INDIQUENT LES OUVRAGES EXISTANT À CONSERVER

## TABLEAU SERVICES PUBLICS

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| — T — | — T — | CONDUIT ENFOUI DE TÉLÉCOMMUNICATIONS |
| — B — | — B — | CONDUIT ENFOUI DE BELL |
| — V — | — V — | CONDUIT ENFOUI DE VIDÉOTRON |
| — H — | — H — | CONDUIT ENFOUI HYDRO–QUÉBEC |
| | — HQ — | LIGNE AÉRIENNE HYDRO–QUÉBEC |
| — G — | — G — | CONDUIT DE GAZ |
| | | HAUBAN |
| | | POTEAU DE BOIS HQ: HYDRO–QUÉBEC LAS: LIAISON AÉROSOUTERRAINE MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |
| | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| | | BORNE D'INCENDIE |
| | | HORODATEUR |

## TABLEAU DE DÉMOLITION

| SYMBOLE | DESCRIPTION |
|---|---|
| | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| | GAINE EN PVC, INSTALLÉE PAR EXCAVATION |
| HQ | LIGNE AÉRIENNE HYDRO–QUÉBEC, À ENLEVER (PAR D'AUTRES) |
| | CÂBLE AÉRIEN, À ENLEVER |
| | PUITS D'ACCÈS |
| | LUMINAIRE ET CONSOLE À ENLEVER |

## ABRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| E.C. | ÉQUIPEMENT EXISTANT À CONSERVER |
| E.D. | ÉQUIPEMENT EXISTANT À DÉMANTELER |
| E.M. | ÉQUIPEMENT EXISTANT À MODIFIER |
| E.R. | ÉQUIPEMENT EXISTANT À RELOCALISER |
| N. | NOUVEL ÉQUIPEMENT |
| R. | ÉQUIPEMENT EXISTANT RELOCALISÉ |
| M. | ÉQUIPEMENT EXISTANT MODIFIÉ |
| E.I. | ÉQUIPEMENT À L'ÉPREUVE DES INTEMPÉRIES |
| DDFT | DISJONCTEUR–DÉTECTEUR DE FUITES À LA TERRE |
| H.M. | HAUTEUR DE MONTAGE |
| E.H. | EN HAUT |
| E.B. | EN BAS |

## PRÉCAUTIONS PRÉLIMINAIRES

1– LES SERVICES SOUTERRAINS EXISTANTS LORSQUE INDIQUÉS AUX PLANS SONT À TITRE INFORMATIF SEULEMENT. L'ENTREPRENEUR NE DOIT PRENDRE AUCUNE MESURE SUR LES PLANS POUR LA LOCALISATION EXACTE DES SERVICES EXISTANTS.

2– AVANT D'EXÉCUTER TOUS LES TRAVAUX D'EXCAVATION, L'ENTREPRENEUR DOIT PRENDRE TOUTES LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES AFIN DE NE PAS ENDOMMAGER LES CONDUITS ET LES CÂBLES D'ÉLECTRICITÉ, DE TÉLÉCOMMUNICATION, DE CÂBLODISTRIBUTION, LES CÂBLES DE FIBRES OPTIQUES AINSI QUE LES CANALISATIONS EXISTANTES (AQUEDUC, ÉGOUT, GAZ).

3– L'ENTREPRENEUR DOIT FAIRE UNE DEMANDE DE REPÉRAGE OFFICIELLE À INFO–EXCAVATION POUR LES SERVICES SOUTERRAINS EXISTANTS GÉRÉS PAR CETTE DERNIÈRE ET À LA MUNICIPALITÉ CONCERNÉE POUR LES CONDUITES SOUTERRAINES LUI APPARTENANT.

4– L'ENTREPRENEUR DOIT RESPECTER LE PROCÉDÉ DE TRAVAIL DE LA CNESST ET D'HYDRO–QUÉBEC POUR DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES LIGNES ÉLECTRIQUES.

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ;

DIREKTION 3600 — Projet No. : 21-0106-01

Légende:

PLAN FINAL

LE SIGNATAIRE DE CE PLAN A TESTÉ LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QUI L'A APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION (VOIR L'ENTENTE DE DIRECTIVE DE CHANGEMENT). LE RELEVÉ DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN RELÈVE EXCLUSIVEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M. .  Élévation : .

Échelle : 1:500

Date : 04-03-2022

Dessin : V.Laforest tech.

Responsable du projet : S.Mustille

Approbation : G.Ferland ing.

Guillaume Ferland — 2024-07-19

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

LÉGENDE

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

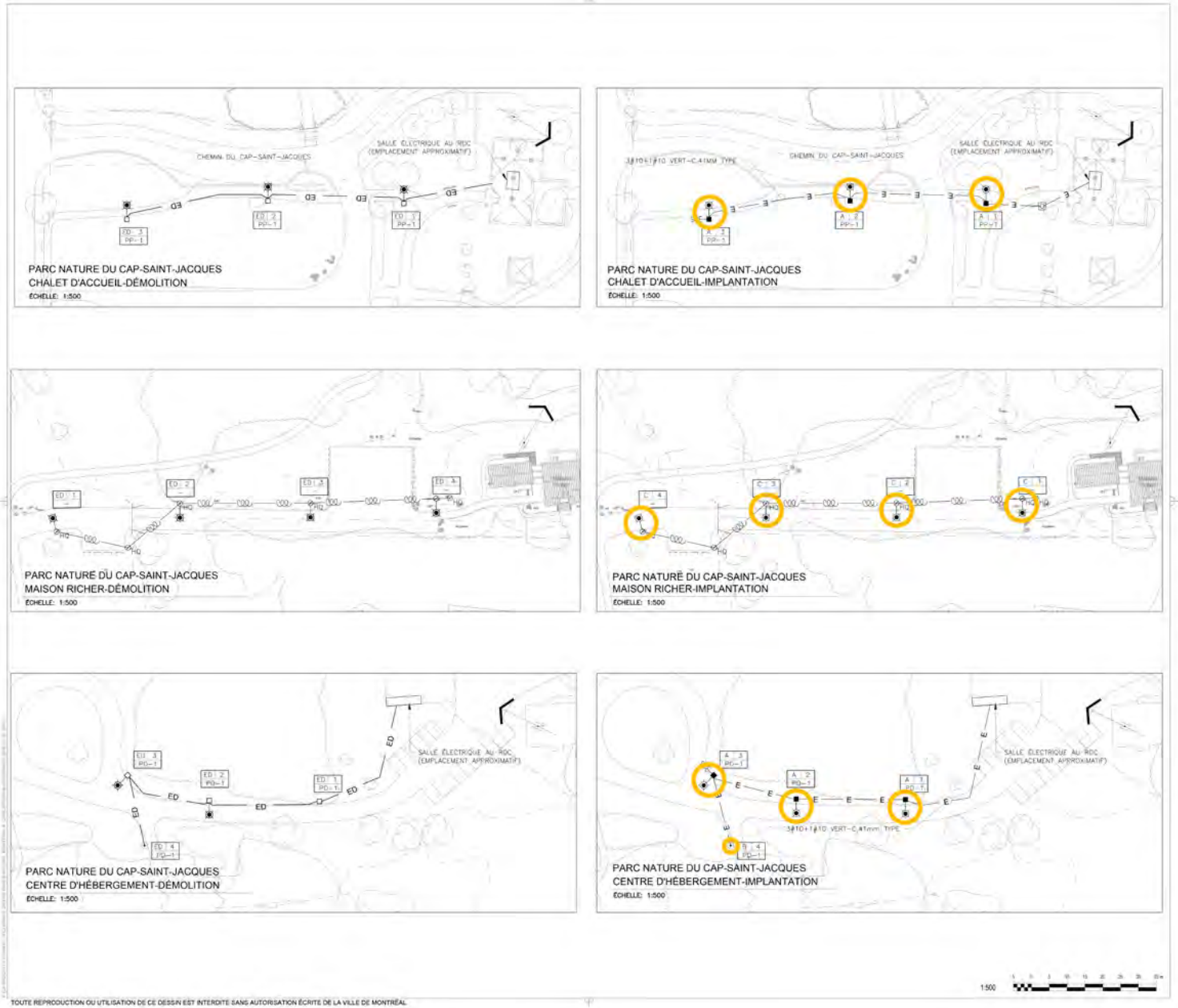
Montréal

Chef de division : S.B.B.

No du plan :

No de l'index : 9500, 9502, 9503, 9541, 9543, 9562

No 2 / 13




TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ

DIREKTION

Légende:

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| Ec | E | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| ⊙ | ◉ | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| | | BOLLARD |
| S | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| TYP. #<br>PAN-CT | | TYP= TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE, #: NUMÉRO D'IDENTIFICATION PAN-CT: PANNEAU ET CIRCUIT |
| H | H | CONDUIT ENFOUI HYDRO-QUÉBEC |
| HS | | HORODATEUR |
| | | CÂBLE AÉRIEN |
| | | POTEAU DE BOIS HQ: HYDRO-QUÉBEC LAO: LAISON AÉROSOUTERRAINE MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |

PLAN FINAL

LE SOUSSIGNÉ DE CE PLAN ATTESTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QUI, À APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION (VOIR L'ENTÊTE DE CHACUN DES CHANGEMENTS) LE RELEVÉ DE L'ÉTAT FINAL INCLUS AU PRÉSENT DESSIN INCLUS EXCLUSIVEMENT DE SA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC 02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M.

Élévation : .

Échelle : 1:500

Date : 04-03-2022

Dessin : V.Latorest tech

Responsable du projet : S.Mustille

Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES
CHALET D'ACCUEIL , MAISON RICHER ET CENTRE D'HÉBERGEMENT
DÉMOLITION ET IMPLANTATION

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Montréal

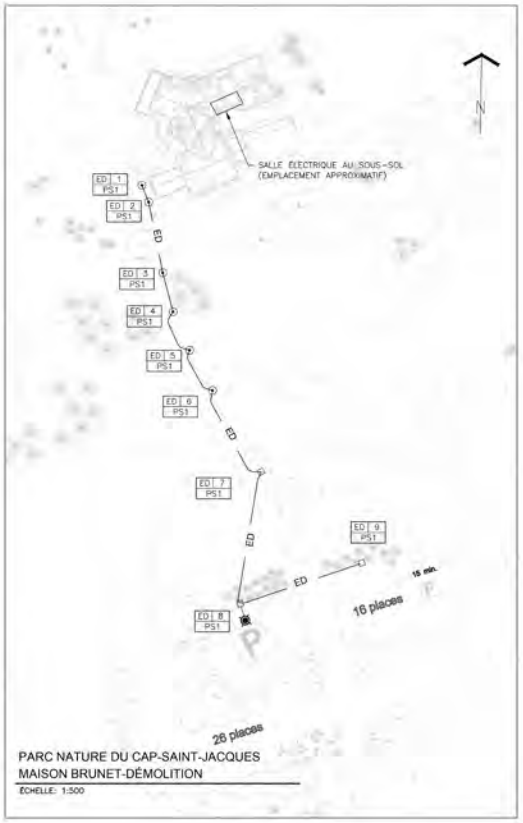
Chef de division : S.B.B.

No du plan : E-227

No de l'index : 9503

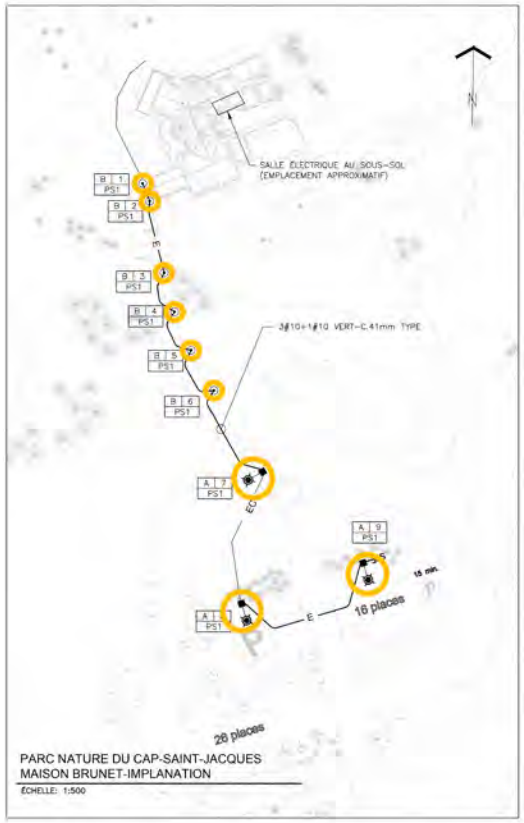
No: 9

13




PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES
MAISON BRUNET-DÉMOLITION

ÉCHELLE: 1:500




PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES
MAISON BRUNET-IMPLANATION

ÉCHELLE: 1:500

1:500

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ

DIREKTION

Légende

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| — EC — | — E — | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| ⊠ | ⊠ | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| | | BOLLARD |
| Ⓢ | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| TYP: # PAN–CT | | TYP: TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE, #: NUMÉRO D'IDENTIFICATION PAN–CT: PANNEAU ET CIRCUIT |
| — H — | — H — | CONDUIT ENFOUI HYDRO–QUÉBEC |
| | | HORODATEUR |
| COU | COU | CÂBLE AÉRIEN |
| | | POTEAU DE BOIS HQ: HYDRO–QUÉBEC LAS: LIMSON AÉROSOUTERRAINE MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |

PLAN FINAL

LE SOUSSIGNÉ DE CE PLAN ATTESTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QU'IL A APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION DANS L'ENTIÈRE DE DIRECTIVE DE CHANGEMENT) LE RELEVÉ DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN. FAUTE D'ENCLENCHEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M. :
Élévation :

Échelle : 1:500
Date : 04-03-2022
Dessin : V.Laforest tech
Responsable du projet : S.Mustille
Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES
MAISON BRUNET-
DÉMOLITION ET IMPLANTATION

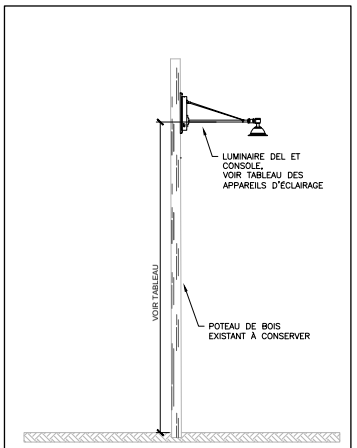
Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Montréal

Chef de division : S.B.B.

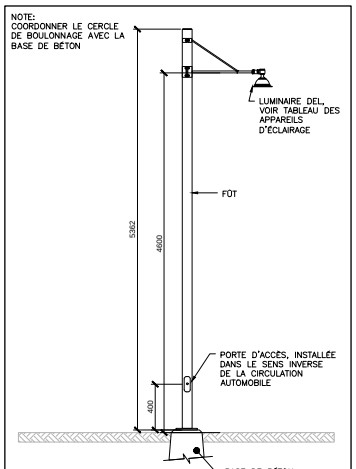
No du plan : E-209
No de l'index : 9901

No. 10 / 13

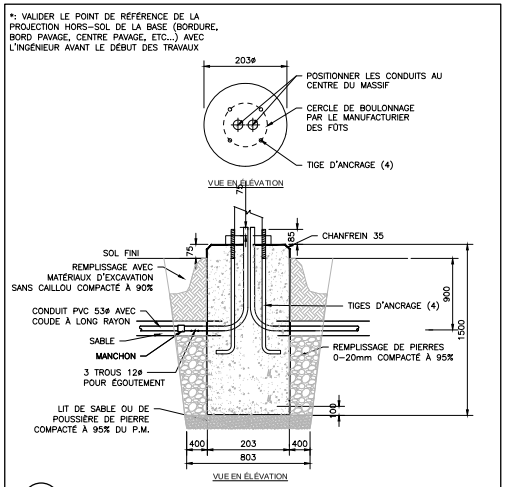
176/201



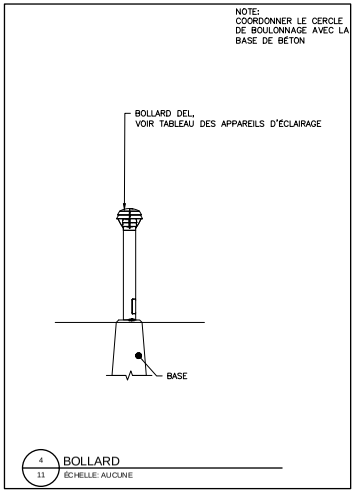

1/11 LUMINAIRE SUR POTEAU DE BOIS HYDRO-QUÉBEC
ÉCHELLE: AUCUNE



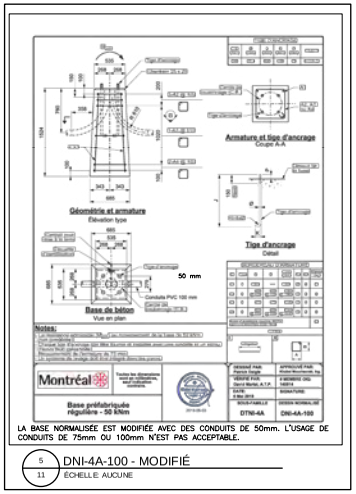

2/11 LAMPADAIRE
ÉCHELLE: AUCUNE




3/11 BASE DE BÉTON POUR BOLLARD
ÉCHELLE: AUCUNE




4/11 BOLLARD
ÉCHELLE: AUCUNE




LA BASE NORMALISÉE EST MODIFIÉE AVEC DES CONDUITS DE 50mm. L'USAGE DE CONDUITS DE 75mm OU 100mm N'EST PAS ACCEPTABLE.

5/11 DNI-4A-100 - MODIFIÉ
ÉCHELLE: AUCUNE

## DÉTAILS NORMALISÉS

POUR LES DÉTAILS NORMALISÉS, VOIR LES DESSINS STANDARDS CI-DESSOUS ANNEXÉS AU DEVIS:

- DNI-4A-201: INSTALLATION DE BASE PRÉFABRIQUÉE – FOSSE DE PLANTATION
- DNI-5A-3102: RACCORDEMENT DE LUMINAIRE DÉCORATIF ET DÉCO-FONCTIONNEL
- DNI-5A-3110: ÉPISSURES
- DNI-5A-3310: FÛT EN ACIER GALVANISÉ (HAUTEUR: 4600mm)
- DN-3540 LUMINAIRE DÉCORATIF À DEL
- DN-3420 CONSOLE SIMPLE (EN ACIER)

## TABLEAU DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

| TYPE | DESCRIPTION | MANUFACTURIER | MODÈLE | MONTAGE | FÛT | TYPE D'ÉCLAIRAGE | PUISSANCE (W) | TENSION (V) | BASE | NOTES |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A | NOUVEAU LAMPADAIRE | SIGNIFY- PHILIPS-LUMEC | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | CONSOLE 1.8m DNI-5A-3409 | DNI-5A-3310 HAUTEUR 4.6m | DEL-1800K | 36 | 120V | DNI-4A-100 | -COULEURS À VALIDER PAR LE CLIENT |
| B | NOUVEAU BOLLARD | SIGNIFY- GARDCO | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | - | HAUTEUR 0.914m | DEL-1800K | 17.7 | 120V | SONOTUBE | -COULEURS À VALIDER PAR LE CLIENT |
| C | NOUVEAU LUMINAIRE SUR POTEAU BOIS HYDRO-QUÉBEC EXISTANT | SIGNIFY- PHILIPS-LUMEC | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | CONSOLE 1.8m DNI-5A-3420 HAUTEUR 3.3m | - | DEL-1800K | 36 | 120V | - | -COULEURS À VALIDER PAR LE CLIENT |

* ÉQUIVALENT APPROUVÉS

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ:

DIREKTION 3000
Projet No. : 21-0166-01

Légende:

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| EC | E | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| | | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| | | BOLLARD |
| | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| TYP. # PAN-CT | | TYP: TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE, #: NUMÉRO D'IDENTIFICATION PAN-CT: PANNEAU ET CIRCUIT |
| H | H | CONDUIT ENFOUI HYDRO-QUÉBEC |
| | | HORODATEUR |
| | | CÂBLE AÉRIEN |
| | | POTEAU DE BOIS HQ: HYDRO-QUÉBEC LAS: LIAISON AÉROSOUTERRAINE MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |

PLAN FINAL

LE SIGNATAIRE DE CE PLAN ATTESTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QU'IL A APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION (PAR L'ENTREMISE DE DIRECTIVE DE CHANGEMENT). LE RELEVÉ DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN RELÈVE EXCLUSIVEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M.
. Élévation : .

Échelle : 1:500
Date : 04-03-2022
Dessin : V.Laforest tech.
Responsable du projet : S.Mustille
Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

DÉTAILS

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Montréal
Chef de division : S.B.B.

No du plan : E-601
No de l'index : 9502, 9503, 9541, 9543, 9562
No 11/13

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PD03–11 | 15A–1P–240V | 2 X 18= 36W<br>4 X 36= 144W | 0.75A | 0.24% | A6 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PD02–2,4 | 15A–1P–240V | 1 X 18= 18W<br>2 X 36= 72W | 0.38A | 0.05% | A3 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES , PAVILLON DES MARAIS
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| P21–21,23 | 15A–1P–208V | 3 X 18= 54W<br>2 X 36= 72W | 0.61A | 0.19% | A3 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES CHALET D'ACCUEIL BOIS- DE L'HÉRITAGE
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PP1–9,11 | 15A–1P–120V | 3 X 18= 54W<br>2 X 36= 72W | 0.61A | 0.11% | A4 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU BOIS-DE-LIESSE, CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PD02–33,35 | 15A–1P–240V | 2 X 18= 36W<br>2 X 36= 72W | 0.45A | 0.10% | A4 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE L'ILE-DE-VISITATION, CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PP1–2,4 | 15A–1P–240V | 7 X 18= 126W<br>5 X 36= 180W | 1.28A | 0.70% | A12 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU BOIS-DE-LIESSE, MAISON PITFIELD
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PD01–28 | 30A–1P–240V | 4 X 18= 72W<br>11 X 36= 396W | 1.94A | 1.46% | A15 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU BOUT-DE-L'ILES-BIZARD, POINTE-AUX-CARRIÈRES
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| PP1–68 | 15A–1P–240V | 3 X 36= 108W | 0.45A | 0.10% | A3 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES CHALET D'ACCEUIL
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| P02–11,13 | 15A–1P–208V | 1 X 18= 18W<br>3 X 36= 108W | 0.69A | 0.19% | B4 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES, CENTRE D'HÉBERGEMENT
ÉCHELLE: AUCUNE

CHARGE DU COFFRET DE CONTRÔLE D'ÉCLAIRAGE

| CIRCUIT | DISJONCTEUR | CHARGE PROPOSÉE PUISSANCE (W) | CHARGE PROPOSÉE COURANT (A) | CHUTE DE TENSION % | CHUTE DE TENSION AU LAMPADAIRE |
|---|---|---|---|---|---|
| P01–11 | 15A–1P–208V | 6 X 18= 108W<br>3 X 36= 108W | 1.04A | 0.35% | A9 |

DESCRIPTION DES CÂBLES ET CONDUITS
3Ø10+1Ø10 VERT–C.41mm

TABLEAUX DES CHARGES ET DIAGRAMME DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES, MAISON BRUNET
ÉCHELLE: AUCUNE

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ;

DIREKTION 3000
Projet No. : 21-0106-01

Légende:

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| — EC — | — E — | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| ⊠ | ▣ | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| ⊙ | ⊙ | BOLLARD |
| | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| TYP. # PAN–CT | | TYP: TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE,<br>#: NUMÉRO D'IDENTIFICATION<br>PAN–CT: PANNEAU ET CIRCUIT |
| — H — | — H — | CONDUIT ENFOUI HYDRO–QUÉBEC |
| (H) | | HORODATEUR |
| — — | — — | CÂBLE AÉRIEN |
| ⊘ | | POTEAU DE BOIS<br>HQ: HYDRO–QUÉBEC<br>LAS: LIAISON AÉROSOUTERRAINE<br>MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |

PLAN FINAL

LE SIGNATAIRE DE CE PLAN ATTESTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QUIL A APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION (VOIR L'EXTRÉMITÉ DE DIRECTIVE DE CHANGEMENT). LE RELEVÉ DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN RELEVÉ EXCLUSIVEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'EN TREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M. .
Élévation : .

Échelle : 1:500
Date : 04-03-2022
Dessin : V.Laforest tech.
Responsable du projet : S.Mustille
Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

DIAGRAMME DES CHARGES

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Montréal

Chef de division : S.B.B.

No du plan : E-602
No de l'index : 9502, 9503, 9541, 9543, 9562

No 12 / 13

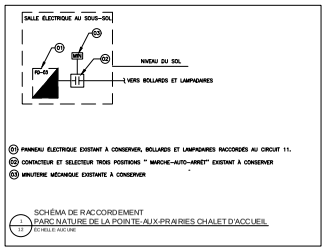



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE AUCUNE

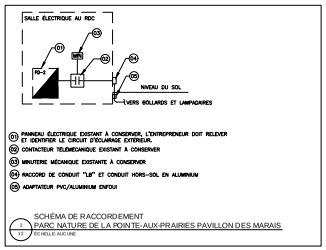



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE LA POINTE-AUX-PRAIRIES PAVILLON DES MARAIS
ÉCHELLE AUCUNE

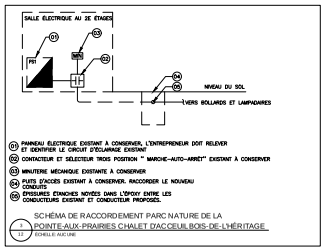



SCHÉMA DE RACCORDEMENT PARC NATURE DE LA
POINTE-AUX-PRAIRIES CHALET D'ACCUEIL BOIS-DE-L'HÉRITAGE
ÉCHELLE AUCUNE

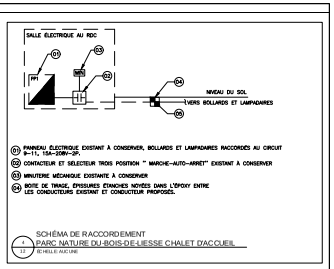



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU-BOIS-DE-LIESSE CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE AUCUNE

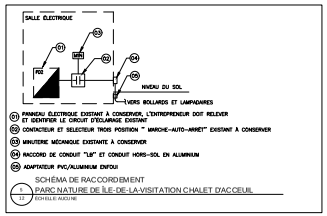



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DE ÎLE-DE-LA-VISITATION CHALET D'ACCEUIL
ÉCHELLE AUCUNE

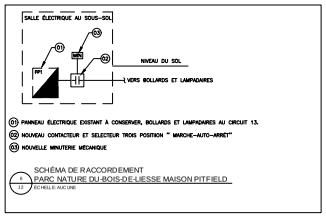



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU-BOIS-DE-LIESSE MAISON PITFIELD
ÉCHELLE AUCUNE

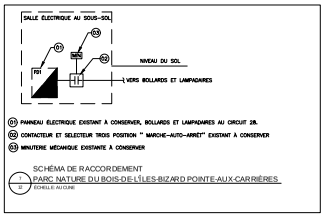



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU BOIS-DE-L'ÎLES-BIZARD POINTE-AUX-CARRIÈRES
ÉCHELLE AUTOMNE

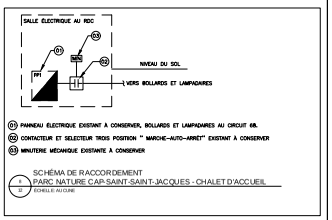



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE CAP-SAINT-SAINT-JACQUES - CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE AUTOMNE

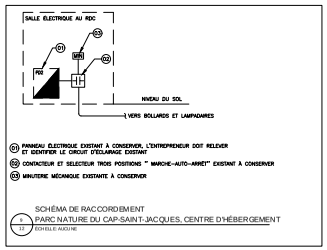



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU CAP-SAINT-JACQUES, CENTRE D'HÉBERGEMENT
ÉCHELLE AUCUNE

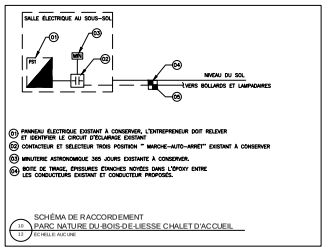



SCHÉMA DE RACCORDEMENT
PARC NATURE DU-BOIS-DE-LIESSE CHALET D'ACCUEIL
ÉCHELLE AUCUNE

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

Fichier : CRT

ÉLECTRICITÉ;

DIREKTION 360
Project No. 21-0106-01

Légende:

| EXISTANT | PROPOSÉ | DESCRIPTION |
|---|---|---|
| □ | ■ | BASE DE BÉTON PYRAMIDALE |
| EC | E | CONDUIT ENFOUI D'ÉLECTRICITÉ |
| | | PUITS D'ACCÈS |
| RC | RC | RACCORDEMENT DE CONDUIT (EMPLACEMENT APPROXIMATIF) |
| | | LAMPADAIRE DÉCORATIF |
| | | BOLLARD |
| | | REGARD SANITAIRE EXISTANT |
| TYP # PAN-CT | | TYP: TYPE D'APPAREIL D'ÉCLAIRAGE, #: NUMÉRO D'IDENTIFICATION PAN-CT: PANNEAU ET CIRCUIT |
| H | H | CONDUIT ENFOUI HYDRO-QUÉBEC |
| | | HORODATEUR |
| | | CÂBLE AÉRIEN |
| | | POTEAU DE BOIS HQ: HYDRO-QUÉBEC LAS: LIAISON AÉROSOUTERRAINE MTQ: MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC |

PLAN FINAL

LE SOUMISSIONNAIRE DE CE PLAN AFFECTE LA CONCEPTION INITIALE ET LES CHANGEMENTS QUI LA APPORTÉS AU COURS DE LA CONSTRUCTION (FAIRE L'ENTIÈRE DE DIRECTIVE DE CHANGEMENT). LE RISQUE DE L'ENTREPRENEUR INTÉGRÉ AU PRÉSENT DESSIN RELÈVE EXCLUSIVEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR.

| No | Description | Date | Par |
|---|---|---|---|
| 3 | POUR PLAN FINAL | 2024-07-19 | G.F. |
| 2 | POUR DC-02 | 2023-11-17 | G.F. |
| 1 | POUR CONSTRUCTION | 2023-06-22 | G.F. |
| 0 | POUR SOUMISSIONS | 2023-02-10 | G.F. |

Révisions

B.M.
△ . Élévation : .

Échelle : 1:500
Date : 04-03-2022
Dessin : V. Laforest tech.
Responsable du projet : S. Musille
Approbation : G.Ferland ing.

Nom du projet :

MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES D'ÉCLAIRAGE DANS DIVERS PARCS-NATURE

Numéro de contrat : 23-6104

Titre du plan :

DÉTAILS- PANNEAU ÉLECTRIQUE

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Montréal

Chef de division : S.B.B.

No du plan : E-603
No de l'index : 9502, 9503, 9541, 9543, 9562

No 13
13

Scale 1:12 500

# LIGHTING INVENTORY (2025)

Montréal




Map CRS: EPSG:3857
Coordinate Units: Mètres
Map Scale: 1:12 500
Project File: SGPMRS_CSJ_CarteGenerale_01.qgz
Page Size: 431.8 x 279.4 mm
Made with: QGIS 3.40 on Windows
Date source : Google Sat images

0 250 500 m
*Meters*
Scale 1:12 500
2025-10-17 - Ville de Montréal

- Lighted bollard
- Streetlight
- Streelight on utility pole
- Replaced in 2025 (1800 K)

Scale 1:2 500

# LIGHTING INVENTORY - DETAIL (2025)

Montréal




Map CRS: EPSG:3857
Coordinate Units: Mètres
Map Scale: 1:2 500
Project File: SGPMRS_CSJ_CarteGenerale_01.qgz
Page Size: 431.8 x 279.4 mm
Made with: QGIS 3.40 on Windows
Date source : Google Sat images

0 50 100 m
*Meters*
Scale 1:2 500
2025-10-17 - Ville de Montréal

- Lighted bollard
- Streetlight
- Streelight on utility pole
- Replaced in 2025 (1800 K)

| # | ID | Sector | X | Y | Replaced | Type | Manufacturer | Model | Light type (K) | Power (W) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 9503-000-1-939-003-14077 | Cap-Saint-Jacques | -73.93712361 | 45.47087163 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 2 | 9503-000-1-939-003-14078 | Cap-Saint-Jacques | -73.93718354 | 45.47095202 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 3 | 9503-000-1-939-003-14084 | Cap-Saint-Jacques | -73.9372843 | 45.47123071 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 4 | 9503-000-1-939-003-14085 | Cap-Saint-Jacques | -73.93731048 | 45.47127215 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 5 | 9503-000-1-939-003-14287 | Cap-Saint-Jacques | -73.9385425 | 45.46351297 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 6 | 9503-000-1-939-003-20428 | Cap-Saint-Jacques | -73.93723521 | 45.47110433 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 7 | 9503-000-1-939-003-20429 | Cap-Saint-Jacques | -73.93723313 | 45.47102428 | Yes - 2025 | Lighted bollard | Signify - GardCo | BR840-36-14L-350-PCA-G2-3-UNV-DD-BK | DEL-1800K | 17.7 |
| 8 | 9503-000-1-939-008-13263 | Cap-Saint-Jacques | -73.92206323 | 45.46843062 | Yes - 2025 | Streetlight on utility pole | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 9 | 9503-000-1-939-008-13329 | Cap-Saint-Jacques | -73.92244379 | 45.46826536 | Yes - 2025 | Streetlight on utility pole | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 10 | 9503-000-1-939-008-13332 | Cap-Saint-Jacques | -73.92319793 | 45.46789507 | Yes - 2025 | Streetlight on utility pole | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 11 | 9503-000-1-939-008-13956 | Cap-Saint-Jacques | -73.94390692 | 45.46321234 | No | Streetlight on utility pole | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |

| # | ID | Sector | X | Y | Replaced | Type | Manufacturer | Model | Light type (K) | Power (W) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 12 | 9503-000-1-939-008-13958 | Cap-Saint-Jacques | -73.9394704 | 45.46167076 | No | Streetlight on utility pole | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 13 | 9503-000-1-939-008-20431 | Cap-Saint-Jacques | -73.92297812 | 45.46808441 | Yes - 2025 | Streetlight on utility pole | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 14 | 9503-000-1-939-010-13210 | Cap-Saint-Jacques | -73.92077759 | 45.46196663 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 15 | 9503-000-1-939-010-13221 | Cap-Saint-Jacques | -73.9205393 | 45.46164261 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 16 | 9503-000-1-939-010-13226 | Cap-Saint-Jacques | -73.9202444 | 45.46136745 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 17 | 9503-000-1-939-010-13293 | Cap-Saint-Jacques | -73.93595658 | 45.45632921 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 18 | 9503-000-1-939-010-13296 | Cap-Saint-Jacques | -73.93619159 | 45.45654923 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 19 | 9503-000-1-939-010-13297 | Cap-Saint-Jacques | -73.93648238 | 45.45676748 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 20 | 9503-000-1-939-010-13298 | Cap-Saint-Jacques | -73.93680954 | 45.45667751 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 21 | 9503-000-1-939-010-13299 | Cap-Saint-Jacques | -73.93714048 | 45.45652866 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |

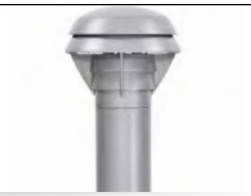
| # | ID | Sector | X | Y | Replaced | Type | Manufacturer | Model | Light type (K) | Power (W) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22 | 9503-000-1-939-010-13300 | Cap-Saint-Jacques | -73.9375181 | 45.45645017 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 23 | 9503-000-1-939-010-13301 | Cap-Saint-Jacques | -73.93787683 | 45.45636263 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 24 | 9503-000-1-939-010-13302 | Cap-Saint-Jacques | -73.93817874 | 45.45619161 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 25 | 9503-000-1-939-010-13920 | Cap-Saint-Jacques | -73.93699709 | 45.47044348 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 26 | 9503-000-1-939-010-13969 | Cap-Saint-Jacques | -73.9443232 | 45.46336279 | No | Streetlight | Unknown | Unknown | Unknown | Unknown |
| 27 | 9503-000-1-939-010-14063 | Cap-Saint-Jacques | -73.93662252 | 45.47051605 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 28 | 9503-000-1-939-010-14286 | Cap-Saint-Jacques | -73.93825564 | 45.46340193 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 29 | 9503-000-1-939-010-14303 | Cap-Saint-Jacques | -73.93830882 | 45.46365912 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 30 | 9503-000-1-939-010-20427 | Cap-Saint-Jacques | -73.93815664 | 45.46323388 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |
| 31 | 9503-000-1-939-010-20430 | Cap-Saint-Jacques | -73.9369502 | 45.47065996 | Yes - 2025 | Streetlight | Signify-Philips-Lumec | DOS-35W32LED4K-T-LE3F | DEL-1800K | 36 |

GARDCO

# Bollard

## Round full cutoff

BR840/842



**Gardco LED round full cutoff bollards** feature LEDs concealed below cast louvers to provide down lighting for landscape and pathway applications. The BR40 series bollards have 4" diameter extruded aluminum shafts. Available mountings include the standard shaft, with a welded cast base mounted firmly to anchor bolts. They are also available with a galvanized steel base tenon reinforced shaft (BR842) for applications requiring additional support, such as schools.

Project:
Location:
Cat.No:
Type:
Lamps: Qty:
Notes:

### Ordering guide

**Example:** BR840-42-14L-175-3-NW-G2-UNV-BZ

| Prefix | Shaft Height | Number of LEDs | Drive Current | LED Color – Generation | Distribution | Voltage |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BR840** Standard shaft<br>**BR842** School bollard reinforced shaft with galvanized steel tenon | **30** Standard shaft 30"<br>**36** Standard shaft 36"<br>**42** Standard shaft 42" | **14L** 14 LEDs | **175** 175mA<br>**350** 350mA | **WW-G2** Warm White 3000K, 80 CRI Generation 2<br>**NW-G2** Neutral White 4000K, 80 CRI Generation 2<br>**CW-G2** Cool White 5000K, 70 CRI Generation 2<br>**WY-G2** Warm Yellow 2700K, 80 CRI Generation 2 [1]<br>**AM-G2** Direct Amber (590nm) Generation 2 [1] | **3** Type 3<br>**5** Type 5 | **120** 120V<br>**208** 208V<br>**240** 240V<br>**277** 277V<br>**UNV** 120-277V (50/60Hz) |

**Options**

| Controls | Photo-sensing | Surge Protection | Finish |
|---|---|---|---|
| **DD**<br>0-10V External dimming (by others) [2]<br><br>**IMRI**<br>Integral infrared | **PCB**<br>Photocontrol Button [3] | **Surge Protection** (10kA standard)<br>**SP2** Increased 20kA | **Textured**<br>**BK** Black<br>**WH** White<br>**BZ** Bronze<br>**DGY** Dark Gray<br>**MGY** Medium Gray<br>**Customer specified**<br>**RAL** Specify optional color or RAL (ex: RAL7024)<br>**CC** Custom color (Must supply color chip for required factory quote) |

1. Consult factory for lead times.
2. Not available with other control options.
3. Must specify input voltage.

### Accessories

| Service | 12NC | Description |
|---|---|---|
| **(4) 3/8X8X1.5 A/B 2N-2W-1LW + (1) Template** | | |
| For shipment with the bollard (order 1 per bollard) | 912401538596 | KIT, BR840 ANCHOR BOLTs & TEMPL |
| | 912401538598 | KIT, BR842 ANCHOR BOLTs & TEMPL |

# BRM840 series LED bollard

## Bollard – Round Full Cutoff

### LED Wattage and Lumen Values

| Ordering Code | LED Qty | LED Current (mA) | Color Temp. | Average System Watts | Type 3 | | | Type 5 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (LPW) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (LPW) |
| **BR84X-14L-175-NW-G2-XX** | 14 | 175 | 4000 | 8.2 | 986 | B0-U0-G0 | 120 | 1051 | B1-U0-G0 | 128 |
| **BR84X-14L-350-NW-G2-XX** | 14 | 350 | 4000 | 16.8 | 1876 | B0-U0-G0 | 112 | 1999 | B2-U0-G1 | 119 |

Values from photometric tests performed in accordance with IESNA LM-79 and are representative of the configurations shown. Actual performance may vary due to installation and environmental variables, LED and driver tolerances, and field measurement considerations. It is highly recommended to confirm performance with a photometric layout.

NOTE: Some data may be scaled based on tests of similar (but not identical) luminaires. Contact factory for configurations not shown.

### Predicted Lumen Depreciation Data

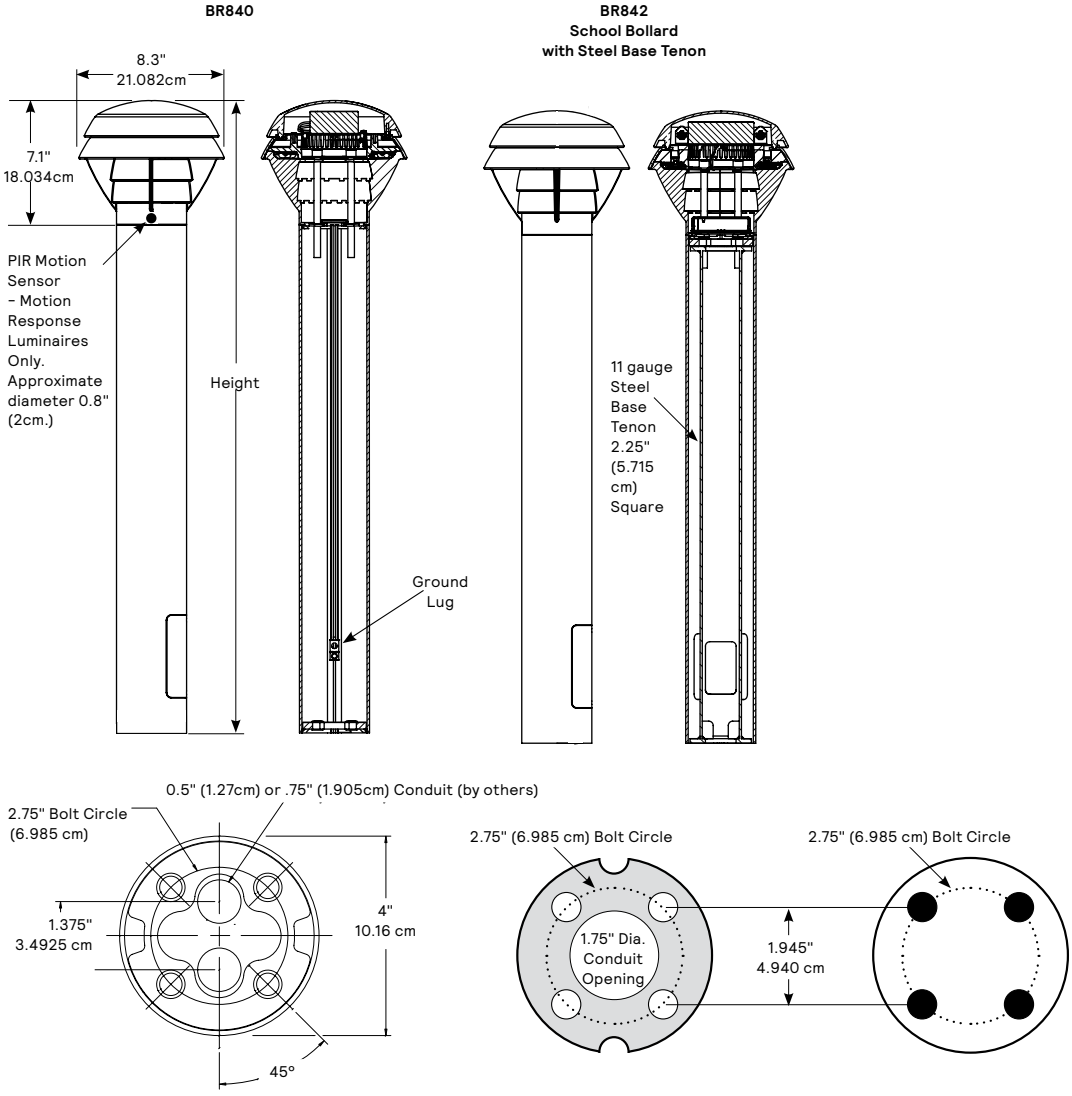
Predicted performance derived from LED manufacturer's data and engineering design estimates, based on IESNA LM-80 methodology. Actual experience may vary due to field application conditions.$L_{70}$ is the predicted time when LED performance depreciates to 70% of initial lumen output. Calculated per IESNA TM21-11. Published $L_{70}$ hours limited to 6 times actual LED test hours

| Ambient Temperature °C | System Current | LED Current | Calculated $L_{70}$ Hours | $L_{70}$ per TM-21 | Lumen Maintenance % at 60,000 hrs |
|---|---|---|---|---|---|
| **25°C** | **350mA** | **350mA** | **>100,000 hours** | **>60,000 hours** | **95%** |

# **BRM840 series** LED bollard

## Bollard – Round Full Cutoff

Dimensions




**NOTE**: Factory supplied template must be used when setting anchor bolts. Gardco will not honor any claim for incorrect anchorage placement from failure to use factory supplied templates.

# **BRM840 series** LED bollard

## Bollard – Round Full Cutoff

### Specifications

#### Upper Housing

Cast aluminum upper housing featuring shielding louvers to provide down light.

#### Lower Housing

BR840 : The lower housing assembly consists of a .140" wall by 4" diameter high strength 6063-T6 extruded aluminum section incorporating a flush, weather-tight gasketed hand hole cover.

BR842 : The lower housing assembly consists of a .140" wall by 4" diameter high strength 6063-T6 extruded aluminum section, incorporating a flush, weather-tight gasketed hand hole cover, for placement over the galvanized steel tenon support structure. Tenon support structure is made from a .12" thick wall, 11 gauge steel, 2.25" square tube, welded to top and bottom round steel support plates. The steel tenon support structure includes an opening aligned with the aluminum shaft hand hole to permit wiring. The entire steel tenon support structure is hot dipped galvanized after fabrication.

#### Light engine

Light engine comprises of a 14-LED module made out of aluminum metal clad board fully sealed with optics. Module is RoHS compliant. Color temperatures: 3000K +/- 125K, 4000K, 5000K +/- 200K. Minimum CRI of 70. Also available in 2700K and Amber (590nm) with extended lead times. Contact factory for details. LED light engine is rated IP66 in accordance to IEC 60598.

#### Energy saving benefits

System efficacy up to 100 lms/W with significant energy savings over Pulse Start Metal Halide luminaires. Optional control options provide added energy savings during unoccupied periods.

#### Optical systems

Type 3 and 5 distributions available. Performance tested per LM-79 and TM-15 certifying its photometric performance. Luminaire designed with 0% uplight (U0 per IESNA TM-15).

#### Mounting

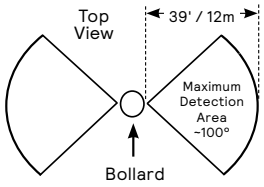
Base assembly consists of a cast aluminum platform. Assembly is secured and leveled to the mounting foundation with four (4) 3/8" X 8" x 1 1/2" (.953 cm x 20.32 cm x 3.81 cm)-16 anchor bolts on a 2 3/4" (6.9 cm) bolt circle.

#### Control options

**0-10V dimming (DD):** Access to 0-10V dimming leads supplied through base of luminaire (for secondary dimming controls by others). Cannot be used with other control options.

#### Motion response options

**Infrared Motion Response Integral (IMRI):** Bi-level motion response module is mounted integral to luminaire factory pre-programmed to 20% dimming when not ordered with other control options. IMRI is set/operates in the following fashion: When motion is not detected for a 5 -minute period, luminaires automatically dim to 20% power and light, gradually over a 2-minute period. Once Motion is detected, luminaires immediately ramp to full power and light output until motion is not detected for a 5-minute period.




#### Electrical

**Driver:** Driver efficiency (>90% standard). 120-277V available. Open/short circuit protection. Optional 0-10V dimming to 10% power. RoHS compliant.

**Surge protection:** Each luminaire is provided as standard with surge protector tested in accordance with ANSI/IEEE C62.45 per ANSI/IEEE C62.41.2 Scenario I Category C High Exposure 10kV/5kA waveforms for Line Ground, Line Neutral and Neutral Ground, and in accordance with U.S. DOE (Department of Energy) MSSLC (Municipal Solid-State Street Lighting Consortium) Model Specification for LED Roadway Luminaires Appendix D Electrical Immunity High Test Level 10kV / 5kA. Optional 20kV is available for additional protection.

#### Listings

UL 1598 standard, suitable for Wet Locations. Suitable for use in ambients from -40° to 40°C (-40° to 104°F). The quality systems of this facility have been registered by UL to the ISO 9001 series standards. All configurations are DesignLights Consortium® qualified. Consult DLC Qualified Products list for more details.

#### Finish

Each standard color luminaire receives a fade and abrasion resistant, electrostatically applied, thermally cured, triglycidal isocyanurate (TGIC) textured polyester powdercoat finish. The surface treatment achieves a minimum of 1000 hours for salt spray resistant finish in accordance with testing performed and per ASTM B117 standard. Standard colors include bronze (BZ), black (BK), white (WH), dark gray (DGY), and medium gray (MGY). Consult factory for specs on optional or custom colors.

#### Warranty

BR84X luminaires feature a 5-year limited warranty.
See signify.com/warranties for complete details and exclusions.

© 2024 Signify Holding. All rights reserved. The information provided herein is subject to change, without notice. Signify does not give any representation or warranty as to the accuracy or completeness of the information included herein and shall not be liable for any action in reliance thereon. The information presented in this document is not intended as any commercial offer and does not form part of any quotation or contract, unless otherwise agreed by Signify.

GENLYTE SOLUTIONS
a signify business

Signify North America Corp.
400 Crossing Blvd, Suite 600
Bridgewater, NJ 08807
Telephone: 800-555-0050

Signify Canada Ltd.
281 Hillmount Road,
Markham, ON, Canada L6C 2S3
Telephone: 800-668-9008

All trademarks are owned by Signify Holding or their respective owners.

LUMEC

# Urban

## Domus

### DOS Small



The **Domus Series** of products – **Domus, Domus 55**, and **Domus Small** – are all designed to complement each other and bring balance to any environment. Their charm is undeniable. Simplicity, refinement, and elegance, all fuse together to create harmonious beauty through designed equilibrium.

Project:

Location:

Cat.No:

Type:

Lamps: Qty:

Notes:

## Ordering guide

example: DOS-24W16LED3K-G3-LE2F-UNV-HS-DMG-BKTX

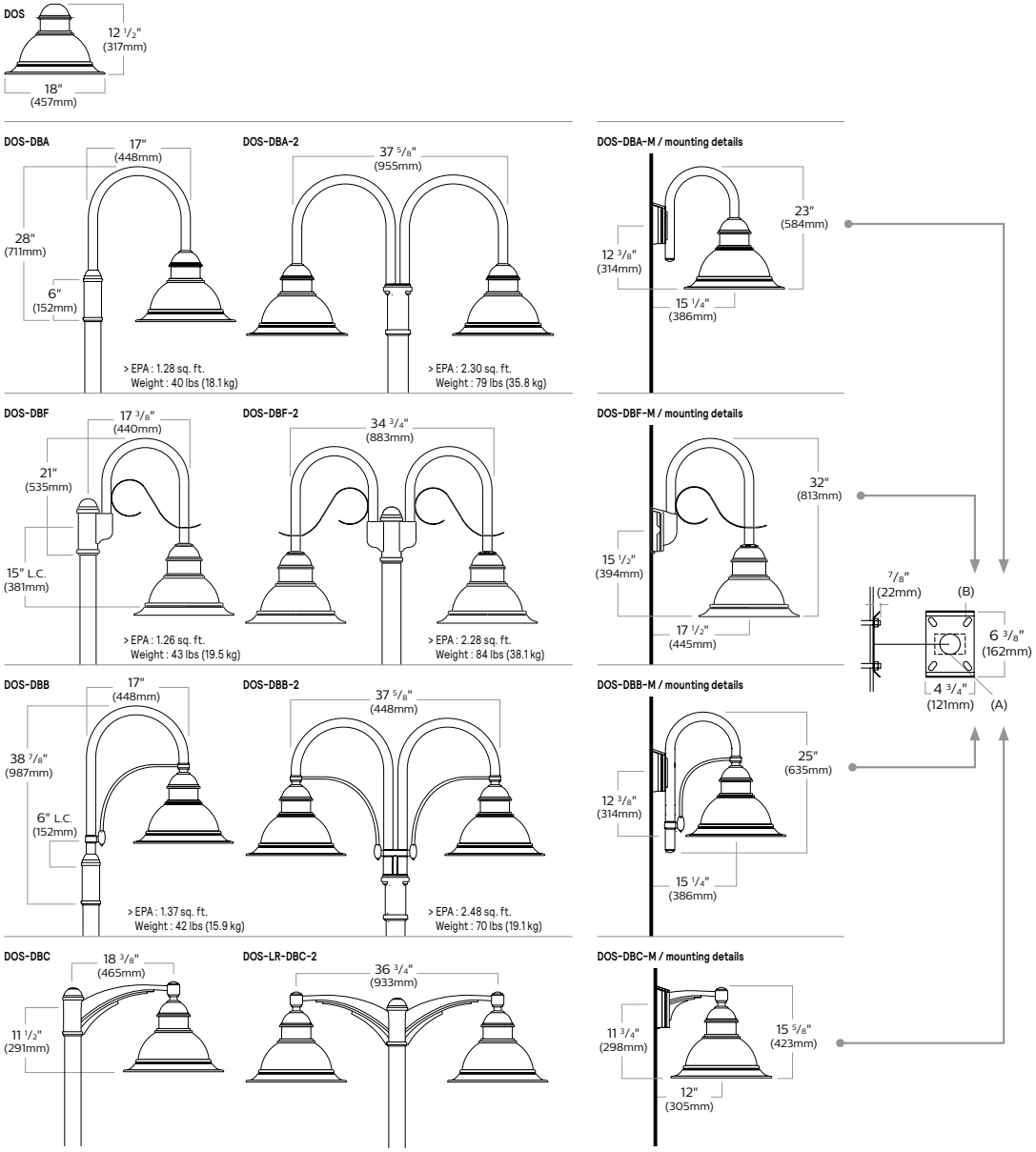
| Prefix | LED Module | CCT | Gen | Optical System | Voltage | Luminaire Options | Driver | Adaptor | Poles & Brackets | Finish |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| DOS | | | G3 | | | | | | | |
| **DOS** Domus Small LED | **24W16LED**<br>**30W16LED**<br>**35W32LED**<br>**55W32LED** | **2.2K**[2] 2200K<br>**3K** 3000K<br>**4K** 4000K | **G3** Gen3 | **LE2F** Type 2<br>**LE3F** Type 3<br>**LE4F** Type 4<br>**LE5F** Type 5 | **UNV** 120-277V<br>**347** 347V<br>**480** 480V | **BAC**[1] Meets the requirements of the Buy American Act of 1933 (BAA)<br>**HS** House Side Shield<br>**SP2** Surge Protection, 20KV 20KA 120-277 | **DMG** 0-10V | **YM** Yoke mount | Consult signify.com/outdoorluminaires for details and the complete line of Signify poles and brackets. | **BE2TX** Textured Midnight Blue<br>**BE6TX** Textured Ocean Blue<br>**BE8TX** Textured Royal Blue<br>**BG2TX** Textured Sandstone<br>**BKTX** Textured Black<br>**BRTX** Textured Bronze<br>**GN4TX** Textured Blue Green<br>**GN6TX** Textured Forest Green<br>**GN8TX** Textured Dark Forest Green<br>**GNTX** Textured Green<br>**GR** Gray Sandtex<br>**GY3TX** Textured Medium Grey<br>**NP** Natural Aluminum<br>**RD2TX** Textured Burgundy<br>**RD4TX** Textured Scarlet<br>**TG** Hammertone Gold<br>**TS** Hammertone Silver<br>**WHTX** Textured White |

1. Failure to properly select the "BAC" suffix could result in you receiving product that is not BAA compliant product with no recourse for an RMA or refund. This BAC designation hereunder does not address (i) the applicability of, or availability of a waiver under, the Trade Agreements Act, or (ii) the "Buy America" domestic content requirements imposed on states, localities, and other non-federal entities as a condition of receiving funds administered by the Department of Transportation or other federal agencies.
2. Extended lead-time may apply (consult factory).

# **DOS** Domus Small

## Urban Luminaire

### **Dimensions** (DBA, DBF, DBB & DBC)



# **DOS** Domus Small

## Urban Luminaire

### Specifications

#### Housing

In a round shape, this housing is made of die cast A380 aluminum, c/w a watertight grommet, mechanically assembled to the bracket with four bolts 5/16 18 UNC. This suspension system permits for a full rotation of the luminaire in 90° increments.

#### Access Mechanism

A die cast A360 aluminum technical ring with latch, hinge and a cast in decorative skirt. The mechanism shall offer tool free access to the inside of the luminaire. An embedded memory retentive gasket shall ensure weatherproofing.

#### Lens

Made of soda lime tempered glass lens, mechanically assembled and sealed onto the lower part of the heat sink.

#### Light Engine

LEDgine composed of 5 main components: Heat Sink / Lens / LED lamp / Optical System / Driver. Electrical components are RoHS compliant.

#### LED Module

LED type Lumileds LUXEON T. Composed of high-performance white LEDs. Color temperature as per ANSI/NEMA bin Neutral White, 4000 Kelvin nominal (3985K +/- 275K or 3710K to 4260K) or Warm White, 3000 Kelvin nominal (3045K +/- 175K or 2870K to 3220K), CRI 70 Min. 75 Typical.

#### Heat Sink

Made of cast aluminum optimising the LEDs efficiency and life. Product does not use any cooling device with moving parts (only passive cooling device).

#### Optical System

Composed of high performance optical grade PMMA acrylic refractor lenses to achieve desired distribution optimized to get maximum spacing, target lumens and a superior lighting uniformity. Optical system is rated IP66. Performance shall be tested per LM 63, LM 79 and TM 15 (IESNA) certifying its photometric performance. Street side indicated. Dark Sky compliant with 0% uplight and U0 per IESNA TM 15.

#### Driver

Driver comes standard with dimming compatible 0-10V. High power factor of 95%. Electronic driver, operating range 50/60 Hz. Auto adjusting universal voltage input from 120 to 277 VAC rated for both application line to line or line to neutral, Class I, THD of 20% max. Maximum ambient operating temperature from 40F( 40C) to 130F(55C) degrees. Certified in compliance to UL1310 cULus requirement.

Dry and damp location. Assembled on a unitized removable tray with Tyco quick disconnect plug resisting to 221F(105C) degrees. The current supplying the LEDs will be reduced by the driver if the driver experiences internal overheating as a protection to the LEDs and the electrical components. Output is protected from short circuits, voltage overload and current overload. Automatic recovery after correction. Standard built in driver surge protection of 2.5kV (min).

**Driver DMG:** Dimmable driver 0-10V.
**DMG:** Dimmable driver 0-10V.

#### Surge Protection

Surge protector tested in accordance with ANSI/IEEE C62.45 per ANSI/IEEE C62.41.2 Scenario I Category C High Exposure 10kV/10kA waveforms for Line Ground, Line Neutral and Neutral Ground, and in accordance with U.S. DOE (Department of Energy) MSSLC (Municipal Solid State Street Lighting Consortium) model specification for LED roadway luminaires electrical immunity requirements for High Test Level 10kV / 10kA.

#### Wiring

Gauge (#14) TEW/AWM 1015 or 1230 wires, 6" (152mm) minimum exceeding from luminaire.

#### Hardware

All exposed screws shall be complete with Ceramic primer seal basecoat to reduce seizing of the parts and offers a high resistance to corrosion. All seals and sealing devices are made and/or lined with EPDM and/or silicone and/or rubber.

#### Luminaire Useful Life

Refer to IES files for energy consumption and delivered lumens for each option. Based on ISTMT in situ thermal testing in accordance with UL1598 and UL8750, System Reliability Tool, Advance data and Lumileds LM-80/TM-21 data, expected to reach 100,000 + hours with >L70 lumen maintenance @ 25°C. Luminaire Useful Life accounts for LED lumen maintenance AND all of these additional factors including: LED life, driver life, PCB substrate, solder joints, on/off cycles, burning hours and corrosion. Entire luminaire is rated for operation in ambient temperature of
-40°C / -40°F up to +35°C / +95°F.

#### Finish

In accordance with the AAMA 2603 standard. Application of polyester powder coat paint (4 mils/100 microns) with ± 1 mils/24 microns of tolerance. The Thermosetting resins provides a discoloration resistant finish in accordance with the ASTM D2244 standard, as well as luster retention in keeping with the ASTM D523 standard and humidity proof in accordance with the ASTM D2247 standard. The surface treatment achieves a minimum of 2000 hours for salt spray resistant finish in accordance with testing performed and per ASTM B117 standard.

#### LED products manufacturing standard

The electronic components sensitive to electrostatic discharge (ESD) such as light emitting diodes (LEDs) are assembled in compliance with IEC61340 5 1 and ANSI/ESD S20.20 standards so as to eliminate ESD events that could decrease the useful life of the product

#### Quality Control

The manufacturer must provide a written confirmation of its ISO 9001 2015 and ISO 14001 2015 International Quality Standards Certification.

#### Vibration Resistance

Meets the ANSI C136.31 2001, American National Standard for Roadway Luminaire Vibration specifications for normal applications. (Tested for 1.5G over 100,000 cycles by an independent lab).

#### Certifications and Compliance

cULus Listed for Canada and USA

# DOS Domus Small

## Urban Luminaire

### LED light engine technical information for DOS, multiply 4000K values by 0.769 for 2200K

**FLAT LENS**

| CAT LOGIC | LED QTY | System Current (mA) | Color Temp (CCT) | Avg System Wattage (W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | LE2F | | | LE3F | | | LE4F | | | LE5F | | |
| **24W16LED3K-G3-x** | 16 | 530 | 3000 | 29 | 3163 | B1-U0-G1 | 110 | 3100 | B1-U0-G1 | 108 | 3108 | B1-U0-G1 | 108 | 2993 | B2-U0-G1 | 104 |
| **30W16LED3K-G3-x** | 16 | 700 | 3000 | 38 | 3980 | B1-U0-G1 | 106 | 3901 | B1-U0-G1 | 104 | 3911 | B1-U0-G1 | 104 | 3766 | B2-U0-G1 | 100 |
| **35W32LED3K-G3-x** | 32 | 350 | 3000 | 36 | 4325 | B1-U0-G1 | 121 | 4239 | B1-U0-G1 | 119 | 4250 | B1-U0-G1 | 119 | 4092 | B3-U0-G1 | 114 |
| **55W32LED3K-G3-x** | 32 | 530 | 3000 | 53 | 6489 | B2-U0-G1 | 121 | 6360 | B1-U0-G1 | 119 | 6376 | B1-U0-G2 | 119 | 6140 | B3-U0-G1 | 115 |
| **24W16LED4K-G3-x** | 16 | 530 | 4000 | 29 | 3416 | B1-U0-G1 | 119 | 3348 | B1-U0-G1 | 117 | 3357 | B1-U0-G1 | 117 | 3232 | B2-U0-G1 | 113 |
| **30W16LED4K-G3-x** | 16 | 700 | 4000 | 38 | 4298 | B1-U0-G1 | 114 | 4213 | B1-U0-G1 | 112 | 4224 | B1-U0-G1 | 112 | 4067 | B3-U0-G1 | 108 |
| **35W32LED4K-G3-x** | 32 | 350 | 4000 | 36 | 4671 | B1-U0-G1 | 131 | 4578 | B1-U0-G1 | 128 | 4590 | B1-U0-G1 | 128 | 4420 | B3-U0-G1 | 124 |
| **55W32LED4K-G3-x** | 32 | 530 | 4000 | 53 | 7008 | B2-U0-G1 | 131 | 6869 | B1-U0-G1 | 129 | 6886 | B1-U0-G2 | 129 | 6631 | B3-U0-G1 | 124 |

Actual performance may vary due to installation variables including optics, mounting/ceiling height, dirt depreciation, light loss factor, etc.; highly recommended to confirm performance with a layout - contact Applications at signify.com/outdoorluminaires.
**Note:** Some data may be scaled based on tests of similar. But not identical luminaires.

**FLAT LENS with House-side Shield**
LED = Lumileds Luxeon T, CRI = 70, CCT = 4000K (3985K +/- 275K or 3710K to 4260K), System (LED + driver) rated life = 100,000 hrs1

| CAT LOGIC | LED QTY | System Current (mA) | Color Temp (CCT) | Avg System Wattage (W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) | Lumen Output | BUG Rating | Efficacy (Lm/W) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | LE2F-HS | | | LE3F-HS | | | LE4F-HS | | |
| **24W16LED3K-G3-x** | 16 | 530 | 3000 | 29 | 2337 | B1-U0-G1 | 82 | 2311 | B1-U0-G1 | 81 | 2260 | B1-U0-G1 | 79 |
| **30W16LED3K-G3-x** | 16 | 700 | 3000 | 38 | 2940 | B1-U0-G1 | 78 | 2908 | B1-U0-G1 | 77 | 2844 | B1-U0-G1 | 76 |
| **35W32LED3K-G3-x** | 32 | 350 | 3000 | 36 | 3195 | B1-U0-G1 | 89 | 3160 | B1-U0-G1 | 88 | 3091 | B1-U0-G1 | 86 |
| **55W32LED3K-G3-x** | 32 | 530 | 3000 | 53 | 4794 | B1-U0-G1 | 90 | 4741 | B1-U0-G1 | 89 | 4637 | B1-U0-G1 | 87 |
| **24W16LED4K-G3-x** | 16 | 530 | 4000 | 29 | 2524 | B1-U3-G3 | 88 | 2496 | B1-U3-G3 | 87 | 2441 | B1-U3-G3 | 85 |
| **30W16LED4K-G3-x** | 16 | 700 | 4000 | 38 | 3176 | B1-U3-G4 | 85 | 3141 | B1-U3-G4 | 84 | 3072 | B1-U3-G4 | 82 |
| **35W32LED4K-G3-x** | 32 | 350 | 4000 | 36 | 3451 | B1-U3-G5 | 97 | 3413 | B1-U3-G5 | 95 | 3338 | B1-U3-G5 | 93 |
| **55W32LED4K-G3-x** | 32 | 530 | 4000 | 53 | 5178 | B1-U3-G6 | 97 | 5120 | B1-U3-G6 | 96 | 5008 | B1-U3-G6 | 94 |

Actual performance may vary due to installation variables including optics, mounting/ceiling height, dirt depreciation, light loss factor, etc.; highly recommended to confirm performance with a layout - contact Applications at signify.com/outdoorluminaires.
**Note:** Some data may be scaled based on tests of similar. But not identical luminaires.

1. $L_{70}$ = 100,000 hrs (at ambient temperature = 25°C).
2. System wattage or total luminaire wattage includes the LED module and the LED driver.
3. These guidelines show typical replacements for the HID wattage ranges shown. Replacements should always be confirmed with a photometric layout.

Note: Due to rapid and continuous advances in LED technology, LED luminaire data is subject to change without notice and at the discretion of Signify.

© 2025 Signify Holding. All rights reserved. The information provided herein is subject to change, without notice. Signify does not give any representation or warranty as to the accuracy or completeness of the information included herein and shall not be liable for any action in reliance thereon. The information presented in this document is not intended as any commercial offer and does not form part of any quotation or contract, unless otherwise agreed by Signify.



GENLYTE SOLUTIONS
a signify business

Signify North America Corp.
400 Crossing Blvd, Suite 600
Bridgewater, NJ 08807
Telephone: 800-555-0050

Signify Canada Ltd.
281 Hillmount Road,
Markham, ON, Canada L6C 2S3
Telephone: 800-668-9008

All trademarks are owned by Signify Holding or their respective owners.

www.lumec.com

# Appendix F – Astronomical equipment

| CELESTRON | **Specifications - Celestron C8** |
|---|---|
| | *This equipment will be available on site for astronomical observation events organized by the city.* |
| **Specification** | **Details** |
| **Optical Design** | Schmidt-Cassegrain |
| **Aperture** | 203.2mm (8") |
| **Focal Length** | 2032mm (80") |
| **Focal Ratio** | f/10 |
| **Focal Length of Eyepiece 1** | 25mm (0.98") |
| **Magnification of Eyepiece 1** | 81x |
| **Finderscope** | 6x30 |
| **Star Diagonal** | 1.25" Star Diagonal |
| **Optical Tube** | Aluminum |
| **Highest Useful Magnification** | 480x |
| **Lowest Useful Magnification** | 29x |
| **Limiting Stellar Magnitude** | 14 |
| **Resolution (Rayleigh)** | 0.69 arc seconds |
| **Resolution (Dawes)** | 0.57 arc seconds |
| **Light Gathering Power (Compared to human eye)** | 843x |
| **Secondary Mirror Obstruction** | 64mm (2.5") |
| **Secondary Mirror Obstruction by Diameter** | 31% |
| **Secondary Mirror Obstruction by Area** | 9.77% |
| **Optical Coatings** | StarBright XLT |
| **Optical Tube Length** | 432mm (17") |
| **Optical Tube Diameter** | 238mm (9.37") |
| **Photo** |  |

# Specifications - Camera All sky (OMEA 9C Alcor)

*This equipment will be permanently installed on the site to enhance the Planetarium's capabilities.*

| Parameter | Value |
|---|---|
| **Field of view** | 180° x 180° (OMEA 4x, OMEA 5x and OMEA 9x)<br>Wavelength range for 4C,5C,5M, 9M and 9C : 400 to 750 nm (IR cut filter)<br>Factory focused and tilt tuned with respect to the whole image sensor field. |
| **Camera resolution** | 9575 x 6380 (OMEA 9x) 3.8 µm pixel size (Rolling shutter) |
| **ADC resolution** | 16 bits for OMEA 9x, 14 bits for OMEA 5x and 12 bits for OMEA 4x |
| **Video stream** | ALL Cameras have video stream capabilities<br>Video file stream can be created<br>OMEA 9x : 1.5 fps USB 2.0 - 3.5 fps USB 3.0 |
| **Exposure time** | From 32µs to one hour exposure (All-Sky mode, typically 20s to 75s) |
| **Gain** | Variable, Logarithmic mode from 30x to 10000x |
| **Dome** | Acrylic dome<br>BK7 Glass optical dome : optional (but mandatory for OMEA 9x) |
| **Image download time** | OMEA 9x : 650 ms Max |
| **Auto-iris** | Only OMEA 9x, other models do not have this feature. |
| **Remote re-focusing** | Only OMEA 9x, other models do not have this feature. |
| **Image Sensor Cooling** | Only OMEA 9x and OMEA 5x have image sensor cooling capacity, other cameras do not have these features. |
| **Control software** | ALCOR SYSTEM's All Sky software supplied at no additional costs. |
| **Operating system** | Windows 32 & 64 bits (0 and 11)<br>Linux (contact us) SDK available |
| **To PC interface** | USB 2.0 + 20 m length cable, perfectly full time reliable operation. Ethernet link on request.<br>USB 3.0 + 15 m length cable, on request (this has added value only in video stream mode) |
| **Bandwith** | OMEA 9C : 400 to 710 nm |
| **Top dome heater** | Automatic dome defrost based on provided external temperature and humidity sensors.<br>User tunable heating power from 18W to 36W |
| **Power supply** | 24V / 3A (Power supply provided) |
| **Other informations** | Enduring bad weather conditions (rain/snow), anodized aluminum casing, acrylic dome, water tight connectors and body / IP67 protection |
| **Weight** | 3.5 kg, OMEA 9x is 5 kg |
| **Dimensions** | OMEA 9/5 : Ø130mm x 270 mm, other is Ø130mm x 210 mm height, three holes for mast attachment. |
| **Operating temperature range** | from -35°C to +45°C |
| **Photo** |  |

# Specifications - ZWO Seestar S50

*This equipment will be permanently installed on the site to enhance the Planetarium's capabilities.*

| Specification | Details |
|---|---|
| **Product model** | Seestar S50 |
| **Sensor** | IMX462 |
| **Resolution** | 1080 x 1920 |
| **Aperture** | 50mm |
| **Focal ratio** | f/5 |
| **Focal length** | 250mm |
| **Optical lens** | Apochromatic triplet |
| **Working distance** | 30m~∞ |
| **Storage** | 64GB |
| **Transmission** | Wi-Fi/USB-C/Bluetooth |
| **Wi-Fi** | 5G/2.4G |
| **WiFi range** | ≤10m |
| **Bluetooth range** | ≤5m |
| **Working temperature** | -10°C-40°C (Forced shutdown when temperature is over 60℃) |
| **Charging temperature** | 0-40°C |
| **Mount type** | Alt- azimuth |
| **Slew rate** | 20X- 1440X |
| **Zero position** | Mechanical |
| **Battery capacity** | 6000mAh |
| **Connection port** | 3/8-20 inch |
| **Net weight** | 2.5kg |
| **Photo** |  |

# Specifications - WO Redcat 71 WIFD

*This equipment has been used to take the Planetarium's images within this document.*

| Specification | Details |
|---|---|
| **Diagram Reports** | Lens Type |
| **Lens Type** | 4-Element Petzval |
| **Focal Length** | 350 mm |
| **Diameter** | 71 mm |
| **Focal Ratio** | f/4.9 |
| **Image Circle** | 48 mm |
| **Focuser** | WIFD R&P Focuser Compatible with EAF |
| **Focuser Travel** | 0-35 mm (Ruler to 40mm) |
| **Adapter Included** | Tilt Adjuster Rotator M68 → M54 Adapter M54 → M48 Adapter |
| **Optional Flattener** | No Flattener Required |
| **T-Mount Support** | Canon EF, RF Nikon F, Z Sony E Pentax K MFT (M4/3) FUJI X |
| **Camera Format** | Full Frame APS-C M4/3 |
| **Dovetail Type** | Vixen ↔ Arca-Swiss |
| **Tube Length** | 427 mm |
| **OTA Weight** | 3.22 kg / 7.1 lbs |
| **Total Weight** | 4.29 kg / 9.46 lbs |
| **Photo** |  |

# Specifications - WO Fluorostar 91

*This equipment has been used to take the Planetarium's images within this document.*

| Specification | Details |
|---|---|
| **Lens Type** | Triplet APO Prime Lens |
| **Focal Length** | 540 mm |
| **Diameter** | 91 mm |
| **Focal Ratio** | f/5.9 |
| **Image Circle** | 43 mm |
| **Focuser** | 3.3" R&P Focuser Compatible with EAF |
| **Focuser Travel** | 95 mm |
| **Adapter Included** | M92 Rotator M92 Extender M92 → 2" RotoLock |
| **Optional Flattener** | FLAT68III 1.0x (requires adapter) FLAT6AIII 0.8x (requires adapter) Ultra-Flat 91 0.79x |
| **Camera Format** | Full Frame APS-C M4/3 |
| **Dovetail Type** | Vixen |
| **Tube Length** | 441 mm - 510 mm |
| **OTA Weight** | 4.16 kg / 9.17 lbs |
| **Total Weight** | 5.57 kg / 12.28 lbs |
| **Photo** |  |

# Appendix G – Letters of Support – Academic and Scientific Institutions

***Version française :***

Cher. e. s membres de *DarkSky International*,

Nous, les soussignés, exprimons notre soutien enthousiaste à la désignation *du Cap-Saint-Jacques (localisé dans le Grand parc de l'Ouest)* comme *Urban Night Sky Place* de *DarkSky International*. Cette initiative constitue une étape essentielle pour préserver la beauté naturelle de nos ciels nocturnes dans le cadre urbain de Montréal.

Le ciel étoilé est un élément essentiel, unique mais fragile de notre patrimoine commun. Pourtant, l'augmentation de la pollution lumineuse réduit rapidement notre capacité à observer cet environnement précieux. En désignant le *Cap-Saint-Jacques* comme Urban Night Sky Place, nous avons l'opportunité de contribuer à la protection de ce trésor inestimable et de démontrer que les zones urbaines peuvent coexister avec des pratiques d'éclairage durable.

Le *Cap-Saint-Jacques*, en tant que plus grand parc de Montréal (330 hectares), est particulièrement adapté à cette désignation grâce à sa combinaison unique d'habitats naturels, de richesses écologiques et de potentiel pour l'engagement public. Sa situation, protégée d'une pollution lumineuse excessive, offre un cadre exceptionnel pour l'observation des étoiles et les activités nocturnes. La mise en œuvre d'un éclairage respectueux du ciel nocturne et des initiatives éducatives renforcera la sensibilisation du public à l'importance de réduire la pollution lumineuse pour des raisons écologiques, culturelles et sanitaires.

En tant que professionnels, organisations et membres de la communauté locale, nous soutenons fermement ce projet pour plusieurs raisons : protéger et inspirer les générations futures, préserver la biodiversité locale, renforcer l'engagement communautaire, créer des opportunités éducatives, et encourager les sciences spatiales dans une ville reconnue comme capitale spatiale du Canada.

Nous soutenons les responsables de cette initiative et croyons qu'elle apportera des bénéfices environnementaux, culturels et éducatifs significatifs à Montréal. Le *Cap-Saint-Jacques* pourra devenir un modèle pour d'autres zones urbaines au Canada et ailleurs.

Nous, les soussignés, sommes fiers de soutenir ce projet et nous engageons à contribuer à son succès. N'hésitez pas à nous contacter pour toute information ou assistance supplémentaire.

***English Version:***

Dear Members of the DarkSky International,

We, the undersigned, express our enthusiastic support for the designation of *Cap-Saint-Jacques* (located within *the Grand parc de l'Ouest*) as an Urban Night Sky Place by the DarkSky International. This initiative represents a crucial step in preserving the natural beauty of our night skies within Montréal's urban setting.

The starry night sky is an essential, unique, yet fragile part of our shared heritage. However, increasing light pollution is rapidly diminishing our ability to observe this precious environment. By designating *Cap-Saint-Jacques* as an Urban Night Sky Place, we have an opportunity to protect this invaluable treasure and demonstrate that urban areas can coexist with sustainable lighting practices.

As Montréal's largest park (330 hectares), *Cap-Saint-Jacques* is uniquely suited for this designation due to its combination of natural habitats, ecological wealth, and potential for public engagement. Its location, shielded from excessive light pollution, provides an exceptional setting for stargazing and nighttime activities. Implementing dark-sky-friendly lighting and educational initiatives will enhance public awareness of the importance of reducing light pollution for ecological, cultural, and health-related reasons.

As professionals, organizations, and members of the local community, we firmly support this project for several reasons: to protect and inspire future generations, preserve local biodiversity, strengthen community engagement, create educational opportunities, and foster space sciences in a city recognized as Canada's space capital.

We fully support those leading this initiative and believe it will bring significant environmental, cultural, and educational benefits to Montréal.

*Cap-Saint-Jacques* has the potential to serve as a model for other urban areas across Canada and beyond.

We, the undersigned, are proud to support this project and are committed to contributing to its success. Please feel free to contact us for any additional information or assistance.

# DarkSky Application

## Academic and Scientific Community Endorsements

**Publié par la Ville de Montréal**

**Service des grands parcs,**
**du Mont-Royal et du sport (SGPMRS)**
801, rue Brennan, 4e étage,
Montréal (Québec)  H3C 0G4

PDF, Anglais

© Ville de Montréal (2026-2)

**Crédit photo de couverture :**
Pierre Vuaillet

**Design graphique :**
Services des ressources humaines
et des communications

**Published by the City of Montreal**

**Service des grands parcs,**
**du Mont-Royal et du sport (SGPMRS)**
801 Brennan Street, 4th Floor,
Montreal (Quebec)  H3C 0G4

PDF, English

© City of Montreal (2026-2)

**Cover Photo Credit:**
Pierre Vuaillet

**Graphic Design:**
Human Resources and
Communications Services

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 41.01

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-29 17:04

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1269056001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau |
| **Compétence d'agglomération :** | Alimentation en eau et assainissement des eaux |
| **Projet :** | Gestion de l'eau |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

## CONTENU

### CONTEXTE

L'île de Montréal compte deux bassins versants (nord et sud) et 93 sous-bassins de drainage. Chaque sous-bassin est desservi par des réseaux d'égouts secondaires (locaux) et primaires. Le réseau primaire d'égouts est composé d'intercepteurs et de collecteurs qui interceptent et transportent les eaux usées de l'ensemble de l'île de Montréal vers la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.
Le projet de construction du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et de Montréal-Est a été élaboré dans le cadre d'un plan directeur datant de 1994 pour la desserte des eaux usées et de drainage d'un territoire d'une superficie d'environ 800 ha. Plus spécifiquement, le collecteur industriel devait ultimement desservir une partie du parc industriel d'Anjou ainsi que des terrains de compagnies pétrolières non desservis par les services publics et dont les activités ont été abandonnées.

La première phase de ces travaux, achevée en 1998, consistait en la construction d'une conduite de béton de 2 100 mm de diamètre en tunnel sur une longueur de 900 m. Depuis cette première phase de travaux, les eaux pluviales se déversent dans la carrière de la compagnie Amrize, anciennement Lafarge. À la suite d'une entente avec la direction de cette entreprise, celle-ci a construit un poste de pompage dont les frais d'exploitation sont à la charge de la Ville de Montréal. Cette entente doit être renouvelée de façon récurrente et prévoit des montants élevés en compensation par la Ville lorsque les eaux provenant du collecteur provoquent des inondations dans la carrière. Ces inondations causent des arrêts de fonctionnement des activités de production de la carrière. De plus, comme le poste de pompage et les zones inondées occupent un espace qui sera éventuellement exploité par le

propriétaire de la carrière, l'entente en question pourrait ne plus être possible ou les frais de compensation pourraient être de plus en plus élevés pour la Ville. La desserte par le collecteur s'avère aussi nécessaire en raison des développements prochains des lots industriels qui viendront augmenter le volume des eaux à gérer, et ce, au-delà des capacités actuelles de desserte collectrice.

Un règlement d'emprunt de 31 000 000 $ a été adopté le 20 juin 2019 pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel.

Une augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $ est requise afin de pouvoir poursuivre l'exécution des contrats de construction prévus dans le PDI 2026-2035. Le nouveau règlement d'emprunt RCG 19-020 aurait donc une valeur totale de 96 000 000 $.

Cette augmentation est due à l'augmentation des coûts prévus du projet.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0331 – 20 juin 2019 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est

## DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement modifiant le règlement d'emprunt RCG 19-020, afin d'augmenter de 65 000 000 $ le montant de l'emprunt, le faisant ainsi passer de 31 000 000 $ à 96 000 000 $, et ce, aux fins de financer la construction du collecteur industriel que consiste à prolonger un tronçon d'égout pluvial dont le diamètre variera entre 2 100 et 2 400 mm jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame.

## JUSTIFICATION

L'adoption du règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ permettra à la Direction des réseaux d'eau (DRE) d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel.
En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'augmentation du règlement d'emprunt RCG 19-020 de 65 000 000 $, requis par la Direction des réseaux d'eau (DRE) servira à financer le projet de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame, tel que présenté au programme triennal d'immobilisations 2026-2035 de l'agglomération de Montréal.
L'ensemble de ces travaux sont de compétence d'agglomération, puisqu'en vertu de la « Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations », ils concernent l'assainissement des eaux au moyen de conduites principales d'égout.

Il est important de souligner que ce règlement comporte des modalités spécifiques de remboursement. En effet, il prévoit que des quotes-parts seront perçues de chacune des municipalités liées afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt qui sera contracté relativement aux dépenses admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale

d'accise sur l'essence et contribution du gouvernement du Québec (TECQ). Les quotes-parts seront réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif tel qu'établi par les règles prescrites en vertu du premier alinéa de l'article 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

Par ailleurs, le règlement prévoit que toute municipalité liée pourra, si elle le désire, s'exempter en tout ou en partie du paiement de la quote-part pour le reste du terme de l'emprunt en payant en un seul versement sa part du capital ou une partie de celui-ci. L'offre de paiement comptant basée sur le montant des dépenses nettes à financer sera faite aux municipalités liées à la suite du dépôt du rapport financier annuel de la Ville de Montréal.

Le terme total de cet emprunt et de ses financements ne doit pas excéder 20 ans.

L'augmentation du règlement d'emprunt demandée devra être approuvée par le ministre des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, et répond à la priorité suivante :
2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au coeur de la prise de décision.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si l'augmentation du règlement d'emprunt n'était pas adoptée, le développement des terrains de l'arrondissement d'Anjou et de la ville de Montréal-Est pourrait être compromis, faute d'être desservi par des ouvrages de drainage appropriés des eaux usées. De plus, la compagnie Amrize pourrait exiger des compensations financières pour les dédommager de la perte de profits résultant de la non-exploitation de la partie de sa carrière où se déversent actuellement les eaux pluviales de la Ville.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec Le Service des ressources humaines et des Communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH).

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Stefania GORE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Nicolas DUFRESNE)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Hugo ST-DENIS, Service de l'eau
Majida TABIT, Service de l'eau
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, Service de l'eau
Isabel MAC QUHAE ALONZO, Service des finances et de l'évaluation foncière
Edelweiss VIGNEAULT, Service des affaires juridiques

Lecture :

Majida TABIT, 20 mars 2026
Clothilde SAUVE-ST-MARTIN, 18 mars 2026

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Alexandru TRICA
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

**Tél :** 438-861-5812
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-18

Catherine ROUX MONTÉNÉGRO
chef(fe) de division - gestion des contrats, inventaires et factures

**Tél :** 263-362-5385
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-03-26

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
**Tél :** 438-871-7682
**Approuvé le :** 2026-03-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1269056001*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau*
Projet : *Travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br>*2- Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br>*L'adoption du règlement permettra à la Direction des réseaux d'eau d'obtenir les crédits supplémentaires nécessaires pour compléter le projet de prolongement du collecteur industriel. En plus d'éliminer les frais d'exploitation récurrents liés à l'exploitation du poste de pompage Lafarge, le prolongement du collecteur industriel rend possible la desserte en eaux usées et pluviales des lots à développer de l'ancien site de la pétrolière Shell (groupe Laganière) et d'autres lots du parc industriel d'Anjou et de Montréal-Est.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

ND - 1269056001 - Règl. mod. Règl. prolongement collecteur industriel.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-24

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 438-873-6396
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 31 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PROLONGEMENT DU COLLECTEUR INDUSTRIEL SITUÉ DANS L'ARRONDISSEMENT D'ANJOU ET LA VILLE DE MONTRÉAL-EST (RCG 19-020) AFIN D'AUGMENTER LE MONTANT À 96 000 000 $**

Vu les articles 19 et 25 à 27.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Le titre du Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la ville de Montréal-Est (RCG 19-020) est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

**2.** L'article 1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 000 000 $ » par « 96 000 000 $ ».

_____

GDD1269056001

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1269056001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $ |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

Info comptable GDD 1269056001 - Règlement d'emprunt Collecteur Anjou.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Stefania GORE
Préposée au budget
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-20

Jean-François BALLARD
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

## Informations financières pour règlement d'emprunt PDI

| GDD # | 1269056001 |
|---|---|

| Service | EAU |
|---|---|

| Direction | DRE |
|---|---|

| Date | 3/18/2026 |
|---|---|

**Objet du GDD**

**Adopter le Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $, pour le financement de travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement Anjou et la Ville de Montréal-Est jusqu'à un point de raccordement situé au nord de la rue Notre-Dame (RCG 19-020), afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 96 000 000 $**

**Dépense**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Dépense |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 57201 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | 65,000,000.00 $ |

**Emprunt à long terme:**

| PG 53010- Réseau primaire d'égouts - AGGLO-COLLECTEUR ANJOU | | | | | | | | | | | | Emprunt |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Règlement 19-020 | 5030 | 5019020 | 802707 | 01909 | 49200 | 000000 | 0000 | 178825 | 000000 | 98001 | 00000 | (65,000,000.00) $ |

**Dossier # : 1265092001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec |

Il est recommandé :
d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-02-04 14:24

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

## Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

| Séance ordinaire du lundi 2 février 2026 | Résolution: CA26 27 0015 |
|---|---|

**Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation de résidences pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061.**

Il est proposé par Chantal GAGNON

appuyé par Julien HÉNAULT-RATELLE

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1265092001

Annick BARSALOU
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 3 février 2026

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1265092001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ c. C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec |

## CONTENU

### CONTEXTE

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Olga SACALIUC

Analyste de dossiers

514-872-4228

**Tél :**

**Télécop. :** 000-0000

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.01

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1265092001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061. |

Je recommande :
De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (C-11.4), le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec.

**Signé par** Véronique BELPAIRE **Le** 2026-01-21 16:56

**Signataire :** Véronique BELPAIRE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265092001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Logement social et aide aux sans-abri |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061. |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Une demande pour la construction d'un bâtiment résidentiel de trois étages a été déposée par l'organisme Bâtir son quartier. Le site, d'une superficie d'environ 378 $m^2$, est situé sur le lot 1 295 061.
Le conseil d'agglomération de Montréal peut adopter un règlement en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (C-11-4) afin de permettre la construction d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

Sans objet.

**DESCRIPTION**

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment d'une hauteur de 3 étages avec sous-sol comportant 16 chambres.
Le projet est dérogatoire à l'égard de certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), notamment :

- Article 9 relatif à la hauteur en mètres et en étages. Le projet propose une hauteur maximale de 3 étages et d'environ 11 mètres, alors que la zone limite la hauteur maximale à 2 étages et 9 mètres. Cette dérogation découle de nécessités techniques et fonctionnelles importantes, dont les besoins mécaniques exigeant des hauteurs libres minimales entre les planchers.

- Article 40 relatif au taux d'implantation maximal. Le bâtiment occupe une superficie de 55 % alors que le maximum autorisé est de 50 %.

- Articles 52 à 70 relatifs à l'alignement de construction. Étant situé sur un coin de rue, le site déroge à l'alignement de construction.
- Article 124 relatif aux usages autorisés. Le zonage actuel permet uniquement les usages résidentiels H.1 à H.3 (un à trois logements) alors que le projet vise l'usage H.4 (maison d'hébergement). Il s'agit d'un bâtiment à échelle humaine, qui reprend les codes architecturaux du voisinage (gabarit, matériaux, volumétrie), dans l'objectif d'assurer une intégration harmonieuse au tissu urbain existant.
- Article 387.2.1 relatif au taux de verdissement minimal. Puisque le taux d'implantation est de 50 % dans la zone 0479, le taux de verdissement doit atteindre un minimum de 35 %. Cependant, le taux de verdissement du projet est de 30 %, en corrélation avec le taux d'implantation du projet (55 %).
- Article 615 relatif au nombre minimal de stationnements pour vélos. Il est proposé de ne pas prévoir ces cases, le projet visant avant tout à optimiser les espaces intérieurs au bénéfice direct des résidentes, des résidents et des services de soutien.

**JUSTIFICATION**

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est favorable à cette demande pour les raisons suivantes :

· Le projet permettrait la construction de logements pour des personnes ayant besoin d'aide;
· Le projet permet le développement d'un lot vacant.

À la séance du 9 décembre 2025, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à la demande.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Sans objet.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Sans objet.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Sans objet.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Présentation du projet de règlement au conseil d'arrondissement pour avis d'orientation;

- Présentation du projet de règlement au comité exécutif;
- Présentation du projet de règlement au conseil municipal;
- Avis de motion et adoption du projet du règlement par le conseil d'agglomération;
- Adoption du règlement par le conseil d'agglomération;
- Parution d'un avis public et entrée en vigueur du règlement.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Carl BOUDREAULT
Conseiller en aménagement - Division de l'urbanisme

**Tél :** 514 872-7599
**Télécop. :** 514 872-2312

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-15

Carlos ACOSTA
Chef de division - Urbanisme

**Tél :** 438 827-5980
**Télécop. :** 514 872-2312

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Pierre-Paul SAVIGNAC
Directeur - Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (arr.)
**Tél :** 514 868-3906
**Approuvé le :** 2026-01-20

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1265092001
Unité administrative responsable : Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve - Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises – Division de l'urbanisme
Projet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, le Règlement autorisant la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061.

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Le projet propose une augmentation du nombre de logements sociaux. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | **x** | | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | **x** | | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

**Comité consultatif d'urbanisme**
**CCU-2025-11**

**PROCÈS-VERBAL**
**Séance tenue mardi, 9 décembre 2025, à 13 h**
**à la salle du conseil d'arrondissement**

**6.2 Demande d'autorisation, en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, pour la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 295 061.**

**AVIS 27-CCU2025-2914**

**Responsable du dossier : Carl Boudreault, conseiller en aménagement**

CONSIDÉRANT QUE le projet permettrait la construction de logements sociaux pour des personnes ayant besoin d'aide;

CONSIDÉRANT QUE le projet permet le développement d'un lot vacant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment s'intègre harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

AVIS FAVORABLE AVEC LA CONDITION SUIVANTE :

- Le concept architectural du projet doit être représentatif de celui inclus dans le document de présentation daté de novembre 2025 et déposé au comité consultatif d'urbanisme (CCU), à sa séance du 9 décembre 2025. Le CCU considère que la révision architecturale avant l'émission du permis de construction du bâtiment n'est pas requise.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ





**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT LA CONSTRUCTION, LA TRANSFORMATION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SUR LE LOT 1 295 061 DU CADASTRE DU QUÉBEC**

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 et l'article 89.1.1 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal décrète :

**CHAPITRE I**
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au territoire formé du lot 1 295 061 du cadastre du Québec.

**CHAPITRE II**
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire visé à l'article 1, la construction, la transformation et l'occupation d'un bâtiment, situé sur le lot 1 295 061 du cadastre du Québec, à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées aux conditions prévues au présent règlement.

À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 40, 52 à 70, 124, 387.2.1 et 615 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement s'applique.

**CHAPITRE III**
CONDITIONS ET DISPOSITIONS

3. Les catégories d'usages H.4 à H.7 sont autorisées.

4. Le nombre d'étages maximal du bâtiment est de 3.

**CHAPITRE IV**
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

5. Le concept architectural du projet doit être représentatif de celui inclus dans le document de présentation daté de novembre 2025 et déposé au comité consultatif d'urbanisme (CCU), à sa séance du 9 décembre 2025. Le CCU considère que la révision architecturale avant l'émission du permis de construction du bâtiment n'est pas requise.

**CHAPITRE V**
DÉLAI DE RÉALISATION

6. Les travaux de construction ou de transformation visés par le présent règlement doivent débuter dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, les autorisations prévues au présent règlement deviennent nulles et sans effet.

**CHAPITRE V**
DISPOSITION PÉNALE

**7.** Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

---

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1265092001

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.02

2026/04/23 16:00

(1)

**Dossier # : 1260025002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin de modifier les subventions dans le secteur Griffintown |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG-09-023) afin de modifier les subventions dans le secteur Griffintown.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-01-30 11:59

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1260025002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin de modifier les subventions dans le secteur Griffintown |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Dans le cadre de la mise en oeuvre d'un projet d'enfouissement des réseaux câblés, la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) a entamé des démarches pour le secteur de Griffintown. Le projet consiste à enfouir les réseaux câblés électriques et de télécommunications sur plusieurs tronçons de rues, notamment sur la rue William entre les rues Guy et de la Montagne qui est visée par le présent dossier.
Pour assurer le succès de ce type de projet sur son territoire, la Ville de Montréal a adopté en 2000 le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M, c. S-6.01). En vertu de ce règlement, un propriétaire peut obtenir une subvention de la ville pour la mise aux normes de son entrée électrique en lien avec les travaux de déplacement des fils électriques.

De son côté, la Ville a adopté le Règlement sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (R.R.V.M. chapitre S-6.01) pour les immeubles résidentiels et institutionnels.

Ces deux règlements ont été modifiés à quelques reprises afin d'ajouter des secteurs d'application pour les riverains de manière à ce que ce soit à « coût nul » pour eux.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG23 0467 - 24 août 2023 - Adopter le Règlement modifiant le Règlementd'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'ajouter le secteur de la rue Saint-Urbain et Saint-Zotique Ouest (no RCG 09-023-16);
CG22 0590 - 22 septembre 2022 - Adopter le Règlement modifiant le Règlementd'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'ajouter le secteur de la rue Édouard (no RCG 09-023-15);

CG22 0431 - 16 juin 2022 - Adopter un règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur

la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'ajouter les secteurs de la rue Jarry Est et de la rue Waverly et pour modifier le montant d'une subvention pour le projet Laurentien-Lachapelle (no RCG 09-023-14);

CG20 0534 - 22 octobre 2020 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'ajouter les secteurs des projets d'enfouissement Atlantic-Durocher-du Parc-Beaubien-Hutchison et de l'avenue de l'Épée (no RCG 09-023-13);

CG20 0153 - 26 mars 2020 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'ajouter le secteur du projet d'enfouissement Laurentien-Lachapelle (no RCG 09-023-12);

CG19 0399 - 22 août 2019 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier l'annexe I (rue Saint-Grégoire) et d'y ajouter le secteur de Griffintown (no RCG 09-023-11);

CG19 0308 - 28 mars - 2019 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin de modifier les dates pour la remise de demandes de subventions pour certains secteurs et pour y ajouter le secteur de la rue Notre-Dame Ouest (no RCG 09-023-10);

CG18 0312 - 26 avril 2018 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur des rues Buchan et Paré (Triangle CDN-NDG) (no RCG 09-023-9);

CG17 0518 - 28 septembre - 2017 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur de la rue Saint-Grégoire (no RCG 09-023-8);

CG16 0748 - 22 décembre 2014 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter le secteur du chemin de la Côte-Saint-Luc (no RCG 09-023-7);

CG14 0319 - 19 juin 2014 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) afin d'y ajouter les secteurs du boulevard Maurice-Duplessis et de la rue Saint-Patrick (no RCG 09-023-6);

CG13 0411 - 25 avril 2013 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Notre-Dame Est (Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles) (no RCG 09-023-5);

CG12 0376 - 23 août 2012 - Adopter un règlement modifiant le règlement R.R.V.M. c. S-6.01 afin d'y inclure une partie du boulevard Gouin Ouest (l'Île-Bizard - Sainte-Geneviève) (no RCG 09-023-4);

CG11 0332 et CG12 0374 - 27 septembre - 2012 et 28 septembre 2011 - Adopter un règlement modifiant le règlement d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure la rue Rachel

Est (Rosemont-La Petite-Patrie) (RCG 09-023-2 et RCG 09-023-3);

CG10 0379 et CG14 0597 - 28 octobre 2010 et 18 décembre 2014 - Adopter des règlements modifiant les règlements R.R.V.M. c. S-6.01 et d'agglomération RCG 09-023 afin d'y inclure une partie de la rue Chabanel (Ahuntsic-Cartierville) et certaines rues transversales ainsi qu'une partie de la rue Saint-Viateur Est (Plateau Mont-Royal) (no RCG 09-023-1

**DESCRIPTION**

Le projet consiste à enfouir les réseaux câblés électriques et de télécommunications sur plusieurs tronçons de rues, notamment sur la rue William entre les rues Guy et de la Montagne, qui est visée par le présent dossier.

**JUSTIFICATION**

Le règlement RCG 09-023 prévoit que le Conseil d'agglomération peut subventionner les travaux relatifs aux modifications de branchements électriques des propriétaires de commerces et industries concernés dans les projets d'enfouissement.
Les travaux d'enfouissement des réseaux de distribution d'électricité et de télécommunications contribuent à améliorer le paysage urbain montréalais par l'élimination des poteaux et des fils du réseau aérien sur rue pour y ajouter des éléments de résilience avec un réseau enfoui face aux vulnérabilités énergétiques incidentes aux événements météorologiques provoqués par les changements climatiques, par exemple lors d'épisode de verglas.

Il y a lieu de modifier le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin notamment de hausser le plafond admissible de subvention pour assurer le paiement complet par la Ville des coûts de branchement découlant des projets, à toutes fins utiles, pour assurer que ces projets se fassent à « coût nul » pour les propriétaires concernés.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le montant supplémentaire requis par cet amendement, pour l'augmentation des subventions du secteur visé est de 119 400 $, taxes incluses et n'est pas capitalisable. Cette somme représente la subvention maximale pour les travaux de conversion des entrées électriques d'industries et de commerces existants.
Le règlement RCG 09-023 étant de compétence d'agglomération, le financement doit provenir du budget d'agglomération.

Le paiement de ces subventions se fera suite aux travaux civils et devraient être payés en 2026 et 2027.

Le budget pour ce projet est prévu au chapitre corporatif qui relève du comité exécutif. Le paiement aux bénéficiaires de l'aide financière doit être entériné par le Comité exécutif et la Direction des Finances (Compte de provenance agglo).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, puisqu'il s'agit d'un projet de conversion du réseau câblé.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

L'enfouissement des câbles électriques et de télécommunications dans le secteur mentionné

contribuera à rehausser la qualité du domaine public et l'image du secteur.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Ne s'applique pas.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Avis de motion : Mars 2026
- Adoption du règlement : Avril 2026

Les travaux de modification des entrées privées pourront être faits suite aux travaux et après l'envoi par la CSEM d'un avis aux propriétaires concernées. Les propriétaires seront avisés qu'une subvention est prévue à cet effet, le tout après l'adoption de l'amendement au règlement RCG 09-023.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| RESPONSABLE DU DOSSIER | | ENDOSSÉ PAR | Le : 2026-01-30 |
|---|---|---|---|
| Gilles G - Ext GAUDET<br>Dir. planification et relations avec les grands partenaires | | Robert GAUTHIER<br>Président | |
| **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514-384-6840 poste 244 | **Tél :**<br>**Télécop. :** | 514-384-6840 poste 242 |

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Robert GAUTHIER
Président
**Tél :** 514-384-6840 poste 242
**Approuvé le :** 2026-01-30

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Robert GAUTHIER
Président
**Tél :** 514-384-6840 poste 242
**Approuvé le :** 2026-01-30

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1260025002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023), afin de modifier les subventions dans le secteur Griffintown |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

Voir ci-joint le projet de règlement.

**FICHIERS JOINTS**

Projet de règlement_RCG 09-023.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
**Tél :** 514 872-8594

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-16

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Coordonnatrice
**Tél :** 514 872-8594
**Division :** Droit public & législation

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'AGGLOMÉRATION SUR LA SUBVENTION À LA MODIFICATION DU RACCORDEMENT DU SERVICE ÉLECTRIQUE DE CERTAINS BÂTIMENTS (RCG 09-023)**

Vu le sous-paragraphe f) du paragraphe 11 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu les articles 47, 82 et 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du_____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** L'article 5.11 du Règlement d'agglomération sur la subvention à la modification du raccordement du service électrique de certains bâtiments (RCG 09-023) est modifié par :

1° l'insertion, dans le préambule, après le mot « Peel, » des mots « Saint-Thomas, »;

2° le remplacement, au paragraphe 2°, de l'année « 2024 » par l'année « 2027 ».

**2.** L'annexe M de ce règlement est modifiée par l'ajout des lignes suivantes :

«

| | | |
|---|---|---|
| 1457-85<br>1360-1420<br>310 | Ottawa<br>William<br>Saint-Thomas | 28 200,00 $ |
| 1303-1499<br>1320-1400<br>388-90 | William<br>Barré<br>de la Montagne | 79 300,00 $ |
| 1332-36 | William | 11 900,00 $ |

».

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXX.

GDD : 1260025002

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.03

2026/04/23 16:00

(1)

**Dossier # : 1250164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service du soutien en gendarmerie , Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG26 003), pour ajuster les limites de poids de 2 catégories de véhicules |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG26 003), pour ajuster les limites de poids de 2 catégories de véhicules.

**Signé par** Martin PRUD'HOMME **Le** 2026-02-26 12:15

**Signataire :** Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1250164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service du soutien en gendarmerie , Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG26 003), pour ajuster les limites de poids de 2 catégories de véhicules |

**CONTENU**

**CONTEXTE**

Lors des consultations pour la préparation du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal pour l'exercice financier 2026, la Section de l'inspection du remorquage (SIR) a demandé à ce que deux des trois catégories de poids de véhicules mentionnées dans la version précédente du règlement soient modifiées afin de s'arrimer aux catégories utilisées par le Ministère des transports et de la mobilité durable (MTMD). Ces catégories servent à déterminer le tarif de remorquage qui s'applique à un véhicule.
Le présent dossier vise la modification de la grille tarifaire jusqu'à la fin du contrat 23-19687 pour la Fourniture de divers services de remorquage exclusif pour le déplacement de véhicules sur le territoire de la Ville de Montréal. En effet, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) s'est prévalu de l'option de prolongation d'un an, prévu au contrat 23-19687 dans le cadre du sommaire décisionnel 1260164001. Ceci à pour but d'éviter, qu'en 2026, il y ait deux barèmes différents pour la facturation de véhicules, soit l'ancien pour les tarifs régis par le contrat 23-19687 et celui du MTMD pour les traifs du Règlement sur les tarifs.

Le devis du contrat suivant sera modifié en conséquence afin que les catégories de véhicules soient arrimées à celles du MTMD. D'ici le prochain appel d'offres, le SPVM souhaite temporairement rétablir les anciennes limites de poids des catégories de véhicules.

**DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**

CG26 0017 - 29 janvier 2026 - Adopter le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003)
CG25 0629 - 25 septembre 2025 - Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004)

CG23 0092 - 23 janvier 2023 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004) afin d'abroger l'alinéa relatif au permis temporaire et remplacer l'annexe B relatif aux catégories de permis de chauffeur;

CG22 0584 - 22 septembre 2022 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004);

CG21 0635 - 30 septembre 2021 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004);

CG21 0505 - 26 août 2021 - Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004);

CG20 0706 - 17 décembre 2020 - Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération - Exercice financier 2021 (RCG 20-040);

CG19 0039 - 31 janvier 2019 - Adoption - Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004);

CG18 0698 - 20 décembre 2018 - Avis de motion pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules »;

CG18 0511 - 20 septembre 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098);

CG18 0204 - 29 mars 2018 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).

**DESCRIPTION**

Afin de revenir au barème de poids de véhicules précédents (moins de 3 000 kg, plus de 3 000 kg à 8 000 kg et 8 000 kg et plus) et d'être en adéquation avec le contrat 23-19687 pour la fourniture de divers services de remorquage exclusif pour le déplacement de véhicules sur le territoire de la Ville de Montréal, le SPVM propose les changements au Règlement suivants:

| Article | Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) : | Modification suggérée : |
|---|---|---|
| 90 | […]<br><br>1° véhicule routier d'une masse nette de 4 500 kg ou moins :<br><br>[…] | […]<br><br>1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :<br><br>[…] |
| 90 | […]<br><br>2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 4 500 kg mais de 8 000 kg ou moins :<br><br>[…] | […]<br><br>2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :<br><br>[…] |
| 90 | […]<br><br>Lorsque la distance de remorquage est supérieure à 10 km, les frais de remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 4 500 kg ou moins sont | […]<br><br>Lorsque la distance de remorquage est supérieure à 10 km, les frais de remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins sont la |

| | | |
|---|---|---|
| | la somme du montant des frais de remorquage prévus pour cette catégorie de véhicule et du produit obtenu en multipliant 4,00 $ par le nombre de kilomètres additionnels de remorquage.<br>[…] | somme du montant des frais de remorquage prévus pour cette catégorie de véhicule et du produit obtenu en multipliant 4,00 $ par le nombre de kilomètres additionnels de remorquage.<br>[…] |
| 91.1.b) | […]<br><br>i. véhicule d'une masse nette de 4 500 kg ou moins<br>[…] | […]<br><br>i. véhicule d'une masse nette de 3 000 kg ou moins<br>[…] |
| 91.1.b) | […]<br><br>ii. véhicule d'une masse nette de plus de 4 500 kg mais de 8 000 kg ou moins<br>[…] | […]<br><br>ii. véhicule d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins<br>[…] |
| 93 | […]<br><br>1° véhicule routier d'une masse nette de 4 500 kg ou moins :<br>[…] | […]<br><br>1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :<br>[…] |
| 93 | […]<br><br>2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 4 500 kg mais de 8 000 kg ou moins :<br>[…] | […]<br><br>2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :<br>[…] |

**JUSTIFICATION**

Afin de demeurer conséquent entre les tarifs régis par le Règlement et ceux inscrits au contrat en vigueur, il y a lieu de remettre en vigueur les anciennes catégories de poids de véhicules (moins de 3000 kg, entre 3000 et 8000 kg et plus de 8000 kg) et ce, jusqu'à la fin du contrat 23-19687. De plus, cela permettra une meilleure compréhension pour les citoyens et citoyennes et les entreprises œuvrant sur le territoire de l'île de Montréal et d'éviter des contestations pouvant découler d'une échelle tarifaire différente.
L'adoption de ce règlement par le Conseil d'agglomération sera bénéfique pour l'ensemble des citoyen(ne)s de l'agglomération de Montréal.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Le changement des limites de catégories de poids des véhicules n'a pas d'impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal, car il s'agit de tarifs payés par les citoyens à des compagnies de remorquage.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, car ce n'est qu'un changement de barème.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

1er juillet 2027 - Date prévue d'entrée en vigueur de la nouvelle version du contrat pour la Fourniture de divers services de remorquage exclusif pour le déplacement de véhicules sur le territoire de la Ville de Montréal et de l'utilisation du barème du MTMD pour le poids des véhicules
1er janvier 2027 - Date prévue de l'entrée en vigueur du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2027) avec une provision pour arrimer les limites de poids des véhicules à celles en vigueur au MTMD au 1er juillet 2027.

Entrée en vigueur du présent règlement à la date de sa publication.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

**VALIDATION**

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---


**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Jean-Philippe MARTEL
Préposé au soutien administratif

**Tél :** 514-868-7622
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-04

Pascal RICHARD
Inspecteur-chef

**Tél :** - -
**Télécop. :** -


---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

David BERTRAND
directeur(-trice) adjoint(e) au spvm
**Tél :** 514-280-7750
**Approuvé le :** 2026-02-23

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

David BERTRAND
directeur(-trice) adjoint(e) au spvm
**Tél :** 514-280-7750
**Approuvé le :** 2026-02-26

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1250164002*
Unité administrative responsable : *Service de police de Montréal, Direction des services spécialisés, Service du soutien en gendarmerie, Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière, Section de l'inspection du remorquage*
Projet : *Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026), pour ajuster les limites de poids de deux catégories de véhicules.*

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | | | ***x*** |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*S.o. : non applicable il s'agit de réglementation* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*S.o. : non applicable il s'agit de réglementation* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **x** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **x** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **x** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **x** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **x** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **x** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **x** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1250164002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , Service du soutien en gendarmerie , Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG26 003), pour ajuster les limites de poids de 2 catégories de véhicules |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

EV - 1250164002 - Modification tarifs 2026 Agglo.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 514 872-0128
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG XX-XXX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2026) (RCG 26-003)**

Vu les articles 244.1 à 244.10 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Les paragraphes, sous-paragraphes et alinéa suivants du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2026) (RCG 26-003) sont modifiés par le remplacement des mots « 4 500 kg » par les mots « 3 000 kg » :

1° Les paragraphes 1º et 2º du premier alinéa de l'article 90;

2° Le deuxième alinéa de l'article 90;

3° Les sous-paragraphes i et ii du sous-paragraphe b) du paragraphe 1º de l'article 91; et

4° Les paragraphes 1º et 2º de l'article 93.

_____

GDD1250164002

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.04

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1268383002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) |

Il est recommandé:
d'approuver le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017).

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-03-01 11:00

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1268383002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) |

## CONTENU

### CONTEXTE

Une entente de 25 M$ a été signée en 2021 avec le ministère de la Culture et des Communications du Québec, afin de mettre en oeuvre un programme de soutien à la rénovation de bâtiments accueillant des ateliers d'artistes. Le programme est destiné aux organismes culturels et aux organismes immobiliers qui sont propriétaires ou locataires de bâtiments non résidentiels situés sur le territoire de l'agglomération. L'enveloppe de 25 M$ était uniquement réservée à la réalisation de travaux.
Un montant d'environ 5 M$ a été ajouté par la Ville de Montréal pour soutenir différentes phases du projet, telles que la planification et la stabilisation, notamment par une subvention correspondant à la hausse de la taxe foncière générale à la suite des travaux.

À cet effet, le conseil d'agglomération a adopté le 26 août 2021, un Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), ci-après le "règlement".

Le présent dossier décisionnel a pour objet de modifier le règlement afin de prolonger la période de dépôt des demandes de subvention.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0539 (19 septembre 2024) : Approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur les bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en metiers d'art (RCG 21-017), visant le début de la période d'admissibilité, l'augmentation des montants alloués et l'allongement de la période de soutien.

CE24 1087 (3 juillet 2024) : Édicter, en vertu de l'article 23 du Règlement établissant le

programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017), l'ordonnance numéro 1, jointe au dossier décisionnel, visant à diminuer le montant total de l'aide financière prévu au programme.

CG21 0519 (21 août 2021) : Adoption - Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art / Réserver une somme de 3 120 000 $ pour sa mise en œuvre.

CG21 0320 (17 mai 2021) : Approuver un projet de convention avec la ministre de la Culture et des Communications relatif à l'octroi d'une aide financière de 25 M$ pour la réalisation d'un appel à projets pour les ateliers d'artistes.

**DESCRIPTION**

L'article 14 du règlement prévoit que : « Si au plus tard 4 ans après la date de la signature la convention de contribution financière par laquelle, il a été déclaré admissible à une subvention dans le cadre de l'appel à projets pour les ateliers d'artistes mis en place en vertu de la Convention le requérant n'a pas fourni tous les documents requis en vertu de l'article 6 ou de l'article 7, il est déchu d'obtenir toute subvention en vertu du présent règlement, pour autant que le retard à fournir les documents requis n'est pas attribuable à la Ville de Montréal ».

Ce délai de quatre ans était donné puisque les requérants bénéficiaient de trois ans pour la réalisation des travaux. Une année supplémentaire permettait le dépôt de la demande de subvention compte tenu des délais pour obtenir un certificat d'évaluation constatant l'augmentation de la valeur foncière qui découle des travaux.

Or, au cours de l'été 2025, la durée des travaux a été prolongée de six mois pour l'ensemble des dossiers admis au programme. Cela a été fait au moyen d'un addenda aux conventions de contribution financière. En conséquence, l'échéance de quatre ans devrait également être ajustée afin de permettre aux requérants de déposer leur demande dans un délai raisonnable tenant compte de cette prolongation.

La modification du règlement vise donc à accorder un délai de 4 ans et 6 mois aux requérants pour la réalisation des travaux puis le dépôt de la demande de subvention correspondant à l'augmentation de la taxe foncière générale.

**JUSTIFICATION**

L'augmentation de six mois des délais pour le dépôt d'une demande de subvention en vertu du règlement permettra d'être cohérent avec l'augmentation des délais apportés au volet de réalisation des travaux. Cela permettra aux organismes d'obtenir des soutiens financiers adaptés aux différents échéanciers du projet.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Les crédits au programme ont été approuvés par la résolution CE24 1087.

Le financement du programme relève à 100 % de l'agglomération puisqu'il concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion et équité, comme l'indique la grille insérée en pièce jointe du dossier décisionnel.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas approuver ce dossier décisionnel aura pour impact d'offrir un échéancier très limité pour la soumission de demandes de subventions.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Sans objet.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

| **RESPONSABLE DU DOSSIER** | **ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-21 |
|---|---|
| Catia DOS SANTOS<br>Commissaire au développement économique | Steves BOUSSIKI SOM<br>Directeur(-Trice) - developpement du territoire |
| **Tél :** 4388897703 | **Tél :** (438) 880-2217 |

**Télécop. :** **Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
**Tél :** 438 862-1818
**Approuvé le :** 2026-02-24

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1268383002
Unité administrative responsable : Service du développement économique - Direction du développement du territoire

Projet : Approuver la modification du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en metiers d'art (RCG 21-017), visant à prolonger la période de dépôt des demandes de subvention

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire. | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>Développement de nouveaux espaces de création abordables pour les artistes professionnels en arts visuels et métiers d'arts. | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | **X** | |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | **X** | |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | **X** | |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | **X** | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | **X** | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | **X** | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | **X** | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1268383002**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

HP - 1268383002 - Règl. modif. RCG 21-017 20260223.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN
Avocat
**Tél :** 514-589-7285

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-23

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 514-872-0128
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG 26-XXX-XX**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME COMPENSANT L'AUGMENTATION DES TAXES FONCIÈRES QUI DÉCOULENT DE LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR DES BÂTIMENTS ACCUEILLANT DES ATELIERS D'ARTISTES PROFESSIONNELS EN ARTS VISUELS ET EN MÉTIERS D'ART (RCG 21-017)**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu le Plan économique 2030 — Un cadre audacieux pour une métropole prospère, approuvé par résolution à l'assemblée du 19 juin 2025 (CG25 0388);

Vu la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) approuvée par résolution à la séance du 28 août 2025 (CG25 0495);

À l'assemblée du_____, le conseil d'agglomération décrète :

**1.** L'article 14 du Règlement établissant le programme compensant l'augmentation des taxes foncières qui découlent de la réalisation de travaux sur des bâtiments accueillant des ateliers d'artistes professionnels en arts visuels et en métiers d'art (RCG 21-017) est modifié par l'insertion, après les mots « Si au plus tard 4 ans », des mots « et 6 mois ».

GDD 1268383002

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.05

2026/04/23
16:00

(1)

**Dossier # : 1256711011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés.

**Signé par** Brigitte GRANDMAISON **Le** 2026-02-16 15:30

**Signataire :** Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1256711011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Services de police et sécurité incendie |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés |

## CONTENU

### CONTEXTE

Dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations 2026-2035 approuvé par le conseil d'agglomération, le Service du matériel roulant et des ateliers doit faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires afin d'être en mesure de réaliser les investissements pour le remplacement de véhicules, d'équipements mécaniques et spécialisés du volet agglomération.
Au cours des dernières années, plusieurs projets d'acquisition ont été réalisés plus tôt que prévu, ce qui justifie une nouvelle demande de règlement d'emprunt pour l'année 2026. Le règlement précédent RCG 23-006 couvrait initialement la période de 2023 à 2027.

### DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0138 — Le 23 mars 2023 — Adoption — Règlement autorisant un emprunt de 139 435 000 $ afin de financer le remplacement et le reconditionnement de véhicules
CG21 0403 — Le 17 juin 2021 — Adoption — Règlement autorisant un emprunt de 51 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements

CG20 0630 — Le 11 décembre 2020 — Adoption du Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG20 0545 — Le 12 novembre 2020 — Dépôt du Programme décennal d'immobilisations 2021-2030 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG20 0029 — Le 23 avril 2020 — Adoption — Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules

CG20 0144 — Le 26 mars 2020 — Adoption — Règlement autorisant un emprunt de 3 000 000 $ afin de financer le remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés

CG19 0534 — Le 25 novembre 2019 — Dépôt du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

CG19 0556 — Le 13 décembre 2019 — Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2020-2022 de la Ville de Montréal (volet agglomération).

**DESCRIPTION**

Le présent sommaire vise à adopter un règlement d'emprunt de 213 405 000 $ afin de financer notamment le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés de compétence d'agglomération, notamment les véhicules du SPVM et du SIM.

Les programmes à financer sont :

· Programme de remplacement de véhicules — Ville (68 102) (portion compétence d'agglomération par application du Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054))

· Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés (68 103) (portion compétence d'agglomération)

· Programme de remplacement de véhicules — SPVM (71 076)

· Programme de remplacement de véhicules — SIM (71 080)

Prévision Agglo - Information budgétaire (en dollars) pour les prochaines années en fonction du budget inscrit au PDI 2026-2035

| Programme | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Total 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 68102 - Programme de remplacement de véhicules - Ville | 1 000 000 $ | 8 951 000 $ | 13 864 000 $ | 16 641 000 $ | 16 767 000 $ | 57 223 000 $ |
| 68103 - Programme de remplacement d'équipements mécaniques et spécialisés | 750 000 $ | 1 000 000 $ | 1 000 000 $ | 1 000 000 $ | 1 000 000 $ | 4 750 000 $ |
| 71076 - Programme de remplacement de véhicules - SPVM | 12 195 000 $ | 8 169 000 $ | 5 000 000 $ | 6 000 000 $ | 6 000 000 $ | 37 364 000 $ |
| 71080 - Programme de remplacement de véhicules - SIM | 27 626 000 $ | 25 694 000 $ | 18 648 000 $ | 21 200 000 $ | 20 900 000 $ | 114 068 000 $ |
| **Total Agglo** | **41 571 000 $** | **43 814 000 $** | **38 512 000 $** | **44 841 000 $** | **44 667 000 $** | **213 405 000 $** |

Le besoin financier lié à la compétence d'agglomération pour les années 2026, 2027 et 2028 est estimé à 123 897 000 $, selon les prévisions budgétaires dédiées à cette compétence. Une partie de cette somme a déjà été engagée dans le cadre du règlement d'emprunt actuel. Afin de répondre aux besoins à long terme, un ajout de 213 405 000 $, correspondant aux prévisions pour la période de 2026 à 2030, est requis.

**JUSTIFICATION**

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service du matériel roulant et des ateliers d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant le remplacement des véhicules et équipements appartenant au volet agglomération devenus désuets ou non fonctionnels.
Certains véhicules acquis par le SMRA sont destinés aux services centraux et non uniquement aux arrondissements, ce qui explique que le programme de remplacement de véhicules « Ville » inclut une composante d'agglomération. Les unités de soutien relèvent généralement à parts égales des compétences locale et d'agglomération, tandis que d'autres services comportent des divisions entièrement de compétence d'agglomération.

La Ville possède un parc d'environ 9 162 véhicules et équipements. Ce parc comprend une grande variété d'équipements, notamment des véhicules hybrides, des fourgonnettes, des vélos électriques, des potences autoportantes, des cylindres hydrauliques et des soudeuses.

## ASPECT(S) FINANCIER(S)

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 10 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil de la Ville par la résolution CM18 0120.
Le règlement sert à financer des dépenses en immobilisation.

Le présent règlement d'emprunt sert à financer une dépense qui ne fera pas l'objet d'une subvention.

## MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats en lien avec la priorité du Plan stratégique Montréal 2030, car il s'agit d'un dossier de règlement d'emprunt.
Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

## IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les investissements pour le remplacement des véhicules permettent d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules adaptés aux besoins de la Ville, du SPVM et du SIM, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.

## OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

## CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

## CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Meyranie ST-HILAIRE
agent(e) de gestion des ressources financieres & materielles

**Tél :** - -
**Télécop. :** -

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-10-23

Jean-Philippe CRITES
chef de division - Ingénierie et stratégies d'investissements

**Tél :** (438) 821-6504
**Télécop. :** NA

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
**Tél :**
**Approuvé le :** 2026-02-16

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1256711011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

EV - 1256711011 - Véhicules SPVM et SIM - 2026-02-13.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-13

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**XX-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 213 405 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION ET LE REMPLACEMENT DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS MÉCANIQUES ET SPÉCIALISÉS**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme des immobilisations de l'agglomération de Montréal;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

**1.** Un emprunt de 213 405 000 $ est autorisé afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés de compétence d'agglomération, notamment les véhicules du Service de police de la Ville de Montréal et du Service de sécurité incendie de Montréal.

**2.** Cet emprunt comprend les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**3.** Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 10 ans.

**4.** Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

**5.** Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1256711011

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1256711011**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 213 405 000 $ afin de financer le remplacement de véhicules et d'équipements mécaniques et spécialisés |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1256711011 - RCG MRA - AGGLO.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
**Tél :** 514-872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-16

Charles CARON
Conseiller budgétaire

**Tél :** 514-872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

**NO GDD :** 1256711011

| ***Emprunt à long terme*** | | *Débit* | *Crédit* |
|---|---|---|---|
| *RCG 26-xxx* | *5001.5026XXX.803401.01909.49200.000000.0000.115470.000000.98001.00000* | | *213,405,000.00 $* |

| **Dépense** | | *Débit* | *Crédit* |
|---|---|---|---|
| *RCG 26-xxx* | 5001.5026XXX.803401.01909.57401.000000.0000.115470.000000.98001.00000 | 213,405,000.00 $ | |

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.06

2026/04/23 16:00

(1)

**Dossier # : 1266188001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel |
| **Projet :** | MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal |

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal.

**Signé par** Claude CARETTE **Le** 2026-03-05 12:44

**Signataire :** Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

## IDENTIFICATION — Dossier # :1266188001

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Charte montréalaise des droits et responsabilités :** | Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent |
| **Compétence d'agglomération :** | Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel |
| **Projet :** | MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel) |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal |

## CONTENU

### CONTEXTE

Faisant suite à l'approbation de la plus récente Entente sur le développement culturel de Montréal (EDCM) par le conseil d'agglomération en octobre 2024 (CG24 0555), le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) doit maintenant faire adopter les règlements d'emprunt nécessaires à la réalisation des projets en planification dans le cadre du Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux.
L'entente intervenue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) constitue un véhicule financier et un remarquable levier pour le développement de Montréal dans son rôle de métropole culturelle du Québec. Cela est concrètement appliqué à travers le Programme de mise en valeur des immeubles municipaux patrimoniaux qui est financé par cette entente.

En effet, le Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux est un programme d'aide financière interne à la Ville de Montréal. Il soutient le développement et le rayonnement de Montréal en encourageant la conservation et la mise en valeur du patrimoine montréalais, qu'il soit visé par la Loi sur le patrimoine culturel (LPC) ou régi par un instrument de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU). Plus précisément, les sommes accordées visent à :
· protéger les immeubles patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal;
· offrir un incitatif financier aux services centraux et aux arrondissements requérants afin qu'ils exercent une gestion responsable de leur patrimoine;
· encourager l'utilisation et le maintien des actifs immobiliers patrimoniaux.

De plus, les projets financés dans le cadre de ce programme permettront de respecter les engagements de la Ville en matière de patrimoine culturel. Ces engagements sont notamment inscrits dans :
· le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM) par l'objectif 7.3 et le plan d'action 2025-2030 qui en découle (section 2.7);
· la Politique de développement culturel 2025-2030 par l'objectif 4 de l'orientation 3;
· la Politique du patrimoine et le plan d'action en patrimoine qui en découle qui exprime l'importance d'agir à titre de propriétaire et gestionnaire exemplaires et d'assurer la mise en valeur du patrimoine de proximité.

Ainsi, le présent dossier vise à adopter un règlement d'emprunt de compétence d'agglomération pour permettre le financement et la réalisation de projets de conservation sur des immeubles patrimoniaux municipaux assujettis à la LPC.

Un second dossier (1256188001), présenté en même temps aux instances, vise à adopter un règlement d'emprunt de compétence locale, afin de couvrir le financement et permettre la réalisation de projets de conservation sur des immeubles patrimoniaux municipaux régis par un instrument de la LAU.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0555 - 24 octobre 2024 - Approuver le projet d'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le MCC et la Ville de Montréal.
CG21 0429 - 26 août 2021 - Approuver un projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le MCC et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente.

CG20 0473 - 24 septembre 2020 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 1 000 000 $ afin de financer la contribution financière de l'agglomération de Montréal pour les travaux de restauration de la maison Michel-Robillard, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois (RCG 20-030).

CG14 0433 - 18 septembre 2014 - Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 14 000 000 $ afin de financer des travaux de restauration de biens patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds du patrimoine culturel québécois (RCG 14-027).

## DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 22 800 000 $ afin de financer la préservation et la restauration des immeubles patrimoniaux appartenant à la Ville de Montréal et qui sont protégés par la LPC.
Ce règlement d'emprunt permettra de financer les dépenses de compétence d'agglomération liées aux interventions suivantes :
· La réalisation de travaux de préservation, de restauration ou de mise en valeur des caractéristiques patrimoniales;
· L'acquisition et l'installation d'un système de protection et d'extinction des incendies lorsque cela est exigé par le Code de construction du Québec (RLRQ, chapitre B-1.1, r. 2);
· La réparation ou le replacement d'un système de protection et d'extinction des incendies;
· L'accessibilité universelle (dans le cadre d'un projet de requalification avec une vocation publique).

Chaque projet doit être préalablement autorisé par le MCC au moyen d'une fiche de recommandation de crédits, car il sera soutenu conjointement par la Ville et le Ministère.

Les projets admissibles reçoivent une aide financière représentant 100 % des coûts

admissibles jusqu'à un maximum de 5 M$; la balance des coûts provient de l'arrondissement ou du service requérant. Les coûts admissibles incluent les travaux de préservation, de restauration et de mise en valeur du bien patrimonial et une portion des honoraires professionnels.

**JUSTIFICATION**

· L'EDCM est un outil majeur de développement culturel et constitue un moyen de choix pour atteindre les objectifs visés par plusieurs plans, stratégies et politiques de la Ville, notamment via le Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux qui en découle.
· Puisque les règlements d'emprunt RCG 14-027 et RCG 20-030 arrivent à leur fin, un nouveau règlement d'emprunt de compétence d'agglomération est requis afin que les montants planifiés par la Ville puissent être octroyés aux différents projets retenus.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

Ce règlement de compétence d'agglomération autorisant un emprunt de 22 800 000 $ servira à financer le Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal (EDCM).
Ainsi, les travaux financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder vingt ans conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG22 0721.

Le montant a été déterminé selon les projets admissibles parmi la planification des projets des arrondissements et des services centraux et reflète la programmation PDI 2026-2035 du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) pour le Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux (projet n$^{o}$ 36300).

La Ville de Montréal finance la totalité des projets sélectionnés dans le cadre de l'EDCM. Par la suite, le MCC en rembourse 50 %. Cela veut dire que :
· la Ville doit minimalement adopter un règlement d'emprunt pouvant couvrir la totalité des projets en planification;
· l'aide financière des projets faisant l'objet de ce règlement d'emprunt est subventionnée à 50 % par le ministère de la Culture et des Communications (MCC);
· cette subvention sera versée en remboursement du service de la dette;
· le montant d'emprunt qui sera à la charge des citoyennes et citoyens de la ville de Montréal sera diminué à 11 400 000 $.

**MONTRÉAL 2030**

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques parce que le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Services des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

Approbation du règlement par la ministre des Affaires municipales

- Publication du règlement

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Marie-Veronique DIONNE
architecte - planification

**Tél :** 514-872-7904
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-01-21

Marie-Geneviève LAVERGNE
chef(fe) de section - patrimoine

**Tél :** 438-354-1219
**Télécop. :** -

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION**

Karim CHAREF
chef(fe) de division - amenagement et projets urbains
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-05

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-05

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1266188001**
Unité administrative responsable : **Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) - DPMVT**
Projet : **Programme de mise en valeur des immeubles patrimoniaux municipaux**

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.* | ***X*** | | |

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- Réalisation d'au moins cinq projets de mise en valeur d'immeubles patrimoniaux municipaux offrant des milieux de vie de qualité et de fierté à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais (priorité 19).

- Renforcer la signature de Montréal en tant que destination historique d'importance en mettant en valeur les éléments distinctifs des édifices patrimoniaux (priorité 20).

- Collaboration entre deux unités d'affaires abordant à l'heure actuelle l'enjeu des bâtiments patrimoniaux municipaux sous-utilisés et vacants en silos.

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | **X** | | |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | **X** | | |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | **X** | | |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | **X** | | |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1266188001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

EV - 1266188001 - Travaux restauration immeubles patrimoniaux (agglo) 20260407.doc

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
**Tél :** 4388670481

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-25

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 514 872-0128
**Division :** Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1266188001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine |
| **Objet :** | Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 800 000 $ afin de financer les travaux de restauration d'immeubles patrimoniaux municipaux dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

1266188001- 36300 SUM_en attente.xlsm

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hui LI
agente comptable analyste
**Tél :** 514 872-0766

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-02-25

Yves JACQUES
conseiller(-ere) budgetaire
**Tél :** 514 872-0766
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG-XXX**

**RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 800 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE RESTAURATION D'IMMEUBLES PATRIMONIAUX MUNICIPAUX DANS LE CADRE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL**

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu l'article 37 et l'annexe I du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002);

Vu l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 conclue entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (CG24 0555);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération décrète :

**1.** Un emprunt de 22 800 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de restauration, de préservation et de mise en valeur d'immeubles patrimoniaux qui appartiennent à la Ville de Montréal et qui sont reconnus par la Loi sur le patrimoine culturel. Les travaux doivent être identifiés dans les orientations stratégiques et encadrements prévus à l'Entente sur le développement culturel de Montréal ou conformément à toute entente pour la mise en valeur de biens, sites et arrondissements reconnus par cette loi qui pourrait être conclue ultérieurement entre les mêmes parties.

**2.** Cet emprunt comprend les frais et honoraires d'études et de conception, ceux relatifs à la confection des plans et devis, à la surveillance et à la réalisation des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

**3.** Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

**4.** Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

**5.** Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

---

GDD1266188001

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter, avec modification, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $ portant le budget à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme |

Il est recommandé :
1. d'adopter, avec modification, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

2. de réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $, afin de porter le budget total à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-04-13 09:39

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE ADDENDA**

| **IDENTIFICATION** | **Dossier # :1265581001** |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter, avec modification, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $ portant le budget à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme |

## CONTENU

### CONTEXTE

Le présent addenda a pour objet de modifier le nouveau règlement en cours d'adoption. Ce dossier a fait l'objet d'un avis de motion ainsi que du dépôt d'un projet de règlement (CG26-0200) lors du conseil d'agglomération (CG) du 26 mars dernier, en vue de son adoption lors d'une séance subséquente du CG, prévue le 23 avril prochain.

**Contexte de l'addenda**

Concernant les nouveaux critères d'admissibilité du programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs, il a été demandé d'apporter une modification à la durée des travaux admissibles telle que définie à l'article 1 dudit règlement.

Cette mesure s'inscrit dans l'objectif initial du projet de refonte du programme, soit de le rendre accessible à un plus grand nombre de commerçants touchés par des travaux majeurs à l'échelle de l'agglomération de Montréal.

La définition initiale, établissait à six mois la durée minimale des travaux d'infrastructures majeurs. Dans un souci d'amélioration, cette définition visait à intégrer certains types de travaux auparavant exclus du programme, mais qui génèrent, dans les faits, des impacts significatifs sur les activités commerciales, notamment :

- Des travaux cumulés dans un même secteur, même lorsqu'ils sont individuellement de courte durée ;

- Des travaux de courte durée, distincts mais successifs, réalisés dans un même secteur.

Or, dans un souci de rendre admissible le programme à un plus grand nombre de chantiers, il est proposé de réduire à trois mois la durée minimale des travaux.

**Modifications demandées**

1. Article 1 – Définition des travaux

Remplacer :

> « Travaux » : un projet ou une succession continue de projets de travaux majeurs d'infrastructures publiques ou des travaux ou une succession continue de travaux majeurs d'infrastructures publiques, débutés mais non achevés, d'une durée totale prévue ou réelle d'un minimum de six mois dans un secteur désigné, exécutés par une municipalité liée ou par la Société de transport de Montréal et qui entraînent des entraves continues à la circulation automobile.

Par :

> « Travaux » : un projet de travaux majeurs d'infrastructures publiques, débuté mais non achevé, d'une durée totale prévue ou réelle d'un minimum de trois mois dans un secteur désigné, exécuté par une municipalité liée ou par la Société de transport de Montréal et qui entraîne des entraves continues à la circulation automobile.

2. Article 3 – Budget requis (Après l'ajout de 1,5 M$ en 2026)

Remplacer :

> « La valeur totale maximale de l'aide qui peut être octroyée en vertu du programme d'aide prévu au présent règlement est de 26,3 millions $. »

Par :

> « La valeur totale maximale de l'aide qui peut être octroyée en vertu du programme d'aide prévu au présent règlement est de 27,8 millions $. »

**Nouveau tableau comparatif des deux versions du programme**

| Élément | Ancien Programme | Nouveau Programme (Innovation) |
|---|---|---|
| Structure | Deux programmes distincts : aide financière (RCG 18-043 + subvention forfaitaire (RCG 23-013) | Fusion en un seul programme simplifié |
| Montant de l'aide | Jusqu'à 40 000 $ (aide financière) + 5 000 $ (subvention forfaitaire) | Maintien des plafonds, mais accès plus rapide à la subvention à travers le paiement en deux tranches, dont la première tranche dès la fourniture des documents de base du calcul |

| | | |
|---|---|---|
| Délais de paiement | Moyenne : 150 jours après dépôt | Réduction des délais grâce au paiement anticipé par tranches suivant la disponibilité des documents financiers |
| Admissibilité des chantiers | Chantiers supérieurs à 6 mois | **Extension aux chantiers d'une durée supérieure à 3 mois** |
| Processus de traitement | Processus manuel | • Processus semi-automatisé dès la soumission en ligne<br>• Ajustements Réglementaires sur le principe de calcul applicable à des situations complexes<br>• Réduction des étapes du traitement |
| Documents requis | Preuves + calculs + avis fiscaux obligatoires | Flexibilité : paiement anticipé d'une première tranche avant avis fiscaux, si données de calcul disponibles |
| Impact réel des chantiers | Défauts dans la prise en compte | Meilleure prise en compte des impacts des chantiers successifs/simultanés |
| Durée du programme | Jusqu'en 2030 | Prolongation jusqu'en 2033 |
| Budget global | initialement de 22.6 M$, modifié à 15 M$ incluant le budget de 2 M$ pour finaliser les projets 2026 ainsi que 13 M$ déjà versés | **Besoin estimé à 27.8 M$,** dont 1,5 M$ pour l'année 2026 en provenance du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels (RCG 19-010). |

Afin d'accompagner les modifications proposées, une analyse rigoureuse des chantiers planifiés ainsi que du nombre de commerces touchés sera réalisée au cours des prochains mois. La situation fera l'objet d'une évaluation trimestrielle suivant l'entrée en vigueur du programme, afin d'apporter les ajustements requis tant sur le plan budgétaire qu'opérationnel.

## VALIDATION

### Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

---

### Autre intervenant et sens de l'intervention

---

### Parties prenantes

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Etienne Narciss NYECK
commissaire - developpement economique

000-0000
**Tél :**
**Télécop. :** 000-0000

Montréal

**Système de gestion des décisions des instances**
**RECOMMANDATION**

CG : 42.07

2026/04/23
16:00

(2)

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 24 500 000 $ portant le budget à 26 300 000 $ pour assurer le financement du programme |

Il est recommandé :
1. d'adopter le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043);

2. de réserver une somme supplémentaire de 24 500 000 $ portant le budget à 26 300 000 $ pour assurer le financement du programme.

**Signé par** Benoit DAGENAIS **Le** 2026-03-17 12:44

**Signataire :** Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

**Système de gestion des décisions des instances**
**SOMMAIRE DÉCISIONNEL**

**IDENTIFICATION** **Dossier # :1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Niveau décisionnel proposé :** | Conseil d'agglomération |
| **Compétence d'agglomération :** | Aide destinée spécifiquement à une entreprise |
| **Projet :** | - |
| **Objet :** | Adopter le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 24 500 000 $ portant le budget à 26 300 000 $ pour assurer le financement du programme |

## CONTENU

### CONTEXTE

En 2018, la Ville de Montréal a adopté le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), applicable à l'ensemble du territoire de l'agglomération. Par cette adoption, la Ville affirmait sa volonté d'atténuer les impacts économiques découlant des grands chantiers d'infrastructures, notamment par l'octroi d'une aide financière calculée en fonction des pertes de bénéfice brut constatées lors d'un exercice financier admissible.

Depuis son entrée en vigueur, le programme a fait l'objet de plusieurs ajustements importants notamment :

- Une révision en 2021 fixant à 40 000$ le montant maximal de l'aide financière désormais calculé sur la base d'une perte de bénéfice brut supérieure à 5 % pour chaque exercice financier admissible ;
- Une mise à jour en 2023, afin de simplifier les exigences documentaires, tout en renforçant l'offre de soutien municipal à travers la création d'un programme de subvention forfaitaire. Cette mesure a permis d'accorder à tout établissement admissible une aide immédiate de 5 000 $, afin de favoriser son adaptation au contexte opérationnel perturbé par le chantier, dans l'attente de l'évaluation des pertes éventuelles prévues au programme principal ;

Malgré ces bonifications accompagnées de modifications dans le but d'accroître l'accessibilité des programmes pour les commerçants, l'application complémentaire de ces deux dispositifs fait face à plusieurs enjeux opérationnels et structurants également mis en lumière par l'évaluation de ces deux programmes en 2025.

Les principaux enjeux identifiés se déclinent comme suit :

- **Des délais importants**, tant dans l'analyse de l'admissibilité des travaux et le traitement des demandes que dans le versement de l'aide financière due ;
- **Une communication perfectible** au niveau de l'expérience client et l'accompagnement des établissements requérants ;
- **Une prise en compte insuffisante des impacts des chantiers**, notamment dans les situations où des travaux successifs ou simultanés de moins de six mois se déroulent dans un même secteur, entraînant une pression accrue sur l'activité commerciale locale.

Ces observations évoquent la nécessité de poursuivre l'effort d'amélioration des mécanismes de soutien afin d'optimiser l'impact de la Ville dans sa volonté de renforcer la résilience du tissu commercial des artères affectées par des travaux majeurs.

Le nouveau programme constitue ainsi l'un des leviers importants de la mise en œuvre de l'axe 4 du Plan économique 2030, lequel vise à dynamiser les pôles économiques et commerciaux en transformation grâce à une approche concertée de revitalisation des quartiers et des artères commerciales stratégiques, tout en renforçant le dynamisme de la métropole.

## DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

**CG25 0388 - 19 juin 2025 :** Adopter le Plan économique 2030 « Un cadre audacieux pour une métropole prospère ».
**CG24 0598 - 24 octobre 2024 :** Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissement situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) / Réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

**CG24 0597 - 24 octobre 2024 :** Adopter le Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

**CG23 0363 - 15 juin 2023 :** Adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » (RCG 18-043) / Réduire de 4 500 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2023 à 2025 en conséquence.

**CG23 0276 - 18 mai 2023 :** Adopter le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Réserver une somme de 4,5 M$ pour assurer le financement du programme.

**CG21 0226 - 22 avril 2021 :** Adopter le règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Bonifier de 1 200 000 $ et redistribuer annuellement l'enveloppe budgétaire du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs / Autoriser un virement budgétaire de 2 800 000 $ en provenance du budget alloué au PR@M-Industrie vers le budget alloué au Programme

d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour l'exercice financier 2021 / Ajuster la répartition annuelle des crédits de la base budgétaire du Service du développement économique de 2022 à 2026 en fonction des nouvelles prévisions. CG18 0623 (20 décembre 2018) : Adopter le Règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs » / Réserver une somme de 25 M$ pour assurer le financement du programme.

**CE-RCG 18-043 (054) - 17 mars 2021 :** Modifier le minimum de la perte de bénéfice brut et le montant maximal de la subvention relative au programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

**CG18 0706 - 20 décembre 2018 :** Adopter le règlement intitulé « Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs ».

**CE18 1096 - 13 juin 2018 :** Approbation du plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique Accélérer Montréal.

**DESCRIPTION**

La Ville de Montréal propose une refonte des deux programmes de soutien aux commerces affectés par des travaux majeurs en une version améliorée répondant aux enjeux identifiés, laquelle se décline en deux volets :

**Volet 1 :** Une subvention forfaitaire de **5 000 $**;
**Volet 2 :** Une aide financière basée sur le calcul d'une **perte de bénéfice brut supérieure à 5 %.**

La mise en œuvre de ce nouveau programme sera accompagnée de mesures d'optimisation visant les processus, les outils et les ressources affectées au traitement des demandes, afin de :

- Harmoniser les traitements ;
- Faciliter le processus de soumission des demandes ;
- Offrir un soutien financier plus rapide ;
- Intégrer la prise en compte de l'impact cumulé des chantiers simultanés ou successifs d'une durée d'au moins trois mois dans un même secteur.

Ci-dessous, un tableau comparatif des deux solutions mettant en lumière les améliorations proposées par la refonte des programmes :

| Élément | Ancien Programme | Nouveau Programme (Innovation) |
|---|---|---|
| Structure | Deux programmes distincts : aide financière (RCG 18-043 + subvention forfaitaire (RCG 23-013) | Fusion en un seul programme simplifié |
| Montant de l'aide | Jusqu'à 40 000 $ (aide financière) + 5 000 $ (subvention forfaitaire) | Maintien des plafonds, mais accès plus rapide à la subvention à travers le paiement en deux tranches, dont la première tranche dès la fourniture des documents de base du calcul |
| Délais de | Moyenne : 150 jours | Réduction des délais grâce au paiement anticipé par |

| | | |
|---|---|---|
| paiement | après dépôt | tranches suivant la disponibilité des documents financiers |
| Admissibilité des chantiers | Chantiers supérieurs à 6 mois | Extension aux chantiers successifs ou simultanés supérieurs à 3 mois |
| Processus de traitement | Processus manuel | • Processus semi-automatisé dès la soumission en ligne<br>• Ajustements Réglementaires sur le principe de calcul applicable à des situations complexes<br>• Réduction des étapes du traitement |
| Documents requis | Preuves + calculs + avis fiscaux obligatoires | Flexibilité : paiement anticipé d'une première tranche avant avis fiscaux, si données de calcul disponibles |
| Impact réel des chantiers | Défauts dans la prise en compte | Meilleure prise en compte des impacts des chantiers successifs/simultanés |
| Durée du programme | Jusqu'en 2030 | Prolongation jusqu'en 2033 |
| Budget global | initialement de 22.6 M$, modifié à 15 M$ incluant le budget de 2 M$ pour finaliser les projets 2026 ainsi que 13 M$ déjà versés | Besoin estimé à 26.3 M$ |

Dans la continuité, le programme couvre également les travaux réalisés par la Ville de Montréal, les municipalités liées et la Société de transport de Montréal (STM). Pour recevoir une subvention, les commerces devront être situés dans un secteur désigné par le comité exécutif en fonction du plan de réalisation des travaux.

De plus, les ordonnances adoptées par le comité exécutif visant la désignation des secteurs et la détermination des périodes de travaux dans le cadre de l'ancien Règlement (RCG 18-043), sont réputées avoir été adoptées en vertu de celui-ci, avec les adaptations nécessaires lorsque la période de travaux prend fin moins de deux ans avant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

**Les objectifs du programme**

La refonte des deux programmes antérieurs, établis par les règlements RCG 18-043 et RCG 23-013, vise à :

- offrir plus de flexibilité dans l'admissibilité des demandes ;
- permettre un accès plus rapide aux subventions ;
- élargir l'accès afin que davantage de commerces touchés par des travaux majeurs puissent bénéficier de l'aide financière ;
- mieux prendre en compte les impacts des chantiers sur les artères commerciales ;
- simplifier le traitement administratif des demandes.

**Pouvoirs du comité exécutif**

Soulignons que le projet de règlement confère des pouvoirs d'ordonnance au comité exécutif, notamment pour :

- désigner tout secteur de travaux ;
- fixer les dates de début et de fin de la période des travaux ;
- modifier le montant de l'aide lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou dans le cadre d'un programme gouvernemental ;
- augmenter ou diminuer tout montant d'aide provenant d'une contribution octroyée à la Ville ou du budget de fonctionnement de la Ville de Montréal ;
- modifier la liste des documents exigés pour déposer une demande de subvention ;
- modifier le minimum de perte de bénéfice brut permettant d'être admissible au programme ;
- modifier le montant de la subvention forfaitaire ;
- modifier le minimum de perte de bénéfice brut ou le montant de l'aide financière ;
- modifier l'annexe du règlement ;
- déterminer la date à laquelle le programme d'aide financière prend fin.

**JUSTIFICATION**

Les nombreux chantiers qui ont cours sur l'île de Montréal sont une contrainte nécessaire pour l'entretien et le développement des infrastructures de la Ville, mais ils contribuent à diminuer l'achalandage sur les rues en chantier, créant ainsi une perception négative à l'égard de ces secteurs et une baisse des revenus des commerçants.
Dans la continuité, le nouveau programme proposé est une version optimisée de l'offre de soutien initiale aux affaires qui permettait d'atténuer les impacts financiers liés aux contraintes locales imposées par la réalisation des travaux.

**ASPECT(S) FINANCIER(S)**

| Années | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | Total Budget prévu |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Budget disponible (RCG 18-043)** | 2 800 000 $ | - | - | - | - | | - | - | 2 800 000 $ |
| **Budget disponible (RCG 23-013)** | 845 000 $ | - | - | - | - | - | - | - | 845 000 $ |
| **Besoin à combler par le PR@M-Industrie** | 155 000$ | - | - | - | - | - | - | - | 155 000 $ |
| **Augmentation Requise** | - | 3 500 000$ | 3 500 000$ | 3 500 000$ | 3 500 000$ | 3 500 000$ | 3 500 000 $ | 3 500 000$ | 24 500 000 $ |
| **Total** | **3 800 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **28 300 000 $** |
| **Montant à maintenir dans le RCG 18-043** | - 2 000 00 $ | | | | | | | | - 2 000 000 $ |
| **Budget total nouveau programme** | **1 800 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **3 500 000 $** | **26 300 000 $** |

Le crédit budgétaire de 1,8 M$ initialement réservé pour 2026 au programme d'aide financière (RCG 18-043) a été bonifié de 1 M$. Par ailleurs, un montant de 1 M$ avait été réservé pour

la continuité du programme forfaitaire (RCG 23-013) en 2026. Une partie du budget réservé en 2026 pour le programme forfaitaire (155 000 $) va servir à payer les courus de 2025 liés à ce programme, créant ainsi un besoin équivalent dans le budget de 2026. Ce besoin a été comblé par un emprunt de 155 000 $ au programme PR@M-Industrie.

Lorsque tous les courus du programme RCG 23-013 seront payées, le solde du budget sera remis dans le programme PR@M-Industrie.

Le présent Règlement vise également à modifier le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), notamment l'article 20 fixant la valeur totale de l'aide financière qui peut être attribuée en vertu du programme. Cette mesure vise à maintenir un montant de 2 M$ dans le programme initial d'aide financière RCG 18-043 en vue d'assurer les paiements requis pour l'ensemble des demandes reçues en vertu de ce programme, avant l'entrée en vigueur du nouveau programme.

Les crédits budgétaires totaux 26.3 M$ prévus pour le nouveau programme sont issus du budget de fonctionnement de la Ville de Montréal. Il s'agit d'une enveloppe fermée pour la période couvrant les années 2026 à 2033. Ainsi le programme prendra fin lorsque les crédits seront épuisés ou à la date déterminée par ordonnance du comité exécutif, tel que prévu par son Règlement. Advenant l'épuisement des crédits et la volonté de poursuivre le programme au-delà de 2033, ce dernier fera l'objet d'une nouvelle stratégie de financement en fonction des besoins et des secteurs qui seront désignés par le comité exécutif.

**MONTRÉAL 2030**

Le nouveau programme intitulé « Programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs » répond à la priorité du plan stratégique **Montréal 2030**, qui vise à développer des quartiers vivants. Son objectif est d'offrir à nos concitoyens des artères commerciales et des milieux de vie qui rehaussent la qualité de vie, tout en soutenant efficacement le maintien des activités des commerçants durant les chantiers majeurs d'infrastructures.

**IMPACT(S) MAJEUR(S)**

Le fait de ne pas adopter le règlement reviendrait à mettre de côté les opportunités d'amélioration du programme suivant son évaluation ainsi que les commentaires des commerçants affectés par des chantiers. Cela aurait pour effet de multiplier les désagréments et de nuire à la mise en œuvre optimale d'un soutien financier aux commerçants lors de la réalisation de travaux majeurs.

**OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION**

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

**CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)**

- Mars 2026 : Avis de motion et dépôt du Règlement.
- Avril 2026 : Adoption du Règlement.
- Avril 2026 : Mise en oeuvre du plan de communication.
- Mai 2026 : Mise en oeuvre du programme.

**CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

**ADMINISTRATIFS**

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

## VALIDATION

**Intervenant et sens de l'intervention**

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Adriana SANTOS)

---

**Autre intervenant et sens de l'intervention**

---

**Parties prenantes**

Lecture :

---

**RESPONSABLE DU DOSSIER**

Etienne Narciss NYECK
Commissaire au developpement économique

**Tél :** 438-867-5842
**Télécop. :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-03

Valérie BOCHET
Cheffe de section - soutien aux opération économiques

**Tél :** 438-869-6249
**Télécop. :**

---

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE**

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
**Tél :** - -
**Approuvé le :** 2026-03-11

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Adopter, avec modification, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $ portant le budget à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

HP - 1265581001 - Règl. aide établissements travaux majeurs 20260402.docx


**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN
Avocat

**Tél :** 514-589-7285

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-02

Isabelle BUREAU
Directrice des Affaires civiles et avocate en chef adjointe

**Tél :** 514-589-7304
**Division :** Direction des affaires civiles

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION ADDENDA - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Adopter, avec modification, le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 26 000 000 $ portant le budget à 27 800 000 $ pour assurer le financement du programme |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

SDE - 1265581001 Intervention financière addenda JL.xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Adriana SANTOS
Préposée au budget

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-04-07

Josee LESSARD
Chef(fe) de section - conseil et soutien financiers

**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles**

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Adopter le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 24 500 000 $ portant le budget à 26 300 000 $ pour assurer le financement du programme |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Document(s) juridique(s) visé(s)

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

HP - 1265581001 - Règl. aide établissements travaux majeurs 20260305.docx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Hugo PEPIN
Avocat
**Tél :** 514-589-7285

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-05

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
**Tél :** 514-872-0128
**Division :** Droit fiscal, évaluation et transactions financières

**Système de gestion des décisions des instances**
**INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier**

**Dossier # : 1265581001**

| | |
|---|---|
| **Unité administrative responsable :** | Service du développement économique , Direction du développement du territoire , Division pôles économiques et commerciaux |
| **Objet :** | Adopter le Règlement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) / Réserver une somme supplémentaire de 24 500 000 $ portant le budget à 26 300 000 $ pour assurer le financement du programme |

**SENS DE L'INTERVENTION**

Certification de fonds

**COMMENTAIRES**

**FICHIERS JOINTS**

SDE - 1265581001 Intervention financière (2).xlsx

**RESPONSABLE DE L'INTERVENTION**

Adriana SANTOS
Préposée au budget

**Tél :**

**ENDOSSÉ PAR** Le : 2026-03-12

Josee LESSARD
Chef(fe) de section - conseil et soutien financiers
**Tél :** - -
**Division :** Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

# Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1265581001**
Unité administrative responsable : ***Service du développement économique, Direction du développement du territoire, Division des pôles économiques et commerciaux***
Projet : ***Adoption de Règlement***

## Section A - Plan stratégique Montréal 2030

| | *oui* | *non* | *s. o.* |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? | *X* | | |
| 2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?<br><br>*Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.* | | | |
| 3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**<br><br>*En aidant les commerçants à se maintenir en affaires pendant la période d'un chantier majeur d'infrastructures.* | | | |

## Section B - Test climat

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :<br>● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990<br>● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030<br>● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales<br>● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 | | | **X** |
| 2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? | | | **X** |
| 3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat? | | | **X** |

## Section C - ADS+*

| *Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses* | ***oui*** | ***non*** | ***s. o.*** |
|---|---|---|---|
| 1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :<br>a. **Inclusion**<br>● Respect et protection des droits humains<br>● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion | | | **X** |
| b. **Équité**<br>● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale | | | **X** |
| c. **Accessibilité universelle**<br>● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal | | | **X** |
| 2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? | | | **X** |

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Outlook

## Délégation de pouvoirs - Remplacement du directeur général du 2 au 8 mars 2026

**De** DG VdM <dg@montreal.ca>

**Date** Ven 2026-02-27 16:28

**À** Martin Prud'homme <martin.prudhomme@montreal.ca>; Brigitte GRANDMAISON <brigitte.grandmaison@montreal.ca>; Claude CARETTE <claude.carette@montreal.ca>; Dominic LAPOINTE <dominic.lapointe@montreal.ca>; Salwa MAJOUJI <salwa.majouji@montreal.ca>; Jessica PARADIS <jessica.paradis@montreal.ca>; Melissa LEVEILLE <melissa.leveille@montreal.ca>; Genevieve GOUDREAULT <genevieve.goudreault@montreal.ca>; Francine LAVERDIERE <francine.laverdiere@montreal.ca>; Diane BOUCHARD <diane.bouchard@montreal.ca>; Stephanie HOULE <stephanie.houle@montreal.ca>; Louise-Helene LEFEBVRE <louise-helene.lefebvre@montreal.ca>; Dave ST-PIERRE <dave.st-pierre@montreal.ca>; Richard GRENIER <richard.grenier@montreal.ca>; Valerie BEAULIEU <valerie.beaulieu@montreal.ca>; Julie JODOIN <julie.jodoin@montreal.ca>; Roger LACHANCE <roger.lachance@montreal.ca>; Clotilde TARDITI <clotilde.tarditi@montreal.ca>; Annie GERBEAU <annie.gerbeau@montreal.ca>; Dieudonne ELLA-OYONO <dieudonne.ella-oyono@montreal.ca>

**Cc** Benoit DAGENAIS <benoit.dagenais@montreal.ca>; Nadia BASTIEN <nadia.bastien@montreal.ca>

Bonjour,

Conformément à l'article 25 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), je désigne madame Nadia Bastien, directrice générale adjointe - Qualité de vie, pour me remplacer du 2 au 8 mars 2026, dans l'exercice de mes fonctions de directeur général et exercer tous les pouvoirs qui y sont rattachés.

Cordiales salutations,

Brigitte Deshaies, pour
Assistante administrative

**Benoit Dagenais**
Directeur général

Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, 3e étage - Bureau 03-134
Montréal (Québec)  H2Y 1C6

**AVERTISSEMENT** : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG 26-XXX**

**RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE VISANT LES ENTREPRISES EXPLOITANT DES ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS DES SECTEURS AFFECTÉS PAR DES TRAVAUX MAJEURS ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Plan économique 2030 — Un cadre audacieux pour une métropole prospère, approuvé par résolution à l'assemblée du 19 juin 2025 (CG25 0388);

Vu la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE), approuvée par résolution à la séance du 28 août 2025 (CG25 0495);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**CHAPITRE I**
DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activités commerciales » : la vente au détail, la location de produits ou la prestation de services au consommateur, à l'exclusion des services de massage et des activités suivantes au sens du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), édition 2022, version 1.0 publié par Statistique Canada :

1° services professionnels, scientifiques et techniques (secteur 54) autres que les services de design d'intérieur (classe 54141) et les services photographiques (classe 54192);

2° services en finance et assurance (secteur 52);

3° prestation de soins de santé et d'assistance sociale (secteur 62), à l'exception des services de garderie (classe 62441);

4° prestation de services immobiliers (sous-secteur 531), autres que les services de mini-entrepôts en libre-service (classe 53113);

« bénéfice brut » : l'excédent des revenus d'un établissement sur l'ensemble de ses coûts variables;

« coûts variables » : les coûts variant en proportion directe des revenus ou du niveau d'activités commerciales de l'établissement, notamment le coût des marchandises vendues dans le cadre de la vente au détail ou les coûts directement attribuables à la prestation de services;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise » : une personne morale de droit privé, une société en nom collectif, en commandite ou en participation ou une personne physique qui exploite une entreprise individuelle, qui exerce des activités commerciales;

« établissement » : un local dans un immeuble situé dans un secteur désigné où une entreprise exerce ses activités commerciales;

« exercice financier » : une période de 12 mois durant laquelle une entreprise exerce des activités commerciales et pour laquelle une déclaration de revenus a été produite ou des états financiers ont été établis;

« municipalité liée » : une des municipalités mentionnées à l'article 4 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

« période des travaux » : la période déterminée par ordonnance du comité exécutif;

« perte de bénéfice brut » : la différence entre le bénéfice brut réalisé au cours d'un exercice financier admissible et le bénéfice brut d'un ou plusieurs exercices financiers antérieurs à la période des travaux, calculée conformément à l'annexe 1 du présent règlement;

« revenus » : l'ensemble des revenus bruts qu'une entreprise tire de son établissement ainsi que des subventions reçues par une entreprise, à l'exclusion de l'aide reçue en vertu du présent règlement, du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013);

« secteur désigné » : un secteur de travaux délimité par ordonnance du comité exécutif;

« travaux » : un projet ou une succession continue de projets de travaux majeurs d'infrastructures publiques ou des travaux ou une succession continue de travaux majeurs d'infrastructures publiques, débutés, mais non achevés, d'une durée totale prévue ou réelle d'un minimum de six mois dans un secteur désigné, exécutés par une municipalité liée ou par la Société de transport de Montréal et qui entraîne des entraves continues à la circulation automobile;

« Ville » : la Ville de Montréal.

**CHAPITRE II**
APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

**2.** Dans le cadre de la mise en œuvre de la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ), le présent règlement met en place un programme d'aide aux entreprises qui exploitent un établissement situé dans un secteur désigné affecté par des travaux majeurs visant à maintenir la viabilité économique de ces entreprises, à préserver l'activité économique et l'emploi dans les secteurs désignés et à renforcer la résilience du tissu commercial lors de la réalisation de travaux majeurs.

Le programme se déploie en deux volets :

1° le volet 1, qui vise l'octroi d'une subvention forfaitaire aux entreprises qui exploitent un établissement situé dans un secteur désigné affecté par des travaux majeurs;

2° le volet 2, qui vise la mise en place d'un programme d'aide financière basée sur la perte de bénéfice brut des entreprises exploitant un établissement situé dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

**3.** La valeur totale maximale de l'aide qui peut être octroyée en vertu du programme d'aide prévu au présent règlement est de 26,3 millions $.

**4.** Une ordonnance adoptée par le comité exécutif décrétant un secteur désigné et déterminant une période des travaux en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) dont la période des travaux prend fin moins de deux ans avant le [*insérez ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*] est réputée avoir été adoptée en vertu du présent règlement, en faisant les adaptations nécessaires.

**CHAPITRE III**
EXCLUSIONS

**5.** Aucune aide n'est octroyée à une entreprise :

1° qui :

a) est listée au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) tenu en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

b) est l'État, la Couronne du chef du Canada ou l'un de leurs mandataires;

c) est un organisme visé à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1);

d) a cessé ses activités commerciales durant une période d'au moins 90 jours consécutifs, est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-36), en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3) ou a déposé un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en vertu de cette loi entre la date à laquelle elle présente une demande d'aide en vertu du présent règlement et la date à laquelle une aide est versée en vertu de l'article 15, de l'article 28 ou de l'article 30;

2° dont l'établissement :

a) cesse ses opérations dans les 40 jours suivant le dépôt de sa demande d'aide en vertu de l'article 7 ou de l'article 18 de sa demande de second versement de l'aide financière en vertu de l'article 29;

b) a déménagé à l'extérieur d'un secteur désigné avant la date d'approbation de l'aide transmise par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 13, du deuxième alinéa de l'article 14 ou de l'article 27;

c) est acquis ou implanté après le début de la période des travaux;

d) ne dispose pas d'un certificat d'occupation valide s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou ne dispose pas d'une preuve de dépôt d'une demande auprès de la municipalité liée dans laquelle il est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

e) est situé à l'intérieur d'une station de métro ou d'un établissement d'enseignement, sauf s'il dispose d'un accès direct sur une voie publique.

**CHAPITRE IV**
VOLET 1 — SUBVENTION FORFAITAIRE AUX ENTREPRISES

**SECTION I**
ADMISSIBILITÉ ET DEMANDE DE SUBVENTION

**6.** Une entreprise peut présenter une demande de subvention forfaitaire à la Ville en vertu du présent volet pour chaque établissement qu'elle exploite.

**7.** Une entreprise qui exploite un établissement peut présenter une demande de subvention forfaitaire aux conditions établies au présent volet au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande de subvention forfaitaire doit être accompagnée des documents suivants :

1° l'état des renseignements relatif à l'entreprise et provenant du Registre des entreprises du Québec;

2° le cas échéant, un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

3° le certificat d'occupation en vigueur s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou la preuve de dépôt d'une demande auprès de l'arrondissement de la Ville ou de la municipalité liée dans lequel l'établissement est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

4° si l'entreprise est locataire de l'établissement, une copie de son bail en vigueur indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

5° le formulaire de Déclaration de la Charte de la langue française signé, selon le modèle fourni par la Ville.

Lorsque la demande de subvention est présentée dans les six mois suivant le dépôt d'une demande d'aide financière conforme en vertu du volet 2, l'entreprise n'a pas à accompagner la demande des documents mentionnés au deuxième alinéa.

**8.** Une entreprise qui exploite plusieurs établissements situés dans tout secteur désigné doit présenter une demande distincte pour chacun d'entre eux.

**9.** Une seule demande conforme aux exigences de l'article 7 peut être présentée pour un établissement.

**10.** Une entreprise qui a reçu une subvention forfaitaire en vertu du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) pour un établissement ne peut présenter de demande en vertu du présent volet pour cet établissement.

**11.** Une demande doit être présentée au plus tard 24 mois après la fin de la période des travaux.

**SECTION II**
MONTANT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE

**12.** Le montant de la subvention forfaitaire qui peut être versé à une entreprise dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement est de 5 000 $ par établissement.

**SECTION III**
VERSEMENT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE

**13.** Suivant la réception d'une demande de subvention forfaitaire, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 7 et que son étude permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent volet, approuve la demande de subvention forfaitaire et en informe l'entreprise par courriel;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet par courriel à l'entreprise un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

**14.** À compter de la date de transmission d'un avis de non-conformité prévu au paragraphe 2° de l'article 13, l'entreprise doit, dans un délai de 30 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

À la réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur approuve la demande de subvention forfaitaire et en avise l'entreprise par courriel si l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent volet.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise l'entreprise par courriel.

**15.** À la suite de la transmission de l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 13 ou au deuxième alinéa de l'article 14, la subvention est versée.

## CHAPITRE V
VOLET 2 — AIDE FINANCIÈRE AUX ENTREPRISES

### SECTION I
ADMISSIBILITÉ ET APPLICATION

**16.** Pour chaque exercice financier admissible, une entreprise peut présenter une demande d'aide financière à la Ville en vertu du présent volet.

Aux fins du présent volet, est considéré comme un exercice financier admissible un exercice financier terminé qui a eu cours lors de la période des travaux et pour lequel est constatée, pour un établissement, une perte de bénéfice brut de plus de 5 %, calculée selon les dispositions prévues au présent volet et à l'annexe 1.

**17.** Aux fins du présent volet, lorsqu'une entreprise peut présenter à la fois une demande de subvention en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) à l'égard d'un exercice financier admissible au sens du deuxième alinéa de l'article 3 de ce règlement et une demande d'aide financière en vertu du présent volet à l'égard d'un exercice financier admissible, la demande doit être présentée en vertu du présent volet.

### SECTION II
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

**18.** Une entreprise peut, pour tout exercice financier admissible, présenter une demande d'aide financière aux conditions établies au présent volet au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° l'état des renseignements relatif à l'entreprise et provenant du Registre des entreprises du Québec;

2° le cas échéant, un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

3° le certificat d'occupation en vigueur s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou la preuve de dépôt d'une demande auprès de l'arrondissement de la Ville ou de la municipalité liée dans lequel l'établissement est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

4° si l'entreprise est locataire de l'établissement :

a) une copie de son bail en vigueur indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

b) une copie du bail en vigueur durant tout exercice financier comparable, telle que cette expression est définie à l'annexe 1, indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur pour tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

5° le formulaire de Déclaration de la Charte de la langue française signé, selon le modèle fourni par la Ville;

6° les états financiers de l'établissement pour tout exercice financier admissible ainsi que les états financiers de l'établissement de tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1;

7° les déclarations de revenus de l'entreprise produites en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.)) associées à tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, lorsque de telles déclarations ont été émises;

8° les avis de cotisation de l'entreprise reçus en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, ch. 1 (5e suppl.)) pour tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, lorsque de tels avis ont été émis;

9° les déclarations de revenus de l'entreprise produites en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.)) associés à tout exercice financier admissible;

10° les avis de cotisation de l'entreprise reçus en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, ch. 1 (5e suppl.)) pour tout exercice financier admissible.

Une entreprise peut présenter une demande d'aide financière en transmettant les documents mentionnés aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa si les documents mentionnés aux

paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa ne sont pas disponibles au moment où elle dépose sa demande.

**19.** Une entreprise qui exploite plusieurs établissements doit présenter une demande distincte pour chacun d'entre eux.

**20.** Une seule demande peut être présentée pour un établissement par période de 12 mois par secteur désigné.

**21.** Une entreprise qui a reçu une subvention en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) pour un exercice financier admissible au sens du deuxième alinéa de l'article 3 de ce règlement ne peut présenter de demande en vertu du présent volet pour cet exercice financier admissible.

**22.** Une demande peut viser plus d'un exercice financier admissible.

**23.** Une demande doit être présentée au plus tard 24 mois après la fin de la période des travaux.

**SECTION III**
MONTANT DE L'AIDE FINANCIÈRE

**24.** Le montant de l'aide financière équivaut au pourcentage que représente la perte de bénéfice brut calculée conformément à l'annexe 1, moins 5 %.

Malgré ce qui précède, le montant maximal de l'aide financière est de 40 000 $ par établissement, par exercice financier admissible.

**SECTION IV**
MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

**25.** Suivant la réception d'une demande d'aide financière, le directeur :

1° lorsque les formalités prévues au premier alinéa et aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa l'article 18 sont complétées et que l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, approuve la demande d'aide financière;

2° lorsque les formalités prévues au premier alinéa et aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa à l'article 18 sont complétées, mais que l'étude de la demande ne permet pas d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, refuse la demande d'aide financière;

3° lorsqu'un document exigé en vertu d'un des paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa de l'article 18 est manquant, transmet par courriel à l'entreprise un avis de non-conformité indiquant le document manquant et la date limite pour lui transmettre le document.

En plus des documents exigés à l'article 18, le directeur peut, avant d'approuver la demande d'aide financière, exiger tout document afin de valider le respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet de même que l'information financière soumise aux fins du présent volet.

**26.** À compter de la date de transmission d'un avis de non-conformité prévu au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 25, l'entreprise doit, dans un délai de 30 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

À la réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur approuve la demande d'aide financière si l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement. Dans le cas contraire ou à défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée.

**27.** Le directeur informe l'entreprise, par courriel, de l'approbation ou du refus de sa demande. Si la demande est approuvée, cet avis indique la date de l'approbation, le montant d'aide financière accordé et, lorsque l'entreprise n'a pas transmis les documents mentionnés aux paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18, le délai pour transmettre ces documents et une demande de second versement de l'aide financière.

**28.** À la suite de l'avis prévu à l'article 27, l'aide financière est versée.

Le montant de l'aide financière versé équivaut à :

1° 100 % du montant calculé selon les dispositions prévues à l'article 24 lorsque l'entreprise a transmis l'ensemble des documents mentionnés au deuxième alinéa de l'article 18 avant l'approbation de sa demande d'aide financière;

2° 40 % du montant calculé selon les dispositions prévues à l'article 24 lorsque l'entreprise n'a pas transmis les documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 lors du dépôt de sa demande d'aide financière.

**29.** L'entreprise à qui a été versée l'aide financière en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 28 peut obtenir un second versement de l'aide financière en présentant une demande par courriel à cet effet.

Cette demande doit être accompagnée des documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 et doit être présentée dans les six mois suivant la date de l'avis du directeur transmis en vertu de l'article 27.

En plus des documents exigés au deuxième alinéa, le directeur peut, avant d'approuver la demande d'aide financière, exiger tout document afin de valider le respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet de même que l'information financière soumise aux fins du présent volet.

**30.** Lorsqu'une entreprise s'est conformée à l'article 29, le directeur établit le montant de second versement du second versement qui correspond à la différence entre le montant obtenu en vertu de l'article 24, moins le montant versé en vertu du paragraphe 2° du

deuxième alinéa de l'article 28, approuve le second versement et en informe l'entreprise au moyen d'un écrit transmis par courriel.

S'il est constaté que le montant versé en vertu du paragraphe 2° de l'alinéa 2 de l'article 28 est supérieur au montant obtenu en vertu de l'article 24, l'entreprise doit rembourser la différence entre le montant versé en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 28 et le montant obtenu en vertu de l'article 24, dans les 10 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**31.** L'entreprise qui fait défaut de transmettre au directeur les documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 dans le délai mentionné au deuxième alinéa de l'article 29, doit rembourser le montant d'aide financière versé en vertu de l'article 28 au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans les 10 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet et ne peut obtenir le second versement de l'aide financière en vertu de l'article 30.

**SECTION V**
VÉRIFICATION DU RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ ET DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

**32.** Le directeur peut, à tout moment avant ou après le versement d'une aide financière, effectuer une vérification du respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet et de l'information financière soumise en vertu du présent volet.

Le cas échéant, le directeur en informe l'entreprise au moyen d'un avis écrit.

Une vérification peut être effectuée dans un délai maximal de deux ans après le dernier versement de l'aide financière.

Aux fins de la vérification, l'entreprise doit conserver tous les documents ayant mené à la demande d'aide financière pendant deux ans suivant le versement de cette aide.

**33.** Dans le cadre d'une vérification prévue à l'article 32, le directeur peut exiger tout document, notamment toute déclaration de taxes de vente ou de revenu, tout rapport financier, toute facture, preuves de paiement ou relevés de ventes.

Tout document requis aux fins de la vérification doit être fourni dans les 60 jours suivant la date de l'avis prévu à l'article 32.

**34.** Le défaut pour une entreprise de respecter les articles 32 ou 33 entraîne la perte du droit à l'aide financière prévue au présent volet et le directeur transmet par courriel un avis à l'entreprise à cet effet. Dans un tel cas, l'entreprise ne peut plus présenter aucune nouvelle demande d'aide financière en vertu du présent volet.

Toute aide financière versée en vertu du présent volet dans les deux années précédant l'avis du directeur doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans un délai de 30 jours suivant la transmission de cet avis.

**CHAPITRE VI**
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

**35.** Lorsqu'une entreprise devient visée à l'un des sous-paragraphes des paragraphes 1° ou 2° de l'article 5, elle doit rembourser au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, tout montant d'aide versé en vertu du présent règlement dans les 12 mois qui précède la date à laquelle elle est devenue visée à ce sous-paragraphe.

Le remboursement d'une somme en vertu du premier alinéa doit être effectué au comptant à la Ville, dans un délai de 30 jours suivant l'avis transmis par le directeur à cet effet.

**36.** Sur présentation d'une pièce d'identité, le directeur peut, aux fins de l'application du présent règlement, visiter, examiner et prendre en photos toute propriété immobilière et mobilière.

Toute personne doit permettre au directeur de pénétrer dans un immeuble sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

Le défaut de respecter le présent article entraîne la perte du droit à l'aide prévue au présent règlement. L'entreprise doit rembourser au comptant à la Ville toute aide déjà versée en vertu du présent règlement, avec intérêt et frais, dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**37.** Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude, entraîne l'annulation de toute aide prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, l'entreprise ne peut présenter aucune autre demande d'aide en vertu du présent règlement. Le cas échéant, tout montant d'aide versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans les 30 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**38.** Une entreprise ayant fait défaut de respecter les articles 14, 15, 16 ou 18 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) ou les articles 14 ou 15 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) ne peut présenter de demande d'aide en vertu du présent règlement.

**CHAPITRE VII**
MODIFICATION DU RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

**39.** L'article 20 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de « 22,6 millions $ » par « 15 millions $ ».

**CHAPITRE VIII**
ORDONNANCES

**40.** Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° désigner tout secteur de travaux;

2° fixer les dates de début et de fin de la période des travaux;

3° modifier l'article 3 afin d'augmenter ou diminuer tout montant d'aide;

4° modifier les articles 7 ou 18 afin d'ajouter, de retirer ou de modifier les documents exigés;

5° modifier l'article 12 afin de modifier le montant de la subvention forfaitaire;

6° modifier les articles 16 ou 24 afin de modifier le minimum de la perte de bénéfice brut ou le montant maximal de l'aide financière;

7° modifier l'annexe 1;

8° mettre fin au programme d'aide prévu au présent règlement.

**CHAPITRE IX**
DURÉE DU PROGRAMME

**41.** Le programme d'aide prévu au présent règlement prend fin à la première des dates suivantes :

1° la date à laquelle l'aide octroyée dans le cadre du présent programme atteint la valeur totale de l'aide fixée à l'article 3;

2° la date déterminée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 8° de l'article 40.

---

**ANNEXE 1**
CALCULS PERMETTANT D'ÉTABLIR LA PERTE DE BÉNÉFICE BRUT

---

GDD 1265581001

Annexe 1
(articles 16 et 24)
Calculs permettant d'établir la perte de bénéfice brut

**1.** La perte de bénéfice brut pour chaque établissement d'une entreprise est établie selon la grille A, B ou C de la présente annexe en fonction de la situation applicable à l'établissement.

**2.** Lorsque la somme des revenus indiquée aux états financiers d'un établissement pour un exercice financier admissible est différente de la somme des revenus indiquée à la déclaration de revenus de l'entreprise produite en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) associés à cet exercice financier admissible, l'information indiquée à la déclaration de revenus a préséance.

**3.** Pour chaque établissement, la perte de bénéfice brut se calcule en comparant le bénéfice brut réalisé au cours d'un exercice financier admissible au bénéfice brut d'un ou de plusieurs exercices financiers antérieurs aux travaux, selon les critères suivants :

1° pour les établissements ayant complété au minimum deux exercices financiers dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible, avec la moyenne du bénéfice brut des deux derniers exercices financiers antérieurs à la période des travaux (exercices financiers comparables);

2° pour les établissements ayant complété un seul exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible avec le bénéfice brut de l'exercice financier antérieur à la période des travaux (exercice financier comparable);

3° pour les établissements n'ayant pas complété au minimum un exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible avec le bénéfice brut réalisé lors de tous les mois n'ayant pas été affectés par des travaux avant la fin du premier exercice financier (partiel ou complet), extrapolé sur 12 mois.

Les périodes de fermeture temporaires de l'établissement ayant eu cours durant un exercice financier admissible doivent être exclues du calcul de la perte de bénéfice brut tel qu'établi selon les dispositions du présent article. Le cas échéant, le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables doit être calculé au prorata sur le même nombre de mois que la période durant laquelle l'entreprise a exercé des activités dans l'établissement au cours de l'exercice financier admissible.

Une période durant laquelle l'établissement est situé dans un secteur désigné aux fins d'une autre ordonnance adoptée par le comité exécutif visant d'autres travaux doit être exclue du calcul de la perte de bénéfice brut tel qu'établi selon les dispositions du présent article, si l'entreprise exploitait déjà l'établissement au moment du début de cette autre période de travaux.

Si un exercice financier antérieur aux travaux comporte une période durant laquelle l'état d'urgence sanitaire a été décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) et lorsqu'un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal, le bénéfice brut de cet exercice financier antérieur utilisé pour les fins du présent article est celui dont le calcul donne le résultat le plus élevé parmi les suivants :

1° le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables est calculé en tenant compte de la période où l'état d'urgence sanitaire a été décrété;

2° la période où l'état d'urgence sanitaire a été décrété est exclue et le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables est calculé au prorata sur le même nombre de mois que la période durant laquelle l'établissement a exercé des activités au cours l'exercice financier admissible;

L'alinéa qui précède ne s'applique pas si l'entreprise :

1° a débuté ses activités dans un établissement situé dans un secteur désigné durant la période de l'état d'urgence sanitaire décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), si un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal.

2° n'est pas en mesure de transmettre au directeur un extrait des états financiers de l'exercice financier comparable ou, le cas échéant, du premier exercice financier durant lequel l'état d'urgence sanitaire a été décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), si un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal, permettant d'identifier le bénéfice brut réalisé durant cette période.

A) Établissements ayant complété au minimum deux exercices financiers dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Exercices financiers comparables Note 1 | | Exercice(s) financier(s) admissible(s) | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Exercice antérieur 2 | Exercice antérieur 1 | Exercice 1 | Exercice 2 | Exercice 3 |
| - Revenus ($) | | | | | |
| - Coûts variables | | | | | |
| = bénéfice brut | | | **(B)** | **(C)** | **(D)** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Moyenne du bénéfice brut des périodes comparables | **(A)** | | | |
| Perte du Bénéfice brut par période | | **(B-A)** | **(C-A)** | **(D-A)** |

Note 1 : Ces exercices financiers correspondent aux deux exercices financiers terminés avant la période des travaux déterminée par ordonnance du comité exécutif.

Exercice antérieur 2 : Avant-dernier exercice financier terminé avant la période des travaux.

Exercice antérieur 1 : Dernier exercice financier terminé avant la période des travaux.

B) Établissements ayant complété un seul exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Exercice financier comparable Note 2 | Exercice(s) financier(s) admissible(s) | | |
|---|---|---|---|---|
| | Exercice financier 1 | Exercice financier 1 | Exercice financier 2 | Exercice financier 3 |
| - Revenus ($) | | | | |
| - Coûts variables | | | | |
| =bénéfice brut | **(A)** | **(B)** | **(C)** | **(D)** |
| Perte du bénéfice brut par période | | **(B-A)** | **(C-A)** | **(D-A)** |

Note 2 : Cet exercice financier correspond à l'exercice financier terminé avant la période des travaux.

C) Établissements n'ayant pas complété au minimum un exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Période comparable Note 3 | Exercice(s) financier(s) admissible(s) |
|---|---|---|

| | Période 1 | Exercice financier 1 | Exercice financier 2 | Exercice financier 3 |
|---|---|---|---|---|
| Revenus ($) | | | | |
| - Coûts variables ($) | | | | |
| = bénéfice brut ($) | **(A)** | **(D)** | **(E)** | **(F)** |
| Nombre de mois complétés dans la période avant le début de la période des travaux | **(B)** | | | |
| Extrapolation du bénéfice brut sur 12 mois ($) | **C=(A/B)*12** | | | |
| Perte de bénéfice brut par période ($) | | **D-C** | **E-C** | **F-C** |

Note 3 : Cette période correspond au nombre de mois pendant lesquels des activités commerciales ont été exercées en l'absence de travaux au cours du premier exercice financier de l'établissement (partiel ou complet). Puisque l'établissement n'a pas complété au minimum un exercice financier avant que la période des travaux débute, le bénéfice brut de cette période est extrapolé sur 12 mois.

# Service du développemen

**NO GDD :**

**Engagement:**

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

Adopter le Règlement intitulé " Règle
établissements situés dans un secteu

| Années |
|---|
| Budget acquis (RCG 18-043)<br>Prog. aide volontaire commerces en chantier (PAVACC) |
| Budget acquis (RCG 23-013)<br>Prog. Forfaitaire_Chantiers |
| PR@M - Industrie |
| Budget additionnel |
| **Total 2026 du RCG 26-0xx** |

**NOTE**
**Lorsque les courus du programme RCG 23**

| **Solde du budget 2026 du RCG 18-** |
|---|
| Budget 2026 pour (RCG 18-043) |

| |
|---|
| Budget acquis (RCG 23-013) |

| |
|---|
| Budget additionnel (RCG 26-0XX) |

## t économique

| |
|---|
| 1265581001 |

| |
|---|
| SDE5581001 |

ement établissant le programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissem
r affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)" / Réserver une somme supplémentai

**PROVENANCE DI**

| Imputation |
|---|
| 1001.0010000.105748.06501.66503.016990.0000.004678.052093.00000.00000 |
| 1001.0010000.105869.06501.66503.016990.0000.004678.000000.00000.00000 |
| 1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000 |
| 1001.0010000.XXXXXX.06501.66503.016990.0000.005357.000000.00000.00000 |
| |

**3-013 seront renversés et lorsque toutes les demandes seront payées, le solde du budget sera re**

**SOLDE APRÈS VIREMENTS EN 2026 DU RCG 18-043**

**-043 pour les paiements des dossiers admissibles avant entrée en vigueur du nouveau**

| |
|---|
| 1001.0010000.105748.06501.66503.016990.0000.004678.052093.00000.00000 |

**SOLDE APRÈS VIREMENT EN 2026 DU RCG 23-013**

| |
|---|
| 1001.0010000.105869.06501.66503.016990.0000.004678.000000.00000.00000 |

**SOLDE APRÈS VIREMENTS EN 2026 DU RCG 26-0XX**

| |
|---|
| 1001.0010000.XXXXXX.06501.66503.016990.0000.005357.000000.00000.00000 |

ıents situés dans des secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règleme
ire de 24.5 M$ portant le budget à 26.3 M$ pour assurer le financement du programme.

**ES FONDS POUR LE RCG-26-0XX**

| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|
| 800,000 $ | - | - | - | - | |
| 845,000 $ | - | - | - | - | - |
| 155,000 $ | - | - | - | - | - |
| 0 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ |
| **1,800,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** |

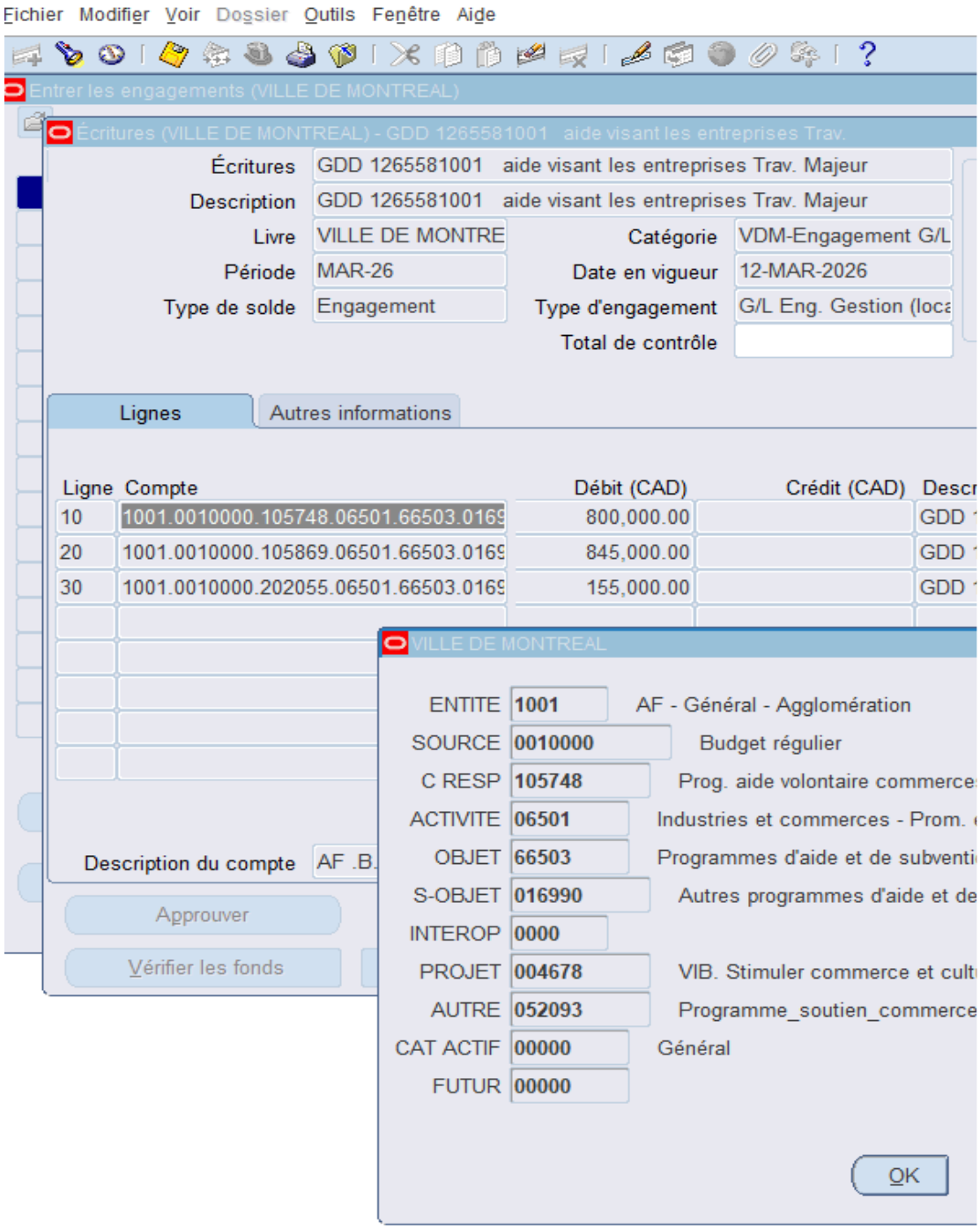
**ɛmis dans le programme PR@M - Industrie (CR 202055).**

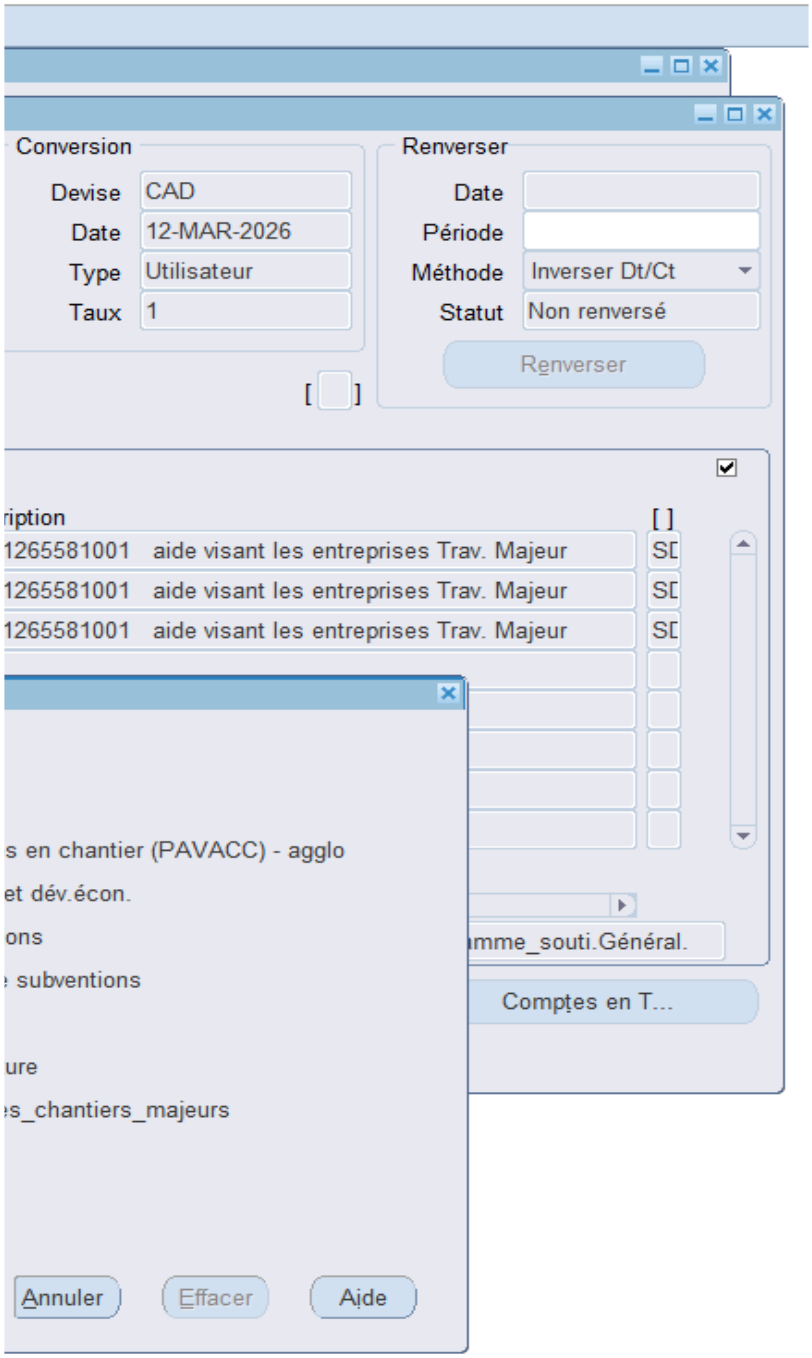
| programme |
|---|
| **2,000,000 $** |
| **0 $** |
| **1,800,000 $** |

nt établissant le programme d'aide financière aux

| 2032 | 2033 | Total Budget prévu |
|---|---|---|
| - | - | 800,000 $ |
| - | - | 845,000 $ |
| - | - | 155,000 $ |
| 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 24,500,000 $ |
| **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **26,300,000 $** |

**ENGAGEMENT DE GESTION DANS SIMON**




Conversion
Devise CAD
Date 12-MAR-2026
Type Utilisateur
Taux 1
Renverser
Date
Période
Méthode Inverser Dt/Ct
Statut Non renversé
Renverser
[ ]
[ ]
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
s en chantier (PAVACC) - agglo
et dév.écon.
ons
subventions
ure
s_chantiers_majeurs
Annuler
Effacer
Aide
Comptes en T...

**VILLE DE MONTRÉAL**
**RÈGLEMENT**
**RCG 26-XXX**

**RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE VISANT LES ENTREPRISES EXPLOITANT DES ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS DES SECTEURS AFFECTÉS PAR DES TRAVAUX MAJEURS ET MODIFIANT LE RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)**

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 411 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Plan économique 2030 — Un cadre audacieux pour une métropole prospère, approuvé par résolution à l'assemblée du 19 juin 2025 (CG25 0388);

Vu la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE), approuvée par résolution à la séance du 28 août 2025 (CG25 0495);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

**CHAPITRE I**
DÉFINITIONS

**1.** Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« activités commerciales » : la vente au détail, la location de produits ou la prestation de services au consommateur, à l'exclusion des services de massage et des activités suivantes au sens du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), édition 2022, version 1.0 publié par Statistique Canada :

1° services professionnels, scientifiques et techniques (secteur 54) autres que les services de design d'intérieur (classe 54141) et les services photographiques (classe 54192);

2° services en finance et assurance (secteur 52);

3° prestation de soins de santé et d'assistance sociale (secteur 62), à l'exception des services de garderie (classe 62441);

4° prestation de services immobiliers (sous-secteur 531), autres que les services de mini-entrepôts en libre-service (classe 53113);

« bénéfice brut » : l'excédent des revenus d'un établissement sur l'ensemble de ses coûts variables;

« coûts variables » : les coûts variant en proportion directe des revenus ou du niveau d'activités commerciales de l'établissement, notamment le coût des marchandises vendues dans le cadre de la vente au détail ou les coûts directement attribuables à la prestation de services;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise » : une personne morale de droit privé, une société en nom collectif, en commandite ou en participation ou une personne physique qui exploite une entreprise individuelle, qui exerce des activités commerciales;

« établissement » : un local dans un immeuble situé dans un secteur désigné où une entreprise exerce ses activités commerciales;

« exercice financier » : une période de 12 mois durant laquelle une entreprise exerce des activités commerciales et pour laquelle une déclaration de revenus a été produite ou des états financiers ont été établis;

« municipalité liée » : une des municipalités mentionnées à l'article 4 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

« période des travaux » : la période déterminée par ordonnance du comité exécutif;

« perte de bénéfice brut » : la différence entre le bénéfice brut réalisé au cours d'un exercice financier admissible et le bénéfice brut d'un ou plusieurs exercices financiers antérieurs à la période des travaux, calculée conformément à l'annexe 1 du présent règlement;

« revenus » : l'ensemble des revenus bruts qu'une entreprise tire de son établissement ainsi que des subventions reçues par une entreprise, à l'exclusion de l'aide reçue en vertu du présent règlement, du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043), du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013);

« secteur désigné » : un secteur de travaux délimité par ordonnance du comité exécutif;

« travaux » : un projet de travaux majeurs d'infrastructures publiques, débuté mais non achevé, d'une durée totale prévue ou réelle d'un minimum de trois mois dans un secteur désigné, exécuté par une municipalité liée ou par la Société de transport de Montréal et qui entraîne des entraves continues à la circulation automobile;

« Ville » : la Ville de Montréal.

**CHAPITRE II**
APPLICATION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

**2.** Dans le cadre de la mise en œuvre de la Planification économique conjointe pour la période 2025-2029 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ), le présent règlement met en place un programme d'aide aux entreprises qui exploitent un établissement situé dans un secteur désigné affecté par des travaux majeurs visant à maintenir la viabilité économique de ces entreprises, à préserver l'activité économique et l'emploi dans les secteurs désignés et à renforcer la résilience du tissu commercial lors de la réalisation de travaux majeurs.

Le programme se déploie en deux volets :

1° le volet 1, qui vise l'octroi d'une subvention forfaitaire aux entreprises qui exploitent un établissement situé dans un secteur désigné affecté par des travaux majeurs;

2° le volet 2, qui vise la mise en place d'un programme d'aide financière basée sur la perte de bénéfice brut des entreprises exploitant un établissement situé dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

**3.** La valeur totale maximale de l'aide qui peut être octroyée en vertu du programme d'aide prévu au présent règlement est de 27,8 millions $.

**4.** Une ordonnance adoptée par le comité exécutif décrétant un secteur désigné et déterminant une période des travaux en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) dont la période des travaux prend fin moins de deux ans avant le [*insérez ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*] est réputée avoir été adoptée en vertu du présent règlement, en faisant les adaptations nécessaires.

**CHAPITRE III**
EXCLUSIONS

**5.** Aucune aide n'est octroyée à une entreprise :

1° qui :

a) est listée au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) tenu en vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1);

b) est l'État, la Couronne du chef du Canada ou l'un de leurs mandataires;

c) est un organisme visé à l'article 3 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1);

d) a cessé ses activités commerciales durant une période d'au moins 90 jours consécutifs, est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. 1985, chapitre C-36), en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. 1985, chapitre B-3) ou a déposé un avis d'intention de faire une proposition à ses créanciers en vertu de cette loi entre la date à laquelle elle présente une demande d'aide en vertu du présent règlement et la date à laquelle une aide est versée en vertu de l'article 15, de l'article 28 ou de l'article 30;

2° dont l'établissement :

a) cesse ses opérations dans les 40 jours suivant le dépôt de sa demande d'aide en vertu de l'article 7 ou de l'article 18 de sa demande de second versement de l'aide financière en vertu de l'article 29;

b) a déménagé à l'extérieur d'un secteur désigné avant la date d'approbation de l'aide transmise par le directeur en vertu du paragraphe 1° de l'article 13, du deuxième alinéa de l'article 14 ou de l'article 27;

c) est acquis ou implanté après le début de la période des travaux;

d) ne dispose pas d'un certificat d'occupation valide s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou ne dispose pas d'une preuve de dépôt d'une demande auprès de la municipalité liée dans laquelle il est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

e) est situé à l'intérieur d'une station de métro ou d'un établissement d'enseignement, sauf s'il dispose d'un accès direct sur une voie publique.

## CHAPITRE IV
VOLET 1 — SUBVENTION FORFAITAIRE AUX ENTREPRISES

### SECTION I
ADMISSIBILITÉ ET DEMANDE DE SUBVENTION

**6.** Une entreprise peut présenter une demande de subvention forfaitaire à la Ville en vertu du présent volet pour chaque établissement qu'elle exploite.

**7.** Une entreprise qui exploite un établissement peut présenter une demande de subvention forfaitaire aux conditions établies au présent volet au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande de subvention forfaitaire doit être accompagnée des documents suivants :

1° l'état des renseignements relatif à l'entreprise et provenant du Registre des entreprises du Québec;

2° le cas échéant, un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

3° le certificat d'occupation en vigueur s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou la preuve de dépôt d'une demande auprès de l'arrondissement de la Ville ou de la municipalité liée dans lequel l'établissement est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

4° si l'entreprise est locataire de l'établissement, une copie de son bail en vigueur indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

5° le formulaire de Déclaration de la Charte de la langue française signé, selon le modèle fourni par la Ville.

Lorsque la demande de subvention est présentée dans les six mois suivant le dépôt d'une demande d'aide financière conforme en vertu du volet 2, l'entreprise n'a pas à accompagner la demande des documents mentionnés au deuxième alinéa.

**8.** Une entreprise qui exploite plusieurs établissements situés dans tout secteur désigné doit présenter une demande distincte pour chacun d'entre eux.

**9.** Une seule demande conforme aux exigences de l'article 7 peut être présentée pour un établissement.

**10.** Une entreprise qui a reçu une subvention forfaitaire en vertu du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) pour un établissement ne peut présenter de demande en vertu du présent volet pour cet établissement.

**11.** Une demande doit être présentée au plus tard 24 mois après la fin de la période des travaux.

**SECTION II**
MONTANT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE

**12.** Le montant de la subvention forfaitaire qui peut être versé à une entreprise dont la demande remplit les conditions prévues au présent règlement est de 5 000 $ par établissement.

**SECTION III**
VERSEMENT DE LA SUBVENTION FORFAITAIRE

**13.** Suivant la réception d'une demande de subvention forfaitaire, le directeur :

1° lorsque la demande satisfait aux exigences prévues à l'article 7 et que son étude permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent volet, approuve la demande de subvention forfaitaire et en informe l'entreprise par courriel;

2° lorsqu'un document exigé en vertu de l'article 7 est manquant, transmet par courriel à l'entreprise un avis de non-conformité indiquant le document manquant.

**14.** À compter de la date de transmission d'un avis de non-conformité prévu au paragraphe 2° de l'article 13, l'entreprise doit, dans un délai de 30 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

À la réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur approuve la demande de subvention forfaitaire et en avise l'entreprise par courriel si l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent volet.

À défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée et le directeur en avise l'entreprise par courriel.

**15.** À la suite de la transmission de l'avis prévu au paragraphe 1° de l'article 13 ou au deuxième alinéa de l'article 14, la subvention est versée.

**CHAPITRE V**
VOLET 2 — AIDE FINANCIÈRE AUX ENTREPRISES

**SECTION I**
ADMISSIBILITÉ ET APPLICATION

**16.** Pour chaque exercice financier admissible, une entreprise peut présenter une demande d'aide financière à la Ville en vertu du présent volet.

Aux fins du présent volet, est considéré comme un exercice financier admissible un exercice financier terminé qui a eu cours lors de la période des travaux et pour lequel est constatée, pour un établissement, une perte de bénéfice brut de plus de 5 %, calculée selon les dispositions prévues au présent volet et à l'annexe 1.

**17.** Aux fins du présent volet, lorsqu'une entreprise peut présenter à la fois une demande de subvention en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) à l'égard d'un exercice financier admissible au sens du deuxième alinéa de l'article 3 de ce règlement et une demande d'aide financière en vertu du présent volet à l'égard d'un exercice financier admissible, la demande doit être présentée en vertu du présent volet.

**SECTION II**
DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

**18.** Une entreprise peut, pour tout exercice financier admissible, présenter une demande d'aide financière aux conditions établies au présent volet au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande d'aide financière doit être accompagnée des documents suivants :

1° l'état des renseignements relatif à l'entreprise et provenant du Registre des entreprises du Québec;

2° le cas échéant, un document établissant le mandat de toute personne agissant en son nom;

3° le certificat d'occupation en vigueur s'il est implanté dans le secteur désigné depuis plus de 180 jours ou la preuve de dépôt d'une demande auprès de l'arrondissement de la Ville ou de la municipalité liée dans lequel l'établissement est situé afin d'obtenir un tel certificat s'il est implanté dans le secteur désigné depuis 180 jours ou moins;

4° si l'entreprise est locataire de l'établissement :

a) une copie de son bail en vigueur indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

b) une copie du bail en vigueur durant tout exercice financier comparable, telle que cette expression est définie à l'annexe 1, indiquant sa durée ou, à défaut, un écrit émanant du locateur confirmant le bail en vigueur pour tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, indiquant sa durée et attestant du statut de l'entreprise à titre de locataire de l'établissement;

5° le formulaire de Déclaration de la Charte de la langue française signé, selon le modèle fourni par la Ville;

6° les états financiers de l'établissement pour tout exercice financier admissible ainsi que les états financiers de l'établissement de tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1;

7° les déclarations de revenus de l'entreprise produites en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.)) associées à tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, lorsque de telles déclarations ont été émises;

8° les avis de cotisation de l'entreprise reçus en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, ch. 1 (5e suppl.)) pour tout exercice financier comparable à considérer selon les dispositions de l'annexe 1, lorsque de tels avis ont été émis;

9° les déclarations de revenus de l'entreprise produites en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.)) associés à tout exercice financier admissible;

10° les avis de cotisation de l'entreprise reçus en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, ch. 1 (5e suppl.)) pour tout exercice financier admissible.

Une entreprise peut présenter une demande d'aide financière en transmettant les documents mentionnés aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa si les documents mentionnés aux paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa ne sont pas disponibles au moment où elle dépose sa demande.

**19.** Une entreprise qui exploite plusieurs établissements doit présenter une demande distincte pour chacun d'entre eux.

**20.** Une seule demande peut être présentée pour un établissement par période de 12 mois par secteur désigné.

**21.** Une entreprise qui a reçu une subvention en vertu du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) pour un exercice financier admissible au sens du deuxième alinéa de l'article 3 de ce règlement ne peut présenter de demande en vertu du présent volet pour cet exercice financier admissible.

**22.** Une demande peut viser plus d'un exercice financier admissible.

**23.** Une demande doit être présentée au plus tard 24 mois après la fin de la période des travaux.

**SECTION III**
MONTANT DE L'AIDE FINANCIÈRE

**24.** Le montant de l'aide financière équivaut au pourcentage que représente la perte de bénéfice brut calculée conformément à l'annexe 1, moins 5 %.

Malgré ce qui précède, le montant maximal de l'aide financière est de 40 000 $ par établissement, par exercice financier admissible.

**SECTION IV**
MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

**25.** Suivant la réception d'une demande d'aide financière, le directeur :

1° lorsque les formalités prévues au premier alinéa et aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa l'article 18 sont complétées et que l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, approuve la demande d'aide financière;

2° lorsque les formalités prévues au premier alinéa et aux paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa à l'article 18 sont complétées, mais que l'étude de la demande ne permet pas d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement, refuse la demande d'aide financière;

3° lorsqu'un document exigé en vertu d'un des paragraphes 1° à 8° du deuxième alinéa de l'article 18 est manquant, transmet par courriel à l'entreprise un avis de non-conformité indiquant le document manquant et la date limite pour lui transmettre le document.

En plus des documents exigés à l'article 18, le directeur peut, avant d'approuver la demande d'aide financière, exiger tout document afin de valider le respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet de même que l'information financière soumise aux fins du présent volet.

**26.** À compter de la date de transmission d'un avis de non-conformité prévu au paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 25, l'entreprise doit, dans un délai de 30 jours ouvrables, transmettre par courriel le document manquant au directeur.

À la réception du document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, le directeur approuve la demande d'aide financière si l'étude de la demande permet d'établir qu'elle satisfait aux exigences du présent règlement. Dans le cas contraire ou à défaut de transmettre le document manquant dans le délai prévu au premier alinéa, la demande est refusée.

**27.** Le directeur informe l'entreprise, par courriel, de l'approbation ou du refus de sa demande. Si la demande est approuvée, cet avis indique la date de l'approbation, le montant d'aide financière accordé et, lorsque l'entreprise n'a pas transmis les documents mentionnés aux paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18, le délai pour transmettre ces documents et une demande de second versement de l'aide financière.

**28.** À la suite de l'avis prévu à l'article 27, l'aide financière est versée.

Le montant de l'aide financière versé équivaut à :

1° 100 % du montant calculé selon les dispositions prévues à l'article 24 lorsque l'entreprise a transmis l'ensemble des documents mentionnés au deuxième alinéa de l'article 18 avant l'approbation de sa demande d'aide financière;

2° 40 % du montant calculé selon les dispositions prévues à l'article 24 lorsque l'entreprise n'a pas transmis les documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 lors du dépôt de sa demande d'aide financière.

**29.** L'entreprise à qui a été versée l'aide financière en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 28 peut obtenir un second versement de l'aide financière en présentant une demande par courriel à cet effet.

Cette demande doit être accompagnée des documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 et doit être présentée dans les six mois suivant la date de l'avis du directeur transmis en vertu de l'article 27.

En plus des documents exigés au deuxième alinéa, le directeur peut, avant d'approuver la demande d'aide financière, exiger tout document afin de valider le respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet de même que l'information financière soumise aux fins du présent volet.

**30.** Lorsqu'une entreprise s'est conformée à l'article 29, le directeur établit le montant de second versement du second versement qui correspond à la différence entre le montant obtenu en vertu de l'article 24, moins le montant versé en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 28, approuve le second versement et en informe l'entreprise au moyen d'un écrit transmis par courriel.

S'il est constaté que le montant versé en vertu du paragraphe 2° de l'alinéa 2 de l'article 28 est supérieur au montant obtenu en vertu de l'article 24, l'entreprise doit rembourser la

différence entre le montant versé en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 28 et le montant obtenu en vertu de l'article 24, dans les 10 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**31.** L'entreprise qui fait défaut de transmettre au directeur les documents mentionnés aux sous-paragraphes 9° et 10° du deuxième alinéa de l'article 18 dans le délai mentionné au deuxième alinéa de l'article 29, doit rembourser le montant d'aide financière versé en vertu de l'article 28 au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans les 10 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet et ne peut obtenir le second versement de l'aide financière en vertu de l'article 30.

**SECTION V**
VÉRIFICATION DU RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ ET DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

**32.** Le directeur peut, à tout moment avant ou après le versement d'une aide financière, effectuer une vérification du respect des conditions d'admissibilité prévues au présent volet et de l'information financière soumise en vertu du présent volet.

Le cas échéant, le directeur en informe l'entreprise au moyen d'un avis écrit.

Une vérification peut être effectuée dans un délai maximal de deux ans après le dernier versement de l'aide financière.

Aux fins de la vérification, l'entreprise doit conserver tous les documents ayant mené à la demande d'aide financière pendant deux ans suivant le versement de cette aide.

**33.** Dans le cadre d'une vérification prévue à l'article 32, le directeur peut exiger tout document, notamment toute déclaration de taxes de vente ou de revenu, tout rapport financier, toute facture, preuves de paiement ou relevés de ventes.

Tout document requis aux fins de la vérification doit être fourni dans les 60 jours suivant la date de l'avis prévu à l'article 32.

**34.** Le défaut pour une entreprise de respecter les articles 32 ou 33 entraîne la perte du droit à l'aide financière prévue au présent volet et le directeur transmet par courriel un avis à l'entreprise à cet effet. Dans un tel cas, l'entreprise ne peut plus présenter aucune nouvelle demande d'aide financière en vertu du présent volet.

Toute aide financière versée en vertu du présent volet dans les deux années précédant l'avis du directeur doit être remboursée au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans un délai de 30 jours suivant la transmission de cet avis.

**CHAPITRE VI**
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

**35.** Lorsqu'une entreprise devient visée à l'un des sous-paragraphes des paragraphes 1° ou 2° de l'article 5, elle doit rembourser au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, tout montant d'aide versé en vertu du présent règlement dans les 12 mois qui précède la date à laquelle elle est devenue visée à ce sous-paragraphe.

Le remboursement d'une somme en vertu du premier alinéa doit être effectué au comptant à la Ville, dans un délai de 30 jours suivant l'avis transmis par le directeur à cet effet.

**36.** Sur présentation d'une pièce d'identité, le directeur peut, aux fins de l'application du présent règlement, visiter, examiner et prendre en photos toute propriété immobilière et mobilière.

Toute personne doit permettre au directeur de pénétrer dans un immeuble sans nuire à l'exécution de ses fonctions.

Le défaut de respecter le présent article entraîne la perte du droit à l'aide prévue au présent règlement. L'entreprise doit rembourser au comptant à la Ville toute aide déjà versée en vertu du présent règlement, avec intérêt et frais, dans les 60 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**37.** Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude, entraîne l'annulation de toute aide prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, l'entreprise ne peut présenter aucune autre demande d'aide en vertu du présent règlement. Le cas échéant, tout montant d'aide versé en application du présent règlement doit être remboursé au comptant à la Ville, avec intérêt et frais, dans les 30 jours suivant l'avis écrit transmis par le directeur à cet effet.

**38.** Une entreprise ayant fait défaut de respecter les articles 14, 15, 16 ou 18 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) ou les articles 14 ou 15 du Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) ne peut présenter de demande d'aide en vertu du présent règlement.

**CHAPITRE VII**
MODIFICATION DU RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTABLISSEMENTS SITUÉS DANS UN SECTEUR AFFECTÉ PAR DES TRAVAUX MAJEURS (RCG 18-043)

**39.** L'article 20 du Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) est modifié par le remplacement de « 22,6 millions $ » par « 15 millions $ ».

**CHAPITRE VIII**
ORDONNANCES

**40.** Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° désigner tout secteur de travaux;

2° fixer les dates de début et de fin de la période des travaux;

3° modifier l'article 3 afin d'augmenter ou diminuer tout montant d'aide;

4° modifier les articles 7 ou 18 afin d'ajouter, de retirer ou de modifier les documents exigés;

5° modifier l'article 12 afin de modifier le montant de la subvention forfaitaire;

6° modifier les articles 16 ou 24 afin de modifier le minimum de la perte de bénéfice brut ou le montant maximal de l'aide financière;

7° modifier l'annexe 1;

8° mettre fin au programme d'aide prévu au présent règlement.

**CHAPITRE IX**
DURÉE DU PROGRAMME

**41.** Le programme d'aide prévu au présent règlement prend fin à la première des dates suivantes :

1° la date à laquelle l'aide octroyée dans le cadre du présent programme atteint la valeur totale de l'aide fixée à l'article 3;

2° la date déterminée par ordonnance du comité exécutif en vertu du paragraphe 8° de l'article 40.

---

**ANNEXE 1**
CALCULS PERMETTANT D'ÉTABLIR LA PERTE DE BÉNÉFICE BRUT

---

GDD 1265581001

Annexe 1
(articles 16 et 24)
Calculs permettant d'établir la perte de bénéfice brut

**1.** La perte de bénéfice brut pour chaque établissement d'une entreprise est établie selon la grille A, B ou C de la présente annexe en fonction de la situation applicable à l'établissement.

**2.** Lorsque la somme des revenus indiquée aux états financiers d'un établissement pour un exercice financier admissible est différente de la somme des revenus indiquée à la déclaration de revenus de l'entreprise produite en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (L.R.C. 1985, chapitre 1 (5e suppl.) associés à cet exercice financier admissible, l'information indiquée à la déclaration de revenus a préséance.

**3.** Pour chaque établissement, la perte de bénéfice brut se calcule en comparant le bénéfice brut réalisé au cours d'un exercice financier admissible au bénéfice brut d'un ou de plusieurs exercices financiers antérieurs aux travaux, selon les critères suivants :

1° pour les établissements ayant complété au minimum deux exercices financiers dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible, avec la moyenne du bénéfice brut des deux derniers exercices financiers antérieurs à la période des travaux (exercices financiers comparables);

2° pour les établissements ayant complété un seul exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible avec le bénéfice brut de l'exercice financier antérieur à la période des travaux (exercice financier comparable);

3° pour les établissements n'ayant pas complété au minimum un exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux, la perte de bénéfice brut est calculée en comparant le bénéfice brut réalisé lors d'un exercice financier admissible avec le bénéfice brut réalisé lors de tous les mois n'ayant pas été affectés par des travaux avant la fin du premier exercice financier (partiel ou complet), extrapolé sur 12 mois.

Les périodes de fermeture temporaires de l'établissement ayant eu cours durant un exercice financier admissible doivent être exclues du calcul de la perte de bénéfice brut tel qu'établi selon les dispositions du présent article. Le cas échéant, le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables doit être calculé au prorata sur le même nombre de mois que la période durant laquelle l'entreprise a exercé des activités dans l'établissement au cours de l'exercice financier admissible.

Une période durant laquelle l'établissement est situé dans un secteur désigné aux fins d'une autre ordonnance adoptée par le comité exécutif visant d'autres travaux doit être exclue du calcul de la perte de bénéfice brut tel qu'établi selon les dispositions du présent article, si l'entreprise exploitait déjà l'établissement au moment du début de cette autre période de travaux.

Si un exercice financier antérieur aux travaux comporte une période durant laquelle l'état d'urgence sanitaire a été décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2) et lorsqu'un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal, le bénéfice brut de cet exercice financier antérieur utilisé pour les fins du présent article est celui dont le calcul donne le résultat le plus élevé parmi les suivants :

1° le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables est calculé en tenant compte de la période où l'état d'urgence sanitaire a été décrété;

2° la période où l'état d'urgence sanitaire a été décrété est exclue et le bénéfice brut du ou des exercices financiers comparables est calculé au prorata sur le même nombre de mois que la période durant laquelle l'établissement a exercé des activités au cours l'exercice financier admissible;

L'alinéa qui précède ne s'applique pas si l'entreprise :

1° a débuté ses activités dans un établissement situé dans un secteur désigné durant la période de l'état d'urgence sanitaire décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), si un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal.

2° n'est pas en mesure de transmettre au directeur un extrait des états financiers de l'exercice financier comparable ou, le cas échéant, du premier exercice financier durant lequel l'état d'urgence sanitaire a été décrété et renouvelé par le Gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), si un tel décret vise le territoire de l'agglomération de Montréal, permettant d'identifier le bénéfice brut réalisé durant cette période.

A) Établissements ayant complété au minimum deux exercices financiers dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Exercices financiers comparables Note 1 | | Exercice(s) financier(s) admissible(s) | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Exercice antérieur 2 | Exercice antérieur 1 | Exercice 1 | Exercice 2 | Exercice 3 |
| - Revenus ($) | | | | | |
| - Coûts variables | | | | | |
| = bénéfice brut | | | **(B)** | **(C)** | **(D)** |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Moyenne du bénéfice brut des périodes comparables | **(A)** | | | |
| Perte du Bénéfice brut par période | | **(B-A)** | **(C-A)** | **(D-A)** |

Note 1 : Ces exercices financiers correspondent aux deux exercices financiers terminés avant la période des travaux déterminée par ordonnance du comité exécutif.

Exercice antérieur 2 : Avant-dernier exercice financier terminé avant la période des travaux.

Exercice antérieur 1 : Dernier exercice financier terminé avant la période des travaux.

B) Établissements ayant complété un seul exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Exercice financier comparable Note 2 | Exercice(s) financier(s) admissible(s) | | |
|---|---|---|---|---|
| | Exercice financier 1 | Exercice financier 1 | Exercice financier 2 | Exercice financier 3 |
| - Revenus ($) | | | | |
| - Coûts variables | | | | |
| =bénéfice brut | **(A)** | **(B)** | **(C)** | **(D)** |
| Perte du bénéfice brut par période | | **(B-A)** | **(C-A)** | **(D-A)** |

Note 2 : Cet exercice financier correspond à l'exercice financier terminé avant la période des travaux.

C) Établissements n'ayant pas complété au minimum un exercice financier dans le secteur désigné avant le début de la période des travaux.

| | Période comparable Note 3 | Exercice(s) financier(s) admissible(s) |
|---|---|---|

| | Période 1 | Exercice financier 1 | Exercice financier 2 | Exercice financier 3 |
|---|---|---|---|---|
| Revenus ($) | | | | |
| - Coûts variables ($) | | | | |
| = bénéfice brut ($) | **(A)** | **(D)** | **(E)** | **(F)** |
| Nombre de mois complétés dans la période avant le début de la période des travaux | **(B)** | | | |
| Extrapolation du bénéfice brut sur 12 mois ($) | **C=(A/B)*12** | | | |
| Perte de bénéfice brut par période ($) | | **D-C** | **E-C** | **F-C** |

Note 3 : Cette période correspond au nombre de mois pendant lesquels des activités commerciales ont été exercées en l'absence de travaux au cours du premier exercice financier de l'établissement (partiel ou complet). Puisque l'établissement n'a pas complété au minimum un exercice financier avant que la période des travaux débute, le bénéfice brut de cette période est extrapolé sur 12 mois.

# Service du développemen

**NO GDD :**

**Engagement:**

**BUDGET FONCTIONNEMENT**

| |
|---|
| Adopter le Règlement établissant le p |
| Réserver une somme supplémentaire |

| Années |
|---|
| Budget acquis (RCG 18-043)<br>Prog. aide volontaire commerces en chantier (PAVACC) |
| Budget acquis (RCG 23-013)<br>Prog. Forfaitaire_Chantiers |
| PR@M - Industrie |
| Budget additionnel |
| PR@M - Industrie |
| **Total 2026 du RCG 26-0xx** |

**NOTE**
**Lorsque les courus du programme RCG 23**

| Années |
|---|
| Budget additionnel |

## ıt économique

| |
|---|
| 1265581001 |

| |
|---|
| SDE5581001 |

programme d'aide visant les entreprises exploitant des établissements situés dans des
e de 26 000 000 $, bonifiée de 1,5 M$ sur l'année 2026, afin de porter le budget total à

**PROVENANC**

| Imputation |
|---|
| 1001.0010000.105748.06501.66503.016990.0000.004678.052093.00000.00000 |
| 1001.0010000.105869.06501.66503.016990.0000.004678.000000.00000.00000 |
| 1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000 |
| 1001.0010000.XXXXXX.06501.66503.016990.0000.005357.000000.00000.00000 |
| 1001.0010000.202055.06501.66503.016990.0000.004677.052090.00000.00000 |
| |

**3-013 seront renversés et lorsque toutes les demandes seront payées, le solde du budget sera re**

**IMPUTATION**

| Imputation |
|---|
| 1001.0010000.XXXXXX.06501.66503.016990.0000.005357.000000.00000.00000 |

secteurs affectés par des travaux majeurs et modifiant le Règlement établissant le programme d
27 800 000 $ pour assurer le financement du programme.

**E DES FONDS POUR LE RCG-26-0XX**

| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|
| 800,000 $ | - | - | - | - | |
| 845,000 $ | - | - | - | - | - |
| 155,000 $ | - | - | - | - | - |
| 0 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 3,500,000 $ |
| 1,500,000 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ | 0 $ |
| **3,300,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** |

**mis dans le programme PR@M - Industrie (CR 202055).**

**DES DÉPENSES POUR LE RCG-26-0XX**

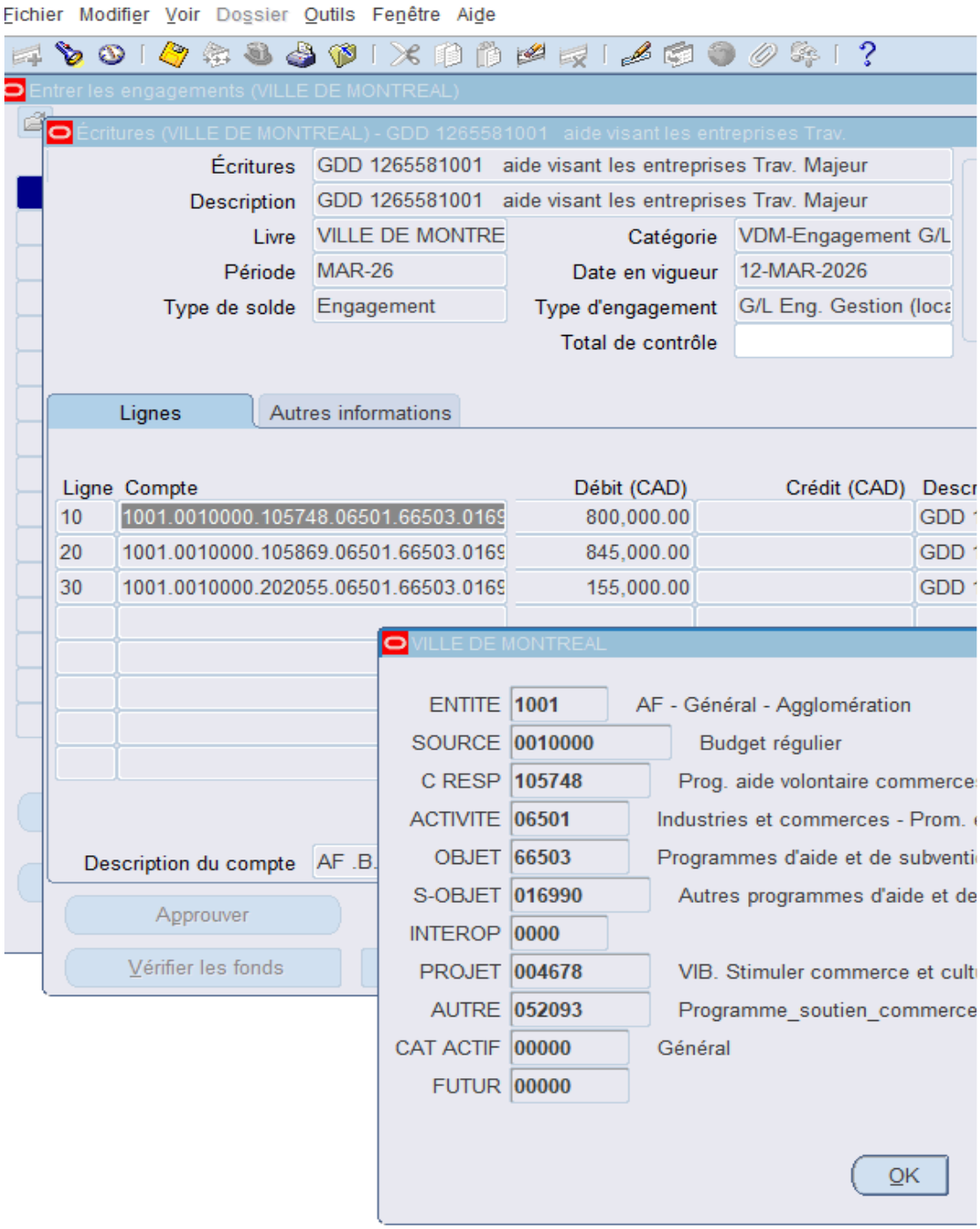
| 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 |
|---|---|---|---|---|---|
| **3,300,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **3,500,000 $** |

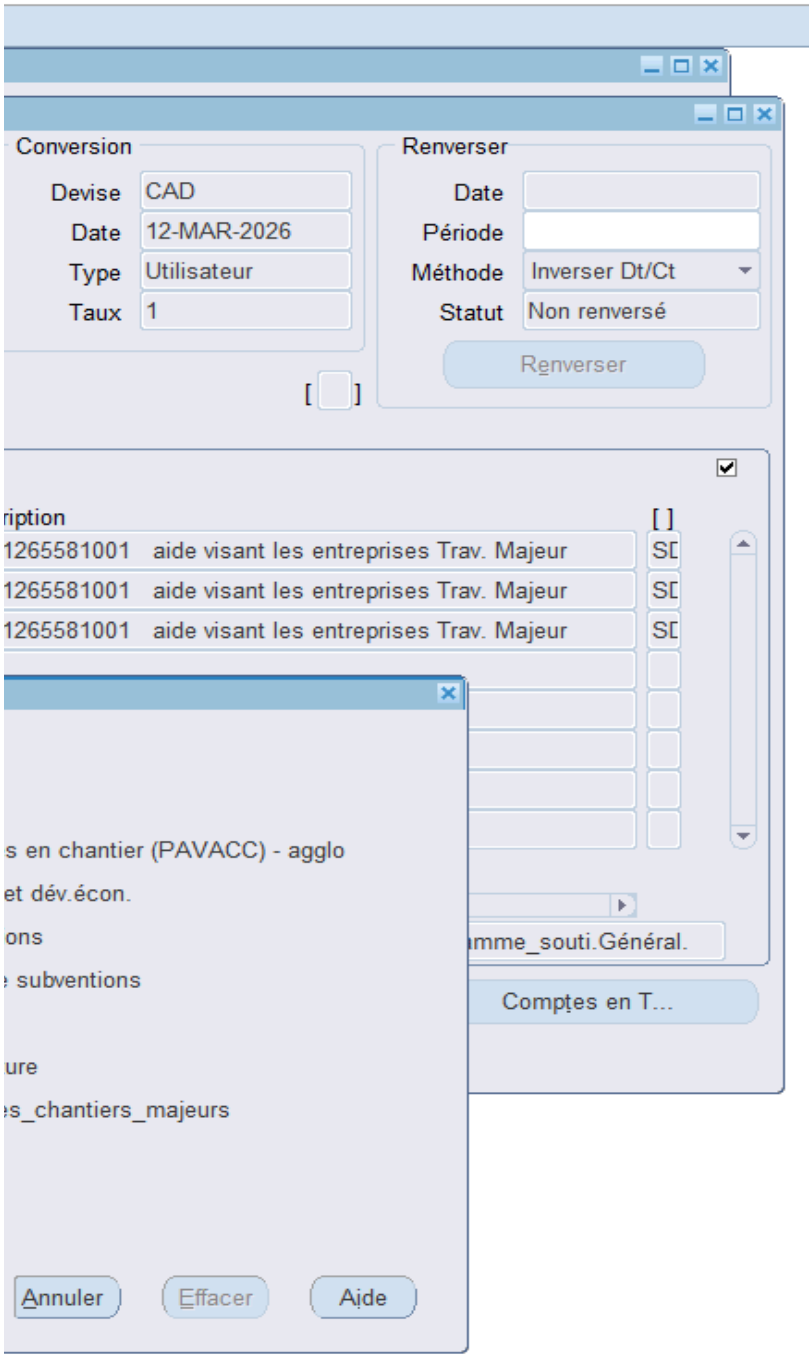
d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par

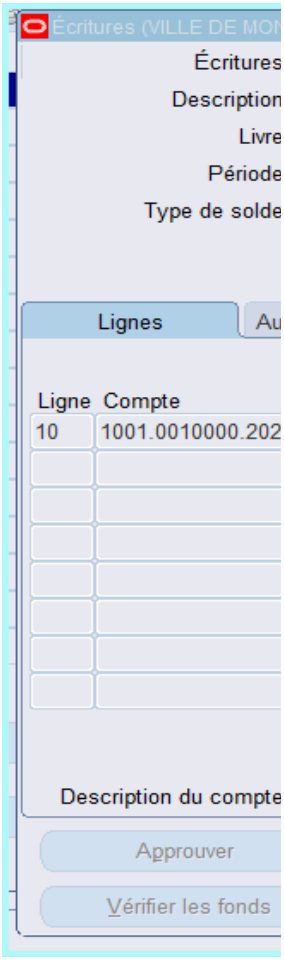
| 2032 | 2033 | Total Budget prévu | |
|---|---|---|---|
| - | - | 800,000 $ | |
| - | - | 845,000 $ | |
| - | - | 155,000 $ | |
| 3,500,000 $ | 3,500,000 $ | 24,500,000 $ | |
| 0 $ | 0 $ | 1,500,000 $ | addenda |
| **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **27,800,000 $** | |

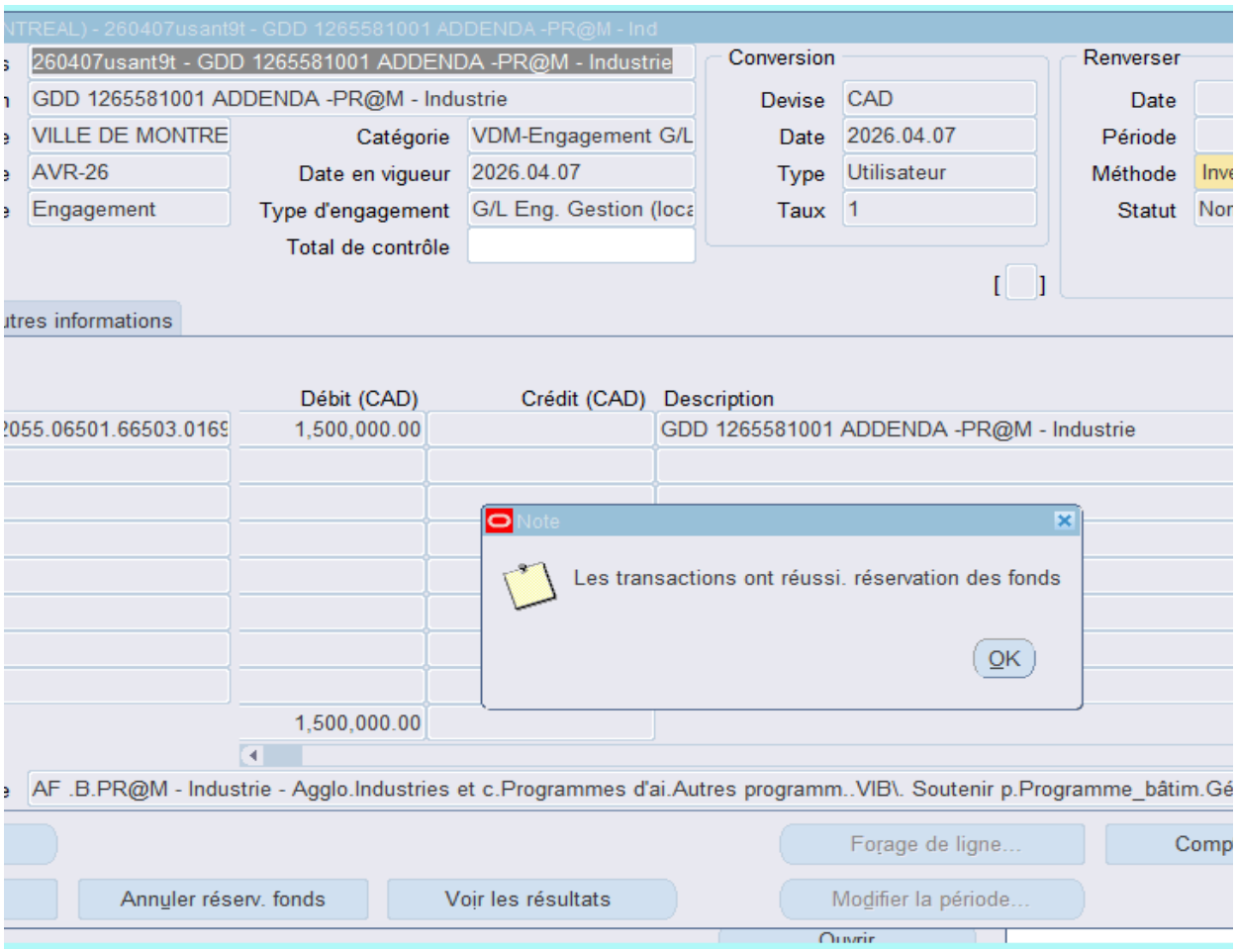
| 2032 | 2033 | Total Budget prévu |
|---|---|---|
| **3,500,000 $** | **3,500,000 $** | **27,800,000 $** |

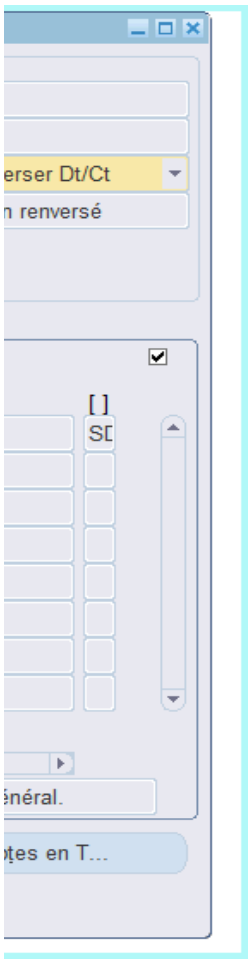
**ENGAGEMENT DE GESTION DANS SIMON**




Conversion
Devise
CAD
Date
12-MAR-2026
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
Renverser
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
1265581001 aide visant les entreprises Trav. Majeur
s en chantier (PAVACC) - agglo
et dév.écon.
ons
subventions
ure
s_chantiers_majeurs
Comptes en T...
Annuler
Effacer
Aide


Écritures
Description
Livre
Période
Type de solde
Lignes
Ligne
Compte
10
1001.0010000.202
Description du compte
Approuver
Vérifier les fonds


NTREAL) - 260407usant9t - GDD 1265581001 ADDENDA -PR@M - Ind
260407usant9t - GDD 1265581001 ADDENDA -PR@M - Industrie
GDD 1265581001 ADDENDA -PR@M - Industrie
VILLE DE MONTRE
AVR-26
Engagement
Catégorie
VDM-Engagement G/L
Date en vigueur
2026.04.07
Type d'engagement
G/L Eng. Gestion (loca
Total de contrôle
Conversion
Devise
CAD
Date
2026.04.07
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Statut
utres informations
Débit (CAD)
Crédit (CAD)
Description
2055.06501.66503.0169
1,500,000.00
GDD 1265581001 ADDENDA -PR@M - Industrie
Note
Les transactions ont réussi. réservation des fonds
OK
1,500,000.00
AF .B.PR@M - Industrie - Agglo.Industries et c.Programmes d'ai.Autres programm..VIB\. Soutenir p.Programme_bâtim.Gé
Forage de ligne...
Comp
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Modifier la période...
Ouvrir


erser Dt/Ct
n renversé
[ ]
SD
énéral.
ptes en T...